



**HAL**  
open science

**L'eau qui fait conflit, le conflit qui fait ressource.  
Recherche qualitative autour des discours sur l'eau dans  
des espaces protégés de l'Alto-Guadiana (Espagne) et de  
l'Usumacinta (Mexique)**

Ana G. Besteiro

► **To cite this version:**

Ana G. Besteiro. L'eau qui fait conflit, le conflit qui fait ressource. Recherche qualitative autour des discours sur l'eau dans des espaces protégés de l'Alto-Guadiana (Espagne) et de l'Usumacinta (Mexique). Géographie. Université Jean Moulin Lyon 3, 2020. Français. NNT : 2020LYSE3007 . tel-03145393

**HAL Id: tel-03145393**

**<https://shs.hal.science/tel-03145393v1>**

Submitted on 25 Jul 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



N°d'ordre NNT : 2020LYSE3007

**THÈSE de DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON**  
Opérée au sein de  
**l'Université Jean Moulin Lyon 3**

**École Doctorale de Sciences sociales, N°483**  
**Spécialité : Géographie-Aménagement**

Soutenue publiquement le 24/01/2020, par :  
**Ana GONZÁLEZ BESTEIRO**

---

**L'eau qui fait conflit,  
le conflit qui fait ressource**

**Recherche qualitative autour des discours sur l'eau  
dans des espaces protégés de l'Alto-Guadiana  
(Espagne) et de l'Usumacinta (Mexique)**

---

Devant le jury composé de :

M. <b>MELÉ, Patrice</b> . Professeur des Universités. HDR. UMR 7324-CITERES. Université de Tours.	Rapporteur
M. <b>GHIOTTI, Stéphane</b> . Chargé de Recherche CNRS. HDR. UMR 5281-ART-Dev. Université Paul Valéry. Montpellier.	Rapporteur
Mme <b>MICHALLET, Isabelle</b> . Maître de Conférence. HDR. UMR 5600-EVS. Institut de Droit de l'Environnement (IDE). Université Jean Moulin. Lyon.	Examinatrice
Mme <b>FERNANDEZ, Sara</b> . Ingénieure-chercheuse des Ponts, des Eaux et des Forêts (ICPEF, Docteure). UMR MA 8101-GESTE. Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE). Strasbourg	Examinatrice
Mme <b>DE STEFANO, Lucia</b> . Professeure. HDR Département de Géodynamique, Stratigraphie et Paléontologie Université Complutense. Madrid	Examinatrice
Mme <b>HONEGGER, Anne</b> . Directrice de Recherche CNRS. HDR. UMR 5600-EVS. École Normale Supérieure (ENS). Lyon	Directrice



*À Mathilde,  
à la femme libre qu'elle devient*



## REMERCIEMENTS

Rien ne présageait qu'une femme quinquagénaire, déjà docteur en écologie et sans financement pour réaliser une deuxième thèse, accomplirait cette folie. Le projet serait resté dans un tiroir sans l'aide et l'appui des personnes qui m'ont entourée et qui m'ont fait confiance pendant ce travail semé de difficultés. Sans eux, j'aurais jeté l'éponge à plusieurs reprises.

Un grand merci à ma directrice de thèse, Anne Honegger. Elle a été mon accompagnatrice fidèle depuis le début jusqu'à la fin de ce travail. Elle a su, à chaque étape, prodiguer des bons conseils, aussi bien pour le contenu de mon travail que pour mon parcours dans les coulisses administratives compliquées de l'université française. Merci Anne, pour ta générosité et pour ton honnêteté scientifique, pour ton accueil à Lyon, pour les longues conversations, pour le partage des lectures, pour ton amitié...

Merci à l'Université Lyon 3 pour avoir financé une partie de mes missions de terrain à travers le projet Usumacinta-Bourgeon pour le Mexique et une bourse de mobilité pour l'Espagne. Un grand remerciement à mon laboratoire EVS et à son directeur, Jean-Yves Toussaint, qui m'ont fait confiance et ont permis l'inscription de ma thèse au moment où toutes les circonstances jouaient contre moi.

Merci à Frédérique Blot, pour l'encouragement et pour m'avoir lancé dans ce projet improbable. Nos longues conversations stimulantes et ses recommandations de lecture toujours pertinentes m'ont ouvert les yeux à un univers inconnu jusqu'alors. Elle m'a montré qu'une géographie critique était possible et qu'il existait une autre manière de regarder les liens société-nature.

Merci aux géographes de l'axe PPES de l'INU Champollion à Albi, Stéphanie Lima et Rémi Bénos, toujours à l'écoute et prêts à me donner de bons conseils sur la bibliographie à consulter ou m'enseigner les « astuces » du métier du géographe.

Merci à *mi gente* de La Mancha. On dirait qu'ils m'attendaient... lorsque j'ai choisi mon terrain dans la plaine *manchega*. Máximo Florin, mon cher « McA », m'a ouvert avec enthousiasme les portes de son laboratoire d'Hydrobiologie et de l'École d'Ingénieurs de Pont et Chaussées de l'Université de *Castilla-La Mancha* où il enseigne. Merci à Rafael Ubaldo pour les cartes et pour le partage de sa compréhension géographique de l'environnement *manchego*. Merci à Alberto Celis et son non-conformisme avec l'académisme, trop étroit pour les électrons libres que nous sommes. Merci à José Ramón Aragón, Pepe, et son aide inestimable pour trouver la bibliographie introuvable et le partage de l'information précieuse sur l'eau *manchega*. Merci à Julio Plaza, à son accueil chaleureux et au partage des contacts dans le monde agricole. Merci à Celia, Alejandro,

Carmen, José Manuel, Irene et tous les autres. Merci à tous, pour las *cañitas*, les visites de terrain et les conversations sans fin sur une géographie sociale encore peu explorée en Espagne.

Un grand merci à l'équipe française « Usumancinta », de Lyon. Merci à Isabelle Michallet, Irini Djean-Maigre, Claire Harpet et Anne Honegger de leur confiance et de l'invitation à participer à ce projet et à tous les événements associés. Merci pour son esprit ouvert, conciliateur et honnête. Merci pour avoir oublié parfois que je « n'étais » qu'une doctorante...

Mes remerciements vont également aux personnes et institutions qui ont rendu possible la réussite de ma campagne de terrain au Mexique. Merci à Julieta Fuentes pour m'avoir accompagnée fidèlement dans la chaleur torride d'un mois de septembre au Tabasco, pour ses conseils et pour m'avoir aidé à comprendre un peu plus l'âme mexicaine. Merci à Alejandro et à Chucho à Centla, à l'association BACAB, Carmen et Manuel à Tenosique, à Pierre Charrau, à Marcos Antonio Morales pour la cartographie et aux chercheurs du Centre de Changement Global du Sud-Est à Villahermosa.

Merci à toutes ces Espagnols et Mexicains qui m'ont reçu en entretien et m'ont donné un peu de leur temps, de leurs émotions et de leurs rêves. Merci à tous pour les moments vécus, adorables, non seulement pendant les entretiens mais aussi pendant les transcriptions. Là, j'ai pu revivre, parfois avec des larmes aux yeux ou des éclats de rire, les démonstrations de confiance, de générosité, d'hospitalité et de bonne humeur de « mes acteurs de terrain ».

Un terrain espagnol inattendu, une circonstance imprévue, un retour insoupçonné à « la maison », à mon pays d'origine. Merci à tous mes amis d'antan retrouvés, qui m'ont encouragé et accompagné, Paco R., Carmela, Paco H., Merche, Gloria, Susana... Un merci particulier pour Margarita Aguilera, qui m'a fait part de son expérience dans le champ de la médiation et à André Buisson, mon relecteur, implacable traqueur de virgules, d'erreurs de conjugaison et de prépositions mal placées.

Merci à Anne, Franck et Joachim, la petite famille heureuse qui m'a accueillie lors de mes séjours à Lyon toujours avec beaucoup de chaleur et d'amitié.

Merci à Mathilde de me servir de modèle d'enthousiasme, de calme et d'optimisme. Pour avoir supporté pendant longues années un monde plein de conversations autour de « représentations sociales » et pour avoir accepté pendant quelques années d'avoir une maman étudiante.

Merci à Michel, pour sa complicité, pour sa passion, pour son envie de vivre. Pour partager avec moi l'esprit critique, pour être mon meilleur miroir, mon correcteur de style et pour sa patience pour traduire en français l'infinité de verbatim en espagnol. Pour financer ma thèse et me remonter le moral. Pour réchauffer mon cœur et me suivre dans une vie atypique à deux.

PS. Et un remerciement chaleureux pour un « non humain » rempli des heures de réflexion des humains : la Bibliothèque Centrale de l'Université Jean Jaurès de Toulouse. Les innombrables heures passées dans son sein ont permis ma mise à jour dans une littérature des sciences humaines et sociales inconnue pour moi jusqu'alors. C'est là que j'ai eu réponse à mes questionnements, grâce à une consultation aisée aussi bien des derniers ouvrages parus que de ceux plus « classiques » maintes fois lus et relus par des promotions d'étudiants avant moi.

## AVANT-PROPOS

Lorsqu'on arrive à la fin d'un travail doctoral, on aurait envie d'emprunter la machine à remonter le temps pour revenir en arrière et remédier à aux omissions, à aux tâtonnements, à aux aveuglements, à aux écarts... tout ce qui pendant ces années de réflexion m'a fait mûrir. Mais, c'est trop tard, le document est prêt. J'ai appris beaucoup du regard attentif sur ces erreurs et le chemin serait trop long pour faire et refaire. Cette impression déjà ressentie lors de ma première thèse, se répète aussi dans cette deuxième... Qu'en serait-il alors pour une troisième ? On verra...

Faire une deuxième thèse n'est pas si courant... Les personnes qui se lancent à une aventure d'une telle ampleur ont sans doute une motivation qui de mon point de vue, répond à une de ces trois raisons. La première pourrait évoquer le complexe de Peter Pan. Autrement dit, ne pas vouloir grandir : vouloir rester indéfiniment sous le statut d'étudiant, être soutenue perpétuellement par ses professeurs et tuteurs. J'ose croire que ce n'est pas mon cas.

La deuxième pourrait être de mobiliser un complément de compétences nécessaire pour renforcer un poste de travail dans la recherche ou dans le monde professionnel, ce qui n'est objectivement pas mon cas non plus. Une troisième raison apparaîtrait comme une forme de quête personnelle qui appelle à se remettre en question et à ne pas rester dans le « faire semblant ». Ceci pourrait bien être mon cas.

Des années d'activité professionnelle dans le champ de l'expertise écologique m'ont confrontée à de multiples contradictions dans mes résultats, sur lesquelles pendant tout ce temps je suis restée discrète et bridée. Au bout du compte, je me suis retrouvée avec plus de questions que de réponses, avec une sensation inconfortable d'incomplétude. Mes compétences en écologie ne me suffisaient plus pour aborder les questions environnementales auxquelles j'étais confrontée. Il me fallait trouver des supports théoriques, des outils méthodologiques et des pairs avec qui pouvoir discuter en profondeur de mes intuitions et finalement de ma vision du monde.

Il y a à peine sept ans, j'ai trouvé dans les Sciences Humaines et Sociales un champ de recherche passionnant pour l'écologue que j'étais. Le choix de la géographie sociale m'est venu tout naturellement et cette discipline a réveillé en moi le germe de mes premiers apprentissages universitaires. Lors de ma première thèse, mon professeur et chef du département d'écologie de l'Université Autonome de Madrid avait semé dans toute une génération d'étudiants en écologie le levain de la pensée globale, de la systémique, du sens critique et des questions malignes. Le professeur Fernando González Bernáldez, écologue, humaniste, intellectuel et grand curieux du monde qui l'entourait avait déjà compris dans les années 1990, que nous, les écologues, ne pouvions pas rester neutres face aux changements environnementaux auxquelles nous assistions. Sa grande intuition sur les interactions Nature et Société l'avaient amené à travailler sur des thématiques qui n'étaient



pas encore dans les agendas des chercheurs en écologie, telles que l'adaptation affective à l'espace et aux paysages ou la terminologie populaire des zones humides. Malheureusement, il nous a quitté trop tôt, quelques mois après ma soutenance de thèse. Une pensée émue pour lui.

Quelques personnes de mon entourage espagnol m'ont conseillé de ne pas recommencer une nouvelle thèse mais d'écrire quelques articles sur les questions sociétales en lien avec l'environnement. Une suggestion que j'ai rejetée aussitôt : à mon avis nous ne pouvons pas interroger convenablement certains sujets de l'interface nature-société avec les « lunettes » positivistes et quantitatives que portent les sciences de la nature. J'ai préféré prendre un chemin plus long et détourné qui m'a semblé plus intéressant et plus susceptible de faire évoluer mon regard. Mûrir une autre approche qui combinerait et permettrait le dialogue entre l'acquis de ma première thèse et le projet de cette deuxième que je présente ici, tel est devenu mon objectif.

L'objet de mes recherches est resté inchangé d'une thèse à l'autre : l'eau souterraine, l'eau superficielle, la protection de la nature et plus particulièrement des écosystèmes aquatiques au sein d'une société qui, après avoir expérimenté les *diktats* du développement durable, se trouve à nouveau égarée. Je pourrais aller jusqu'à dire que cette thèse que je présente aujourd'hui est la suite de la première et qu'elle incorpore un certain nombre de chapitres que je n'ai pas su écrire en 1992 (et pas uniquement parce que je ne parlais pas un seul mot de français !), en lien avec les analyses sociales et politiques.

Presque trente ans se sont écoulés depuis, mais les questions pour lesquelles je n'avais pas eu de réponse à l'époque restent présentes. J'ai essayé de réfléchir à tout cela avec le poids de l'âge et d'une certaine expérience. Malgré le décalage que j'ai ressenti avec la génération *natif-digital* à laquelle appartiennent tous mes camarades jeunes doctorants, je pense avoir su m'adapter aux nouveaux outils informatiques et bibliographiques, même s'il reste toujours en moi un goût pour la solitude, une patience vis-à-vis de l'apprentissage et une relation au savoir et à la connaissance liée au temps qu'impose la lecture en papier et non sur un écran.

Pourquoi parmi les Sciences Humaines et Sociales choisir une discipline comme la géographie ? Les propos de Retailé (2010a : 1) semblent répondre à cette question : « le géographe fait la synthèse des experts parce que la géographie est une science de synthèse du naturel et du culturel. Le géographe peut faire dialoguer différentes formes d'expertise portées sur le territoire ».

Certes, il est toujours complexe d'établir quelles sont les idées qui précèdent et qui dirigent un projet de recherche parce que chaque question que se pose le chercheur naît de son inquiétude et de sa curiosité, mais aussi de sa propre formation et expérience. Pourquoi se pose-t-on certaines questions et pas d'autres ? Pourquoi les pose-t-on d'une manière et pas d'une autre ? Répondre à ces interrogations implique une connaissance de soi-même et cela n'est jamais facile. Et je crois sincèrement que je n'aurais jamais réussi à m'interroger de la même manière si je n'avais pas été déjà docteur en écologie.

Je suis aussi consciente que je ne suis pas absente de cette thèse comme je ne l'étais non plus de la première, malgré ma certitude alors que ce que je faisais avait un caractère « objectif ». Ma sympathie pour le sujet de l'eau liée à la conservation des hydrosystèmes m'ont toujours guidée. Je dois maintenant admettre que je suis un sujet qui ne peut pas être évacué de mon objet d'étude.

Néanmoins, je crois avoir fait un effort de rétrospection et de réflexivité en essayant à chaque pas de comprendre et de mettre en question ma position dans les champs de l'écologie et des sciences sociales.

Enfin, soyons juste, j'ai pris énormément de plaisir à relever ce nouveau défi personnel. Ce bonheur a été particulièrement intense lors de mes entretiens de terrain, par la compréhension et l'empathie que j'ai pu trouver et susciter chez mes interlocuteurs, notamment ceux des experts en écologie qui étaient quelques années auparavant mes collègues. On se surprend et on s'attache à certains propos comme celui de cet agent public de l'eau qui m'a dit à Ciudad Real (Espagne) le 8 juin 2017 : *“Es la primera vez que alguien me pide mi punto de vista y no me lo discute...”* « C'est la première fois que quelqu'un me demande mon point de vue sans le remettre en question... ».



## NOTE AUX LECTEURS

### **L'anonymat des personnes enquêtées**

Nous avons donné lors des entretiens à nos interlocuteurs l'assurance de leur anonymat. Nous tenons donc à honorer cet engagement en ne livrant dans ce document ni l'intégralité des entretiens enregistrés et transcrits ni les noms ou postes précis qu'occupent les acteurs enquêtés. En revanche, nous détenons ces informations et elles sont consultables sur demande du jury s'il le considère nécessaire. Les annexes 5 et 6 explicitent le code donné à chaque acteur (avec lequel il est identifié en bas de chaque *verbatim*), le lieu et la date dans laquelle l'entretien a été réalisée, l'âge et le profil socio-professionnel de chaque personne.

### **Les verbatim**

Les entretiens semi-directifs réalisés dans nos deux espaces d'étude, l'Espagne et le Mexique, sont en espagnol. Nous avons tenu à conserver les propos énoncés par les acteurs espagnols ou mexicains interrogés dans cette langue, mais nous avons fait -nous-mêmes- la traduction littérale en français pour faciliter la compréhension du lecteur francophone. Les deux versions du même *verbatim* se trouvent côte à côte dans le texte : à gauche la version espagnole et à droite la version française.

Nous avons largement hésité sur la manière de présenter ces *verbatim* dans un souci de faciliter sa consultation. Au risque d'alourdir ce mémoire, nous avons finalement opté pour la formule que nous aurions aimé retrouver si nous étions le lecteur : intercaler les verbatim dans le texte au fur et à mesure du développement de nos propos au lieu de les rassembler dans un deuxième tome d'annexes. De cette manière, nous offrons aux lecteurs deux niveaux de lecture de nos résultats : celle plus approfondie, où les *verbatim* choisis suivent le fil rouge de notre démonstration et une autre plus rapide, où l'on peut ignorer la lecture d'une partie des *verbatim* sans risque de perdre le cheminement de notre analyse.

### **Les références et citations en anglais ou en espagnol dans les textes originaux**

Les références bibliographiques écrites par leurs auteurs dans des publications anglophones ou hispanophones sont présentées dans le texte traduites par nos soins. Ce choix obéit au souci de ne pas allonger davantage ce mémoire avec des citations en double dans deux langues, par ailleurs, aisément compréhensibles dans la littérature scientifique.

### **Les noms des lieux en Espagne et au Mexique**

Nous avons fait le choix de maintenir les noms des lieux dans *La Mancha* (Espagne) ou à *Tabasco* (Mexique) en espagnol. Ils sont toujours écrits en italique.

### **L'année d'édition des ouvrages cités dans les références bibliographiques**

Pour faciliter la tâche de repérage, nous avons cité dans le texte et dans la bibliographie l'année de l'édition que nous avons utilisée et non pas l'année de la première édition des ouvrages consultés.



## LISTE DES ABRÉVIATIONS

<b>ACA :</b>	Agencia Catalana del Agua (Espagne)
<b>ANP :</b>	Area Natural Protegida (Mexique)
<b>ANR :</b>	Agence Nationale de la Recherche (France)
<b>APFFCU :</b>	Aire de Protection de Flore et Faune Cañón del Usumacinta (Mexique)
<b>ASAJA :</b>	Asociación Agraria de Jóvenes Agricultores (Espagne)
<b>CCGS :</b>	Centro del Cambio Global y la Sustentabilidad (Mexique)
<b>CDI :</b>	Comisión de Pueblos Indígenas (Mexique)
<b>CFE :</b>	Comisión Federal de Electricidad (Mexique)
<b>CILA :</b>	Comisión Internacional de Límites y Aguas (Mexique)
<b>CNRS :</b>	Centre National de la Recherche Scientifique (France)
<b>CONACYT :</b>	Centro Nacional de Ciencia y Tecnología (Mexique)
<b>CONAFOR :</b>	Comisión Nacional Forestal (Mexique)
<b>CONAGUA :</b>	Comisión Nacional del Agua (Mexique)
<b>CONANP :</b>	Comisión Nacional de Áreas Protegidas (Mexique)
<b>CSIC :</b>	Centro Superior de Investigaciones Científicas (Espagne)
<b>CUAS :</b>	Comunidad de Usuarios de Aguas Subterráneas (Espagne)
<b>DCE :</b>	Directive Cadre sur l'Eau
<b>DOE :</b>	Débit Objectif d'Étiage
<b>FNCA :</b>	Fundación Nueva Cultura del Agua (Espagne)
<b>GIRE :</b>	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
<b>GWP :</b>	Global Water Partnership
<b>IGME :</b>	Instituto Geológico y Minero de España (Espagne)
<b>INC :</b>	Instituto Nacional de Colonización (Espagne)
<b>LAADQ :</b>	Logiciels d'Aide à l'Analyse de Données Qualitatives
<b>LAN :</b>	Ley de Aguas Nacionales (Mexique)
<b>MEA :</b>	Millennium Ecosystem Assessment
<b>MTE :</b>	Méthode de la Théorie Enracinée
<b>NIMBY :</b>	Not In My BackYard
<b>OCDE :</b>	Organisation de la Coopération et du Développement Économique
<b>ONG :</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>ONU :</b>	Organisation des Nations Unies
<b>PAC :</b>	Politique Agricole Commune
<b>PCR :</b>	Plan de Compensación de Rentas (Espagne)
<b>PEAG :</b>	Plan Especial del Alto Guadiana (Espagne)
<b>PEMEX :</b>	Petróleos Mexicanos (Mexique)
<b>PICI :</b>	Programa Integral de Control de las Inundaciones (Mexique)
<b>PNTD :</b>	Parc National des Tablas de Daimiel (Espagne)
<b>PNUD :</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PROFEPA :</b>	Procuraduría Federal de Protección al Ambiente (Mexique)
<b>RAMSAR :</b>	Convention Internationale de Ramsar : Protection des zones humides, spécialement pour la conservation des oiseaux aquatiques

**PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement  
**RBLMH** : Réserve de Biosphère La Mancha Húmeda (Espagne)  
**RBPC** : Réserve de Biosphère Pantanos de Centla (Mexique)  
**SAGARPA** : Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca (Mexique)  
**SAGE** : Schéma d'Aménagement et Gestion des Eaux  
**SEMARNAT** : Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales (Mexique)  
**SCRATS** : Sindicato Central de Regantes del Traspase Tajo-Segura (Espagne)  
**SHS** : Sciences Humaines et Sociales  
**TTS** : Transfert d'eau interbassin Tajo-Segura (Espagne)  
**UJAT** : Universidad Juárez Autónoma de Tabasco (Mexique)  
**UCLM** : Universidad de Castilla-La Mancha (Espagne)  
**UICN** : Union Internationale pour la Conservation de la Nature  
**UNESCO** : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture  
**URA** : Agencia Vasca del Agua  
**WWF** : World Wildlife Fund

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>17</b>
<b>PARTIE 1. L'EAU QUI FAIT CONFLIT.....</b>	<b>29</b>
Chapitre 1. S'orienter dans les réalités multiples.....	31
Chapitre 2. Le conflit sur l'eau : son analyse, sa résolution.....	69
<b>PARTIE 2. DISCOURS TERRITORIALISÉS.....</b>	<b>119</b>
Chapitre 3. Analyser les représentations sociales par les discours.....	121
Chapitre 4. Centrer et décentrer le regard.....	149
<b>PARTIE 3. DEUX TERRITOIRES DE NATURE PROTÉGÉE.....</b>	<b>183</b>
Chapitre 5. L'eau en Espagne. Le fleuve <i>Guadiana</i> dans <i>La Mancha</i> .....	185
Chapitre 6. L'eau au Mexique. Le fleuve <i>Usumacinta</i> à <i>Tabasco</i> .....	260
<b>PARTIE 4. LE CONFLIT QUI FAIT RESSOURCE.....</b>	<b>313</b>
Chapitre 7. Relation entre savoirs et pouvoirs : une grille de lecture des hydroconflits.	315
Chapitre 8. A qui profite la situation conflictuelle ? Un conflit qui devient ressource....	376
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>439</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>455</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>493</b>
<b>LISTE DES FIGURES.....</b>	<b>495</b>
<b>LISTE DES PHOTOS.....</b>	<b>499</b>
<b>LISTE DES ANNEXES.....</b>	<b>501</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>503</b>





## INTRODUCTION

*« Ce n'est que lorsqu'on dérobe aux nouveaux venus leur spontanéité, leur droit de commencer quelque chose de nouveau, que le cours du monde peut être déterminé et prévu »*

*Hannah Arendt, 2007*



Ce travail de recherche n'est pas exactement une nouvelle thèse sur l'eau, malgré son titre et les pages où ce vocable apparaît en d'innombrables occasions. Ceci est surtout une thèse qui a vocation à s'inscrire dans l'actualité des débats qui bouleversent les études environnementales à l'interface entre société et nature. Elle porte sur la nécessité de traduire en action scientifique les changements qui caractérisent l'ère que nous traversons, l'Anthropocène, et qui donnent depuis quelques décennies un nouveau sens au futur de la Terre et de l'Humanité.

Nous ne rentrerons pas dans les polémiques qu'ont suscité l'utilisation de ce label introduit par Crutzen et Stoermer en 2000, notamment sur sa qualité d'ère géologique. Ce qui est par contre évident dans notre propos ici est que la distinction entre histoire naturelle et histoire humaine, deux dimensions qui jusque là ont évolué juxtaposées mais sans véritables points de rencontre, est bel et bien terminée. En d'autres termes, la question environnementale doit susciter la considération et la recomposition nécessaire pour que tous les modes de production du savoir des disciplines scientifiques « dites » environnementales convergent.

Les hypothèses qui donnent à penser que la nature se porterait beaucoup mieux sans l'intervention humaine ont été le fil conducteur de la recherche environnementale de ces dernières décennies. Nous devons néanmoins admettre que cette linéarité est loin d'être si simple et que la notion d'équilibre écologique, qui avait constitué le socle sur lequel s'étaient fondés les premiers travaux environnementaux, doit céder sa place au profit du constat d'une adaptation permanente des systèmes naturels aux perturbations aussi bien naturelles qu'anthropiques (Larrère et Larrère, 1997 : 181).

Face aux changements qui façonnent de manière de plus en plus significative nos environnements, il nous faut revoir nos horizons scientifiques. Dans la ligne de la réflexion et des propositions des *humanités environnementales*, il paraît ainsi urgent et nécessaire de construire un nouveau paradigme qui remette en question la division actuelle entre sciences sociales et sciences naturelles<sup>1</sup> afin d'aborder, d'analyser, de comprendre et d'affronter les défis sociaux, écologiques et politiques du XXI<sup>e</sup> siècle. Comme le pointe Quenet (2017 : 264), « la réponse ne peut pas venir seulement des sciences naturelles et ingénieries, mais en partie des humanités dont la compréhension des phénomènes culturels et sociaux permet d'éclairer les choix collectifs ».

Il est évident qu'il ne s'agit pas ici de supplanter ou de négliger le rôle que l'écologie, l'hydrologie, l'économie ou les ingénieries ont eu - et ont encore - dans la compréhension du fonctionnement des écosystèmes, la définition d'indicateurs biophysiques et la formalisation des liens avec les dynamiques économiques d'exploitation des ressources. Il s'agit d'inviter ces sciences à s'inscrire, avec les sciences sociales, dans une réflexion émergente sur les partages disciplinaires, à cheminer ensemble vers « l'âge des attachements » (Quenet, 2017 : 264). Le terrain n'est pas infertile : les sciences naturelles et technologiques doivent composer avec les réalités sociales et politiques de leurs terrains

---

<sup>1</sup> Ici comme dans le reste de ce travail, le terme *sciences naturelles* fait référence à l'ensemble des sciences de la vie et de la terre.

d'étude, affronter ce qu'elles jugent comme des indifférences ou des hostilités sans avoir toujours la certitude d'avoir emprunté les voies adéquates au vu des résultats obtenus, pas toujours satisfaisants.

Barré *et al.*, (2015 : 8) font, avec une certaine désillusion, le constat qu'après une cinquantaine d'années d'études scientifiques, de mobilisations écologistes et de politiques publiques environnementales, l'environnement reste vulnérable aux intérêts économiques, aux appartenances sociales, aux positionnements politiques et aux barrières entre spécialistes. C'est également l'état des lieux que dressent elles-mêmes avec déception quelques rétrospectives issues du monde de l'écologisme : les problématiques et les approches dénoncées depuis les années 1970 ne cessent d'être de vive actualité (Del Val, 2019). Sans aller jusqu'à parler d'échec, les efforts continuels de la communauté de la connaissance environnementale n'ont pas été à la hauteur des attentes et, face aux bilans mitigés sur l'action environnementale passée, nous sommes en droit de nous demander : en quoi nous sommes-nous trompés ?

La communauté scientifique de l'environnement (« nature » et « société ») a sans doute largement pris conscience de la « fin de l'environnement comme nature séparée de nous, les humains » (Quenet, 2017 : 264). Mais les distances entre les champs du savoir environnemental restent toujours significatives : dans les forums de recherche sur l'eau, faire participer plusieurs disciplines à la prise en compte de la dimension relationnelle entre l'eau et la société reste encore marginal (Linton, 2017). D'un côté, « les écologues éprouvent des réserves à travailler sur un pied d'égalité avec les chercheurs en sciences sociales » (Blanc *et al.*, 2017b : 271) parce que les approches qualitatives de la nature qui analysent les représentations sociales, les valeurs et les rapports de pouvoir qu'elles génèrent ne contribuent guère à leurs instruments de travail habituels, la modélisation de scénarios de futur. De l'autre côté, le regard constructiviste que les sciences sociales ont porté sur l'action humaine et la nature a trop souvent négligé d'appréhender la matérialité qui interagit avec les cadres politiques, économiques, sociaux et historiques (Hacking, 2008 : 9 ; Blanc *et al.*, 2017b : 272). De part et d'autre règne parfois le sentiment d'être seul comptable ou prescripteur de la nature ou de la société.

Non pas que les sciences naturelles et technologiques n'aient pas invité les sciences humaines à leur table de travail. Mais les études des dimensions sociales et politiques des dégradations environnementales ont été considérées soit comme un simple vernis pour des projets de recherche sur l'environnement global (Nye *et al.*, 2013 : 12), soit comme le moyen de sensibiliser les populations locales et de leur faire accepter ce qui n'était pas acceptable pour elles dans le cadre des discours dominants sur l'environnement (Nye *et al.*, 2013 : 6). Ce n'est pas non plus que ces processus aient été la conséquence d'une intentionnalité, d'une concurrence corporatiste entre disciplines du naturel et du social. Ils résultent avant tout du paradigme positiviste qui domine la manière de produire de la connaissance depuis que les attentes concernant la nature ont été problématisées, un

paradigme qui ne peut laisser qu'une place périphérique et contextuelle à la description et la prise en compte du social.

Qu'on ne voit pas ici une sorte de « révolte épistémologique », un positionnement trop critique dont on pourrait faire le reproche à ces chercheurs en sciences naturelles passés à l'« autre bord », celui de la recherche en sciences sociales, ce qui est le cas de l'auteure de ces pages. Il ne s'agit pas de condamner notre ancien cadre disciplinaire pour s'être jugé une fois pour toute prescripteur de la nature, ou pour son manque d'intérêt pour les explications socio-politiques qui peuvent se cacher derrière son abondante production de chiffres, de sanctionner rétrospectivement nos anciennes pratiques de recherche et, en paraphrasant Lahire (2016 : 35-45), d'apprécier si elles étaient « bien » ou « mal ». Il s'agit plutôt de comprendre les limites du rôle principal qu'on nous avait confié, celui que nous nous étions confié à nous-mêmes, en tant que porte-parole de la question environnementale. Il s'agit de nous demander comment une prise de distance, un regard extra-disciplinaire, d'autres catégories d'analyse, nous auraient permis de mieux identifier la nature des problèmes, de « voir » la société et l'eau que nous avons sous les yeux.

Plutôt que d'interdisciplinarité, entendue comme interaction entre disciplines, nous parlerons ici de transdisciplinarité, une intégration des savoirs où les points de vue de chaque discipline se plient à une réflexion commune sur un objet commun. On reconnaîtra les efforts des projets de recherche actuels qui constituent des équipes d'experts venus d'horizons divers et favorisent le dialogue entre disciplines. Mais on reconnaîtra aussi que le chemin vers la transdisciplinarité est encore long. Les notions de nature et culture/société ne coïncident pas. Ils reproduisent le cloisonnement classique entre disciplines, ce qui fait que les objets d'étude restent différenciés et les travaux se côtoient sans se rejoindre. Sans un vrai partage de l'objet d'étude, sans rendre les uns et les autres dépendants de l'information produite, enfin sans une vraie fusion ou intégration des résultats, la transdisciplinarité reste lettre morte (Medina, 2018). Comme l'affirment Blanc *et al.* (2017b : 275), « la véritable transdisciplinarité est [d'abord] un effort sur soi ». C'est sans doute dans cette attitude d'autocritique et de respect mutuel que le défi de la transdisciplinarité peut être relevé.

Plutôt qu'une nouvelle thèse sur l'eau, celle-ci vise donc à être une contribution à la quête de nouvelles formes de cohabitation entre champs scientifiques, un défi dont on jugera qu'il est urgent et vital pour notre approche de l'environnement. Elle vise aussi à apporter une réflexion dont on peut espérer qu'elle s'est enrichie de la double formation de celle qui a osé l'entreprendre. Dans ce cadre, pourquoi s'être interrogée sur le conflit lié à l'eau ? Porter son attention sur un conflit environnemental tel que celui sur l'eau montre en abondance que ce conflit concentre en lui-même suffisamment de préjugés, de négations et de malentendus pour qu'il devienne l'expression par excellence des relations société-nature. Analyser les dynamiques sociales et les représentations autour du conflit, le rôle des savoirs experts et profanes, les jeux de pouvoirs et les discours qui légitiment les pratiques, engage le regard des sciences sociales et met en évidence ses interrelations avec les compétences techniques des sciences naturelles. Ici peut-être mieux qu'ailleurs peuvent se

définir le rôle de la géographie sociale et ses apports d'éléments de compréhension et de changement dans les relations entre-disciplines naturelles et sociales.

En dépit de la mise en place de nouveaux cadres juridiques nationaux ou internationaux de régulation et de contrôle ou de celle de dispositifs de type participatif supposés s'assurer de l'adhésion des populations, les tensions et les conflits sur l'eau continuent d'être présents un peu partout au point que l'on peut se demander si parler de l'eau sans parler de conflit est possible. Même là où ces conflits ne se manifestent pas d'une façon ouverte voire violente, il existe très souvent des dynamiques inertielles sur les territoires qui, à la manière d'une sorte de fatalité, perpétuent un état latent de tension conflictuelle que les différentes initiatives politiques et techniques ne parviennent pas à faire évoluer. Ajoutons que ce n'est pas le déterminisme physique de l'eau mais le déterminisme politique qui s'impose sur les territoires à l'heure de faire le choix des politiques publiques et des aménagements hydriques associés (Blot, 2005), et que ceci très souvent alimente le conflit.

Réalités physiques, perceptions et expressions s'entremêlent et leurs coïncidences et leurs disparités sont riches d'enseignements. Ainsi, le conflit sur l'eau est généralement associé à l'idée de pénurie. Dans l'un des espaces d'étude de cette thèse, le bassin de l'*Alto-Guadiana* dans *La Mancha* (Espagne), avec une précipitation moyenne de 400-650 mm/an<sup>2</sup> et un débit moyen du fleuve *Guadiana* de 26 m<sup>3</sup>/s<sup>3</sup>, on peut lire dans la presse (Guerrero, 2015) : « *Le gouvernement est préoccupé à cause des problèmes de sécheresse dans La Mancha et il est conscient que dans le futur nous allons avoir de moins en moins de ressources en eau et de plus en plus de pénurie d'eau* ». Dans notre deuxième espace d'étude, le bassin de l'*Usumacinta* à *Tabasco* (Mexique) qui possède une précipitation moyenne de 4 500 mm/an<sup>4</sup> et un débit moyen du fleuve de 1 500 m<sup>3</sup>/s<sup>5</sup>, nous pouvons entendre également<sup>6</sup> : « *Nous avons peur, même si vous n'arrivez pas à le croire, le fleuve est en train de s'assécher. Il fait plus chaud et il y a plus de sécheresse, tout est en train de brûler* ». Quels sont donc les mécanismes sociaux qui font que l'on retrouve paradoxalement des discours semblables autour de l'eau et de sa pénurie aussi bien dans les régions arides que dans d'autres beaucoup plus humides ?

S'interroger sur ce qu'est la pénurie en eau renvoie à des processus de qualification, et donc à une objectivation de l'état quantitatif et qualitatif de l'eau (Rivière-Honegger et Bravard, 2005 ; Buchs, 2016a). Ces processus mettent en jeu toute une série de relations entre les savoirs scientifiques-techniques et les savoirs dits profanes et engagent des interactions entre les représentations et les stratégies d'acteurs jusqu'à provoquer dans la plupart des cas

---

<sup>2</sup> [http://aguas.igme.es/igme/publica/libro43/pdf/lib43/4\\_2.pdf](http://aguas.igme.es/igme/publica/libro43/pdf/lib43/4_2.pdf) (consulté le 29/03/2016).

<sup>3</sup> <https://riosdelplaneta.com/rio-guadiana/> (consulté le 29/03/2016).

<sup>4</sup> [https://www.imta.gob.mx/biblioteca/libros\\_html/la-cuenca-rio-usumacinta/files/assets/basic-html/page153.html](https://www.imta.gob.mx/biblioteca/libros_html/la-cuenca-rio-usumacinta/files/assets/basic-html/page153.html) (consulté le 29/03/2016).

<sup>5</sup> [https://www.ecured.cu/R%C3%ADo\\_Usumacinta](https://www.ecured.cu/R%C3%ADo_Usumacinta) (consulté le 29/03/2016).

<sup>6</sup> Témoignage recueilli par Jérôme Gandin et communiqué lors du IS Rivers-Workshop Usumacinta-VALUSES, Lyon, 4-8 juin 2018. *Le travail de terrain auprès des populations locales du bassin de l'Usumacinta : apprentissage du savoir profane.*

un conflit déclaré sur la base d'un manque supposé d'eau. Juger que la pénurie d'eau est la cause principale du conflit peut mener au risque de diagnostic erroné : la mise en place d'un cadre d'action pertinent ne peut se passer d'une analyse approfondie du fonctionnement social et pas uniquement des causes physiques de la pénurie d'eau qui mène au conflit.

D'autres causes que le manque d'eau - fait biophysique ou construit social - peuvent être des raisons affichées des conflits, comme les insatisfactions individuelles et collectives qui ont d'autres origines que l'eau (Guérin, 2005), des questions d'identité territoriale (Marié, 1994 ; Watteau, 1996), des revendications liées à la pauvreté des populations (Latargère, 2018) ou encore des relations avec des valeurs patrimoniales (Bouleau *et al.*, 2011). Autant de situations dont les expressions peuvent être aussi parfois ouvertes et même violentes. Nous prétendons que ces situations de crise, surtout décryptées par les chercheurs, ne sont pas forcément les plus intéressantes à l'analyse, dans la mesure où elles solidifient (au moins pour un temps) les rapports sociaux, réduisent les représentations et schématisent les discours. Nous avons préféré étudier un type de conflit que nous pourrions qualifier d'« enkysté », c'est-à-dire un conflit qui s'installe dans la routine de la vie d'un territoire et y reste de manière permanente, sans que rien ni personne n'arrive à l'éliminer. Nous avons aussi cherché à étudier un conflit lié à l'eau qui pourrait avoir plusieurs typologies sur un même territoire : conflit d'usage, conflit d'accès, conflit de protection des écosystèmes aquatiques. Le bassin de l'*Alto-Guadiana* dans *La Mancha* (Espagne) et plus particulièrement la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* réunissait l'ensemble de ces caractéristiques.

L'eau dans *La Mancha* est source de conflit depuis les années 1970. Cette région semble unie à son conflit hydrique au point que celui-ci s'inscrit inextricablement dans l'imaginaire collectif espagnol et qu'il est aussi emblématique des conflits liés à l'eau en Espagne (Fornés et Llamas, 2004). Ce conflit qui s'est effectivement enkysté dans la région, s'exprime dans des termes comparables et suscite le même type de discours au grand public depuis une quarantaine d'années, malgré les efforts déployés ou affichés par le monde technico-scientifique et politique pour lui apporter une solution.

Ce conflit est associé, dans la littérature grise, à l'effet négatif causé par l'exploitation des eaux souterraines sur les écosystèmes aquatiques protégés de la Réserve de Biosphère et sur l'agriculture d'irrigation de petite taille. Il ne s'exprime pas par la violence, par des luttes ou d'autres formes de protestation visibles mais il prend son existence et se manifeste dans toutes les narrations et les discours qui circulent dans *La Mancha* autour de l'eau. Il est réputé interminable, sans solution, au point que ces derniers temps, une bonne partie des chercheurs, provenant fondamentalement des sciences naturelles et de l'ingénierie, semblent finalement avoir abandonné la mission qu'ils s'étaient assigné, celle de trouver une issue consensuelle à ses antagonismes. Pour autant que l'on puisse appliquer ce qualificatif à un conflit, il s'agit d'un conflit « stable », apparemment immuable. Mais, dans ce cas, quels sont les facteurs qui lui confèrent cette stabilité ?



Reposer les termes de ce conflit selon une approche différente, venue de la géographie sociale, nous a paru opportun et nécessaire pour différentes raisons. La première, ne nous nions pas, est lié au défi de rouvrir un dossier de recherche jugé épuisé par les représentants scientifiques locaux et à leur insistance à considérer que « tout à été déjà dit sur le conflit de l'eau dans *La Mancha* ». La seconde, peut-être du même ordre, est d'investir un champ de recherche quelque peu différent, un conflit hydrique « enkysté » plutôt que spectaculaire, un conflit aussi qui concerne l'eau environnementale, un sujet quelque peu oublié des études de l'eau en sciences sociales si l'on en juge par les récents événements scientifiques<sup>7</sup>.

D'autres raisons tiennent au socle théorique et aux fondements méthodologiques de notre travail, qui s'éloignent significativement du traitement « du social » fait par les chercheurs en sciences sociales de l'eau ayant travaillé dans la région. La géographie humaine pratiquée sur l'eau dans *La Mancha* n'est guère allée plus loin que la collecte et l'analyse des statistiques sociales telles que la situation socio-économique des petits agriculteurs, remplissant jusqu'alors le chapitre « du social » d'une façon incontestablement insuffisante (Nogué, 2018). C'est ce que Boira (2015 : 235) appelle *la carte conservatrice* dominante dans la géographie espagnole, trouvant sa validité dans le déploiement formidable de techniques cartographiques et selon laquelle l'espace est considéré comme immuable. Notre approche prétend aller au-delà pour comprendre l'eau dans *La Mancha*, toucher de plus près cet hybride qui cristallise les relations humaines et non humaines, les recombinaisons sociales complexes et les relations de pouvoir et de savoir entre acteurs en lien avec cette matière surprenante qu'est l'eau.

Parce que des attentes et des questions ne pouvaient pas manquer de surgir à ce sujet, il nous fallait nous interroger sur la pertinence de l'approche pour la compréhension des blocages qui perpétue le conflit et finalement la recherche de solutions qui y mettent fin. Au fur et à mesure de nos travaux, notre position a évolué, tant sur le rôle du conflit lui-même que sur la pertinence de proposer des solutions. Notre culture occidentale véhicule en général des représentations négatives du conflit parce que celui-ci menace un certain ordre social. Mais le conflit n'est-il pas lui-même une forme d'ordre social ? Les solutions tant réclamées ne seraient-elles pas, dans ce cas, une forme de fixation et d'artificialisation des relations sociales, allant à l'encontre de leurs échanges et de leur créativité ? Il n'est évidemment pas question d'évacuer ces aspects qui engagent le rapport du chercheur à l'action, mais nous nous efforcerons d'apporter quelques réponses à ce sujet, ne serait-ce que pour montrer l'inutilité de proposer des solutions toutes faites, applicables en toutes circonstances, qu'on retrouve dans beaucoup d'analyses des conflits environnementaux.

---

<sup>7</sup> D'après l'appel à communication du colloque international « l'eau dans les Amériques : regards croisés à partir des sciences sociales » qui a eu lieu en janvier 2019, les thématiques principales sur lesquelles les chercheurs en sciences sociales de l'eau s'intéressent actuellement sont l'eau urbaine et les services de distribution d'eau et assainissement, l'eau en tant que bien économique, la question de la gestion de l'eau et la participation citoyenne, l'accès à l'eau et les inégalités. Le même type de thématiques se trouve lors des dernières Doctoriales des sciences sociales de l'eau qui ont eu lieu en septembre 2019 à Lyon. Seul un nombre très restreint de contributions a fait référence à la restauration écologique des milieux aquatiques.

Avoir accès à un autre espace d'étude, le bassin du fleuve *Usumacinta* dans l'État de *Tabasco*, au Mexique, a sans nul doute été un réel atout pour prendre de la distance dans l'analyse des représentations sociales associées aux dynamiques et pratiques territoriales dans notre terrain principal espagnol de *La Mancha*. Cela ouvrait la possibilité de rechercher les mécanismes sociaux qui produisent des discours autour du manque d'eau indépendamment du type de territoire, d'explorer la place qu'occupe la connaissance dans la construction du problème lié à la gestion de l'eau et de la mettre en perspective avec ce qui fait conflit ou ce que l'on dit faire conflit.

La mise en perspective entre l'Espagne et le Mexique conduit à des questions entre localisation et généralisation. Y a-t-il spécificité localisée ou retrouve-t-on des relations communes entre les conflits et la production et les échanges de savoir et pouvoir ? Quels sont ainsi les mécanismes sociaux qui font que l'on retrouve des discours autour de l'eau semblables dans des territoires secs et d'autres humides ? Le degré de conflictualité est-il en rapport avec la quantité d'eau disponible ou plutôt lié à la manière dont les sociétés construisent les argumentaires pour gérer l'eau à partir de l'expertise scientifique et technique ? Pourquoi, en Espagne comme au Mexique, en dépit des efforts continuels de l'expertise scientifique et technique pour nourrir et justifier les politiques publiques, les problèmes même différents qui sont sources potentielles de conflits, persistent-ils ? Et dans ce cas, quelle est alors la fonction et la productivité de ces conflits pour les pouvoirs et savoirs présents sur ces territoires ?

Ceci nous ramène à la question centrale qui a guidé notre recherche : un conflit sur l'eau comme celui de *La Mancha*, vieux de 40 ans, sans conciliation apparente possible, est-il lié à un partage difficile de la ressource ou bien au partage de quelque chose d'autre qui ne serait pas l'eau ? Cette thèse vise à montrer quelles sont, au sein d'une stratégie territoriale, les interactions qui vont provoquer et alimenter un conflit lié à l'eau, comment se construisent les relations tendues ou conflictuelles pour différents types d'acteurs, en lien avec la construction de la connaissance scientifique et technique sur les hydrosystèmes. Nous nous sommes aussi attachée à identifier quel impact peuvent avoir les représentations et les comportements des savoirs dits profanes sur les conditions de dialogue avec les savoirs dits experts pour évaluer ainsi la mise en place et finalement la productivité de la situation de conflictualité.

Notre démarche ne s'est ainsi pas tant concentrée sur le « pourquoi » du conflit que sur le « comment », c'est-à-dire sur le contexte de pratiques et de représentations dans lequel s'inscrit le conflit. Ce type de méthode s'intéresse particulièrement à la signification que donnent les acteurs interrogés au phénomène étudié, ici le conflit lié à l'eau. Pour cela nous avons porté un intérêt particulier aux discours en tant que révélateurs des relations entre les représentations sociales et les pratiques autour de l'eau et donc en tant que facteurs explicatifs des conflits au niveau local. L'étude du langage que nous présentons ici repose sur une analyse d'un corpus constitué d'entretiens semi-directifs qualitatifs (85 interlocuteurs espagnols et mexicains, environ 87 heures d'enregistrement et 520 pages de retranscriptions) ainsi que de documents techniques, scientifiques et institutionnels et des

observations de terrain. L'analyse qualitative des discours permet de reconnaître les diverses positions, perceptions et rationalités des acteurs, leur positionnement par rapport au conflit et, en définitive, les stratégies en rapport avec le conflit au sein du territoire.

Deux soucis ont aussi été déterminants pour notre recherche : le premier est d'adopter une démarche inductive qui laisse autant que possible nos préjugés initiaux au second plan. Certes les ancrages théoriques que nous avons retenus marquent déjà d'une certaine façon les choix du démarrage de notre travail. Nous avons privilégié quelques principes de l'approche de la *political ecology* dans le cadre d'une géographie environnementale (Chartier et Rodary, 2016), adopté une posture constructiviste réflexive et néo-matérialiste, nous sommes nourrie d'apports d'autres disciplines comme la sociologie, les sciences politiques, l'anthropologie, l'histoire, la linguistique ou l'écologie. Mais notre cadre de réflexion est resté le plus ouvert possible puisque « le label ne fait pas le positionnement » (Ginrac, 2015 : 63). Ceci nous a conduit à retenir un mode de production qualitatif de connaissances fondé sur la Méthode de la Théorie Enracinée et à nous garder de formuler des hypothèses préalables qui auraient figé un cadre à nos travaux et probablement engagé nos résultats et nos conclusions. Nos hypothèses se sont construites ainsi au fur et à mesure de l'avancement de notre travail.

Le deuxième souci qui a guidé nos travaux est de rendre aussi explicites que possible aux yeux du lecteur nos méthodes d'analyse et notre processus d'interprétation et d'élaboration des conclusions. Aussi pressés que soient le chercheur et le lecteur de parvenir à ces conclusions, il ne paraît pas raisonnable d'en arriver à l'exposé sans avoir au préalable décrit les étapes de maturation qui leur ont donné naissance. La méthode autant que le résultat nous paraît un objet d'échanges et de débat, de ceux qui font progresser la connaissance. De la même façon que nous avons décrit *in extenso* les fondements de nos choix théoriques, nous nous sommes ainsi efforcée de décrire en détail les raisons et les modalités de nos choix méthodologiques, d'explicitier nos méthodes d'analyse et de faire partager au lecteur les cheminements jusqu'à nos résultats.

Le fait d'explorer dans cette thèse plusieurs approches des sciences sociales de l'eau nous a conduit à réviser et clarifier un large spectre de définitions des cadres théoriques sur les notions mobilisées pour arriver à définir notre propre posture de recherche et forger ainsi nos choix méthodologiques : la réalité et sa construction par les représentations sociales, la place du politique et de la nature dans les relations conflictuelles ou les différents traitements donnés aux études des conflits environnementaux, entre autres. Nous avons choisi d'explicitier pour chacune de ces notions leurs milieux théoriques de production et de discussion pour essayer de démêler quelques quiproquos auxquels nous avons été confrontés. Nous pensons notamment au courant de la *political ecology* anglophone qui induit une certaine confusion dès que le terme est traduit dans d'autres langues, aux différentes dénominations que la géographie propose pour les études de socio-nature ou encore le paradoxe de l'affiliation qualitative de certains types d'études quantifiées des représentations sociales ou d'analyse de données.

Nous proposons une thèse organisée en quatre parties avec une composition assez classique : approches théoriques, méthodologie, terrain d'étude et résultats (Figure 1).

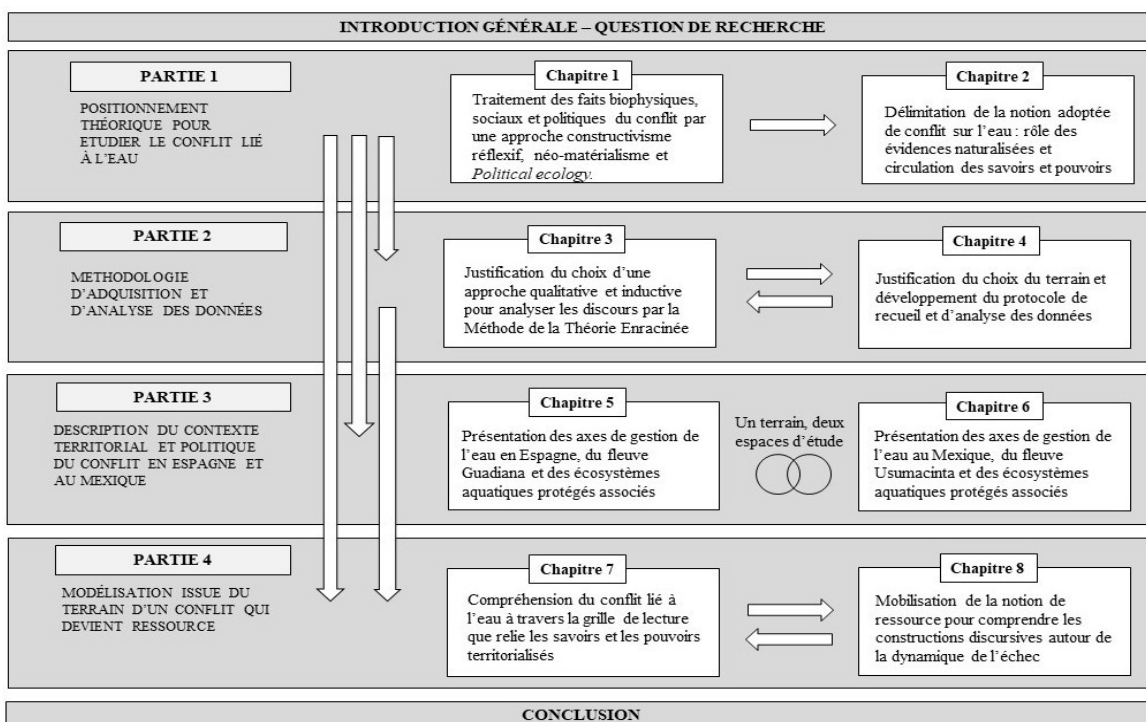


Figure 1. Schéma de structure de la thèse.  
Source : González Besteiro (2020)

La première partie s'intéresse à élucider les éléments qui font de l'eau un objet de conflit environnemental. Ceci nous incite à nous interroger sur le rôle de la production des données sur l'eau et des représentations sociales dans la recherche des solutions aux conflits. Pour cela, dans le chapitre 1, nous développons les différentes interprétations données à la réalité et à la construction de l'eau en tant que fait biophysique, mais aussi en tant que fait social inscrit dans le champ politique. Dans le chapitre 2, à partir d'une révision des approches et méthodologies affichées par plusieurs disciplines qui font du conflit environnemental leur objet d'étude, nous situons notre propre démarche et nos définitions des rapports conflictuels entre société et eau.

La deuxième partie est consacrée aux méthodes de recueil des données de terrain et de leur analyse, une partie selon nous indispensable pour donner le maximum de transparence à nos méthodes et ainsi assurer la crédibilité et la légitimité scientifique à nos résultats. Nous nous sommes attachée ainsi à montrer en quoi les discours et leur analyse sont une source cruciale pour la compréhension du conflit lié à l'eau sur notre terrain d'étude. Dans le chapitre 3, nous interrogeons d'une part le langage en tant qu'organisation symbolique du monde et, d'autre part, l'approche qualitative en tant qu'outil essentiel pour notre objet

d'étude. Le chapitre 4, quant à lui, vise à expliciter l'espace de travail dans lequel nous avons choisi d'enraciner une théorie sur le conflit lié à l'eau et à définir les rapports qui se sont établis entre cet espace et la chercheuse, les protocoles de recueil et d'assemblage de données et des analyses effectuées.

La troisième partie interroge notre terrain d'étude, des deux espaces de nature protégée aux conditions hydrologiques contrastées que nous avons choisis pour faire « parler » du conflit lié à l'eau. Entre description issue de la littérature grise et analyse des discours et observations recueillis, cette partie a pour vocation d'immerger le lecteur dans ces deux territoires : celui du bassin de l'*Alto-Guadiana* en Espagne (chapitre 5) et celui du bassin de l'*Usumacinta* au Mexique (chapitre 6). Ces deux chapitres ont été construits sur la base d'une même structure : ils commencent par une présentation analytique de la façon dont l'eau et sa gestion sont prises en compte dans chacun des deux pays et par la mise en évidence de ce qui fait conflit pour chacun. Ils focalisent ensuite, de manière plus précise, sur les espaces naturels protégés que nous avons choisi d'étudier en Espagne et au Mexique.

Pour finir, la quatrième partie est le fruit de l'analyse transversale des données obtenues dans notre terrain d'étude. Elle met en évidence le poids que prennent les récits sur le conflit lié à l'eau dans la constitution d'une ressource qui pérennise le conflit et le fait vivre. Le chapitre 7 propose une grille de lecture des hydroconflits basée sur la relation entre savoirs et pouvoirs. Le dernier chapitre de cette thèse, le chapitre 8, introduit le concept de ressource et montre combien la notion s'applique au conflit lié à l'eau. Il propose un modèle, interprété et justifié par des preuves empiriques fournies par notre étude de cas, qui permet d'explicitier les mécanismes qui facilitent la transformation du conflit en ressource.

**PARTIE 1**  
**L'EAU QUI FAIT CONFLIT**

*« La sauvagerie est dans le regard et  
l'expérience du spectateur et de l'acteur »*

*Nancy Peluso, 2012*



# Chapitre 1

## S'orienter dans les réalités multiples

### 1.1. Réalités et représentations

#### 1.1.1. Du constructivisme au néo-matérialisme

Les notions de *vérité* et de *réalité* objective du monde qui nous entoure semblent aujourd'hui aller de soi, mais elles sont apparues à des moments précis de l'histoire de la culture occidentale : la *vérité* naquit dans la Grèce du IV<sup>e</sup> siècle avant J.-C. tandis que la *réalité* est issue de l'Europe du XI<sup>e</sup> siècle. Les deux notions sont reliées et l'une découle de l'autre : à partir du moment où le caractère d'évidence du monde extérieur s'impose, « dire la vérité revient à décrire la réalité telle qu'elle est » (Jorion, 2009 : 7).

Depuis la révolution épistémologique de la Renaissance, la *réalité* non seulement devient saisissable par la production des savoirs scientifiques mais aussi les espaces de modélisation de la réalité ouvrent un champ de représentation fidèle du monde, un monde qui existe véritablement. La distinction entre le *réel* et les *espaces de modélisation* devient ainsi une source de confusion depuis Copernic, Kepler et Galilée aux XVI-XVII<sup>e</sup> siècles (Jorion, 2009).

C'est donc à partir de la Renaissance que « l'autre savoir », celui empirique, discursif, singulier et qualitatif s'oppose au savoir scientifique et technique, lui-même considéré à partir de là comme universel, quantitatif et objectif, qui prend le soin de séparer le sujet de l'objet. Le savoir empirique passe alors au champ de l'usage privé qui repose sur la lecture des signes qui signalent la corrélation des phénomènes observés, tandis que la science prend le dessus par son caractère éminemment public dont l'objectif premier est la recherche de la cause de ces mêmes phénomènes (Jorion, 2009 : 175-178). C'est dans cette recherche d'explications des manifestations de la nature et des objets qui la composent que commence à se creuser le fossé entre sciences de la nature et sciences de la société qui perdure à nos jours.



Aujourd'hui notre horizon cognitif, qui tend à considérer le naturalisme/réalisme comme la caractéristique majeure de la science moderne, se heurte à d'autres approches issues des sciences sociales qui, depuis les années 1980, considèrent la réalité comme une construction sociale (Lynch, 2001) à l'instar de l'ouvrage « *La construction sociale de la réalité* » de Berger et Luckmann (2008) et aux travaux de déconstruction des systèmes de catégorisation occidentale de Michel Foucault et Jacques Derrida (Orain, 2007).

Pour leur part, les *Social Studies of Science* ont ajouté une nouvelle incertitude aux dites évidences de la réalité en prônant le caractère hybride des phénomènes et entités que nous croyions jusqu'alors naturels. Ainsi, Bruno Latour (1991) dénonce ce grand partage moderne qui met d'un côté le monde des choses que personne n'a fabriqué (la nature) et de l'autre les manières humaines de les saisir et de leur donner forme (la culture). Il propose un monde fait d'hybrides qui naissent de l'association des humains et des non humains, puisque tous les deux contribuent à l'action (Barbier et Trépos, 2007).

Le débat entre réalistes et constructivistes oppose deux conceptions : la première, qui pense que le monde est constitué d'unités de toute éternité dans tous les choses de la nature et que nous n'avons qu'à observer ou reconnaître quasi passivement. La deuxième, qui croit qu'au contraire le monde et son unité sont à construire où à reconstruire par le sujet.

La démarche constructiviste a été considérée comme une révolution intellectuelle en marche qui a eu sa période algique dans la décennie 1990-2000. Son « évidence, efficacité politique, force institutionnelle et puissance critique ont transformé le constructivisme en un dogme » ou un « porte-étendard » au tournant des années 2010 (Orain, 2007 ; Hacking, 2008 ; Lemieux, 2012) au risque de ne plus évoluer ou de provoquer une « ivresse du dégrisement » (Dewite, 2001 : 398) qui serait causée par le sentiment de savoir « indubitablement que rien de ce qui apparaît comme évident et naturel ne l'est en vérité puisque cela a été créé, produit, construit ». L'auteur de cet acte de construction s'enivre « à la fois de son pouvoir et sa supériorité sur tous ceux qui continuent à croire naïvement que cela est naturel ».

Cette posture constructiviste orthodoxe qui a été « magnifiquement libératrice » (Hacking, 2008 : 13), est cependant depuis peu nuancée et replacée dans le cadre du changement social et naturel. Elle évolue vers un constructivisme plus réflexif ou moins radical où il n'est plus possible de nier la matérialité du monde qui nous entoure. D'après Dewite (2001 : 401), à la formule de Bruno Latour « pas de réalité sans représentation » on peut ajouter une autre proposition symétrique qui serait son corollaire : « pas de représentation sans matérialité ».

Pour le constructivisme radical ou ontologique, toutes les entités sociales ou naturelles du monde sont construites socialement et elles n'existent pas avant ou à l'extérieur du travail de catégorisation. Le réel, trop multiforme et complexe pour pouvoir le comprendre sans passer par des filtres, est ainsi conceptualisé et appréhendé pour le transformer en un

monde stable et rassurant (Orain, 2007). Selon cette approche, il n'y aurait donc pas de « réel extérieur à la connaissance ou à la perception et c'est illusoire de le supposer puisque nous produisons ou construisons ce monde que nous croyons découvrir » (Dewite, 2001 : 401).

Le constructivisme radical s'oppose évidemment sur ces points au naturalisme qui considère pour sa part que tous les phénomènes extérieurs existent indépendamment du regard humain porté sur eux. Si le constructivisme a supposé un positionnement très utile aux sciences sociales dans la mesure où il oblige à la réflexivité et éloigne le chercheur du sentiment de transparence immédiate des phénomènes étudiés, force est de constater que le constructivisme poussé à l'extrême laisse des zones d'ombre, ce qui lui vaut d'être accusé de scepticisme radical ou de relativisme (Orain, 2007 ; Hacking, 2008).

Selon Lemieux (2012 : 175), le constructivisme radical rencontre trois difficultés principales « lorsque le chercheur se contente de définir sa posture et de la pratiquer comme un simple anti-naturalisme » : le *charcutage ontologique* qui s'effectue lorsque le chercheur constructiviste impose sa lecture du monde construit (par les autres) avec une nouvelle construction (la sienne) ; la *déréalisation* qui se produit lorsque les analyses sont réalisées en dehors de l'univers des situations pratiques qui relient celles-ci aux représentations et dont les changements dans la matérialité du monde imposent des adaptations à ces perturbations ; et enfin, la *critique de l'artificialité* qui rejette la construction de la réalité, mais si la réalité n'est pas construite, alors pourrait-elle être autrement que construite ?

D'autres critiques faites à la posture constructiviste radicale mettent l'accent sur la fragilité que cette approche impose à une entité en dévoilant sa contingence lorsqu'elle est qualifiée de construite (Trom, 2001). Ces critiques signalent également le sentiment de supériorité qui émane de la posture constructiviste (Hacking, 2008) qui détiendrait « la connaissance vraie par-delà les apparences qui confère à celui qui la pratique une indiscutable satisfaction et le sentiment d'appartenance à un club restreint d'élus » (Dewite, 2001 : 398). Enfin, ceux qui postulent pour une reconfiguration et une redéfinition des sciences humaines et sociales (SHS) qui touchent les questions environnementales par un retour à la matérialité, critiquent le fait qu'avec la réduction de la nature à une seule construction sociale, on « contribue à la relativisation de sa valeur et donc à la légitimation de son exploitation massive et sa destruction contemporaine » (Blanc *et al.*, 2017b : 273). Un point déjà énoncé par Caillé *et al.* (2001) qui nomment cela *déconstructionnisme constructiviste* : puisque la nature est construite, nous pouvons imaginer toutes sortes de constructions y compris celles qui encouragent l'épuisement des ressources naturelles et la destruction des écosystèmes.

Après être passé par une période post-structuraliste ou constructiviste où certains géographes ont réduit l'environnement à une construction sociale et où on déconstruit les récits dominants, notamment ceux plus alarmistes qui signalaient les populations rurales des pays en développement comme la cause principale de la dégradation environnementale

(Lévy, 2009 ; Brunel et Pitte, 2010), cette posture a été considérée comme controversée et elle a reçu la critique d'avoir renforcé le point de vue, entre autres, des climato-sceptiques en lançant des messages qui ne font pas appel à l'action (Chartier et Rodary, 2016 ; Kill et Batterbury, 2017).

Ces écueils peuvent sans doute être évités en prenant en compte l'expérience de la matérialité du monde et les effets que celle-ci provoquent sur la construction sociale de la réalité. Ainsi, Lemieux (2012 : 186) prône un *constructivisme réflexif* qui suppose que le monde social et le monde naturel sont tous les deux objets d'une catégorisation dont « l'origine se trouve dans l'organisation sociale des pratiques et aucunement dans la nature des choses elles-mêmes [...] dès lors que ces mondes sont l'objet d'un savoir, et donc d'un travail de catégorisation, ils deviennent une réalité produite socialement ». Pour d'autres auteurs, il faudra « rejeter simultanément l'écueil d'un positivisme naïf et d'un constructivisme intégral pour dégager une position qui soit compatible avec un sens commun constructiviste » (Trom, 2001 : 257), ce que Dewite (2001) définit comme un *semi-réalisme* articulé autour de l'expérience de la connaissance.

La question reste toutefois ouverte : comment alors adopter un positionnement constructiviste sans tomber dans le relativisme ? Un début de réponse est donné par Dewite (2001 : 405) : « si importants que soient les actes de construction, ils n'ont de sens que s'ils vont à la rencontre d'une réalité qui a été déjà pressentie ». Dans ce sens, la connaissance a un rôle important à jouer puisque elle « est toujours un mouvement en direction de quelque chose que l'on a déjà aperçu [...] La construction d'un langage, de formes ou de schèmes d'intelligibilité est toujours la construction en direction de quelque chose, et est vouée à son exploration. Sans cette certitude anticipée de la *réalité* d'un réel situé en dehors du langage, le mouvement et l'expérience même de la connaissance ne pourrait même pas commencer ».

Si nous revenons à la question environnementale et plus particulièrement à la nature, la discussion que posaient Caillé *et al.* (2001) il y a presque vingt ans dans la présentation du numéro spécial de *La Revue du MAUSS*, « *Chassez le naturel...écologisme, naturalisme et constructivisme* », consacrée au constructivisme à propos de l'existence du « réel » ou pas, reste d'actualité comme nous le verrons dans la section 1.3 de ce chapitre. Certes, on ne peut pas nier l'existence d'une matérialité extérieure composée par des êtres vivants et non vivants en interaction, mais de là à considérer ce monde comme naturel, sans intervention humaine, serait aller trop loin. En dénonçant les illusions de naturalité, les positions constructivistes analysent ainsi les modes de construction sociale et historique de la connaissance qui porte sur l'existant.

On peut se demander si les tenants du constructivisme reprochent le fait que la nature soit prise comme argent comptant par la plupart des scientifiques de la nature et de la société ou bien s'ils critiquent la destruction massive d'un monde extérieur qui, construit ou pas construit, est le nôtre, celui avec lequel nous vivons en interdépendance. Ceci s'applique

notamment à l'objet de notre travail, le conflit environnemental lié à l'eau. Le discours sur le problème d'une pénurie d'eau qui opposerait plusieurs acteurs des territoires est-il une construction sociale et historique ou ce discours est-il basé sur une réalité mesurable en m<sup>3</sup> ? Le conflit existe-t-il en dehors du regard des acteurs impliqués ?

Mais, nier le conflit en tant que réalité ne risque-t-il pas de dériver vers une justification d'un usage incontrôlé de l'eau en la considérant comme infinie ? D'après Pacific (2011 : 141) « les réalistes sont généralement des partisans du consensus et pensent que ce dernier est une résurgence naturelle de l'unité du monde et que sa perfection est un signe de confiance pour fonder de nouvelles normes sécurisées. Pour leur part, les constructivistes ne sont pas forcément des ennemis du consensus et peuvent y avoir recours dès le moment où il participe à organiser une pensée pragmatique et par le fait que sa construction n'est qu'un moyen et ne peut être confondue avec une unité comme fin en soi ».

Pendant les deux dernières décennies, les débats entre réalisme et constructivisme sont passés de l'affrontement à la recherche d'un dépassement dialectique, ouvrant la voie à partir des années 2010 à une réflexion au sein des SHS qui interroge la matérialité et qui essaie de contextualiser les discussions hétérogènes actuels, qu'il s'agisse de la théorie acteur-réseau, de l'éthique post-humaniste ou des ontologies relationnelles, entre autres avancées théoriques. Ce nouveau matérialisme ou *néo-matérialisme* émergent essaie d'examiner les modes qui font que le monde des matériaux « agit » et « résiste », avec ou sans la domination du monde social et humain.

Cette posture *néo-matérialisme* ne se déclare pas hostile au constructivisme, en reconnaissant ses contributions à l'étude du pouvoir dans les relations société-nature, mais reconnaît que parfois un constructivisme trop radical, allergique au réel, a éloigné les recherches des SHS de la matérialité qui nous entoure, celle dont les humains sont aussi constitués et dans laquelle ils sont immergés (Coole et Frost, 2010).

Ce *néo-matérialisme* ne suppose pas non plus un retour à l'empirisme ou au positivisme qui a caractérisé (et caractérise encore) le paradigme scientifique. La différence tient au fait que la matière, considérée jusque là comme quelque chose d'inerte et passif sur lequel les humains pouvaient agir, devient sous cet nouveau prisme dotée de pouvoirs d'action dans des processus actifs de matérialisation (Coole et Frost, 2010 : 8). C'est ainsi que le *néo-matérialisme* conçoit la matière comme détentrice de ses propres moyens d'auto-transformation et d'auto-organisation en constante formation et refonte de formes inespérées, ce que Coole et Frost (2010 : 10) expriment comme « la matière devient » plus que « la matière est ».

Cette nouvelle approche peut perturber la pensée conventionnelle habituée à conceptualiser les actants comme exclusivement humains parce que ce sont eux qui possèdent les habilités cognitives, intentionnelles, la liberté de pouvoir agir de manière autonome et la capacité de dominer la nature. Néanmoins, l'espèce humaine se trouve insérée - elle en fait partie - dans un environnement naturel qui manifeste quelques capacités d'agir et dans lequel le

contrôle des effets non désirés ou non anticipés s'exerce dans un champ de plus en plus large. D'une certaine manière, la capacité d'agir de la matière limite l'action humaine (Coole et Frost, 2010).

Cette capacité d'agir, ou vitalité de la matière, se manifeste dans les innombrables interactions entre ses multiples éléments, produisant des modèles d'organisation qui se transforment constamment. L'être humain est donc un actant qui agit sur son environnement en même temps que ce dernier le transforme dans une dynamique relationnelle qui relie humains et non humains par des associations multiples, ce que Bruno Latour (1991 : 118) signale comme une « trajectoire qui relie toutes les positions » ou Tim Ingold (2010 : 4) comme « un parlement de lignes ».

La matérialité ainsi entendue est porteuse d'un potentiel d'actions qui lui est propre et dont l'humain n'est pas la cause, ni la source, ni le bénéficiaire, il en fait partie. Elle entraîne des implications pour la politique et la société car la matière possède une capacité productive qui se transforme au-delà de nos intentions et que nous ne pouvons pas dominer. Abolir l'extériorité de la nature par rapport au social et au culturel pour installer de nouvelles forces agissantes au cœur des SHS c'est ce à quoi prétend la proposition des *humanités environnementales* (Quenet, 2017) comme nouveau champ d'organisation de la recherche<sup>8</sup>.

Le débat épistémologique est ainsi loin d'être fermé et il serait peut-être plus précis de parler de « différentes espèces de constructivisme », comme le suggèrent Caillé *et al.* (2001 : 14), d'une « galaxie constructiviste » ou d'une « hydre à mille têtes » (Dewite, 2001 : 393). Si nous considérons à l'instar de Lynch (2001 : 237) que les mouvements qui se sont qualifiés de constructivisme sont « divers et faiblement reliés les uns aux autres par une affiliation de nom », le fait de se déclarer constructiviste dans le présent travail exige une clarification de ce que l'on doit entendre par une telle inscription.

Le *constructivisme réflexif* et le *néo-matérialisme* dont nous essaierons de faire preuve tout au long de ce travail partent du principe que les actions issues des actions environnementales ne se réfèrent pas seulement à des faits naturels bien réels et quantifiables mais qu'elles naissent dans des contextes politiques, économiques ou sociaux de production et d'interprétation non reconnus comme tels. Il ne s'agit pas ici de mettre en question les travaux de la communauté scientifique et technique experte sur l'eau, mais de dévoiler si possible d'autres dimensions, généralement non ou peu prises en compte, susceptibles de compléter les regards et les jugements sur les problématiques

<sup>8</sup> « Les humanités environnementales désignent un ensemble de disciplines dont l'origine tient aux enjeux environnementaux et climatiques des dernières décennies. [...] Au lieu d'envisager une nature physique associée à une culture humaine distincte, les humanités environnementales fondent leur approche sur les ontologies interconnectées, à savoir, un ensemble de réseaux associant les êtres humains et non humains. [...] Comme d'autres, les humanités environnementales considèrent que l'on peut séparer la nature de la culture à des fins épistémologiques, et que pareille séparation permet l'essor des sciences naturelles et des sciences sociales. Les nouvelles problématiques environnementales requièrent toutefois des approches alternatives fondées sur une vision unifiée du monde » Portail des Humanités Environnementales, <http://humanitesenvironnementales.fr/> (consulté le 15/06/2019).

environnementales, et notamment sur les conflits liés à l'eau, au travers du filtre des représentations et pratiques sociales d'un territoire. Notre postulat est que ce ne sont pas l'eau et la nature qui sont une construction sociale, mais ce qui se dit sur l'eau ou sur la nature.

### **1.1.2. Les représentations sociales et la construction des mondes**

Ainsi que nous l'avons mentionné, pour Berger et Luckman (2008), la construction sociale de la réalité fait référence à la tendance des personnes à considérer les processus subjectifs en tant que réalités objectives. En effet, les personnes appréhendent la vie quotidienne comme une réalité ordonnée et objectivée. Cette quotidienneté, qui semble la réalité, est construite dans un environnement intersubjectif, partagée par le groupe social auquel appartient l'individu. Un même phénomène objectif fait l'objet de différentes réalités objectivées en fonction des caractéristiques des personnes qui construisent leur propre vision de la réalité (Ibáñez, 1989).

La Théorie des Représentations Sociales, autre élément théorique que nous avons mobilisé pour le présent travail, est une des manières d'aborder la construction sociale de la réalité. Elle a l'avantage de prendre en considération les dimensions cognitives et sociales de la construction de la réalité (Araya Umaña, 2002) dans un processus qui produit une connaissance qui n'est ni vraie, ni fausse, mais utile ou inutile, appropriée ou inadaptée à une situation et à moment donnés. De cette manière, la représentation sociale rend compte de ce que les objets valent pour le sujet social indépendamment de leurs qualités objectives (Ratiu, 1999) et élabore une forme de connaissance qui permet de comprendre et d'expliquer le monde qui nous entoure pour y évoluer avec cohérence et stabilité.

Comme le rappelle Depeau (2006 : 1), « la notion de représentation sociale constitue sans doute une des notions les plus polysémiques en SHS et donc une des plus polémiques, mais une des plus riches et complexes ». Depuis que Serge Moscovici (2004) énonçait dans son ouvrage princeps de 1961 « *La Théorie des Représentations Sociales* » basée sur les représentations collectives de Durkheim, elle a connu un large développement international qui a dépassé les frontières disciplinaires de la psychologie sociale (Rateau et Lo Monaco, 2013) y compris dans la géographie sociale, selon une évolution sur laquelle nous reviendrons plus loin.

L'écho et l'intérêt des SHS pour la Théorie des Représentations Sociales n'a pas été immédiat à la publication des travaux de Moscovici. Elle a connu une décennie de silence à cause de la prédominance, encore dans les années 1960, du conductivisme et du positivisme (Ibáñez, 1989) qui ciblaient d'avantage les processus individualisés auxquels les thèses de Moscovici, plus socialisantes, s'opposaient. On notera que Moscovici dans son ouvrage de 1961 n'a pas encore fait le lien avec le constructivisme. Il le fera dans son édition de 1976 où il introduit pour la première fois les apports théoriques de l'ouvrage

« La construction sociale de la réalité » de Berger et Lukmann (2008), dont la première édition était parue en 1966.

Le principe qui guide la Théorie des Représentations Sociales se transcrit en lien avec ce que l'on appelle le sens commun (Rateau et Lo Monaco, 2013) : puisque nous sommes immergés dans un monde saturé d'informations complexes avec lesquelles nous devons interagir, ce monde doit être reconstruit par des systèmes explicatifs pour qu'il devienne familier et prévisible. Nous parlerons d'une sorte de guide de lecture sociale qui facilite la compréhension de la réalité, qui guide les interactions sociales avec d'autres groupes et qui facilite la cohésion sociale au sein d'un groupe en gardant les rapports de force au sein de la collectivité (Rateau et Lo Monaco, 2013 : 26).

La Théorie des Représentations Sociales considère que ce travail de dé-codification/ré-codification ne se fait jamais de manière isolée mais en interaction avec les autres membres du groupe social. Ainsi, les représentations sociales ne sont pas la somme des représentations individuelles mais, à la manière d'une langue, elles sont partagées par l'ensemble d'un groupe social (Delouée, 2016). Une représentation n'émerge dans la pensée collective que si elle possède un sens dans le groupe où elle va prendre valeur de référence (Mannoni, 2010).

Depuis l'enfance, nous sommes exposés à des lieux ou à des situations sociales où naissent ou s'échangent des manières de voir le monde que nous allons partager par la suite avec notre environnement social : c'est ce que Berger et Luckman (2008) appellent la *socialisation primaire*. C'est ainsi que nous apprenons une réalité déjà codifiée et reconstruite que nous transmettons et partageons avec notre entourage social et qui évoluera en fonction de dynamiques intra et extra groupales. Le fait que tous les groupes sociaux élaborent leurs propres représentations sociales à partir du partage des valeurs, normes, idéologies et expériences pratiques permet entre autres de distinguer le « nous » des « autres » (Rateau et Lo Monaco, 2013).

La Théorie des Représentations Sociales a évolué depuis les premiers travaux de Moscovici. Dans un premier temps, on ne mentionnait que deux conditions essentielles pour pouvoir parler de représentation sociale (Rouquette et Rateau, 1999) : d'une part, la connaissance de l'objet dans une culture et à un moment donné et, de l'autre, l'existence de pratiques relatives à cet objet qui occuperaient la position de médiatrices entre la représentation et le monde. Plus récemment les contenus de la représentation sociale sont assimilés aux opinions et aux croyances, ce qui fait affirmer à Rateau et Lo Monaco (2013 : 25) que « la représentation sociale se présente comme un complexe indifférencié d'éléments cognitifs relatifs à un objet social ». En effet, comme l'affirment ces auteurs, dans notre expérience quotidienne tout montre que la confusion entre opinion, connaissance et croyance est fréquente. Souvent les croyances accèdent au statut d'informations démontrées et il y a des opinions qui ressemblent à des croyances. C'est

ainsi, que la frontière entre le « je pense », le « je sais » et le « je crois » est diffuse. (Rateau et Lo Monaco (2013 : 25).

Les représentations sociales fournissent également des critères d'évaluation sociale qui permettent de déterminer, justifier ou légitimer les pratiques sociales avec lesquelles elles gardent une relation très étroite. Un des débats qui animent ces dernières années la psychologie sociale est basé sur cette relation : sont-ce les pratiques qui déterminent les représentations ou est-ce l'inverse ? Pratiques et représentations sont-elles interdépendantes et indissociablement liées ? (Abric, 2016a).

Les propositions de Beauvois et Joulé (1981) ont été reprises pendant longtemps par les chercheurs travaillant sur les représentations : leur travaux, d'orientation marxiste, jugent que ce sont les pratiques que les individus réalisent dans leur quotidien qui modèlent et déterminent leurs représentations sociales. Ainsi, sur la base d'analyse de la Théorie de la Dissonance Cognitive (Festinger, 1957), ces auteurs considèrent que les pratiques sociales ne proviennent pas des représentations sociales, mais du cadre institutionnel, de l'environnement social et du contexte du pouvoir auxquels les personnes sont confrontées. Leur objectif étant la réduction de la dissonance cognitive, les individus adaptent leurs représentations sociales aux pratiques socialement acceptées dans un contexte exclusivement matériel qui étouffe leurs libertés.

Si Abric (2016a : 266-268) ne conteste pas le rôle des conditions matérielles dans l'élaboration des représentations sociales, il considère l'approche de Beauvois et Joulé (1981) trop réductrice, car celle-ci ne prend pas en compte d'autres facteurs qui sont aussi déterminants dans la configuration des représentations, comme les facteurs culturels, les facteurs liés aux systèmes de normes et valeurs et ceux liés à l'activité du sujet. A la suite de multiples travaux en psychologie sociale, autant en situation expérimentale qu'en situation réelle de contextualisation sociale, et notamment après les recherches de Jodelet (1989a), la plupart des chercheurs s'accordent à affirmer aujourd'hui que les représentations et les pratiques s'engendrent mutuellement, et qu'ensemble avec les discours, elles forment un tout indissociable, un système. Dans cette relation dialectique, la représentation accompagne la pratique. Soit elle la précède et l'informe, soit elle la justifie et la rationalise. En tout état de cause, la représentation rend légitime la pratique et *vice versa* (Ibáñez, 1989 ; Abric, 2016a). Toute contradiction entre elles amène nécessairement à la transformation de l'une ou de l'autre sans qu'aucune d'entre elles n'ait un rôle particulièrement inducteur.

Il y a parfois des éléments de la représentation qui n'apparaissent pas dans les discours des individus, mais ces éléments peuvent être saisis par la lecture que l'on peut faire de leurs pratiques. En paraphrasant Abric (2016a : 278), ils « sont agis et non pensés », ce que Guimelli et Deschamps (2000) appellent la *zone muette* d'une représentation ou des *effets de masquage* (Flament *et al.*, 2006). Ces éléments absents dans les corpus discursifs sont notamment constatés lorsque les individus ont le sentiment de transgression d'une norme et



s'autocensurent dans l'expression de certains propos considérés comme incorrects socialement (Flament *et al.*, 2006 : 27).

Plusieurs définitions de ce qu'est une représentation sociale ont été énoncées par la psychologie sociale. Nous soulignerons ici deux d'entre elles qui montrent avec pertinence les deux angles sous lesquels est abordé le concept (Araya Umaña, 2002) : l'une, l'*approche processuelle* (Banchs, 2000) proposée par Jodelet à la suite des travaux de Moscovici et l'autre, l'*approche structurelle* conçue en 1976 par Abric et Flament. Si pour la première, une représentation sociale est « une forme de connaissance socialement élaborée et partagée ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social » Jodelet (1989b : 36), pour la deuxième, « une représentation sociale est un ensemble organisé de cognitions relatives à un objet, partagées par les membres d'une population homogène par rapport à cet objet » (Flament, 2011 : 37).

L'*approche processuelle* a une vision de la société plus comme un processus que comme un état. Elle suppose que le réel qui mérite d'être étudié est ce que les membres d'une société définissent comme *réel* puisque c'est sur cette réalité qu'ils agissent (Banchs, 2000 : 5). Comme le mentionne Spink (1994 : 123), la nature de l'objet de représentation fait allusion à une connaissance sociale kaléidoscopique où la recherche et le catalogage des contenus stables de la représentation n'a pas de sens car il n'existe pas de structures logiques sous-jacentes. Pour reprendre les mots de Spink (1994 : 117), dans cette approche « la théorie, l'épistémologie et la méthodologie forment un cercle continu qui s'influence mutuellement et qui génère un processus permanent de réflexion ».

L'*approche processuelle* utilise de préférence des techniques qualitatives, entretiens semi-directifs et analyse des discours entre autres, et privilégie l'analyse des interactions sociales dans la construction et contenus des représentations sociales. L'objectif est ainsi de montrer ce kaléidoscope depuis plusieurs perspectives y compris celles socio-historiques et culturelles et de se centrer sur les contenus de la représentation sociale en termes de sens et signification.

Pour sa part, l'*approche structurelle*, plus centrée sur les processus cognitifs de la construction des représentations sociales, assume des caractéristiques proches de la psychologie cognitive étasunienne (Banchs, 2000). Elle cherche à dévoiler les mécanismes d'organisation, de construction et de contenus de la structure cognitive des représentations sociales sans chercher sa signification. Abric (1976), en proposant l'hypothèse du *noyau central* de la représentation, prétend identifier les logiques et les schémas de cohérence de la représentation. Selon cette hypothèse, le *noyau central* est le niveau le plus stable de la représentation composé d'éléments comme les valeurs et les croyances ou l'affectivité du groupe social. Toutefois, la garantie de sa stabilité est donnée par l'existence des *éléments périphériques* qui en quelque sorte le protègent. Ce sont ces *éléments périphériques*, plus flexibles que le *noyau central*, qui seraient les plus proches de la réalité extérieure (Abric,

2011) et les plus accessibles à l'observation du chercheur (Moliner, 2001). Ce sont les *éléments périphériques* qui sont soumis en permanence à réinterprétation et à des filtrages pour garantir une adaptation à l'évolution du contexte extérieur, sans pour autant faire changer la structure du *noyau central*. L'*approche structurelle* fait appel aux techniques quantitatives, expérimentales empiriques et à des calculs statistiques sophistiqués.

Au delà des démarches méthodologiques divergentes, d'autres différences épistémologiques existent entre ces deux approches. Banch (2000 : 9) les découvre à partir de l'analyse des publications scientifiques de l'une et de l'autre : tandis que l'*approche processuelle* s'affiche constructiviste et se fixe l'objectif de décrire dans toute leur richesse symbolique les signifiants changeants des représentations, pratiques et discours, l'*approche structurelle* qui vise à confirmer et classer les conduites et les cognitions, se situe plutôt dans la sphère du positivisme. Ce qui attire également l'attention de Banch (2000 : 11) dans son étude comparative est que, même si les deux approches assument la conception de représentation sociale énoncée par la théorie de Moscovici qui se veut fondamentalement sociale et critique, seule l'*approche processuelle* intègre ces éléments dans un sens historique et social (conditions de production, de circulation et de sens des représentations, échange social ou identité, entre autres).

Banch (2000 : 12) nuance ses propos en disant qu'il serait injuste de généraliser ces tendances : tous les travaux qui se définissent comme qualitatifs n'intègrent pas les contenus sociaux de la Théorie des Représentations Sociales et tous les travaux structuraux n'ignorent pas les aspects sociaux. Ainsi, comme le signale Araya Umaña (2002 : 53), certains travaux issus de l'*approche structurelle* ont reçu des critiques parce que l'emploi de techniques quantitatives et statistiques ne garantissait pas une véritable mobilisation de la Théorie des Représentations Sociales. Pour d'autres auteurs, comme Ibáñez (1989), l'option du choix des techniques quantitatives serait due à la réticence montrée par un secteur de la communauté des chercheurs vis-à-vis des démarches qualitatives. Là encore il est nécessaire de préciser le positionnement en géographie sociale dans lequel s'inscrit le présent travail.

Selon Keerle (2006 : 22), la notion de représentation sociale, incorporée dans le savoir-faire des géographes français après une longue et ardue période d'adaptation, reste encore mal théorisée en géographie sociale. D'après lui, les représentations en géographie sont réduites le plus souvent à leur seule forme spatiale déconnectée dans la plupart des cas de leur interprétation sociale. C'est ainsi qu'il observe avec Paulet (2002) une préférence des géographes à continuer à se contenter des référents matériels que proportionnent les techniques cartographiques, sans être trop enclins à expérimenter la rupture épistémologique et méthodologique que supposerait l'emploi de techniques qualitatives plus proches des analyses des discours sur les espaces et les territoires.

Ce sont les relations des hommes avec les espaces vécus, les territoires de leur quotidienneté qui sont l'objet d'étude de la géographie sociale (Di Méo, 2008 : 4). Ces espaces sont d'abord perçus à travers des expériences vécues et à travers les

représentations que chacun s'en fait, parce que « nous sommes les lieux que nous avons vécus » (Navarro, 2016 : 264). C'est ainsi que la géographie part du constat fait par la psychologie environnementale, que toute expérience humaine est liée à l'expérience spatiale (Moser, 2009) et que toute pratique *a lieu* dans un espace donné (Navarro, 2012), ce qui met en jeu les trois composantes essentielles d'une représentation sociale : un objet et un groupe social dans un contexte (Rouquette, 2011).

Gumuchian (1991) a été le premier à intégrer les acquis de la psychologie sociale et environnementale aux études géographiques de l'espace. Depuis, nombreux sont les géographes qui travaillent dans le cadre de la Théorie des Représentations Sociales, considérant qu'elles constituent l'élément clé de l'articulation homme-environnement (Ratiu, 1999) et que ce type d'analyse constitue l'essence même de cette discipline (Paulet, 2002). Comme l'affirme Di Méo (2008 : 3-4), « la géographie [sociale] ne saurait plus faire l'impasse des représentations sociales qui façonnent le monde [...] plus que toutes autres, les représentations à caractère géographique fonctionnent comme des interprétations individuelles et sociales d'une réalité extérieure à l'homme, concrète, imprimée dans la matérialité des lieux [...] quelles que soient les connexions plus ou moins fortes des représentations géographiques avec une incertaine réalité matérielle, ces représentations n'en demeurent donc pas moins des productions mentales qui se configurent selon des modèles socialement élaborés et appris ».

S'il ne fait aucun doute pour la géographie d'aujourd'hui que les hommes accordent des valeurs aux lieux et projettent sur l'environnement leur façon de voir leur monde, cela n'a pas été toujours le cas et l'on peut encore de nos jours observer « un certain regret d'un secteur de la géographie à ne pas appartenir à une « science dure » toujours quantifiable avec une lecture bien matérialiste des choses » (Paulet, 2002 : 3). Nous retrouvons pour la géographie le même type de réflexion faite pour la psychologie sociale à laquelle nous faisons référence dans les paragraphes précédents : « l'obstacle majeur à cette diffusion du concept de représentation provient de la collecte des données. Il est, en effet, plus facile de trouver des statistiques sur l'économie, les transports ou la répartition de la population que mener soi-même des enquêtes sur un échantillon de personnes dans un lieu donné » (Paulet, 2002 : 3).

Il faut remarquer, néanmoins que ces observations faites il y a plus de dix ans doivent être nuancées en 2020 : les habitudes des géographes sociaux ont nettement évolué et il est rare de trouver aujourd'hui des études de géographie sociale qui n'utilisent pas des méthodes inspirées dans la sociologie et/ou à l'anthropologie sociale pour dégager les représentations sociales des acteurs des territoires. À l'instar de l'évolution de la psychologie sociale, les deux mêmes types d'approches que nous avons évoqués plus haut se dessinent aussi dans les études géographiques.

C'est ainsi que l'*approche structurelle* ou cognitive est la plus largement empruntée en géographie sociale avec des analyses ciblées, entre autres, par des techniques de

cartographie associative (Abric, 2007) ou de cartographie mentale ou cognitive (Downs et Stea, 2011), Ceci permet de garder une certaine correspondance fonctionnelle avec la carte géographique en créant « des catégories géographiques et en dessinant les contours d'espaces dont personne n'avait jusque-là conscience » (Claval, 2007 : 176).

Ces techniques cherchent à dévoiler le contenu et la structure des représentations mais pas nécessairement leur signification. Elles sont basées sur la définition de *représentations spatiales* mobilisées par la géographie : c'est une « création sociale ou individuelle de schémas pertinents du réel qui consiste, soit à évoquer des objets en leur absence ou bien doubler la perception en leur présence en se référant à d'autres objets non actuellement perçus » (Bailly, 1995 : 373).

La géographie distingue ainsi la *perception*, qui « fait référence à une réalité présente dans l'action » (Depeau, 2006 : 7), un « acte vécu instantané qui trie, arbitre et déchiffre les messages qui proviennent de l'environnement » (Paulet, 2002 : 6) de celle de la *représentation* à proprement parler qui « renvoie à une réalité absente et reconstruite à partir des caractéristiques à la fois individuelles, sociales et du milieu » (Depeau, 2006 : 7), c'est-à-dire un « vécu plus intériorisé où les objets sont interprétés, jugés et laissés en mémoire » (Paulet, 2002 : 6). On parle alors pour cette *approche structurelle* de la géographie d'un système de filtres avec lesquels les individus se représentent la réalité. Ces filtres « trient les informations, les déforment ou les amplifient » (Paulet, 2002 : 8) et permettent de sélectionner celles qui nous paraissent utiles en lien avec l'action que nous allons entreprendre et avec le contexte (Considère et Perrin, 2017). De cette manière, la géographie emprunte à la psychologie cognitive le concept de *réalité mentale*, qui permet d'expliquer le fait que les sociétés ne se conduisent pas d'une façon logique et cartésienne mais que leur conduite est dictée par des schémas ou *patterns* (Paulet, 2002 : 11).

Il existe également une *approche processuelle* des représentations sociales en géographie qui, non seulement, prend en compte les espaces vécus des sociétés mais aussi « une territorialité sociale à essence fondamentalement politique » (Di Méo, 2008 : 5). Cette composante politique, si souvent exclue de la sphère des études géographiques, fait irruption, que l'on veuille ou pas, dès que l'on traite des questions environnementales. L'intrusion des questions naturelles dans le champ social est politique car l'environnement n'est pas traité comme un objet matériel mais comme un problème. Elle est aussi politique car elle est liée à la construction des discours sur la naturalisation de l'espace politique (Chartier et Rodary, 2016 : 31).

Dans cette *approche processuelle*, étudier le conflit sur l'eau et les espaces qu'il affecte comme des productions sociales, implique de prendre en compte les significations données aux objets et aux environnements, les aspects symboliques, les abstractions et les discours qui les portent dans un cadre politique, comme nous le verrons au chapitre 2.1. Si nous partons de l'idée que l'organisation des espaces et la valeur attribuée aux objets qui les composent sont des produits sociaux, culturels et politiques, nous pouvons rapidement imaginer l'ampleur des oppositions entre groupes sociaux liés à leurs représentations,

pratiques et discours. Comme affirment Pedreño et Baños (2006 : 370), dès qu'émerge un conflit environnemental, il le fait à travers les élaborations discursives qu'en font les différents acteurs ; une fois le conflit inséré dans l'espace public, il n'est plus une affaire technique mais discursive et métaphorique, sillonnée par les représentations sociales de tout un chacun qui viseront à perpétuer ou renforcer les pouvoirs présents sur le territoire.

Le conflit, est-il donc une construction sociale, instituée par des rapports de force et de pouvoir, des négociations, des compromis entre acteurs locaux, institutionnels et ceux issus de l'expertise environnementale qui se manifeste par leurs représentations, par leurs pratiques et par leurs discours situés dans un espace et temps donnés ? Cette question interroge, comme le rappellent Chartier et Rodary (2016), non seulement l'action humaine sur la nature mais les retours de celle-ci sur les sociétés et les effets de ces interactions sur les relations humaines elles-mêmes. Sans la prise en compte des questions politiques avec ses propres représentations qui interviennent dans la construction de ces processus de relation, les analyses depuis une géographie environnementale ne peuvent pas être considérées comme exhaustives.

C'est à ce positionnement épistémologique que nous nous rattachons pour le développement de ce mémoire. Cette inscription se situe parmi les « autres manières » de faire de la géographie aujourd'hui en France, qui « pensent de manière politique la place de l'environnement dans nos sociétés » (Chartier et Rodary, 2016 : 23).

## **1.2. La place du politique en géographie dans les relations conflictuelles société-nature**

### **1.2.1. *Political ecology*, géographie environnementale, géographie politique de l'environnement... comment s'y retrouver ?**

Plusieurs publications récentes essaient de mettre de l'ordre parmi les différentes approches mobilisées actuellement en France et ailleurs par les géographes qui ambitionnent de renouveler les socles classiques de la discipline. Il s'agit notamment des approches de la *political ecology* (Gautier et Benjaminsen, 2012a), du déplacement paradigmatique d'une *géographie de l'environnement* à une *géographie environnementale* (Chartier et Rodary, 2016) ou encore de la proposition d'une *géographie politique de l'environnement* qui devrait constituer selon Laslaz (2017) un champ sous-disciplinaire de la géographie à part entière. Dans tous ces cas, l'intention marquée est de réinscrire la géographie en première ligne des études environnementales pour relire les rapports société-nature avec un regard politique.

L'objectif du renouveau actuel pourrait être aussi, comme l'écrivent Morange et Calbérac (2012 : 3) de « redonner quelque audience à la géographie, en tant que discipline, dans un champ où elle fait pour l'heure figure de parent pauvre ». Nous citerons en particulier les ouvrages dirigés par Chartier et Rodary (2016) et celui de Blanc *et al.* (2017a) ainsi que des articles parus la même année : Blot et Besteiro (2017) et Laslaz (2017). Notre positionnement de recherche se situe ainsi dans ce tournant environnemental actuel des SHS en général et de la géographie française en particulier, où les débats épistémologiques se succèdent et la proposition d'une méta-discipline, les *humanités environnementales*, commence à prendre corps.

Mais l'intention de doter la géographie d'une approche politique de la question environnementale n'est pas tout à fait nouvelle. Elle reprend d'une certaine manière des propos théoriques déjà énoncés dans les années 1980 par Claude Raffestin, notamment dans son ouvrage « *Pour une géographie du pouvoir* » où il se démarquait de la géopolitique en affirmant l'omniprésence du pouvoir dans la production des territoires et des ressources (Dumont, 2010 ; Blot et Besteiro, 2017 ; Amilhat Szary, 2019). Malgré son positionnement original dans la géographie (Amilhat Szary, 2019), Raffestin n'a pas proposé une application de ses idées à des objets empiriques, ce qui a été probablement une des causes de son manque de diffusion et d'impact, hormis dans quelques cercles restreints. Néanmoins, très récemment, sa réédition par l'ENS de Lyon (Raffestin, 2019) « constitue une forme de manifeste » (Amilhat Szary, 2019 : 7) et montre l'actualité de son approche de la problématique relationnelle. On notera également la traduction récente de son ouvrage en espagnol, visant surtout un public latino-américain, ainsi qu'en italien et en portugais.

Le débat sur ce qui devrait devenir en France la géographie « du pouvoir » en lien avec l'environnement ne fait que commencer. Le nombre de chercheurs de la discipline qui placent leurs travaux sous la bannière de la *political ecology* ne cesse de s'accroître, surtout dans les nouvelles générations (Blanc *et al.*, 2017a). Le courant de la *political ecology* pose cependant encore deux problèmes fondamentaux : d'une part, un manque de cadre théorique compact, même si elle se nourrit des propos de Michel Foucault ou de Bruno Latour (Dumont, 2010) entre autres et d'autre part, un affichage politique trop engagé de certains *political ecologists*, ce qui pourrait nuire à leur scientificité. En 2017, deux publications indépendantes et presque simultanées ont essayé de combler ces deux carences. Tandis que pour Blot et Besteiro (2017) les approches francophones des années 1970-80 et notamment celle de Claude Raffestin constituent une source intéressante pour contribuer à la base théorique de la *political ecology*, pour Laslaz (2017) il y a nécessité de proposer la mise en place d'une *géographie politique de l'environnement* à la française et l'appellation *political ecology* ne lui semble pas adaptée à son cadre de réflexion.

La *political ecology* fait de toute évidence débat et ses défenseurs et ses détracteurs s'interrogent sur sa place actuelle et à venir dans la géographie française. Kill et Batterbury (2016, 2017) ont réalisé une révision exhaustive de l'origine, de l'évolution et de l'état actuel de l'approche de la *political ecology* dans les géographies anglophone et française.

Nous n'en reprenons ici que quelques éléments, qui permettent de mieux cerner ce que l'inscription dans la posture scientifique de la *political ecology* signifie aujourd'hui en France et ce qu'elle partage avec d'autres approches épistémologiques françaises récentes. Assistons-nous à un rejet en bloc des courants de provenance anglophone, le « détachement de la tutelle anglophone » proposé par Laslaz (2017 : 3) ou plutôt à une adaptation à une géographie française qui cherche encore sa place dans la question environnementale et politique ?

La *political ecology*, est née dans les années 1960-70 dans le cadre de la géographie anglophone comme un nouveau sous-domaine disciplinaire « particulièrement pertinent pour l'analyse des problèmes environnementaux » (Kill et Batterbury 2017 : 118). Ces premiers *political ecologists*, qui avaient fui la vague quantitative qui parcourait la géographie, n'étaient pas nombreux mais étaient investis d'une combinaison des préoccupations environnementales et de justice sociale imprégnée de marxisme ou de féminisme, entre autres approches critiques. Selon Robbins (2011) dans ses débuts, la *political ecology* était basée sur une grille de lecture issue des principes structuralistes et traduisait les conflits environnementaux en termes de lutte de classe et de domination capitaliste. Un tournant s'est produit toutefois dans les années 1980-90 et le changement de paradigme de cette seconde étape est marqué par le constructivisme et une adhésion à la pensée de Foucault et Derrida. Pour la géographie, c'est la publication de Piers Blaikie et Harold Brookfield (1987) « *Land degradation ans society* » qui peut être considérée comme le lancement de la *political ecology* telle que nous la connaissons aujourd'hui. Ce sont aussi ces auteurs qui ont proposé son appellation actuelle.

La *political ecology* a été adoptée rapidement par d'autres auteurs, anthropologues, géographes ou sociologues anglophones qui ont contribué à la diffusion de cette approche depuis le début des années 1990. Cette diffusion a assuré une reconnaissance institutionnelle dans le monde anglo-saxon des SHS et « a permis de remodeler un noyau de recherche sur les relations humain-environnement » (Kill et Batterbury 2017 : 129). La reconnaissance a été beaucoup plus limitée et tardive dans la recherche française où les premiers travaux en *political ecology* arrivent sur la scène scientifique à la fin des années 2000, notamment dans la revue *Natures, Sciences et Sociétés* (Benjaminsen et Svarstad, 2009 ; Castro Larrañaga, 2009) puis dans deux ouvrages collectifs aux éditions Quae : Gautier et Benjaminsen (2012a)<sup>9</sup> et De Sartre *et al.* (2014).

Depuis, le label *political ecology* englobe une grande diversité de tendances convergentes au point de pouvoir dire en suivant Kill et Batterbury (2017 : 137) que la *political ecology* est « devenue à la mode aussi en France ». Toutefois, étant donné que le contexte étatique français est différent de celui néolibéral dans lequel est née la *political ecology* aux États Unis, la Grande Bretagne ou l'Australie, que la conception de la nature n'est pas non plus la même (nature aménagée/*wilderness*), les géographes français essaient d'adapter les

---

<sup>9</sup> Nous signalerons particulièrement au sein de cette ouvrage les contributions de Bouleau et Fernandez (2012), Mathevet et Couespel (2012) et Molle (2012) à propos de l'approche *political ecology* dans les études sur l'eau.

hypothèses de la *political ecology* à ce cadre de paramètres divergents pour produire une approche à caractère global (Chartier et Rodary, 2015, cité par Kill et Batterbury, 2017 : 137). Ainsi, « un développement de l'aménagement régional et de la gestion environnementale vers une *political ecology* soucieuse des enjeux politiques et ancrée à l'échelle internationale encouragera les géographes à être plus pertinents et à développer une conscience des relations de pouvoir qui sous-tendent quasiment tous les problèmes environnementaux » (Kill et Batterbury, 2017 : 138).

Les autres orientations qui pendant ces deux décennies se sont intéressées aux rapports société-nature l'ont fait depuis des courants critiques (Kill et Batterbury, 2017 : 122). C'est le cas notamment de la *géographie radicale*, d'influence marxiste et structuraliste et dont David Harvey est le principal représentant, qui a questionné les relations de pouvoir politique et économique sous-jacents aux questions environnementales en accusant la géographie conventionnelle d'être au service des pouvoirs dominants et notamment en France « au service de l'État aménageur en métropole et au service de la coopération scientifique et technique dans les pays du Sud » (Kill et Batterbury, 2017 : 134). Selon Blanchon et Graefe (2012 : 35) un certain nombre d'auteurs principalement des géographes ont su nourrir le courant de la *radical political ecology* en mélangeant de « façon originale les apports de l'éco-marxisme [...] avec les approches de la théorie acteur-réseau ». Cependant, comme le signalent Blanc *et al.* (2017a : 15) « la référence à Marx semble être passée au second plan dans les années 1980-90, une fois que l'idée d'une nature existant indépendamment de l'homme a été assez largement interrogée ».

Actuellement le retour vers la nature « concrète » et le pouvoir matériel mène les géographes adscrits à la *political ecology* à diriger leurs recherches vers des questions plus pratiques, en excluant d'un côté les courants constructivistes radicaux, dont le relativisme porte préjudice à l'analyse critique (Robbins et Turner, 2013) et de l'autre les voix anticapitalistes les plus extrêmes dont l'engagement peut aller jusqu'à mettre en péril leurs carrières universitaires (Kill et Batterbury, 2017 : 131). Lors de la Conférence d'Orléans en 2012 un groupe de géographes français en résume le message dans l'ouvrage « *Manifeste pour une géographie environnementale* » (Chartier et Rodary, 2016).

Pour ces chercheurs, la géographie sociale ne peut pas se situer à l'avant-garde des questions environnementales en se cantonnant dans sa tradition apolitique vidalienne de simple description des paysages régionaux. Ils invitent la discipline à ne pas laisser passer encore une fois le train des études nature-société comme cela est déjà arrivé par le passé, à prendre à bras-le-corps les postulats qui supposent que la nature et la société ne sont plus deux objets distincts mais qu'ils sont le fruit d'une hybridation. Pour ce faire, le recours à la *political ecology* constitue une des meilleures approches pour faire émerger une *géographie environnementale* dans laquelle les analyses politiques et les relations de pouvoir auraient une place privilégiée.

Mais ces propositions ne font pas l'unanimité : Laslaz (2017 : 4) soupçonne les chercheurs français rattachés à la *political ecology* de commettre une « faute de véritable effort de



réflexion sur ce qu'elle implique ». Pour lui, la *political ecology* constitue un acte politique en soi et non un moyen d'analyser les rapports nature-société. Ainsi, l'engagement politique des chercheurs, jugé trop marqué, « biaise la liberté d'analyse, les angles d'attaque retenus et les questions posées » (Laslaz, 2017 :8). De plus, la *political ecology* ressemblerait trop à la géopolitique française lorsqu'elle s'intéresse à l'analyse des rapports de pouvoir qui régissent les questions environnementales. Depuis le champ d'étude qui est le sien, les espaces naturels protégés, ceci n'empêche pas l'auteur de reconnaître que « l'espace géographique est le déploiement du politique » (Laslaz, 2017 : 11). Il propose une *géographie politique de l'environnement* qui aurait pour objet « l'étude des phénomènes spatiaux relatifs à l'environnement [...] et s'intéresse aux acteurs et leurs stratégies, à leurs rapports de pouvoir et à la construction sociale de l'environnement » (Laslaz, 2017 : 14).

Au delà des cocontroverse entre chercheurs pour la désignation d'une géographie de l'environnement qui ferait écho au politique, nous partageons l'idée que la géographie est l'une des seules disciplines à avoir la légitimité de pouvoir porter sur les études environnementales un regard d'ensemble et complémentaire entre les sciences naturelles et les sciences sociales même si, comme l'affirment Kill et Batterbury (2017 : 118), la géographie n'a incorporé que « rarement et tardivement l'environnement comme préoccupation intellectuelle, politique ou pratique ». Que ce soit à travers des approches de la *political ecology*, de la *géographie environnementale*, de la *géographie politique de l'environnement...* ou d'autres dénominations encore à réinventer, la géographie a aujourd'hui toute sa place dans un monde qui cherche des réponses aux défis que l'environnement pose non seulement en termes de connaissance et de réflexion scientifique et technique, mais aussi sur les modalités d'interactions entre une société humaine, les milieux et les ressources.

La géographie politique radicale connaît encore des adeptes. On en prendra pour témoins la cinquantaine de géographes inscrits dans le *réseau de géographes libertaires* français qui promeuvent une « pensée libre de tout dogme » opposée au retour du déterminisme géographique et le positionnement quantitativiste<sup>10</sup>. Ces géographes « font de la géographie un outil d'émancipation [...] et affirment une filiation avec les idées anarchistes en tant que posture critique et anti-autoritaire [...]. Ils pensent contribuer à tracer de nouvelles voies et à réfléchir à une autre société » (Pelletier, 2015). Un des chevaux de bataille des géographes libertaires, l'approche inductive / qualitative *versus* hypothético-déductive / quantitative, est aujourd'hui mobilisée de manière indifférenciée par la géographie sociale ou environnementale sans qu'un affichage idéologique ou militant d'un type ou d'un autre soit particulièrement revendiqué. Comme l'affirment Morange et Calbérac (2012 : 3), « critiques mais pas nécessairement radicaux, les géographes contemporains en France se caractérisent par un net pluralisme idéologique et un foisonnement d'approches méthodologiques et théoriques ».

---

<sup>10</sup> Site internet du Réseau de géographes libertaires : <https://rgl.hypotheses.org> (consulté le 06/06/2019).

Le présent travail relève indiscutablement de la géographie critique, au sens de Morange et Calbérac (2012 : 3) qui proposent d'élargir la notion de « critique » à des approches « construites autour d'une remise en question des catégories analytiques classiques ». Notre orientation critique, inductive et qualitative prétend donc mettre en avant les contradictions et le poids politique et sociale de la gestion de l'eau telle qu'elle se pratique aujourd'hui, encore sous l'égide presque-exclusive des sciences naturelles et techniques. Elle vise aussi à délimiter le rôle du conflit sur l'eau sur lequel nombre de chercheurs en sciences naturelles et techniques ont un point de vue qui trop souvent relève de critères idéologiques de conservation à outrance de la nature.

Dans notre cas, nous pourrions dire que nous nous inscrivons sous la bannière de ces *humanités environnementales* (Blanc *et al.*, 2017a) qui non seulement interrogent et essaient de dépasser les frontières entre sciences humaines et sociales et sciences de la nature mais aussi prétendent transformer leur articulation et leur dialogue dans un cadre véritablement transdisciplinaire. Toutefois, afficher cette adhésion n'est sans doute pas suffisant. À l'instar de Blanc *et al.* (2017a : 7), nous pensons qu'il reste encore du chemin à parcourir pour que les sciences naturelles prennent au sérieux l'émergence et l'institutionnalisation des *humanités environnementales* dans toute leur polyphonie et que de leur côté les sciences humaines et sociales prennent en compte « la matérialité dans les phénomènes sociaux et l'extension du spectre des acteurs étudiés aux non humains ».

Notre approche s'est inspirée de certaines notions mobilisées par la *radical political ecology*, une branche de la *political ecology* qui s'intéresse particulièrement à la question de l'eau et où ses chercheurs principaux tels que Noël Castree, Erik Swyngedouw, Maria Kaïka, Jessica Budds, Jamie Linton, Julie Trottier ou David Blanchon examinent « le rôle de l'eau dans les processus de différenciations socio-spatiales ou la production des savoirs sur l'eau » (Blanchon, 2016 : 265). Toutefois nous ne partageons pas l'engagement politique et idéologique, issu généralement du néo-marxisme, qui accompagne souvent ce type de projets de recherche.

Si nous transposons les deux qualificatifs, *radical et critique*, (avec lesquels on qualifie généralement la *political ecology*) au champ de la géographie, il faut signaler qu'il existe certaines oppositions en France entre la géographie *radicale* et la géographie *critique* (Gintrac, 2015 : 59) : tandis que la géographie *radicale* « postule que la classe sociale reste la forme de domination centrale », pour la géographie *critique*, les sujets de domination ne sont pas nécessairement les mêmes et malgré son nom, elle est moins critique et surtout moins engagée politiquement que celle qualifiée de *radicale*.

En effet, malgré la concordance des thématiques traitées par la *radical political ecology* et notre propre travail, comme la pénurie en eau en tant que notion socialement construite et naturalisée (Rivière-Honegger et Bravard, 2005) pour perpétuer une « crise mondiale de l'eau » (Linton, 2010), ou la mobilisation de notions telles que *waterscape* (Swyngedouw et Kaïka, 2002 ; Swyngedouw, 2004) ou *cycle hydrosocial* (Linton et Budds, 2014), nous

ne prenons pas parti sur des thématiques associées à un positionnement sur les luttes sociales liées à l'eau ou sur la question de la justice environnementale.

En conclusion, au risque d'être considérée comme timoré, notre positionnement ne se veut pas attaché à des étiquettes de l'une ou l'autre nature, ce qui ne veut pas dire non plus « faire cavalière seule ». Nous reconnaissons sans complexes avoir mobilisé largement les méthodes parrainées par la communauté de pratiques de la *political ecology*. Elles ont eu l'avantage de nous avoir donné des catégories d'analyse cohérentes pour notre étude d'interface eau-société-discours-pouvoirs dans le cadre des conflits liés à l'eau. Son champ d'analyse, soit les principes de production des discours scientifiques sur l'eau, le débat politique que ces discours génèrent par la naturalisation des représentations et enfin la manière dont ces constructions sont ancrées dans les relations de pouvoir a permis le cadrage du présent travail.

Encore une fois la référence peut être considérée comme ambiguë, dans la mesure où le corpus de la *political ecology* au niveau international est fortement hétérogène et qu'il apparaît nécessaire d'explicitier davantage « de quelle » *political ecology* nous prétendons relever. Il faut notamment éviter les pièges de la traduction du terme dans d'autres langues que l'anglais, qui mènent à l'ambivalence et à la confusion. Nous essayerons dans la section suivante de donner quelques précisions sur les prémisses de la *political ecology* ainsi qu'une délimitation de l'*écologie politique* (en français) et de l'*ecología política* (en espagnol), deux approches qui en dépit des similarités des mots employés, sont loin d'être de simples traductions de la *political ecology* (en anglais).

### **1.2.2. Le constat d'une ambiguïté terminologique : *political ecology*, écologie politique ou *ecología política* ?**

La mobilisation ces dernières années de la *political ecology* anglophone par des géographes, des politologues ou des anthropologues français et latino-américains met sur la table la question de la traduction ou pas du terme anglais. Utiliser une notion en langue anglaise peut être considéré incommode et injustifié alors qu'il existe des termes équivalents en français (Bouleau, 2017 : 226) ou en espagnol. Ce n'est pourtant pas aussi simple, dans la mesure où la traduction renvoie à des terminologies déjà en usage, ce qui peut mener à des dérives sémantiques et s'avérer un obstacle à l'interprétation des cadres théoriques retenus par les chercheurs.

Ainsi les traductions en français, *écologie politique* ou celle en espagnol *ecología política* renvoient à des cadres de réflexion différents ou *a minima* suscitent des ambiguïtés terminologiques qui ouvrent la porte à des confusions épistémologiques. Le chercheur qui décide d'employer l'expression dans une langue ou dans une autre, devra préciser à quelle communauté épistémologique il appartient ou sinon ses pairs auront du mal à identifier l'approche utilisée dans ses travaux et ses bases théoriques et méthodologiques.

Plusieurs auteurs francophones font le choix de maintenir l'expression en anglais « pas comme un choix de coquetterie, mais parce qu'elle est difficilement traduisible en français car l'expression « écologie politique » recouvre une autre réalité » (Gautier et Benjaminsen, 2012b : 6). En effet, en France, on entend généralement par écologie politique une force politique qui critique la société productiviste et le gaspillage des ressources naturelles et qui se manifeste par la participation dans la vie publique et démocratique des partis verts ou écologistes. Elle possède un socle éminemment politique qui n'a pas de liens particuliers avec la recherche scientifique et universitaire. Il faut ajouter que l'écologie politique en France est plutôt structurée autour de la philosophie et de l'éthique environnementale (Hache, 2012), tandis que la *political ecology* est principalement adossée à la géographie et à l'anthropologie dans le monde anglophone (Leslaz, 2017 : 5).

Pour éviter l'utilisation d'anglicismes ou pour la doter des particularités propres aux relations sociétés-nature en France, certains chercheurs acquis à la *political ecology* ont décidé de traduire la formule en français alors que d'autres partageant les mêmes idées s'y refusent, ce qui donne un certain sentiment de désordre et de confusion. C'est le cas, par exemple des ouvrages collectifs récents dirigés par Chartier et Rodary (2016 : 23) ou par Pierron et Harpet (2017) où des géographes ou des anthropologues s'inscrivent dans l'écologie politique alors que d'autres préfèrent conserver l'expression en anglais dans leurs contributions comme celle de Blanchon (2016) dans l'ouvrage dirigée par Chartier et Rodary (2016). D'autres formules semblent être plus éclairantes comme celle employée par Molle (2011) qui utilise le terme « écologie politique » en français dans son texte, mais qui rappelle au lecteur en note de pied de page qu'il l'utilise « dans le sens anglo-saxon (le courant de géographie critique de la *political ecology*) et non dans son sens français de courant politique « vert » » (Molle, 2011 : 19).

La situation n'est pas moins confuse dès que le terme est utilisée en espagnol. Sous la bannière de la *ecología política*, nous retrouvons des écrits issus de l'économie écologique, comme ceux de Martínez Alier (2011) ou de l'écologie culturelle et de l'histoire environnementale, comme ceux d'Escobar (2013), mais aussi des géographes *political ecologist* qui travaillent dans le contexte de la Péninsule Ibérique et qui préfèrent utiliser le terme en espagnol (Del Moral, 2015).

*Political ecology*, écologie politique ou *ecología política* ont une ambition commune, celle de jouer un rôle critique dans les études des relations société-nature. Mais leurs grilles de lecture, leurs axes de recherche et les épistémologies qui les sous-tendent sont loin de coïncider. Nous illustrerons dans les lignes qui suivent les différences fondamentales entre la *political ecology* et l'*ecología política*.

### 1.2.2.1. La *political ecology*, une communauté de pratiques

Denis Gautier et Tor Arve Benjaminsen ont dressé une présentation synthétique en 2012 de la communauté de pratiques des chercheurs qui se revendiquent *political ecologists*. Leur ouvrage « *Environnement, discours et pouvoir. L'approche political ecology* » est l'un des rares en *political ecology* à être écrit en français. Il présente un recueil de travaux, localisés surtout dans les pays du Sud. Issus de ce courant global, ils en posent les fondements en soulignant l'intérêt de cette approche : la dimension politique des rapports environnement-société (Gautier et Benjaminsen, 2012a ; Peluso, 2012 ; Robbins, 2012). Même si elle est traversée par des réflexions théoriques - comme dans les années 80-90 le rapprochement des théories constructivistes - la *political ecology* ne se considère pas à proprement parler comme une théorie mais plutôt comme une communauté de pratiques (Robbins, 2012) ou un « grand accord » de recherche (Walker, 2005) sur l'importance des discours, des représentations sociales et des pratiques dans la formation des relations de pouvoir autour de l'environnement.

Ce pouvoir est considéré par la *political ecology* comme une multiplicité de rapports de force liés aux savoirs. Il est consubstantiel à toute relation et joue un rôle essentiel dans la production de la vérité (Foucault, 2015 : 52). Les *political ecologists*, on l'aura remarqué, se réfèrent explicitement à l'acceptation foucauldienne du pouvoir (Peluso, 2012 ; Robbins, 2012). Ils analysent les jeux de pouvoir autour des enjeux environnementaux en partant du prémisses que le pouvoir circule de multiples manières et passe d'une échelle à une autre.

La *political ecology* s'attache à l'analyse de la forme de la connaissance et à la façon dont sont produites ces connaissances en soulignant la dimension politique des relations dialectiques humains-non humains. Pour cette communauté de pratiques, il est nécessaire donc de situer les relations historiques, géographiques ou sociales autour d'un produit socio-naturel (Swyngedouw, 2004 : 22), comment par exemple l'eau, assimilée à un hybride dans un perpétuel changement. Pour Mathevet et Couespel (2012 : 79) la perspective historique a une influence sur nos représentations et les conflits d'aujourd'hui seraient une réponse à ceux d'hier. Chercher les origines des conflits dans le passé remet en question des pratiques d'aujourd'hui qui sont bien ancrées et dont la *political ecology* contribue à dévoiler les origines.

Le point de départ des études en *political ecology* est l'identification des situations paradoxales, des contradictions qui « imposent des mystères fascinants qui méritent une enquête socio-écologique » (Robbins, 2012 : 30), en particulier « les problèmes contradictoires qui apparaissent dans une trajectoire d'interactions société-nature » (Peluso, 2012 : 43). Cela conduit ces praticiens à déconstruire des explications jugées trop naturalisantes qui invoquent exclusivement des phénomènes physiques ou biologiques pour expliquer les faits observés. « D'une façon générale, la *political ecology* conteste l'idée que la dégradation environnementale puisse être appréhendée uniquement par une approche objective relevant des domaines de la science et de la technique (Gautier et

Benjaminsen, 2012b : 9). En déplaçant un regard quelque peu déconcerté, la *political ecology* a la vocation d'identifier les contradictions et les incohérences entre les attentes des discours et les résultats obtenus en « déconstruisant les vérités et les idées reçues au sujet des changements environnementaux » (Kill et Batterbury 2017 : 127).

Démêler les nœuds cognitifs et fragiliser les connaissances acquises depuis longtemps fait des *political ecologists* des chercheurs déroutants avec une bonne dose de scepticisme (Robbins, 2012) puisqu'ils vont dévoiler les revers des « histoires magnifiques » que l'on raconte sur l'environnement. Comme affirme Peluso (2012 : 57) « les contes de fées avec des fins heureuses sont souvent racontés pour masquer l'identité des victimes ou les bénéfiques réels ».

Une des originalités de la *political ecology* est de prendre au sérieux les contributions des sciences naturelles tout en exposant et questionnant l'histoire, les idéologies et les relations de pouvoir cachées derrière ces sciences. Pour cela, ils s'inspirent de travaux de *Social Studies of Science*, notamment de l'ouvrage de Bruno Latour (1991) « *Nous n'avons jamais été modernes* » (Robbins, 2011: 232). La *political ecology* émet de cette manière simultanément des affirmations sur l'état de la nature et des affirmations sur les affirmations sur l'état de la nature (Robbins, 2012 : 31). Cette double affiliation de la *political ecology* au réalisme et au constructivisme lui confère une certaine instabilité et lui attire certaines critiques (Walker, 2005, 2007, Robbins, 2012). Cette articulation entre savoirs constructivistes et réalistes est pourtant considérée comme indispensable pour les études de *political ecology* (Zimmerer et Basset, 2003 ; Robbins, 2010 ; Svarstad, 2012 : 146).

Les deux fondements méthodologiques de la *political ecology* font référence aux discours et aux échelles spatiales de leurs études. En premier lieu, elle porte une attention particulière aux analyses des discours (Gautier et Benajaminsen, 2012a) et à la manière dont les récits sont racontés ou parfois passés sous silence. La réalité rendue par les discours répond en fait à des réalités particulières qui ne sont pas partagées par tous : on construit des discours sur les objets hybrides socio-naturels. La *political ecology* s'interroge sur comment ces discours ont de l'effet sur les objets qu'ils construisent. Elle s'intéresse particulièrement aux concepts *nirvana* (Molle, 2008) comme ceux associés au développement durable, la gestion intégrée des ressources en eau ou les services écosystémiques, concepts qui évoquent des objectifs de nature consensuel qui gommant les dimensions politiques et se transforment souvent en une série de bonnes pratiques normatives et réifiées. Leur apparente validation internationale en fait des produits de consommation politique qui cacheraient d'autres intérêts (Molle, 2008 ; Castro-Larrañaga, 2009). Ces concepts s'apparentent aux *technologies politiques* de Foucault, dispositifs « par lesquels des débats intrinsèquement politiques sont formulés en termes scientifiques et techniques, supposés neutres et implicitement objectifs » (Molle, 2012b : 233).

Le second fondement méthodologique concerne les unités d'étude employées : malgré l'aspect en partie réaliste de ce type d'études, la *political ecology* considère que les limites

dites physiques ou naturelles méritent d'être revisitées. Elle va surtout centrer son intérêt sur l'expression des interactions des sociétés et leur environnement dans un même espace qui va évoluer dans le temps. Cet espace symbolique est défini par les agents qui se retrouvent en interaction. On pense ici, par exemple, à la mise en question du bassin versant comme unité universelle de gestion de l'eau (Ghiotti, 2007, Rangan et Kull, 2009 ; Cohen et Davidson, 2011 ; Budds et Hinojosa, 2012, Del Moral et Do O, 2014, Norman *et al.*, 2015 ; Del Moral, 2015 ; Del Moral et Hernández Mora, 2016). Pour Del Moral (2015 : 56), par exemple, « l'échelle est construite socialement par des stratégies de divers agents sociaux, ce qui met en question la vision traditionnelle des échelles comme des entités naturelles et préexistantes ». Ainsi, « le concept de *politiques d'échelle* concerne la manière dont les différents groupes s'efforcent d'influencer et de contrôler les niveaux territoriaux d'organisation et les relations entre eux ».

Le recours de la *political ecology* à l'analyse des chaînes causales sur plusieurs niveaux d'observation (Zimmerer et Basset, 2003 ; Robbins, 2011 ; Gautier et Benjaminsen, 2012a) et historiques (Mathevet et Couespel, 2012) tranche cette question. Pour cela, elle part du postulat que le pouvoir passe d'une échelle à une autre (Molle, 2012b : 226), mais pas d'une manière physique (monter ou descendre d'échelle, du local au global et *vice versa*) mais selon les « changements de nature et signification des processus inter-institutionnels étudiés » (Del Moral, 2015 : 56). Ainsi, les causes d'un conflit environnemental peuvent se retrouver dans un autre lieu ou sur une autre ressource que ceux qui sont proclamés par les discours dominants (Benjaminsen, 2012 : 184).

Malgré la maturité de ses outils critiques pour questionner la causalité des constructions des objets socio-naturels, la *political ecology* est en butte à certaines critiques. Nous avons déjà évoqué le reproche d'incohérence épistémologique lié au fait de mobiliser simultanément le constructivisme et le naturalisme (Robbins, 2012 : 31). À ceci s'ajoutent d'autres critiques scientifiques comme celles qui questionnent l'universalité des énoncés produits par la *political ecology* lié à sa tradition de travailler à partir d'études de cas. Ou bien, celle qui verrait dans les récits produits par la *political ecology* qui tendent à déstabiliser les récits officiels, une simple stratégie de marketing : le *storytelling*<sup>11</sup>.

Les répliques à ces critiques s'appuient sur l'originalité et l'efficacité du courant de la *political ecology* (Bouleau, 2014 ; Swyngedouw, 2014)<sup>12</sup>. Si elle travaille fondamentalement sur des études de cas, c'est parce que le monde est hybride en soi. Elle essaie de retracer l'histoire de ce qui est construit et de qui produit cette hybridité à travers les études des relations dans des cas précis, une histoire qui est, en définitive, *située* sur des pratiques *situées*. La façon dont les liens apparaissent ou disparaissent dans l'histoire est

---

<sup>11</sup> Le nom de *storytelling* est donné à l'ensemble de stratégies du marketing qui racontent des histoires uniques et frappantes qui véhiculent émotions positives chez les récepteurs (les clients potentiels) et qui vont les inciter à l'action (l'achat). Les SHS voient en général dans l'emploi de ce type de techniques des indices de formatage ou de manipulation des individus.

<sup>12</sup> Propos soutenus pour Gabrielle Bouleau et Erik Swyngedouw lors du Séminaire épistémologique du laboratoire GEODE et de l'axe PPES « Approche relationnelle et *Political ecology*. Enjeux pour une géographie de l'environnement et du pouvoir » 13-14 mai 2014. Centre Universitaire Jean-François Champollion, Albi. France

ambiguë et interdépendante. C'est pour cela qu'« elle doit être démêlée dans des trajectoires empiriques » (Peluso, 2012 : 59).

Finalement, la *political ecology* fait ce que d'autres disciplines ne font pas : elle établit des connexions qui en dépit de leur évidence ne sont pas normalement liées dans la pensée. Pour ses chercheurs, les discours officiels répondent à un choix épistémologique et politique qui passe par la connaissance déjà cumulée. Sa déconstruction puis reconstruction dans un récit parallèle perturbateur permet de voir les choses autrement, non seulement pour le *political ecologist* qui analyse de manière symétrique les discours de ceux qui ont le pouvoir et de ceux qui ne l'ont pas, mais aussi pour les programmes politiques qui auront le choix d'emprunter un nouveau scénario pour se désolidariser de leur trajectoire actuelle (Robbins, 2012 : 30). Cela permet à Peluso (2012 : 59) d'affirmer que les récits *political ecology* peuvent avoir plus d'une fin. Pour Robbins (2012 : 33) « le pouvoir de la *political ecology*, comme l'espèrent ceux qui la produisent, tient au fait qu'il serait difficile de faire les choses de la même façon après avoir été immergé dans ses textes ».

Le succès d'une analyse de *political ecology* reposerait ainsi sur sa capacité de réveiller les défenseurs d'une situation particulière en place pour qu'ils réévaluent et décident avec quels hybrides ils souhaiteraient vivre sur la base d'une autre histoire, celle issue de l'analyse *political ecology*. Ces récits, souvent non exempts d'ironie, « suggèrent une évaluation critique dissimulée d'une éventuelle hypocrisie véhiculée [...] et obligent à réfléchir sur les forces qui dévient et inversent la relation cause à effet attendue pour créer des résultats surprenants » (Robbins, 2012 : 30).

#### **1.2.2.2. L'*ecología política*, un engagement à faveur de la justice environnementale**

Le terme en espagnol, *ecología política*, est surtout utilisé dans des études qui concernent l'Amérique Latine. Il peut arriver, lorsque les chercheurs sont issus des disciplines SHS, principalement sociologie et anthropologie, qu'il y ait une assimilation plus ou moins confuse de l'*ecología política* à la *political ecology*. Mais le plus souvent une seconde orientation se dessine et les disciplines impliquées sont l'économie et l'écologie : l'*ecología política* s'éloigne ici de son équivalent anglophone et doit être aussi assimilée à l'économie écologique.

Ni l'*ecología política* ni l'économie écologique n'établissent des liens formels ou épistémologiques avec la *political ecology* anglophone. Leur objectif est de contribuer à la construction d'une identité indigène et des populations plus démunies. Leur objectif principal est la quête engagée de la justice sociale et environnementale. Dans le cas de l'*ecología política* proposée par les SHS, les représentants les plus emblématiques sont le sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos auteur de l'ouvrage « *Epistemologías del Sur* » (De Sousa Santos, 2018) et son disciple Arturo Escobar (Escobar, 2016),



anthropologue d'origine colombienne et chercheur aux États Unis qui se disent inspirés par les thèses d'Eduardo Galiano.<sup>13</sup>

L'*ecología política* partage et accompagne de près les pratiques des mouvements sociaux de revendication des peuples autochtones d'Amérique Latine. De Sousa Santos (2018) prône par exemple qu'il faut récupérer les « réalités surprenantes qui ont été ignorées et invisibilisées par la tradition eurocentrique » (De Sousa Santos, 2018 : 26). Pour cela il propose une *sociologie des émergences* pour enrayer la *sociologie des absences* du monde occidental capitaliste et hégémonique qui produit des ignorants, des marginaux ou des locaux non productifs, en définitive, un monde supérieur mondialisé qui est en train de détruire des mondes relationnels des pays du Sud.

Cette *ecología política* interprète les luttes territoriales comme des luttes ontologiques qui défendent des mondes différents pour des formes d'existence différentes. Dans ce cadre naît la notion du *buen vivir* (bien vivre) comme la revendication première des peuples indigènes et pauvres dominés qui défendent leur territoire et leur nature en tant qu'espace de vie propre, la *pacha mama* (la terre-mère) (voir par exemple, Farah et Vasapollo, 2011 ; Gudynas et Acosta, 2011 ; Caria et Domínguez, 2014 ; Marañón Pimentel et López Córdova, 2014). Selon Escobar (2016), la conception du *buen vivir* ne doit pas être interprétée comme des représentations culturelles mais comme des ontologies politiques.

Avec la notion d'*épistémologies du Sud*, opposées à celles du Nord, cette *ecología política* prétend « produire et valider les connaissances et savoirs empiriques ancrés dans les expériences de résistance des groupes sociaux qui ont souffert de l'injustice et de l'oppression à cause du capitalisme, du colonialisme et du patriarcat » (De Sousa Santos, 2018 : 29). L'adjectif « politique » traduit la façon dont ces ontologies sont engagées dans les luttes (Escobar, 2016). Pour l'*ecología política*, les expériences du Sud doivent être transférées au Nord, qui se trouve à court d'idées pour résoudre les problèmes causés pour le contexte de transformation social et politique actuel. Pour cela le Nord doit mettre de côté son préjugé colonial.

Cette *ecología política* étudie la dégradation environnementale à travers le regard politique et social du développement durable (Escobar, 2013 : 14). Ce courant scientifique ne se déclare pas ouvertement marxiste, même si comme l'affirme Beluche (2018) il mobilise de fait ce positionnement, ce qui lui attire des critiques sur ses propositions révolutionnaires. La plus importante concerne la simplification idéalisée que ce courant fait des ontologies indigènes : « un monde divisé en diables européens et anges latino-américains [...] qui en réduisant au *buen vivir* les luttes internes et l'exploitation qui subsistent à l'intérieur de ces sociétés fait une caricature irréaliste » (Beluche, 2018 : 6).

---

<sup>13</sup> Eduardo Galiano écrit en 1970 son fameux ouvrage « *Las venas abiertas d'América Latina* » où il raconte comme l'Amérique Latine, une région bénéficiaire d'une nature exubérante a été pillée d'abord par la colonisation espagnole et ensuite par les puissances occidentales de manière qu'elle n'a pas pu encore trouver son destin et construire un meilleur avenir. Il est considéré par ses adeptes comme l'Hérodote de l'Amérique Latine.

À ceci s'ajoute une autre *ecología política*, celle-ci proposée par des économistes et des écologues. Elle rencontre ses ambassadeurs les plus représentatifs dans les figures de l'économiste espagnol Joan Martínez Alier (Martínez Alier, 2008, 2011), des mexicains comme Victor Manuel Toledo (écologue) (González de Molina et Toledo, 2014) et le prolifique Enrique Leff (économiste) (Leff, 2014). Ils convergent dans des approches hybrides qu'ils nomment indistinctement *economía ecológica* ou *ecología política*.

Leur approche a pour objectif la prise en compte de la nature, pas uniquement en termes monétaires mais aussi et surtout en termes physiques ou sociaux. Martínez Alier (2011 : 17-20) met au centre de son analyse l'incommensurabilité des valeurs et vise la mise en visibilité des perceptions sociales des dégradations environnementales. Pour ce faire, il mobilisent les postulats de la science post-normale (Martínez Alier, 2011 : 66). La science post-normale a été proposée par Funtowicz et Ravetz en 1993 pour révéler que la science normale, conduite en laboratoire et étendue à la conquête de la nature, n'est plus adaptée à la résolution des problèmes écologiques mondiaux et qu'elle doit intégrer les non experts. (Funtowicz et Ravetz, 2000)<sup>14</sup>.

L'apport principal de l'*ecología política*, selon ses propres mots, est le développement d'indicateurs physiques de durabilité qui quantifieraient objectivement l'inégalité écologique. Pour cela, ils examinent l'économie des ressources naturelles en termes de *métabolisme social*<sup>15</sup> et tentent de corriger les comptabilités macro-économiques notamment en Amérique Latine. Ils emploient également dans leurs travaux les notions d'*empreinte écologique* et de *services écosystémiques*. Enfin, ils comprennent les conflits environnementaux comme l'affrontement entre économie et environnement.

À partir de là, ils créent les notions de *conflits écologiques distributifs* ou *écologisme des pauvres* (Martínez Alier, 2011 : 37) pour signaler les dettes écologiques contractées par les échanges écologiquement inégaux entre les pays du Nord et du Sud qui perpétuent la logique coloniale. Pour eux, le rôle des conflits environnementaux serait la mise en évidence de multiples externalités négatives. Ainsi, les *conflits écologiques distributifs* seraient la seule manière de changer les règles politico-sociales vers la décroissance parce qu'ils rendent visible l'inégalité écologique comme problème de société.

Leurs thèses selon lesquelles il existerait un environnementalisme populaire trop méconnu des sciences sociales contemporaines se heurte à de fortes critiques comme celles de Centemeri et Renou (2017). Ces auteurs reprochent à Martínez Alier le fait que le « véritable environnementalisme ne puisse s'exprimer que sous la forme de conflits qui poussent à la révision des règles de fonctionnement de l'économie de la croissance » (Centemeri et Renou, 2017 : 57) et que le « souci écologique soit [seulement]

---

<sup>14</sup> Les postulats de la science post-normale ont été repris et développés en 2001 par Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe dans son ouvrage « *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique* » en partant de la sociologie de la science et des techniques.

<sup>15</sup> L'*economía ecológica* reprend la notion de métabolisme social de Marx et introduit dans l'analyse le flux d'énergie et matériaux ainsi que la production de résidus. Il permettrait de reconnaître l'existence d'inégalités environnementales dans l'accès aux ressources naturelles et dans l'exposition aux nuisances.

reconnaissable là où des pauvres ou dominés cherchent à résister à l'expropriation des ressources et services nécessaires à leur subsistance ». Ils signalent également que le militantisme et le positionnement à la frontière de la théorie et de l'action politique de Martínez Alier nuit aux bases scientifiques de sa recherche (Centemeri et Renou, 2017 : 54).

Cette défense du rôle décisif des communautés paysannes et indigènes de l'Amérique Latine imprègne les postulats qui soutiennent l'*ecología política* pratiquée tant par les sociologues et les anthropologues que par les économistes et écologues. En prétendant dévoiler les asymétries cachées et les inégalités environnementales des sociétés latino-américaines, les deux courants disciplinaires de la *ecología política* se cantonnent dans une seule de ces asymétries de traitement des populations étudiées, en prenant partie pour la frange des dominés face aux « nuisibles » dominants. Comme s'interroge Gintrac (2015 : 59) « est-il question de dévoiler les mécanismes de domination cachés ou s'agit-il de partir de la critique des dominés eux-mêmes ? Centemeri et Renou, (2017 : 69) jugent que cette « vision dualiste et par là « moderniste » de l'être humain sépare le sujet humain de l'objet nature/environnement » et que ceci s'oppose frontalement à l'approche affichée par la *political ecology* anglophone.

Les tenants de la *ecología política* n'ignorent pas la *political ecology* mais font tout pour s'en démarquer. Martínez Alier (2011 : 319-320) affirme ainsi qu'il existe deux styles d'*ecología política* (en espagnol dans son ouvrage) : un premier, réaliste, dans lequel il s'inscrit et qu'il définit comme « l'étude d'une série d'acteurs avec différents niveaux de pouvoir et d'intérêts qui s'opposent aux demandes des ressources naturelles de la part d'autres acteurs dans un contexte écologique particulier ». Pour lui, le deuxième style d'*ecología política*, est ouvertement constructiviste et analyse les discours. Il se réduit à « des séminaires de sofa sur l'écologie, la politique et la théorie culturelle dans des universités des États Unis [...], certainement une économie de l'effort de la part de ces chercheurs ». Ce deuxième style qu'il critique avec ironie correspond évidemment à celui qui nous avons identifié comme *political ecology*.

La diversité des déclinaisons linguistiques et/ou épistémologiques démontre l'inquiétude des géographes, sociologues, anthropologues, économistes... dès lors qu'il s'agit d'étudier les relations société/nature selon des angles et des sensibilités différents. Pour les uns, le sujet mérite un regard politique, pour les autres le prisme doit être économique ou éthique. Certains affichent un engagement politique plus important que d'autres, divisant a priori les sociétés objets d'étude entre acteurs dominants et acteurs dominés.

On aura compris que les choix théoriques et méthodologiques qui guident le présent travail relèvent de la *political ecology* et non des courants francophone ou hispanophone. Si l'on doit éviter le confort, c'est sans doute celui conféré par l'application de schémas préétablis, que ce soit les concepts *nirvana* ou les mots d'ordre de la lutte anti-colonialiste. Les doxas

à notre sens ne font pas bon ménage avec un travail scientifique, dont le but est justement de les interroger et non de les prendre pour argent comptant.

Un autre point est que la deuxième partie du binôme de la relation qui concerne ces approches, l'écologie en tant que science de la nature, reste finalement en sourdine, peu pensée dirions-nous. Cette nature reste encore associée au « naturel », dans l'imaginaire collectif et dans les représentations de la plupart des sciences naturelles. Elle est considérée par l'écologie scientifique comme une réalité que l'on peut mesurer, gérer, conserver et en prendre soin. Mais ne s'agirait-il pas d'une chimère ?

### **1.3. La chimère de la nature naturelle**

#### **1.3.1. La nature, un questionnement pour les sciences sociales, une vérité pour l'écologie**

La « nature » devrait porter toujours des guillemets, si l'on en croit Lascoumes (1994). Lorsque nous avons affaire à un substantif, nous avons évidemment la tendance à lui attribuer un référent réel. Nous parlons de la nature comme s'il s'agissait d'une réalité qui nous est extérieure, une catégorie excluant l'homme (Larrère et Larrère, 1997). C'est sur cette représentation de la nature définie comme « ce que nous ne sommes pas » qui est construite la modernité cartésienne (Mill, 2003 : 11). Mais « il suffit de porter un regard sur l'histoire de nos représentations intellectuelles, morales, religieuses, esthétiques ou scientifiques de la nature pour mesurer à quel point elle est imaginée et pensée avant d'être rencontrée » (Dalsuet, 2010 : 15).

Depuis Descartes en effet, nous « pensons la nature en termes de développement et de progrès dans l'ambition de rationaliser le monde » et « nous organisons nos vies en fonction de cette idée de rationalité que nous croyons naturelle » (Dalsuet, 2010 : 148). Cet héritage typiquement occidental, qui pense le monde sur la base d'une nature universelle et une diversité de cultures qui s'y adaptent (Descola, 2015), pousse les scientifiques issus des sciences naturelles à ne pas remettre en question cette supposée réalité extérieure appelée « nature ».

Des philosophes et des chercheurs issus d'autres disciplines des SHS comme l'anthropologie s'interrogent pourtant à propos de la nature et de ses relations avec l'homme. Ils ne considèrent pas cette interaction comme une extériorité mais comme une interface : « l'homme est dans la nature, créature appartenant à l'écosystème-terre, mais il est aussi hors de la partie matérielle et inanimée de la nature » (Besse, 1997 : 19). En son temps, comme l'évoquent Aspe et Jacqué (2012 : 13), Jean-Jacques Rousseau était sans doute déjà un précurseur de ces questions lorsqu'il plaidait pour une communion avec la

nature, un discours proche de certaines revendications contemporaines. Mais selon Dalsuet (2010 : 83), « la tradition intellectuelle française reste méfiante à l'égard des philosophes de la nature souvent soupçonnés d'être religieux ou superstitieux, réactionnaires ou dangereux ».

La nature serait donc une invention de l'Occident (Descola, 2017), un concept ethnocentré qui se dissimule dans notre représentation objectivée du monde, qui se veut universelle et qui en fait un objet de science (Descola, 2015). Le dualisme occidental distingue un monde de choses dotées de propriétés physiques intrinsèques mesurables et un monde humain gouverné par le sens. Mais la manière dont chaque société perçoit ou réinvente sa relation à la nature provient d'une expérience et de réalités historiques particulières et il faut sans doute admettre que la notion de nature n'est qu'une construction sociale parmi d'autres. Ainsi Kalaora (1998) ou Di Chiro (2012) affirment que la conception de la nature est dynamique d'un point de vue historique et spécifique pour chaque culture.

Il y a ainsi deux façons extrêmes de considérer la nature : celle qui la juge comme une construction sociale qui n'existe plus en dehors de la pensée humaine dans la mesure où l'omniprésence de l'homme sur terre l'a détruite et celle qui prône une nature intouchée, vierge de toute influence humaine. Affirmer que la nature n'a pas d'existence en soi, c'est s'inscrire en faux avec le grand partage nature-culture évoqué par Descola, mais accepter l'idée d'une nature sauvage, d'un état primitif existant avant la crise environnementale auquel il faudrait retourner est aussi un mythe : « une nature vierge et primitive ? elle n'a jamais existé » (Larrère et Larrère, 1997 : 186).

Cela serait une représentation proche du concept de *wilderness* nord-américaine venue du XIX<sup>e</sup> siècle (Ralph Emerson, 1803-1882 et Henry Thoreau, 1817-1862), qui repose selon Dalsuet (2010 : 28) sur un socle religieux et un fort symbolisme participant à l'identité américaine et au mythe fondateur de cette nation : les colons européens sont arrivés sur le continent au XVII<sup>e</sup> siècle, se sont confrontés à la *wilderness* et par là sont devenus des Américains (Dalsuet, 2010 : 42). La *wilderness* désigne alors « le refuge où l'on se sauve d'une société de perdition, la vieille Europe, le sanctuaire qui appelle la protection et la promesse d'un avenir meilleur qu'il faut édifier collectivement » (Dalsuet, 2010 : 61) qui « exalte le pionnier mais occulte l'indien » (Larrère et Larrère, 1997 : 186).

Cette représentation est fortement ancrée dans l'histoire des États Unis et dans l'identité de ses habitants, mais elle n'est pas transposable à d'autres contextes géographiques et historiques (Bravard, 2004 : 133). En effet, la sancturisation de la *wilderness* conduit à une double occultation d'après Larrère et Larrère (1997 : 186) : « celle des hommes qui y vivent et celle de la nature là où les hommes vivent dans les espaces cultivés et urbanisés ». Pour sortir de ce débat, certains auteurs comme Schnitzler et Génot (2012) ou Génot (2017) proposent de faire appel au concept de *féralité* des écosystèmes ou *nature ensauvagée* qui fait allusion aux milieux naturels abandonnés à leurs propres processus sans intervention humaine. Cette proposition passe cependant par l'acceptation d'une

nature spontanée et imprédictible qui peut évoluer dans le sens non souhaité par les sociétés, désireux d'une nature domestiquée et sans danger.

La mère-nature à laquelle la plupart des sociétés occidentales se réfèrent en la glorifiant n'est ni unique ni originelle. Il faut plutôt y voir des milieux plus ou moins artificialisés, lieux d'agencement d'éléments passés, fabriqués tout au long de l'histoire « pour la rendre plus productive et moins dangereuse » (Lévêque, 2004a : 13). Elle prend forme spécifiquement dès lors que des groupes sociaux partageant la même vision du monde s'attachent à la définir. Ses représentations et donc les manières de penser la nature sont multiples et variées.

Penser la nature et se penser en rapport à elle va être ainsi significativement différent selon les pays et les régions. On prendra l'exemple de la France, un cas évidemment largement exploré, avec notamment les travaux sociologiques de chercheurs renommés comme Pierre Bourdieu ou Henri Mendras sur les mondes agricoles (Hervieu et Purseigle, 2013). D'après Papy *et al.* (2012), à la différence de ce qui s'est passé aux États-Unis ou dans d'autres pays européens, l'unité nationale française s'est construite autour des campagnes et l'espace rural humanisé en France est toujours synonyme de nature (Pierre-Cornet, 2002). Très loin de l'idée de *wilderness* américaine - puissante et sauvage - évoquée précédemment, « la nature ensauvagée, le milieu non maîtrisé par l'homme est [dans l'esprit français] contraire de l'histoire, de la liberté [...], l'antihumanisme par excellence [...] issu de la Révolution française » (Kalaora, 1998 : 92). Pour les révolutionnaires, le paysage, composé, jardiné, domestiqué, est la bonne nature. La nature sauvage (les marais, les forêts...) représente les forces du mal et il faut la dompter. La laisser à elle-même serait aller à l'encontre des idées révolutionnaires (Corvol, 1993).

Pendant les années 1970, la société française s'investit dans un nouveau mouvement de retour à la nature. Des groupes provenant des villes se tournent vers la nature, qui n'est autre que le synonyme de la campagne (Aspe et Jacqué, 2012 : 15). Ils développent ce que Mendras (1979) appelle l'*utopie rustique*, la recherche d'une vie en communion avec les valeurs positives de la ruralité (Hervieu et Viard, 1998). Dans ce contexte, les friches et les espaces non cultivés laissés aux boisements spontanés sont perçus négativement (Schnitzler et Génot, 2012) parce qu'ils renvoient une image du pays qui ne correspond pas à l'image que les Français se font d'eux mêmes (Fottorino, 1989).

Le champ de l'écologie en France est également hostile à ce que l'on appelle la *fermeture des milieux* et en faveur d'une nature aménagée et donc intervenue (Larrère et Larrère, 2009). Ceci pourrait être considéré comme paradoxal dans d'autres contextes nationaux et jugé contraire à l'idée même de nature : il serait naturel ce qui échappe à l'action humaine (Bourg, 1997; Lepart et Marty, 2006). Les regards des scientifiques sont-ils influencés par leurs propres représentations (Blandin, 2009) ? Quelle nature fait alors l'objet d'étude de l'écologie ? Une nature objective et réelle telle que nous invite à la penser le naturalisme ou une nature rêvée, paradis perdu (Dalsuet, 2010) dont l'écologie garderait la nostalgie (Dupré, 1996) ?

Pour l'écologie scientifique, le terme « biodiversité »<sup>16</sup> a récemment remplacé celui de « nature » (Blandin, 2009 ; Génot, 2008; Dalsuet, 2010 ; Génot, 2014), au point que les deux se confondent. Lorsque le botaniste Marc Jeanson dit en entretien à la chaîne de radio française France Inter en août 2019<sup>17</sup> « ... dès que l'on va dans la nature et dans la biodiversité... » , qu'est-ce que l'on doit comprendre exactement avec l'expression « aller dans la biodiversité.. » ? Cela signifie-t-il simplement sortir de la ville pour aller à la campagne où nous sommes censés retrouver la nature ? Le terme « biodiversité » devenu matière première des technosciences (Aubertin, 2005) ne fait pas allusion à « une liste d'espèces figée » (Génot, 2017 : 21). Ce terme est en outre interrogé par les nouvelles approches de l'écologie scientifique qui s'intéressent davantage à comprendre l'évolution des espèces face aux perturbations qu'à leur protection et conservation<sup>18</sup>. Il est enfin très peu mobilisé par les SHS et notamment par la géographie, comme le démontre le manque d'entrées spécifiques dans une bonne partie des dictionnaires de cette discipline. C'est le cas des dictionnaires plus anciens comme celui de Brunet *et al.* (1992) mais aussi des plus récents comme celui de Baud *et al.* (2013) et même du dictionnaire de référence de Lévy et Lussault (2013).

D'autres chercheurs substituent le terme « nature » par celui d'« environnement ». « Nature » et « environnement » sont ainsi utilisés indistinctement, ce qui n'est guère satisfaisant pour les sciences sociales : « si l'on a forgé la notion d'environnement c'est bien qu'elle désigne quelque chose d'autre que la nature » (Picon, 2004 : 77). Mais les deux termes sont plastiques et restent relativement indéterminés et flous (Aspé et Jacqué, 2012 : 83), se prêtant à toutes interprétations possibles, ce que Kalaora (1998 : 119) qualifie de *trop plein sémantique*.

L'approche de la nature par le biais de l'environnement ajoute une nouvelle dimension que la notion de nature à elle seule n'avait pas : les problèmes écologiques définis par la société occidentale et occasionnés par nos actions techniques. Ainsi, l'environnement devient « un milieu neutre, réceptacle des actions des hommes qui le transforment et peuvent être en retour transformés par lui » (Dalsuet, 2010 : 80-82). Cette définition, couramment admise, perpétue le dualisme entre les conditions naturelles et culturelles de l'existence de l'homme qui se place au centre de la problématique. On considère ainsi que tout ce qui

---

<sup>16</sup> On rappellera que la définition de diversité biologique ou biodiversité fut promue en 1992 par la Convention sur la Diversité Biologique de Rio comme la variabilité des organismes vivant de toute origine, y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes et les complexes écologiques dont ils font partie ; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes. (Vergnolle-Mainar et Desailly, 2005 : 107)

<sup>17</sup> Entretien réalisé par la journaliste Laetitia Gayet avec le botaniste Marc Jeanson, responsable de l'Herbier national au muséum national d'histoire naturelle, dans le cadre du programme de France Inter « Le grand entretien du 6/9 » du 02/08/2019. <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-02-aout-2019> (consulté le 04/08/2019).

<sup>18</sup> Entretien réalisé par le journaliste Michel Alberganti avec les écologues Jacques Tassin, Nicolas Loeuille et Romain Julliard, dans le cadre du programme de France Culture « Science publique » du 26/09/2014. <https://www.franceculture.fr/emissions/science-publique/la-nature-peut-elle-resister-lhomme> (consulté le 04/08/2019).

émane de la nature est positif contrairement aux actions de l'homme, qui elles, sont jugées en revanche négatives (le *naturalisme naïf* dirait Lascoumes (1994)).

Maintenir la dualité homme/nature a un avantage important pour les scientifiques des sciences naturelles. En objectivant le monde naturel comme un élément extérieur à l'homme, on peut en effet le quantifier et l'évaluer. C'est là que l'action de l'écologie scientifique trouve sa place et fait finalement « une lecture quasi clinique des composantes environnementales » (Depraz, 2014 : 25). La science écologie tend ainsi à croire d'une part à un monde naturel unique régit par les mêmes lois biologiques et physiques (Hache, 2012) et de l'autre à une action écologique qui rétablirait un état premier de nature en équilibre, peut-être préexistant à l'Humanité.

La gestion de la nature/biodiversité/environnement effectuée par les technosciences est avant tout pragmatique et basée sur l'efficacité des actions bien plus, pourrait-on dire, que sur la pertinence des idées. Elle promeut une *protection active* de la « nature » avec toute une batterie d'outils d'intervention qui s'opposerait à une *protection passive* où l'on ne toucherait à rien (Aubertin, 2005) dans la mesure où, comme l'affirme Génot (2008 : 11), « la nature a vocation à se gérer elle-même et la principale qualité d'un gestionnaire est de ne pas la contrarier ».

Pour gérer la nature, des objets de protection de la nature naturelle sont ainsi créés pour préserver des îlots de biodiversité des perturbations humaines, ce qui constitue pour Depraz (2014 : 4) une preuve de plus de l'artificialisation de l'espace. Pour cet auteur, l'existence même des espaces naturels protégés peut être interprétée comme « la marque d'un degré supplémentaire d'intervention des hommes sur les milieux afin de réguler leur évolution ». Leur existence impose la nécessité d'un contrôle normatif et institutionnel, ce qui introduit, une composante à forte charge politique dans le traitement de la nature (ou de l'environnement).

Ce sens restreint de l'environnement est élargi par les sciences humaines qui le considèrent comme une construction sociale exprimant la préoccupation d'une Humanité de plus en plus menacée par son environnement (Aspe et Jacqué, 2012 : 151) où les éléments environnementaux ne peuvent pas être pensés sans tenir compte du regard que l'on porte sur eux (Depraz, 2014 : 24). L'environnement devient alors « un processus dynamique où la dimension sociale est prépondérante, [enfin il est] le produit même de la société. [...] Son énonciation suppose en soi un questionnement avec de la valeur politique » (Depraz, 2014 : 24).

Dans ce contexte, l'état idéal de la nature n'est rien d'autre que celui que « beaucoup de gestionnaires souhaitent souvent figer par une politique de protection plus ou moins rigide mais qui appartient à la sphère des représentations : le choix d'espèces ou de paysages menacés est souvent sélectif et obéit à une vision contingente de la nature » (Bravard, 2004 : 134). Bien plus, le concept d'équilibre écologique a cédé la place à l'idée que pour chaque écosystème, des multiples équilibres coexistent. Faire des choix entre ces équilibres



permettrait sans doute à l'action écologique et politique de cibler leurs interventions pour l'obtention de systèmes dits naturels mieux en phase avec les sociétés avec lesquelles ils sont en interaction.

### **1.3.2. Les espaces naturels protégés : un coin de biodiversité pour les uns, un espace politique pour les autres, une source de conflit pour tous**

Comme nous venons de voir, les concepts de « nature » et d'« environnement » sont particulièrement vastes et flous, et ceci porte conséquence en termes de protection : « les espaces naturels protégés souffrent [également] de multiples imprécisions sémantiques [puisque] la protection qu'ils proposent est elle-même influencée par les acceptions variables des termes précédents » (Depraz, 2014 : 12). Depuis les années 1980, de multiples auteurs, pour la plupart issus des SHS, se font écho du caractère social et construit de la protection de la nature tels que Cadoret (1985) ; Viard (1990) ; Larrère et Larrère (1997) ; Grenier (2000) ; Arnould et Simon (2007) ; Aubertin et Rodary (2008) ; Héritier et Laslaz (2008), Depraz, (2014) ou Blanc (2010, 2018), entre bien d'autres.

L'idée de nature varie selon les pays et régions et sa protection n'a pas non plus ni la même trajectoire historique ni les mêmes atouts et objectifs selon les endroits où elle se pratique. Au courant du XIX<sup>e</sup> siècle, les Anglais investissent dans la protection sentimentale des jardins et des fleurs en tant que lien social : il s'agit de signifier que les personnes les plus humbles étaient aussi respectables que les plus aisées (Dalsuet, 2010 : 61). À la même époque, les Étatsuniens sacralisent la préservation de la nature comme valeur symbolique de leur jeune nation (Dalsuet, 2010 : 69) et les Français promeuvent une nature domptée pour signifier sa puissance (Quenet, 2015).

Depuis ce temps, les parcs nationaux, les réserves de biosphère et les espaces naturels protégés en général se sont multipliés. Leur mission est avant tout de refaire avec la nature ce que l'on croit qu'elle fut, comme l'indique Guillaume Blanc (2010, 2018). Les travaux de ce chercheur sur des parcs nationaux de France, de Canada et d'Éthiopie révèlent comment ces espaces sont des symboles de chaque nation qui sélectionne « chacune à sa manière ce qui, de l'anthropisation du territoire, doit ou non être éliminé » (Blanc, 2018 : 229). Les espaces naturels protégés deviennent ainsi des espaces discursifs, des métarécits patrimoniaux sur les logiques nationales. Dans les pays du Sud, la protection de la nature se veut une mise en regard international sous les auspices des organisations de conservation et des bailleurs de fonds internationaux (Gauchon, 2010 ; Blanc, 2018). Dans un pays comme la France, la constitution des premiers parcs nationaux coïncide avec la fin de la décolonisation, et est jugé par certains comme un *avatar du colonialisme* : comme le signale Kalora (1998 : 176) ce n'est pas par hasard si « les administrateurs coloniaux rapatriés deviennent les premiers directeurs des parcs nationaux en France ».

Cette mise en évidence de la relation entre espace naturel protégé et construction nationale et politique n'est pas nouvelle. Elle a été déjà soulevée par Kalaora (1998) lorsqu'il affirmait que l'idée de nature promue par les parcs nationaux est celle d'un paysage pittoresque et idyllique qui relève de la notion d'intérêt général national. Dumoulin et Rodary (2005) quant à eux, affirment que la conservation de la nature se pense de manière identique à l'État qui l'entoure et Gandin (2013) et signale ainsi la normative flexible des réserves de biosphère à la mesure de chaque État. Pour Chartier et Rodary (2007), les espaces naturels protégés sont des enclaves construites sur un critère particulier, celui d'un contrôle spatial des activités humaines et du fonctionnement des écosystèmes. Enfin pour Picon (2008), la protection de la nature est une mise en représentation qui donne à voir un certain envers du réel.

En dépit de ces orientations de recherche issues des SHS, les espaces protégés continuent à être étudiés fondamentalement dans leur dimension écologique et les discours scientifiques qui les sous-tendent font systématiquement référence à la conservation d'une nature en danger et perdue qu'il s'agirait de retrouver. Benjaminsen et Svarstad (2012) distinguent trois types de discours qui ont jalonné l'histoire de la conservation de la nature : un premier discours de la *conservation forteresse*, lors de la création des premiers espaces protégés au début du XX<sup>e</sup> siècle à l'instar de Yellowstone (1872) pour lequel la nature sauvage devait être délivrée de la présence humaine ; un deuxième discours de la *conservation gagnant-gagnant* à partir des années 1990, où se généralise la réflexion sur la participation locale dans la conservation et cela dans un souci de nécessité de marchés touristiques pour financer la propre conservation ; enfin, un *discours critique* qui aujourd'hui se centre sur la résistance des communautés locales des espaces protégés contre l'intervention externe venant d'en haut sous la forme de conservation.

Tandis que le premier et deuxième type de discours sur la conservation sont traditionnellement soutenus par les gestionnaires des zones protégés, les universités et instituts de recherche en écologie, les grandes ONG et leurs bailleurs de fonds internationaux, le troisième, plus récent et plus marginal dans la communauté scientifique, trouve ses appuis surtout dans les populations locales, les militants des causes indigènes et quelques chercheurs en SHS (Benjaminsen et Svarstad, 2012). Ces mêmes auteurs signalent que les pratiques participatives, en vogue dans les espaces naturels protégés, sont rarement synonymes d'une réelle décentralisation de l'autorité. Leurs défenseurs y trouvent surtout un « intérêt à maintenir une impression de situation *gagnant-gagnant* entre la conservation et la population locale pour attirer les financements extérieurs et les touristes » (Benjaminsen et Svarstad, 2012 : 129).

Avec l'apparition du terme « biodiversité » qui, comme nous avons vu précédemment, est venu surplanter le mot « nature », on assiste actuellement à une renaissance de l'ancien discours de la *conservation forteresse*. Les expertises des biologistes/écologues de la conservation affirment que « lorsque les communautés locales sont impliquées dans la gestion des aires de conservation, cette démarche est affaiblie de telle sorte que la biodiversité est menacée » (Benjaminsen et Svarstad, 2012 : 118). On peut sans doute

interpréter dans cette prise de position une tentative de consolidation de la communauté scientifique de la conservation dans son rôle de porte-parole du monde naturel. Celle-ci semble en effet chercher à s'imposer comme la seule autorité scientifique légitime pour déterminer si les espaces dits naturels doivent être occupés par les humains ou contenir des îlots de grande nature sauvage.

Les changements paradigmatiques de l'écologie des années 1980 ont eu une influence sur les pratiques de la gestion de la nature. En effet, le passage d'une écologie climacique<sup>19</sup> à une écologie des perturbations et des déséquilibres, où les écosystèmes sont soumis à des processus historiques (Zimmerer, 2000) et à la formation de nouvelles espèces et à l'extinction des plus anciennes (Blandin, 2009) a « déplacé singulièrement la conservation depuis une enclave naturelle vers une arène politique » (Chartier et Rodary, 2007 : 7). Dans ce cadre, affirmer qu'un espace protégé a été créé pour protéger la nature relève ainsi d'une « vision singulièrement raccourcie et biaisée de la réalité sociale et politique » (Depraz, 2014 : 25). Chercher à maintenir la nature dans un état fixe semble en contradiction avec le fait que par essence la vie est changement (Génot, 2014). Comment savoir alors quel est l'état qu'il faudrait à tout prix préserver ? (Blandin, 2009).

L'assertion péremptoire selon laquelle les espaces naturels protégés sont créés pour sauvegarder la nature fait l'impasse non seulement sur les acteurs qui ont été à l'origine de la protection mais aussi sur l'idée de nature qui a conduit à sa traduction réglementaire. C'est oublier, comme le signale Depraz (2014 : 4) que dans les espaces naturels protégés, « au-delà de l'écologie existe une dimension économique et sociale [...] et dans le fond, un espace protégé est avant tout un objet politique ». Il faut donc accepter, à l'instar de Chartier et Rodary (2007 : 6), que la création d'un espace naturel protégé s'insère dans la modernité de son temps en ce qu'elle a de formulation légale, rationnelle et étatique. Si le mythe de la nature sauvage sauvegardée dans les espaces naturels protégés a pu s'imposer dans l'opinion publique occidentale, ce n'est pas tant à cause de sa singularité biophysique et de sa biodiversité qu'en raison de sa capacité à distraire la population urbaine de sa routine quotidienne en lui offrant des loisirs nature et de ressourcement. Cependant, la nature recherchée par ces visiteurs n'est pas une nature désorganisée et chaotique. Elle doit être organisée et accueillante, ce qui fait écrire à Kalaora (1998 : 185) que l'« on attend des gestionnaires qu'ils trouvent l'équilibre entre nature sauvage et nature arrangée » en proposant un milieu *sauvagement artificiel* selon Larrère (1994 : 35) « façonné à leur image » (Génot, 2014 : 45). L'existence de ce public de visiteurs des espaces protégés et de consommateurs de nature peut expliquer pourquoi le capitalisme, toujours avide d'espace, n'a pas encore supprimé ces fragments de nature protégée (Blandin, 2005), d'ailleurs soigneusement localisés là où la conservation ne perturbe pas aux activités productives et

---

<sup>19</sup> En écologie, un organisme est climacique lorsque sa vie dépend du climax de l'écosystème et qualifie en particulier une association végétale de plusieurs végétaux qui a atteint le stade terminal stable de son évolution. Il existe alors une communauté climacique. <https://www.aquaportail.com/definition-5262-climacique.html>. (consulté le 24/06/2019).

urbaines (Kalaora, 1998 ; Glon et Hinnewinkel, 2009). Ces espaces de nature se voient ici attribués le qualificatif de *nature ordinaire*.

### **1.3.2.1. La frontière de la conservation : une limite entre nature ordinaire et nature extraordinaire ou une limite du pouvoir ?**

La notion de *frontière de la conservation* n'est pas encore bien explorée. Au premier abord, elle dessinerait la limite entre la *nature extraordinaire* composée par les éléments plus rares, vulnérables et sauvages de la nature qui mériterait d'être protégée et la *nature ordinaire* qui serait composée par des éléments naturels communs, quotidiens et proches ou *nature familière* selon les termes proposés par Godet (2010 : 299) et sur laquelle les mesures de protection sont plus frileuses.

Pour Kauffer (2018 : 14) cette frontière « conditionne non seulement la présence de la faune et de la végétation mais aussi les différentes activités humaines et leurs impacts sur l'environnement ». Pour cet auteur, une des manifestations visibles de cette frontière sont ses limites spatiales, généralement imposées par les administrations nationales, régionales ou locales. Comme l'affirme Dépraz (2014 : 269), « un espace protégé ne parvient jamais à sortir totalement d'une politique de l'interdit » et c'est en interdisant certaines activités, parfois traditionnelles, en encourageant d'autres plus en harmonie avec les objectifs de conservation que ces aires naturelles protégées parviennent à assurer une couverture végétale ou une faune plus notoire en termes de biodiversité que les zones adjacentes non protégées. D'une certaine façon, cette frontière de la conservation coïnciderait avec les limites accordées (et cartographiées) lors de la mise en place de la structure de protection Kauffer (2018). Néanmoins il ne faudrait pas négliger une autre dimension, celle là plus invisible, qui tiendrait de l'action du pouvoir environnemental ou éco-pouvoir (Lascoumes, 1994).

Si l'on considère les frontières avant tout comme le produit d'une relation sociale, elles « nous invitent à questionner le territoire, la souveraineté, le politique et la communauté » (Delmotte et Duez, 2016 : 11). On peut ainsi appliquer cette définition au cas de la *frontière de la conservation* : selon les propos de (Dépraz, 2014 : 269) lorsqu'il analyse les espaces protégés, cette frontière suppose avant tout une limitation du pouvoir local. Le monopole de pouvoir s'exerce notamment lorsqu'il n'explicite pas les motifs des interdictions et des autorisations et fait appel à une autorité qui a le pouvoir de police.

Dans notre définition, les limites de la *frontière de la conservation* sont difficilement visibles sur une carte ou sur une image satellitaire. Elles génèrent pourtant une dynamique que pour pourrions appeler *dedans-dehors*. En effet, comme le signalent Delmotte et Duez (2016 : 13) les tendances « à faire frontière produisent des définitions de *dedans* et du *dehors*, de *Soi* et de *l'Autre*, socialement et politiquement construites ». Si « l'espace protégé constitue un facteur d'identification partagé, en bien comme en mal » (Dépraz, 2014 : 287), le fait d'habiter, cultiver, chasser, pêcher, entreprendre ou travailler *dedans* ou en *dehors* de la zone naturelle protégée peut alors devenir bénéfique ou préjudiciable

uniquement en fonction des décisions techniques et politiques prises par les discours conservateurs prescripteurs des milieux naturels.

La *frontière de la conservation* est donc ainsi assimilable à la frontière de l'éco-pouvoir et aux paradigmes de la conservation de la nature situés dans un espace et dans un temps précis. De cette manière, elle serait une limite discursive qui définit ce qui mérite d'être protégé et où. Pour paraphraser Bataillon et González (2012 : 107) lorsqu'ils parlent des habitants de la ville de Mexico, les habitants d'aires naturelles protégées « n'habitent pas dans un territoire, mais dans un discours conservateur ».

Quelques soient les points de vue sur les espaces protégés, coin de biodiversité pour les uns, espace politique pour les autres, il y a unanimité à considérer que ces territoires sont des lieux de conflit environnemental, des *espaces de violence* (Blanc, 2018) en tant que « révélateurs d'enjeux locaux sur le partage du pouvoir » (Depraz, 2014 : 253). La localisation de l'espace protégé à elle seule peut provoquer des tensions et conflits (Gauchon, 2010). Ces espaces de nature génèrent aussi de nombreuses représentations sociales hétérogènes sur la nature et les territoires locaux qui provoquent des conflits autour de la maîtrise de l'espace (Depraz, 2014 : 4) et des usages des ressources naturelles locales. En ce sens, lieux d'enjeux politiques et de pouvoir exogène et endogène, les espaces naturels protégés représentent pour les SHS un laboratoire grandeur nature pour analyser les conflits liés aux multiples manières d'appréhender la nature.

Ce laboratoire devait donc être le nôtre : le choix de terrain pour le présent travail a été situé à l'interface entre le processus de protection de la nature (conflictuel) et plus particulièrement des zones humides et les usages de l'eau (également conflictuel) dans ces mêmes périmètres. Notre souci était de comprendre les interactions conflictuelles entre l'eau *ressource* et l'eau *environnementale* et il n'existe pas de meilleur terrain d'étude pour faire émerger ces conflits, parfois exprimés, parfois latents, qu'au sein des dynamiques territoriales des espaces naturels protégés, dans des territoires où la conservation de la biodiversité aquatique est le mot d'ordre. Encore nous faut-il préciser ce que nous entendons par tension ou conflit environnemental, des concepts qui, une fois encore, font l'objet d'une multiplicité d'approches disciplinaires.

## **Chapitre 2**

### **Le conflit sur l'eau : son analyse, sa résolution**

#### **2.1. Le conflit environnemental, un objet d'étude polysémique**

##### **2.1.1. Un problème à résoudre ou une vision positive du conflit ?**

En tant que situation relationnelle structurée autour d'un antagonisme ou désaccord, le conflit fait partie d'une multitude de situations de la vie sociale courante où les rapports de force, les valeurs, les opinions divergentes ou la concurrence vis-à-vis d'un but commun s'opposent (Tétard, 2011 ; Picard et Edmond, 2012). En considérant son étymologie, dans la notion de *conflit* il y aurait toujours l'idée de compétition ou de rivalité entre deux ou plus éléments avec des intérêts opposés. Le mot est issu du latin *conflictus* (choc), tiré du verbe *confligere* (combattre)<sup>20</sup>.

Le conflit est généralement perçu comme un phénomène négatif qu'il faut éviter ou résoudre rapidement. Cette représentation négative du conflit est basée, entre autres facteurs, sur la manière dont quelques conflits se manifestent par la violence et la destruction qui risque de menacer un certain ordre et provoque de l'incertitude (Rapoport, 1995 ; Pastor et Bréard, 2004). Or tous les conflits ne sont pas violents et il ne faut pas confondre le conflit avec la guerre (Cattaruzza et Sintès, 2011). Mais même en absence de violence, le conflit est considéré par les sociétés modernes comme un fléau à éradiquer.

Les médias sont le milieu par excellence où se font écho les problématiques conflictuelles. Ces médias appauvrissent le traitement et la perception des conflits de tout genre en utilisant des raccourcis évocateurs adressés à un imaginaire angélique où toute controverse est bannie, ce qui se reflète à son tour dans les discours du monde politique. Le philosophe

---

<sup>20</sup> Dictionnaire étymologique. Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL-CNRS) Disponible sur : <http://www.cnrtl.fr/etymologie/conflit> (consulté le 11/02/2014).

espagnol Gustavo Bueno appelle cela le *pensamiento Alicia* (la pensée Oui-Oui<sup>21</sup>) : selon lui, dans l'ère de la *pensée Oui-Oui* dans laquelle nous vivons, les médias et le monde politique font étalage d'une pensée a-critique où la solidarité et la cohabitation pacifique sont simplifiées et assimilables à une rêverie enfantine au-delà des limites de l'utopie (Bueno, 2006).

Ce monde manichéen divisé entre les bons (les pacifiques) et les méchants (les conflictuels) a son origine dans la philosophie de Thomas Hobbes (1588-1679) pour qui les hommes ont une tendance naturelle à entrer en conflit afin d'obtenir ce qu'ils considèrent de leur intérêt. Cette pensée a notamment marqué la sociologie de Durkheim (1858-1917) qui faisait une distinction entre l'état normal d'une société, la paix, et l'état anormal, la guerre. Il pensait alors les conflits comme des symptômes d'une société malade. Le conflit serait ainsi une pathologie sociale (Restrepo, 2014). D'autres sociologues comme Raymond Boudon, avec leur vision de l'homme comme acteur rationnel agissant en connaissance de cause, souscrivent également à l'idée que le conflit est négatif et qu'il se déclenche lorsque des intérêts opposés entrent en jeu.

Dans ce même esprit, pour Marx, le conflit est le moteur de l'histoire et il doit être amené à disparaître avec la victoire de la lutte de classes contre le capitalisme. Pour d'autres, comme Talcott Parson le conflit n'est qu'un accident, une rupture d'équilibre du système des interactions sociales. Tous ces postulats ont en commun de considérer le conflit comme un phénomène à éliminer (Simon, 1991). La fin d'un conflit représenterait la tranquillité idéale d'une société qui accéderait à un état politique de bien suprême dont toute déviance serait éliminée (Pacific, 2011 : 178).

Ce serait alors ce que nous connaissons comme une situation de consensus qui se présente parfois « sous les auspices d'un angélisme rassurant » tandis que le dissensus « apparaît comme une situation de barbarie et incivilité à dépasser » (Pacific, 2011 : 9). Cet auteur nous met en garde contre les dangers de cette représentation qui cherche à tout prix le consensus, parce que « vivre ensemble ne veut pas dire vivre tous de la même façon et penser tous la même chose » (Pacific, 2011 : 10). Pour Pacific (2011 : 69) « le consensus est le mirage ou l'illusion de l'accord parfait où il n'aurait pas de dissonances ». Toutefois cet accord, si souvent recherché, a des zones d'ombre au point qu'il peut être imposé comme un « rite culturel dans des situations où rien d'autre est prévu pour régler les dissensus » (Pacific, 2011 : 65).

La recherche d'un consensus comme seule voie pour en finir avec un conflit tend à faire oublier, comme l'affirme Simmel, que les conflits, quelque soit leur intensité, finissent par s'éteindre ou se transformer (Restrepo, 2014 : 21). Soit parce que l'une des parties a épuisé ses forces ou parce que l'objet du conflit a disparu ou encore parce que cet objet a perdu son intérêt pour les parties impliquées ou parce que tout simplement, il a été remplacé par

---

<sup>21</sup> Nous proposons cette traduction qui nous paraît rendre mieux en français le sens que Gustavo Bueno a voulu donner à son expression, plutôt que la traduction littérale « la pensée Alice » qui fait allusion à l'œuvre de Lewis Carroll.

un autre. C'est ici que les négociations et la médiation par des tiers à la demande des groupes impliqués dans le conflit acquièrent toute leur force. À l'opposé, les impositions d'accords et consensus venant de l'extérieur du conflit montrent souvent leur stérilité.

En partant du postulat que le conflit est intrinsèque aux relations sociales et pourtant inévitable, on pourrait affirmer que le conflit serait une modalité de construction du lien social et un facteur important de l'évolution de la société humaine (Guilaine et Zammit, 2001). Plusieurs auteurs issus principalement de la sociologie ont insisté sur le caractère régénérateur du conflit (Morin, 2005). Pour eux, ces conflits ne sont pas nécessairement des dysfonctionnements sociaux mais bien au contraire peuvent apparaître comme des modes de régulation et de construction relationnelle, vitaux pour le bon fonctionnement de la société (Simmel, 2003 ; Coser, (1982) ; Freund, 1983). Cette réintroduction du conflit positif dans la réflexion sociologique, notamment en France, a été considérée pendant longtemps incorrecte et embarrassante parce que trop éloignée des cadres mentaux de la sociologie française (Valade, 2002 : 280). Elle a été très peu prise en compte malgré sa portée heuristique pour comprendre les conflits actuels.

L'idée essentielle de l'oeuvre de Simmel, publiée en 1903 est que le conflit est tout sauf une erreur dans un monde d'harmonie et de paix. Pour lui, le conflit est un phénomène inhérent à la socialisation et à la structuration des pouvoirs. C'est une interaction sociale qui produit de la société : sans conflit, il n'existerait pas de vie sociale. L'auteur va plus loin en affirmant que « le conflit vise la paix » (Simmel, 2003 : 20). Il fait ainsi référence au conflit comme une des formes de socialisation les plus actives puisqu'il serait déjà un début de solution. De la même façon que les symptômes d'une maladie « représenteraient les efforts de l'organisme pour se délivrer de ses maux » (Simmel, 2003 : 19), le conflit serait déjà « la résolution des tensions entre contraires » (Simmel, 2003 : 20).

Selon Simmel, dans l'alternance rythmique et continue des périodes de guerre et de paix, aucune n'a plus d'importance que l'autre et chacune ne prend son sens propre que par sa relation d'opposition à l'autre, à l'opposé de la vision courante qui interprète la paix comme une période de développement et la guerre comme une période de régression. Pour Simmel (2003 : 137), « les faits de la vie sociale, paix et guerre sont tellement imbriqués que les conditions du combat à venir se constituent au sein de tout état de paix et celles de la paix future au sein de tout combat [...], ces deux états se renvoient sans cesse l'un à l'autre ».

« Un groupe qui serait tout simplement centripète et harmonieux n'a non seulement pas d'existence empirique, mais encore il ne présenterait pas de véritable processus de vie, il n'aurait pas d'évolution » (Simmel, 2003 : 21). Pour illustrer le lien entre socialisation et conflit, il donne l'exemple des civilisations plus anciennes pour qui « la guerre représente presque la seule forme de contact avec d'autres groupes alors que les échanges commerciaux entre pays étaient peu développés, les voyages individuels inconnus et les contacts intellectuels ne dépassaient pas les limites du groupe, il n'y avait pas d'autre relation sociologique entre les différents groupes que la guerre [...] Les groupes qui



coexistent dans l'indifférence tant que la paix règne, deviennent actifs et importants les uns pour les autres seulement avec la guerre » (Simmel, 2003 : 44-45).

Conflit et coopération seraient ainsi une sorte de dialectique inachevée (Léger, 1989), où la paix, contrairement aux idées reçues, ne serait pas l'état normal de la société. La conception qui présuppose que la société ne peut exister qu'avec des rapports d'harmonie, d'association et de sympathie est selon Simmel superficielle car la société, dit-il, est le résultat de l'interaction de ces catégories positives avec celles considérées comme négatives (dissonance, compétition, antipathie...). « Toutes ces différences polaires doivent être considérées comme unité de vie [...], l'élément qui peut paraître gênant ou destructeur, quand il est isolé, est tout à fait positif, ce n'est pas une lacune, mais il remplit un rôle qui n'était réservé qu'à lui seul [...] C'est une erreur de penser que l'un ruinerait ce que l'autre construit, et que ce qui demeure à la fin est le résultat de sa soustraction, alors qu'en réalité il serait plus juste de parler d'addition » (Simmel, 2003 : 21).

Simmel consacre une bonne partie de son œuvre à la fonction du conflit en tant que renforcement de la conscience d'un groupe confronté à un autre par des relations de jalousie, envie ou concurrence<sup>22</sup> (Simmel, 2003 : 67) pour conclure que « même les haines les plus tenaces n'empêchent pas les alliances dès qu'il s'agit d'un ennemi commun » (Simmel, 2003 : 131). Paradoxalement, l'absence de conflit n'est pas une preuve de la stabilité des rapports sociaux. Au contraire, le conflit impose des limites entre les groupes en renforçant leur consistance et leur cohésion au même temps qu'il maintient la stabilité de la structure sociale.

Les propositions de Simmel du début du XX<sup>e</sup> siècle ont été reprises et reformulées principalement par les sociologues américains Lewis A. Coser (1982) et le français Julien Freund (1983). À l'instar de Simmel, Coser soutient que le conflit social est nécessaire et fonctionnel au même titre que la coopération. Pour lui aussi, le conflit est un ingrédient essentiel des relations sociales, un fait social qui s'explique dans la dynamique des interactions interpersonnelles. Mais il nuance et adoucit les propos de Simmel en soutenant que les conflits ont des limites que Simmel n'a pas marquées suffisamment. Il signale ici les conflits qui peuvent devenir violents et qui pour lui ne remplissent pas ce rôle socialisant du conflit.

Coser définit ainsi la fonctionnalité d'un conflit comme positive (*conflit fonctionnel*) ou négative (*conflit dysfonctionnel*) selon qu'il permet l'existence de relations sociales au sein d'un système ou au contraire, qu'il favorise la rupture de ces relations. Pour cela, il mobilise deux notions, le *conflit réaliste* et celui *irréaliste*. Le premier serait celui qui mobilise des demandes spécifiques au sein d'une relation en se dotant des moyens pour parvenir à des buts réalistes. Au contraire, le *conflit irréaliste*, quand à lui, ne serait pas

---

<sup>22</sup> Simmel situe l'envie lorsqu'il s'agit de acquérir, la jalousie lorsqu'il s'agit de conserver tandis que la concurrence en état pur n'est pas une lutte offensive ou défensive parce que l'enjeu du combat ne se trouve pas entre les mains d'un adversaire.

provoqué par la quête d'un objectif précis et l'identification claire d'un adversaire mais plutôt par la satisfaction de l'acte agressif en lui-même.

Ceci mène Géhin (1983 : 143) à se demander si vraiment les *conflits irréalistes* proposés par Coser ne sont pas absurdes, sans fonction ni raison et ne s'expliqueraient qu'uniquement par des impulsions naturelles libératrices de l'être humain. Certes, une des causes du comportement violent de certains groupes au sein d'un conflit peut être due à leur incapacité à reconnaître les causes de leur souffrance face à leurs opposants, mais de là à en déduire qu'ils adoptent des comportements hostiles par pure catharsis sans objet c'est « refuser de voir que la violence est souvent utile à ceux qui l'emploient non seulement parce qu'elle soulage d'un ressentiment mais aussi parce qu'elle donne le signal de la détresse à toute la collectivité » (Géhin, 1983 : 144).

Pour sa part, le sociologue Freund (1983) explore le conflit à partir des postulats de Simmel qu'il a lui même introduits en France et qui inspirent son œuvre. Il prend cependant ses distances avec la pensée de Coser même s'il reconnaît les apports de ce dernier à la sociologie du conflit (Couteau-Bégarie, 1984). Pour Freund, le conflit, « couvre l'ensemble d'activités humaines et sociales en même temps » (Freund, 1983 : 6). Certes « le sens commun veut que le conflit soit anormal et perturbateur. Or, et contrairement à ce que beaucoup pensent, le conflit est l'état normal des sociétés » (Freund, 1983 : 88). L'auteur est ainsi convaincu de la centralité du conflit dans la vie sociale comme un phénomène normal et permanent qui peut être créateur et intégrateur.

Freund concentre surtout son intérêt sur le conflit violent et la guerre qu'il considère comme une des formes extrêmes du conflit. Il fonde en 1970 l'Institut de Polémologie à l'Université de Strasbourg, persuadé que la guerre n'est pas un accident de l'histoire dépassable par la modernité ou le progrès, mais qu'elle est inhérente à l'homme et à la société (Pitiot, 2012). Sa conception du politique le mène à considérer que « les conflits sont toujours politiques et de manière symétrique la politique est le lieu par excellence où se nouent, se dénouent, se règlent ou s'amplifient les conflits » (Pitiot, 2012 : 7).

Freund subit l'ostracisme de la communauté scientifique après 1968 surtout à cause de son importation des idées du théoricien allemand Carl Schmitt (soupçonné d'un passé nazi). Son idée selon laquelle la relation ami-ennemi est consubstantielle au fait politique est loin d'être partagée par une communauté universitaire des années 1970-80 qui croit dans l'utopie de l'avènement d'une société pacifique et sans classes sociales et porte sur le monde un regard emprunt d'ingénuité (Pitiot, 2012). En 2010, un colloque a été consacré à l'œuvre de Julien Freund à l'Université de Strasbourg issu d'une publication en 2011 (Delannoi *et al.*, 2011), ce qui a relancé l'intérêt pour son approche pour analyser et comprendre les dynamiques conflictuelles d'aujourd'hui.

Actuellement, la notion d'un conflit irrémédiablement associé à la violence, typique des premières analyses dans les années 1960, tend à être remplacée par une autre approche : le conflit est perçu en tant que situation dynamique où deux ou plus parties ont des intérêts opposés sur un objet, situation dont le dénouement n'est pas nécessairement la résolution

définitive du conflit (Esquivel Guerrero *et al.*, 2009). D'autres auteurs comme Rivière-Honegger (2008 : 201) affirment cependant que « les recherches actuelles sont plus orientées vers la question de la résolution des conflits que sur la remise en cause des analyses existantes, lesquelles font figure de base commune ».

Nous inscrirons notre travail dans ce courant sociologique selon laquelle le conflit est un phénomène normal de la vie sociale. Celui-ci peut être ainsi considéré comme un mode de régulation sociale, une construction politique relationnelle entre individus et entre groupes sociaux. Le processus de régulation serait le fruit du choc entre plusieurs systèmes de règles sociales et se manifesterait à travers divers processus parmi lesquels l'accommodation au conflit, l'accord ou la domination (Reynaud, 2004).

Si les travaux de Simmel, de Coser et de Freund se sont heurtés à l'origine à des oppositions, ils ont donné maintenant naissance à un courant notable de recherches considérant les conflits comme des formes de socialisation qui non seulement réaffirment et confortent les différences entre les acteurs en conflit, mais aussi mettent en évidence leurs liens (Cattaruzza et Sintès, 2011). Ce courant est particulièrement important en géographie en France - on citera notamment l'équipe du laboratoire CITERES à Tours - et s'inspire de ce cadre théorique pour pousser plus loin la réflexion tout particulièrement sur le conflit environnemental. À leur tour, les travaux de ces chercheurs nous ont permis de cadrer notre étude sur le conflit environnemental lié à l'eau.

Si nous parlons du conflit environnemental, la moindre des choses que nous pouvons dire est qu'il est polymorphe et polysémique (Tétard, 2011). Non seulement à cause des différentes manières de le nommer et des angles d'étude distincts adoptés par les disciplines qui s'y intéressent, mais aussi parce que l'objet d'étude lui-même est multiple et divers. On pourrait ainsi parler à juste titre d'une *gradation de la relation conflictuelle* ou d'un *continuum conflictuel* (Freund, 1983 ; Melé, 2003 ; Klinder et Scherh, 2014) qui irait des manifestations conflictuelles plus expressives et visibles du gradient de la conflictualité aux simples troubles entre riverains en passant par des manifestations de protestation et mécontentements de tout genre. C'est ainsi que sous le vocable « conflit », plusieurs objets d'étude ont leur place.

Au sein du large spectre de contextes conflictuels et des diverses disciplines qui s'y intéressent, nous nous attacherons à la délimitation et caractérisation du conflit environnemental auquel le conflit lié à l'eau peut être assimilé. Il n'est pas question ici de réaliser une révision exhaustive de toute la production scientifique sur le conflit environnemental, mais de se limiter aux approches qui seront les plus en concordance avec le type de conflit que nous souhaitons étudier.

### 2.1.2. Différentes approches et différents objets sous le nom de conflit

La notion de *conflit environnemental* n'a pas de contours bien définis et chaque discipline ou groupe de recherche l'étudie en fonction de sa propre définition et délimitation en mobilisant ses propres approches théoriques et grilles d'analyse (Latargère, 2018). On peut toutefois retrouver un certain nombre de régularités par rapport aux conflits étudiés. Ce sont majoritairement les conflits les plus visibles, ceux qui fournissent un signal clair aux autres parties, qui retiennent l'attention des chercheurs, des médias et de la société en général, tandis que les formes plus atténuées et persistantes, celles qui semblent gelées au sein des territoires, sont moins évoquées par la littérature scientifique.

Ces conflits visibles plus médiatisés et attirant plus l'attention de l'opinion publique impliquent généralement des politiques d'aménagement ou des pratiques sur l'environnement et les territoires qui provoquent des réactions discordantes et entrent dans les arènes publiques de la mobilisation collective. Dans ce type d'affrontements, les phases du processus conflictuel semblent bien délimitées : émergence, manifestation des oppositions puis régulation avec des oscillations (Rivière-Honegger, 2008).

L'analyse de ce type de conflit et sa fréquente labellisation en tant que NIMBY (*Not In My Back Yard*) ne nuance pas les motivations des acteurs dont la « réaction hostile serait le propre d'individus égoïstes, arc-boutés sur leur bien privé et faisant passer ce dernier avant le confort de vie de leurs concitoyens » (Rui, 2004 : 111). Pour cette raison, Melé (2013 : 7) refuse l'approche NIMBY dans ses recherches parce que celle-ci « renforcerait les espaces de l'homogénéité sociale, le refus de l'altérité ». Penser les conflits environnementaux uniquement en termes d'attitude NIMBY réduit le champ d'étude des conflits environnementaux à des oppositions entre riverains à des projets d'aménagement et de cette façon minimise la diversité des représentations en présence.

Même si l'analyse des conflits contre des aménagements (Subra, 2016) pourrait sembler d'une apparente simplicité, le conflit environnemental est en réalité difficile à définir. Gauchon (2010 : 265) le caractérise comme « un désaccord qui se traduit par un antagonisme suffisamment important et durable pour qu'il en vienne à structurer la position et le jeu des acteurs [mais] dans la majorité des cas ne constitue pas un déploiement de violence ». Ceci pousse l'auteur à souligner la nécessité de « sortir des schémas réducteurs qui voudraient voir dans les conflits environnementaux une simple opposition entre l'État et la société, parce que ni l'un ni l'autre ne forment des blocs homogènes » (Gauchon, 2010 : 266). Pour lui, l'analyse du jeu d'acteurs participant à un conflit environnemental demande un décodage minutieux pour faire apparaître sa multiplicité et sa diversité. Son idée centrale est en effet que chaque conflit est unique. Si des grilles de lecture communes peuvent être utilisées pour les étudier, on ne peut pas simplement transférer les expériences d'un lieu à un autre parce la composition d'acteurs, leurs réactions, leur degré d'implication ainsi que le contexte historique, spatio-temporel et le rapport des pouvoirs en jeu sont originaux et intransférables. Comme le signale Rivière-Honegger (2008 : 212) « aucun conflit ne ressemble à un autre ».

La sociologie a ainsi été une des premières disciplines à s'interroger sur les dynamiques sociales autour des conflits. Depuis les années 1990, les disciplines liées à la médiation et à la résolution des conflits, la *conflictology* - pas de traduction en français - (Vinyamata Camp, 2015), se sont développées abondamment (Torre *et al.*, 2014). Elles partent du principe que pour la sociologie des organisations, le conflit est inhérent à toute organisation qui est en elle-même un univers de conflit (Monroy et Fournier, 1997).

Dans les années 2000, les conflits environnementaux les plus visibles ont aussi suscité l'intérêt d'autres disciplines comme l'économie, la géographie ou la géopolitique. Celles-ci ont en effet surtout porté leur regard sur des situations conflictuelles qui se manifestent, qui s'expriment et que l'on peut regarder, filmer, photographier, enquêter, mesurer et dater (Kirat et Torre, 2008). Pour ce type de conflit qui se donne à voir, une série d'outils méthodologiques ont été conçus pour mener des recherches dans un contexte de litige (Paoli, 2006), et nous en évoquerons succinctement ci-dessous les différentes approches.

Il est curieux de noter que des champs disciplinaires comme l'écologie scientifique ou l'ingénierie environnementale n'ont pas ou pas encore fait du conflit environnemental un objet d'étude particulier. On pourra en effet juger ceci étonnant et paradoxal dans la mesure où ils le subissent dans leur pratique quotidienne.

#### **2.1.2.1. L'économie et l'analyse des conflits liés à la dégradation des ressources naturelles**

Depuis les années 1930, les économistes se sont intéressés à trouver des instruments méthodologiques pour quantifier les effets négatifs de l'action humaine sur les ressources naturelles, sans parler spécifiquement de conflit environnemental. Pour cela, ils ont développé la branche de l'économie de l'environnement inscrite pleinement dans la théorie néoclassique. L'économiste britannique Arthur Pigou a été le premier à parler en 1932 d'*externalités environnementales* (Crozet, 1997) un concept développé ensuite par Coase (1992) en tant qu'instrument pour corriger l'incapacité du marché à prendre en charge les problèmes liés à la dégradation de l'environnement. Les *externalités environnementales* sont ainsi considérées comme des anomalies du marché qui peuvent et doivent être remédiées par les impôts, les permis de polluer échangeables ou l'équivalent monétaire de services écosystémiques, entre autres. Ceci veut dire que les oppositions d'intérêt ou les conflits dus à l'existence d'activités économiques concurrentes peuvent se régler moyennant une transaction dans laquelle l'une des parties renonce à des droits et l'autre en acquiert contre versement d'une compensation économique.

Dans les années 1970, l'économiste roumain Nicholas Georgescu-Roegen adopte une autre approche et intègre pour la première fois dans les modèles économiques le caractère fini des ressources naturelles. Son premier symposium international aura lieu en 1982 en Suède (Costanza, 2003) et donnera naissance à l'économie écologique. Celle-ci rassemble des

économistes qui développent des notions liées aux conflits environnementaux (Petit, 2016), notamment ceux en Amérique Latine et en Espagne sous la bannière de l'*ecología política* (Leff, 2003 ; Arrojo, 2010, Martínez Alier, 2008, 2011, Aguilera Klink, 2014), comme nous l'avons déjà signalé dans la section 1.2.2 de ce mémoire.

Pour l'économie écologique, les conflits environnementaux deviennent des *conflits écologiques-distributifs* dont le principal enjeu est la préservation, non de la nature *sensu stricto* mais de la qualité de vie des populations pauvres. Le rôle des conflits environnementaux serait donc la mise en évidence des multiples *externalités négatives* et les conflits seraient ainsi la seule manière de changer les règles politico-sociales et les orienter vers la décroissance car ils rendent visible l'inégalité écologique comme problème de société (Martínez Alier, 2008, 2011). Néanmoins, comme le signale Petit (2016 : 70), l'économie écologique ne propose pas de remplacer les évaluations monétaires, mais d'y rajouter la prise en compte de la « valeur sociale de la nature ».

Pour dénoncer l'inégalité écologique d'un point de vue matériel, elle utilise les mêmes outils monétaires que l'économie capitaliste dominante tandis que les autres valeurs non monétisables sont uniquement traités comme d'« autres langages de valorisation » comme la « nature sacrée » ou la « mère-nature » (Centemeri et Renou, 2017 : 18).

Tandis que la plupart des économistes travaillant sur le conflit environnemental en tant que conflit d'usage traitent la question des ressources naturelles avec la notion de *bien commun*, une branche française d'économistes, plus proche des approches géographiques, met au centre de ses recherches les *nouvelles territorialités*. Ces chercheurs, en lien avec André Torre, chercheur à l'INRA, se concentrent sur les conflits d'usage de l'espace et les relations de proximité. Ils s'intéressent aux conflits extériorisés actuels liés à la mutation des territoires et à la confrontation de l'usage d'activités et infrastructures dans un même espace (Kirat et Torre, 2008). Dans ce type d'opposition étudiée, les populations locales prennent la parole pour exprimer leurs mécontentement sur l'aménagement de ce qu'ils considèrent leur territoire proche. Cette approche s'attache à l'étude des légitimités de l'usage de l'espace, aux intérêts contradictoires qui se manifestent et à l'émergence d'identités territoriales, ce qui élargit la notion de NIMBY mentionnée plus haut.

En rejetant l'approche des *externalités environnementales*, les économistes de la *proximité* développent une grille d'analyse fondée sur une approche économique qui prend en compte l'espace dans les dynamiques économiques. L'approche a été développée dans les années 1990 par l'École française de la proximité (Pecqueur et Zimmerman, 2004 ; Zimmermann, 2008 ; Bouba-Olga et Grossetti, 2008). La proximité n'aurait pas uniquement un sens spatial (*proximité géographique*) mais aussi un sens social ou organisé (*proximité organisée*) (Lecourt et Faburel, 2008).

L'approche de la proximité fait ici appel à un des concepts centraux pour la géographie sociale : les processus de territorialisation à travers lesquels se manifesteraient les conflits. Ce territoire, compris comme espace approprié matériellement et idéalement, est construit

par un groupe social (Di Méo, 1998) auquel il s'attache et qu'il défend comme quelque chose qui l'identifie (identification territoriale). Ainsi, la conjonction d'une *proximité géographique* et d'une *proximité organisée* ferait émerger le territoire d'un point de vue économique (Zimmermann, 2008).

L'objet d'étude est fondamentalement les groupes qui se sentent menacés dans leur territorialité à cause de projets d'aménagement ou similaires et qui vont créer ainsi des argumentations écologiques ou patrimoniales pour sacraliser certains lieux et essayer ainsi de résoudre leur problème (Lecourt et Faburel, 2008). Ces analyses pourraient aider à la compréhension des processus de gouvernance et donner par la suite des pistes d'action pour les acteurs locaux. (Torre et Beuret, 2012).

Pour ce courant, la *proximité géographique*<sup>23</sup> (continue ou temporaire, volontaire ou subie) est décisive pour le déclenchement d'un conflit. La *proximité organisée* va quant à elle participer à la résolution du conflit en termes de mobilisation de ressources soit par l'*appartenance* à un réseau social identifié (association, club, etc.) soit par la *similitude* entre acteurs (en termes de savoir, de comportement, etc.) (Paoli, 2006 ; Torre et Beuret, 2012).

La *proximité* est donc ici considérée comme un potentiel mobilisable à un moment donné pour résoudre les conflits (Torre et Beuret, 2012). La démarche s'inscrit dans une vision négative du conflit, processus social à bannir et à remplacer par la conciliation et le consensus. La finalité des analyses de la *proximité* est donc de trouver les clés pour que les antagonismes cessent en rapprochant les acteurs avec si possible l'émergence de *proximités nouvelles* (Torre et Beuret, 2012).

Dans ce cadre, la manière de créer des *nouvelles proximités* quand celles-ci n'apparaissent pas de manière spontanée serait la concertation (Torre et Beuret, 2012). pour résoudre un problème commun. C'est donc supposer que lorsqu'il y a conflit, il y a problème commun, ou en d'autres termes que tout le monde a le même problème ou le perçoit de la même manière. Rapprocher les parties opposées serait donc « créer un langage commun » (Torre et Beuret, 2012 : 47) au moyen d'un traducteur qui s'efforce de trouver des « points en commun susceptibles de produire une convergence entre les groupes affrontés » (Torre et Beuret, 2012 : 90).

L'approche de l'économie de la *proximité* n'est pas sans contradiction : d'un côté elle considère que la relation de proximité est par nature en perpétuelle construction et déconstruction territoriale, que les constructions territoriales ne sont pas figées mais qu'elles se construisent au gré d'un mouvement pendulaire entre conflit et paix. Mais de

---

<sup>23</sup> Rappelons que la *proximité géographique* est la distance physique, mesurable et pondérable en termes économiques qui sépare les acteurs d'un territoire, mais c'est aussi une distance de type subjective pour laquelle chaque acteur va avoir sa propre appréciation sur son éloignement ou proximité de quelque chose ou de quelqu'un. La *proximité géographique* peut aussi être subie, ce qui généralement devient source de conflits ou de protestations (Torre et Beuret, 2012).

l'autre, elle s'affiche comme une démarche volontariste dont la fin ultime recherchée est la coordination et l'adaptation des acteurs aux nouveaux enjeux pour éviter le conflit. En d'autres termes, l'objectif de consensus et la résolution des conflits seraient indissociables d'une pétrification des dynamiques sociales, dont l'approche reconnaît elle-même *a priori* l'impossibilité.

### **2.1.2.2. Le conflit environnemental lié à l'espace pour la géographie et la géopolitique**

La question des conflits est apparue pour la première fois au concours français du CAPES externe de géographie en 2012-2013<sup>24</sup>, ce qui montre l'intérêt récent et croissant des géographes pour cette notion, « occultée » pendant longtemps par la géographie (Rivière-Honegger, 2008 : 209). Ainsi, « tout conflit, par son inscription territoriale et spatiale peut être considéré comme un phénomène géographique » (Tetard, 2011 : 17). L'examen des ouvrages recommandés pour la préparation du concours (voir par exemple, Cattaruzza et Sintès, 2011 ; Gérardot et Lemarchand, 2011 ; Tetard, 2011) montre que la géographie des conflits reste encore principalement circonscrite à l'approche géopolitique, considérée comme l'« une des plus pertinentes pour analyser les conflits » (Tetard, 2011 : 16), entendus ici comme l'expression des oppositions et des rivalités sur un territoire.

Il semblerait ainsi que la géopolitique, discipline par excellence où l'objet d'étude est la rivalité de pouvoir et d'influence pour les contrôle des territoires et des populations qu'y vivent (Lacoste, 2012) soit jugée la branche de la géographie la plus apte à traiter le sujet. Elle est passée d'une première époque fondée par Yves Lacoste en 1976 avec la publication de son ouvrage « *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre* » (Lacoste, 2014) et la création de la revue « Hérodote » dans laquelle les représentations géopolitiques (ou perceptions collectives identitaires) étaient au centre des analyses des conflits internationaux (Encel, 2009) à une seconde époque, avec une géopolitique qui adopte une démarche constructiviste, interroge les échelles plus locales et se pose la question de l'environnement et des ressources naturelles. Cette dernière est représentée principalement par le successeur d'Yves Lacoste, Béatrice Giblin (Tetard, 2011).

Dans cette perspective, les conflits d'aménagement ont commencé à avoir une place relativement importante dans les études géopolitiques (Gérardot et Lemarchand, 2011). Les plus récentes comme celles de Philippe Subra (2008, 2014, 2016) qui se focalisent sur les conflits environnementaux liés aux aménagements, en les traitant selon plusieurs échelles, ainsi que sur les mouvements collectifs dans des processus NIMBY, que ce soit pour protester contre la destruction d'un aménagement existant, réclamer un aménagement ou bien rejeter un projet en cours (Gérardot et Lemarchand, 2011). Au même titre que la géopolitique classique, cette nouvelle géopolitique locale est centrée sur les rivalités entre États et continue de considérer que « l'enjeu principal des conflits est l'usage et le contrôle du territoire » (Subra, 2016 : 5). Pour cela, elle mobilise les notions d'acteur et de stratégie dans un cadre territorial donné.

---

<sup>24</sup> [https://eduscol.education.fr/fileadmin/user\\_upload/histoire\\_geo/PDF/capes\\_externe\\_histoire\\_geographie.pdf](https://eduscol.education.fr/fileadmin/user_upload/histoire_geo/PDF/capes_externe_histoire_geographie.pdf) (consulté le 12/02/2019).



Néanmoins l'approche géopolitique n'est pas la seule explorée par la géographie française. On peut citer particulièrement les travaux du géographe Patrice Mélé et le groupe de recherche interdisciplinaire et international du projet ANR, CONFURB<sup>25</sup>. Avec l'intention avouée d'aller au-delà des interprétations du type NIMBY, ces chercheurs s'interrogent sur la productivité sociale et territoriale d'une situation conflictuelle, ce qui suppose un angle d'analyse original qui contraste avec les autres approches de l'étude du conflit qui se limitent à connaître les causes et les dynamiques propres de ce type de situation (Mélé, 2013). En cela, ils adhèrent aux propositions de Simmel et Coser quant au caractère positif du conflit en essayant de comprendre le conflit en tant que producteur du territoire et de liens sociaux et en considérant le conflit lui-même en tant qu'*acteur collectif* (Mélé, 2003 : 12).

Ces chercheurs s'intéressent particulièrement aux conflits de proximité en partant du paradoxe que nous retrouvons dans de nombreux conflits actuels liés à l'environnement : « d'une part, la généralisation de situations qualifiées de conflit environnemental, conflit d'aménagement ou territorial et d'autre part l'intense juridicisation des risques et nuisances et la multiplication de procédures d'information et de participation » (Mélé, 2013 : 7 ; Mélé, 2003 : 6) part de l'hypothèse « que le moment du conflit modifie la perception/représentation d'un projet, des autorités publiques en cause et de l'espace présenté comme à préserver ». C'est pour cela qu'il estime que l'analyse de l'effet et de la productivité des conflits environnementaux devient plus crucial que l'étude de leurs causes parce qu'elle va permettre de comprendre la territorialité et les liens des acteurs locaux à leurs espaces vécus.

Le groupe distingue quatre types de productivité des conflits (Mélé *et al.*, 2013). En premier lieu, une *productivité territoriale* donnée par la forme particulière de territorialité qu'impose le conflit. Elle se traduit par une réactualisation des intérêts et des réseaux préexistants qui se combinent avec des éléments nouveaux mis en place par la propre situation de conflit. En premier lieu, la formation de nouveaux groupes sociaux issus du conflit va exercer une surveillance de l'espace en conflit avec un travail de dénomination et de valorisation. En second lieu, la *productivité juridique* des conflits se manifeste par l'actualisation du droit dans l'expression de termes et formules nouvelles en fonction de l'appropriation des nouveaux usages de l'espace.

La *productivité politique*, troisième dimension explorée par ces auteurs, met en jeu le travail des acteurs impliqués pour qu'une question particulière devienne d'intérêt général. Ils parlent ainsi d'*espaces publics intermédiaires* comme nouvelles formes de l'espace politique qui ont la fonction de transformer les discours circulant lors du conflit en décisions publiques. Enfin, la *productivité sociale*, explorée en termes de *transaction sociale* qui permet la recherche de compromis, non en termes de consensus mais de

---

<sup>25</sup> Le projet CONFURB (Conflits de proximité et dynamiques urbaines) a été réalisé par des chercheurs français, canadiens et mexicains spécialistes du conflit.

*coopération conflictuelle* (processus de production, d'expérimentation et d'apprentissage du vivre ensemble), processus de transaction qui va au-delà de la démocratie participative qui quant à elle sur-valorise l'échange rationnel.

Nous nous inscrivons pleinement dans cette façon d'aborder la question du conflit environnemental à travers la découverte de sa productivité et de sa fonction - d'innovation, de repositionnement des acteurs, de construction d'un nouveau consensus territorial, d'alerte (Melé, 2009 : 114) ou d'autres encore à explorer, plutôt que par l'examen de ses causes en termes de conflits d'usages d'une ressource rare. Dans notre cas, nous souhaitons en élargir le champ d'étude aux conflits dit latents (Marié, 1989), peu visibles pour l'opinion publique et les médias mais qui « présentent l'avantage pour le chercheur de dire tout haut ce qui le plus souvent est laissé dans l'ombre » (Marié, 1999 : 239).

Contrairement aux postulats de la géographie de la proximité, que nous venons d'évoquer, qui s'intéresse d'avantage aux conflits manifestes et visibles et qui considère que les analyses des conflits latents ne servent qu'à identifier les causalités et ne permettent pas de comprendre les relations entre habitants, territoires et action publique (Melé, 2013), nous pensons que les conflits auxquels nous nous intéressons dans ce travail, situés à l'extrême invisible du spectre conflictuel, peuvent également montrer des dynamiques sociales particulières et une certaine productivité issue de la propre situation conflictuelle. Ils sont des *dispositifs d'exploration* analogues à ceux proposés par Callon *et al.* (2001). Ceci nous paraît aussi un moyen d'élargir le champ de la recherche, dans la mesure où traiter des conflits environnementaux non exprimés liés à l'eau, et les aborder par cet angle, reste un champ à explorer.

Pourquoi la population se mobilise-t-elle lorsqu'est envisagée la construction d'une station d'épuration près de chez elle et pourquoi ne se mobilise-t-elle pas si l'eau à proximité est polluée ? Pourquoi les gens se mobilisent lorsqu'on menace d'emporter « leur eau » ailleurs mais ne bougent pas si leur aquifère est épuisé ? Pourquoi personne ne proteste en situation de dégradation progressive de la qualité de l'eau et soudain le fait face à une pollution ponctuelle et visible, par exemple industrielle ? Comme l'affirme Blot (2015 : 187), « l'intérêt de l'étude des interactions de situations de crise réside dans le fait que les controverses et conflits sont des lieux privilégiés d'expression des différentes acteurs dans l'affirmation de légitimités mutuelles ». Nous oserons ajouter que les dynamiques d'interaction dans les conflits peu visibles sont encore plus riches pour notre réflexion car elles racontent les conflits à froid et peuvent ainsi fournir des clés de lecture différentes et éclairantes.

Communément les conflits liés à l'eau sont placés sous l'appellation de conflits d'usage (Picon, 2008 ; Melé, 2013), une approche chère aux économistes pour lesquels « les individus sont guidés par la rationalité économique et cherchent avant tout à maximiser leurs profits [ce qui montre] une vision très utilitariste des conflits » (Latargère, 2018 : 40). Cette notion du conflit est néanmoins assez restreinte et ne prend pas en compte d'autres dimensions. Ainsi, Guérin (2005 : 14) affirme que « les conflits d'usage cristallisent des

insatisfactions individuelles et des tensions qui ont parfois d'autres origines que l'utilisation de la ressource en elle-même ». Pour leur part, Marié (1994) et Watteau (1996) jugent que les conflits liés à l'eau reposeraient sur des questions d'identité territoriale. Pour Latargère (2018), ils seraient plutôt l'expression d'une revendication liée à la pauvreté de certaines populations. Pour d'autres auteurs enfin, tels Bouleau *et al.* (2011), ils seraient plutôt en relation avec sa valeur patrimoniale.

Lorsqu'on parle des conflits liés à l'eau, on peut en effet s'interroger si celle-ci est le facteur de conflit ou si c'est un facteur qui s'ajoute à d'autres et notamment aux rivalités politiques. La plupart des chercheurs s'accordent à dire que l'eau, en tant qu'élément indispensable à la vie, est plutôt un enjeu de coopération que de conflit (Tetard, 2011), même lorsqu'on parle de pénurie d'eau et de partage difficile. Ceci est cependant nuancé par Lasserre (2009) qui se réfère à la pression fortement croissante des surfaces irriguées sur le reste des usages, y compris ceux environnementaux ou de maintien des écosystèmes aquatiques.

Au delà de ces enjeux proposés pour le conflit hydrique, nous aimerions signaler ici ce qui nous paraît être la nature de l'hydroconflit de notre terrain principal d'étude, *La Mancha* en Espagne. Un conflit que nous qualifierons de *discursif* et à l'instar de Rivière-Honegger (2008 : 214) d'*issue amorphe*. *Discursif*, parce qu'il existe surtout dans les discours des acteurs qui s'opposent, indépendamment des conditions de disponibilité ou d'accès à l'eau. D'*issue amorphe* parce qu'il devient interminable sans que la recherche d'une solution soit vraiment engagée.

Nous partageons les postulats des auteurs selon lesquels il y aurait en jeu quelque chose de plus que l'eau à proprement parler dans les conflits liés à l'eau (Clarimont, 1996 ; Watteau, 1996 ; Blouin Genest et al., 2012 ; Fernandez, 2014 ; Latargère, 2018), avec des idées qui reprennent celles de Simmel (2003 : 41) lorsqu'il se demandait si « le prétexte du conflit est la véritable cause ou si ce n'est que le prolongement d'une hostilité déjà existante ». À l'instar de Bédoucha (1987), Clarimont (1996) et Linton et Budds (2014), nous jugerons qu'étudier les conflits liés à l'eau équivaut à étudier les tensions, les fractures et les contradictions qui parcourent l'ensemble d'une société. L'eau en effet intériorise, produit et reconfigure les relations sociales dans l'espace et aussi dans le temps par son *cycle hydrosocial* (Linton et Budds, 2014).

Bakker (2002) décrit le *cycle hydrosocial* comme un complexe réseau de tuyaux par lequel circuleraient en plus de l'eau physique, H<sub>2</sub>O, la médiatisation sociale et discursive des normes de qualité, les compteurs, les lois sur l'eau, les usagers, etc. Linton (2017 : 146) précise que « les éléments du *cycle hydrosocial* (objet de gestion, expertise, relations sociales médiatisées par l'eau, droit de l'eau, pouvoir social, technologie/infrastructure, science/moyens de connaissances) » correspondent à la production d'une identité donnée de l'eau de telle sorte que, quand il y a un changement dans l'un ou plusieurs de ces

composantes, cela produit une contradiction -même une crise- dans l'ensemble et dans l'identité de l'eau.

Nous partageons ces intuitions et nous attacherons à les fonder, même si elles peuvent sembler surprenantes aux auteurs des études techniques et écologiques. Trop souvent en effet, les grandes structures et les expertises travaillant sur l'eau et ses conflits basent leurs analyses sur des évidences qui prétendent naturaliser les représentations sur l'eau et les problèmes qui lui sont attribués, des évidences qui, oserons nous dire, « ne coulent pas de source ».

## **2.2. Les évidences naturalisées sur l'eau dans les conflits**

### **2.2.1. La pénurie d'eau ou la construction d'un problème**

Parler de l'eau équivaut généralement à parler des ressources en eau (Ghiotti, 2007). Souvent les deux termes se confondent et la communauté techno-scientifique de l'eau utilise les deux vocables indistinctement comme s'il s'agissait de synonymes (Blot, 2005). Or l'eau n'a pas toujours été pensée en tant que ressource : c'est seulement au XX<sup>e</sup> siècle qu'elle a commencé à être considérée comme faisant partie des ressources naturelles (Andréassian et Margat, 2012 ; Linton, 2006 ; Linton, 2010). La façon de nommer l'eau n'est pas anodine et implique une manière particulière de voir, traiter et gérer cette matière. L'eau en tant que ressource, qui est ainsi présentée comme une réalité objective, peut être aussi interprétée comme le fruit d'une construction sociale et économique moderne au moment où la conquête de la nature et sa planification rationnelle ont été encouragées et systématisées (Linton, 2006).

L'eau, toujours en mouvement et variable, devait alors suivre la même maîtrise que le reste des ressources naturelles. Pour ce faire, il a fallu simplifier la réalité complexe de l'eau en ne montrant qu'une tranche de sa réalité (Scott, 1998). Paradoxalement, « l'un des effets significatifs de l'assimilation de l'eau à une ressource est de l'avoir retiré de la sphère politique et d'avoir réduit ses relations avec les sociétés à une question d'efficacité technique » (Linton, 2006 : 5). C'est la naissance de ce que Linton (2006, 2017) appelle *l'eau moderne*. *L'eau moderne* n'est pourtant pas une matière mais une identité abstraite universelle, une manière particulière de connaître l'eau qui omet les aspects écologiques, culturels et sociaux pour la rendre plus facile à gérer.

Avoir réduit l'existence de l'eau à ses seuls attributs quantifiés par les sciences naturelles et l'ingénierie - une seule eau mesurable - a aussi déplacé la possibilité de l'existence des eaux (au pluriel). Comme signale Trottier (2012) nous avons abandonné la pratique humaine et subjective de l'eau qui nous permettait de distinguer plusieurs eaux (par le goût, par

exemple) à cause des opérations de construction du sens considérées subjectives et peu scientifiques. Le résultat est une représentation unique de l'eau « efficiente et rationnelle au sein d'une société ordonnée scientifiquement » (Trottier, 2012 : 180). L'eau ainsi conceptualisée s'établit « comme une construction bien particulière de la nature que l'on n'a pas mis en question » (Trottier, 2012 : 184), et en conséquence laisse de côté toute autre représentation ou valorisation de l'eau.

On assiste toutefois à un intérêt récent pour l'analyse des relations entre l'eau et la société et à la reconnaissance que l'eau n'est pas uniquement un domaine technique ou scientifique mais politique et social (Linton et Budds, 2014). Depuis le début des années 2000 la mobilisation de l'outil analytique du *cycle hydrosocial* contribue à faire passer l'eau d'une nature homogène manifeste dans le cycle hydrologique à une nature hybride composée de différentes représentations sociales sur l'eau et donc de différentes eaux (Linton et Budds, 2014). Dans ce sens, le *cycle hydrosocial* s'inscrit dans le projet de « contester la naturalisation des représentations de l'eau et des problèmes de l'eau » (Linton, 2017 : 145).

L'eau, devenue ressource, peut être ainsi quantifiée et jouer dans la cour de l'offre et la demande, avoir des limites définies et finalement être susceptible de pénurie et donc de conflit. Depuis les années 1990, les discours abondent sur un monde aride, sans eau, semblable à un désert qui partout menace l'humanité. C'est au moins ce que nous pouvons observer dans la plupart de la littérature consacrée à l'eau et sa gestion ainsi que dans les médias et les discours politiques. Rivière-Honegger et Bravard (2005) situent plus particulièrement l'avènement de cet alarmisme à partir des calculs propagés par les Forums Mondiaux de l'Eau dès 1997.

Mais l'idée que dans le monde il manque de l'eau est peut-être plus ancienne. Fernandez (2014) situe après la Seconde Guerre Mondiale la mise en marche de programmes d'aide au développement avec comme cible particulière le combat contre l'aridité des pays du Sud, ce qu'elle interprète comme une forme d'exporter les techniques et les modèles de gestion de l'eau issus des pays occidentaux. Si à partir des années 1950, le manque d'eau était d'abord basé sur des considérations climatiques, très rapidement ce manque d'eau a « englobé une représentation multiforme et polysémique » (Fernandez, 2014 : 212). La dramatisation de la pénurie d'eau s'interprète alors « comme un moyen de renforcer le rôle des États-nations au détriment des systèmes de gestion de l'eau locaux » (Fernandez, 2014 : 218).

La pénurie d'eau est omniprésente dans un nombre exorbitant d'ouvrages consacrés à l'eau dans lesquels pratiquement toutes les introductions passent par le rituel de la nommer elle ou ses synonymes : aridité, stress hydrique, rare, rareté, raréfaction, manque d'eau, ressources limitées, pauvre en eau, pénurie hydrologie, déficit hydrique, etc., entre autres. On peut être interpellé sur l'origine de ce manque d'eau, intégré par tous et qui donnerait à voir une crise qui n'existait pas auparavant.

C'est ainsi que les propos généralisés du type « le manque d'eau est malheureusement une réalité répandue » (Anctil, 2017 : 214) ou « le manque d'eau constitue un des principaux défis du XXI<sup>e</sup> siècle auquel sont confrontées de nombreuses sociétés » (Grosso Cepparo, 2012 : 14) ou encore « la situation de pénuries chroniques risque de s'aggraver à mesure que la population mondiale s'élève et que les stocks d'eau douce sont mis en danger » (Petit, 2002 : 16), montrent que ce manque d'eau serait occasionné par « l'aridité et la sécheresse » (Anctil, 2017 : 216). Ce glissement sémantique dans les régions moins humides entre pénurie d'eau, sécheresse et aridité est fréquent (Pedreño et Baños, 2006). Il permet d'établir une relation cause à effet qui naturalise le problème : il ne pleut pas, donc il manque de l'eau.

Certes, si l'eau vient à manquer cela serait certainement synonyme d'un monde dépeuplé et mort. Mais rappelons-nous que l'humanité telle que nous la connaissons aujourd'hui doit beaucoup au désert et au manque d'eau (El Faïz, 2005). Selon Kervasdoué et Voron (2012) le « sec » aurait été la source d'inspiration de la philosophie, la géométrie ou la démocratie (pensons par exemple aux trois religions monothéistes, filles du désert, ou à la Grèce et à Rome, régions méditerranéennes), de l'ingénierie et technique hydraulique (pensons notamment à la Mésopotamie ou à l'école arabe de l'eau) (El Faïz, 2005). Le « sec » a aussi généré des stratégies défensives et de survie en milieu semi-aride comme la *Culture des Motillas* dans *La Mancha*, en Espagne<sup>26</sup> (Benítez de Lugo Enrich et Mejías Moreno, 2016). C'est d'ailleurs dans les milieux arides et semi-arides où la société se raconte mieux à travers l'eau, selon Bédoucha (1987).

Face aux risques annoncés, plusieurs voix se dressent pour nuancer ce scénario apocalyptique de rareté de l'eau. L'hydrogéologue espagnol Ramón Llamas nous rappelle ainsi que « dans le monde il ne manque pas d'eau, il manque d'imagination » (Fundación Botín, 2016) et les hydrologues Kervasdoué et Voron (2012) affirment que la vérité hydrique est heureusement à l'opposé du bombardement des drames annoncés. Pour ces derniers, les guerres de l'eau si vivement annoncées depuis les années 1980 (voir par exemple, Cans, 2001 ; Gélard, 2006 ; Lasserre, 2009 ; Giblin, 2009 ; Vaucelle et André-Lamat, 2009) n'auront tout simplement pas lieu. Pour Fernandez (2017) ces annonces de guerres de l'eau légitiment non seulement la construction de grands barrages ou des transferts d'eau inter-bassins mais aussi le rôle des États dans la gestion de l'eau. C'est ainsi que les questions liées aux conflits armés pour l'eau sont la conséquence des politiques adoptées et plus que de l'évolution physique de l'eau dans les zones concernées (Houdret, 2005).

Les prévisions faites en 2001 par Postel et Wolf (Linton, 2004), pour l'année 2015 faisaient craindre la multiplication des conflits en raison du fait que 40 % de la population mondiale vivrait dans des pays où les besoins basiques en eau pour l'agriculture, l'industrie ou l'eau domestique ne seraient pas satisfaits. Ce scénario catastrophique ne s'est pas produit parce

---

<sup>26</sup> On considère que les « Motillas » remontent à l'Âge de Bronze dans *La Mancha* : ce sont des peuplements fortifiés occupant des endroits stratégiques et tirant parti d'un accès à l'eau souterraine et des zones humides qui les entouraient, sur un territoire très plat soumis à l'alternance de périodes d'inondation avec d'autres plus secs.

que, comme affirme Linton (2004) l'alarmisme sur la pénurie de l'eau ne fait pas toujours référence à ses origines purement hydrologiques.

L'eau serait censée manquer surtout dans les pays arides et semi-arides (plutôt assimilés aux pays du Sud) en opposition à l'image et l'expérience des pays tempérés du Nord, qui est donc bien évidemment géographiquement *située* (Linton, 2017). Un manque d'eau pour l'irrigation, entre autres usages. Pour ce qui est des pays industrialisés du Nord, la pénurie d'eau, quant à elle, serait associée à un manque d'eau de bonne qualité : l'eau y est abondante mais elle serait polluée.

En dépit de tout ce qui vient d'être dit, le PNUD en 2006 assurait pourtant que la plupart des pays disposaient d'eau suffisante pour répondre aux besoins domestiques, industriels, agricoles et environnementaux (Julien, 2012), même si, comme l'indique Buchs (2016a), dans certains pays arides ou semi-arides la pénurie peut être considérée comme structurelle. La différence d'appréciation vient du fait que la lecture économique de la pénurie d'eau implique une inadéquation des ressources (entendues comme un stock) avec les besoins, eux-mêmes indissociables des usages (Buchs, 2016a). Ce type d'approche empêche la réflexion sur les choix d'autres modes de développement (Blouin *et al.*, 2012).

Pour affirmer qu'il y a rareté de l'eau, il faut qu'elle soit considérée comme une ressource naturelle, c'est-à-dire, comme une donnée statique qui souffre d'un déséquilibre. La représentation collective conçoit ainsi la pénurie d'eau à partir d'une situation figée comme peut être le cas d'une période moins pluvieuse. Pourtant, la situation hydrique est en perpétuel changement (Alexandre, 2005) et nous avons tendance à oublier très rapidement ces fluctuations : une période de sécheresse, même courte, fait oublier généralement la période humide, peut-être longue, qui l'a précédée. Il est donc légitime de se demander si de fait la notion de pénurie d'eau n'est pas socialement construite, comme l'affirme Harvey (1997) et Aguilera-Klink *et al.* (2000) ou se le demandent à juste titre Rivière-Honegger et Bravard (2005).

Quand un habitant d'un des bassins versant les plus humides de la planète, l'*Usumacinta*, à la frontière sud du Mexique nous dit en entretien<sup>27</sup> que dans sa région il manque d'eau et qu'un acteur local d'une région semi-aride de l'Espagne affirme<sup>28</sup> que l'eau est suffisante, on ne peut que s'interroger sur ce que signifie le manque d'eau. Parler de pénurie ne serait-il pas plutôt se référer à une expérience vécue/perçue ? La pénurie ne se présente alors pas comme un concept absolu mais relatif.

Mais aussi - et surtout - la pénurie d'eau est un concept économique qui fournit une justification au marché pour allouer des biens rares de manière efficace et abondante et à un État prêt à intervenir pour y remédier. Concevoir ainsi la pénurie d'eau incite l'opinion

---

<sup>27</sup> Une partie du bassin versant du fleuve Usumacinta au Mexique constitue un des espaces de notre terrain d'étude sur lequel nous reviendrons en détail plus loin.

<sup>28</sup> La Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* dans la communauté autonome espagnole de *Castilla-La Mancha* est l'autre espace de notre terrain d'étude qui sera aussi présenté ultérieurement.

publique à la considérer comme un phénomène naturel, un élément désengagé de l'espace politique. La pénurie d'eau est en effet réduite à la somme de trois composantes dont aucun n'a de caractère économique ou politique : la pluviométrie (ou plutôt son absence), l'efficacité technique et enfin la responsabilité de la société à ne pas gaspiller l'eau. Ce trio est beaucoup plus visible dans les discours et stratégies de pouvoir en périodes moins pluvieuses, dites de sécheresse, pour construire une représentation de l'eau toujours en manque<sup>29</sup>.

La naturalisation de la pénurie d'eau devient un argument politique pour faire accepter, par exemple, la privatisation des services de l'eau ou un remodelage de l'État à travers le développement hydraulique (Kaika, 2003 ; Alexandre, 2005). En naturalisant la pénurie d'eau on ne s'interroge plus sur les pratiques associées qui deviennent « de soi » inscrites dans la logique d'approvisionnement d'eau là où elle fait défaut.

Malgré une constante et rapide évolution des réflexions liées à une nouvelle interprétation de la pénurie en eau, nombreuses sont encore les études qui soulignent que le manque d'eau en zones semi-arides est dû à une demande d'eau en hausse, à une offre locale insuffisante pour des raisons climatiques (manque de pluie) et à une gestion de l'eau inadaptée (Ahmed Bellal *et al.*, 2015). En effet, lorsque l'on évoque les problèmes quantitatifs liés à l'eau et sa potentialité à créer des conflits, la tendance généralisée est de penser que la solution viendrait en appliquant une « bonne » gestion puisque l'action de l'homme sur la quantité de pluie n'est certainement pas possible. Cette affirmation présuppose donc une « mauvaise » gestion de l'eau qui pourrait être améliorée et qui serait conjointement avec l'absence de pluie l'origine des pénuries. Une « mauvaise » gestion qui s'exercerait partout et qui est mise en évidence seulement quand la gravité des problèmes dépasse un certain seuil. Comme affirme Arrojo (2015 : 8) « le problème n'est pas tant de pénurie que de gestion ».

Les exemples de cette forme d'association sont multiples. Pour n'en citer qu'un, actuel au moment de la rédaction de ce mémoire, nous ferons référence à l'acte de dénonciation mené par le collectif Greenpeace-Espagne qui a accroché une pancarte d'énormes dimensions au dessus d'un barrage espagnol à sec en 2017 avec le slogan *mala gestión gestión = sequía* (mauvaise gestion = sécheresse)<sup>30</sup> (Photo 1). Cette action survient au moment où les médias de ce pays rabâchent avec alarmisme la venue d'une nouvelle période de sécheresse, dont nous constatons, à l'heure de clore la rédaction de ce travail (été 2019), qu'elle n'a pas encore eu lieu. Elle pourrait s'inscrire dans ce que Dalsuet (2010 : 130-136) appelle *la jouissance paradoxale de la catastrophe* encouragée par les médias qui alimente considérablement la « fabrique de l'impuissance » et qui paralyse et

<sup>29</sup> Voir par exemple l'article du journal espagnol El País du 07 juillet 2019 « *Una vez más, el campo tiene sed* » ( Une fois de plus, la campagne a soif) où le manque de pluies en décembre 2018 « peut » mettre en péril la moisson de l'été 2019. Cette alerte s'accompagne de la demande de la part des agriculteurs d'une avance dans les paiements des subventions de la PAC et d'une augmentation des assurances agricoles souscrites par le collectif agricole. De quoi se poser des questions... [https://elpais.com/economia/2019/07/06/actualidad/1562432786\\_869015.html](https://elpais.com/economia/2019/07/06/actualidad/1562432786_869015.html). (consulté le 07/07/2019).

<sup>30</sup> <https://es.greenpeace.org/es/noticias/accion-pancarta-gigante-de-1-500-m2-en-el-embalse-de-barrios-de-luna-leon-para-denunciar-la-mala-gestion-del-agua/> (consulté le 27/11/2017).



culpabilise la société au lieu de la guider pour déchiffrer les politiques et les reformes qui ont conduit à de telles situations, « un rapport passionnel à l'événement par opposition à ce que serait une appréhension rationnelle de celui-ci ».



**Photo 1. Pancarte installée par le collectif Greenpeace-Espagne au dessus du barrage de *Barrios de Luna* (León, Espagne) en novembre 2017.**

Source : [www.greenpeace.org/es.1017](http://www.greenpeace.org/es.1017) (consulté le 27/11/2017).

Selon l'Organisation de la Coopération et du Développement Économique (OCDE) (2013), la crise mondiale de l'eau que la GIRE venait à résoudre était à l'évidence une crise de gouvernance. La multiplicité et l'interdépendance des acteurs intervenant dans les différents domaines d'action et niveaux d'administration sur l'eau, l'insuffisance des capacités des collectivités territoriales, la médiocrité des cadres institutionnels et réglementaires et le morcellement de la gestion financière de l'eau en constituent notamment l'origine.

Ainsi la GIRE, issue de la Conférence de Dublin de 1992<sup>31</sup>, « fut promue comme la principale réponse aux défis d'un secteur de l'eau souvent chaotique » (Molle, 2012a : 24) et comme la seule solution à une « supposée crise mondiale de l'eau » (Linton, 2004 ; Trottier, 2008). Son innovation reposait surtout sur deux changements dans la vision de la gestion de la ressource que l'on pratiquait jusqu'alors : d'une part, la reconnaissance internationale de l'eau comme un bien économique et d'autre part, la nécessité de la participation de toutes les parties prenantes concernées par l'eau.

La GIRE s'est largement imposée partout dans le monde grâce à ses nombreux défenseurs. Elle reste toujours « un concept très répandu, voir hégémonique, parmi les scientifiques,

---

<sup>31</sup> Les quatre principes de la Conférence de Dublin de 1992 énoncent que : 1) l'eau douce est une ressource limitée et vulnérable, indispensable à la vie, le développement et l'environnement 2) Le développement et la gestion des eaux devraient être fondés sur une approche participative impliquant usagers, planificateurs et décideurs à tous les niveaux 3) Les femmes jouent un rôle central dans l'approvisionnement, la gestion et la sauvegarde de l'eau et 4) L'eau a une valeur économique dans toutes ses utilisations concurrentes et doit être reconnue comme un bien économique. <http://cms.unige.ch/isdd/spip.php?article255> (consulté le 29/10/2017).

techniciens et gestionnaires de l'eau ». (Trottier, 2012 : 180). La fascination intellectuelle qu'a provoquée cette vision de la gestion de l'eau a fait l'objet de nombreux documents techniques de promotion, de multiples forums de discussion et de formation de jeunes générations adhérant à ses principes. Elle viendrait en remplacement de la gestion de type sectorielle pratiquée depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (caractérisée par les grands aménagements hydrauliques) et le rôle prééminent des ingénieurs qui jusqu'aux années 1980-90 ont rempli cette *mission hydraulique* (Berger et Roques, 2005 ; Molle, 2012a).

Selon la définition donnée par le Partenariat Mondial pour l'Eau (GWP, de ses sigles en anglais, *Global Water Partnership*), la GIRE est : « un processus qui promeut le développement et la gestion intégrée de l'eau, du territoire et des ressources connexes afin de maximiser, de manière équitable, le bien-être économique et social résultant, sans compromettre la durabilité des écosystèmes vitaux. »<sup>32</sup>. Cet organisme, de même que le Conseil Mondial de l'Eau, forum de réflexion internationale sur les questions liées à la gestion de l'eau, a été créé en 1996 à l'initiative d'organisations internationales comme le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), des institutions financières comme la Banque Mondiale ou des agences bilatérales de coopération internationale. Ces deux institutions à l'origine de la diffusion et de la déclinaison de la GIRE ont été fondées avec l'objectif de faire progresser la gestion de l'eau dans un cadre de développement durable et équitable<sup>33 34</sup>. Mais elles n'ont pas été les seules à en faire la promotion.

Les universitaires et chercheurs ont contribué également à sa transmission au regard des principes consensuels qu'elle véhiculait. Pour ce corps technique-scientifique, il est difficile de sortir du cadre de la GIRE et de s'interroger autrement dans la mesure où ce cadre adhère, au moins théoriquement, à des principes universels partagés, comme la participation sociale, la démocratie participative ou la protection des écosystèmes aquatiques. L'adhésion est aussi rendue unanime parce que les outils proposés passent par une promotion des approches quantitatives, au travers d'indicateurs qui garantissent leur rationalité.

En dépit de sa prétendue universalité, les promoteurs de la GIRE, issus des pays du Nord et appelés des *ingénieurs ou chercheurs voyageurs* (Fernandez, 2014 : 204) l'ont fait apparaître comme une idée des pays riches occidentaux inventée à la suite de la prise de conscience de leur (*sur*)-*développement hydraulique* (Julien, 2012 : 2). C'était en même temps un outil qui pouvait faire taire les protestations grandissantes sur les aspects environnementaux et sociaux des ouvrages hydrauliques dans ces même pays (Fernandez, 2014). Ces experts internationaux ont mobilisé les concepts de la GIRE de la même manière qu'ils avaient soutenu auparavant les principes de la *mission hydraulique*.

---

<sup>32</sup> <http://cms.unige.ch/isdd/spip.php?article254>. (consulté le 29/10/2017).

<sup>33</sup> <http://www.gwp.org/> (consulté le 29/10/2017).

<sup>34</sup> <http://www.worldwatercouncil.org/> (consulté le 29/10/2017).

Ce traitement de l'eau globale a donné lieu à des nouveaux concepts dans le contexte des relations internationales comme celui de *l'hydro-diplomatie* (Lipszyc, 2013 ; Galland, 2014) par exemple qui considère l'eau comme un enjeu géostratégique à l'échelle planétaire (Giblin, 2009 ; Vaucelle & André-Lamat, 2009) ou de *justice hydrique* en référence au droit humain à l'eau et à la solidarité avec les populations plus pauvres (Baechler, 2012), encore que certains considèrent que « postuler le nouveau droit humain à l'eau n'est qu'un mirage et une imposture » (Fiechter-Widemann, 2017 : 493) qui donne trop d'espoir aux populations plus démunies.

Encore aujourd'hui, le consensus répandu sur ce qui est la « bonne » gestion de l'eau passe par la GIRE, synonyme de gestion durable de l'eau. Elle s'affirme en somme comme une déclinaison des principes du développement durable qui déroule des argumentaires tous à l'identique : à partir du constat consensuel de l'existence d'un grave problème sur l'eau - qui n'est jamais mis en question - les différents experts de l'eau proposent comme solution une « bonne » gestion de l'eau sans délimiter vraiment ses contours puisque son interprétation est multiple.

La GIRE parle d'avantage de « rationalité » (rendre compatibles l'offre et la demande, par exemple) sous une conception globale qui respecte l'équilibre de la ressource et optimise sa valeur économique, sociale et environnementale. Ce sont là des principes de consensus universel et incontestables mais qui n'ont pas encore trouvé une traduction satisfaisante sur les différents cadres territoriaux. Il s'agirait donc, tout autant que le développement durable, d'un concept *nirvana* (Molle, 2008) qui promet des solutions à la crise de l'eau, mais sans savoir comment y arriver dans la mesure où il est prescrit la prise en compte simultanée des dimensions économiques, sociales et environnementales de l'eau, soit des aspects irréconciliables dans la plupart des cas avec les outils dont on dispose. Comme le signale Jacques Theys dans un entretien réalisée par Barré *et al.*, (2015 : 82), « heureusement nous assistons à l'effacement programmé de la notion de développement durable [...] avec laquelle nous étions entrés dans l'époque des « bons sentiments », du gagnant-gagnant, de l'entreprise responsable, de la bonne gouvernance [...] c'était naturellement une vision très optimiste de ce que la mondialisation pouvait procurer comme intérêts mutuels »

En effet, la notion même de développement durable et son corollaire en matière d'eau, la GIRE, sont mises en cause en tant que nouveaux référentiels globaux. Bien plus, elles en viennent à être interprétées comme de nouvelles formulations qui cacheraient et perpétueraient des approches traditionnelles (Biswas, 2003). Tandis que les uns justifient ce qui seraient de nouvelles manières de concevoir la gestion de l'eau conciliant économie, écologie et société (Vaucelle & André-Lamat, 2009), d'autres font le constat du décalage entre un discours politique imbu de développement durable et GIRE et la dégradation continue de la ressource en eau (Grujard, 2003).

Cette définition imprécise de la GIRE a fait que chaque groupe disciplinaire travaillant sur le sujet (économistes, écologues, ingénieurs, etc.) ou chaque État ou administration de l'eau met l'accent sur l'un ou l'autre pilier, économique, social ou environnemental, en fonction des objectifs et intérêts particuliers à chaque collectivité. Très souvent, la communauté techno-scientifique de l'eau a fait une lecture de la GIRE qui lui faisait croire que ce qu'elle faisait auparavant correspondait déjà à ces prémisses. D'autres se sont prêtés à des opérations de réutilisation de vieux projets, rebaptisés sous de nouveaux intitulés « intégrés et participatifs » (Molle, 2012a : 39).

Qu'aucune des nombreuses définitions de la GIRE ne fassent l'unanimité (Davis, 2007) n'a pas empêché qu'elle soit institutionnalisée en tant que paradigme universel (Trottier, 2008) et en tant que cadre uniforme qui la présuppose comme la seule et unique manière universelle de gérer l'eau. Une fois que la GIRE a atteint son statut de discours hégémonique (Warner *et al.*, 2008) elle est devenue une évidence de sens commun pour la communauté épistémique de l'eau, sans alternative possible. Le débat alors ne portait plus sur les propos bien ou mal fondés de la GIRE mais sur les moyens de la mettre en œuvre. Même si le point culminant de son pouvoir est sans doute déjà passé, la GIRE conserve encore dans la communauté internationale cette image de solution unique à la crise mondiale de l'eau (Julien, 2012). Certains jugent cependant qu'il n'est pas certain que le problème qu'était censé venir résoudre la GIRE ait été posé dans les bons termes (Warner *et al.*, 2008).

Dès les années 2000, des voix discordantes à l'encontre de l'universalité de la GIRE se font en effet entendre. Comme nous rappelle Julien (2012) les critiques, par exemple, d'Asit Biswas ont surpris les professionnels de l'eau, lorsqu'il dénonce publiquement en 2004 puis en 2008, l'imprécision, l'inapplicabilité et le manque de résultats de la GIRE (Biswas, 2004, 2008). Ces critiques sont assez connues par les professionnels de l'eau mais n'ont finalement pas eu d'impact sur les pratiques quotidiennes de mise en place de modèles de gestion intégrée à partir de données et d'indicateurs. On peut citer par exemple le groupe de chercheurs et techniciens de la *Fundación Nueva Cultura del Agua* (FNCA) en Espagne qui, bien que conscients des difficultés de l'application concrète de la GIRE, continuent à réfléchir en termes de quantification d'indicateurs de soutenabilité et de modèles de gestion intégrée à partir de données hydrologiques et de statistiques sociales (Pita *et al.*, 2014).

Il faut reconnaître que la GIRE a généré l'intégration dans les discours dominants de valeurs qui étaient ignorées jusqu'alors. Elle a favorisé l'interdisciplinarité et introduit la dimension politique dans la gestion de l'eau à travers de la participation des parties prenantes (Molle, 2012a). Néanmoins de nombreuses voix critiques s'interrogent sur la pertinence d'appliquer un tel concept partout et par tous dans un monde où les situations hydriques et sociales sont multiformes. Par ailleurs, l'ensemble de stratégies promues par la GIRE ne donnent pas l'impression que l'on fasse de la gestion de l'eau différemment de ce qui se faisait par le passé mais plutôt qu'on assiste à une opération de maquillage sous

une terminologie nouvelle pour continuer à obtenir des avantages financiers ou de la reconnaissance internationale (Biswas, 2004).

Dans la plupart de cas, les principes de la GIRE sont ainsi restés lettre morte : les politiques publiques et les institutions censées les mettre en œuvre n'ont pas été modifiées substantiellement, les comités participatifs de gestion des bassins versants sont loin d'avoir suivi les décisions prises lors des processus délibératifs. Comme l'affirme Molle (2012a) il serait naïf de penser à une redéfinition des structures du pouvoir en faisant jouer la participation citoyenne simplement sur la base de principes idéalistes surtout si l'on considère en suivant Julien (2012), qu'il n'a pas une crise mondiale de l'eau, mais une profusion de crises locales de l'eau. Ceci implique que les réponses, bien évidemment, varient considérablement d'un endroit à l'autre.

Considérer la GIRE comme la « bonne » gestion de l'eau a amené Bravard (2000 : 5) à se demander : « une bonne gestion serait-elle celle qui tendrait à supprimer les extrêmes, à « tempérer » davantage, sous contrôle anthropique le fonctionnement hydrologique ? ». Pour sa part, l'existence d'une crise de l'eau perçue comme un concept hégémonique et incontesté conduit Trottier (2008) à se demander également ce qu'est une bonne gestion de l'eau ? La gestion efficace, dit-elle, pour une institution internationale comme le Conseil Mondial de l'eau, par exemple, peut être inefficace pour un agriculteur irrigant et *vice versa*.

Avant la GIRE, le monde pensait déjà qu'il exerçait une bonne gestion de l'eau, par exemple à l'époque des grands ouvrages hydrauliques et des politiques centralisées des années 1940 à 1980 (Fernandez, 2014). La bonne gestion s'est transformée ensuite jusque dans les années 1990 avec un nouveau mot d'ordre, celui de la qualité de l'eau. Puis, elle a subi encore une nouvelle transformation, donnant naissance à la GIRE. Dans le cadre de l'Union Européenne, nous assistons actuellement à une nouvelle métamorphose de la « bonne » gestion de l'eau, qui viserait à prendre en compte le bon fonctionnement des masses d'eau et dont l'exemple paradigmatique serait la Directive Cadre sur L'Eau (DCE) de 2000.

On peut pourtant s'interroger sur la multiplicité de « bonnes » et « mauvaises » gestions de l'eau en fonction des groupes de pratiques et de pouvoirs interagissant avec l'eau. La « bonne » gestion de l'eau apparaît surtout être celle qui convient aux forces politiques et économiques à un moment donné en bénéfice de leurs propres intérêts. La « bonne » gestion serait forcément la « miennne » tandis que la « mauvaise » gestion serait « celle des autres ». Chaque nouvelle « bonne » gestion fait évidemment passer celles qui la précèdent comme des « mauvaises » gestions. Le changement des modes de gérer l'eau se justifierait donc comme une évolution selon laquelle chaque étape est une amélioration des pratiques de gestion antérieures.

Mais nous pouvons aussi imaginer que la « bonne » gestion de l'eau est une construction sociale (Berger et Roques, 2005), ce qui impliquerait alors que la « bonne » gestion au niveau global n'existe pas. Certes le niveau global est bien plus rassurant : à mesure que l'on descend vers les territoires et la localité, l'incertitude croît. Mais c'est une manière de disperser les responsabilités et de négliger les problèmes locaux ou les rapports de pouvoir liés aux usages de l'eau (Fernandez, 2014). Dans cette globalisation de la gestion de l'eau, se référer au niveau local peut être considéré comme des petites affaires qui distraient des grandes enjeux mondiaux. Et pourtant, c'est à l'échelle locale (et pas mondiale) que l'eau circule, qu'elle est utilisée et qu'elle est source de conflits.

La GIRE, en tant que pensée globale et action de terrain, ne pouvait devenir opérationnelle que si ses principes pouvaient s'appliquer à une échelle qui permette de la rendre lisible et quantifiable. C'est le bassin versant qui a été choisi comme unité de référence de la GIRE à partir des postulats des hydrologues et ingénieurs hydrauliques, en faisant fi ainsi « des ayants droit ou des politiques locales » (Fernandez, 2014 : 207). Mais si le bassin versant semble une échelle pertinente pour penser un espace hydrographique, est-il aussi adapté pour penser l'espace socio-politique de la gestion de l'eau ?

#### **2.2.1.1. Le bassin versant, une approche superficielle de la gestion de l'eau**

Il est admis que tout ce qui affecte l'hydrologie, l'édaphologie ou la couverture végétale d'un bassin versant est susceptible d'affecter l'eau superficielle à l'intérieur d'une ligne topographique de partage des eaux. C'est cela que l'hydrométrie, plus largement les technosciences de l'eau et aussi l'écologie (Vieillard-Coffre, 2001) ont retenu comme unité de connaissance scientifique et technique incontournable, une organisation naturelle de l'espace bien hiérarchisée et ordonnée, ce qui fait passer le bassin versant comme unité de gestion « par nature » dans une logique amont-aval des cours d'eau (Brun et Lasserre, 2012).

La gestion territorialisée de l'eau n'a pas été toujours liée à la notion de bassin versant, mais graduellement gestion de l'eau et bassin versant se sont confondus (Ghiotti, 2007). Ce sont le Mexique en 1940 et les États Unis en 1954 qui en ont été les pays pionniers en proposant un modèle de gestion par bassin versant superficiel (Brun, 2006). À ce stade, c'est principalement de la communauté scientifique par son insistance auprès des pouvoirs politiques et des acteurs privés de la gestion de l'eau qui a fait adopter cette unité de gestion.

En Europe, la France et le Royaume-Uni ont été des premiers à adopter ce modèle dans les années 1960, des pays où l'hydrologie superficielle et la topographie permettent une délimitation des bassins versants plutôt aisée (Descroix, 2012). Ces deux pays, puis l'Espagne, ont créé des organismes de bassin versant couvrant leur territoire. Ce n'est probablement pas un hasard comme le signale Molle (2006 : 21) ; tous les trois étaient « des monarchies fortes et centralisées à l'époque de l'émergence des États modernes ».

Dans le cas de la France, les découpages retenus ne correspondent pas aux lignes de partage des eaux qui séparent les bassins fluviaux. Par exemple, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie ne correspond à aucun grand fleuve puisque il n'en existe que cinq en France. On pourra peut-être y voir des raisons corporatistes : est-ce qu'un nombre d'organismes de bassin en multiple de trois permettrait de répartir leur direction entre les trois grands corps de l'État (Mines, Ponts et Chaussées et Génie rural des eaux et forêts), comme le suggère Barraqué (1995) ?

La réalité du bassin versant en tant qu'organisation physique de l'eau superficielle et de hiérarchisation des cours d'eau est incontestable. Il n'est par contre pas si évident qu'il soit l'unité de référence indiscutable pour la « bonne » gestion de l'eau. Le débat théorique sur le bassin versant en tant que modèle de gestion de l'eau est ainsi loin d'être conclu (Molle, 2006 ; Warner *et al.*, 2008 ; Cohen et Davidson, 2011 ; Budds et Hinojosa, 2012 ; Norman *et al.*, 2015 ; Huitema et Meijerink, 2017). Comme le signale Vieillard-Coffre (2001 : 5), « reprendre les limites d'un bassin versant pour organiser la gestion de l'eau semble être le meilleur moyen non seulement de respecter la nature, mais aussi de transcender les intérêts particuliers [...] mais en réalité, les choses sont loin d'être aussi simples ».

Tandis qu'en France, les organismes de bassin (les Agences de l'Eau) peuvent être interprétées comme des institutions décentralisées dans un pays centralisé (Ghiotti, 2006, 2007), en Espagne, comme nous verrons au chapitre 6 de ce mémoire, les organismes de bassin (les *Confederaciones Hidrográficas*) représentent plutôt la mainmise de l'État central dans un pays décentralisé. Dans les deux cas, le découpage par bassin versant répond à des fonctions politiques bien plus que d'à une segmentation géographique naturelle du territoire. En suivant Ghiotti (2007), il s'agirait là, moins d'une mise en conformité avec la nature que d'un découpage rationnel-objectif du territoire. Selon Broc (1991, cité dans Ghiotti, 2007 : 91), sur les 83 départements français créés par la loi du 25 janvier 1791, 61 portent des noms de cours d'eau, un processus post-révolutionnaire éminemment politique de déstructuration des usages et droits féodaux des rivières de l'Ancien Régime et une manière d'éviter le retour « à l'esprit de la province » (Ghiotti, 2007 : 91).

D'autres exemples dans le monde corroborent également la difficulté de retenir *a priori* le bassin versant physique auquel superposer la gestion de l'eau. C'est le cas, par exemple, des pays arides ou semi-arides ou d'autres avec certaines particularités hydrogéographiques comme par exemple les Pays Bas. Comme l'indiquent Descroix *et al.* (2009), des bassins versants comme celui du Niger présentent une grande différence entre le bassin versant topographique et celui hydrologiquement actif, alors que c'est ce dernier qui serait, en principe, le seul à avoir un intérêt en termes de gestion effective. La même difficulté de délimiter un bassin versant peut se mentionner dans le cas des bassins côtiers et pour les nappes souterraines dont les limites ne coïncident pas toujours à celles des bassins versants superficiels.

Aux contraintes liées aux propres caractéristiques hydrologiques et topographiques des territoires, il faudrait ajouter les différences de perception de l'espace des différentes sociétés et régimes politiques centralisés, fédéraux, décentralisés, etc. (De Stefano et Garrick, 2018). Comme l'écrit Descroix (2012 : 97) : « il est normal que des pays de cultures différentes choisissent des modèles différents [...] Il ne devrait pas exister de « dictature de la GIRE » ni d'« obligation de bassin versant » à l'échelle mondiale ». « Jusqu'à quelle surface un bassin versant reste-t-il facilement gérable ? » se demande Vieillard-Coffre (2001 : 5). L'auteur affirme ainsi que pour les Schémas d'Aménagement et Gestion de l'Eau (SAGE) en France la délimitation des unités de gestion de l'eau est plus pragmatique que naturelle, en dépit de l'insistance à continuer de véhiculer un discours attaché au bassin versant.

Warner *et al.* (2008) indiquent à ce titre que le bassin versant ne serait qu'une des échelles de la gestion de l'eau parmi d'autres. Pour eux, l'échelle de gestion de l'eau est sans nul doute un choix politique, mais s'affiche comme une image dépolitisée de la gestion de l'eau en arguant de sa dimension naturelle. Ghiotti (2007 : 98) exprime cette même idée quand il écrit que « le recours au bassin hydrographique s'apparente à une volonté de conquête d'un pouvoir ». Comme le soulignent Del Moral et Hernández Mora (2016 : 563-566), cette nouvelle réflexion critique sur le bassin versant se développe dans le cadre de la révision de la GIRE mais aussi dans le cadre d'une controverse théorique plus large qui concerne les politiques d'échelle de la gestion de l'eau. En effet, « le manque d'ajustement entre bassin versant et limites politiques, institutionnelles, économiques, culturelles ou identitaires, provoque des problèmes de coordination avec des politiques sectorielles clé telles que l'agriculture, l'environnement, l'aménagement, l'urbanisme ou le patrimoine. Il provoque également des problèmes sur l'organisation sociale et entre les mécanismes formels de gouvernement et de processus de gouvernance ».

Ce modèle unique de gestion a été favorisé par la mondialisation et plus particulièrement en Europe depuis l'année 2000 par la DCE qui est censée d'appliquer le découpage territoriale par grands bassins hydrographiques à la gestion et la protection des eaux (Brun et Lasserre, 2012 ; Del Moral et Hernández Mora, 2016). Bien que le bassin versant reste dans les discours une unité naturelle de gestion sans trop de contestation, la réalité des dispositifs de gestion des terrains est toute autre et les découpages pour la gestion de l'eau s'adaptent toujours à une vision particulière du territoire et à sa finalité (Ghiotti, 2006). Le bassin versant est finalement un choix politique (Tanouti et Molle, 2013) qui semble gommer des contradictions et justifier des rapports de force existants sur le terrain (Trottier, 2012).

Ces territoires de gestion ne correspondent pas toujours avec les caractéristiques naturelles et environnementales des bassins versants topographiques et se constituent en fonction des besoins territoriaux et les enjeux de pouvoir local-national. Ce sont surtout les enjeux propres à chaque territoire (alimentation en eau, lutte contre la pollution ou contre les inondations, irrigation, etc.) qui orientent fortement leur délimitation (Vieillard-Coffre, 2001 : 15). À ce propos, Ghiotti (2007) illustre comment la logique naturelle amont-aval



est inversée quand des secteurs de forte consommation se situent à l'aval des bassins versants, provoquant un système de domination de l'aval sur l'amont et s'appuyant sur des espaces imposés par la rationalité d'aménagement hydraulique et les politiques de l'offre.

Si le bassin versant est censé constituer un cadre opérationnel pour des institutions techniques, financières et politiques, on peut se demander quel lien s'établit entre bassin versant et population locale. Dans une période où les discours dominants véhiculent des propositions de gouvernance locale et participation, la question de l'attachement et l'appropriation des usagers locaux à « leur » bassin versant figure comme une des faiblesses de ce modèle de gestion de l'eau (Brun, 2006). La question se pose également en termes de légitimité politique du territoire du bassin versant : une légitimité qui repose uniquement sur le fait qu'un cours d'eau traverse un territoire ne peut pas avoir la même force fédérative que si elle était basée sur des processus électifs ou participatifs. De plus, physiquement parlant, le cours d'eau ne coule pas dans toutes les communes du bassin versant, ce que peut induire des implications différenciées lors des mises en place des actions publiques.

Le choix du bassin versant comme unité pour la gestion de l'eau semble donc controversé. À partir des interrogations qu'il génère et d'autres liées aux systèmes écologiques, certains auteurs proposent des alternatives d'unité de gestion. C'est le cas des géographes qui proposent la notion de *territoire de l'eau* (Bethemont, 1999 ; Alexandre, 2004 ; Ghiotti, 2007) sur la prémisse que l'eau produit du territoire et le *territoire de l'eau* serait donc le révélateur d'une appropriation de l'ensemble d'un territoire de la part des populations et pas uniquement de l'eau. D'autres, plus proches de l'écologie proposent la notion de *système socio-écologique ou socio-écosystème* (Mathevet et Couespel, 2012) qui prend en compte les interactions homme-nature d'un même espace, mixant différentes temporalités et divers champs de connaissance. Enfin, d'autres géographes proches de la *political ecology* vont parler plutôt de *waterscape* ou *territoire hydrosocial* (Swyngedouw et Kaïka, 2002 ; Swyngedouw, 2004 ; Molle, 2012b, Boelens *et al.*, 2016) pour se référer aux « arènes où l'eau et le pouvoir circulent et définissent, en s'entrelaçant, les modes de contrôle de la ressource » (Molle, 2012b : 220) : le territoire n'est pas un contexte dans lequel l'eau est contenue mais une entité socio-naturellement produite (Del Moral et Hernández Mora, 2016). Autant de propositions où les concepts de territorialité, de temporalité, de pouvoir ou de contrôle de l'eau sont mis en avant pour sortir de la spirale discursive et des défauts pratiques du bassin versant hydrographique comme unité de gestion.

Bien plus, si le choix du bassin versant pour la gestion et planification de l'eau de surface reste pour l'instant l'option dominante et le pivot de la politique de l'eau (Brun et Lasserre, 2012), les hydrogéologues ont montré l'existence de transferts d'eau souterraine entre bassins versants (Trottier, 2008). Par ailleurs, Viellard-Coffre (2001) souligne que les limites naturelles entre bassins hydrographiques (superficiels) et bassins hydrogéologiques (souterrains) sont complexes ou que tout simplement ils ne coïncident pas. Le fait que les bassins versants ne soient pas hermétiquement fermés si nous prenons la dimension

verticale des eaux (superficielles et souterraines) ou que dans le cas des régions arides les eaux souterraines soient dominantes, met en évidence les limites d'une gestion basée sur une délimitation superficielle. Là encore, les choix de gestion sont entourés d'une auréole de technicité destinée à ne « pas mettre en lumière les rivalités de pouvoir qui jouent lors de l'élaboration de certains outils et de la délimitation de leur zone d'application » (Vieillard-Coffre, 2001 : 18). On notera que la recherche d'une gestion pertinente à travers la GIRE omet significativement certains systèmes liés à l'eau qui sont justement ceux dominants dans notre terrain d'étude principal en Espagne : les eaux souterraines et les zones humides. Comment par exemple gérer l'eau souterraine avec les seuls outils des eaux superficielles ? Comment gérer les zones humides où s'entremêlent les notions d'*eau ressource* et d'*eau environnementale* ?

## 2.2.2. Les impensés du modèle actuel de gestion de l'eau

### 2.2.2.1. Les eaux souterraines : une gestion à inventer ?

Aux eaux souterraines s'applique partout une gestion fondée sur la notion de bassin versant superficiel et les législations qui leur sont appliquées sont mal adaptées à leur fonctionnement, ce qui renforce l'idée d'invisibilité qui pèse sur elles au moins depuis le Moyen Âge, lorsque les hydrauliciens arabes les appelaient les *eaux cachées* (El Faïz, 2005). Les eaux souterraines représentent pourtant près de 97 % de l'eau douce disponible dans le monde<sup>35</sup> et font l'objet de multiples usages surtout agricoles. Dans les zones arides et semi-arides où l'eau semble manquer, elles sont souvent aussi abondantes que dans les régions dites humides. Leur invisibilité fait pourtant qu'elles sont loin de la pensée politique et que leur gestion, basée sur les bassins versants superficiels, crée une forme de « soumission » du milieu souterrain au superficiel.

On pourrait voir dans l'application de la DCE une nouvelle ère pour les eaux souterraines parce qu'elles sont enfin rendues visibles à la gestion (Petit, 2002), mais la déclinaison de cette législation aux niveaux nationaux montre que très peu de choses ont changé (Massardier, 2011). La notion de *district hydrographique* de la DCE s'est largement inspirée des bassins versants superficiels et il subsiste une certaine indétermination au niveau des découpages superficiels et souterrains qui entretient l'imprécision et les interprétations multiples : « lorsque les eaux souterraines ne correspondent pas complètement à un bassin hydrographique particulier, elles sont identifiées au district hydrographique le plus proche ou le plus approprié »<sup>36</sup>.

Cette gestion cloisonnée des eaux superficielles et souterraines et l'oubli de ces dernières sont l'objet de critiques depuis les années 1970 : l'hydrologue américain Nace (1970)

---

<sup>35</sup> <https://www.cicau.com/le-metier-de-leau/ressource-en-eau-eau-potable-eaux-usees/ou-en-sont-les-ressources-en-eau-dans-le-monde/> (consulté le 05/03/2018).

<sup>36</sup> Article 3 de la Directive Cadre sur l'Eau 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32000L0060&from=FR> (consulté le 05/03/2018).

suggérait le terme d'*hydro-schizophrénie* (Pizarro Yáñez, 2015), repris ensuite et popularisé par l'hydrogéologue espagnol Ramón Llamas en 1974 (Llamas, 1974). Llamas (2017) lui-même raconte comment sa proposition à la fin des années 1970 d'exploitation des eaux souterraines en Espagne en remplacement du *Trasvase Tajo-Segura* (TTS)<sup>37</sup> ne fut pas entendue par les autorités responsables espagnoles. Cette « conspiration du silence », comme il l'appelle, continue aujourd'hui à avoir des résonances dans la politique hydraulique espagnole comme signale l'hydrogéologue Francisco Turrión dans un récent documentaire de 2018 "*El agua secuestrada*" (« L'eau kidnappée »)<sup>38</sup>. Pour sa part, Biswas (1999 : 8) souligne que « la gestion des eaux souterraines est souvent considérée comme le « cousin pauvre » de l'eau de surface ». C'est ainsi, selon Llamas (1977), que pour faire face à une demande d'eau de plus en plus importante, les planificateurs de la politique hydraulique considèrent exclusivement les projets hydrauliques des eaux superficielles en oubliant les possibilités de couvrir ces besoins totalement ou en complément avec des eaux souterraines (Custodio, 1996).

Cette prédilection à gérer d'avantage les eaux visibles a fait des eaux souterraines un objet méconnu qui continue à provoquer une impression d'incommensurabilité et d'incertitude. Elle donne ainsi le sentiment dominant qu'il n'y pas vraiment de conséquences aux pratiques d'usage et d'exploitation de ce milieu. Celle tient au fait que les actions, elles aussi, peuvent rester invisibles pendant des décennies en raison de l'inertie et de la lenteur des flux souterrains comparés à ceux des cours d'eau superficiels. Selon Berger et Roques (2005 : 33) « on peut imaginer leur renouvellement indéfini, [des nappes souterraines] mythe de l'inépuisable en tant que système symbolique et idée de progrès incessant et absolu ». Enfin, elles sont perçues comme infinies et leur fonctionnement jugé comme capricieux, alors que dans les faits leurs conditions de gestion peuvent provoquer leur épuisement.

Si la gestion des eaux souterraines est passée sous silence dans les politiques publiques chargées de l'eau, il n'en est pas de même pour les initiatives locales et privées qui les utilisent depuis l'Antiquité (Custodio, 1996 ; El Faïz, 2005). En effet, les facilités qu'offre l'eau souterraine et qui tient à son accessibilité (il suffit de creuser ou forer un puits), à sa disponibilité (elle se trouve près des zones de demande même en période de sécheresse), à sa sécurité (moins polluée en général que l'eau superficielle surtout à niveau microbiologique) et à sa rentabilité (elle peut être exploitée avec des petits investissements et sur des petites surfaces) (Petit, 2002 ; Birkenholtz, 2015 ; Anctil, 2017) peuvent lui conférer une impression d'eldorado pour les populations locales.

---

<sup>37</sup> TTS : Transfert inter-bassin de l'eau du *Tajo* au *Segura*. Il s'agit d'environ 300 kilomètres d'ouvrages hydrauliques pour apporter une partie des eaux du fleuve *Tajo* à celui du *Segura* dans le Sud-est espagnol aride. Il fut construit pendant le tardo-franquisme (1968) et mis en service lors de la période de Transition démocratique en Espagne à la mort de Franco (1979).

<sup>38</sup> "*El agua secuestrada*" (« L'eau kidnappée »). Documentaire réalisé par Montse de la Cal et Luis Moreno et présenté au FESCIGU (Festival de cinéma solidaire de Guadalajara) du 2-6 octobre 2018. <https://www.youtube.com/watch?v=arYUed8Y4Wc> (consulté le 3/08/2019).

Dans ce cadre, les politiques publiques d'encouragement d'une agriculture irriguée sans limites ont fait preuve d'un grand désintérêt en matière de régulation légale et politique de l'eau souterraine. Contrairement aux eaux superficielles pour lesquelles les dispositifs de gestion (GIRE) ont suscité des débats, les eaux souterraines jugées ingérables et inépuisables ont été délaissées et oubliées par la communauté techno-scientifique de l'eau et par les États (Foster *et al.*, 2006). Ceux-ci se sont ainsi déchargés de leur responsabilité au profit des propres usagers qui en retour se sont trouvés accusés d'exercer un usage individualiste de l'eau. Comme le signalent Larson et Soto (2008) ces usagers devraient être considérés comme une solution plutôt que comme un problème vis-à-vis de cette dégradation, dans la mesure où le contrôle de l'eau souterraine est plus efficace quand les populations locales jouent un rôle dans la production de règles, depuis leur conception jusqu'à leur mise en œuvre (Rogers, 2006 ; Larson et Soto, 2008 ; Ostrom, 2014).

Comme le soulignait déjà l'UNESCO dans une note datant de 1992, les eaux souterraines sont utilisées pour la boisson par environ la moitié de la population mondiale et 43 % de l'agriculture d'irrigation en dépend au niveau mondial (Siebert *et al.*, 2010), principalement dans les zones arides et semi-arides (Jakeman *et al.*, 2016). La *révolution verte* de l'agriculture productive, aussi appelée *révolution silencieuse*<sup>39</sup> (Llamas et Martínez Santos, 2005) ou *groundwater economy*<sup>40</sup> (Shah, 2010) qui a comme pilier principal l'exploitation des eaux souterraines, inquiète de par son usage intensif de l'eau et se voit reprocher l'appauvrissement des aquifères presque partout dans le monde (voir par exemple, Petit, 2004 qui se fait écho de ces alertes). Ces inquiétudes sur l'épuisement des aquifères sont pourtant considérées par certains comme « exagérées, mal documentées, tendancieuses et sensationnalistes [...] qui augurent un futur de pénurie et de dégradation sans apporter d'autres solutions que celles d'étouffer le développement et de provoquer des angoisses dans la populations en imposant des restrictions injustifiées» (Custodio, 1996 : 24).

Il est certain que les technologies de perforation et d'exploitation des puits, les aides et subventions de la part des États, le développement des agences internationales de bailleurs de fonds et la souplesse dans les législations concernant les eaux souterraines, ont rendu possible que l'agriculture pompe l'eau du sous-sol sans limites apparentes (Siebert *et al.*, 2010 ; Petit, 2002). Ce scénario, qui provoque dans la plupart des cas des situations conflictuelles, appelle néanmoins de nouvelles formes de gouvernance décentralisée (Birkenholtz, 2015) qui devraient devenir le paradigme dominant de la gestion des eaux souterraines face à une gestion historiquement liée à des institutions et politiques créées pour gérer les eaux superficielles (Birkenholtz, 2009).

Ces nouvelles approches, investies surtout par des économistes des ressources naturelles, se résument dans les postulats d'Elionor Ostrom (2014) selon lesquels la gouvernance des biens communs est possible. L'économiste prend le contre-pied de Hardin (1968) pour qui

---

<sup>39</sup> *Révolution silencieuse* en raison du manque de symptômes immédiats de l'exploitation sur les niveaux phréatiques.

<sup>40</sup> C'est-à-dire, une économie agricole créée par l'utilisation des eaux souterraines et en Méditerranée de plus en plus orientée vers la pratique des cultures à forte valeur ajoutée selon la thèse de doctorat d'Ameur (2017) « Construction de la surexploitation et reproduction des inégalités d'accès et d'usage des eaux souterraines : cas des exploitations agricoles dans le Saïss (Maroc) ».

la gestion des biens communs conduit irréparablement à une tragédie seulement évitable par deux types de solution, par l'appropriation privée et le marché en attribuant un prix à l'eau, ou par un rôle accru de la gestion publique pour l'allocation de la ressource. Pour Orstom, ce raisonnement s'avère inexacte *de facto* : en observant une grande multitude de cas, elle montre qu'il existerait une multitude de situations hybrides entre les deux formes idéales proposées par Hardin. Il s'agirait ainsi de processus de compromis entre les usagers des ressources « communs ». En transposant ses conclusions à la gestion de l'eau souterraine, qui se prêtent selon Petit (2002 : 186) « mieux que bien d'autres ressources naturelles à des formes hybrides de gouvernance », une gouvernance modulable et adaptée aux conditions locales serait en principe souhaitable (Ameur, 2017).

Les logiques actuelles de participation, qui sont censées rapprocher décideurs et usagers, font craindre paradoxalement qu'elles ne servent qu'à éloigner plus encore les gens ordinaires de certains problèmes au lieu de les inciter à les résoudre par eux-mêmes (Brun et Lasserre, 2012). Ainsi, comme le signalent Riaux *et al.* (2015) ou Ben Nasr (2015) la gouvernance de l'eau souterraine d'irrigation telle qu'elle est pratiquée actuellement par les associations d'irrigants peut sanctionner ceux qui ne développent pas des relations avec le système politique en place, bouleverser les hiérarchies d'accès à l'eau pré-existantes et provoquer des situations d'inégalité parmi les propres utilisateurs (Molinas, 1998, cité par Ameur, 2017 : 22).

Ce type d'analyse socio-politique, permettant de mesurer l'interface de l'homme avec les eaux souterraines, devrait en principe ouvrir un champ de recherche stimulant. Force est de constater cependant l'intérêt limité que suscitent les eaux souterraines parmi les études en SHS, où peu de chercheurs en ont fait leur thème principal de recherche (Petit, 2002 ; Mukherji et Shah, 2005). Comme l'affirme Ameur (2017 : 30) « la perspective de l'utilisateur [des eaux souterraines] est peut-être la moins étudiée dans la littérature internationale » et dans la plupart des cas « les irrigants sont considérés comme un ensemble homogène, soit pour montrer la dynamique agricole insufflée par l'utilisation des eaux souterraines, soit pour dénoncer des prélèvements d'eau excessifs et très peu d'études font la part des choses entre les catégories sociales d'agriculteurs (Ameur, 2017 : 15) alors que jusqu'à une époque tardive<sup>41</sup>, « le domaine de la reconnaissance des eaux souterraines est resté le champ par excellence de l'enquête de terrain et de l'empirisme » (El Faïz, 2005: 147).

On peut cependant remarquer un nombre limité mais croissant d'études issues de l'économie, qui tentent de mieux comprendre les phénomènes de participation publique dans la gestion des eaux souterraines (Petit, 2002, 2004 ; Montginoul et Rinaudo, 2009 ; Rinaudo, 2012 ; Rica *et al.*, 2012 ; Petit *et al.*, 2017). On notera aussi quelques rares travaux en *political ecology* qui font ressortir les relations de pouvoir entre le pompage illimité, les politiques agricoles qui l'encouragent et l'inégalité sociale que ce processus engendre (Birkentholt, 2009, 2015) ainsi que de très récentes publications touchant les

---

<sup>41</sup> La loi de Darcy qui marque le début de l'hydrogéologie moderne date de 1856.

pratiques et les représentations sociales des usagers vis-à-vis de l'eau souterraine (Massuel et Riaux, 2017 ; Besteiro et Rivière-Honegger, 2018).

Les eaux souterraines semblent donc rester invisibles à une partie importante de la communauté des chercheurs et des gestionnaires de l'eau. On peut s'interroger sur cette absence de prise en compte des eaux souterraines, notamment dans les régions où elles sont abondantes et en dépit de l'insistance répétée des hydrogéologues. Même si Petit (2002) propose une explication en considérant que lorsque l'eau superficielle se trouve en quantité convenable, il est logique que la gestion de l'eau s'y intéresse plus qu'à l'administration de l'eau souterraine, même si elle est abondante, d'autres causes paraissent également plausibles.

La première d'entre elles est qu'elle répond sans doute à des jeux de pouvoir corporatiste. Les hydrologues et ingénieurs civils ont depuis longtemps toute leur place dans la planification et la mise en pratique de la gestion de l'eau, alors que les hydrogéologues restent encore aujourd'hui relégués à leur seul rôle technique de modélisateurs du fonctionnement de l'eau souterraine. Les hydrologues tendent d'ailleurs à considérer l'hydrogéologie comme une sous-discipline de l'hydrologie, autrement dit, une partie mineure consacrée aux eaux souterraines (Linton, 2004). Les réclamations des hydrogéologues et leur revendication de la notion d'*hydro-schizophrénie* (Nace, 1979 ; Llamas, 1974) peuvent être une façon de réclamer leur partie du pouvoir dans la gestion de l'eau.

Il convient aussi de s'interroger sur les causes politiques qui font que les États détournent le regard des eaux souterraines, selon une stratégie que certains auteurs qualifient de « laissez-faire » (Ameur, 2017 : 18). Penser que l'oubli des eaux souterraines est dû à une « mauvaise » gestion, comme le suggèrent les hydrogéologues, revient-il à éluder les vraies questions qui se posent et que l'on évite prudemment d'aborder ? L'encouragement systématique aux utilisateurs (irrigants pour la plupart) de l'eau souterraine en leur facilitant les moyens nécessaires pour le développement d'une agriculture d'irrigation intensive (Llamas, 2007 ; Ruiz Pulpón, 2012 ; Sanchis, 2012) rend peu probable que les États oublient par « étourderie » ou par manque d'intérêt la quantité si importante d'eau souterraine qui sera mobilisée. Pourrait-on donc parler d'acte manqué, qui masquerait une intentionnalité politique et technique, un moyen de faire valoir son pouvoir en tant que garant d'une matière essentielle comme l'eau, instrument par ailleurs de contrôle territorial ?

De par leurs quantifications des ressources superficielles et leurs projets hydrauliques, les hydrologues et les ingénieurs ont sans doute réussi à combler un espace de connaissance qui constitue selon Campubrí (2017) l'échelon organisationnel entre les citoyens et les élites économiques et politiques. Un pareil développement d'une hypothétique gestion active des eaux souterraines ne conviendrait peut-être pas aux intérêts créés et à la poursuite d'une *mission hydraulique* déguisée porteuse de nouvelles formes de gestion de l'eau (Buchs, 2016a). Il est symptomatique que, par exemple, en Asie, malgré les signes

d'épuisement des aquifères, les politiques publiques continuent à véhiculer un modèle développeur centré sur la productivité de l'eau souterraine avec une vision de ressource infinie (Shah, 2007).

Ne pas faire grand chose (ou ne rien faire du tout) pour améliorer les techniques de gouvernance de l'eau souterraine ouvre une large place aux discours officiels de pénurie et de crise de l'eau (superficielle) et aux sempiternelles solutions d'ingénierie (superficielle). Ne pas laisser faire (ou faire semblant de faire) le transfert de la gestion de l'eau souterraine aux communautés d'usagers permet à la fois de ne pas perdre le contrôle de l'eau et de la terre et de ne pas donner l'impression qu'il y pourrait y avoir de l'eau en quantité suffisante pour toutes les activités économiques, sociales et environnementales dont les sociétés se prévalent.

Même si elle est difficile à définir, la « bonne » gestion ou exploitation rationnelle des aquifères qu'invoquent les hydrogéologues est systématiquement interprétée en opposition à l'exploitation incontrôlée et anarchique qui semble régner en apparence. Cette « bonne » gestion se présente comme le résultat d'une rationalité technique basée sur l'identification et la quantification détaillée des éléments des bilans hydriques et sa modélisation numérique (Custodio, 1996). Elle est la quantification de la dernière goutte d'eau souterraine. Mais le transfert de pouvoir de l'État vers les populations locales est jugé dangereux (Ribot, 2002) pour les États et leurs corps d'ingénieurs, qui « résistent à la perte de contrôle qu'ils exercent » (Ameur, 2017 : 29). Dans ces conditions, encore plus que dans le cas des eaux superficielles, situer la « bonne » gestion des eaux souterraines dans le cadre de la GIRE en suivant les principes du développement durable et de la participation est au mieux un euphémisme, plus certainement une illusion.

Les eaux souterraines, invisibles et oubliées, sont un thème dont personne ne veut apparemment prendre la responsabilité et sur lequel pèse le mot d'ordre inutile de la « bonne » gestion. Il est un autre thème, les écosystèmes aquatiques, qui constitue aussi une « anomalie » profondément conflictuelle dans le cadre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau. Comment comprendre ici la « bonne » gestion de l'eau qui circule et alimente ces milieux naturels, et dans cette perspective, l'eau serait-elle aussi considérée comme une ressource ?

#### **2.2.2.2. Les zones humides : une gestion à la défensive ?**

Ce chapitre dédié à l'analyse de ce qui serait une « bonne » et une « mauvaise » gestion ne pourrait être conclu sans faire mention aux zones humides, des milieux dépendants par excellence de l'eau qui conditionne leur fonctionnement et leurs dynamiques écologiques. Mais comment caractériser la gestion des zones humides ? Par la gestion des écosystèmes ? Par celle de l'eau ? Ou les deux à la fois ?

Une lecture critique de la littérature spécialisée dans le domaines de la gestion des écosystèmes aquatiques, montre que la gestion de ces milieux cible plus le premier mot du terme, « écosystème » que le second, « aquatique » et que ce fait, l'*eau naturelle* ou l'*eau environnementale* y serait largement absente. Mais comment oublier la matière-eau dès lors que la pénurie fait son entrée dans les discours ? La réflexion menée par Mainguet (2003) peut donner un début de réponse. Pour cet auteur, la notion d'écosystème ne prend tout son sens que s'il s'accompagne d'un qualificatif qui le caractérise : par exemple un écosystème tropical suppose chaleur et humidité. Les écosystèmes des régions arides et semi-arides, en revanche, se caractérisent par les fluctuations hydriques.

A partir des années 1980, l'écologie a proposé une image positive du patrimoine aride qui contrastait avec celle jusqu'alors négative de risque de désertification, généralisé et institutionnalisée par les scientifiques et les agendas politiques. Ainsi, les écosystèmes des terres arides et semi-arides ont cessé d'être considérés comme à un état dégradé par rapport à un optimum. Ils ont au contraire commencé à être mis en valeur en tant que patrimoine naturel des pays secs, là où on supposait auparavant qu'il n'y avait rien (Pedreño et Baños, 2006). Dans cette perspective, vouloir assimiler le bon état de tous les écosystèmes aquatiques à la présence d'eau permanente n'a pas de sens parce que ceci présente le risque de détruire l'énorme diversité de stratégies adaptatives des espèces aquatiques au climat et aux perturbations naturelles, et notamment à des périodes de sécheresse plus ou moins prolongées.

Paradoxalement, la GIRE ne concerne pas directement la gestion des écosystèmes aquatiques. Les deux types de gestion (celle de l'eau et celle des écosystèmes aquatiques) coexistent pour permettre l'inclusion de la deuxième dans la planification et gestion des bassins versants (Brachet *et al.*, 2015). Vue de la sorte, la gestion des écosystèmes aquatiques n'a pas toute sa place dans le concert mondial de gestion intégrée de l'eau, elle n'est qu'un ajout accessoire pour lequel on s'accorde au moins de la nécessité de ne pas l'oublier.

La gestion des écosystèmes aquatiques répond aux mêmes principes directeurs que celle pratiquée pour les écosystèmes terrestres ou marins, appelée *gestion écosystémique* ou *approche écosystémique*. Elle a été définie par la Convention sur la Diversité Biologique<sup>42</sup> des Nations Unies de 1992 puis est devenue officiellement le cadre d'action prioritaire pour la gestion des écosystèmes mondiaux depuis 2000. Cette stratégie de gestion, centrée sur les écosystèmes, vise à « favoriser de manière équitable la conservation et utilisation durable des écosystèmes [...] et considère les êtres humains comme une composante à part entière des écosystèmes »<sup>43</sup>.

La *gestion écosystémique* affiche comme but principal l'identification et l'atténuation des déficiences existantes entre l'état actuel d'un écosystème aquatique et un état souhaité<sup>44</sup>.

---

<sup>42</sup> <http://www.un.org/fr/events/biodiversityday/convention.shtml> (consulté le 09/03/2018).

<sup>43</sup> <http://www.fao.org/biodiversity/questions-intersectorielles/approche-ecosystemique/fr/> (consulté le 09/03/2018).

<sup>44</sup> <http://www.iagua.es/noticias/espana/instituto-imdea-agua/17/02/16/gestion-integrada-ecosistemas-acuaticos>



Elle part donc du principe que les écosystèmes aquatiques souffrent d'agressions et de dégradations permanentes et que c'est seulement la *gestion écosystémique* qui pourra favoriser sa conservation jusqu'à un état désiré. Cet état souhaité « cible », pour lequel tout le mécanisme de gestion se met en place et aboutit à la prescription de règles d'usage, apparaît pour le moins singulier. Quel est-il ? Qui le définit ? Un état qui répondrait peut-être à des attentes de nature « naturelle » mais aussi à des « souhaits objectifs » définis par les experts de la nature ? Montes (2011) définit ainsi l'état souhaité d'un écosystème aquatique comme celui qui proportionne des *services écosystémiques*.

Il y a ici un glissement sémantique qui fait disparaître l'eau-ressource de la gestion des écosystèmes aquatiques : ce n'est plus l'eau qui l'alimente mais l'écosystème tout entier qui s'érige en ressource. C'est ainsi que sont quantifiés depuis les années 2000 les écosystèmes aquatiques en tant que ressources à travers les *services écosystémiques*, outils permettant de chiffrer économiquement les services rendus par la nature. Cette évaluation économique continue à être considérée par l'écologie scientifique comme une manière adéquate d'éviter la dégradation de ces écosystèmes (Bosi et Euzen, 2015).

Même si cette idée de services rendus par la nature peut se situer dans l'héritage de la pensée des philosophes grecs et des économistes classiques du XIX<sup>e</sup> siècle (Méral, 2016), les *services écosystémiques* tel que nous les connaissons aujourd'hui représentent l'aboutissement d'un rapprochement progressif de l'économie et de l'écologie vers la fin des années 1980. À cette époque, les écologues, impuissants à se faire entendre des politiques et des gestionnaires sur la base de leurs seuls arguments scientifiques pour éviter la dégradation des écosystèmes, ont cherché des alliances avec les économistes pour essayer de donner un prix à la nature et par ce biais accomplir leurs objectifs de conservation (Lévêque, 2013 : 36).

En 1993, les économistes espagnols Naredo et Parra affirmaient qu'il n'y a que deux voies complémentaires pour bien gérer les ressources naturelles : d'une part l'application des connaissances écologiques du milieu naturel à la gestion et, d'autre part, leur valorisation économique pour les inclure dans la logique économique courante. C'est à cette époque que naît l'*économie écologique* qui vise à en finir avec l'impuissance des discours conservationnistes, « plus occupés en positions éthiques et esthétiques » (Naredo, 1993 : 1), face à la disparition des écosystèmes.

Les approches de valorisation économique des écosystèmes continuent à se développer mais il faut attendre les années 2000 pour officialiser ce type de démarche et la cristalliser dans l'estimation de la valeur économique des *services écosystémiques*. Dans ce sens, le lancement du programme du Millenium Ecosystem Assessment (MEA, 2005) commandité par l'ONU en 2000-2001 et autres initiatives de la Banque Mondiale, l'OCDE, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), etc. (Méral, 2016) joue un rôle majeur en créant des méthodes pour monétariser les services rendus par les écosystèmes

---

(consulté le 08/03/2018).

(Méral, 2016). Le MEA, considéré comme la première évaluation de l'histoire des écosystèmes, a mobilisé 1 360 experts naturalistes du monde entier pendant 4 ans pour synthétiser l'information existante sur les écosystèmes. Le rapport final a été rendu public en 2005. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la méthodologie adoptée par cette macro-étude n'a pas évalué l'état de la biodiversité elle-même, mais les bénéfices rendus aux sociétés par les écosystèmes (Maris, 2014). Le terme *services écosystémiques* a depuis connu un succès croissant jusqu'au point d'arriver à se confondre avec celui de biodiversité (Maris, 2014) mais en gardant l'approche néolibérale qui le caractérise (Trottier, 2015).

Cette dimension économique consubstantielle à la notion de *services écosystémiques* (Méral, 2016) a sans doute eu l'intérêt d'alerter les politiques, les médias ou la société en général quant à la détérioration des zones humides et autres systèmes aquatiques menacés. Elle est néanmoins loin d'être une notion consensuelle partagée par la communauté scientifique. Face à ceux qui la revendiquent comme un moyen de faciliter une meilleure connexion des humains à la nature, d'autres la jugent comme une notion trop anthropocentrée (De Sartre *et al.*, 2014 ; Méral *et al.*, 2016) qui fait de la nature une marchandise.

La gestion des écosystèmes aquatiques participe elle aussi de ce mouvement mondial. On notera que ce sont surtout les écologues spécialistes des zones humides eux-mêmes qui ont le plus développé l'estimation économique des valeurs de ces écosystèmes (Barnaud et Fustec, 2007 ; Bouzillé, 2014) déclinaison que l'on ne trouve pas, en revanche, dans les travaux consacrés à d'autres écosystèmes comme par exemple les forêts (Schnitzler, 2002 ; Persuy, 2008). Elle se base fondamentalement sur une boîte à outils composée d'une part de la quantification des *services écosystémiques*, et d'autre, part de techniques d'ingénierie écologique nécessaires pour récupérer, compenser ou même réinventer ces écosystèmes dégradés (Barnaud *et al.*, 2015). Si en matière de *services écosystémiques*, un certain nombre de scientifiques des SHS ont mis à contribution, notamment des économistes de l'environnement, en revanche, ce sont principalement des ingénieurs et des écologues qui conçoivent et mettent en œuvre la restauration des écosystèmes aquatiques.

Dans les deux cas, l'approche *écosystémique* de la gestion des écosystèmes aquatiques sous-entend qu'une connaissance profonde du fonctionnement écologique de ces milieux est incontournable. La *gestion écosystémique* s'affirme donc comme une démarche profondément techno-scientifique liée aux observations, mesures ou indicateurs quantifiés par des experts en écologie et des économistes, où la gouvernance n'a pas tout à fait sa place. Si la participation des sociétés locales est un des points sensibles mais fondamentaux de la GIRE qui mène partout des expériences en ce sens plus ou moins réussies, cette participation est assimilée dans le meilleur des cas à la seule légitimation des choix techniques de construction ou de restauration et à la justification des *services écosystémiques* identifiés par les experts.

Comme l'affirme Méral (2016 : 97) « le succès de ce concept [la nouvelle économie de la nature] masque d'autres approches « participatives, délibératives, communautaires ». Les

travaux qui portent sur les analyses des acteurs utilisant le concept des *services écosystémiques* sont peu abondants (Rodary *et al.*, 2016). Les mesures prescrites par les experts de l'écologie, évaluées par les économistes, puis reprises par les agendas politiques en fonction de leurs priorités, peuvent occasionner des refus, voire des conflits dans les populations locales qui se voient dépossédées d'une certaine manière de leur territoire.

En Europe, la DCE, de par sa conception écosystémique, a été reçue dans un premier temps avec enthousiasme par les milieux techniques, scientifiques et militants de l'écologie aquatique mais l'intérêt a vite laissé place au désarroi (Vidal-Abarca *et al.*, 2015). Elle devait, en théorie, transformer la vision productiviste classique de *gestion des ressources* classées par usages à une vision *écosystémique* qui allait encourager des stratégies, entre autres, de conservation des écosystèmes aquatiques (Massardier, 2011) ce qui n'a pas été pleinement le cas jusqu'ici (Arrojo, 2015).

D'autres voix moins optimistes mais peut-être plus réalistes ne voient pas dans la DCE « le prince charmant qui viendra délivrer la société d'une législation vétuste et endormie » (La Calle, 2015 : 18), mais plutôt une opportunité pour améliorer les politiques de l'eau, mettre à jour la connaissance sur l'état de conservation des écosystèmes aquatiques et reconnaître leur rôle dans le bien-être humain (Vidal-Abarca *et al.*, 2015). Encore faut-il que les interprétations de la DCE aillent dans le sens souhaité par les défenseurs et experts des écosystèmes aquatiques.

Même si « le texte légal de la DCE n'énonce pas expressément la priorité environnementale de la politique des eaux européennes, elle pourrait se déduire, sans doute, des objectifs imposés » (La Calle, 2015 : 19). Néanmoins, comme signale Massardier (2011:8-9) « la gestion de l'eau européenne confirme que la UE est un espace de compromis [...] et que les directives sont floues et incertaines pour contenter chacun des négociateurs ». Dès lors, le bon état écologique des masses d'eau européennes a été interprété par les gestionnaires plus comme un problème de conservation de la nature que comme une compréhension de la fonctionnalité des bassins versants y compris les écosystèmes aquatiques (Vidal-Abarca *et al.*, 2015) : des milieux aquatiques qui, notamment dans la plupart des zones arides et semi-arides, sont liés aux eaux souterraines, soit parce que ces dernières déchargent dans les zones humides, soit à l'inverse parce que l'eau des zones humides rechargent l'aquifère subjacent (Besteiro, 1992).

Les porte-voix de l'écologie scientifique ne considèrent pas l'eau comme un élément séparé au sein de la *gestion écosystémique* globale des milieux aquatiques et laissent en grande partie la charge de gérer l'eau en elle-même aux experts de la GIRE et aux politiques de l'eau. En conséquence, ils se sont, semble-t-il, placés dans une stratégie de gestion « à la défensive » face aux agressions hydrologiques subies par les milieux aquatiques, telles que l'assèchement, ou le changement des régimes hydrologiques et salinité des eaux. Campant sur ces positions, ils prônent une « bonne » *gestion écosystémique* face à une « mauvaise » gestion de l'eau qui serait celle des hydrologues,

ingénieurs, usagers et gestionnaires qui encourageraient des actions menaçantes pour les écosystèmes aquatiques.

Encore une fois, les arguments de « bonne » ou « mauvaise » gestion de l'eau, qui opposent les uns et les autres, semblent répondre avant tout à des prises de position et de pouvoir dans un concert qui peut être mondial, national ou local de la gestion de l'eau, à travers laquelle s'exerce le contrôle des terres et des hommes.

## **2.3. La circulation des savoirs et pouvoirs sur l'eau dans les conflits**

### **2.3.1. La production de données sur l'eau : le mirage de la pensée objectivée ?**

Nous habitons un monde quantifié qui vise à nous approcher de la réalité, où « quantifier » serait synonyme de « vérité ». Ces informations quantifiées doivent être neutres car elles sont le reflet d'une réalité, elle-même neutre. C'est oublier que toute opération de calcul repose nécessairement sur des opérations de *qualification* et que la fiabilité d'une représentation quantifiée dépend de la pertinence et de la solidité du lien entre les nombres et les choses dénombrées (Chiapello *et al.* 2015 : 6). C'est également négliger l'idée que « l'opposition entre quantitatif et qualitatif pose la question de la puissance descriptive de la langue face à la puissance descriptive des mathématiques [...] la puissance perceptive des instruments face à la puissance perceptive des sens humains » Matarasso (2004 : 187).

Nos sociétés occidentales assimilent la science à sa comptabilité des objets naturels, lui confèrent un statut de neutralité et l'enferment ainsi dans une bulle amorale. Ces présupposés sont pour le moins discutables. Comme l'affirment Blot *et al.*, (2018 : 195), « le regard scientifique porte encore peu sur les conditions sociales de construction et d'utilisation des données environnementales permettant de qualifier les composantes naturelles ». Les savoirs ainsi produits se veulent neutres ou objectifs mais sont néanmoins orientés par des valeurs et des normes situées dans l'espace et dans le temps. Ils sont utilisés par les acteurs qui les ont missionnés (Blot *et al.*, 2018) et par les propres experts et gestionnaires à travers plusieurs stratégies (Bouleau, 2012).

Becker (2009 : 125) illustre la question de la supposée impartialité des recherches quantitatives avec un exemple tiré des recensements de population. « Nous croyons exact et objectif le recensement de la population, et pourtant il y a des erreurs, des estimations, des approximations ou bien les données ne sont pas à jour. Mais elles sont « bien assez bonnes » pour l'usage que l'on fait » écrit-il. C'est justement sur ce qualificatif de « bien assez bon » qui repose l'accord collectif entre les parties d'une communauté scientifique sur la base duquel elles décident qu'un résultat est satisfaisant (même s'il n'est pas strictement réel) pour un certain objectif (Becker, 2009). C'est cet accord collectif ou

paradigme (dont les prémisses peuvent ne pas être tout à fait vraies ou tout à fait fausses) qui fonde les progrès scientifiques (Kuhn, 1992).

La question de l'objectivité des méthodes et des résultats scientifiques se pose ainsi dans les études et évaluations sur l'environnement et sur l'eau, qui pour la plupart utilisent des indicateurs censés mesurer objectivement des problématiques sur lesquelles l'action publique doit agir (Bouleau, 2012). Mais cet auteur nous rappelle que même s'il n'y a pas de la part des experts et gestionnaires une intention de fausser ou mentir sur les données constituant les indicateurs, des biais normatifs existent puisque « [les experts] ont [...] une relation intéressée aux indicateurs, aux méthodes de mesure et aux données » (Bouleau, 2012 : 649). Parfois même les études réalisées sur un indicateur provoquent de nouveaux problèmes (Fernandez et Debril, 2016 : 18) qui s'ajoutent à ceux qu'elles étaient censées résoudre, parce qu'elles se focalisent sur un seul aspect jamais rediscuté (Fernandez et Debril, 2016 : 19).

Ainsi, les différents choix que les experts exercent lors de leur travail de production et d'interprétation des données et de calcul d'indicateurs ne sont aucunement neutres, en dépit de leur apparente d'objectivité au nom de leur *naturalisation* (Blot *et al.*, 2018). « Le gouvernement de la nature par un recours croissant et foisonnant à l'expertise et aux indicateurs participe de la redéfinition des contours et de la mise en forme de la nature » (Fernandez et Debril, 2016 : 1). Choisir l'étude et le suivi d'une espèce animale ou végétale au lieu d'une autre, choisir d'effectuer des campagnes d'échantillonnage en période de sécheresse ou d'inondation, de mesurer certains paramètres physico-chimiques et pas d'autres avec tel ou tel instrument de mesure et à une certaine échelle, choisir un type d'analyse à la place d'un autre, sont autant de décisions auxquelles sont confrontés au quotidien les producteurs des données sur l'eau. Ces décisions sont basées sur l'expérience et l'expertise, mais aussi et surtout sur des compromis, des accords entre scientifiques et techniciens.

La plupart du temps, les chercheurs en sciences naturelles se rebellent lorsque l'on fait allusion à cet accord collectif : pour eux, leur action n'est rien de moins qu'une découverte de la vérité (Becker, 2009). Peu sont prêts à accepter qu'il y ait « des méthodes qui permettent de voir certains processus et des méthodes qui les masquent » (Bouleau, 2012 : 646) et ils mettent en doute les résultats obtenus par les SHS en les soupçonnant de ne faire qu'exprimer la subjectivité de leurs auteurs.

Ces dernières années s'est développée une branche d'experts environnementaux qui ont adopté une posture *constructiviste modérée*<sup>45</sup> (Bouleau, 2012 : 646), que nous pourrions mettre en rapport avec le paradigme *constructiviste réflexif* ou *néo-matérialisme* adopté pour ce travail (section 1.1.1). Cette école reste néanmoins encore minoritaire et la brèche

---

<sup>45</sup> Les méthodes qu'ils utilisent seraient objectives tandis que la construction sociale porterait sur leur interprétation normative. En d'autres termes, les données seraient neutres, mais la valorisation des situations environnementales en les qualifiant de bonnes et mauvaises, serait quant à elle politique.

existante entre les deux approches, positiviste et constructiviste, reste dominante. Tout au plus peut on percevoir une évolution dans la mesure où ces deux approches font des efforts pour présenter « les résultats et les analyses de manière neutre et objective, [et ainsi] communiquer efficacement leurs convictions morales. Tant que les utilisateurs partagent ces présupposés moraux, la simple logique les amènera aux mêmes conclusions morales » (Becker, 2009 : 150).

Selon Raffestin (1996), compter la nature, tout comme la penser ou la classer, a des conséquences directes sur le pouvoir de la dompter, sans que nul n'ait à assumer les choix et les investissements nécessaires puisque ceux-ci sont justifiés par des processus de *naturalisation*. Ces processus de *naturalisation*, issus des représentations scientifiques, sont souvent opaques et invisibilisés tant les registres de justification reposent sur des arguments « naturels » (Blot *et al.*, 2018). La donnée quantifiée et l'indicateur, « à lui seul, prépare le jugement, l'évaluation et la sanction ou la récompense au-delà du rapportage sur la situation » (Bouleau et Deuffic, 2016 : 9). Mais ce savoir n'est jamais stable ni absolu (on parle d'ailleurs en général des savoirs au pluriel) et il est culturellement déterminé.

À la différence des activités marchandes, les gestionnaires de l'eau ne disposent pas de critères comptables tels que la rentabilité pour évaluer leur capacité à satisfaire les besoins des usagers ou leur propre efficacité. Il faut donc rechercher des indicateurs quantifiés destinés à jouer un rôle comparable à celui des comptabilités analytiques en construisant des espaces d'équivalence qui ne sont pas toujours monétisables. Ces indicateurs ont souvent un « caractère flou, non exhaustivement défini » (Desrosières, 2014 : 49) et « se limitent à quelques aspects de la réalité » (Bouleau et Deuffic, 2016 : 3). En outre, ils manient un langage commun non explicité parce que le contraire « risquerait d'affaiblir leur efficacité argumentative en dévoilant des conventions ou des approximations non soupçonnées par l'utilisateur » (Desrosières, 2014 : 49).

Dans le cas de la mise en place de la GIRE, par exemple, des *indicateurs de durabilité de l'eau* sont proposés par la science écologique pour réaliser des analyses synthétiques à l'échelle d'un bassin versant (Martínez Fernández, 2015). Cette production d'indicateurs s'inscrit dans les nouvelles approches adoptées par l'écologie : *gestion écosystémique*, *gestion polycentrique* ou *gestion éco-adaptative* (Pita *et al.*, 2014). Dans les trois cas, ce déploiement d'opérations numériques visent à prendre en compte l'activité humaine sur les écosystèmes aquatiques pour proposer des modèles de gestion des milieux aquatiques. Ils sont malheureusement loin d'appréhender les dynamiques sociales dans toute leur complexité.

On ne peut qu'être d'accord avec Bouleau et Deuffic (2016) lorsqu'ils affirment que les indicateurs environnementaux, et plus précisément ceux utilisés pour la gestion de l'eau, sont tout compte fait des conventions pour représenter le réel, mais qu'ils ne sont pas le réel. Ils ne sont pas remis en question par les professionnels qui les utilisent parce que pour eux ils s'imposent comme des évidences allant de soi. Comme le résumait Blot *et al.* (2018 : 212), « au-delà de *compter* la nature, les indicateurs environnementaux *content*

avant tout les relations des sociétés à leurs natures, pour qui sait les lire ». On peut à ce sujet citer deux exemples caractéristiques en rapport direct avec notre travail, les indicateurs de pénurie d'eau et ceux concernant la surexploitation des eaux souterraines.

Dans le premier cas, si l'acceptation de la pénurie d'eau s'est généralisée depuis les années 1990, il est frappant de constater que la crise mondiale de l'eau a été quantifiée par des bilans hydriques mais que les hydrologues qui ont travaillé à ces bilans reconnaissent leur incertitude par rapport à leurs propres calculs (Gleick, 1993 ; Postel, 1992). La couverture végétale inégale et l'écart dans la qualité des données parfois peu vérifiables ont contribué à l'élaboration de grandes zones géographiques jugées plus ou moins touchées par la pénurie. D'après Kervasdoué et Voron (2012), les volumes d'eau de ces déficits ne sont jamais montrés qu'au niveau national ou supranational, très rarement au niveau local.

L'emploi d'indicateurs de pénurie d'eau provoque une quête de régularité et de stabilité idéale de la qualité et la quantité d'eau partout dans le monde (Fernandez, 2017). Mais ces indicateurs avec lesquels se construisent les échelles de classement des pays touchés par le manque d'eau peuvent être mis en question, tant au niveau de leur construction que celui de leur neutralité. Ainsi, l'indicateur de *stress hydrique* construit par Falkenmark en 1981 qui définit le seuil de pénurie d'eau en dessous de 1 000 m<sup>3</sup>/personne/an, prend comme modèle Israël : à l'évidence, ce seuil qui se veut universel et absolu (Buchs, 2016a) oublie que tous les pays en développement ne se trouvent pas dans des régions semi-arides développées comme Israël (Fernandez, 2017). Par ailleurs, Fernandez (2017) met en évidence comment à partir des années 1970 l'indicateur de *stress hydrique* s'inscrit dans une perspective d'augmentation des allocations pour développer l'hydraulique agricole et urbaine sous l'aval de l'Organisation des Nations Unies (ONU), la Banque Mondiale et les porte-paroles des industries de l'eau.

Comme l'écrit Fernandez (2017 : 353) à propos de la construction sociale et politique de la pénurie d'eau dans le Sud-Ouest de la France « gouverner l'eau implique d'une part définir une certaine nature de l'eau et de notre rapport à elle, et d'autre part, produire un certain cadrage du problème ». Présenter le déficit hydrique comme naturel implique l'utilisation d'indicateurs qui deviennent des objectifs en eux mêmes. Ainsi, son analyse des Débits Objectif d'Étiage (DOE) de la Garonne montre comment ce débit devient important par « sa capacité à représenter un état désiré de l'hydrosystème [...] permettant d'évacuer le temps et les responsabilités » (Fernandez, 2017 : 359). En somme, « les modalités de qualification de la nature travaillent aussi bien la légitimité de ses usages que la rationalité des mesures de gestion que l'on cherche à lui appliquer » (Fernandez et Debril, 2017 : 1). Des résultats équivalents ont été trouvés par Bourblanc et Blanchon (2017) pour la rivière Crocodile en Afrique du Sud soumise à des grandes variabilités hydriques naturelles et où les dispositifs techniques (comme la gestion en temps réel ou les débits environnementaux), censés gérer les pénuries d'eau, sont surtout des instruments de gouvernement. Dans cette étude de cas, les auteurs démontrent encore une fois comment la

pénurie d'eau, loin d'être une donnée réelle, mesurable et quantifiable, est plutôt un choix politique qui bénéficie aux irrigants blancs en faveur de l'immobilisme social.

Il en va de même pour les indicateurs de surexploitation de l'eau souterraine. En partant du constat que les eaux souterraines sont perçues comme infinies et jugées inépuisables, la plupart des aquifères du monde ont été jugés en situation de ce que l'on appelle *surexploitation*, indicateur au centre d'un débat scientifique inachevé initié dans les années 1970. Malgré le vernis de technicisme dont cette notion semble se parer, elle demeure néanmoins aux contours incertains et mal définis. L'extrapolation que les gestionnaires de l'eau font fréquemment à partir de leurs connaissances d'hydrologie superficielle les conduit à penser que la surexploitation des aquifères se produirait lorsque l'extraction est supérieure à la recharge.

Cette considération peut sembler conceptuellement adéquate, mais la quantification de la recharge des aquifères est un des problèmes les plus difficiles posés à l'hydrogéologie (UNESCO, 1992 ; Custodio, 1996 ; Anctil, 2017). Cela tient d'abord au fait que tous les pays ne sont pas munis de systèmes de mesure fiable des niveaux piézométriques, même en Europe où jusqu'à la mise en place de la DCE, il n'existait pas de législation spécifiant la nécessité de réaliser des suivis quantitatifs de l'eau souterraine (Petit, 2002). Alors que les paramètres hydrodynamiques qui caractérisent les aquifères sont estimés à partir des données observées (Delottier, 2017), cette question « est souvent méconnue et rarement considérée dans les modèles opérationnels de gestion des eaux souterraines, qui conditionnent pourtant les décisions réglementaires » (Delottier, 2017 : 4).

Bredehoeft (2002 : 6) soutient qu'« au sein de la communauté des eaux souterraines persiste l'idée que si l'on peut déterminer la recharge d'un système aquifère, on peut déterminer l'ampleur maximale du développement durable mais [cette idée] est un mythe ». Ainsi, sur la base des mesures hydrogéologiques incertaines, déclarer un aquifère surexploité est dans les faits une mesure très controversée parce que non seulement il est très difficile de mettre en place des mesures pour y remédier mais aussi parce qu'il s'agit de mesures d'un grand impact socio-économique (Pulido Bosh, 2001) qui peuvent encourager la mise en place d'interdictions et d'interventionnismes (Custodio, 1996). C'est ainsi que certains parmi les plus prestigieux des hydrogéologues (Custodio, 1993 ; Llamas, 1998) préfèrent parler d'*exploitation intensive des aquifères* parce que le mot *surexploitation* aurait des connotations négatives (Custodio, 1996). De plus « la DCE prend bien soin de ne pas mentionner la notion de surexploitation » (Petit, 2002 : 165). Néanmoins, même si elle n'a reçu aucune définition claire et laisse une large marge à l'interprétation, la notion de *surexploitation* est associée à un contenu légal, par exemple en Espagne lorsqu'il a été introduit dans la législation de ce pays par la *Ley de Aguas* (Loi sur l'eau) de 1985.

Ne serait-ce qu'en raison de l'indétermination du concept de *surexploitation*, de nombreuses voix soulignent les graves problèmes que provoque sa déclaration officielle (voir par exemple Wada *et al.*, 2010 ; Margat et Van der Gun, 2013). On pourra citer aussi les innombrables écrits de l'hydrogéologue R. Llamas (dont Llamas, 2017 parmi les plus



récents), qui reproche à la déclaration de ne se focaliser que sur les aspects hydrogéologiques. Comme le signalent Massuel et Riaux (2017), cette focalisation sur l'aspect purement hydrogéologique de la surexploitation empêche d'autres analyses plus dirigées vers les aspects politiques, sociaux, techniques, économiques et environnementaux et conduit inévitablement à un dialogue de sourds.

Comme les savoirs de toutes sortes et de n'importe qui, les savoirs experts sont orientés par des valeurs et des normes situées dans le temps et la culture à laquelle appartient le chercheur qui les détient (Pelletier, 1993 ; Blandin, 2009 ; Lévêque, 2013). Ils contribuent à forger la représentation sociale vis-à-vis de l'eau répandue dans la société et servent d'argument pratique aux choix politiques (Blot *et al.*, 2018 : 196). Il faut accepter qu'on est ici loin de la croyance que les actes scientifiques sont apolitiques parce qu'ils mobilisent des indicateurs chiffrés apparemment déconnectés des pouvoirs (Callon *et al.*, 2001 ; Trottier, 2008). En rendant compte d'un hypothétique état de référence ou d'équilibre écologique, la production de données environnementales est en fait production d'arguments et de choix politiques. La plupart des scientifiques de l'environnement ont beau juger que leur production de savoirs est hors de la politique (Boulou, 2012), force est de constater que dans les binômes écologie/politique, la nature a été pensée jusqu'à présent pour neutraliser la politique (Latour, 2004).

### **2.3.2. Les solutions aux conflits : une mission pour l'expertise, une écologisation pour l'affichage politique**

Les propos qui mettent en cause le bien-fondé et l'efficacité du savoir technique et scientifique de la nature dans la résolution des problèmes et des conflits liés à l'eau et à l'environnement sont maintenant repris par une bonne partie de la communauté scientifique des sciences sociales et en particulier par la *political ecology* (Moreau et Rebotier, 2015). Pour ne prendre que l'exemple de la conflictualité liée à l'eau, il existe des relations incontournables largement reconnues entre le savoir et les rapports de pouvoir (Witffogel, 1957 ; Trottier, 2008 ; Molle, 2012b ; Aubriot et Riaux, 2013 ; Swyngedouw, 2015). La mise en évidence de la circulation de ces savoirs et de ces pouvoirs montre que les discours scientifiques « établissent les causalités, désignent les coupables et définissent les mesures à prendre » (Molle, 2012b : 220). Les discours savants, interprétés alors comme l'articulation entre le savoir et le pouvoir (Adger *et al.*, 2001) peuvent ainsi devenir eux-mêmes sources de conflit opposant les savoirs experts et profanes ou les savoirs experts entre eux, contraires à l'effet recherché lors de leur production en tant que solutions aux problèmes.

Ceci pose la question de la difficulté d'appréhender ce que devrait être la place et le rôle accordés au savoir en sciences et ingénieries de l'eau dans le processus de mise en place des politiques publiques. Ces savoirs experts se veulent neutres et objectifs et se considèrent les seuls légitimes pour résoudre les problèmes liés à l'eau ce qui leur vaut

parfois d'être taxés d'arrogance (Mathevet et Couspel, 2012). Parce que ces savoirs experts s'alignent avec les modalités de qualification et de gestion de l'eau particulières, qu'ils « acquièrent leur caractère performatif et que l'action publique gagne en cohérence » (Fernandez et Debril, 2016 : 19), ils se donnent l'apparence d'une illusoire *dépolitisation technique de l'eau* (Fernandez, 2014 : 204), alors que la construction des savoirs scientifiques sur l'eau est en fait ancrée dans les relations de pouvoir dans lesquelles s'inscrit le monde savant (Trottier, 2008).

L'eau est évidemment une matière difficilement appréciable et utilisable sans faire appel à la technique et au savoir. D'après Aubriot et Riaux (2013 : 4), le savoir peut être classé « en fonction des intérêts qu'il sert, des raisons pour lesquelles il est utilisé ou selon la façon dont il est généré ». Un savoir sera alors mobilisé en fonction de son utilité pour un individu ou un groupe social, ce qui met en avant l'importance des conditions sociales de sa production et de sa transmission. Selon la conception foucauldienne, ces savoirs sont liés aux pouvoirs qui se trouvent présents partout selon un réseau de circulation et des flux, et pas uniquement dans les coulisses de l'État (Dumond, 2010 : 5). En somme, un *liquid power* (pouvoir liquide) pour le cas de l'eau, pour reprendre les termes utilisés par Swyngedouw (2015). Si détenir le savoir sur l'eau est alors détenir le pouvoir, la maîtrise de l'information est une source évidente de pouvoir sur l'action collective pour établir des diagnostics ou des référentiels qui vont augmenter l'incertitude (Cartier *et al.*, 2016 : 122) et l'alerte des profanes face à des situations pour lesquelles ils n'ont pas d'interprétation scientifique mais qu'ils peuvent observer.

Les scientifiques considèrent habituellement qu'ils n'ont pas de pouvoir ni de responsabilité politique lorsqu'ils travaillent sur des phénomènes ou sur des ressources considérés universels. L'eau pourrait correspondre à ce type d'illusion. Mais, comme nous l'avons déjà analysé plus haut, l'eau est multiforme et changeante. Elle n'est pas la même partout, elle est contextualisée : l'eau universelle n'existe pas, il n'y a que des eaux locales. Porter alors son regard scientifique sur une eau supposée universelle revient à accepter une uniformisation des problèmes alors qu'en fait, ce sont les institutions, les représentations et les pratiques, spatiales et temporellement situées, qui déterminent ce qui fait problème.

Face à cette multiplicité, choisir l'objet de son travail scientifique parmi une de ces « plusieurs eaux » induit inévitablement une construction sociale et politique (Trottier, 2008). À son tour, ce choix aboutit à l'identification de problèmes qui vont être autant d'opportunités pour le travail scientifique à l'heure de trouver des solutions (Basset et Koné, 2012 : 175). Ainsi, comme le souligne Trottier (2008) les solutions proposées découlent directement de la manière dont l'objet d'étude a été défini et problématisé (par exemple la crise de l'eau sera construite différemment selon la communauté épistémique de l'eau à laquelle appartient le chercheur, celle de la GIRE, celle des Objectifs du MEA ou une autre).

La réciprocité de la relation entre la science et la politique se manifeste dans un mouvement pendulaire. D'une part, le financement de la recherche par des organismes

avec un intérêt à maintenir un certain discours dominants sur l'état de la ressource (Trottier, 2008) la fait devenir perméable à ces discours (par exemple la crise de l'eau). D'autre part, la recherche, en créant des catégories sémantiques qui qualifient la ressource (par ex. la pénurie d'eau ou la surexploitation des aquifères) produit, par la même occasion, des opportunités pour le champ politique qui n'existaient pas auparavant car elles changent la réalité qu'elles décrivent (Bouleau, 2017). Ces nouvelles catégories vont être appréhendées par l'ensemble de la société qui ne sera pas en mesure de les questionner : elles sont le résultat d'études à caractère technique et scientifique, objectivées par l'emploi d'indicateurs quantitatifs et encouragées par les bailleurs de fonds de la recherche (Trottier, 2008), eux-mêmes subordonnés aux impératifs des politiques publiques sur l'eau.

On peut y voir une saine intention affichée par la science écologique d'inclure le facteur social dans les modèles de gestion de l'eau pour apporter des solutions aux problèmes et conflits environnementaux. Pourtant force est de constater que les systèmes de représentation ou paradigmes propres à la science écologique et les outils dont elle dispose ne permettent pas une vraie intégration des aspects sociétaux dans ses modèles sur l'eau, entre autres raisons par manque d'information sur des aspects « incommensurables » du milieu social. L'engouement actuel pour intégrer les facteurs politiques et sociaux dans les modèles écologiques est, comme l'affirme Trottier (2008 : 207), « imparfait sur le plan méthodologique car ces modèles ne traitent que les relations causales *nécessaires* et *suffisantes*<sup>46</sup>, qui sont seulement une partie de celles qui sont impliquées dans les décisions humaines ». Cette lecture de la réalité politique ou sociale des modèles ne peut être qu'imprécise. Elle démontre surtout que la science écologique continue à considérer l'eau comme synonyme d'un monde physique auquel des composantes sociales ne feraient que se surajouter. Les modèles mathématiques ainsi obtenus représentent une *rationalité instrumentale* où la valeur qui émerge est celle de l'expert qui a construit le modèle (Trottier, 2008 : 206).

La science naturelle « insiste sur le fait que les récits [...] n'ont aucune prise sur ce qui se déroule dans le monde naturel » (Ingold, 2013 : 17). C'est sans doute là que le regard des sciences sociales peut apporter sa contribution, du fait de ses possibilités d'observer et d'analyser la *science en action* et de la situer dans ses contextes socio-politiques particuliers (Latour, 1989). Étudier les différentes manières dont les éléments naturels sont représentés par les sujets culturels (Ingold, 2013), dont les experts environnementaux, qu'ils le veuillent ou non, font eux-même partie, ne suppose pas de parler à la place de ces acteurs sociaux qui font partie de l'expertise environnementale, mais plutôt de leur montrer comment ils parlent et agissent (Charaudeau, 2013). Ceci apparaît nécessaire : comme le signalent Hubert *et al.* (2015 : 96) parce que nous sommes appelés « à la plus grande réflexivité sur la production de connaissances scientifiques et les manières dont elles

<sup>46</sup> Nous pouvons définir une cause comme un objet suivi d'un autre et tel que tous les objets semblables au premier sont suivis d'objets semblables au second. En d'autres termes, si le premier objet n'avait pas existé, le second n'aurait jamais existé [...] une relation causale est une succession qui exemplifie une forme de régularité, d'une connexion *nécessaire*. [...] Les relations entre les causes et ses effets ont les propriétés de régularité, contiguïté et d'ordre temporel et ces propriétés *suffisent* à rendre compte de l'essentiel de notre concept de causalité. (Bourgeois-Gironde, S. 2002).

imprègnent le monde commun qui en fait usage ». Cet appel est d'ailleurs valable également pour les chercheurs des sciences sociales sur « l'appropriation politique qui peut être faite de leurs déconstructions » (Bouleau, 2017 : 215).

Cette réflexivité est difficile à mettre en place parce que, comme l'indiquent Moreau et Rebotier (2015 : 325), « il est bien moins périlleux pour les pouvoirs en place de blâmer la nature ou de vouloir toujours « mieux la connaître » que d'interroger les mécanismes sociaux qui sous-tendent la production et la définition des problèmes environnementaux ». Ainsi l'appel de l'expertise environnementale face au manque de données chiffrées sur le monde biophysique est fréquente (Pita *et al.*, 2014), mais on peut aussi y voir une tendance « boulimique » du savoir accumulé (Cartier *et al.*, 2016 : 122) qui dans la plupart des cas ne serait pas justifiée (Lévêque, 2013).

Enfin, les oppositions et conflits pour la gestion des ressources naturelles et de l'espace se présentent généralement comme un antagonisme entre « un savoir local, empirique et un savoir scientifique, normé » (Ghiotti, 2007 : 48). Le discours de connaissances scientifiques qui prônent des bonnes pratiques de gestion vise non seulement la rationalisation et l'objectivation de l'utilisation des ressources, mais également l'éducation des populations (Ghiotti, 2007) et l'*acceptabilité* des propositions élaborées par les experts (Barbier et Nadaï, 2015). Ainsi, l'une des causes des conflits environnementaux ou des incompréhensions qui mènent à ces conflits prend son origine dans l'omission des savoirs empiriques et traditionnels des riverains dans la gestion de l'eau et dans l'imposition d'un discours savant souvent perçu comme intrusif dans les territoires où il s'exerce (Gauchon, 2010).

Ces savoirs profanes acquis par l'expérience sont plastiques et en adaptation constante aux circonstances. Ils tirent leur force de l'attention portée à des situations et des relations plus qu'à des objets isolés, extraits du contexte (Gramaglia, 2009). Cela les fait être considérés très souvent comme une « connaissance anecdotique et une accumulation sans ordre des données par opposition au savoir des professionnels » (Charvolin *et al.*, 2007 : 7) qui, lui, se consolide en fractionnant les problèmes et en réduisant l'univers des éléments en jeu (Gramaglia, 2009).

L'eau et sa gestion ne sont pas épargnées par cette tendance. La communauté épistémique de l'eau s'érige en porte-parole des problèmes liés à l'eau et, parfois très éloignée des modalités de gestion locales, organise le contrôle de l'eau et les relations entre les États, les gestionnaires et les usagers (Fernandez, 2014). Les savoirs profanes, jugés peu qualifiés, sont toujours exclus des décisions comme cela se faisait déjà au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, lorsque les experts avaient tendance à disqualifier les savoirs populaires en « stigmatisant l'ignorance paysanne » (Lévêque, 2004b : 32). Paradoxalement, comme le signale Riaux (2008 : 108) « tous les domaines de l'action publique ne sont pas touchés par la fièvre de la concertation. Il demeure même certains sujets, sur lesquels les profanes sont invités à ne pas discuter ». C'est notamment les aspects considérés « trop techniques » qui s'appuient sur « une chaîne d'experts dont le savoir, à moins d'une traduction efficace, apparaît peu

accessible au citoyen ordinaire » (Riaux, 2008 : 109). Cette évacuation de thèmes de haute technicité du débat public est interprétée par Subirats (2006) comme des stratégies d'institutions qui ne veulent pas courir le risque de partager le pouvoir sur l'eau.

Et pourtant, l'efficacité réelle de la plupart des actions entreprises dans le domaine de l'eau est tributaire de l'adhésion, de la mobilisation et de la participation des individus et des groupes sociaux. Elle nécessite que les acteurs acceptent de modifier parfois profondément leurs valeurs et leurs représentations mais aussi leurs comportements quotidiens et leur mode de vie. Les promoteurs de la GIRE l'ont compris ainsi et la gestion participative de l'eau constitue un des piliers de leur mode de gestion de l'eau. Mais, comme l'affirme Molle (2012b : 232), « les appels incantatoires à une gestion participative et ses déclinaisons ont peu de succès à leur actif ». La prise en compte des parties prenantes et de leurs revendications était, certes, encore marginale à l'époque, mais le panorama actuel ne semble pas avoir changé substantiellement : les processus de participation sont encore considérés comme fragiles (Mazeaud et Nonjon, 2016) et loin d'être une réussite (Morère et Glon, 2016).

Considérée comme un concept qui se réinvente constamment (Bresson, 2014), la participation publique continue à être « faussement claire et souvent mal ou peu définie » (Novak et Urfalino, 2017 : 69) et « ambiguë, plurielle et polysémique » (Bresson, 2014 : 2-3). Même si son principe est considéré comme fondamental pour garantir une gouvernance efficiente (Akhmouch et Clavreul, 2016), le concept de participation n'est jamais interrogé car cela signifierait de « mettre en question la plupart des postulats du néolibéralisme et du capitalisme contemporain » (Hours, 2016 : 7).

Si les dispositifs de participation citoyenne à la décision publique sont encouragés largement par les textes réglementaires et les discours comme un moyen de confronter les oppositions et d'arriver à des décisions consensuelles, la question essentielle qui fonde sa légitimité, celle du partage du pouvoir, reste une question délicate qui n'est pas abordée explicitement par les pouvoirs publics (Bresson, 2014 : 8). Force est de constater que les acteurs institutionnels et les acteurs locaux possèdent des perceptions différentes quant aux rapports de force et aux mécanismes de décision. Si les premiers croient dans leur capacité d'agir et « ne souhaitent pas partager le pouvoir » (Bresson, 2014 : 8), les seconds ont bien souvent l'impression que tout est « joué d'avance » et considèrent la participation comme un moyen de valider une décision déjà prise (Rui, 2004 : 138), faits qu'ils dénoncent comme une forme de manipulation (Bresson 2014 : 12). Cette perception des habitants ne pas sans fondement : elle traduit finalement l'idée que les institutions se font du partage de pouvoir. Celles-ci encouragent la participation en tant que réagencement des rapports de force au sein du dispositif institutionnel et la société civile n'est bénéficiaire d'aucun transfert de pouvoir (Bresson, 2014 : 10).

Les maîtres mots des politiques contemporaines de la gestion de l'eau (concertation, participation, négociation, implication du public, etc.) sont, comme l'indique Riaux (2008),

susceptibles de déclencher quelque agacement et sentiment de fatigue non seulement chez les praticiens de la participation mais aussi chez le public censé y participer. Ce rejet ou cette lassitude est « bien sûr un sentiment clandestin » (Riaux, 2008 : 107) et en conséquence, la participation est souvent considérée comme un leurre et un échec (Bresson, 2014 : 12). Les forums participatifs parient sur une organisation efficace et sereine où la contestation doit être absente selon les principes de la courtoisie en usage dans l'espace public ce qui permet d'imposer le respect envers l'autorité, détentrice du pouvoir (Rui, 2004 : 222). Dans certains cas, le processus de participation n'apparaissent que comme une illusion ou une façade à des fins de profit financier (Ballet *et al.*, 2011) ou peuvent même aboutir à terme à la destruction des ressources naturelles qu'ils étaient censés de protéger (Ballet *et al.*, 2011).

Ces expériences de participation sont interprétés par Godbout (2014 : 159) comme un substitut à la contestation et aux groupes de pression en tant que mode de résolution aux conflits. L'ouvrage de 1983 de ce sociologue québécois au titre provocateur « *La participation contre la démocratie* » a fait l'objet d'une réédition en 2014 : il conserve toute sa pertinence et pose des questions qui plus de trente cinq ans après sa première parution n'ont pas eu encore de réponse. Pour lui, la participation est un mécanisme d'échange entre une mobilisation des participants en faveur de l'institution qui convoque le forum et la concession d'un certain pouvoir aux personnes concernés par ses décisions (Godbout, 2014 : 40). C'est un processus où « chaque agent tend à donner le minimum pour obtenir le maximum » (Godbout, 2014 : 40), mais contrairement à ce que les « organisateurs » des forums participatifs font croire aux participants, la participation n'est pas un cadeau qu'ils offrent pour partager le pouvoir mais un mécanisme consultatif sans pouvoir formel accordé aux participants, sauf celui de recommander et parfois celui de refuser certaines propositions (Godbout, 2014 : 159). La participation peut paraître une idée très riche en capacité de transformation de la société actuelle, mais dans son application elle sert la légitimation du pouvoir d'un groupe social et ses méthodes. En dépit de leur prétention d'idéal démocratique en tant qu'« enjeu de partage du pouvoir et des richesses [visant à] dépasser les limites de la démocratie » (Bresson, 2014 : 4), la participation ne contribue donc pas forcément à l'amélioration de la vie démocratique (Godbout, 2014 : 153) et provoque plutôt un « assoupissement démocratique » selon Hours (2016).

Si des importants investissements méthodologiques sur les mécanismes de participation citoyenne ont été faits, notamment par des bureaux d'études spécialisés dans la gestion de l'eau et les écosystèmes aquatiques<sup>47</sup>, les résultats sont pour l'instant mitigés ne serait-ce que parce que « la participation du public est encore pensée comme un outil de pédagogie à sens unique : vers les citoyens [et] on ne pense pas assez les dispositifs de participation comme des moments d'apprentissages également pour les élus, acteurs institutionnels et professionnels » (Seguin, 2018 : 218).

---

<sup>47</sup> Narcy, J-B et Chevillote, G. (Bureau d'études ASCA). 2017 « Les conditions pour nourrir et dynamiser l'imaginaire d'un cours d'eau : le cas du Loiret » Communication au colloque « Si nous imaginons le devenir des cours d'eau, ils ressembleraient à... » tenu à Limoges le 27-28 juin 2017.



**PARTIE 2**  
**DISCOURS TERRITORIALISÉS**

*« Le sentiment d'étrangeté  
que procure une autre culture  
n'a d'intérêt que s'il fait réfléchir  
à l'étrangeté de la sienne propre »*

*Bruno Latour, 2004*





## **Chapitre 3**

### **Analyser les représentations sociales par les discours**

#### **3.1. Le discours : un sens, un contexte**

##### **3.1.1. Le langage et l'organisation symbolique du monde**

Nous nous sommes intéressée à l'étude des discours en tant que langage en contexte, comme véhicule des représentations sociales des acteurs des territoires étudiés. C'est à travers le langage que les êtres humains organisent symboliquement le monde et la société (García Borrego, 2006). De manière générale, le mot « langage » est ambivalent car « il désigne à la fois le mode habituel de communication d'une personne à une autre (la parole, les signes, les images, le langage des mains, des regards...) et la langue comme réalité existant en dehors des individus qui parlent (le lexique, les règles, la syntaxe) » (Mucchielli, 2006 : 29). L'étude du sens du langage n'intéresse que depuis peu les linguistes qui ont ouvert leur horizon avec des approches cognitives et, bien sûr, les chercheurs en SHS.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle la linguistique moderne ou structurelle fondée par Saussure, distinguait clairement le *signifiant* (en tant qu'assemblage de signes matériels) du *signifié* (en tant que phénomène porteur du sens du message). Pour la linguistique structurelle, seule la langue, ou fait phonético-lexical, était objet d'étude et non la parole, ou l'usage de la langue par quelqu'un pour dire quelque chose. La parole était donc exclue de la linguistique, qui donnait toute son rôle à l'étude de la langue en tant que système de *signifiants* (Mucchielli, 2006 : 30).

Mucchielli (2006) se demande à juste titre, pourquoi Saussure dans sa définition de la linguistique a exclu l'intérêt pour le sens ? Selon cet auteur, Saussure voulait faire de sa linguistique une science objectivable et mesurable et l'étude du sens l'écartait de cet

objectif. En effet, il partait de l'idée que le sens est ambigu, que sa découverte est incertaine et son interprétation sujette à caution. Ainsi, le sens appartiendrait au champ de la psychologie et à l'ordre de l'imaginaire et la linguistique ne voulait traiter que les choses réelles et consistantes. Dans les années 1950, le linguiste Noam Chomsky a introduit la créativité du sujet parlant dans ce qu'il appelle la linguistique générative, mais de la même façon son approche ne visait pas à explorer le sens au-delà des expressions purement linguistiques.

À partir des années 1960, d'autres linguistes commencent à s'intéresser au *signifié* et à la sémantique structurale. Ainsi Greimas affirmait (1966 : 11) que « quel que soit le statut du signifiant, les signifiés ne peuvent absolument pas être classées à partir des signifiants [...] le signifié est indépendant de la nature du signifiant par lequel il se manifeste ». Michel Pêcheux, dont la contribution à l'analyse de discours est reconnue (Helsloot et Hak, 2000), révolutionne le monde de la linguistique à partir des années 1970 et pose les premières pierres de ce qui sera par la suite la linguistique cognitive que nous connaissons aujourd'hui et qui porte un intérêt particulier à l'étude du sens.

Du côté des SHS, l'ouvrage de Berger et Luckmann « *La construction sociale de la réalité* » publié en 1966 et traduit en français pour la première fois en 1986, s'intéresse au langage car c'est « le langage qui objective le monde » (Berger et Luckmann, 2008 : 225). Ce monde objectivé est doté de sens par le langage : nommer les choses c'est déjà légitimer leur existence. Pour eux, c'est le langage qui permet d'ordonner le monde pour le comprendre, de le partager avec les autres et d'agir de manière cohérente avec le monde social qui nous entoure. Leur contribution qui essaie de tendre des ponts entre l'objectivité et la subjectivité reste toujours d'actualité. Pour eux, le langage est un système de signes objectivement disponibles mais pas seulement. C'est à travers le langage que nous pouvons communiquer des *expériences sédimentées*, c'est à dire, celles qui ne sont pas été issues nécessairement des biographies individuelles. Elles constituent une forme de connaissance sociale commune, partageable et accessible (Berger et Luckmann, 2008 : 124).

Avec la publication en 1969 de son ouvrage « *Analyse automatique du discours. Théorie, procédures, résultats, perspectives* », Pêcheux propose une restructuration de l'objet d'étude des SHS. Si la linguistique de Saussure s'était constituée en science en excluant l'étude du sens, trop difficile à appréhender par la quantification et l'objectivation, les SHS devaient aussi, à leur tour, « devenir véritablement des sciences en passant par une transformation théorique et instrumentale » (Helsloot et Hak, 2000 : 22). C'est ainsi que l'analyse du discours proposé par Pêcheux pouvait devenir l'outil qui incorporait l'étude du sens de la langue aux SHS, non pas comme un développement purement méthodologique mais bien plus, comme une partie du projet de fondation d'une nouvelle psychologie sociale scientifique.

Le sens, « enjeu primordial de tout dialogue » (Blanchet, 2013 : 122) peut se définir comme la raison d'être du langage. Nous parlons pour transmettre quelque chose à

quelqu'un à la suite d'un modèle mental ou représentation d'une situation donnée tel que on la perçoit. Ce modèle mental est élaboré à partir de nos propres expériences et connaissances socioculturelles et de celles communiquées par autrui (Van Dijk, 2010). C'est ainsi que le langage transcende l'« ici et maintenant » et devient le véhicule qui relie plusieurs vécus (les nôtres, ceux des autres, aujourd'hui ou hier) et les insérant dans un tout signifiant qui nous permet de comprendre le monde (Berger et Luckmann, 2008).

L'exclusion de l'étude du sens par les premiers linguistes a été vivement critiquée par les sociologues. C'est ainsi que Bourdieu (1982 : 14) affirme que « ... les erreurs et les échecs auxquels se condamne la linguistique lorsque, à partir d'un seul des facteurs en jeu, la compétence proprement linguistique, définie abstraitement, en dehors de tous ce qu'elle doit à ses conditions sociales de production ». La critique porte donc sur le fait de négliger lors de l'analyse du langage les conditions de formations sociales, historiques et politiques.

C'est justement par le développement de son approche de la langue et des échanges linguistiques que Bourdieu construit sa théorie de la pratique. Pour lui, les énoncés ou les expressions linguistiques sont des formes de pratiques, produit de la relation entre un *habitus linguistique* (apprentissage d'une langue dans un contexte particulier) et d'un *marché linguistique* (espace structuré de positions) (Bourdieu, 2001). Tout cela, sans oublier que les échanges linguistiques sont des rapports de pouvoir symbolique où s'actualisent les rapports de force entre les locuteurs (Bourdieu, 1982).

À partir de ces travaux, les SHS vont utiliser de plus en plus fréquemment le mot « discours » à la place de « langage » pour rendre compte des situations communicatives dans lequel nous échangeons de l'information et de la connaissance dans un contexte particulier. García Borrego (2006 : 179) écrit que « les sciences sociales ne s'intéressent pas au langage en soi-même mais à tous ce qu'il contient ». Cet échange bidirectionnel des discours avec le monde extérieur à la propre langue va permettre de dire à des linguistes cognitifs comme Van Dijk (2010) que nous acquérons la plupart des nos connaissances à travers du discours mais aussi que nous avons besoin de la connaissance du monde pour produire ou comprendre un discours. Du « montrer » on passe au « dire » et avec ce passage, nous passons du signe rationnel au symbolique, puis à la représentation sociale. Nous passons ainsi de la linguistique du mot-fait à la linguistique du discours-relation (Alonso, 2003), où la représentation sociale est déterminante : elle façonne nos vies quotidiennes, prescrit comment les personnes perçoivent les choses et raisonnent sur elles.

Ce sont les discours qui participent des messages qu'ils transmettent. Dans chaque intervention langagière, chaque discours est au même temps l'interprétation du monde que nous entoure et la matière de l'interprétation d'un discours futur. Ces interprétations enchaînées construisent progressivement une réalité mouvante et collective qui vient transformer l'expérience originale des interlocuteurs. C'est ainsi que le discours est « le milieu par excellence des représentations sociales [...] et en même temps c'est par les discours que les représentations sociales se diffusent dans le tissu social [...] plus particulièrement, le discours est le lieu où les représentations sociales se constituent, se

façonnet, se modifient ou se désagrègent » (Py, 2004 : 6). Pour sa part, Laclau et Mouffe (1987) mentionnent que le champ de la discursivité ne s'inscrit pas dans l'espace mental ou subjectif comme nous aurions le tendance à le penser mais en la matérialité du fait social, où les identités et différences coïncident, s'opposent et ainsi s'objectivent.

Si la co-construction des représentations sociales par et à travers les discours est acceptée par la plupart des chercheurs travaillant dans le champ des SHS, plus délicats sont le recueil et l'interprétation des représentations sociales à partir des discours. Dans le cadre d'une recherche, lorsqu'on interroge un nombre forcément limité de personnes sur un sujet donné, pourrions-nous dire que nous sommes en train de collecter les représentations sociales par le biais de l'écoute et de l'analyse de leurs discours ? D'habitude, lorsque l'on utilise le langage, on le fait à des fins concrètes : demander, répondre, expliquer, convaincre, donner un ordre, s'excuser, etc. La plupart du temps, ces fins se combinent de manière complexe. Pour comprendre les mots prononcés par quelqu'un il faut déjà se demander dans un premier moment « qu'est-ce qu'il a voulu dire » et « pourquoi il l'a dit ». Mais, il faut aussi observer « qui » l'a dit, « à qui » il l'a dit et « quand » est-ce qu'il le dit.

Pour comprendre et interpréter les discours et déceler les représentations sociales qui s'en dégagent, il faut prendre en compte non seulement le locuteur, le message et le récepteur mais aussi la situation ou contexte. Cependant, il faut sans doute aller encore plus loin. Ce que les personnes disent n'est pas nécessairement un simple reflet de leur pensée : elles peuvent, par exemple, mentir, extrapoler ou minimiser, et nous savons que personne ne dit tout le temps la totalité de ce qu'il pense. Même sincère, chacun peut tomber dans des contradictions. Ces mensonges, dissimulations ou contradictions dans les discours ne font que refléter la réalité d'un monde complexe qu'aucun discours ne peut décrire dans sa totalité mais à partir desquels le chercheur peut extraire l'essence d'un certain nombre de représentations sociales.

Même si le langage n'est pas toujours neutre et transparent, la parole peut devenir vecteur des représentations sociales (Blanchet, 2013). Nous avons tous nos propres représentations, individuelles et sociales, pour nous expliquer le monde ou le sens de nos vies. Ces contenus ne se manifestent pas toujours ouvertement par le langage et sont souvent implicites dans nos discours. Nous parlons de langage comme flux de paroles, mais il ne faut pas négliger toutes autres manifestations de communication comme, par exemple, les implicites ou les silences. Les silences dans un discours, généralement synonymes du néant, peuvent toutefois être porteurs de sens et ils devront être interprétés également en fonction des circonstances et contexte du discours (Barbet et Honoré, 2013).

Face à ces mécanismes particulièrement complexes de l'échange spontané entre humains, les recherches en SHS utilisent très fréquemment une méthodologie de recueil des discours et des représentations sociales basée sur les échanges langagiers ou l'entretien (Blanchet, 2013), entre autres. Si l'entretien peut être considéré comme un événement de parole, il se

trouve soumis à des règles propres qui n'ont rien à voir avec une conversation naturelle et présente des paradoxes et des problèmes « que font surgir le cas particulier de l'interaction entre l'enquêteur et celui ou celle qu'il interroge » (Bourdieu, 1993 : 1389). Nous avons donc choisi cette méthode parmi d'autres pour le recueil des représentations sociales, non sans nous interroger sur sa légitimité, son caractère scientifique et sa supposée subjectivité, comme nous verrons dans la suite de ce chapitre.

### **3.1.2. Les interactions verbales en situation d'entretien : la force du qualitatif**

Quoi que l'on dise, la relation d'entretien est toujours une relation sociale dans laquelle c'est l'enquêteur qui déclenche le jeu et fixe ses propres règles (Bourdieu, 1993). A partir de ce point de départ et en sachant que l'une des propriétés des entretiens est la subjectivité des discours générés (Blanchet, 2013), on peut effectivement se demander si les discours recueillis en entretien traduisent ce que pense et a vécu vraiment l'enquêté ou s'ils sont plutôt le produit de son envie de faire plaisir à l'enquêteur ou de donner une image préméditée de soi (soumission, proteste/polémique, être politiquement correct ou pas, etc.).

Il est certain que cette situation communicative, inédite dans la vie courante, met en jeu la construction dynamique d'un discours dont les protagonistes sont un enquêté et un enquêteur qui établissent une relation avec un contrat de communication dans un contexte ou situation sociale déterminée. Ce contrat n'est pas fixé une fois pour toutes et il évolue au fur et à mesure que l'entretien avance. Le contrat initial de communication peut être défini comme « l'ensemble des savoirs partagés des interlocuteurs sur les enjeux et les objectifs du dialogue » (Blanchet, 2013 : 95). Le premier contact, la présentation que l'enquêteur fait de ce qui va suivre, l'accord donné par l'enquêté, etc. sont autant des petits gestes qui vont influencer le déroulement de l'entretien.

La position sociale et culturelle de chaque interlocuteur va aussi jouer un rôle décisif dans l'ensemble de ce qui va être dit et entendu. Les dissymétries sont fréquentes en fonction du degré de familiarité établi lors des premiers contacts entre les interlocuteurs et de leur proximité sociale. Il n'est pas rare d'exercer une sorte de violence et de faire peser le pouvoir que la situation confère à l'enquêteur, même sans le vouloir, dès qu'il se trouve dans une position sociale supérieure à celle de l'enquêté (Bourdieu, 1993). Mais ce rapport de pouvoir peut s'inverser lorsque la personne interrogée représente pour l'enquêteur, un statut social plus élevé, soit par le poste qu'elle occupe au sein d'une structure, soit par son prestige (Cohen, 1999).

Dans ces conditions, chaque entretien est unique : « les circonstances, l'humeur des protagonistes, le désir de parler ou de écouter parler, le rôle de l'intermédiaire par qui le rendez-vous a été pris, etc. sont parmi les facteurs qui commandent le phénomène que l'on observe » (Blanchet, 2013 : 115). Par ailleurs, l'analyse de ces discours recueillis en circonstances singulières répond à ce que l'on appelle la *polysémie du discours* selon laquelle tout discours renvoie à des significations multiples. Blanchet (2013 : 115) constate

que l'analyse ultérieure d'un discours effectuée par des personnes différentes « donne des résultats différentes, voire contradictoires ».

Comment justifier alors le bien-fondé d'une analyse qui est aussi unique comme le discours qu'il est censé analyser ? Blanchet (2013 : 115) a une réponse simple et logique à cette question qui revient souvent sur la scène scientifique. C'est en montrant la construction discursive en cours d'élaboration lors de l'analyse et pas uniquement le produit fini que le chercheur pourra valider scientifiquement son travail. En effet, lorsqu'il ne donne qu'uniquement à voir l'interprétation finie, il substitue le contexte réel (celui de l'entretien, interactif, contractuel et situationnel) par un autre contexte imaginaire (celui construit par l'analyste avec sa grille d'analyse). Le contexte réel de l'entretien est pourtant la seule référence pour faire émerger le sens du discours.

Comme le signale Blanchet (2013 : 85), l'entretien est un paradoxe. Il est un outil incontournable pour accéder aux représentations sociales mais il est toujours questionné « du point de vue de l'idéal scientifique ». On en critique l'inexistence de règles précises, l'occultation de son fonctionnement à travers de notions accolées comme celle de « semi-directif » et l'imprécision du statut scientifique des données produites. Toutefois, l'entretien compense ces faiblesses, comme écrit Blanchet (2013 : 86), « par les services rendus ». Selon lui, la richesse heuristique des données obtenues par entretien dépassent largement celle de « l'archaïque questionnaire » qui lui, par contre, bénéficie de la reconnaissance et de la validité scientifique en raison de son caractère quantitatif.

L'entretien apporte en effet des résultats, même parfois inattendus, qui restent proches du vécu des personnes enquêtées et qui peuvent seulement se transmettre par ce procédé (Blanchet, 2013). Le point de vue livré en entretien reste, bien évidemment, subjectif à la personne qui parle, mais nous partageons l'hypothèse constructiviste exprimée par Blanchet (2013 : 86) selon laquelle le monde (en tant qu'objet d'intérêt de notre exploration) n'existe que dans la représentation des individus et sociétés que le composent.

Toutefois, la question de la validité scientifique d'un échantillonnage qualitatif comme celui de l'entretien, continuera à se poser. C'est évident qu'il ne peut pas se comparer avec un échantillonnage réalisé *in situ* par un géologue ou un biologiste, par exemple. Là, le matériau pré-existe à l'échantillonnage et l'acte de prélèvement ne changera pas sa structure. Pour l'entretien, les données sont construites au moment même où l'échantillonnage se produit, elles se construisent dans la propre situation d'entretien, ce qui confère à cette construction discursive un caractère singulier et jamais reproductible (Blanchet, 2013). Le discours recueilli sera donc la seule chose qui existe en soi et il traduit une structure profonde et stable susceptible d'être analysée et qui, en fonction du contexte de production, sera porteuse d'un ensemble de représentations sociales.

Ces constats, aussi évidents soient-ils, interpellent l'univers scientifique basé sur la quantification, celui imposé par les sciences de la nature. Ces approches qualitatives,

souvent soupçonnées de « subjectivité », dérangent une communauté scientifique dite objective. Elles se voient beaucoup trop souvent dans l'obligation de justifier leur pertinence et justesse pour rassurer les regards inquiets ou déconcertés habitués à un monde objectivé uniquement par les chiffres et les calculs. Ces deux points de vue sont-ils irréconciliables ou le seront-ils encore trop longtemps ?

Le malentendu entre la recherche en science de l'environnement et la recherche qualitative en science sociale tient évidemment à la difficulté de comprendre comment la seconde peut aboutir à des résultats « concrets » sans faire appel à des calculs ou à l'utilisation des techniques statistiques ou des indicateurs quantifiés. À ceci, peut-on répondre que les résultats d'une démarche qualitative ne sont pas des quantités ou proportions mais des qualités, des dimensions ou des conceptualisations de l'objet d'étude (Paillé, 2009). Mais ce malentendu puise aussi ses racines à d'autres sources, peut-être plus préoccupantes.

La première est que l'on attend bien souvent de la recherche qualitative dans la plupart des cas que ses résultats fournissent des jugements de valeur, se traduisent en termes moraux et finalement qu'ils classent les acteurs de la situation sociale étudiée entre bons et méchants. Ceci mène à des dérives parfois inquiétantes, dans la mesure où certains chercheurs sociaux peuvent utiliser leurs travaux pour conforter leur position idéologique ou morale, en démontrant que ce qu'ils désapprouvent est scientifiquement mauvais (Becker, 2009 : 154). Certains se prêtent au jeu en dissimulant leurs jugements et idéologies, d'autres le font ouvertement. D'une façon surprenante, leurs affichages moraux, *a priori* en porte-à-faux avec une stricte démarche scientifique, ne les prédisposent que rarement à une réprobation de leurs pairs. On pourrait supposer que ces déviations s'opposent à une approche supposée rigoureuse des sciences naturelles, mais il n'est pas rare que les chercheurs de ces disciplines utilisent l'approche qualitative pour conforter leur position morale ou idéologique, surtout dans des thématiques qui s'y prêtent comme toutes les questions en lien avec l'environnement.

Un autre facteur d'incompréhension dont nous avons déjà parlé tient au fait que les chercheurs sociaux ne facilitent pas la tâche de la compréhension de leurs méthodes, en ayant la fâcheuse habitude de ne pas montrer les méthodes d'analyse qualitative qui leur ont permis d'arriver à leurs résultats. Comme le soulignent Paillé et Mucchielli (2012 :10) les opérations analytiques du qualitatif sont souvent « entourées d'un halo de mystère ». Cette pratique est courante et toujours admise par les pairs, les autres chercheurs en SHS, et donc reproduite par les nouveaux chercheurs qui s'approchent à ces disciplines. Ce « masque méthodologique » a de quoi rebuter les scientifiques des sciences expérimentales qui regardent avec étonnement comment leurs collègues des SHS produisent du sens à partir de « quelques entretiens et observations de terrain ».

Les tensions sont encore plus palpables depuis que nous assistons de plus en plus à la constitution croissante d'équipes interdisciplinaires, notamment dans le domaine de l'environnement (ingénieurs ou écologues qui travaillent avec des sociologues ou géographes par exemple). L'interaction de différentes disciplines met constamment sur la



sellette des questions méthodologiques, provoque dans de nombreuses occasions des suspicions vis-à-vis du caractère scientifique des techniques qualitatives, multiplie les reproches de subjectivité. Là encore on peut questionner la culture du secret qui entoure la production des résultats en sciences sociales. Rendre transparents les processus d'analyse qualitative permettrait de rapprocher les points de vue de chaque discipline et de permettre aux chercheurs de travailler avec des méthodes consensuelles sur un projet transdisciplinaire commun.

Détailler sa méthode qualitative et sa conduite d'entretien - comme nous le ferons ici – c'est forcément s'exposer à la critique et c'est sans doute la raison qui fait que trop souvent les résultats des analyses qualitatives paraissent sortir du chapeau. Mais cette critique même est la base de la consolidation méthodologique, du dialogue avec les pairs, de l'appréciation et de la validation des résultats.

La recherche qualitative en SHS se voit ainsi située dans le registre de l'approximation (Olivier de Sardan, 2008) car elle concerne souvent des phénomènes difficilement mesurables (Mucchielli, 2009). Pour qu'on lui concède le caractère scientifique qui lui permettrait d'être considérée comme légitime et véridique, elle doit être doublement rigoureuse. Cette quête de rigueur se situe ainsi à deux niveaux pour Olivier de Sardan (2008 : 8) : une rigueur argumentative et théorique et une rigueur expérimentale qui naît de l'ancrage empirique des théories et interprétations produites dans le fragment d'espace/temps social étudié.

## **3.2. L'analyse qualitative : un champ aux contours encore mal définis**

### **3.2.1. Quantitatif *versus* qualitatif en SHS : comment mieux interpréter et comprendre ?**

« Les approches qualitatives et quantitatives ne cherchent pas à répondre aux mêmes questions » (Morange et Schmoll, 2016 : 23). La recherche quantitative en SHS essaie d'expliquer les relations sociales à travers des données numériques. Elle cherche à obtenir une information large et vérifiable sous les supposés du positivisme pour découvrir des régularités, expliquer les phénomènes et pouvoir les prédire. Elle cherche à définir les contours d'une réalité factuelle (Alonso, 2003). Pour cela, le chercheur se situe en dehors de cette réalité qu'il veut comprendre (García Borrego, 2006). En revanche, la recherche qualitative essaie de comprendre le sens à travers du langage, des textes, des discours ou des observations, ce que Laclau et Mouffe (1987) ont appelé le *champ de la discursivité*. D'une certaine manière, elle essaie de comprendre l'ensemble du cas étudié et sa réalité symbolique (Alonso, 2003) et en cela reconnaît la pluralité des contextes et les divers

niveaux des discours. Le chercheur se situe tout proche de cette réalité et parfois même il y participe (García Borrego, 2006).

Les méthodes quantitatives sont extensives, dans le sens où elles essaient de décrire et d'expliquer la réalité factuelle à travers une grande multiplicité de cas. Leurs résultats pourront montrer la représentativité de tel ou tel phénomène pour une population ou un sous-ensemble. Les méthodes qualitatives sont plutôt intensives. Elles se concentrent sur un moindre nombre réduit de cas dans un souci d'approfondissement. Leurs résultats seront plus ciblés sur les vécus et les expériences des sujets et leur prédisposition à l'action. Ces méthodes sont alors plus utiles lorsqu'il s'agit d'analyser des phénomènes liés aux idées, opinions, représentations, motivations ou perceptions des personnes sur un aspect de leur vie sociale.

Plus une question est complexe, plus l'enquête quantitative peine à produire une information féconde et plus l'utilisation de méthodes qualitatives devient nécessaire. Selon García Borrego (2006 : 177), les questions environnementales rentreraient typiquement dans ce cadre qualitatif parce qu'elles « sont toujours liées aux idées que les personnes ont sur leur qualité de vie et sur des aspects fondamentaux des sociétés ». Les démarches quantitatives sont plus explicatives que compréhensives, plus consensuelles que conflictuelles (Alonso, 2003). Elles sont essentielles pour obtenir des explications sur les phénomènes sociaux à partir de données sur la régularité et les modèles des comportements. Les études qualitatives, quant à elles, sont un outil d'interprétation et de compréhension des attitudes et représentations (Alonso, 2003).

L'enquête quantitative simplifie les opinions des enquêtés dans un double sens. Elle réduit les opinions des personnes interrogées à une minime expression verbale, brève et imposée, et limite l'éventail de réponses possibles. Elle permet de savoir par exemple le nombre de personnes qui adoptent telle ou telle posture ou tel ou tel comportement, mais l'appauvrissement lexical de l'expression des opinions ne peut pas permettre d'approfondir les raisons de leurs choix. Ce type de technique a été répandu au point que nombreux encore aujourd'hui sont ceux qui pensent que l'activité principale des SHS est de faire des enquêtes (García Borrego, 2006). Les méthodes qualitatives seraient ainsi une garantie de profondeur dans la compréhension du phénomène étudié car « leur caractère subjectif et symbolique les font insaisissables pour les techniques quantitatives » (García Borrego, 2006 : 175). La géographie a aussi été préoccupée par cette recherche de l'indiscutable transparence et de l'objectivité scientifique : en témoigne l'intérêt pour les méthodes de cartographie automatique assistée par ordinateur, comme une manière d'acquérir une légitimité scientifique par la production de cartes qui refléteraient parfaitement la réalité (Harley, 2001 : 187). Ceci réduit la discipline à sa capacité à élaborer des cartes, alors qu'évidemment ses apports de recherche sur les milieux naturels et sociaux peuvent aller et vont souvent bien au-delà.

Si nous partons du principe énoncé par Mucchielli (2006 : 23) selon lequel « tout document, parlé, écrit ou sensoriel, contient potentiellement une quantité d'informations

sur la personne qui en est l'auteur, sur le groupe auquel elle appartient, sur les faits et événements qui y sont relatés, sur les effets pour la présentation de l'information, sur le mode ou ce secteur réel dont il est question » ou de celui de Van Dijk (2010 : 171) qui écrit que « le discours est incomplet, comme ce qui arrive avec les icebergs, nous ne voyons que une partie minimale de ce qu'il contient. La plupart de ce qui donne son sens au discours est invisible », les calculs mathématiques et la quantification trouvent forcément leurs limites et auront du mal à dévoiler le sens. La seule approche pour tenter d'y arriver est qualitative, ce qui a guidé le choix de nos méthodes dans le présent travail.

Les opérations intellectuelles que l'analyse qualitative effectuée doivent ainsi permettre l'émergence du sens dans le contexte particulier où le discours a été produit. Ces opérations passent par la construction de *modèles mentaux* basés sur la connaissance socioculturelle de l'analyste mais aussi sur la compréhension de la situation communicative ou *modèles contextuels* (Van Dijk, 2010). Ces modélisations sont un moyen d'explicitier une représentation de la réalité. Pour les géographes, d'après Gumuchian et Marois (2000 : 189) cette construction de la connaissance géographique s'effectue en triant relations et éléments pour ne garder que ceux qui sont considérés essentiels afin de répondre à la question de recherche.

La démarche qualitative en géographie est bien implantée car les géographes de terrain ont depuis longtemps eu recours à des méthodologies qualitatives empruntées à d'autres disciplines des SHS, et mobilisent couramment des compétences pour rendre compte des faits sociaux du terrain (Morange et Schmoll, 2016 : 14), autant des raisons pour s'orienter vers l'utilisation du qualitatif. Encore faut-il au sein des méthodes proposées choisir celles qui sont les mieux adaptées à nos objectifs.

### **3.2.2. Ouvrir la « boîte noire » et montrer le mécanisme d'extraction de sens**

Dans la planification de toute recherche qualitative, le choix d'une ou plusieurs méthodes de recueil d'information de terrain s'opère, en général, de manière simple. Depuis les années 1980, ces méthodes (l'entretien, l'observation directe ou l'observation participante pour n'en citer que les plus classiques) se sont généralisées et il est aisé de trouver une grande profusion de publications détaillées permettant le choix pertinent en fonction des objectifs de la recherche (Guibert et Jumel, 1997 ; Cefaï, 2003 ; Desanti et Cardon, 2007 ; Beaud et Weber, 2010 ; Blanchet et Gotman, 2015 ; Berthier, 2016 ; Kaufman, 2016) parmi d'autres.

En revanche, ce qui vaut pour le recueil de l'information ne vaut pas pour son interprétation et analyse : « on ne peut pas en dire autant des méthodes d'analyse qualitative, qui, en Europe comme en Amérique, ont longtemps été reléguées au dernier plan des considérations méthodologiques, comme si l'analyse constituait le dernier refuge du chercheur-artiste qui y trouvait le lieu par excellence du bricolage savant » (Paillé et

Mucchielli, 2012 : 10). Il n'y a pas si longtemps encore, on pouvait avoir l'impression que les études qualitatives s'arrêtaient à l'enquête de terrain, et que les interprétations au-delà s'aventuraient dans des sables mouvants, une impression renforcée par la tendance fréquente déjà signalée des publications scientifiques à n'évoquer que les enquêtes et leurs résultats, sans mentionner l'étape d'analyse.

D'après Paillé et Mucchielli (2012), cette situation a beaucoup évolué ces dernières années dans le monde anglo-saxon. Ce n'est pas encore le cas en France où le nombre d'ouvrages consacrés à ces techniques reste encore très limité. Selon Paillé (2011 : 2), l'adoption d'une démarche qualitative, ce qu'il appelle le *mouvement de la démarche qualitative*, relève pour beaucoup d'une posture socio-politique : dans le monde anglo-saxon où l'approche qualitative est adoptée par les SHS dès les années 1960, elle est considérée comme un mouvement de lutte contre un « scientisme devenu hégémonique ».

Une fois le recueil de terrain des données qualitatives effectué, on peut trouver dans la littérature spécialisée plusieurs propositions : soit une *analyse de données qualitatives* (avec cette expression on explicite quel type de données nous allons analyser mais sans définir le type d'analyse que nous allons effectuer, ce qui peut conduire à réaliser une analyse quantitative des données qualitatives) ou *une analyse qualitative des données qualitatives* ce que des auteurs comme Paillé, 2011 : 3) considèrent comme la démarche qualitative au sens strict. Pour lui, la donnée qualitative est multidimensionnelle et seul l'esprit humain peut en extraire le sens. Ce travail de l'esprit trouve son incarnation dans les opérations de la démarche qualitative car le sens « ne réside à aucun endroit précis, il n'est pas contenu dans les mots que nous analysons, il est de l'ordre d'une transaction [...] le sens s'émousse facilement si l'on adopte une attitude rigide ou indûment formalisante » (Paillé, 2011 : 5).

Si on la compare avec une approche quantitative, la démarche qualitative n'est pas dépourvue de difficulté : la recherche de sens est en effet complexe face à la relative facilité « d'aborder le mot pris dans sa forme figée » (Paillé, 2011 : 6). Comme le signalent Paillé et Mucchielli (2012) et Bardin (2011), la popularité des questionnaires à questions fermées ou ouvertes ou du traitement quantitatif des réponses est due au fait que l'analyse est largement simplifiée, commode et rapide, en passant par une simple analyse statistique. En revanche pour une analyse qualitative pertinente il faut trouver les bons niveaux d'inférence à partir des indices livrés par la personne enquêtée ce qui oblige à faire des aller-retour constants aux sujets de recherche et même aux questions posées par l'enquêteur à partir du guide d'entretien.

L'analyse qualitative peut être définie alors comme « une démarche discursive de reformulation, d'explicitation ou de théorisation de témoignages, d'expériences ou de phénomènes, où la logique à l'œuvre participe de la découverte et de la construction de sens » (Paillé et Mucchielli, 2012 : 15). Il s'agit pourtant de mettre en relation les éléments du discours au-delà du comptage des simples répétitions de réponses ou des calculs de

pourcentage pour évaluer les représentations partagées (Paillé et Mucchielli, 2012 ; Bardin, 2011).

Une des difficultés d'une telle analyse pour le chercheur en SHS réside donc plus dans l'illustration du « comment » le phénomène se manifeste et se développe, au-delà du « combien de fois » il apparaît dans l'ensemble du corpus. Pour cela, l'analyste doit travailler finement pour dépasser le paradoxe inhérent à une telle analyse, à savoir, « comment préserver l'équation particulière de l'individu tout en faisant la synthèse de la totalité des données verbales provenant de l'échantillon des personnes interrogées » (Bardin, 2011 : 95).

Les approches qualitatives sont sans doute plus aventureuses et délicates à analyser que celles quantitatives et relèvent d'une démarche plus créative. Mais, comme nous l'avons déjà souligné auparavant, comme le soupçon de subjectivité est renforcé par la tendance des chercheurs en SHS à ne pas rendre le détail de leurs analyses, ils donnent ainsi à l'approche une apparence de « boîte noire » qui nuit à son caractère scientifique. Lejeune (2014) souligne également que l'extraction du sens du matériau collecté est très souvent laissé dans l'ombre, et comme l'écrit Bardin (2011 : 36), «chaque chercheur répugne à décrire son hésitante alchimie, se contentant d'exposer les résultats finaux dans leur perfection par réticence à expliciter les tâtonnements de la cuisine hasardeuse qui les a précédés ».

Utilisant aussi la référence culinaire, certains auteurs comme Paillé et Mucchielli (2012 : 9) estiment que « donner à voir la cuisine des opérations mentales réalisées » lors de l'analyse qualitative « n'est pas nécessaire ni élégant ». Cette affirmation n'est cependant pas partagée par de nombreux chercheurs qui s'accordent pour dire que la meilleure manière de rendre la démarche crédible et dotée de légitimité scientifique est de présenter les preuves et les traces de l'ancrage des résultats du chercheur dans les données empiriques (Dumont, 2010 ; Oeuvery, 2010, Lejeune, 2010 ; Bandeira de Mello et Garreau, 2011 ; Lejeune, 2014). Ceci est particulièrement crucial dès que l'on utilise l'outil informatique, avec des Logiciels d'Aide à l'Analyse de Données Qualitatives (LAADQ).

Pour Lejeune (2010 : 16) « en passant par l'outil informatique, [le chercheur] s'oblige à expliciter chaque étape de la construction de son analyse [...] il consigne chaque association qu'il opère entre un élément empirique et une composante thématique ou analytique [...] il explicite les médiations entre le terrain et l'interprétation, ce qui rend tangibles les éléments sur lesquels reposent les conclusions du chercheur [...] cette clarification rend observable et descriptible le cours de l'interprétation mais, bien plus, elle offre à l'analyse qualitative la possibilité que soit conduite une épreuve jusque-là réservée aux seules sciences expérimentales : la reproductibilité de l'analyse ». Il s'agit donc « d'ouvrir la boîte noire pour identifier les choix, les décisions et les positionnements » (Dumont, 2010), une pratique hélas encore bien rare dans les écrits scientifiques en SHS.

En fait l'analyse qualitative n'est pas l'examen et le dévoilement d'un contenu caché qui serait visible seulement pour quelques yeux privilégiés, mais une série d'opérations laborieuses qui dans la plupart des cas ont requis le temps et l'engagement du chercheur. L'observation des changements, la description des proximités, la reconstitution de trajectoires ou l'articulation d'interrelations permettent ainsi l'arrangement pertinent des données pour les rendre compréhensibles et en discerner la logique de l'argumentation. En nous risquant nous aussi dans le monde de la gastronomie, nous pouvons répondre à l'affirmation de Paillé et Mucchielli (2012) en disant que contrairement aux plus banals, les grands chefs n'hésitent pas à vous faire visiter leur cuisine.

Lorsque l'on utilise des logiciels informatiques, il existe parmi les spécialistes de l'analyse qualitative une quasi unanimité pour préconiser l'exercice de compte-rendu des processus d'analyse. Ceci devrait à notre sens s'étendre à tout genre d'analyse qualitative, que celle-ci s'effectue manuellement ou à l'aide de logiciels. Il s'agit en effet d'une activité cruciale de systématisation et de créativité/intuition du chercheur (Demazière, 2005) qui mobilise une grande partie du temps de la recherche, et il est tout à fait regrettable de ne pas en rendre compte en détail. Là encore, son exposition devrait aussi avoir un rôle scientifique de premier ordre, ouvert à la répétition et à la vérification des phénomènes observés par des pairs de la discipline.

### **3.3. L'analyse qualitative en pratique**

#### **3.3.1. Analyse des discours, analyse de contenu, lexicométrie... : différentes techniques ou plusieurs noms pour la même chose ?**

Si nous affirmions en paraphrasant Lejeune (2014) que la « recherche qualitative exclut la quantification » nous devrions bannir certains techniques qui se reconnaissent elles-mêmes comme relevant de la recherche qualitative. C'est le cas, par exemple de l'analyse de contenu qui opère avec des traitements statistiques et qui est considérée comme une technique qualitative par ceux mêmes qui l'utilisent et comme une technique quantitative par le reste (Lejeune, 2014).

Les querelles d'écoles, la profusion d'appellations parfois confuses ou contradictoires, confèrent des contours imprécis à la démarche d'analyse qualitative. Comme écrit Paillé (2011:2) « la tâche de définir ce qu'est une analyse qualitative n'est pas aisée ». La communauté analytique des données qualitatives ne se reconnaît pas en tant que telle, chaque groupe utilise une technique donnée qui pour lui est qualitative et ignore les autres ; il n'y a pas vraiment de débat, plutôt des parcours parallèles qui ne se retrouvent pas. Nous prendrons le risque ici de faire dialoguer entre elles ces communautés méthodologiques (les tenants de l'analyse de contenu, de l'analyse du discours, de la textométrie, de

l'analyse qualitative, de la Méthode de la Théorie Enracinée...) en partant de leurs propres définitions issues de la littérature et en nous efforçant d'en élucider les points communs et les divergences.

Pour définir ce qu'est une analyse de contenu, Mucchielli (2006 : 11) nous invite à penser à des situations de la vie courante comme par exemple lorsqu'on nous demande « vous avez lu ce livre, quelle est l'idée de l'auteur ? ou « pouvez vous me dire en gros les opinions soutenues par telle personne à telle occasion ? » Pour lui, chacune de ces questions exige de nous une analyse de contenu, opération intellectuelle naturelle que nous faisons en permanence pour trouver des significations et interpréter l'information qui nous arrive de notre entourage. L'auteur souligne que « l'analyse de l'information est l'opération vitale et cruciale sans laquelle il n'y a pas d'utilisation possible de l'information, c'est à dire pas d'information de tout » (Mucchielli, 2006 : 11). Toutefois, certaines conditions sont nécessaires pour réaliser une analyse de contenu, comme la parfaite compréhension de la langue à analyser et des idées qui s'y dégagent. C'est ainsi qu'il définit le processus d'analyser le contenu d'un document ou d'une communication comme « dégager le sens ou les sens de ce qui y est présenté, formuler et classer tout ce que « contient » le document ou la communication » (Mucchielli, 2006 : 23).

En géographie, la pratique de l'analyse de contenu « va privilégier le sens de l'espace » (Gumuchian et Marois, 2000 : 335). Elle est considérée comme « une phase du traitement de l'information dans laquelle le contenu de la communication est transformé par l'application objective et systématique de règles de catégorisation en données qui peuvent être résumées et comparées » (Gumuchian et Marois, 2000 : 334). C'est en faisant référence aux mesures objectives et systémiques en géographie que Gumuchian et Marois (2000) proposent une analyse de contenu basée sur la sémantique et la lexicométrie. Pour lui, la recherche d'indicateurs morphologiques, lexicaux et syntaxiques prend une place essentielle. Il s'agit pourtant d'une analyse statistique des données et donc d'une analyse quantitative, dans le sens exprimé par Lejeune (2014).

L'analyse de contenu ne serait-elle alors qu'une analyse de type quantitatif ? Pourquoi dans ce cas se revendique-t-elle comme qualitative ? Elle se rapproche en tout cas de ce que d'autres auteurs nomment *analyse qualitative* (Paillé et Mucchielli, 2012) ou *recherche qualitative* (Lejeune, 2014). La raison de cette confusion tient à ce que, comme le soulignent Robert et Bouillaguet (2007), l'analyse de contenu peut prendre diverses formes, quantitative (ou de statistiques textuelle) mais aussi qualitative et que ses résultats ne cherchent pas seulement à savoir ce qui est dit mais comment cela est dit (Van Dijk, 2006).

C'est aussi l'objectif de l'analyse du discours (Mazière, 2005), qui se focalise sur les énoncés plus que sur les mots. Les partisans de l'analyse de contenu, tels Gumuchian et Marois (2000) ou Bardin (2011) jugent que l'analyse de discours n'est qu'un cas particulier de celle de contenu, qui ne se focaliserait que sur les discours, et la considèrent avec une

certaine méfiance. Pour Bardin (2011 : 287) « sous ce concept, en vogue, de discours, se cachent des définitions variables, sources de confusion [...] les racines de l'analyse du discours sont diverses, hétérogènes, et plusieurs champs de recherche et de pratiques se sont développés indépendamment et continuent à coexister sans lien entre eux ».

« L'analyse du discours reçoit des définitions variées [...] et elle est au carrefour des SHS, elle est soumise à une grande instabilité » confirme Maingueneau (2009 : 18-19). La notion d'analyse du discours resterait ainsi « polysémique et toujours discutée » (Maingueneau, 2014 : 31). Aux orientations diverses des analystes (sociologues, psychologues, linguistes...) il faut ajouter les différences entre approches, surtout entre celles se réclamant de l'école française ou de l'anglo-saxonne. L'analyse du discours, née d'abord du souci de décryptage des propagandes et formalisée en tant que telle d'abord aux États-Unis, était plus orientée vers la sociologie et l'anthropologie. En France, ses origines ont été marquées par des confluences linguistique, philosophique et psychanalytique (Maingueneau, 2009), tandis que dans le monde hispanique, ses influences ont été d'abord linguistiques, même si ses intentions relèvent de la politique.

Pour le linguiste Maingueneau (2009 : 19) il faut considérer l'analyse du discours comme « une discipline qui, au lieu de procéder à une analyse linguistique du texte en lui-même ou à une analyse sociologique ou psychologique de son contexte, vise à rapporter les textes, à travers leurs dispositifs d'énonciation, aux lieux sociaux qui les rendent possibles et qu'ils rendent possibles ». L'analyse du discours postule en effet que les mots ne prennent leur sens que dans leur contexte linguistique et dans leur contexte socio-historique d'apparition (Mazière, 2005). Il s'agit donc d'une méthodologie interprétative dans le sens où elle met en regard les énoncés tenus et les conditions de production du discours.

En France, l'analyse du discours est née dans les années 1960 à la confluence entre le structuralisme, la linguistique et le marxisme et a été inspirée par la psychanalyse de Lacan (Maingueneau, 2009). Elle avait d'abord pour objectif d'analyser le discours politique. Mais actuellement elle se trouverait « coincée entre la description linguistique à un niveau supérieur à la phrase et la difficulté à répondre aux demandes interprétatives des sciences humaines » Bardin (2011 : 288). L'auteur reconnaît cependant qu'il existe des ponts entre l'analyse de discours et celle de contenu dans la mesure où la première montre un souci épistémologique et s'intéresse à l'organisation des énoncés (au-delà de Chomsky, Benveniste ou Foucault). Qu'on l'inclue ou non dans la seconde, l'analyse de discours travaillerait donc dans la même direction que l'analyse de contenu qu'elle peut enrichir.

Dans le monde hispanophone (Espagne et Amérique Latine), l'analyse de discours est considérée plutôt comme une analyse critique du discours, issue principalement des travaux du linguiste Teun Van Dijk (1993, 1999, 2009, 2010) et s'autoproclame comme une des techniques de recherche qualitative (Olmos Alcaraz, 2015). Elle s'identifie comme une analyse particulière du discours centrée sur les intentions politiques et la manipulation. Elle étudie le pouvoir institutionnel et les idéologies depuis une perspective critique (Van Dijk, 1999). Pour ce courant, le discours est une manifestation du pouvoir. Son étude n'est



pas neutre pour les analystes qui le pratiquent. Ils prennent parti et assument des positions explicites dans les luttes sociales et « espèrent contribuer de manière effective à la résistance contre la domination et les inégalités sociales » (Van Dijk, 1999 : 23). Le travail des analystes se revendiquant de l'analyse critique du discours est surtout pragmatique et il est « centré sur l'analyse des enchaînements de segments de textes et sur les effets argumentatifs, qu'ils soient logiques, rhétoriques ou à la recherche d'un consensus » (Gobin et Deroubaix, 2010 : 109).

Pour ces auteurs, la différence fondamentale entre l'analyse de contenu et l'analyse du discours se trouve dans le fait que le premier ne contextualise pas la production du discours (Olmos Alcaraz, 2015). C'est précisément ce contexte qui joue un rôle fondamental dans la production comme dans l'interprétation des énoncés selon Van Dijk (2009). « Hors contexte, un énoncé n'a qu'un sens potentiel » (Maingueneau, 2009 : 33). Ce contexte est en même temps linguistique (environnement verbal) et non linguistique (entourage physique immédiat, social ou culturel). C'est ainsi que l'analyse du discours « a pour tâche de rapporter les énoncés à leur contexte verbal et non verbal » (Maingueneau, 2009 : 33). On peut mettre en relation le contexte d'un énoncé avec son but, mais là aussi il faut être extrêmement attentif car on peut facilement confondre le but que l'énonciateur a donné à son discours et celui que lui attribue l'analyste. Quelle que soit la dispersion d'interprétations des limites du contexte, les analystes du discours s'accordent à considérer que le même énoncé dans des contextes différents constitue des discours différents (Maingueneau, 2009).

S'il faut situer notre travail au sein de ce champ large que semble couvrir l'analyse du discours, les données recueillies en entretien, enregistrées puis transcrites mot à mot pour les transformer en textes, sont les discours des acteurs du terrain avec lesquels nous avons échangé. Chacun d'entre eux fait passer un message qui exprime des idées et explique, mais aussi chacun est situé dans un espace et dans un temps précis, celui de l'acteur en interaction avec nous, la chercheuse, lors de l'entretien. Comme le mentionne Widdowson (2007 : 6) « c'est l'auditeur (en l'occurrence dans notre cas, nous même, la chercheuse) qui doit construire le sens à partir du texte [...] en d'autres termes il doit interpréter le texte comme un discours qui fait sens pour lui ». En conséquence le discours est à la fois le texte et le contexte, deux concepts « qui se chevauchent et se recoupent en fonction de la perspective de l'analyse choisie » (Adam, 2011 : 38). « Le sens se construit à l'intérieur des frontières [des discours] mais en mobilisant des éléments qui sont au-delà de ces frontières (Maingueneau, 2014 : 81). C'est pour cela que le recueil et analyse du discours va de pair avec les observations du terrain qui permettront de le valider et le légitimer.

« L'analyse du discours ne peut étudier des textes que s'ils sont convertis en corpus » affirme Maingueneau (2014 : 36). Notre corpus à analyser est ainsi constitué de textes issus des discours oraux et en les transcrivant nous en « faisons des objets physiques, nous fixons leur structure, nous les convertissons en écrits [...] nous leur donnons des

frontières » (Johnstone, 2008 : 20). Ces textes à analyser n'existent pas en dehors du choix de l'analyste et sa manière propre de *textualiser* (Maingueneau, 2014 : 36).

Qu'ils soient issus de discours ou de formes écrites, les textes sont souvent analysés par la textométrie, appelée aussi statistique textuelle, qui a été rebaptisée en France sous le nom de lexicométrie (Lebart et Salem, 1994), un autre membre contesté de l'analyse qualitative. La lexicométrie se base sur l'exploration statistique du lexique d'un corpus en utilisant des outils tels que le calcul de fréquences des mots (combien de fois apparaît tel ou tel mot), les cooccurrences (les termes qui apparaissent ensemble) ou les analyses factorielles de correspondances. Il est indéniable que les analyses lexicométriques possèdent un vrai pouvoir de révélation car ils permettent de rentrer dans le sens du texte d'une manière différente que la simple lecture linéaire (Gobin et Deroubais, 2010), mais elles ne sont pas exemptes de critiques : « le découpage en unités élémentaires (les mots) produit une atomisation du texte, nuisible à sa compréhension globale qui peut mener à des généralisations parfois triviales basées sur le principe que seul les phénomènes de récurrence ont une pertinence » (Lejeune, 2010 : 21). Alors que beaucoup considèrent que la lexicométrie fait partie de la batterie d'analyses quantitatives de textes, ce même auteur reconnaît pourtant que « la lexicométrie s'insère harmonieusement dans le courant dit de l'analyse du discours » (Lejeune, 2010 : 21), éminemment qualitative.

Certains analystes qualitatifs affirment que ce type d'analyse est plutôt exploratoire (Lejeune, 2010 : 19) et s'inscrit dans une « épistémologie quantitative et descriptive » (Lejeune, 2010 : 20). Pour d'autres, la lexicométrie ne serait qu'une discipline auxiliaire de l'analyse du discours ou encore une discipline à l'intérieur d'un ensemble qu'utilise l'informatique au service de l'analyse du discours (Maingueneau, 2009 : 81).

Tout ceci témoigne de la difficulté à trouver une définition commune à l'analyse qualitative qui soit acceptée pour toutes les approches et tous les chercheurs. Les frontières entre le quantitatif et le qualitatif, les chevauchements des propositions techniques sous la bannière de la recherche qualitative, nourrissent une certaine confusion et sont de nature à déconcerter le praticien. Celui-ci finalement a intérêt à considérer la théorie de l'analyse qualitative comme une boîte à outil, dans laquelle il trouvera des techniques, allant des mathématiques et de la statistique à la définition de catégories. À lui de trouver le cocktail personnel et pertinent pour sa recherche et, bien entendu, d'en justifier les choix.

Comme affirme García Borrego (2006 : 174) « la plupart des recherches qualitatives actuelles approfondies font appel à plusieurs méthodes car elles les considèrent complémentaires [...] la réalité sociale est trop complexe pour être analysée depuis un seul point de vue ou avec une seule méthode ». Laurence Bardin (2011 : 13-14) pour sa part trouve que le facteur commun à toutes ces techniques, qu'elle englobe sous le titre d'analyse de contenu, est l'inférence et l'effort d'interprétation balancé « entre la rigueur de l'objectivité et la fécondité de la subjectivité ». Pour elle, ce sont des *techniques de rupture* qui jouent le rôle d'allonger « le temps de latence entre les intuitions de départ et les interprétations définitives » face « à l'intuition facile et hasardeuse » Bardin (2011 : 31)

poursuit : « faire appel à ces instruments d'investigation laborieux s'est se ranger aux côtés de ceux qui veulent dire non à l'illusion de la transparence des faits sociaux et refusent ou tentent d'écarter les dangers de la compréhension spontanée ».

Pour sa part, Gibbs (2012 : 13) formule en synthèse que « ce que toutes ces approches ont en commun est qu'elles essaient de comprendre comment les personnes construisent le monde qui les entoure, ce qu'elles font ou ce qui leurs arrive dans des termes qui soient significatifs ». Les praticiens de ce genre d'analyses actualisent continuellement « des règles de méthode non comptables pour répondre aux questions et aux problèmes au fur et à mesure de leur apparition » (Lejeune, 2014 : 19). Paillé (2011 : 5) raconte avoir été sollicité afin de produire une synthèse de toutes les techniques d'analyse qualitative existantes pour l'introduction d'un ouvrage. Sceptique devant une telle quantité de techniques hétéroclites, il en a conclu que le fil conducteur qui rassemble tous ces approches était qu'il s'agit de *méthodologies de la proximité*, c'est à dire, qu'elles « s'exercent au plus près des phénomènes qu'elles souhaitent mettre en lumière, des acteurs qui les incarnent, des contextes qui les portent, mais aussi des chercheurs qui les examinent avec toute sa sensibilité théorique et expérimentale »

À ce titre, la *Grounded Theory Method* (Glaser et Strauss, 2010), appelée en français Méthode par Théorisation Ancrée ou Méthode de la Théorie Enracinée est censée rassembler les « ficelles » du métier qualitatif : « elle n'a donc pas été inventée ou créée, mais résulte de la formalisation d'un existant » (Lejeune, 2014 : 19).

### **3.3.2. La Méthode de la Théorie Enracinée : une démarche inductive**

Si les premiers balbutiements de la recherche qualitative en sociologie, née au sein de l'École de Chicago, datent des années 1920, ce n'est qu'à partir de la fin des années 1960 que ce type de recherche s'est étendue aux États Unis (Roy et Garon, 2013 : 154), notamment grâce à la parution du livre de Glaser et Strauss « *La découverte de la théorie ancrée. Stratégies pour la recherche qualitative* » en 1967. La méthode n'est arrivée en France que timidement et l'ouvrage n'a été traduit en français qu'en 2010.

Si certains chercheurs continuent à utiliser l'expression anglaise *Grounded Theory Method*, celle-ci a fait l'objet de tentatives de traduction comme celle de Baszanger (1992), *Théorie Fondée* ou celle proposée par Olivier de Sardan (1995) *Modèles Interprétatifs Issus du Terrain*. En 2010, les traducteurs en français de l'ouvrage de Glaser et Strauss (1967) ont proposé l'expression de *Théorie Ancrée* tout comme celle de *Théorie Enracinée*, sur la proposition de Pierre Paillé, l'un des spécialistes de l'analyse qualitative en France. Nous avons adopté ce dernier terme.

### 3.3.2.1. Une méthode ou une théorie ?

La Méthode de la Théorie Enracinée (MTE) a comme objectif la production de théories à partir du matériau empirique (Glaser et Strauss, 2010). Son nom peut donc induire en erreur : il ne s'agit pas d'une théorie en soi mais d'une méthode pour parvenir à élaborer une théorie. L'immersion dans les données empiriques sert de point de départ au développement d'une théorie sur le phénomène étudié tandis que le chercheur conserve toujours un lien d'évidence avec les données de terrain (Guillemette, 2006), ce qui permet de rester toujours proche du terrain et de sa réalité sociale (Paillé, 2011). Elle convient à tout questionnement qui essaie de « comprendre les acteurs, en partant de la façon dont ils vivent et appréhendent ce qui leur arrive » (Lejeune, 2014 : 21).

Selon Gumuchian et Marois (2000 : 35) une théorie « est l'ensemble de concepts organisés plus ou moins interreliés et propre à une discipline : elle traduit la réalité ou une partie de la réalité d'une manière abstraite et spéculative ». Ainsi, la théorisation est la synthèse d'un processus d'organisation d'idées et connaissances, l'accomplissement de toute explication et une nouvelle source d'interrogations et d'hypothèses (Gumuchian et Marois, 2000) c'est-à-dire, « des modes de conceptualisation en vue de décrire et expliquer » (Glaser et Strauss, 2010 : 85).

Pour Glaser et Strauss (2010 : 83) « une telle théorie concorde avec les situations empiriques et a l'avantage d'être compréhensible aussi bien par les sociologues que par les profanes ». Ce qui a mené ces deux chercheurs à penser la MTE comme une intention de sortir des méthodes classiques de recherche en sciences sociales qui se concentrent pour l'essentiel en la vérification de théories. Selon eux, ces approches donnent peu d'importance aux étapes antérieures, notamment celles de la découverte des concepts et des hypothèses pertinentes. Ainsi, ils opposent les théories produites par déduction logique à partir d'hypothèses définies en amont de celles produites par la MTE qui conviendraient mieux aux fonctions supposées d'une théorie. Parmi ces fonctions, ils citent entre autres le fait « d'être utilisable pour des applications pratiques, pouvoir prédire et expliquer » (Glaser et Strauss, 2010 : 83-85). Une théorie ainsi élaborée doit, selon Glaser et Strauss (2010 : 86) pouvoir « concorder » avec la situation étudiée et « fonctionner » lorsqu'elle est appliquée. Pour ce faire, il n'existe pas d'autre moyen que de déduire la théorie à partir des données empiriques. C'est de cette manière que, logiquement, la théorie concordera avec les données et fonctionnera.

La MTE est considérée aujourd'hui encore comme une approche audacieuse, polémique, novatrice qui « flirte avec un inductivisme assez radical, tout en offrant une méthodologie parfaitement contrôlée » (Paillé, 2010 : 61). Elle a hérité d'une matrice conceptuelle interactionniste qui s'accorde avec « l'écoute et l'observation de l'autre et de ses catégories propres dans son univers d'interactions selon une logique qui est à découvrir et non à vérifier » (Paillé, 2010 : 27). On y retrouve l'influence du sociologue George Simmel (Glaser et Strauss, 2010) qui dans la tradition sociologique de Chicago privilégiait le

travail de terrain, ainsi qu' une approche constructiviste des phénomènes sociaux (Paillé, 2010 : 38).

La MTE fait aussi son apparition en réponse à la prééminence de la rhétorique quantitative et positiviste en sociologie qui avait nourri la poussée des enquêtes par questionnaire, reprochant aux statistiques, devenues synonymes de méthode scientifique, de rigueur et de validité formatée sur un modèle de démarche hypothético-déductive, d'être dépourvues d'esprit critique. Paillé (2010 : 46) illustre cela en soulignant que dans ces « analyses statistiques ou ces comptages fréquentiels, l'auteur tente d'intégrer une logique de contrôle des hypothèses ou des variables ou des facteurs sociologiques à l'étude, quelquefois d'une manière franchement forcée ».

Pour Glaser (1991 : 12) « les données viennent en premier, ensuite la théorie. On ne peut pas plaquer une théorie préconçue sur les données ». La MTE a marqué un avant et un après des recherches qualitatives et beaucoup de notions que nous utilisons de manière presque naturelle aujourd'hui comme la *saturation de l'enquête* proviennent de la méthode proposée par Glaser et Strauss. Ce sont d'ailleurs eux qui ont introduit pour la première fois dans une revue de SHS l'expression *qualitative research* alors que jusqu'ici on parlait d'analyse de contenu ou de procédures quantitatives (Paillé, 2010). Ils ont donc instauré plus qu'une simple méthodologie : une posture épistémologique.

L'objectif de la MTE, la production de théories à partir du matériau empirique peut s'interpréter comme le passage d'une *théorie substantive*, c'est-à-dire, située ou enracinée dans un domaine particulier (espace et temps), à une *théorie formelle*. Celle-ci part des *théories substantives* qui apportent les bonnes idées et indiquent les premières directions à suivre (Glaser et Strauss, 2010). Sa construction doit ensuite passer par une méthode heuristique, celle des comparaisons successives entre groupes et situations particulières qui concorde avec les données et qui fonctionne (Glaser et Strauss, 2010 : 182).

On trouvera là une différence fondamentale entre la MTE et l'analyse de contenu. L'analyse de contenu a pour but la détermination de la nature de la production discursive à partir d'un corpus déjà constitué, alors que la MTE est un « processus itératif de développement des connaissances d'un phénomène » (Nava Jiménez, 2015 : 117), et donc un acte de construction et de conceptualisation à partir des données empiriques. D'ailleurs, quel que soit le support de base, ce sont les données empiriques qui guident la direction de la recherche (Paillé, 1994).

La base de la MTE est le codage, du début jusqu'à la fin de la recherche, un concept à distinguer de l'étiquetage. Si les spécialistes de la MTE parlent de codage, c'est pour signifier que les différentes activités réalisées au cours de l'analyse s'appuient toujours sur les données empiriques collectées. C'est de ce matériau qui proviennent des concepts émergents qui permettent formuler une théorie qui met en jeu le « tempérament, les proches penchants [et] les intuitions [du chercheur] (Glaser et Strauss, 2010 : 139).

L'analyse et la collecte des données se réalisent simultanément par des multiples aller et retour entre les deux processus. Suivre les étapes classiques de la recherche hypothético-déductive - soit la problématisation, la collecte des données, l'analyse du corpus et la rédaction des résultats - serait ainsi improductif (Lofland et Lofland, 2017 : 132). Les chercheurs acquis à la démarche inductive et à la MTE savent que « l'analyse commence dès le premier contact avec le terrain [...] et que la lecture ne précède pas le terrain et l'analyse, mais elle les accompagne » (Lejeune, 2014 : 21-22). Cela mène à un pilotage constant de la recherche de terrain mais sans qu'il soit possible d'anticiper au départ les personnes à rencontrer, les lieux d'observation et leur nombre.

La MTE regroupe trois activités principales de codage (Gibbs, 2012 ; Lejeune, 2014). La première, le *codage ouvert*, permet d'identifier les caractéristiques du phénomène étudié. Pour cela rien n'est mis de côté et toutes les idées, intuitions et pistes sont prises en considération pour commencer à construire des assemblages solides. En deuxième lieu, le *codage axial*, articule les propriétés trouvées lors du *codage ouvert*. Le *codage axial* relie ces propriétés deux à deux en analysant comment elles varient l'une par rapport à l'autre. Pour cela on ne s'éloigne pas des données empiriques. C'est à partir de ce codage que nous serons en mesure de discerner les relations pertinentes de celles qui ne le sont pas. Enfin, le *codage sélectif*, intègre celles des relations trouvées lors du *codage axial* qui ont été considérées comme pertinentes. Ce système de relations permet d'évaluer leur cohérence par rapport à notre question de départ. Lors du *codage sélectif*, certains éléments plus marginaux par rapport aux objectifs de la recherche sont ainsi mis de côté.

L'heuristique de ce type de recherche inductive, impose et oblige à la tenue des comptes-rendus et cahiers de bord tout au long de la durée de l'étude empirique et de l'analyse. C'est là que ont va se trouver l'ancrage et la validation de la recherche. Dès lors que toutes les étapes par lesquelles le chercheur passe sont décrites et conservées, la répliquabilité de la recherche est garantie. « Cette répliquabilité en recherche qualitative concerne donc le processus et non les résultats [...] la tenue d'un cahier de bord est indissociable de la scientificité de la démarche qualitative » (Lejeune, 2014 : 29-33). Documenter ce processus donne à voir à quel moment de la recherche un élément essentiel a été découvert ou sur quelle base une relation entre éléments a été effectuée.

Ceci nous a engagé à adopter ce type de démarche pour explorer nos données de terrain, avec le souci de trouver des modèles explicatifs des pratiques et des représentations des acteurs autour du conflit lié à l'eau. Nous avons ainsi respecté les deux règles impératives de la MTE énoncées par Lejeune (2014 : 20) : d'une part, *ancrer* ou *enraciner* notre matériau empirique à partir de ce qui disent et ce qui vivent les acteurs sans forcer le matériau pour le faire rentrer dans des cases préconçues et d'autre part, élaborer une nouvelle théorie qui dans notre cas puisse modéliser les conflits liés à l'eau et à la protection des écosystèmes aquatiques dans les terrains étudiés.

### 3.3.2.2. Une démarche seulement pour des chercheurs expérimentés ?

Certains jugent que les méthodes à caractère inductif telles que la MTE exigent des facultés particulières chez le chercheur, surtout celles qui feraient appel à l'expérience (Kaufmann, 2016). Il semble en effet, que le travail inductif est quelque sort déstabilisant car ce n'est pas un travail basé sur des hypothèses de départ mais plutôt des hypothèses exploratoires qui vont évoluer au fur et à mesure de l'enquête de terrain et des analyses successives (Tableau 1).

**Tableau 1. Comparaison des démarches inductive et déductive.**

Source : d'après Gumuchian et Marois (2000 : 76).

DÉMARCHE INDUCTIVE	DÉMARCHE DÉDUCTIVE
Tester les relations entre deux ou plusieurs événements pour illustrer un processus théorique.	Tester des hypothèses des modèles ou des théories et les confronter à la réalité observée.
Difficile de formuler une hypothèse initiale. Les hypothèses « a priori » sont exploratoires : elles sont formulées dans le but de soulever des interrogations.	Le point de départ est une hypothèse.

Certes dans la démarche inductive, les questionnements, les méthodes et les grilles d'analyse sont façonnés par l'avancement du travail scientifique (Becker, 2009). C'est ainsi que « la méthode n'existe pas indépendamment de l'objet étudié, elle n'existe pas a priori » (Benelli, 2011 : 41) et la problématique se précise au cours de la recherche (Arripe *et al.*, 2014). Ceci peut décourager certains chercheurs qui se sentiraient plus sûrs en appliquant une démarche hypothétique-déductive classique. Ils prennent cependant le risque de tomber « dans un piège où l'on installe la théorie d'entrée de jeu et où les faits, trop aisément manipulables, se cantonnent dans un rôle d'illustration-confirmation » (Kaufmann, 2001 : 12).

Cependant processus inductif ne veut pas dire partir dans tous les sens. Il passe par des aller-retour continus entre lectures, analyses et terrain et si la première campagne sur le terrain est d'habitude source de dispersion et d'égarement, une première organisation de ses données permet déjà de revenir sur le terrain avec des questions mieux conceptualisées puis des premières réponses. Finalement, tout est balisé et comme pour n'importe quelle activité dans la vie, l'esprit humain a besoin de temps et de réflexion pour comprendre et trouver le sens des phénomènes à l'étude.

Plus qu'une difficulté réelle ou supposée qui imposerait une expérience de la part du chercheur, la lenteur et le caractère besogneux et faussement répétitif de la démarche inductive, pourraient être une autre cause de la réticence à s'inscrire dans une démarche inductive. L'utilisation relativement récente des LAADQ ne doit donner en rien

l'impression que on peut s'abstraire de ce temps long et nécessaire. Comme nous avons déjà signalé, il existe encore une certaine méfiance envers leur utilisation (Barbier et Juston, 2014), parce qu'on pourrait trouver paradoxal d'informatiser les analyses qualitatives ou parce qu'il pourrait y avoir un risque de manque de contrôle de la part du chercheur sur les opérations proposées par ces logiciels. En fait, si l'on peut leur concéder qu'ils permettent d'organiser le travail de façon efficace, sur le plan analytique ces logiciels ne font que très peu de choses par eux-mêmes.

### **3.3.3. L'analyse qualitative à l'aide des logiciels facilitateurs des opérations : *Atlas.ti 8* et *Lexico 3.6***

Les premiers LAADQ émergent dans les années 1980 (Roy et Garon, 2013). Depuis, leur utilisation n'a cessé de croître au sein de la communauté scientifique et la multiplication et la diversité des usages rend difficile une évaluation d'ensemble. Il est cependant notable, qu'en dépit de leur emploi grandissant, la littérature scientifique évite d'approfondir les protocoles d'utilisation de ces logiciels, notamment lorsqu'ils sont issus de la MTE. Bandeira de Mello et Garreau (2011 : 177) trouvent dans ce manque de formalisation une sorte de tabou face au danger d'exposition des mauvaises pratiques. Une autre explication donnée par Lejeune (2010 : 15) le met en rapport avec l'inquiétude ou le rejet que peut susciter l'idée d'une analyse qualitative face à la logique mathématique inhérente à la modélisation informatique, qui rassure et pour certains peut rappeler l'analyse quantitative.

Le risque de l'utilisation de tel types d'outils fait référence surtout à la transformation dans les pratiques de recherche qui peut survenir si l'on sait que nous allons analyser avec un tel type d'outil (Demazière *et al.*, 2006). Par exemple il est tout à fait possible que l'enquête de terrain se fasse pour adhérer au processus d'analyse ultérieur en anticipant des codes (déjà pensés) dans les notes de terrain. Mais si on suppose au chercheur la rigueur indispensable pour son travail, l'utilisation de ces logiciels est un vraie atout dans le travail de recherche.

Par ailleurs, la dénomination courante de « logiciels d'analyses qualitatives » peut également induire une certaine confusion et soulever des craintes face à la manière dont ils opèrent. En réalité, ces logiciels n'analysent pas, ils aident au classement, à l'organisation des éléments de la recherche et à la reconstitution du processus d'enquête, ce qui selon certains auteurs permet de contribuer à une amélioration de la qualité de la recherche (Dumont, 2010 ; Hamel, 2010 ; Bandeira de Mello et Garreau, 2011). Toutefois, d'autres auteurs comme Leblanc (2010) maintiennent leurs réserves et jugent qu'il serait plus pertinent pour la recherche sociale d'analyser les interactions homme-machine au lieu de se contenter de la comparaison des logiciels et leurs fonctionnalités (Lejeune, 2010). Cette méfiance vis-à-vis de l'emploi de l'informatique dans le cadre d'analyses qualitatives subsiste parmi les scientifiques en SHS (Oeuvray, 2010) alors que l'application de techniques statistiques est tout à fait acceptée et recommandée quand il s'agit de mener des



études quantitatives (enquêtes par exemple dans le cadre d'études sociologiques) (Lejeune, 2010).

Dans ce débat ouvert, force est de constater que diverses SHS, principalement l'histoire, la littérature et la science politique, ont depuis un certain temps utilisé ce type d'outils informatiques, créés dans la plupart des cas au sein de laboratoires linguistiques (Pincemin, 2011). La géographie sociale, qui s'intéresse aux discours en tant que révélateurs de territorialités et paysages (Le Lay, 2013), est une discipline qui est venue plus récemment à l'utilisation de logiciels pour effectuer des analyses qualitatives.

L'usage des LAADQ peut s'interpréter d'abord en termes de gain de temps, pour obtenir rapidement des résultats du travail de terrain, Les opérations répétitives et chronophages sont faites par l'ordinateur et le temps épargné par rapport à l'analyse manuelle peut être consacré à des tâches d'approfondissement de l'analyse lui-même. Ceci a évidemment un intérêt particulier : on ne fait pas seulement plus rapide, on fait plus précis. Comme signale Bardin (2011), avec l'usage de logiciels pour l'analyse des données qualitatives, la rapidité laisse la place à la réflexion puisque le chercheur se trouve dégagé de tâches laborieuses, longues et stériles.

Toutefois, il existe un malentendu courant assez répandu parmi les débutants, qui fait prendre l'ordinateur pour un magicien qui ferait l'analyse à notre place. Le formateur à la recherche qualitative est coutumier de la déception des jeunes étudiants universitaires qui croient voir dans l'emploi des outils informatiques d'analyse une aubaine (Carvajal, 2010). Pour eux, il est difficile de comprendre au premier abord que l'on « ne fait pas tourner le logiciel sur un texte pour récupérer ensuite les résultats comme produit fini » (Pincemin, 2011 : 13). Les logiciels peuvent apporter une aide, mais l'analyse ne peut se passer du temps de réflexion de l'analyste.

Ces précautions étant prises, nous avons choisi pour l'analyse de notre propre corpus deux logiciels facilitateurs : *Atlas.ti 8* et *Lexico 3.6*. Dans les deux cas, il s'agit des logiciels « muets », c'est-à-dire, qui permettent entre autres d'exécuter des opérations telles que la thématization des *verbatim* des entretiens, le calcul des fréquences des mots, la recherche par champs sémantiques ou la navigation rapide entre les codes, sans que le chercheur ne perde jamais le contrôle sur les opérations effectuées. En effet, ces deux logiciels n'automatisent pas la production de résultats mais en revanche, ils facilitent la gestion du stock de données. En définitive, ils ne traitent que ce que le chercheur leur demande de traiter. De plus, ils permettent une *analyse verticale* des données (Roy et Garon, 2013 : 167) selon laquelle « on cherche à décrire en profondeur un nombre limité de cas ou de situations ».

Pourquoi avoir choisi ces deux logiciels en particulier ? En opposition à l'opinion de certains auteurs comme Lejeune (2010) qui affirment que la lexicométrie (ou statistique textuelle) n'apporte aucune valeur ajoutée à une analyse qualitative en SHS, nous avons

considéré que les fonctionnalités du logiciel d'analyse qualitative (*Atlas.ti 8*) et celui d'analyse lexicométrique (*Lexico 3.6*) étaient tout à fait complémentaires pour réaliser l'analyse des discours que nous envisageons sur nos données empiriques. Tandis que *Atlas.ti 8* permet plutôt une analyse herméneutique où on essaie de découvrir des éléments de sens dans les textes à analyser, *Lexico 3.6* va permettre de découvrir la structure latente dans les données à travers une démarche statistique. Cette démarche conjointe n'est pas originale mais inhabituelle. Lejeune (2010 : 21) rapporte des exemples de praticiens de l'analyse de discours qui utilisent non seulement des logiciels d'analyse qualitative mais aussi « qui tirent élégamment parti de l'approche quantitative de la lexicométrie sans tomber dans ses travers ». Souhaitons nous pareille élégance...

*Atlas.ti 8* est un logiciel commercial conçu comme un ensemble d'outils pour l'analyse de grands corpus de données qualitatives en SHS. Son fondement théorique est l'approche inductive de la MTE à laquelle nous avons déjà fait référence. Comme le soulignent Bandeira de Mello et Garreau (2011), *Atlas.ti 8* est l'un des logiciels le plus fréquemment utilisés dans les recherches basées sur la MTE et il est celui qui présente le plus grand nombre de fonctionnalités liées à cette démarche puisque il « sert avant tout à satisfaire le critère d'adhérence de la théorie aux données » (Bandeira de Mello et Garreau, 2011 : 195).

*Atlas.ti 8* laisse toute la place au travail du chercheur en lui permettant d'exécuter trois types d'opérations : d'une part, il permet d'associer codes ou étiquettes à des fragments des documents à analyser en format digital qui ne peuvent pas être analysés significativement avec des approches statistiques. D'autre part, il offre l'opportunité de chercher des patrons de sens et enfin il permet de procéder à leur classification (Lewis, 2004 ; Hwang, 2007). La version du logiciel que nous avons utilisé pour notre analyse, *Atlas.ti 8*, est disponible en plusieurs langues (anglais, allemand, chinois, espagnol ou portugais) mais pas en français, preuve que la communauté scientifique française n'a pas une large utilisation. Elle permet de traiter un ensemble de matériaux textuels recueillis lors des enquêtes de terrain, mais aussi d'autres matériaux hétérogènes comme des images, des vidéos, des dessins, des cartes, les réseaux sociaux, etc.

Pour sa part, *Lexico 3.6*<sup>48</sup> est un logiciel en libre accès développé en 2001 par le Centre de Lexicométrie et d'Analyse Automatique des Textes (SYLED-LLA2T) de l'Université de la Sorbonne nouvelle-Paris 3. Depuis, le logiciel a été actualisé en 2012 et 2016 et une version *Lexico 5beta* est accessible en ligne. Il a été repris par une exploitation commerciale, celle du logiciel *Alceste* qui a incorporé quelques opérations et algorithmes de *Lexico*. D'autres logiciels en libre accès ont été développés et continuent d'être actualisés par des groupes de recherche de pointe en lexicométrie. C'est le cas par exemple de *TXM*, développé par l'ENS de Lyon et l'Université de France-Comté ou *Iramuteq*, la version en libre accès d'*Alceste*.

---

<sup>48</sup> Nous avons téléchargé la version *Lexico 3.6* (2016) sur le site <http://lexi-co.com/Produits.html> le 15/02/2017.

Dans cet ensemble de logiciels disponibles pour les analyses lexicométriques, nous avons retenu *Lexico 3.6* pour plusieurs raisons. Les logiciels mentionnés plus haut, *TXM* ou *Iramuteq* possèdent des outils très puissants pour réaliser des analyses de données textuelles de projets complexes et de longue durée, mais sont surdimensionnés et relativement éloignés des objectifs de l'analyse de notre corpus. Comme le signale Pincemin (2011), *Lexico 3.6* a été le premier logiciel de statistique du texte à avoir introduit la dimension syntagmatique ou topographie du texte (Melet et Salem, 2009) sur laquelle sont basées les recherches actuelles en lexicométrie. Par ailleurs, il possède des fonctionnalités très intéressantes comme la localisation des mots dans chaque texte, ce qui permet de visualiser l'organisation des idées et les positions d'énonciation (Roy et Garon, 2013).

Ayant utilisé auparavant *Lexico 3.6* dans le cadre d'autres recherches et de l'enseignement supérieur, nous étions en mesure de connaître assez bien les fonctionnalités de ce logiciel pour pouvoir juger de sa bonne adaptation aux objectifs de notre travail, ce qui rendait inutile l'appropriation d'un nouveau logiciel lexicométrique (ces types de logiciel sont en général peu intuitifs avec une prise en main assez laborieuse)<sup>49</sup>. En résumé, les logiciels lexicométriques sont généralement très fiables<sup>50</sup> mais leur validité<sup>51</sup> dépend du travail et la réflexion du chercheur ainsi que de sa connaissance du corpus (Roy et Garon, 2013).

Sans vouloir rentrer dans le détail il n'est sans doute pas inutile de rappeler le mode de fonctionnement des logiciels lexicométriques. *Lexico 3.6*, comme d'autres logiciels similaires, considère le texte comme un « sac de mots » où ces mots ne ressemblent pas à de vrais mots (définis de façon acceptable linguistiquement), mais à des chaînes de caractères extraites mécaniquement du corpus (Pincemin, 2011). Selon Rastier (2001 : 79) cela revient ainsi à « manipuler des chaînes de caractères pour étudier des signifiés ». L'analyste peut aussi assimiler les chaînes de caractères à des mots, graphies entre deux blancs ou autres caractères séparateurs. Pour alléger les traitements statistiques, certains mots peuvent être écartés, par exemple les *hapax* (mots de fréquence 1).

*Lexico 3.6* mesure l'écart entre une répartition aléatoire des mots et leur comportement effectif. Le principe opératoire est de considérer la langue, et plus concrètement son usage dans un corpus comme réglée par des contraintes linguistiques, par opposition au seul hasard (Lafon, 1980). On observe, en effet, que les calculs font ressortir des liens lexicaux, syntaxiques et sémantiques. Plus concrètement, nous avons utilisé dans un premier temps quelques uns des outils proposés par *Lexico 3.6*, notamment, l'inventaire des mots du corpus, leur regroupement par champ sémantique ou lexical et le calcul de fréquences.

---

<sup>49</sup> Nous avons participé à une formation TXM en 2015 à l'ENS de Lyon avec l'intention d'utiliser le logiciel pour ce travail. Finalement, nous avons décidé que son emploi nous éloignait des objectifs et de l'ancrage méthodologique que nous avions choisi.

<sup>50</sup> Fiabilité : reproductibilité de la mesure (Dorvil, 2007)

<sup>51</sup> Validité : capacité d'un instrument de bien mesurer les phénomènes à l'étude (Dorvil, 2007)

Tant pour *Atlas.ti 8* que pour *Lexico 3.6*, nous reviendrons dans la section suivante sur les détails des opérations d'analyses effectuées sur le corpus objet d'étude. Comme nous verrons, ces opérations ne constituent pas des résultats à proprement parler mais des démarches d'exploration et de sondage. Un aller-retour permanent entre *verbatim* et notes prises directement sur le terrain, thèmes et leur classification (avec *Atlas.ti 8*) et fréquences/cooccurrences (avec *Lexico 3.6*) nous a ainsi permis de dégager du sens dans les discours de terrain. Pour cela nous nous sommes efforcée de nous rapporter à nos évidences empiriques, proches de la réalité des sujets de notre recherche. Cette multiplication et ce croisement des lectures des discours des acteurs enquêtés nous a procuré ainsi des bonnes surprises que nous ne nous attendions pas à y trouver, des « rencontres lumineuses » comme dirait Pincemin (2011 : 3).

Faire un usage raisonné des LAADQ ne suppose pas seulement de tirer parti de leurs avantages mais aussi de comprendre et de prendre en compte les risques liés à leur utilisation. Nous avons déjà mentionné que le logiciel ne fait pas le travail d'analyse à la place du chercheur et peut-on ajouter, le seul fait de son utilisation ne lui apportera pas plus de légitimité face à ses pairs. Plus précisément, Bandeira de Mello et Garreau (2011 : 190-194) détaillent les cinq pièges classiques dans lesquels un chercheur pourrait tomber en utilisant *Atlas.ti 8* par rapport à la MTE, pièges vis-à-vis desquels nous avons été particulièrement attentive (Tableau 2).

**Tableau 2. Les principaux pièges issus de l'utilisation du logiciel *Atlas.ti* par rapport à la Méthode de la Théorie Enracinée.**

Source : d'après **Bandeira de Mello et Garreau (2011 : 190-194).**

PIÈGE	RISQUE	CONSÉQUENCES
<b>Piège 1</b>	Le chercheur peut s'éloigner de la réalité des sujets (Gilbert, 2002)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Rupture tactile/numérique</u> : le changement de support du papier classique à l'ordinateur peut induire un risque de dégager un trop grand nombre de codes (thèmes) qui peut nuire à la schématisation graphique.</li> <li>• <u>Piège du codage</u> : la possibilité de produire une infinité de codes peut empêcher la réflexion sur l'essence des données.</li> <li>• <u>Changement métacognitif</u> : le chercheur peut reproduire la façon de travailler du logiciel lors des activités d'interprétation. Les liens entre codes peuvent alors ne pas refléter les relations empiriques des données.</li> </ul>
<b>Piège 2</b>	Le logiciel peut induire à une analyse superficielle (Richards, 2002)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Fetichisme du codage</u> : le chercheur tend à mécaniser le processus de codage au détriment de la lecture, de la contemplation et de la réflexion sur les données. Le codage est trop valorisé en détriment de la découverte.</li> <li>• <u>Réification des codes</u> : le chercheur commence à penser que les codes existent réellement et que leur manipulation vers la construction du modèle lui suffit pour avancer dans la recherche, en oubliant les sujets.</li> </ul>
<b>Piège 3</b>	Un logiciel n'est pas méthodologiquement neutre	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les logiciels sont influencés par l'orientation méthodologique des créateurs. Atlas.ti 8 est particulièrement adapté pour la MTE.</li> <li>• Le chercheur doit fournir une restitution des étapes d'utilisation du logiciel fruit d'une pensée réflexive.</li> </ul>
<b>Piège 4</b>	Le rapport coût/bénéfice est difficile à évaluer	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluer les coûts d'apprentissage par rapport aux bénéfices attendus.</li> <li>• Le chercheur peut décider de n'utiliser que quelques fonctions choisies du logiciel.</li> </ul>
<b>Piège 5</b>	Un logiciel transforme un chercheur incompetent en chercheur encore plus incompetent	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le « côté humain » de la recherche qualitative est fondamental depuis la collecte des données.</li> <li>• Conséquences perverses lorsque le chercheur pousse l'utilisation du logiciel à l'extrême aux dépens de la réflexion sur les données.</li> </ul>

## **Chapitre 4**

### **Centrer et décentrer le regard**

#### **4.1. Le terrain : enraciner une théorie sur les conflit lié à l'eau**

##### **4.1.1. Une expérience et une construction à la frontière entre choix et opportunité**

En 2010, Collignon et Retaillé (2010 : 6) faisaient le constat que le terrain, un « des objets plus controversés en géographie » revenait avec force dans les études géographiques à partir de la publication en 2007 d'un numéro spécial, *Le terrain pour les géographes, hier et aujourd'hui*, de l'association de géographes français. En effet, après une période où le terrain fut objet « de rejet, de dures critiques et de caricatures » (Collignon et Retaillé, 2010 : 6) une nouvelle génération de chercheurs arrivait avec la saine intention de rendre visible les opérations de construction du terrain. La création de la revue en ligne « *Carnets de géographes* » née en 2010 en est une des preuves.

Le terrain avait été objet de critiques depuis les années 1960 dans la mesure où on l'assimilait à une géographie idiographique d'approche réaliste (Orain, 2009). Pour la géographie physique, le terrain était à la fois muet et présent dans les représentations des géographes. Pour certains des chercheurs, des outils de représentation comme les images satellites ou les cartes remplaçaient aisément le terrain (Collignon et Retaillé, 2010). Le terrain empêchait de théoriser disaient-ils (Retaillé, 2010a). La renaissance du terrain dans la géographie sociale, constructiviste, a imposé en revanche, un terrain doté de parole. Il s'agit d'un territoire, d'un paysage, médiatisé par les acteurs qui sont venus remplacer l'Homme abstrait d'une tradition géographique plus ancienne (Retaillé, 2010b). Pour Calberac (2011b) c'est un terrain où il faut se rendre : on ne peut collecter les données que là ou elles se trouvent.

Mais dans les deux cas, celui de la géographie éloignée ou de celle appliquée, à quoi sert le terrain au géographe ? Collignon et Retaillé (2010 : 7) donnent une réponse qui nous

semble satisfaisante : le terrain donne « une expertise critique de l'expertise » car l'expérience du terrain oblige au géographe à se plier à l'imposition des faits et à porter un regard analytique aux images qu'il approche. Placer les lieux en perspective, les observer nécessite une « confrontation avec la vie » (Retaillé, 2010b : 86) pour en extraire le sens.

Pour Retaillé (2010b : 90) le terrain est porteur d'expérience qui mène indubitablement à une acquisition de connaissance. Ce même auteur propose la formule « le chercheur est *au terrain* plutôt que celle que nous utilisons souvent, « le chercheur est *sur le terrain* », qui connote un aspect dominateur et sûr de l'expertise du chercheur. Ainsi, lorsque les chercheurs sont *au terrain*, celui-ci a la capacité d'enseigner par l'expérience tant aux géographes débutants qu'à ceux plus expérimentés.

Si chaque terrain est singulier (Calberac, 2011a : 3), chaque expérience de terrain, singulière elle aussi, est destinée à renouveler le système de représentations que le chercheur a des autres et du monde (Retaillé, 2010a). A l'instar de ce que décrit D'Alessandro-Sacarpari (2010), notre terrain a été pour nous une expérience personnelle qui a logiquement influencé notre production scientifique, mais qui l'a également légitimée.

En suivant Volvey (2013) et Calberac (2011a), nous avons adopté pour le terrain d'étude la définition d'*entité spatio-temporelle* (Volvey, 2013 : 904). Ainsi, notre terrain n'est pas uniquement le fragment d'espace étudié pour notre recherche, mais l'espace produit par elle. De cette sorte, il est intangible parce qu'il est construit par nos pratiques d'étude. Nous étudions l'espace fabriqué par les discours, les pratiques et les représentations sociales de nos interlocuteurs sur un espace physique donné. Nos pratiques « font du terrain » du moment où elles sont combinées d'une manière pertinente pour comprendre le fonctionnement de l'espace d'étude.

Le fragment d'espace étudié n'est qu'un élément du terrain parmi d'autres comme les lectures, les entretiens, les archives, les cartes, les observations directes, les réflexions, etc. Tous ces éléments ne formeront « le terrain » qu'au moment où ils ont été réunis de manière cohérente et organisée pour produire la signification globale de la recherche. C'est lors de l'interprétation que le terrain commence (Calberac, 2011b). C'est alors que l'on peut dire que « [le terrain] est une pratique qui crée de l'espace » (Calberac, 2011a : 5) et qui « apporte une manière de vivre et de regarder le monde et les gens » (Calberac, 2011b : 3). Comme affirme Collignon (2010 : 74) « Le terrain n'existe pas tant que le chercheur n'y est pas, et disparaît dès qu'il n'y est plus. Le terrain est un espace-temps défini par le chercheur lui-même qui y transporte ses interlocuteurs, les fameux « acteurs locaux » dans le mouvement même de son propre déplacement ».

Lors de l'entretien que Calberac (2011b) avec le géographe Pierre Gentelle, ce dernier affirme que « l'œil du géographe », celui qui serait capable de comprendre le monde à première vue n'existe pas : tout est basé sur l'expérience, l'apprentissage, la pratique et,

très important, la mise en perspective. Ici, la question de la pertinence de choisir plus d'un espace d'étude a toute sa place. Deux espaces d'étude font-ils un seul terrain ?

Pour la sélection de notre terrain d'étude, nous avons fait un premier choix sur une région espagnole, *La Mancha*, où nous étions interpellées par le conflit lié à l'eau du bassin du *Guadiana* s'étendant sur plusieurs décennies. *La Mancha* serait sans doute un « terrain d'Ailleurs » pour un chercheur français, mais il a constitué un « terrain près-de-chez-nous » pour nous-mêmes. Même s'il a fallu un déplacement matériel, nous n'étions pas appelée à sortir de notre domaine culturel de référence.

Une deuxième opportunité de lieu d'étude s'est présenté au début de notre travail : la possibilité de séjourner au Mexique pour participer au montage d'un projet pour l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) française et le Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología (CONACYT) mexicain sur le bassin de l'*Usumacinta* à *Tabasco*<sup>52</sup>. Cette fois c'était un vrai « terrain d'Ailleurs » où nous avons vécu l'écart culturel avec la culture mexicaine et un déplacement de nos références. Nous avons saisi cette occasion qui nous était offerte pour constituer un terrain de thèse autour de la problématique du conflit lié à l'eau. Nous avons considéré que c'était une manière intéressante d'agrandir notre réseau de lieux d'études, qui nous permettrait de nous décentrer par rapport à notre propre univers de référence, de regarder sous plusieurs angles, comparer et prendre du recul entre « l'Ici et l'Ailleurs ».

Au premier abord, une comparaison entre deux cas ferait penser à une prospection de leurs différences et similitudes en tenant compte de leurs variations géographiques. Dans notre cas, une question importante pourrait apparaître : comment comparer deux zones aux conditions hydriques opposées (*La Mancha*, semi-aride et *Tabasco* tropical-humide) même si les ressemblances sociales sont nombreuses<sup>53</sup> ? On trouve en grand nombre des défenseurs des comparaisons de cas contrastés, voir atypiques (Hugues, 1996) ainsi que des recherches qui comparent l'incomparable (Détienne, 2010) comme une manière de dégager des logiques sociales sur un problème commun aux différents univers étudiés et l'étude de leur déclinaison et perception par les acteurs.

Néanmoins, une comparaison d'études de cas ne se limite pas à ce type « d'exploration terme à terme [...] mais offre une posture plus directement épistémologique selon laquelle la comparaison consiste à mettre en regard les uns des autres des matériaux, sources ou objets apparentés [...] et à la mise en regard de divers cas empiriques » (De Verdalle *et al.*, 2012 : 6-10). C'est ainsi que les démarches comparatives se trouvent « au cœur de

---

<sup>52</sup> La mission s'inscrit dans le cadre du Projet Usumacinta-Bourgeon financé par l'Université Lyon 3 et plus particulièrement dans une des actions scientifiques principales prévues pour poser les fondations d'une collaboration scientifique durable entre chercheurs français et mexicains. <http://imu.universite-lyon-3-2016/> (consulté le 03/02/2017).

<sup>53</sup> Deux régions reculées dans leurs pays respectifs, où les populations participent activement à cette vision d'oubli et d'abandon et où les jeunes désertent majoritairement le milieu rural.



l'analyse comparative continue préconisée par la MTE » (De Verdalle *et al.*, 2012 : 7) que nous avons mobilisé pour notre travail.

Par ailleurs, les comparaisons internationales comme celle que nous avons réalisé ici ne consistent pas tant à comparer deux pays qu'à « étudier la construction de certaines catégories au niveau supranational et leur processus de diffusion et réappropriation à l'échelon national » (De Verdalle *et al.*, 2012 : 9). C'est ainsi que les catégories ici comparées comme les processus associés à la gestion de l'eau ou à la protection des écosystèmes aquatiques ou le rôle du conflit environnemental et hydrique sur les dynamiques sociales d'une région reculée indépendamment du pays concerné, nous a permis de monter en généralités en dégagant des régularités sociales sans pour autant perdre de vue les particularités de chaque zone.

Nous avons donc essayé de faire de nos deux sites d'étude (le bassin du *Guadiana* à *La Mancha* et le bassin de l'*Usumacinta* à *Tabasco*) un seul terrain. Pour cela nous avons mobilisé une approche relationnelle qui évite le risque de *naturalisation* de la comparaison. Notre analyse, axée sur un travail conjoint sur les deux zones a fait émerger, en paraphrasant De Verdalle *et al.*, (2012 : 10), « des nouvelles interrogations en diversifiant les angles d'approche et [...] de dégager des régularités sociales, tout en restant attentif à la singularité des cas étudiés ». Pour un conflit sur l'eau dans *La Mancha* où les nombreux études qui nous ont précédées avaient déjà trop balisé son origine et son fonctionnement, un éclairage nouveau sur l'eau à *Tabasco* a provoqué chez nous une vraie rupture épistémologique. Revenir ensuite sur le cas *manchego*, nous a permis de dénaturer le cadre d'explication espagnol, de nous débarrasser de nos réalités familiales et de confirmer qu'une autre lecture du conflit *manchego* était possible.

#### 4.1.2. Un seul terrain mais deux espaces d'étude en Espagne et au Mexique

La région espagnole de *La Mancha*, traversée par l'autoroute du Sud ou A4 qui relie Madrid à l'Andalousie est une étendue plaine semi-aride de 30 700 km<sup>2</sup><sup>54</sup> qui a été toujours considérée dans l'imaginaire espagnol comme une zone de passage entre ces deux autres régions plus prospères ou touristiques. Certainement enclavée, mais pas inconnue : Don Quichotte et les moulins à vent (Photo 2), le fromage *manchego*, et aussi... les conflits liés à l'eau dans le tronçon amont du bassin versant du fleuve *Guadiana* (Figure 2), appelé *Alto-Guadiana*. Une révision très rapide de la bibliographie plus récente nous a permis d'arrêter ce premier choix d'espace d'étude : on continuait à parler de ce conflit que nous avons connu il y a plusieurs décennies, curieusement, presque dans les mêmes termes mot pour mot que dans les années 1990. Face à cette impression d'arrêt sur image, un premier questionnement est apparu alors : comment est-il possible que depuis la fin des années 1980 les discours concernant le conflit n'aient pas évolué ? S'agit-il peut-être d'un conflit

---

<sup>54</sup> [https://web.archive.org/web/20110303122113/http://www.lamanchado.es/lm\\_es\\_lm\\_cextension.html](https://web.archive.org/web/20110303122113/http://www.lamanchado.es/lm_es_lm_cextension.html). (consulté le 06/04/2018).

insoluble ? Pour quelles raisons ? Le défi était relevé et nous sommes partis dans La Mancha en octobre de 2015 pour recueillir des premières impressions. Il s'agissait de faire quelques enquêtes qui guideraient et aideraient à reformuler nos questionnements et à affiner notre grille d'entretien. Nous avons défini alors les limites géographiques de notre espace d'étude dans l'un des espaces naturels protégés de cette région : la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* (RBLMH) dans l'*Alto-Guadiana*.



**Photo 2. Plaine manchega et moulins à vent traditionnels à *Campo de Criptana*, caractéristiques de la région.**

**Crédit photos : Ana González Besteiro, 2015, 2017.**

De nouvelles hypothèses de travail, surgies lors de cette première mission, nous ont permis de compléter notre grille d'entretien avec une nouvelle rubrique qui a été utilisée lors de la deuxième campagne *manchega* en janvier-février 2016. Dans ce deuxième séjour de deux mois dans La Mancha, nous avons pu réaliser 35 entretiens semi-directifs enregistrés et un nombre indéterminé de rencontres et observations de terrain.

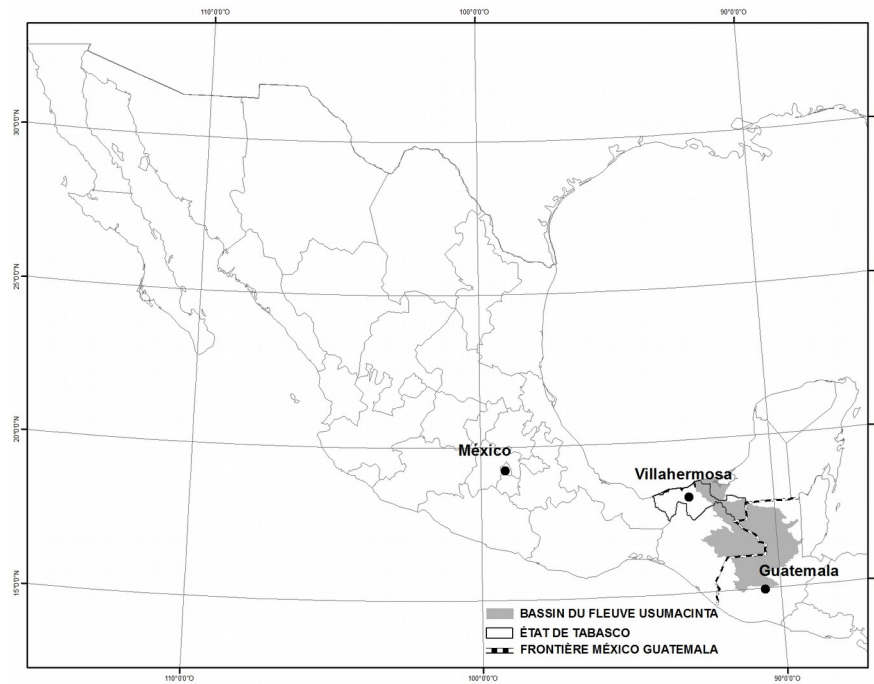


**Figure 2. Carte de localisation du bassin du fleuve *Guadiana* et de la communauté de *Castilla-La Mancha* en Espagne.**  
**Réalisation : Rafael Ubaldo Gosalvez (2018). *Universidad de Castilla-La Mancha* (UCLM). *Ciudad Real*, Espagne**

Notre troisième campagne, cette fois-ci dans le bassin du fleuve *Usumacinta*, dans l'État de Tabasco au Mexique (Figure 3) a été le résultat d'un cumul de circonstances favorables. L'État mexicain de Tabasco est une région enclavée de la fédération mexicaine à la frontière avec le Guatemala. Le bassin de l'*Usumacinta*, par ses contrastes (Photo 3) et similitudes avec notre terrain *manchego* fournissait un contrepoint tout à fait intéressant à la suite de notre raisonnement ancré dans le matériau empirique recueilli jusqu'alors dans *La Mancha*.

Ici aussi, nous nous sommes concentrée sur les conflits et problèmes liés à l'eau dans le cadre de deux aires naturelles protégées liées au fleuve : la Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla* (RBPC) et l'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañón del Usumacinta* (APFFCU). Nous avons pu y réaliser 30 entretiens sur la base du même guide d'entretien que dans *La Mancha* ainsi que de nombreuses rencontres et observations de terrain pendant un séjour de 15 jours intensifs en septembre 2016.

La mise en perspective mexicaine nous a conduit à de nouveaux questionnements qui ont été intégrés à une quatrième et dernière campagne de terrain dans *La Mancha* en avril-mai 2017. Nous avons centré ce dernier séjour de terrain sur la confirmation d'un modèle pressenti de conflit, et avons pu constater que nos enquêtes arrivaient à un point de saturation.



**Figure 3. Carte de localisation du bassin du fleuve *Usumacinta* et de l'État de *Tabasco* au Mexique, à la frontière avec le Guatemala.  
Réalisation : Marcos Antonio Morales (2018). *Centro de Cambio Global y la Sustentabilidad (CCGS)*, Villahermosa, Mexique.**



**Photo 3. Vue aérienne du Bassin du fleuve Usumacinta (à gauche) et fleuve à proximité de la ville de *Tenosique* (Mexique) (à droite).  
Crédit photos : Ana González Besteiro, 2016.**

## 4.2. Un protocole de recueil, d'assemblage et d'analyse

### 4.2.1. L'observation directe et l'entretien, deux méthodes privilégiées par la géographie sociale

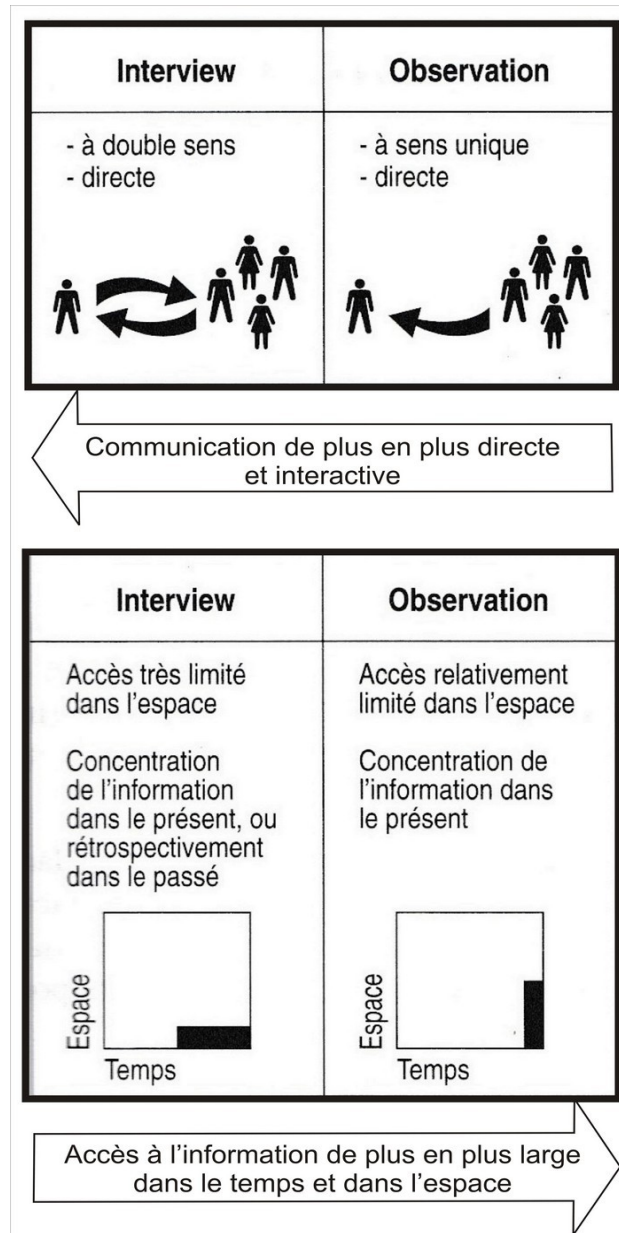
Pour tout ce qui vient d'être dit, nous avons choisi deux méthodes qualitatives d'enquête de terrain : l'entretien semi-directif et l'observation directe. Ces deux techniques sont assez répandues dans les études qualitatives en géographie (Gumuchian et Marois, 2000) et elles sont basées sur deux modes de production de données : la description pour l'observation et la transcription pour l'entretien. Chacun de ces méthodes ont un rôle différent dans le rendu des résultats. D'une part, les extraits d'entretien (ou *verbatim*) montrent les récits originels des acteurs interrogés sur lesquels les opérations d'analyse et interprétatives se sont basées. De l'autre, nos propres descriptions témoignent des scènes auxquelles nous avons assisté ou que nous avons observé sur le terrain. « L'écrit final donne à « entendre » par l'usage de citations renvoyant aux entretiens et il donne à « voir » par l'usage de descriptions renvoyant à des observations (Olivier de Sardan, 2008 : 138).

Alors que l'entretien cible le discours de la personne interrogée, l'observation cible plutôt les pratiques. Deux autres différences émergent entre ces deux méthodes de recueil de données qualitatives (Figure 4). L'entretien, comme nous avons vu précédemment, est un acte de communication et permet de collecter les discours non seulement du présent mais également du passé et de l'avenir alors que l'observation est un acte à sens unique et se situe fondamentalement dans le présent (De Ketele et Roegiers, 2009 : 16).

L'observation, plus que n'importe quelle autre technique, est une méthode intrinsèque au géographe (Calberac, 2011a) : « ce sont les dimensions sociales de la production de l'espace qui intéressent la technique de l'observation » (Morange et Schmoll, 2016 : 62). En géographie sociale, on parle de l'observation des pratiques liées à l'espace et de la construction sociale des territoires et leur appropriation par l'homme. Il ne s'agit donc pas uniquement de l'observation des paysages ou des phénomènes géomorphologiques qui modèlent la surface de la terre propres à la géographie physique. Si l'observation est si prisée en géographie c'est parce qu'elle « mobilise essentiellement la vue, l'instrument privilégié d'accès au monde et qu'elle favorise une entrée par l'espace plutôt que par le groupe social » (Morange et Schmoll, 2016 : 62). En géographie l'on observe l'espace vécu et celui expérimenté, c'est-à-dire, l'espace des représentations et l'espace social où l'homme est influencé et influenceur.

En dépit de la prétendue simplicité de la méthode, observer n'est pas si simple que cela peut paraître et la supposition que le « réel se donne à voir » relève « d'un empirisme naïf » (Arborio et Fournier, 2010 : 9). L'observation est un processus qui nécessite de l'attention, de la curiosité et de la patience (Morange et Schmoll, 2016), et qui doit éviter les pièges de la « prison » des catégories propres à l'observateur (Arborio et Fournier,

2010). C'est un acte intelligent par lequel l'observateur sélectionne d'un champ perceptif un nombre limité d'informations. Selon De Ketele et Roegiers (2009 : 15) cette sélection s'opère en relation à l'expérience antérieure : « le « déjà-vu » s'observe plus facilement tandis que le « trop vu » risque de passer inaperçu ».



**Figure 4. Différences entre deux méthodes de recueil de données qualitatives : l'entretien (ou enquête) et l'observation directe.**

Source : d'après De Ketele et Roegiers (2009 : 29).

D'une certaine manière, l'observateur se trouve à l'intérieur de la situation qu'il observe. C'est pour cela que le choix du mode d'observation est également celui d'un rôle social à occuper (Arborio et Fournier, 2010). Ceci nous rapproche de la technique de l'entretien : dans les deux cas, le risque, évidemment, est celui d'être pris par les observés pour un contrôleur de leurs pratiques et en conséquence induire des changements de comportement. Pour éviter cet écueil, Arborio et Fournier (2010 : 30) suggèrent de faire appel plutôt à l'observation participante, où les rôles sont bien définis dès le début, plutôt qu'à l'observation directe où l'ambiguïté peut s'installer.

Lors de notre travail de terrain, nous avons presque toujours pratiqué des observations à découvert en prenant des notes ouvertement devant les personnes observées. Dans certaines occasions, nous avons eu recours à l'observation incognito, sans exprimer clairement aux sujets qu'ils étaient observés pour ne pas interrompre leur activité. Dans tous les cas, nous avons essayé d'observer les ressources que les acteurs mobilisent dans leurs pratiques et le sens qu'ils leur donnent. Tant lors des entretiens que lors des trajets entre les différents lieux d'entretien, visites touristiques ou vie quotidienne sur place, nous avons tenu un journal de bord où nous avons pris des notes descriptives, émis des réflexions personnelles et rédigé des notes d'analyse (ou prospectives) que nous détaillerons plus loin.

La quasi-totalité de ces acteurs observés ont été sujets d'entretiens semi-directifs, où nous avons laissé s'exprimer l'enquêté à partir de quelques consignes et relances en prenant soin d'intervenir le moins possible (Cohen, 1999). L'entretien nous a ainsi permis d'étudier les faits dont la parole est le vecteur principal à travers duquel on peut accéder à des informations sur des actions passées, savoirs sociaux et systèmes de valeurs et normes (Blanchet, 2003). Plus particulièrement nous avons suivi la technique de l'entretien compréhensif (Kaufmann, 2016) dont le but est de « briser cette hiérarchie [de question-réponse où l'enquêté se soumet à l'enquêteur et attend sagement la question suivante] et où le ton à trouver est beaucoup plus proche de celui de la conversation entre deux individus égaux que du questionnement administré d'en haut » (Kaufmann, 2016 : 47).

Dans cette manière de mener l'entretien, où « il faut sortir de la liste de questions » (Olivier de Sardan, 2008 : 58), l'attitude d'écoute de l'enquêteur est fondamentale : la personne enquêtée doit sentir qu'elle est écoutée et qu'elle est placée dans un rôle central. Elle détient un savoir et des informations précieuses pour l'enquêteur, qui reste néanmoins le maître du jeu. Dans ce flux d'informations unidirectionnel, l'enquêteur doit cependant prendre des précautions pour ne pas donner l'impression qu'il effectue une extraction minière de l'information (Olivier de Sardan, 2008 : 56). Kaufmann (2016 : 22) souligne que « l'entretien compréhensif [...] inverse les phases de la construction de l'objet : le terrain n'est plus une instance de vérification d'une problématique préétablie mais le point de départ de cette problématisation », ce qui rattache notre choix de méthode d'entretien avec l'approche de recherche qualitative que nous adoptons, issue de la MTE.

L'équilibre, « dilemme qui relève de l'injonction contradictoire » (Olivier de Sardan, 2008 : 61), est difficile à trouver. Il se localise quelque part entre la conversation banale « entre amis », la liberté de parole, le maintien de l'intérêt de l'enquêté et le maintien du contrôle du chercheur. Il est basé sur la tactique choisie par l'enquêteur mais aussi sur la réaction de l'enquêté en forme de *négociation invisible* (Olivier de Sardan, 2008 : 61). Il dépend non seulement de l'expérience et métier de l'enquêteur mais aussi, nous oserons dire, de sa personnalité et sa manière naturelle d'interagir avec les autres personnes. Lors de nos entretiens de terrain, pour sortir du schème rigide de question-réponse auquel certains acteurs se prêtent plus que d'autres, nous avons essayé de dynamiser l'interaction avec des informations personnelles qui ont créé l'empathie avec l'enquêté. C'est ainsi que des anecdotes et des informations sur nos pays d'origine, la France ou l'Espagne, ont permis d'enclencher facilement des dynamiques conversationnelles. Savoir à quoi ressemble l'activité agricole, les fleuves ou la vie politique dans un autre pays a été apprécié par nos interlocuteurs qui se sont montrés curieux d'apprendre des choses qu'ils ne connaissaient pas. Cet approche plus personnelle peut être jugée dans un premier abord comme une interférence dans la supposée objectivité du chercheur. Nous jugeons cependant qu'elle favorise les relances des récits et permet que les interlocuteurs s'expriment beaucoup plus. Se mettre à leur place, ne pas juger, avoir de la curiosité et se comporter d'égal à égal a permis donc l'obtention de paroles qui traduisent des grandes vérités et des petites confidences.

Nous avons aussi eu recours à quelques procédés visant à réduire au maximum l'artificialité de la situation d'entretien. Nous citerons entre autres, le partage avec l'enquêté d'anecdotes et expériences propres, d'allusions aux nouvelles récemment lues ou écoutées dans les médias ou bien d'informations écoutées auprès d'autres acteurs enquêtés précédemment (sans les nommer, bien évidemment). Également, nous avons eu recours à l'étonnement face aux discours des acteurs enquêtés avec un certain degré de théâtralisation. Le fait de se montrer surprise face à certains propos animait notre interlocuteur à les nuancer ou à les expliquer davantage. Enfin, nous avons mis devant la scène les contradictions trouvées soit dans le propre discours de la personne, soit entre son discours et le discours officiel en témoignant dans tous les cas une profonde curiosité et respect pour leurs pratiques, leur formes de vie et leurs opinions.

Entre « avocat du diable » et naïveté à la manière du huron ingénu de Voltaire, notre stratégie a été bien perçue et a mis en confiance à nos interlocuteurs. Dans la plupart des cas, nous avons ri ensemble entre détours, circonvolutions, hésitations, perplexité et anecdotes, propres d'une dynamique de conversation improvisée mais prises au sérieux. Néanmoins, les thèmes à traiter lors des entretiens n'étaient pas du tout improvisés mais préfigurés à l'avance sur la base d'un guide ou grille d'entretien.

En effet, nous avons construit la grille d'entretien soigneusement en amont (Annexe 1) puis nous l'avons assimilée et apprise pour pouvoir, lors de l'entretien, « oublier la grille » (Kaufmann, 2016 : 44). Au début de chaque entretien, moment délicat qui donne le ton de



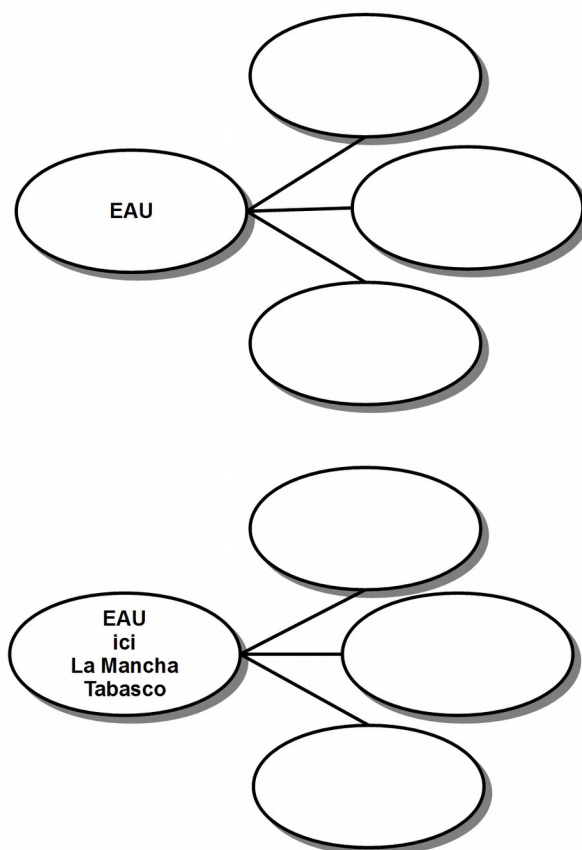
la suite, nous y avons associé une autre technique de recueil d'information censée réduire les mécanismes de contrôle et de défense qui accompagnent le démarrage de la situation d'entretien. Il s'agit de la *carte associative* (Abric, 2016b), une technique d'association de mots à un mot donné par l'enquêteur. La carte associative a été utilisée surtout comme un outil d'activation pour briser la glace des débuts d'entretien, pas comme un outil de recueil des représentations tel qu'invoqué par l'*approche structurelle* des études des représentations sociales. La consigne de départ a permis engager l'entretien semi-directif par les explications et déclinaisons que le propre individu donnait aux mots que lui-même avait énoncés lors de la construction de la carte associative (Figure 5).

Ainsi, à notre demande, les personnes interrogées ont élaboré une carte associative d'abord autour du mot inducteur « eau » puis de « eau ici » (« ici » étant *La Mancha* en Espagne ou *Tabasco* au Mexique) juste après la présentation de l'entretien et sans transition. Ancrer les discours des acteurs dans les territoires d'étude nous a en effet poussée à utiliser ces deux mots inducteurs, débouchant sur deux cartes associatives. Les mots associés au seul mot inducteur « eau », seraient en effet très généraux et applicables à n'importe quel lieu de la planète, voire ne déboucher que sur des lieux communs. Générer une autre série de mots associés aux lieux d'enquête permet d'engager une réflexion sur « l'eau dans *La Mancha* » ou « l'eau à *Tabasco* », de territorialiser et de nuancer les mots qui avaient d'abord été associés à l'eau en général.

Nous avons ainsi pu recueillir un maximum d'expressions spontanées des individus sans leur laisser le temps de trop réfléchir. De cette manière, des associations libres ont été produites et nous avons demandé à la suite le pourquoi de ces chaînes associatives. Pour chaque sujet interrogé, nous avons utilisé un support papier avec les mots inducteurs (voir Figure 5) Dans un premier temps pour « eau » et ensuite pour « eau ici », nous avons inscrit à la main les 3 mots prononcés par les sujets au fur et à mesure qu'ils le disaient de manière à ce qu'ils aient toujours en vue le schéma et puissent éventuellement le rectifier ou nuancer.

Notre grille d'entretien à proprement parler était composée de quatre rubriques principales (Annexe 1). La première, en introduction, avait pour objectif de trouver des réponses à un questionnement : l'état physique de l'eau est-il une construction sociale ? Pour cela nous nous sommes attachée à isoler et comprendre les représentations sociales sur l'eau et plus particulièrement sur l'eau dans la région où la personne développait ses activités ou habitait (*La Mancha* ou *Tabasco*). Deuxièmement, nous nous sommes intéressés à comprendre le sens que les données techniques/scientifiques sur l'eau avait pour les acteurs interrogés, si ces données reflétaient la réalité ou si en revanche ils avaient un autre rôle et lequel, une rubrique que nous avons intitulée « qualification de l'eau ». Une troisième rubrique, consacrée à l'identification des savoirs experts et profanes sur l'eau, avait pour objectif de nous faire comprendre par quels mécanismes les flux de savoirs pouvaient devenir des flux de pouvoir dans les régions étudiées. Enfin, la dernière et quatrième rubrique concernait le conflit sur l'eau. À partir des trois rubriques antérieures nous étions

en mesure de savoir si les acteurs percevaient ou non l'existence d'un conflit/problemème lié à l'eau dans leurs territoires. Dans le cas affirmatif, nous nous sommes donc intéressée à connaître la nature et le fonctionnement de ce conflit à travers les représentations de chaque acteur.



**Figure 5. Mots inducteurs et structure des cartes associatives utilisées lors des entretiens de terrain.**  
Source : d'après Abric (2016b).

La grille d'entretien initiale n'a pas été figée. Elle a certainement évolué pour mieux correspondre aux spécificités de nos interlocuteurs. Elle s'est adaptée au fur et à mesure que les informations recueillies et l'analyse simultanée nourrissaient notre réflexion selon la Méthode de la Théorie Enracinée que nous avons utilisée. Comme le juge Kaufmann (2016 : 45), « la grille [d'entretien] [...] qui devient intouchable est une erreur. La soumettre régulièrement à la critique pourrait avoir des effets très bénéfiques ». C'est cette attitude que nous avons adoptée pour notre travail.

Ainsi, certaines rubriques initiales se sont réduites ou ont presque disparu progressivement car les thématiques déployées n'arrivaient pas à vraiment capter l'intérêt des personnes interrogées et donc à déclencher des dynamiques de conversation plus riches que la simple réponse aux questions. C'est le cas notamment de l'intérêt porté par les sujets à avoir accès à une information sur l'eau (Annexe 1). Il s'agissait d'une thématique qui de manière générale n'intéressait pas beaucoup nos interlocuteurs. La manifestation de cette indifférence est devenue pour nous une information en elle-même intéressante, mais au vu des réactions, la garder comme une rubrique provoquait un effet contraire à celui souhaité, coupant le flux de parole faute d'une place importante dans les représentations de nos interlocuteurs. En revanche, d'autres rubriques se sont ajoutées en réponse à la prédisposition des individus interrogés à parler de certains thèmes que nous n'avions pas jugé prioritaires au préalable. C'est le cas particulier des questions liés à l'invisibilité du fleuve *Guadiana* dans *La Mancha* ou les dynamiques sociales à l'intérieur des aires naturelles protégées autour du fleuve *Usumancinta* à *Tabasco*.

Enfin, nous avons essayé de développer au maximum chacune des rubriques et sous-rubriques en fonction des profils de nos interlocuteurs. Comme le conseille Olivier de Sardan (2008 : 60), nous avons pris soin de transformer nos questions de recherche, pertinentes dans notre univers de sens, en des questions qui fassent sens pour nos interlocuteurs. Bien entendu, pour nous il n'y avait pas de bonnes ou de mauvaises réponses, tout au contraire, les « hors sujets » nous ont intéressé particulièrement car c'est de ces digressions que sont nées de nouvelles pistes à explorer et à questionner.

Un cas particulier que nous avons trouvé au cours de nos entretiens est celui des dirigeants. Nous avons voulu les interroger. Il s'agit de personnes qui ont un poste important au sein d'une structure en lien avec la gestion de l'eau et/ou les espaces naturels protégés et pour qui, la manière de nous adresser à eux devait certainement s'adapter. Comme le signale Cohen (1999 : 7) tandis que pour les acteurs locaux, il s'agit d'interlocuteurs interchangeables (un agriculteur ou un autre...), les dirigeants sont choisis *intuitu personae*, en raison de leur expérience, de leur compétence ou d'un type particulier d'informations que nous voulons recueillir. Nous nous retrouvons ainsi face « à des individus cultivés, détenteurs d'un savoir spécialisé qu'ils n'acceptent pas forcément de partager, soucieux de donner d'eux, ou de l'organisation à laquelle ils appartient une image valorisante » (Cohen, 1999 : 8). En général, ces personnes acceptent mal la technique de l'entretien compréhensif et préfèrent dans la plupart de cas répondre à des questions clairement formulées. Ils produisent une parole auto-contrôlée qui « dit ce qu'ils représentent plutôt que ce qu'ils sont ou ce qu'ils font » (Cohen, 1999 : 9).

Notre tactique d'enquête auprès de ce type d'acteurs a en conséquence été quelque peu transformée. Nous avons ainsi opté pour *l'engagement actif* dans nos questions pour en retour provoquer l'engagement de l'enquêté (Kaufmann, 2016 : 19). Pour cela, nous avons essayé de déconstruire la perfection émanant de leurs discours institutionnels par la confrontation, si cela était possible, avec d'autres discours recueillis dans des entretiens

précédents qui contredisaient ou confirmaient leurs propos. Ceci pourrait être considéré comme une sorte de violence symbolique exercée auprès de ces interlocuteurs en les invitant à expliquer plus en détail les points d'accord ou de désaccord par rapport aux autres représentations recueillies dans la même région. Parfois nos interlocuteurs ont eu les ressources suffisantes pour rebondir et ne pas déraiper, mais parfois aussi nous avons réussi à toucher du doigt leurs représentations.

En nous basant sur cet ensemble de procédés décrits jusqu'ici, nous avons enquêté un total de 85 personnes. 55 personnes au bassin du fleuve *Guadiana* en Espagne, dont 10 auprès de responsables, au cours de trois campagnes : octobre 2015, janvier/février 2016 et mai 2017 et 30 personnes au bassin du fleuve *Usumacinta* au Mexique, dont 4 auprès de responsables, en septembre 2016. Nous détaillerons dans la section 4.3, les modes de prise de contact avec les acteurs interrogés et leur profil diversifié.

Lors de notre travail de terrain, nous avons effectué une « triangulation méthodologique », entendue comme la « combinaison de différentes méthodes, sources (corpus) ou regards pour assurer la robustesse des données » (Morange et Schmoll, 2016 : 54). Nous avons ainsi systématiquement utilisé plusieurs techniques pour étudier le même phénomène, à partir de l'observation et l'entretien, une méthode habituelle en géographie qualitative (Morange et Schmoll, 2016), et à partir des données des deux terrains différents en Espagne et au Mexique.

#### **4.2.2. Une analyse qualitative explicitée**

Comme affirme Benelli (2011 : 41) « la fabrication du chapitre méthodologique issu d'une recherche inductive » relève d'une (re)construction *a posteriori*, laquelle oblige aux chercheurs à « faire de l'ethnographie de leur travail de recherche » et à mettre au jour les logiques qui le sous-tendent » parce qu'il faut séparer les éléments entremêlés : questionnements, interrogations, hypothèses, outils d'investigation, production de données empiriques, analyses.

Ainsi, nous avons fait le choix de ne pas partir d'hypothèses bien définies à vérifier sur le terrain mais d'intuitions à la fois profanes et scientifiques sur les conflits liés à l'eau et à la protection des écosystèmes aquatiques : dynamiques en spirale sans issues claires, recherche de solutions aux conflits qui relèveraient plus de la rhétorique des discours que d'une franche volonté affichée, etc.). Ces pistes, qui ont surgi du terrain même, constituaient le point de départ d'un travail empirique où nous nous donnions comme objectif de rendre compte des expériences vécues dans leur complexité et leur dynamique et par là de comprendre ce que le conflit lié à l'eau supposait pour les acteurs impliqués.

Nous explicitons dans l'Annexe 2 nos compte-rendus de terrain à partir du contenu de notre journal de bord et d'analyse de terrain pendant 4 périodes de mission entre 2015 et

2017. Nous renseignons de ce fait non seulement nos *réflexions, pistes, connexions* et *inattendus* sur les entretiens effectués mais aussi nos observations de terrain notées de manière spontanée, sans souci dans un premier moment de juger si elles étaient pertinentes ou pas. Nous avons opéré une sélection des pistes et divisé cette documentation par mission de terrain en ordre chronologique : pour chaque étape de terrain, la tenue des entretiens et les observations sont basées sur les analyses issues de l'étape précédente. Ainsi nous trouverons quatre comptes-rendus dans l'Annexe 2 : le compte-rendu de terrain numéro 1, concernant le bassin du *Guadiana* en Espagne (octobre 2015), le compte-rendu de terrain numéro 2 sur le bassin du *Guadiana* en Espagne (janvier-février 2016), le compte-rendu de terrain numéro 3 pour le bassin de l'*Usumacinta* au Mexique (septembre 2016), enfin le compte-rendu de terrain numéro 4 pour le bassin du *Guadiana* en Espagne (mai 2017). Chaque compte-rendu est composé de plusieurs *titres* qui permettent d'identifier l'élément auquel il fait référence dans le fil de la démarche inductive, une date pour le situer dans ce même processus et son ancrage (ce qui fait référence à tels ou tels entretiens, observations empiriques ou/et situation de collecte, à quoi s'attache chaque piste, fait inattendu ou réflexion avancée. Cette première analyse issue directement du terrain ne tient pas compte du contenu des entretiens à proprement parler. Dans l'Annexe 2 nous avons fait référence aux ancrages du terrain, soit provenant des entretiens, soit des observations.

Parce que nous avons considéré que les deux logiciels utilisés, *Atlas.ti 8* et *Lexico 3.6* agissent sur le processus de connaissance scientifique tel qu'énoncé par Dumont (2010), nous avons jugé nécessaire de rendre compte de leur action sur l'analyse de notre corpus constitué des *verbatim* des entretiens semi-directifs effectués auprès des 85 acteurs enquêtés et des observations directes de nos terrains espagnol et mexicain. Dans un premier temps, nous avons traité en parallèle, mais de manière indépendante, les deux corpus constitutifs de notre travail de terrain pour les réunir ensuite dans des catégories d'interprétation communes. Dans cette étape, nous avons considéré chaque corpus comme une unité autonome d'acteurs et de récits : les deux corpus s'attachent, certes, à une même problématique, celle de notre recherche, mais les représentations et pratiques véhiculées par chaque groupe d'acteurs sont ancrées aux particularités de chaque territoire. L'un, un bassin sédimentaire au centre l'Espagne au climat semi-aride et avec une composante d'eau souterraine importante, l'autre, un bassin au sud du Mexique au climat tropical humide où les eaux superficielles du grand fleuve *Usumacinta* occupent le devant de la scène. De plus, les particularismes linguistiques de chaque terrain renforcent notre choix dans cette première étape d'une analyse aussi proche que possible des mots et expressions idiomatiques locales.

Cette démarche est la suite logique de celle qui sera explicitée dans la section 4.3 lors de la présentation du déroulement de l'enquête de terrain. Les entretiens ont été l'objet d'une transcription mot à mot à l'aide du logiciel de libre accès, *Sonal 1.9.3*. Environ 350 heures ont été consacrées à la tâche de transcription par nos soins. Un travail chronophage, sans doute, mais pourtant vraiment nécessaire, non seulement pour pouvoir disposer d'un

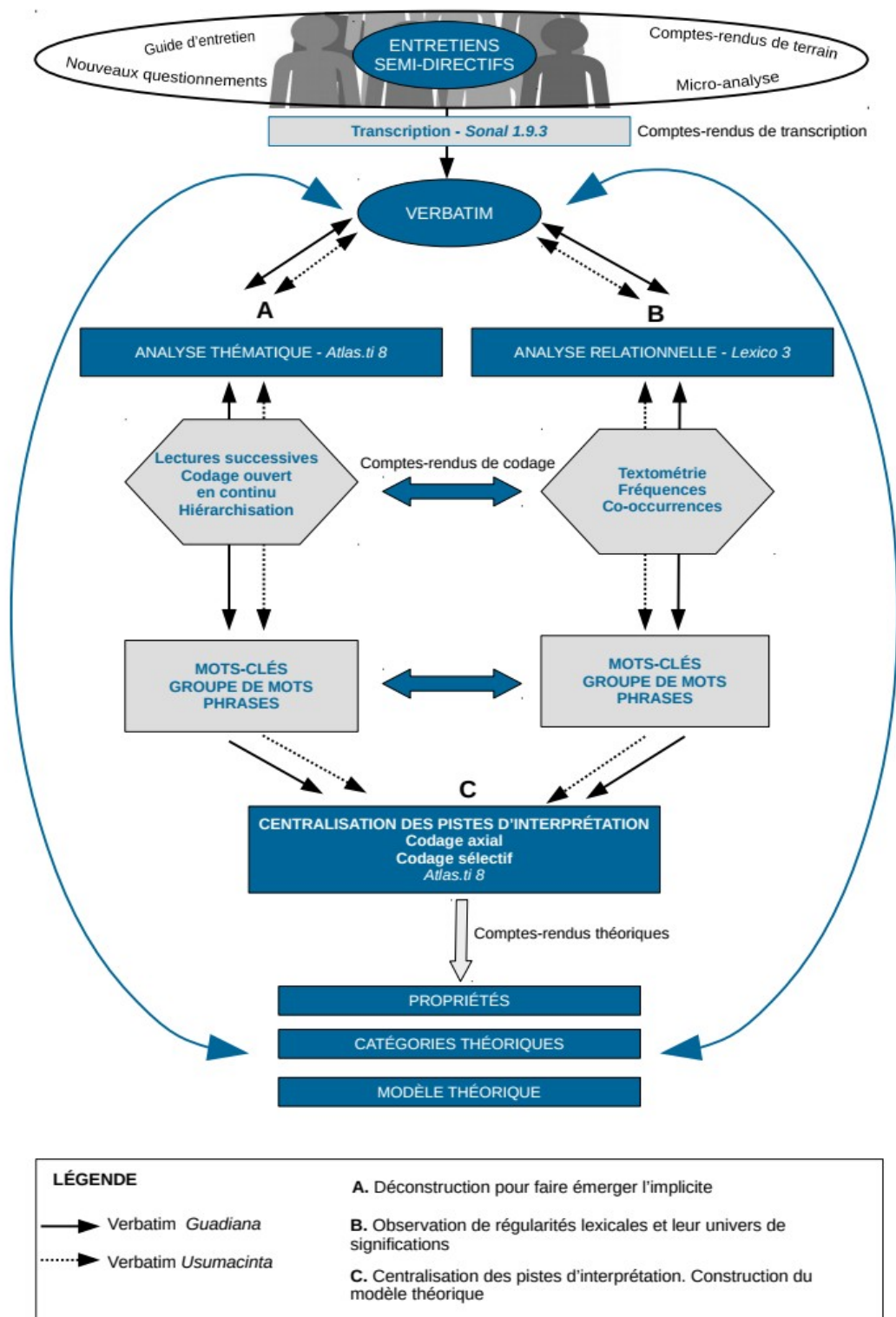
corpus de *verbatim* complet à analyser par la suite car « l'analyse n'est pas possible en écoutant uniquement les enregistrements où le rythme est beaucoup plus rapide que celui de la lecture » (García Borrego, 2006 : 196), mais aussi pour démarrer l'analyse lors de cette phase de transcription. Les intuitions pressenties et les nouveaux questionnements émergés lors des entretiens ont été mis à contribution de l'analyse à partir des notes sur des journaux de bord de terrain et les impressions obtenues lors des transcriptions ont été également considérées en tant que moments privilégiés de réécoute des discours des acteurs. Nous avons élaboré à cette occasion des comptes-rendus de transcription.

Les 520 pages de la transcription de l'ensemble du corpus, 375 pages pour le bassin du *Guadiana* et 145 pages pour celui de l'*Usumacinta*, ne sont pas incluses dans la rédaction de cette thèse pour deux raisons principales : par souci d'abord de préservation de l'anonymat des acteurs participants à l'enquête et aussi en raison de leur extension<sup>55</sup>.

Les opérations réalisées et les traces observables qu'elles ont laissées dans notre analyse dans le cadre de la MTE sont synthétisées dans la Figure 6. Nous avons ainsi divisé notre analyse en trois étapes, une analyse thématique (Bardin, 2011 ; Paillé et Mucchielli, 2012) qui a été consacrée à la déconstruction des discours pour faire émerger l'implicite et pour laquelle nous avons utilisé le logiciel Atlas.ti 8. Une deuxième, l'analyse relationnelle (Bardin, 2011), est dédiée à l'observation de régularités lexicales et leur univers de significations à l'aide du logiciel lexicométrique Lexico 3.6. Pour ces deux étapes nous avons analysé séparément les corpus du bassin du Guadiana (Espagne) (campagnes de terrain 1, 2 et 4) de celui de l'*Usumacinta* (Mexique) (campagne de terrain 3). Enfin une troisième et dernière étape a permis de réunir l'ensemble des corpus dans un processus de centralisation des pistes d'interprétation pour pouvoir dégager les propriétés, les catégories théoriques et finalement la construction d'un modèle théorique qui reste toujours en lien avec le *verbatim* et donc les discours des acteurs (Gibbs, 2012 ; Lejeune, 2014).

---

<sup>55</sup> Elles sont disponibles pour le jury de thèse si cela s'avère nécessaire.



A.G. BESTEIRO, 2019

Figure 6. Étapes des opérations réalisées à l'aide des logiciels Sonal 1.9.3 (transcription), Atlas.ti 8 (analyse thématique) et Lexico 3.6 (analyse relationnelle) appliquées sur les *verbatim* du corpus dans le cadre de la Méthode de la Théorie Enracinée.

Source : González Besteiro (2020).

Pour l'étape 1, une fois chacun des deux corpus intégrés directement en format *Word* dans un *Projet Atlas.ti* ou base de données, la première opération réalisée a été celle de l'analyse thématique ou codification ouverte en continu. Ce type de démarche, comme signalent Blanchet et Gotman (2015) ignore chaque discours individuel et trouve une cohérence du corpus analysé dans son ensemble où l'individu perd ses contours. Les thèmes (appelés « codes » par *Atlas.ti 8*) ont émergé progressivement du propre *verbatim* au fil des lectures successives. Dans un souci de réflexivité, nous avons privilégié une variante de la *codification par ligne* selon laquelle des groupes de lignes du *verbatim* peuvent être codifiés pour éviter le risque d'introduction des idées préconçues de l'analyste (Gibbs, 2012). Pour contourner cet écueil, nous avons aussi choisi, dans la mesure du possible, le codage *in vivo* en utilisant les concepts utilisés par les propres participants de l'enquête.

Dans le but d'affiner l'analyse, les nombreux codes ainsi obtenus (environ 300) ont été soumis par la suite à une réorganisation hiérarchisée de manière à transformer les codes descriptifs (aussi appelées *rubriques*) en analytiques (ou *thèmes* proprement dits) et à pouvoir les grouper en réseaux de classes similaires par rapport aux extraits issus du corpus (Figure 7). Cette nouvelle action de conceptualisation au niveau des thèmes eux-mêmes a été possible grâce aux fonctionnalités d'*Atlas.ti 8* en tant qu'outil de navigation. C'est ainsi que nous avons pu naviguer aisément et rapidement entre tous les documents du corpus en utilisant les thèmes assignés et entre les extraits de chaque thème dans une interface unique. Le reformatage et les changements effectués dans les thèmes ont été repris dans l'ensemble du corpus de manière automatique. Cet aller-retour permanent entre les *verbatim* et les thèmes issus des opérations inductives ont permis de garder toujours un lien avec les évidences empiriques en contrôlant chacune des montées en généralité.

Une des fonctionnalités très utiles de ce logiciel est aussi l'administrateur des *codes-liens* qui permet de lier des codes entre eux (et logiquement des *verbatim* associés entre eux) pour construire des réseaux entre concepts et thèmes. La constitution des réseaux permet de visualiser de manière graphique et claire la structure des données et des thèmes ce qui peut faciliter la re-codification des données en catégories<sup>56</sup> plus larges et monter ainsi en généralité. Finalement, le logiciel permet de réaliser des rapports (appelés *mémos* par *Atlas.ti 8*) des citations avec les codes de notre choix qui vont pouvoir devenir des comptes-rendus de codage exportables en format texte (Figure 8). Ces rapports ou *mémos* selon Bandeira de Mello & Garreau (2011 : 181) « servent à réunir et à conserver les pensées, les idées et les raisonnements du chercheur à divers moments de l'analyse des données. L'accès à ces écrits aide généralement à clarifier le processus de recherche qualitative ».

---

<sup>56</sup> Nous entendons ici le terme « catégorie » selon la définition de Paillé et Mucchielli (2012 : 316) : « une catégorie désigne un phénomène. À la différence de la rubrique ou du thème, elle va bien au-delà de la désignation de contenu pour incarner l'attribution même de la signification. Le travail d'analyse à l'aide de catégories implique une intention d'analyse dépassant la stricte synthèse du contenu du matériau analysé et tentant d'accéder directement au sens »



*Atlas.ti 8* possède un outil de statistique textuelle pour calculer les fréquences de mots d'un corpus. Ces données peuvent être exportées à une feuille de calcul (du type *Excel*) ou à un autre programme statistique (comme par exemple *SPSS*). Mis à part ce comptage, ce logiciel ne permet cependant pas d'aller plus loin dans le travail lexicométrique. Pour dégager le contexte dans lequel les mots plus fréquemment prononcés font sens, nous nous sommes tournée vers *Lexico 3.6* pour examiner en détail ces observations. C'est ainsi que nous avons utilisé en parallèle *Lexico 3.6*, qui « intègre une démarche qualitative englobante » (Pincemin, 2011 : 6) dans ce que nous avons dénommé l'étape 2 de l'analyse ou analyse relationnelle (Figure 6). L'intégration des données dans la base d'analyse textuelle nécessite une préparation au préalable. *Lexico 3.6* utilise un découpage en *balises* au sein du même corpus qui permet de distinguer les entretiens entre eux et les différents interlocuteurs, y compris l'enquêteur.



**Figure 7. Captures d'écran à partir du logiciel *Atlas.ti 8* qui montrent le processus de codage du corpus.**

**Le volume important du codage complet ne permet pas une reproduction intégrale ici.**

**Source : González Besteiro (2020).**

D 10: USU-10-T (47)~  
 D 11: USU-11-T (14)~  
 D 12: USU-12-T (94)~  
 D 13: USU-13-T (50)~  
 D 14: USU-14-T (46)~  
 D 15: USU-15-T (24)~  
 D 16: USU-16-T (76)~  
 D 17: USU-17-T (36)~  
 D 18: USU-18-T (15)~  
 D 19: USU-19-T (22)~  
 D 20: USU-20-T (34)~  
 D 21: USU-21-T (12)~  
 D 22: USU-22-T (36)~  
 D 23: USU-23-T (24)~  
 D 24: USU-24-T (17)~  
 D 25: USU-25-T (36)

ódigos (300)  
 mos (10)  
 edes (1)  
 rupos de documentos (2)  
 rupos de códigos (31)  
 rupos de memos (0)

Grupos	Nombre	Tipo	Enraizamiento	Densidad	Gi
	Attachement au fleuve	Memo	0	0	
	Education à l'environnement	Memo	0	0	
	Experts	Memo	0	0	
	Inmoralité-Tabù	Memo	0	0	
	Nommer la nature	Memo	0	0	
	Participation	Memo	0	0	
	Pas de compétences-pas de problèmes	Memo	0	0	
	Population	Memo	0	0	
	Problème-Programme	Memo	0	0	
	Soumission des experts	Memo	0	0	

Memo: Editada 12/02/2018 12:34 por Ana GB

La participation tel que nous la connaissons aujourd'hui, ne sert tant à identifier les problèmes des gens mais à identifier les solutions rentables pour la commuauté.

En général on demande aux gens, quelles sont vos besoins ? (la réponse serait infinite) ou plutôt, qu'est-ce que vous intéresse de travailler? Les

---

Administrador de documentos | D 2: CLM-02 | Administrador de memos

Grupos de men	Nombre	Tipo	Enraizamiento	Densidad	Gru...	Creado p
	¿Falta agua?	Memo	0	0	Ana GB	
	Adversarios	Memo	0	0	Ana GB	
	Aguas subterráneas	Memo	0	0	Ana GB	
	Aguas superficiales	Memo	0	0	Ana GB	
	Conflicto = recurso	Memo	0	0	Ana GB	
	De quién es la culpa	Memo	0	0	Ana GB	
	Definición del conflicto	Memo	0	0	Ana GB	
	Expertos	Memo	0	0	Ana GB	
	Gobierno España vs Gobierno CLM	Memo	0	0	Ana GB	
	Papel de la ciencia : encontrar solución al conflicto	Memo	0	0	Ana GB	
	Tablas de Daimiel el centro del mundo	Memo	0	0	Ana GB	

Memo: Editada 11/09/2018 11:25 por Ana GB

CLM-02 : SOBREEXPLOTACIÓN - La declaración se sobreexplotación de los acuíferos no sirve para controlar la explotación. Los planes de extracción no se respetan. La declaración de sobreexplotación sirve para pedir fuentes de financiación a Europa, de España o de la región. "Esto es una situación que les conviene, porque mientras esto siga así, siempre habrá financiación" "Es como un rehén, quizás es que no les

**Figure 8. Captures d'écran à partir du logiciel Atlas.ti 8 qui montrent les comptes-rendus du codage et analyse ou mémos.**

**Source : González Besteiro (2020).**

Ensuite, nous avons effectué une analyse de co-occurrences (Bardin, 2011) qui permet de retrouver les *mots-enjeux* dans leur environnement immédiat pour chacun des locuteurs, pour certains groupes ou pour l'ensemble, ce qui par un retour au texte permet l'éclairage de son usage en contexte et savoir si un mot « attire » certaines thématiques. C'est une

analyse intéressante pour trouver des résonances, c'est-à-dire des associations d'idées autour de l'utilisation d'un mot déterminé. On peut ainsi chercher quels mots ou groupes de mots précèdent ou suivent un mot considéré comme significatif par sa fréquence ou par la force du sens qu'il apporte au discours. Il s'agit en quelque sorte de tendre des « pièges » au texte pour l'explorer en profondeur. « Ce que produit le calcul textométrique sont des cooccurrences au plan des signifiants et ce qui est visé est l'obtention de corrélats » (Pincemin, 2011 : 7).

À partir des mots les plus significatifs prononcés par chaque acteur dans les deux groupes de *verbatim* (*Guadiana* et *Usumacinta*), nous avons cherché leurs co-occurrences, c'est à dire le contexte dans lequel ces mots étaient prononcés. Ceci nous a permis l'exploration du sens des mots en contexte. Dans un souci d'alléger la présentation de cette phase de l'analyse, nous avons préféré montrer une synthèse du processus avec les champs sémantiques plus fréquents (Annexe 3) au lieu de donner à voir la totalité de ce travail minutieux qui a représenté plus de 80 pages.

La confluence des étapes 1 et 2 ont guidé notre parcours interprétatif avec l'objectif de comprendre ce que contiennent les propos de acteurs enquêtés mais qui n'est pas exposé de façon explicite. De cette façon, nous avons pu faire émerger des catégories potentielles et augmenter le nombre d'interprétations possibles.

Même si la plupart des analyses qualitatives restent à ce stade (Gibbs, 2012 ; Paillé et Mucchielli, 2012), elles permettent déjà une bonne description des résultats de la recherche. Il est cependant souhaitable d'approfondir l'analyse (Strauss, 1987 ; Paillé et Mucchielli, 2012), pour préciser l'articulation de l'ensemble et rechercher des patrons, établir des comparaisons explicatives qui permettront *in fine* la construction d'un modèle théorique. L'étape 3 de notre analyse (Figure 6) vise à réaliser cette synthèse théorisante en poursuivant le processus d'exploration plus fine à l'aide du logiciel *Atlas.ti 8*. Pour cela, nous avons débuté avec la centralisation des pistes d'interprétation obtenues des étapes précédentes pour l'ensemble des corpus (*Guadiana* et *Usumacinta*) avec le but final de construire un seul modèle théorique lié à la dynamique des conflits.

En premier lieu, à travers le *codage axial*, nous avons cherché des éléments essentiels qui caractérisent, distinguent ou constituent les catégories définies précédemment. Cette identification des propriétés<sup>57</sup> s'est faite au sein des *verbatim*. Pour cela, nous avons utilisé le *paradigme de codage* de Strauss (1987) (Tableau 3) qui propose plusieurs questions pour approfondir chaque catégorie en tenant compte des trois points de tension énoncés par Paillé et Mucchelli (2012) : entre les perspectives émiques et étiques<sup>58</sup>, entre singularité et généralité et entre événements et contexte<sup>59</sup>.

<sup>57</sup> Une propriété selon Lejeune (2014) est une caractéristique de l'expérience vécue par la personne interrogée.

<sup>58</sup> Dans l'explication émique c'est le point de vue de l'acteur qui est mis en avant tandis que pour l'explication étique c'est plutôt l'explication du chercheur qui prévaut (Paillé et Mucchelli, 2012 : 367).

<sup>59</sup> Selon Paillé et Mucchelli (2012 : 371) « le contexte c'est ce qui entoure, supporte, précède, conditionne, sous-tend l'événement. L'événement est le centre de l'attention du chercheur »

**Tableau 3. Paradigme de codage de Strauss.**

Source : d'après Lejeune (2014 : 98).

POURQUOI / OÙ / QUAND	QUI / COMMENT	AVEC QUEL RÉSULTAT
CONDITIONS → →	ACTION → →	CONSÉQUENCES
Conditions intervenantes	Stratégies	Résultats
Conditions causales	Routines	Échecs
Conditions contextuelles	Conflits	

Enfin le *codage sélectif* nous a permis de trouver des *catégories théoriques* (Gibbs, 2012 ; Lejeune, 2014) aussi appelées *catégories conceptualisantes* (Paillé et Mucchieli, 2012) centrales qui lient toutes les autres dans un modèle théorique. Elles forment une histoire qui s'identifie et se met en relation avec d'autres catégories plus marginales. Les processus de *codage axial* et *codage sélectif* ont été accompagnés de nouveaux comptes-rendus, cette fois-ci théoriques, des premières conclusions provisoires qui se sont affinées au fur et à mesure que la schématisation du modèle théorique progressait., *Atlas.ti 8* et *Lexico 3.6* nous ont permis de découper, d'assembler, de lier, d'annoter et de compter sans jamais décoller du matériel premier et donc, autant que faire se peut, d'éviter les pièges décrits dans le Tableau 2. Les logiciels n'ont été donc que des outils qui nous ont permis d'augmenter notre efficacité dans les opérations d'analyse.

#### 4.2.3. La réflexivité du chercheur qualitatif

Comme nous l'avons souligné, le risque d'interprétation subjective lors des opérations d'entretien, observation et d'analyse qualitative est toujours présent et l'exercice de réflexivité n'est pas toujours automatique. Il s'agit d'un exercice constant tout au long de la recherche pour éviter les possibles dérives. Comme écrit Lejeune (2014 : 34) « la réflexivité n'est pas la couche ultime, c'est la couche basse du travail de terrain ». L'objectivation de la recherche qualitative et de ses résultats a besoin de cette posture réflexive du chercheur. Comme l'écrivent Morange et Schmoll (2016 : 28) « nous parlons d'objectivation des résultats et non de résultats objectifs, car les données, de même que les questionnements de recherche, ne peuvent être complètement neutres de leur contexte de production, de même qu'aucun enquêteur ne peut être tout à fait neutre et objectif ». Sur quels aspects s'appuyer donc pour rendre la posture du chercheur réflexive ?

Pour commencer, si nous considérons que la relation d'enquête ou d'observation n'est qu'un type de relation sociale (Bourdieu, 1993), il faut tenir compte de la position du chercheur par rapport à la personne enquêtée et *vice versa*. Nous en avons déjà parlé. Pour chaque entretien, un contrôle de la conduite s'impose donc même si « le rêve positiviste d'une parfaite innocence épistémologique masque que la différence n'est pas entre la

science qui opère une construction et celle qui ne le fait pas, mais entre celle qui le fait sans le savoir et celle qui, le sachant, s'efforce de connaître et de maîtriser aussi complètement que possible ses actes, inévitables, de construction et les effets qu'ils produisent tout aussi inévitablement » (Bourdieu, 1993 : 1392).

Imaginer quels sont les effets que la présence du chercheur, ses questions ou ses commentaires exercent sur la personne qui a accepté de lui livrer ses vécus et ses expériences ou se laisser observer, c'est déjà un bon départ et doit être objet d'une analyse consciencieuse (Morange et Schmoll, 2016). Cette réflexion sur la relation du chercheur à son objet devrait être particulièrement exigible lorsque nous travaillons avec des techniques qualitatives. Dans notre cas, elle s'est basée sur l'auto-observation de la façon dont s'est effectuée notre entrée sur le terrain et comment notre présence a évolué tout au long de la période d'enquête.

La première précaution que nous avons prise, susceptible d'éviter la dérive méthodologique est celle de l'empathie et la proximité sociale avec la personne enquêtée. Même si évidemment nous ne pourrions pas nous changer et appartenir au monde social de l'enquêté, nous nous sommes efforcée de maîtriser notre niveau de langage et de l'adapter à la situation, en même temps que nous avons proposé les thèmes de notre recherche de manière à nous assurer de leur intérêt pour la personne interrogée. De cette manière, l'entretien a pu devenir dans la plupart des cas une sorte de conversation naturelle où notre implication et surtout celle de l'enquêté a facilité les échanges, grâce à la neutralisation des dissymétries dans la mesure du possible (Morange et Schmoll, 2016) et à la curiosité d'apprendre l'un de l'autre réciproquement. Toutefois et malgré le soin que nous avons porté à éviter cet écueil, comme l'écrivent De Ketele et Roegiers (2009 : 30) « tout entretien ou observation est soumis à un référentiel de pouvoir plus ou moins personnel ou partagé par les différentes parties intervenantes et duquel nous sommes tous tributaires ».

Dans certains cas nous sommes consciente que nous avons été considérée comme quelqu'un supposé supérieur (« chercheur universitaire venant d'un pays étranger pour s'intéresser à ce que je peux dire »). Dans d'autres cas, le rapport s'inverse et nous avons pu être plus ou moins intimidée par le poste occupé et la responsabilité professionnelle de notre interlocuteur. Comme l'affirme Bourdieu (1993), d'autres influences peuvent venir du fait que l'entretien en lui-même est une sorte d'intrusion ou de communication violente dans la vie de l'enquêté. Celui-ci peut avoir plus ou moins l'habitude de se retrouver face à face avec quelqu'un qui s'intéresse à sa manière de voir le monde, et la relation qui s'établit conditionne les propos recueillis.

En ce qui concerne nos deux espaces d'étude, en Espagne et au Mexique, nous pouvons distinguer deux manières différentes d'y être en tant que chercheur. En Espagne, nous avons réalisé un travail d'enquête en solitaire, avons pris toutes les micro-décisions liées à l'organisation de l'enquête : choix des acteurs, prise et gestion des rendez-vous, trajets aux lieux accordés et finalement réalisation *in situ* des entretiens et observations. Le choix du

travail en solitaire s'est imposé à nous du fait que nous étions dans notre pays d'origine et donc nous maîtrisons à la perfection les codes sociaux et la langue. Il s'agit d'un travail chronophage, mais qui en revanche a fait évoluer l'enquête en douceur au rythme de nos réflexions et analyses.

Au contraire, au Mexique, où nous étions une étrangère en dépit de la communauté de langue, nous avons été toujours accompagnée par un ou deux Mexicains lors des entretiens, ce qui a permis d'écarter les méfiances qui auraient pu surgir vis-à-vis d'une enquêtrice non mexicaine. Bien que ces accompagnateurs aient joué dans la plupart des cas un rôle de « invité de pierre » en se mêlant très rarement à l'entretien, ils imposaient leur présence, ce qui a dû être pris en compte lors des analyses qui ont suivi. Le choix des acteurs interrogés n'a pas non plus été toujours complètement libre. En revanche, grâce à l'externalisation de la gestion des rendez-vous et parce que qu'un véhicule a été mis à notre disposition, le travail d'enquête a pu évoluer très rapidement. Nous avons eu ainsi une haute productivité (2 à 4 entretiens par jour) mais en contrepartie les tâches de réflexion et de pré-analyse se sont vues réduites *in situ* par rapport à notre terrain de référence en Espagne.

Même si nous nous sommes présentée lors de chaque entretien en tant que doctorant-chercheur de l'université de Lyon, le rôle que nos interlocuteurs nous ont octroyé en Espagne et au Mexique tient à notre passé, réel ou imaginé. Si en Espagne, notre passé d'écologue a eu certainement un poids, au Mexique c'est plutôt un passé indirect, celui de « héritier des colonisateurs espagnols » qui a pu influencer les relations d'enquête. En Espagne, dans certains contextes d'entretien on nous a attribué dans un premier moment un rôle de complice dans les revendications écologistes des acteurs interrogés. Au Mexique, nous provenions de la « mère patrie » - un terme exprimé sur le ton de la plaisanterie mais qui laissait voir la priorité de nos origines espagnoles sur notre statut de chercheur français. Très rarement notre qualité de française a pesé sur notre activité de recherche.

Comment avons-nous réfléchi à ces implications et géré notre présence sur les deux terrains ? En Espagne, nous avons d'emblée réfuté un quelconque positionnement écologiste ou la participation à des événements très marqués de défense environnementale. Au Mexique nous avons accompagné sur un même ton de plaisanterie la critique de la conquête espagnole de l'Amérique à partir de 1492. Ces deux tactiques ont réussi à créer un climat de confiance, de sympathie et de sérieux lors des entretiens qui a motivé nos interlocuteurs à collaborer avec nous.

Un autre motif de réflexivité et de prise de conscience de notre engagement par rapport aux deux terrains a été sans doute, notre connaissance au préalable des problématiques conflictuelles liés à l'eau et à la protection de l'environnement. Nous avons choisi au préalable de minimiser notre actualisation des connaissances du sujet à partir de la littérature grise. Ceci nous a permis d'apprendre de nos enquêtés, qui ont été ainsi valorisés

comme les premiers informateurs privilégiés et nous ont livré plus que ce qu'ils auraient fait à un interlocuteur visiblement largement connaisseur des thèmes partagés.

Ceci ne veut pas dire que nous arrivions sur un terrain inconnu dans le bassin du *Guadiana*. Nos travaux de notre premier doctorat en Espagne dans les années 1980-1990 nous faisaient arriver dans *La Mancha* avec un bagage de connaissances, mais aussi sans doute de préjugés et de catégories préétablies, inspirées de nos travaux en écologie aquatique et hydrogéologie. Ceci a rendu nécessaire un effort de remise à zéro par rapport à la problématique de l'eau et de ses conflits, ou en tout cas une série de prises de précautions lors des entretiens. Au Mexique, nous ne connaissions pas les problématiques spécifiques du bassin de l'*Usumancinta*, mais nous disposions d'une expérience préalable en programmes de coopération internationale sur le thème de l'environnement et de la gestion de l'eau, en Amérique Latine et ailleurs. Dans ce cas, il nous a fallu maintenir cette expérience à distance afin de laisser s'exprimer les spécificités du cas précis de ce bassin mexicain.

C'est là sans doute que les comptes-rendus de terrain, rédigés au fil des enquêtes, ont eu la plus grande utilité (Annexe 2). En gardant « au chaud » la trace de nos étonnements, projections et attentes, ils ont permis de faire la part de nos présupposés et d'en tirer les conséquences pour la suite des travaux. C'est dans ce sens que « nos comptes-rendus assistent au processus de vigilance épistémologique » exprimé par Bourdieu *et al.* (2006 : 27). En dépit de ce souci de détachement et d'honnêteté, de ces efforts d'autocontrôle, nous sommes consciente que notre manière de mener les entretiens, de les analyser et d'interpréter les informations obtenues est tributaire des acquis cumulés au fil des ans. Un autre chercheur à notre place, avec un autre vécu, aurait sans doute mené ses travaux autrement et peut-être obtenu des interprétations sensiblement différentes. La recherche qualitative s'exprime comme un rapport entre un chercheur, ses interlocuteurs et les thèmes qu'ils explorent en commun. C'est ici, nous pensons, que se trouve sa grande richesse et son intérêt.

### **4.3. Quatre-vingt-cinq acteurs pour territorialiser les discours**

Comme nous avons mentionné précédemment, les deux espaces d'étude présentés ici ont fait l'objet de quatre campagnes de terrain où 85 acteurs locaux ont été interrogés à travers des entretiens semi-directifs d'une heure environ chacun et des observations directes sur l'empreinte de leurs pratiques sur le territoire. Le corpus rassemblé est ainsi constitué d'un total de 87 heures d'enregistrement, 63 heures au bassin du *Guadiana* (Espagne) et 24 heures au bassin de l'*Usumacinta* (Mexique). La plupart des entretiens ont été enregistrés à l'exception d'un refus d'enregistrement au Mexique et 5 conversations informatives non enregistrées dans le cadre de rencontres fortuites où l'apparition d'un dictaphone nous a paru qui pouvait avoir un effet contraire à celui désiré. Nous incorporons toutefois ces

informations hors-enregistrement en mode « observations de terrain » en l'indiquant ainsi dans nos analyses et exposés des résultats. Pour ces entretiens enregistrés la confidentialité et l'anonymat ont été garantis à nos interlocuteurs.

Comme nous avons déjà mentionné précédemment, notre démarche, issue de la MTE, a fait que nous sommes partie lors des campagnes d'entretien sans avoir trop exploré en profondeur la bibliographie spécifique. Nous avons ainsi donné toute la priorité aux discours des acteurs interrogés par rapport aux faits décrits par la littérature grise ou la presse locale en considérant que « quelque soit la situation dans l'espace géographique et la temporalité d'un acteur, son discours joue toujours un rôle central en matière de production, d'aménagement ou de développement des territoires » (Di Meo, 2014 : 88). Pour cette étape de notre recherche nous avons préféré la version des *histoires d'eau* dans *La Mancha* ou à *Tabasco* réinterprétées et jalonnées par les représentations des acteurs que la description de ces mêmes histoires dans les ouvrages spécialisés. Un choix qui n'a pas laissé indifférents un certain nombre de nos interlocuteurs issus du monde scientifique et technique qui se sont interrogés sur les raisons de notre étrange « innocence souhaitée ». Nous ne cherchions pas leur opinion sur tel ou tel autre fait de bonne ou mauvaise gestion de l'eau du passé ou du présent mais leur récit du fait en lui-même avec leurs propres paroles.

Un des dénominateurs communs des entretiens réalisés en Espagne et au Mexique était l'emploi de la même langue, l'espagnol, que nous parlons couramment, condition indispensable pour enquêter sur une société (Calberac, 2011b). Mais le déroulement des entretiens de terrain a tenu plus des caractéristiques particulières de chaque pays que d'un programme fixé au préalable par l'enquêtrice.

Dans le cadre ainsi défini, nous sommes partie sur nos deux terrains avec une première question d'ordre général : quelles dynamiques sociales s'instaurent autour d'un conflit lié à l'eau ? L'analyse continue nous a permis de découvrir où nous entraîneraient les prochaines questions issues des données recueillies. Au préalable, nous savions que nous voulions interroger des acteurs en lien avec l'eau, sa gestion, son usage et sa protection depuis deux points de vue : l'expertise (scientifiques, ingénieurs, techniciens, écologistes, gestionnaires) et l'usage (agriculture, tourisme, pêche, élevage...). Notre liste d'acteurs à enquêter s'est alors construite au fil des rencontres, des nouvelles interrogations et pistes qui sont apparues à la suite des entretiens. Nous ne parlerons pas de représentativité des acteurs, ni de échantillonnage car « un échantillon ne peut être considéré comme représentatif dans une démarche qualitative (Kaufmann, 2016 : 41). Nous préférons parler de *briques* qui peu à peu nous ont aidé à construire un *mur*, c'est-à-dire une théorie enracinée dans les discours sur les pratiques et représentations sociales d'un territoire sur les conflits liés à l'eau.

Nous n'avons pas réalisé d'entretiens exploratoires à proprement parler. Ceux-ci ont surtout un rôle pour tester des pistes, se familiariser avec le terrain et tester la grille



d'entretien entre autres (Sauvayre, 2013), mais dans la mesure où nous sommes restée ouverte à la découverte et à l'évolution de notre enquête sur la base de la MTE, ce que nous avons appris au cours de nos entretiens nous a permis de reformuler nos questionnements au gré des échanges sans besoin de marquer spécifiquement une phase exploratoire et une phase postérieure d'enquête proprement dite.

Nous avons mobilisé la définition d'acteur (ou agent territorialisé) issue de la géographie sociale tel que : « tout homme ou toute femme qui participe de façon intentionnelle à un processus ayant des implications territoriales. Ils agissent ou ils disposent d'une aptitude à agir » (Di Meo, 2014 : 85). Pour le choix des acteurs que nous avons observé et interrogé, nous nous sommes laissée guider par les éléments qui s'affinaient au fur et à mesure que l'enquête avançait. Nous citerons encore Kaufmann (2016 : 43) qui dit que « dans l'entretien compréhensif, plus que de constituer un échantillon, il s'agit plutôt de bien choisir ses informateurs » ou Glaser et Strauss (2010 : 155) qui disent que « le choix de groupes particuliers pour recueillir les données pertinentes d'un point de vue théorique [est loin de] l'obtention des données les plus complètes possibles ». Nous avons cherché à interroger deux des types d'acteurs territoriaux mentionnés par Di Meo (2014 : 86) : des acteurs endogènes dont les actions s'exercent dans le contexte territorial du terrain d'étude auquel ils s'identifient et des acteurs exogènes, qui regardent ce territoire avec plus de distance et dont les actions qu'ils entreprennent n'ont pas d'impact direct sur leur propre cadre de vie.

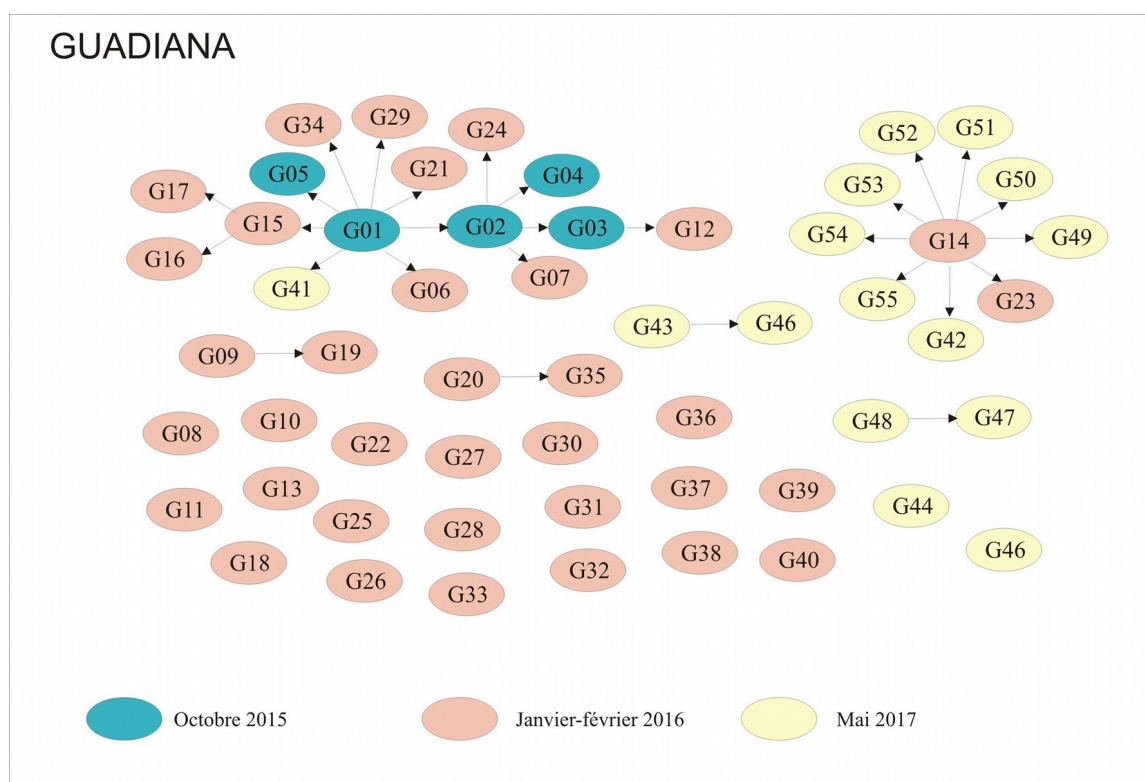
Le nombre de groupes et acteurs enquêtés s'est arrêté au point de la *saturation théorique* (Glaser et Strauss, 2010 : 158) : dès « qu'il n'y a plus de données disponibles à partir desquelles développer les propriétés d'une catégorie. La répétition régulière d'exemples similaires constitue pour le chercheur le signal empirique de la saturation [...] En franchissant cette étape, le chercheur découvre que les lacunes de sa théorie ont été presque sinon totalement comblées ». Le point de saturation néanmoins demeure délicat. Sans tenir compte du chiffrage du corpus, lorsque nous avons commencé à avoir une certaine répétition des propos d'un enquêté à l'autre nous avons eu la tentation d'arrêter l'enquête. Toutefois, avant de prendre ce type de décision, nous nous sommes à chaque fois demandé si nous avions diversifié suffisamment le corpus. Dès que cette diversification a été acquise et que les enquêtes ne nous apprenaient plus rien de nouveau, était arrivé le moment définitif d'arrêter le terrain (Sauvayre, 2013).

Nous avons envisagé de réaliser l'enquête de terrain avec une dynamique en *boule de neige* à partir de quelques premiers acteurs qui nous auraient servi d'ancrage dans chaque territoire ou médiateurs (Sauvayre, 2013). Cette méthode a cependant trouvé rapidement ses limites parce que les liens qu'entretenaient les personnes qui nous envoyaient vers d'autres étaient trop proches. En effet, à partir d'un certain moment, les acteurs proposés par nos interlocuteurs nous faisaient rester dans un même cercle de relations et donc dans une même représentation du conflit et de la gestion de l'eau pour chaque groupe et région. Par ailleurs, certains acteurs liés au monde de la connaissance tendaient à nous mettre en

relation avant tout avec d'autres personnes qui étaient représentatives et importantes dans leurs champs et qui « savaient beaucoup sur la problématique de l'eau ». Nous avons essayé dans la mesure du possible de nous éloigner de cette fausse « représentativité » par le savoir et le pouvoir de la connaissance et d'aller chercher aussi les profanes et les non-puissants, qui nous ont apporté d'autres représentations, non moins porteuses de sens que les premières.

Dans l'Annexe 4, nous montrons le courriel que nous avons envoyé à nos interlocuteurs du bassin du *Guadiana* en Espagne. Le taux de réponses affirmatives qui ont débouché sur un entretien a été d'environ 50 %. Au Mexique, comme nous avons déjà signalé, les contacts furent plus directs, spontanés ou obtenus à travers d'un secrétariat qui prenait les contacts en notre nom. Sur les deux terrains, les acteurs qui ont accepté de nous rencontrer correspondaient exactement aux profils souhaités, avec évidemment une dose toujours non négligeable de hasard des rencontres qui s'inscrit parfaitement dans toute démarche qualitative.

En Espagne, la démarche de prise de contact avec les acteurs à enquêter a suivi deux parcours simultanés (Figure 9). Le premier, en *boule de neige*, a permis de contacter un bon nombre d'acteurs issus du monde de la recherche et de la conservation de la nature à partir d'une première connaissance. Mais ce parcours s'est avéré rapidement très limité et fermé. C'est pour cette raison que nous avons emprunté assez rapidement un deuxième parcours de rapprochement des acteurs pressentis plus indépendant où chaque acteur a été contacté directement sans le recours à des chaînes de contacts préalables (Figure 9). Ce dernier cheminement a été, évidemment, beaucoup plus laborieux que le premier car soumis à un taux plus élevé de refus ou de méfiance préalable à l'accord de rendez-vous. En tout état de cause, les entretiens *manchegos* ont été maintenus en « tête à tête » entre l'enquêtrice et l'interlocuteur et il y a eu lieu très rarement des entretiens multi-acteurs. Avec 55 acteurs interrogés lors des trois campagnes de terrain et les analyses d'entretiens intermédiaires nous avons considéré que l'objectif de notre démarche était atteint par saturation d'enquête.



**Figure 9.** Démarche de prise de contact avec les acteurs du bassin de l'Alto-Guadiana identifiés avec le code « G ». Sont indiqués les acteurs qui ont été contactés par la médiation d'autres (flèches) ainsi que ceux qui ont été contactés directement par nos soins non reliés à des contacts préalables. Source : González Besteiro (2020).

Le fil conducteur suivi pour le choix des acteurs à contacter dans La Mancha avec l'un ou l'autre parcours a été guidé à partir de la deuxième campagne d'entretiens par la distinction entre « acteurs liés à l'eau », « acteurs liés à la connaissance de l'eau » et « acteurs liés à l'action sur l'eau ». Évidemment, la frontière entre ces trois catégories préalables est diffuse. Le phénomène de « double casquette » est souvent inévitable : l'agriculteur ou l'ingénieur qui sont en même temps membres actifs de structures écologistes, par exemple. Au lieu de devenir une contrainte, cette double ou triple identité a été tout au contraire édifiante et constructive car les identités de tout un chacun multiples donnent à voir une pluralité d'expériences guidées par une ou l'autre « casquette ». Elles montrent enfin, différents niveaux de cohérence/incohérence et permettent de nuancer les discours recueillis.

Dans ces conditions, nous avons pu maintenir une conversation approfondie avec 55 personnes (Annexe 5). Parmi les profils de ces acteurs, l'on retrouve dans la catégorie « acteurs liés à l'eau » essentiellement des agriculteurs indépendants, des communautés d'irrigants (grands et petits propriétaires) et des promoteurs touristiques. Dans le groupement « acteurs liés à la connaissance de l'eau » nous avons répertorié des techniciens de l'administration de l'eau au niveau régional de la communauté autonome de *Castilla-La Mancha* ou à niveau de l'État espagnol, des agences et autres structures locales

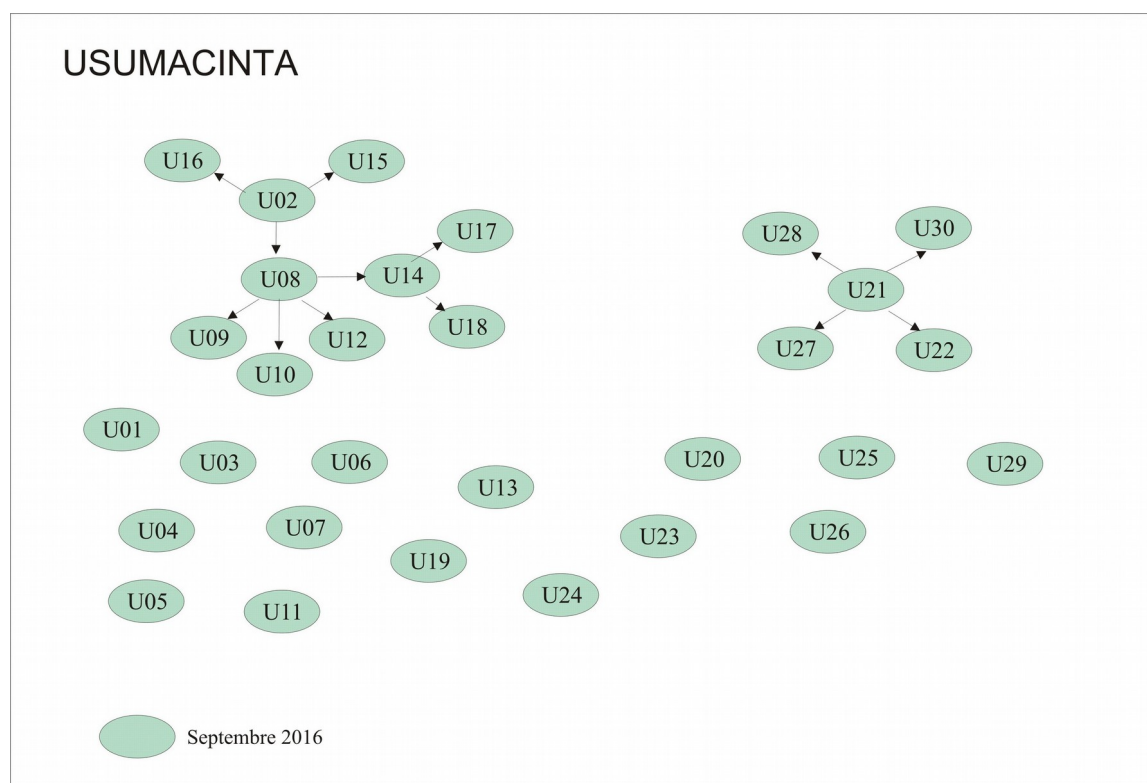
ou nationales de gestion de l'eau et des zones humides et quelques chercheurs universitaires ou journalistes. Les personnes ayant un rapport aux mouvements de conservation de la nature est le groupe où la mixité est plus grande et ce dans cette catégorie où nous avons trouvé le plus grand nombre de « doubles casquettes ».

Par rapport à la répartition territoriale des entretiens dans *La Mancha*, la plupart se sont développées en plusieurs villages du plateau *manchego*, en Ciudad Real (siège de l'université de *Castilla-La Mancha* mais aussi une antenne du gouvernement régional de la communauté autonome), *Albacete*, *Toledo*, *Daimiel*, *Alcázar de San Juan*, *Ruidera*, *Mota del Cuervo*, *Campo de Criptana*, etc. et à *Madrid* où siègent certains acteurs liés à l'administration de la RBMH, les studios de la zone *manchega* qui ont été traditionnellement *madrileños* et même un grand propriétaire terrain de *La Mancha* qui habite dans la capitale.

À *Tabasco*, la démarche de prise de contact a été quelque peu différente que celle suivie pour *La Mancha* (Figure 10). Les premiers contacts au sein de l'administration de l'eau de l'état de *Tabasco* ont été pris directement par le centre de recherche d'accueil à la demande de l'enquêtrice dans la ville de *Villahermosa*. De cette manière, la tâche, toujours chronophage, de gestion des rendez-vous a été allégée et a permis pour un court séjour au Mexique la possibilité d'enquêter un maximum d'acteurs.

La campagne d'entretiens au Mexique s'est poursuivie ensuite dans la zone d'influence de la Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla*. Ici, la prise de contacts a été facilitée par les gestionnaires de l'aire protégée et a offert une diversité remarquable d'acteurs parmi les propres gestionnaires et les populations locales habitant l'espace protégé. Cette facilitation a été également assurée lors des entretiens dans la zone d'influence de l'autre espace naturel protégé à l'étude, l'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañón del Usumacinta*. Dans ce cas, c'est une petite structure associative qui a pris le relais et qui a joué le rôle de médiateur entre l'enquêtrice et les profils d'acteurs cible.

Comme nous avons déjà mentionné plus haut, dans tous ces endroits, nous avons été accompagnés lors des entretiens par des Mexicains. qui nous ont laissé le choix des acteurs à interviewer. En revanche, le nombre d'interlocuteurs par entretien a été variable car les occasions dans lesquelles plusieurs personnes se sont auto-invitées à un entretien en cours ont été assez nombreuses. Également, multiples sont les entretiens qui ont été pu réaliser au fil des rencontres fortuites lors de nos parcours par les deux territoires protégés.



**Figure 10. Démarche de prise de contact avec les acteurs du bassin de l’*Usumacinta* identifiés avec le code « U ».**

**Sont indiqués les acteurs qui ont été contactés par la médiation d’autres (flèches) ainsi que ceux qui ont été contactés directement par nos soins non reliés à des contacts préalables. Source : González Besteiro (2020).**

Pour le cas de *Tabasco*, le critère de choix des acteurs a été égal à celui adopté pour *La Mancha* et nous avons voulu enquêter des « acteurs liés à l’eau » de ceux « acteurs liés à la connaissance de l’eau » (Annexe 6). En contraste avec le cas *manchego*, à *Tabasco*, le nombre d’acteurs « multi-casquette » a été anecdotique car les rôles et situations des acteurs sont bien différenciés. Il y a d’une part une population généralement indigène d’origine maya utilisatrice de l’espace et des ressources et un autre collectif de studieux ou décideurs des zones protégées auquel s’ajoute un troisième groupe de colons que nous pourrions assimiler au secteur privé. Nous avons eu l’occasion d’interroger ces trois catégories.

Parmi les acteurs « liés au fleuve » *Usumacinta* nous avons pu rencontrer des pêcheurs, agriculteurs, éleveurs et des personnes ayant une activité touristique liée à la zone protégée. Parmi les acteurs « liés à la connaissance du fleuve » nous avons rencontré plutôt des techniciens de l’administration de l’état de Tabasco avec un rapport soit avec la gestion de l’eau, soit avec la gestion des zones protégées, des chercheurs et également des consultants spécialisés dans l’éducation à l’environnement. Ces deux groupes bien distincts correspondaient assez bien aux objectifs fixés pour ce terrain mexicain, à savoir, une prise

de recul par rapport au terrain espagnol ou pouvoir approfondir les relations que les savoirs coexistants entretiennent avec le conflit environnemental.

Les entretiens ont été effectués à *Villahermosa*, à *Frontera* et dans les zones d'influence des deux aires protégées à l'étude, la Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla* et l'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañón del Usumacinta*. Dans la plupart des cas il ne s'agit pas de villages tel que nous les connaissons en Europe, mais de communautés<sup>60</sup> (*Salsipuedes*, *San Pedro*, *Boca de Pantoja*...) ou *ejidos*<sup>61</sup> (*Santo Tomás*, *Faisán*, *San Marcos*, etc.) qui ne sont pas facilement repérables sur un fond de carte.

Une différence remarquable entre les dires d'acteurs recueillis dans les terrains espagnol et mexicain et que nous avons tenu compte lors des analyses des discours est la structure de la langue orale de ces deux pays. En Espagne, nous avons eu accès à une parole claire et directe parfois à la limite de la grossièreté mais où les mots qui donnent sens au discours sont tous prononcés. En revanche, au Mexique, avec une diction plus douce, le nombre de sous-entendus et non dits des discours force à l'écouter à prêter un maximum d'attention parce que les mots chargés de sens ne sont jamais énoncés. Comme l'affirment Barbet et Honoré (2013 : 14) à propos des silences dans les discours, « la réticence, répertoriée parmi les figures de pensée, permet à l'orateur d'évoquer une idée tout en laissant le développement à l'auditeur. C'est un moyen d'en faire imaginer beaucoup plus qu'on ne se serait permis d'en dire ». Cette différence constatée entre le « franc-parlé » espagnol et le « parlé-voilé » mexicain lors de nos entretiens a obligé, comme nous l'avons vu, à distinguer les deux corpus de manière indépendante lors de la première étape de l'analyse, celle du codage qui reste accolée aux mots. En revanche, les deux groupes d'acteurs dans des pays différents, ont fait preuve de polyphonie dans leurs discours, c'est à dire, que « celui qui produit matériellement l'énoncé ne le prend pas en charge, ne se pose pas comme son responsable » (Maingueneau, 2009 : 99). Cette profusion de discours rapportés à la style directe ou indirecte nous obligent à distinguer entre les sujets parlants (ceux qui produisent physiquement l'énoncé) et les locuteurs.

Nous ne voudrions pas finir cette section dédiée à la description des acteurs interrogés sans partager avec le lecteur un phénomène observé qui bien que certainement hors-sujet par rapport à notre recherche a attiré profondément notre attention. Il s'agit de la masculinisation de l'univers lié à l'eau. Certes, nous avons cherché à interroger des décideurs sur l'eau. Mais à tous les niveaux nous n'avons trouvé que des hommes, depuis les cadres dirigeants des organismes de gestion de l'eau ou les chercheurs et ingénieurs mais aussi dans les structures locales, les groupements écologistes ou le monde agricole, et

---

<sup>60</sup> Une communauté, selon le *Glosario de Términos de la Proceduria Agraria* du Mexique, est considérée comme l'ensemble de personnes qui vivent en milieu rural et qui partagent des traditions, usages et coutumes. Dans le domaine agricole, la communauté et leurs biens ont été reconnus par la législation mexicaine comme personne juridique et elle bénéficie d'une protection spéciale pour leurs biens et ressources (les terres, les forêts et l'eau). <https://www.pa.gob.mx/pa/conoce/publicaciones/Glosario%202009/GLOSARIO%20DE%20T%C3%89RMINOS%20JUR%C3%8DDICO-AGRARIOS%202009.pdf> (consulté le 3/04/2019).

<sup>61</sup> Un *ejido* au Mexique désigne une propriété rurale à usage collectif attribuée à un groupe de paysans pour y effectuer des travaux agricoles.

ce aussi bien en Espagne qu'au Mexique. Les rares femmes enquêtées (16 % du corpus) étaient dans la plupart des cas soit des épouses, soit des salariées de niveau intermédiaire avec un pouvoir de décision limité. Bien évidemment, nous n'avons pas pu être sélective par rapport au genre dans notre choix de l'acteur/actrice.

Fait paradoxal sans doute, surtout à la lumière de la Déclaration de Dublin (1992)<sup>62</sup> sur l'eau dans une perspective de développement durable et son Principe numéro 3 : « Les femmes jouent un rôle essentiel dans l'approvisionnement, gestion et la préservation de l'eau : [...] l'adoption et l'application de ce principe exige que l'on s'intéresse aux besoins particuliers des femmes et qu'on leur donne les moyens et le pouvoir de participer à tous les niveaux aux programmes conduits dans le domaine de l'eau y compris la prise de décisions et la mise en œuvre, selon les modalités qu'elles définiront elles-mêmes »<sup>63</sup>

---

<sup>62</sup> <http://cms.unige.ch/isdd/spip.php?article255> (consulté le 29/10/2017).

<sup>63</sup> ICWE. 1992. Déclaration de Dublin sur l'eau dans la perspective d'un développement durable. <http://www.wmo.int/pages/prog/hwrp/documents/francais/icwedecf.html#p3> (consulté le 10/04/2018).

**PARTIE 3**  
**DEUX TERRITOIRES DE**  
**NATURE PROTÉGÉE**

**GUADIANA**  
**ESTO fue un río**  
**ESTO fue un**  
**ESTO fue**  
**ESTO**

**ES**

**EL**

**C**

**A**

**U**

**C**

**E**

**D**

**E**

**L**

**A**

**D**

**E**

**S**

**O**

**L**

**A**

**C**

**I**

**I**

**Ó**

**N**

**Miguel Galanes, 1999**  
**(poète manchego né à Daimiel)**

**« Más agua que tierra.**  
**Aguaje para prolongar la sed**  
**la tierra vive a merced**  
**del agua que suba o baje »**

**Carlos Pellicer, 1943**  
**(poète tabasqueño né à Villahermosa)**





## **Chapitre 5**

### **L'eau en Espagne.**

#### **Le fleuve *Guadiana* dans *La Mancha***

### **5.1. Une gestion axée sur le mythe de la pénurie d'eau en Espagne**

#### **5.1.1. Le paradoxe d'une agriculture d'irrigation dans un pays « sans eau »**

Penser à l'eau en Espagne renvoie indéfectiblement au phénomène de la pénurie d'eau et à sa réalité en tant que problème récurrent à résoudre. Ce paradigme, très peu contesté au sein de la société espagnole (Hernández Mora, 2013) est aussi rarement mis en question par les experts. Seules quelques voix comme celles de Custodio et Llamas (1997) ont forgé le terme d'*hydromythe* repris ensuite par la FNCA<sup>64</sup> (Martínez Gil, 2004) qui parle du manque d'eau comme un « axiome erroné », « sans base réelle ». On retrouve cet *hydromythe* répandu parmi la communauté scientifique, l'administration publique de l'eau, les médias et le grand public. Et pourtant « en dépit de la sécheresse propre au climat méditerranéen qui est encore exacerbée par les influences continentales, l'Espagne ne manque pas d'eau » (Drain, 1999 : 50).

À chaque période de sécheresse, récurrente dans la climatologie méditerranéenne, les media se font les échos d'un alarmisme qui alimente le consensus persistant autour du manque d'eau. Pour ne citer qu'un exemple observé pendant l'année hydrologique 2017-2018, au cours de ce travail doctoral, la presse nationale à grand tirage a relayé cette préoccupation de manière catastrophiste et anxiogène, une façon de préparer la population à accepter plus d'ouvrages hydrauliques (Tableau 4). Les médias véhiculent ainsi la conviction que pour surmonter la menace de sécheresse, il est nécessaire d'apporter de l'eau externe. L'eau devient alors un outil de propagande qui ouvre un abîme entre

---

<sup>64</sup> Selon la *Fundación Nueva Cultura del Agua* (FNCA), un hydromythe est un mythe sur l'eau que la société et/ou les politiques ont assumé comme des vérités indiscutables. Ainsi, un des principaux hydromythes espagnols serait le fait de diviser les bassins du pays en déficitaires et excédentaires, ouvrant la porte à des conflits entre régions et à des macro-projets d'infrastructure.

l'importance réelle des sécheresses et sa transcendance médiatique (Calvo García Tornel, 2011 : 383).

**Tableau 4. Quelques extraits tirés de la presse espagnole concernant la pénurie d'eau entre septembre 2017 et mars 2018.**

Source : *Público* (2017), *El País* (2017, 2018), *Nueva Tribuna* (2017) ABC (2018).

Titre de l'article	Quelques extraits de l'article
<p><i>La sequía pone en entredicho la gestión del agua en España</i> (La sécheresse met en question la gestion de l'eau en Espagne)<sup>65</sup></p>	<p>« Les réserves hydrauliques continuent à diminuer » « Situation critique » « urgence » « alerte hydrique » « Dans un scénario de changement climatique on prévoit des périodes de sécheresse beaucoup plus fréquentes et prolongées »</p>
<p><i>Retrato de una España atrapada en la sequía</i> (Portrait d'une Espagne piégée par la sécheresse)<sup>66</sup></p>	<p>« La sécheresse s'est installée en Espagne » « Tout le monde regarde les cieux pour en finir avec le problème » « La situation peut se compliquer d'avantage s'il ne pleut pas » « Voici les données sur lesquelles se basent les alarmes »</p>
<p><i>La sequía en tres actos</i> (La sécheresse en trois actes)<sup>67</sup></p>	<p>« Les pluies ont été en Espagne 15 % au dessous de la moyenne historique. » « Les organismes de bassin ont commencé à faire des calculs pour savoir pendant combien de temps la consommation humaine sera garantie » « Les nappes phréatiques, les sources et les puits sont en train de tarir »</p>
<p><i>Las últimas lluvias no revierten la situación límite de los embalses</i> (Les dernières pluies n'inversent pas la tendance limite des barrages)<sup>68</sup></p>	<p>« Il faut revenir à 1995 pour retrouver un volume d'eau aussi bas dans les retenues » « Les dernières pluies tombées dans notre pays n'ont pas été suffisantes » « Le Ministre de l'Agriculture a assuré que si la sécheresse continue, il y aura des restrictions de l'eau pour l'agriculture pour garantir la consommation de la population » « Les usines de désalinisation d'eau de mer, pourtant si critiquées, sont en train de fonctionner à leur rendement maximum »</p>
<p><i>SOS, nos quedamos sin agua</i> (SOS, notre eau disparaît)<sup>69</sup></p>	<p>« La crise hydrique espagnole est très grave » « Désastre hydrique » « L'inefficacité hydrique provoque la recrudescence de la sécheresse » « Un des problèmes que nous avons est qu'il n'y a pas d'investissements en politiques hydriques »</p>

<sup>65</sup> Journal *Público* du 12/09/2017. <https://www.publico.es/sociedad/sequia-sequia-pone-entredicho-gestion-agua-espana.html> (consulté le 03/04/2018).

<sup>66</sup> Journal *El País* du 07/10/2017. [https://elpais.com/politica/2017/10/05/actualidad/1507198653\\_437781.html](https://elpais.com/politica/2017/10/05/actualidad/1507198653_437781.html) (consulté le 03/04/2018).

<sup>67</sup> Journal *El País* du 16/10/2017. [https://elpais.com/politica/2017/10/14/actualidad/1508006142\\_535669.html](https://elpais.com/politica/2017/10/14/actualidad/1508006142_535669.html) (consulté le 03/04/2018).

<sup>68</sup> Journal *El País* du 25/10/2017. [https://elpais.com/politica/2017/10/24/actualidad/1508845996\\_661021.html](https://elpais.com/politica/2017/10/24/actualidad/1508845996_661021.html) (consulté le 03/04/2018).

<sup>69</sup> Journal *Nueva Tribuna* du 01/12/2017. <https://www.nuevatribuna.es/articulo/sostenibilidad/sos-nos-quedamos-agua/20171201190323145919.html> (consulté le 03/04/2018).

Titre de l'article	Quelques extraits de l'article
<p><i>El agua embalsada aumenta cerca de un 25% en sólo dos semanas de lluvia</i> (Les réservoirs des barrages augmentent d'environ 25 % en seulement deux semaines de pluie)<sup>70</sup></p>	<p>« La réserve hydrique s'accroît de 10 points, même si les barrages restent au-dessous de la moyenne des dernières années » « Malgré l'amélioration, l'Espagne n'a pas encore atteint les niveaux normaux »</p>
<p><i>La sequía : llueve sobre mojado</i> (La sécheresse : une catastrophe n'arrive jamais seule)<sup>71</sup></p>	<p>« Penser que la sécheresse finit avec la pluie est aussi téméraire et ingénu que de penser que la sécheresse s'explique uniquement par le manque de pluie » « Il faut distinguer la pénurie conjoncturelle par le manque de pluie de la pénurie structurelle dont souffre l'Espagne » « La pénurie structurelle est le vrai défi pour l'Espagne, en attendant notre adaptation au changement climatique »</p>

Comme l'explique François (2011 : 2) « les médias fonctionnent comme catalyseurs d'opinion en construisant et consolidant l'idée que les ouvrages hydrauliques sont la solution aux problèmes de sécheresse, au développement du pays et à l'intérêt général ». Toharia (2001 : 383) va plus loin lorsqu'il utilise le terme « sécheresse médiatique » qui transmettent les médias pour provoquer une « sécheresse psychologique-sociale » dans la société. Les médias pratiquent une perception sélective des opinions en faisant appel à des experts scientifiques ou écologistes (François, 2011 : 9), une utilisation démagogique des expertises qui se révèle paradoxalement d'une grande pauvreté scientifique (Castro et Guijarro, 2007).

Dans ce recueil, loin d'être exhaustif (Tableau 4), deux formes discursives attirent particulièrement l'attention. Pendant la période qui va de septembre 2017 à mars 2018 où la pluie était absente, le mot *sequía* (sécheresse) était assimilé tantôt à l'absence de pluie tantôt à la baisse des réservoirs de barrages espagnols. A partir du mois de mars 2018, où les pluies « sont revenues », le discours change et transmet désormais l'idée que, malgré les pluies fortes tombées au printemps 2018, la sécheresse persiste. Pour cela, les journalistes empruntent à l'administration hydraulique une notion difficile à comprendre (Del Moral, 2012), le *déficit structurel* d'eau en Espagne, selon laquelle même si les volumes des retenues d'eau se trouvent à 100 % de leurs capacités, le pays reste « structurellement » sec. De là à l'idée que c'est à l'État et à ses administrations publiques d'agir pour garantir la sécurité hydrique de la population, il n'y a qu'un pas. La proclamation d'un état permanent de manque d'eau en Espagne, la perpétuation de l'*hydromythe* répond donc à des intérêts particuliers. Mais qui a construit ces discours et depuis quand ?

<sup>70</sup> Journal *El País* du 14/03/2018. [https://elpais.com/politica/2018/03/13/actualidad/1520939946\\_261839.html](https://elpais.com/politica/2018/03/13/actualidad/1520939946_261839.html). (consulté le 03/04/2018).

<sup>71</sup> Journal *ABC* (22/03/2018). [https://www.abc.es/natural/desarrollorural/abci-sequia-llueve-sobre-mojado-201803220949\\_noticia.html](https://www.abc.es/natural/desarrollorural/abci-sequia-llueve-sobre-mojado-201803220949_noticia.html) (consulté le 03/04/2018).

La plupart du temps, dans la littérature scientifique, on situe l'origine de l'idée de « mission rédemptrice dévolue à l'eau » (Clarimont, 2010 : 257) en Espagne, autour de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le pays, dépourvu de ses dernières colonies extérieures en 1898, se tourne vers la colonisation de ses propres terres et met en œuvre d'importantes politiques d'ouvrages hydrauliques (Marié *et al.*, 1999 ; Swyngedouw, 2007b ; Clarimont, 2010 ; Buchs, 2016a). Néanmoins, de toutes récentes recherches en histoire de l'environnement situent les racines de l'idée de sauvetage d'un pays contraint par la pénurie d'eau plus tôt, au XVII<sup>e</sup> siècle, en tant que construction sociale et discursive influencée par la France de Louis XIV (Celis, 2020).

Ainsi le mouvement *regeneracionista*<sup>72</sup> de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'intellectuel espagnol Joaquín Costa en tête, ne ferait que reprendre la représentation d'une Espagne sèche et dépeuplée déjà évoquée au XVII<sup>e</sup> siècle par les partisans de la Maison française des Bourbons lors de sa prétention à faire monter sur le trône espagnol Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV (Celis, 2020). Ceci permettait aux ambassadeurs français de diffuser l'image d'une Espagne laissée à l'abandon face à une France qui prospérait grâce aux réformes du roi Soleil (et notamment ses ouvrages hydrauliques) et de faire ainsi miroiter les avantages de leur candidat à la monarchie espagnole.

Celis (2020) affirme que c'est à cet instant de l'Histoire espagnole que le modèle d'une France verdoyante et prospère fait tomber sur l'Espagne une image de manque d'eau, de stérilité et de retard, parce que l'eau est déjà jugée à cette époque comme un moteur essentiel du développement, une image qui s'est perpétuée jusqu'à aujourd'hui. Au delà des conditions climatiques particulières du pays (notamment de l'Espagne de l'intérieur, la Castille, plus aride que le reste), c'est alors que l'on attribue tous les maux du pays (jusqu'au caractère austère et orgueilleux des Espagnols !) au manque d'eau et à l'absence d'infrastructures hydrauliques pour y remédier (Schaub, 2003 : 211).

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, c'est sous l'influence de l'ouvrage du géographe français Jean Brunhes « *L'irrigation, ses conditions géographiques, ses modes et son organisation dans la Peninsule Ibérique et dans l'Afrique du Nord* » publié en 1902, que le pays est divisé hydro-géographiquement entre une « Espagne humide » (au Nord) et une « Espagne sèche » (le reste du pays) (Brunhes, 2018). Selon cette division, les bassins les plus humides « excédentaires » marquent ce que Clarimont (2010 : 257) appelle, non sans ironie, « une injustice géographique ». En dépit du manque de rigueur en termes hydrologiques de cette division, elle s'est fortement imprimée dans les esprits et reste

---

<sup>72</sup> Le nom de *regeneracionismo* signale le courant de pensée intellectuelle et politique qui à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle parcourt l'Espagne en réaction au pessimisme et à l'idée de décadence nationale suite de la perte des dernières colonies en Amérique et Asie et face à une succession de gouvernements corrompus et à une société analphabète et appauvrie. Ce mouvement traduit une volonté de changement de l'ordre établi, partant d'une réflexion approfondie sur les causes du retard et de la décadence de l'Espagne. Son représentant le plus connu fut l'intellectuel et politicien Joaquín Costa. [http://www.cervantesvirtual.com/obra-visor/la-crisis-de-fin-de-siglo-el-regeneracionismo/html/01fab768-82b2-11df-acc7-002185ce6064\\_2.html](http://www.cervantesvirtual.com/obra-visor/la-crisis-de-fin-de-siglo-el-regeneracionismo/html/01fab768-82b2-11df-acc7-002185ce6064_2.html) (consulté le 17/01/2019).

largement partagée par la société espagnole. Elle est reproduite avec insistance et s'exprime avec force à chaque période de sécheresse (Martínez et Esteve, 2000).

L'idée d'une pénurie d'eau permanente et celle de la nécessité d'un rééquilibrage hydrique national ont toutes deux fait leur chemin au cours des années et s'imposent encore aujourd'hui. Le spectre du manque d'eau a servi et sert encore de prétexte au renforcement d'une « stratégie d'infrastructure » (Giansante *et al.*, 2002, cité par Del Moral, 2012 : 37) avec la mise en agenda de nouveaux ouvrages hydrauliques. Cela est passé par la construction de plus de 1 200 barrages depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle (Figure 11), ce qui a fait de l'Espagne le pays de l'Union Européenne possédant la plus grande capacité de stockage d'eau (Clarimont, 2010). Si l'on ne construit plus de nouveaux barrages, cela continue maintenant avec les projets de transferts d'eau intra et inter-bassin ou les usines de dessalement d'eau de mer.

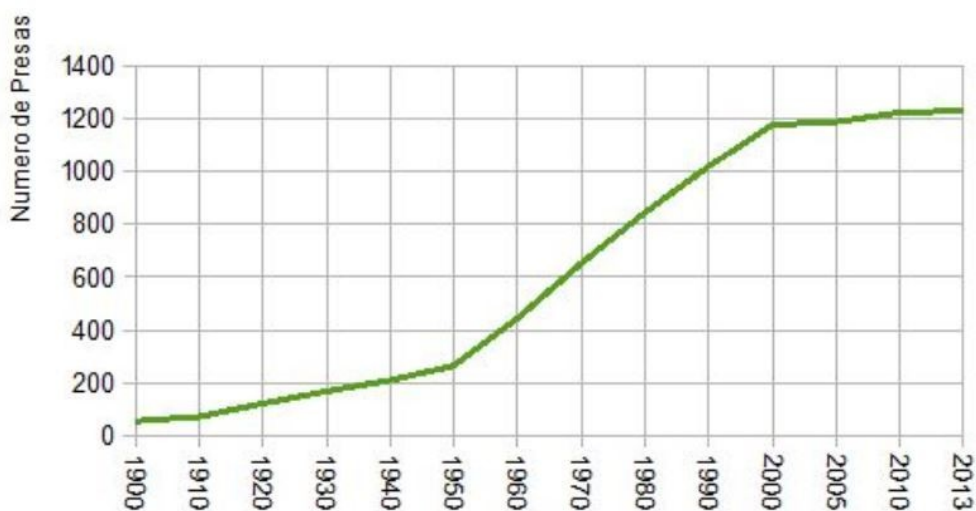


Figure 11. Évolution du nombre de retenues en Espagne entre 1900 et 2013.

Source : <https://www.iagua.es/blogs/spancold/%C2%BFcuantas-presas-hay-hoy-en-espana> à partir de données du Comité National Espagnol de Grands Barrages (SPANCOLD) (consulté le 13/12/2017).

Il se produit ainsi une situation paradoxale dans laquelle coexistent la perception de pénurie chronique d'eau présente sur la plus grande partie du territoire national (« l'Espagne sèche ») et une augmentation notable des surfaces d'irrigation et de la consommation d'eau dans ces mêmes régions semi-arides (Salinas Palacios, 2012 : 76). Les plus de 3,7 millions d'hectares irrigués en Espagne<sup>73</sup> sont ainsi mis sur la sellette en raison de leur concurrence avec d'autres usages de l'eau (Martínez et Esteve, 2002). Leur développement, et notamment la ruée vers l'irrigation de ces dernières décennies est le

<sup>73</sup> <https://www.fnca.eu/guia-nueva-cultura-del-agua/los-usos-del-agua-en-la-agricultura/impacto-de-la-agricultura-sobre-el-medio-natural?&imprimir=1> (consulté le 05/06/2014).

fruit de politiques agraires et hydrauliques dont le *référentiel global* (selon la terminologie de Muller, 2009) du rééquilibrage d'eau dans le pays est toujours là pour donner des réponses, parfois non dénuées de démagogie, à cette anxiété permanente vis-à-vis du manque d'eau.

L'irrigation dans les zones les plus arides du pays n'est pas nouvelle : on dit que la fascination en Espagne pour l'irrigation vient de son passé musulman (Giblin, 2009). Il y a sans doute du vrai dans cette affirmation si l'on pense aux célèbres *huertas* (vergers) et *viajes de agua* (voyages d'eau) ou *qanâts*<sup>74</sup> qui se sont développés dans *Al-andalus*<sup>75</sup> (Cressier, 2006) et dont la technologie a été transférée au XVI<sup>e</sup> siècle depuis les îles Canaries au Mexique, au Pérou et au Chili (Beekman et al., 2013). Sous l'égide d'une administration de l'eau très bien structurée, le haut développement des techniques hydrauliques arabes andalouses a permis de mobiliser les eaux au bénéfice de l'agriculture d'irrigation et de l'alimentation de la population des nouvelles villes grâce à la construction de barrages, *acequias* (canaux), aqueducs et siphons (El Faïz, 2005 : 223).

À la suite de cette époque de splendeur pour l'agriculture d'irrigation, la plupart des régions espagnoles, à quelques exceptions près comme celles du *Levante* (régions de *Valencia* et *Murcia*), se sont dédiées à une agriculture pluviale basée sur les cultures de céréales, de vignes et d'oliviers. Ce n'est qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que les champs ont commencé à être transformés en terres irriguées, lorsque les *regeneracionistas* reprennent la représentation des sécheresses et de l'inégale répartition de l'eau dans le pays comme frein à son développement. Un de ses représentants les plus influents, Joaquín Costa, affirme ainsi que « si dans d'autres pays il est suffisant pour l'Homme d'aider la Nature, ici [en Espagne] il est nécessaire de faire plus, il est nécessaire de la créer » (Costa, 1911, cité par Buchs, 2016a : 46). Il continue en disant qu'accomplir cet objectif de compensation hydrique nationale peut porter sa récompense aux dirigeants politiques : « [en s'adressant aux partis politiques] : Irriguez les champs, si vous voulez laisser la trace de votre passage par le pouvoir : les Arabes sont passés par l'Espagne ; leur race a disparu ainsi que leur religion, leurs codes, leurs temples, leurs palais et leurs sépulcres, mais néanmoins, leur mémoire est vivante car leurs systèmes d'irrigation ont perduré » (Costa, 1911 : n.p.).

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la séquence en cascade « manque d'eau - besoin d'eau pour l'agriculture d'irrigation - besoin d'ouvrages hydrauliques » est portée au rang de paradigme pour résoudre la question sociale et agricole. Cela va être une préoccupation majeure pour les gouvernants de la dictature de Primo de Rivera (1923-1930), puis pour ceux de la II<sup>e</sup> République (1931-1936). Ces derniers voyaient dans la situation appauvrie de la paysannerie espagnole un terreau révolutionnaire prêt à exploser (Pedreño et Baños,

---

<sup>74</sup> On connaît sous le nom de *viajes de agua* (voyages d'eau) les galeries drainantes souterraines qui ont alimenté la ville de Madrid en eau souterraine jusqu'à 1885 (Gaviria, 1999), basées sur la technique hydraulique arabe des *qanâts* (El Faïz, 2005 : 225). Cette technologie hydraulique, révolutionnaire au X<sup>e</sup> siècle, donne à Madrid l'image d'une ville construite sur une mer d'eau douce à laquelle fait référence l'adage de la capitale : "*fui sobre agua edificada, mis muros de fuego son*" (« j'ai été construite sur l'eau et mes murailles sont de feu »).

<sup>75</sup> *Al-Andalus* est le nom donné à l'Espagne sous les empires arabes des almoravides (1056-1147) et des almohades (1130-1269).

2006) ce qui a impulsé notamment dès 1932 une réforme agraire centrée sur la distribution de la terre qui demeurait jusqu'alors aux mains d'une aristocratie terrienne sur des grandes surfaces (*latifundio*). L'arrivée de la droite en 1934, puis la guerre civile (1936-1939) mirent fin à la réforme.

Après la parenthèse de la guerre civile espagnole, la dictature de Franco (1939-1975) a fait de la question agricole un des étendards de ses politiques dites sociales non sans démanteler les mesures prises par la II<sup>e</sup> République avant la guerre pour distribuer des terres à la paysannerie. La nouvelle réforme agricole franquiste, ou *contre-révolution* comme Barciela (1996) préfère l'appeler, a rendu les terres aux classes dominantes traditionnelles de la campagne espagnole et en parallèle a spolié et persécuté les paysans qui avaient soutenu la République pendant la guerre.

Afin d'assurer l'approvisionnement alimentaire d'une population d'après-guerre affamée, le pouvoir crée en 1939 l'*Instituto Nacional de Colonización* (INC) et met en place une politique agricole productiviste basée sur l'irrigation des terres et l'assèchement des zones humides. La mesure phare de cette nouvelle réforme est l'installation des paysans, qui deviennent alors des colons<sup>76</sup>, sur des terres irrigables de l'INC achetées aux grands propriétaires. La vente se faisait sur la base du volontariat, mais les propriétaires ont été peu intéressés à vendre leurs terres, d'autant plus qu'on faisait miroiter des perspectives d'une transformation des hectares cédés en terres irriguées beaucoup plus productives. Cette absence de terres en vente a fait que l'INC a obtenu des résultats très mitigés : l'agriculture d'irrigation a commencé dans des zones dispersées et avec très peu de colons impliqués.

Cette politique, maintenue jusqu'en 1949 semblait mener à une impasse et a fait place à l'adoption du modèle américain des *terres en excès*<sup>77</sup> (Barciela, 2008), associant appui aux grands propriétaire et colonisation. Malgré cette nouvelle impulsion, les extensions laissées à la colonisation ont continué à être dérisoires par rapport aux plans que le régime franquiste avait annoncés à travers l'appareil de propagande de l'État. À aucun moment, nous dit Barciela (1996 : 383), le régime n'a manifesté un intérêt pour entreprendre une « réforme agraire » dans le sens classique de distribution des terres. Le terme lui-même, mis en avant au début de la dictature, sera d'ailleurs progressivement abandonné au profit de celui de « modernisation de l'agriculture ».

Comme l'indiquent Pérez Picazo et Lemunier (2000), en dépit d'années de discours de la dictature sur la paysannerie espagnole et la justice sociale, le pouvoir étatique a évité de mener des réformes de la propriété foncière qui auraient permis d'inciter le passage d'une agriculture traditionnelle sèche à une agriculture irriguée de petites exploitations. À partir des années 1950, s'affiche clairement l'intention d'éliminer la figure du paysan au bénéfice

---

<sup>76</sup> Selon Riesco et Rodríguez (2016 : 6) « *coloniser* signifiait oublier la réforme agraire républicaine et insister sur la politique hydraulique ». Le colon devenait ainsi un producteur discipliné et un facteur de stabilité sociale.

<sup>77</sup> Selon ce procédé, les grands propriétaires pouvaient se faire payer le coût de la transformation à l'irrigation de leurs terres en contrepartie d'en céder à l'INC une partie pour qu'elle soit travaillée par les nouveaux colons. Bien évidemment, cette partie « restante » destinée à la colonisation n'était pas les meilleurs terres (Barciela, 2008).



d'une agriculture d'irrigation moderne et productive gérée par les grandes propriétaires. L'agriculture d'irrigation initie alors une nouvelle ère en Espagne. Grâce à la philosophie des *terres en excès*, des centaines de milliers d'hectares appartenant aux *latifundios* sont transformés en terres irriguées grâce aux subventions publiques (Riesco et Rodríguez, 2016), tandis qu'on assiste à une montée fulgurante du croissance de retenues construites (Figure 11).

On estime que la capacité de stockage d'eau dans les barrages est passée dans cette période de 3 800 Mm<sup>3</sup> à 42 000 Mm<sup>3</sup> (Buchs, 2016a), mais force est de constater que le rythme de l'extension des périmètres irrigués n'a pas accompagné cette hausse du volume d'eau stockée, en dépit de quelques opérations de colonisation largement mises en avant par le régime franquiste et qui n'ont guère donné de résultat social, comme celles du Plan *Badajoz*<sup>78</sup>. Si l'on en croit Swyngedouw (2007a), contrairement aux discours officiels, l'agriculture d'irrigation n'était pas la priorité des politiques hydrauliques franquistes et la volonté exacerbée de construction de retenues par Franco répondait d'abord à l'intention d'augmenter la puissance hydro-électrique du pays. En tout état de cause, les véritables bénéficiaires ont été les producteurs d'énergie, les entreprises de construction, les grands propriétaires qui se sont mis à irriguer leurs terres, secteurs très influents qui avaient ainsi tout intérêt à garantir la stabilité et le maintien du régime franquiste. (Swyngedouw, 2007a : 16).

En 1955, le conseil des ministres de Franco approuve le transfert d'eau du fleuve *Tajo*, (dont la source se trouve dans l'actuelle communauté autonome de *Castilla-La Mancha*) vers la façade méditerranéenne pour répondre aux besoins du secteur agricole. À la suite de sa construction (1969-1979) (Annexe 7), le *Trasvase Tajo-Segura* deviendra une des réalisations emblématiques du régime (Pedreño et Baños, 2006). Il symbolisait (et symbolise encore) la planification de l'eau à l'échelle nationale pour corriger le « déséquilibre hydrique » entre l'Espagne « déficitaire » en eau et celle « excédentaire ». L'État montrait ainsi qu'il avait toutes les prérogatives pour dériver les ressources hydriques là où il le considérait nécessaire sans se soucier des initiatives locales et d'une société d'irrigants naissante (Pérez Picazo, 2004).

Ainsi, pendant la période franquiste, le paradigme du manque d'eau et la promotion de l'agriculture d'irrigation ont été exploités sous forme d'*hydro-populisme* (Pérez Picazo et Lemeunier, 2000 ; Swyngedouw, 2007b; López-Gunn, 2009, Buchs, 2016a), où l'eau serait en même temps la source des inégalités socio-économiques dans les campagnes et sa solution à travers des politiques étatiques agricoles et hydrauliques. Celles-ci deviennent

---

<sup>78</sup> Le plan *Badajoz* emprunte son nom à la capitale de la province d'*Extremadura* où le problème agraire avait des racines très profondes et la pauvreté et le sous-développement étaient particulièrement visibles dans les années 1950. Le plan consistait en la construction de retenues et de centrales hydroélectriques sur le fleuve *Guadiana* et de l'implantation de quelques 6 000 colons à qui on devait fournir des parcelles de terrain et des moyens de production ainsi que le logement et des services minimums (là où il n'y avait pas auparavant une population enracinée). Les nouveaux villages ont été construits avec très souvent des noms portant l'extension « *del Caudillo* » en référence à Franco. (Riesco et Rodríguez, 2016)

ainsi un outil de contrôle, de légitimation de la dictature, d'intégration nationale et de développement autarcique (Del Moral, 2010).

A partir de l'entrée de l'Espagne dans l'Union Européenne en 1986, le processus de modernisation de l'agriculture espagnole s'est accéléré : de nouvelles technologies d'irrigation ont été introduites et le capital investi dans les exploitations a augmenté. L'irrigation a connu un essor important grâce à la diversification des cultures irriguées<sup>79</sup> et à la production intensive<sup>80</sup>. L'ouverture du marché européen puis les effets de la modernisation ont accéléré la spécialisation productive espagnole dans des cultures compétitives : primeurs, fruits, agrumes, oliviers et vigne (Del Moral, 2012 : 37-38). Selon ce même auteur, « cet accroissement de la surface irriguée a coïncidé avec la diminution accélérée de l'emploi agricole, de l'ordre de 15% ».

En effet, ni les politiques agricoles et hydrauliques de la dictature ni celles de la démocratie à partir de 1975, qui ont hérité des *hydromythes* forgés dans les périodes antérieures, n'ont réussi à éviter le dépeuplement d'un monde rural déjà en déclin à cause du nouvel ordre urbain et industriel du XX<sup>e</sup> siècle et des politiques agricoles européennes. L'exode d'agriculteurs vers les villes a pris de l'ampleur à partir de la fin des années 1950<sup>81</sup> et a laissé progressivement un paysage rural dessiné par une agriculture entrepreneuriale et salariée et des villages vides, une configuration territoriale qui est dominante aujourd'hui (Del Molino, 2016).

Si, avant le XX<sup>e</sup> siècle, la société espagnole, la *société de l'aridité* selon Pedreño et Baños (2006) assumait un vécu d'irrégularités hydriques, naturelles et périodiques, entre sécheresse et inondation, qui s'inscrivait dans sa propre organisation, la modernisation de l'agriculture est passée irrémédiablement par l'exigence de plus d'eau pour l'irrigation et par conséquent par le contrôle des flux d'eau et la construction d'ouvrages hydrauliques. Cette institutionnalisation de l'aridité comme une menace collective (Pedreño et Baños, 2006) a réussi à façonner les perceptions de manque d'eau que nous retrouvons aujourd'hui dans les discours, où la place de l'agriculture est en général minimisée. Ce discours hégémonique est à peine brisé par quelques groupes de sensibilité environnementale et par ceux qui ont été traditionnellement affectés par les ouvrages hydrauliques (grandes retenues), particulièrement dans les Pyrénées (Clarimont, 1999b).

Pourtant, cette construction discursive sur le manque d'eau doit plus au problème récurrent de la question agricole et foncière, qui perdure tout au long de l'histoire récente espagnole, qu'à l'eau à proprement parler. Depuis trois décennies, *les temps de la conquête de l'eau* deviennent peu à peu *les temps de l'eau-problème* (Clarimont, 1999b). Mais ce qui ne change pas, c'est que dans les conflits liés à l'eau en Espagne, l'eau est prise en otage par

---

<sup>79</sup> On estime la croissance des nouvelles surfaces d'irrigation à 22 % entre 1986 et 2008 (Del Moral, 2012 : 38).

<sup>80</sup> Selon Del Moral (2012 : 44), il s'agit notamment d'une réponse aux Politiques Agraires Communes européennes successives qui ont alloué des aides à la production en priorisant la quantité de produits agricoles au détriment de sa qualité.

<sup>81</sup> À partir des années 1950-60, l'exode du milieu rural vers les villes en Espagne a concerné surtout les femmes (les grandes oubliées de l'agriculture d'irrigation) et les jeunes (Camarero, 1993).

les dynamiques discursives et de pouvoir et que son rôle n'est pas forcément celui de l'élément vital pour lequel on se dispute mais plutôt le focus qui fait détourner le regard d'autres affaires, plus politiques liées à l'organisation territoriale et au rôle de l'État central.

### **5.1.2. Des conflits liés au manque d'eau ou plutôt aux luttes de pouvoir territorial ?**

Comme nous l'avons signalé précédemment, on a tendance à situer au début du XX<sup>e</sup> siècle le démarrage de l'histoire de la gestion de l'eau nationale en Espagne dont les politiques hydriques actuelles seraient les héritières. C'est alors que les premières divisions hydrologiques, qui avaient été déjà esquissées par l'ordre royal du 29 juillet 1865, sont créées sous la forme de cinq *Confederaciones Sindicales Hidrográficas* (Confédérations Syndicales Hydrographiques) (Frutos Mejías, 1995 ; Vera Aparici, 2008) : *Ebro* et *Segura* en 1926, *Duero* et *Guadalquivir* en 1927 et *Pirineo Oriental* en 1929. Cinq autres *Confederaciones Sindicales Hidrográficas* voient le jour au cours du siècle : celle du *Júcar* en 1934, du *Tajo* et du *Guadiana* en 1953 puis celle du *Sur* en 1960 (Colmenar, 2001). Le fonctionnement initial de ces premières structures de bassin est alors basé sur trois principes : l'unité du bassin versant comme l'échelle appropriée pour la planification de l'eau, la décentralisation des fonctions étatiques sur l'eau et la participation des usagers à la gestion de l'eau (Del Moral et Hernández Mora, 2016 : 568).

Le premier principe, celui de considérer le bassin versant comme l'unité naturelle de gestion, est indiscutable en Espagne. Il a été défendu à ce jour autant par les acteurs traditionnels (agriculture d'irrigation, constructeurs d'ouvrages hydrauliques ou hydroélectricité) qui se sont taillé une représentation majoritaire et préférentielle dans les organismes de bassin, que par les acteurs les plus récents (écologues, environnementalistes, groupements de citoyens, organisations syndicales ou usagers du loisir et tourisme) qui, eux aussi, considèrent le bassin versant comme une unité objective de gestion (Morén, 2008 ; Sancho Marco, 2008 et Fernández Lop, 2008). Tous mobilisent le concept de *bassin versant* comme le domaine par excellence de la gestion de l'eau sans remettre en question l'adéquation de cette notion à l'échelle des territoires et cela « malgré la décentralisation administrative des régions » (Clarimont, 2006 : 123).

Deux principes de fonctionnement des structures de bassin ont fait l'objet d'importantes controverses en Espagne tout au long de leur évolution : la décentralisation et la participation des usagers. Dès l'époque de la création des organismes de bassin, deux forces opposées commencent à apparaître qui coexistent et s'affrontent : d'une part, la volonté de décentraliser la politique de l'eau « en créant un nouvel acteur capable de relayer l'impulsion étatique tout en fédérant les dynamiques locales » (Buchs, 2016a : 55) « mieux prédisposées et actives » (Del Moral et Hernández Mora, 2016 : 569) et, d'autre part, une tendance centralisatrice qui s'appuie sur la nécessité de l'égalité des territoires espagnols et le besoin de coordination d'une politique hydraulique nationale face au

dynamisme autonomiste des nouvelles *Confederaciones Sindicales Hidrográficas* (Ortega, 1999).

Enfin, pour les quelques bassins qui possédaient alors une agriculture d'irrigation traditionnelle (*Júcar* et *Segura*, par exemple), la participation des usagers historiques dans ces nouveaux organismes de bassin a été déterminante, même s'il s'est produit une altération des équilibres de pouvoir en raison de l'arrivée dans la gestion de l'eau d'un nouveau type d'acteur plus lié à l'ingénierie et à l'utilisation hydroélectrique (Embid, 2016). En revanche, dans les bassins où cette tradition d'irrigation n'existait quasiment pas (*Guadina* ou *Duero* par exemple), le processus de constitution des *Confederaciones Sindicales Hidrográficas* a répondu principalement à l'élan donné par l'ingénierie et l'administration publique (Sanchis, 2012), sans que les usagers y jouent un rôle déterminant.

Le projet confédéral initial de la gestion de l'eau en Espagne s'est, en définitive, traduit par une renationalisation progressive de la politique de l'eau avec la mise en place d'un premier Plan National des Ouvrages Hydrauliques en 1933 (Annexe 7), dont le transfert d'eau vers le *Levante* a été le projet le plus marquant. Les premiers organismes de bassin sont ainsi passés par plusieurs dénominations et ont significativement perdu dans ce processus l'adjectif « syndical » pour devenir tout simplement des *Confederaciones Hidrográficas*, nom qui perdure actuellement. Si l'on en croit Del Moral et Hernández Mora (2016 : 570), la cause de ce revirement tient au souci de la II<sup>e</sup> République espagnole (1931-1939) d'affirmer sa présence politique, face notamment à la montée des régionalismes catalan et basque.

Cette tendance centralisatrice de la gestion de l'eau affirmée par la République se consolide pendant le régime franquiste (1939-1975). Les *Confederaciones Hidrográficas* deviennent « des simples outils périphériques au service de la politique d'État sur l'exploitation des ressources hydriques » (Del Moral et Hernández Mora, 2016 : 570) : les régions et pour autant les *Confederaciones Hidrográficas* sont exclues de l'organisation politique-administrative du territoire.

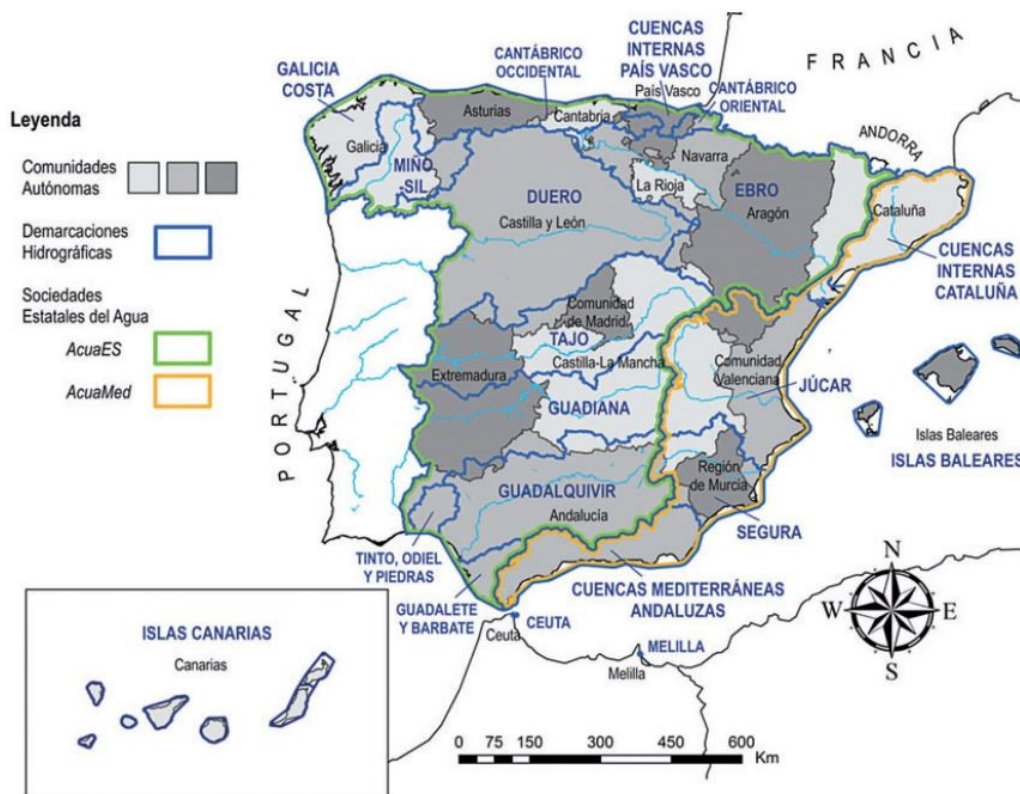
En 1959, d'autres structures complémentaires sont créées au niveau des bassins : les *Comisarias de Agua*. Elles sont chargées des « fonctions souveraines de l'État » telles que la police de l'eau, la délimitation du domaine public hydraulique ou la procédure d'autorisation des usages de l'eau. Elles affirment un peu plus la prééminence de l'État dans la gestion de l'eau dans les différents bassins versants et assurent le contrôle externe des organismes de bassin (Busch, 2016). Les *Comisarias de Agua* s'emparent alors petit à petit des compétences attribuées jusqu'alors aux *Confederaciones Hidrográficas* jusqu'à les réduire à des tâches de planification et de suivi des variations du volume d'eau (Cano García, 1992).

Même si les *Confederaciones Hidrográficas* réaffirment à l'occasion leur sens original en tant que forum des usagers, ces derniers sont réduits à « la communauté de la politique

hydraulique et de l'ingénierie » (Pérez Díaz *et al.*, 1996). Ainsi, ces organismes de bassin ne sont plus que le relais des idées de développement hydraulique chères au *regeneracionismo* (Espluga *et al.* 2011). Les *Confederaciones Hidrográficas* deviennent alors un « appendice technique de l'administration hydraulique de l'État à l'échelle locale qui contrôle et finance » (Buchs, 2016a : 68).

La transition démocratique espagnole (1975-1978) met en place les communautés autonomes, ce qui provoque l'irruption sur la scène de la gestion de l'eau d'autres intérêts et pouvoirs régionaux (López-Gunn, 2009) totalement absents jusqu'alors. Mais malgré l'apparition de ces nouveaux acteurs et en dépit de leurs argumentations, le pouvoir centralisé chargé de la politique hydraulique n'est que très peu affaibli (Saurí et Del Moral, 2001). C'est ainsi que « la délimitation des compétences et responsabilités entre l'État et les communautés autonomes concernant l'eau a été (et continue de l'être) un des aspects des plus polémiques du développement des autonomies en Espagne » (Del Moral et Hernández Mora, 2016 : 572). Selon ces auteurs, on peut ainsi distinguer quatre processus dans la configuration de l'actuelle carte hydropolitique espagnole (Figure 12).

Le premier processus fait référence à la division des compétences en matière d'eaux mentionnée par la Constitution espagnole de 1978 et la Loi sur l'Eau de 1985. Les attributions sont distribués ainsi avec un critère hydrogéographique. Les communautés autonomes ont désormais des compétences, uniquement quand le bassin versant est intégralement dans leur territoire, ce qui concerne une minorité de cas. Pour le reste des bassins, intercommunautaires (en fait la plupart des bassins espagnols), c'est l'État qui a les compétences exclusives de législation, aménagement et autorisations des ressources et des exploitations hydrauliques (Article 149.1.22<sup>a</sup> de la Loi des Eaux).



**Figure 12. Carte hydropolitique de l'Espagne : communautés autonomes, bassins hydrographiques et entreprises publiques de l'eau.**  
 Source : Del Moral et Hernández Mora (2016 : 572).

Le deuxième processus se développe en parallèle au premier et concerne les statuts d'autonomie des communautés autonomes<sup>82</sup> qui ont été approuvés avant la Loi sur l'Eau de 1985 et avant la définition précise de la distribution des compétences sur les eaux espagnoles. Plusieurs statuts d'autonomie des régions autonomes espagnoles ont alors incorporé dans leurs textes des déclarations d'intention d'assumer des compétences sur l'eau qui allaient au-delà de celles visées par la constitution espagnole, une manière, comme signale Embid (2007), de montrer leur insatisfaction sur la distribution des compétences en matière d'eau. En effet, les communautés autonomes se voient attribuer des compétences exclusives sur des politiques sectorielles en agriculture, industrie, aménagement du territoire, environnement, urbanisme ou tourisme (des secteurs étroitement liés à l'eau) qui paraissent incompatibles avec des limites institutionnelles imposées par l'État en matière de gestion de l'eau à proprement parler.

Le troisième processus démarre en 1987 avec la délimitation des domaines territoriaux des dix *Confederaciones Hidrográficas* actuelles. Les années suivantes vont ainsi témoigner de

<sup>82</sup> Les *estatutos de autonomía* (statuts d'autonomie) sont les normes institutionnelles qui régissent la gouvernance des régions autonomes en Espagne. Titre VIII, chapitre 3, Constitution espagnole de 1978.  
<http://www.congreso.es/consti/constitucion/indice/titulos/articulos.jsp?ini=143&fin=158&tipo=2> (consulté le 15/01/2018).

l'activité planificatrice de l'État central et les premiers plans hydrologiques de bassin sont approuvés en 1998. C'est là une période très conflictuelle entre l'État et les communautés autonomes et entre les communautés elles-mêmes, avec des affrontements particulièrement durs lors des débats du Plan Hydrologique National de 1994 puis de 1998 et 2001 (La Calle, 2008).

C'est aussi pendant cette période que se produit le transfert de compétences sur la construction et la gestion des infrastructures hydrauliques depuis les *Confederaciones Hidrográficas* aux Entreprises Publiques de l'Eau. Des douze Entreprises Publiques de l'Eau initialement créées entre 1997 et 2001, il n'en reste que trois : *AcuaES*, avec des compétences territoriales dans les bassins versants de l'Atlantique et Cantabrique, *AquaMed*, dans la Méditerranée et *Canal de Navarra*, spécifique à ce canal. Dans les trois cas, leur dépendance au gouvernement central est absolue et la participation d'autres acteurs politiques (notamment la représentation des communautés autonomes) est absente de leurs organes de décision (Del Moral et Hernández Mora, 2016 : 574).

Enfin, le quatrième et dernier processus est lié étroitement à la confirmation par la DCE de la gestion par bassin versant, ce qui a mis fin aux quelques initiatives de sortir de ce schéma. Parmi ces tentatives, on citera en particulier le remaniement des démarcations hydrographiques de 2007 ou la création d'organismes de bassin « inserts » dans l'organisation administrative autonome comme c'est le cas de l'*Agencia Catalana del Agua* (ACA) ou l'*Agencia Vasca del Agua* (URA) (Clarimont, 2006). Néanmoins, comme signale (Del Moral et Hernández Mora, 2016 : 576) « la gestion de l'eau est toujours prise en otage par des stratégies hydrauliques imposées par les acteurs hégémoniques traditionnels mais reconfigurées et adaptées aux nouvelles structures politiques et administratives sectorielles autonomes ».

Depuis 2004, les communautés autonomes sont entrées dans une phase de réforme de leurs statuts d'autonomie. Elles en ont profité notamment pour y faire figurer un élargissement de leurs compétences en matière d'eau et de leurs capacités de décision sur l'assignation et gestion des ressources en eau (FNCA 2012). Ainsi à cette occasion, la communauté autonome de *Castilla-La Mancha* s'est positionné contre le *Trasvase Tajo-Segura* en oeuvre depuis 1979 en arguant que celui-ci affecte ses intérêts régionaux (Embid, 2007) et a demandé de disposer d'un plus grand pouvoir de décision politique sur les bassins versants de son territoire. L'initiative a été cependant rejetée pour être considérée comme contraire à la Constitution espagnole et a été par conséquent éliminée du nouveau statut d'autonomie (Embid, 2007).

Del Moral (2009, n.p.) affirme que « l'analyse des relations entre eau et territoire renvoie à des débats et conflits sociaux spécialement intenses et persistants » : nous en trouvons la preuve en Espagne où cette jonction peut être jugée particulièrement conflictuelle. Les conflits sur l'eau en Espagne sont en effet très souvent assimilables à des luttes pour la domination politique des territoires : les communautés autonomes et leurs gouvernements

respectifs *versus* l'État central représenté dans les territoires par les organismes de bassin, se situent dans ce que Clarimont (1999a : 198) et Del Moral et Hernández Mora (2016 : 573) qualifient de *conflicts de compétences*.

Certains auteurs comme Di Stefano et Garrick (2018) affirment que les conflits sur l'eau en Espagne relèvent d'*interactions horizontales*, c'est-à-dire de luttes entre régions qui tentent d'accaparer l'eau en arguant de la nécessité de la ressource comme facteur capital du développement économique local, une idée par ailleurs largement reprise par la presse. On jugera cependant que les affrontements répondent avant tout aux rapports de force entre centralisme et autonomie des régions espagnoles (Del Moral et Hernández Mora, 2016), au sein d'un débat « Espagne-une/Espagne-plusieurs » qui traverse l'histoire depuis le temps des Rois Catholiques (1475-1504) (Martínez Gil, 1997) et qui reste toujours d'actualité, au sein d'un débat toujours inachevé sur la question du pouvoir des autonomies espagnoles.

Del Moral et Hernández Mora (2016) mettent ainsi en évidence tout au long du processus politico-administratif complexe de la dernière étape démocratique espagnole l'existence d'une tension constante « centralisatrice-décentralisatrice », plus liée à des processus autonomistes des régions qu'à la proprement dite gestion de l'eau. On observe à l'heure actuelle que ces conflits sont encore loin d'être résolus et que les arguments employés dans le domaine de l'eau n'ont pas été modifiés substantiellement depuis plus de cent ans (Del Moral et Hernández Mora (2016 : 579).

Plus récemment, en juillet 2017, le gouvernement a lancé un nouveau processus de débat pour atteindre un Pacte National de l'Eau dont les objectifs affichés seraient (une fois de plus) de donner réponse aux défis de la gestion de l'eau en Espagne. Présenté comme « la solution consensuelle aux problèmes hydriques dont souffre l'Espagne », <sup>83</sup> il semble plutôt répondre à l'intention d'en finir avec les conflits entre régions en exerçant une authentique « politique d'État ». Le projet d'intégration du Pacte National de l'Eau au plan hydrologique national et aux plans des bassins montre qu'aucune articulation avec les politiques d'eau des gouvernements autonomes n'est envisagée. Selon le gouvernement central, l'eau est une question qui dépasse le niveau de l'état des autonomies espagnoles et il en fait une manière de contrôler leur pouvoir. L'arrivée de la Gauche au pouvoir en juin 2018<sup>84</sup> laisse supposer de nouvelles orientations dans le Pacte National de l'Eau, sans qu'il soit possible de juger au moment de la rédaction de la présente thèse. La suite de cet accord au vu du manque de consensus pour constituer un gouvernement de coalition de gauche après les élections générales du mois de mars 2019 et de l'incertitude de la convocation de nouvelles élections en novembre 2019<sup>85</sup>.

---

<sup>83</sup> <https://www.iagua.es/noticias/mapama/l-ardiles-pacto-nacional-agua-es-solucion-problemas-hidricos-espana> (consulté le 13/12/2018).

<sup>84</sup> « Pedro Sánchez, presidente del gobierno tras ganar la moción de censura a Rajoy », *El País*, 01/06/19. [https://elpais.com/politica/2018/06/01/actualidad/1527837969\\_067262.html](https://elpais.com/politica/2018/06/01/actualidad/1527837969_067262.html) (consulté le 09/02/2019).

<sup>85</sup> « Ante el abismo de nuevas elecciones ». *El País*, 16/07/2019. [https://elpais.com/politica/2019/07/15/actualidad/1563218274\\_959738.html](https://elpais.com/politica/2019/07/15/actualidad/1563218274_959738.html) (consulté le 4/08/2019).



Le Pacte National de l'Eau met l'accent sur les transferts d'eau entre bassins. Ce n'est pas la première fois que ce type d'infrastructures hydrauliques controversées revient sur la scène publique espagnole. Comme le signale Clarimont (2010 : 13), même si les transferts d'eau sont des solutions techniquement coûteuses et conflictuelles, elles sont perçues, surtout en Europe méditerranéenne, comme « le moyen de résoudre à long terme les problèmes d'alimentation en eau des villes ». À court terme, reconnaissons qu'elles servent à soutenir et à développer une agriculture d'irrigation gourmande en eau.

Ce Pacte National de l'Eau, qui, dans sa forme actuelle, écarte délibérément les politiques sectorielles liées à l'eau des communautés autonomes, a paradoxalement besoin de ces communautés lorsqu'il s'agit d'atteindre le consensus régional nécessaire pour sa mise en place. L'eau interconnecte les régions les unes aux autres à travers des eaux superficielles et souterraines, ce qui les oppose entre elles mais qui également met en évidence la tension entre forces *centrifuges* (celles des régions autonomes) et *centripètes* (celles de l'État) en utilisant la terminologie employée par Ghiotti (2007) pour la France.

À ce titre, la comparaison entre la France et l'Espagne est à la fois instructive et paradoxale. Certes, dans les deux pays « le recours au bassin hydrographique s'apparente à une volonté de conquête d'un pouvoir » (Ghiotti, 2007 : 98) mais, dans un pays centraliste comme la France, la gestion de l'eau est considérée comme « l'expression d'un régionalisme politique et économique » (Clarimont, 2006 ; Ghiotti, 2007) tandis que dans un pays « quasi-fédéral » comme l'Espagne, l'eau s'avère un instrument de centralisme politique et économique et de contrôle politique territorial par l'État.

En 2000, Del Moral mettait en cause le rôle de la planification hydrologique dans la politique territoriale. Dans cette même perspective, Di Stefano et Garrick (2018) analysent plus récemment le défi que suppose la gestion de l'eau à travers les frontières politiques. Partant du principe que le bassin versant n'est pas automatiquement l'échelle préférable pour la gouvernance de l'eau, ces auteurs fournissent plusieurs études de cas dans le monde où les dichotomies conflictuelles « centralisme-décentralisme », « institutions formelles-informelles » ou « grand bassin versant-bassin versant local » sont résolues selon chaque contexte avec des approches hybrides et multi-scalaires particulières à chaque cas, sans que l'une ou l'autre soit transposable à d'autres situations. Dans le cas de l'Espagne, où les conflits liés à l'eau sont intimement liés aux conflits territoriaux, l'objet « eau » devrait sans doute laisser sa place à l'objet « frontière », ce qui aiderait à politiser le débat (Kauffer, 2006b : 26).

L'eau affiche en effet des conflits visibles et médiatisés qui en masquent d'autres plus locaux qui se perpétuent en sourdine. Les « nouvelles » mesures qui surgissent sporadiquement depuis des décennies, jusqu'à ce « nouveau » Pacte National de l'Eau, ont des relents des mêmes vieilles recettes maintes fois vantées, tentées, jugées inutiles et écartées. Dans un pays où la gestion de l'eau continue à être vue comme une « prérogative

régaliennne » (Clarimont, 2006 : 121), l'eau apparaît comme la victime d'une spirale infernale condamnée à se répéter à l'infini, à l'insu de sa politique territoriale.

Ni la géographie actuelle, ni la situation récurrente de crise dans laquelle se trouve la gestion de l'eau en Espagne, ne peuvent se comprendre sans considérer la transformation radicale des *territoires hydro-sociaux* (Swyngedouw, 2015). Une courte révision de l'histoire hydraulique espagnole du XX<sup>e</sup> siècle permet d'appréhender comment les différentes reconfigurations du pouvoir politique et des domaines de compétences sur l'eau se sont chevauchées et heurtées pendant ce dernier siècle. Le sujet a été largement exploré par une littérature scientifique hautement prolifique, avec des auteurs majoritairement géographes mais aussi des économistes, espagnols, français ou anglophones<sup>86</sup>. Ceux-ci se sont intéressés à retracer les étapes historiques qui ont marqué la construction des *territoires hydro-sociaux* d'aujourd'hui et à analyser comment les nouvelles prérogatives actuelles des communautés autonomes ont essayé de se réajuster au contexte historique de pouvoir étatique de la gestion de l'eau. Les outils de compréhension existent, mais force est de constater qu'ils pèsent de peu de poids face aux politiques. C'est le cas de pratiquement toutes les régions espagnoles et plus particulièrement de celle qui nous occupe pour cette thèse, le bassin de l'*Alto-Guadiana*, dans la communauté autonome de *Castilla-La Mancha*.

## **5.2. L'entrelacement des eaux superficielles et souterraines dans l'*Alto-Guadiana* : l'histoire d'un désamour**

### **5.2.1. Le *Guadiana*, un fleuve qui apparaît et disparaît ?**

Avant de se jeter dans l'océan Atlantique à la frontière entre l'Espagne et le Portugal, le fleuve international *Guadiana*, traverse en Espagne trois communautés autonomes (*Castilla-La Mancha*, *Extremadura* et *Andalucía*) et deux régions au Portugal (*Alentejo* et *Algarve*) (Figure 13). Le *Guadiana* est réputé pour être un des fleuves plus problématiques de la Péninsule Ibérique (Drain, 2004 : 55) dans la mesure où il est un des moins puissants et celui qui expérimente le plus grand nombre de variations tout au long de l'année. C'est enfin l'un des fleuves les plus aménagés et artificialisés par les ouvrages hydrauliques. Deux de ses barrages sont les plus grands d'Europe (*Alqueva* au Portugal<sup>87</sup> et *La Serena* en *Extremadura*, Espagne<sup>88</sup>).

---

<sup>86</sup> Nous parlons des travaux de recherche sur l'eau et les conflits liés à la gestion de l'eau en Espagne comme ceux entre autres de Frédérique Blot, Michel Drain, Sylvie Clarimont, Erick Swyngedouw, Leandro del Moral, Nuria Hernández Mora, Arnaud Buchs ou François Molle.

<sup>87</sup> <https://www.iagua.es/data/infraestructuras/embalses/alqueva> (consulté le 15/01/2019).

<sup>88</sup> <https://www.fundacionaquae.org/wiki-aquae/el-agua-en-espana/embalse-la-serena-mas-grande-espana/> (consulté le 15/01/2019).

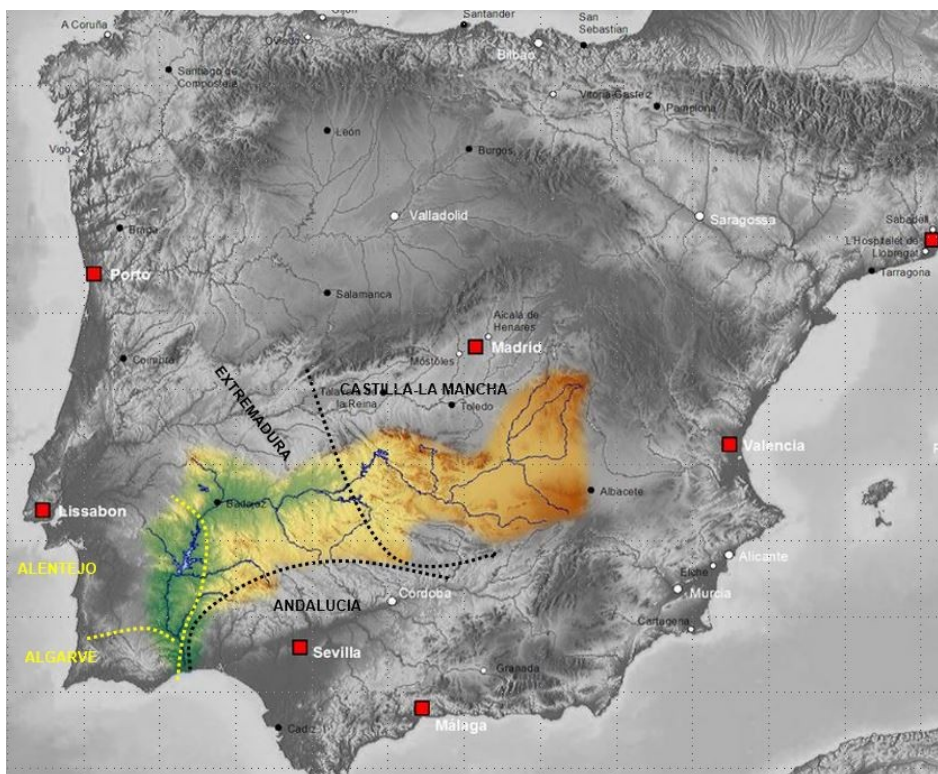
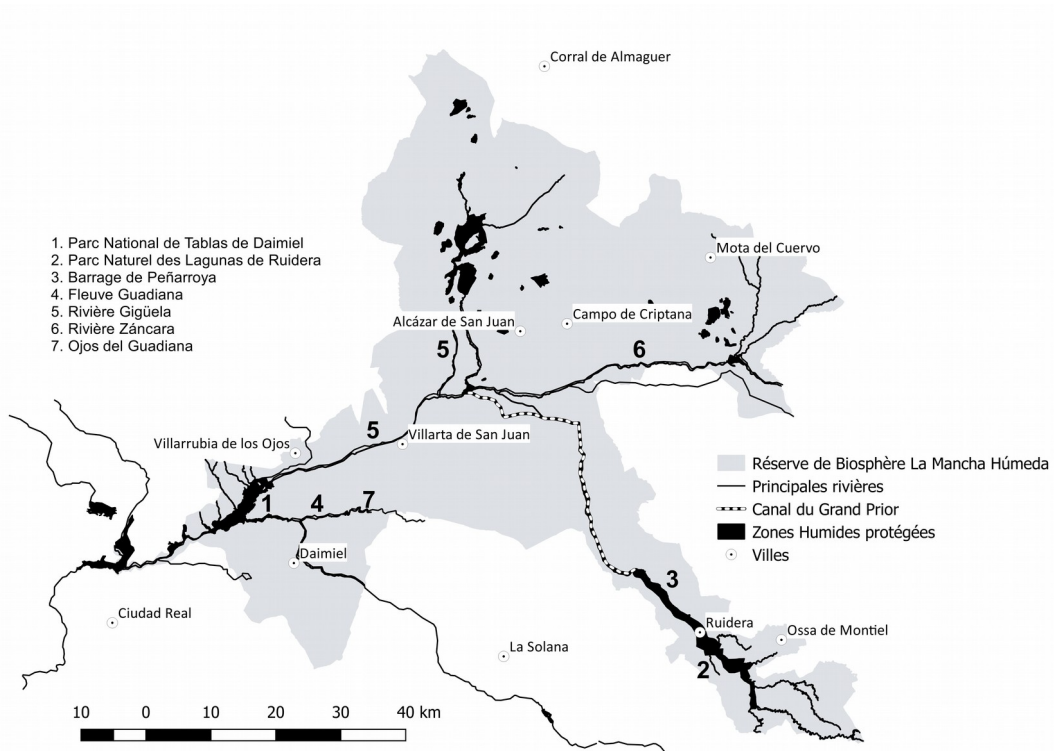


Figure 13. Le fleuve *Guadiana* dans la Péninsule Ibérique. Il naît dans *Castilla-La Mancha*, traverse ensuite l'*Extremadura* et l'*Andalucía* en Espagne, puis l'*Alentejo* et l'*Algarve* au Portugal, et se jette dans l'océan Atlantique à la frontière entre ces deux pays. Source : D'après <http://www.maps-for-free.com> (consulté le 28/05/2017).

Le tronçon amont de ce fleuve de 742 km de long, appelé en espagnol *Alto-Guadiana* draine un territoire de 16 130 km<sup>2</sup> (Fornés et Llamas, 2004), où se trouve la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* (Figure 14). L'*Alto-Guadiana* possède une hydrologie singulière : certains disent que dans sa partie amont le *Río Guadiana*, est « trois fois fleuve » : *Río* : fleuve en espagnol ; *Guadi* : fleuve en arabe et *Ana* : fleuve en langue pré-indo-européenne.

On dit aussi que le *Guadiana* naît deux fois. Une première fois dans le massif karstique de *Campo de Montiel* (aussi appelé « aquifère 24 ») dans les *Lagunas de Ruidera* (Figure 15) et qu'après un parcours de 76 kilomètres, il s'infiltré dans les matériaux sédimentaires de l'aquifère de *La Mancha Occidental* (aussi appelé « aquifère 23 ») sans laisser de traces en surface. Il naîtrait une deuxième fois à *Ojos del Guadiana*, une trentaine de kilomètres plus loin (Figure 16). La discontinuité paysagère de l'*Alto-Guadiana* a, de tout temps été une énigme qui a nourri de nombreuses légendes, au point que le terme « *guadiana* » dans la langue espagnole est devenu une manière de nommer quelque chose ou quelqu'un qui apparaît et disparaît fréquemment<sup>89</sup>.

<sup>89</sup> Selon la RAE (*Real Academia Española*). <http://dle.rae.es/?id=JclA9Vm>. (consulté le 10/07/2017).



**Figure 14. Carte de localisation de l'espace d'étude du bassin du *Guadiana*, *Castilla-La Mancha*, Espagne. Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda*. Réalisation : Rafael Ubaldo Gosálvez, 2018. *Universidad de Castilla-La Mancha (UCLM)*. Ciudad Real, Espagne.**

Cette vision d'un fleuve atypique qui apparaît, disparaît puis réapparaît plus loin est vieille de 2 000 ans, décrite du temps des Romains, apprise à l'école et connue de tous les Espagnols. Elle divise le monde scientifique, oppose ceux qui assurent que ce fleuve s'enfonce dans le terrain pour réapparaître ensuite et ceux qui affirment que le fleuve qui émerge dans les *Lagunas de Ruidera* n'a rien à voir avec celui qui naît à *Ojos del Guadiana* (Alvarez Cobelas *et al.*, 2010).

Cette singularité hydrologique est due à sa complexité géologique, géomorphologique et hydrologique (Mejías Moreno *et al.*, 2012). Les deux aquifères de l'*Alto-Guadiana* (*Campo de Montiel* ou aquifère 24 et *Mancha Occidental* ou aquifère 23) (Figure 17) possèdent des caractéristiques bien différentes : tandis que l'aquifère 24 est de nature karstique dont les variations de niveau d'eau souterraine et superficielle constituent une succession de lacs karstiques en majorité saisonniers, connectés les uns avec les autres en forme de chapelet (les *Lagunas de Ruidera*), l'aquifère 23 est constitué de plusieurs couches aquifères sédimentaires plus ou moins perméables, dont les eaux souterraines déchargent dans la multiplicité d'écosystèmes aquatiques superficielles de la zone (le fleuve *Guadiana* lui-même, mais aussi d'autres rivières tributaires, des plaines d'inondation, des sources - « *ojos et ojuelos* » - et des lagunes et zones humides.). Ce serait au changement de faciès géologique à l'interface entre les deux aquifères mentionnés que

les eaux du *Guadiana* en provenance des *Lagunas de Ruidera* s'infiltrent dans les terrains sédimentaires de l'aquifère 23 (Figure 17). Cette supposée disparition temporaire du fleuve continue à susciter un grand nombre de débats.

Selon Alvarez Cobelas *et al.* (2010), les premières observations et descriptions connues de ce phénomène hydrologique singulier remontent à 77 ap. J.-C. et sont le fait de Plin l'Ancien qui dans le troisième tome de son « *Histoire Naturelle* » décrit le *flumen Ana*, comme un cours d'eau qui « se cache complètement sous la terre [...] ». D'après les mêmes auteurs, cette constatation fut reprise au XVI<sup>e</sup> siècle par un diplomate vénitien, Andrea Navagiero, poète et voyageur qui écrit : « le *Guadiana* va sous terre pendant sept lieues et sort quatre lieues plus loin [...] ».

## LAGUNAS DE RUIDERA

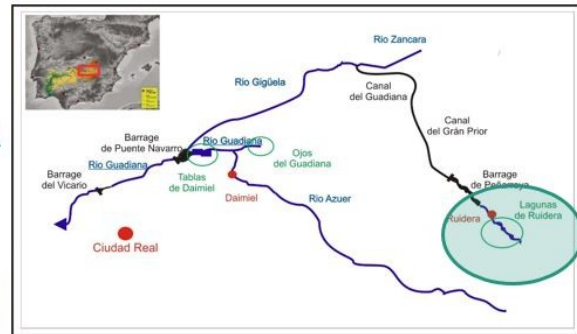


Figure 15. *Lagunas de Ruidera*. « Première » naissance du fleuve *Guadiana*.  
Source : González Besteiro (2020).

## OJOS DEL GUADIANA

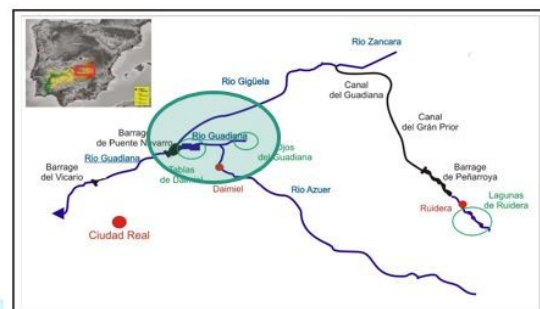


Figure 16. *Ojos del Guadiana*. Une « deuxième naissance » du fleuve *Guadiana* ?  
Source : González Besteiro (2020).

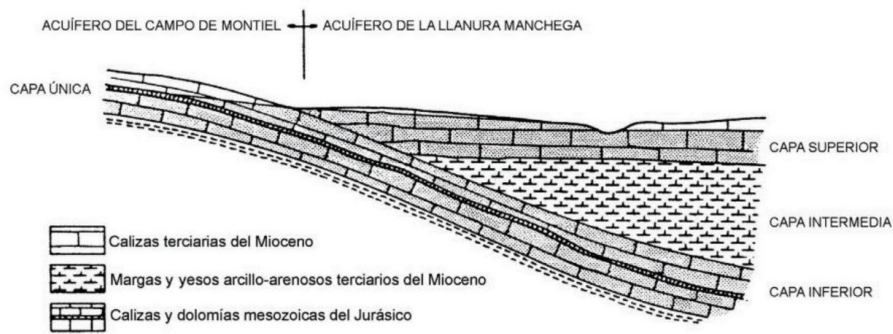


Figure 17. En haut : l'aquifère 23 ou de la *Llanura Manchega* et l'aquifère 24 ou du *Campo de Montiel*. En bas : Coupe du modèle de jonction entre l'aquifère 23 et l'aquifère 24 en aval des *Lagunas de Ruidera*.  
 Source : D'après Alvarez Cobelas *et al.* (2010).

Par ailleurs, Cervantes en 1615 reprend, dans son célèbre roman « *L'Ingénieux hidalgo Don Quichotte de la Manche* » la même interprétation, en faisant du fleuve un écuyer qui pleure l'ensorcellement de ses dames, les *Lagunas de Ruidera*, par un méchant sorcier.

« [...] *Guadiana*, votre écuyer, pleurant aussi votre disgrâce, fut changé en un fleuve appelé de son nom même, lequel, lorsqu'il arriva à la surface du sol et qu'il vit le soleil d'un autre ciel, ressentit une si vive douleur de vous abandonner, qu'il s'enfonça de nouveau dans les entrailles de la terre. Mais, comme il est impossible de se révolter contre son penchant naturel, il sort de temps en temps, et se montre où le soleil et les gens puissent le voir [...] »

Miguel de Cervantes, 1615. *L'Ingénieux hidalgo Don Quichotte de la Manche*. Chapitre XXIII. Tome 2.<sup>90</sup>.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, un canal à l'image des voies navigables françaises fut projeté afin d'utiliser l'eau des *Lagunas de Ruidera* pour l'irrigation et la navigation (Marín Magaz, 2007). Le concepteur du *Canal del Gran Prior* mettait en doute l'idée du passage souterrain du *Guadiana*, peut-être, comme le suggère Almagro (2004) pour éviter les critiques qu'auraient pu occasionner la déviation superficielle, par un canal, d'une eau qui pouvait s'infiltrer dans l'aquifère et alimenter le fleuve en aval.

Les politiciens du XIX<sup>e</sup> siècle considèrent l'existence de deux fleuves distincts, l'*Alto-Guadiana* et le *Nouveau Guadiana* sans aucune connexion entre eux, position que l'on retrouve chez les géologues de l'*Instituto Geológico y Minero de España* (IGME) dans les années 1970, fondée sur plusieurs sondages et recherches hydrogéologiques (Torrens *et al.*, 1976) et en opposition aux résultats obtenus en 1932 par Eduardo Hernández-Pacheco, professeur de géologie de l'Université de *Madrid*. Celui-ci soutenait en effet le contraire : il avait versé un colorant fluorescent dans un puits à une dizaine de kilomètres des *Ojos del Guadiana* et retrouvé les eaux colorées jaillissant dans les *Ojos del Guadiana* au bout de trente heures. En 2004, Juan Almagro, ingénieur des Ponts et Chaussées de la *Confederación Hidrográfica del Guadiana* défend à nouveau l'hypothèse d'un seul fleuve en affirmant que la dite légende du *Guadiana* n'est pas fausse et que plusieurs millénaires la soutiennent.

Plus récemment, des hydrogéologues affirment que l'eau qui jaillit des *Ojos del Guadiana* ne serait pas exclusivement un *Guadiana* ressorti des entrailles de la terre, mais aussi la résurgence en surface d'autres rivières qui s'infiltrèrent également dans le plateau *manchego* (Arenillas et Sáenz Ridruejo, 1987) en une alternance de zones de décharge ou de recharge de l'eau souterraine. Depuis 1959, date de construction d'un barrage à la sortie des *Lagunas de Ruidera*, l'eau ne s'étale plus dans les premiers kilomètres du plateau *manchego* en forme de delta comme cela arrivait avant la construction de cette infrastructure hydraulique. Malgré cela, encore aujourd'hui, lorsque les pluies sont torrentielles et

---

<sup>90</sup> M. de Cervantes. « L'Ingénieux hidalgo Don Quichotte de la Manche » 1615. Version française traduite par L. Viardot. [https://www.ebooksgratuits.com/html/cervantes\\_don\\_quichotte\\_2.html](https://www.ebooksgratuits.com/html/cervantes_don_quichotte_2.html). (consulté le 20/05/2017).



abondantes, les engorgements sont nombreux même s'il n'existe pas un cours d'eau bien défini.

Dans ce contexte, avec un tronçon de *Guadiana* qui semblerait invisible, sa démarcation n'est pas simple et laisse largement la place à l'interprétation des techniciens et ingénieurs chargés de la matérialisation spatiale de son lit majeur et mineur. Cette délimitation est d'ailleurs une des pièces clés de la planification et la gestion du bassin versant par la *Confederación Hidrográfica del Guadiana* dans l'exécution de la DCE européenne. Elle n'est pas pour autant incontestable<sup>91</sup>

Selon nos propres observations de terrain, le *Guadiana*, en général à sec à l'heure actuelle, n'apparaît que rarement en période de fortes pluies et d'inondations (Photo 4). Son tracé par un bornage en ciment (Photo 5) est composé de points quelque peu aléatoires, dont la succession donne au moins l'illusion de l'existence et de la continuité de l'eau du fleuve.



**Photo 4. Inondations dans l'Alto-Guadiana en 2010.**

**Crédit photo : Exposition permanente du *Centro de Interpretación del Agua y los Humedales Manchegos* (Daimiel, Castilla-La Mancha). 2016**

---

<sup>91</sup> Voir l'article dans le journal *El Confidencial* du 12/06/2017 : *El Estado recupera la propiedad de los Ojos del Guadiana que Franco mandó desecar* (L'État récupère la propriété des Ojos del Guadiana que Franco avait ordonné d'assécher). [https://www.elconfidencial.com/tecnologia/ciencia/2017-06-12/estado-recupera-ojos-guadiana-deslindetablas-daimiel\\_1392893/](https://www.elconfidencial.com/tecnologia/ciencia/2017-06-12/estado-recupera-ojos-guadiana-deslindetablas-daimiel_1392893/) (consulté le 15/06/2017).



**Photo 5. Où est donc le fleuve *Guadiana* ? Dans une friche ? Dans un champ de luzerne irriguée à l'aide d'un pivot ? Près d'un moulin abandonné ?**

**Crédit photos : Ana González Besteiro, 2017.**

Enfin, une autre manifestation de son invisibilité, cette fois d'origine anthropique, se traduit par une troisième résurgence du fleuve qui s'ajoute aux deux autres naissances naturelles, décrites ci-dessus. Elle s'opère après une nouvelle disparition du fleuve en aval des zones humides protégées du Parc National des *Tablas de Daimiel* (Photo 6) dont l'inondation est maintenue artificiellement grâce au barrage de *Puente Navarro*, qui n'a pas évacué de l'eau par son déversoir depuis sa construction en 1985 sauf lors de périodes de fortes inondations (Fornés et Llamas, 2004). Au-delà de ce barrage, le fleuve disparaît complètement et ne réapparaîtra que quelques dizaines de kilomètres plus loin par décharge d'eau souterraine.

C'est ainsi que le *Guadiana* court à nouveau en surface en aval des ruines de *Calatrava la Vieja*, ancienne fortification d'un ordre militaire templier (*Orden de Calatrava*), connue par ses systèmes sophistiqués de mise en valeur et d'utilisation des eaux du fleuve. Les restes des structures qui soutenaient les roues hydrauliques témoins d'un haut niveau technologique pour l'époque, font supposer un débit important du *Guadiana* lors de sa fondation par les Arabes d'*Al-Andalus* au VIII<sup>e</sup> siècle (Photo 6). A partir de *Calatrava la Vieja*, le *Guadiana* ne « disparaîtra » plus dans le sous-sol.



**Photo 6. Restes archéologiques et reconstitution dessinée d'une des structures hydraulique (*corachas*) qui permettait la prise d'eau du fleuve *Guadiana* et sa conduite à la fortification de *Calatrava la Vieja* au VIII<sup>e</sup> siècle.**

Crédit photos : Ana González Besteiro, 2017.

Ses sources et trajectoires superficielles et souterraines sont donc controversées et font du *Guadiana* à la fois un fleuve et une formation composite, parce qu'il perd dans ses segments souterrains sa nature de fleuve pour intégrer l'aquifère qu'il alimente ici et dont il s'alimente plus loin. Bien plus, le *Guadiana* alterne des séquences de fleuve réel et de fleuve imaginé (Besteiro et Rivière-Honegger, 2018). La nature ambiguë du fleuve, où les eaux superficielles et les eaux souterraines sont intrinsèquement liées, renvoie à la faiblesse de l'intérêt scientifique et politique pour le monde souterrain de l'eau comme nous l'avons évoqué dans la section 2.2.3. L'articulation entre eaux superficielles et eaux souterraines est certainement un angle mort de la gestion des deux eaux, abordé seulement depuis une optique restreinte et mal adaptée, celle des bassins versants superficiels. Ceci nous amène à penser que les eaux du *Guadiana*, parfois fleuve, parfois nappe aux contours indéfinis et insaisissables, ne sont pas seulement pour une part invisibles physiquement mais qu'il existe des mécanismes de savoir et de pouvoir qui les rendent aussi invisibles idéalement et socialement (Beck *et al.*, 2006).

Dans ce cadre, nous nous sommes interrogée sur les représentations actuelles des acteurs *manchegos* sur le fleuve et sur leurs conséquences pour une gestion de l'eau souterraine soumise à la notion de bassin versant. Nous avons analysé en quoi les regards portés sur les binômes visible/invisible et superficiel/souterrain du *Guadiana* par l'administration de l'eau, par les spécialistes scientifiques et techniques, par les riverains et les usagers locaux peuvent contribuer à comprendre les causes de cette soumission. Ainsi, aux dires des acteurs interrogés lors de notre enquête, deux tendances opposées se dessinent fortement.

Un groupe comprend ceux pour qui la légende de l'*Alto-Guadiana* correspond à une réalité de terrain et qui imaginent un fleuve non seulement dans sa dimension spatiale

longitudinale mais aussi dans sa composante verticale. Pour eux, les limites de ce fleuve tridimensionnel sont diffuses puisqu'il n'existe pas un cours d'eau identifié clairement ni au niveau superficiel ni au niveau souterrain (le lit majeur superficiel ne se dessine pas habituellement sur le terrain sauf dans les moments des grandes inondations, comme nous l'avons déjà signalé, et ce qu'ils jugent être des « courants d'eau souterraine » n'a aucune ressemblance avec une rivière souterraine telle qu'on en trouve dans les zones karstiques). Il s'agit de personnes ayant une connaissance intuitive et empirique du terrain, des acteurs d'un certain âge qui ont travaillé les terres depuis leur enfance, des agriculteurs pour qui la continuité des eaux superficielles-souterraines du *Guadiana* est une évidence et va de soi :

“El Guadiana para nosotros, por esta zona por la que estamos pasando es por donde se esconde el Guadiana. Aquí lo tenemos bajo tierra, que es como suele decirse. El Guadiana es el que ha llenado el acuífero 23. Es como si dijeras que es el padre o la madre de todo el riego de La Mancha. Aquí en esta parte es por donde pasa el Guadiana subterráneo y siempre ha habido más agua en esta parte” (G42, 15/05/2017)

« Le Guadiana pour nous, dans cette zone que nous sommes en train de parcourir, ici c'est l'endroit où il se cache, le Guadiana. Nous l'avons ici, sous terre, c'est comme ça qu'on dit. Le Guadiana est celui qui a rempli l'aquifère 23. C'est comme si tu disais qu'il est le père ou la mère de toute l'agriculture d'irrigation de La Mancha. Ici, c'est la partie par où passe le Guadiana souterrain et il y a toujours eu plus d'eau dans cette partie-là » (G42, 15/05/2017)

“ El Guadiana es muy ancho, es decir, que el Guadiana está aquí mismo, aquí abajo. Eso está claro. Las corrientes pasan por debajo y nosotros sabemos más o menos cual es la zona por la que pasa el Guadiana bajo tierra. No es necesario buscar agua. Puedes perforar donde quieras que te saldrá agua porque el Guadiana está aquí debajo” (G49, 26/05/2017)

« Le Guadiana est très large, c'est-à-dire que le Guadiana est ici-même en dessous. Ça c'est clair. Les courants passent par dessous et nous (les agriculteurs) savons plus ou moins la zone par laquelle ils passent et dans la zone où passe le Guadiana sous terre il n'est pas nécessaire de chercher l'eau. Tu peux percer n'importe où, tu auras de l'eau (souterraine) parce que le Guadiana va par dessous » (G49, 26/05/2017)

Ces descriptions presque visuelles d'un fleuve en trois dimensions, dont la partie la plus visible est intimement unie à la partie souterraine invisible, dont l'une ne peut se comprendre sans l'autre et *vice versa*. Elles contrastent avec le discours d'un autre groupe d'acteurs de ce territoire, plus liés à la connaissance technique ou scientifique, qui considèrent que la double naissance du *Guadiana* n'est rien de plus qu'une légende. Ils ne voient pas de sens à un *Guadiana* « souterrain » et vont se reporter presque toujours à des études faites par des collègues hydrogéologues ou ingénieurs qui dénie l'existence d'un *Guadiana* souterrain.

“Siempre se ha dicho que el Guadiana aparece y desaparece, pero eso no es verdad, porque eso significaría darle una unidad que no tiene. Se puede decir que hay dos Guadianas” (G01, 21/10/2015)

« On a toujours dit que le Guadiana apparaissait et disparaissait mais ce n'est pas vrai parce que cela pourrait signifier une unité qui n'existe pas. Il a deux Guadianas, si l'on peut dire » (G01, 21/10/2015)

“Aquí muchos municipios no tienen río con lo cual no pueden tener ningún apego ni nada de esto que pasa en otros sitios donde tienes un río muy bonito y lo cuidan y se bañan en él y es otra cosas, claro. Aquí hay superficies enormes que están en teoría encima del Guadiana pero que no hay Guadiana, es un secarral” (G41, 12/05/2017)

« Ici, plein de communes n’ont pas de fleuve et par conséquent ils ne peuvent avoir aucun type d’attachement ni rien de tout ce qui arrive dans des autres endroits où tu as un fleuve très beau et où ils aiment l’avoir et le soigner et ils s’y baignent... Ici, c’est autre chose. Ici, il y a des surfaces énormes qui seraient en théorie au dessus du Guadiana, mais où il n’y a pas de Guadiana, c’est un secarral<sup>92</sup> » (G41, 12/05/2017)

“El río tiene varios orígenes. Los Ojos del Guadiana son un manantial del acuífero 23 pero no es que el río Guadiana se infiltre, está clarísimo, vamos que no se infiltra y vuelve a aparecer, que no hay cavidad por debajo por donde va el río... Yo creo que hoy en día estamos seguros, porque esta gente aporta datos técnicos, no solamente datos técnicos sino que han hecho distintas investigaciones con trazadores... y está claro que es así a pesar de esa leyenda que todo el mundo estudió en España que decía que el Guadiana aparecía y desaparecía...” (G43, 16/05/2017)

« Le fleuve a plusieurs origines. Les Ojos del Guadiana sont une source de l’aquifère 23 mais ce n’est pas le Guadiana qui s’infiltra, il est très clair que le fleuve ne s’infiltra pas et ne réapparaît pas ensuite. Il n’y a pas de cavités dans le sous-sol par où le fleuve circulerait... Je pense qu’aujourd’hui nous sommes sûrs parce que les scientifiques apportent des données techniques et pas uniquement des données techniques mais aussi on a fait différentes recherches avec de traceurs... et aujourd’hui c’est clair, malgré cette légende que tout le monde a appris à l’école, qui dit que le Guadiana apparaît et disparaît... » (G43, 16/05/2017)

À ces deux représentations dominantes s’ajoutent quelques autres : “*un río maltratado, muy intervenido y artificializado que sobrevive a base de dinero público*” « un fleuve maltraité, très aménagé et artificialisé qui survit grâce à l’argent public » (G44, 17/05/2017), “*es un paradigma de conjunción de intereses, es un laboratorio social bestial*” « une conjonction d’intérêts, un laboratoire social gigantesque » (G26, 05/02/2016), “*una cuenca tan seca y sin embargo con una riqueza arqueológica e histórica asociada al agua tan enorme e importante*” « un bassin si sec, et pourtant abritant une richesse archéologique et historique associée à l’eau si important » (G03, 23/10/2015)... autant d’approches sans doute fondées mais qui soulignent l’imprécision des contours du fleuve *Guadiana*.

En effet, on peut lire l’*Alto-Guadiana* de plusieurs manières et toutes coexistent. Ce sont parfois des lectures temporelles qui aident à comprendre le fleuve avec un passé de richesse autour de l’eau (souterraine) en contraste avec un présent de sécheresse (superficielle). Ce sont aussi des lectures spatiales diverses où chacun et chacune définit « son » *Guadiana*. Pour certains, « leur » *Guadiana* est celui qui naît dans les *Lagunas de Ruidera*, disparaît et renaît une deuxième fois, pour d’autres, « leur » *Guadiana* serait seulement celui des *Ojos del Guadiana*. Celui qu’ont décrit les Romains n’était sûrement

---

<sup>92</sup> « *Secarral* » : terrain très sec, dénomination à connotation négative de par la pauvreté et la vie difficile qu’il représente.

pas le même que celui décrit à partir du V<sup>e</sup> siècle où les inondations et les zones humides peu profondes étaient la règle (Almagro, 2004). Il s'agit donc de confrontations anciennes et nouvelles entre plusieurs visions historiques et de l'espace d'un fleuve qui, par exemple, naît en autant de lieux que les représentations sociales auxquelles on l'associe (le *Guadiana* naît dans mon village, un village qui peut être *Ruidera*, *Villarrubia de los Ojos* ou *Daimiel*...). Une naissance mystérieuse, revendiquée par beaucoup.

Au regard des représentations multiples, actuelles et passées, horizontales et verticales, expertes et profanes, le *Guadiana* se dessine donc comme un fleuve contrasté : un courant d'eau superficiel interconnecté avec un courant d'eau souterrain pour les riverains qui en font le même fleuve, mais une déconnexion pour les experts qui doivent proposer les modèles d'aménagement et de gestion sur le modèle du bassin versant superficiel. Nulle part ailleurs on pourrait rencontrer un meilleur exemple de l'inadéquation de ce découpage ; les frontières physiques des aquifères ne correspondant en général pas aux limites du bassin superficiel (Petit, 2002 : 180 ; Kauffer, 2006b : 26).

Cette gestion basée sur le bassin versant superficiel est sans doute attractive politiquement parce qu'elle produit des signes visibles de progrès et projette de manière ostensible les capacités de l'État (Birkenholtz, 2015). Mais elle renforce aussi l'invisibilité des eaux souterraines et sur le terrain favorise les puits illégaux et les pratiques individualistes de consommation sans régulation effective. Des pratiques qui signalent l'agriculture d'irrigation comme la grande consommatrice d'eau qui « exploite intensivement les eaux souterraines » (García et Llamas, 1993) et « détruit les zones humides » (Fornés et Llamas, 2004). Elle occupe depuis trop longtemps le devant de la scène lorsqu'il s'agit de penser le(s) conflit(s) lié(s) à l'eau dans *La Mancha*.

### **5.2.2. La Mancha, une région à la croisée de deux conflits liés à l'eau**

L'*Alto-Guadiana* est devenu tant au niveau national qu'international un cas emblématique de conflit lié à l'eau (Fornés et Llamas, 2004), et depuis des décennies, donne ainsi à la région de *La Mancha* une image de controverses incessantes liées à l'eau. Pour les uns, le conflit sur l'eau dans La Mancha est identifié comme la *guerra del agua* (guerre de l'eau) qui oppose la communauté autonome de *Castilla-La Mancha* et celle de *Murcia* à propos des eaux du *Trasvase Tajo-Segura* pour l'agriculture d'irrigation. Pour les autres, le conflit sur l'eau dans *La Mancha* se joue à l'intérieur du territoire *manchego* entre eaux souterraines et eaux superficielles, entre l'agriculture d'irrigation et la conservation des zones humides.

“Fijate que aquí dans La Mancha tenemos al menos dos conflictos. Si miramos un poco despacio a lo mejor encontramos más, pero al menos dos conflictos muy serios, históricos y que siguen al día de actualidad que son el de La Mancha con el Guadiana y el del Tajo con el Trasvase” (G07, 19/01/2016)

« Rends-toi compte qu’ici dans La Mancha nous avons au moins deux conflits. En y regardant un peu plus, au mieux nous en trouvons plus, mais au moins deux conflits très sérieux et qui continuent actuellement, que sont celui de La Mancha avec le Guadiana et celui du Tajo avec le Trasvase » (G07, 19/01/2016)

Ces deux conflits ont des cycles courts et ne coïncident pas toujours dans le temps. Chacun d’entre eux alterne des pics d’attention intenses avec des moments d’indifférence de l’opinion publique et des acteurs concernés. Nous avons observé sur le terrain lors de nos périodes d’enquête (2016-2017) un des moments creux de cette dynamique conflictuelle. Nous observons également à la fin de la rédaction de ce travail de thèse, en 2019, que l’un des deux conflits (celui lié à la surexploitation des aquifères et la destruction des zones humides) commence à réapparaître dans la sphère médiatique<sup>93</sup>.

Les partisans de l’une ou de l’autre idée du conflit ne sont pas les mêmes acteurs. Ils ont tendance à ignorer la version des autres en la considérant comme fautive ou sans importance et vont jusqu’à nier l’existence de « l’autre » conflit. Les premiers sont surtout des personnes issues du monde politique régional ou des médias cautionnés par un certain nombre de scientifiques médiatiques. Les seconds sont plutôt des chercheurs universitaires, des écologistes et du milieu de l’environnementalisme. Dans les deux cas, l’*hydromythe* de la pénurie d’eau est invoqué dans les discours officiels pour justifier et réinterpréter l’histoire de l’eau régionale, même si rétrospectivement le rythme des interventions et de construction d’ouvrages hydrauliques ne semble pas avoir de corrélation avec les périodes de sécheresse vécues dans la région (Annexe 7).

Chacun de ces deux conflits se joue aussi dans des arènes de mobilisation sociale bien différentes. La « guerre de l’eau » est en rapport avec l’exaltation de l’identité *castellano-manchega*, une identité difficilement cernable comme nous le verrons plus loin, au sein de l’ensemble de la communauté autonome. Pour sa part, le deuxième conflit se cantonne à *La Mancha*, une région traditionnelle sans entité administrative et ne concerne en fait qu’une toute petite partie de la société *manchega*. Certaines associations à l’échelle nationale comme la *Fundación Nueva Cultura del Agua*, très active et médiatisée par ailleurs dans d’autres zones du territoire national où existent des conflits sur l’eau, ne s’intéressent pratiquement pas à ces conflits. Pour sa part, la population *manchega*, qui se juge elle-même docile et habituée à subir les décisions prises d’en haut sans protester et se contente « de travailler et de se taire », ne se sent guère concernée ni par l’un ni par l’autre conflit.

---

<sup>93</sup> Voir *El País*, 11/02/2019 *El humedal enfermo de La Mancha* « La zone humide malade de *La Mancha* » [https://elpais.com/sociedad/2019/02/08/actualidad/1549648172\\_747939.html](https://elpais.com/sociedad/2019/02/08/actualidad/1549648172_747939.html) (consulté le 11/02/2019).

“el manchego tiene una tradición de servir hacia el amo que todavía sigue. Tú vas a pasar a una finca y te pillan el guarda, te sale el guarda y te dice "pasa, sí porque hoy no está el amo". Eso me ha pasado a mí en el 2015. No está el amo o está el amo. Esa cuestión servil yo creo que sigue estando en la sociedad. Somos una sociedad que hemos dependido en gran parte durante muchos años de nobles o de órdenes militares y hemos sido serviles, somos serviles. Es una sociedad de caciques y siervos y eso todavía sigue estando” (G02, 22/10/2015)

« Le *manchego* a une tradition de servir le maître qui dure encore. Tu passes par une exploitation et le garde te surprend, le garde sort et te dit "Passe, ça va, parce que le maître n'est pas là aujourd'hui." Ça m'est arrivé en 2015. Le maître n'est pas là ou il est là. Cette condition servile, je crois qu'elle subsiste dans la société. Nous sommes une société qui en grande partie et pendant nombreuses années a dépendu de nobles ou d'ordres militaires et nous avons été serviles, nous sommes serviles. C'est une société de caciques et de serfs, et cela continue aujourd'hui » (G02, 22/10/2015)

“El manchego no se mueve, no se asocia, es una persona que está mucho en su casa, que habla mucho en el bar donde se queja mucho, en el bar, pero luego no se va a mover más allá. Somos cómodos y cada uno en su casa [...] muy trabajador, quizás es alguien que aprendió a callarse, efectivamente y el caso es que sigue pasando. Sigue haciéndolo, sigue haciéndolo” (G10, 21/01/2106)

« Le *manchego* ne bouge pas, il ne s'associe pas, c'est une personne qui passe son temps à la maison, qui parle beaucoup au bar, il se plaint beaucoup au bar ; mais après il ne va pas plus se bouger. Nous sommes tranquilles et chacun chez soi [...] très travailleur, sans doute c'est quelqu'un qui a appris à se taire, effectivement c'est le cas et c'est ce qui continue à se passer. Ça continue comme ça, ça continue » (G10, 21/01/2106)

“Aquí hay muchos que pasan de todo, que no han ido a nada, que salen de su casa sólo para ir al café y dicen ¡bah! que lo arreglen los otros” (G13, 26/01/2016)

« Ici il en a beaucoup qui se fichent de tout, qui ne vont à rien, qui ne sortent de chez eux que pour aller au café et qui disent bah ! Que les autres se chargent de résoudre le problème » (G13, 26/01/2016)

“Los manchegos somos muy inocentes y no protestamos nunca por nada. De hecho, se citaba a Franco, que en algunos de los viajes que hacía para cazar había dicho que buenos son estos manchegos que nunca protestan por nada” (G07, 19/01/2016)

« Nous les *manchegos* sommes très innocents et nous ne protestons jamais pour qui que ce soit. D'ailleurs, on citait Franco qui, lors de quelques voyages qu'il faisait pour chasser, disait qu'est-ce qu'ils sont bien ces manchegos, ils ne protestent jamais » (G07, 19/01/2016)

“Es que aquí no hay gente concienciada. Es que dans La Mancha, la gente es gente poco luchadora, apática...” (G08, 20/01/2016)

« C'est qu'ici il n'y a pas de gens mobilisés. C'est que dans La Mancha, les gens sont peu lutteurs, apathiques... » (G08, 20/01/2016)

Quelle que soit la réponse en termes de mobilisation sociale ou identitaire au niveau national ou local pour ces deux conflits, la pénurie d'eau se voit à chaque fois convoquée. Le manque d'eau est systématiquement inscrit dans les discours officiels mais n'est pourtant pas si évident lorsqu'on en approfondit ses caractéristiques spatiales ou temporelles, telles qu'elles apparaissent dans les discours locaux et les représentations qui leur sont associées. Une majorité des perceptions relevées lors de nos entretiens montrent ainsi que ce n'est pas tant le manque d'eau que le manque de pluie qui marque la préoccupation « régionale » de sécheresse. Une préoccupation qui va même jusqu'à



concerner l'Église catholique : en novembre 2017, dans une lettre adressée aux sacerdotés et à la population *manchega* (qu'elle soit religieuse ou laïque), l'évêque de Sigüenza, (ville de *Castilla-La Mancha*) demandait « d'intensifier la prière à Dieu » pour en finir avec la sécheresse<sup>94</sup>.

“Escasez, lo digo por varios motivos. No sólo dans La Mancha sino que a nivel general la falta de lluvias es algo ya patente que ha quedado consolidado aquí, sigue sin llover en condiciones desde hace mucho tiempo. De hecho el otoño ha sido un otoño seco y lo que llevamos de invierno... cero” (G15, 27/01/2016)

« Un manque, je le dis pour diverses raisons. Non seulement dans La Mancha mais au niveau général, le manque de pluie est déjà quelque chose de patent qui s'est consolidé ici, il ne pleut pas correctement depuis longtemps. De fait, l'automne a été un automne sec et pour ce que nous avons eu d'hiver... zéro » (G15, 27/01/2016)

Il faut évidemment interpréter prudemment l'expression de ce manque de pluie : la mémoire personnelle et collective des événements climatiques est trompeuse. Il est fréquent d'oublier les incidents marquants passés de sécheresse ou d'inondation pour penser que celui que nous vivons ici et maintenant est le plus extrême de ceux vécus jusqu'alors.

“Es que antes llovía más y había más agua. Yo si me acuerdo bien y llovía bastante más que ahora. Es que ahora no llueve, es que no llueve igual que antes” (G16, 27/01/2016)

« C'est qu'avant il pleuvait plus et il y avait plus d'eau. Si je me souviens bien, il pleuvait beaucoup plus que maintenant. C'est que maintenant il ne pleut plus, il ne pleut plus autant qu'avant » (G16, 27/01/2016)

“Pues ahora como cada vez llueve menos pues hay menos agua. Resulta, claro. Cuando ya no haya agua estaremos en peligro... como no llueva...” (G17, 27/01/2016)

« Alors maintenant, comme il pleut de moins en moins, il y a moins d'eau. C'est bien sûr. Quand il n'y aura pas d'eau nous serons en danger, s'il ne pleut pas » (G17, 27/01/2016)

La pluie manque, mais paradoxalement l'eau ne manque pas comme nous avons pu le constater lors de nos entretiens. On pourrait supposer que les craintes face à une diminution réelle ou supposée de la pluie auraient un corollaire logique, l'angoisse face à la pénurie d'eau ressource pour l'agriculture ou environnementale, selon la terminologie d'Aspe (2012). Bien au contraire, dès qu'il s'agit d'évoquer la disponibilité en eau, on ne retrouve en rien l'inquiétude manifestée lorsque l'eau de pluie vient à manquer.

“El agua siempre ha sido escasa pero nunca ha faltado. Entonces, si hubiera faltado pues la gente diría otra cosa. Pero por lo menos en la historia reciente no se sabe que haya faltado agua de una manera drástica para que la gente se sobresalte o se preocupe o... Sí se

« L'eau a toujours été rare mais n'a jamais manqué. Si elle avait manqué, les gens diraient autre chose. Mais au moins dans l'histoire récente, on n'a pas d'indice qu'il ait manqué de l'eau d'une façon drastique et que les gens aient sursauté ou se soient préoccupés

<sup>94</sup> *El obispo de Sigüenza pide por carta un esfuerzo extra para terminar con la sequía* (« L'évêque de Sigüenza demande dans une lettre un effort additionnel pour en finir avec la sécheresse »)

Journal *El Digital-CLM*, 14/11/2017. <https://www.eldigitalcastillalamancha.es/cultura-y-sociedad/103605328/El-obispo-de-Sigüenza-pide-por-carta-un-esfuerzo-extra-para-terminar-con-la-sequia.html> (consulté le 25/03/2018).

ha hablado mucho del tema, pero bueno más bien como para decir "bueno, pues el agua es escasa, pero ya lloverá". Ahora mismo aquí está bien, pero de todas formas siguen siendo años de sequía, estos dos años no ha llovido apenas" (G19, 28/01/2016)

ou... Si on a parlé beaucoup du thème de l'eau, c'est plutôt pour dire "bon, l'eau est rare mais il pleuvra". Aujourd'hui même ça va bien, mais de toute façon les années de sécheresse continuent, ces deux dernières années il n'a presque pas plu » (G19, 28/01/2016)

Si les acteurs interrogés évoquent parfois une hypothétique pénurie d'eau dans cette région semi-aride, ils sont finalement pratiquement unanimes à affirmer que dans *La Mancha* on ne manque pas d'eau.

“Muchas veces se piensa que estamos en una falsamente denominada cuenca deficitaria. Yo pienso que no es así. Yo pienso que tiene una idiosincrasia, unas particularidades, que están en nuestro caso marcadas por el clima mediterráneo con todo lo que eso implica, que no es ni malo, ni bueno, ni es deficitario. Aquí no falta agua, la vida lleva mucho tiempo establecida sin ningún problema. El agua que hay aquí es el mismo agua que haya podido haber en los últimos 100 años cogiéndote simplemente los observatorios meteorológicos que sería una fuente objetiva de información y más o menos en los últimos 100 años la precipitación se ha comportado más o menos igual” (G01, 21/10/2015)

« Souvent on pense que nous sommes dans un bassin fausement qualifié de déficitaire. Je pense que c'est faux. Je pense qu'il a ses caractéristiques, des particularités qui dans notre cas sont marquées par le climat méditerranéen avec tout ce que ça implique, qui ni bon ni mauvais, ni déficitaire. Ici il ne manque pas d'eau, la vie s'y déroule depuis des temps reculés sans aucun problème. L'eau d'ici est la même eau qu'il y a pu avoir les cent dernières années, en prenant seulement les relevés météorologiques en tant que source objective d'information, ces cent dernières années les précipitations ont été plus ou moins les mêmes » (G01, 21/10/2015)

“Mi opinión es que el concepto de "escasez de agua" es un artificio para explotar más el agua, nada más. El concepto de escasez... pero ¡coño! pero si yo no tengo yates, ni tengo palacios, ni tengo fincas, ni tengo nada. ¿Soy escaso entonces? O sea, es que lo de la escasez es una posición ante el mundo económico. Hay agua suficiente dans La Mancha para que todo el mundo beba ¿vale? y para que los ecosistemas funcionen [...] O sea que la escasez de agua en el desierto no es escasez es que le desierto no tiene agua. Es que es así” (G04, 27/10/2015)

« Mon opinion est que le concept de « pénurie d'eau » est un artifice pour exploiter plus d'eau, rien de plus. Le concept de manque... mais bon sang ! Si je n'ai pas de yacht, ni de palais, ni de terres, je n'ai rien. Alors je suis en manque ? C'est à dire que le manque est une position face au monde économique. Il y a assez d'eau dans La Mancha pour que tout le monde boive, n'est-ce pas ? Et pour que les écosystèmes fonctionnent [...] Ainsi le manque de l'eau dans le désert n'est pas un manque, c'est que le désert n'a pas d'eau. C'est ainsi » (G04, 27/10/2015)

“Sequía es... en fin, hay muchos tipos de sequía, pero por ejemplo, el desierto ¿es sequía? Sí, pero es una sequía permanente con lo cual no se puede decir que sea un problema” (G06, 18/01/2016)

« La sécheresse c'est... enfin, il y a beaucoup de types de sécheresse, mais par exemple, le désert ? c'est la sécheresse ? Si, mais c'est une sécheresse permanente dont on ne peut pas dire qu'elle est un problème » (G06, 18/01/2016)

“No, yo no creo que falte agua. El recurso puede ser más abundante o menos abundante... pero el recurso es suficiente si la

« Non, je ne crois pas que l'eau manque. La ressource peut être plus abondante ou moins abondante,.. mais la ressource est suffisante si

gestión es adecuada. O sea un territorio que tenga menos agua puede ser un territorio tan próspero como cualquier otro” (G07, 19/01/2016)

“...es algo normal en el ciclo mediterráneo, años secos, años húmedos pero... no falta agua, porque no falta. Yo pienso que no falta agua sino que no la usamos bien. Yo creo que La Mancha, sobre todo esta zona es o ha sido muy rica en agua lo que pasa es que hay que buscar un equilibrio, que no lo hemos sabido hacer...de hecho creo que todavía sigue sin hacerse bien del todo” (G09, 21/01/2016)

“Aquí no hay falta de agua, aquí tenemos un tesoro que es el acuífero, es decir, que agua no falta” (G10, 21/01/2016)

“Aquí falta de agua no hay. Quizás en otros sitios sí que tengan el problema, pero yo creo que es porque... el agua está mal utilizada. Yo creo que agua hay, lo que pasa es que estamos desecando sitios que tenían mucha agua y a los mejor sitios que no tenían pues ahora tienen mucha porque han hecho embalses o sea que... lo que estamos haciendo es trasladándola de un lado para otro para lo que nosotros queramos, pero yo creo que agua sí que hay” (G19, 28/01/2016)

“La Mancha es muy rica en agua, a pesar de que nos intentan meter un mantra de que “Mancha” viene del árabe y significa “seco”, no, no, no. La Mancha es la tierra de España más rica en agua porque el agua puede correr por la superficie o puede correr a tres metros bajo el suelo. Entonces yo siempre creí y siempre lo defendí que cuando se nos intentaba transmitir que La Mancha es un secarral y que aquí no hay agua y que hay que traerla de otras partes... Y finalmente se trajo, pues porque era todo un negocio de las grandes empresas y de los políticos que con obras de esa naturaleza pretendían trasladar a la opinión pública la preocupación por un falso problema” (G27, 08/02/2016)

la gestion est adéquate. Soit qu’un territoire qui a plus ou moins d’eau peut être un territoire aussi prospère qu’un autre » (G07, 19/01/2016)

« ...c’est quelque chose de normal dans le cycle méditerranéen, des années sèches, des années humides mais... l’eau ne manque pas, parce qu’elle ne manque pas. Je pense que l’eau ne manque pas mais que nous ne l’utilisons pas bien. Je crois que La Mancha, surtout cette zone, est ou a été riche en eau, ce qui se passe est qu’il faut trouver un équilibre, ce qu’on n’a pas su faire... de fait je crois que cela continue aujourd’hui à ne pas se faire bien du tout » (G09, 21/01/2016)

« Ici l’eau ne manque pas, ici nous avons un trésor qui est l’aquifère, c’est à dire que l’eau ne manque pas » (G10, 21/01/2016)

« Ici il n’y a pas de manque d’eau. Peut-être que le problème existe ailleurs, mais je crois que c’est parce que... l’eau est mal utilisée. Je crois qu’il y a de l’eau, ce qui se passe est que nous desséchons des endroits où il y avait beaucoup d’eau et peut-être des endroits qui n’en avaient pas en ont beaucoup maintenant parce qu’ils ont construit des barrages, c’est à dire que... ce que nous faisons est que nous la transportons d’un côté à l’autre selon ce que nous voulons, mais je crois que oui, il y a de l’eau » (G19, 28/01/2016)

« La Mancha est très riche en eau, même si on essaie de nous vendre un mantra comme quoi “Mancha” vient de l’arabe et signifie “sec”, non, non, non. La Mancha est la terre d’Espagne la plus riche en eau parce que l’eau peut courir en superficie ou peut courir à trois mètres en dessous du sol. C’est ce que j’ai toujours cru et toujours défendu quand on essayait de nous transmettre que La Mancha est aride, qu’il n’y a pas d’eau ici et qu’il faut la faire venir de toute part... Et finalement on l’a fait venir parce que cela faisait les affaires des grandes entreprises et des politiques, qui avec des ouvrages de cette nature prétendaient transférer à l’opinion publique la préoccupation pour un faux problème » (G27, 08/02/2016)

Ces perceptions d'une eau disponible en quantité suffisante sont véhiculées par des acteurs de différents horizons, et pas uniquement, contrairement à ce que l'on pourrait penser, par ceux qui sont les mieux au fait de la connaissance et de la lecture des statistiques climatiques. Ceci oblige à s'interroger sur les raisons qui font mobiliser, dans les argumentaires - politiques, scientifiques - une notion comme celle de la pénurie d'eau, alors que celle-ci s'avère pour le moins discutable parmi les acteurs locaux. Cette question reviendra à plusieurs reprises dans notre travail, mais on peut d'ores et déjà l'illustrer dans un secteur évidemment parmi les premiers concernés par la disponibilité en eau, l'agriculture.

La population agricole, la plus sensible aux aléas pluvieux, est habituée depuis des générations à gérer les périodes plus sèches en économisant non seulement l'eau mais aussi toutes les ressources qui peuvent venir à manquer si la pluie tarde à tomber. Ces gestes sont encore imprimés dans la population rurale *manchega* et visibles, par exemple, lorsque les commerçants des villages se plaignent de la diminution des ventes en temps de sécheresse.

“Aquí, la escasez de agua...es que ya no es que sea una escasez real, sino que el sentimiento que tiene la gente de esa falta de agua afecta a nivel general. Aquí la gente vive de la agricultura. Es algo que está muy implícito en el funcionamiento de esta gente. Entonces, es algo que afecta en el funcionamiento de lo que es el pueblo. Pues si no llueve, pues la gente no gasta, no consume. En cualquier negocio que preguntes cuando no llueve dicen ¡madre mía, vaya año malo de ventas ! Entonces aquí es recoger y guardar, recoger y guardar, recoger y guardar y los ves que no gastan absolutamente nada. Que ves a las señoras que van a comprarse una chaqueta y no se la compran porque 30 euros ¡madre mía 30 euros, 5.000 pesetas! Un jornal...¡Claro que sí! Y tienen una casa en propiedad y tienen... vamos, que no tienen problemas económicos, vaya, pero es esa mentalidad que tenemos...” (G15, 27/01/2016)

« Ici le manque d'eau... c'est qu'il n'y a pas un manque réel, mais que le sentiment qu'ont les gens de ce manque d'eau affecte en général. Ici les gens vivent de l'agriculture. C'est quelque chose de très implicite dans le fonctionnement de ces gens. Alors c'est quelque chose qui affecte le fonctionnement du village. Alors s'il ne pleut pas, alors les gens ne dépensent pas, ne consomment pas. Interroge n'importe quel commerce quand il ne pleut pas, ils te répondent, mon Dieu ! quelle mauvaise année de ventes ! Dans ce cas ici c'est cueillir et garder, cueillir et garder et tu vois qu'ils ne dépensent absolument rien. Tu vois les femmes qui vont s'acheter une veste et ne l'achètent pas parce qu'elle coûte 30 euros, mon Dieu ! 30 euros, 5 000 pesetas. Une journée de travail... C'est sûr ? Et ils ont une maison en toute propriété... allons ils n'ont pas de problèmes économiques, mais c'est cette mentalité que nous avons... » (G15, 27/01/2016)

Les agriculteurs ne sont pourtant pas insensibles à un discours politique régional qui promet de l'eau indépendante du climat, une eau qui pourrait les libérer de regarder le ciel en attente d'une pluie qui peut tarder à venir. Une promesse en définitive de vie meilleure et de plus de sécurité, ce que les terres sèches ne peuvent pas leur proposer.

“El sentimiento que tenemos nosotros es que no hay agua, es una preocupación constante de mirar a ver si llueve. El manchego ha sentido siempre esa sed [...] y tenemos ese sentimiento de que nos falta agua y el horizonte es conseguir agua es decir compensar nuestra necesidad de agua” (G03, 23/10/2015)

« le sentiment que nous avons est qu’il n’y a pas d’eau, c’est une préoccupation constante de regarder s’il pleut. Le manchego a toujours ressenti cette soif [...] et nous avons ce sentiment qu’il nous manque de l’eau et que l’horizon c’est obtenir de l’eau, c’est à dire compenser notre besoin d’eau » (G03, 23/10/2015)

“Es lo que te he dicho, la vida ha sido aquí muy dura, de sol a sol, un calor que te achicharras en verano y trabajar la tierra era muy duro. Eso lo sé yo por mis abuelos y la gente vivía pobre, o sea trabajaban mucho y vivían pobre, eso es verdad, comparado con otro tipo de vida por el norte que tienen más agua y que pueden tener otros tipos de cultivos, yo qué sé, frutales o maíz o tal” (G10, 21/01/2016 )

C’est ce que je te dis, la vie a été très dure ici, du matin au soir, une chaleur que tu grilles en été et une terre dure à travailler. Je le sais à cause de mes grands-parents et les gens vivaient pauvres, ils travaillaient beaucoup et vivaient pauvres, c’est vrai, comparé à un autre type de vie dans le nord où ils ont plus d’eau et peuvent avoir d’autres types de cultures, que sais-je, des fruitiers ou du maïs ou autre » (G10, 21/01/2016 )

“No vale tener mucho dinero y estar en una zona seca donde no tengas para comer. En una zona donde hay agua siempre hay para comer. Eso siempre” (G13, 26/01/2016)

« Cela ne vaut pas le coup d’avoir beaucoup d’argent et d’être dans une zone sèche où tu n’as rien à manger. Dans une zone où tu as de l’eau, tu as de quoi manger, Cela toujours » (G13, 26/01/2016)

L’eau ne manque pas dans *La Mancha*, mais la réclamation de « plus d’eau » souligne parfaitement d’une part le désir de sécurité hydrique des agriculteurs irrigants et d’autre part le souhait d’un pouvoir régional de devenir le maître de la gestion de « sa » propre eau, en s’appuyant sur la base de sa légitimité politique, les votants, les agriculteurs. En retour, ces aspirations ne sont pas étrangères à l’émergence des deux types de conflits liés à l’eau que nous avons mentionnés.

### 5.2.2.1. L’eau du fleuve *Tajo*, pour nos agriculteurs ou pour ceux de *Murcia* ?

La « guerre de l’eau » entre *Castilla-La Mancha* et *Murcia* fait parler d’elle depuis des décennies. Elle est qualifiée comme le conflit lié à l’eau le plus « bruyant » du panorama espagnol<sup>95</sup>. Les parties se disputent les eaux en amont du fleuve *Tajo* (communauté autonome de *Castilla-La Mancha*) qui part vers la région de *Murcia* par le *Trasvase Tajo-Segura* « sans que les *castellano-manchegos* en profitent ». *Castilla-La Mancha* demande ainsi que « l’eau de la région reste dans la région » tandis que *Murcia* répète le slogan archi-connu « de l’eau pour tous »<sup>96</sup>, ce qui veut dire en Espagne que l’eau nationale doit se partager entre tous les Espagnols, sans tenir compte des frontières régionales, naturelles ou politiques.

<sup>95</sup> Voir l'article de l'hydrogéologue Ramón Llamas dans le journal national *ABC* intitulé « *El agua como fuente de conflicto en España* » (l’eau comme source de conflit en Espagne) [https://www.abc.es/natural/desarrollorural/abc-agua-como-fuente-conflicto-espana-201603181005\\_noticia.html](https://www.abc.es/natural/desarrollorural/abc-agua-como-fuente-conflicto-espana-201603181005_noticia.html) (consulté le 10/10/2018).

<sup>96</sup> Discours de Fernando López Miras, président de la communauté autonome de *Murcia*. [www.el-diario.es](http://www.el-diario.es). Région de *Murcia* « PSOE, PP y Cs firman un Pacto Regional del Agua » (consulté le 04/06/2018).

La réclamation de *Castilla-La Mancha* est claire : les eaux de l'amont du fleuve *Tajo*, sur le territoire de cette communauté autonome lui, appartiendraient de droit et donc le transfert d'eau ne devrait pas envoyer les eaux du *Tajo* vers le *Segura* (dans la communauté autonome de *Murcia*), mais vers le *Guadiana* et rester ainsi au sein de sa propre région.

“¿Para quién es el agua del Tajo?. Ahí se confunde lo que es la preferencia de la cuenca con la preferencia de la comunidad autónoma, que son dos cosas distintas. O sea, la prioridad de la cuenca es evidente, pero... ¿de la cuenca! o sea del Tajo. O sea lo que estaban planteando es que en vez de hacer un Traslase Tajo-Segura queremos hacer un Traslase Tajo-Guadiana. Pero como es la misma comunidad autónoma ya está justificado pero no es la misma cuenca” (G07, 19/01/2016)

« Pour qui est l'eau du Tajo ? Ici on confond la préférence du bassin et la préférence de la communauté autonome, qui sont deux choses distinctes. C'est à dire, la priorité du bassin est évidente, mais... du bassin ! soit du Tajo. Ce que nous proposons est qu'à la place de faire un Traslase Tajo-Segura, on fasse un transfert d'eau Tajo-Guadiana. Mais comme c'est la même communauté, c'est justifié, mais il ne s'agit pas du même bassin » (G07, 19/01/2016)

La plaine *manchega* qui, jusqu'aux années 1980, maintenait 60 % de son territoire en cultures peu gourmandes en eau (blé, orge, vigne et élevage ovin) a connu en très peu de temps une transformation phénoménale fondée sur l'exploitation des eaux souterraines (Photo 7). Le développement des techniques de perforation et de construction de puits et de systèmes d'arrosage, ainsi que la baisse des prix de l'énergie et les aides de la Politique Agricole Commune (PAC), ont été les raisons principales de ce décollage spectaculaire (Ruiz Pulpón, 2007), mais pas les seules. Durant cette décennie, les compétences en matière d'agriculture ont été transférées de l'État espagnol au gouvernement autonome de *Castilla-La Mancha*.



**Photo 7. Cultures de vigne dans la région de *La Mancha*. culture traditionnelle pluviale (à gauche), culture en espalier irriguée (à droite).**

**Crédit photos : Ana González Besteiro, 2015, 2017.**

Cette région, qui se considérait pénalisée par les politiques agricoles nationales est alors partie à la recherche d'un développement économique fondé sur une réorganisation de l'agriculture régionale et sur une exploitation non renouvelable de la ressource en eau souterraine (Viaña Remis, 2003). Néanmoins, une politique d'incitation ne fonctionne que s'il existe un vivier d'adoptants qui sont prêts à relever le défi. Dans le cas de *Castilla-La Mancha*, ce relais a été constitué par une population restée sur place en dépit du dépeuplement rural espagnol des années 1950 (Ruiz Pulpón, 2007). Ceux qui partaient laissaient derrière eux l'image de sous-développement et de pauvreté dont *La Mancha* était affublée, une image de région arriérée sous le contrôle de l'Église et des grands propriétaires terriens (Sánchez, 1999).

Les eaux souterraines, invisibles et en général oubliées par les planificateurs hydrauliques, ont alors fait l'objet d'une extraction abondante et silencieuse de la part des agriculteurs, sans ouvrages hydrauliques planifiés, souvent illégalement et généralement sans contrôle public. Qu'en 1985 une nouvelle loi sur l'eau ait inclus les ressources hydriques souterraines dans le domaine public n'a rien changé aux pratiques de gestion et d'usage.

Les solutions publiques devaient venir de la surface et de la construction de grandes infrastructures aptes à satisfaire ingénieurs hydrauliciens et entreprises de construction. D'où la dérivation vers La Mancha à partir du *Trasvase Tajo-Segura* qu'il est convenu d'appeler la *tubería manchega* (la pipeline manchega), euphémisme officiel employé dans l'Espagne démocratique à la place du terme de transfert inter-bassin Tajo-Guadina, contesté parce qu'il rappelle les infrastructures hydrauliques réalisées pendant la dictature. Ce pipeline d'environ 1 000 km s'est trouvé au fil des années diverses justifications opportunes : d'abord sociale pour alimenter les réseaux d'eau potable de la population *manchega*, puis environnementale, dans le cadre du Plan de Régénération Hydrique des *Tablas de Daimiel*.

L'intérêt de *Castilla-La Mancha* à récupérer les eaux du *Tajo* a effectivement gagné du terrain ces dernières années. Nous pouvons observer comment différents événements, en principe déconnectés, ont contribué à construire le référent « notre eau est pour nous et pas pour les *murcianos* » (Annexe 7). Si le *Trasvase Tajo-Segura* n'a pas eu des contestations de la part des forces sociales et politiques lors de sa construction et sa mise en fonctionnement entre 1969 et 1979, il est devenu désormais un symbole des guerres de l'eau en Espagne. Cette réclamation s'est construite lentement et notamment depuis 1987. Cette année-là, le Plan de Régénération Hydrique du Parc National des *Tablas de Daimiel* (à l'intérieur de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda*) (Annexe 7) a entrouvert une porte qui ne se refermerait plus : la revendication des eaux du *Trasvase Tajo-Segura* pour *La Mancha*. Se donnant une justification environnementale - il fallait « sauver » les zones humides du Parc National des *Tablas de Daimiel* -, cette veine hydrique a été depuis alimentée non seulement en eau mais aussi comme dirait Swyngedouw (2015) en discours, alors même que « la récupération de la zone humide avec les eaux du *Trasvase Tajo-Segura* est très discutable du point de vue hydrologique » (Fornés et Llamas, 2004 : 300).

“Hay una cosa que se llama Plan de Regeneración Hídrica de las Tablas de Daimiel. Es un plan muy antiguo que contemplaba varias medidas y una de ellas era traer aguas del Tajo, soltarla en un pueblo que se llama Carrascosa del Campo a un arroyo que se llama Valdejudíos y por ese arroyo, de agua del Trasvase, se abre un grifo, se suelta el agua en el Gigüela y por el Gigüela llega a las Tablas. Eso se hizo en algunos momentos con discutible éxito, vamos, básicamente cuando había llovido y el río tenía humedad y se soltaba, pues parte del agua que llegaba. Cuando el río estaba seco y se soltaba pues no llegaba nada ¿no?. Entonces ese Plan fue muy controvertido y de ahí que a alguien se le ocurriera que si el agua no llegaba porque se filtraba. Entonces se dijo que lo que había que hacer era canalizar el río con cemento. Y se les ocurrió la idea de la tubería para llevar el agua que ya contemplaba el Plan de Regeneración Hídrica y que iba por el cauce y no llegaba” (G07, 19/01/2016)

«Il y a une chose qui s'appelle Plan de Régénération Hydrique des Tablas de Daimiel. C'est un plan très ancien qui contenait diverses mesures parmi lesquelles apporter de l'eau du Tajo, la lâcher dans un village du nom de Carrascosa del Campo à un ruisseau qui s'appelle Valdejudíos et par ce ruisseau d'eau du Tajo, on ouvre un robinet, l'eau se déverse dans le Gigüela et du Gigüela arrive à Las Tablas. Cela s'est fait quelquefois avec un succès discutible, allons, principalement quand il avait plu et que la rivière était humide et on déversait, une partie de l'eau arrivait. Lorsque le fleuve était sec et qu'on déversait de l'eau il n'y avait rien qui arrivait, n'est pas ? Alors ce Plan a été controversé et quelqu'un s'est finalement aperçu que si l'eau n'arrivait pas, c'est qu'elle s'infiltrait. Alors ce qu'on a dit est qu'il fallait canaliser la rivière avec du ciment. De là est née l'idée d'un pipeline pour apporter l'eau qui avait été prévue par le Plan de Régénération, qui allait dans le lit de la rivière mais n'arrivait pas » (G07, 19/01/2016)

Ce premier projet de 1987 de transfert d'eau depuis le *Trasvase Tajo-Segura* au Parc National en utilisant les lits naturels des rivières puis en construisant un tuyau (*la tubería manchega*) se donnait à l'origine des objectifs environnementaux mais en a trouvé rapidement d'autres plus consensuels, comme l'approvisionnement de certaines populations *manchegas*. La *tubería manchega* a en effet été présentée à la fin du XX<sup>e</sup> siècle comme un « ouvrage emblématique »<sup>97</sup> destiné à la fourniture en eau potable de 59 communes de la *Llanura Manchega*. Elle est actuellement toujours en construction et fait l'objet d'incessantes modifications imposées par le Ministère chargé de l'environnement. La dernière convention (BOE, 2016) fixe un investissement de 230 millions d'euros, dont 30 millions apportés par le gouvernement régional de *Castilla-La Mancha*, et l'année 2020 a été fixée comme nouvelle date butoir pour sa mise en service.

Après une interruption des travaux en 2013 dont les deux partis politiques jusqu'alors majoritaires PP et PSOE se sont rejété la faute<sup>98</sup>, la construction se poursuit aujourd'hui. Une grande partie de la canalisation centrale et quelques embranchements sont déjà construits, dont celui qui a mené l'eau vers le Parc National des *Tablas de Daimiel* en 1987 puis en 2009. On notera qu'il est pratiquement impossible de trouver des informations publiques précises sur les dotations d'eau qui ont été programmées dans le cadre de ces transferts, données sensibles qui pourraient sans doute raviver le conflit entre les régions

---

<sup>97</sup> [www.pagina.jccm.es/agenciadelagua/index.php?id=130&p=28](http://www.pagina.jccm.es/agenciadelagua/index.php?id=130&p=28) Agencia del Agua de Castilla-La Mancha. [pagina.jccm.es/agenciadelagua/index.php?id=130&p=28](http://pagina.jccm.es/agenciadelagua/index.php?id=130&p=28). (consulté le 22/05/2017).

<sup>98</sup> Le gouvernement régional de *Castilla-La Mancha* gouverné par le PSOE (Parti Socialiste) depuis l'avènement de la démocratie en Espagne est remplacé entre 2011 et 2015 par le PP (Parti Populaire) qui était également au pouvoir dans la communauté autonome de *Murcia* (destination finale du *Trasvase Tajo-Segura*) et jusqu'à 2018 dans le gouvernement espagnol.



concernées par le *Trasvase Tajo-Segura*, soit *Castilla-La Mancha* et sa région voisine de *Murcia*.

Cette stratégie des « petits pas » continue et on peut se demander si le rêve régional actuel de dériver l'eau du *Trasvase Tajo-Segura* pour l'agriculture d'irrigation de *Castilla-La Mancha* sera exaucé un jour. Le bras de fer entre l'administration centrale et celle des communautés autonomes n'a pas fini de faire parler de lui : lors des dernières négociations à propos du Pacte National de l'Eau en 2018, il semble que peu d'attention ait été accordée à l'inclusion de compromis quant aux compétences en matière d'eau du gouvernement régional.<sup>99</sup>

Face au projet de *tubería manchega* qui continue d'avancer à petit pas, de nombreuses voix, et notamment celles de la région de *Murcia* et des écologistes, dénoncent l'hypocrisie de la part de *Castilla-La Mancha* qui feint de défendre ce projet pour des raisons sociales et environnementales, mais occulte d'autres enjeux véritables : l'agriculture d'irrigation locale<sup>100</sup> et de grands projets urbanistiques. Au chapitre urbanistique il faut mentionner en raison de sa disproportion un projet pharaonique promu depuis 1999 par le gouvernement *castellano-manchego*, le *Reino de Don Quijote* (le royaume de Don Quichotte), un *resort* de loisir et de jeux de hasard type « Las Vegas » en pleine *llanura manchega* avec des terrains de golf, habitations de luxe, jardins, hôtels, casinos et même un bassin d'eau récréatif de 4 ha<sup>101</sup> : un projet qui, dans ces dernières révisions de 2006 et 2009, avait curieusement omis de préciser l'origine de l'eau que cet immense complexe allait consommer, qui a finalement été mis en veille à cause de la crise économique qui a frappé l'Espagne ces dernières années (éclatement de la bulle immobilière et effondrement du secteur de la construction), mais qui peut être réactivé à tout moment (Cañizares et Rodriguez, 2014).

De son côté, *Castilla-La Mancha* renforce ce que la presse appelle en abondance la « guerre de l'eau » en dénonçant les conséquences environnementales négatives des transferts d'eau du Tajo vers le Segura et le gaspillage de l'eau du *Trasvase Tajo-Segura* dans la région de *Murcia*, son usage urbanistique alors qu'elle est en théorie exclusivement destinée à l'agriculture murcienne<sup>102</sup>. Mais *Castilla-La Mancha* peine à justifier un transfert d'eau vers le bassin du *Guadiana* dans la région de *La Mancha*, les prétextes d'un supposé manque d'eau pour les populations ou d'un prétendu sauvetage environnemental des zones humides résistant mal à l'examen.

---

<sup>99</sup> [https://www.eldiario.es/clm/organizaciones-Pacto-Regional-Agua-contradictorio\\_0\\_816819091.html](https://www.eldiario.es/clm/organizaciones-Pacto-Regional-Agua-contradictorio_0_816819091.html) (consulté le 13/12/2018).

<sup>100</sup> ASAJA, l'organisation agricole plus puissante en *Castilla-La Mancha* affirme que la *tubería manchega* est sa revendication depuis les origines du projet, in <http://www.europapress.es/castilla-lamanca/noticia-asaja-ve-importante-tuberia-llanura-manchega-empiece-caminar-utilizar-agua-necesita-lm-20090227130917.html>

<sup>101</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=ICSe8HvYD2I>

<sup>102</sup> Le *Trasvase Tajo-Segura* affiche principalement un objectif d'approvisionnement en eau destinée à l'agriculture du sud-est espagnol, tandis que la *tubería manchega* vise à l'approvisionnement en eau potable dans *La Mancha*.

De leur côté, les agriculteurs *murcianos* du Sindicato Central de Regantes del Acueducto Tajo-Segura (SCRATS) (Syndicat Central d'Irrigants de l'Aqueduc *Tajo-Segura*) s'inquiètent et lancent des campagnes publicitaires comme celle de l'été 2018, appelée *El agua que nos une* (L'eau qui nous unit) pour souligner aux yeux des locaux et des touristes l'importance de l'eau du *Trasvase Tajo-Segura* pour la région de *Murcia*. À cette occasion, ils ont offert des fruits et légumes issus de leurs cultures aux baigneurs sur les plages (Photo 8). Les réclamations récurrentes des *murcianos* sont mises en doute par certains comme Llamas (1998b) qui se demande si l'eau de *Trasvase Tajo-Segura* sert à arroser les champs de *Murcia* ou plutôt à masquer la surexploitation de leurs aquifères.



**Photo 8.** Campagne « l'eau qui nous relie » pour communiquer sur le besoin de la prolongation du transfert d'eau inter-bassin du fleuve *Tajo* au *Segura* dans la région de *Murcia* (Espagne).  
Source : <http://www.grupoanton.es/trabajos/290/accion-en-playas> (consulté le 13/12/2018).

*Castilla-La Mancha* et *Murcia* sont certes deux régions périphériques dans le cadre des nationalismes en Espagne. Elles n'ont pas vécu des processus de régionalisation identitaire, ni n'ont vu émerger des partis politiques nationalistes comme ceux, par exemple, de la Catalogne, du Pays Basque ou de la Galice. Selon Salinas Palacios (2012), les deux régions ont essayé de construire leur identité régionale autour de la ressource en eau et ses revendications, ce que cet auteur nomme *nationalisme hydrique*. Une idée déjà mentionnée auparavant par Michel Drain (1999 : 53) quand il affirmait : « l'eau douce est devenue [en Espagne] un élément essentiel du renforcement des identités territoriales » ici reprise par les politiques régionaux de *Murcia* pour qualifier leurs homologues de la région de *Castilla-La Mancha* de non-solidaires au nom d'un supposé *nationalisme hydrique*<sup>103</sup>.

<sup>103</sup> « Reverte : *Barreda practica un nacionalismo hídrico insolidario* (Reverte : Barreda pratique un nationalisme hydrique non-solidaire) Journal *La Verdad* du 08/11/2009. <https://www.laverdad.es/murcia/20091108/region/reverte->

C'est le cas également pour la région d'*Aragón* où l'eau devient plus qu'une ressource, un matériau de l'identité aragonaise, un patrimoine indispensable et inaccessible aux régions voisines (Clarimont, 1999b).

Ce discours d'identité hydrique est beaucoup plus prégnant dans la région de *Murcia* où la défense du monde rural et agricole passe par la revendication de l'eau et rencontre l'adhésion de la majorité de la population *murciana*. En revanche, en *Castilla-La Mancha*, ce même type d'argumentation martelé par les gouvernements autonomes successifs, n'est pas arrivé tout à fait à réveiller les sentiments identitaires de la population *castellano-manchega*, malgré les efforts de politisation de la ressource, très présente dans les médias (Giblin, 2009).

“Vamos a ver, aquí se han mezclado siempre lo de ser manchego o castellano-manchego... Aquí se ha mezclado siempre y además en los años 80 se utilizó... hubo un cierto intento de hacer región sobre la base de la oposición al Trasvase, en esa época en los años 80 y 90. Hubo un cierto intento de hacer región sobre la base.. Castilla-La Mancha era una entidad inexistente [...] en la región, en Castilla-La Mancha, la oposición al Trasvase había sido o toledana como te digo o algo ya en la cabecera, en época democrática, y en la cabecera siempre ha sido pues que bajan los niveles de los embalses y que no puede haber aprovechamiento turístico en verano y demás. Entonces esa había sido la oposición al Trasvase mientras que en Murcia no te puedes imaginar lo que es la defensa del Trasvase. El Trasvase es un elemento que aglutina... Aquí no lo es en absoluto” (G11, 22/01/2016)

« Voyons, ici on a toujours confondu être manchego et castellano-manchego... On l'a toujours confondu et en plus dans les années 80 on a utilisé... on a tenté de construire la région sur la base de l'opposition au Trasvase à cette époque, dans les années 80 et 90. On a essayé de construire la région sur la base... Castilla-La Mancha était une entité inexistante [...] dans la région dans Castilla-La Mancha, l'opposition au Trasvase a été soit toledane, comme je te le dis, soit dans les hautes sphères, à l'époque démocratique, dans les hautes sphères, on a toujours considéré que les niveaux des barrages (qui alimentent le Trasvase d'eau Tajo-Segura en amont) baissent et que on ne peut tirer parti du tourisme en été, ce genre de chose. Alors ça a fondé l'opposition au Trasvase alors qu'à Murcia, tu ne peux pas t'imaginer ce qu'est la défense du Trasvase. Le Trasvase est un élément qui unit... Ici ce n'est absolument pas le cas » (G11, 22/01/2016)

Ainsi, cette guerre de l'eau n'arrive pas à mobiliser vraiment la société *castellano-manchega* qui la perçoit plutôt comme une dispute entre partis politiques de gauche et de droite. Lorsque le PP (parti populaire de droite) gouvernait les deux communautés autonomes entre 2011 et 2015, la guerre de l'eau semblait avoir disparu mais elle s'est réamorcée l'été 2015, depuis que *Castilla-La Mancha* est à nouveau gouvernée par le PSOE (parti socialiste) tandis que la région de *Murcia* est restée à droite.

“Pero bueno, la guerra del agua siempre lo ha sacado el PSOE. Yo creo que es una cuestión puramente política” (G05, 28/10/2015)

« Mais bon, la guerre de l'eau, c'est toujours le PSOE qui l'a ressortie. Je crois que c'est une question purement politique » (G05, 28/10/2015)

“En realidad la comunidad autónoma existe cuando interesa pero, Guadalajara y Ciudad Real, pues tienen poco que ver entre ellas. Esto es un proyecto sobre todo del gobierno socialista o sea quién ha construido aquí la comunidad autónoma de Castilla-La Mancha son los socialistas de José Bono” (G03, 23/10/2015)

« En réalité, la communauté autonome existe quand on y trouve intérêt, mais Guadalajara et Ciudad Real ont peu de choses en commun. C’est un projet surtout du gouvernement socialiste, ceux qui ont construit ici la communauté autonome de Castilla-La Mancha sont les socialistes de José Bono<sup>104</sup> » (G03, 23/10/2015)

“No, no porque la gente no se identifica como castellano manchego. Tú no vas diciendo es que soy castellano-manchego. Tú dices que eres manchego. Tú te vas en plenos montes de Toledo y pone en un cartel "Don Quijote, en un lugar de La Mancha" y tú dices, pero ¡coño! como que en lugar de La Mancha si esto no tiene nada de manchego. ¡Es manchego, no es castellano-manchego, es manchego!” (G02, 22/10/2015)

« Non non, parce que les gens ne s’identifient pas comme castellano-manchego. Tu dis que tu est manchego. Tu vas dans les monts de Tolède et ils mettent sur un panneau « Don Quichotte dans un endroit de La Mancha » et tu dis, bon sang, comment un endroit de La Mancha si ici il n’y a rien de manchego. C’est manchego, pas castellano-manchego, c’est manchego ! » (G02, 22/10/2015)

Le gouvernement socialiste de *Castilla-La Mancha*, vient de proposer aux parties intéressées, y compris le parti de l’opposition (PP, parti de droite) un pacte pour « la défense de l’eau en *Castilla-La Mancha* »<sup>105</sup>. Celui-ci viserait à en finir avec les intérêts nationaux des partis et à permettre un changement des règles du jeu de l’exploitation du *Trasvase Tajo-Segura* à la faveur de *Castilla-La Mancha*, où l’aqueduc prend sa source. Mais le PP gouverne la région de Murcia et de ce fait, le PP *manchego* n’est pas prêt à signer le pacte en faisant allusion à « *Castilla-La Mancha* a ses besoins en eau couverts pour le présent et pour le futur sans avoir recours au *Trasvase Tajo-Segura* »<sup>106</sup>. Pour leur part, ni *Écologistas en Acción* ni l’*Asociación Agraria de Jóvenes Agricultores* (ASAJA) (Association agraire des jeunes agriculteurs) ne veulent non plus signer le pacte. L’ASAJA proclame que « c’est une honte de laisser mourir la *tubería manchega* qui a coûté 200 et quelque millions d’euros tout simplement parce que les politiques s’arrangent très bien entre eux pour ne pas assumer leurs responsabilités »<sup>99</sup>. En tout état de cause, la guerre de l’eau va continuer à faire parler d’elle.

À cette guerre de l’eau s’en ajoute une autre : un conflit, concernant uniquement la région *manchega*, occupe en effet les esprits, en particulier au sein de la communauté liée à la connaissance des écosystèmes aquatiques et à la gestion de l’eau dans le bassin du *Guadiana*.

---

<sup>104</sup> José Bono fut le premier président socialiste de la communauté autonome de *Castilla-La Mancha* entre 1983 et 2004.

<sup>105</sup> <https://www.castillalamanca.es/actualidad/notasdeprensa/el-gobierno-regional-aboga-por-un-pacto-nacional-del-agua-cuanto-antes>. (consulté le 13/12/2018).

<sup>106</sup> <https://www.eldigitalcastillalamanca.es/actualidad/186980234/PSOE-y-PP-se-ofrecen-un-pacto-en-defensa-del-agua-de-Castilla-La-Mancha-pero-no-concretan-la-formula.html> (consulté le 13/12/2018).

### 5.2.2.2. L'eau souterraine de l'aquifère 23 pour les agriculteurs ou pour les canards ?

C'est la question, peut-être manichéenne mais en tout cas significative, qu'adressaient dans les années 1980-1990, les agriculteurs des zones irriguées de *La Mancha* aux écologistes qui défendaient la conservation des zones humides régionales et plus particulièrement celles des *Tablas de Daimiel*. Nul doute que l'argument environnemental faisait sens : l'importance de ces écosystèmes aquatiques pour les oiseaux avait déjà été reconnue en 1325 par l'Infant Don Juan Manuel<sup>107</sup> dans son ouvrage « *El libro de la caza* » (Le livre de la chasse) (Annexe 7). Nul doute non plus qu'il y avait péril en la demeure : au cours du temps, « *las Tablas* »<sup>108</sup> sont passées par diverses vicissitudes et ont dû faire face à des projets d'assèchement souvent repris et abandonnés avant leur déclaration en Parc National en 1973 (Annexe 7). Mais, comme nous le verrons, petit à petit, les *Tablas de Daimiel* sont devenues plus un objet symbolique de focalisation du conflit qu'un objet réel de nature.

L'agriculture d'irrigation *manchega*, point de mire des environmentalistes depuis les premières transformations de parcelles sèches en irrigation dans les années 1980, a été développée depuis la démocratie espagnole et plus fortement encore depuis la constitution de la communauté autonome de *Castilla-La Mancha* (Oñate Díaz, 2004). En effet, le gouvernement autonome du PSOE a orienté (et oriente encore) sa politique agricole vers l'expansion de l'agriculture d'irrigation, supposée satisfaire une population majoritairement rurale qui constitue la base de son électorat (Padilla Zagalaz, 2004). Cette agriculture d'irrigation a ainsi été considérée comme un « agent de modernité » (Ruiz Pulpón, 2012 : 292) et comme un facteur de contention de l'exode rural. Ainsi l'établissement de la communauté autonome de *Castilla-La Mancha*, que personne réellement n'avait demandé à l'époque de sa création, a été un moteur décisif pour une transformation en profondeur du milieu rural *manchego*.

“Cuando la España de las autonomías, yo estaba entonces en Andalucía, y no veas qué lucha para conseguir la autonomía. Pero al poco tiempo me vine aquí y aquí era "joder pues a ver esto de la autonomía, pues a ver ahora esto qué es". Aquí no la pidió nadie, sino que claro como se repartió, vino impuesta. Bueno, que tú también eres independiente, que tú también eres autónomo, pues te vinieron y te lo pusieron así, pero aquí no había habido una demanda ¿no?” (G08, 20/01/2016)

« Au moment de l'Espagne des autonomies, j'étais alors en Andalousie et crois-moi, quelle lutte pour obtenir l'autonomie. Mais peu après je suis venu ici et ici c'était "bon sang, à voir ce truc de l'autonomie, à voir de quoi il s'agit". Ici personne ne l'a demandé, sinon que vu la répartition, elle est venue imposée. Bon toi aussi tu es indépendant, toi aussi tu es autonome, ils sont venus et l'ont présenté ainsi, mais ici il n'y avait pas eu de demande, n'est-ce pas ? » (G08, 20/01/2016)

<sup>107</sup> L'Infante Don Juan Manuel (1282-13489, neveu du roi castillan Alfonso X le Sage, fut l'un des principaux représentants de la prose médiévale en langue castillane.

<sup>108</sup> « *Las Tablas* » est le terme courant local pour désigner l'espace actuellement protégé du Parc National des *Tablas de Daimiel*.

“Cuando vienen las autonomías, primer paso, nos la imponen porque claro ¡no vamos a quedarnos sin autonomía! [...] Entonces se genera Castilla-La Mancha, se genera un gobierno y se encuentra con que no hay identidad. La gente está... yo siempre he mirado a Madrid. Mi pueblo está a 120 kms de Madrid y para mí no existía ni Ciudad Real ni Albacete... yo era Madrid-mi pueblo, mi pueblo-Madrid, por ponerte un ejemplo” (G06, 18/01/2016)

Quand arrivent les autonomies, premier pas, on nous l'impose parce que bien sûr, nous n'allons pas rester sans autonomie ! [...] Alors on crée Castilla-La Mancha, on monte un gouvernement et on s'aperçoit qu'il n'y a pas d'identité. Les gens sont... moi, j'ai toujours regardé Madrid. Mon village est à 120 km de Madrid et pour moi, ni Ciudad Real ni Albacete n'existaient. Pour moi, c'était Madrid-mon village, mon village-Madrid, pour te donner un exemple ». G06, 18/01/2016)

Cette évolution spectaculaire de l'agriculture d'irrigation fut basée exclusivement sur l'exploitation des eaux souterraines des aquifères 23 (*Mancha Occidental*) et 24 (*Campo de Montiel*). Dans ce processus de *révolution silencieuse*<sup>109</sup> (Llamas, 2007) fondé sur l'initiative privée et des subventions de la région et de l'Europe, le nombre d'agriculteurs qui sont montés dans le train de la modernité des systèmes irrigués n'a cessé de s'accroître par contagion : c'était le cri unanime du « moi aussi ». Les bénéficiaires des aides à la technicisation de l'irrigation ont bien sûr été les grands propriétaires terriens, ceux qu'on appelle les « agriculteurs de bureau » ou *aguatenientes* (Llamas, 1998b)<sup>110</sup>, mais aussi un grand nombre de moyens et petits agriculteurs.

Au début de cette épopée régionale, les réserves d'eau souterraines semblaient infinies et inépuisables<sup>111</sup>. Le revers de la monnaie est venu lorsque la descente rapide des niveaux souterrains a commencé à donner des signaux d'alerte : l'eau puisée devait être cherchée de plus en plus profond et devenait donc plus coûteuse à l'exploitation. D'un côté l'eau souterraine devenait de plus en plus chère, de l'autre son utilisation jugée abusive devenait le cheval de bataille des écologistes et des chercheurs en sciences de la nature, qui réclamaient une protection accrue des écosystèmes aquatiques associés aux décharges d'eaux souterraines. En 1996, Alvarez Cobelas et Cirujano dénonçaient une exploitation des eaux souterraines qui touchait « l'équilibre écologique » des zones humides. L'argumentation était peut-être fragile - il est difficile de juger si un tel équilibre existe ou s'il était peut-être déjà en péril depuis plusieurs siècles (Annexe 7) - mais le discours était construit et allait être largement repris.

Des écrits et des échanges multiples, bien souvent monotones et répétitifs sur le « problème de l'eau dans La Mancha » remplissent aujourd'hui les étagères des bibliothèques, les revues scientifiques ou de divulgation et l'internet. Cette prolifération de

<sup>109</sup> « Révolution silencieuse » en raison de l'extraction massive d'eau souterraine « en douce » et l'absence de symptômes immédiats sur les niveaux phréatiques

<sup>110</sup> Llamas (1998b) propose le terme d'*aguateniente* en remplacement du traditionnel *terrateniente* pour désigner les grands propriétaires terriens qui ont la capacité économique de forer des puits profonds lorsque les niveaux piézométriques descendent.

<sup>111</sup> En 1973 est présentée officiellement en *Ciudad Real* la première étude hydrogéologique réalisée par l'IGME qui confirme l'existence d'un grand aquifère au sous-sol *manchego* avec abondance d'eau pour le développement de l'agriculture d'irrigation. « *El director general de minas en Ciudad Real* ». *Diario Lanza* du 14/07/1973. <https://ceclmdigital2.uclm.es/pandora/viewer.vm?id=0000590262&page=1&search=Director%20general%20de%20minas&lang=es&view=lanza> (consulté le 25/07/2018).

littérature grise ou de conférences de divulgation est, semble-t-il, arrivée à son point de saturation, et le lecteur peut avoir le sentiment que les auteurs reproduisent en boucle les mêmes arguments. On peut résumer en quelques mots l'argument principal : les zones humides *manchegas* ont été détruites par la surexploitation agricole des aquifères 23 et 24 et il faut inverser cette situation sur la base du développement durable.

À aucun moment depuis les années 1980 cette argumentation n'a été remise en question (voir par exemple Cruces de Abia *et al.* (1998) López Sanz (1999), Calleja (2004), Velasco (2011) ou Ruiz Pulpón (2012)). Ceci paraît provoquer un enkystement du discours autour du conflit et donne l'impression que les causes du conflit sont définies une fois pour toutes et qu'aucune autre analyse n'est possible. Certains auteurs les plus impliqués jusqu'ici dans l'étude du conflit ont d'ailleurs abandonné ce thème d'étude, pour d'autres plus porteurs ou peut-être simplement par ennui. On aurait donc tendance à croire que tout à été déjà dit sur le conflit sur l'eau dans *La Mancha*, que le nouveau chercheur est condamné à répéter, en d'autres termes et que remettre le thème sur l'établi relève d'une stratégie scientifique erronée<sup>112</sup>.

Les chercheurs ont beau se succéder et leurs intérêts scientifiques évoluer, l'agriculture d'irrigation a beau prendre de nouvelles formes<sup>113</sup>, le conflit demeure, décrit mot par mot dans les mêmes termes qu'il y a une trentaine d'années. Mais l'extrême simplification de l'argumentaire, sa continuité et l'impression de « déjà vu » qu'il génère est peut-être le reflet des difficultés d'appréhender un milieu au fonctionnement extrêmement complexe. Comme nous l'avons vu, la région a en effet des particularités géologiques et hydromorphologiques exceptionnelles : deux aquifères connectés à un fleuve, *le Guadiana* partiellement invisible, et à de nombreuses zones humides réunies sous le chapeau commun de Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda*. À l'heure actuelle, personne ne semble capable de fournir des réponses exhaustives sur l'évolution de ce système et ses réactions aux prélèvements et ce n'est pas sans conséquences : l'incertitude est probablement un des facteurs qui favorisent la polémique et consolident le conflit lié à l'eau.

---

<sup>112</sup> Lorsque nous avons annoncé notre thème de thèse à certains scientifiques connaisseurs de la problématique *manchega*, nous avons été interpellée avec une phrase très éloquente : *La Mancha está muerta, Ana* (« *La Mancha* est morte, Ana »)

<sup>113</sup> Les surfaces irriguées d'herbacées qui ont caractérisé l'irrigation dans la région dans les années 1980-90 sont en train d'être substituées par des variétés de vigne irriguée. En effet, des programmes régionaux d'amélioration de la qualité du vin *manchego* promus depuis le début des années 2000 provoquent un changement rapide des variétés, passant des vignes de terres sèches traditionnellement cultivées dans *La Mancha* tel l'*Airen*, par d'autres plus gourmandes en eau (*Macabeo*, *Chardonnay*) dont une bonne partie serait destinée à l'exportation vers la France.

## 5.3. La dissymétrie dans le traitement des zones humides *manchegas*

### 5.3.1. La Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda*, un espace protégé virtuel

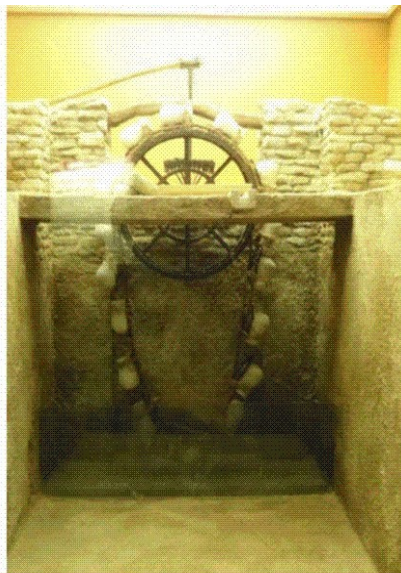
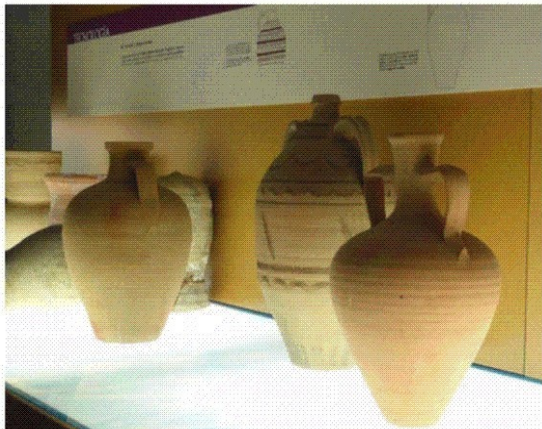
À ce cadre hydrologique particulièrement complexe du fleuve *Guadiana* s'ajoutent une multitude de zones humides de diverses typologies, qui sont presque toutes protégées depuis 1981 sous la dénomination de Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda*. Encore une fois, le nom de cette Réserve de Biosphère peut être jugé paradoxal : *La Mancha « Húmeda »* (La Mancha humide) dans un territoire réputé sec. En dépit de l'étymologie du nom *Mancha* provenant de l'arabe *ma'anxa* qui signifie « sans eau », la région est en fait riche en eaux souterraines qui déchargent dans une multitude de cours d'eau et de zones humides. Cette abondance en eau depuis la Préhistoire est confirmée par la présence d'un grand nombre d'artefacts comme la *noria*<sup>114</sup> et autres outils trouvés dans des sites archéologiques de la région et utilisés par la population jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle (Photo 9).

*La Mancha* est un territoire très plat avec des cultures agricoles comme élément prédominant du paysage. Les plaines d'inondation des fleuves et rivières, les zones humides à caractère endoréique ou associées à des paléo-lits et les décharges d'eau souterraine constituent le cœur de cette extension humide (García del Castillo Crespo *et al.*, 2011), avec une des plus grandes densités de zones humides dans un bassin versant parmi les plus secs d'Espagne (Fornés et Llamas, 2004).

---

<sup>114</sup> Une *noria* est un outil inventé par les arabes pour exploiter les eaux souterraines lorsque le niveau phréatique se trouvait proche à la surface du terrain. La *noria* a été utilisée dans *La Mancha* jusqu'aux années 1950-1960.





**Photo 9.** En haut à gauche : différentes cruches utilisées traditionnellement dans *La Mancha* jusqu'aux années 1950-60. En haut à droite : mécanisme d'une noria utilisée également dans *La Mancha* jusqu'à l'arrivée de l'agriculture extensive d'irrigation. En bas : site archéologique de la *Motilla del Azúer* à proximité de *Daimiel*.

Crédit photos : Ana González Besteiro, 2016. *Museo Comarcal de Daimiel* et *Motilla del Azúer*, *Castilla-La Mancha*.

Parmi les zones humides d'intérêt, nous avons déjà évoqué les *Lagunas de Ruidera*, un complexe de 16 lagunes karstiques disposées en file indienne les unes à la suite des autres et séparées par des parois ou barrières travertiniques qui laissent passer des cascades et des rapides entre les lagunes en périodes humides. Elles ont été déclarées en Parc Naturel<sup>115</sup> en 1979 (Annexe 7).

<sup>115</sup> Un Parc Naturel en Espagne est une zone naturelle, peu transformée par l'exploitation ou l'occupation humaine qui, en raison de la beauté de leurs paysages, la représentativité de leurs écosystèmes ou la singularité de leur flore et faune ou leur formations géomorphologiques, possède des valeurs écologiques, esthétiques, éducatifs ou scientifiques dont sa conservation mérite une attention particulière. Ces espaces protégés sont déclarés et gérés en Espagne par les gouvernements des communautés autonomes. Source : Loi 4/1989, concernant la conservation des espaces naturels et la flore et faune sauvage. <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1989-6881> (consulté le 13/12/2017).

A l'extrême sud-ouest de la Réserve de Biosphère et près des *Ojos del Guadiana* se trouve une autre zone humide emblématique de *La Mancha*, les *Tablas de Daimiel* (Photo 10) protégée en tant que Parc National depuis 1973. Il s'agit d'une ancienne plaine d'inondation du fleuve *Guadiana* qui, pour diverses raisons anthropiques et naturelles, sur lesquelles nous reviendrons plus tard, a souffert de longues périodes sans eau.



**Photo 10. Parc National des *Tablas de Daimiel*, Castilla-La Mancha.  
Crédit photos : Ana González Besteiro, 2016, 2017.**

Plus d'une soixantaine de zones humides d'origine endoréique du type *playa-lake* (Photo 11) complètent la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda*. Ce sont de larges bassins de pente douce, très peu profonds. De par leurs caractéristiques géomorphologiques et en raison de l'absence de pluie en période estivale, elles sèchent naturellement en été (García del Castillo Crespo *et al.*, 2011). Dans de nombreux cas, la haute salinité de leurs eaux fait apparaître à cette période de l'année une croûte de sel sur un substrat de vase humide et riche en matière organique. Ceci donne des paysages spectaculaires d'aspect lunaire et une biodiversité spécifique et unique adaptée à ces conditions de vie extrêmes. Le gouvernement de *Castilla-La Mancha* a déclaré depuis 1998, onze nouvelles Réserves Naturelles et deux micro-réserves pour protéger ces zones humides singulières.



**Photo 11. Deux lagunes de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* : En haut : *Laguna del Camino de Villafranca (Alcázar de San Juan)* au printemps. En bas : *Laguna de Peña Hueca (Villacañas)* en été.**

**Crédit photos : Ana González Besteiro, 2017 ; Máximo Florín Beltrán, date non communiquée.**

Leur position géographique privilégiée sur les routes migratoires des oiseaux font qu'en application des directives européennes 92/43/CEE (directive « habitats ») et 2009/147/CE (relative à la conservation des oiseaux), les zones humides de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* possèdent plusieurs autres figures de protection que celles que nous avons déjà mentionnées : Natura 2000-SIC<sup>116</sup> «*Humedales de La Mancha*», ZPSO<sup>117</sup> «*Humedales de La Mancha*», ZPSO et SIC «*Tablas de Daimiel*», inscription au catalogue Ramsar (1971) des zones humides protégées pour leur avifaune, du *Complejo Lagunar de Alcázar de San Juan, Laguna de Manjavacas, Tablas de Daimiel et Lagunas de Ruidera*.

La Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* constitue ainsi un espace physique du bassin de l'*Alto-Guadiana* très particulier, tant pour sa riche biodiversité que pour l'importance de ses zones humides dans le contexte européen et mondial ; en 1996, elle a été incluse dans la liste des 200 sites humides plus importantes de la planète (Aragón, 2001). La Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* a été créée en réponse à trois menaces qui auraient pu la détruire. Les deux premières sont les projets d'assèchement des zones humides de la région et la transformation de l'agriculture pluviale en agriculture d'irrigation, provoquant une augmentation conséquente de la consommation en eau souterraine. À partir de 1981 une troisième menace est venue s'ajouter dans les documents officiels, le changement climatique, qui n'était pourtant pas une préoccupation de l'époque de sa création (JCCM, 2012).

Malgré cette reconnaissance, les contours officiels de la Réserve ont été paradoxalement définis de manière très peu précise (Fornés et Llamas, 2004). En fait, ce n'est que 35 ans après sa création en 1981 qu'une première carte fut divulguée en 2006 par le Ministère de

<sup>116</sup> SIC : Sites d'Importance Communautaire (« LIC » en espagnol)

<sup>117</sup> ZPSO : Zones de protection spéciale pour les oiseaux (« ZEPA » en espagnol)

l'Environnement du Milieu Rural et de la Mer de l'époque. Cette première carte « historique » (Figure 18), que nous avons pu obtenir sur un document de présentation<sup>118</sup>, a disparu des affichages officiels de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* pour laisser la place à une délimitation plus restreinte (Figure 19), rendue officielle récemment, en 2011 (García del Castillo Crespo *et al.* 2011) et dont le manque de définition rend difficile l'analyse détaillée.

La carte actuelle, telle que nous la reproduisons ici (Figure 19), est le seul document public existant qui montre les limites de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda*, son extension actuelle (418 087 ha) ainsi que sa zonation caractéristique des Réserves de Biosphère du programme MaB de l'UNESCO (aire centrale, zone tampon et zone de transition)<sup>119</sup>. Sa forme biscornue peut surprendre, surtout au sud du territoire, à l'endroit où les supposées « courants » du fleuve *Guadiana* invisible devraient passer selon un certain nombre d'acteurs *manchegos* (voir section 5.2.1). Cette forme en Y renversé suggère également les difficultés probablement rencontrées lors de la délimitation pour faire adhérer les territoires municipaux où l'agriculture d'irrigation est particulièrement importante : 40 % de l'irrigation de l'*Alto-Guadiana* se concentre sur quatre communes : *Alcázar de San Juan*, *Daimiel*, *Manzanares* et *Villarrobledo*. Seul le territoire communal de la première se trouve intégralement dans la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda*, pour *Daimiel* et *Manzanares* une partie seulement est incluse, tandis que *Villarrobledo* est en dehors.

---

<sup>118</sup> <http://docplayer.es/36488745-Delimitacion-y-zonificacion-de-la-reserva-de-la-biosfera-de-la-mancha-humeda-evaluacion-del-consejo-cientifico-del-comite-mab.html> (consulté le 02/02/2019).

<sup>119</sup> <https://unesco.delegfrance.org/Le-programme-MAB-de-l-UNESCO> (consulté le 02/03/2019).

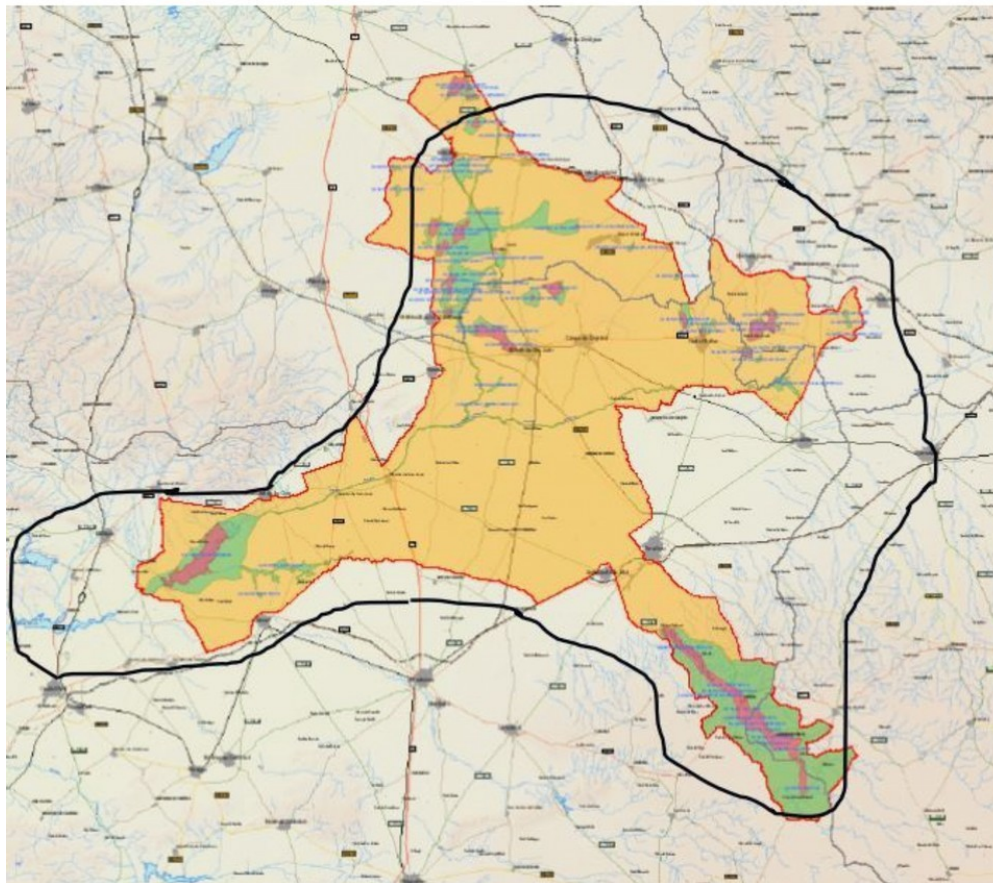
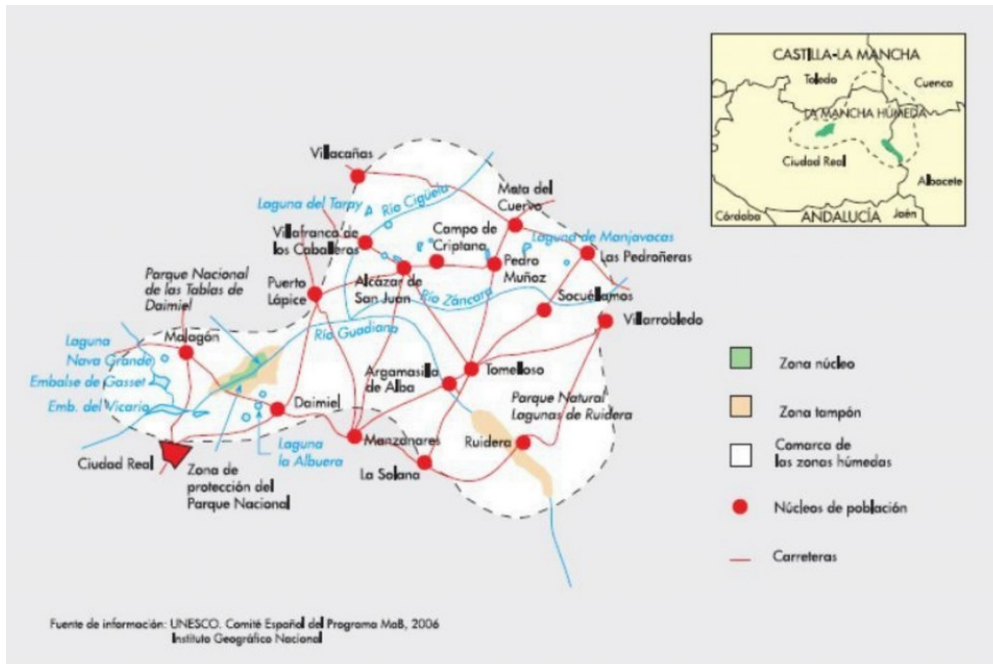


Figure 18. En haut : première proposition officielle de délimitation de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* (2006) publiée sur le site du Ministère d'Environnement, Milieu Rural et Marin (2008-2011). En bas : superposition des limites de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* de 2006 (trait noir) sur l'actuelle délimitation réalisée en 2011.

Source : <http://docplayer.es/36488745-Delimitacion-y-zonificacion-de-la-reserva-de-la-biosfera-de-la-mancha-humeda-evaluacion-del-consejo-cientifico-del-comite-mab.html> (consulté le 02/02/2019).

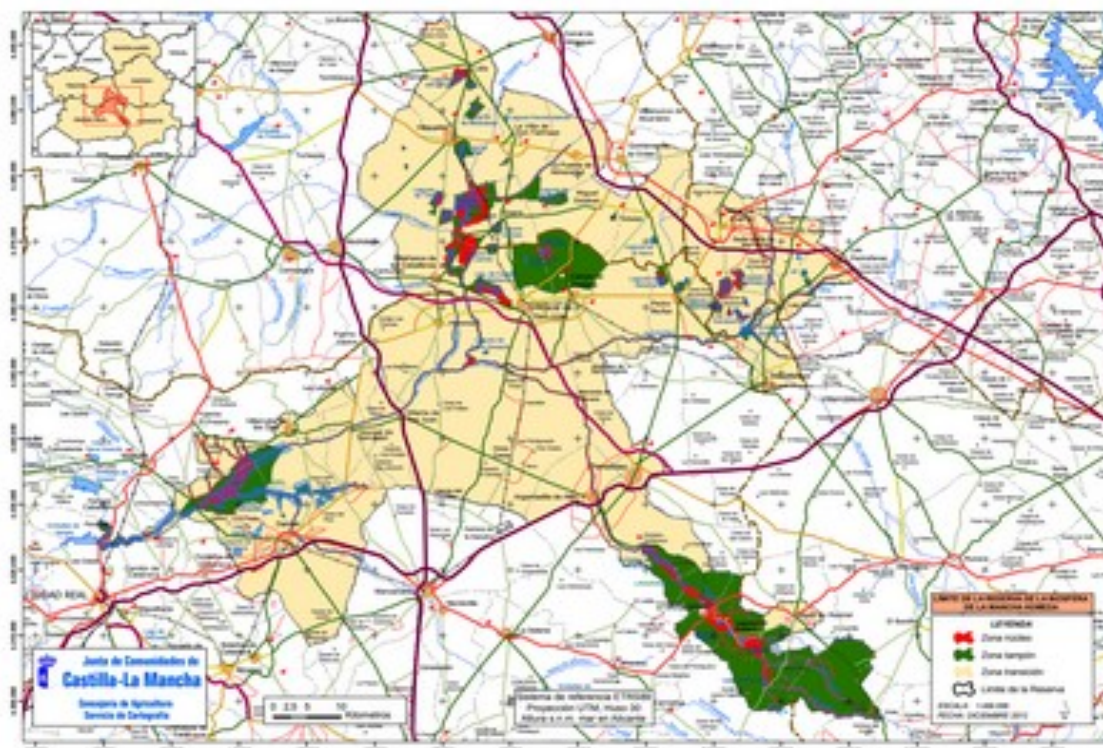


Figure 19. Carte officielle actuelle de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* et sa zonation. L'aire centrale (*zona núcleo*) comprend : le Parc National des *Tablas de Daimiel*, le Parc Naturel des *Lagunas de Ruidera* (15 lagunes et un barrage hydroélectrique), 44 zones humides dont certaines labellisées en Réserve Naturelle comme le complexe des lagunes d'*Alcázar de San Juan* ou celui de *Manjavacas*, puis 1 fleuve (l'*Alto-Guadiana*), 12 rivières et 19 ruisseaux et gorges. Source : [https://areasprotegidas.castillalamancha.es/sites/areasprotegidas.castillalamancha.es/files/documentos/pdf/20170403/delimitacion\\_y\\_zonificacion\\_rbmh.pdf](https://areasprotegidas.castillalamancha.es/sites/areasprotegidas.castillalamancha.es/files/documentos/pdf/20170403/delimitacion_y_zonificacion_rbmh.pdf) (consulté le 23/10/2015).

“Si te miras las otras Reservas de la Biosfera que suelen ser más grandes y suelen ser territorios más homogéneos son líneas continuas ¿cómo representan esta Reserva de la Biosfera? Una línea discontinua que hasta hace muy poco, hasta hace dos años o tres no se atrevían a dibujarla, era como una línea discontinua con tres manchitas dentro, las Tablas, Ruidera y las lagunas manchegas” (G02, 22/10/2015)

“La Reserva de la Biosfera estaba ahí, pero nadie se había puesto a ponerla en valor. Mira, aquí, desde que hay gobierno autonómico que es quien tiene la responsabilidades en materia de medio ambiente, sólo se han hecho pequeñas

«Si tu regardes les autres Réserves de Biosphère, elles sont en général plus grandes et sont des territoires homogènes, avec des limites continues. Comment représentent-ils cette Réserve de la Biosphère ? Une limite discontinue qu’il y a encore peu de temps on ne se risquait pas à dessiner, c’est comme une ligne discontinue avec trois petites taches, Les Tablas, Ruidera et les lagunes manchegas » (G02, 22/10/2015)

« La Réserve de la Biosphère était là mais personne ne s’était chargé de la mettre en valeur. Regarde, ici, dès qu’il y a eu un gouvernement autonome responsable de l’environnement, on a mené seulement quelques petites activités de maquillage. C’est

actuaciones de maquillajes. Es decir, nosotros proponemos la Reserva de la Biosfera... Pero, no queremos hacer nada más y cuando decimos, oye, hay que establecer límites y hay que poner... determinar cual es la zona tampón y tal.. y dicen, ¡uy! esto ya no, porque nos puede crear conflictos ¿con quién? ¿con los agricultores! Todo lo que suene a conflicto con los agricultores la Junta no quiere saber nada. Ya te lo digo yo” (G24, 02/02/2016)

à dire, nous proposons la Réserve de Biosphère... Mais nous ne voulons rien faire de plus et quand on dit, hé, il faut établir des limites et il faut mettre... déterminer quelle est la zone tampon et autre, ils disent, aïe, pas ça, parce que ça peut nous créer des conflits, avec qui ? avec les agriculteurs ! Tout ce qui peut ressembler à un conflit avec les agriculteurs, la Junta ne veut pas en entendre parler. Moi, je te le dis » (G24, 02/02/2016)

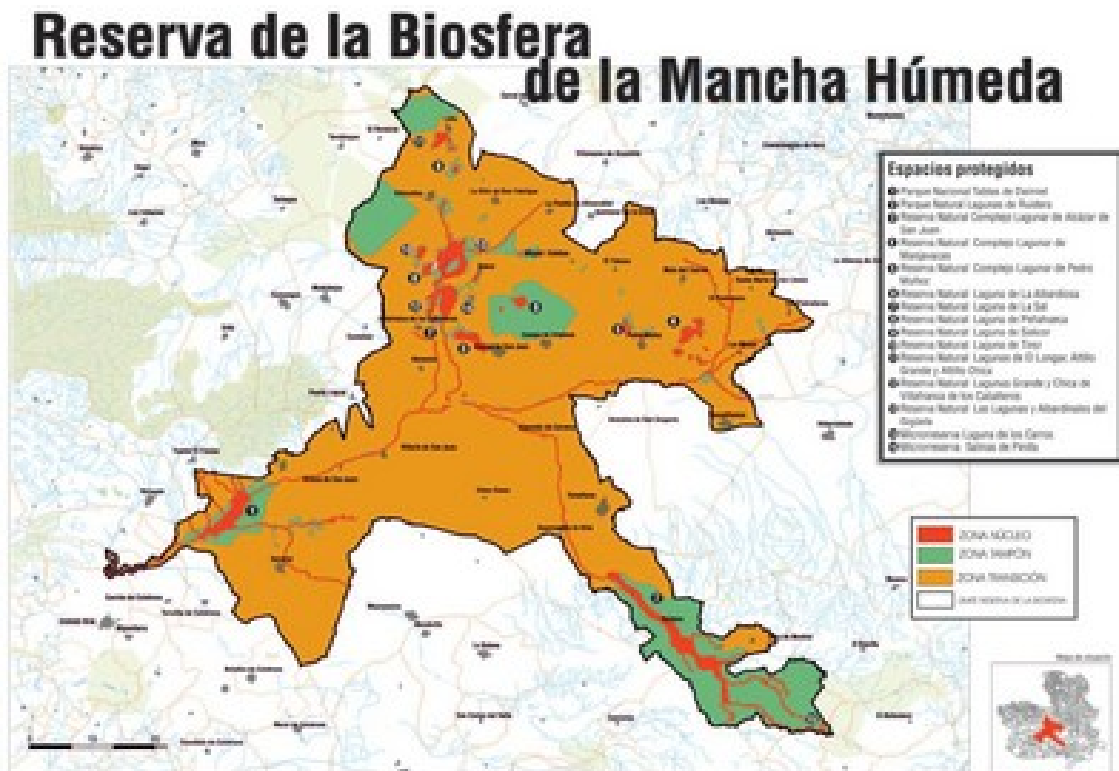
Un autre aspect qui attire fortement l’attention concernant la délimitation spatiale de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* est le fait que son aire centrale (considérée de protection maximale par l’UNESCO) soit constituée d’une multiplicité d’enclaves disséminées dans tout l’espace protégé en forme de constellation, ce qui, en termes de continuité écologique et de conservation de la biodiversité peut pour le moins surprendre. Cette aire centrale atomisée possède une surface de 13 858 ha, tandis que la surface de la zone tampon est de 73 587 ha et la zone de transition de 330 642 ha : dans ces dernières zones se concentre l’exploitation agricole d’irrigation de la région (Figure 20).

La Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* a, semble-t-il, dormi d’un doux sommeil pendant quatre décennies, puis a connu un début de réactivation. On peut à juste titre se demander quel a été le déclencheur qui a appelé à sa reconsidération par la communauté autonome. En 2007, en réaction à un deuxième incendie de tourbe souterraine qui s’était déclaré dans le Parc National des *Tablas de Daimiel* faute d’inondation de la zone humide<sup>120</sup> (Annexe 7), différents collectifs conservationnistes espagnols ont dénoncé la situation à l’UNESCO et ont demandé l’élimination de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* du catalogue mondial des Réserves de Biosphère. Ils n’ont pas eu gain de cause et confondaient d’ailleurs le Parc National avec la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda*, confusion très répandue parmi les membres de la communauté écologique, comme nous le verrons en détail plus bas.

Le Comité espagnol du programme MaB s’est malgré tout vu obligé de proposer à l’UNESCO un moratoire et s’est finalement engagé à respecter les normes *a minima* en matière de Réserves de la Biosphère, ce qu’il avait omis de faire auparavant : fournir une délimitation de la Réserve avec sa cartographie et un zonage adéquat ainsi qu’établir un plan de gestion dans les meilleurs délais. En 2009, la communauté autonome de *Castilla-La Mancha* a présenté une première proposition de 294 322 ha et de 61 zones humides au Comité MaB, qui a provoqué une forte controverse et a finalement été rejetée. C’est seulement en 2014 que les limites actuelles de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* et son zonage ont été définitivement acceptés par l’UNESCO avec une surface de 418 087 ha, 30 communes et 76 zones humides et 33 cours d’eau (JCCM, 2012).

---

<sup>120</sup> Un premier incendie avait déjà eu lieu en 1986 (Annexe 7).



**Figure 20. Carte simplifiée de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda*.**  
 En rouge, les aires centrales, en vert, les zones tampon et en orange les zones de transition. La numérotation sur la carte signale un Parc Naturel, onze Réserves Naturelles et deux micro-réserves protégées par la communauté autonome de *Castilla-La Mancha* et un Parc National encore sous tutelle de l'État espagnol. Source : <http://areasprotegidas.castillalamancha.es/reserva-de-la-biosfera-de-la-mancha-humeda>. (consulté le 24/10/2015)

Néanmoins les engagements pris par la communauté autonome n'ont pas tous été respectés. Aujourd'hui, après quatre décennie d'existence, la Réserve de Biosphère a enfin une délimitation et un zonage, mais elle ne dispose toujours pas de plan de gestion ni n'est dotée d'une structure de gestion et de participation tel que prévu par le programme MaB de l'UNESCO.

“Entonces, claro (la Reserva de la Biosfera de La Mancha Húmeda) tenía el problema de zonificación y tenía otro problema: el problema de que no tenía plan de acción, porque en el plan de acción... ahí es donde radicaba el problema de la sostenibilidad del agua. [...] Porque claro una reserva tiene que tener un plan de acción, un órgano de gestión y un órgano de participación y el órgano de participación quien lo tiene que mover es la Junta... ¿Para qué va a mover el órgano de

« Alors, bien sûr (la Réserve de Biosphère de La Mancha Humide) avait un problème de zonage et un autre problème, le problème de ne pas disposer d'un plan d'action, parce que dans le plan d'action... là se trouvait le problème de la durabilité de l'eau [...] Parce que bien sûr une Réserve doit avoir un plan d'action, une instance de gestion et une instance de participation et c'est la Junta<sup>121</sup> qui doit animer l'instance de participation Mais pourquoi va-t-elle animer l'instance de

<sup>121</sup> Le gouvernement autonome de *Castille-La Mancha* reçoit le nom en espagnol de *Junta de Comunidades de Castilla-La Mancha*.



participación? ¿Para qué lo va a mover? si les van a decir, oye que es que en tres años estamos sin agua y no vais a poder bombear. Entonces... mejor no dicen nada y mientras esperan ver si llueve o no llueve y mientras tanto va pasando la legislatura...” (G46, 22/05/2017)

participation ? Pourquoi va-t-elle l’animer ? Si c’est pour dire, attention dans trois ans nous n’aurons plus d’eau et vous ne pourrez plus pomper, alors ils préfèrent ne rien dire et pendant qu’ils attendent de voir s’il pleut ou s’il ne pleut pas, la législature passe » (G46, 22/05/2017)

Les évaluations des Réserves de Biosphère sont réalisées tous les dix ans par l’UNESCO et tous les deux ans par le Comité MaB national de chaque pays. Dans le cas de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda*, la dernière évaluation de l’UNESCO a eu lieu en 2014. C’est à ce moment que délimitation et zonation ont été approuvées, ce qui lui a évité de justesse de faire partie de la liste des Réserves de Biosphère exclues du catalogue. Ce ne sera qu’en 2024 que la *Junta de Comunidades de Castilla-La Mancha* (le gouvernement autonome de *Castilla-La Mancha*) devra rendre des comptes, entre autres sur un Plan de gestion encore aujourd’hui en *stand-by*. Entre-temps, le Comité MaB espagnol réalise des évaluations biennuelles avec l’utilisation d’indicateurs standardisés par l’UNESCO. Nous n’avons pas eu accès à ces résultats mais seulement à des échos d’acteurs, tant au niveau du Comité MaB-Espagne que de la structure chargée des zones humides de la communauté autonome de *Castilla-La Mancha*. Les commentaires à ce sujet ont en général souligné un certain « laisser-aller » de la part de l’administration régionale chargée de calculer les indicateurs et sa difficulté à gérer cet objet socio-culturel-biologique « bizarre » qu’est la réserve, comme nous le dit un des nos interlocuteurs, expert en zones humides.

“El seguimiento ahora más importante sería ahora el del Comité español y lo que hace es... son ocho indicadores que lo que hace es ver... si cumple los objetivos del programa MaB o sea, el objetivo de conservación, el de desarrollo sostenible y el de apoyo logístico. Pero el comité ya sabe que La Mancha Húmeda está incumpliendo los indicadores que sean. O sea que eso... este es el seguimiento tal y como se hace. En 2014 se estableció una estrategia de salida, de reservas que salían pero La Mancha Húmeda, al hacer la zonificación bien pues no entró en la estrategia de salida. O sea, que ahora mismo, está totalmente parada. O sea, los indicadores del comité los debe tener bastante mal todo... Las competencias y la gestión está totalmente transferida a la comunidad autónoma o sea desde el Estado lo único que nosotros podemos hacer es el seguimiento de estos indicadores que cumplimentan la Comunidad Autónoma. Los indicadores no los cumplimentamos nosotros... nosotros hicimos una especie de auditoría cuando se hicieron los primeros indicadores y se vio que estaban sobrevalorados en un 20%” (G46, 22/05/2017)

« Actuellement le suivi le plus important est celui du Comité espagnol et ce qu’il fait... il y a huit indicateurs à vérifier, qui permettent de voir... si les objectifs du programme MaB sont respectés, soit l’objectif de conservation, de développement durable et d’appui logistique. Mais le comité sait déjà que La Mancha Humeda n’a aucun indicateur en conformité. Voilà le suivi et comment il se fait. En 2014 on a établi une stratégie de sortie mais La Mancha Humeda, ayant établi le zonage, a échappé à la stratégie de sortie. De toute façon actuellement tout est paralysé. En clair, les indicateurs du comité doivent tous être assez mauvais... Les compétences et la gestion sont totalement transférées à la communauté autonome et donc du point de vu de l’État la seule chose que nous pouvons faire est le suivi de ces indicateurs remplis par la communauté autonome. Nous ne remplissons pas nous-mêmes ces indicateurs. Nous avons fait une espèce de diagnostic lorsque ont été établis les premiers indicateurs et on a vu qu’ils étaient surévalués de 20 % » (G46, 22/05/2017)

“En principio la Reserva de la Biosfera no tiene ningún plan de gestión... euh... (duda)... En fin... (tiene dificultades a explicar)... bueno... es una figura complicada porque una Reserva de la Biosfera está casi más en tu terreno que en el mío, se trata más de la sociología que de la propia protección. Es una figura, que a nosotros también nos cuesta gestionar porque se trata de la convivencia... Entonces... bueno... Hay un organismo, pero no hay un plan de gestión. Se está trabajando en ello, pero todavía se han definido una serie de zonas, zonas tampón, zonas núcleo... porque claro, la Reserva engloba muchas miles de hectáreas que muchas veces no tienen nada, son campos de cultivo. Entonces, se han hecho unas zonificaciones y eso, pero todavía no se ha constituido... es una asignatura pendiente de la Junta a mi entender... Bueno, según el artículo 148 de la constitución todas las cuestiones medioambientales recaen en las comunidades autónomas...pero bueno, aquí en la Junta todavía no está nombrado el técnico responsable. Bueno, yo sé que hay gente del ministerio en Madrid que trabaja más en la línea medioambiental pero aquí... como es de la UNESCO y es un tema socio cultural biológico raro... No sabemos... Mmmm...” (G32, 16/02/2016)

« En principe la Réserve de Biosphère n'a aucun plan de gestion... euh... (doute)... Enfin... (il a des difficultés à expliquer)... bon... c'est une figure compliquée parce qu'une Réserve de Biosphère est presque plus de ton domaine que du mien, il s'agit plus de sociologie que de protection. C'est une figure que nous avons aussi du mal à gérer parce qu'il s'agit du vivre ensemble... Alors...bon... Il y a un organisme mais pas de plan de gestion. On y travaille, mais jusqu'ici on a établi une série de zones, zones tampon zones noyau... parce que bien sûr la Réserve englobe de nombreux milliers d'hectares qui n'ont rien, qui sont des zones de culture. Alors on a fait des zonages, ce genre de chose, mais on n'a pas encore constitué... Selon moi, c'est une tâche en attente de la Junta... Selon l'Article 148 de la Constitution, toutes les questions environnementales sont de la compétence des communautés autonomes... mais bon, ici dans la Junta on n'a pas encore nommé de technicien responsable. Bon, je sais qu'au ministère à Madrid il y a des gens qui travaillent plus sur les aspects environnementaux mais ici... comme c'est de l'UNESCO et que c'est un thème socioculturel-biologique bizarre... On ne sait pas... Mmmm.... » (G32, 16/02/2016)

En dépit de son palmarès impressionnant de figures de protection et de ses près de 40 ans d'existence, la plupart de ceux qui y habitent n'ont paradoxalement jamais entendu parler de la Réserve. Cette affirmation, tirée d'un rapport sur les lignes stratégiques pour la Gestion de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* (JCCM, 2012), rejoint ce que nous avons pu constater lors de nos observations de terrain et de nos entretiens. La Réserve n'a qu'une existence « virtuelle » sur internet où quelques sites web lui sont consacrés. Ainsi, la carte présentée dans la Figure 19 provient du site internet de la *Junta de Comunidades de Castilla-La Mancha*<sup>122</sup> : nous n'avons trouvé aucune brochure ou panneau d'information de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* lors de nos différents parcours de missions de terrain.

Cette situation d'incognito convient et est encouragée par la communauté autonome de *Castilla-La Mancha* qui préfère rester silencieuse à propos de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* et de « sa vie suspendue » plutôt que de communiquer sur tout problème lié à l'eau et à l'agriculture d'irrigation. On peut supposer que le gouvernement régional craint que ces problèmes soient relayés dans les médias nationaux et internationaux et donnent de la visibilité à l'absence de gestion de la Réserve.

---

<sup>122</sup> [https://areasprotegidas.castillalamancha.es/sites/areasprotegidas.castillalamancha.es/files/documentos/pdf/20170403/delimitacion\\_y\\_zonificacion\\_rbmh.pdf](https://areasprotegidas.castillalamancha.es/sites/areasprotegidas.castillalamancha.es/files/documentos/pdf/20170403/delimitacion_y_zonificacion_rbmh.pdf) (consulté le 23/10/2015).

“La Reserva no añade ningún tipo de limitación, ni de legislación, ni de nada, lo que te pone es un foco en un sitio. Entonces ¿qué pasa dans La Mancha Húmeda? Pues que si tu le das visibilidad a ésto y como el problema fundamental es el agua... si a nivel mundial se empieza a hablar de nuevo de problemas de sostenibilidad, de problemas de acuífero, de que la única solución es la limitación de los regadíos, que no hay otra. Y la limitación de los regadíos va en contra de los intereses de Castilla-La Mancha. ¿Qué pasa? bueno pues que tú a los agricultores no les puedes decir que dejen de regar y ya está porque te dan una tractorada o te arman la de dios es cristo o no sabes por dónde pueden salir... o sea cuanto menos se sepa de la Reserva de la Biosfera, mejor. Al no haber contrapartidas que ofrecer a cambio de esa menor utilización del agua del acuífero, pues cuanto menos se hable de la reserva, cuanto menos se sepa, cuanto... O sea por eso está muerta y la Junta la deja morirse y cuanto más muerta y más enterrada esté, mejor. Para la Junta esto es un marrón integral. Entonces, no es que haga poco, ¡es que no quiere saber nada!” (G46, 22/05/2017)

«La Réserve n'ajoute aucune sorte de limitation ni de législation, ni de rien. Ce qu'elle fait, c'est de jeter un éclairage sur un endroit. Alors qu'est-ce qui se passe dans La Mancha Humeda ? Eh bien que si tu donnes de la visibilité à ceci et comme le problème fondamental est l'eau... si à niveau mondial on commence à parler à nouveau de problèmes de durabilité, de problèmes de l'aquifère, de ce que l'unique solution est la élimination de l'irrigation, qu'il n'y en a pas d'autre. Et la limitation de l'irrigation va à l'encontre des intérêts de Castilla-La Mancha. Qu'est-ce qui se passe ? bon, tu ne peux pas dire aux agriculteurs qu'ils s'arrêtent d'irriguer parce qu'ils te montent une manifestation avec les tracteurs, se soulèvent et on ne sait pas jusqu'où ça peut aller... alors moins on entend parler de la Réserve de Biosphère, mieux on se porte. Comme on n'a pas de contrepartie à offrir pour une moindre utilisation de l'eau de l'aquifère, alors moins on parle de la Réserve, moins on en sait... C'est pour cela qu'elle est morte et que la Junta la laisse mourir, plus elle est morte et enterrée, mieux c'est. Pour la Junta c'est une patate chaude intégrale. Alors ce n'est pas tant qu'elle ne fasse rien, c'est qu'elle ne veut rien savoir ! » (G46, 22/05/2017)

Cette Réserve de la Biosphère apparaît donc pour le moins atypique. Son manque de visibilité, son absence de planification et de gestion ne sont pas les seuls problèmes auxquels elle est confrontée. Elle souffre également d'une polarisation extrême dans l'intérêt et le traitement accordés aux zones humides qui la composent.

“En la Reserva de la Biosfera, hay otros humedales pero son completamente ajenos a la problemática de aquí, de Tablas de Daimiel. Se supone que tendría que haber el mismo grado de protección para todo igual puesto que todo es Reserva de la Biosfera, que deberíamos ser todos... deberíamos tener todos una misma visión o compartir todos un mismo... Y es que otras zonas tienen el mismo valor que aquí. Aquí es lo que visita todo el mundo y es la imagen, como por así decirlo de la Reserva de la Biosfera, pero que cualquier otra lagunita o cualquier otro sitio es igual de interesante que ésto. Pero es que yo creo que el objetivo no es promocionarlo todo” (G19, 28/01/2016)

« Dans la Réserve de Biosphère, il y a d'autres zones humides qui sont complètement étrangères à la problématique d'ici, des Tablas de Daimiel. On suppose qu'il devrait y avoir le même degré de protection pour tout étant donné que tout appartient à la Réserve de Biosphère, que nous devrions tous être... nous devrions avoir tous la même vision ou partager tous un même... C'est que les autres zones ont la même valeur qu'ici (Parc National des Tablas de Daimiel). Ici tout le monde vient visiter et c'est pour ainsi dire l'image de la Réserve de Biosphère, mais n'importe quelle petite lagune ou n'importe quel endroit est aussi intéressant. Mais je crois que l'objectif n'est pas de tout promouvoir » (G19, 28/01/2016)

L'intérêt, la reconnaissance et la connaissance et finalement la notoriété régionale, nationale ou même internationale des zones humides de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* s'expriment selon un gradient croissant de visibilité que nous pouvons schématiser comme suit. Un premier groupe est constitué par une soixantaine de *lagunas* endoréiques de type *playa-lake*<sup>123</sup>, dont une bonne partie est sous statut protégé de Réserve Naturelle<sup>124</sup>, notamment celles qui accueillent des oiseaux migrateurs. Ces zones humides sont méconnues ou ignorées par la majorité des experts, le grand public et les médias. En seconde place de ce gradient se situent les *Lagunas de Ruidera*, protégées sous la forme de Parc Naturel<sup>125</sup> depuis 1979. Elles sont connues au niveau national et visitées traditionnellement en été par les baigneurs et plus généralement fréquentées par un tourisme de masse qui occupe les lotissements construits autour des zones humides, se baignent dans leurs eaux et s'assoient dans les buvettes au bord de l'eau. Enfin, viennent les zones humides des *Tablas de Daimiel*, labellisées en Parc National<sup>126</sup> depuis 1973, qui occupent le centre du regard non seulement des experts ornithologiques, mais aussi des autres experts de la nature (botanistes, écologues, hydrogéologues, etc.), des médias nationaux et internationaux et finalement d'un large public de visiteurs d'origine urbaine à la recherche de la nature du dimanche<sup>127</sup>.

Ce gradient d'intérêt se traduit par le statut croissant de protection qui labellise de manière différente les trois groupes de zones humides de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* : réserve naturelle, parc naturel puis parc national. L'octroi du statut, qui devait en principe être dû au degré d'importance écologique ou de biodiversité des zones concernées, semble fonctionner à contre-sens, oserons-nous dire en suivant Florin (2011). Les deux premiers groupes (les 60 *lagunas manchegas* et les *Lagunas de Ruidera*) sont protégés sous le contrôle de la communauté autonome de *Castilla-La Mancha*, tandis que les *Tablas de Daimiel* continuent à être protégées et gérées sous la responsabilité de l'État espagnol. Par ailleurs, il s'agit là en *Castilla-La Mancha* d'un cas atypique dans l'ensemble de la protection de la nature en Espagne où la gestion des parcs nationaux a été transférée aux communautés autonomes, point sur lequel nous reviendrons plus loin.

Ce même gradient d'intérêt se manifeste aussi par l'image prestigieuse ou populaire apportée selon le cas par les visiteurs et touristes de ces zones humides, à l'instar de ce qui est décrit par Picon (2008 : 175) concernant la fréquentation de la Camargue française, et en accord avec la distinction au sens de Bourdieu (1979). Les *Tablas de Daimiel* font l'objet d'une *fréquentation culturelle ou scientifique* (Chamboredon, 1985) en accueillant un public que nous pourrions qualifier d'élitaire : urbain, intellectuel, avec des

<sup>123</sup> Elles sont qualifiées par la publicité institutionnelle de la communauté autonome de *Castilla-La Mancha* comme « *Islas de agua en medio de un mar de tierra* » (Îles d'eau au milieu d'un océan de terre). <https://areasprotegidas.castillalamancha.es/rap/espacios-naturales-protegidos/enp-reserva-natural/reserva-natural-laguna-de-la-albardiosa> (consulté le 16/08/2019).

<sup>124</sup> <https://areasprotegidas.castillalamancha.es/rap/espacios-naturales-protegidos/enp-reserva-natural> (consulté le 23/10/2015).

<sup>125</sup> <https://areasprotegidas.castillalamancha.es/rap/espacios-naturales-protegidos/enp-parque-natural> (consulté le 23/10/2015).

<sup>126</sup> <https://www.miteco.gob.es/es/red-parques-nacionales/nuestros-parques/daimiel/> (consulté le 23/10/2015).

<sup>127</sup> 175 kms séparent Daimiel de Madrid.

connaissances en ornithologie et en écologie et qui sait observer la nature. Au contraire, les *Lagunas de Ruidera* donnent une image plébéienne de la nature caractérisée par une *fréquentation pragmatique prédatrice* (Chamboredon, 1985) : grillades, baignade en week-end et visiteurs de classes populaires bruyants et indifférents à la connaissance écologique.

Restent les 60 *lagunas manchegas*, qui sont les « autres zones humides » de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda*, tant pour les visiteurs que pour les institutions en charge de sa protection et gestion.

“Ayer cuando estuve en Albacete, yo llevaba una charla que se llamaba "Paisajes olvidados". Y como ejemplo de paisaje olvidado ponía el ejemplo de las lagunas de La Mancha Húmeda” (G02, 22/10/2015)

« Hier j'ai donné une conférence à Albacete sur les « Paysages oubliés ». Et comme exemple de paysage oublié, j'ai cité les lagunes de La Mancha Humeda » (G02, 22/10/2015)

Comme partout dans le monde, c'est avant tout la présence ou l'absence d'oiseaux aquatiques qui a marqué le rythme de la conservation de ces zones humides. Il est ainsi significatif que les alarmes lancées par certains groupes de recherche, qui constatent la valeur écologique et patrimoniale de zones humides d'inondation temporaire hyper-salines, par exemple, soient largement restées sans réponse. Ne pas avoir d'oiseaux migrateurs ou une biodiversité marquée condamne ces zones humides au désintérêt et à l'oubli.

“¡Claro como vas a ver el zooplancton o los tapetes microbianos! Ves los patos y ya está. El Convenio de Ramsar protege los hábitat para las aves acuáticas ¿y con lo demás qué pasa? Pues en función de la riqueza y abundancia de aves acuáticas y si una laguna tiene pocas aves acuáticas no tiene ningún valor. Pues eso, es completamente erróneo, es completamente erróneo. Eso va cambiando ¿no? Porque los expertos científicos han puesto encima de la mesa "no, no, es que una laguna son muchas cosas, no solamente las aves acuáticas" (G02, 22/10/2015)

Bien sûr ! Comment peut-on voir le zooplancton ou les tapis microbiens ! Tu vois les canards et rien de plus. La convention de Ramsar protège l'habitat pour les oiseaux aquatiques et pour le reste, qu'est-ce qui se passe ? Eh bien en fonction de la richesse et l'abondance d'oiseaux aquatiques, si une lagune a peu d'oiseaux aquatiques, elle n'a aucune valeur. Eh bien ça, c'est complètement faux, c'est complètement faux. Ça change peu à peu, n'est-ce pas ? Parce que les experts ont mis sur la table « Non, non, une lagune, c'est beaucoup de choses et pas seulement les oiseaux aquatiques » (G02, 22/10/2015)

Dans la représentation standardisée que s'en font les responsables locaux, une bonne zone humide doit être humide : même si la plupart des *lagunas manchegas* sont temporaires, ce qui garantit leur fonctionnement écologique naturel, leur assèchement stationnaire est considéré comme un manque d'eau auquel il faut remédier à tout prix. Ceci a mené à la pratique d'y déverser les eaux des stations d'épuration municipales, une action jugée indispensable pour les conserver (Trujeque, 2001 : 145). Basées sur la fausse idée qu'une zone humide en climat semi-aride doit avoir une inondation pérenne toute l'année et parce qu'il était important qu'elles soient en eau en été pour le tourisme (Trujeque, 2001), ces mesures ont non seulement ruiné la dynamique des écosystèmes aquatiques les plus emblématiques mais elles ont aussi attiré des populations de flamants roses, une espèce

d'oiseau exotique pour *La Mancha*, mais qui fait maintenant la fierté de plus d'un élu local, sans doute ignorant de sa valeur écologique réelle (Florín, 2011).

“Es que aquí, aquí por desgracia tenemos que tirar del flamenco para que la gente venga” (G15, 27/01/2016)

« C'est qu'ici malheureusement nous devons avoir du flamant rose pour que les gens viennent » (G15, 27/01/2016)

“Por ejemplo en Alcázar que estaban tan orgullosos porque tenían sus lagunas ahí.. y de repente... sí, sí, pero ¿el hidroperiodo?... es que se tienen que secar, porque estas lagunas se secaban en verano. Cuando vayas a Alcázar, cuando llegues de Ciudad Real lo más normal es que te encuentres una rotonda muy grande y fijate qué es lo que tienen allí. ¡Tienen un monumento al flamenco!” (G29, 11/02/2016)

« Par exemple à Alcazar, ils sont tellement orgueilleux parce qu'ils ont leur lagune là-bas, si, si, mais qu'est ce qu'il en est de la saisonnalité hydrique ? C'est qu'elles doivent se sécher, parce que ces lagunes se séchaient en été. Quand tu vas à Alcazar en venant de Ciudad Real, tu prends en principe sur un grand rond-point et rends-toi compte de ce qu'ils ont là. Ils ont un monument au flamant ! » (G29, 11/02/2016)

“Es que claro, es que estamos hablando de casi una treintena de lagunas saladas en toda La Mancha Húmeda... pero si te fijas, siempre lo que se vende es el humedal estandarizado: el agua azul, plantas verdes alrededor y flamencos o patos. Vete a cualquier parque urbano y puedes tener lo mismo” (G31, 12/02/2016)

« C'est que bien sûr nous parlons de presque une trentaine de lagunes salées dans toute La Mancha Humeda... mais si tu fais attention, ce qui se vend toujours est la zone humide standard : l'eau bleue, les plantes vertes autour et des flamants ou des canards. Va dans n'importe quel parc urbain et tu peux avoir la même chose » (G31, 12/02/2016)

La coexistence des *lagunas manchegas* et de leurs riverains a parfois favorisé leur conservation et d'autres fois non. Celles des lagunes qui ont procuré quelques bénéfices à la population ont été conservées mais d'autres ont souvent été utilisées comme dépôts d'ordures ménagères, de déchets agricoles et d'encombrants ou sinon comme bassins où se rejetaient les eaux usées des villages proches sans passer par un processus d'épuration (Cirujano et Álvarez Cobelas, 2011). Pour éviter ce type de dégâts, une des décisions phares de la gestion de la communauté autonome a été d'enfermer avec une clôture métallique les *lagunas manchegas* sous sa protection, ce qui fait d'elles des réserves de type « sanctuaire ».

Las lagunas se han vallado para que no tiren escombros, no entren los perros, no tiren basuras... Las lagunas tradicionalmente eran vertederos, eso que lo sepas porque aquí se sigue tirando basura... estos humedales que ahora consideramos la joya de la corona, que lo son, que vienen naturalistas del mundo entero, que lo son, bueno pues hasta hace poco ni el gobierno ni los ayuntamientos ponían ninguna pega para que los vecinos los utilizaran para llevar toda la mierda que se les ocurriera llevar porque como no valían para la agricultura pues ya esos terrenos no eran válidos y además como tenían mala fama por

Les lagunes ont été clôturées pour qu'on ne jette pas de décombres, que les chiens n'y entrent pas, qu'on ne jette pas d'ordures... Les lagunes étaient traditionnellement des décharges, sache-le, parce qu'ici on continue d'y jeter des ordures... ces zones humides que nous considérons aujourd'hui comme les bijoux de la couronne et qui le sont, où viennent des naturalistes du monde entier, jusqu'il a peu ni le gouvernement ni les municipalités ne prenaient la moindre mesure pour empêcher que les riverains les utilisent pour y jeter toute la merde qu'ils voulaient, parce que comme ils ne valaient pas pour

los problemas de paludismo etc. pues hasta hace relativamente pocos años pues eran basureros, eran basureros. Entonces pues claro, la gente que lo ha utilizado como basurero está viva. Este es el proceso y que todavía hay mucha gente que sigue pensando "esto es una puta mierda, toda la vida esto ha sido una mierda" (G32, 16/02/2016)

l'agriculture, ces terrains n'avaient pas d'intérêt et en plus avaient mauvaise réputation pour les problèmes de paludisme, etc. jusqu'à il y a peu, c'était des dépôts d'ordures, c'était des dépôts d'ordures. Et bien sûr les gens qui les utilisaient comme dépôts d'ordures sont toujours en vie. Ceci, c'est le processus, qui existe encore et il y a beaucoup de gens qui pensent « ceci est une foutue merde, toute la vie ça a été une merde » » (G32, 16/02/2016)

De cette manière, les lagunes ne sont plus accessibles à ceux qui les dégradent ni aux amoureux de la nature et aux visiteurs. On peut juger ceci paradoxal et contraire à une conception de la protection de la nature plus actuelle, qui encourage la connaissance des milieux pour mieux les apprécier et les respecter.

“Dentro de la valla hay uno o dos observatorios de pájaros. Pero no los usa nadie porque está cerrado y eso es que no lo veo lógico... si estuviera por fuera de la valla que nos pudiéramos subir, pues podríamos ver las aves porque es que ahora en primavera se llena de aves preciosas. Los últimos años ha habido un montón de aves raras, muchísimas pero claro, no las ves, porque hay un trocito de valla que las ves un poquito o las ves volar o desde alto. Si las vieras, las podrías apreciar más. Porque yo he visto a gente que viene con el coche, vamos a ver los flamencos y vienen con los niños un domingo, pues se vienen a la laguna a ver los patos y no los pueden ver” (G15, 27/01/2016).

« À l'intérieur de la clôture il y a un ou deux observatoires d'oiseaux. Mais personne ne les utilise parce que c'est fermé et ça je ne le trouve pas logique... s'ils étaient en dehors de la clôture, nous pourrions monter, nous pourrions voir les oiseaux parce que maintenant au printemps elle se remplit d'oiseaux précieux. Les dernières années il y a eu un tas d'oiseaux étonnants, très nombreux mais bien sûr, tu ne les vois pas, parce qu'il y a un bout de clôture, tu les vois un peu ou tu les vois voler en haut. Si tu les voyais, tu pourrais mieux les apprécier. Parce que j'ai vu des gens qui viennent en voiture, allons voir les flamants roses, ils viennent avec les enfants un dimanche, ils viennent à la lagune pour voir les canards et ils ne peuvent pas les voir » (G15, 27/01/2016)

Ce n'est pas le cas du deuxième groupe de zones humides dans le gradient de visibilité, les *Lagunas de Ruidera*, jugées victimes d'un tourisme sans contrôle qui génère des frictions entre les autorités censées protéger la zone et contrôler le nombre de visiteurs et les habitants riverains qui voient dans ce tourisme saisonnier une source importante de revenus.

“En Ruidera, el modelo de explotación "Benidorm, cuantos más autobuses mejor" es un desastre. Es un desastre. Incluso económicamente” (G29, 11/02/2016)

« À Ruidera, le modèle d'exploitation type "Benidorm, plus il y a d'autobus, mieux c'est" est un désastre. C'est un désastre, y compris sur le plan économique » (G29, 11/02/2016)

“El problema es que Ruidera es un parque natural muy especial. O sea se crea el parque natural cuando ya estaba muy deteriorado, entonces es un parque natural en el que hay

« Le problème est que Ruidera est un parc naturel très spécial. C'est à dire qu'on a créé le parc naturel quand il était déjà très détérioré, alors c'est un parc avec un village

un pueblo en medio, varias urbanizaciones, tiene tres o cuatro carreteras. Entonces hay gente que dice, hay que cerrar el parque para que no entre nadie... pero es que eso es imposible. Alguien dijo que no se debía... no sé alguien de la Junta, que no se debería hacer promoción cuando las lagunas tenían agua, pues no había que darle tanta publicidad porque sino se iba a llenar esto de gente. Entonces cuando oyen esto los del pueblo, están que se suben por las paredes diciendo, o sea que ahora que las lagunas están bien y pueden venir los turistas, les dices a la gente que no venga y que no podamos aquí tener ingresos y tal..." (G45, 18/05/2017)

au milieu, plusieurs lotissements, trois ou quatre routes. Alors il y a des gens qui disent il faut fermer le parc pour que personne n'entre... mais c'est impossible. Quelqu'un a dit qu'il ne fallait pas, quelqu'un de la Junta, qu'il ne fallait pas faire de la promotion quand les lagunes se remplissaient d'eau, il ne fallait pas en faire tant de publicité car alors les gens arriveraient en masse. Alors quand les gens du village entendent cela, ils montent au créneau en disant, maintenant que les lagunes sont bien et que les touristes peuvent venir, tu dis aux gens qu'ils ne viennent pas et nous ne pouvons pas avoir des revenus, ce genre de choses... » (G45, 18/05/2017)

En revanche, si l'on en croit nos interlocuteurs, les *Lagunas de Ruidera* ne sont pas particulièrement réputées par leur biodiversité et elles n'attirent pas la convoitise des ornithologues avides de contempler des oiseaux migrateurs avec leurs jumelles. Son principal intérêt est incontestablement paysagiste et géologique, avec la présence de barrières travertiniques qui les organisent en chapelet (González Martín *et al.*, 1987) et qui sont d'un grand intérêt en tant qu'indicateurs paléo-environnementaux et géochronologiques.

“En Ruidera, hombre no hay mucha diversidad, lo que pasa que en el interior de la laguna, sí ha bastantes especies de bentos, hay un montón de bichillos bastante curiosos. No es que sea un sitio especialmente biodiverso pero sí que es singular..., que digo yo” (G31, 12/02/2016)

« À Ruidera, il n'y a pas beaucoup de biodiversité, ce qui se passe c'est qu'à l'intérieur de la lagune, il y a quand même beaucoup de benthos, beaucoup de bestioles assez curieuses. Ce n'est pas que ce soit un endroit de grande biodiversité, mais c'est un endroit singulier... à mon avis » (G31, 12/02/2016)

Cette dissymétrie des regards portés sur les zones humides de la *Réserve de Biosphère La Mancha Húmeda* fait que certains de nos interlocuteurs *manchegos* considèrent que déplacer le projecteur en éliminant le Parc National du périmètre de la Réserve ne pourrait que faire du bien au reste des zones humides : « *La Mancha Húmeda* a été massacrée en vue de maintenir un cadavre écologique de renom international, les *Tablas de Daimiel* » (Velasco, 2011 : 178).

“Todas las lagunas están antropizadas, vamos. Pero bueno, lo que ocurre es que digamos... que no tienen la repercusión mediática que tienen las Tablas de Daimiel. Aquí hace falta prospección y buscar... a unir estas lagunas... Es que lo que sobra en la Reserva de la Biosfera de La Mancha Húmeda es Daimiel ¡lo que sobra!” (G31, 12/02/2016)

« Toutes les lagunes sont anthropisées, certainement. Mais bon ce qui se passe est disons... qu'elles n'ont pas la répercussion médiatique qu'ont les Tablas de Daimiel. Il manque ici de la prospection... pour unir ces lagunes... Ce qui est en trop dans la Réserve de Biosphère La Mancha Húmeda, c'est Daimiel. C'est en trop ! » (G31, 12/02/2016)



“Hombre nosotros pensamos en todas la lagunas de la Reserva de la Biosfera de La Mancha Húmeda por supuesto, si tienes la Navas de Malagón que aunque hay gente que dice que no, yo considero que tienen más biodiversidad que las Tablas ¿sabes?” (G12, 26/01/2016)

« Nous pensons à toutes les lagunes de la Réserve de Biosphère La Mancha Húmeda, bien sûr, si tu prends les Navas de Malagón, dont je considère, même s’il y des gens qui disent le contraire, qu’elle a plus de biodiversité que les Tablas. tu sais ? » (G12, 26/01/2016)

Voilà une suggestion bien audacieuse dans un territoire où la synecdoque plus fréquemment utilisée est que la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* est assimilée au Parc National des *Tablas de Daimiel* et rien d’autre... Mais nous avons pu observer ce phénomène directement sur le terrain : lors de notre première mission, il était impossible de ne pas ressentir le pouvoir d’attraction que les *Tablas de Daimiel* exerçaient sur le territoire de la Réserve de Biosphère. Ceci s’est traduit par la difficulté de rencontrer dans un premier temps des acteurs *manchegos* qui ne soient pas associés d’une façon ou d’une autre à cet espace protégé. Il nous a fallu un peu de temps et d’effort pour finalement réussir à nous éloigner de « l’influence » des *Tablas de Daimiel*.

Les *Tablas de Daimiel* se désignent ainsi comme la zone humide prestigieuse de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* en faisant de l’ombre au reste, y compris aux tout aussi spectaculaires *Lagunas de Ruidera* ou aux « autres » *lagunas manchegas*. On peut donc dire que dans les discours et représentations, la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* se résume dans une large mesure au Parc National des *Tablas de Daimiel*.

“Aquí dans La Mancha, pues el humedal más famoso, con más renombre es Daimiel... son las Tablas” (G15, 27/01/2016)

« Ici dans La Mancha, eh bien la zone humide la plus célèbre, celle qui a le plus grand renom, est Daimiel... ce sont Las Tablas » (G15, 27/01/2016)

### 5.3.2. Tous les chemins mènent aux *Tablas de Daimiel*

La focalisation du regard sur les *Tablas de Daimiel* dans l’ensemble de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* n’est pas récente. En fait, c’est la mise en sauvegarde de cette zone humide dans les années 1970 qui a, d’une certaine manière, déclenché la suite des initiatives de protection et concerné le reste des zones humides *manchegas*. Sans doute faut-il trouver les raisons de cette place prépondérante des *Tablas de Daimiel* dans les origines de sa désignation comme zone protégée.

Les zones qu’aujourd’hui nous connaissons comme les *Tablas de Daimiel* ont été des terrains privés avant la création du Parc National. Jusqu’au XVIII<sup>e</sup> siècle ils ont appartenu à l’ordre de Calatrava puis aux rois chrétiens, puis ils sont passé aux mains du Marquis de Perinat, son dernier propriétaire. Ce noble, politique et diplomate avait le projet d’assécher « ses terres avec de l’eau » comme il appelait les lagunes<sup>128</sup> en vertu de la loi de 1956

<sup>128</sup> Interview du Marqués de Perinat en 2013. <http://www.tabladedaimiel.com/Noticia/2049/se-trataba-de-hacer-una->

concernant « l'assainissement et la colonisation des terrains marécageux » (Annexe 7). Le Marquis de Perinat était aussi le président d'un groupement syndical de colonisation qui réunissait 8 000 ha de terrains inondés dans les environs de l'actuel Parc National des *Tablas de Daimiel*. Sa première action fut l'achat et la destruction des barrages des nombreux moulins de la zone (Fernández et Pradas Regel, 1996). Ces assèchements, ont provoqué nombreux conflits avec les meuniers, les pêcheurs d'écrevisses et les petits agriculteurs parce que le niveau d'eau avait baissé (Aragón, 2001). En 1967, des techniciens de l'État se font écho des revendications d'un autre groupe de pression, celui des chasseurs<sup>129</sup> (à l'instar d'autres élites du pouvoir, Franco aussi aimait la chasse) et ils réussissent à déclarer la Réserve Nationale de Chasse des *Tablas de Daimiel* (Annexe 7).

Ceci n'a pas empêché les travaux d'assèchement avec l'appui public de la *Confederación Hidrográfica del Guadiana*. En 1971 un canal construit dans le fleuve *Guadiana* en amont des *Tablas de Daimiel* a réussi à vider cette zone humide de toute son eau. C'est alors qu'apparaît un début de mouvement de défense de la nature en Espagne dont la figure la plus connue est Felix Rodriguez de la Fuente<sup>130</sup>, qui décide de faire le nécessaire pour arrêter l'assèchement des *Tablas de Daimiel*. La branche espagnole de l'ONG World Wildlife Fund (WWF) décide alors de s'impliquer aussi dans la démarche et c'est son président, le Prince des Pays Bas, qui écrit à Franco directement en lui demandant d'arrêter le projet d'assèchement des *Tablas de Daimiel* tant qu'une étude d'impact des travaux sur la Réserve Nationale de Chasse ne serait pas réalisée. Franco adopte alors une décision à la Salomon : 50 % des terres seraient consacrées à l'agriculture et l'autre 50 % à la protection des zones humides sous forme de Parc National. La délimitation de chaque moitié se fit à Madrid lors d'une réunion à huis-clos entre le Marquis de Perinat et Félix Rodriguez de la Fuente, sur la base de la mise en eau qui existait à ce moment-là et sans tenir en compte les fluctuations passées et à venir de la zone humide.

“...cuando se creó el parque como urgía tanto protegerlo sino ya se lo cargaban del todo, pues trazaron lo que había de agua en ese momento. O sea que encima no era toda la zona húmeda sino que se trazó en la zona más... lo que había en ese momento. Entonces ahora mismo, pues mira, eso está pegando al agua y es particular” (G19, 28/01/2016)

« Quand on a créé le Parc, comme il était urgent de le protéger sinon ils allaient tout détruire, alors on a tracé ce qui était en eau à ce moment -là. Donc en plus ce n'était pas toute la zone humide mais la zone la plus... celle qui existait à ce moment là. Alors maintenant même, regarde, (la limite) est collée à l'eau, c'est privé » (G19, 28/01/2016)

---

[vega-en-las-tablas](#) (consulté le 10/05/2017).

<sup>129</sup> Contrairement à la France où la chasse est devenue un acquis populaire après la Révolution, la chasse en Espagne est une activité pratiquée traditionnellement par les élites de pouvoir, rois, aristocrates et politiques. L'arrivée à la chasse ces dernières années de classes plus modestes provoque le rejet et la méfiance du cercle élitiste. (Sánchez Garrido, 2011 : 77).

<sup>130</sup> Felix Rodríguez de la Fuente fut un naturaliste et vulgarisateur très populaire en l'Espagne des années 1970. Les 124 chapitres de son documentaire « *El hombre y la Tierra* » ont rassemblé les familles espagnoles devant leur poste de télévision entre 1973-1980. Sa grande popularité lui a permis de s'engager dans une multitude de causes de conservation de la nature. Il est mort en 1980 dans un accident d'avion. Ses restes reposent à *Burgos* dans un panthéon conçu par l'architecte originaire de *Daimiel*, Miguel Fisac. Source : « Félix Rodríguez de la Fuente : una vida entre el hombre y la tierra » *El País*, 14/03/2018. [https://elpais.com/elpais/2018/03/14/ciencia/1520982125\\_168140.html](https://elpais.com/elpais/2018/03/14/ciencia/1520982125_168140.html) (consulté le 03/02/2019).

En 1980, donc à l'aube de la démocratie espagnole, face aux protestations des écologistes qui considèrent que « le 50 % consacré à la protection » n'était pas suffisant, le Marquis de Perinat est alors exproprié de « l'autre 50 % », une zone connue sous le nom de *Las Cañas* qui vient donc s'ajouter au territoire protégé du Parc National.

Ce sauvetage *in extremis* de la zone humide de *Daimiel* en a certainement fait un symbole fort pour le mouvement écologiste espagnol. C'était la première fois qu'en Espagne la conservation de la nature gagnait une bataille de ce genre, non seulement contre l'expansion de l'agriculture d'irrigation mais aussi contre les grands propriétaires terriens et au-delà, contre les pouvoirs de la dictature passée. Les *Tablas de Daimiel* sont ainsi devenues la bannière des écologistes espagnols, au point qu'en 1978 ils choisissent cette ville pour rendre public leur « Manifeste de Daimiel », un document qui explicite pour la première fois les principes communs du mouvement écologiste espagnol et qui préfigure le germe de ce qui en 1998 deviendra le mouvement national de référence « *Ecologistas en Acción* »<sup>131</sup>.

Tout le monde cependant n'était pas favorable à la mise sous protection des *Tablas de Daimiel*. Les populations riveraines voyaient d'un mauvais œil que des terrains inondés et « insalubres » ne soient pas mis à contribution pour la prospérité de la zone. Certes il y avait environ 300 familles qui habitaient le marécage, pour la plupart des pêcheurs qui vendaient leur marchandise au marché de la ville de *Daimiel*, voire plus loin, lorsque les écrevisses autochtones « à pattes blanches » (*Austropotamobius pallipes*) faisaient fureur dans les assiettes de Madrid (Alvárez Cobelas et Cirujano, 2015). Considérés comme une population marginale, ils ont été expropriés et expulsés de leurs cabanes lors de la création du Parc National. L'un de ces derniers pêcheurs fut interviewé lorsqu'il avait l'âge de 85 ans et une publication de cet entretien a été réalisée en 2015 sous le titre « *Flor Ribera. La gente del río dans La Mancha* » (Alvárez Cobelas et Cirujano, 2015), un ouvrage à tirage limité que nous avons eu la chance de pouvoir tracter à *Daimiel* en 2016. Certains de nos interlocuteurs évoquent aussi ce passé de la zone.

“al prohibirles la pesca, pues se buscaron la vida de otra manera, claro, lógicamente (silencio). Tampoco los pescadores... tampoco tenían nada en propiedad aquí por así decirlo, porque las casillas estaban todas, todas puestas en el límite del agua que era terreno de nadie por así decirlo, porque a los agricultores eran terrenos que no interesaban porque se inundaban un poco y eso. O sea que tampoco había nada suyo. Pero bueno era su forma de subsistencia y su forma de vida” (G19, 28/01/2016)

« Quand la pêche a été interdite, ils ont cherché des revenus ailleurs, logiquement (silence). Les pêcheurs n'avaient pas non plus... les pêcheurs n'avaient rien en propriété ici pour ainsi dire, parce que les cabanes étaient toutes installées au bord de l'eau sur le terrain de personne, pour ainsi dire, parce que c'était des terrains qui n'intéressaient pas les agriculteurs parce qu'ils s'inondaient un peu. C'est-à-dire qu'ils n'avaient rien à eux. Mais bon c'était leur forme de subsistance et leur façon de vivre » (G19, 28/01/2016)

---

<sup>131</sup> <https://ecopolitica.org/manifiesto-de-daimiel-1978/> (consulté le 10/05/2017).

Ces familles mises à part, qui avaient construit leurs vies autour du fleuve et de la zone humide, le reste de la population de *Daimiel* opposait l'eau propre et fraîche des puits à l'eau malodorante et « sale » du marécage et soulignait les graves problèmes de paludisme subis par les habitants.

“Por fin estábamos consiguiendo desecar las Tablas. Habíamos metido ya las máquinas y estábamos empezando a desecarlas. Lo que llevábamos pidiendo desde hace muchísimo tiempo para poder desarrollarnos, para tener cultivos de regadío, para tener una industria conservera... o sea iba a ser eso... iba a acabar con el paro... íbamos a ser una región rica ¿no?. Pues justo en el momento en que ya se está ejecutando con las máquinas aquí y con las Tablas desecándose, pues llegan los ecologistas e izan la bandera de la conservación, pun, pun, pun, Felix Rodriguez de la Fuente...” (G03, 23/10/2015)

« Enfin nous allons réussir à assécher les Tablas. Nous y avons déjà mis les machines et commençons à l'assécher. C'est ce que nous demandions depuis très longtemps pour pouvoir nous développer, pour avoir des cultures d'irrigation, pour avoir une conserverie... ça allait être cela... on allait en finir avec le chômage... on allait devenir une région riche, n'est-ce pas ? Eh bien juste au moment où on avait mis en marche les machines et on commençait à dessécher les Tablas, arrivent les écologistes et ils lèvent le drapeau de la conservation, poum poum poum Felix Rodriguez de la Fuente... » (G03, 23/10/2015)

Parce que la propriété de ces extensions humides est passée des ordres religieux à la noblesse et finalement à l'État espagnol pour sa protection et que des usages tels que la coupe de bois ou l'utilisation des moulins ont été toujours interdits « au peuple », les habitants de *Daimiel* n'ont guère d'attachement pour « *Las Tablas* », leur tournent le dos ou les ignorent malgré leur proximité.

“Tú imagínate un jornalero cómo las tenía que pasar porque se acababa la aceituna y había que esperar a la siega. Se acababa la siega y había que esperar la vendimia y es que mientras tanto no tenían nada, ni para comer. Pues imagínate tú, cuando les dijeran que las Tablas no se podían tocar porque venían los señoritos de Madrid una vez al año a cazar... díles tú a esos que no se pueden desecar las Tablas porque los propietarios vienen a cazar, pues tú imagínate [...] es que el desconocimiento por este sitio ha traído una falta de apego” (G03, 23/11/2015)

« Imagine-toi comment devait se sentir le journalier quand l'olive était terminée et qu'il fallait attendre la moisson. La moisson était terminée et il fallait attendre les vendanges et entre-temps ils n'avaient rien, même pas de quoi manger. Alors imagine-toi, quand on leur a dit qu'on ne pouvait pas toucher les Tablas parce qu'une fois par an les petits seigneurs de Madrid venaient chasser... va leur dire qu'on ne peut pas dessécher Las Tablas parce que les petits seigneurs viennent chasser, alors imagine-toi [...] la méconnaissance de ce site a mené au désamour » (G03, 23/11/2015)

La relation de la ville de *Daimiel* avec le Parc National qui porte son nom continue ainsi à être ambiguë : l'idée d'une zone protégée « imposée », loin de tout consensus, traverse encore aujourd'hui les discours des acteurs locaux.

“¡Es que es algo impuesto! Por ejemplo, la protección por ejemplo de las Tablas de Daimiel es algo impuesto, no es algo que la gente haya querido. Es algo que ha venido de fuera y además se ha frustrado unas expectativas... a lo mejor esto explica por qué no se ha protegido este sitio, es decir, por qué

« Est-ce que c'est quelque chose d'imposé ! Par exemple la protection des Tablas est quelque chose d'imposé, ce n'est pas quelque chose qu'auraient voulu les gens. C'est quelque chose qui est venu de l'extérieur et qui a en plus frustré des perspectives... au mieux ceci explique pourquoi on n'a pas

no se ha protegido el humedal, te explica eso, porque nunca ha habido una ligazón” (G03, 23, 10/2015)

protégé la zone humide, ça l’explique, parce que il n’y a jamais eu un vrai lien » (G03, 23, 10/2015)

“Cuando se creó el Parque (Tablas de Daimiel) estaba toda la gente de alrededor amenazando con quemarlas, que si se hacían represas, se levantaba todo el mundo, alcalde incluido, se levantaba por la noche a quitar las presas que se ponían. Pues peleas, pues muchas ha habido siempre. La gente no entendía que ésto fuera Parque Nacional, porque para la gente esto estaba mejor seco y es que ¡fijate! eso que tiene ahora agua podía estar cultivado... Es que la gente no entiende” (G19, 28/01/2016)

« Quand on a créé le Parc, tous les gens des environs étaient là, menaçant de les brûler, si on faisait des barrages, tout le monde se levait, y compris le maire, se levait la nuit pour enlever les barrages. Alors des bagarres, il y en a toujours eu des tas. Les gens ne comprenaient pas que cela soit Parc National, parce que pour les gens c’était mieux sec et tiens ! Cette chose qui a maintenant de l’eau pourrait être mis en culture... C’est que les gens ne comprennent pas » (G19, 28/01/2016)

Ce divorce entre le Parc National et les habitants de *Daimiel* est mis en avant par les acteurs du territoire en lien professionnel ou associatif avec la zone protégée. Ils ne comprennent pas pourquoi la population *daimieleña* n’adhère pas à la protection de la zone humide et pourquoi elle s’interroge sur les raisons qui font y venir les touristes : « Pourquoi faire tous ces kilomètres ? pour voir quoi ? s’il n’y a rien à voir... ».

“Sí, que las Tablas están aquí pero todavía no tienen una gran aceptación en la gente de la zona. Por eso te digo, es algo así como ancestral. ¡Si es que han pasado ya muchos años! Nosotros somos "los del parque"... algo despectivo como que no va con ellos. Ellos son otra cosa. Todavía lo dicen así con desprecio...” (G19, 28/01/2016)

« Oui, les Tablas sont là mais ne sont guère acceptées par les gens de la zone. Je te le dis, c’est quelque chose d’ancestral. Il est déjà passé des tas d’années ! Nous sommes "ceux du Parc » quelque chose de méprisable, qui ne leur convient pas. Eux sont autre chose. Ils continuent à le dire avec mépris... » (G19, 28/01/2016)

“Con las Tablas están bombardeando continuamente, que si el turismo que si Las Tablas y la gente ve que viene gente, que vienen autobuses a Las Tablas. Pero todavía siguen diciendo “pero ¿para qué va usted allí ?, ¡si allí no hay nada ! Si eso no es nada”. Eso lo siguen diciendo si tú preguntas a la gente [...] aunque se intenta por activa y por pasiva que la gente que visita el parque... este año me parece que van a ser 180.000 visitantes lo que han tenido las Tablas, que pasen por el pueblo aunque sea una mínima parte, un 10%, que por lo menos entren 18.000 por el pueblo, no se consigue” (G08, 20/01/2016)

« Avec les Tablas on nous bombarde en permanence, que le tourisme, que les Tablas, et les gens voient que des gens viennent. Qu’ils viennent des autobus aux Tablas. Mais ils continuent à dire “Mais pourquoi vous y allez, s’il n’y a rien ! Si là-bas il n’y a rien du tout.” Ils continuent à le dire si tu leur demandes [...] bien qu’on essaie d’une façon ou d’une autre que les gens qui passent par le Parc... cette année je crois que ce seront 180 000 personnes qui auront visité les Tablas, qu’il en passe par la ville au moins un minimum, un 10 %, qu’au moins 18 000 personnes entrent dans la ville, mais on n’y arrive pas » (G08, 20/01/2016)

“La población estamos alejada del agua, bueno del agua no, del agua de los pozos y del campo no pero si de las Tablas que son superconocidas pero la gente de aquí no las conocen bien” (G09, 21/01/2016)

« Nous, la population sommes loin de l'eau, bon pas de l'eau des puits et de la campagne, mais de celle des Tablas, qui ont beau être super-connuës, les gens d'ici ne les connaissent pas bien » (G09, 21/01/2016)

“La gente de Daimiel, gente normal cuando vienen al parque y les explicas y dicen "joder, somos de aquí y no sabíamos lo que teníamos". Es que la gente viene como si fuera un parque de recreo, incluso si tiene que venir el niño con el patinete o el balón, viene. O si tienen que traer pan para dar de comer a los patos...” (G09, 21/01/2016)

« Les gens de Daimiel, des gens normaux quand ils viennent au Parc et que tu leur expliques, ils disent "bon sang on est d'ici et on ne savait pas ce qu'on avait". C'est que les gens viennent comme si c'était un parc d'attraction, au point que l'enfant apporte la trottinette ou son ballon. Ou alors ils apportent du pain pour donner à manger aux canards » (G09, 21/01/2016)

Le détachement est réciproque : l'administration du Parc National ne fait guère d'effort pour se rapprocher de la population de *Daimiel*. Elle gère ainsi ses visiteurs de son côté, sans organiser des circuits qui passeraient par la ville, par exemple mettre un système de parking dissuasif sur place avec des services de navettes entre la ville et la zone protégée. Par ailleurs, la signalisation de l'autoroute A4 soit l'autoroute du Sud (Madrid-Andalucía) indique à l'aide d'énormes panneaux la sortie vers *Tablas de Daimiel*, mais pas vers la ville de *Daimiel* ni vers la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda*... Le visiteur des *Tablas de Daimiel* sait-il qu'une ville appelée *Daimiel* de presque 20 000 habitants se trouve à 16 km ou qu'il rentre dans un espace protégé par l'UNESCO ?

“Es que la forma de que la gente pase por el pueblo es limitando el acceso y dejando el coche en el parking en el pueblo como hay en otros parques nacionales, sino, la gente... y entonces hay posibilidad de taxis todoterreno y tú, tu coche lo dejas en el pueblo. Es que los visitantes hacen su travesía y se van sin parar en el pueblo. Aquí la mayoría se van luego a visitar Almagro o la capital, Ciudad Real o a las bodegas de Valdepeñas... entonces, a ver.. es lo que tenemos” (G09, 21/01/2016)

« La façon de faire en sorte que les gens passent par la ville est de limiter l'accès, laisser la voiture en ville comme ça se fait dans d'autres parcs nationaux, sinon les gens... et on peut utiliser des voitures tout terrain et toi tu laisses ta voiture en ville. C'est que les visiteurs traversent et s'en vont sans s'arrêter à la ville. La plupart ici vont ensuite visiter Almagro ou la capitale, Ciudad Real ou les caves de Valdepeñas... alors, voilà où on en est » (G09, 21/01/2016)

Ceux qui sont farouchement attachés au Parc National, les scientifiques (biologistes, écologues, hydrogéologues...) et les écologistes, parlent des *Tablas de Daimiel* comme d'une personne malade qu'il faut soigner et dont on doit surveiller l'état de santé : *¿cómo van las Tablas?* (comment vont les *Tablas* ?). Ils utilisent des métaphores médicales comparables à celles utilisées par l'intellectuel régénérationniste Joaquín Costa en 1911 lorsqu'il parlait d'extirper le « cancer » du *caciquisme* (clientélisme) de l'Espagne du début du XX<sup>e</sup> siècle avec les mains d'un « chirurgien de fer » (Buchs, 2016a : 45). Clarimont (1999b : 262) mentionne un usage similaire de la métaphore médicale dans le conflit sur l'eau en *Aragón* dans les années 1990. Avec le temps, le vocabulaire en *Aragón* lors des périodes de forte tension dramatique a été remplacé par d'autres plus rigoureux, sobres et techniques (Clarimont, 1999b), mais ceux concernant les *Tablas de Daimiel*,

continuent à utiliser un langage allégorique et enflammé. Nos entretiens montrent ainsi un grand nombre de phrases qui traduisent le sentiment d'impuissance et de désarroi face à un malade en phase terminale qu'il faut sauver coûte que coûte : « les *Tablas* sont sur le point de mourir » « il faut leur faire une opération d'urgence » « elles naissent, vivent et meurent », « tu ressens de l'amour pour elles » « on voudrait leur faire une trachéotomie pour qu'elles respirent mieux » « demander pour les *Tablas* une mort digne » « je ressens de la peine » « c'est triste de les voir comme ça » etc.

Pour cette communauté de la connaissance environnementale, la lutte qui a commencé en 1973 ne peut et ne doit pas finir. « *Salvar las Tablas de Daimiel* » (sauver les *Tablas de Daimiel*) devient ainsi une sorte d'incantation, l'expression d'un rituel dans lequel on ne s'interroge même plus sur le sens environnemental de ce sauvetage. Récupérer un état écologique « idéal » est la cible affichée par tous ces acteurs qui tournent autour des *Tablas de Daimiel*. Mais cette référence de conservation se situe dans la période où les premières études ont vu le jour, soit à partir de la déclaration de Parc National, sans prendre en compte que l'histoire du site relève d'une anthropisation continue depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle (Celis *et al.*, 2015).

“Bueno también los científicos se pusieron a estudiarlo mucho. Es un sitio peculiar, un sitio que llamaba la atención a los científicos: un río que nace en un sitio, que desaparece, que vuelve a aflorar, que luego se junta con otro, que genera una zona de inundación tal y uno de los ríos se seca en verano y el otro no, uno tiene sal y el otro no. El sitio permanece inundado y vienen miles y miles de aves de todos los lados y en todas partes dicen que es un sitio importantísimo. Este sitio tiene algo, tiene magia, tiene algo que engancha... la necesidad de conservación que te he dicho antes era absoluta pero no hablo de actuaciones o de un programa, no, era supervivencia durante muchos años ¿eh? Había quién decía que aquello era una aberración desde el punto de vista de la conservación ¿no? y que decían que a las *Tablas* hay que dejarlas morir dignamente... pues si se las hubiera dejado morir dignamente pues en una situación como la actual pues ya no existirían, ya no serían nada...” (G25, 03/02/2016)

“Depende de la ventana de tiempo que se utilice... En los años 70, las *Tablas* estaban en un momento... que fue un momento único, que aquello era un paraíso desde todos los puntos de vista, de calidad de agua, de inundación y entonces la foto fija de referencia de lo que deben ser las *Tablas* son las que existían entonces ¿no?.

« Bon les scientifiques aussi se sont mis à l'étudier beaucoup. C'est un site particulier, un site qui attire l'attention des scientifiques : une rivière qui naît à un endroit, qui disparaît, qui ensuite s'unit avec un autre, qui génère une zone d'inondation et en été une des rivières s'assèche et l'autre non. Le site reste inondé et il vient des milliers et des milliers d'oiseaux de tous les côtés et partout on dit que c'est un site extrêmement important. Ce site a quelque chose, ce site est magique, il y a quelque chose qui vous envoûte... La nécessité de conservation dont je t'ai parlé était absolue mais je ne parle pas d'actions ou d'un programme, non, c'était de la survie pendant beaucoup d'années, eh ? Il y avait ceux qui disaient que c'était une aberration du point de vue de la conservation, non ? Et qu'il fallait laisser les *Tablas* mourir d'une façon digne... alors si on les avait laissés mourir dignement, dans une situation comme celle-ci elles n'existeraient plus, elles ne seraient plus rien... » (G25, 03/02/2016)

« Cela dépend de la fenêtre de temps à laquelle on se réfère... Dans les années 1970, les *Tablas* étaient à un moment... qui a été un moment unique, que tout cela était un paradis de tous les points de vue, de qualité d'eau, d'inondation et donc la photo de référence de ce que doivent être les *Tablas* est ce qui existait alors, non ? Évidemment cette photo

Evidentemente, la foto fija no es el incendio de las Tablas de Daimiel porque aquello estaba seco” (G01, 21/10/2015)

n’est pas l’incendie des Tablas de Daimiel parce que tout était sec » (G01, 21/10/2015)

Nous irions jusqu’à dire que le Parc National des *Tablas de Daimiel* est un *géosymbole* dans le sens exprimé par Bonnemaïson en 1981. Pour cet auteur, un *géosymbole* est « un lieu, un itinéraire, une étendue qui, pour des raisons religieuses, politiques ou culturelles prend, aux yeux des certains peuples et groupes ethniques, une dimension symbolique qui les conforte dans leur identité (Bonnemaïson, 1981 : 256). Dans notre cas, la raison qui correspondrait la mieux aux dynamiques retrouvées aux *Tablas de Daimiel* est issue du pouvoir environnemental et « le groupe » serait celui de la connaissance écologique qui acquière son « identité » à travers sa mission de porte-parole de cet écosystème aquatique.

Néanmoins, le Parc National des *Tablas de Daimiel* semble n’être plus qu’un décor, avec un récit magnifiquement entretenu de zone naturelle menacée mais à chaque fois sauvée. Le fait que cette zone humide soit en réalité une retenue traversée de canaux et barrages est apparemment un moindre détail qui ne doit pas interférer avec l’image de nature à l’état pur ou de *géosymbole* que l’administration du Parc et les environnementalistes souhaitent véhiculer<sup>132</sup>.

“El problema es el mismo de siempre ¿Por qué la gestión de las Tablas se hace para mantener el agua allí ? ¿Por qué la presa de Puente Navarro que está más abajo tiene como un metro o un metro y pico donde no puede desaguar porque es una solera de hormigón y ahí ya, a partir de medio metro o metro y pico es donde aparece la compuerta ? Es una presa que tiene más hormigón por debajo de la superficie del terreno que por encima para evitar que ni una gota de Tablas de Daimiel se pierda aguas abajo... cuando lo que pasa en una llanura de inundación es que todo el agua se va aguas abajo ¡Claro ! ¡Todo el agua !” (G01, 21/10/2015)

« Le problème est toujours le même. Pourquoi la gestion des Tablas est faite pour y maintenir l’eau ? Pourquoi le barrage de Puente Navarro en aval a environ un mètre ou un mètre et quelque qu’on ne peut vider parce que c’est un radier de béton et à partir d’un demi-mètre ou d’un mètre et quelque, on trouve la vanne ? C’est un barrage qui a plus de béton en dessous du sol qu’au dessus pour éviter qu’une seule goutte des Tablas de Daimiel se perde en aval... quand tout ce qui se passe dans une plaine d’inondation c’est que toute l’eau part en aval. Toute l’eau ! » (G01, 21/10/2015)

“¿En qué se ha ido transformando las Tablas con el tiempo? Pues en un embalse... [...] Se construyó la presa del Morenillo que es una presa central en el Parque” (G03, 23/10/2015)

« En quoi se sont transformées les Tablas avec le temps ? Eh bien en une retenue... [...] On a construit le barrage de Morenillo qui est un barrage central dans le Parc » (G03, 23/10/2015)

“...En el invierno ese 2010-2011, las pasarelas, que son los puentes que unen las islas en el itinerario más visitado, el agua sobrepasó esos puentes porque fue una avenida de golpe que no se esperaba y no dio

« Cet hiver 2010-2011, les passerelles, qui sont les ponts qui unissent les îles dans l’itinéraire le plus visité, l’eau a recouvert ces ponts parce que c’est arrivé d’un coup sans qu’on s’y attende et on a pas eu le temps

<sup>132</sup> En 1990, l’hydrogéologue Ramón Llamas dans un article pour le journal *El noticiero daimieleño* du 01/06/1990n à propos de la problématique du Parc National des *Tablas de Daimiel* affirmait déjà que cette zone humide était une « mare aux canards ». Source : Biblioteca Virtual de *Castilla-La Mancha*.



tiempo a abrir compuertas, pero realmente el Parque Nacional son compuertas, es como un pequeño embalsito ahora mismo, digan lo que digan. Mira, ésto es una presa de hormigón, aquí hay otra presa de escollera, aquí han hecho un dispositivo hidráulico que le llaman... que es una presa” (G09, 21/01/2016)

d’ouvrir les vannes, mais réellement le Parc National c’est les vannes, c’est maintenant comme une petite retenue, qu’ils disent ce qu’ils veulent. Regarde, ceci est un barrage de ciment, ici il y a un autre barrage en enrochement, là ils ont construit un dispositif hydraulique qu’ils appellent... qui est un barrage » (G09, 21/01/2016)

“...Ahora las Tablas se han convertido en un embalse, ya no es un humedal ¿sabes? Entonces tenemos que decir que sí, que luchamos por la naturaleza, pero es un embalse” (G19, 28/01/2016)

« ... Maintenant les Tablas se sont converties en une retenue, ce n’est plus une zone humide, tu sais ? Alors nous pouvons dire que oui, nous luttons pour la nature, mas c’est une retenue » (G19, 28/01/2016)

Comme dans le cas du Parc Naturel de Camargue en France (Picon, 2008), l’existence des barrages ou de l’alimentation artificielle en eau, qui mettent en évidence l’« artifice » du naturel, n’est nullement mentionnée aux visiteurs. Que ce soient les témoignages recueillis ou nos observations directes de terrain en tant que participante « incognito » aux circuits de visite organisés par des promoteurs touristiques le prouvent. On notera par exemple que le barrage de *Puente Navarro*, un ouvrage situé à l’aval des *Tablas de Daimiel* sur un rétrécissement naturel (Castaño *et al.*, 2014), pourtant essentiel pour maintenir l’inondation des *Tablas de Daimiel*, n’est pas mentionné sur les cartes du territoire du Parc National produites dans les livres de vulgarisation (Figure 21).



Figure 21. Croquis du Parc National des *Tablas de Daimiel* où ne figure pas l’actuel barrage de *Puente Navarro*, mais l’ancien moulin, désormais abandonné.

Source : Mejías Moreno (2014 : 250-251).

Hombre, aquí la gente tiene una idea general más o menos acertada de lo que pasa aquí, pero claro, no se dice... a ver... cuando se ponían pozos y se bombeaba agua de forma artificial ¿quién lo decía? Bueno, yo en la visita guiada. Si viene una gente y quiere informarse por darse una vuelta, no a todo el mundo le digo "tenga en cuenta que este agua es artificial", aquí no le doy el discurso. Si se dice, es enfocado a un objetivo, en este caso, la conservación del agua y el cuidado del agua" (G09, 21/01/2016)

"Aquí es muy bonito, ahora mismo está precioso, está maravilloso... la verdad es que es una joya pero... la verdad es que ponemos en los folletos que si la desecación en los periodos... pero todo eso se pone con letra pequeña, se enseña con la boca chica. Es que estamos en un circo. Esto es un circo. Nos hemos querido convertir en parque temático... queremos convertir los espacios en imágenes [...] Está claro que los Parques Nacionales son un escenario de las administraciones" (G19, 28/01/2016)

« Ici les gens ont une idée plus ou moins juste de ce qui se passe ici, mais bien sûr, on ne le dit pas... voyons... quand on mettait des puits et on pompait l'eau de façon artificielle, qui le disait ? Bon, moi lors de la visite guidée. S'il vient des gens et qu'ils veulent s'informer pour faire un tour, je ne dis pas à tout le monde "Prenez en compte que cette eau est artificielle", là je n'en parle pas. Si on le dit, c'est lié à un objectif, dans ce cas la protection de l'eau et l'attention à l'eau » (G09, 21/01/2016)

« Ici c'est très joli, actuellement c'est précieux, c'est merveilleux... la vérité est que c'est un bijou... la vérité est que nous mettons dans les dépliants que oui ça se dessèche lors des périodes... mais tout ceci s'écrit en petits caractères, se dit du bout des lèvres. C'est que nous sommes dans un cirque. Ceci est un cirque. Nous avons voulu nous convertir en parc thématique... nous voulons convertir les espaces en images [...] Il est clair que les Parcs Naturels sont un décor des administrations » (G19, 28/01/2016)

Le Parc National des *Tablas de Daimiel* occupe le centre de la scène environnementale et médiatique, dans *La Mancha* et au niveau national. Malgré cela, ou peut-être à cause de cela, sa gestion n'a pas encore été confiée à la communauté autonome de *Castilla-La Mancha*, contrairement à la quasi-totalité des autres Parcs Nationaux espagnols<sup>133</sup>.

"Resulta curioso que sea uno de los pocos parques nacionales que hay en España que la gestión no es regional sino que es nacional y bueno..." (G31, 12/02/2016)

"La gestión de los parques nacionales corresponde a las comunidades autónomas y tendrán que ir migrando todos hasta la gestión. Empezaron algunas comunidades autónomas como Andalucía, por ejemplo, que tenían muchas ganas de tener sus parques nacionales y han ido siguiendo otras y ahí entra la comunidad autónoma de Castilla-La Mancha que todavía no ha solicitado ese... es la comunidad autónoma que lo pide, la que lo tiene que pedir... La Junta no quiere tener un tema tan... tan... conflict... potencialmente conflictivo... porque realmente, no solo es la conservación del espacio sino que es también que todo lo relacionado con el parque tiene un

« Il est curieux que ce soit un des rares parc nationaux en Espagne où la gestion n'est pas régionale mais nationale, mais bon... » (G31, 12/02/2016)

« La gestion des parcs nationaux est de la compétence des communautés autonomes et tout, jusqu'à la gestion, devrait être transféré. Ça a commencé dans quelques communautés autonomes comme l'Andalousie, par exemple, qui étaient très désireuses d'avoir leurs propres parcs nationaux, cela a continué avec d'autres et là vient le cas de la communauté de Castilla-La Mancha qui ne l'a pas encore sollicité... c'est la communauté autonome qui le demande, qui doit le demander... La Junta ne veut pas prendre en charge un thème aussi... aussi... conflict... potentiellement conflictuel... parce que réellement, il ne s'agit pas seulement de la conservation de l'espace,

<sup>133</sup> Selon l'article 148 de la constitution espagnole, toutes les compétences environnementales sont transférées aux communautés autonomes. De ce fait, la gestion de tous les parcs nationaux espagnols a été transférée aux communautés autonomes concernées, sauf ceux de *Castilla-La Mancha* (*Tablas de Daimiel* et *Cabañeros*)

poder mediático, una repercusión mediática muy importante. Algo que trasciende lo que es la conservación. ¡Ojalá se le prestara a todos los sitios donde hay problemas de conservación tanta cancha como a las Tablas...” (G25, 03/02/2016)

mais tout ce qui concerne le parc a un pouvoir médiatique, une répercussion médiatique très importante. Quelque chose qui transcende la conservation. Puisse-t-on prêter à tous les sites où il y a des problèmes de conservation autant d'attention qu'aux Tablas !... »(G25, 03/02/2016)

Cette situation particulière s'accompagne d'un traitement « d'enfant gâté » pour le Parc National des *Tablas de Daimiel* de la part de l'administration espagnole : le Parc se trouve toujours dans les priorités budgétaires. Même en période de crise économique, quand d'autres actions environnementales programmées ailleurs restent en attente, celles concernant cette zone humide sont toujours réalisées. Comme affirme Florín (2011 : 150) : « nous avons confondu le contenant (la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda*) avec l'un des ses contenus (le Parc National des *Tablas de Daimiel*) ce qui relève d'une énorme irresponsabilité, car cette attitude met en péril le reste des zones humides de la Réserve et leurs valeurs culturels ».

“El agua (del trasvase) se llevó (a las Tablas de Daimiel) en el peor momento, porque cuando se llevó, al mes siguiente empezó a llover y se ha tirado dos años lloviendo y luego volvió a llover un montón y el agua que llevaron sirvió para que se hicieran la foto los políticos antes de las elecciones y se acabó porque después llovió tanto, tanto, tantísimo que rebosó aquello y hubo que abrir las compuertas (de la presa)” (G01, 21/10/2015)

« L'eau (du Trasvase Tajo-Segura) a été apportée (aux Tables de Daimiel) au pire moment parce que lorsqu'on l'a apportée, le mois suivant il a commencé à pleuvoir et il a plu beaucoup deux ans de suite et l'eau a servi pour que les politiciens se fassent prendre en photo avant les élections et ensuite c'était fini, il pleuvait tellement que tout a débordé et il a fallu ouvrir les vannes (du barrage) » (G01, 21/10/2015)

“Luego vinieron los recortes y no había dinero para el Plan Nacional de Reutilización de Aguas, pero hubo dinero para hacer actuaciones puntuales en Daimiel. Se han hecho obras que tenían el mismo presupuesto que se necesitaba para ejecutar el proyecto de reutilización de aguas” (G01, 21/10/2015)

« Ensuite sont venues les coupes budgétaires pour le Plan Nacional de Reutilización de Aguas, mais il y a eu de l'argent pour réaliser des actions ponctuelles à Daimiel. On a réalisé des constructions sur le budget même qui était nécessaire pour exécuter le projet de réutilisation de l'eau » (G01, 21/10/2015)

Ce contexte privilégié pour le Parc, son prestige, la préférence affichée pour les *Tablas de Daimiel* font que les autres zones humides, comme c'est le cas pour les *Lagunas de Ruidera*, se sentent et sont effectivement oubliées. Là encore, notre observation directe et nos entretiens confirment que ces « autres » lagunes de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* n'ont d'existence que pour leurs gestionnaires et éventuellement la population riveraine, bien loin de l'exception des *Tablas de Daimiel*. Ceci remet en cause la Réserve de Biosphère en tant qu'unité de protection dans la mesure où elle s'exerce, au moins en théorie, sur un territoire où les compétences de gestion et les engagements politiques s'entremêlent dans un ballet arbitraire et désordonné.

“El problema de la Reserva... es que hay otros humedales que tienen vida propia como las Lagunas de Ruidera que son parque natural que tienen un órgano de participación... pero la Reserva de la Biosfera no tiene nada de esto.. Luego es que tienes que tener en cuenta otro componente y que contribuye a generar más complicación todavía. Y es el tema de... eh... del reparto político y competencial. Vamos a ver. Las lagunas... vamos a ver la Reserva de Biosfera la gestiona la comunidad autónoma de Castilla-La Mancha, pero el parque nacional de las Tablas de Daimiel no lo gestiona la Junta, seguimos funcionando con presupuesto de... de Madrid. Con lo cual te encuentras con una Reserva de Biosfera recientemente ampliada a no sé cuántas miles de hectáreas, gestionada por la comunidad autónoma donde hay pequeñas islas que tienen su peculiaridad conservacionista, no solamente por la figura declarativa sino también por su propio funcionamiento. Hay unas leyes de parque nacional y tienes un patronato... Las lagunas de Ruidera como parque natural tienen no sé qué. Hay otros humedales que son reservas de caza que tienen sus peculiaridades legislativas y luego hay una filosofía del buenismo que se supone de buenas prácticas en la Reserva de la Biosfera con respecto a los humedales, pero claro, el buenismo y las buenas prácticas llega un momento en que chocan con la ruda realidad y no hay herramientas de gran porte... (G25, 03/02/2016)

« Le problème de la Réserve... c'est qu'il a des zones humides qui ont leur propre existence comme les Lagunas de Ruidera qui sont Parc naturel et ont un organe de participation.. mais la Réserve de la Biosphère n'a rien de cela. Ensuite, tu dois tenir compte d'une autre composante que vient encore compliquer les choses. C'est le thème de... eh... du partage politique des compétences. Voyons. Les lagunes... allons voir la Réserve de Biosphère est gérée par la communauté autonome de Castilla-La Mancha mais le parc national des Tablas de Daimiel n'est pas géré par la Junta, on continue à fonctionner avec un budget... de Madrid. Ainsi tu te retrouves avec une Réserve de Biosphère récemment élargie à je ne sais combien de milliers d'hectares, gérée par la communauté autonome, où se trouvent de petites îles qui ont leur particularité de conservation, non seulement par statut de déclaration mais aussi par fonctionnement propre. Il y a des lois de parc national et tu as un conseil d'administration. Les lagunes de Ruidera en tant que parc naturel ont je ne sais quoi. D'autres zones humides sont des réserves de chasse et ont leur particularités législatives et ensuite il y a une philosophie d'angélisme qui suppose de bonnes pratiques dans la Réserve de la Biosphère en ce qui concerne les zones humides, mais bien sûr l'angélisme et les bonnes pratiques se heurtent à un moment ou un autre à la réalité crue et il n'y a pas d'instruments de grande portée... (G25, 03/02/2016)

## **Chapitre 6**

### **L'eau au Mexique**

#### **Le fleuve *Usumacinta* à *Tabasco***

### **6.1. Une gestion axée sur l'accès à l'eau de tous les Mexicains**

#### **6.1.1. L'écart entre l'affichage politique et les réalités vécues**

Le Mexique fait face à de nombreux défis en matière de gestion de l'eau : augmentation démographique, vieillissement des réseaux, surexploitation des nappes et l'inégalité d'accès en ville, plus marquée encore en milieu rural. Le gouvernement mexicain affiche dans ses lois successives, règlements et actions une intention première : celle d'élargir l'accès à toute la population. Mais ceci apparaît encore aujourd'hui comme un objectif à long terme. Au service de cette intention, plusieurs réformes de la gestion de l'eau se sont enchaînées depuis la constitution politique des États Unis Mexicains en 1917. L'eau au Mexique a été traditionnellement gérée par le pouvoir fédéral avec des modèles de gestion publique très centralisés (Kauffer, 2006a). L'eau était alors considérée comme « bien national sauf preuve du contraire » (Rolland et Vega Cárdenas, 2010 : 160).

À partir de 1992, d'autres modèles de gestion basés sur la décentralisation administrative, la démocratisation dans la prise des décisions et la privatisation de l'eau font irruption sous l'égide des organismes économiques internationaux (Rolland et Vega Cárdenas, 2010). En effet, la grave crise économique qu'a traversé le pays dans les années 1980-1990 a obligé le gouvernement à demander l'aide financière de la Banque Mondiale, du Fond Monétaire International et de la Banque Interaméricaine de Développement (Schmidt, 2005). Cette aide a été conditionnée à une modification profonde des institutions mexicaines, avec « des doctrines qui n'avaient jamais été présentes dans les politiques de l'eau mexicaines » (Rolland et Vega Cárdenas, 2010 : 168).

C'est ainsi qu'est née la *Ley de Aguas Nacionales* (LAN) (Loi des Eaux Nationales) en 1992<sup>134</sup> en remplacement de celle existant depuis 1972. La LAN était censée conférer un rôle plus actif aux États mexicains dans la gestion de l'eau, mais paradoxalement, comme le signale Biswas (2003), c'est autour de la *Comisión Nacional del Agua* (CONAGUA) (Commission Nationale de l'Eau)<sup>135</sup>, institution éminemment centralisée, que s'est structurée cette décentralisation théorique en se déclinant dans des bureaux déconcentrés de l'organisme fédéral. La Loi de 1992 reflète aussi les orientations des organismes financiers internationaux vers la privatisation des services et la construction privée d'infrastructures liées à l'eau. Elle relègue l'État à sa seule fonction normative, d'attribution des permis et concessions (Rolland et Vega Cárdenas, 2010). Comme l'affirme Albertani (2012 : 2), « l'État cesse d'assumer le rôle d'ordonateur et de directeur du développement social, se limitant à être garant de la viabilité du marché ».

En 2004, toujours sous le regard des organismes internationaux, la LAN a été soumise à une nouvelle réforme qui attribue une plus grande importance encore à la valeur économique de l'eau (Rolland et Vega Cárdenas, 2010 : 178). Ces transformations profondes n'ont pas été acceptées par tous les secteurs sociaux et économiques mexicains. Selon Rolland et Vega Cárdenas (2010 : 179), « le débat a été centré sur la transformation clandestine du statut juridique de l'eau puisque aucune modification constitutionnelle ou législative n'a été soumise aux instances officielles du Congrès des députés ». Albertini (2012 : 4) ajoute que la « décentralisation » est un terme trompeur puisqu'en réalité par décentraliser, on doit comprendre une stratégie consistant à livrer les systèmes hydrauliques aux gouvernements des États fédéraux et aux municipalités avec le but d'ouvrir la porte à la privatisation ».

Depuis 2012 le Mexique fait partie des pays qui ont incorporé à leur constitution le droit humain à l'eau, ce qui l'oblige à considérer l'eau comme une priorité face à d'autres intérêts avec lesquels elle pourrait rentrer en conflit. L'affichage de ce droit universel à l'eau n'est pas nouveau puisqu'il avait déjà été souscrit par le Mexique en 1980 avec la signature du Pacte International relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels des Nations Unies<sup>136</sup>, sans être pour autant respecté (Gutierrez Rivas, 2016). Le respect des obligations internationales a donc été réaffirmé en 2012 dans l'article 4 de la Constitution mexicaine<sup>137</sup>.

---

<sup>134</sup> Diario Oficial de la Federación, mardi 1er décembre de 1992. Secrétariat d'Agriculture et de Ressources en Eau.

<sup>135</sup> La CONAGUA est l'organisme national chargé de la préservation, administration et gestion des eaux nationales créé en 1989 (Diario Oficial de la Federación, lundi 16 janvier de 1989. Tome CDXXIV, n° 11).

<sup>136</sup> <http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx> (consulté le 14/05/2017).

<sup>137</sup> Constitution du Mexique (2012), Art. 4 § 6 : "*Toda persona tiene derecho al acceso, disposición y saneamiento de agua para consumo personal y doméstico en forma suficiente, salubre, aceptable y asequible. El Estado garantizará este derecho y la ley definirá las bases, apoyos y modalidades para el acceso y uso equitativo y sustentable de los recursos hídricos, estableciendo la participación de la Federación, las entidades federativas y los municipios, así como la participación de la ciudadanía para la consecución de dichos fines*" (Toute personne a le droit à l'accès, disposition et assainissement de l'eau pour la consommation personnelle et domestique en quantité suffisante, potable, acceptable et accessible. L'État garantira ce droit et la loi définira les bases, appuis et modalités d'accès et d'usage équitable et durable des ressources hydriques, en établissant la participation de la Fédération, les entités fédérales et les communes, ainsi que la participation des citoyens pour l'accomplissement de ces fins).

En raison de cet affichage constitutionnel qui oblige à la prise en compte des principes de droit universel à l'eau dans la législation sur l'eau, un nouveau projet de réforme de la loi sur l'eau est en cours de discussion mais semble actuellement gelé. Ce projet est en effet très controversé et le débat reste ouvert, toujours en discussion et soumis à de forts conflits et rejets (Diego Cruz *et al.*, 2015). Les nombreux détracteurs du projet de la nouvelle loi accusent ses promoteurs de vouloir privatiser les eaux mexicaines de manière déguisée, d'encourager les transferts d'eau inter-bassin et surtout d'être très frileux en matière de mécanismes de participation sociale et de distribution du pouvoir aux États et aux municipalités (Diego Cruz *et al.*, 2015 ; Nieves Velázquez et Villegas González, 2017).

Les positions semblent inconciliables, surtout depuis l'émergence de nouveaux profils d'acteurs dénommés « les oubliés du stress hydrique » (De Alba et Cruz, 2013 : 13). Les protestations de ces groupes ont dépassé le cadre local et sont capables de mobiliser des ressources humaines et politiques au-delà des personnes directement affectées. Ces acteurs mexicains refusent « que la manière de penser des législateurs, du Président et de la CONAGUA soit la seule qui puisse exister en matière d'eau au Mexique » (Nieves Velázquez et Villegas González, 2017 : 94). Ils s'opposent radicalement à toutes les propositions de la CONAGUA.

Parmi ces groupes visibles d'opposition, nous retrouvons une forte présence de la communauté universitaire mexicaine et une ONG, *Agua para todos* (De l'eau pour tous), constituée par 33 organisations consacrées à l'étude, l'analyse et la défense de l'eau<sup>138</sup>. Ils promeuvent, entre autres, le *buen gobierno del agua* (la bonne gouvernance de l'eau) et le respect des systèmes d'eau indigènes et d'autogestion hydrique. La « bonne » gestion de l'eau qu'ils proposent s'oppose à la « mauvaise » gestion de la CONAGUA et du gouvernement mexicain, sans qu'un dialogue paraisse possible.

En attendant la résolution des controverses, c'est encore la Loi des Eaux Nationales de 2004 qui régit les eaux du pays. Elle définit la distribution et le contrôle de l'eau et désigne la CONAGUA comme l'institution responsable d'exercer l'autorité et l'administration de l'eau au nom du gouvernement national<sup>139</sup>. Elle fait abstraction du droit fondamental à l'eau intégré pourtant à la constitution mexicaine (Trejo Sánchez et Sanabria Valdés, 2011), ce qui contribue à la grande confusion juridique actuelle (Gutierrez Rivas, 2016).

La loi de 2004 gère l'eau nationale sur les principes de la GIRE (Ruiz, 2015). Chaque État mexicain est censé élaborer sa propre planification hydrologique, tandis que les instances municipales sont chargées de la distribution et l'assainissement de l'eau dans le cadre urbain. Les *Comisiones Estatales del Agua* (Commissions Étatiques de l'Eau) fonctionnent théoriquement comme des organismes de bassin dans chacune des 13 régions hydrologico-administratives qui divisent le pays en termes de gestion des eaux. Elles sont dépendantes

---

<sup>138</sup> <http://aguaparatodos.org.mx/> (consulté le 17/05/2018).

<sup>139</sup> <https://agua.org.mx/legislacion-del-agua/> (consulté le 14/05/2017).

des gouvernements de chaque État et travaillent en collaboration avec la CONAGUA et les organes municipaux. Néanmoins, ainsi que le signalent Carabias et Landa (2005), l'administration de l'eau est une affaire très compliquée au Mexique : « il y a divorce entre la relation entre la gestion de l'eau et la gestion de bassin dans les politiques publiques et par conséquence au sein des institutions chargées de les mettre en place » (Burgos et Bocco, 2014 : 27), mais probablement pas plus compliqué qu'ailleurs.

Dans ce contexte de relatif désordre législatif sur l'eau, la CONAGUA a publié en 2012, l'*Agenda del Agua 2030*<sup>140</sup> (Agenda de l'Eau 2030), dans lequel elle substitue à l'ancienne politique hydrique mexicaine du XX<sup>e</sup> siècle fondée sur l'augmentation de l'offre en eau, une autre approche de construction des infrastructures hydrauliques basée sur le développement durable. Pour l'élaboration de ce document, la CONAGUA a réalisé 13 études techniques des alternatives d'usage durable de l'eau à l'horizon 2030, une par région hydrologique-administrative. Ce document prospectif met en exergue l'échec de la démarche suivie jusqu'alors pendant les années 1980-1990 marquée par le contrôle de la demande. Il reprend les concepts proposés par les institutions internationales, tels que ceux de gouvernance, de gestion de bassin ou de Gestion Intégrée des Ressources en Eau. Les objectifs affichés sont extrêmement ambitieux - dépolluer tous les fleuves du pays, assurer l'équilibre de toutes les nappes, atteindre une couverture universelle pour l'eau potable et l'assainissement, protéger les sites soumis à inondation - et relèvent plus de déclarations d'intention que d'un agenda politique réaliste à l'horizon 2030. Les propositions émises se résument surtout à un programme d'ouvrages hydrauliques, faisant peser la menace d'un manque d'eau et de demandes non satisfaites si ces ouvrages ne sont pas réalisés. Rationaliser la consommation d'eau passe aussi évidemment par la responsabilisation *versus* culpabilisation du consommateur d'eau urbain (Figure 22).

Selon Murillo Licea (2014), l'Agenda de l'Eau 2030 serait un bon exemple de la création de faux consensus, en faisant croire que les thématiques abordées sont passées par des processus de participation sociale. Il affirme que ces thèmes sont répétitifs, tautologiques et plats. Pour lui, il n'y a même pas de consensus dans la communauté scientifique mexicaine qui considère, pour une bonne part, que les problèmes de l'eau au Mexique sont autres.

---

<sup>140</sup> [www.conagua.gob.mx/conagua07/publicaciones/publicaciones/sgp-10-12baja.pdf](http://www.conagua.gob.mx/conagua07/publicaciones/publicaciones/sgp-10-12baja.pdf) (consulté le 14/05/2018).



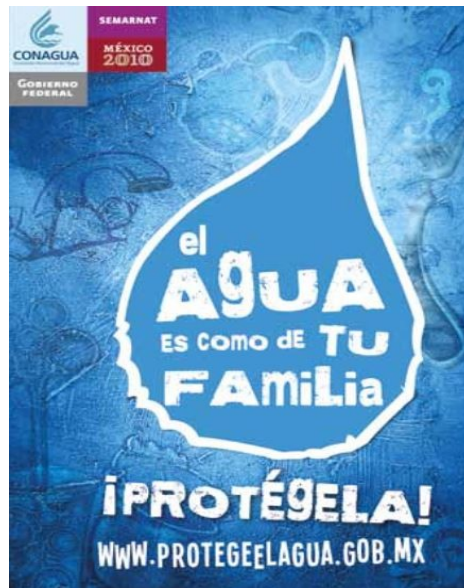


Figure 22. Campagne de sensibilisation citoyenne lancée au Mexique en 2009 par la CONAGUA à l'issue de l'Agenda de l'Eau 2030. « L'eau est comme la famille, protège-la ! ».

Source :

<http://comitesanantonio.blogspot.com/2011/07/el-agua-es-como-de-tu-familia-protégela.html>. (consulté le 14/05/2018).

Au-delà des bonnes intentions affichées, on peut observer que la politique de gestion de l'eau est réservée aux instances fédérales, et continue à répondre au modèle de *mission hydraulique* basée sur la suprématie d'une *hydrocratie*, toujours présente au Mexique (Wester *et al.*, 2009). Cette *hydrocratie* contrôle les décisions et les budgets concernant la construction d'ouvrages hydrauliques. Sa permanence expliquerait l'inertie et la résistance au changement institutionnel et politique dans la gestion de l'eau (Wester *et al.*, 2009). Son discours justifierait la construction d'ouvrages hydrauliques pour pallier les déséquilibres hydriques d'accès à l'eau du pays (López-Ramírez, 2014 ; Ruíz Ortega, 2016). D'après Bataillon et González (2012 : 103), cette *hydrocratie* serait « la dépositaire de la puissance fédérale du Mexique et donc [serait] légitimée pour décider tout ce qui concerne l'eau du pays ».

Pour Rolland et Vega Cárdenas (2010 : 166) un autre facteur s'ajoute à la caractérisation des politiques sur l'eau au Mexique. Il s'agirait de « l'influence que les différentes idéologies des gouvernants mexicains ont eu sur les politiques de l'eau tout au long de l'histoire ». L'étude conduite par De León Ardón et De las Nieves Sánchez Guerrero en 2017 reprend cette même idée et témoigne du manque de continuité dans les programmes conduits par la CONAGUA : ils suivent le rythme sexennal de chaque changement de gouvernement. Ces programmes pluriannuels ont cependant quelques points en commun,

notamment l'absence de participation des usagers de l'eau. Ainsi, les plans hydrologiques de bassin seraient réorganisés tous les six ans sans prendre en considération les objectifs et actions des plans précédents et chaque nouvelle administration serait donc censée reprogrammer seule et sans consultation de nouveaux scénarios de gestion de l'eau. Enfin, le problème de l'eau au Mexique est souvent et d'abord présenté comme un problème de « mauvaise » gestion (De León Ardón et De las Nieves Sánchez Guerrero, 2017 ; Ruelas-Monjardín et Travieso-Bello, 2017).

Comme dans d'autres parties du monde, les discours abondent sur une « bonne » gestion qui permettrait à elle seule d'éviter les conflits. Ceci, au Mexique comme ailleurs, revient à réduire les problèmes de l'eau à un affrontement manichéen entre deux formes de gestion et constitue sans doute un bon moyen de ne pas s'attaquer à des racines plus profondes liées aux inégalités sociales (Latargère, 2018).

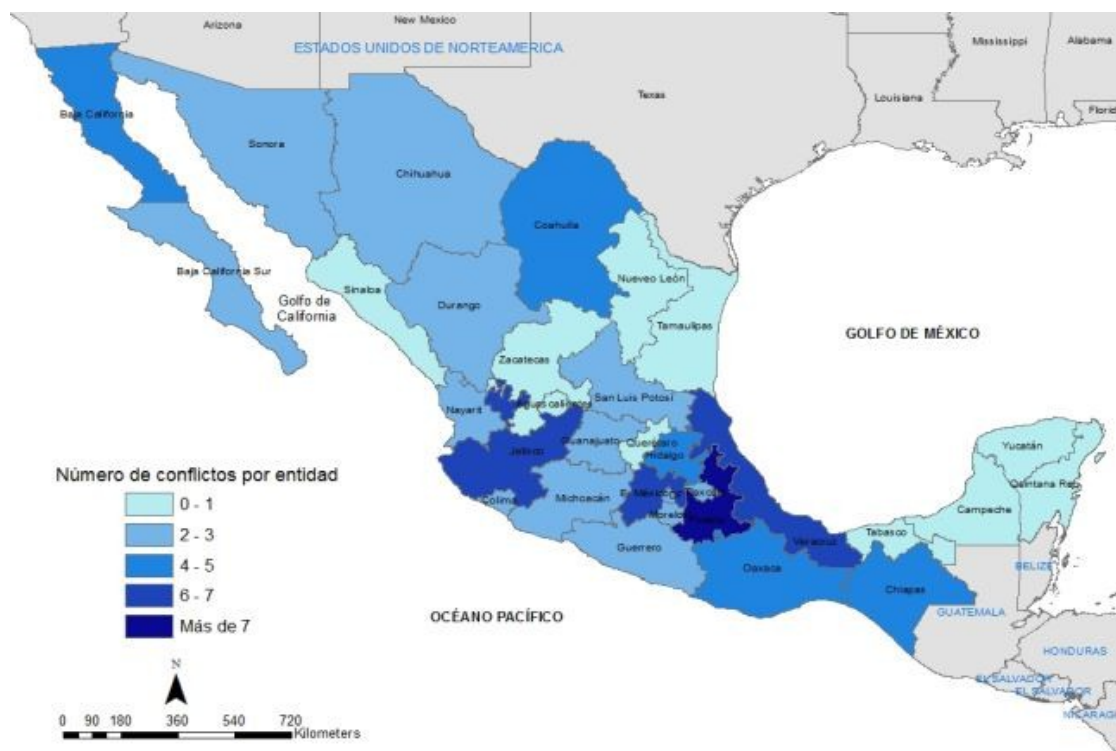
### **6.1.2. Des conflits liés à la mauvaise gestion de l'eau ou plutôt aux inégalités sociales ?**

Dans un pays de grands contrastes hydriques comme le Mexique, le gradient hydrique (le sud et sud-est reçoivent 75 % des pluies mexicaines tandis que le nord et le centre les 25 % restants<sup>141</sup>) ne semble pas avoir une relation directe avec le nombre et l'intensité des conflits liés à l'eau entendus comme manifestations publiques visibles (Figure 23).

Pour López-Ramírez (2014) ces conflits liés à l'eau au Mexique seraient pour la plupart occasionnés par la construction d'infrastructures hydrauliques sans prendre en compte la participation citoyenne. Il résume ainsi les deux points de friction principaux que nous avons évoqués dans les paragraphes précédents : la poursuite d'une *mission hydraulique* dissimulée et le manque de participation des usagers et riverains pour sa mise en place. En revanche, on retrouve peu de manifestations de protestation recensées liées aux inégalités de l'accès à l'eau potable, pourtant plus importants en milieu rural habité par des peuples indigènes.

---

<sup>141</sup> <http://derechohumanoalagua.org.mx/mexico.php> (consulté le 14/05/2018).



**Figure 23. Conflits actifs autour de l'eau au Mexique enregistrés depuis 1990.**  
**Source : Ruiz (2016 : 65).**

En effet, les statistiques concernant les conflits autour de l'eau au Mexique confirment une prédominance des protestations dans les cas de projets de construction de barrages. Ainsi depuis 1980, 70 % des projets de barrages sont passés par un type ou un autre de conflit (Ruiz Ortega, 2016). Ces barrages, envisagés pour la production d'hydroélectricité, l'irrigation des terres ou le contrôle des inondations ont provoqué le déplacement des populations et la perte des terres au nom d'un bénéfice supposé pour la société mexicaine dans son ensemble (Boege, 2008).

Ce n'est, probablement, pas par hasard si ces projets se situent pour la plupart en territoires peuplés par une majorité de population indigène. Ils deviennent ainsi des territoires d'une grande importance stratégique pour l'État (Boege, 2008) avec d'énormes connotations de contrôle politique (De Palacio, 2010). *Vivir donde nace el agua* (Vivre où naît l'eau) comme le mentionne le titre d'un ouvrage de Gómez Reyes (2011) n'est pas toujours synonyme de droit d'accès à l'eau mais plutôt de source de tensions.

C'est le cas du projet de barrage *Boca del Cerro* dans le bassin du fleuve *Usumacinta*, à proximité de la ville de Tenosique dans l'État de *Tabasco*, qui a été relancé à plusieurs reprises puis toujours reporté depuis les années 1960 (De Palacio, 2010, Gandin, 2013). Actuellement, ce projet n'est pas abandonné complètement. Il demeure toujours dans le portefeuille de l'État mexicain, dans l'attente d'une opportunité politique et sociale qui permettrait de le réaliser. Ce méga-projet sur le site de *Boca del Cerro* prévoyait au départ

un barrage de 135 m de hauteur et une surface inondée de 645 km<sup>2</sup>, 530 km<sup>2</sup> au Mexique et 115 km<sup>2</sup> au Guatemala, pour une production électrique de 17,4 billions de kilowatt-heure par an (Peña, 2006). Même si le projet dans sa conception première a été abandonné en 1992 principalement à cause de désaccords frontaliers avec le Guatemala (De Palacio, 2010), l'enjeu du bassin de l'*Usumacinta* reste l'hydroélectricité. Ainsi, la *Comisión Federal de Electricidad* (Commission Fédérale d'Electricité) envisage l'intégration du barrage *Boca del Cerro* dans un projet plus large de 5 barrages dans le cadre d'un plan national pour renfoncer l'exportation d'énergie électrique (Amezcuca *et al.*, 2007).

Une résistance citoyenne au projet s'est organisée en 1986, avec el *Grupo de los Cien* (le Groupe des Cents), constitué par des artistes et intellectuels de renommée internationale, qui a pour objectif de contester le projet. Les protestations ont transcendé les frontières nationales avec des titres dans la presse internationale, comme celui du journal *New York Times* de mars 1987, « *Don't Flood the Maya Vatican* » (« N'inondez pas le Vatican Maya »)<sup>142</sup> où on comparait les effets de la construction du barrage à ceux d'une guerre contre la population indigène.

Plus récemment, selon le *Grupo de los Cien*, les messages envoyés par le gouvernement à la population civile de Tenosique, Villahermosa ou Emiliano Zapata à travers les médias ne parlent plus de « barrages » mais de « déviations du courant d'eau pour bénéficier de sa force »<sup>143</sup>. Le mouvement de contestation s'est récemment globalisé et entreprend des actions au niveau méso-américain contre les barrages projetés par le corridor électrique du *Plan Puebla-Panamá*, un système d'interconnexion électrique des pays d'Amérique Centrale.

Le bassin de l'*Usumacinta*, un des derniers fleuves au monde non régulé, reste un territoire convoité, où 52 % de la terre qui serait submergée sous les eaux du barrage correspond à des *ejidos* et où la plupart de la population est indigène (Peña, 2006 ; Castro Soto, 2014). Le frein fondamental auquel se heurte la CFE pour mener à bien son projet est la présence de ces populations plus que d'autres questions liées à la perte de biodiversité et du patrimoine culturel maya - deux sites archéologiques se trouveraient menacés de disparition, *Yaxchilán* et *Piedras Calientes* (Castro Soto, 2014).

Les organisations indigènes, paysannes, sociales et des droits de l'Homme qui continuent à se mobiliser dans le bassin de l'*Usumacinta* parlent de spoliation des terres, de l'eau et des biens communs de la nature (Castro Soto, 2014). Ils se considèrent eux-mêmes comme le berceau « de la résistance contre les barrages en Amérique Centrale » (Castro Soto, 2014 : 12) mais pas seulement : le mouvement a rejoint le courant de l'altermondialisme - la construction de barrages n'est plus leur seul cheval de bataille - et se présente comme une lutte contre le « grand capital et les banques » dans sa globalité.

<sup>142</sup> <https://www.nytimes.com/1987/03/31/opinion/don-t-flood-the-maya-vatican.html> (consulté le 26/05/2018).

<sup>143</sup> <https://www.change.org/p/digamos-alto-a-ecocidio-y-desplazamiento-de-ind%C3%ADgenas-por-construcci%C3%B3n-de-presa-hidroel%C3%A9ctrica-boca-del-cerro-tenosique-tabasco-m%C3%A9xico> (consulté le 26/05/2018).

Toutefois, les barrages ne sont pas les seuls projets d'aménagement hydraulique contre lesquels des groupes de la société civile mexicaine élèvent leur voix. Un autre espace de conflictualité très visible se trouve dans les territoires indigènes susceptibles d'approvisionner les grandes villes en eau (Boege, 2008). Les protestations dans les périphéries des grandes villes mexicaines relèvent, dans un premier abord, d'une dichotomie rural-urbain, mais pas seulement. A nouveau, comme dans le cas des projets de barrage, ce sont des populations indigènes qui se trouvent affectées par les ouvrages hydrauliques de conduite d'eau. On leur « vole l'eau » disent-ils, et aucune compensation économique ne leur est offerte en échange (Boege, 2008 ; Gómez-Fuentes, 2014).

Diego Cruz *et al.* (2015 : 2) parlent de *paradigme technologique* pour nommer ce phénomène consistant à importer de l'eau des territoires indigènes vers les villes. Pour ces auteurs, on assiste à « un paradoxe des civilisations dans le sens où il s'agirait d'un nouveau mouvement des métropoles contre les peuples originaires qui après des siècles passés à habiter et préserver des zones de grande richesse écologique doivent accepter la décision fédérale et se voir déposséder de leur eau ». A l'instar de ce qui s'est passé pour les projets de barrages, les réactions de protestation des milieux ruraux-indigènes ont surpris par leur énergie et leur haut degré d'implication.

L'enjeu des deux types de conflits semblerait être l'eau, sa disponibilité et sa jouissance, mais les revendications font plutôt appel à une identité indigène outragée depuis le temps de la colonisation espagnole puis par les gouvernements mexicains successifs jusqu'à aujourd'hui, une opposition de deux mondes, celui du développement contemporain et celui des cultures originaires (Shiva, 2004). Diego Cruz *et al.*, (2015 : 6) expriment cette même idée en affirmant que « la dispute se trouve entre un État (constitué) contre un autre « État originaire » (non constitué) fruit de la relation directe avec son habitat ».

Il est certain que l'inégalité sociale a été, et continue à l'être, le facteur décisif et permanent de la structuration économique, politique et culturelle de la société mexicaine (Pérez Correa, 2014 : 123). Les conflits de résistance à cette inégalité sont nombreux dans l'histoire du Mexique. Hier c'était à cause de la propriété de la terre (Lara Andrade, 2014), aujourd'hui c'est à cause de l'eau<sup>144</sup>. Mais le détonateur demeure le même, à savoir, une

---

<sup>144</sup> Le président sortant du Mexique, Peña Nieto, a entrepris une réforme de la régulation des concessions d'eau dans le pays avant la fin de son mandat. Il a signé 10 décrets « de réserve », correspondant à 10 bassins versants du pays, dont *Grijalva-Usumacinta*, selon lesquels 50 % de l'eau superficielle du pays serait protégée pour des usages domestiques et environnementales. Les organisations citoyennes voient dans cette réforme une porte ouverte à la privatisation de l'eau et aux concessions d'eau arbitraires qui pourraient favoriser les entreprises privées (minières, pétrole...) Journal *Verificado* du 20/06/2018. « ¿Los decretos firmados por Peña Nieto privatizan el agua ? » (Les décrets signés par Peña Nieto ont privatisé l'eau). <https://verificado.mx/decretos-agua-segun-organizaciones-y-gobierno/> (consulté le 27/05/2018). Pour sa part, le nouveau président, López Obrador, avait promis lors de la campagne électorale d'éliminer ces 10 décrets de réserve qui selon lui allaient privatiser l'eau mexicaine. Journal *El Financiero* du 19/06/2018. « No privatizaré el agua : López Obrador » (Je ne vais pas privatiser l'eau : López Obrador). <https://www.elfinanciero.com.mx/elecciones-2018/no-privatizare-el-agua-lopez-obrador> (consulté le 27/05/2018). En août 2019, cette contre-réforme n'a pas encore eu lieu et le devenir des 10 décrets de réserve reste en suspens.

identité indigène construite par une base sociale qui se constitue en acteur du conflit et s'appuie sur un *mécanisme de certification* par la communauté internationale (Tilly et Tarrow, 2008).

Cela a été le cas pour les revendications zapatistes au *Chiapas*, au bassin de l'*Usumacinta* en 1994, où l'ancienne tradition indigéniste mexicaine s'est associée à de nombreuses ONG internationales pour reconnaître cette lutte comme faisant partie d'un mouvement plus large contre la mondialisation (Tilly et Tarrow, 2008) et en a tiré sa force. Sans cette visibilité du mouvement de contestation au-delà des frontières du *Chiapas*, les acteurs indigènes zapatistes seraient probablement restés dans l'oubli, comme cela a été le cas pendant les révoltes de la période coloniale (Pacari, 2004), où les mouvements indigénistes des années 1950-60, puis de 1970 (Gasparello, 2015).

La notoriété de la révolte indigène zapatiste a permis l'inclusion dans la constitution mexicaine des droits collectifs des peuples indigènes par les *Acuerdos de San Andrés* (Accords de Saint André) signés en 1996, mais dans la pratique l'acceptation des communautés indigènes en tant que sujets de droit demeure encore en suspens (Lara Andrade, 2014). La principale revendication des peuples indigènes reste la reconnaissance de leurs structures de gouvernement et le droit à s'organiser politiquement et socialement. Ils réclament aussi un droit à l'autodétermination (Gasparello, 2015) dans un pays où d'après la *Comisión de Pueblos Indígenas* (CDI) (Commission des Peuples Indigènes), 10 % de la population est indigène (Lara Andrade, 2014 : 8).

Les conflits dits liés à l'eau s'entremêlent donc avec des sujets plus complexes comme l'identité indigène et ses droits, ce que la politique du gouvernement fédéral s'est systématiquement efforcée d'ignorer ou d'éviter. Ruiz Ortega (2016 : 3) appelle cela un cas de *négation d'agenda politique* : ces problèmes ont beau être inclus dans l'agenda du gouvernement mexicain, les procédures et règlements établis relèvent du « symbolique » plus que de l'engagement réel et exécutoire. Le refus d'entendre les revendications des populations affectées par les ouvrages hydrauliques fait qu'elles « sont mises à l'écart d'une consultation que les autorités ne sont pas prêtes à conduire » (Ruiz Ortega, 2016 : 11).

Mais il faut se demander, cependant, si le terme « indigène » est significatif pour les personnes communes qualifiées en tant que telles en situations quotidiennes ou si, comme le signale Petrich (2004 : 2), dans son travail sur les peuples mayas du lac *Atitlán* au Guatemala, l'identification aux « indigènes » ne résulte pas uniquement des discours officiels des associations indigénistes qui revendiquent leurs droits.

La question reste ouverte et elle ne semble pas constituer un élément déterminant pour la prise de décisions des planificateurs de l'eau. Cette omission est encore plus évidente dans des régions périphériques, comme celle du bassin du fleuve *Usumacinta* (Kauffer, 2008). A

---

la question indigéniste qui influe dans les politiques sur l'eau s'ajoute la protection de la nature. Celle-ci, au sein de territoires particulièrement luxuriants en raison de la grande quantité d'eau charriée par l'*Usumacinta*, se trouve tiraillée entre protecteurs de la nature et projets nationaux d'aménagement de grande envergure.

## 6.2. L'*Usumacinta*, un des derniers paradis sur terre ?

### 6.2.1. Un fleuve de tous les superlatifs mais une notoriété régionale contrastée

Le fleuve *Usumacinta* qui traverse trois des États de la Fédération mexicaine, *Chiapas*, *Tabasco* et *Campeche*, constitue la frontière avec le *Guatemala* sur 365 km. Environ 25 km avant son embouchure au golfe du Mexique, il se joint au fleuve *Grijalva* avec qui, il forme un grand delta soumis fréquemment à des ouragans et tempêtes venus de l'océan Atlantique. Nous nous sommes intéressée dans ce travail à deux aires naturelles protégées dans l'État de *Tabasco* : la Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla* et l'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañón del Usumacinta* (Figure 24).

Le nom du fleuve *Usumacinta* provient de la langue náhuatl « Uzumatzintlan »<sup>145</sup>. « Ozomatli » veut dire « singe » et la particule « -tzin » indique un diminutif. « Tlan » signifie abondance. Le nom du fleuve *Usumacinta* pourrait alors se traduire en français par « lieu où les petits singes sont abondants ».

Le fleuve *Usumacinta* est formé par l'union des rivières *La Pasión*, *Salinas* (o *Chixoy*) et *Lacantún*. La rivière *La Pasión* qui provient de la région de *El Petén* au Guatemala joint la rivière *Chixoy* quelques kilomètres après avant la confluence avec la rivière *Lacantún*. D'autres affluents apportent leurs eaux au fleuve *Usumacinta* dans sa partie médiane comme les rivières *Butziljá*, *Chancalá* et *Chocoljá* qui trouvent leur source dans les montagnes du *Chiapas* (Carabias *et al.*, 2016) (Figure 25) .

---

<sup>145</sup> Gran diccionario Náhuatl. UNAM. <http://www.gdn.unam.mx/presentacion>. (consulté le 20/02/2019).

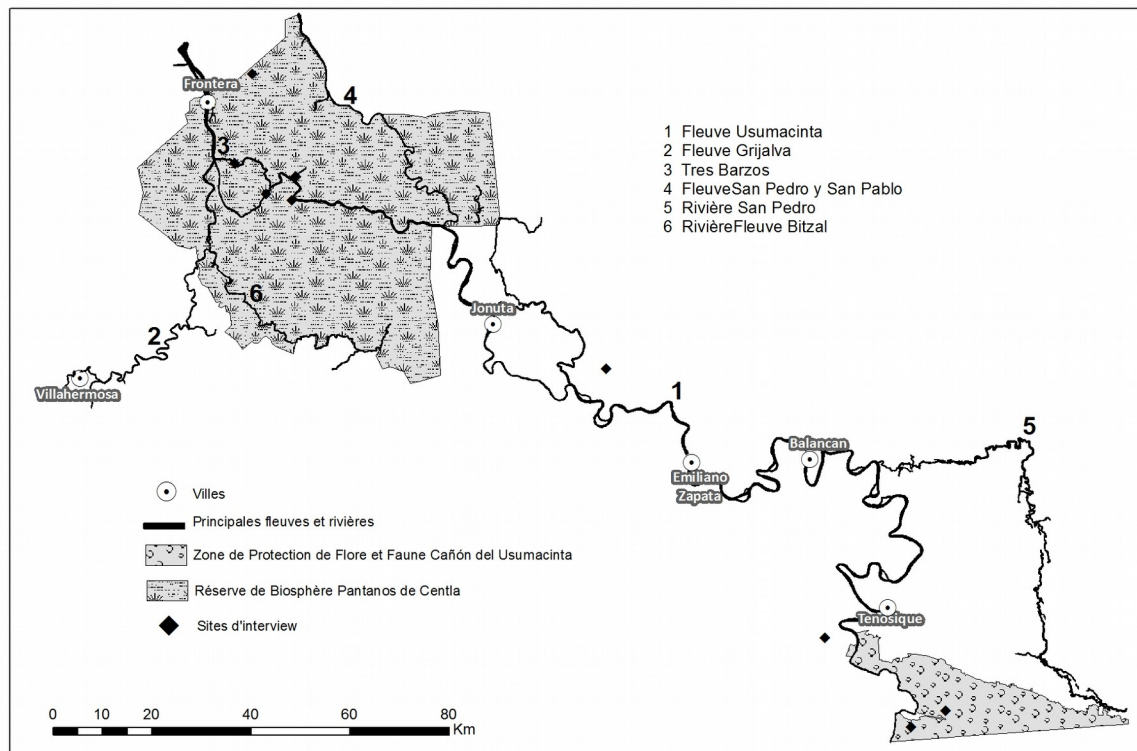


Figure 24. Carte de localisation de l'espace d'étude au bassin de l'*Usumacinta*, État de *Tabasco*, Mexique.

Réalisation : Marcos Antonio Morales (2018). Centro de Cambio Global y la Sustentabilidad (CCGS), Villahermosa, México.

L'*Usumacinta* cesse d'être la frontière internationale entre le Mexique et le Guatemala à la zone limitrophe entre les États de *Chiapas* et *Tabasco*. Là, quelques kilomètres après sa jonction avec la rivière *Chocoljá* se trouve, du côté mexicain, l'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañón del Usumacinta* créée en 2008 (Photo 12). À environ 28 kilomètres vers l'aval, le fleuve traverse le *cañón de Boca del Cerro*, lieu de transition entre le moyen-*Usumacinta* et le bas-*Usumacinta*. A partir d'ici commence la région physiographique appelée Plaine du Golfe du Mexique, et où se trouvent les zones humides de la Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla*, créée en 1992 (Carabias *et al.*, 2016) (Photo 13).

Le bassin du fleuve *Usumacinta* entre dans l'Histoire dès l'arrivée des premiers Espagnols en terres américaines : « En juin 1518, les colonisateurs espagnols sont arrivés à l'embouchure d'un grand fleuve [...]. Ils venaient de Cuba et ils ont trouvé cette région si fertile et attractive qu'ils ont décidé d'y rester et d'établir leurs maisons » (Martínez Assad, 2006 : 30). Le grand fleuve auquel il est fait référence est l'*Usumacinta* et son affluent le *Grijalva*. Un an plus tard, en 1519, Hernán Cortés y débarquait avec toute son armée. C'est sur ces terres que lui a été offerte comme esclave et concubine *La Malinche*, rebaptisée avec le nom de *Doña Marina*<sup>146</sup> (Martínez Assad, 2006 : 32), qui est devenue un mythe de

<sup>146</sup> *La Malinche* est devenue au Mexique un stéréotype de la trahison, mais aussi un symbole de la culture métisse mexicaine. Le mot *malinchismo* est utilisé dans le Mexique moderne pour évoquer de façon péjorative aux personnes







**Photo 12. Aire de Protection de Flore et Faune *Cañón del Usumacinta* à *Boca del Cerro*.**

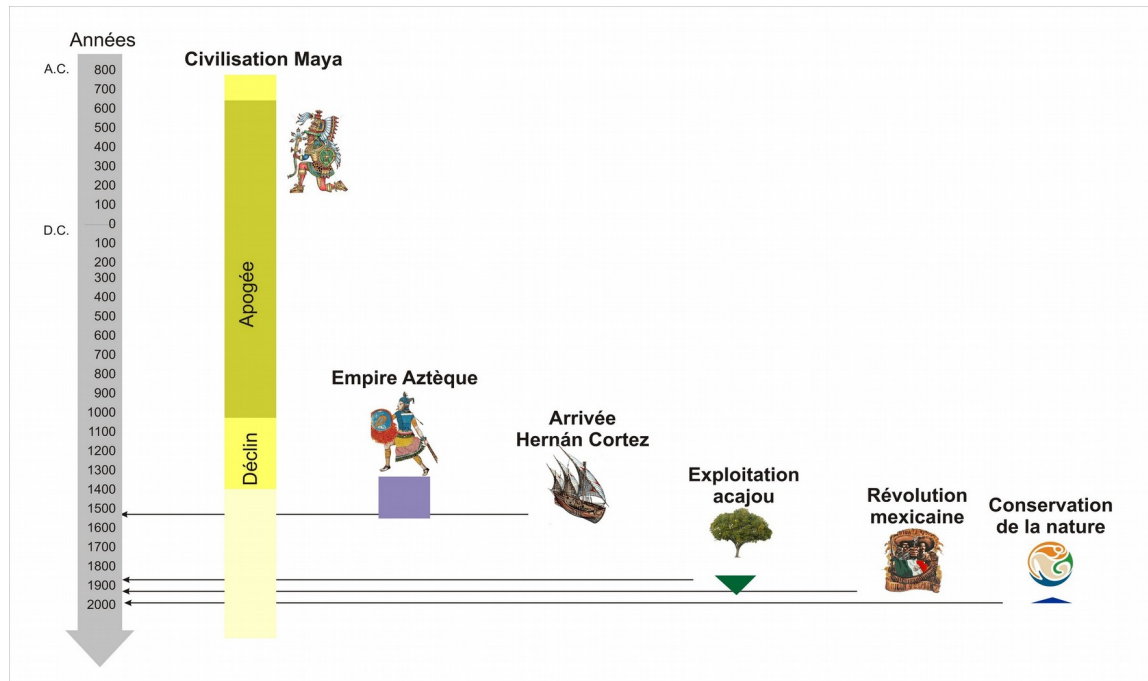
**Crédit Photo : À gauche : Équipe projet VAL-USES, Université Lyon 3, 2017. À droite : Ana González Besteiro, 2016.**



**Photo 13. Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla*. À *Tres Brazos* (à gauche), mangrove (à droite).**

**Crédit Photo : Ana González Besteiro, 2016.**

La nature majestueuse et riche du bassin de l'*Usumacinta* n'est pas passée inaperçue aux yeux occidentaux de ces premiers conquérants Espagnols. Mais son caractère inexpugnable, son accès difficile, l'absence de grandes peuplements et de richesses (or, argent) convoitées par les colonisateurs, ainsi que la forte combativité des natifs mayas ont probablement détourné l'intérêt des Espagnols de ces territoires des premières explorations. La culture maya était déclinante à l'arrivée des Espagnols, loin de son apogée autour de l'an 1000 (Figure 26), notamment en raison de l'inadéquation de leurs techniques d'agriculture itinérante sur brûlis forestier et de leur maîtrise de l'eau inadéquate en périodes de sécheresse (Salomon, 2009). C'est ainsi que la conquête espagnole s'est tournée vers le nord, ce qui a eu comme conséquence la disparition de l'Empire *azteca* (ou *mexica*) qui se trouvait, lui, à l'apogée de sa civilisation au XVI<sup>e</sup> siècle (Figure 26) et la constitution d'une des colonies les plus riches de l'Empire espagnol en Amérique, la *Nueva España* (la Nouvelle Espagne).



**Figure 26. Chronologie de quelques événements économiques et politiques de l'Histoire du bassin versant de l'Usumacinta par rapport à la durée de l'empire aztèque.**  
 Source : González Besteiro, 2020.

L'intérêt pour les régions mayas de l'Usumacinta s'est renouvelé vers 1850, après l'indépendance du Mexique (1810-1820), lorsque le bois d'acajou extrait jusqu'alors aux Caraïbes a commencé à donner des signes d'épuisement (De Vos, 1996 : 37). Le bassin de l'Usumacinta était alors celui qui offrait les meilleures perspectives pour son exploitation, non seulement au Mexique mais aussi dans la région guatémaltèque du *Petén* (Alejos García, 2006). D'abord parce que la présence du fleuve *Usumacinta* facilitait l'entrée des exploitants à l'intérieur des terres pour extraire le bois jusqu'alors inaccessible (État de *Chiapas* au Mexique et département du *Petén* au Guatemala) et parce qu'il constituait également une voie de sortie privilégiée du bois d'acajou et du caoutchouc dédiés à l'exportation. Cette exploitation intensive a été le fait d'une population *criolla*<sup>147</sup> implantée au *Tabasco* dans des *monterías* (camps bûcherons), et a profité d'une main-d'œuvre quasi-esclave. Elle a décliné entre 1915 et 1920. La révolution mexicaine et son idéal de justice sociale a détruit une grande partie des exploitations forestières et en a libéré les travailleurs (De Vos, 1996 : 228). Dans un contexte d'épuisement progressif des ressources, le gouvernement fédéral mexicain a porté en 1949 un coup de grâce aux profits extérieurs en interdisant l'exportation du bois brut (De Vos, 1996 : 229) (Figure 26).

<sup>147</sup> On appelle *criollos* la population d'origine espagnole de la Nouvelle Espagne (le Mexique actuel) née dans le territoire américain qui au même temps en ressentait la fierté de son ascendance hispanique et revendiquait d'être les descendants des premiers *conquistadores*, et leur identité américaine et métisse. C'est cette population qui est à l'origine du processus d'indépendance de la Nouvelle Espagne de la métropole au début du XIX<sup>e</sup> siècle (Florescano, 1986).

Dans les années 1950, suit une époque de relatif abandon des ressources forestières du bassin de l'*Usumacinta* par les intérêts économiques et politiques mexicains, si l'on met à part une nouvelle vague de colonisation (colons provenant de l'intérieur du Mexique) soutenue par l'État fédéral afin de réaffirmer la présence mexicaine dans les zones frontières avec le Guatemala (Revel-Mouroz, 1980, cité par Kauffer, 2010 : 36). Ce n'est qu'à la fin des années 1970 que l'attention de la communauté épistémique de la conservation de la nature se tourne vers le bassin de l'*Usumacinta*, période durant laquelle sont créées les premières aires naturelles protégées<sup>148</sup> comme celle de la Réserve de Biosphère *Montes Azules* créée en 1978, le Parc National *Sumidero* en 1980 ou l'Aire de Protection de Flore et Faune *Cascada de Agua Azul* en 1980. Il faudra ensuite attendre l'année 1992 pour désigner d'autres zones protégées dans le bassin (Réserve de Biosphère *Lacan-Tun* (1992), Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla* (1992) ou l'Aire de Protection de Flore et Faune *Chan-Kin* (1992) et pour voir arriver sur ce territoire des ONG conservationnistes et financements internationales, comme ceux de la Fondation Ford, la coopération hollandaise, scandinave, allemande ou anglaise, Greenpeace ou encore ETC-Group (Foyer et Dumoulin Kervan, 2013). Leur objectif initial était la production de connaissances utiles à la conservation de la nature et elles arrivaient avec les ressources financières suffisantes pour mettre en œuvre leurs projets (Gandin, 2013 : 162). Elles ont apporté également une professionnalisation et des stratégies pour la récolte de fonds aux ONGs locales mexicaines (Foyer et Dumoulin, 2013).

Si, depuis la vague protectionniste, une plus grande attention est accordée à cet énorme bassin versant de 13,2 millions d'hectares (BID, 2014), ce n'est paradoxalement pas le cas pour l'*Usumacinta* lui-même, le fleuve au plus gros débit du Mexique et un des seuls fleuves au monde à ne pas être régulé par des barrages. La région suscite en effet d'autres intérêts : son climat tropical humide, avec les précipitations les plus élevées du Mexique, entre 2 000 mm par an sur la côte et 5 000 mm en *Sierra Lacandonia* au *Chiapas* (BID, 2014), font de la région celle de la forêt tropicale humide la plus vaste d'Amérique Centrale et parmi l'une des plus diversifiées au monde, connue sous le nom de *Selva Maya* et partagée entre le Belize, le Guatemala et le Mexique (Ankersen et Arriola, 2001 ; March et Fernandez, 2003 ; Gandin, 2013 ; Carabias *et al.*, 2016).

La préoccupation des ONG internationales<sup>149</sup> pour la conservation de la forêt tropicale humide est sans doute à l'origine d'une forte dissymétrie de traitement entre écosystèmes forestiers et écosystèmes aquatiques. Les années 1990 ont été caractérisées mondialement par une mobilisation sans égale contre la déforestation et la *Selva Maya* n'a pas été épargnée par ce mouvement de grande ampleur. A ceci s'ajoute l'agenda politique du « Corridor Biologique Mésoaméricain » signé en 1997 par les sept pays d'Amérique Centrale puis par le Mexique. Cette initiative à l'horizon 2025 a été conçue comme un système d'aménagement territorial des aires naturelles protégées et de leurs

---

<sup>148</sup> Catalogue et cartographie des espaces naturels protégés du Mexique, disponible sur : <http://sig.conanp.gob.mx/website/interactivo/anps/> (consulté le 20/06/2018).

<sup>149</sup> *Conservation International* et *WWF* principalement au bassin de l'*Usumacinta* (Gandin, 2013).

interconnexions afin de garantir une continuité écologique et d'offrir des biens et des services environnementaux à la société centraméricaine et au monde entier (Godoy Herrera, 2003 ; Domínguez Cervantes, 2009).

Pour l'instant, les résultats de ce vaste programme restent mitigés, faute d'avoir trouvé des modes de gestion forestière adéquate dans les aires protégées et en raison des difficultés de monter des actions de protection dans ces écosystèmes forestiers des zones d'interconnexion, pour la plupart des propriétés privées ou habitées par des communautés indigènes, des zones agricoles ou tout simplement des zones urbaines et périurbaines. Mais, surtout, on constate que les aires protégées prises en compte dans cette stratégie internationale ont été choisies exclusivement en raison de leur vocation forestière.

Cette préférence pour le développement de projets de protection des forêts a conduit à une moindre focalisation sur l'écosystème fluvial de l'*Usumacinta* et les zones humides associées, en dépit de leurs atouts et de leur notoriété en termes de biodiversité. Ceci n'est pas étranger au fait que les ONG se sont installées en masse dans une région forestière comme la *Selva Lacandona* au *Chiapas* (Durand et Figueroa, 2014) et sont presque absentes d'une zone à dominance de zones humides comme le *Tabasco*. Le prestige international du *Chiapas* à cause de l'insurrection zapatiste de 1994, n'a fait que renforcer la synecdoque qui, aux yeux internationaux et mexicains, réduit le bassin de l'*Usumacinta* au *Chiapas* et n'évoque le *Tabasco* qu'en raison des ressources pétrolières de son sous-sol.

Cette différence de perception entre *Chiapas* et *Tabasco* est aussi bien présente dans les discours des acteurs locaux recueillis lors de notre travail d'enquête en septembre 2016. Ils nous renvoient à la réalité hydrologique du fleuve où la logique amont-aval prévalait : d'importantes portions du haut bassin de l'*Usumacinta* se trouvent au Guatemala où habite 75 % de la population totale du bassin. Puis vient le *Chiapas* au Mexique avec 20 % de la population (March et Fernández, 2003 : 118). Le *Tabasco*, situé dans le dernier tronçon du fleuve avant son embouchure dans le Golfe du Mexique, avec seulement 5 % de la population du bassin, subit ainsi les effets des actions entreprises en amont. Les habitants de *Tabasco* savent qu'ils se trouvent en bout de chaîne et que ce qu'amène le courant depuis « là haut » est rarement avantageux comme, par exemple, une grande quantité de sédiments qui colmatent l'embouchure et les zones humides et ont un impact négatif sur la pêche, des déchets solides qui se retrouvent accumulés en aval du fleuve à *Tabasco*. Des espèces animales envahissantes, jugées provenir de l'amont comme le *pez diablo* (poisson diable), provoquent également une diminution de la pêche.

“Tabasco es una planicie y está contra el estado de Chiapas, entonces en la parte de Chiapas llueve mucho, gran parte del año, es posible que todo el año. Todo lo que llueve en Chiapas llega a los Pantanos de Centla. Cuando llueve mucho obviamente los ríos desbordan, están crecidos y el agua está turbia. Eso es lo que nos indica a nosotros que

« Tabasco est une plaine et il jouxte l'État de Chiapas, alors dans le Chiapas il pleut beaucoup, la plupart de l'année et parfois toute l'année. Tout ce qui tombe au Chiapas arrive à Pantanos de Centla. Quand il pleut beaucoup, évidemment, les rivières débordent, il y a des crues et l'eau est trouble. Tout cela est ce qui nous indique, à nous, qu'il

está lloviendo mucho en la parte alta de Chiapas [...] Entonces las mejores tierras de Chiapas están en Tabasco (risas). Todo lo que baja de Chiapas está aquí. De hecho los pantanos son unos ecosistemas en proceso de sedimentación porque cada vez que hay un desbordamiento hay un asentamiento de materia orgánica” (U02, 11/09/2016)

“Hay muy poca pesca porque está este pez diablo que se lo come todo, las huevecillas... Apareció hace como unos diez años... de a poquito pero ahora es muy abundante. Y creo que se reproduce, no sé cuánto, todavía no hay investigación pero me imagino que se reproduce muy rápido [...] Vino de Guatemala. Y como viene de Guatemala, todo este río Usumacinta que viene de allá, entonces... Dicen que fue... que estaba en peceras, pero dicen que se llegó a crecer grande y luego ya lo tiraron al río ¡y ya se reprodujo !” (U08, 12/09/2016)

“Mucha de esa basura nos llega aquí, toda la basura que viene desde Guatemala. De repente está todo lleno de basura y ¿cómo entró ahí ? Pues con la inundación llegó ahí,. Pero es un problema todo lo que arrastra el río” (U15, 14/09/2016)

est en train de pleuvoir beaucoup dans la partie haute du Chiapas [...] Alors, les meilleures terres du Chiapas sont à Tabasco (rires). Tout ce qui descend du Chiapas est ici » (U02, 11/09/2016)

« Il y a très peu de pêche parce il y a ce poisson diable qui mange tout, les œufs de poisson... Il est apparu il y a environ dix ans... petit à petit mais maintenant il est très abondant. Je pense qu’il se reproduit, je ne sais pas combien, il n’y a pas des recherches mais je suppose qu’il se reproduit assez rapidement [...] Il est venu du Guatemala. Et s’il vient du Guatemala, tout le fleuve qui vient de là-bas, alors... On dit que c’était... qu’il était dans des aquariums, mais on dit qu’il a grandi beaucoup puis on l’a jeté au fleuve et il s’est bien reproduit ! » (U08, 12/08/2016)

« Beaucoup de ces déchets nous arrivent jusqu’ici, tous les déchets qui viennent depuis le Guatemala. Du coup tout est plein de déchets et comment ils sont faits pour rentrer là-bas ? C’est avec l’inondation qu’ils arrivent ici. Mais c’est un problème tout ce que le fleuve véhicule » (U15, 14/09/2016)

Ces perceptions négatives dues à des usages du fleuve ressentis comme inadéquats en amont poussent certains à se préoccuper du bassin versant dans son ensemble, notamment parce qu’ils se sentent lésés par ces impacts.

“O sea, que no es sólo lo que llueve acá que tenemos aquí en Tabasco, sino aparte lo que llueve en Chiapas y lo que llueve en Guatemala, por aquí viene... Entonces yo siento que tendríamos también que ver, esos manejos que no están también en nuestro territorio sino que están río arriba ¿no ?” (U05, 12/09/2016)

“Todo llega al Golfo de México y todo lo que hicieron aquí pues nos llegó hasta ahí abajo. Entonces debería preocuparnos lo que ocurre en Guatemala y Chiapas, nos debe preocupar a todos. Entonces no se trata de que yo soy de Tabasco y me preocupo de Tabasco, no ? Porque lo que viene de Guatemala y de

« C’est à dire, que ce n’est pas uniquement ce qu’il pleut par ici, ici à Tabasco, mais en plus ce qu’il pleut au Chiapas et ce qu’il pleut au Guatemala, c’est par ici qu’il passe... Alors, je crois que nous devrions aussi voir que la gestion ne doit seulement se faire dans notre territoire mais plutôt en amont, n’est-ce pas ? » (U05, 12/09/2016)

« Tout arrive au Golfe du Mexique et tout ce qu’ils ont fait là-bas nous est parvenu jusqu’ici en bas. Alors on devrait se préoccuper de ce qui se passe au Guatemala et au Chiapas, cela devrait tous nous préoccuper. Alors il ne s’agit pas de savoir si je suis de Tabasco et je me préoccupe uniquement de

Chiapas va a llegarnos, va a pasar y va a llegar hasta el Golfo de México” (U07, 12/09/2016)

Tabasco, n'est pas ? Parce que ce qui vient du Guatemala et du Chiapas va nous arriver, va passer et va arriver jusqu'au Golfe du Mexique » (U07, 12/09/2016)

Le *Tabasco* est partagé entre un sentiment de déclin suite à une époque prospère d'exploitation massive du bois précieux et l'envie vis-à-vis de la notoriété actuelle du *Chiapas*, État avec lequel les habitants partagent le même fleuve et auquel ils se comparent en permanence, comme partie du même bassin versant.

“Aquí se le llama Puerto de Frontera porque aquí en Tabasco y en Frontera particularmente fue un gran puerto. Aquí antes venían barcos de Europa, de Estados Unidos y que calaban aquí, aquí en nuestro municipio. Entonces la madera que se producía aquí, del Estado, salía por aquí, plátanos y muchas otras cosas hubo aquí en el puerto. De hecho, antes de Villahermosa fue la capital aquí. Aquí el municipio fue la capital de Tabasco hace varios años, aquí hubo un empuje y una economía tan buena que cualquier gente tenía su recursito y vivía bien” (U15, 14/09/2016)

« Ici cela s'appelle le Port de Frontera parce qu'ici à Tabasco et à Frontera en particulier c'était un grand port. Ici, avant, il y avait les bateaux qui arrivaient d'Europe, des États Unis et qui débarquaient, ici dans notre commune. Alors, le bois qui était exploité ici, dans cet État sortait d'ici, les bananes et beaucoup d'autres choses qu'il y avait ici au port. En fait, avant Villahermosa, ici c'était la capitale. Ici, cette commune a été la capitale du Tabasco il y a quelques années. Ici il y avait un dynamisme et une économie si bonne que n'importe qui avait quelque ressource et vivait bien » (U15, 14/09/2016)

“Chiapas tiene 15 reservas como áreas protegidas, a diferencia de Tabasco que sólo tiene dos áreas federales. A lo mejor ellos son más organizados, yo no creo que tenga mucho que ver con la naturaleza que hay que proteger” (U16, 17/09/2016)

« Chiapas possède 15 réserves en tant qu'aires protégées, à la différence du Tabasco qui n'a que seulement 2 aires fédérales. Peut-être qu'ils sont plus organisés, je ne pense pas que tout cela ait à voir avec la nature qu'il faut conserver » (U16, 17/09/2016)

“Que como te platicaba, bueno la impresión que tengo es que bueno Tabasco y Chiapas, lo que nos hemos dado cuenta es que muchos de los esfuerzos, la gente lo concentra en Chiapas [...] Por ejemplo xxxxx trabaja mucho, mucho en Chiapas, en la selva Lacandona... sí trabaja mucho en Chiapas... y poco en Tabasco. Sí, estamos un poco dejados” (U15, 14/09/2016)

« Que, comme je te disais, bon, l'impression que j'ai, est que, bon, Tabasco et Chiapas, que ce dont nous nous sommes rendus compte est que beaucoup des efforts, les gens les concentrent au Chiapas [...] Par exemple xxxxx travaille beaucoup, beaucoup au Chiapas, dans la forêt Lacandona.... Oui, elle travaille beaucoup au Chiapas et très peu à Tabasco. Nous sommes un peu laissés pour compte » (U15, 14/09/2016)

“Es que a la gente no le gusta venir para acá porque estamos excasamente a 40 metros sobre el nivel del mar y la temperatura todo el tiempo es caliente en cambio en Chiapas, hay zonas de 2000 metros y ahí está fresco y agradable para trabajar y para vivir” (U22, 20/09/2016)

« Il se fait que les gens n'aiment pas venir ici parce que nous sommes à 40 mètres sur le niveau de la mer et la température est très chaude tout le temps. En revanche au Chiapas, il y a des zones à 2 000 mètres et là-bas il fait frais et agréable pour travailler et pour vivre » (U22, 20/09/2016)

“Yo estuve trabajando por Benemérito de las Américas y estuve trabajando donde dicen que nace el Usumacinta, muy bonito el río allá. Pasamos por la estación de la selva Lacandona... Eso es Chiapas, toda esa parte por allá estuve subiendo tres hora río arriba ¡chulísimo ! Anduve en esa parte de Chiapas. Es chulísimo el lugar. Allá sí es privilegiado porque ves vegetación, tucanes.... Ves a ... ¡chulísimo !” (U30, 22/09/2016)

« Moi j'ai travaillé à Benemérito de las Américas et j'ai travaillé où on dit que naît l'Usumacinta, très joli, le fleuve là-bas. Nous sommes passés par la forêt Lacandona... Tout ça c'est le Chiapas, toute cette partie là-bas, je suis monté pendant trois heures vers l'amont du fleuve, trop beau ! J'ai marché dans cette partie. Tout cet endroit est magnifique. Là-bas, c'est un endroit privilégié, parce que tu vois de la végétation, des toucans... Tu vois.... c'est magnifique ! » (U30, 22/09/2016)

“Yo te recomiendo el Pacífico y la parte de Jalisco. Es una playa totalmente distinta, las vas a encontrar azul y de arena blanca. A mí me fascina el Pacífico. Yo me vine acá y veo las playas del Golfo y digo pero qué feo ¿a donde vine a caer ?” (U06, 12/09/2016)

« Je te conseille le Pacifique et la partie de Jalisco. C'est une plage différente, tu vas les trouver bleues et avec du sable blanc. Moi j'adore le Pacifique. Moi, je suis arrivée ici et je vois les plages du Golfe et je me dis, mais qu'est-ce que c'est moche ! Où suis-je tombée ? » (U06, 12/09/2016)

## 6.2.2. Les limites du paradis : la frontière politique et la frontière de la conservation

De la longueur totale du fleuve *Usumacinta* (1 114 km), 363 km traversent le Guatemala, 386 le territoire mexicain et 365 km sont partagés entre le Mexique et le Guatemala en délimitant leur frontière (Kauffer, 2006b). Sur cette frontière, l'eau n'a pas été la cause jusqu'alors de confrontations importantes entre les deux pays, mais il n'y a pas eu non plus de coopération (Kauffer, 2006b). Le seul organisme international ayant l'objectif de faire appliquer les traités internationaux signés entre le Mexique et les pays avec lesquels il fait frontière est la *Comisión Internacional de Límites y Aguas* (CILA) (Commission Internationale des Limites et des Eaux). La CILA, organisme créé originellement en 1889 pour gérer la frontière fluviale avec les États-Unis<sup>150</sup>, vient de se doter récemment, en 2009, d'un règlement intérieur concernant les frontières sud avec le Guatemala et le Belize<sup>151</sup>. Cette frontière porte le nom de « frontière sud », une dénomination évidemment *mexico-centriste* qui est considéré par Kauffer (2010 : 30) comme une « vision hégémonique ou excluante » puisqu'elle élimine dans les faits le point de vue du Guatemala et du Belize, pour qui elle serait la « frontière nord ». On peut se demander si la CILA, sans présence réelle sur cette frontière sud, ne fait pas partie de « ces structures transfrontalières formalisées qui s'avèrent n'être que des coquilles vides, plus aptes à capter les financements externes qu'à faire œuvre de rapprochement et de développement partagé » (Leloup et Gagnol, 2017 : 8).

<sup>150</sup> <https://cila.sre.gob.mx/cilanorte/#popup> (consulté le 30/06/2018).

<sup>151</sup> <https://www.gob.mx/sre/acciones-y-programas/cila-mex-guat-y-cila-mex-bel> (consulté le 30/06/2018).



La frontière sud mexicaine est très poreuse. Ceci facilite le passage illégal de personnes et marchandises. L'augmentation des flux migratoires lors des dernières décennies a dépassé largement la capacité de l'État mexicain à les contrôler, les gérer et les réguler (Aviña Zavala, 2009), ce qui fait de ce territoire une zone de non-droit. Les flux migratoires ne datent pas d'aujourd'hui : ils ont commencé au XIX<sup>e</sup> siècle. Ils se composent d'immigrants qui traversent la frontière pour s'établir au Mexique ou des travailleurs saisonniers, mais surtout de transmigrants dont l'objectif est d'arriver aux États-Unis en traversant le Mexique (Aviña Zavala, 2009 ; Fuentes-Carrera, 2018).

Dans tous les cas, et indépendamment des motifs qui incitent ces personnes à quitter leur pays d'origine, leur vulnérabilité fait d'eux des cibles faciles pour les trafiquants de personnes (*coyotes* ou *polleros*), pour les gangs de jeunes délinquants associés au crime organisé et au narcotrafic (*maras*) ou pour les autorités mexicaines censées les protéger. Pour Amnesty International, le voyage entre l'Amérique Centrale et les États-Unis est l'un des plus dangereux au monde (Amnistía Internacional, 2010). Aborder cette tragédie humanitaire lors des entretiens avec des acteurs locaux dans des points chauds d'immigration comme à Tenosique n'est jamais simple (Fuentes-Carrera, 2018). Personne ne souhaite parler de ce problème pourtant bien présent pour la population et les institutions. Peur de parler à un étranger ? Manière de parler à la mexicaine où tout est dit sans rien mentionner ? Le silence est lui-même très parlant.

En 2008, les gouvernements du Mexique et du Guatemala se sont accordés pour relancer des stratégies destinées à résoudre les problèmes dans les zones bordant leur frontière commune, avec une « approche intégrale » qui irait au-delà de la sécurité frontalière. Diverses thématiques de coopération ont été promues, comme le développement économique et social, la construction d'infrastructures et la protection de l'environnement (Aviña Zavala, 2009). Les questions environnementales apparaissent ainsi assez souvent comme l'objet le plus consensuel qui peut déclencher des dynamiques transfrontalières (Fourny, 2006). Les efforts ont été concentrés pour évaluer l'impact de l'agriculture et de l'élevage intensifs pratiqués par les immigrants ruraux dans la forêt tropicale humide (Alejos García, 2006).

L'intérêt politique ou académique pour l'eau sur la frontière sud est insignifiant ou inexistant (Kauffer, 2010), en dépit de son importance stratégique en tant que limite elle-même entre les deux pays, non seulement à cause du partage plurinational de l'eau, mais aussi parce que « c'est l'eau qui a été le vecteur du peuplement et de l'avancement de la frontière agricole d'un côté et de l'autre de la frontière » (Kauffer, 2010 : 33). Son importance en tant qu'articulateur de l'économie régionale a certes été réduite aujourd'hui par le développement des communications terrestres, mais le fleuve *Usumacinta* représente un *continuum culturel historique* où s'exercent encore des relations familiales et commerciales quotidiennes d'un côté et de l'autre de la frontière.

Frontière poreuse pour la migration, le fleuve *Usumacinta* est une barrière inexistante pour les habitants riverains (Kauffer, 2010 ; Fuentes-Carrera, 2018) et les relations de coopération sont multiples, comme par exemple les transferts locaux d'eau d'usage domestique avec des techniques traditionnelles rudimentaires. Kauffer (2011 : 164) signale ainsi que « les relations internationales locales en matière de ressources en eau sont intenses et dynamiques [...] et l'eau est un élément qui permet un cadre favorable pour les échanges transfrontaliers ». Ces échanges de proximité, cette coopération transfrontalière, sont mal vus et freinés par les États à la fois mexicain et guatémaltèque : « les proximités culturelles locales des populations vivant de part et d'autre de la frontière provoquent une obstruction de la part des États malgré ces dynamiques « par le bas » des acteurs locaux » (Leloup et Gagnol, 2017 : 8). Une reconnaissance, voire une officialisation de la coopération entre ces zones traditionnellement indigènes, sujettes à de multiples revendications comme celle du *Chiapas* au Mexique et du *Petén* au Guatemala, constituerait sans doute un souci et une perte de contrôle pour les gouvernements concernés.

Les manifestations de coopération des populations, pour lesquelles l'eau est une ressource locale partagée contrastent avec l'insistance à maintenir un climat de défiance au niveau des États, pour lesquels l'eau est considérée comme un élément de la souveraineté nationale. Parmi les conflits qui opposent le Mexique et le Guatemala se trouvent les projets hydroélectriques et barrages projetés ou exécutés par l'un ou l'autre. Le Guatemala considère que l'eau qui naît sur son territoire est utilisée abusivement au Mexique sans aucune compensation, notamment dans le cadre des quatre barrages hydroélectriques dans le fleuve *Grijalba* (affluent de l'*Usumacinta*) qui représentent 47 % de la production hydroélectrique du Mexique. De son côté, le Mexique reproche les contraintes posées par les barrages au Guatemala en amont du bassin, qui conditionnent unilatéralement les eaux que le pays reçoit en aval (Kauffer, 2011).

« Des deux côtés du fleuve *Usumacinta* et donc de la « frontière sud » entre le Mexique et le Guatemala, la plupart des habitants sont des communautés indiennes mayas proches avec des relations culturelles, économiques et religieuses datant de la période précolombienne. Ces conditions géographiques, démographiques et historiques rendent la frontière « extrêmement poreuse et difficile à surveiller » (Fuentes-Carrera, 2018 : 108). Comme le signale cet auteur, les municipalités frontalières de l'État de *Tabasco* sont un enjeu majeur de la sécurité nationale mexicaine et notamment la municipalité de Tenosique qui est « devenue une bombe à retardement » (Fuentes-Carrera, 2018 : 117) en raison de la migration en transit provenant principalement du *Honduras* et du *El Salvador*, et de la présence du crime organisé transnational.

À ces frontières politiques, administratives et informelles/locales existantes, s'ajoute une autre frontière, celle de la conservation, au sens que nous avons défini dans la section 1.3.2. Dans le bassin de l'*Usumacinta*, cette frontière de la conservation et de l'éco-pouvoir est multiforme et se manifeste à plusieurs échelles. Nous avons déjà mentionné la

focalisation sur la conservation forestière au détriment d'autres écosystèmes comme les zones humides, qui concentre l'essentiel des flux économiques et d'expertise de la conservation sur le *Chiapas* et néglige le *Tabasco*, où « tout » est censé être détruit (il faut lire ce « tout » uniquement en tant que couverture forestière) et les terres abandonnées à l'élevage et l'exploitation pétrolière.

Une autre dimension, comparable à celle rencontrée en Espagne, dans la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* (voir section 5.3), est le flou constaté dans la délimitation physique des frontières de la conservation : les limites des aires naturelles protégées restent souvent diffuses et imprécises. Ainsi les deux espaces analysés à *Tabasco* ne disposent pas d'une cartographie détaillée, accessible à la consultation publique, qui puisse encadrer les acteurs en zone de frontière de la conservation.

“Bueno, hay un mapa de la Reserva... se lo voy a tratar, luego se lo voy a enviar. No está muy detallado pero sí sirve para ubicarse [...] Bueno mira, es que anteriormente la Reserva se hacía mucho en escritorio, en la oficina y no se consideraba... se decía “esto es la reserva y punto” (U02, 11/09/2016)

« Bon, il y a une carte de la Réserve... je vais essayer de vous.. je vais vous l'envoyer plus tard. Elle n'est pas très détaillée mais sert pour se repérer [...], Bon, regardez, c'est qu'avant la Réserve se traitait beaucoup au bureau, derrière un bureau et on ne considérait pas... on disait, ça, c'est la Réserve et point » (U02, 11/09/2016)

La population ne sait pas si ses terres se trouvent en zone protégée ou pas.

“...Pues la verdad es que no sabemos si estamos en zona protegida o no, pero a lo mejor el gobierno nos metió ahí y pues ya estamos ahí (risas). De la orilla, 20 kilómetros me parece que es lo del Usumacinta” (U23, 21/09/2016)

« ... Alors, la vérité est que nous ne savons pas si nous sommes en zone protégée ou pas, mais au mieux le gouvernement nous a mis ici et donc nous y sommes (rires). Du bord de l'eau, 20 kilomètres, il me semble que c'est là le truc de l'Usumacinta » (U23, 21/09/2016)

Le fait que les habitants des zones protégées eux-mêmes ne soient souvent même pas au courant de leurs limites exactes suppose toujours pour eux le risque d'être sanctionnés. Comme c'est en général le cas dès qu'il s'agit d'évoquer les problèmes avec l'Autorité, les exemples sont fournis à voix basse par les interlocuteurs.

“A veces a mucha gente la agarran pues hace su huerto en su parcelita para llevar a... Tenosique... para vender cebollino o lo que sea. Y .... este... vino y ... éste... la PROFEPA (baja la voz), ya tiene como cuatro años, agarró pues a un... un campesino y se lo llevó a Tenosique porque estaba desmontando y era área protegida y no sé qué cosa... Pero es que él ni lo sabía porque ese es el problema pues, que ellos nunca vinieron, no más declararon en el periódico, pero ya ve que hay gente que a veces ni se entera pues y éste... y a él lo agarraron, pues la PROFEPA o el que

« Parfois ils prennent pas mal de gens, ils font leur potager dans leur petite parcelle pour emporter à... Tenosique... pour vendre des oignons ou autre. Et ... est venue ... ça... la PROFEPA (il baisse la voix), ça fait plus de quatre ans, ils ont pris un ... un paysan et l'ont emmené à Tenosique parce qu'il était en train de couper des arbres et c'était en zone protégée ou je ne sais pas quoi. Mais lui-même ne le savait pas parce que c'est le problème quoi, ils ne sont jamais venus, ils n'ont fait qu'une déclaration dans le journal, vois-tu, il y a des gens qui ne sont pas au

declaró área protegida nunca vino para decirnos, pues que sepan que ya no se van a tumar estos árboles o en qué lado se puede o en qué lado no se puede... [...] Pero nunca vino nadie del gobierno para decirnos ¿sabes qué? Tal lado no puedes tumar o tal lado sí puedes tumar o en qué lado sí puedes hacer tu milpa, tu protero o lo que sea. Ellos hubieran venido, nada más vinieron diciendo pues yo pues ya estás tumbando, ven para acá...” (U25, 21/09/2016)

courant, et ils ont pris celui-ci, ni la PROFEPA ni celui qui a déclaré la zone protégée ne sont jamais venus nous dire qu'on ne peut plus abattre ces arbres ou de quel côté on peut le faire ou de quel côté on ne peut pas... [...] Mais personne du gouvernement n'est jamais venu pour nous dire, tu sais ? Ici tu ne peux pas couper des arbres et là tu peux, ou à quel endroit tu peux faire ta parcelle de maïs, ton pâturage ou quoi que ce soit. Ils seraient venus... mais simplement ils sont arrivés en disant tu es en train de couper des arbres, on t'embarque » (U25, 21/09/2016)

Même la faune sauvage se déplace à l'extérieur de la zone protégée à cause de la pression du braconnage à l'intérieur de l'Aire Naturelle Protégée (ANP) (SEMARNAT-CONANP, 2015). En d'autres occasions, la population locale elle-même joue avec l'ambiguïté manifeste des frontières, entre ce qui est protégé et ce qui ne l'est pas. C'est le cas par exemple de la vente d'espèces protégées à l'extérieur, chassées de préférence à l'intérieur de la Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla* où la pratique est interdite mais le gibier abondant.

“En esta carretera, de xxxxx, aquí hay una entrada que se llama el xxxxx, que está, aquí adelantito va a ver... aquí en esta zona se ha vuelto una venta de quelonios, de tortugas dulceacuícolas. Aunque están en las zonas limítrofes, están fuera de la Reserva, nosotros presumimos que muchos vienen en esta zona. Ahí PROFEPA ha hecho su esfuerzo, ahí están trabajando, ahora, hay días que no aparecen” (U01, 11/09/2016)

« Sur cette route de xxxxx, il y a ici une entrée qui s'appelle le xxxxx qui, est ici, un peu plus loin, tu vas la voir... ici, cette zone est devenue un point de vente de *quelonios*, de tortues d'eau douce. Bien qu'ils soient en zone limitrophe, ils sont en dehors de la Réserve, nous pensons que beaucoup d'entre eux viennent dans cette zone. Ici PROFEPA a fait des efforts, ils travaillent ici, mais il y a des jours où ils ne se montrent pas » (U01, 11/09/2016)

L'ambiguïté à propos des limites de la zone protégée, maintenue par les autorités environnementales, constitue un vrai défi pour les gestionnaires locaux des zones protégées et complique leurs tâches quotidiennes. Il leur est d'autant plus difficile d'arriver à convaincre les populations que les pratiques traditionnelles seront soumises à surveillance et contrôle, dès lors que la zone est déclarée protégée.

“Entonces ¿cómo llegas tú y les dices « ya no, ahorita eres ejidatario, eres propietario, pero ahora resulta que es una reserva federal, entonces te viene todo encima, ahora ya no puedes vender madera, tienes que tener un permiso... tienes que sacar tu permiso de pesca ». Todo eso, entonces, ha sido un reto para las cuestiones de la conservación y que se ha venido trabajando muy fuerte desde hace años desde que inició la CONANP a través de la educación ambiental, de

« Alors, comment tu arrives et tu leur dis, « plus jamais désormais, tu es *ejidatario*, tu es propriétaire, mais maintenant c'est une réserve fédérale, alors tout te tombe sur la tête, maintenant tu ne peux plus vendre de bois, tu dois avoir un permis, tu dois prendre ton permis pour la pêche ». Tout cela a donc été un défi pour les questions de conservation et on a travaillé très dur depuis des années, depuis que la CONANP a été créée, avec l'éducation environnementale, la

sensibilización en las comunidades, de apoyo, de alternativas, pero todavía falta mucho” (U01, 11/09/2016)

sensibilisation dans les communautés, avec de l’appui, des alternatives, mais il reste encore beaucoup à faire » (U01, 11/09/2016)

L’opposition de la population est alors manifeste face à des nouvelles règles difficilement compréhensibles et jugées arbitraires pour l’exercice de pratiques sur des terres qui étaient gérées et exploitées jusqu’alors de manière collective dans le cas des *ejidos* et des communautés.

“Entonces, cuando se ingresa la Reserva... la gente estaba muy rebelde, no sé, tú llegabas a una comunidad y les hablabas de que tenían que solicitar un permiso si querían cortar el arbolito y reportarlo a la SEMARNAT, éste... no podía quemar si no tenía un permiso de SAGARPA, cosas así ¿no ? La gente te corría, te decían « tú, qué vienes a decirme a mí si esto es mío, yo he vivido toda mi vida aquí y ahora me vienes con las reglas del juego ». De así de plano te corrían. En los ejidos la gente era muy cerrada” (U01, 11/09/2016)

« Alors, quand la Réserve a été mise en place... les gens étaient très rebelles, je ne sais pas, tu arrivais dans une communauté et tu leur disais qu’ils devaient demander un permis s’ils voulaient couper un arbre et le signaler à la SEMARNAT, vous ne pouvez pas brûler si vous n’avez pas un permis de SAGARPA, des choses du genre, n’est-ce pas ? Les gens t’envoyaient balader, te disaient, toi, qu’est-ce que tu viens me dire alors que ceci m’appartient, j’ai toujours vécu ici et tu viens maintenant avec des nouvelles règles du jeu. Ainsi, ils t’envoyaient balader une bonne fois. Dans les ejidos, les gens étaient très obtus » (U01, 11/09/2016)

“Pues hay un cierto límite, o sea, hasta donde ellos ya tenían antes de que surgiera la Reserva... éste... hasta ahí se les respeta, pues. Y ellos ya no pueden salirse de este cierto límite. Antes se dedicaba la gente para ampliar su potrero tumbaban muchos árboles, la tala y todo eso entonces hubo un convenio ahí, bueno, si puedes tener tu ganado, pero ya no puedes ampliarte” (U08, 12/09/2016)

« Alors, il y a une certaine limite, c’est à dire, ce qu’ils avaient déjà avant l’arrivée de la Réserve... cela... jusque là c’est respecté, alors. Et eux, ils ne peuvent plus sortir de cette limite. Avant les gens se consacraient à élargir leur pâturage et ils coupaient des arbres, l’abattage et tout ça. Alors il y a eu une convention là-bas, bon, si, tu peux avoir ton bétail, mais tu ne peux pas t’élargir » (U08, 12/09/2016)

“Antes, cuando entró la Reserva la gente se quedaba sorprendida y todo eso ¿qué va a pasar aquí? Por ejemplo, este canal se hizo antes de que fuera Reserva. Ahora no nos hubieran dejado. Ahorita para construir un tramite tenemos que sacar un permiso si queremos construir algo. Y para la ganadería lo mismo, nos hicieron sacar otro permiso. A nosotros nos costó casi 100.000 pesos (...) Pues tenemos que hablar con uno que...éste ¿cómo se llama ? (silencio)... con un maestro de la UJAT y él nos hace todos los documentos y le pagamos 100.000 pesos” (U14, 14/09/2016)

« Avant, quand la Réserve est arrivée les gens étaient très surpris et tout cela, qu’est-ce qu’il va nous arriver ici ? Par exemple, ce canal a été fait avant la Réserve. Maintenant ils ne nous laisseraient pas le faire. Maintenant pour construire un petit tronçon nous devons obtenir un permis si nous voulons construire quelque chose. Et pour l’élevage c’est la même chose. Ils nous ont obligés à obtenir un permis. Nous l’avons payé presque 100 000 pesos [...] Alors nous devons parler avec quelqu’un qui... alors, comment il s’appelle ? (silence)... avec un professeur de l’UJAT et lui, il nous a fait tous les documents et nous le payons 100 000 pesos” (U14, 14/09/2016)

Mais ce statut d'être « dedans » est parfois aussi convoité parce que la population « en dehors » a bien compris que vivre dedans peut être avantageux dans la mesure où les aides et subventions pour la conservation de la nature sont destinées uniquement à ces territoires protégés.

“En la Reserva dan ayudas y esas cosas. Yo, como estoy fuera no me tocó. Pues hemos luchado porque nos integren pero no sé, ya ve, ahí agarran ciertas personas... En la zona alta, se siembra achote, siembra café, siembran cosas así y tienen algunos apoyos que van ayudando a los campesinos, pero a nosotros, nadie...” (U22, 20/09/2016)

« Dans la Réserve on donne des aides et ce genre de choses. Moi, comme je suis dehors je n'ai pas eu cette chance. Alors, nous avons lutté pour y être intégrés, mais je ne sais pas, voyez-vous, là ont été choisies quelques personnes... Dans la zone haute on cultive l'*achiote*<sup>152</sup>, le café et des choses comme ça et ils ont des appuis qui viennent pour aider les paysans, mais nous, personne... » (U22, 20/09/2016)

Ces limites ne sont pas seulement mal comprises par la population concernée mais elles sont aussi questionnées par les gestionnaires et experts eux-mêmes. Les règles de protection ou de gestion changent complètement sur le terrain en fonction de la limite de l'aire naturelle protégée considérée, sans qu'il y ait de justification de dégradation ou de nécessité particulière de protection. Il n'existe pas non plus de critères pour délimiter les zones de transition ou de règles pour travailler avec les populations de ces zones. Tout ceci est aussi et surtout une source de différences entre les aires protégées pour capter les budgets annuels, mais aussi d'arrangements au coup par coup entre la population et les gestionnaires de l'ANP.

“... el detalle de las Áreas protegidas es que solamente se limita su jurisdicción al polígono de la Reserva. Fuera de ahí, ni te metas. Entonces... éste... muchos directores se limitan a esa parte, a cuáles son realmente las zonas de influencia y cual es el criterio para decir que una zona es zona de influencia. La idea de trabajar con los temas fuera de las áreas protegidas es buena pero no se hace. Muchas veces la áreas protegidas tienen ese problema, que se ponen muchos recursos ahí dentro y el resto... Sí, como si todo lo de fuera ahí no más...” (U15, 14/09/2016)

« ... le détail dans les aires protégées est que sa juridiction est seulement limitée au polygone de la Réserve. En dehors de là, ça en vaut même pas la peine d'y rentrer. Alors... beaucoup de directeurs limitent leurs activités à cette partie-là, quelles sont vraiment les zones d'influence et quel est le critère pour dire qu'une zone est une zone d'influence. L'idée de travailler avec les thèmes en dehors des aires protégées est bonne mais ça ne se fait pas. Souvent les aires protégées ont ce problème, que l'on donne beaucoup de ressources à l'intérieur et le reste... Oui, comme si tout ce qui est à l'extérieur n'avait pas d'importance... » (U15, 14/09/2016)

---

<sup>152</sup> L'*achiote* (*Bixa orellana*) est une culture préhispanique dont le nom provient du náhuatl « achiyotl ». Il s'agit d'un arbuste dont les petits fruits sont utilisés comme condiment et colorant des plats de la cuisine mexicaine. Source : <https://www.biodiversidad.gob.mx/usos/alimentacion/achiote.html> (consulté le 21/06/2018).

“Pues ocurrió algo chistoso... en una dictaminación de proyectos, de los recursos que cada año asigna la CONANP, el techo presupuestario. Resulta que cada año hay reuniones regionales [...] cada año van los directores a la regional y digamos así entre comillas que se pelean por el recurso, por el techo presupuestario, que si mi área necesito esto o lo otro... Entonces de repente estaban peleando y ... éste... pues un criterio que había era si era zona de influencia... éste... zona de amortiguamiento o zona núcleo y que en función de eso iban a priorizar hacia donde iban los recursos. Entonces alguien preguntó por ahí ¿cómo tú sabes qué es una zona de influencia ? entonces todo el mundo se quedó calladito así, porque nadie sabía... no saben, es que no saben qué criterio” (U02, 11/09/2016)

“Y es que fuera no hay manejo, es que nadie se preocupa fuera. ¡Es que aquí es la Reserva ! Yo doy un paso aquí y ya no estoy en la Reserva, zonas de manglar y eso a las que están golpeando fuerte. La ganadería por ejemplo usa pesticidas, todo el mundo fumiga con veneno el monte y están contaminando el agua” (U02, 14/09/2016)

« Alors il est arrivé quelque chose de drôle... dans une réunion pour décider des projets, les ressources annuelles que chaque année la CONANP assigne, le plafond budgétaire. Il se fait que chaque année il y a des réunions régionales [...] chaque année les directeurs assistent à cette réunion régionale et on va dire entre guillemets qu'ils se disputent pour la ressource, pour le plafond budgétaire, que si, mon aire a besoin de ceci et cela... Alors, du coup, ils étaient en train de se disputer et... alors... un des critères qu'ils discutaient était si c'était une zone de transition ou pas... alors... zone tampon ou zone centrale et en fonction de tout ça ils allaient prioriser vers où iraient les ressources. Alors, quelqu'un a demandé, comment savez-vous ce qu'est une zone de transition ? Alors tout le monde est resté muet comme ça, parce que personne savait... ils ne savent pas, ce qui se passe et ils ne savent pas quel est le critère » (U02, 11/09/2016)

« Et en dehors il n'y a pas de gestion. Personne se soucie du « dehors » Ici c'est la Réserve ! Mais je fais un pas ici et je ne suis plus dans la Réserve, des zones de mangrove et tout ça qui subissent beaucoup d'impacts. L'élevage par exemple utilise des pesticides, tout le monde procède à la fumigation de la forêt avec du poison et ils sont en train de polluer l'eau » (U02, 14/09/2016)

Cette notion *dehors/dedans* de la frontière de la conservation, déjà évoquée dans la section 1.3.2, est bien marquée dans l'esprit de tout le monde et est même véhiculée aux enfants au travers des activités d'éducation à l'environnement. C'est le cas de ce technicien de la CONAGUA qui nous expliquait combien la vie de leur personnage imaginaire « *Paco el Pescado* (Paco le Poisson) » vivait heureux en zone protégée puis subissait les impacts horribles du monde en dehors.

“Lo que trabajamos es el ciclo del agua. Les hablamos [a los niños] del ciclo del agua, de la contaminación, con un... éste... con un pececito. [...] Aquí está el pececito y les explicamos la historia de Paco el Pescado que vivía en reserva natural y que para cuestiones de que él quería conocer más allá de su reserva, pues se va y viene la contaminación por pesticidas, por jabón y por aceite. Entonces esa es la historia y se la platicamos a ellos” (U19, 19/09/2016)

« Ce que nous travaillons ici est le cycle de l'eau. Nous leur parlons [aux enfants] du cycle de l'eau, de la pollution, avec un... alors... un petit poisson [...]...] Voilà le petit poisson et nous leurs expliquons l'histoire de Paco le Poisson qui vivait dans une réserve naturelle et parce qu'il voulait connaître le monde au-delà de la réserve, alors il s'en va et arrive la pollution par les pesticides, par le savon et par l'huile. Voilà l'histoire que nous leur racontons » (U19, 19/09/2016)

### 6.3. Le territoire hydrosocial de l'*Usumacinta* à *Tabasco* : entre espaces vécus et espaces protégés

#### 6.3.1. Deux aires naturelles protégées à *Tabasco* liées par le fleuve *Usumacinta*

Au Mexique, les stratégies de conservation de la nature dépendent de l'État fédéral. Parmi les instruments de politique environnementale et écologique reconnus dans la *Ley General del Equilibrio Ecológico y Protección del Ambiente* (Loi Générale de l'Équilibre Écologique et Protection de l'Environnement) de 1988, réformée en 2015, sont mentionnés l'aménagement écologique, les aires naturelles protégées, les instruments économiques et les évaluations d'impact environnemental (Bungue *et al.*, 2014). Comme ces derniers auteurs le signalent, malgré l'intention de renforcer les aspects de participation publique et de transparence dans les processus de planification environnementale depuis l'année 2003, le résultat est qu'« on a beaucoup avancé dans la discussion sur la participation sociale mais cela ne signifie pas que l'on ait avancé significativement dans sa mise en place » (Bungue *et al.*, 2014 : 15).

En 2013, les aires naturelles protégées au Mexique occupaient 26,5 millions d'hectares. Elles sont passées à 65 millions en 2016<sup>153</sup>. La première à être créée dans le bassin de l'*Usumacinta* a été la Réserve de Biosphère *Montes Azules*, en 1978 dans l'État de *Chiapas*. Depuis, plus d'une cinquantaine d'aires naturelles protégées ont été créées dans l'ensemble du bassin côté mexicain, dont 46 au *Chiapas*. On constate ainsi que l'État du *Chiapas* a été la cible privilégiée de la protection de la nature, ce qui a engendré de multiples conflits. Un des exemples les plus représentatifs est justement celui de *Montes Azules*, où les visions très marquées et irréductibles sur les activités agraires et forestières traditionnelles et la supposée agression des communautés indigènes à la biodiversité n'ont pas été étrangères au soulèvement zapatiste de 1994 (Cevallos, 2005).

Nous remarquerons que la création des aires naturelles protégées au Mexique n'a pas été uniforme dans le temps : après un boom dans les années 1990, probablement occasionnée par l'arrivée du nouveau paradigme du développement durable suite de la Conférence de Rio en 1992, on observe une reprise importante à partir des années 2000, où de nouvelles aires protégées ont vu le jour. Une nouveauté par rapport à la décennie antérieure est que parmi la vingtaine de ces nouvelles zones protégées, au moins 5 sont des « aires destinées volontairement à la conservation »<sup>154</sup>, en d'autres termes des aires de conservation privées.

Pour les deux aires naturelles protégées de l'État de *Tabasco*, objet d'étude de ce travail (Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla* et Aire de Protection de Flore et Faune *Cañon*

<sup>153</sup> <https://www.gob.mx/semarnat/articulos/avances-en-materia-de-proteccion-ambiental?idiom=es>. (consulté le 11/06/2018).

<sup>154</sup> *Áreas Destinadas Voluntariamente a la Conservación* d'après la loi générale d'équilibre écologique et protection de l'environnement (1988, art. 46-XI) <https://datos.gob.mx/busca/dataset/areas-destinadas-voluntariamente-a-la-conservacion>. (consulté le 15/06/2018).



*del Usumacinta*), ce sont les autorités environnementales de l'État fédéral, à travers la Loi Générale de l'Équilibre Écologique et la Protection de l'Environnement, qui ont eu la charge de leur création et de leur gestion. Dans les deux cas, une période relativement longue, soit 8 et 7 ans respectivement, s'est écoulée entre leur création et la publication de leurs plans de gestion en tant que documents de planification stratégique et de cadre normatif.

Ces aires sont censées protéger la nature grâce à des limitations de l'espace et à l'imposition de critères bien définis où les postures des gestionnaires et experts ne diffèrent pas beaucoup. Pour eux, ces aires ne sont guère plus que des délimitations procédurières du territoire, qui leur donnent la légitimité de pouvoir décider ce que l'on fait et ce que l'on ne fait pas, sans donner trop d'explications car ces décisions seront légitimées par la « bonne cause », la conservation de la nature, même si cette nature à protéger est bien souvent mal connue.

“Hombre, (la declaración como área protegida) no la protege efectivamente pero es un instrumento para la toma de decisiones puesto que al estar como área natural protegida el decreto da unos lineamientos que es lo que se puede hacer o que es lo recomendable de hacer y que es lo que no recomendable. Entonces, bajo ese criterio se promueven acciones en ese espacio” (U02, 11/09/2016)

“La cuestión de la conservación... en el sentido de que, yo no digo... ¡híjole! Pero es que son todos protocolos, sólo es papel y requerimientos políticos para cumplir con el número de hectáreas protegidas que tengan que tener. Es que nos decían por ejemplo de la Reserva Protegida de Pantanos de Centla, éste, xxxxx es que decía que estas áreas es porque hay un tratado en el que México entró y entonces ahora México está obligados a tener X hectáreas de Áreas Naturales Protegidas y nos dice este señor, es que hay que tener un número de áreas estatales a nivel estatal y federales a nivel del país [...] Pero en realidad ¡híjole! Entrás y te crees que vas a ver una cosa así toda cerrada de árboles y de desarrollo sustentable y una gente conciencizada... y no te vas a encontrar eso... O sea todo es mero protocolo y a veces lo decimos ¿no?” (U20, 20/09/2016)

« Eh bien, (la declaración en tant qu'aire protégée) ne la protège pas effectivement mais elle est un outil pour la prise de décisions car si elle est une aire naturelle protégée, son décret d'application donne les grandes lignes de ce que l'on peut y faire ou ce qui est recommandé d'y faire ou ce qui n'est pas recommandable. Alors, selon ce critère-là on promet des actions dans cet espace » (U02, 11/09/2016)

« La question de la conservation... dans le sens de... je ne dis pas... dis-donc ! Mais ce ne sont que des protocoles, ce n'est que du papier et des demandes politiques à satisfaire sur le nombre d'hectares protégés qu'il faut qu'ils aient. On nous disait par exemple dans la Réserve Protégée de Pantanos de Centla, alors, xxxxx, on disait que ces aires le sont parce qu'il a un traité dans lequel le Mexique est rentré et alors maintenant le Mexique est obligé à avoir X hectares d'Aires Naturelles Protégées et ce monsieur nous disait, qu'il faut avoir un nombre d'aires étatiques au niveau des États et fédéraux au niveau du pays [...] Mais en réalité, dis-donc! Tu y vas et tu pensais que tu allais retrouver autre chose, comme ça, tout couvert d'arbres, de développement durable et de gens sensibilisés... et il n'y a rien de tout ça... C'est à dire que tout cela n'est qu'un protocole et parfois nous le disons, n'est-ce pas ? » (U20, 20/09/2016)

“... hay que seguir actualizando estudios para saber realmente. Apenas hace tres años ya casi... yo le dije a la CONANP, yo necesito estudios de monitoreo para que tú me digas qué es lo que estás conservando. Si conservo, pero ¿qué conservo?” (U02, 14/09/2016)

« ... il faut continuer à actualiser les études pour savoir vraiment. Il y a à peine trois ans presque... moi, j'ai dit à la CONANP, moi, j'ai besoin d'études de suivi pour que tu puisses me dire qu'est-ce que tu es en train de conserver. Oui, je conserve, mais qu'est-ce que je conserve? » (U02, 14/09/2016)

Le plan de gestion de la Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla* met en avant la grande richesse biologique de cette zone humide et sa valeur culturelle, en raison de la présence d'habitants mayas-chontales qui ont développé ce que l'on appelle la *culture de l'eau* (Carabias *et al.*, 2000). La zone est inscrite dans la convention de RAMSAR depuis 1995 de par l'importance de ses populations d'oiseaux. En tant que Réserve de Biosphère, elle possède deux aires centrales et une zone tampon. La voie fluviale est actuellement pratiquement abandonnée, mais il est encore possible d'y accéder depuis la ville de Villahermosa par le fleuve *Grijalva* ou depuis la ville de Jonuta par le fleuve *Usumacinta*. Les deux fleuves communiquent dans toute la Réserve par des canaux, ruisseaux et lagunes (Carabias *et al.*, 2000).

#### **6.3.1.1. La Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla***

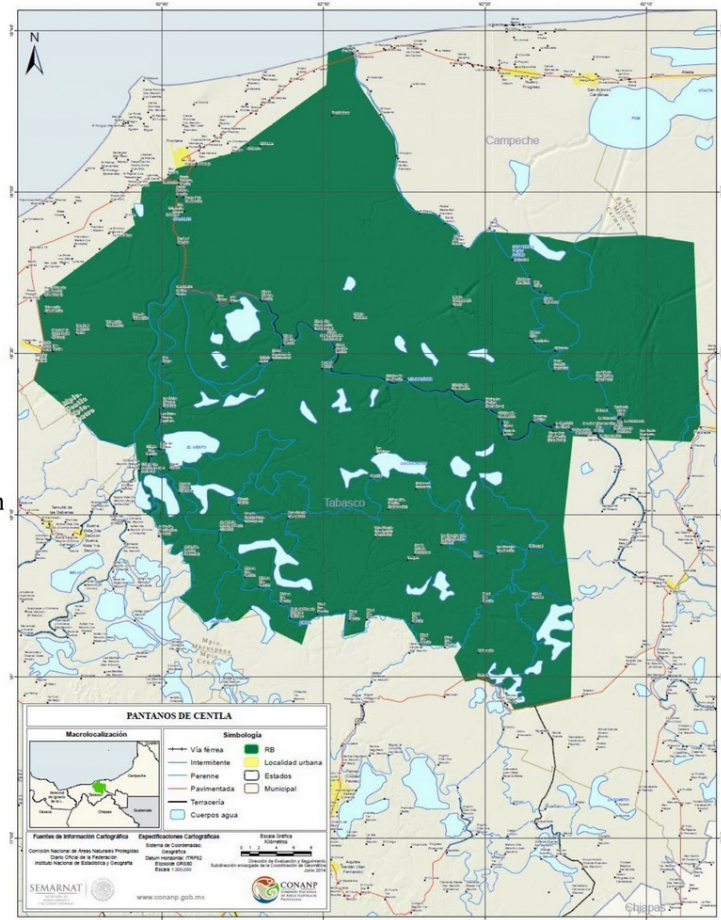
Avec une surface de 302 706 ha, la Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla* se situe dans le delta des fleuves *Usumacinta* et *Grijalva*. Il s'agit d'une grande plaine côtière inondable avec une altitude entre -1 et 7 m, composée d'une succession de cordons littoraux et de dépressions inondées. Parmi les écosystèmes aquatiques d'eau douce ou saumâtre les plus caractéristiques, se trouvent des lagunes et des mangroves avec différents degrés d'inondation ainsi que la plaine fluviale de l'*Usumacinta*, inondée périodiquement sur un substrat calcaire du Jurassique-Crétacé (Carabias *et al.*, 2000) (Figure 27).

Lorsque le plan de gestion a été élaboré, les usages du sol étaient partagés entre 1,19 % d'agriculture, 14,37 % d'élevage et 5,76 % d'autres activités dont la plus importante était l'extraction de pétrole par la société PEMEX. Le reste de la surface, soit un peu plus de 78 %, était constitué de végétation naturelle. En dépit de la petite proportion de surface utilisée par ces différents usages, le plan de gestion mentionne les risques que ces activités peuvent occasionner à la conservation de la végétation naturelle (Carabias *et al.*, 2000 : 35). Concernant la propriété de la terre à l'intérieur de la Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla*, 60 *ejidos* ont été comptabilisés comme type d'organisation prédominante, tandis que la propriété privée, également existante dans la Réserve, se caractérise par un grand nombre de petites exploitations (moins de 40 ha) et quelques exploitations plus grandes (320 à 1 000 ha) (Carabias *et al.*, 2000).

## RÉSERVE DE BIOSPHÈRE PANTANOS DE CENTLA

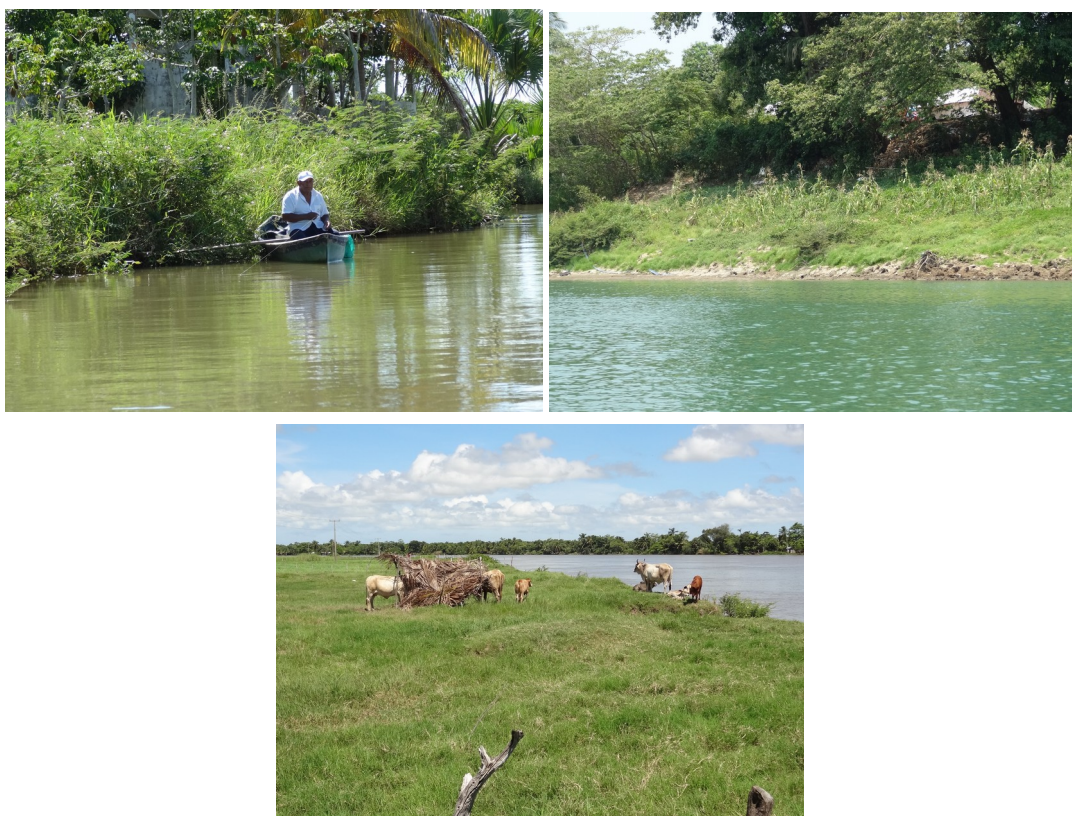


**Extension :** 302 706 ha  
**Communes :** Centla, Jonuta et Macuspan  
**Administration :** CONANP  
**Population estimée :** 24.536 habitants,  
 dont 1.991 population indigène  
**Date de création :** 06/08/1992  
**Plan de gestion :** 26/09/2000



**Figure 27.** La Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla*. État de *Tabasco* (Mexique).  
 Source : <http://www.biodiversidad.gob.mx/region/areasprot/enmexico.html> (consulté le 11/06/2018).

La pêche, fondamentalement artisanale, est l'activité primaire la plus importante de la Réserve. Même si elle est mentionnée comme une activité traditionnelle, la pression exercée sur les ressources halieutiques est jugée très importante dans le plan de gestion. Celui-ci propose une surveillance accrue de cette activité et une connaissance biologique des espèces de poisson pour délimiter les périodes de fermeture de la pêche (Carabias *et al.*, 2000 : 66). L'agriculture de subsistance qui se réalise à l'intérieur du périmètre de la Réserve est basée sur la culture pluviale du maïs et *traspatis* (jardins potagers). Concernant l'élevage, cette activité est pratiquée de façon extensive et le bétail utilise les pâturages situés en zone inondable (Photo 14). Enfin, aucune exploitation forestière n'est autorisée à l'intérieur de la Réserve, sauf l'usage existant des plantations pour la construction.



**Photo 14. La pêche artisanale (en haut à gauche), la *milpa* (culture traditionnelle du maïs) (en haut à droite) et l'élevage familial (en bas) constituent les activités productives principales de la population indigène de la Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla*.  
Crédit Photo : Ana González Besteiro, 2016.**

Parmi les activités qui se sont développées dans la Réserve depuis la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle se trouve l'exploitation de pétrole et du gaz par PEMEX. En 1997, il existait 295 puits de pétrole à l'intérieur de l'aire protégée qui est traversée du nord-est au sud-ouest par 96 km d'oléoducs (Carabias *et al.*, 2000 : 75). Apparemment, aucune étude ne quantifie les risques encourus par la flore, la faune ou les habitants de l'aire protégée en raison de cette activité.

En 1994, le gouvernement mexicain a fait construire pour l'administration de la Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla* des installations modernes pour y siéger au lieu-dit *Tres Brazos*, à la confluence *Usumacinta-Grijalva*, dotées de laboratoire, un hébergement pour 32 personnes, des bibliothèques et salles de réunions (Carabias *et al.*, 2000). Vingt ans plus tard, lors de notre visite en 2016, ces infrastructures apparaissent comme peu entretenues : dégâts des eaux, absence d'eau courante et d'électricité, ruine partielle de certaines dépendances et pénurie de combustible pour les embarcations et véhicules. Ceci donne le sentiment d'un abandon de cette aire naturelle protégée malgré l'affichage public de zone de protection prioritaire pour le pays. L'absence de tourisme dans la zone joue à son avantage parce qu'il n'y a pas de regards extérieurs qui puissent témoigner de la distance entre affichage politique et réalité du terrain.

Le plan de gestion de la Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla* publié en 2000<sup>155</sup> avait des objectifs très ambitieux mais un peu vagues, tels que « conserver la diversité génétique des espèces de flore et faune », « assurer l'équilibre et la continuité des processus évolutifs écologiques » ou « encourager le développement socio-économique régional ». Cette énumération, classique dès qu'il s'agit de gérer une zone protégée, est ensuite déclinée en stratégies et actions, composantes et sous-composantes. En définitive, il s'agit d'un document d'exécution issu de la recherche-action dans lequel la participation citoyenne a été très peu sollicitée.

Une évaluation de ce plan de gestion a été réalisée en 2008 par Guerra-Martínez et Ochoa-Gaona, (2008) pour estimer le degré d'accomplissement des effets attendus en termes de conservation des ressources naturelles. Elle montre que, loin d'avoir produit une amélioration de la couverture végétale depuis la mise en place du plan de gestion, au contraire, le taux de couverture forestière semble avoir diminué, la mangrove est plus fragmentée et la surface de pâturage a augmenté. L'évaluation signale également l'état de dégradation des infrastructures de la Réserve et le fait que l'exploitation du pétrole a facilité l'entrée des habitants dans des zones jusqu'alors peu accessibles. Enfin, elle signale la pollution des écosystèmes aquatiques et la dégradation de la végétation à cause des activités de PEMEX, difficile à évaluer quantitativement faute de documents publics. Rappelons que 38 % des puits de pétrole se trouvent dans les zones centrales de la Réserve (Guerra-Martínez et Ochoa-Gaona, 2008 : 143).

### **6.3.1.2. L'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañon del Usumacinta***

La deuxième aire naturelle protégée étudiée, l'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañon del Usumacinta* (Figure 28) relève d'une figure de protection qui, selon les textes, « en accord avec la Loi Générale de l'Équilibre Écologique et la Protection de l'Environnement protège les endroits qui ont des habitats dont l'équilibre et la préservation est une nécessité pour l'existence, la transformation et le développement des espèces de flore et faune »<sup>156</sup>. Depuis les années 1980, la protection des ressources naturelles de l'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañon del Usumacinta* avait été déjà le point de mire de l'État de *Tabasco*, en raison notamment de l'impact produit par les plans de développement Balancán-Tenosique<sup>157</sup> qui, durant la décennie antérieure, avait promu l'exploitation des terres, l'établissement de colons et l'exploitation du pétrole. A l'issue de ces études, la zone fut déclarée zone protégée de l'État de *Tabasco* en 2005 puis, en 2008, aire naturelle protégée de la fédération mexicaine. Elle fait partie du Corridor Biologique Mésoaméricain.

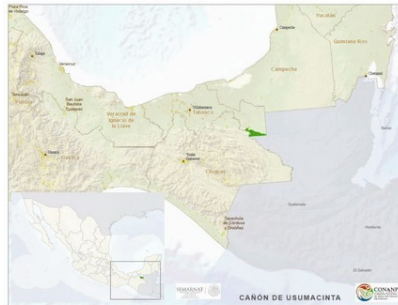
---

<sup>155</sup> [www.paot.mx/centro/ine-semarnat/anp/AN30.pdf](http://www.paot.mx/centro/ine-semarnat/anp/AN30.pdf) (consulté le 12/07/2016).

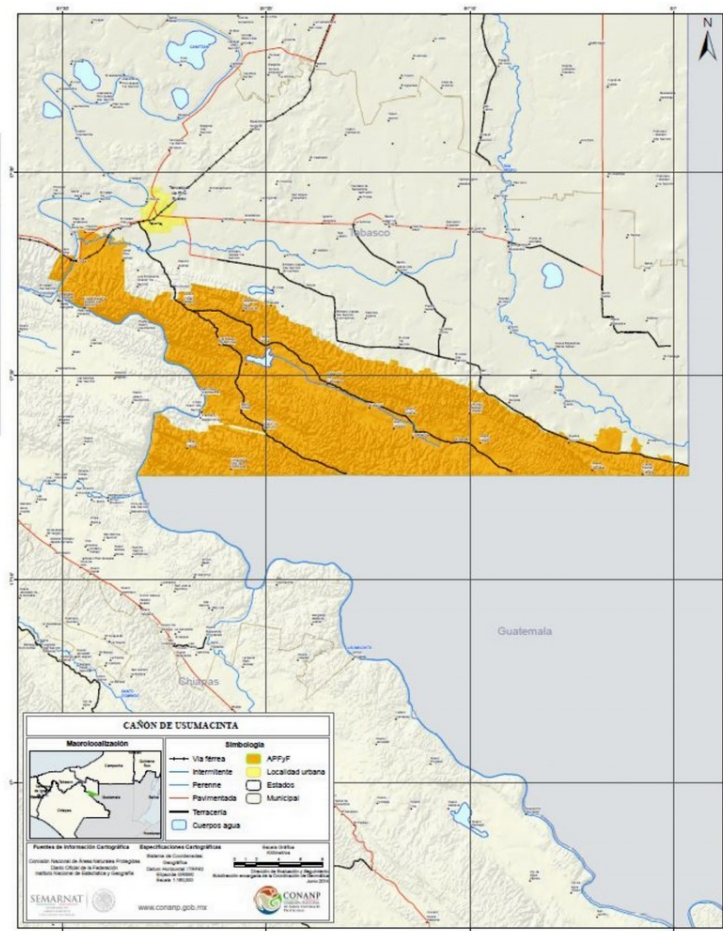
<sup>156</sup> <https://www.gob.mx/semarnat/articulos/areas-de-proteccion-de-flora-y-fauna-en-mexico?idiom=es> (consulté le 05/07/2018).

<sup>157</sup> Le plan de développement Balancán-Tenosique fut créé en 1972 par le gouvernement mexicain pour le développement de l'élevage intensif. Comme conséquence il a été à l'origine de la déforestation et assèchement de la zone mais aussi de la construction de centres urbains avec les services basiques. [www.bib.uia.mx/tesis/pdf/014848/014848\\_02.pdf](http://www.bib.uia.mx/tesis/pdf/014848/014848_02.pdf) (consulté le 06/07/2018).

**AIRE DE PROTECTION  
DE FLORE ET FAUNE  
CAÑÓN DEL USUMACINTA**



**Extension** : 46 128 ha  
**Communes** : Tenosique  
**Administration** : CONANP  
**Population estimée** : 8.156 habitants,  
dont 3.158 population indigène  
**Date de création** : 22/09/2008  
**Plan de gestion** : 05/06/2015



**Figure 28.** L'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañón del Usumacinta*. État de *Tabasco* (Mexique).

Source : <http://www.biodiversidad.gob.mx/region/areasprot/enmexico.html> (consulté le 11/06/2018).

Située dans la commune de Tenosique avec une surface de 46 128 ha, l'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañón del Usumacinta* a pour objectif de protéger la forêt tropicale haute à feuillage persistant de la partie septentrionale de la forêt Lacandona (SEMARNAT-CONANP, 2015). L'aire vise aussi à protéger une partie du fleuve *Usumacinta*, ainsi que des vestiges de la culture maya jusqu'ici très peu étudiés. Parmi les espèces emblématiques se trouvent le hurleur à manteau (*Alouatta palliata*), le jaguar (*Panthera onca*) ou le paca (*Agouti paca*) entre autres. Le plan de gestion mentionne le manque d'études sur la flore et la faune de la zone, une méconnaissance qui selon nous s'étend aussi aux processus liés à l'écosystème fluvial, hydrodynamique ou hydrobiologique, ceux-ci n'étant même pas mentionnés dans le document de gestion. Le territoire de l'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañón del Usumacinta* est constitué par des structures géologiques calcaires du Tertiaire Inférieur avec des altitudes qui varient entre 200 et 700 m affectées par des processus d'érosion fluviale contrôlée par des

systèmes de failles qui lui confèrent des paysages caractéristiques de canyons et gorges encaissées (SEMARNAT-CONANP, 2015).

L'économie de l'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañón del Usumacinta* est basée sur l'élevage extensif et l'agriculture de subsistance (maïs principalement et *traspatio* (basse-cour), ainsi que d'autres activités qui, pour une moindre mesure, complètent les revenus des habitants, telles que les plantations de palme à huile (*Elaeis guineensis*) (Photo 15). La pêche n'est pas une activité très répandue sur le fleuve *Usumacinta* à son passage par l'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañón del Usumacinta*. Ceci est dû entre autres à la difficulté d'accès au fleuve et à la vitesse du courant. Elle se pratique uniquement dans trois lagunes et un ruisseau avec des moyens artisanaux. La surface consacrée au pâturage représente 32 % de la zone protégée, mais 26 % de la surface totale de la zone sont des anciens lieux d'activité agricole et d'élevage actuellement abandonnés et donc repris par la végétation naturelle. La propriété de la terre est principalement de type *ejidal* (89 % de la surface totale avec 25 *ejidos*). Si, d'un point de vue écologique et de biodiversité, cette zone protégée est pensée en termes d'espèces terrestres liées à la forêt tropicale humide, les opportunités touristiques de la zone sont conçues en lien avec le fleuve et ses potentialités : *rafting* sur les rapides ou descente en *rappel* dans les hautes parois calcaires du canyon, par exemple. Enfin la *Comisión Nacional Forestal* (CONAFOR) (Commission Nationale des Forêts) est présente dans l'aire protégée depuis sa création et soutient des plantations forestières depuis 2006.



**Photo 15. L'élevage extensif (à gauche) et les plantations de palme à huile (à droite) constituent les principales activités productives de l'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañón del Usumacinta*.  
Crédit Photo : Ana González Besteiro, 2016.**

Le document de planification et de gestion de l'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañón del Usumacinta*<sup>158</sup> est un programme ambitieux, visant à l'établissement d'un

<sup>158</sup> [https://www.conanp.gob.mx/que...manejo/2015/Canon\\_del\\_Usumacinta.pdf](https://www.conanp.gob.mx/que...manejo/2015/Canon_del_Usumacinta.pdf) (consulté le 12/07/2016).

système d'administration, de protection, de gestion, de recherche et de diffusion destiné à atteindre les objectifs de conservation des écosystèmes. Tout comme celui de la Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla*, il détaille un ensemble de programmes et sous-programmes, chacun avec ses stratégies, actions et calendrier associés, dont nous n'avons pas trouvé dans la littérature des éléments d'évaluation.

Il n'existe pas d'activité prédominante dans le bassin de l'*Usumancinta* à *Tabasco*. Ces communautés indigènes, ainsi que les colons arrivés à *Tabasco* à partir des années 1960, ont en commun de pratiquer une diversité d'activités, soit productives, soit d'auto-consommation en fonction des périodes et des opportunités. Les colons, quant à eux, ont élargi leurs activités liées à la terre ces dernières années. Aux exploitations agricoles et d'élevage plus traditionnelles se sont ajoutées récemment des plantations d'arbres commercialisables : *teca* (*Tectona grandis*), *melina* (*Gmelina arborea*), palme à huile (*Elaeis guineensis*), etc.

“Sí, aquí tenemos vacas, sembramos maíz. Fíjate que en estos tiempos no se puede dedicar uno específicamente a una sola cosa... hay que estar todo un poquito : agricultura, reforestación, ganado, criar sus vaquitas y animales de traspatio. Todo eso. Pero es parte de la actividad del campo” (U22, 20/09/2016)

« Oui, nous ici, nous avons des vaches, nous cultivons du maïs. Imagine-toi que par ces temps on en peut pas se dédier spécifiquement à une seule chose... il faut avoir un peu de tout : agriculture, reforestation, élevage, élever tes vaches, tes animaux de basse-cour. Tout ça. Mais cela fait partie de l'activité à la campagne » (U22 20/09/2016)

“Pues si, como dijo mi papá, pues no ponemos los huevos en una sola canasta (risas). Hay veces que está bien la palma y el ganado no. Y hay veces que el ganado está bien y la palma pues peor. Entonces ahí entre los dos, ahí vamos” (U23, 21/09/2016)

« Oui, comme a dit mon papa, alors nous ne mettons pas tous les œufs dans le même panier (risas). Parfois c'est la palme à huile qui va bien et l'élevage non. Et il y a des fois où c'est l'élevage qui va bien et la palme va mal. Alors, là, entre les deux, on s'en sort » (U23, 21/09/2016)

En revanche, les indigènes qui pratiquent aussi la « multi-activité » vivent au jour le jour en fonction des opportunités et de la *chamba* (petits boulots) qu'ils trouvent ou de la surface de terre qu'ils possèdent ou exploitent.

“Todos aquí tienen sus changarrillos, todos aquí, bueno no todos (risas) si tuvieran todos nadie vendía (risas). Lo que vendo lo compro en Frontera, para revender y me sale un poquito, pero tiene uno que ir a comprar todo pues. Sí, porque si vas por poquito pues tampoco. Como tengo mi carrito pues a veces me voy en mi carrito” (U13, 14/09/2016)

« Tout le monde ici a ces petites échoppes, tout le monde, bon, pas tout le monde (risas) si tout le monde en avait, personne ne vendrait rien (risas). Ce que je vends, je l'achète à Frontera, pour revendre après et gagner un peu, mais il faut quand même aller l'acheter. Oui, parce que si tu achètes très peu, ce n'est pas intéressant. Moi, j'ai une petite voiture et quelquefois j'y vais dans ma voiture » (U13, 14/09/2016)



“Y aquí se dan los beneficios del pantano, uno de ellos es la pesca, mojarra, róbalo, camarones. Aquí se dan hasta tres cosechas de maíz al año además de cultivar maíz en temporadas cortas, también se cultiva melón, sandía y calabaza” (U16, 17/09/2016)

“Hay comunidades donde no está todo de ganadería. Depende de la comunidad. Entonces pueden ser 5 o 6 reses por familia. Entonces... son, cómo decirlo, la geografía, muchas zonas de explanada pues ahí está la agricultura. Entonces hay otras áreas donde lo que ves es cerro y entonces ves más bien descampado como allá arriba pues se usa para la agricultura, pero cuando hay zonas que son de pendientes donde ya no se puede sembrar maíz, pues meten ganadería” (U20, 20/09/2016)

“Aquí son zonas muy ricas. Hay ganado, hay agricultura, hay peces, hay esto, o sea a lo mejor tenemos aquí todo. Entonces hay que ir un poquito también empujando, porque como dijo aquel no podemos meter todos los huevos en una sola canasta porque si se cae... entonces tenemos que estar diversificados” (U05, 12/09/2016)

“Por aquí ganadero, lo que se dice ganadero no hay mucho. Tienen cinco reses, hasta 10... Pero bueno, ellos también pescan, se dedican a la pesca. Para ellos por ejemplo, reúnen un dinero y ya compran una res y ya...éste... pues tienen un problema de enfermedad o algo así y pues agarran de ese ganadito y ya lo venden y ya salen de apuros. Le digo que dicen que lo tienen como si fuera un ahorro” (U08, 12/09/2016)

“Pues aquí tenemos ganado y tenemos maíz y pollos, patos, pavos, así es. Mira, aquí la gente, el que pesca, también cultiva maíz y el pasto, hacemos poquito, pero de todo. En el caso mío, yo tengo ganadito, siembro maíz, cuando quiero voy a pescar y así” (U09, 12/09/2016)

« Et ici on a les bénéfiques de la zone humide, l'un d'entre eux est la pêche, *mojarra*, *róbalo*<sup>159</sup>, crevettes. Ici nous avons jusqu'à trois récoltes de maïs par an, en plus de cultiver le maïs sur des périodes courtes, nous cultivons aussi du melon, de la pastèque et de la courge (U16, 17/09/2016)

« Il y a des communautés qui n'ont pas tout en élevage. Cela dépend de la communauté. Alors, ils peuvent avoir 5 ou 6 bêtes par famille. Alors... C'est, comment dire, la géographie, beaucoup de zones de plaines, c'est là où se trouve l'agriculture. Alors, il y a d'autres zones où ce que tu vois c'est des petites collines et alors c'est plutôt des terrains vagues comme là-bas en hauteur, alors c'est utilisé pour l'agriculture, mais lorsqu'il y a des zones en pente où l'on ne peut pas semer du maïs » (U20, 20/09/2016)

« Ici ce sont des zones très riches. Il y a de l'élevage, il y a de l'agriculture, il y a des poissons, il y a tout ça, c'est à dire que nous avons ici de tout. Alors il faut quand même pousser un peu parce que comme dit le dicton, nous ne pouvons pas mettre tous les œufs dans le même panier parce que s'il tombe... Alors, il faut que nous soyons diversifiés » (U05, 12/09/2016)

« Par ici, des éleveurs, des vrais éleveurs il n'y en a pas beaucoup. Ils ont cinq bêtes, jusqu'à 10... Mais bon, ils pêchent aussi, ils se consacrent à la pêche. Pour eux, par exemple, ils réunissent l'argent et ils s'achètent une vache et alors... alors... s'ils ont un problème de maladie ou quelque chose du genre alors ils utilisent ce petit cheptel et ils le vendent et c'est comme ça qu'ils s'en tirent d'affaire. Ils disent qu'ils ont des vaches comme si c'était des économies » (U08, 12/09/2016)

« Alors ici, nous avons du bétail et nous avons du maïs et des poulets, des canards, de dindes, c'est comme ça. Regarde, ici les gens, celui qui pêche, il cultive aussi du maïs et le pâturage, nous faisons très peu, mais un peu de tout. Dans mon cas, j'ai mon petit cheptel, je sème du maïs, quand je le veux, je vais à la pêche et ainsi de suite » (U09, 12/09/2016)

---

<sup>159</sup> Il s'agit d'espèces de poisson pêchés et consommés localement.

### 6.3.2. Le rapport au fleuve : attachement ou indifférence

Si les relations à la Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla* ou à l'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañón del Usumacinta* ne sont pas abordées spontanément par les acteurs rencontrés, en revanche la relation au fleuve est systématiquement évoquée. L'analyse de ce vécu nous a permis de discerner trois types de profils en lien avec le regard qu'ils portent sur le fleuve. Nous avons examiné en particulier les usages agricoles et d'élevage, la pêche, les plantations d'arbres productifs et l'extraction de sédiments en fonction des périodes d'inondation ou d'étiage du fleuve au prisme des règles imposées par la protection environnementale. Nous avons dénommé ces trois types d'approches « ceux qui vivent avec le fleuve », « ceux qui tournent le dos au fleuve » et « ceux qui vivent de la connaissance du fleuve ». Le premier groupe a une vision proche et intime avec le fleuve, celle des populations indigènes traditionnelles. Pour le deuxième groupe, le fleuve est absent. Il s'agit des populations de colons installées à *Tabasco* depuis les années 1960. Le troisième groupe est lié à la connaissance environnementale et au quotidien professionnel des agents de terrain, gestionnaires, biologistes ou écologues (Figure 29).

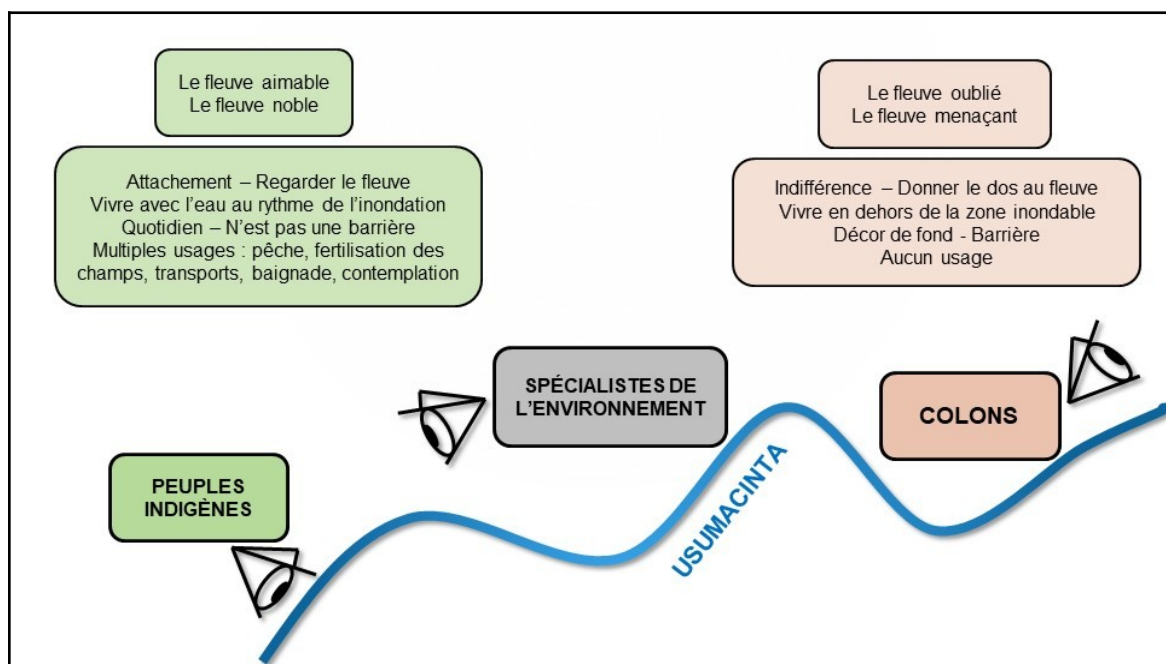


Figure 29. Trois types de profil d'acteurs en lien avec le regard porté sur le fleuve *Usumacinta*. a) ceux qui vivent avec le fleuve (les peuples indigènes), b) ceux qui tournent le dos au fleuve (colons) et c) ceux qui vivent de la connaissance du fleuve (spécialistes de l'environnement). Source : González Besteiro (2020).

Pour les populations indigènes, « qui vivent avec le fleuve », *en la orilla* (au bord de l'eau) de l'*Usumacinta*, en zone d'inondation périodique, il n'est pas question de déménager ailleurs. *La orilla* n'est nullement un choix imposé mais une volonté délibérée de vivre avec le fleuve et ses innombrables ressources. Une « culture de l'eau » qui se manifeste par un attachement singulier.

“... el agua del río pues... produce mucho, mucho pescadito y de todo, cocodrilos... cocodrilos en el pantano. Y anteriormente pues se tomaba de esa misma agua” (U09, 12/09/2016)

“Pues es que... este río... en tiempo de creciente, pasa mucha, mucha corriente y de allá pa abajo está bonito cuando se llena” (U21, 21/09/2016)

“Y éste... ya cuando uno quiere ir a pescar pues lleva la lancha y ya se va. Pues sí, es que ahorita... porque antes si agarrábamos ahí, lavábamos, agarrábamos agua para beber ahí y todo y ya ahorita pues ya no, desde que nos dieron ya este agua potable que tenemos aquí [...] Pues sí que nos bañamos, sí. Nada más cuando es tiempo de seca... se pone una playa ahí bien grandota al frente y ahí nos bajamos a bañar pero en las tardecitas. Ya nos bajamos, pero ahorita no, que está la crecida” (U26, 21/09/2016)

“Los niños están muy contentos cuando empieza la inundación [...] el río es noble, crece muy despacito con lo que da tiempo para prepararse, para subir en alto las cosas de la casa. A mí no me gusta el mar porque el agua está muy salada. A mí me gusta más bañarme en el río [...] Yo no quiero vivir en otro sitio...podría vivir en más alto como las casas en cemento que se han construido en los últimos años, pero no quiero irme de donde estoy, es mi casa y me gusta donde vivo” (U20, 20/08/2016)

“Y le digo pues para acá nosotros está cortado las paredes y el río ahí va, lo ves desde arriba... Sí que está bonito, se ve bonitísimo. Cuando me paro y lo veo, sí que se ve el cañon con el río allá abajo. En tiempos de seca sí que está bonito” (U27, 21/09/2016)

«...l'eau du fleuve, donc... elle produit beaucoup, beaucoup de poisson et de tout, crocodiles... crocodiles dans la mangrove. Et avant donc on buvait cette même eau » (U09, 12/09/2016)

« Alors... ce fleuve... par des temps de crue, il y a beaucoup d'eau qui passe, beaucoup de courante et là-bas en bas c'est très beau quand il se remplit » (U21, 21/09/2016)

« Et alors... quand on veut aller pêcher on prend le bateau et on y va. Mais oui, c'est ce qui se passe maintenant... Parce qu'avant on pêchait là, on faisait la lessive, on prenait de l'eau pour boire, là même et maintenant plus, depuis que l'on nous a dit que l'eau que nous avons ici n'était plus potable [...] Mais si, nous nous baignons, oui. Mais seulement à la période d'étiage...il apparaît là une plage, là-même, très grande ici juste en face et nous descendons nous baigner, mais les après-midis. Nous descendons, mais pas maintenant, non, parce c'est la crue » (U26, 21/09/2016)

« Les enfants sont très contents lorsque la crue commence [...] le fleuve est noble, il remonte très doucement et nous avons le temps pour nous préparer, pour monter les choses en haut de la maison. Moi, je n'aime pas la mer parce que l'eau est très salée. Moi, j'aime plus me baigner dans le fleuve [...] Je ne veux pas vivre dans un autre endroit... je pourrais vivre plus en hauteur comme les maisons en ciment qui ont été construites ces dernières années, mais je en veux pas m'en aller de là où je suis, c'est mon chez-moi et j'aime là où j'habite » (U20, 20/08/2016)

« Et je vous dis donc, par ici, nous, c'est coupé par les parois et le fleuve va par ici, tu peux le voir en hauteur... Oui, il est beau, on le voit très beau. Lorsque je m'arrête et que je le regarde, on voit le canyon avec le fleuve là-bas en bas. Pendant les temps d'étiage il est très beau » (U27, 21/09/2016)

Ces personnes vivent tout au long du fleuve et très peu à l'intérieur des terres. Malgré l'absence de pont pour traverser l'*Usumacinta*, à l'exception de celui de *Boca del Cerro* près de Tenosique, la population indigène considère que les deux rives font partie de leur

monde à parts égales. Le bateau arrimé à la porte de leurs maisons est toujours prêt à l'emploi. Le fleuve ne constitue pas une barrière, il est traversé ou parcouru avec facilité. Terre et eau, à pied, en voiture ou en bateau, il n'y a pas de distinction. La mobilité au long ou en travers du fleuve est vécue comme un mouvement fluide, naturel et quotidien. La population indigène a toujours habité le long du fleuve. Celui-ci a été traditionnellement utilisé comme moyen de communication principal et continue de l'être, même si une route goudronnée existe depuis quelques années. Le tracé de la route est parallèle au fleuve pour desservir ces populations riveraines, mais celles-ci dépendent encore pour une large mesure du transport par le fleuve.

“Cuando crece el agua aquí no puedes pasar andando, está muy difícil pasar. Pero ya de todas maneras puedes pasar por dentro, con cayuco, a remo, por allá, porque o sea ya todo está bajo el agua. Con remo cuando crece está más fácil” (U17, 18/09/2016)

« Lors de la crue ici on ne peut pas passer à pied. Il est très difficile d'y passer. Mais de toutes manières on peut passer par le fleuve, avec la pirogue, à rame, par là-bas, parce que, c'est à dire, tout est déjà sous l'eau. Avec la rame, lors de la crue c'est plus facile » (U17, 18/09/2016)

“El río sigue siendo un medio de comunicación y transporte, antes no había carretera. Se hizo a finales de los 80” (U16, 17/09/2016)

« Le fleuve est toujours un moyen de communication et de transport, même avant la route. Celle-ci a été faite à la fin des années 1980 » (U16, 17/09/2016)

“Aquí todo es cayuco o lancha, si no, no se puede salir de aquí” (U17, 18/09/2016)

« Ici c'est soit la pirogue soit le bateau, sinon on peut pas sortir d'ici » (U17, 18/09/2016)

“Aquí no hay ciudades, son pequeños pueblos, comunidades ¿no? La gran mayoría de la gente tiene que tener lancha de motor sino no se mueve. Hay muchas comunidades a las que no llega la carretera, toda esa no zona no llega ni de chiste ¿no? (U01, 11/09/2016)

« Ici il n'y a pas de villes, ce sont des petits villages, des communautés, n'est-ce pas ? La grande majorité des gens doivent avoir un bateau à moteur sinon ils ne peuvent pas bouger d'ici. Il y a beaucoup de communautés auxquelles la route n'arrive pas, dans toute cette zone elle n'arrive pas même pour rire, n'est-ce pas? » (U01, 11/09/2016)

“No hay ninguna parte de la Reserva a la que no se pueda llegar por agua. Incluso hay canalitos de metro y medio que la gente pasa con sus canoas, entonces la mayor parte de la población que hay en la Reserva están asentados sobre los márgenes de los ríos” (U02, 11/09/2016)

« Il n'y a pas de lieu de la Réserve auquel on ne puisse arriver par l'eau. Même il y a de petits chenaux d'un mètre et demi par lesquels les gens passent avec leurs pirogues, alors, la plupart de la population qu'il y a dans la Réserve se sont établis sur les rives des fleuves » (U02, 11/09/2016)

“Acá nosotros metemos de esta puerta, pasamos y dejamos acá el cayuco (señalando la habitación en la que estamos). Entonces a nosotros no nos afecta pero a los de la ciudad sí les afecta porque no tienen cayucos. Allá en Villahermosa el vehículo, nosotros el cayuco,

« Ici nous rentrons par cette porte et nous laissons la pirogue (il signale la chambre dans laquelle nous étions). Alors, nous ne sommes pas affectés (par les inondations), mais ceux de la ville, eux, ils sont très affectés parce qu'ils n'ont pas de pirogues. Là-bas, à

el cayuco, la lancha. Y acá el que no tiene cayuco o una lancha, no sale de la puerta, entonces ahora pues muchos con el tema de la madera pues ya no son grandes, ya son pequeñas y otras más grandes son de fibra, que se hace cayucos, lanchas, canoas que las llaman. Grandes. Y pueden llevar a mucha gente (U09, 12/09/2016)

Villahermosa la voiture, ici, nous, la pirogue, le bateau. Et ici celui qui n'a pas de pirogue ou de bateau ne peut pas sortir de chez lui, alors maintenant, beaucoup des pirogues avec le thème du bois ne sont plus aussi grandes, elles sont petites ou d'autres plus grandes sont en fibre. C'est avec ça qu'on fait maintenant les pirogues et les bateaux. Elles sont grandes et elles peuvent transporter beaucoup de gens » (U09, 12/09/2016)

On citera par exemple ce monsieur qui faisait de l'auto-stop et que nous avons amené sur la rive de l'*Usumacinta* à un endroit précis où il savait qu'il y avait des bateaux qui font traverser les voyageurs moyennant quelques pièces de monnaie.

“Porque aquí llegamos directamente al río. Yo voy hasta el río y luego voy a la comunidad de San José, del otro lado, porque no más por aquí por donde vamos no hay casas. Del otro lado del río es Chiapas. Este lado es Tabasco. Si viera... no hay puentes... hay que ir hasta Palenque. Pero hay una lancha, pero puente no” (U24, 21/09/2016)

« Parce qu'ici nous arrivons directement au fleuve. Moi, je vais jusqu'au fleuve et ensuite je vais à la communauté de San José, de l'autre côté, parce que par ici où nous sommes il n'y a pas des maisons. De l'autre côté du fleuve c'est le Chiapas. Ce côté c'est le Tabasco. Vous verriez, il n'y a pas de ponts... il faudrait aller jusqu'à Palenque. Mais il y a un bateau, mais pas de pont » (U24, 21/09/2016)

Ou ces jeunes qui traversent le fleuve tous les jours pour aller au lycée.

“Es mas cerca si atraviesan el río, porque la comunidad donde ellos tienen secundaria y preparatoria les queda de ahí, como unos... como unos 10 kilómetros y prácticamente de ahí de las barcas son 3 kilómetros... sí les queda más cerca y además les cuesta poco pasar el río. Esto es lo más cerca” (U25, 21/09/2016)

« C'est plus proche s'ils traversent le fleuve, parce que la communauté où ils habitent n'ont que le collège mais le lycée est là-bas (dans la rive opposée), à peu près... à 10 kilomètres, alors que pratiquement d'ici en bateau il y a environ 3 kilomètres... Oui, c'est plus près et en plus ce n'est pas très coûteux de traverser le fleuve. C'est le plus près » (U25, 21/09/2016)

En résumé, l'*Usumacinta* est jugé propre à fournir tout ce dont « les gens qui vivent avec le fleuve » ont besoin. L'*Usumacinta* serait ainsi le fleuve « nourricier » (pêche, fertilisation des champs, transport, baignade, contemplation et il n'y a pas longtemps eau de boisson), un fleuve de nature « aimable » et « généreuse » qui donne beaucoup. Le fleuve donne aussi l'impression de ne pas exiger trop d'effort à une population qui a su en tirer parti, ce qui lui vaut parfois la critique d'être peu travailleuse et peu entreprenante.

“Pues ahí, comiendo frijolitos y maicito... Pues ya lo que da el río, que se completa con algo de milpa. Aquí se aprovecha todo” (U29, 22/09/2016)

« Voilà ici, nous mangeons nos haricots rouges, notre maïs... Tout ce que le fleuve nous donne que nous complétons avec un peu de milpa. Ici nous exploitons tout » (U29, 22/09/2016)

“Bueno es que el beneficio está en que si yo tengo mejor pasto voy a tener una vaca, una mejor leche... todo.. En nuestra zona hay gente para todo. Hay gente que sembró una milpa y ahí la deja abandonada... Hay gente para todo.. Hay gente que está pobre, pobre. Yo no, porque a mí no me faltan ganas de trabajar [...] Es que el pobre no es pobre porque quiere ser pobre sino porque no ha podido romper ese círculo de miseria que lo obliga a ser pobre. Entonces yo entiendo, si yo estoy acostumbrado a que trabajo dos hora y no empleo más de eso porque con dos horas que yo trabaje no voy a darle a mi mujer y a mis hijos, mandarles a la escuela. Tal vez trabajo tres hora pero no alcanza, pero si en vez de trabajar tres horas, trabajas seis o siete o si fuera posible diez, mejor aún... [...] A veces la tierra es pródiga y aunque siembres poquito a veces te da. Pero no lo debido porque no se la trabaja” (U22, 20/09/2016)

« Bon, le bénéfice tient à ce que si j'ai un meilleur pâturage, cela me permet d'avoir une vache qui me donne un meilleur lait... tout. Dans notre zone il y a des gens de toute sorte. Il y a des gens qui ont semé leur champ de maïs puis ils le laissent à l'abandon... Il y a des gens de toute sorte. Il y des gens qui sont pauvres, pauvres. Moi non parce que j'ai envie de travailler [...] Le pauvre n'est pas pauvre parce qu'il veut être pauvre mais parce qu'il n'a pas pu rompre avec le cercle de la misère qui l'oblige à être pauvre. Alors, je comprends, si je suis habitué à ne travailler que deux heures et je ne travaille pas plus, parce qu'avec deux heures que j'ai travaillé je ne vais pas pouvoir maintenir ma femme et envoyer mes enfants à l'école. Mais peut-être si je travaille trois heures, ce n'est pas suffisant non plus. Mais si au lieu de travailler trois heures, tu travailles six ou sept ou encore mieux, dix heures, c'est mieux... [...] Parfois la terre est prodigue et même si tu ne sèmes que peu, parfois elle te donne. Mais pas ce qu'elle pourrait te donner parce que on ne la travaille pas» (U22, 20/09/2016)

Les communautés vivent depuis de nombreuses générations au rythme de la fluctuation de l'*Usumacinta*. Chaque foyer possède au moins un *cayuco* (pirogue) ou un bateau. Ils savent que l'inondation arrivera inexorablement et ils se préparent avec anticipation pour accueillir l'eau qui rentrera chez eux comme chaque année. Pour eux, les inondations ne sont pas une tragédie, mais tout à fait la normalité... ils habitent entre la terre et l'eau.

“Bueno hasta ahora el exceso de agua no provoca mucho problema porque se maneja de forma tradicional ¿sabe qué pasa aquí? Que la gente aquí ha vivido siempre en el pantano. No podríamos enseñarles nada, pues cuando venga esto... pues no, ellos ya saben. Viene la época de lluvias...este... entonces viene la época de lluvias y entonces la gente ya sabe, su cayuco y ya saben... hay que tenerlo todo preparado. O sea no te puede sorprender algo que tú sabes que tiene que venir y tienes que ser prevenido. Y ahorita que ya empezó a llover, ya ellos comienzan sus cosas, comienzan a subir sus gallinas inclusive, sí tienen gallinas, ya les hicieron un altillo, los gallineros en alto” (U05, 12/09/2016)

« Bon, jusqu'à maintenant l'excès d'eau n'a provoqué aucun problème parce qu'on le gère de manière traditionnelle, vous savez qu'est-ce qu'il se passe ici? Que les gens ont toujours vécu avec la zone humide. On ne pourrait rien leur montrer, mais quand ça arrive... Quand la période des pluies arrive... alors... lorsque la période des pluies arrive et alors les gens... ils savent déjà, leur pirogue et ils savent... il faut tout avoir préparé. C'est à dire que [l'inondation] ne peut pas te surprendre parce que c'est quelque chose que tu sais qui doit arriver et il faut être prévoyant. Et maintenant qu'il s'est mis à pleuvoir, ils commencent déjà leurs affaires, ils commencent à monter même les poules, oui parce qu'ils ont des poules et ils leur ont fait une plateforme élevée, les poulaillers en haut » (U05, 12/09/2016)

“Los márgenes de los ríos son suelos muy ricos en materia orgánica y la gente, parte de

« Les rives des fleuves ce sont des sols très riches en matière organique et les gens, une

la agricultura que hace pues le va bien porque por lo menos aquí es tradicional el cultivo de maíz y obtienen dos o tres cosechas en ese periodo, en esos seis meses, pero eso se debe a la riqueza de nutrientes que hay en el área y aprovechan, por ejemplo lo que tienen alguna parte para destinarla a ganadería, son suelos muy ricos para pastos por eso los buscan, aunque ellos ya saben que no son 100% productivos porque temporales. Vienen las lluvias, se crece todo, se hace una sola laguna en la Reserva y ay ¡se acabó! (U02, 11/09/2016)

“Algunas casas se inundan, pero están acostumbrados a eso. Están acostumbrados a que cada año se inunda y entonces tienen lo que sea, ladrillos o lo que sea para levantar las cosas para que no se mojen” (U06, 12/09/2016)

“Pues el agua entra en la casa, sí entra de tanto y por eso tengo otro nivel allá, tengo otro nivel, sí para que no... y ahí es donde cocina mi esposa y el cuarto permite otro poquito de nivel y así. El agua sube hasta aquí y luego ya se va. Según, ahorita estamos en una creciente pues que está así normal” (U09, 12/09/2016)

Lors des inondations exceptionnelles, ils peuvent être un peu dérangés, mais sans commune mesure avec la population qui habite en ville...

“Bueno, aquí la comunidad se puede sentir perjudicada, una parte, por los animales de plumas, el ganadito, las criaturas que tienen en la casa y todo eso. Una parte también favorece a la gente ¿por qué? Porque en ese tiempo que sube el agua hay pesca, hay camarón, cae la mojarra, hay pejelagarto... Ahí aprovecha la gente porque aquí no hay fuente de trabajo” (U14, 14/09/2016)

“...pues ya ve que la creciente, cuando es normal, es normal, pero cuando hay mucho pues ya es mucho también, porque por ejemplo en esta casa llega aquí el agua, pero hubo una creciente, cuando... aquí corría el

partie de leur agriculture alors va bien parce que au moins ici c'est traditionnel la culture du maïs et ils obtiennent deux ou trois récoltes dans cette période, dans ces six mois, mais cela est dû à la richesse des nutriments qu'il y a dans la zone et ils profitent par exemple de ce qu'ils ont pour consacrer une partie à l'élevage, ce sont des sols riches pour les pâturages, ce pour cela qu'ils les cherchent, même s'ils en savent que ils en sont pas 100% productifs parce qu'ils sont périodiques. Les pluies arrivent, tout pousse, tout devient une seule lagune dans la Réserve et puis aïe, c'est fini ! » (U02, 11/09/2016)

« Quelques maisons sont inondées mais ils sont habitués à ça. Ils sont habitués à que chaque année cela s'inonde et alors ils ont n'importe quoi, des briques ou n'importe quoi pour surélever les choses pour qu'elles restent au sec » (U06, 12/09/2016)

« Alors l'eau entre dans la maison, oui, elle rentre pas mal et c'est pour cela que j'ai un autre niveau là-bas, j'ai un autre niveau, oui, pour éviter.... Et ici c'est là que mon épouse cuisine et la pièce permet un peu plus de niveau et ainsi de suite. L'eau monte jusqu'ici et ensuite elle s'en va. Ça dépend, nous sommes maintenant dans une crue qui est des normales » (U09, 12/09/2016)

« Bon, ici la communauté peut se sentir lésée, une partie, à cause des animaux de plumes, le bétail, les enfants qui sont dans les maisons et tout ça. Une partie également est bénéfique pour les gens, pourquoi ? Parce que pendant ce temps où l'eau monte il y a de la pêche, il y a des crevettes, on pêche la *mojarra*, il y a du *pejelagarto*... Ici les gens en tirent bénéfice parce qu'il n'y a pas d'autre source de travail » (U14, 14/09/2016)

...alors vous pouvez voir que la crue, quand elle est normale, elle est normale, mais quand il en y a beaucoup, il y en a beaucoup aussi, parce que par exemple dans cette maison l'eau arrive jusqu'ici, Il y a eu une crue,

agua, síii, cuando se hundió Villahermosa. Ojalá lloviera como ahorita que llovió, ahorita, esta lluvia... que no llovía casi nada, pero así, día con día y ahí estaba en la puerta. Yo puse mis muebles en alto, pero los que vivían más abajo, hacia la plana, sintieron cuando estaban durmiendo la gente... dicen que sintieron frío en la espalda... ¡era el agua que les había llegado! (risas) y así es, así es. Y aquí la gente, como está acostumbrada al cayuco y claro rápido agarraron el cayuco y metieron el cayuco dentro de la casa y cayuco... cayuco... más que nada dificultoso con los niños, pues ya ves y la gente de edad y todo eso... Duró tres meses, tres meses con agua dentro de la casa (U12, 13/09/2016)

lorsque... alors ici l'eau courrait, ouiii, quand Villahermosa s'est écroulée. Si seulement il avait plu comme maintenant, maintenant, cette pluie... qu'il ne pleuvait presque rien, mais ainsi, jour après jour et voilà elle était déjà à la porte. J'ai mis mes meubles en haut, mais ceux qui habitaient plus bas, vers la plaine, ils ont senti pendant le sommeil... ils disent qu'ils ont senti le froid dans le dos... et c'était l'eau qui les avait atteint! (rires) et c'est comme ça, c'est ainsi... Et ici les gens, comme ils ont habitués à la pirogue et bien, évidemment ils l'ont pris, ils ont mis la pirogue à l'intérieur de la maison et la pirogue... pirogue... c'est un peu difficile avec les enfants et les personnes d'un certain âge... Cela a duré trois mois, trois mois avec l'eau à l'intérieur des maisons (U12, 13/09/2016)

Ils se rappellent bien de l'année 2007 lorsque une inondation exceptionnelle est arrivée et a provoqué d'énormes dégâts dans la ville de Villahermosa. Ils en arrivent à se moquer des « habitants de la ville » parce que ceux-ci ne savent pas affronter ce type de phénomène naturel et dès qu'il arrive une inondation exceptionnelle, ils sont obligés de se faire aider même par les populations riveraines, qui elles, en revanche, savent comment gérer ce type de situation.

“Así es. Aquel año en Villahermosa, fijese que la gente de aquí fueron con lanchas a acarrear la pobre gente de Villahermosa para cruzarlos de este lado... Sí.. Yo por toda mi vida no había visto una creciente así, es es lo que puede ver hasta ahorita, como lo más lo más creciente. Porque luego hay creciente pero normal. Vino una creciente enorme cuando los huracanes Roxana y Opal, pero no pasó, no pasó adentro...Lo normal es que quede la creciente ahí abajo en el terraplén. Así como está ahorita, que crezca otro poquito más y ya se queda ahí” (U12, 13/09/2016)

« C'est ainsi. Cette année-là à Villahermosa, imaginez-vous que les gens d'ici sont allés là-bas avec leurs bateaux pour transporter la pauvre gens de Villahermosa pour les faire traverser et les laisser de ce côté-là... Oui... Moi, de toute ma vie, je n'avais jamais vu une crue de cette ampleur. C'est la plus grande que j'ai jamais vue. Parce qu'après, il y a des crues, mais normales. Mais, là, est arrivée une crue lors des ouragans Roxana et Opal, mais rien s'est passé à l'intérieur... Le plus normal est que la crue reste là en bas, au niveau du remblais [de la route]. Comme maintenant, peut-être cela peut monter un peu plus et en rester là » (U12, 13/09/2016)

L'inondation est alors vécue comme quelque chose de bénéfique, le maïs ou le bétail sont bien adaptés à ces cycles d'inondation maximale puis de descente des eaux. La pêche y est abondante, les champs se fertilisent, on peut se baigner... l'inondation c'est la joie !

“Cuando comienzan los campos a retirarse el agua y es un maíz del humedal, entonces lo siembran en marzo. Ya que se fue el agua siembran ese maíz en marzo y lo vienen cosechando en mayo o por ahí, más o menos. Es un ciclo normal para ellos ¿no ? Además es

« Lorsque l'eau commence à se retirer des champs, c'est un maïs de zone humide, alors ils le sèment en mars. Comme l'eau s'est déjà retirée ils sèment le maïs en mars et ils en font la récolte en mai plus ou moins. C'est un cycle normal pour eux, n'est pas ? En plus,



un maíz muy tradicional, de la zona, no es un maíz híbrido, no se podría, yo creo. Tiene que ser un maíz muy endémico. En ese ciclo, cuando baja el agua, entonces se quedan los pastizales en el pantano verdeando, tres meses aproximadamente y viene el ganado y crece, luego ya se vuelve y se pone en la carretera” (U05, 12/09/2016)

“Es la temporada del maíz ahora. Así es. Ya vamos a sacar la cosecha y lo vamos a levantar porque no nos vaya a ganar el agua de la crecida, la creciente, nosotros le llamamos creciente, aquí” (U09, 12/09/2016)

“Pues a los animales les cubre el agua hasta acá (señala su cuello), brincan y brincan y ahí se quedan así como...el pasto se pone muy espeso, nosotros lo llamamos muy grueso. Y ahí se quedan a comer y van a comer y al rato se vuelven a levantar y así se va y así está continuamente el ganado de acá, sí” (U09, 12/09/2016)

“Cuando hay inundaciones esto se inunda y la vaca anda pues nadando y comiendo. De hecho las reses se tiran, cruzan el río nadando. Se adaptan. He hecho este río hay partes que mide hasta 20 metros de profundidad. Es el más caudaloso este Usumacinta... De hecho aquí la gente pues ve una inundación y nos lo tomamos así como natural, pues (U08, 12/09/2016)

“Ahorita que empieza el agua, la lluvia salen unas especies muy nativas. Hay un pescadito que se llama topén, así lo llaman, sale en todos los ríos. Sale en todos los ríos el topén. Es comestible. Es un pescadito, nada más que es chiquito, gordito, de cabeza grandecita y está riquísimo, frito. Pero sale ahora, ahorita, ahorita y es una población que sale bastante. Ve uno a la gente con sus cubetas de topén, porque las van agarrando. Y entonces salen y los otros más grandes, pejelagarto, mojarra aprovechan para comer y entonces es un ciclo y entonces la gente del pantano pues conoce todo eso ciclo (U05, 12/09/2016)

c'est un maïs très traditionnel, d'ici de la zone, ce n'est pas un maïs hybride, je pense que l'on en pourrait pas. Il faut que ça soit un maïs endémique. Dans ce cycle, lorsque l'eau descend, alors les pâturages restent très verts, trois mois environ et le bétail arrive et engraisse puis il revient et s'installe sur la route » (U05, 12/09/2016)

« Maintenant c'est la saison du maïs. C'est ainsi. Nous allons récolter et nous allons le lever parce il y a l'eau de la crue qui arrive, la "creciente", c'est comme cela que nous l'appelons ici "creciente" » (U09, 12/09/2016)

« Alors les bêtes sont couvertes d'eau jusqu'ici (il signale son cou), elles sautent et sautent et ici elles restent comme cela... le pâturage se fait très épais, nous le disons très "gros". Et là elles restent pour manger et vont manger et après un moment elles se lèvent et puis elles s'en vont et c'est ce que fait continuellement le bétail d'ici, oui » (U09, 12/09/2016)

« Lorsqu'il y a des inondations tout ici est inondé et la vache marche alors en nageant et en mangeant. En fait, le bétail se jette à l'eau et traverse le fleuve en nageant. Il s'adapte. En fait, dans ce fleuve il y a des parties qui mesurent jusqu'à 20 mètres de profondeur. C'est les plus grandes, cet Usumacinta... En fait ici les gens alors nous voyons l'inondation et nous le prenons comme quelque chose de naturel, alors. » (U08, 12/09/2016)

« Maintenant que commence l'eau, la pluie il y a des espèces natives qui sortent. Il y a un petit poisson qui s'appelle « topen », on l'appelle comme cela, il sort dans tous les rivières. Il sort dans toutes les rivières le « topen ». Il est comestible. C'est un petit poisson, bien petit, bien en chair, avec une grande tête et il est délicieux frit. Mais il sort maintenant, maintenant, maintenant et il s'agit d'une population abondante. On voit les gens avec leurs seaux de « topen », parce qu'ils le pêchent. Et alors ils sortent et les autres [poissons] plus grands comme le "pejelagarto" ou la "mojarra" en profitent pour les manger et alors c'est un cycle et alors les gens des zones humides connaissent bien tout ce cycle » (U05, 12/09/2016)

Ce sentiment de « normalité » de ces populations face à l'inondation contraste néanmoins avec la préoccupation institutionnelle déjà ancienne pour épargner les populations des effets indésirables des inondations. Pour les autorités locales, de l'État ou fédérales, les inondations dans cette zone sont considérées comme problématiques. Ainsi, l'Agenda de l'Eau 2030<sup>160</sup> promue par la CONAGUA a pour objectif de pallier ce risque grâce à des ouvrages hydrauliques de drainage et de contrôle des inondations. Selon BID (2014 : 6), les inondations sont la cause des graves dommages causés aux populations mais aussi aux infrastructures hydrauliques.

Les premières actions de mise en œuvre de l'Agenda de l'Eau ont consisté en la construction de quatre barrages au long du fleuve *Grijalva* (affluent de l'*Usumacinta*). Le premier barrage, celui d'*Angostura* fut construit par la CONAGUA pour réguler les niveaux d'eau puis habilité pour produire de l'hydroélectricité. Les trois autres barrages construits postérieurement, *Chicoasén* (1980), *Malpaso* (1984) et *Peñitas* (1987) ont affiché depuis le début une claire vocation hydroélectrique et sont administrés par la *Comisión Federal de Electricidad* (CFE) (Commission Fédérale d'Électricité) (Abreu-Lastra et Gutierrez, 2009).

Ensuite, un *Programa Integral de Control de las Inundaciones* (PICI) (Programme Intégral de Contrôle des Inondations)<sup>161</sup> a vu le jour en 2003 et a géré ces questions jusqu'à 2007, année où des inondations très importantes ont eu lieu dans l'État de *Tabasco*. Les pertes occasionnées par ces inondations ont été sans commune mesure avec les objectifs affichés par le PICI : « le désastre de 2007 a excédé de 577 % la protection théoriquement calculée par le PICI » (Abreu-Lastra et Gutierrez, 2009 : 13). Aucun ouvrage envisagé par ce Programme n'a pas été construit avant 2007 et le gouvernement mexicain et celui de *Tabasco* ont signé en 2008 un accord afin d'achever ces ouvrages. Cette initiative s'appelle désormais *Plan Hídrico Integral para Tabasco* (Plan Hydrique Intégral pour le Tabasco)<sup>162</sup> et inclut des activités de restauration des sols, de reforestation ou la relocalisation de la population en situation de risque.

Les inondations laissent cependant planer un doute sur les priorités publiques face à la protection des infrastructures et la sécurité des populations. Ainsi, lorsqu'en 1999 l'ouragan Roxanne atteint le *Tabasco*, la CONAGUA décide de lâcher les eaux du barrage de *Presitas* pour éviter d'endommager sa structure. La conséquence fut la montée des eaux du *Grijalva-Usumacinta* à un niveau historique et un grand nombre de personnes furent affectées par cette inondation (Abreu-Lastra et Gutierrez, 2009 : 25). C'est probablement à ces inondations exceptionnelles, « du jamais vu », que font référence les acteurs enquêtés.

---

<sup>160</sup> [www.conagua.gob.mx/conagua07/publicaciones/.../sgp-10-12baja.pdf](http://www.conagua.gob.mx/conagua07/publicaciones/.../sgp-10-12baja.pdf) (consulté le 27/05/2016).

<sup>161</sup> [https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/.../Cap8\\_Evaluacion\\_PICI.pdf](https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/.../Cap8_Evaluacion_PICI.pdf) (consulté le 14/03/2018).

<sup>162</sup> <http://proyectos2.iingen.unam.mx/PHIT/Proyecto/Introduccion.aspx> (consulté le 14/03/2018).

Il semble que quelque chose d’analogue se soit produit lors des inondations de 2007 : selon Abreu-Lastra et Gutierrez (2009 : 27), les documents de la CFE, qui prennent par ailleurs le soin de ne pas en tirer des conclusions gênantes, démontrent que le lâcher des eaux du barrage de *Peñitas* s’effectue une fois l’objectif de production d’électricité atteint, dans un but de protection des installations hydroélectriques, sans aucun souci pour la sécurité des populations à l’aval du barrage. Cette nouvelle inondation, dont l’ampleur a marqué les esprits de la population, ne semble pas due seulement à la dynamique fluviale mais aussi à la prise de décision basée sur des priorités autres que la protection des populations.

Parmi les habitants riverains, nous avons distingué une autre catégorie, « ceux qui tournent le dos au fleuve ». Cette partie de la population est arrivée par vagues successives de colonisation depuis les années 1960 pour occuper des terrains inexploités qui, jusqu’alors, étaient pratiquement dépeuplés. C’était le territoire non valorisé d’anciennes *haciendas*<sup>163</sup> exploitants du bois précieux, du cacao et de la canne à sucre, nationalisées pendant la Révolution mexicaine. Cette colonisation s’est produite grâce à la cession de terres à des habitants d’autres États mexicains comme *Veracruz*, *Michoacán*, *Campeche* ou *Chiapas* entre autres. Ces colons se sont installés sur ces terres et les ont fait leurs en adoptant généralement la forme de l’*ejido* ou de la propriété privée. Certains colons ont fini par repartir vers leur lieux d’origine car ils n’ont pas réussi à s’acclimater, ni au climat ni à la végétation exubérante du *Tabasco*.

“Fueron 71 personas que provienen des estado de Guanajato pero todas esas persona no aguantaron y regresaron. Y ay cuando llegamos nosotros.. en el 62 llegamos más personas pero ya veníamos del estado de Chiapas. Aquí no había nada, pero ahora ya ha cambiado” (U28, 22/09/2016)

« Elles étaient 71 personnes venant de l’État de Guanajato mais toutes ces personnes n’ont pas tenu le coup et elles sont reparties. Et aïe, lorsque nous sommes arrivés, en 1962, nous sommes arrivés plus nombreux mais nous venions de l’État de Chiapas. Ici il n’avait rien, mais maintenant tout a changé » (U28, 22/09/2016)

Ceux qui sont restés parlent aujourd’hui avec nostalgie et fierté de tous ce qu’eux et leurs familles ont dû endurer pour « lutter contre la forêt tropicale » et pour arriver là où ils sont aujourd’hui. Ils se voient eux-mêmes très courageux et entrepreneurs, leur histoire de colonisation du *Tabasco* reflète l’orgueil d’avoir gagné mètre après mètre des terres sur la forêt tropicale.

“Esto era virgen, pues. No lo había tocado nadie. Apenas estaba comenzando algunos grupos de comunidades a instalarse [...] Aquí no había nadie. Estaba deshabitado completamente. Exactamente llegaron y ocuparon. Por ejemplo los de xxxxx vinieron de acá de Michoacán, o se, les ofrecían desde allá hasta aquí, les ofrecían las tierras, el

« Tout cela était vierge, alors. Personne ne l’avait touché auparavant. On était à peine en train de s’installer quelques groupes et communautés [...] Ici il n’avait personne. Tout était complètement dépeuplé. Exactement ils sont arrivés et ils ont occupé les terres. Par exemple ceux de xxxxx sont venus de Michoacán. Soit on leur offrait les terres

<sup>163</sup> Une *hacienda* est une exploitation agricole d’Amérique Latine, de grandes dimensions. Elle correspond à une exploitation de type *latifundium* créée en Amérique lors de la colonisation espagnole. <https://educalingo.com/fr/dic-fr/hacienda> (consulté le 10/07/2018).

mismo gobierno [...] Es muy curioso ver a la gente. Si usted observa allá, esa gente de xxxxx no son de rasgos pues de acá, de esta parte, sino que son de allá del centro de la República o sea del norte de la República. O sea que el mismo gobierno patrocinaba esta parte ¿no ?” (U21, 21/09/2018)

depuis là-bas, soit on leur offrait ici, le gouvernement même [...] C’est très intéressant de voir ces gens. Si vous observez bien, ce gens de xxxxx n’ont pas les traits des gens d’ici, de cette partie [du pays]. On voit qu’il sont de là-bas, du centre de la République, ou du nord de la République. C’est à dire que le gouvernement lui-même sponsorisait cette partie, n’est pas ? » (U21, 21/09/2018)

Ils font allusion à cette période avec fierté. Dans leurs discours, ils soulignent le désir et l’énergie qu’ils ont investis pour faire d’une zone de nature inhospitalière un endroit habitable et productif. Le travail et l’effort, les risques de maladies, d’accidents du travail ou d’attaques de faune sauvage font ainsi partie de leurs histoires. C’est là qu’ils trouvent toute leur légitimité, ce qui les fait protester contre les populations indigènes qui, d’après eux, ne font que subsister au prix du moindre effort.

“Pues lo que era la luz eléctrica, no había luz eléctrica y no había agua potable. Tenía que hacer uno su pozo para acarrear agua y eso y no había luz y pues practicamente todo esto era montaña ¿no ? (...) Pues antes los caminos eran brechas, no había carreteras, ni siquiera gravada sino puras brechas y para sacar los productos pues tenía que ir uno caminando o cargar caballos (...) En caso de enfermedades, pues tenía que sacarlo en la hamaca, cargando. Lo que era la salud, no había clínica, no había escuela...” (U25, 21/09/2016)

« Alors, pour ce qui était de l’électricité, il n’y avait pas d’électricité et il n’y avait pas non plus d’eau potable. On devrait faire chacun son propre puits pour avoir de l’eau et tout ça. Il n’y avait pas d’électricité et tout cela était des montagnes, n’est pas ? (...) Alors, avant les chemins n’étaient que des sentiers ouverts dans la forêt, il n’y avait pas de routes, même pas couverte de gravier mais de purs sentiers. Pour sortir les produits alors il fallait y aller à pied ou charger des chevaux (...) Dans le cas de maladie, il fallait faire sortir [le malade] en le chargeant sur une civière. Pour ce qui était de la santé, il n’y avait pas de clinique, il n’y avait pas d’école... » (U25, 21/09/2016)

“Yo digo que lo que necesitamos es despertar en esta gente la conciencia de más actividad [...] si son pobres, muy pobres y no trabajan, es ahí precisamente resurge la delincuencia. Primero son las gallinas, los animales de traspatio, ahí se van... a medida que el niño va creciendo y se va haciendo ciudadano su problema va creciendo de rango... Un padre no le puede decir si se busca la gallina, no le va a decir que la devuelva ¡no ! ¡la echa a la olla ! (risas)” (U22, 20/09/2016)

« Je dis que ce dont nous avons besoin est d’éveiller chez ces gens la conscience de plus d’activité [...] si ils sont pauvres, très pauvres et ne travaillent pas, c’est là qu’apparaît la délinquance. D’abord ce sont les poules, les animaux de basse-cour, ils les volent... au fur et à mesure que l’enfant grandit et qu’il devient citoyen, son problème grandit aussi... Un père ne va pas lui dire s’il vole une poule, non ! il va la mettre dans la marmite ! (rires) » (U22, 20/09/2016)

Parfois, au sein d’un même couple de colons, chaque époux avait une dotation de terres et c’est ainsi qu’ils pouvaient obtenir des propriétés de taille moyenne.

“Entonces, venía tu esposa, como había disponibilidad para la tierra, entonces le

« Alors, ta femme arrivait et comme il y avait des terres disponibles, alors il y avait une

tocaba una dotación a tu esposa y le tocaba una dotación a tí. Entonces ya ahí... eso sucedió en muchas comunidades. Entonces llegaba la esposa y decía, pues como no hay tanta gente, pues dale otra dotación. Entonces ya no tenían 40 ha sino 80 ha” (U21, 21/09/2018)

dotation pour ta femme et une autre dotation pour toi. Alors, tout cela est arrivé à beaucoup de communautés. Alors l'épouse arrivait et disait, alors comme il n'y a pas beaucoup de monde, tu peux lui donner une autre dotation. Ainsi, tu n'avais pas 40 ha mais 80 ha » (U21, 21/09/2018)

Dans les premiers temps de la colonisation, les nouveaux arrivants se sont consacrés à l'agriculture de subsistance, mais très rapidement le gouvernement leur a donné les facilités pour développer une activité d'élevage en encourageant le défrichement de la forêt originelle.

“Al principio era agricultura y la parte... muy poca ganadería... ¡maíz, frijol! Después se comenzó a expandir la ganadería porque el mismo gobierno decía... ¡tienes que tumar! ¡tienes que tumar para que yo te dé crédito! Y daba crédito a los ganaderos. Yo te doy y comprate las vacas. Tú me pagas en tanto tiempo y ya te quedas. Entonces fue creciendo la ganadería que esto pues ya... Si lo ve hoy pues es la ganadería la que abunda...” (U21, 21/09/2018)

« Au début c'était l'agriculture et la partie... très peu d'élevage... maïs, haricots rouges! Ensuite nous avons commencé à développer l'élevage et le propre gouvernement disait... tu dois couper des arbres! Tu dois couper des arbres pour que je puisse te donner un crédit! Et il donnait des crédits aux éleveurs. Moi, je te donne et toi, tu achètes les vaches. Tu peux me payer en un peu de temps et puis tu y restes. Alors l'élevage a commencé à se développer et alors déjà... Si vous le regardez aujourd'hui, c'est l'élevage qui domine... » (U21, 21/09/2018)

D'autres cultures plus récentes, comme les plantations de palmier à huile aux alentours de l'Aire de Protection de Flore et Faune *Cañón del Usumacinta* sont devenues une source complémentaire de revenus pour ces anciens colons et leurs descendance. La palme africaine ou palme à huile (*Elaeis guineensis*) est une plante tropicale propre aux régions chaudes et humides, originaire de Guinée. En 1940, elle a été introduite au Mexique, plus précisément au *Chiapas*. C'est à partir de 1996 que le gouvernement mexicain a proposé un programme de plantations des régions Sud et Sud-Est au *Chiapas* et *Campeche* d'abord et à *Tabasco* et *Veracruz* ensuite.

C'est une culture intensive (on nous a parlé de jusqu'à 8 000 ha cultivés) qui s'est substituée dans de nombreux cas à des plantations d'eucalyptus pour la production de cellulose et de papier. La palme à huile a besoin de beaucoup d'eau et nécessite une usine de transformation à proximité. Actuellement, les producteurs des zones étudiées apportent leur production à *Palenque (Chiapas)*, mais on nous a parlé de deux nouveaux projets de construction d'unités de transformation à *Jonuta* et à *Balancán* (dans le *Tabasco*). Ceci souligne sans doute que la plantation de palme à huile est une affaire en expansion à *Tabasco*.

Enfin, ces habitants issus de la colonisation « tournent le dos au fleuve ». Ils ont construit leurs maisons hors-d'eau, près du fleuve mais là où ils savaient qu'il n'y aurait pas

d'inondations. Ils vivent donc en dehors de la zone inondable, même si parfois c'est seulement de quelques mètres à peine.

“Aquí lo que tenemos son pozos profundos que hay aquí. Se extrae el agua porque... por lo que decimos, el agua del río hay que tratarla y está muy lejos de aquí. Estamos hablando fácilmente de 9 kms hasta la orilla del río. Nada más que cuando se trata de que el río mete el agua, el agua se va por todos los lados porque hay desniveles. Así es. Pero aquí no se inundan, porque si se da cuenta, el poblado está hacia el pie de la sierra. Aquí estamos en alto” (U22, 20/09/2016)

« Ici, ce que nous avons ce sont des puits profonds. C'est cela qu'il y a ici. On extrait l'eau du puits parce que... de ce que l'on nous dit, l'eau du fleuve il faut la traiter et elle est très loin d'ici. Nous sommes en train de parler comme ça de 9 km jusqu'au bord du fleuve. La seule chose est que quand le fleuve déborde il met de l'eau partout parce qu'il y a des dénivelés. C'est ainsi. Mais ici on n'est pas inondés, parce que si vous regardez bien, le village est au pied de la montagne. Ici nous sommes en hauteur » (U22, 20/09/2016)

“La verdad es que tenemos poca relación con el río porque date cuenta que de aquí donde estamos nosotros al río... estamos como a una distancia de unos ¿cuántos kilómetros? De aquí al río puede haber dos kilómetros. En la parte de Santo Tomás, quizás está más cerca (...) La única relación son el río son los arroyos que bajan por los terrenos. Sí, porque hay arroyos que desembocan en el río (...) Ahora si que no ocupamos el río, no nos beneficiamos del río...” (U23, 21/09/2016)

« La vérité est que nous n'avons que très peu de relation avec le fleuve parce que, si vous le pensez bien, d'ici où nous sommes jusqu'au fleuve... nous sommes à une distance de environ, combien de kilomètres? D'ici jusqu'au fleuve il peut y avoir 2 kilomètres. Dans la partie de Santo Tomás, peut-être qu'il est plus près (...) La seule relation que nous avons avec le fleuve ce sont les ruisseaux qui descendent par les terrains. Oui, parce qu'il y a des ruisseaux qui débouchent dans le fleuve... » (U23, 21/09/2016)

“Bueno, los que viven en la orilla del río pues podrían contar algo más, pero nosotros... La orilla del río, de aquí está como un poquito más de media hora andando [...] Lo que pasa es que el río no tiene playa, pues. Ahorita, ahorita que está crecido el río, pues solamente puede uno bajar hasta la orilla donde está el corte de la montaña porque como es pura piedra... pero no hay playa, no hay nada [...] así que el uso del río pues no, nada, nosotros no lo usamos para nada. Que aún así está declarado el Cañón del Usumacinta, pero ya ve que no hay nada, no hay nada” (U27, 21/09/2016)

« Bon, ceux qui habitent au bord de l'eau pourraient raconter un peu plus, mais nous... Le bord du fleuve, d'ici, se trouve comme à un peu plus d'une demi heure à pied [...] Ce qui se passe est que le fleuve n'a pas de plage, alors. Maintenant qu'il y a la crue, alors on ne peut descendre que seulement jusqu'au bord, là où se trouve la faille de la montagne, parce comme c'est de la roche pure... mais il n'y a pas de plage, il n'y a rien [...] c'est pour cela que l'usage du fleuve, alors non, rien, nous ne l'utilisons pour rien. On a beau l'appeler Canyon de l'Usumacinta, vous voyez qu'il n'y a rien, il n'y a rien » (U27, 21/09/2016)

Le fleuve ne fait pas partie de leur quotidien mais il est plutôt un décor de fond. Il n'est pas l'objet d'aucun usage et il évoque plutôt une barrière. Pour la plupart d'entre eux, ils ne possèdent pas de bateau car ils n'en ont pas l'usage.

“Del otro lado no pasamos. Estamos ya pues el río... y ya pues nada más, aquí, todo para acá donde va la carretera. Aquí como que estamos como en una isla. El río, yo no voy

« Nous ne traversons pas de l'autre côté. Nous sommes ici et alors le fleuve... et puis rien d'autre, ici, tout se passe là où est la route. Ici comme nous sommes comme sur une île. Le

casi, ni a pescar. Aunque pescado si compramos porque lo traen a vender (...) aquí que lo vienen vendiendo de Tenosique y ya lo vamos comprando el pescadito” (U27, 21/09/2016)

fleuve, je n’y vais pas, même pas pour pêcher. Bien que nous achetons du poisson parce qu’il y a quelqu’un qui vient par ici pour le vendre (...) On l’amène de Tenosique et nous achetons le poisson » (U27, 21/09/2016)

Le fleuve pourrait avoir un usage (par exemple celui de la baignade) mais pour cela il serait nécessaire qu’il soit aménagé. Le fleuve « sauvage » n’est pas un facteur d’attraction pour cette portion de la population.

“Hasta ahorita no tenemos relación con el río. Vamos a tener que pedir un apoyo para hacer un balneario por acá ya para la gente... pues ya se eche su bañito pues, que vaya fresco” (U28, 22/09/2016)

« Jusqu’à maintenant nous n’avons de relation avec le fleuve. Nous devrions demander une aide pour faire un balnéaire par ici, pour les gens, alors, qu’ils puissent se baigner et se rafraîchir » (U28, 22/09/2016)

Le troisième regard sur l’*Usumacinta* est le fait d’un groupe d’acteurs qui « vivent de la connaissance du fleuve ». Ce groupe est constitué par les spécialistes de l’environnement à différents degrés, biologistes, ingénieurs ou techniciens de terrain et gestionnaires, ceux qui ont un rapport direct avec l’étude et la conservation de la nature et du fleuve.

Une partie d’entre eux a une expérience de terrain limitée. Leur discours reflète ceux de la structure pour laquelle ils travaillent et reste généralement proche du discours officiel de conservation. Dans ce cadre, il essaient d’appliquer les outils réglementaires et de police dont ils disposent pour interdire les pratiques qualifiées de mauvaises, sans trop tenir compte des réalités quotidiennes du terrain. Pour eux, le point de vue des riverains qui utilisent, pratiquent et imaginent le fleuve n’a pas de sens, ceux-ci ont nécessairement tort. Ils conçoivent leur action à travers des procédures administratives et légales et font appel aux données et à la qualification de la nature pour trouver des réponses dont ils pensent qu’elles vont fonctionner.

“ Sería más... ese dato lo podrían obtener en la CONAFOR, en la Comisión Nacional Forestal que son los que llevan... Ellos llevan la política forestal, nosotros somos de alguna manera somos coadyuvantes y vamos más hacia lo local, a lo tradicional, a los valores ecosistémicos, pero no hemos hecho ese análisis que bueno pues en algún momento estuvo dentro de nuestras políticas, pero no lo concretamos, evaluar qué beneficios puede tener a cinco años una persona que cultive maderas y un ganadero, pero algo que impedía porque nuestros proyectos no son netamente forestales” (U03, 11/09/2016).

« Il serait plus... cette donnée, vous pourriez l’obtenir en la CONAFOR, la Commission National des Forêts. C’est eux qui en s’occupent... Ils s’occupent de la politique forestière. Nous sommes d’une certaine manière, nous sommes des catalyseurs des valeurs écosytémiques, mais nous n’avons pas fait cette analyse.. qui a un moment rentrait dans nos politiques, mais nous ne l’avons pas concrétisée... évaluer quels bénéfices au bout de cinq ans peut avoir une personne qui plante pour récolter du bois et un éleveur, mais il y a avait quelque chose qui l’empêchait parce que nos projets ne sont pas tout à fait forestiers » (U03, 11/09/2016).

Leur vision étroite d'une réalité de terrain trop multiforme et complexe est sans doute due à l'application stricte des compétences qui leur sont attribuées par leur poste de gestionnaire. Au delà de leurs attributions techniques, ils ne sont pas enclins à se prononcer sur certains thèmes qui pourraient peut-être leur poser des problèmes.

“Tenemos, éste... datos... más bien de opiniones encontradas acerca de los niveles de contaminante pero la precisión esta Secretaría no cuenta con ella, aunque tenemos un área que se encarga de monitorear la calidad del agua en... en algunos puntos del río. Quién llevan esos datos... ahorita nosotros, por el área en la que nos encontramos no los monitoreamos específicamente o no hemos podido tener esa información que sería con el Area de Laboratorio de calidad del agua que también pertenece a esta Secretaría, para conocer los datos precisos” (U03, 11/09/2016)

« Nous avons, alors... des données... plutôt des opinions contrastées sur les niveaux de polluants, au niveau de ce Secrétariat, nous n'avons pas de précisions, même si nous avons une section en charge de monitorer la qualité de l'eau sur... sur certains points du fleuve. Ceux qui ont ces données... maintenant, nous, la zone où nous nous trouvons, nous n'en faisons pas le suivi spécifiquement et nous n'avons pas pu avoir cette information en principe disponible dans la section du laboratoire de qualité de l'eau qui appartient aussi à ce Secrétariat... pour connaître les données précises » (U03, 11/09/2016)

Malgré leur spécialisation scientifico-technique, leurs discours font à peine allusion aux écosystèmes aquatiques ou au fonctionnement écologique des zones humides ou du fleuve, comme on aurait pu s'y attendre. Ils analysent les pratiques traditionnelles des populations pour définir des bonnes et des mauvaises pratiques par rapport à leur représentation de la conservation du fleuve et agir avec des programmes d'appui là où ils estiment nécessaire.

“...la palma que se ve como una alternativa ¿no? también de que es menos, yo digo, menos trabajo entre comillas, porque hay que estar pendiente. Y se ha estado apoyando en la zona, le cuento, hemos estado apoyando la siembra de palma, sin dejar de apoyar a la ganadería. en la parte intermedia vamos a encontrar lo de la palma, que esto sí que nosotros lo estamos apoyando bastante, claro, con toda su normatividad” (U03, 11/09/2016)

« ...la palme que l'on voit comme une alternative, n'est-ce-pas ? aussi, je vous le dis, elle représente moins de travail, entre guillemets, parce qu'il faut la surveiller. On l'a soutenue dans cette zone, je vais vous raconter, nous avons appuyé ici la culture de la palme, sans pour autant abandonner l'appui à l'élevage, dans la partie intermédiaire nous allons rencontrer de la palme, que nous avons pas mal appuyé, bien sûr, en suivant les normes » (U03, 11/09/2016)

“La importancia de este área natural protegida es que conserva vegetación que nos permite captar todavía un poco de volumen de agua que llega al río Usumacinta y éste.. tiene muchas características pues está poco impactada por el ser humano, aunque no podemos decir que no esté impactada, pero de una manera se ha ido introduciendo la ganadería en la región, pero bueno, todavía conserva condiciones rescatables de un ecosistema típico del estado” (U02, 11/09/2016)

« L'importance de cette aire naturelle protégée est qu'elle conserve de la végétation qui nous permet capter encore un peu de volume d'eau du fleuve Usumacinta et alors... elle a beaucoup de caractéristiques, elle est peu impactée par l'homme. Malgré tout on ne peut pas dire qu'elle n'est pas impactée, parce d'une certaine façon on a introduit l'élevage dans la région, mais bon, elle conserve encore des conditions réversibles d'un écosystème typique de cet état » (U02, 11/09/2016)



“y pues te digo, no quiero echarles nada pero como le digo nosotros gracias a la fuerza... a la base ambiental que tenemos dentro de los miembros pues realmente conseguimos meternos en este tema, porque sabemos que hay gente capaz pues, en estas circunstancias y que además, le digo yo por profesión, yo tengo habilidades de otro tipo, pero como ser humano, como miembro de la ciudad y como hijo de la tierra que todos somos pues a mí me interesa mucho toda esa parte ¿no?...éste... y pues vamos a tratar de hacer todo lo que esté a nuestro alcance, pues” (U15,14/09/2016)

« et alors je te dis, je ne vais pas trop parler mais comme je vous le dis, grâce à la force... à la base environnementale que nous avons au sein des membres, alors nous arrivons à rentrer dans ce thème, parce nous savons qu’il y a des gens capables donc dans ces circonstances et en plus, je vous dis, moi, par ma profession, je possède des capacités d’un autre type, mais en tant qu’être humain, en tant que membre de la ville et en tant que fils de la terre que nous sommes tous, alors, moi, je suis très intéressé toute cette partie, n’est pas ?... alors... et nous allons essayer de faire tout le nécessaire, alors... (U15,14/09/2016)

Une autre partie des experts est plus en contact avec le terrain et observe au quotidien les pratiques des riverains qu’ils sont censés juger en relation avec leur mission. De ce fait, ils s’intéressent au rapport des riverains à l’eau et aux ressources naturelles des aires protégées. Ils essaient de comprendre quelles peuvent être les raisons qui motivent ces personnes à réaliser des actions jugées destructrices de l’environnement pour obtenir le moindre bénéfice : « *es su cultura* » (c’est leur culture), concluent-ils pour expliquer des pratiques qui souvent les dépassent et qu’ils n’arrivent pas à bien saisir. Parfois, le défi devient trop important, il leur faut composer et trouver des arrangements à l’amiable au quotidien.

Même si certains habitent près du fleuve, leur vécu du fleuve passe avant tout par les pratiques de conservation que le gouvernement mexicain met en place dans les ANP : Il n’y a pas de représentation du fleuve en tant qu’écosystème, mais de la conservation du fleuve à travers l’interdiction de pratiques traditionnelles. Les regards que chacun de ces groupes porte sur les autres sont discordants et, sans aucun doute, moteur de tensions et de rapports de pouvoir. C’est une dynamique classique qu’on retrouve d’une manière générale dans les espaces protégés. Le troisième groupe a évidemment pour mission de transformer ces espaces, aspects sur lesquels nous reviendrons dans les chapitres suivants. Mais les prescriptions imposées par les protecteurs de la nature parviennent-elles à le faire ? Les résistances aux transformations ont-elles, elles-mêmes un rôle à jouer ?

**PARTIE 4**  
**LE CONFLIT**  
**QUI FAIT RESSOURCE**

*« Da la impresion de que nadie desea arreglar nada,  
que todo el mundo quiere aprovecharse  
de la coyuntura para sacar beneficio »*

*Eduardo Mendoza, 2018*



## **Chapitre 7**

### **Relation entre savoirs et pouvoirs : une grille de lecture des hydroconflits**

#### **7.1. Qui définit le conflit ?**

##### **7.1.1. Un conflit évident pour la connaissance environnementale mais étranger à la population locale**

La description des conflits et problèmes environnementaux en général, et plus particulièrement des conflits et problèmes liés à l'eau et aux écosystèmes aquatiques dans notre terrain d'étude, est pratiquement toujours accompagnée de discours qui visent à leur résolution. La communauté de la connaissance écologique (ceux que nous appelons ici, les *experts*, issus du monde scientifique mais aussi du monde de l'écologisme ou de la gestion environnementale) met l'accent sur la notion de conflit, au point de donner l'impression que ceci constitue l'axe principal de leur fonctionnement. De son côté, la population des territoires concernés semble rester à l'écart de ces problèmes, les revendications ou les manifestations sont quasi inexistantes ou restent circonscrites à des événements ponctuels et locaux sans visibilité sociale ou médiatique. Ceci impose d'approfondir à quel point et comment la connaissance et la mise en avant des conflits intervient dans les jeux de pouvoir entre les acteurs des territoires étudiés.

Ainsi, dans le bassin de l'*Alto-Guadiana*, le conflit sur l'eau ne semble pas être une préoccupation majeure pour la population *manchega* qui n'en comprend pas les tenants et les aboutissants et ne s'intéresse pas particulièrement à chercher des explications éclairantes. Ce conflit a beau être périodiquement mis en avant par les médias nationaux ou régionaux, il ne suscite ni réaction ni engagement parmi la population. De toute évidence, celle-ci ne cherche à s'impliquer dans une guerre qui ne serait pas la sienne.

“En mis círculos, fuera del ámbito científico o ecologista, lo que son la familia, los amigos, el conflicto no es un tema de conversación, a no ser que pase algo extraordinario. En el día a día no es un tema de conversación. El tema de conversación es el paro, la separación de Cataluña [...] Es un problema en ciertos círculos, en ciertas élites o políticas o económicas o científicas pero en la población, nada de nada [...] Yo creo que se fomenta a veces unas guerras del agua pero sin que la población sepa bien de qué va la cosa. Son élites intelectuales, científicos, ecologistas que dentro de la sociedad están más avanzados intelectualmente. El resto de la población, para lo bueno o para lo malo son encefalograma plano” (G02, 22/10/2015)

« Dans mon milieu, en dehors du domaine scientifique ou écologiste, soit la famille, soit les amis, le conflit n'est pas un thème de conversation, à moins qu'il arrive quelque chose d'extraordinaire. La conversation porte sur le chômage, la séparation de la Catalogne [...] C'est un problème dans certains cercles, pour certaines élites politiques, économiques ou scientifique, mais pour la population, rien de rien [...] Je crois que surgissent parfois des guerres de l'eau sans que la population sache de quoi il s'agit. Ce sont les élites intellectuelles, scientifiques, écologistes, celle qui au sein de la société sont les plus avancés. Le reste de la population, pour le meilleur ou pour le pire, c'est l'encéphalogramme plat. » (G02, 22/10/2015)

“dans La Mancha, no se airean tanto, pero los conflictos existen. Pero mucho, mucho. Lo que que pasa es que sólo se enteran lo que están continuamente en el ajo” (G01, 21/10/2015)

« Dans La Mancha, on n'y parle pas tellement, mais les conflits existent. Nombreux, nombreux pourtant. Ce qui se passe est que seuls ceux qui touchent le fonds s'en rendent compte. » (G01, 21/10/2015)

“...yo creo que la mayoría de la gente pasa, la mayoría de la gente no se lo ha planteado...” (G07, 19/01/2016)

« ... je crois que la majorité des gens s'en moquent, la majorité des gens ne se sont pas posé la question »(G07, 19/01/2016)

Au dire de certains de nos interlocuteurs, ce manque de réaction ou même d'opinion des habitants *manchegos* face à un conflit qui se jouerait depuis longtemps dans leur propre région serait dû à la particularité de « l'idiosyncrasie *manchega* » peu encline aux manifestations de protestation (dont nous avons déjà parlé au chapitre 5), qui expliquerait l'absence de mobilisation collective ou de manifestations dans l'espace public.

“Aquí nadie protesta, ¿Tú has visto carteles sobre el agua o algo? Si por ejemplo viene un periodo seco que te obliga a cortar el agua pues hay una movilización o si de repente los agricultores no tiene agua y los embalses o los pozos que los abastecen están secos pues se movilizan pero puntualmente. No hay una plataforma ciudadana. No hay movilizaciones sociales en defensa del agua y de los humedales.” (G02, 22/10/2015)

« Ici personne ne proteste, ¿Tu as vu des affiches sur l'eau ou quelque chose du genre ? Si par exemple arrive une période sèche qui t'oblige à couper l'eau, alors on se mobilise ou si les agriculteurs n'ont pas d'eau et que les barrages ou les puits qui les alimentent sont à sec, alors ils se mobilisent, mais de façon ponctuelle. Il n'y a pas de plateforme citoyenne, Il n'y a pas de mobilisations sociales pour la défense de l'eau ou des zones humides. » (G02, 22/10/2015)

“Yo creo que hay una sociedad que ha sido durante mucho tiempo, por la propia idiosincrasia de La Mancha, bastante... pasiva a la hora de reivindicar o bastante conservadora en el sentido de que lo que hagan me parece bien o no participo en tomar decisiones ¿no? Y esa sociedad es mayoritaria, es cierto. No hay una voz muy crítica, en mi opinión” (G24, 02/02/2016)

« Je crois que la société a été longtemps, de par la propre idiosyncrasie de La Mancha, assez... passive au moment de revendiquer ou assez conservatrice dans le sens quoi qu'ils fassent me paraît bien et je ne participe pas aux décisions non ? Et cette société est majoritaire, c'est certain. Il n'y a pas de voix très critique, selon moi. » (G24, 02/02/2016)

Mais cette absence d'implication est-elle vraiment due à une caractéristique propre au *manchego* qui serait liée à son histoire, ou au fait que celui-ci, tout simplement, ne se sent pas concerné ?

Il semble ainsi que le conflit trouve son origine sa naissance seulement dans un monde de connaisseurs, ce que nos interlocuteurs espagnols ont appelé une « élite intellectuelle ». Ce sont eux qui savent que le conflit existe. Ce sont eux qui connaissent sa vraie nature. Pour eux, il ne s'agit indubitablement pas d'une question de perception mais d'une réalité, d'un fait auquel on accède par la connaissance.

“Aquí hay un problema, no es una cuestión de creer que hay un problema porque creer es una cuestión de fe. Aquí es una cuestión de saber: hay un problema” (G04, 27/10/2015)

« Ici il y a un problème, il ne s'agit pas de croire qu'il y a un problème, parce que croire relève de la foi. Ici c'est une question de savoir : il y a un problème » (G04, 27/10/2015)

“Conflicto, haberlo haylo... hay muchas presiones pero es un conflicto que a lo mejor no trasciende tanto...” (G01, 21/10/2015)

« Conflit, pour y en avoir un il y en a un... il y a beaucoup de pressions mais c'est un conflit qui probablement ne déborde pas tellement... » (G01, 21/10/2015)

“Sólo los sectores que están en contacto con el tema son los que realmente tienen formada, yo creo, a mi parecer, tienen formada una opinión y en esos sectores desde luego sí que hay conflicto” (G32, 16/02/2016)

« Seuls les secteurs qui sont en contact avec le thème sont ceux qui se sont formés... je pense, c'est mon avis, qui se sont formés une opinion et dans ces secteurs, bien sûr qu'il y a un conflit » (G32, 16/02/2016)

On retrouve dans le bassin de l'*Usumacinta* le même type de dynamique : des habitants jugés inconscients des problèmes environnementaux et plus attentifs à leurs soucis du quotidien qu'aux questions d'abus ou de dégradation du milieu naturel, celles-là mêmes qui préoccupent les experts.

“Y ves lo que es para ellos, para la gente, su casa, producen sus propios alimentos... y eso es para ellos... es lo que les importa y ¡qué necesidad tienen de entrar en eso! (en problemas ambientales)” (U30, 22/09/2016)

« Et tu vois que pour eux, pour les gens, leur maison, qu'ils produisent leurs propres aliments, c'est cela qui leur importe et quel besoin ont-ils de se mettre dans cela (dans des problèmes environnementaux) » (U30, 22/09/2016)

“Lo que más salía en nuestra reunión como preocupaciones de la gente era la luz eléctrica, que si se les va la luz... Eso era lo más... lo que más salía. Y...éste... cuestiones ambientales, como te digo, pues nada de nada” (U20, 21/09/2016)

« Ce qui ressortait le plus de notre réunion comme préoccupation des gens était l'électricité, s'il y avait des coupures d'électricité... C'était ce qui... ce qui sortait le plus. Et ... ça... les questions environnementales, je te le dis, rien de rien. » (U20, 21/09/2016)

Le conflit s'établit donc dans un contexte fracturé entre une communauté savante lanceuse d'alerte et ceux que cette communauté définit comme les acteurs du territoire, qui ne peuvent ou ne veulent pas en percevoir la réalité. Les experts jouent donc un rôle fondamental dans l'identification et la formulation du conflit, et il est important d'approfondir les fondements et le contexte de leur intervention.

### 7.1.2. L'expert est aussi un acteur du territoire

S'il y a un statut que les experts refusent pour eux-mêmes, c'est celui d'acteur du territoire. Ils se considèrent comme des observateurs des processus naturels et des pratiques de ceux qui, selon eux, méritent le nom d'acteurs, agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, indigènes (dans le cas mexicain), entrepreneurs, politiciens. Ils jugent ces processus et ces pratiques sur la base de critères scientifiques et de principes généraux indiscutables (développement durable, préservation des milieux, protection de la biodiversité, etc.).

“... Mmmm, bueno, yo no considero que mi asociación sea un actor de La Mancha. Yo no. Yo estoy fuera... A mí me gustaría intervenir, pero yo estoy fuera” (G26, 05/02/2016)

« ...Mmmm, bon. Je ne considère pas que mon association (écologiste) soit un acteur de La Mancha. Pas moi. Je suis en dehors... J'aimerais intervenir mais je suis en dehors » (G26, 05/02/2016)

“...hombre, por un lado tenemos a los agricultores que toman parte en esta guerra. Luego está la administración hidráulica del estado y por otro lado habría que hablar de la administración agraria de la comunidad autónoma. Y luego también están los ecologistas y aparte de éstos pues... bueno eh... pues no sé si cabría identificar algún actor más [...] Bueno, luego también hay luego otras personas que más que actores yo diría que son como “el pobrecito”...que son las instituciones investigadoras que son las que intentan de ver cuál es el problema. Ahí, más que actores son observadores” (G22, 01/02/2016)

« Bon, d'un côté nous avons les agriculteurs qui participent à cette guerre. Ensuite vient l'administration hydraulique de l'État, et d'un autre côté il faudrait parler de l'administration agraire de la communauté autonome. Ensuite aussi viennent les écologistes et à part ça, alors... bon eh... je ne sais si on pourrait identifier quelque acteur de plus [...] Bon, ensuite encore il y a d'autres personnes que plutôt qu'acteurs je qualifierais comme “le pauvre petit”... qui sont les organismes de recherche qui cherchent à comprendre quel est le problème. Là plus qu'acteurs, ce sont des observateurs » (G22, 01/02/2016)

Cette représentation, fortement ancrée et partagée par la communauté d'experts, est pour le moins paradoxale, dans la mesure où un bon nombre intervient en concevant et en aidant à la mise en œuvre d'actions destinées à la protection de la nature ou à l'amélioration des

pratiques locales. Même dans le cas où il s'agit d'une expertise scientifique sans intervention de terrain, celle-ci influence les discours des territoires de manière directe (en adaptant minutieusement les propos en fonction des usagers) ou indirecte (en produisant des écrits érudits ou de vulgarisation qui seront plus ou moins écoutés par l'action publique).

“...yo, cuando he dado conferencias sobre esto... yo siempre pregunto y ¿quién viene? Pues vienen los agricultores del pueblo. Entonces adapto la versión... vamos la versión para los agricultores. Y cuando pregunto ¿quién viene aquí? y te dicen pues son alumnos, ah, pues muy bien, pues ahora vamos a hablar de ecologistas” (G23, 02/02/2016)

Moi, quand je donne des conférences là-dessus, je demande toujours qui vient ? Viennent les agriculteurs du village, alors j'adapte la version... allons, la version pour les agriculteurs. Quand je demande qui vient et qu'on me dit des étudiants, ah, alors très bien, nous allons parler des écologistes » (G23, 02/02/2016)

La notion d'acteur (social), telle qu'elle est proposée par Gaudin (2001) implique des logiques de pratique et d'action particulières au sein d'une société dans laquelle les acteurs sociaux ont une place, une fonction et un rôle. De ce point de vue, on ne peut qu'admettre que les experts sont des acteurs du territoire à part entière et, par conséquent leurs représentations, leurs stratégies et leurs pratiques doivent être étudiées et caractérisées à l'instar de ce qui est fait pour les autres acteurs. Ceci n'exclut pas le chercheur social venu, comme nous, pour quelque temps sur le terrain. À partir du moment où notre travail sera divulgué ou éventuellement pris en compte, nous sommes un acteur de plus des territoires de *La Mancha* ou de *Tabasco*.

S'il fallait chercher un fil conducteur pour cerner la spécificité commune à tous acteurs experts, ses logiques de pratique et d'action, c'est serait leur manière particulière de concentrer leur regard sur tout ce qui serait problématique pour la nature telle qu'ils la conçoivent. Ainsi une grande part de l'activité humaine devient problématique et source de conflit environnemental dès que le regard de l'expert l'appréhende. Ils font jouer leur capacité à proposer des solutions, qui bien souvent, coïncident avec leur domaine d'expertise et leur spécialisation et qui sont pour eux meilleures que celles proposées par les « autres ». Par « autres » il faut entendre non seulement les autres catégories d'acteurs du territoire, mais aussi les autres experts. Selon eux, les experts concurrents ne tiennent pas compte de ce qui serait important (pour les uns ce serait l'économie, pour les autres, les ouvrages hydrauliques, l'environnement ou la situation sociale des agriculteurs, etc.).

Si les experts s'accordent à confirmer l'existence de problèmes et de conflits environnementaux, ils sont loin de constituer un bloc uniforme et entretiennent entre eux des relations de dure concurrence. On peut ainsi parler dans nos deux espaces d'étude de *pouvoirs savants en tension*, fortement visibles dans le bassin de l'*Alto-Guadiana*, présents mais plus discrets dans celui de l'*Usumacinta*. La concurrence entre experts ne surprendra personne, elle a été souvent décrite et même raillée par les romanciers (Lodge, 2004), mais il n'est pas inutile d'en décrire les caractéristiques dans le contexte qui nous occupe, dans



la mesure où celles-ci pèsent sur les rapports antagonistes entre la communauté de la connaissance et les usagers de l'eau.

“Pero ¿sabes qué ocurre? que aquí dans La Mancha, nosotros, ese 20% de... bueno... de gente que somos más crítica en el tema, pues hasta entre nosotros tenemos nuestros conflictos y nuestra forma de ver las cosas. Mira, si es que no se trata de sacar los trapos sucios de nadie... Es que una de las tragedias de este problema es que las personas que tenemos capacidad de diálogo y conocimiento no hayamos hecho más por entendernos ¿sabes?...” (G14, 26/01/2016)

« Mais tu sais ce qui arrive ? ici dans La Mancha, nous, le 20 % de.. bon de gens qui sommes plus critiques sur le thème, même entre nous nous avons nos conflits et notre façon de voir les choses. Regarde, il ne s'agit pas ici de laver le linge sale de personne... Une des tragédies de ce problème est que les personnes comme nous qui avons une capacité de dialogue n'ayons pas fait plus pour nous entendre, tu sais ? » (G14, 26/01/2016)

“...aquí el asunto es que, como no se entregaron los compromisos dentro del proyecto que fue el antecedente del xxxxx... es que está muy mal la relación con ellos... Es muy, muy tensa” (U06, 12/09/2016)

« ... ici la question vient du fait qu'ils n'ont pas respecté les engagements au sein du projet précédant du xxxx, alors la relation avec eux est mauvaise... elle est très, très tendue... » (U06, 12/09/2016)

Très souvent, les décisions et les interventions techniques des uns sont critiquées par les autres et *vice versa*. Chacun parle de la faible qualité des prestations professionnelles des « autres » ou de leur supposé manque de compétences pour mener à bien les études et projets commandés par les administrations, ce qui souligne en filigrane l'importance de ces commandes et le poids de la concurrence, tant pour les experts du secteur privé que pour les universitaires.

“...había una gente que hacía un trabajo bueno pero que quizás estaban diciendo cosas para las que no estaban preparados... porque pertenecían a otros ámbitos de conocimientos y asuman responsabilidades que no les tocaban” (G29, 11/02/2016)

« ... il y avait des gens qui faisaient du bon travail mais qui disaient peut-être des choses pour lesquelles ils n'étaient pas préparés, parce qu'ils venaient d'autres domaines de connaissances et assumaient des responsabilités qui ne leur incombait pas » (G29, 11/02/2016)

“xxxxx está supercapacitada, incluso tiene una maestría y su jefe inmediato, no sé por qué... porque ahora no me voy a poner a hablar mal de él, no sé por qué la cambia... Ahí, en su misma área, hay alguien sin capacitación, una licenciada que no tiene nada de experiencia... y el jefe ¡las cambió! ¿qué pasa ahí?” (U19, 19/09/2016)

« xxxxx est superqualifiée, elle a même un master et son chef immédiat, je ne sais pas pourquoi... parce que je ne vais pas me mettre maintenant à parler mal de lui, je ne sais pas pourquoi il la mute... Là, dans son même domaine, il a quelqu'un sans formation, une licenciée qui n'a aucune expérience ... et le chef les a permuté ? Qu'est-ce qui se passe là ? (U19, 19/09/2016)

La communauté écologique répète ainsi un discours rôdé depuis des années, affirmant que l'ingénieur-gestionnaire est son adversaire, qu'il n'est pas prêt à se renouveler et à se doter de principes environnementaux. Il est reproché aux ingénieurs leur corporatisme, leur

résistance à faire évoluer leur cadre de pensée et à sous-estimer les problèmes environnementaux.

« Ese departamento de planificación que es el que se dedica a captar fondos y luego a repartirlos, todos son ingenieros de caminos. ¿Qué es lo que pasa? Pues que directamente se ha organizado ese departamento para llevar ese dinero a los sectores económicos que a ellos les interesaban, para sus amiguetes, por ejemplo » (G26, 05/02/2016)

« Ce département de planification qui se dédie à capter des fonds et ensuite à les répartir, ce sont tous des ingénieurs des ponts et chaussées. Qu'est-ce qui se passe ? Et bien que ce département a été organisé pour apporter de l'argent aux secteurs économiques qui les intéressaient, à leurs bons amis par exemple » (G26, 05/02/2016)

Cette inertie ne serait tant personnelle qu'institutionnelle. Dans les organismes déjà anciens comme la *Confederación Hidrográfica del Guadiana*, les jeunes ingénieurs qui arrivent avec de nouvelles idées sur la gestion de l'eau et les écosystèmes aquatiques ont le choix entre se plier aux routines et à la manière de faire des vétérans ou abandonner et se tourner vers une autre activité.

“...el problema de la Confederación es que está compuesta por ingenieros. Vamos a ver..., las Confederaciones en su momento se crean a partir de ingenieros que hacen canales, que canalizan ríos y tal. Entonces esa mentalidad es la que caracteriza a las Confederaciones cuando tú planteas que los ríos son unos ecosistemas, pues es que ellos no lo... no lo saben. No están preparados para eso” (G07, 19/01/2016)

« Le problème de la Confédération est qu'elle est composée d'ingénieurs. Voyons... les Confédérations à l'époque ont été créées avec des ingénieurs qui font des canaux, qui canalisent les rivières, ce genre de chose. Alors cette mentalité qui caractérise les Confédérations fait que quand tu affirmes que les rivières sont des écosystèmes, et bien eux.. ne le savent pas. Ils ne sont pas préparés pour ça » (G07, 19/01/2016)

“...el último es un ingeniero joven, formado, con ganas de... Llega a un pueblo. Llega ahí, además, él entiende un montón de bichos y todo, le gusta, disfruta, tiene experiencia. Está rodeado de una cuadrilla de agentes medioambientales mayores que hacen la vista gorda a todo. Este pone una denuncia y los compañeros le montan un follón. Pero ¿cómo has denunciado a éste? Si es el hermano del alcalde y además es primo mío. Este chico, como otros antes, en este momento lo que está pensando es irse a otro sitio... las corporaciones con años tienen una inercia...” (G07, 19/01/2016)

« ... le dernier est un jeune ingénieur, formé, avec des envies de ... Il arrive dans un village. Il arrive là, en plus il connaît plein d'animaux et ça lui plaît, il a l'expérience. Il est entouré d'une équipe d'agents environnementaux âgés qui se moquent de tout. Il en dénonce et ses compagnons font du grabuge. Mais comment as-tu pu dénoncer celui-là ? C'est le frère du maire et en plus c'est mon cousin. Ce jeune, comme d'autres avant lui, ne pense plus alors qu'à s'en aller ailleurs... les corporations, avec les ans, ont une inertie... » (G07, 19/01/2016)

Le partage de l'information fait aussi l'objet de critiques : certaines chercheurs et techniciens feraient obstruction à l'accès à des données hydrologiques, y compris s'ils travaillent pour une institution publique qui produit des informations censées elles aussi d'être publiques.

“No es posible hacer estudios porque ellos no dan un solo dato. Yo creo que guardan los datos, yo creo... que es para no perder un...”

« Il est impossible de mener des études parce qu'eux ne fournissent pas une seule donnée. Je crois qu'ils conservent les données, je crois

un... un... una herramienta de poder influir y de autojustificarse y justificar su propia supervivencia económica. Perder esa capacidad supondría pues una amenaza seria a su viabilidad ¿no?» (G01, 21/10/2015)

que c'est pour ne pas perdre un instrument afin de pouvoir s'autojustifier et justifier leur propre survie économique. Perdre cette capacité supposerait ainsi une menace à leur viabilité, non ? » (G01, 21/10/2015)

Tous cohabitent au sein d'une communauté d'experts dont l'équilibre instable est parfois perturbé par une règle non dite et non écrite, mais dont les effets ont fait l'objet de témoignages répétés. Lorsque des experts se risquent à diffuser dans l'opinion publique et les médias des questions épineuses sur l'état de l'environnement dans des zones emblématiques comme le Parc National des *Tablas de Daimiel*, ils sont systématiquement exclus des pools d'experts qui travaillent dans la région.

“Cayeron en desgracia a raíz de que denunciaron xxxxx. Hicieron una denuncia en la prensa... No lo habían hecho nunca y entonces, ahí se acabó su programa de seguimiento para ellos. Y ahora curiosamente, el programa de seguimiento de la calidad del agua lo lleva otro que no da problemas [...] Ellos denunciaron, no porque quisiera pringarse, sino por despecho, porque tampoco ofrecía ninguna solución” (G01, 21/10/2015)

« Ils sont tombés en disgrâce parce qu'ils avaient dénoncé xxxxx. Ils l'ont dénoncé dans la presse. Ils ne l'avaient jamais fait et alors leur programme de suivi, cela a été fini pour eux. Maintenant, curieusement, le programme de suivi de la qualité de l'eau est mené par un autre qui ne crée pas de problèmes [...] Ils l'ont dénoncé non pas parce qu'il voulait prendre des risques, mais par vengeance, parce qu'il ne proposait aucune solution » (G01, 21/10/2015)

“Dimos ideas para cambiar los usos del suelo, muchas ideas de educación ambiental y siempre hemos encontrado ese rechazo pues porque no hemos tenido el discurso oficial” (G14, 26/01/2016)

« Nous avons donné des idées pour changer les usages du sol, plein d'idées d'éducation environnementale mais nous nous sommes heurtés à un refus parce que nous n'avions pas utilisé le discours officiel » (G14, 26/01/2016)

Ce silence imposé se fait sentir particulièrement lorsque les propos viennent du monde écologiste. Celui-ci affirme ainsi se trouver tiraillé entre l'envie d'exécuter des projets financés par des structures publiques et le risque que celles-ci, en échange, leur demandent subtilement de minimiser les problèmes ou de proposer des solutions pré-établies. Ceci n'empêche pas les jeux de pouvoir et les tensions entre les groupes écologistes eux-mêmes.

“Vamos a ver, depende de quién te hable... te va a decir que el problema ya está solucionado o no. El medio naturalista... el medio naturalista está silenciado” (G07, 19/01/2016)

« Voyons, cela dépend de qui te parle... il va te dire que le problème est déjà résolu ou non. Le monde naturaliste... le monde naturaliste est baïllonné. » (G07, 19/01/2016)

“...podríamos apuntarnos a Ecologistas en Acción, sí, pero me parece que algunas veces dan problemas. Algunas veces buscan el protagonismo y nos ha fallado del todo” (G12, 26/01/2016)

« ... Nous pourrions nous inscrire à Ecologistas en Acción, oui, mais il me semble que parfois ils créent des problèmes. Parfois ils veulent se mettre en avant et ils nous ont laissés tomber » (G12, 26/01/2016)

D'autres jeux de pouvoirs s'exercent au niveau de la recherche universitaire. Les chercheurs se considèrent non écoutés et mis à l'écart, ce qui ne les empêche pas de lutter pour être identifiés comme ceux qui, plus que tout autre, contribuent à la connaissance environnementale du territoire et à la recherche des solutions des problèmes environnementaux.

“¿es que los científicos queremos ser los que vamos a dominar el mundo? Pues, no, no es eso. Porque los científicos no tenemos esa vocación. Pero, si queremos durar como planeta no tenemos más remedio que conocerlo y ya está y punto, y hacerle caso a sus normas. Y entonces esa ignorancia sistemática...” (G26, 05/02/2016)

« Est-ce que nous, les scientifiques, voulons être les maîtres du monde ? Eh bien non, ce n'est pas le cas. Parce que nous les scientifiques n'avons pas cette vocation. Mais si nous voulons survivre comme planète, nous n'avons d'autre remède que de la connaître et de respecter ses normes. Alors, cette ignorance systématique... » (G26, 05/02/2016)

Ceci vaut d'abord à un premier niveau, celui du laboratoire, de l'université ou du centre de recherche qui va chercher à positionner de manière stratégique ses chercheurs à la tête des études en fonction des intérêts et des forces en présence. Le deuxième niveau est personnel : l'objectif est de s'affirmer comme « l'expert officiel » d'un territoire dans une discipline donnée et le parcours vers la reconnaissance et la notoriété impose un certain nombre de positionnements et de stratégies. Une fois cette position de pouvoir atteinte, l'expert devient très médiatique et se voit invité à tous les forums. Lui et lui seul peut dénoncer sans crainte les atteintes contre la biodiversité ou la quantité d'eau dans les aquifères, avec un discours préformaté, ignorant souvent les réalités sociales du territoire concerné mais respectant toujours les limites marquées par le pouvoir politique qui le soutient. L'existence de ce « marché captif » fait l'objet de critiques de la part des chercheurs locaux qui n'ont pas réussi à atteindre une situation de reconnaissance analogue.

“Hasta hace poco... xxxxx... era una persona muy conocida, pero tú ahora... xxxxx no es un referente en el conocimiento de... de La Mancha. Ahora es un referente en el conocimiento por ejemplo yyyyy ¿por qué? Pues porque yyyyy tiene una presencia mediática en estos últimos años. Eso por ejemplo lo está haciendo muy bien yyyyy y a partir de ahora entonces pues se cuenta mucho más con él y ¿quién cuenta mucho más con él también? pues por ejemplo la Confederación Hidrográfica del Guadiana o el gobierno regional que dice, bueno, pues aquí tenemos un referente y nos podemos apoyar” (G24, 02/02/2016)

« Jusqu'à il y a peu, xxxxx était une personne connue, mais maintenant... xxxxx n'est pas un référent pour la connaissance ... de La Mancha. Maintenant, yyyyy est un référent et pourquoi ? Eh bien parce que yyyyy a une présence médiatique ces dernières années, Cela par exemple yyyyy le fait très bien et depuis on compte beaucoup sur lui. Qui par exemple compte aussi beaucoup sur lui ? Par exemple la Confederación Hidrográfica del Guadiana ou le gouvernement qui se dit, bon, nous avons ici un référent sur lequel nous pouvons nous appuyer » (G24, 02/02/2016)

“...te digo que tengo la impresión de que hay gente que le viene bien la ignorancia, que vive de esa ignorancia. O sea, yo... nosotros y yo como director de un grupo de investigación

« Je te dis que j'ai l'impression que l'ignorance convient bien à certaines personnes, qu'elles vivent de cette ignorance. C'est à dire, je... nous et moi en tant que

nos quitamos de en medio de los estudios de La Mancha que a mí era un tema que me gustaba mucho porque, estúpidamente al principio pensé que podríamos decir cosas que fueran de utilidad, me lo creí, pero vi que al final todo era politiquero, pero politiquero casoso y muy triste y tenías que ir a reuniones y a muchos sitios y ser muy... tertuliano... he utilizado mucho esta palabra... pero en fin, estar todo el día ahí, bla, bla, bla, bla, bla. Al final, había tres o cuatro tipos a los cuales dijese lo que dijese todo el mundo les hacía caso y tú mirabas bien en qué se fundamentaban para decir lo que estaban diciendo y... eran muy perezosos... no tenían datos de verdad..." (G29, 11/01/2016)

directeur d'un groupe de recherche, nous avons abandonné les études sur La Mancha, ce qui était pour moi un thème que j'appréciais beaucoup, parce que bêtement au début je pensais que nous pourrions dire des choses utiles, je le croyais, mais j'ai vu qu'au final tout était politique, de la politique politicienne et très triste, et qu'il te fallait aller à des réunions, dans plein d'endroits et être très... expert « vedette »... j'ai beaucoup utilisé ce terme,, mais enfin, être toute la journée bla, bla, bla, bla, bla, bla. Finalement il y avait trois ou quatre personnes qui pouvaient dire ce qu'ils voulaient, tout le monde était prêt à les croire, mais si tu faisais attention aux fondements de ce qu'ils disaient, ils étaient très paresseux... et n'avaient pas des vraies données... » (G29, 11/01/2016)

Cette expertise médiatisée se retrouve tant dans le bassin de l'*Alto-Guadiana* que dans celui de l'*Usumacinta*, les noms et les affiliations sont répétés à l'envi dans les entretiens. Il ne s'agit pas ici de montrer du doigt les experts concernés, mais de mettre en évidence que cet état de fait a des conséquences évidentes sur la définition des conflits et des problématiques environnementales et, comme nous le verrons plus loin, sur les solutions et les projets à mettre en place. Dès qu'un territoire protégé par l'État est soumis à l'emprise de l'expert médiatique, il devient l'objet de tous les regards et de toutes les attentions environnementalistes et la problématique définie par l'expert s'impose comme la référence.

Il semble donc qu'il existe une partition et une hiérarchisation des espaces protégés qui ne dépendent pas tant de la nature et de l'intensité des problèmes que de la notoriété de l'expertise. Ceci est évident dans notre terrain d'étude en Espagne, entre le Parc National des *Tablas de Daimiel* et le reste des zones humides de la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda*. Ces dernières n'ont pas encore trouvé leur expert médiatique, en dépit des efforts d'un certain nombre de chercheurs et écologistes pour occuper ce type de position. Cela est aussi évident au Mexique : les espaces naturels protégés du bassin de l'*Usumacinta* dans l'État du *Chiapas* ont depuis longtemps leurs experts médiatiques, au contraire de ceux de l'État de *Tabasco*. Dans ce territoire, les éventuels problèmes ou conflits environnementaux ne se déclinent pas encore selon un récit uniforme et consolidé, peut-être parce qu'il n'y a pas eu jusqu'ici une expertise suffisamment reconnue pour les définir, se les approprier et les mettre en avant sur la scène publique.

### **7.1.3. Un monde environnemental fait de problèmes à résoudre**

De nombreux témoignages recueillis tant en Espagne qu'au Mexique s'articulent selon le même schéma : la situation est problématique, elle pourrait devenir catastrophique si les pratiques ne changent pas. C'est le cas dans le bassin de l'*Alto-Guadiana*, lorsque les

experts parlent de l'épuisement irrémédiable des eaux souterraines à cause de l'agriculture d'irrigation. Mais aussi dans celui de l'*Usumacinta* où la thématique est plus liée à la perte de biodiversité, de la faune aquatique en raison de la chasse furtive dans la Réserve de Biosphère *Pantanos de Centla*, ou de la végétation autochtone à cause de son remplacement par des plantations productives dans le *Cañón del Usumacinta*,

“¿Qué ocurre en La Mancha del Guadiana? Pues que estamos en una zona donde los recursos hídricos son muy limitados, donde la base social es muy amplia, donde todos los abastecimientos dependen de las mismas aguas y por tanto si no nos entendemos en una solución muy compleja pues no podemos sobrevivir. Habrá un grave problema como ya ha empezado a haber en los años 90” (G14, 26/01/2016)

« Que se passe-t-il dans La Mancha du Guadiana ? Eh bien, nous sommes dans une zone où les ressources hydriques sont très limitées, où la base sociale est très large, où tous les approvisionnements dépendent des mêmes eaux et pour cela si nous ne tombons pas d'accord sur une solution très complexe, nous ne pourrions survivre. Il y aura un problème grave analogue à celui qui a commencé dans les années 1990 » (G14, 26/01/2016)

“Si es que va a volver a pasar lo mismo, porque mira, teóricamente debería estar el nivel aquí donde estamos pero mira, ahí siguen los pivots, se sigue dando subvenciones a los regadíos, se siguen... entonces volverá otra vez a pasar lo mismo, o sea que es otro ciclo igual. Yo por eso veo que... que bueno... que yo estoy muy descontento con esto...” (G19, 28/01/2016)

Il est sûr qu'il va arriver la même chose, parce que regarde, le niveau devrait théoriquement être ici où nous sommes, mais regarde, les pivots continuent de fonctionner, on continue à donner des subventions à l'irrigation, on continue... alors va recommencer la même chose, soit le même cycle. Et pour cela, moi je vois que... que bon ... que je suis très mécontent de cela... » (G19, 28/01/2016)

“...ese es el problema aquí en Tabasco, es el consumo de fauna, comer tortuga, sobre todo en periodos de semana santa. Es una causa, una de las causas... (silencio). Otro problema obviamente es que hay muchos incendios controlados, que se dan mucho por el tema de la ganadería, que trata de ganar espacio ganadero y la madera emplearla para la venta” (U01, 11/09/2016)

« ...c'est le problème ici à Tabasco, c'est le consommation de la faune, de manger de la tortue, surtout en période de Pâques. C'est une cause, une des causes... (silence), Un autre problème évidemment est qu'il y a de nombreux incendies contrôlés, que l'élevage a beaucoup de succès, qu'on essaie de gagner du terrain pour l'élevage et qu'on utilise du bois pour le vendre » (U01, 11/09/2016)

“... de hecho esa problemática tiene el Cañón del Usumancinta. Ves filas y filas de palma...tiene ese problema porque la gente está sembrando esa palma, entonces si hay, por ejemplo, hay árboles, pues cortan el árbol y siembran esa palma y están degradando pues el medio ambiente” (U13, 14/09/2016)

« ... de fait c'est la problématique du Cañón del Usumacinta. Tu vois des rangées et des rangées de palme à huile... on a ce problème parce que les gens d'ici sèment cette palme, donc s'il y a par exemple des arbres, alors ils coupent l'arbre et sèment cette palme et ainsi dégradent l'environnement » (U13, 14/09/2016)

Le discours environnementaliste est tellement rôdé qu'il est parfois difficile de faire la part des représentations construites et des faits. Ainsi, dans le cas de *La Mancha*, les scientifiques et les écologistes nous ont mentionné de façon répétée la baisse impressionnante des niveaux d'eau souterraine dans les puits pendant la décade 1980-1990, et la baisse imputée irrémédiablement à l'agriculture d'irrigation que « dans les conditions

actuelles et en imaginant que l'agriculture d'irrigation à partir des aquifères est abandonnée complètement, il faudrait 20 ans pour récupérer les niveaux phréatiques d'il y a 30 ans » (García Rodríguez, 2007 : 8). Mais d'autres témoignages aussi nombreux signalent comment les pluies abondantes des dernières années et les changements de pratiques agricoles et de moyens d'irrigation ont réussi à récupérer rapidement l'aquifère de La *Mancha Occidental*, en dépit des prévisions catastrophistes.

“Mira estuvo lloviendo en diciembre de 2009 y luego estuvo lloviendo tres años bastante bien. O sea, se llenó el acuífero, aunque no del todo pero casi, lo que se había vaciado en 40 años. Las previsiones hace unos años decían que hacía falta que lloviera durante 200 años para que el acuífero se recuperara...” (G10, 21/01/2016)

« Regarde il a plu en décembre 2009 et ensuite il a plu assez bien. Alors l'aquifère s'est rempli, pas totalement mais presque, ce qu'on avait puisé en 40 ans. Les prévisions il y quelques années disaient qu'il faudrait 2000 ans de pluie pour que l'aquifère se récupère... » (G10, 21/01/2016)

“...ésto se ha recuperado bastante en los últimos años ¿eh?. Es decir, que hasta ha salido agua por los Ojos del Guadiana, hace dos o tres años... los acuíferos, se han recuperado bastante... O sea que hay un cierto, eh... una cierta mejoría, diría yo” (G05, 28/10/2015)

« Cela s'est pas mal récupéré les dernières années. Eh ? C'est à dire que de l'eau est même sortie des Ojos del Guadiana, il y a deux ou trois ans... les aquifères se sont pas mal récupérés. Il y donc une certaine, eh... une certaine amélioration, selon moi » (G05, 28/10/2015)

“Sobre la recuperación del acuífero se pueden decir muchas cosas pero la verdad es que ha llovido mucho, se ha recargado el acuífero, es cierto que se ha recargado el acuífero y que los niveles freáticos han vuelto a subir y han subido extraordinariamente. Entonces, digamos que los manantiales más bajos se han recuperado” (G07, 19/01/2016)

Sur la récupération de l'aquifère on peut dire beaucoup de choses, mais la vérité est qu'il a plu beaucoup, que l'aquifère s'est rechargé et que les niveaux phréatiques ont recommencé à monter, ils ont monté d'une façon extraordinaire. Alors, disons que les puits les plus bas se sont récupéré » (G07, 19/01/2016)

Doit-on en déduire pour autant que le problème est résolu et que le conflit hydrique perd sa substance ? Il n'en est pas question et quels que soient le niveau des nappes et leur vitesse de récupération, les experts environnementalistes persévèrent à considérer la situation comme grave, en se retranchant derrière deux récits fondamentaux : celui de la période passée d'épuisement de l'aquifère à la fin du XX<sup>e</sup> siècle comme si elle existait encore aujourd'hui, et un débat sur ce qui devrait être l'indicateur de la vraie récupération des nappes et des zones humides. Ces certitudes, qui s'opposent au constat de la situation hydrique par les agriculteurs, ne peuvent qu'alimenter le doute sur la solidité scientifique des arguments mis en avant par ceux qui sont censés détenir la connaissance écologique.

Ainsi, la période est à l'incertitude : au vu de l'amélioration des conditions hydriques, doit-on continuer à nourrir le récit d'un aquifère épuisé par une agriculture consommatrice d'eau sans limites ? Le régime d'exploitation restreinte des eaux souterraines imposé par la *Confederación Hidrográfica del Guadiana*, basé sur la déclaration d'aquifère surexploité est-il maintenant obsolète ? Les niveaux d'eau souterraine ont-ils monté suffisamment pour

pouvoir affirmer qu'il s'est produit une récupération de l'aquifère et de ses fonctions de décharge d'eau dans les zones humides ?

Au niveau politique, comme nous le verrons dans la section 7.3, la question de la révision de cette déclaration de surexploitation ne se pose pas pour l'instant. Au niveau des environmentalistes, même si les éléments de la démonstration sont fragilisés, le discours reste inchangé. Pour eux, il n'y a qu'apparence d'amélioration et cette récupération fautive ou incomplète n'est que le prélude à une période très problématique et conflictuelle qui ne fera que s'aggraver en raison du changement climatique.

“¿de qué recuperación hablamos? La recuperación es un ciclo, pero si realmente va a haber inundaciones y precipitaciones como para hacer subir 30 metros, si eso pasa cada 40 años... no es una recuperación. Es decir, que podemos destruir porque dentro de 40 años se recuperará... pero es que 40 años son una generación” (G08, 20/01/2016)

« De quelle récupération parlons-nous ? La récupération est un cycle, mais s'il faut qu'il y ait des inondations et des précipitations pour faire monter le niveau de 30 mètres et que ceci n'arrive que tous les quarante ans... ce n'est pas une récupération. C'est-à-dire que nous pouvons détruire parce que dans 40 ans cela va se récupérer, mais 40 ans c'est une génération » (G08, 20/01/2016)

“Pues esperemos que esto no sea el canto del cisne. Te lo diré de otra manera. No sé si desde el punto de vista médico esto tiene una justificación, y es que los enfermos terminales justo antes de morir se mejoran o aparentemente mejoran y ya la gente se pone la alarma cuando un enfermo está muy mal y de repente se recupera, los que tienen experiencia dicen "malo malo" » (G07, 19/01/2016)

« Nous espérons que ceci ne sera pas le chant du cygne. Je vais te le dire autrement. Je ne sais pas si ceci a une justification du point de vue médical, que les malades en phase terminale juste avant de mourir s'améliorent, ou s'améliorent en apparence, et alors les gens s'alarment quand un malade est très mal et soudain se récupère, ceux qui ont de l'expérience disent « mauvais signe, mauvais signe » » (G07, 19/01/2016)

“Entonces sí que ha habido un cambio de usos del suelo y se ha desacelerado el consumo y por otro lado, tenemos que ha llovido más. Pero porque esto es cíclico, nos vendrá ahora una sequía en 2019... Se dejará de regar, todas esas cosas... Ya veremos con el cambio climático... si las precipitaciones bajan un 30 o un 40%, estas situaciones de sequía se van a agravar” (G23, 02/02/2016)

« Il est vrai qu'il y a eu un changement d'usage du sol et que la consommation a baissé et que par ailleurs, nous avons le fait qu'il a plu de façon plus importante. Mais parce que c'est cyclique, il nous viendra maintenant une sécheresse en 2019... On arrêtera d'irriguer, ce genre de choses... Et on verra avec le changement climatique, si les précipitations baissent de 30 ou 40 %, ces situations de sécheresse vont s'aggraver » (G23, 02/02/2016)

Cela tient à ce que, pour la communauté d'experts, la cause fondamentale de la dégradation hydrique est toujours aussi présente et toujours aussi nocive. En dépit des grands changements observables sur le terrain, où les cultures de maïs, betterave ou luzerne des années 1980-90 ont été remplacées majoritairement par d'autres cultures moins gourmandes en eau, l'évolution des pratiques agricoles et des usages de l'eau ne suffit pas à contenter les attentes des experts de l'environnement.



“...desde el punto de vista agrícola yo percibo que hay menos maíz, no hay remolacha, o sea... Las técnicas de riego menos consumidoras de agua están cada vez más desarrolladas. Cada vez se riega más por goteo, cada vez se riega menos por aspersión... algo hay, aunque son transformaciones que tienen que ver mucho con lo económico... Ahora mismo lo que hay es una... una...brutal transformación del viñedo dans La Mancha, se está pasando todo a espalderas con variedades nuevas. Lo que pasa es que ésto también consume agua ¿sabes? Hombre que haya viñedo en espaldera en vez de un campo de maíz pues evidentemente ahorras agua, pero si lo comparas con el mismo viñedo antiguo, pues ahora gastas más agua” (G23, 03/02/2016)

“Pues mira, yo creo que no se riega menos. Porque antes se regaban las viñas dos veces en verano, todo lo sumo tres y ahora las viñas de espaldera se riegan podríamos decir casi a diario aunque sea por goteo ¿sabes? Yo diría que se consume más ahora” (G12, 26/01/2016)

“Lo que pasa es que ahora se ha sustituido el modelo del maíz por otro modelo no menos perverso. Quizás por un modelo más perverso todavía, puesto que el riego del maíz era como muy escandaloso y quedaba muy feo. Pero no han abandonado la idea del regadío, no han abandonado el concepto de riqueza asociado al uso del agua de una manera bastante torpe por cierto, porque hay otras maneras de usar el agua más beneficiosas. Pero lo que han sido capaces de hacer es de sustituir el cultivo de maíz por el riego por goteo de viñas, pero claro, miles y miles de hectáreas de viña cuando sobra vino” (G07, 19/01/2016)

« Du point de vue agricole, je perçois qu'il y a moins de maïs, qu'il n'y a pas de betterave, et donc... Il y a de plus en plus de techniques d'irrigation moins consommatrices. De plus en plus on irrigue au goutte à goutte, de moins en moins par aspersion... il se passe quelque chose, même si les transformations ont en général des raisons économiques... Aujourd'hui il y a une... une transformation radicale du vignoble dans La Mancha, on passe tout en espalier avec des variétés nouvelles. Ce qui se passe est que ça consomme aussi de l'eau, tu sais ? Qu'il y ait un vignoble en espalier à la place d'un champ de maïs, alors évidemment tu économises de l'eau, mais si tu le compares avec le même vignoble ancien, alors tu utilises plus d'eau » (G23, 03/02/2016)

« Alors regarde, je ne crois pas qu'on irrigue moins, Parce qu'avant on irriguait les vignes deux fois en été, au plus trois fois et maintenant les vignes en espalier sont irriguées quotidiennement, même si c'est au goutte à goutte, tu sais ? Je dirais qu'on consomme plus d'eau » (G12, 26/01/2016)

« Ce qui se passe c'est qu'on a remplacé le modèle du maïs par un autre modèle tout aussi pervers. Peut-être un modèle encore plus pervers, dans la mesure où le modèle du maïs était tout à fait scandaleux et plutôt moche. Mais ils n'ont pas abandonné l'idée de l'irrigation, ils n'ont pas abandonné le concept de richesse associé à l'usage de l'eau, d'une façon assez bête d'ailleurs, parce qu'il y a d'autres façons plus rentables d'utiliser l'eau. Mais la seule chose dont ils ont été capables est de remplacer la culture du maïs par du goutte à goutte pour les vignes, des milliers et des milliers d'hectares de vignes alors qu'il y a trop de vin » (G07, 19/01/2016)

Ce pessimisme et cette condamnation systématique des nouvelles initiatives agricoles sont mal compris par les usagers de l'eau qui finissent par mettre en doute les fondements scientifiques. Les connaissances sur la dynamique de l'eau souterraine étaient-elle aussi bien maîtrisées par les experts que ceux-ci le prétendaient ? Les restrictions d'eau pour l'irrigation imposées depuis si longtemps aux agriculteurs étaient-elles réellement justifiées ?

“A mí me lo han dicho agricultores mayores... La expresión técnica correcta es "no tenéis ni puta idea" que es como se dice dans La Mancha. ¿Por qué? pues porque ellos dicen... lo que ocurre es que no llueve y si lloviera esto estaba solucionado y mira por dónde ha llovido...” (G25, 02/02/2016)

Beaucoup de vieux agriculteurs me l’ont dit... L’expression technique correcte est "tu n’en as pas la moindre idée" comme on dit dans La Mancha. Pourquoi? Parce qu’ils disent... ce qui se passe est qu’il ne pleut pas et s’il pleuvait tout serait résolu et regarde comme il a plu... » (G25, 02/02/2016)

“Dicen que hemos sacado mucha agua, que hemos hecho no sé cuántas cosas mal. Bueno, pues todavía, cuando vienen años de lluvia, el acuífero se recupera y el agua se viene otra vez” (G13, 26/01/2016)

« Ils disent que nous avons tiré beaucoup d’eau, que nous avons fait je ne sais pas combien de mauvaises choses. Bon, malgré tout, quand vient la pluie, l’aquifère se récupère et l’eau revient encore une fois » (G13, 26/01/2016)

La rigidité du discours environnementaliste finit ainsi par le desservir et certains agriculteurs se plaisent parfois à brocarder les experts et leurs mesures quantifiées, comme celui-ci qui raconte qu’on a retrouvé sur ses terres une chaussée romaine dans le lit même du *Guadiana*, ce qui veut dire que celui-ci était à sec bien avant le boom de l’irrigation. À quoi bon alors les critiques à l’agriculture moderne et les annonces apocalyptiques ?

...cerca del Castillo de Calatrava la Vieja (el Guadiana, aguas abajo de Tablas de Daimiel), bueno pues es que allí, es que yo allí yo tengo una parcela. Y bueno, pues allí apareció una calzada romana. Quiero decirte, quiero decirte... ¿qué ocurriría no sé cuántos años atrás sin que hubiera la sobreexplotación del acuífero que hay ahora ? Estaremos hablando de 1000 años, de 2000... no lo sé. ¿Qué ocurriría entonces para que el río Guadiana no llevase agua ? porque cuando estaba allí, ese camino, esa calzada... O sea es que ahora estamos hablando del apocalipsis ¿pero por qué ?... (G20, 28/01/2016)

« ... près du château de Calatrava la Vieja, (le Guadiana en aval des Tables de Daimiel), c’est ici, ici que j’ai une parcelle. Et bon, ici apparaît une chaussée romaine. Je veux dire, je veux te dire... qu’est ce qui a pu se passer il y a je ne se sais combien d’années alors qu’il n’y avait pas de surexploitation de l’aquifère comme aujourd’hui ? On parle de 1000 années, de 2000... je ne sais pas. Qu’est ce qui a pu se passer pour que le Guadiana n’ait pas d’eau ? Parce qu’il y avait ce chemin, cette chaussée... Et maintenant on parle d’apocalypse. Mais pourquoi ? » (G20, 28/01/2016)

Le cas du bassin de l’*Usumacinta* au Mexique est un peu différent dans la mesure où le regard environnementaliste y est plus récent et les discours y sont en construction. On peut, certes, noter des mécanismes semblables à ceux opérant dans la région espagnole, avec la même tendance à l’alarmisme et les mêmes contradictions. Ainsi les experts nous ont présenté deux problèmes principaux liés à la perte de biodiversité aquatique, d’une part la chasse furtive de tortues d’eau pour la consommation humaine, pratique très enracinée dans l’identité et culture maya<sup>164</sup> (Guevara Chumacero *et al.*, 2017) et d’autre part la propagation d’une espèce exotique à l’écosystème aquatique du fleuve *Usumancinta*, le poisson diable (Loricariidae : *Pterygoplichthys spp.*) procédant du bassin du fleuve Amazone (Barba, 2013). Mais la plupart de ces experts finissent par conclure vers la fin des entretiens, que ces problèmes sont relativement marginaux et qu’en tout état de cause, le niveau de perturbation des écosystèmes aquatiques n’est pas à ce jour connu. Le

<sup>164</sup> La tortue est considérée comme un animal sacré dans la cosmogonie maya et notamment dans le mythe du *Popol Vuh*, où le Dieu Maïs naît de la carapace d’une tortue qui représente la terre.

discours sur les problèmes environnementaux existe, mais il est loin d'être aussi consolidé que dans le cas espagnol.

“Los que pasan por la carretera... afortunadamente la gente en Tabasco ha cambiado en una generación y casi no consume (tortuga). La gente joven es muy reacia a comer tortuga. La verdad es que casi... hay días que no venden. Realmente no es una presión” (U01, 11/09/2016)

«Ceux qui passent sur la route... heureusement les gens de Tabasco ont changé en une génération et ne consomment presque plus (de tortues). Les jeunes sont très réticents à en manger. La vérité est que pratiquement... il y a des jours où on n'en vend pas. Réellement, ce n'est pas un souci » (U01, 11/09/2016)

“Han disminuido los incendios porque lo cuidan (las tortugas), por ser especies de interés comercial, están muy pendientes de no incendiar, de retirar material que pueda crear el fuego, además que la cantidad de humedad que se guarda, digamos, en el suelo es bastante relativa que impide que encienda fácilmente la leña o la hojarasca” (U04, 11/09/2016)

«Les incendies ont diminué parce qu'ils prennent soin (des tortues), parce ce sont des espèces d'intérêt commercial, ils sont attentifs à ne pas mettre le feu, à retirer le matériau qui peut s'incendier. En plus, la quantité d'humidité que garde, on va dire, le sol, est assez relative et elle empêche que tout le bois ou les feuilles s'incendient facilement » (U04, 11/09/2016)

“La verdad es que los incendios no afectan a la calidad del humedal. Se renueva superbien cada vez que se quema. Mira, lo que se quemó ahorita en mayo, ahora pasas y está precioso, es una cuestión natural del humedal sobre todo del espadaño. El espadaño se renueva aunque no haya estudios muy a fondo, de qué es lo que pasó después del incendio” (U01, 11/09/2016)

«En fait, les incendies n'affectent pas la qualité de la zone humide. Elle se renouvelle très bien chaque fois qu'elle brûle. Regarde, ce qui a brûlé au mois de mai, maintenant tu passes et c'est très beau, c'est une question de la zone humide surtout du jonc. Le jonc se renouvelle, même s'il n'y a pas des études approfondies, c'est ce qui se passe après l'incendie » (U01, 11/09/2016)

“Ahorita, aunque la gente no se queje de lo que está pasando... el gran problema de la pesquería es un pez brasileño, una especie que nos está pegando, exótica, introducida, que nos está pegando pero que no merma la pesca” (U01, 11/09/2016)

Aujourd'hui, même si les gens ne se plaignent pas de ce qui se passe... le grand problème de la pêche est le poisson brésilien, une espèce qui s'est collée ici, exotique, introduite, qui s'est collée ici mais qui ne gêne pas la pêche » (U01, 11/09/2016)

La communauté d'experts s'auto-attribue ainsi la mission, non seulement de connaissance, mais de sauvegarde de l'environnement. Elle pense qu'elle doit être le moteur incontournable de la préservation et la restauration environnementale par sa vision qui s'exprime à travers des projets écologiquement responsables. Ceci n'est pas sans conséquences. De la même façon que les pratiques du métier agricole, de la pêche ou du tourisme, les pratiques du métier d'environnementaliste participent aux jeux de pouvoir locaux et laissent une empreinte sur les territoires. Les savoirs experts contribuent, au même titre que les savoirs profanes à la structuration des territoires, à leur vivre ensemble et à leur manière d'évoluer. Nous allons consacrer la prochaine section à analyser quelles représentations les acteurs de notre terrain d'étude se font de ces savoirs.

## 7.2. Influence des savoirs sur la qualification des pratiques liées à l'eau

### 7.2.1. Le pouvoir qu'accorde l'interprétation des données sur l'eau

Lorsqu'on arrive dans une bibliothèque spécialisée ou dans le bureau d'un des acteurs experts dans *La Mancha*, on ne peut que noter la gigantesque quantité d'information en tout genre générée sur le conflit lié à l'eau dans cette région. Les documents vont des rapports scientifiques ou techniques aux ouvrages de divulgation illustrés par des photos d'une beauté singulière. Les rapports de conférences, présentations, ateliers ou séminaires d'experts passés et présents sont également innombrables.

“Bueno, yo creo que hay una cosa curiosa y es que aunque haya habido falta de agua en estos últimos 30 años, lo que no ha habido es falta de ríos de tinta escribiendo sobre los humedales, sobre los funcionamientos, sobre los problemas. O sea te vuelves loco para conseguir información... la cantidad de cosas que se han dicho desde los años 80 hasta hoy ¡la producción de libros y de informes y de estudios no sé si entrarían en esta habitación, sinceramente, no sé si entrarían!” (G02, 22/10/2015)

« Bon je crois qu'il y a une chose curieuse, c'est que même s'il a manqué de l'eau ces 30 dernières années, ce qui n'a jamais manqué c'est des rivières d'encre écrivant sur les zones humides, sur les fonctionnements, sur les problèmes. Alors tu deviens fou quand il s'agit de trouver l'information... la quantité de choses qui se sont dites depuis les années 1980 jusqu'à aujourd'hui. La production de livres et de rapports, je ne sais pas s'ils rentreraient dans cette pièce, sincèrement, je ne sais pas s'ils rentreraient ! » (G02, 22/10/2015)

Un examen même sommaire de toute l'information produite met en évidence que la plupart des documents ont un seul et unique objectif : mettre en évidence et dénoncer l'existence d'un conflit lié à l'eau. Comme certains acteurs nous en ont fait part, le problème apparaît tellement étudié qu'il n'aurait peut-être même plus besoin de continuer à le faire. Tout serait alors dit et écrit à saturation.

Entonces el problema está hiper-estudiado, es hiper-conocido, se sabe cuáles son los problemas, yo creo que no hace falta incluso hacer más estudios de este tema pero... (G02, 22/10/2015)

« Alors le problème est hyper-étudié, est hyper-connu, on sait quels sont les problèmes, je crois même qu'il est inutile de faire plus d'études sur ce thème mais... » (G02, 22/10/2015)

“... tengo la sensación que bastante gente ha dejado de trabajar con el agua. Yo personalmente dejé de trabajar en esto y otras personas con las que he hablado porque resulta frustrante, resulta frustrante... porque te crees que podías hacer y es que luego ves que hay un... claro, es que lo que te decía antes, la carga sociológica y política. Falta valentía o faltan ganas” (G29, 11/02/2016)

« J'ai l'impression que pas mal de gens ont arrêté de travailler sur l'eau. Moi j'ai arrêté et d'autres avec lesquels j'ai parlé parce que c'est frustrant, c'est frustrant... parce que tu crois que tu peux faire quelque chose et puis tu vois qu'il y a, bien sûr, je te l'ai dit avant, le poids sociologique et politique. Manque de courage ou manque d'envies » (G29, 11/02/2016)

Une revue plus détaillée de cette abondante production de bilans et d'interprétations du milieu biophysique montre cependant que les diagnostics et les solutions sont construits sur

la base de données hétérogènes, fragiles et à l'interprétation délicate. Les simulations de fonctionnement des aquifères s'améliorent et les modèles de gestion s'adaptent et évoluent. Néanmoins, comme nous l'ont confirmé les ingénieurs qui produisent les données de base, la quantification reste difficile et la modélisation ne permet de dégager que des tendances. Cette réalité complexe de la production de la connaissance technique et scientifique laisse la porte ouverte à une marge d'interprétation plus ou moins grande dès qu'il s'agit de calculer, par exemple, les dotations octroyées en m<sup>3</sup> d'eau à l'agriculture d'irrigation.

“Es muy complicado, pero la metodología al final es la misma, tienes que medir, tienes que medir, y tienes cómo medir. Cuantificar es muy complicado... es muy complicado.. a mí lo que me importa es lo que miden mis piezómetros, la altura de mi nivel del agua ¿por qué? pues porque eso integra todo. El conocimiento de nuestras aguas subterráneas cada vez es mejor. Entonces hay que adaptar... así de sencillo.. hay que adaptar los instrumentos de gestión, los instrumentos de representación y todas esas cosas a ese mejor conocimiento... Esto es el ABC...” (G40, 22/02/2016)

« C'est très compliqué mais finalement la méthodologie est la même, tu dois mesurer et tu dois mesurer et tu dois avoir de quoi mesurer. Quantifier est très compliqué... c'est très compliqué... ce qui m'importe c'est ce que mesurent mes piézomètres. La hauteur du niveau de l'eau. Pourquoi ? Eh bien parce que ça intègre tout. La connaissance de nos eaux souterraines est chaque fois meilleure. Alors il faut s'adapter... c'est simple... il faut adapter les instruments de gestion, les instruments de représentation et tout ça à cette meilleure connaissance... C'est l'ABC... » (G40, 22/02/2016)

“Entonces... esos pozos... el criterio que se siguió fue que se determinó el consumo total que hubo, se dividió entre el número total de hectáreas de riego que había y se obtuvo un dato, un número, que es una especie de número mágico, que es como 4.278 m<sup>3</sup>/ha si no recuerdo mal. Exactamente, eso es lo que se adjudicó... lógicamente tampoco era fácil que cada persona acreditase lo que había gastada en su parcela, porque lógicamente había rotación de cultivos, había cambios, no se cultivaba siempre lo mismo. Bueno, pues al final se optó por el valor medio, es decir, tanto se consumió, tantos son ustedes, pues a tanto tocan. Que había gente que consumía más y gente que consumía menos, pues igual. Pero como no se podía afinar más pues se dio esa cifra... Bueno... se da un valor, lógicamente pero más en relación con los datos de los años anteriores que con los datos del futuro. O sea que siempre hay una incertidumbre” (G22, 01/02/2016)

« Alors, ces puits... le critère qu'on a utilisé c'est de déterminer à ce moment la consommation totale, la diviser par le nombre total d'hectares irrigués et obtenir une donnée, un chiffre, une sorte de chiffre magique qui est de 4 278 m<sup>3</sup>/ha si je me souviens bien, C'est exactement ce qu'on a attribué... Logiquement ce n'était pas non plus facile que chaque personne indique ce qu'elle avait utilisé dans sa parcelle, parce qu'il y avait logiquement des rotations de cultures, des changements, on ne cultivait pas toujours la même chose. Bon, finalement on a opté pour la valeur moyenne, c'est-à-dire, on a consommé tant, vous êtes tant, donc vous avez droit à tant. Qu'il y ait des gens qui consommaient plus et d'autres qui consommaient moins, eh bien tant pis. Comme on ne pouvait pas affiner, eh bien on a donné ce chiffre... Bon... on donne une valeur, logiquement, mais plus en relation avec les données des années passées que les données du futur. Il y a donc toujours une incertitude » (G22, 01/02/2016)

En revanche, peut-être parce que le territoire n'a été que plus récemment exploré sous l'angle des mesures de la nature, la quantité de données sur l'eau du bassin de l'*Usumacinta* est moindre. Ces données sont aussi plus dispersées et plus soumises à des compétences administratives cloisonnées.

“Se está tratando en todas la reuniones que hay institucionales es la contradicción de las dependencias de gobierno, que no se ponen de acuerdo, por ejemplo, por un lado xxxxx fomenta proyectos de conservación, de cambio climático, de educación ambiental, etc. y por otro lado la parte agropecuaria, está yyyyy que por otro lado están dando créditos ganaderos, están fomentando la ganadería... no estamos peleados con la ganadería pero que sea un tipo de ganadería más intensiva, que ocupen menos y que sea con todas la técnicas y la tecnología y las medidas que minimicen el impacto del sistema” (U02, 11/09/2016)

« Ce dont on parle dans toutes les réunions institutionnelles, c’est de la contradiction entre les services du gouvernement, qui ne se mettent pas d’accord, par exemple d’un côté xxxxx monte de projets de conservation, de changement climatique, d’éducation environnementale et d’un autre côté, dans la partie agriculture-élevage, yyyyyy donnent des crédits aux éleveurs, promeuvent l’élevage... Nous n’avons rien contre l’élevage, mais que ce soit un élevage plus intensif, qui prenne moins de place, avec toutes les technologies et les mesures qui permettent de minimiser l’impact du système » (U02, 11/09/2016)

Dans *La Mancha*, l’accumulation de l’information scientifique a donné naissance avec le temps à un discours basé sur la « vérité » des données, la « vérité » des interprétations et par conséquence la « vérité » des solutions proposées, même si celles-ci sont parfois très vagues, du genre « exploitation rationnelle des ressources ». L’existence de la crise de l’eau puiserait ainsi sa légitimité dans une science objective et irréfutable. Mais ceci pourrait aussi révéler une certaine ingénuité de la part des donneurs des solutions. Le chiffrage à la virgule près qui soutient leurs propositions d’exploitation des eaux souterraines, par exemple, n’est qu’une simplification de situations complexes où la dimension sociale joue autant que l’information scientifique : chaque partie impliquée (l’administration hydraulique, le gouvernement régional, l’agriculteur, la mairie, le conservationniste...) revendique la propriété de l’eau et les données ne font que traduire, d’une façon souvent puissante et visible, des équilibres entre savoirs et pouvoirs.

“Primero tienes que saber qué quieres hacer. Yo creo que ellos (los agricultores) tienen un problema que se puede resolver muy fácilmente. Nosotros conocemos soluciones y si vamos con ellos será más fácil que si van ellos solos” (G01, 21/10/2015)

« D’abord tu dois savoir ce que tu veux faire. Je crois qu’ils (les agriculteurs) ont un problème qui ne peut pas se résoudre facilement. Nous connaissons les solutions, et si nous les accompagnons, ce sera plus facile que s’ils vont seuls » (G01, 21/10/2015)

Plus inquiétants encore que le manque de référence sont les doutes émis au sein même de la communauté scientifique vis-à-vis des données écologiques ou hydrogéologiques obtenues tout au long de la durée du conflit. Là encore, ces doutes restent formulés en interne et contrastent avec les affirmations destinées à l’extérieur. Il est ainsi reproché aux interprétations des données hydrogéologiques formulées année après année sous l’étiquette « amélioration de la connaissance de l’aquifère » de véhiculer une image incomplète du fonctionnement de l’aquifère. L’information publique sur ces données, considérée comme opaque jusque parmi les gestionnaires eux-mêmes, n’aide pas non plus à rétablir la confiance des usagers.

“...toda la información la tienes en la página web de la Confederación, tanto en los documentos del primer ciclo de planificación, como en los documentos del segundo ciclo. También te digo que está un poco liado... a veces nos dicen que de transparentes no tenemos nada. A base de colocar datos eres completamente opaco porque bucear cuesta y el defecto que tenemos muchas veces es no tener resúmenes más claros y tal, pero bueno... Hay miles de páginas de información, la verdad, pero a lo mejor un resumencito no estaría mal, te lo reconozco (risas)” (G39, 19/02/2016)

« Tu peux trouver toute l'information sur la page web de la Confederación, tant les documents du premier cycle de planification que les documents du second cycle. Je te dirai aussi que c'est un peu mélangé... on nous dit parfois que nous n'avons rien de transparent. À force de collecter des données, tu es complètement opaque et il en coûte de s'y plonger, c'est souvent notre défaut de ne pas avoir des résumés plus clairs, mais bon... Il y a des milliers de pages d'information, c'est vrai, mais un petit résumé ne serait pas mal, je le reconnais (rires) » (G39, 19/02/2016)

Ce qui n'empêche pas les experts médiatiques de faire passer le modèle pour une réalité absolue, au prix d'argumentations parfois temeraires masquées sous couvert d'instrumentalisation technique.

“Esto de soltar cosas de manera irresponsable... eso se lleva mucho, eso vende mucho, te sacan en la prensa, te encargan másteres, te nombra presidente de los seminarios o te hacen jefecillo dentro de la universidad.... irreflexivo. Entonces, entras en una locura... es que hay que ser científico todos los días. ¿Tú sabes quién es el responsable de este desastre? Todo lo que venga, todo lo venga del señor xxxxx, todo lo que venga del señor xxxxx... (silencio) para mí, mmm, no vale nada. El señor xxxxx tiene un problema, tiene un problema. Él va de científico y tiene un ego enorme... y como aquí todos nos conocemos, pues el señor xxxxx es ingeniero de caminos como yo y yo sé de dónde viene y yo sé a dónde va” (G40, 22/01/2016)

« Ça, sortir des choses de façon irresponsable, c'est souvent le cas, c'est très vendeur, tu passe dans la presse, on te demande de diriger des masters, on te nomme président des séminaires ou on te fait petit chef dans l'université... n'importe quoi. Alors tu deviens fou... il te faut être scientifique tous les jours. Tu sais qui est le responsable de ce désastre ? Tout de qui vient, tout ce qui vient de monsieur xxxxx, tout ce qui vient de monsieur xxxxx... (silence) pour moi, mmmm, il ne vaut rien. Monsieur xxxxx a un problème, il a un problème. Il joue les scientifiques et a un égo énorme... et comme on se connaît tous ici, eh bien monsieur xxxxx est ingénieur des ponts et chaussées comme moi et je sais d'où il vient et je sais où il va. » (G40, 22/01/2016)

“los geólogos tienen conocimientos porque se han hecho muchos estudios del subsuelo, pero bueno, no deja de ser una aproximación y no es el 100%” (G45, 18/05/2017)

« les géologues ont des connaissances parce qu'on a fait beaucoup d'études sur le sous-sol, mais bon, cela n'empêche qu'il s'agit d'une approximation, pas d'un 100 %. » (G45, 18/05/2017)

“Para mí fue un poco sorprendente cuando llegué aquí que hubiese tanta falta de información y tan poca objetividad sobre una cosa de la que todo el mundo hablaba tanto como era el acuífero 23. A partir de un momento, se trasmuta lo que es información objetiva, en muchas cuestiones subjetivas. Tengo la impresión que paralelamente, empiezan a aparecer los tertulianos de la ciencia: el mismo informe que se emite año

« Pour moi cela a été un peu surprenant quand je suis arrivé ici, qu'il y ait si peu d'information et si peu d'objectivité sur un sujet dont on parlait autant comme l'aquifère 23. A partir d'un moment, l'information objective se transmute en tout un tas de questions subjectives. J'ai l'impression que parallèlement commencent à apparaître les expert « vedette » de la science : le même rapport émis année après année, disant les

tras año diciendo las mismas cosas donde no se dice nada nuevo. Además, curiosamente, ese informe tenía a veces como título "Mejora del conocimiento..." y eso me parece una tomadura de pelo. Se habla muchísimo de lo que se mide, pero los piezómetros están mal seguidos. Hacen falta datos serios. Aquí los hidrogeólogos tienen un ideal de lo que La Mancha Occidental es y están aferrados a ese ideal o se han creado una imagen. Y los tipos piensan que su percepción de la realidad es la realidad absoluta y entonces tú dices ¡Hostias, macho!... Es que... muchas veces la información... incluso si quieres, podemos pensar que no se hace con mala intención... pero se acaba midiendo lo que tú querías que se midiese, porque claro, tu sesgabas que algunos de los intercambios de agua fuesen según te pareciese a ti razonable, probablemente con buena intención, pero ¡coño, te lo estabas inventado, tío! Al final había tres o cuatro tipos a los cuales dijese lo que dijese todo el mundo les hacía caso y tú mirabas bien en qué se fundamentaban para decir lo que decían y... eran muy perezosos... no tenían datos de verdad..." (G29, 11/02/2016)

"Hombre, aquí se sabe cuáles son los datos y aquí se ocultan a veces cual es la realidad de los datos, es decir, las extracciones. Bueno, aquí se extrae más agua de la que realmente se tiene.. a ver cómo lo digo, o sea que se sabe que con las mediciones que se están obteniendo, el agua que se extrae es más de la que luego se reconoce. Pero se ocultan esos datos ¿por qué? pues porque lógicamente... al final tú tienes que establecer unos límites... y es que al final te dices es que no sirve para nada tener datos" (G24, 02/02/2016)

"Este grupo de investigación no empezó directamente haciendo las cosas bien, sino que ellos que venían de la Politécnica de xxxxx, que son gente muy experimental y muy listos dijeron « nos vamos a comer el mundo » e hicieron dos estudios y dijeron « aquí vamos a instrumentar todo con aparatitos y vamos a hacer un modelo cojonudo » y cual fue su sorpresa cuando se dieron cuenta que ni con todos los aparatitos del mundo ni con toda la potencia de cálculo de los maravillosos ordenadores que tenían, eran capaces de tener un modelo de flujo subterráneo satisfactorio de dos zonas concretas" (G01, 21/10/2015)

mêmes choses sans rien de nouveau. En plus, curieusement, ce rapport avait parfois comme titre "Amélioration de la connaissance" ce qui me paraît une vaste plaisanterie. On parle beaucoup de ce qui se mesure, mais le suivi des piézomètres est mauvais. On manque de données sérieuses. Ici les hydrogéologues ont une vision idéale de ce qu'est La Mancha Occidentale et ils se cramponnent à cet idéal ou s'en sont fait une image. Et les types pensent que leur perception de la réalité est la réalité absolue et alors tu dis putain, mec !... C'est que... souvent l'information... même si tu veux, on peut penser qu'elle ne se fait pas avec une mauvaise intention... mais on finit par mesurer ce que tu voulais qu'on mesure, parce que bien sûr, tu biaisais pour que certains des échanges soient ce qui te paraissait raisonnable, probablement avec une bonne intention, mais, putain, tu te l'inventais, mec ! Enfin il y avait trois ou quatre types qui pouvaient dire ce qu'ils voulaient, tout le monde les écoutaient et toi tu regardais sur quoi ils se basaient pour dire ce qu'ils disaient et ... ils étaient très paresseux... ils n'avaient pas vraiment de données... » (G29, 11/02/2016)

« Ici on sait quelles sont les données et on occulte parfois la réalité des données, c'est-à-dire les prélèvements. Bon, ici on extrait plus d'eau que ce qu'on a réellement, comment dire, on sait qu'avec les mesures obtenues, l'eau extraite est supérieure à ce qu'on reconnaît ensuite. Mais on occulte ces données, pourquoi ? Et bien parce que logiquement... enfin tu dois mettre des limites... et enfin tu te dis que cela ne sert à rien d'avoir des données » (G24, 02/02/2016)

« Ce groupe de recherche n'a pas commencé en faisant bien les choses, sinon que ces gens qui venaient de la Polytechnique de xxxxx, très équipés et très malins, ont dit « nous allons dévorer le monde » et ont fait deux études et ont dit « nous allons tout appareiller avec de petits instruments et allons faire un putain de modèle » et quelle n'a pas été leur surprise quand ils se sont rendus compte qu'avec tous les petits instruments du monde et toute la puissance de calcul de leurs merveilleux ordinateurs, ils n'étaient pas capables d'obtenir un modèle de flux souterrain satisfaisant sur deux zones concrètes » (G01, 21/10/2015)



Les informations de base et les modélisations qui en découlent sont pourtant fondamentales pour la profession agricole : de ces données dépend en effet la quantité d'eau à laquelle ils auront accès légalement chaque année. Malgré tout le respect dû à la science, les décalages avec leur perception de terrain, les bruits qui finissent par courir sur l'inexactitude des modélisations de l'aquifère ne sont guère de nature à dissiper les soupçons des agriculteurs.

“...toda esa red de piezómetros que hay aquí, que seguramente sea el acuífero más estudiado y con más seguimiento de todos los que hay, bueno pues los datos que salen de ahí se los siguen cuestionando. Pero si es que te lo dicen así descaradamente "no vamos a hacer caso y vamos a boicotear un plan que está basado en datos que no son correctos" y siempre a la hora de manipular esa información, "es que bueno, realmente los datos que hay en el papel son de antes de estas lluvias que han hecho subir el acuífero, no, es que el acuífero está ahora de otra manera..." siempre tienen algún intringulis, alguna justificación...” (G08, 20/01/2016)

« ... tout ce réseau de piézomètres qu'il y a ici, il est sûr que c'est l'aquifère le plus étudié et le plus suivi de tous, eh bien ils remettent en question les données qui en sortent. Mais c'est qu'ils te le disent ainsi sans vergogne « nous n'allons pas l'accepter et nous allons boycotter un plan fondé sur des données qui ne sont pas correctes » et c'est toujours le moment de manipuler cette information « C'est que bon, réellement, ces données datent d'avant les pluies qui ont fait monter l'aquifère, non, c'est que l'aquifère est maintenant autrement... » ils ont toujours un truc, une justification quelconque... » (G08, 20/01/2016)

Le doute ne concerne pas uniquement les aspects hydrogéologiques des aquifères *manchegos*, il s'étend aussi aux mesures de la qualité de l'eau dans les écosystèmes aquatiques.

“o sea estamos haciendo, con perdón, el tonto todos los días con un aparatito, metiéndolo en el agua de mala manera, porque unos lo hacen bien, otros lo hacen mal, otros como les sale de ahí y bueno, pues resulta que cuando se detectan contaminantes pues...¡no pasa nada! y se sabe que están soltando un vertido que viene de xxxxx, bueno por ejemplo un pelotazo de contaminación brutal que se está muriendo por ahí todo. Y eso viene todo aquí y se sabe y no se hace nada...” (G19, 28/01/2016)

« c'est à dire que nous faisons, pardon, l'idiot tous les jours avec un petit appareil, en le mettant n'importe comment dans l'eau, parce que certains le font bien, d'autres le font mal, d'autres font comme ça leur chante et bon, alors quand on trouve des agents contaminants, eh bien... il ne se passe rien ! Et on sait qu'ils déversent un flot de pollution violente qui fait que tout meurt par ici. Tout vient par ici, cela se sait et on ne fait rien » (G19, 28/01/2016)

Tout ceci finit par créer un climat de méfiance vis-à-vis des apports scientifiques et du suivi des hydrosystèmes *manchegos* superficiels et souterrains, notamment de la part des agriculteurs qui se voient imposer un cadre rigide et pour eux au moins partiellement infondé. Si les données objectives sont incapables de justifier les règles en matière de gestion de l'eau, quelles sont les raisons de ces règles et quels sont les intérêts en jeu ?

“yo es que ahora mismo me podía inventar cualquier cosa y la escribo. Dentro de 10 años cuando lo leen pues dirán, ah, pues esto ha sido cierto, es cierto y resulta que es una tontería que yo me inventé. Y eso es lo que estamos viviendo ahora” (G17, 27/01/2016)

« moi aujourd'hui même je pourrais inventer n'importe quoi et l'écrire. Dans 10 ans quand il le liront, eh bien il diront ça été juste, c'est juste et pourtant c'est une bêtise que j'aurai inventé. C'est ce qu'on vit actuellement » (G17, 27/01/2016)

Le sociologue Paul Pascon (1981 : 180, cité par Aubriot et Riaux, 2013 : 16) souligne l’ambiguïté d’une science qui se prétend objective et qui, bien souvent, ne fait que servir d’alibi dans les jeux des pouvoirs locaux : « la technique n’est ni neutre ni innocente, pas plus que la science. Il n’y a pas d’universel, ni d’intérêt général ! On est toujours d’un côté ou d’un autre – quand on ne le sait pas, quand on ne sent pas de quel côté on est, c’est toujours parce que l’on se trouve du côté du beurre ».

Le doute sur la certitude des données pose de façon aiguë la question de la déclaration de surexploitation des aquifères *manchegos* 23 et 24. Celle-ci conditionne en effet les dotations d’eau consommable légalement par les agriculteurs, calculées à partir d’estimations d’infiltration de l’eau de pluie et de recharge des aquifères. Si ces estimations sont fragiles et discutables, y a-t-il véritablement surexploitation et quelle est la valeur de la déclaration ?

“Es que la recarga del acuífero es una estimación, es que todo son estimaciones ¿sabes? Si es que todo son estimaciones” (G20, 28/01/2016)

« C’est que la recharge de l’aquifère est une estimation, c’est que ce sont toutes des estimations, tu sais ? Oui, ce sont toutes des estimations » (G20, 28/01/2016)

“Con el cálculo de la infiltración esta gente hacía verdaderas burradas... O sea que para la decisión de declarar sobreexplotado el acuífero... para mí es una decisión política...” (G29, 11/02/2016)

« En matière de calcul de l’infiltration, ces gens faisaient de véritables âneries. Cela veut dire que la décision de déclarer l’aquifère surexploité, pour moi c’est une décision politique.... » (G29, 11/02/2016)

La déclaration de surexploitation des aquifères *manchegos* est pour l’instant considérée comme un fait établi, et ne semble pas devoir être remise en cause, comme nous le verrons plus en détail dans la section 7.3.2. Elle légitime toutes les actions légales et toutes les décisions sur le partage de l’eau. Elle sert aussi de fil conducteur justifiant l’existence du conflit (« puisque l’aquifère est surexploité... »). Depuis les dernières planifications hydrologiques imposées par la DCE, les sphères dirigeantes de la gestion de l’eau en Espagne veulent remplacer le terme de « surexploitation » par celui de « gestion de risques ». Mais même ceux qui sont chargés d’impulser ce changement lexical ont du mal à le faire et le terme de « surexploitation » reste collé aux discours sur l’eau dans *La Mancha*. S’en priver serait abandonner une dimension sémantique profondément ancrée dans la description de la crise sur l’eau : la culpabilisation de l’usager, en l’occurrence celle du monde agricole. À ce titre le mot mériterait d’être inscrit sur la liste des *hydromythes* espagnols de futur apocalyptique (Custodio, 1989 : 57).

“Está claro que ya no existe declaración de sobreexplotación, es un concepto que ha sido superado. Otra cosa es que se pueda producir la sobreexplotación física, la sobreexplotación física es un hecho físico... si consumes más agua de la que te entra, pues estás sobreexplotando y el acuífero se te va a venir abajo... Ahora la figura legal que se establece

C’est sûr que maintenant il n’y a plus de déclaration de surexploitation, c’est un concept dépassé. Une autre chose est que la surexploitation physique peut se produire, la surexploitation physique est un fait physique, si tu consommes plus d’eau qu’il t’en vient, eh bien tu surexploites et l’aquifère baisse... Maintenant la figure légale qu’on met en

en estos momentos para la gestión de crisis es la Declaración de Riesgo de no alcanzar los objetivos de buen estado que te define la directiva marco del agua. Ahora hablamos de programas de actuación en la Ley de Aguas cuando hay una declaración de riesgo de explotación que es un concepto pues mucho más amplio ¿no? [...] en ese acuífero el resultado desde el punto de vista del agua es nefasto, porque está sobreexplotado, el acuífero va para abajo y a nosotros nos afecta...” (G39, 19/02/2016)

place pour la gestion de crise est la Déclaration de Risque de ne pas atteindre les objectifs que te définit la directive cadre de l'eau. Maintenant nous parlons de programmes d'action au sein de la Loi sur l'eau quand il y a une déclaration de risque d'exploitation, c'est un concept plus large, non ? [...] dans cet aquifère, le résultat du point de vue de l'eau est néfaste, parce qu'il est surexploité, l'aquifère baisse et cela nous affecte... » (G39, 19/02/2016)

Dans l'*Alto-Guadiana*, une deuxième carte est, en outre, abattue par le monde de la connaissance quand la première, l'état des aquifères, ne suffit pas à mobiliser. Il s'agit de la référence à la nécessité de la préservation des zones humides. On peut, certes, considérer que cette carte n'a pas été inutile et que l'existence des zones humides menacées de disparition a joué un rôle dans la déclaration de surexploitation des aquifères. Ceci peut apparaître comme une victoire pour les environnementalistes et pour leur image de conservation de la nature, mais n'a pas été sans conséquences pour la population *manchega* qui vit sur les territoires concernés, pour qui l'eau souterraine est aussi considérée comme faisant partie de la nature.

Dans le bassin espagnol de l'*Alto-Guadiana* tout comme dans celui mexicain de l'*Usumucinta* la représentation de la nature par les autres acteurs du territoire est interprétée par les experts comme une ignorance. Selon ces derniers, qu'il s'agisse de l'eau ou des autres ressources, la population sous-estime la valeur des richesses naturelles et en fait usage d'une façon erronée. Il y a confrontation de savoirs experts et de savoirs profanes où les premiers dominent les seconds. Il faut amener la population à la raison, par la sensibilisation et la formation.

### **7.2.2. Les gens ne savent pas, il faut leur apprendre**

Lorsque nous avons réalisé une analyse de fréquences des mots prononcés par nos interlocuteurs espagnols et mexicains à l'aide du logiciel *Atlas.ti.8*, nous avons évidemment obtenu en premier lieu « agua » (l'eau), ce qui n'avait rien d'étonnant, celle-ci étant évidemment au cœur de nos entretiens. Mais surtout nous avons été interpellée par la fréquence du deuxième mot le plus utilisé, le mot « gente » (les gens) (Figure 30). Nous nous sommes donc interrogée sur le contexte et le sens que nos interlocuteurs donnaient à ce mot. A quels moments des discours le terme « les gens » faisait-t-il son apparition ? A quels autres mots ou phrases était-il associé ? Pouvons nous déduire de la régularité de son utilisation un sens particulier de référence ?

### BASSIN DE L'ALTO-GUADIANA

Analyse de fréquence des mots du corpus :

« agua » = 3 216 occurrences

« gente » = 1 304 occurrences

### BASSIN DE L'USUMACINTA

Analyse de fréquence des mots du corpus :

« agua » = 640 occurrences

« gente » = 466 occurrences



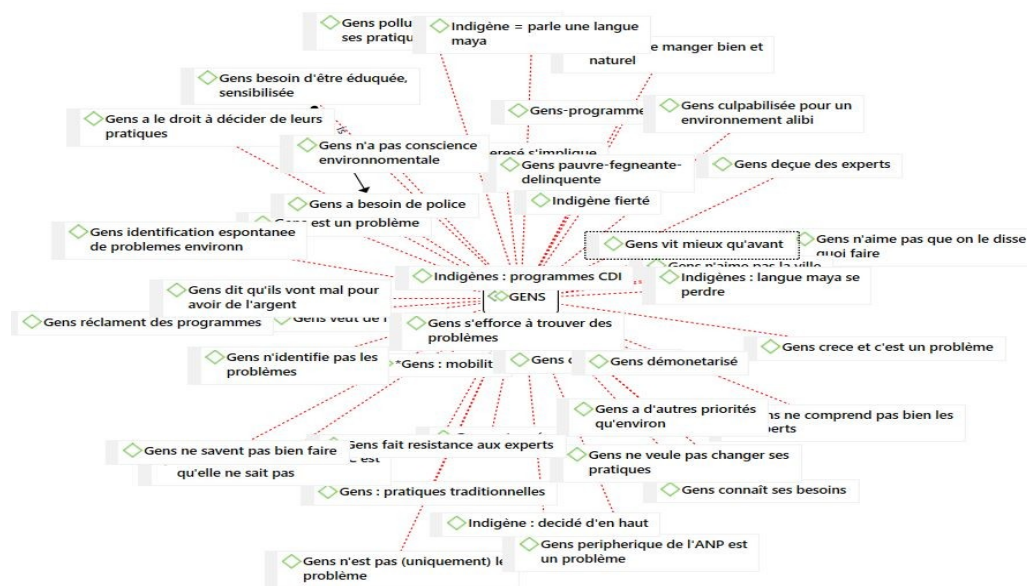
**Figure 30: Nuages des mots les plus fréquemment utilisés par les acteurs interrogés dans le bassin de l'Alto-Guadiana en Espagne et dans le bassin de l'Usumacinta au Mexique. Analyse réalisée avec le logiciel Atlas.ti 8.**

**Source : González Besteiro (2020).**

Cette piste inattendue méritait une exploration détaillée. Afin de contextualiser le mot « gens » nous avons réalisé une analyse de cooccurrence (Annexe 3) et un examen détaillé sur le logiciel *Atlas.ti 8* des *verbatim* associés aux groupes de sous-codes en relation avec notre code principal « gens » (Figure 31) ce qui nous a permis de dégager l'environnement lexical et sémantique de ce mot en situation de parole et de lui donner du sens dans l'ensemble de notre démarche interprétative.

Les « gens » ont un point en commun qui les relie entre le bassin de l'*Alto-Guadiana* et celui de l'*Usumacinta* : c'est un substantif utilisé par les experts - espagnols, mexicains - pour se référer aux personnes sur lesquelles ils pensent avoir un pouvoir, celui que leur donne la connaissance de l'environnement. Dans le bassin de l'*Alto-Guadiana* ce sont les petits agriculteurs, dans le bassin de l'*Usumacinta* il s'agit des populations indigènes d'origine maya.

Le terme porte une large part de condescendance, mais aussi une certaine irritation face à un secteur de la population qui s'attache à ses pratiques traditionnelles et culturelles et qui se montre obstiné à les conserver en dehors de tout raisonnement environnemental et de protection de la nature. Les experts portent ainsi un regard particulier sur les « gens » et sur leurs activités qui seraient à l'origine des impacts environnementaux. aussi bien dans le bassin de l'*Alto-Guadiana* comme dans celui de l'*Usumacinta*. Peu importe si d'autres, grandes industries ou grand propriétaires terriens, ont des impacts plus importants, ce sont avant tout les petits, les « gens », qui sont leurs interlocuteurs privilégiés.



**Figure 31. Capture d'écran du groupement de sous-codes associés au code principal « gens » selon notre analyse qualitative sur le logiciel *Atlas.ti* 8. Source : González Besteiro (2020).**

La description, par les experts, des « gens », est parfois paternaliste : dans le bassin de l'*Alto-Guadiana*, les petits agriculteurs sont ainsi décrits comme humbles, simples, têtus, très travailleurs et habitués à mener une vie dure liée à l'agriculture et aux restrictions d'eau. Ils ne sont pas prêts à accepter que les dotations d'eau autorisées soient utilisées en priorité pour maintenir les zones humides au lieu d'arroser leurs cultures.

Pero a ver ¿de dónde viene el agricultor? Pues de gente humilde, con poca formación. El agricultor vive de lo que ve, es su horizonte. Su horizonte es “tengo que ir, sembrar, labrar, recoger, vender, es la cooperativa, no sé qué...”. Más allá no lo ve” (G06, 18/01/2016)

« Mais voyons, d'où vient l'agriculteur ? De gens modestes, de peu de formation. L'agriculteur vit de ce qu'il voit, c'est son horizon. Son horizon est « je dois aller semer, labourer, récolter, vendre, c'est la coopérative, je ne sais quoi... » Au delà il ne voit rien » (G06, 18/01/2016)

“Aquí son muy trabajadores, es que no saben hacer otra cosa. Aquí tenían un huertecito y no tenían nada más y luego te vas a las casas manchega antiguas y es que el pastor dormía ahí en el suelo” (G31, 12/02/2016)

« Ici ils sont très travailleurs, c'est qu'ils ne savent pas faire autre chose. Ici ils avaient un petit potager et rien de plus, tu vas dans les anciennes maisons manchegas, le berger dormait à même le sol » (G31, 12/02/2016)

“...al cabo es el agua lo que la gente necesita para regar y lo qué pasa es que los patos les molestan... ¡que se vayan! Dicen, ¡que se vayan los patos a otro sitio! Que no saben que es un agravio que hayan perdido su patrimonio. No, no lo entienden...” (G07, 19/01/2016)

« ... enfin c'est l'eau dont les gens ont besoin pour irriguer et ce qui se passe, c'est que les canards les dérangent... Qu'ils s'en aillent ! Ils disent, que les canards s'en aillent autre part ! Ils ne comprennent pas que c'est une outrage qu'ils aient perdu leur patrimoine. Non, ils ne le comprennent pas... » (G07, 19/01/2016)

En revanche, les autres agriculteurs, les grands propriétaires de *La Mancha*, ne se voient pas imputer l'appellation de « gens ». Ce sont les « riches » ou les « *terratenientes* ».

“Los agricultores más espabilados eran, no la gente en general, sino los ricos, los que tenían influencia, los que tenían información...” (G06, 18/01/2016)

« Les agriculteurs les plus débrouillards étaient, non les gens en général, sinon les riches, ceux qui avaient de l'influence, ceux qui avaient de l'information... » (G06, 18/01/2016)

Dans le bassin de l'*Usumacinta*, les experts considèrent que les « gens », les indigènes, ont des pratiques obsolètes ou préjudiciables à la nature mais qu'ils ne sont guère disposés à collaborer. De leur côté, les « gens » jugent connaître bien mieux qu'autrui leur territoire et ses ressources, les considèrent comme leur appartenant et n'apprécient pas que l'on aille à l'encontre de leurs pratiques traditionnelles sous des prétextes environnementaux.

“Pues la mayoría de los pescadores son de la margen del río Usumacinta. Desde la Sierra tenemos gente que está a la orilla del río. Y eso es lo que estábamos... esta gente son explotadores de los recursos del río. Todos... todos ellos viven a veces de la pesca, de la agricultura pero tienen mucha presión sobre el río, depende de sus economías de la explotación y eso pues no se atiende pues los recursos se van para abajo ¿verdad?” (U30, 23/09/2016)

« Eh bien la majorité des pêcheurs sont de la berge de la rivière Usumacinta. Depuis la Sierra nous avons des gens qui sont au bord de la rivière. C'est ce que nous étions... ces gens exploitent les ressources de la rivière. Tous... tous vivent parfois de la pêche, de l'agriculture, mais exercent une forte pression sur la rivière, cela est dû aux conditions économiques de leur exploitation, et on ne fait pas attention, alors les ressources diminuent, pas vrai ? » (U30, 23/09/2016)

En revanche, les colons riverains de l'*Usumacinta* ne sont pas des « gens ». Ils sont presque toujours désignés sous l'appellation de « population » et on souligne leurs bonnes pratiques.

“...esa misma población (los propietarios-ejidatarios) sabe que el valor que tiene ahí le puede rentar más que otras actividades y busca combinar actividades de... ya sea de agricultura o de ganadería pero buscando todavía conservar sus valores naturales y esto ha disminuido el aprovechamiento forestal que era la parte donde le estaban dando más duro al ecosistema, al extraer madera y para ganar espacio de la ganadería y a la vez comercializar la madera que surgía y bueno, pues todavía tenemos conservado el espacio” (U03, 11/09/2016)

« ... cette population même (les propriétaires ejidatarios) sait qu'elle peut tirer plus de valeur de ce dont elle dispose ici que d'autres activités et cherche à combiner les activités de..., soit d'agriculture ou d'élevage, mais en cherchant aussi à conserver ses valeurs naturelles et ceci a réduit l'exploitation forestière, qui était la partie où ils détruisaient le plus l'écosystème, en extrayant du bois pour gagner du terrain pour l'élevage et en même temps commercialiser le bois et bon. nous avons encore pu préserver l'espace » (U03, 11/09/2016)

Le terme « gens » serait ainsi pour les experts synonyme de mauvaise pratique environnementale. Malgré les efforts prodigués par ces derniers pour comprendre la manière d'agir des « gens », ils continuent à trouver leurs pratiques « illogiques » ou, ajouterions nous, d'une logique qui les échappe. Ils mettent sur le compte du gaspillage, de la folie ou de « leur culture » certaines pratiques jugées à la fois anti-économiques et

nocives pour les écosystèmes aquatiques, les ressources en eau, l'environnement en général. Pourquoi les agriculteurs *manchegos* produisent-ils une telle quantité de vin en irrigué alors qu'ils ont du mal à le stocker et à le vendre à un prix compétitif ? Pourquoi certains paient-ils pour légaliser un puits qu'ils n'utiliseront pratiquement pas ? Pourquoi les indigènes *tabasqueños* parcourent-ils le territoire pendant plusieurs jours pour ne chasser que quelques tortues ou pourquoi s'obstinent-ils à avoir quelques têtes de bétail dans des zones qui seront inondées ? Contrairement aux « gens », l'expert estime que ce ne pas rentable. Il impute cela à un autre type de rationalité, lié à des traditions, des pratiques culturelles obsolètes ou des rapports à la terre incompatibles avec une simple logique économique.

“Aquí hay miles y miles de hectáreas de viña y es que sobra vino porque La Mancha... ¡es la región que más vino produce de la Unión Europea! Si es que el vino es un producto excedentario que tenemos hasta problemas para gestionarlo. Aquí en los últimos años hemos tenido la paradoja de producir tanto vino que no había luego dónde almacenarlo. Es difícil apostar por la calidad del vino cuando tú lo riegas porque la calidad del vino es evidentemente mejor si es de secano que si se está regado. El agua la pones, no para obtener calidad sino cantidad, tú pones agua para tener más vino, no para tenerlo de más calidad y eso es absurdo” (G07, 19/01/2016)

“... pero la gente es que como que tiene mucho arraigo en la tierra, es como esta tierra es mía y tengo un pozo y voy a hacer los papeles para que este pozo sea mío para que un día lo tengan mis hijos y esta tierra ya tendrá su pozo y es mi agua, aunque no se paran a hacer cuentas, porque si se pararan a hacer cuentas, gastan más en arreglar los papeles y legalizar el pozo que luego en lo que vayan a sacar. Pero es verdad, que la gente hace mucho las cosas por arraigo, más que por economía y por cabeza” (G10, 21/01/2016)

“Realmente el consumo de la fauna, el aprovechamiento que le dan no es el ideal, no el idóneo, porque lo desperdician realmente ¿no? Si ellos llegan a un lugar muy alejado dentro de la Reserva, les costó un día o dos días para llegar allá en el pantano... Entonces realmente lo que aprovechan es mínimo, porque caminar dos días de regreso para traer diez tortugas o quince tortugas que van a

« ici il y a des milliers et des milliers d'hectares de vigne et il y a trop de vin, parce que La Mancha... est la région qui produit le plus de vin dans l'Union Européenne ! Le vin est un produit excédentaire au point que nous avons jusqu'à des problèmes pour le gérer. Ici ces dernières années nous avons eu le paradoxe de produire tant de vin qu'il n'y avait pas où le stocker. C'est difficile de parier sur la qualité quand tu l'arroses parce qu'évidemment le vin est de meilleure qualité quand il est produit en pluvial plutôt qu'en irrigué. Tu mets de l'eau non pour obtenir de la qualité mais de la quantité, tu mets de l'eau pour obtenir plus de vin, pas pour en avoir de meilleure qualité, et c'est absurde » (G07, 19/01/2016)

« ... mais les gens sont très enracinés à la terre, comme cette terre est à moi et j'ai un puits, je vais faire les papiers pour que ce puits soit à moi et qu'un jour mes enfants en disposent et cette terre aura son puits et c'est mon eau, et ils ne font pas leurs comptes parce que s'ils s'arrêtaient pour faire leurs comptes, ils dépensent plus à mettre les papiers en règle et à légaliser le puits que ce qu'ils vont en tirer ensuite. Mais c'est vrai, les gens font souvent les choses par enracinement, plus que par économie et par raisonnement » (G10, 21/01/2016)

« Réellement la consommation de la faune, l'exploitation qu'ils en font n'est pas idéale, n'est pas correcte, parce que réellement ils la gaspillent, non ? S'ils arrivent dans un endroit au plus profond de la Réserve, cela leur prend un jour ou deux pour arriver là dans le marais... Et alors ce qu'ils tirent est minime, parce que marcher deux jours au retour pour rapporter dix ou quinze tortues pour les

vender y se van a arriesgar a que los agarren en un retén, realmente es una locura, pero para la gente que no tiene ingreso económico... Para ellos ganarse 2.000 pesos, eso es dinero, entonces es una manera ¿no? Una forma de vida ¿no? Es parte de su cultura” (U02, 11/09/2016)

“...en la Reserva como tal no es una zona ideal para la ganadería, pero la gente que vive dentro tiene la idea de que tener ganado es el cochinito, es el ahorro... entonces yo tengo cinco vacas, entonces yo tengo un dinerito ahí guardado, además de que en cuestión de estatus, o sea que tener vacas, ya eres ganadero, ya eres Don Fulanito, no eres Fulanito a secas... Es lo que te decía, la gente tiene en un período de 6 meses, tiene vacas, pero cuando viene la lluvia tiene que vender las vacas porque no va a tener en donde tenerlas. De hecho no es rentable” (U02, 11/09/2016)

vendre et risquer d’être arrêté, c’est vraiment une folie, mais pour des gens qui n’ont pas de revenu économique... Pour eux gagner 2 000 pesos, c’est une fortune, alors c’est une façon, non, une forme de vie. Cela fait partie de leur culture » (U02, 11/09/2016)

« ... dans la Réserve proprement dite, ce n’est pas une zone idéale pour l’élevage, mais les gens qui y vivent ont l’idée qu’avoir du bétail c’est une tirelire, c’est une épargne, donc j’ai cinq vaches, j’ai ainsi un petit pécule, et en plus c’est une question de statut, parce que si tu as des vaches, tu es éleveur, tu es Monsieur Untel et pas Untel tout simplement. C’est ce que je te disais, les gens ont, sur une période de 6 mois, ils ont des vaches mais quand vient la pluie il faut vendre les vaches parce qu’il n’y a plus d’endroit pour les garder, De fait, ce n’est pas rentable » (U02, 11/09/2016)

Certes, la déclaration d’une aire protégée sur un territoire suppose que les « gens » qui y habitent soient obligés, à partir de ce moment-là, de demander la permission pour réaliser les mêmes activités qu’ils faisaient avant en toute liberté. Certains gestionnaires en comprennent la contrainte, mais la cause de la conservation de la nature est un impératif qu’il ne s’agit pas de remettre en question.

“Vamos a ver, antes hemos vivido las personas y los animales. Y ahora parece ser que no tienen que vivir más que los animales y las personas no. Claro, es que es así. Ahora mismo sembramos unas tierras ahí, al lado de la laguna y vienen las grullas y se lo comen todo y no los puedes tocar a nada ni puedes hacer nada porque encima te sacan los cuartos con una multa y no sé por qué. Ya le dije yo a uno de medio ambiente sin enfadarme, porque no soy persona de... ¡pues llévate las grullas tú a tu casa! y les echas tú de comer ¡claro! Y me dijo, ¡hombre, qué cosas me dices !” (G17, 27/01/2016)

« Voyons, avant, nous avons vécu les personnes et les animaux- Et maintenant il semble que seuls peuvent vivre les animaux et pas les personnes. Bien sûr que c’est comme ça. Maintenant même nous semons des terres par ici et viennent les grues et elles mangent tout et tu ne peux les toucher, tu ne peux rien faire parce qu’en plus ils te prennent ton fric avec une amende et je ne sais pas pourquoi. Je l’ai déjà dit à un de l’environnement, sans me mettre en colère, parce que je suis pas une personne de... eh bien emportes le grues chez toi et donne leur à manger ! Vraiment ! Et lui m’a dit, mon vieux, qu’est-ce que tu me racontes là ! » (G17, 27/01/2016)

“Aquí, en el 23, te lo dicen “oye si lo llevo haciendo treinta años ¿por qué ahora está mal? Si es que te restringen, no quiero saber nada de parque natural ni de nacional y como venga un ecologista lo quemo” ¡Es que funcionan así! Entonces claro, es que hay que educarlos. Bueno educarlos no, que está muy feo, es formarlos” (G31, 12/02/2016)

« Ici dans le 23, ils te disent “écoute si je le fais depuis trente ans, pourquoi aujourd’hui c’est mal? Si c’est pour qu’ils me contraignent, je ne veux rien savoir de parc naturel ou national, s’il vient un écologiste je lui mets le feu” C’est comme cela qu’ils fonctionnent ! Alors bien sûr, c’est qu’il faut les éduquer. Bon, pas les éduquer, le mot est moche, les former » (G31, 12/02/2016)



“O sea, son gente, que toda la vida han estado allá. O sea, no sé cómo sea en otros países las cuestiones de la Reserva, pero en éste caso pues ellos ya estaban ahí cuando se decretó la Reserva. Bueno mi visión, ahí es que falta educación porque ¿quién tiene... ? bueno me voy a meter en un problema... quién tiene la obligación de ayudarlos, de capacitarlos, de educar en ese.. que cuiden ese entorno?” (U05, 11/09/2016)

« ainsi, ce sont des gens qui ont toujours été là. Je ne sais pas comment ça se passe dans d'autres pays pour une Réserve mais dans le cas présent ils étaient là quand a été décrétée la Réserve. Bon, ma vision ici est qu'il manque ici de l'éducation parce que, qui a... ? bon je vais me mettre dans un problème, qui a l'obligation de les aider, de les former, de les éduquer en cela.. pour qu'ils prennent soin de leur milieu ? » (U05, 11/09/2016)

Comme nous le rappellent Aubriot et Riaux (2013 : 4), « la notion de savoir est polysémique » et, selon les disciplines, « la question est abordée selon des angles bien différents ». Il ne s'agit pas ici de nous focaliser sur le contenu du savoir lui-même mais, comme nous l'avons mentionné dans la section 2.3., de nous intéresser aux conditions sociales de la transmission de savoirs, sur les acteurs de ces savoirs et les rapports de force qui s'établissent entre eux en matière de connaissance. En déconstruisant les discours et notamment celui « techno-scientifique » omniprésent dans notre terrain d'étude, nous essayons de comprendre les relations que ces savoirs entretiennent avec les pouvoirs en présence.

De quels savoirs parlons-nous ? Il y a-t-il ici confrontation de savoirs, entre un savoir savant et un savoir profane ? Est-ce que les gens « ne savent pas » comme l'affirment les experts ou est-ce qu'ils « savent autrement » ? Doit-on parler d'ignorance ou de contre-savoir ? La durabilité ; la pollution ; l'eau en tant que ressource limitée dans *La Mancha* ; l'importance du couvert forestier pour le maintien de la biodiversité dans le *Tabasco* : la communauté de la connaissance environnementale a du mal à comprendre comment des questions aussi évidentes pour elle peuvent passer inaperçues des « gens », des petits agriculteurs ou des populations indigènes.

“Es con educación, con formación y educación es como la gente puede comprender por qué es necesario un humedal. Es que yo lo tengo superinteriorizado. Es decir, a mí me hacen esa pregunta y dices ¡coño! es que yo nunca he dudado que un humedal no sea necesario” (G03, 23/10/2015)

« C'est avec l'éducation, avec la formation que les gens peuvent comprendre pourquoi une zone humide est nécessaire. Moi je l'ai superintériorisé. Je veux dire, on me pose la question et putain ! Je n'ai jamais douté qu'une zone humide soit nécessaire » (G03, 23/10/2015)

Dans cette perspective, il ne peut y avoir de contre-savoir, seulement de l'ignorance. Les savoirs savants (hydrologique, hydrogéologique, écologique, etc.) dominent ceux des « gens » au point de les annuler. Même si, parfois, les experts s'efforcent d'en comprendre les raisons, ils s'accordent à considérer que non seulement les « gens ne savent pas » mais aussi qu'il ont les plus grandes difficultés à apprendre : « ils ne comprennent pas » « ils sont décérébrés ». Le savoir environnemental se situe ainsi dans une position de domination indiscutable.

“La gente no va más allá del planteamiento... no entienden que lo que se está defendiendo es la sostenibilidad pero claro esa palabra es demasiado compleja para ellos... te dicen ¿pero eso qué significa?” (G08, 20/01/2016)

« Les gens ne vont pas plus loin que constat... ils ne comprennent pas que ce qu'on défend est la durabilité, mais bien sûr, ce mot est trop complexe pour eux... ils te disent, mais ça, ça veut dire quoi ? » (G08, 20/01/2016)

“(la agricultura) es un lobby descerebrado que es una huida hacia delante y luego claro, llegará un momento... y llegará un momento que ¿de dónde va a salir tanta agua? Es que vamos, como no nos inventemos otro río!” (G01, 21/10/2015)

« (l'agriculture) est un lobby écervelé qui fuit en avant et ensuite, bien sûr, il viendra un moment... il viendra un moment, d'où sortir autant d'eau ? Allons, il va falloir inventer un autre fleuve ! » (G01, 21/10/2015)

“Es que, si tú le dices a un agricultor que no riegue a las cuatro de la tarde, no entienden por qué. Es que mi vecino lo hace, claro es que ellos hacen lo que hace el vecino y no entienden lo que es saturar una planta de nitrógeno. Son cosas que se pierden y nadie les ha sabido explicar a no ser que a base de multas” (G31, 12/02/2016)

« C'est que si tu dis à un agriculteur qu'il n'irrigue pas à quatre heures de l'après-midi, il ne comprend pas pourquoi. C'est que mon voisin le fait, bien sûr ils font ce que fait le voisin et ne comprennent pas ce que c'est que de saturer une plante de nitrogène. Ce sont des choses qui se perdent, personne n'a su leur expliquer autrement qu'en leur mettant des amendes » (G31, 12/02/2016)

“...tú vas al patio de su casa...éste... la gente en su patio ahí tira la basura. O sea, tú pasas a la casa de estas familias y todos, todos tienen...éste... ahí tienen la basura. Van a al patio y brincan arriba de la basura, o sea, no tienen al parecer esa mentalidad de que tienen un problema y realmente no lo acusan” (U15, 14/09/2016)

« ...tu vas dans la cour de leur maison... les gens d'ici jettent les ordures dans la cour. Donc tu vas à la maison de ces familles et tous, tous ont là les ordures. Ils vont dans la cour et sautent sur les ordures, ils ne donnent pas le sentiment d'avoir un problème, ils ne s'en préoccupent vraiment pas » (U15, 14/09/2016)

“...porque por acá en nuestra zona hubo un problema con un muchacho que iba a hacer su milpa, pues como una hectárea, porque ya ve usted que aquí la gente humilde de eso vive y... no le dejaron hacer porque querían plantar árboles... ¿y por qué aquí ? o sea, hay muchas tierras en la planada donde también pueden plantar árboles, donde también los pueden conservar, pues. Porque en este caso... aquí, perjudicas sobre todo a gente que es humilde que apenas tienen sus parcelitas y que te digan, oyes no puedes hacer tu milpa porque hay que plantar árboles. Eso es lo... eso es lo injusto pues” (U23, 21/09/2016)

« ...parce qu'ici dans notre zone il y a eu un problème avec un jeune qui allait faire son maïs, en gros, un hectare, parce que vous voyez, ici les gens modestes vivent de ça, ils ne l'ont pas laissé faire parce qu'ils voulaient planter des arbres... Et pourquoi là ? Il y a beaucoup de terres dans la plaine où ils peuvent planter des arbres, où ils peuvent en prendre soin. Parce que dans ce cas... ici, tu portes préjudice surtout aux gens modestes qui n'ont guère plus que leurs petites parcelles et ils viennent te dire, tu ne peux pas planter ton maïs parce qu'il faut planter des arbres. C'est.. c'est injuste, quoi » (U23, 21/09/2016)

Pallier ce qui est considéré comme une déplorable ignorance oblige à multiplier des initiatives de conscientisation, de divulgation, d'éducation, de formation sur les questions liées à la protection de l'environnement. Parce que, comme l'affirment nos interlocuteurs *manchegos* « pour préserver il faut connaître », des myriades d'experts de l'écologie (universités, ONG, petites associations locales, bureaux d'études...) se sont mis au métier

de formateurs et les ateliers, conférences, stages, etc. ont proliféré pour expliquer à la population comment conserver ce qu'ils possèdent, au prix peut-être de ce qu'ils possédaient.

“Yo tengo la visión clara... de que para conservar tienes que conocer previamente. Tú no puede pedir peras al olmo. Si no hay una tradición de compartir el agua, hasta que no seas consciente que todos están usando el mismo agua del mismo paquete, del mismo depósito subterráneo, hasta que no lo tengan claro no van a crear esas conciencia de bien compartido ¿no?” (G08, 20/01/2016)

« Je vois clairement... que pour préserver tu dois au préalable connaître ». Tu ne peux demander des poires à un orme. S'il n'y a pas de tradition de partage d'eau, tant que tu n'a pas conscience que tous utilisent les mêmes eaux du même paquet, du même réservoir souterrain, tant que ce n'est pas clair pour toi, on ne va pas créer cette conscience de bien partagé, non ? » (G08, 20/01/2016)

“...tú llegas... tú, desconocedor de este tipo de ecosistemas, pero amante de la naturaleza que vas a pasar el fin de semana y llegas a un sitio y no tienes nada macroscópico que ver y no te atrae la laguna. Porque necesitas tener conocimientos para venir con unos prismáticos y ver los patos, ver los flamencos, ver las grullas que llegan al atardecer y que utilizan el humedal como dormitorio” (G15, 27/01/2016)

« ... tu arrives, toi, ignorant ce type d'écosystèmes mais amoureux de la nature, tu vas passer le week-end, tu arrives sur un site et tu ne trouves rien à voir de macroscopique et la lagune n'a pas d'attrait pour toi. Parce que tu as besoin de connaissances pour venir avec des jumelles et voir les canards, voir les flamants roses, voir les grues qui viennent à la tombée de la nuit et qui utilisent la zone humide comme refuge. » (G15, 27/01/2016)

Un des objectifs de cette éducation à l'environnement est, par exemple, la promotion du respect des écosystèmes aquatiques dans les zones protégées (Réserves de Biosphère, Parc National, etc.), en soulignant notamment la nécessité de la protection des espèces animales. À l'inverse, les « gens » ne voient pas trop l'intérêt d'observer ou d'honorer des espèces emblématiques (oiseaux aquatiques, tortues, écrevisses...) dont certaines ont depuis toujours constitué une ressource alimentaire et qui sont maintenant devenues le sanctuaire des connaisseurs, ornithologues et autres spécialistes.

“ Bueno, es que la gente desconoce... El sentimiento es de desconocimiento. La gente no sabe... Y hay gente que... me acuerdo, hace dos años, cuando hicimos el día de los humedales, hicimos una excursión, pusimos un autobús a disposición de la gente del pueblo un domingo y había gente que venía con sus hijos que era la primera vez que visitaba la laguna. ¡Gente de aquí, nacida aquí, viviendo aquí toda su vida y era la primera vez! Pues que no habían venido nunca. Y decían ¡pero si hay pájaros! cuando veían a los flamencos allá a lo lejos pero ¿y esto? Claro, la gente no sabe lo que hay. No lo sabe y es que la laguna está a 8 kms del pueblo... Lo que pasa es que, bueno, la gente no valora lo que tiene” (G15, 27/01/2016)

« Bon, c'est que les gens ne connaissent pas... On sent la méconnaissance. Les gens ne savent pas... Et il y a des gens qui... je me rappelle, il y a deux ans, quand nous avons monté la journée des zones humides, on a mis un autobus à disposition des gens du village un dimanche et il y en avait qui venaient avec leurs enfants et c'était la première fois qu'il visitaient la lagune. Des gens d'ici, nés ici, qui y ont toujours vécu et c'était la première fois ! Ils n'étaient jamais venus. Et ils disaient mais il y a des oiseaux ! Et quand ils voyaient des flamants au loin, mais c'est quoi ? Vraiment, les gens ne savent pas ce qui existe. Ils ne le savent pas et la lagune est à 8 km du village. Ce qui se passe c'est que, bon, les gens n'apprécient pas ce qu'ils ont » (G15, 27/01/2016)

“ Sí, claro ¿y qué ves allí en las Tablas de Daimiel? ¿los cuatro patos? Porque ya me dirás tú qué ves... cuatro patos que van y cuatro patos que vienen... y no hay más” (G50, 18/05/2017)

« Oui bien sûr, et qu'est-ce que tu vois aux Tablas de Daimiel ? Les quatre canards ? Tu me diras ce que tu vois... quatre canards qui vont et quatre canards qui viennent... rien de plus » (G50, 18/05/2017)

“...los que suelen visitar las lagunas son los ornitólogos o conservacionistas que entonces sí que entienden y conocen las Reservas de la Biosfera ¿sabes? Están más enterados y cada vez hay más turismo de naturaleza, hacen circuitos, bueno es que son pajareros o alguno que esté más o menos en esto o que sean geógrafos o biólogos, gente que sepan que hay tal salinas en esa laguna...” (G09, 21/01/2016)

« ceux qui visitent les lagunes sont les ornithologues ou les conservationnistes qui eux comprennent et connaissent les Réserves de la Biosphère, tu sais ? Ils sont plus au courant et et il y a de plus en plus de tourisme de nature, ils font des circuits, bon ce sont des spécialistes des oiseaux ou plus ou moins, des géographes ou des biologistes, des gens capables de savoir qu'il y a telles ou telles salines dans cette lagune... » (G09, 21/01/2016)

“Es que si nos vamos a temas de la naturaleza y eso... ya es una cosa excesiva. Es que los cangrejos salían a la carretera y como ahí cruza una carretera federal, no vean... había una alfombra de pulpa de cangrejo. Devastador... Entonces obviamente hablamos de un problema no solamente de consumo, no solamente comercial, sino que hay varias... varias otras cosas ahí que luego afectan... Antes se daban por millares, millones... los cangrejos, ahorita ves realmente una población muy reducida. ¡Es que ya llegó a tal grado el abuso de la gente que ya con palas los sacan de los nidos. Como no había formación pues no se podía hacer nada” (U12, 14/09/2016)

« C'est que si nous parlons de thèmes de la nature et ça... c'est déjà une chose excessive. Les petites écrevisses sortaient sur la route et comme ici passe une route fédérale, je ne te dis pas... il y avait un tapis de pulpe d'écrevisse. Dévastateur... Alors évidemment nous parlons d'un problème qui n'est pas seulement de consommation, pas seulement commercial, sinon qu'il y a différentes... différentes choses ici qui posent problème... Avant on trouvait des écrevisses par milliers, par millions... les écrevisses maintenant, vraiment tu n'en vois qu'une population très réduite. C'est que les abus des gens ont pris de telles proportions, ils les sortent des nids à la pelle. Faute de formation, on ne pouvait rien faire » (U12, 14/09/2016)

Les efforts les plus importants de conscientisation et d'éducation concernent les activités productives en lien avec les ressources naturelles des aires protégées et en particulier l'eau. On notera que ce type de programme forme principalement des enfants en âge scolaire, afin de promouvoir une amélioration des pratiques pour les générations futures. Ces enfants sont recrutés dans les écoles avec l'appui de leurs professeurs et qui participent à une série d'activités de type ludique afin de se familiariser avec les problématiques environnementales et la conservation des espèces.

Même s'il existe aussi des initiatives de formation destinées aux adultes, celles-ci apparaissent limitées, disparates et dispersées, alors que ce sont eux évidemment qui exercent la pression sur les écosystèmes d'aujourd'hui. Mais ceci suppose d'attirer des personnes adultes vers une éducation qui mettra sûrement leurs pratiques en doute, et donc de s'exposer à la contradiction. On ne peut s'empêcher de penser que la domination est un facteur essentiel dans l'intervention des experts. Ne travailler qu'avec les « gens » en oubliant d'autres segments économiques et sociaux, peut être dû au fait qu'ils constituent

le maillon le plus faible et le plus aisément dominé. De la même façon, former les enfants et considérer les adultes comme une génération perdue n'est peut-être pas étranger au fait que ces derniers sont moins malléables et ont d'autres logiques à opposer.

"Tú al niño le dices que debe de separar la basura, no sé, en la escuela, y le dices, tú le das la listita de cuáles son orgánicas, de cuáles son inorgánicas... Pero llegan a su casa y al papá le interesa poco querer saber cuál es la basura orgánica e inorgánica y de nada sirve que yo le diga al niño que tiene que separar su basura si en su casa el papá dice, ¡no, aquí va la basura como siempre, aquí la quemo o la entierro! Pues ya no sirvió de nada. Sí, quererle abrir el seso a una persona adulta.. éste... está más difícil, Pues porque como le digo, de nada sirve hablarles a los niños, pero claro, esto a largo plazo... Tú le dices a un niño de 9 años que no puede..., que debe hacerlo pues evidentemente cuando él tenga más años va a dar su fruto, pero hasta entonces, mientras... ¿cómo lo hacemos?" (U15, 14/09/2016)

« Toi, à l'enfant, tu lui dis qu'il faut trier les ordures, je ne sais pas, à l'école, tu lui dis et tu lui donnes la liste de celles qui sont organiques et de celles qui ne le sont pas... Mais ils arrivent à la maison et le papa n'en n'a rien à faire de savoir quelle sont les ordures organiques ou pas, cela ne sert à rien de dire à l'enfant qu'il faut trier les ordures quand le papa dit, non, ici les ordures comme toujours, ici on les brûle ou on les enterre ! Eh bien ça n'a servi à rien. Oui, essayer d'ouvrir la cervelle d'une personne adulte,,, ça.. c'est plus difficile. Eh bien parce que comme je le dis cela ne sert à rien de parler aux enfants, mais bien sûr, à long terme... Tu dis à un enfant de 9 ans qu'il ne peut pas... qu'il doit le faire, évidemment quand il sera plus vieux cela portera ses fruits, mais jusque là, avant cela, comment pouvons nous le faire ? » (U15, 14/09/2016)

Les échecs ou les résultats insuffisants d'un certain nombre de formations destinées aux adultes tiennent au fait que celles-ci sont conçues avant tout en fonction du domaine de compétence des formateurs et de leur capacité de mobiliser des fonds, bien plus qu'en fonction de besoins qui seraient exprimés par la population cible. Ceci donne ainsi une image globale de dispersion et d'incohérence du dispositif de formation à l'environnement et explique au moins en partie la faible réussite dont se plaignent les formateurs.

Ainsi des activités d'éducation environnementale pour les adultes du bassin de l'*Usumacinta* consistant à leur apprendre à entretenir des jardins potagers ou à manger différemment (un régime traditionnel basé sur le maïs n'est plus considéré adéquat aujourd'hui), à les convaincre de payer l'eau potable ou à informer les employés de l'entreprise pétrolière PEMEX des activités d'une aire protégée n'ont guère donné de résultats en dépit des moyens humains et matériels déployés.

"Empezamos también a educar a los adultos ¿no? pero eso es como le explico... un quehacer de todos los días y no es sólo de un día... es bastante tedioso y el camino es largo, porque se trata de educar a la gente. Enseñarles a hacer huertos... a veces los enseñas y te lo dan botado. Hay que buscar la comunidad que sea ideal, pero estamos viendo... y seleccionando varios lugares que puedan ser... idóneos. [...] Empezamos también a educar a la gente al buen comer, más variación, incluirles en su alimentación

« Nous commençons aussi à éduquer les adultes, n'est-ce pas ? Mais je vous le dis, c'est une tâche de tous les jours et pas seulement d'un jour, c'est plutôt fastidieux et le chemin est long quand il s'agit d'éduquer les gens. Leur apprendre à faire des potagers... parfois tu les formes et ils t'envoient balader. Il faut trouver la communauté idéale, mais on cherche... en sélectionnant plusieurs sites qui peuvent être... appropriés. [...] Nous avons aussi commencé à éduquer les gens à bien manger,

otras cosas... más allá de su maicito” (U30, 23/09/2016)

plus varié, à inclure d’autres choses dans leur alimentation, au-delà de leur cher maïs » (U30, 23/09/2016)

“y para grandes (adultos) lo que más afectamos en educación ambiental es la potabilización y el tratamiento de agua, porque por el pago... más que nada por el pago, porque la gente no quiere pagar el agua, incluso allá que son cuotas de 20 pesos bimestrales, entonces es un problema y lo que ellos hacen es hacer estas campañas de concienciación y educación para que paguen el agua” (U19, 19/09/2016)

« et pour les grands (les adultes), ce que nous privilégions en éducation environnementale est la potabilisation et le traitement de l’eau, parce que pour le paiement.. surtout pour le paiement, parce que les gens ne veulent pas payer l’eau même si ce sont des quotas de 20 pesos tous les deux mois, c’est alors un problème et ce qu’on fait, ce sont des campagnes de conscientisation et d’éducation pour qu’ils paient l’eau » (U19, 19/09/2016)

“Aquí en su momento se promovió capacitar a todo el personal que había de instalaciones petroleras dentro del área, capacitarlos, a través del buen ejemplo de los espacios naturales protegidos. Pues ellos (PEMEX) traían a todo el personal que trabajaba y le daban un taller y era obligación de ellos estar capacitados y se les daba una acreditación. Era un acuerdo que se tenía con la dirección de PEMEX” (U15, 14/09/2016)

« Ici à une époque on a monté la formation de tout le personnel des installations pétrolière de la zone, les former à travers le bon exemple des zones protégés. Eux (PEMEX) amenaient tout leur personnel et on leur faisait un atelier et c’était pour eux une obligation d’être formé et on leur donnait un certificat. C’était un accord avec la direction de PEMEX » (U15, 14/09/2016)

De la même façon, les formations destinées aux adultes du bassin de l’*Alto-Guadiana* naissent d’opportunités des formateurs. Ici, l’eau est évidemment le thème principal et les thématiques vont de la conscientisation, soit la sensibilisation à ne pas surexploiter l’aquifère, à l’encouragement au retour à une agriculture moins consommatrice d’eau, voire même à l’agriculture pluviale.

“...se han dado aquí todos los cursos de formación de nuevas alternativas a los regadíos... el valorar económicamente qué es lo que supone el secano. Aquí ha habido charlas de expertos dedicados a los agricultores demostrando que si tú en una tierra ni la abonas, ni le echas veneno, ni le echas no sé qué, pues sí, la producción será la mitad, de acuerdo, pero cuando tú echas las cuentas de lo que te costaban todos los productos que echabas, sales ganando, una miseria, pero no sales perdiendo, sales ganando. En otros casos, ha habido actividades para plantear alternativas y se ha invitado a un ecologista, a un científico de la universidad... se han hecho así actividades para que estuvieran representados todos los ámbitos” (G08, 20/01/2016)

« ...on a donné ici tous les cours de formation aux nouvelles alternatives d’irrigation... comment en principe valoriser économiquement la culture pluviale. Il y a eu ici des exposés d’experts montrant que si tu ne mets pas d’engrais, ni de pesticide ou d’autre je ne sais quoi, certes ta production se réduit de moitié mais en faisant les comptes de tout ce que te coûtaient les produits que tu y mettais, tu sors gagnant, une misère, mais tu ne pers pas, tu sors gagnant. Dans d’autres cas il y a eu des activités pour proposer des alternatives et on a invité un écologiste, un scientifique de l’université... on a mené des activités pour que tous les domaines soient représentés » (G08, 20/01/2016)

“Se hacen esos paneles y se les explica (a los agricultores). Pues claro, que si sacas más agua de la que entra pues acaba bajando el nivel y ahí está el panel que explica que baja el nivel. Pero bueno, la verdad es que los agricultores no visitan los centros de interpretación y si luego ven ese panel nos consideran sus enemigos. Como nosotros ponemos ahí que se saca más agua de la necesaria ellos dicen "estos son los que quieren limitarnos el desarrollo" y la frase que sintetiza es "que quieren poner a los patos antes que a nuestros hijos" eso es. Efectivamente, así está pasando, que piensan que todo eso es para engañarlos” (G08, 20/01/2016)

« On fait ces panneaux et on leur explique (aux agriculteurs). Que bien sûr, si tu sors plus d'eau qu'il n'en entre, eh bien le niveau baisse, voilà le panneau qui explique que le niveau baisse. Mais la vérité est que les agriculteurs ne visitent pas les centres d'interprétation et que s'ils voient ce panneau, ils nous considèrent comme leurs ennemis. Comme nous mettons ici qu'on ne peut pas sortir plus d'eau que nécessaire, ils disent "ceux-là sont ceux qui veulent limiter le développement" et la phrase qui le résume est « ils font passer les canards avant nos enfants ». Effectivement, c'est ce qui se passe, il pensent que tout cela est fait pour les duper » (G08, 20/01/2016)

Dans le bassin de l'*Usumacinta*, le manque notoire d'enthousiasme de la part des adultes à participer d'une manière volontaire aux activités de formation fait que les participants sont « incités » à y participer en échange d'une récompense. Ainsi, participer à une formation peut déboucher sur des paiements de services environnementaux ou des appuis financiers pour le montage de projets touristiques, de pêche ou autres. Ceux qui ne souhaitent pas être éduqués restent à l'écart de ces programmes.

“...a raíz que se ha venido trabajando con la historia de la educación ambiental, con este, con programas de sensibilización para el uso del fuego, se ha logrado darle alternativas a la gente como por ejemplo que les da sus pagos por servicios ambientales o también ha sido una alternativa para la gente, en cuestiones como el turismo y sobre todo los pescadores ¿no? En ciertas temporadas que no hay pesca, pues bueno, te ofrezco un proyecto de turismo ¿no? Tú puedes sacarle provecho también y por supuesto para cada proyecto hay que educarles, capacitarles, les dan pláticas, todo eso, y todo eso es como que ha ido cambiando un poco la mentalidad de la gente” (U01, 11/09/2016)

« ...comme on s'est mis à travailler avec cette histoire d'éducation environnementale, avec ça, avec un programme de sensibilisation sur l'usage du feu, on a réussi à donner aux gens des alternatives comme des paiements pour des services environnementaux ou encore, ce qui a été une alternative pour les gens, dans des domaines comme l'écotourisme, surtout pour les pêcheurs, n'est-ce pas? À certaines saisons où il n'y a pas de pêche, alors bon, je t'offre un projet de tourisme, n'est-ce pas? Tu peux en tirer parti aussi et bien sûr pour chaque projet il faut les éduquer, les former, leur faire des exposés, tout ça et c'est comme ça qu'on arrive à changer un peu la mentalité des gens » (U01, 11/09/2016)

Comme le souligne Knutsson (2018) dans ses travaux sur la technologie au service de l'éducation au développement durable, le métier environnemental dispose en général de plus de diplômés qu'il n'offre d'opportunités de travail, ce qui explique sans doute l'intérêt pour l'éducation à l'environnement de la part des spécialistes de l'écologie qui y trouvent une issue professionnelle. Sans mettre en doute l'intérêt général de ce type d'activité, la faiblesse des résultats rendrait probablement souhaitable un peu plus d'auto-évaluation et de critique constructive des pratiques afin de les rendre plus efficaces. En effet beaucoup parmi les formateurs les plus âgés, ceux qui ont consacré leurs efforts et leur énergie depuis des années à l'éducation à l'environnement, manifestent leur déception face à la médiocrité des résultats obtenus. Là où d'autres font porter la faute à leur public, certains l'expliquent

par les contraintes économiques - les pressions extérieures sur le système agricole de *La Mancha*, par exemple - qui réduisent la portée de leurs messages, mais la plupart, avec des mots parfois émouvants parce que cela remet en cause leur passé professionnel, considèrent que l'éducation à l'environnement n'a pas su attirer un public adulte et que globalement elle n'a pas eu l'impact attendu.

“No ha habido... Si... se ha movido la sociedad manchega a favor de sus ecosistemas naturales y sus preservación, si se ha movido... a lo mejor un centímetro y medio en los últimos 20 años por eso digo que este esfuerzo no ha servido para nada. Está bien la divulgación y que se diga y al que le interese que lo lea, pero es que tampoco interesa. Pero yo me doy cuenta que cuando estoy dando una conferencia, los agricultores se van porque no quieren saber nada del tema. Pero es lo que hay. Si no hay concienciación ambiental ni nada, entonces es un problema que está hoy aquí y ya está. Yo por lo menos lo veo así” (G23, 02/02/2016)

“O sea que yo lo que veo es que se avanza muy poco, o sea, se hace un gran esfuerzo pero algo tiene que fallar porque no... realmente no se ve que haya aumentado la conciencia ambiental... o sea se ve muy poco resultado para tanto... para tanto como se hace... es que no sé cómo explicarlo, como que es demasiado el esfuerzo para lo que sirve. Vamos que no repercute apenas nada, no sabemos por qué. Es una cosa que siempre he dicho, que aquí siempre se ha trabajado con escolares, con muchos grupos de todo tipo, se ha dado mucha información, se ha publicado muchísimas cosas y no cala. No cala... Pero no sé por qué eso no cala. No lo entiendo, no lo entiendo” (G19, 28/01/2016)

« Il n'y a pas eu.. Si... il y a eu un mouvement de la société manchega en faveur de ses écosystèmes naturels et leur préservation, au mieux d'un centimètre et demi dans les 20 dernières années, c'est pour cela que je dis que cet effort n'a servi à rien. La divulgation, c'est bien, qu'on dise à celui qui s'y intéresse qu'il la lise mais cela n'intéresse pas plus. Moi-même je me rends compte que quand je donne une conférence, les agriculteurs s'en vont parce qu'ils ne veulent rien savoir du sujet. Mais c'est comme ça. S'il n'y a pas de conscience environnementale ni rien, alors c'est un problème qui est là et point. Au moins c'est comme ça que je le vois » (G23, 02/02/2016)

« Et donc ce que je vois est qu'on n'avance pas beaucoup, c'est-à-dire qu'on fait un gros effort mais quelque chose doit échouer parce qu'on... on ne voit pas réellement qu'ait augmenté la conscience environnementale, c'est-à-dire qu'on voit peu de résultat alors qu'on fait tant... je ne sais pas comment l'expliquer, c'est trop d'effort pour si peu de résultat. Ce n'aboutit pratiquement à rien, nous ne savons pas pourquoi. C'est une chose que j'ai toujours dite, on a travaillé avec les scolaires, avec plein de groupes de toute sorte, on a donné énormément d'information, on a publié des tas de chose et ça ne passe pas. Ça ne passe pas. Mais je ne sais pas pourquoi ça ne passe pas. Je ne le comprends pas, je ne le comprends pas » (G19, 28/01/2016)

La notion de « gens » reste quelque peu gênante. Elle induit une hiérarchie imposée par la connaissance, entre l'élite qui sait et le reste de la population qui ne sait ni ne veut savoir. Et là où l'éducation échoue, il ne reste guère que la coercition pour prendre le relais, les grilles entourant les zones d'intérêt naturel, la police environnementale et les amendes aux contrevenants. Dans *La Mancha*, les autorités clôturent les zones humides mais se bornent à menacer sans jamais sanctionner les puits illégaux, tandis qu'à *Tabasco* plus d'un habitant des espaces protégés a dû payer une amende pour avoir fait ce que ses ancêtres et lui-même avaient toujours fait auparavant sur leur terre.



“Aquí es Reserva Natural, Refugio de Fauna, está en el convenio de Ramsar y Reserva de la Biosfera. Tiene un montón de figuras de protección. Estas lagunas están gestionadas por la Junta y bueno, como digo yo, los pajareros vallaron su parte... Aquí han intentado ponerle puertas al campo... por la ornitología. Si te vas por ejemplo a la segunda laguna, allí hay una isla que está totalmente cercada para que la gente no moleste a las aves. Este observatorio de aves está siempre cerrado y yo tengo la llave” (G31, 12/02/2016)

« Ici c’est une Réserve naturelle, un Refuge de la Faune, elle relève la convention de Ramsar, c’est une Réserve de Biosphère. Elle a plein de figures de protection. Ces lagunes sont gérées par le gouvernement autonome et bon, comme je dis, les amoureux des oiseaux ont érigé leur part de clôtures. Ici on a essayé de mettre des portes à la campagne... grâce à l’ornithologie. Si tu vas par exemple à la deuxième lagune, il y a une île qui est totalement clôturée pour que les gens n’ennuient pas les oiseaux. L’observatoire d’oiseaux est toujours fermé et c’est moi qui ai la clé » (G31, 12/02/2016)

“Aquí (en el acuífero 23) tengo 20.000 personas que cada cual pone en marcha su pozo. Entonces, esa multi... esa gran cantidad de usuarios independientes cada uno repartido complica mucho el control. Bueno, ya vamos teniendo tecnologías como los contadores. Pero, claro, tienes los contadores... pero entonces te surge, te surge el manipulador de contadores” (G40, 22/02/2016)

« Ici (dans l’aquifère 23) j’ai 20 000 personnes qui, chacune de son côté, met en marche son puits. En conséquence, cette multi... cette grande quantité d’usagers indépendants, chacun de son côté, complique beaucoup le contrôle. Bon, nous avons des technologies comme les compteurs. Mais alors c’est qui arrive est... qu’il apparaisse le trafiquant de compteurs » (G40, 22/02/2016)

“Bueno, la gente... la mayoría de las veces es la gente... que en el municipio tenemos ese verdadero problema y obviamente hay brigadas de control y toda una serie de acciones (multas) para mitigar el hecho, no para prevenirlo sino para que no se produzca más. Aquí se es más reactivo que educativo, porque aquí falta educación ambiental aunque se trata de que cada acción (multa) que hagamos vaya involucrada en paralelo de un acto de educación ambiental” (U15, 14/09/2016)

« Bon, les gens. La plupart du temps ce sont les gens... dans cette commune nous avons ce vrai problème et bien sûr il y a des brigades de contrôle et toute une série d’actions (des amendes) pour atténuer le fait, pas tant pour le prévenir que pour empêcher qu’il augmente. Ici on est plus réactifs qu’éducateurs, parce qu’ici il manque une éducation environnementale même si chaque action (amende) que nous entreprenons se fait en parallèle d’une activité d’éducation environnementale » (U15, 14/09/2016)

Mais comme c’est souvent le cas dans les rapports de force, l’humour est une issue pour les plus faibles. Les « gens », les petits agriculteurs du bassin de l’*Alto-Guadiana* et les indigènes du bassin de l’*Usumacinta* savent qu’ils savent beaucoup de choses que les experts ne savent pas et ne veulent pas savoir et parfois ils tournent en dérision les savants et leur théories.

“aquí, cuando ha venido alguien a hablarles de lo suyo era como predicar en el desierto, era el tipo raro. Si tú has vivido aquí toda la vida dices : “pero ¿qué me estás contando tú ?” (G31, 12/09/2016)

« Ici quand quelqu’un est venu pour parler de son truc, c’était comme prêcher dans le désert, c’était le type bizarre. Si tu as vécu ici toute ta vie, tu dis: “mais toi, qu’est-ce que tu viens me raconter ? » (G31, 12/09/2016)

“que yo, a cualquier cultivo, sólo con verlo ya sé el agua que le va a hacer falta, pues porque si le echo de más pues la estoy perjudicando y si le echo de menos, pues veo que le falta, que se seca. Y ahora mismo donde se ponga la práctica, que se quite la teoría... tú llegas allí con el papelito y te lías a mirar, y que si cuanto siembro, que si cuanto echo y cuánto... ¡mal!, vamos. Que va a haber otro que te va a decir lo contrario que yo, que va a decir, hay que que saber... pero si yo, llego a una parcela y digo pues necesita ésto o necesita lo otro y no hace falta saber más” (G13, 26/01/2016)

« moi, pour n'importe quelle culture, rien qu'en le regardant je sais l'eau qui va lui manquer, parce que si je lui en mets plus je l'abîme et si je lui en mets moins, je vois qu'elle en manque et qu'elle se dessèche. Et là où il a de la pratique, que la théorie s'en aille... tu arrives ici avec un petit papier et tu perds ton temps à regarder et combien semez-vous et combien mettez-vous d'eau et combien... C'est nul ! Allons. Est-ce qu'il doit y avoir quelqu'un d'autre qui me dise le contraire, qui me dise ce qu'il faut savoir, mais moi si j'arrive sur une parcelle, je dis il faut ceci ou il faut cela, et il ne faut pas en savoir plus » (G13, 26/01/2016)

“Si es que aquí ni el acuífero 23 ni el 24 se conocen bien. Es que estamos en pañales aunque parezca sorprendente. Pero así es. Mira... aquí se sigue tirando de zahorías. Son ellos los que realmente conocen cómo funcionan las aguas subterráneas. Es que claro, el acuífero es un... es una especie de hormiguero, o sea que no es una digamos, una bolsa de agua subterránea. Aquí la gente ve los pozos allí donde hay juncos. Y dicen por aquí pasa agua” (G31, 12/02/2016)

« C'est qu'ici ni l'aquifère 23 ni le 24 ne sont bien connus... Que nous n'en soyons encore que là peut paraître surprenant. Mais c'est ainsi. Regarde, ici on s'appuie encore sur les sourciers. Ce sont eux qui connaissent vraiment comment fonctionnent les eaux souterraines. C'est que bien sûr, l'aquifère est un... une espèce de fourmilière, ce n'est pas, disons, une poche d'eau souterraine. Ici les gens voient des puits là où il y a des joncs. Et ils disent, par ici passe de l'eau » (G31, 12/02/2016)

### **7.3. Les enjeux du conflit s'abritent derrière l'alibi environnemental servant le pouvoir politique**

#### **7.3.1. Le décalage entre ce qui se dit et ce qui se vit sur les hydrosystèmes *manchegos***

Sans l'attachement aux oiseaux aquatiques de la part d'un lobby puissant de conservationnistes spécialisés en ornithologie<sup>165</sup>, les zones humides ne seraient sans doute pas aujourd'hui un des terrains emblématiques de la conservation de la nature. Elles sont ainsi considérées comme les écosystèmes les plus diversifiés et les plus productifs de la planète et on juge qu'elles fournissent des services écosystémiques essentiels<sup>166</sup>. Les zones humides sont néanmoins des milieux difficiles à comprendre et à apprécier par les « non connaisseurs », ce qui en fait d'une certaine manière la chasse gardée de l'écologie mondiale. Elles n'ont pas ou pas complètement réussi à résoudre l'équation complexe entre conservation d'une part et d'autre part incompréhension, voire destruction.

<sup>165</sup> <https://www.ramsar.org/fr/a-propos/la-convention-de-ramsar-et-sa-mission> (consulté le 06/11/2018).

<sup>166</sup> Écosystèmes, services écosystémiques, termes marquant la distance entre le savant et le profane, à la fois concepts précieux pour les uns et jargon incompréhensible pour les autres...

“que yo he ido de crio con mis padres y mis abuelos a cazar patos y era... bien... que se veían muchos, pero ahora... ¿qué hay ahí (en la laguna)? ¡Decidme qué hay ahí que no se puede tocar! ¿Los flamencos?... Hace años no había flamencos. Cuando yo era chico no había flamencos, ni grullas tampoco. Yo no soy partidario de los flamencos, porque vienen y meten la cabeza en el cieno y sacan las capas que... porque al final el cieno que se forma del agua sucia que llega de la acequia... pues ya esa suciedad la pones en el agua. Entonces esos bichos, aunque sean muy bonitos y todo lo que tú quieras, meten la cabeza y sacan la mierda (risas) Pues hay que matarlos... ¿no te parece? Lo que pasa es que vienen los turistas a ver los flamencos” (G16, 27/01/2016)

« ... j'allais enfant avec mes parents et mes grands pères chasser les canards et ... on en voyait beaucoup, mais maintenant... Qu'est-ce qu'il y a (dans la lagune) ? Dites-moi ce qu'il y a et qui ne se peut pas toucher ? Les flamants roses ?... Il y a des années il n'y avait pas de flamants roses. Quand j'étais petit, il n'y avait pas de flamants roses, ni de grues. Je ne suis pas partisan des flamants parce qu'ils viennent, mettent la tête dans la boue et sortent les couches qui... parce qu'au final la boue qui se forme de l'eau sale qui vient du canal eh bien cette saleté, tu la mets dans l'eau. Alors ces bestioles peuvent être belles et tout ce que tu voudras, elles mettent la tête et sortent la merde (rires). Alors il faut les tuer, n'est-ce pas ? Ce qui se passe, c'est que les touristes viennent voir les flamants roses » (G16, 27/01/2016)

Il y a consensus dans la communauté environnementale de *La Mancha* qui dit que les gens n'aiment pas les zones humides, qu'ils ne les ont jamais aimées et que ce désamour persiste encore aujourd'hui, en dépit de toutes les campagnes de conscientisation et de la reconnaissance internationale de ce type d'écosystèmes.

“Yo creo que hay algo más respeto por los humedales pero no es todo lo que a nosotros nos gustaría... Es cierto, que los humedales todavía no se ven como sitios que hay que conservar porque no son importantes para la economía del entorno ¿no?” (G03, 23/10/2015)

« Je crois qu'il y a un peu plus de respect pour les zones humides, mais on est loin de ce que nous voudrions... C'est sûr que les zones humides ne se voient toujours pas comme des sites à conserver parce qu'ils ne sont pas importants pour l'économie du milieu, non ? » (G03, 23/10/2015)

Il faut cependant tenir compte du fait qu'il n'y a guère plus d'une génération, ces écosystèmes étaient l'objet « d'assainissements » menés par les pouvoirs publics et ce n'est finalement que dans ces dernières décennies que les zones humides sont devenues des sanctuaires de biodiversité. Dans la population *manchega*, beaucoup gardent encore en mémoire cette période où on considérait les zones humides comme insalubres et où elles faisaient l'objet d'assèchements légaux.

“...hace 50 años quién hubiera pensando que una laguna era un punto caliente para la biodiversidad, no había ese concepto ¿no? Es decir que hace 50 años, una laguna era un sitio que se llenaba de agua temporalmente que a lo mejor tenía unos usos cuando estaba seca distintos y que de repente llueve, se me inundan mis tierras y encima me provoca problemas de paludismo y se conceptualizaban como un foco, como un problema” (G02, 22/10/2015)

« ... il y a 50 ans, qui aurait pensé qu'une lagune était un point chaud pour la biodiversité, il n'y avait pas ce concept, non ? C'est-à-dire qu'il y a 50 ans, une lagune était un lieu qui se remplissait temporairement d'eau, qui au mieux avait quelques usages différents quand elle était sec, et quand il se met à pleuvoir, mes terres sont inondées et en plus cela me provoque des problèmes de paludisme, et il fallait le conceptualiser comme un point chaud, un problème ? » (G02, 22/10/2015)

“hay una percepción de que las zonas húmedas son zonas insalubres, por el paludismo, que hay que desecar porque además va a mejorar mucho la economía gracias a que las vamos a poder cultivar en un sistema agrícola español que se basa en la extensión del arado y no en la intensificación. Eso en un primer momento, pero es que después vino el regadío va a mejorar nuestra productividad. Estamos hablando de un momento en el que hay mucha gente que pasa hambre. Entonces, hay un proyecto económico ligado a la desecación y por desconocimiento a mí me parece también por desconocimiento de lo que era el paludismo, y se ven esos sitios como sitios insalubres. Entonces es una demanda tradicional de la gente que ha vivido aquí. Entonces transformar el « vamos a desecar esto porque es riqueza » a « no vamos a desecar porque es riqueza », eso no va a ser cuestión de dos días. Y claro, eso es algo que está ahí y que no tiene explicación... no le puedes encontrar explicación porque es que se hereda de padres a hijos, es que está ahí presente...” (G03, 23/10/2015)

« il y a une perception de ce que les zones humides sont des zones insalubres, à cause du paludisme, qu'il faut assécher parce qu'en plus cela va améliorer l'économie parce que nous allons pouvoir cultiver à l'espagnole, par extension du labour plutôt que par l'intensification. Ça d'abord, mais ensuite est venue l'irrigation qui va améliorer notre productivité. Nous parlons d'un moment où il y a beaucoup de gens qui crient famine. Alors il y a un projet lié à l'assèchement et par méconnaissance, pour moi, par méconnaissance de ce qu'est le paludisme et on voit ces sites comme des sites insalubres, Alors c'est une demande traditionnelle des gens d'ici. Alors, passer de « nous allons dessécher cela parce que c'est de la richesse » à « nous n'allons pas dessécher parce que c'est une richesse », cela ne se fait pas en deux jours. Et bien sûr, c'est quelque chose qui est là et qui n'a pas d'explication... tu ne peux pas trouver d'explication parce que cela s'hérite de père en fils, c'est là, présent... » (G03, 23/10/2015)

Cette même population ne comprend pas forcément les revirements récents, d'où le manque d'intérêt ou même l'aversion vis-à-vis des zones humides en général, déplorés par les experts.

“A mí me llama mucho la atención porque a veces estás dando la vuelta por el humedal y la gente que va andando y hablando y no va prestando atención absolutamente a nada. Y yo me digo ¿pero para qué vienen? Vale, que también tienen derecho a venir que les de un poquito el aire... Pero es que quieren que sean como en los parques (urbanos), que los patos estén ahí para echarles pan, los peces de colores y que las gallinas vayan detrás de ellos. No, es que la gente no entiende el ecosistema lo que es la dinámica de la vida, de la fauna o de la vegetación, de todo. ¡Y se quejan! Eso a mí me da mucho coraje... Aquí siempre la gente ha mirado las Tablas como algo que está ahí. ¡Sí, sí, las Tablas, pues ahí allí cuatro patos! ¡No le han dado nunca ni valor! (voz enfadada), nunca, no sé por qué... ¡con la trayectoria de años que tienen las Tablas de luchar por ellas, por su salvación... y más de 40 años o sea que ya es algo de muy largo plazo.. y sin embargo no hay... no... todavía la gente sigue diciendo... ¡Bah, las Tablas, y para qué voy a ir para allá! ¡me da igual! Pues eso.. la gente no le da valor” (G19, 28/01/2016)

« Ça me frappe beaucoup que parfois tu fais un tour par la zone humide et les gens qui se promènent et parlent ne font absolument attention à rien. Et je me dis pourquoi viennent-ils ? Bon, ils ont le droit de venir pour respirer un peu d'air... Mais c'est qu'ils veulent que ce soit comme dans les parcs (urbains), que les canards soient là pour leur donner du pain, que les poissons soient en couleur et que les poules courent derrière eux. Non, c'est que les gens ne comprennent pas l'écosystème, ce qui est la dynamique de la vie, de la faune ou de la végétation, de tout. Et ils se plaignent ! Ça me fait enrager... Ici les gens ont toujours regardé les Tablas comme quelque chose qui était là. Oui, oui, les Tablas, ici quatre canards ! Il ne leur ont jamais accordé de valeur ! (voix en colère), jamais, je ne sais pas pourquoi... avec la trajectoire des années à lutter pour les Tablas, pour leur sauvetage, plus de 40 ans, c'est quelque chose sur le très long terme, et pourtant il n'y a pas...non... les gens continuent à dire Bah ! les Tablas, et pourquoi j'irais là-bas ! je m'en fiche ! Eh bien c'est là, les gens ne lui accorde pas de valeur » (G19, 28/01/2016)

Ceci n'empêche pas l'attachement à « sa » lagune, à la lagune de « son » village, exprimé par les populations qu'y voient encore un lieu de promenade, de loisir, de pèlerinage, de baignade, voire même de terrain de football en période sèche... soit un territoire partagé et une mémoire d'activités passées qui reste vive dans les esprits.

“Yo siempre he oído que sí, que se valoraba la fauna. Que... vienen especies muy raras. Yo creo que sí y además ahora en los últimos años como ha llovido mucho, pues han venido unos flamencos preciosos... Hay un montón de flamencos, un montón de aves raras, muy bonitas, muy bonitas. Y la gente los domingos dice "vamos a ver los flamencos" (G21, 01/02/2016)

« J'ai toujours entendu dire que oui, les gens valorisent la faune. Qu'il... vient des espèces très rares. Je crois que oui et en plus ces dernières années comme il a plu beaucoup, sont venus des flamants roses précieux... Il y a plein de flamants, plein d'oiseaux rares, très jolis, très jolis. Et les gens le dimanche disent « allons voir les flamants roses » (G21, 01/02/2016)

“En la ermita que tiene el mismo nombre que la laguna porque la patrona de Mota es la Virgen de Manjavacas hay una romería todos los años” (G15, 27/01/2016)

« Dans l'ermitage qui a le même nom que la lagune, parce que la patronne de Mota est la vierge de Manjavacas, il y a une procession tous les ans<sup>167</sup> » (G15, 27/01/2016)

“¡madre mía lo que yo recuerdo de esta laguna! Recuerdo de venir por aquí por laguna, recuerdo de ver la laguna toda llena de agua y todo ahora mismo... pues nada. Mi hermano se ha bañado y todo. Era una laguna salina, sí, sí... pero nos bañábamos allí. Yo me he bañado allí. Sí, sí...” (G16, 27/01/2016)

« mon Dieu, que je me souviens de cette lagune ! Je me rappelle venir par ici, par la lagune, je me souviens d'avoir vu la lagune pleine d'eau alors que maintenant... rien. Mon frère se baignait et tout. C'était une lagune saline, oui, oui... mais on se baignait. Je m'y suis baigné, oui, oui... » (G16, 27/01/2016)

“pues antes no había un campo de fútbol en el pueblo y los chicos jugaban al fútbol en la laguna porque estaba muy lisita y de chicos pues jugaban ahí unos partidos de fútbol, pues ahí jugaban, los chicos, al fútbol. Y yo me acuerdo... bueno porque ahora está muy bien su centro deportivo muy moderno, pero entonces no. Y los chicos se iban a jugar al fútbol a la laguna que no estaba vallada. Ahora está vallada y no se puede pasar” (G21, 01/02/2016)

« eh bien avant il n'y avait pas de terrain de football dans le village et les jeunes jouaient dans la lagune parce qu'elle était très plate et les jeunes jouaient là des parties de football, eh bien ils jouaient là, les jeunes, au football. Et je me rappelle... bon parce que maintenant le centre sportif est très bien, très moderne, mais à l'époque non. Les jeunes allaient jouer au football dans la lagune qui n'était pas clôturée. Maintenant elle est clôturée et on ne peut pas passer » (G21, 01/02/2016)

“Pero la laguna es algo nuestro. No todo el mundo tiene una laguna ¿eh? Esa laguna fue muy importante porque tuvo una fabrica de gaseosas y tenía barcas. La gente mayor la recuerda que había una fabrica de gaseosas... de agua... bueno de gaseosas de agua mineral. Y hay gente de los antiguos que tienen todavía las botellas de ese agua. Si buscas

« Parce que la lagune fait partie de nous. Tout le monde n'a pas une lagune, non ? Cette lagune a été très importante, parce qu'il y a eu une fabrique de boissons gazeuses et ils avaient des barques. Les vieux se souviennent qu'il y avait une fabrique de boissons gazeuses, d'eau, enfin de boissons gazeuses à base d'eau minérale. Il y a encore des gens

<sup>167</sup> <http://www.turismocastillalamancha.es/fiestas/fiesta-de-nuestra-senora-de-la-antigua-de-manjavacas-de-mota-del-cuervo-4577/descripcion/> (consulté le 25/11/2018).

seguro que todavía se encuentran esas botellas.. Pues esto sería a principios del siglo XX” (G21, 01/02/2016)

parmi les anciens qui ont des bouteilles de cette eau. Si tu cherches, sûr que tu trouveras ces bouteilles. Eh bien ce serait au début du XX<sup>e</sup> siècle » (G21, 01/02/2016)

Ceci explique l’incompréhension et les récriminations vis-à-vis de la fermeture de ces espaces par les autorités environnementales, au profit d’autres publics plus connaisseurs (ornithologues, etc.) et au détriment des populations riveraines. La non-intervention laissait la lagune à ses riverains, la protection la leur vole.

“...Y yo le dije “voy a ir a tu casa y la voy a vallar (silencio)...voy a ir a vallar tu casa y ya no vas a pasar tú a tu casa porque la voy a vallar yo y las llaves las voy a tener yo” ¡Hombre! Me han vallado la tierra y la tierra ya no es mía, es del medio ambiente. Es que parece que el medio ambiente tiene una fuerza... (silencio) que no sé explicarte. El otro día estuve hablando con uno. Bueno, dame otra solución que yo lo entienda, dame otra solución que yo lo entienda y no me quieras a mí. (engañar).. porque yo soy analfabeto total porque yo a la escuela he ido lo mínimo, Pero yo le digo, explicamelo de otra manera porque me lo estás explicando mal. Vamos a ver, si la Junta compró esa tierra, tres fanegas de mis abuelos que luego le tocó a mi tía Manuela. Esa tierra, la vallaron sin pedir permiso al dueño ¡Hombre ya te digo! Pero eso es así como te lo estoy contando” (G17, 27/01/2016)

« ...Et moi je lui ai dit, je vais aller à ta maison et je vais la clôturer (silence)... je vais clôturer ta maison et toi tu ne vas pas pouvoir y entrer parce que je vais la clôturer et c’est moi qui aurait les clés. Et alors ! On a clôturé ma terre et la terre n’est plus à moi, elle est à l’environnement. C’est parce que l’environnement a une force... (silence) je ne sais pas te l’expliquer. L’autre jour j’étais avec un de ceux-là. Bon, donne moi une autre solution que je comprenne, donne moi une autre solution que je comprenne et ne te moque pas de moi, parce que je suis analphabète, que je suis allé un minimum à l’école. Mais je te le dis explique-le moi autrement parce que tu l’expliques mal. À voir si le gouvernement autonome a acheté cette terre, trois fanegas<sup>168</sup> à mes grands-parents qui sont passées ensuite à ma tante Manuela. Cette terre, ils l’ont clôturée sans demander l’autorisation au propriétaire. Je ne te dis pas ! Mais c’est comme ça, comme je te le raconte » (G17, 27/01/2016)

“Pues que antes la laguna era un poco como de esparcimiento, pues que la gente se iba allí, más bien de los chicos que se iban a los pinos, porque tiene pinos, pues los chicos se iban a jugar ... o sea que era como el parque del pueblo. Te ibas a dar un paseo a los pinos. Sí, pero yo te estoy hablando de los años 70 o por ahí. Y claro, la gente necesitaba un árbol para navidad, y decían, pues vete a los pinos y corta una rama, y te ibas y cortabas una rama tranquilamente sin complicarte nada. Después la Junta la valló y al estar vallado... pues ya nadie puede entrar para hacer ni bueno ni malo. Hombre de pequeña yo me acuerdo que nos llevaban de la escuela las maestras, pues como de excursión a la laguna a coger piñas y a dar un paseo, o sea era como un recreo, o como un regalo” (G21, 01/02/2016)

« Alors avant, la lagune était un peu comme un espace de loisir, les gens allaient là bas, surtout les jeunes qui allaient dans les pins, parce qu’il y des pins, alors les jeunes allaient jouer, c’était comme le parc du village. Tu allais te promener dans les pins. Je te parle des années 1970, par là. Et bien sûr les gens avaient besoin d’un arbre de Noël et disaient, va dans les pins, coupe une branche, tu y allais, tu coupais une branche tranquillement sans te compliquer la vie. Ensuite le gouvernement autonome l’a clôturée et étant clôturée... plus personne ne peut y entrer pour le bien ou pour le mal. Quand j’étais petite, je me souviens que les maîtresses nous y emmenaient de l’école, en excursion à la lagune pour y ramasser des pommes de pin » (G21, 01/02/2016)

<sup>168</sup> Une *fanega* est une unité de mesure traditionnelle espagnole, antérieure à l’implantation du système métrique décimal. Elle était utilisée pour mesurer des surfaces et des produits agricoles.

Cet attachement des populations *manchega* à « leurs » zones humides ne s'étend pas à celle qui a monopolisé le devant de la scène publique, faisant de l'ombre à toutes les autres : le Parc National des *Tablas de Daimiel*, dont nous avons déjà largement parlé. Cette zone humide suscite l'indifférence des populations riveraines qui y voient un espace avec lequel ils ne se sentent pas identifiés, pour deux raisons principales : d'abord parce qu'historiquement c'était la propriété privée et le domaine de chasse des grosses fortunes, ensuite parce qu'elle appartient aujourd'hui au réseau de Parcs Nationaux espagnols : elle a donc toujours été et reste aujourd'hui encore dans un régime de gestion étranger aux populations et aux pouvoirs locaux. Pour les experts environnementaux au contraire, les *Tablas de Daimiel* sont « leur » lagune. Ils se la sont appropriée au point de parler d'elle comme d'une personne malade.

“Es que las Tablas empezaron a funcionar como islas porque sus arterias, no se conservan... las Tablas nacen enfermas, en la Unidad de Cuidados Intensivos, y de ahí viene el problema. Entonces las Tablas siempre ha sido un enfermo que hay que darle continuas transfusiones de sangre”  
(G03, 23/10/2015)

« C'est que les Tablas ont commencé à fonctionner comme des îles, parce que leurs artères ne se conservent pas.... Les Tablas naissent malades, dans l'Unité de Soins Intensifs, et c'est de là d'où vient le problème. Alors les Tablas ont toujours été un malade auquel il fait faire continuellement des transfusions de sang » (G03, 23/10/2015)

En fait, deux zones humides concentrent les attentions du monde environnementaliste dans *La Mancha*, au point de les sacraliser. La première est les *Tablas de Daimiel*, emblématique au niveau régional, national et international. L'autre zone est les *Ojos del Guadiana*<sup>169</sup>, parce qu'ils ont considérés comme les indicateurs « du désastre » de l'eau dans *La Mancha* : sa remise en eau effective et durable serait le signal indiquant que l'aquifère jusqu'ici dit surexploité est finalement récupéré. L'argumentation est ici basée sur des « données perceptives », selon les termes mêmes de nos interlocuteurs, et non sur des « données officielles » mesurées par la *Confederación Hidrográfica del Guadiana* et par l'IGME, jugées insuffisantes.

“Esos datos... hay unos datos oficiales, y hay unos datos, no sé si llamarlos perceptivos. Los datos oficiales son la Confederación Hidrográfica del Guadiana y el Instituto Geológico y Minero de España. Los perceptivos son los Ojos del Guadiana [...] Los Ojos del Guadiana los ve todo el mundo ¿no?” (G02, 22/10/2015)

« Ces données... il y a des données officielles et il y a des données, je ne sais pas si on peut les appeler perceptives. Les données officielles sont la Confédération Hydrographique du Guadiana et l'Institut espagnol Géologique et Minier. Les perceptives sont les Ojos del Guadiana [...] Tout le monde voit les Ojos del Guadiana, non ? » (G03, 23/10/2015)

Cet aspect « perceptif » brandi par la communauté environnementaliste laisse entrevoir un certain degré d'incertitude scientifique, ce qui n'empêche pas son affirmation comme un fait indéniable. Lors de nos séjours d'enquête au bassin de l'*Alto-Guadiana*, l'eau est réapparue dans les *Ojos del Guadiana*, mais à écouter ses interlocuteurs

<sup>169</sup> Rappelons que les *Ojos del Guadiana* sont les sources où le fleuve *Guadiana* « renaît » après un supposé parcours souterrain initié à la sortie des *Lagunas de Ruidera* (voir section 5.2.1)

environnementalistes, l'auditeur ne sait s'il doit s'en réjouir ou considérer qu'il s'agit d'un coup perfide porté à la théorie. Il n'y avait pas d'eau et il aurait dû y en avoir, il y en a mais il n'y en aura bientôt plus, la récupération n'existe qu'entre guillemets. Le discours reste inamovible : il faut récupérer les *Ojos del Guadiana*.

“O sea que hoy en el Guadiana hay Ojos, manantiales en definitiva, que puede que estén manando, vamos que no lo digo yo solo, porque lo dice mucha gente y creo que es un hecho objetivo que están manando los Ojos, pero muy bajos [...] los niveles se han recuperado mucho, pero es que los niveles se tienen que recuperar mucho más hasta que los verdaderos Ojos se recuperen o sea los Ojos que tienen nombre, que es lo que todo el mundo reconoce como los Ojos y que era el nacimiento del río Guadiana” (G09, 21/01/2016)

« C'est qu'aujourd'hui dans le Guadiana, dans les Ojos, des sources, finalement, qui peut-être donnent de l'eau, allons je ne suis pas le seul à le dire, beaucoup de gens le disent et je crois que c'est un fait objectif que les Ojos donnent de l'eau, mais très peu [...] les niveaux se sont beaucoup récupérés, mais c'est qu'il faut que les niveaux se récupèrent beaucoup pour que les vrais Ojos se récupèrent, soit les Ojos qui ont un nom, ce que tout le monde reconnaît comme les Ojos et ce qui était la source de la rivière Guadiana » (G09, 21/01/2016)

“...ahora sí, se ha recuperado entre comillas un poco, un poco. No es que sea esto la panacea. La gente dice ya como manan los Ojos del Guadiana pues ya está... pero para nada está recuperado. Yo digo que esto estará recuperado cuando los Ojos del Guadiana manen pero desde el primero de más arriba y no que estén manando los que están más en medio o más abajo ¿sabes? Entonces se ha recuperado un poquito, pero no se ha recuperado del todo” (G19, 28/01/2016)

« ...maintenant si, ça s'est récupéré entre guillemets un peu, un peu. Ce n'est pas que ce soit la panacée. Les gens disent que oh, les Ojos del Guadiana donnent de l'eau alors c'est... mais ce n'est en rien récupéré. Je dis que ceci sera récupéré seulement quand les Ojos del Guadiana feront de l'eau depuis le premier en amont et non seulement ceux du milieu et d'en bas, tu sais ? Alors ça s'est récupéré un peu, mais ça ne s'est pas récupéré totalement » (G19, 28/01/2016)

La communauté scientifique s'en tient à un discours où la baisse des niveaux phréatiques et la destruction des zones humides sont des phénomènes quasi irréversibles dus à l'exploitation abusive de l'aquifère, dont l'assèchement des *Ojos del Guadiana* est la preuve évidente. En période sèche, les faits donnent apparemment raison aux experts mais le retour de périodes pluvieuses semblent les prendre au dépourvu. La remontée rapide des nappes dont on pensait que la récupération prendrait au mieux plusieurs décennies, le remplissage inespéré et pourtant confirmé par Del Pozo Tejado et Mejías Moreno (2017) des *Ojos del Guadiana* que l'on croyait perdus pour toujours, provoquent l'étonnement de la plupart des observateurs scientifiques, y compris des hydrogéologues défenseurs d'un modèle de fonctionnement de l'aquifère qui ne laisse pas de doutes sur son surexploitation.

“Cuando hace dos o tres años veo que las Tablas empiezan a cambiar, yo... me quedo sorprendido. Ojo, me alegro, lo primero me alegro de que mis predicciones y las de otros muchos fallaran estrepitosamente, pero fijate que yo dudo. Yo creo que los hidrogeólogos nos dirán, yo creo que ha habido algún cambio de comportamiento en el sistema ¿verdad?. Yo fenomenal, feliz, pero... no sé.

« Quand il y a un ou deux ans je vois que les Tablas commençaient à changer, moi... je suis surpris. Attention, je m'en réjouis, avant tout je me réjouis que mes prédictions et celles de beaucoup d'autres se soient royalement trompées, mais tu sais, je doute. Je crois ce que nous diront les hydrogéologues, je crois qu'il y a eu une sorte de changement de comportement dans le système, pas vrai ?



Mmmm creo que todo es demasiado bonito para que sea cierto. ¿entiendes? Yo lo veo todo...y ojalá sea así, pero ahora me imagino que los hidrogeólogos tendrán que seguir aportando y decirnos si ese fenómeno de recuperación del que todo el mundo habla es cierto...” (G27, 08/02/2016)

Pour moi phénoménal, content, mais.... je ne sais. Mmmm je crois que tout est trop beau pour être vrai, tu comprends ? Je vois tout ça... et souhaitons qu'il en soit ainsi, mais maintenant je m'imagine que les hydrogéologues devront continuer à informer et nous dire si ce phénomène de récupération dont tout le monde parle est réel... » (G27, 08/02/2016)

“Los Ojos ahora tienen agua ¡Quién lo iba a pensar! Es que a mí me preguntan y te hubiera dicho que nunca vería esto...” (G09, 21/01/2016)

« Les Ojos ont de l'eau maintenant. Qui l'aurait pensé ! Si on me l'avait demandé, j'aurais dit que jamais je ne verrais cela.... » (G09, 21/01/2016)

“Luego es que te aparece agua en los Ojos del Guadiana que... es una... eh... es un nuevo acuífero... ¿de dónde viene? y hablas con los hidrogeólogos y te dicen, es que, bueno, no sabemos realmente de dónde viene ese agua ¿sabes?” (G24, 02/02/2016)

« Ensuite voilà que t'apparaît de l'eau dans les Ojos del Guadiana, que c'est une... un nouvel aquifère... d'où vient-il ? Tu parles avec les hydrogéologues et ils te disent que, bon, nous ne savons pas réellement d'où vient cette eau, tu sais ? » (G24, 02/02/2016)

“Ha habido una subida de niveles freáticos del acuífero tan enorme que han empezado a manar, los Ojos del Guadiana. En el fondo, eso me lleva a pensar lo que te decía antes ¿realmente sabíamos tanto sobre el acuífero? En mi opinión real al día de hoy es que no. Es que, hay un estudio del IGME, del Instituto Geológico que dice... que tal y cual.” (G25, 03/02/2016)

« Il y a eu une montée si énorme des niveaux phréatiques de l'aquifère que les Ojos del Guadiana ont commencé à donner de l'eau. Dans le fond, ça me fait penser ce que je te disais tout à l'heure, réellement, on en savait beaucoup sur l'aquifère ? Mon opinion d'aujourd'hui est que non. C'est qu'il y a une étude de l'IGME, de l'Institut Géologique qui dit... ceci et cela » (G25, 03/02/2016)

D'un point de vue environnemental, la conservation des zones humides est un objectif indiscutable et leur destruction volontaire organisée durant les décennies passées sous l'égide, ou au moins avec la bienveillance des autorités, constitue évidemment une perte de patrimoine écologique. L'instrumentalisation des zones humides dans le discours environnemental prévalant dans *La Mancha* soulève néanmoins quelques interrogations.

Le propos des experts s'inscrit dans une vision incontournable qui fait que l'agriculture d'irrigation surexploite les aquifères et que cette surexploitation conduit à la disparition des zones humides. Est-ce bien sûr ? Ces zones humides n'ont-elles pas une capacité de résilience face aux longues périodes de sécheresse qui ponctuent l'histoire climatique de *La Mancha* ? En d'autres termes, il ne faut peut-être pas se tromper d'ennemi : les zones humides sont certes à la merci de la destruction par l'homme (dans certaines régions elles ont été éliminées complètement) mais n'ont-elles pas la capacité, comme elles l'ont toujours eu, de s'adapter à des cycles de pénurie et d'abondance d'eau et tout particulièrement celles, *manchegas*, dont les amplitudes des perturbations hydriques sont la raison d'être ce qu'elles sont ?

Appliqué aux cas particuliers des deux zones humides fétiches, le discours général n'apparaît pas sans faille : dans le cas des *Tablas de Daimiel*, l'artificialisation de leur recharge les met à l'abri de tout aléas sur l'aquifère ; dans le cas des *Ojos del Guadiana*, s'il n'y a pas d'eau, cela signifie surexploitation des nappes, s'il y a de l'eau cela ne signifie plus rien.

“Aquí los acuíferos, con toda la explotación que hubo de pozos para los riegos y para el campo y eso, pues los acuíferos están en niveles muy bajos. De hecho la mayoría de las lagunas de aquí de la zona que se nutren de los acuíferos están secas. Algunas llevan secas años, porque no hay... Aquí hubo mucha lluvia, pero no se notó nada. De hecho, a esta laguna, este año le ha costado llenarse y los niveles son bajos, son bajos. Bueno, supongo que son ciclos, pero bueno yo creo que la falta de lluvias y toda la explotación que hubo de los acuíferos y... pues eso a largo plazo...” (G15, 27/01/2016)

“..Entonces, el modelo de gestión es lo que falla, aquí no se trata de plantar una cosa o plantar otra, la gestión es tan sencilla como que el criterio, el bioindicador, para regular la gestión es el mantenimiento de los ecosistemas ¡Si es que es así de sencillo! Es tan sencillo como eso, es tan sencillo como que hay que recuperar los Ojos del Guadiana y no permitir nunca que vuelvan a secarse” (G07, 19/01/2016)

« Ici les aquifères, avec toute l'exploitation passée, des puits pour l'irrigation, pour les champs et tout ça, alors les aquifères sont à des niveaux très bas. De fait la majorité des lagunes qui se nourrissent des aquifères sont sèches. Quelques unes depuis des années, parce qu'il n'y a pas... Ici il a plu énormément mais on n'a rien noté. De fait, cette lagune a eu du mal à se remplir et les niveaux sont bas, sont bas. Bon, je suppose que ce sont des cycles, mais je crois que le manque de pluie et toute l'exploitation qu'on a fait des aquifères et... eh bien c'est à long terme... » (G15, 27/01/2016)

« Alors ce qui ne marche pas, c'est le modèle de gestion, ici il ne s'agit pas de planter une chose ou d'en planter une autre, la gestion est aussi simple que le critère, le bio-indicateur pour réguler la gestion, c'est l'entretien des écosystèmes. C'est aussi simple que cela ! C'est aussi simple, simple comme le fait qu'il faut récupérer les Ojos del Guadiana et ne jamais permettre qu'elles s'assèchent à nouveau » (G07, 19/01/2016)

La communauté des experts de *La Mancha* n'est pas très nombreuse mais elle se voit comme un lieu de savoir, celui que lui confère la possession de données qu'elle juge objectives. Elle est aussi un lieu de pouvoir, celui que confère l'objectivation de la réalité. Elle est unanime à considérer que le conflit ne trouvera une issue satisfaisante que lorsqu'on sera revenu à un état de référence de l'eau superficielle et souterraine, mais ne parvient pas à s'entendre pour qualifier cet état de référence. Il faut récupérer « ce que nous avons perdu », mais qu'avons-nous perdu et depuis quand ?

Certains font remonter l'état de référence à l'année 1956, lors du « Survol américain »<sup>170</sup>, comme si le simple fait d'avoir créé une base de photographies aériennes lors d'une année peut-être particulièrement riche en eau avait fourni un référent absolu. D'autres remontent à 1887 en se basant sur la description d'une nature idyllique dans les *Tablas de Daimiel* par le voyageur Julien Settier dans son ouvrage « *Caza menor, anécdotas y recuerdos* » (« Chasse mineur, anecdotes et souvenirs »). Pourquoi, alors, dans ce cas, ne pas faire

<sup>170</sup> Le « Survol américain de 1956 » fait référence à une des ressources aériennes historiques les plus anciennes dont on dispose l'Espagne. Entre janvier 1956 et novembre 1957, l'*Army Map Service* des États Unis réalisa une série de photographies aériennes de l'Espagne à l'échelle 1:32.000. Elles ont été la seule référence disponible jusqu'aux années 1970, période pendant laquelle l'État espagnol a commencé à réaliser ses propres vols de cartographie aérienne. <http://www.gisandbeers.com/descarga-imagenes-vuelo-americano-1956/> (consulté le 25/10/2018).

remonter la référence de récupération à 1325, lorsque l'*Infante Don Juan Manuel*, dans son ouvrage « *El libro de caza* » (« *Le livre de la chasse* »), décrit les zones inondables du *Guadiana* où se pratiquait la chasse ? (Annexe 7).

“...se pretende recuperar lo que se perdió en un momento dado... entonces ya queda menos” (G22, 01/02/2016)

« ... il s'agit de récupérer ce qui a été perdu à un moment donné, alors il reste moins... » (G22, 01/02/2016)

“...entonces todo depende de a qué aspiremos nosotros, los manchegos. Entonces, ¿cuál es mi referencia cuando hablo de identidad? Pues hablo de los paisajes de La Mancha antes del año 56. Para mí, esa es la referencia...” (G22, 01/02/2016)

« ... alors tout dépend de ce à quoi nous aspirons, nous les manchegos. Alors, quelle est ma référence quand je parle d'identité ? Eh bien je parle des paysages de La Mancha avant l'année 1956. Pour moi, c'est ça la référence » (G22, 01/02/2016)

“el libro La Caza de Settier que está escrito al finales del siglo XIX y bueno pues un auténtico retrato de cómo eran las Tablas en esa época, las aves que había y sobre todo un señor enamorado de las Tablas de Daimiel. Yo considero que esa época es, aparte que coincidieran con los mitos románticos y con el descubrimiento de viajes, pero considero que es esa la arcadia perdida (risas). Ese es el momento de máximo fulgor de las Tablas, pero solo apreciado por iniciados, vamos” (G03, 23/10/2015)

« le livre La Chasse de Settier, qui a été écrit à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, bon, un authentique portrait de comment était les Tablas à l'époque, les oiseaux qu'il y avait, et surtout un monsieur amoureux des Tablas. Je considère que cette époque est, indépendamment du fait que cela coïncide avec les mythes romantiques et la découverte des voyages, je considère pourtant que c'est l'Arcadie perdue (rires). C'est le moment de plus grand éclat des Tablas, mais allons, seulement apprécié par les connaisseurs » (G03, 23/10/2015)

“El buen estado está definido ¿no? Hay que dejar un caudal mínimo que permita la vida en el río y la condiciones de características físico-químicas adecuadas, pero bueno... Que no es para putear a nadie, que es para que el río tenga el agua limpia y circule, así de sencillo” (G08, 20/01/2016)

« Le bon état est défini, non ? Il faut laisser un débit minimum qui permette la vie dans la rivière et des conditions physico-chimiques adéquates, mais bon... ce n'est pas pour emmerder le monde, c'est pour que la rivière ait de l'eau propre et circule, tout simplement » (G08, 20/01/2016)

Certes, le discours environnemental n'est jamais exempt d'un certain regard mélancolique envers une nature perdue, mais la comparaison entre l'état actuel de la ressource et un état jugé comme une référence idéale apparaît singulièrement fragile. Certains experts peut-être quelque peu optimistes préfèrent d'ailleurs situer ce référent dans l'avenir, lorsque le texte de la DCE européenne sera appliqué... Bon nombre des scientifiques n'ignorent pas l'arbitraire de ce référent et la fragilité d'un raisonnement fondé sur son utilisation. Mais leurs états d'âmes et leurs hésitations disparaissent lorsqu'ils font face aux autres acteurs du territoire.

“Para empezar, las Tablas de Daimiel existen porque el hombre ha intervenido. Es un sistema absolutamente antrópico, ¿Pristino

« D'abord, les Tablas de Damiel existent parce que l'homme est intervenu. C'est un système totalement anthropique. Vierge,

qué es, coño? ¿Pristino es un país de subdesarrollo donde la gente no pueda dar de comer a sus hijos?” (G29, 11/02/2016)

“Se regula todo. Yo creo que muchas veces es un problema ¿no? que está demasiado controlado, estudiado ¿no? Es que se quiere controlar tanto, pero ¿en base a qué? ¿de los años de sequía? ¿de los años lluviosos? ¿de los años medianos? A base de qué... de cuando estaba lleno, a cuando estaba mal, años de sequía, periodo grandes de inundación...” (G19, 28/01/2016)

putain, c'est quoi ? Vierge c'est un pays sous-développé où les gens n'ont pas de quoi donner à manger à leurs enfants ? » (G29, 11/02/2016)

« Tout est réglementé. Je crois que c'est souvent un problème, non ? Que c'est trop contrôlé, étudié, non ? C'est qu'on veut tellement contrôler, mais en rapport à quoi ? Aux années de sécheresse ? Aux années pluvieuses ? En rapport à quoi... à quand c'était plein, quand ça allait mal, les années de sécheresse, les grandes périodes d'inondation... » (G19, 28/01/2016)

S'ils ont du mal à s'entendre sur cet état « zéro » idéal qu'il faudrait récupérer, les scientifiques s'accordent en général à considérer qu'il n'a rien à voir avec le résultat des restaurations au goût de la population et des élus : celles-ci sont assimilées à du jardinage ou à la domestication d'une nature qui devrait rester sauvage. Il y a confrontation entre deux représentations dont l'une, celle de la société civile qui rêve d'une nature aménagée et l'autre, celle des environnementalistes, qui s'apparente à la recherche d'une nature idéalisée.

“... se valora que haya arbolitos allí plantados o que aquello tenga unas pasarelas allí alrededor, poner chiringuitos.... Eso lo valoran mucho más. En general, eso se repite mucho [...] ¿las soluciones? ¿la base de las verdaderas soluciones? ¿es lo que menos importa! Los aspectos visuales, esto sí que importa. En esto hay que invertir mucho dinero. A todos les interesa lo mismo, que la apariencia sea perfecta y van disminuyendo los recursos y su preocupación a medida que te acercas a los contenidos, a la solución concreta” (G01, 21/10/2015)

“Es que quieren así como césped, con una matita bien recortada... y dicen ¡esta broza, qué asco, esto tendría que estar todo segado que luego se meten ratones y se meten bichos! Es que no entienden. Intento hablarles de eso ya desde hace muchos años, pero es que ya he tirado los papeles. Es una batalla perdida muchas veces. Dices, es que la gente sigue sin entenderlo” (G19, 28/01/2016)

“Yo me acuerdo de crío, que vivían los animales y las personas y ahora no. ¿Y eso?... Yo le dije pues... porque tienen ustedes la laguna que es del tercer mundo ¡del tercer

« ...on aime qu'il y ait des arbustes plantés ici, ou qu'il y ait des passerelles tout autour, qu'on installe des buvettes... C'est ce qui leur plaît le plus. Et en général ça revient souvent [...] Les solutions ? Les bases des vraies solutions ? C'est ce qui importe le moins. Les aspects visuels, c'est ce qui importe. Et c'est là dessus qu'il faut investir beaucoup d'argent. Tous s'intéressent à la même chose, que l'apparence soit parfaite, et les ressources et leurs préoccupation diminuent au fur et à mesure qu'on se rapproche des contenus, des solutions concrètes » (G01, 21/10/2015)

« C'est qu'il veulent quelque chose comme du gazon, avec une plante bien coupée... et il disent, cette broussaille quelle horreur !, il faudrait tout faucher parce que les rats et les bestioles se mettent ! C'est qu'ils ne comprennent pas. J'essaie de leur en parler depuis de nombreuses années mais j'ai jeté l'éponge. C'est une bataille perdue la plupart du temps. Les gens continuent à ne pas comprendre » (G19, 28/01/2016)

« Je me souviens quand j'étais gamin, les animaux et les personnes vivaient là et maintenant c'est fini. Et alors, je te l'ai dit alors... parce que vous avez fait de la lagune

mundo lo tienen aquello! Es una borriquería lo que te voy a decir, pero es que es así, aquello da vergüenza verlo. Siégalo, haz algo, que eche la planta nueva... está abandonado. Que no esté el carrizo a la altura de esto. Aquello da vergüenza. Aquello, yo me acuerdo porque me he criado aquí toda la vida, y yo me acuerdo de ver aquello limpio, limpio. Pues ahora desde que la laguna está protegida está de la mano de dios" (G17, 27/01/2016)

un tiers-monde. Vous en avez fait un tiers-monde ! Je vais te dire une ânerie, mais c'est comme cela, cela fait honte de voir. ça. Fauche-le, fais quelque chose, que croisse la plante nouvelle... c'est abandonné. Que le roseau ne soit pas à cette hauteur. Ça fait honte. Je m'en souviens parce que j'ai toujours grandi ici, je me souviens d'avoir vu ça propre, propre. Alors maintenant que la lagune est protégée, elle est à l'abandon» (G17, 27/01/2016)

La protection des zones humides et des aquifères paraissent s'inscrire et servir probablement de prétextes à l'exercice d'autres politiques sans rapport avec l'environnement. D'un côté, les zones humides montrent le décalage entre le vécu de la population et les discours conservationnistes et leur utilisation comme un moyen de se défaire d'une partie au moins de la responsabilité de la décision politique en la faisant peser sur ces écosystèmes aquatiques jugés fragiles. De l'autre, la déclaration de surexploitation des aquifères s'inscrit dans des stratégies qui servent à d'autres intérêts, avec des argumentaires où, une fois de plus, les eaux superficielles ont été mises en avant face aux eaux souterraines. Mais quels sont donc ces politiques, ces stratégies et ces intérêts ?

### 7.3.2. Un discours implicite qui révèle le jeu des politiques territoriales

S'il n'est pas sûr que l'on dispose de données hydrologiques suffisantes pour affirmer que l'irrigation prélevait des quantités d'eau mettant en danger les nappes phréatiques, si la défense des zones humides *manchegas* n'apparaît guère plus qu'une motivation fragile, quels sont alors les véritables motifs de la déclaration de surexploitation de l'eau souterraine. Doit-on alors y chercher une explication politique et laquelle ?

Si l'on en croit Molinero *et al.* (2008 : 5), « les raisons techniques qui ont mené à la déclaration de surexploitation de certains aquifères ont été très questionnées et on connaît d'autres aquifères avec de sérieux problèmes aussi bien de qualité que de quantité de l'eau qui n'ont pas été déclarés surexploités. Il existe une sensation généralisée du fait que les déclarations (ou non) de surexploitation dépendent en beaucoup de cas de motifs politiques et socio-économiques [...] en passant les raisons et évidences hydrogéologiques au deuxième plan ».

Il est en effet légitime de se demander pourquoi on a déclaré, précisément, ces deux aquifères de l'*Alto-Guadiana* surexploités quand d'autres aquifères espagnols, comme ceux de *Murcia* ou d'*Almería*, dans le sud-est méditerranéen ou ceux des îles Baléares et Canaries, ont souffert d'une extraction excessive par rapport à leur recharge Custodio (1989) mais n'ont pas fait l'objet d'une déclaration analogue à la même époque (Molinero

*et al.*, 2008) ? Ceci est inévitablement ressenti comme une injustice par ceux qui doivent assumer les contraintes de la déclaration de surexploitation.

“Pues el Servicio Geológico de Obras Públicas ya tenía información y tenía identificadas las zonas de Almería, La Mancha, Cartagena... vamos todo aquello. Tenía identificados los problemas de sobreexplotación de todos estos acuíferos. Pero al final somos los únicos, los de La Mancha, los que estamos declarados sobreexplotados. ¡Si es que somos gilipollas! Porque se empieza a decir, pues es que en Albacete se sigue sobreexplotando y bajan los niveles y no pasa nada, en Murcia no te quiero decir...” (G04, 27/10/2015)

« Eh bien le Service Géologique des Travaux Publics avait déjà de l'information et avait identifié les zones d'Almería, La Mancha, Cartagena... tout cela. Il avait identifié les problèmes de surexploitation de tous ces aquifères. Mais finalement nous sommes les seuls, ceux de La Mancha, qui sommes déclarés surexploités. On est des imbéciles ! Parce qu'on peut dire qu'à Albacete on continue à surexploiter et les niveaux baissent et il ne se passe rien, à Murcia, je ne te dis pas... » (G04, 27/10/2015)

“Por ejemplo, en paralelo, ese problema lo tenemos en Murcia ¿a qué tú no has oído hablar que en Murcia haya habido conflicto con las sobreexplotaciones? Se han callado... Todo lo contrario... han dicho traeme otro trasvase, traeme otro desde el Ebro porque aquí tenemos una capacidad productiva impresionante... Si es que Murcia iba por delante de nosotros sobreexplotando acuíferos ¿que no te imaginas!...” (G06, 18/01/2016)

« Par exemple, en parallèle, il y a un problème à Murcia. « Tu as entendu dire qu'à Murcia il y avait un problème avec les surexploitations ? Ils sont restés muets... Tout au contraire... ils ont dit apporte-moi un autre transfert d'eau, un autre depuis l'Èbre parce qu'ici nous avons une capacité de production impressionnante... Alors que Murcia est loin devant nous pour surexploiter les aquifères, tu ne peux l'imaginer !... » (G06, 18/01/2016)

Doit-t-on alors en déduire, comme l'affirme Custodio (1989 : 45), que « la surexploitation n'est pas un concept clairement défini et que son évaluation dépend des personnes et groupes impliqués » et que « les déclarations (ou non) de surexploitation dépendent en beaucoup de cas de motifs politiques et socio-économiques [...] en passant les raisons et évidences hydrogéologiques au deuxième plan » ? (Molinero *et al.*, 2008 : 5).

Un début de réponse est donné par Molinero *et al.* (2008 : 5) : « le cas d'Espagne est un exemple paradigmatique du fait qu'avoir une bonne loi sur l'eau n'est pas une garantie de bonne gestion des ressources hydriques souterraines ». Le cas de *La Mancha* en est l'illustration. Le cadre légal peut être adapté, les ingénieurs de la *Confederación Hidrográfica del Guadiana* peuvent avoir une méthode sans faille de calcul des indicateurs de surexploitation, mais si comme nous avons vu plus haut, les quantités d'eau exploitée ou d'eau de recharge de l'aquifère sont pour le moins discutables et il n'y a pas de bases suffisamment solides pour se prononcer sur une déclaration de surexploitation.

“Hay un índice que mide la sobreexplotación que es índice de explotación. Si el índice de explotación supera el 0,8, o sea el 80% mejor dicho, entonces hay que parar la extracción de aguas. Este es el índice que marca, que te dice a partir de 0,8 no se puede sacar más agua, Entonces cuando ya supera el índice de

« Il y a un indice qui mesure la surexploitation. l'indice d'exploitation Si l'indice d'exploitation dépasse 0,8, soit pour mieux dire 80 %, il faut arrêter l'extraction des eaux. C'est l'indice qui le marque, qui te dit qu'à partir de 0,8 on ne peut plus sortir d'eau. Alors qu'est ce qui se passe quand on

explotación de 0,8 ¡ojo! hay que parar ¿que pasa? pues que aquí tenemos un índice del 3, es decir del 300%” (G04, 27/10/2015)

dépasse déjà l’indice d’exploitation de 0,8 ? Ici on a un indice de 3, soit 300 % » (G04, 27/10/2015)

“Lo que me parece inconsistente es mantener la decisión de sobreexplotación sin haber hecho un esfuerzo serio por entender mejor el sistema y tener un modelo que te ayude a gestionarlo... simplemente los niveles, la medición de los piezómetros, en mi modesta opinión no es... información suficiente para poder decidir el estado de sobreexplotación del acuífero.” (G29, 11/02/2016)

«Ce qui me semble incohérent est de maintenir la déclaration de surexploitation sans avoir fait un sérieux effort pour mieux comprendre le système et avoir un modèle qui t’aide à le gérer.... Simplement les niveaux, la mesure des piézomètres, selon ma modeste opinion, ne sont pas suffisants pour pouvoir décider l’état de surexploitation de l’aquifère » (G29, 11/02/2016)

Selon la législation espagnole (Règlement du Domaine Public Hydraulique du 11 avril de 1986, art. 171), la désignation de surexploitation d’un aquifère survient dans trois situations qui, pour résumer, font référence à l’excès d’extraction d’eau souterraine comparé aux ressources renouvelables existantes et à la mise en péril des usages actuels et futurs de l’eau en qualité ou en quantité. Même si on reconnaîtra dans les intentions d’application de ce règlement des motivations sous-jacentes écologiques, il n’est pas prévu par la législation espagnole en vigueur qu’un aquifère puisse être déclaré surexploité par des raisons environnementales<sup>171</sup>.

Pendant plus de deux décennies, les seuls aquifères déclarés surexploités en Espagne ont été ceux qui nous intéressent, les 23 (*Mancha Occidental*) et 24 (*Campo de Montiel*), plus celui de *Cartagena*, ce dernier dans un contexte complètement différent (petit aquifère, pénétration de biseaux salins). Ces dernières années, l’application de la DCE fait que d’autres aquifères doivent s’ajouter à la liste, notamment dans le bassin du fleuve *Segura* (sud-est méditerranéen). En effet, des 699 masses d’eau souterraine identifiées en Espagne, 259 ont été classifiées en situation de risque de ne pas accomplir les objectifs de la directive européenne (Molinero *et al.*, 2008).

“Entonces el acuífero 23... tenemos tendencia a decir a una cosa que es un problema y demás... pero no, éste no es ni el más sobreexplotado del mundo, ni siquiera el más sobreexplotado en España” (G40, 22/02/2016)

«Alors, l’aquifère 23... nous avons la tendance à dire d’une chose que c’est un problème et tout cela... mais non, celui-ci n’est pas le plus surexploité du monde, même pas le plus surexploité d’Espagne » (G40, 22/02/2016)

Ces auteurs signalent par ailleurs que la mise en place des déclarations de surexploitation rencontre de multiples difficultés techniques pour deux raisons principales. D’abord parce

<sup>171</sup> Dans la page du Ministère pour la Transition Écologique (Ministère d’Agriculture, Alimentation et Environnement jusqu’à 2018) on peut lire « si les eaux souterraines sont extraites de forme intensive, il peut se produire des effets indésirables pour les écosystèmes aquatiques et terrestres qui dépendent des eaux souterraines », mais aucun des trois motifs pour lesquelles on peut déclarer un aquifère surexploité ne mentionne explicitement des causes environnementales. <https://servicio.mapama.gob.es/sia/visualizacion/lda/recursos/subterranos/acuiferos.jsp> (consulté le 09/11/2018).

que, traditionnellement, les organismes de bassin n'avaient pas de compétences en gestion des eaux souterraines et ne disposaient pas des dotations budgétaires suffisantes pour faire face à cette responsabilité depuis la Loi sur l'Eau de 1985 (l'*hydro-schizophrénie* dont nous avons parlé dans la section 2.2.3). En deuxième lieu, l'absence de registres actualisés fiables sur les extractions d'eau souterraine et, en conséquence, le manque de connaissance des quantités d'eau souterraine utilisées, a conduit à une gestion qualifiée de « chaos hydrologique » (Molinero *et al.*, 2008 : 4).

Cela n'est sans doute pas étranger au fait que les autorités hydrauliques nationales aient du mal à coller une étiquette de surexploitation aux aquifères, pour s'assurer de la paix sociale et des votes du monde rural. Les médias s'unissent à la résistance, parlant de « sécheresse imposée » à la profession agricole<sup>172</sup> pour les nouveaux aquifères soumis à déclaration de surexploitation dans le bassin du *Segura*. Doit-on alors parler également de *sécheresse imposée* aux agriculteurs *manchegos* depuis 1987, de *chaos hydrologique* sans effets concluants sur l'exploitation rationnelle des ressources souterraines dans l'*Alto-Guadiana* ?

“Ese es el problema que tenemos, lo gordo que nos hicieron a todos los de La Mancha es que nos pusieron la etiqueta de sobreexplotado” (G51, 18/05/2017)

« C'est notre problème et un gros, ce qu'ils nous ont fait à ceux de La Mancha, ils nous ont collé l'étiquette de surexploité » (G51, 18/05/2017)

Il faut rappeler que la Loi sur l'Eau de 1985 a aussi introduit une nouveauté très controversée en matière de propriété des eaux souterraines. Ces eaux sont passées ainsi du régime privé des propriétaires des terres sur lesquelles elles étaient puisées à un régime de propriété de l'État. Les eaux issues des puits forés avant la date d'application de la loi peuvent rester privées mais doivent faire l'objet d'une inscription dans un « Catalogue des Eaux Privées ». Les nouveaux puits et forages sont soumis à l'autorisation préalable de la *Confederación Hidrográfica del Guadiana*. Si les règles sont claires, la situation réelle sur le terrain, entre droits plus anciens et nouvelle législation, est loin de l'être.

“...lo que pasa es que aquí se superponen varias cosas porque aunque hablamos de concesiones así en general una parte muy importante de lo que hay en Castilla-La Mancha, dentro del Guadiana, quiero decir, no son concesiones sino derechos de aguas privadas, es decir, derechos que teóricamente se inscribieron como que existían antes de la Ley del 85 porque entonces no se daban concesiones” (G22, 01/02/2016)

« ... ce qui se passe est qu'ici se superposent plusieurs choses parce que même si nous parlons de concessions, ainsi en général ce qu'il y a en Castilla-La Mancha, dans le Guadiana, je veux dire, ce ne sont pas des concessions sinon des droits d'eaux privées, soit des droits qui en théorie se sont inscrits avant la Loi de 85 parce qu'à cette époque on ne donnait pas de concessions » (G22, 01/02/2016)

Selon nos interlocuteurs, il y a en plus un nombre conséquent de forages ni inscrits ni autorisés, une situation probablement aggravée en raison de la déclaration de surexploitation des aquifères. Ce nombre reste inconnu de la *Confederación Hidrográfica*

<sup>172</sup> [https://www.eldiario.es/clm/Acuiferos-declarados-sobreexplotados-impuesta-Segura\\_0\\_664934326.html](https://www.eldiario.es/clm/Acuiferos-declarados-sobreexplotados-impuesta-Segura_0_664934326.html) (consulté le 09/11/2018).



*del Guadiana*. « C'est un secret de Polichinelle que les eaux souterraines se trouvent absolument en dehors du contrôle des organismes de régulation qui ne possèdent des données ni réelles ni fiables » (Molinero *et al.*, 2008 : 4).

“...cuando se declara sobreexplotado, entonces, digamos, que si las dotaciones que usaban eran 6.000 o 7.000 m<sup>3</sup>/ha de regadío pues se bajan de una forma gradual, entonces cuando se hace una primera estimación de las superficies que hay regables pues se dice, pues no, es que no se pueden sacar más de 200 hm<sup>3</sup>. Y entonces digamos, se hacen unos regímenes anuales de explotación para no superar los 200, pero el problema que hay es que no se controla. Es decir, no se controla por falta de medios, pero también por falta de voluntad política [...] se siguen haciendo regímenes de explotación pero se suavizan los controles se paralizan los expedientes sancionadores etc., etc., es decir se diluye todo” (G04, 27/10/2015)

« ...quand c'est déclaré surexploité, alors, disons, si les dotations qu'ils utilisaient était de 6 ou 7 000 litres par hectare irrigué, alors on les baisse de façon graduelle, donc quand on fait une première estimation des superficies, on dit qu'ils ne peuvent pas extraire plus de 200 hm<sup>3</sup>. Et alors, disons, ils bâtissent des régimes annuels d'exploitation de façon à ne pas dépasser les 200, mais le problème est qu'il n'y a aucun contrôle. C'est-à-dire qu'on ne contrôle pas par manque de moyens, mais aussi par manque de volonté politique [...] on continue de bâtir des régimes d'exploitation mais les contrôles sont peu importants, les rapports de sanction sont paralysés, etc., etc., en d'autres termes tout se dilue »(G04, 27/10/2015)

Les puits illégaux (ou « a-légaux », comme les appelle un de nos interlocuteurs non sans humour) seraient ainsi très nombreux. Dans un pourcentage de cas difficile à évaluer, mais probablement la plupart du temps, les autorités fermeraient délibérément les yeux sur ces usages éparpillés (Molinero *et al.*, 2008). De leur côté, les usagers considèrent que la quantité d'eau qu'ils extraient est minime et ne mérite pas le temps et l'argent que leur coûterait le traitement administratif de l'inscription ou la demande d'autorisation.

“También se ha controlado mal el tema de los pozos. Es decir, no sé qué han hecho pero creo que han legalizado muchos pozos y al mismo tiempo al legalizarlos han puesto caudalímetro. O sea que tienen pozos controlados pero luego había a lo mejor 20.000 o 30.000 pozos sin controlar y todo el mundo hacía pozos. cualquier agricultor pues bueno "vamos a hacer un pozo" para regar, uso agrícola” (G05, 28/10/2015)

« On a aussi mal contrôlé le thème des puits. C'est-à-dire je ne sais pas ce qu'ils ont fait mais je crois qu'ils ont légalisé de nombreux puits et en même temps ils ont mis des compteurs de débit. Ça veut dire qu'ils ont des puits sous contrôle mais à côté il y a au mieux 20 000 ou 30 000 puits non contrôlés, et tout le monde creusait des puits, n'importe quel agriculteur eh bien "allons faire un puits" pour l'irrigation, l'usage agricole » (G05, 28/10/2015)

“Decían "no, no, no este agua era mía, tú has cambiado la ley pero ya era mía antes" Pero los que no la inscribieron no tienen derecho de agua privada. En un momento es que ya había mucha extracción y muchos ilegales, bueno ilegales no, diríamos legales, que no habían legalizado su situación ¿y por qué? Pues como consecuencia de que decían "bueno, resulta que estoy en un pueblo y a mí nadie me ha dicho nada. Yo no hago nada más que mandar llamar la máquina y en una

« Il disaient « non, non, non, cette eau était à moi, tu as changé la loi mais avant elle était à moi ». Mais ceux qui ne l'ont pas inscrite n'ont pas de droit d'eau privée. En peu de temps il y avait beaucoup d'extraction, une grande part illégale, bon pas illégale, disons a-légale, qui n'avaient pas régularisé leur situation et pourquoi ? Eh bien en raison de ce qu'il disaient « bon, je suis dans mon village et personne ne m'a rien dit. Je ne fais rien de plus que de faire venir la foreuse et en une

mañana me hacen el sondeo y yo empiezo a sacar agua y ya está, pues qué va a pasar, aquí pero si no pasa nada” (G06, 18/01/2016)

matinée ils me font le sondage et je commence à sortir de l’eau et puis c’est tout, qu’est-ce qui peut bien se passer, mais ici il ne se passe rien » (G06, 18/01/2016)

“yo me acuerdo de una tía mía (risas) que tenía un expediente de ¡una hectárea y pico! y ya pues les habían denunciado el pozo, les habían... que casi no regaban, pero un día regaron y les denunciaron el pozo, que si era de uso doméstico... llevaron los papeles para arreglarlo, se lo arreglamos allí, pero al final en Confederación le pidieron otra vez la escritura... ¡otros 2.000 euros de la escritura! o sea, ese dinero no lo van a sacar nunca en la viña” (G10, 21/01/2016)

« Je me souviens d’une de mes tantes (rires) qui avait un rapport pour un hectare et quelque ! Ils leur avaient dénoncé leur puits, on avait... ils n’irriguaient pratiquement jamais mais un jour il l’ont fait et on leur a dénoncé le puits qui était pour l’usage domestique... ils ont apporté les papiers pour régler cela, on l’a réglé mais finalement la Confédération leur a demandé une nouvelle fois l’inscription... encore 2 000 euros pour l’inscription ! Cet argent, ils ne le tireront jamais de leur vigne » (G10, 21/01/2016)

La législation propose des mécanismes légaux clairs pour déclarer un aquifère surexploité, mais ne dit rien sur une possible annulation de la déclaration lorsque l’aquifère est récupéré. Est-ce que cette condition est sans retour et qu’aucune mesure, aucun changement dans les pratiques d’usage de l’eau ne la remettra en question ? Tout comme la surexploitation, la notion même de récupération ne serait-elle qu’une autre construction scientifique sur des données peu fiables ? À supposer, comme l’affirment certains, que l’état des aquifères de *La Mancha* ne justifie plus leur classement en état de surexploitation, la situation semble devenir quelque peu ubuesque.

“pero aquí estamos diciendo... ¡pero, coño, pero cómo va a continuar el acuífero estando sobreexplotado sí, si tenemos ya el agua naciendo otra vez en el río Guadiana” (G20, 28/01/2016)

« mais ici ce qu’on dit, mais putain, mais comment on va continuer d’avoir un aquifère surexploité, si nous avons déjà de l’eau qui jaillit à la source du fleuve » (G20, 28/01/2016)

La révision ou l’annulation de la déclaration de surexploitation se heurtent à des arguments où les faits et les chiffres n’ont pas tant d’importance qu’une certaine vision des choses, remarquablement subjective (Custodio, 1989) quand on sait qu’elle est portée par une communauté d’ingénieurs et de scientifiques en principe soucieux de leur objectivité. D’abord une certaine vision climatique catastrophiste qui affirme seulement deux situations possibles : ou la sécheresse est là ou elle est annoncée, encore pire que les précédentes. Ensuite une allusion parfois sous-jacente mais toujours affirmée de l’avidité sans limite du monde agricole. Dans ce cadre, annuler la déclaration de surexploitation serait la porte ouverte à tout genre d’abus d’usage de l’eau.

“Hombre, los agricultores dicen que se revise (la declaración de sobreexplotación), pero la administración con buen criterio dice que no se puede revisar.. No. Porque si tú levantas la sobreexplotación, ésto es la luz verde para que tú hagas lo que quieras otra vez y eso no

« Bien sûr les agriculteurs disent qu’il faut réviser (la déclaration d’exploitation) mais l’administration avec de bonnes raisons dit que cela ne peut être révisé. Non. Parce que si tu lèves la surexploitation. c’est le feu vert pour que tu fasses à nouveau ce que tu veux et

es posible. Que si (el acuífero) se ha recuperado, sí, pero ahora en un escenario de sequía que vamos a empezar y va a volver a bajar el acuífero y el conflicto social está servido, este verano. Como no llueva esta primavera, como no llueva estos días o esta primavera, ya vamos a tener problemas en verano y si no acuérdate de ésto. Porque las concesiones de la administración te dicen, no, no, usted va a tener menos agua, ¿pero menos agua, pero si el acuífero se ha recuperado? Y eso es una situación estructural yo no tiene solución a no ser que digas, vamos a expropiar todos los derechos de agua” (G23, 02/02/2016)

ce n'est pas possible. D'accord, (l'aquifère) s'est récupéré, mais maintenant dans un scénario de sécheresse qui va nous arriver et l'aquifère qui va recommencer à baisser, bonjour le conflit social cet été. S'il ne pleut pas ce printemps, s'il ne pleut pas ces jours ou ce printemps, nous allons avoir des problèmes en été et sinon, souviens-toi de ça. Parce que les concessions de l'administration te disent non, non, vous allez avoir moins d'eau, mais comment moins d'eau, si l'aquifère est récupéré ? C'est une situation structurelle qui n'a pas de solution à moins que tu dises, nous allons exproprier tous les droits d'eau » (G23, 02/02/2016)

Le terme « surexploitation » à lui seul résume remarquablement cette vision, en constitue la marque, donne des lettres de noblesse à ceux qui la combattent. Un seul mot suffit à illustrer le conflit, à décrire la confrontation due à l'abus ou l'excès d'un groupe d'agriculteurs qui profiterait de la situation face à un autre qui prétend mettre des limites à cette démesure. La surexploitation n'est plus un rapport, une relation entre le disponible et l'utilisé, elle devient un concept absolu, comme le déplore un de nos interlocuteurs.

En résumé, les raisons de la déclaration initiale de surexploitation des deux aquifères de *La Mancha* ne semblent pas réellement liées à des questions quantitatives de ressource et d'usage de l'eau souterraine, certes présentes mais pas plus ici que dans beaucoup d'autres aquifères. Comme nous avons déjà évoqué, la présence de zones humides emblématiques comme le Parc National des *Tablas de Daimiel* a sans doute eu une influence dans la prise de cette décision, comme le suggèrent Molinero *et al.* (2008), elle a été une raison invoquée et un prétexte pour provoquer la déclaration de surexploitation mais n'a pu à elle seule en être la cause. On constatera d'ailleurs que, dans la mesure où la déclaration n'a pas été suivie d'un contrôle efficace des exploitations, les *Tablas* ont eu en conséquence besoin d'injections d'eau périodiques en provenance de systèmes extérieurs à l'aquifère. On peut donc se risquer à évoquer d'autres raisons, liées à l'historique des usages de l'eau dans l'ensemble du fleuve *Guadiana* et la création de son organisme de gestion, la *Confederación Hidrográfica del Guadiana*.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les ingénieurs d'État de la *División Hidrológica del Guadiana* (organisme précédent la *Confederación*) avaient prévu de réguler les eaux superficielles du fleuve dans sa partie avale espagnole, en *Extremadura*, en prévoyant de multiples barrages et de canaux pour l'irrigation, ce qui est connu sous le nom du *Plan Gasset*<sup>173</sup>. En 1953, est créée la *Confédération Hidrográfica du Guadiana* dont le siège central est à Badajoz (*Extremadura*), et le pouvoir franquiste reprend l'idée du *Plan Gasset* abandonnée pendant la guerre pour développer une zone de « colonisation » de petites agricultures d'irrigation

---

<sup>173</sup> <https://www.chguadiana.es/el-organismo/historia/historia-de-chg> (consulté le 09/11/2018).

en *Extremadura* grâce à un programme pharaonique de construction hydraulique dans cette région, le *Plan Badajoz*.

La gestion historique du fleuve *Guadiana* est par conséquent orientée sur sa partie aval, ses grands barrages et ses eaux superficielles, tandis que sa partie amont, peu susceptible d'être équipée d'ouvrages faute de relief, est tenue pour quantité négligeable par les ingénieurs hydrauliques, qui en outre, ne s'intéressent pas particulièrement aux eaux souterraines. Ce n'est qu'à partir de 1985, quand la nouvelle Loi sur l'Eau est promulguée, qu'on commence à parler des eaux souterraines et qu'on ouvre la porte à leur gestion publique. Les aquifères de la plaine *manchega* sont déclarés surexploités de manière provisoire en 1987, puis définitivement en 1989 pour l'aquifère 24 et en 1994 pour l'aquifère 23.

Plutôt qu'une intervention fondée sur la situation des aquifères, déjà difficile à apprécier à l'époque en raison de l'incertitude des données disponibles, il faut sans doute voir ici un souci de rééquilibrage régional porté par des considérations politiques. Il a été tant fait pour la partie aval et si peu pour l'amont, l'*Alto-Guadiana*, qui dépend avant tout de ses eaux souterraines. Encore, fin 2017, la députée *manchega* de *Ciudad Real* au congrès des députés de la nation réclamait au parlement la division du bassin du *Guadiana* en deux parties<sup>174</sup>. La justification est toujours la même : tandis que le *Guadiana* « bas » en *Extremadura* possède de l'eau à profusion dans ses barrages, le *Guadiana* « haut » fait structurellement face à une pénurie d'eau.

Il faut rappeler que la loi sur l'eau de 1985 « donne un grand pouvoir à l'organisme de bassin pour la gestion des aquifères déclarés surexploités » (Molinero *et al.* 2008 : 5). Certains auteurs considèrent même que le terme « surexploitation » est utilisé « pour créer un mythe de futur apocalyptique et appuyer le besoin d'une loi sur l'eau interventionniste » (Custodio, 1989 : 57). Dans ce cadre, il n'est pas illogique de penser que l'organisme de bassin a « forcé » une déclaration de surexploitation autrement peu, ou au moins insuffisamment justifiée. Pourquoi dans ce cas l'a-t-il fait ? Serait-ce parce qu'il désirait répondre au sentiment de négligence de la partie amont du fleuve dont il a la responsabilité et voulait aussi affirmer la présence et l'action de l'État sur cette zone grâce aux nouveaux dispositifs proposés par la loi ? La déclaration de surexploitation des aquifères serait-elle donc un instrument sur mesure de contrôle du territoire ?

“es en 1985 cuando se aprueba la nueva ley de aguas y entra en vigor en enero del 86. Y en enero del 86 como ya entra en vigor se pueden declarar sobreexplotados los acuíferos y ésta es la única Confederación que declara sobreexplotados los acuíferos de La Mancha. Se declara sobreexplotado y ahí se queda, ahí se queda. Dijeron, vamos a ver cuáles son los

« c'est en 1985 qu'est approuvée la nouvelle loi sur l'eau, qui entre en vigueur en janvier 86. Et, en janvier 86, comme elle entrait en vigueur, on pouvait déclarer les aquifères surexploités et la Confédération a été la seule à déclarer surexploités les aquifères de La Mancha. On déclare la surexploitation et ça reste ainsi, ça reste ainsi. Ils on dit, allons voir

---

<sup>174</sup> [http://cadenaser.com/emisora/2017/11/27/ser\\_ciudad\\_real/1511789543\\_417862.html](http://cadenaser.com/emisora/2017/11/27/ser_ciudad_real/1511789543_417862.html) (consulté le 09/11/2018).

pozos que hay, vamos a ver qué pasa no sé qué tal y cual y se empieza a trabajar para conocer el tema por la administración hidráulica porque ya te he dicho que antes la información sobre las aguas subterráneas la tenía antes el Ministerio de Agricultura que se la daba el IGME” (G04, 27/10/2015)

quels sont les puits ; allons voir ce qui se passe, ce genre de chose, et l’administration hydraulique commence à travailler pour connaître le sujet, parce que comme je te l’ai dit, avant, l’information sur les eaux souterraine était détenue auparavant par le Ministère de l’Agriculture qui la donnait à l’IGME » (G04, 27/10/2015)

Alors que les experts répètent avec insistance leur volonté de rester éloignés des considérations politiciennes, il faut donc reconnaître que leur représentation scientifique apparaît ici au service du politique.

“...yo no voy a hablar de política sino de cuestiones técnicas... Entonces, yo en las cuestiones que discuten los políticos y que suelen ser bastante ridículas desde mi punto de vista, ni afectan ¡es que ni me afectan! Otra cosa es que muchas veces las declaraciones de alguien que ni siquiera es competente las tengas que tener en cuenta. En definitiva, los temas más políticos que técnicos en este caso no creo que vayan a tener mayor trascendencia como en otras ocasiones...” (G39, 19/02/2016)

« ... je ne vais pas parler de politique sinon de question techniques... Alors moi, les questions dont débattent les politiciens et qui sont en général assez ridicules de mon point de vue, n’affectent pas, ne m’affectent rien ! D’un autre côté, il arrive souvent que tu doives prendre en compte les déclarations de quelqu’un d’incompétent. En définitive, je ne crois pas que les thèmes plus politiques que techniques vont avoir un grande portée comme cela a pu être le cas dans d’autres occasions... » (G39, 19/02/2016)

Dans le contexte fortement décentralisé de l’Espagne, la représentation scientifique sert ici plus particulièrement au renforcement du pouvoir de l’État sur la gestion de l’eau face à celui de la communauté autonome de *Castilla-La Mancha* et aux pouvoirs locaux. Dans le cas des eaux souterraines de *La Mancha*, il y a une instrumentalisation du scientifique par le politique tout à fait comparable à celle décrite par Bouleau et Fernandez (2012), commentant les différences de gestion de trois grands fleuves français à partir de l’expertise produite par un programme de recherche unique du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) en 1979. Les représentations scientifiques particulières produites pour chaque fleuve, nous disent les auteurs, n’ont fait que confirmer les « vocations » différentes que l’on supposait à chacun des bassins versants étudiés : « le déficit de la Garonne sert d’argument pour justifier des investissements nationaux, le caractère sauvage du Rhône réhabilite des politiques de restauration, tandis que la centralité de la capitale française légitime la vocation urbaine de la Seine » (Bouleau et Fernandez, 2012 : 215).

On peut ainsi tracer la séquence chronologique des circonstances et des politiques qui ont mené les eaux *manchegas* à la situation actuelle, telle que la décrivent nos interlocuteurs. Pendant le franquisme, soit jusqu’à presque la fin des années 1970, l’eau de l’aquifère avait déjà commencé à baisser mais personne ne disait rien. On pourrait dire que le « problème » va naître avec la démocratie et avec la liberté de parole que celle-ci alloue à tous les acteurs concernés.

“Con Franco nadie ve el problema. Franco termina en el 75 y no había problema. Era lo normal. El problema viene con la Transición española en donde aparecen libertades, opiniones, movilizaciones, concienciación social” (G06, 18/01/2016)

« Avec Franco, personne ne voit le problème. Franco disparaît en 1975 et il n’y avait pas de problème. C’était normal. Le problème arrive avec la Transition, lorsque apparaissent des libertés, des opinions, des mobilisations, de la conscience sociale » (G06, 18/01/2016)

À partir des années 1980, passée la période de la Transition (1975-1981), il s’agit de démontrer que la démocratie est capable d’insuffler à l’Espagne un nouveau rythme de création de richesse et de développement. La décentralisation crée les gouvernements autonomes et leur donne de nouveaux pouvoirs : le socialiste José Bono, à la tête de la présidence de *Castilla-La Mancha*, fait ainsi de la transformation de l’agriculture *manchega* une priorité et ne se préoccupe pas des conséquences environnementales, non par ignorance mais en connaissance de cause, délibérément : à l’époque, un de ses anciens conseillers à l’agriculture ne dirigeait-il pas le conseil d’administration du Parc National de *Las Tablas* ?

“Entonces esa idea de transformar, de demostrar lo buena que es la democracia y de que íbamos a generar riqueza para todos, se lleva a cabo pese quien pese y caiga quien caiga y entonces ese es un factor fundamental, la necesidad que tenían los gobernantes, que en ese momento, Todo la responsabilidad de todo el periodo cae en un periodo que gobierna Castilla-La Mancha el Partido Socialista Obrero Español y en concreto con su presidente José Bono. Es decir, José Bono es el responsable máximo de esta historia y es a quién hay que pedirle cuentas porque es el presidente aquellos años y el que tiene en su mano haber desarrollado una política o haber desarrollado otra política. Más todavía cuando su consejero de Agricultura [...] llegó a ser Presidente del Patronato de las Tablas, no tienen escapatoria. No podían alegar desconocimiento, tenían una responsabilidad muy clara” (G07, 19/01/2016)

« Alors cette idée de transformer, de démontrer combien la démocratie est bonne et que nous allons générer de la richesse pour tous, et cela se fait coûte que coûte et peu importe, c’est alors un facteur fondamental, cette nécessité qu’avaient les gouvernants de l’époque. La responsabilité de toute cette période correspond au gouvernement de Castilla-La Mancha par le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, concrètement par son président José Bono. Cela veut dire que José Bono est le principal responsable de cette histoire et c’est à lui qu’il faut demander de rendre des comptes, parce qu’il était le président durant ces années et parce qu’il avait en main la possibilité de développer cette politique ou une autre politique. Bien plus encore quand son conseiller à l’agriculture. [...] devient président du conseil d’administration des Tablas. Il ne pouvaient pas invoquer l’ignorance, ils avaient une responsabilité très claire » (G07, 19/01/2016)

La politique productiviste lancée dans les années 1980 ne fait pas l’unanimité et certains ne comprennent pas pourquoi on n’a pas réalisé à l’époque une vraie reconversion de l’agriculture *manchega*, à l’instar de ce qui s’est fait dans d’autres régions espagnoles avec les mines ou la sidérurgie qui étaient eux aussi des secteurs économiquement et socialement sensibles. En sachant que, dans *La Mancha*, la population *manchega* dédiée à l’agriculture ne représente que 8 % de la population active, cela aurait dû être possible et on ne se retrouverait pas dans le contexte conflictuel actuel. Mais, des secteurs intermédiaires et l’agro-industrie, puissants et bien implantés et au-delà, une population *manchega* qui garde des liens très forts, familiaux et identitaires, avec le monde agricole perpétuent l’image d’une forte vocation agricole pour cette région. Ce n’est pas anodin si

l'organisme agricole le plus puissant de l'agriculture espagnole, ASAJA, créée en 1989, est présidé depuis par un *manchego* de Ciudad Real.<sup>175</sup>

“Es decir que si tu coges los datos en frío pues dices pero si somos un 8% de población dedicada.. joder, por un 8% estamos liando la que estamos liando... pues vamos a subvencionarlos, vamos a decirles que cierren, montarles lo que sea ¿no? y sin embargo no se hace, porque es cierto que todavía hay una cierta agroindustria ligada, la propia del vino, la de..., no sé otros productos como la berenjena, el queso, que de alguna u otra manera dependen de esa agricultura, por ejemplo si es el queso, pues las ovejas necesitan la alfalfa, con el maíz y con la avena. Entonces, aunque pueda parecer de entrada que son pocos los agricultores, todavía hay una componente importante en otros sectores ligados, de servicios incluso ligados a esa agricultura que hace que el peso relativo todavía sea importante y entonces hacer una reconversión muy dura en esa agricultura no se atreven a hacerlo los políticos. Y lo que es curioso es que se han atrevido en otras comunidades autónomas con otros temas que son tan conflictivos, minería, siderurgia y aquí pues no se atreven a hacerlo. ASAJA que probablemente sea la organización agraria más importante de España nace aquí, en Ciudad Real. Nace dans La Mancha. Es decir, que algo hay aquí, algo hay aquí, que no sé, ni socialista ni...” (G02, 22/10/2015)

« C'est-à-dire que si tu prends les données froidement, tu te dis que nous ne sommes que 8 % de la population active... Putain, pour 8 %, quel imbroglio pas possible on arrive à monter. ... on les subventionne, on leur dit qu'ils doivent fermer, on leur impose n'importe quoi, non ? Et pourtant ça ne marche pas parce qu'il y a une certaine agro-industrie derrière, celle du vin, celle de... je ne sais pas quels autres produits comme l'aubergine, le fromage, qui dépendent d'une manière ou d'une autre de cette agriculture, ainsi les brebis ont besoin de luzerne, ou encore le maïs ou l'avoine. Alors les agriculteurs peuvent paraître peu nombreux, mais il y a une composante importante d'autres secteurs, de services notamment, liés à cette agriculture qui fait que le poids relatif reste aussi important, et que les politiciens ne se risquent pas à imposer une reconversion radicale de cette agriculture. Et ce qui est curieux, c'est que ce qu'on a osé faire dans d'autres communautés autonomes, sur d'autres sujets tout aussi conflictuels, les mines, la sidérurgie, ici on a pas osé le faire. ASAJA, qui est probablement l'organisation agraire la plus importante d'Espagne, est née ici à Ciudad Real. Elle est née dans la Manche. C'est dire, il a quelque chose ici, je ne sais pas, ni socialiste, ni... » (G02, 22/10/2015)

Enfin, au sein de la *Confédération Hydrográfica del Guadiana*, l'unanimité face à l'intervention dans l'*Alto-Guadiana* et à la déclaration de surexploitation des aquifères n'apparaît pas avoir été acquise en un jour. Elle a été l'objet de confrontations où il semblerait que les agronomes, sensibles aux conséquences de l'irrigation sur l'état des ressources d'eau souterraine, se soient opposés aux ingénieurs hydrauliques peu pressés de sortir de leurs ouvrages hydrauliques de surface habituels et de leur zones traditionnelles d'intervention. La décision n'a pas non plus été facile à prendre, en raisons des oppositions des politiciens locaux, inquiets des répercussions sur le monde agricole et les votes d'une population qui continue à se sentir rurale et qui appuie sans réserve ce secteur.

“Yo he aguantado presiones como nadie, como nadie, incluso de políticos que me han venido a mí a decir... he cogido y lo que me ha traído lo he dejado archivado, lo he dejado archivado porque me lo ha entregado en mano, no lo ha pasado por registro. Si lo

« J'ai dû subir des pressions comme personne, notamment de politiciens qui venaient me dire... j'en ai pris plein la figure et ce qu'on m'a apporté, je l'ai archivé, je l'ai archivé parce qu'on me l'a remis en main propre, ce n'est pas passé par le registre. Si c'était passé

<sup>175</sup> <http://www.crones.es/entrevista.php?id=79> (consulté le 09/11/2018).

hubiera pasado por registro... y me viene a contar su rollo que si... de un color y de otro ¿eh? de todos los colores. Entonces digamos que yo me he formado resistente y ahora pues estos son los que no quieren que yo hable porque me conocen, porque ya me han oído hablar y les molesta lo que yo digo [...] yo soy agrónomo, de los primeros agrónomos.. es que ha habido agrónomos en las administraciones pero es que han estado dedicados a otras cosas, por ejemplo las necesidades de agua de cultivos, de los olivos, de lo que sea, bueno vale pero digamos como yo llevaba la gestión de los regadíos que hacía el estado y me daba cuenta de que cada vez había menos agua pues yo me sensibilicé, porque defendía, yo me conciencé defendiendo al Estado que estaba haciendo inversiones que se iba a quedar colgadas como se han quedado muchas. Yo decía pero es que esto no tiene sentido lo que está haciendo el Estado y no lo está defendiendo y no lo está defendiendo ¿no?" (G04, 27/10/2015)

par le registre... et il viennent me raconter leurs bêtises... d'une couleur ou de l'autre, hein ? De toutes les couleurs. Alors disons que je me suis fait résistant, c'est ceux-là qui ne veulent pas que je parle parce qu'ils me connaissent, parce qu'il m'ont déjà entendu parler et que ce que je dis les embête [...] je suis agronome, un des premiers agronomes, c'est qu'il y a eu des agronomes dans les administrations, mais on les a mis à d'autres choses, par exemple les besoins en eau des cultures, des olives, de n'importe quoi, bon d'accord, mais moi j'assurais la gestion par l'État de l'irrigation et je me rendais compte qu'il y avait de moins en moins d'eau, alors je me suis sensibilisé, car je défendais, j'ai pris conscience que l'État réalisait des investissements qui allaient rester en plan comme cela a été souvent le cas. Je me disais que ça n'a pas de sens, qu'on défende l'État et qu'on ne le défende pas, qu'on ne le défende pas, non ? (G04, 27/10/2015)

Enfin, déclarer un aquifère surexploité n'est pas un acte sans conséquences et la prise de décision n'est en rien facile, parce qu'au moins dans son principe, la déclaration impose aux agriculteurs des règles contraignantes contre lesquelles ils s'opposent. Ces difficultés s'illustrent là même où la surexploitation a été déclarée : l'administration met des règles, mais ne se presse pas à les faire respecter pour éviter des réactions sociales du monde agricole.

Si la Loi sur l'eau espagnole de 1985 permettait à l'État la déclaration de surexploitation des aquifères, elle obligeait ensuite la création des communautés d'usagers des eaux souterraines pour organiser au mieux l'exploitation de ces aquifères. Néanmoins, comme le constate Llamas (2017), plus de 30 ans après la déclaration de surexploitation d'un certain nombre d'aquifères espagnols, la plupart de ces communautés d'usagers n'ont pas encore été créées. Rien n'a changé malgré le texte de la Loi sur l'eau espagnole refondu en 2001 avec l'objectif d'incorporer les exigences de la DCE, qui recommande à nouveau la constitution des communautés d'usagers dans les districts hydrographiques.



## Chapitre 8

### A qui profite la situation conflictuelle ? Un conflit qui devient ressource

#### 8.1. Constructions discursives autour de l'axe conflit-ressource

##### 8.1.1. Des acteurs sans conflit, des conflits sans acteurs

Alors que, dans le bassin de l'*Usumacinta*, l'environnement est présenté sous forme d'une succession de « problèmes », dans le bassin de l'*Alto-Guadiana*, un terme largement utilisé est celui de « conflit » sur l'eau. Même si, comme nous le verrons, les deux appellations s'inscrivent dans une dynamique analogue, nous commencerons par analyser les représentations que les différents acteurs se font de ces phénomènes. Leur construction par les discours ne sont, en effet, ni homogènes ni univoques : les représentations des acteurs impliqués créent différents espaces discursifs où, parfois, l'existence même du problème ou du conflit se voient remis en question.

Pour la communauté de la connaissance environnementale, comme nous l'avons déjà signalé dans la section 7.1, le conflit est réel, il persiste actuellement quelles que soient les variations climatiques ou les évolutions des usages de l'eau, et perdurera dans le futur. Dans ce schéma, les agriculteurs sont désignés comme coupables de provoquer un déséquilibre environnemental, social et économique dans les territoires où ils développent leurs activités.

“dans La Mancha hoy, en 2016 sigue habiendo un conflicto, principalmente entre quienes quieren que el agua se use racionalmente y aquellos que quieren usar el agua de manera... (silencio) no voy a decir irracional ¿vale? sino que quieren concienzudamente aprovecharse de ella sin

« dans La Mancha aujourd'hui, il continue d'y avoir un conflit, principalement entre ceux qui veulent que l'eau soit utilisée rationnellement et ceux qui veulent utiliser l'eau de manière... (silence) je ne vais pas dire irrationnelle, n'est-ce-pas ? sinon qu'ils veulent consciencieusement en tirer profit sans se

tener en cuenta que el agua es un bien escaso... es decir, que son los agricultores ¿no?" (G24, 02/02/2016)

rendre compte que l'eau c'est un bien rare, c'est-à-dire qu'il s'agit des agriculteurs, non ? » (G24, 02/02/2016)

Cette communauté de la connaissance juge ainsi qu'il y a de quoi être exaspéré face aux requêtes des agriculteurs qui les font sans cesse réclamer de plus en plus d'eau tels des « perroquets insatiables », comme nous l'indique un des nos interlocuteurs. À contre courant du soutien social dont bénéficie le secteur agricole *manchego*, ils se font une image stéréotypée d'un agriculteur qui ne penserait qu'à lui sans se préoccuper du reste.

“...Sí que hay muchos problemas, lo que pasa... es que los agricultores que han estado peleando siempre por tener más agua, más agua, más agua, más agua, más agua... ¡como cacatías lo repetían!” (G01, 21/10/2015)

« ...Oui il y a de nombreux problèmes, ce qui se passe... c'est que les agriculteurs se sont toujours battus pour avoir plus d'eau, plus d'eau, plus d'eau, plus d'eau... Ils le répétaient comme des perroquets ! » (G01, 21/10/2015)

Les environnementalistes rappellent que, dans *La Mancha*, la terre était essentiellement dédiée à l'agriculture pluviale jusque dans les années 1980, où l'irrigation s'est développée à grande échelle. Même s'il essaient de comprendre leurs motivations, le regard vis-à-vis des agriculteurs est très critique face à cette soudaine insatiabilité d'arroser les champs avec une eau provenant du sous-sol.

“...los habitantes de Castilla-La Mancha históricamente nunca han dado importancia al agua poco más que para beber y poco más. Antes era agricultura sin agua, la que llueva ¿sí? hasta que dijeron "madre mía, si es que mi vecino resulta que echa agua y vive mejor que yo, a pues bueno, yo también quiero agua"...aquí "marica el último, yo hago lo mismo" ” (G06, 18/01/2016)

« ... les habitants de Castilla-La Mancha n'ont historiquement jamais donné d'importance à l'eau, juste pour boire et guère plus. Avant, c'était une agriculture sans eau, pluviale, n'est-ce-pas ? jusqu'à ce qu'ils disent « mon Dieu, voilà que mon voisin utilise de l'eau et vit mieux que moi, eh bien moi aussi je veux de l'eau ».. ici, « le dernier est une tapette », « je fais la même chose » » (G06, 18/01/2016)

“Porque empezó en el año 70, pero aquello fue una fiebre, y decían pero agua subterránea hay mucha pero es que aquí, hago un pozo, saco 300 l/s que es un agujero así de grande, o sea un chorro y hago otro y tengo... y aquí hago otro.. y aquí otro. ¡Un mar! y claro, dices, es que estoy asustado porque vengo de un secano” (G22, 01/02/2016)

« Parce que cela a commencé en 1970, mais ça a été une fièvre et ils disaient, mais de l'eau souterraine il y en a beaucoup, mais moi ici, je fais un puits et je sors 300 litres par seconde, avec un trou de cette taille, soit un jet et j'en fais un autre et j'en ai... et ici j'en fait un autre, et ici un autre. Une mer ! et bien sûr, tout cela me fais peur parce que je viens d'une zone sèche » (G22, 01/02/2016)

“Es que había tantísima agua, es que había tanta agua que ésto parecía que no se iba a acabar nunca. Esto era agua y agua y agua y pinchabas aquí y había agua y pinchabas en el otro lado y también había agua. Y el agua no se agotaba nunca y de hecho ahora mismo,

« C'est qu'il y avait tellement d'eau, c'est qu'il y avait tant d'eau qu'il semblait que ça n'allait jamais se terminer. Il y avait de l'eau et de l'eau et de l'eau, tu perforais ici et il y avait de l'eau et tu perforais de l'autre côté et il y avait aussi de l'eau. Et l'eau ne se tarissait

desde entonces estamos sacando agua, se mantienen las mismas bombas con el mismo caudal...” (G42, 15/05/2017)

jamais et de fait même aujourd’hui, depuis ce temps nous puisons de l’eau, on conserve les mêmes pompes avec le même débit... » (G42, 15/05/2017)

Après un premier moment d’hésitation lié à la crainte de l’inconnu, les agriculteurs ont en effet très rapidement réagi face à une ressource souterraine, jugée infinie et, par contagion de voisinage, ont massivement adopté de nouvelles techniques de forage et d’irrigation. C’était la ruée vers l’eau, le nouvel eldorado, et la quantité de récolte a primé depuis lors sur la qualité des produits.

“Es que aquí, es que estaba la alfalfa y valía dinero, más que lo que tú te crees. ¿Cuánto cuesta hacer un pozo? No mucho. Hago un pozo y pongo alfalfa. El otro cría melones de riego y hago un pozo en esta tierra y siembro melones y gano también. El del al lado, pues si yo tengo esto... pues es que así somos la gente. ¿Qué pasa? Pues que si esto vale y hay que hacer un pozo, pues hago un pozo y saco agua” (G42, 15/05/2017)

« C’est qu’ici il y avait de la luzerne et cela valait de l’or, plus que tu le croirais. Combien coûte de faire un puits ? Pas beaucoup. Je fais un puits et je mets de la luzerne. Un autre fait du melon irrigué, je fais un puits, je sème des melons et je gagne aussi. Et celui d’à côté, eh bien si j’ai cela... c’est comme ça que nous sommes. Qu’est-ce qui se passe ? Eh bien si ça vaut le coup et s’il faut faire un puits, alors je fais un puits et je tire de l’eau... » (G42, 15/05/2017)

“...en estos últimos años si tú tenías cuatro kilos, cobrabas cuatro, pero si tenías ocho, cobrabas ocho, entonces se ha primado la cantidad a la calidad, entonces la gente que regaba... Entonces en ese sentido, cuanto más agua, más dinero me pagan. Cuanto menos agua, menos dinero gano o sea es una mentalidad muy sencilla... causa, efecto” (G10, 21/01/2016)

« ... ces dernières années, si tu avais quatre kilos, tu te faisais payer quatre, mais si tu en avais huit, tu te faisais payer huit, alors la quantité l’a emporté sur la qualité, alors les gens se sont mis à irriguer... Alors dans ce sens, plus il y a d’eau, plus on me paye. Moins il y a d’eau, moins je gagne, c’est une mentalité très simple... cause, effet » (G10, 21/01/2016)

Il faut y voir l’effet de politiques publiques qui ont encouragé le développement de cette irrigation dans *La Mancha* sans trop de règles et de contrôle, faisant miroiter aux agriculteurs un bel avenir de développement et de prospérité. L’eau était là, dans le sous-sol de leur exploitation et, malgré les changements induits par la nouvelle loi sur l’eau de 1985, les agriculteurs ont continué à estimer qu’elle leur appartenait tout autant que le soleil qui faisait croître leurs cultures.

“...Por parte de las administraciones en lugar de haber hecho un estudio previo, a lo que te ayudaban era económicamente, ¡vamos! Los créditos tenían el incentivo de la propia administración. Aquí el maíz fue un cultivo, junto con la remolacha y la alfalfa, que son tres cultivos consumidores de agua y bueno pues es que salías al campo y era... y esos tres cultivos eran los que dominaban el campo” (G20, 28/01/2016)

« ... De la part des administrations, au lieu d’avoir fait une étude préalable, ils te donnaient une aide économique, allons ! Les crédits avaient le soutien de la propre administration. Ici on a cultivé du maïs, avec la betterave et la luzerne, qui sont trois cultures consommatrices d’eau, et bon, tu sortais dans la campagne et c’était... ces trois cultures qui dominaient dans les champs » (G20, 28/01/2016)

“El agricultor lo que dice, que el agua es que como el sol, que igual que te está dando el sol en tu explotación, pues tienes agua debajo y la sacas, pero no saben que esa agua se acaba... La ley del agua de 1879 decía que el agua es para quien la alumbró, entonces si esto tú lo tienes durante cientos de años, cómo le dices tú luego que el agua es de dominio público... Él dice, no, pues de dominio público no, porque ésta es mi tierra” (G23, 02/02/2016)

« Ce que dit l’agriculteur est que l’eau est comme le soleil, que de la même façon que le soleil donne sur ton exploitation, tu as l’eau en dessous et tu la puises, mais ils ne savent pas que cette eau s’épuise. La Loi de l’eau de 1879 disait que l’eau appartient à qui l’exploite, alors si elle est à toi durant des centaines d’années, quand tu lui dis que l’eau est du domaine public... Lui dit non, pas du domaine public puisque c’est ma terre » (G23, 02/02/2016)

Cette façon de voir imprègne non seulement les agriculteurs mais aussi l’ensemble de la société *manchega* qui a d’elle-même une représentation éminemment rurale. Il existe ainsi une « matrice agricole », comme l’appelle l’un de nos interlocuteurs, qui structure tout le reste de la vie *manchega*. La société civile soutient de façon inconditionnelle ses agriculteurs et face aux critiques, elle est prête à monter au créneau pour les défendre, eux et la culture agricole qu’ils représentent.

“Es que la agricultura aquí estructura todo lo demás de la vida tanto la natural como la artificial, la humana. Es decir todo. Todo va en función de eso. Tenemos una matriz agrícola y todo lo demás, humedales, ríos o ciudades e industria todo va en función de eso” (G01, 21/10/2015)

« C’est que l’agriculture ici structure tout le reste de la vie, aussi bien naturelle qu’artificielle, humaine. C’est-à-dire tout. Tout va en fonction de ça. Nous avons une matrice agricole et tout le reste, zones humides, rivières ou villes et industries, tout va en fonction de cela » (G01, 21/10/2015)

“Pero lo que pasa es que aquí, la sociedad manchega... yo vivo en Daimiel, con lo cual convivo con... lo que pasa es que la sociedad manchega... es intrínsecamente agrícola, no sé cómo decirlo. Hay un... gen que lleva la mayoría de la población. Hay algo atávico, metido culturalmente. Evidentemente no es genético, pero que de todas formas les hace ponerse o situarse muy a favor del tema agrícola... entonces en la cola de la frutería, tú vas y alguien comenta, oyes hablar de esto y ves cómo la inmensa mayoría se posiciona a favor de la agricultura” (G25, 03/02/2016)

« Mais ce qui se passe c’est qu’ici, la société manchega... moi j’habite à Daimiel, ce qui fait que je cohabite avec.. ce qui se passe c’est qu’ici, la société manchega... est intrinsèquement agricole, je ne sais pas comment le dire. Il y a un... gène que porte la majorité de la population. C’est quelque chose d’atavique, imposé culturellement. Évidemment ce n’est pas génétique, mais de toute façon cela les amène à se mettre et à se situer très en faveur du thème agricole... alors tu te mets dans la queue du marchand de primeurs, tu entends parler de cela et tu vois que l’immense majorité se positionne en faveur de l’agriculture » (G25, 03/02/2016)

“...la sociedad aquí tiene una cierta perspectiva de que se maltrata a los regantes. Hasta el punto que hay una frase por ahí que dice "los pobrecitos agricultores" ” (G04, 27/10/2015)

« ... la société ici a une certaine perspective qui dit qu’on maltraite ceux qui irriguent. Au point qu’il y a une phrase par ici qui dit « les pauvres agriculteurs » » (G04, 27/10/2015)

Le monde de la connaissance environnementale a une représentation duale et contradictoire du monde agricole. D’un côté il culpabilise avant tout le petit agriculteur, la « gente » (les gens), si souvent citée comme telle (voir section 7.2.2.), censée ne pas

comprendre ni vouloir comprendre les risques que font courir ses mauvaises pratiques. Il lui dédie le principal de son attention tandis que pour lui le grand exploitant reste hors champ. De l'autre, il existerait un type idéalisé de petit agriculteur qui aurait un sens inné de la durabilité. C'est pour le monde de la connaissance environnementale le « véritable » agriculteur, le producteur idéal qui utiliserait les ressources, et notamment l'eau, avec prudence pour pouvoir léguer son patrimoine à ses enfants dans le meilleur état possible. Malheureusement, celui-ci serait en voie d'extinction. À l'opposé, les grands propriétaires de la terre, dont le récit *manchego* dit qu'ils n'habitent pas dans *La Mancha* mais dans les quartiers huppés de Madrid, n'auraient en vue que le profit à court terme. Tout comme le petit est idéalisé, le grand exploitant est ici diabolisé par principe, faute de contacts effectifs avec les propriétaires et de constats réels de leur pratiques.

“El agricultor es el que utiliza la tierra de una manera sostenible con una previsión a largo plazo, gestionando un recurso con la idea o con la voluntad consciente o inconsciente, de que ese recurso se mantenga a lo largo del tiempo para sus hijos, sus nieto y las generaciones que vengan. Eso es la agricultura.... cultura. Este agricultor es una especie en peligro de extinción y quedan muy pocos agricultores, realmente quedan muy pocos y los que lo son, es porque no pueden ser otra cosa” (G07, 19/01/2016)

« L'agriculteur est celui qui utilise la terre d'une façon durable avec une prévision à long terme, gérant une ressource avec l'idée ou avec la volonté consciente ou inconsciente que cette ressource se maintiendra au cours du temps pour ses enfants, ses petits-enfants et les générations qui suivront. C'est ça l'agriculture... la culture. Cet agriculteur est en voie d'extinction et il reste très peu d'agriculteurs, réellement il en reste très peu et ceux qui le sont, c'est parce qu'il ne peuvent être rien d'autre » (G07, 19/01/2016)

Cette représentation du petit agriculteur peut s'interpréter comme la traduction de la gêne de la communauté d'experts à charger le monde agricole de tous les maux. Certes, le petit producteur a de mauvaises pratiques, nous disent-ils, mais il serait en quelque sorte une victime des marchés agricoles internationaux qui marquent leurs priorités en termes de cultures, une victime aussi des subventions qui encouragent ses pratiques.

“¡qué más quisieran ellos que no tener que hacer eso! ¡qué más quisieran! Pero están embargados en una política agraria en la que prima la producción, es una agricultura industrializada en la que lo que prima son kilos, kilos y kilos y si no sacas tantos kilos ya no te ha sido rentable cultivar la tierra y tu trabajo” (G08, 20/01/2016)

« Qu'est-ce qu'ils aimeraient ne pas avoir à faire cela ! Qu'est-ce qu'ils aimeraient ! Mais ils sont embarqués dans une politique agraire où prime la production, c'est une agriculture industrialisée où ce qui prime c'est les kilos, kilos, kilos et si tu ne sors pas tant de kilos, cultiver la terre et ton travail n'ont pas été rentables » (G08, 20/01/2016)

“Yo cuando nací sólo había norias, en el 54. Yo, mi pueblo también teníamos norias. Entonces, eh..eh... digamos el gobierno incentiva eso y la gente dice ¡Ah! ¡Qué chollo!” (G06, 18/01/2016)

« Moi, quand je suis né il n'y avait que des norias, en 1954. Dans mon village aussi nous avions des norias. Et puis.. eh eh, disons le gouvernement promet cela et les gens disent Ah ! Quelle aubaine ! » (G06, 18/01/2016)

“Si nosotros, es que, entonces eran otros medios los que había y en cierto modo nos indujeron a ello, a poner cultivos de intensidad... de mucha intensidad, alfalfa, remolacha. Es que parece que te obligaban a sembrar remolacha, a sembrar alfalfa y venga agua, venga agua, venga agua” (G51, 18/05/2017)

« Si nous, à l'époque il y avait d'autres moyens et d'une certaine façon ils nous ont poussé à ça, à mettre des cultures intensives... très intensives comme la luzerne, la betterave et finalement. On dirait que l'on t'obligeait à semer de la betterave, de la luzerne et vas-y de l'eau, va-y de l'eau, vas-y de l'eau » (G51, 18/05/2017)

L'autre communauté condamnée, les *terratenientes*, appelés aussi « agro-exploiteurs » ou *aguatenientes*<sup>176</sup>, dont l'agriculture n'est souvent pas l'activité principale, chercheraient uniquement le profit économique, au prix d'appauvrir irrémédiablement les aquifères et les sols. Mais, les informations précises et les faits, comme la comptabilité hydrique des exploitations, ne sont pas convoqués et la critique semble relever plutôt de la revanche historique face aux échecs passés de réformes agraires et de la revendication face aux injustices sociales.

“... los aguatenientes.... claro esos son los que les da igual 8 que 80, ellos van a su bola total. Esos son los que se benefician de las subvenciones porque ellos cultivan sobre la base del máximo rendimiento posible con la mínima inversión. En número son pocos pero en ha y en hm<sup>3</sup>.... no lo sé porque... Lo que si te puedo decir es que la mayor parte de ellos tienen el domicilio en la calle Serrano, no... en Capitán Haya” (G01, 21/10/2015)

« Les grands propriétaires d'eau, bien sûr ce sont ceux à qui 8 ou 80 les importe peu, ils font complètement à leur tête. Ce sont eux qui tirent bénéfice des subventions parce qu'ils cultivent sur la base du plus grand rendement possible avec un investissement minimum. Ils ne sont pas nombreux, mais en hectares et en hm<sup>3</sup>... je ne sais pas parce que... Si, ce que je peux te dire est que la plupart vivent dans la rue Serrano ou à Capitán Haya (quartiers huppés de Madrid) » (G01, 21/10/2015)

“...los grandes aguatenientes que son los que tienen acceso al agua y mucha superficie de tierra que son los máximo consumidores de agua y que a lo mejor no es su fuente principal de ingresos. Son gente que están en Madrid y encima van con chulería "yo tengo 500 hectáreas, pues abro todos los pozos que me hagan falta". Sacan todo el agua porque se conocen todas las trampas” (G06, 18/01/2016)

« ... les grands propriétaires d'eau sont ceux qui ont accès à l'eau et une grande surface de terre, ce sont les plus gros consommateurs d'eau et probablement ce n'est pas leur principale source de revenus. Ce sont des gens qui vivent à Madrid et en plus qui se vantent « j'ai 500 hectares, alors je creuse tous les puits dont j'ai besoin » Ils pompent toute l'eau parce qu'il connaissent toutes les tricheries » (G06, 18/01/2016)

En filigrane, on devine ici la crainte d'un retour au système d'exploitation agricole en *latifundium* en usage dans les siècles passés, synonyme d'exploitation des hommes. C'est pourtant une construction, parce que ce système d'exploitation n'a jamais été que très peu présent dans *La Mancha*, à quelques exceptions près vers *Albacete* ou à la proximité des *Lagunas de Ruidera*. Cette construction s'inspire de modèles interprétatifs d'historiographie qui ont été importés à partir d'autres régions espagnoles comme *Extremadura* ou *Andalucía* mais qui, dans le cas de *La Mancha*, ont été remis en cause par des études plus récentes (Del Valle Calzado, 2010).

<sup>176</sup> Le terme *aguateniente*, dérivé de celui de *terrateniente*, désigne un grand propriétaire de terrain qui possède et/ou exploite une grande quantité d'eau souterraine présente sous ses champs.

“Hay grandes propiedades... en su día eran latifundios... antes era de la aristocracia después vinieron los banqueros.... Estamos... hay grandes fincas pero es que esa gente... esa gente, esos latifundios no es su principal actividad” (G05, 28/10/2015)

« Il y a de grandes propriétés, autrefois c'étaient les latifundios... avant ils appartenait à l'aristocratie, puis sont venus les banquiers... Il y a de grandes exploitations mais pour ces gens... ces gens, ces latifundios ne sont pas leur principale activité » (G05, 28/10/2015)

“... muchas veces se trata de grandes inversiones porque a veces se trataba de blanquear dinero pues ha valido la pena de cogerse esto que eran piedras y un pedrizal y tal y cual y acabar siendo un viñedo además con su Falcon Crest allí instalado y todo, que cuando pasas por el campo y lo ves y te dices ¿pero esto qué es? ¡si parece un castillo! ¿no?... son inversiones de ese tipo. Se hacen su Falcon Crest, como señoritos... ¡Que se vea quién es el que manda!” (G08, 20/01/2016)

«... très souvent il s'agit de grands investissements parce qu'il s'agit parfois de blanchir de l'argent, et puis cela a valu la peine de prendre ce qui était un champ de pierres pour finir par avoir un vignoble avec son Falcon Crest<sup>177</sup>, installé là et tout, que quand tu passes par la campagne et tu te dis mais qu'est-ce que c'est, cela ressemble à un château, n'es-ce pas, ce sont des investissements de ce genre. Ils font leur Falcon Crest, comme des hobereaux. Qu'on voit bien qui commande ! » (G08, 20/01/2016)

Si, comme les discours le proclament, le grand propriétaire est responsable de l'essentiel de la consommation abusive d'eau agricole à *La Mancha*, pourquoi alors ne pas avoir travaillé depuis longtemps avec ce secteur ? Une question que se posent certains de nos interlocuteurs, mais non sans ambiguïté.

“Entonces, el agricultor pequeño y mediano ahora lo que está diciendo es "no, no, no me busques a mí para multarme, busca al grande”” (G02, 22/10/2015)

« Alors ce que dit maintenant le petit ou moyen agriculteur, c'est « non, non, non, ne viens pas me chercher pour me mettre une amende, cherchez les plus grands » » (G02, 22/10/2015)

“Mira, las hostias gordas vienen por parte de la agricultura industrial y por grandes propiedades. Entonces quizás hay que hablar con esa gente y no con un tío que quiere montar una gasolinera en no sé dónde, que se le dice « no, tú no puedes aquí »... pero tío « déjame que monte mi gasolinera »... Es gente muy poderosa... pero para eso está el Estado ¿no ? Para intervenir... ¿por qué sino, para qué queremos el estado ?” (G29, 11/02/2016)

« Regarde, les grosses baffes viennent de l'agriculture industrielle et des grandes propriétés, Alors il faut peut-être parler à ces gens et non avec un type qui veut monter une station d'essence je ne sais où, auquel on dit « Non tu ne peux pas ici », mais mon vieux « laisse-moi monter ma station d'essence » Ce sont des gens très puissants... mais l'État est pour ça, non ? Pour intervenir. Parce que sinon, pourquoi voudrions-nous d'un État ? » (G29, 11/02/2016)

---

<sup>177</sup> « *Falcon Crest* » est le nom d'une série de télévision américaine des années 1980 qui racontait les confrontations d'une famille de viticulteurs californiens très riches. Ils habitaient un manoir prétentieux.

“Mira, hay un dato clave. Entre 100 agricultores, controlan el 60% del agua... Ya está ¿por qué no intervienes a esos 100? Hay una serie de señores que no viven aquí, que viven en Madrid. Entonces los que controlan son un puñado de regantes que quieren mantener sus privilegios y son los que tiene relaciones con las altas esferas y no voy a decir nombres...¿eh? Entonces éstos son los que controlan el tema mientras que al pequeño agricultor van a por él” (G23, 02/02/2016)

«Tiens, il y a une donnée clé! 100 agriculteurs contrôlent 60 % de l'eau... Voilà, pourquoi tu n'interviens pas chez ces 100 ? Il y a une série de messieurs qui ne vivent pas ici, qui vivent à Madrid. Alors ceux qui contrôlent sont une poignée d'irrigants qui veulent conserver leurs privilèges et ce sont eux qui ont des relations avec les hautes sphères et je ne vais citer personne... eh ? Alors ce sont eux qui contrôlent le sujet pendant qu'on poursuit le petit agriculteur » (G23, 02/02/2016)

L'ambiguïté vient du fait que la communauté scientifique est, certes, encline à proclamer sans relâche la nécessité de trouver des solutions à ce long conflit, mais n'a pas ou très peu produit de travaux et de discours sur l'utilisation de l'eau par les grandes exploitations. Alors que les petits agriculteurs font l'objet de quelques enquêtes et de travaux périodiques de recherche (Ruiz Pulpón, 2007) ou d'appui et formation<sup>178</sup>, les grands propriétaires ne sont jamais enquêtés ou appelés à collaborer. Au dire de certains interlocuteurs, cela ne vaudrait même pas la peine car « on connaît déjà à l'avance leurs réponses ». Un avis peut-être valide mais un peu court, qui traduit le malaise des experts à travailler avec les grands agriculteurs, ce qui les cantonne à une partie seulement du problème.

“Yo nunca entrevisté a ningún gran propietario ¡hombre sólo de estar con ellos... ya sabes... es que no hace falta entrevistarlos. Estás con ellos y les oyes hablar y ya sabes cómo va el tema ¿qué les vas a preguntar? ¿usted tiene algún tipo de concienciación ambiental del territorio? ¿qué te va a contar? Pues él va a defender lo suyo, que está haciendo una gran labor y que la cuestión ambiental a él no le afecta porque él tiene todo reconocido y él riega con un caudalímetro. Si ya me lo sé, lo que va a decir uno y lo que va a decir otro” (G23, 02/02/2016).

«Moi je n'ai jamais fait d'entretien à aucun grand propriétaire... seulement d'être avec eux... tu sais déjà... tu n'a pas besoin de les enquêter. Tu es avec eux et tu les entends parler et tu sais déjà comment va le thème. Qu'est-ce que tu vas leur demander ? Vous avez quelque type de conscience environnementale du territoire ? Qu'est-ce qu'il va te répondre ? Eh bien il va se défendre, dire qu'il fait un grand travail et que la question environnementale ne le concerne pas parce qu'il a tout sous contrôle et qu'il arrose avec un débitmètre. Oui, je le sais déjà, ce que va dire l'un ou ce que va dire l'autre » (G23, 02/02/2016)

Mais que pense le secteur agricole du conflit ? Il apparaît évidemment que les propos accusateurs dirigés contre eux par la communauté scientifique ne s'accordent évidemment pas avec les discours des agriculteurs eux-mêmes, qu'ils soient grands ou petits. Tous connaissent bien entendu le récit académique sur le conflit sur l'eau *manchega*, celui qui les accuse d'avoir asséché les zones humides du Parc National des *Tablas de Daimiel* ou les *Ojos del Guadiana*. Ils peuvent admettre une part de responsabilité de l'agriculture dans

---

<sup>178</sup> Le projet « *Mision posible : conservar el agua de La Mancha* » (Mission possible : conserver l'eau dans *La Mancha*) financé par WWF et Coca-Cola a travaillé pendant 5 ans (2013-2017) sur les défis que supposent pour l'agriculture *manchega* le changement climatique et la pénurie d'eau. Ce projet a apporté conseil à des petits agriculteurs de l'aquifère 23 pour un arrosage plus efficace. <https://www.cocacolaespana.es/historias/proyecto-mision-posible-tablas-daimiel> et <https://www.wwf.es/?uNewsID=45780> (consulté le 23/10/2018).



ces évènements, mais pour eux, définitivement, il n'y a pas de conflit sur l'eau dans *La Mancha*.

“Si, a ver, ahora mismo... ¿hay conflicto? Pues hombre, según como lo queramos ver... Hoy estamos concienciados de que tenemos que regar con el agua que nos dan, estamos concienciados. Mmmm entonces ahora mismo si no nos tocan... pues sabemos que tenemos que regar esto y no podemos regar más. Ahora mismo, a ver ¿conflicto? pues no, no... no hay” (G42, 15/05/2017)

«Oui, voyons, maintenant même, il y a conflit ? Eh bien, selon comment on veut le voir... Nous avons conscience que nous devons irriguer avec l'eau qu'ils nous donnent, nous en avons conscience. Mmmm alors maintenant même si on y a pas droit... eh bien nous savons que nous devons irriguer et nous ne pouvons pas irriguer plus. Maintenant même, voyons, conflit ? Eh bien non, non, il n'y en a pas » (G42, 15/05/2017)

“No, conflicto regando así es difícil que haya, aunque no llueva aquí, aunque no llueva, el agua (subterránea) viene. Ahora, si llueve mejor porque corren los ríos y hay más agua. Pero vamos los pozos cogen su nivel aunque no llueva y llega la primavera y ya hay agua” (G49, 18/05/2017)

«Non, il est difficile d'admettre qu'en irriguant ainsi il y ait conflit, même s'il ne pleut pas, l'eau (souterraine) arrive. Maintenant, il pleut plus, parce que les rivières coulent et il y a plus d'eau. Mais allons, les puits trouvent leur niveau même s'il ne pleut pas et le printemps arrive et il y déjà de l'eau » (G49, 18/05/2017)

“Aquí no hay conflicto, yo creo que no hay conflicto. Hombre, yo me acuerdo que cuando se nos prohibió regar a los agricultores, a algunos parecía que se les iba a hundir el mundo. Y ya ves, siguen estando todas las fincas existiendo y de los que riegan, muchos han derivado a viña y otros a cereal y siguen... Y allí está todo y sigue todo igual, vamos, que siguen funcionando. No, es que realmente problemas de agua no ha habido, problemas de agua no ha habido...” (G45, 18/05/2017)

«Ici il n'y a pas de conflit, je ne crois pas qu'il y ait de conflit. Je me rappelle que lorsqu'on nous a interdit d'irriguer, à nous les agriculteurs, certains ont cru que le monde allait s'écrouler. Et tu vois, toutes les exploitations continuent d'exister et parmi ceux qui irriguent, beaucoup sont passés à la vigne et d'autres aux céréales et ils continuent... Ici tout est en place et tout continue pareil, allons, qu'ils continuent à fonctionner. Non, c'est que réellement il n'a pas eu de problème d'eau, il n'a pas eu de problème d'eau... » (G45, 18/05/2017)

“No, no, aquí, que yo sepa no hay ningún conflicto. No, no, aquí no hay nada de eso. Aquí, o tienes agua en el pozo o si no tienes pues no riegas. Porque no puedes regar con el pozo del vecino (risas)” (G52, 01/06/2017)

«Non, non, ici que je sache il n'y a a aucun conflit. Non non, ici il n'y a rien de cela. Ici, soit tu as de l'eau dans le puits, soit tu n'en n'as pas et alors tu n'irrigues pas. Parce que tu ne peux pas irriguer avec le puits du voisin (rires) » (G52, 01/06/2017)

Les agriculteurs concèdent en effet qu'il y a eu une période de crise où les niveaux d'eau souterraine ont commencé à descendre et ont mis en péril la survie de leurs propres exploitations (et peut-être celle des zones humides si c'est les experts qui le disent), mais tout cela appartient au passé. Ils estiment avoir su réagir à temps.

“...una cosa es que queremos llamarle "problema" y otra cosa es... que bueno, tiene arreglo. El problema como tal no lo hay. Llevamos hablando aquí ya de problema, 305 años... ¿Tú sabes lo que dice un amigo mío? Dice, tengo un problema, dice, tiene arreglo... pues no, dice pues bueno entonces no es problema. Dice tengo un problema, dice se puede arreglar, dice sí, pues entonces no es problema si se puede arreglar. Vamos que problema aquí no hay. O sea, quien te haya informado de que aquí hay un conflicto, pues no es verdad” (G13, 26/01/2016)

« ...une chose est que nous voulions l'appeler "problème" et une autre chose est ... que bon il y ait une solution. Il n'y pas de problème en tant que tel. On parle ici de problème depuis 30 ans... Tu sais ce que dit un de mes amis ? Il dit, j'ai un problème, dit-il, il a une solution, eh bien non, dit-il alors ce n'est pas un problème. Il dit j'ai un problème, il dit qui peut se régler, alors s'il a une solution ce n'est pas un problème. Allons, il n'y a pas de problème ici. C'est à dire, que qui que ce soit t'ait informé qu'ici il y a un conflit, eh bien ce n'est pas vrai » (G13, 26/01/2016)

Il y a de l'eau pour tous, nous disent-ils, mais pas de façon inépuisable et pas autant que ce qu'on leur avait annoncé, quand les hydrogéologues parlaient de l'existence d'une « mer » souterraine. Alors les agriculteurs ne traitent pas ces questions en termes de conflit mais plutôt en termes de risques, de réactions à l'inattendu. Ils ont réagi et changé leurs cultures, adopté des systèmes d'irrigation plus efficaces qui priment l'économie d'eau, ils sont entrés dans les marchés d'eau régionaux, avec ou sans aides de la PAC ou du gouvernement régional. Sans se préoccuper à proprement parler de la question environnementale, ils ont fait ce qu'ils ont toujours fait dans cette région au climat capricieux : faire au mieux face aux aléas climatiques.

“..se nos presentaron también unos, unos... ciclos.. bueno uno, dos... dos ciclos lluviosos y eso pues nos hizo recuperar, todo lo que habíamos perdido en años anteriores. Ahora no te digo que la situación sea óptima, pero es buena, es buena. Es decir, que hay otros sistemas de riego... hay otros sistemas de riego” (G20, 28/01/2016)

« Nous avons fait face aussi à des, des... cycles, bon, un, deux... deux cycles pluvieux et ceci nous a permis de récupérer, tout ce que nous avons perdu les années antérieures. Maintenant je ne te dis pas que la situation soit optimale, mais elle est bonne, elle est bonne. Cela veut dire, il y d'autres systèmes d'irrigation, il y d'autres systèmes d'irrigation » (G20, 28/01/2016)

“Nosotros no reducimos (la superficie de cultivo) porque no haya agua. No. Nosotros hemos tenido que sembrar lo que teníamos que sembrar. No podemos reducir, como agricultor tengo que sembrar (la superficie) que tengo porque la administración me lo exige porque yo tengo que declarar en la PAC. Lo que sí puedo cambiar es el cultivo. Eso sí lo puedo cambiar. Puedo decir, bueno pues ésta parcela este año la he tenido de cebada, se ha secado, no he podido plantar nada pues el año que viene puedo sembrar trigo. Eso sí que lo puedo hacer. Yo en mis parcelas puedo poner lo que quiera. El cultivo que pongas pues dependerá de cada año y del agua que haya” (G17, 27/01/2016)

« Nous ne réduisons pas (la superficie de culture) parce qu'il n'y a pas d'eau. Non. Nous avons dû semer ce que nous devons semer. Nous ne pouvons pas réduire, en tant qu'agriculteur je dois semer (la superficie) dont je dispose parce que l'administration m'y oblige parce que je dois le déclarer à la PAC. Ce que je peux changer, c'est la culture. Je peux dire, bon, cette parcelle cette année j'y a fait de l'orge, elle a séché et je n'ai rien pu planter, eh bien l'année suivante je peux semer du blé. Cela je peux le faire. Moi sur mes parcelles, je peux mettre ce que je veux. La culture à mettre dépendra de chaque année et de l'eau disponible » (G17, 27/01/2016)

“... si te recortan el agua pues nos vamos apañando con el agua que tenemos... Antes teníamos mucha agua y nos apañábamos con la que teníamos. ¿Tienes mucha agua? Pues te la gastas. Entonces es lo que está pasando... ¿Nos cortan el agua? pues nos estamos apañando con el agua que nos dejan. Por eso te digo, que nos apañamos con el agua que tengamos. [...] Nos estamos yendo a otros cultivos que creemos que con menos agua son rentables. Yo he estado haciendo... eh... cambios de riegos en goteos y la verdad es que se está ahorrando mucha agua. Este pistacho es nuevo, es un árbol que se cría de secano. Si no hay agua no le pasa nada. Entonces es una alternativa. Ahí tenemos unos almendros, que ese es mi hermano que los está trabajando” (G42, 15/05/2017)

«... s'ils te réduisent l'eau, eh bien nous allons nous débrouiller avec l'eau dont nous disposons... Avant nous avions beaucoup d'eau et on se débrouillait avec celle qu'on avait. Tu as beaucoup d'eau ? Alors tu l'utilise. Alors c'est ce qui se passe. On nous coupe l'eau ? Alors on se débrouille avec l'eau qu'ils nous laissent. Pour ça, je te dis, on se débrouille avec l'eau qu'on a.[...] Nous allons vers d'autres cultures que nous croyons rentables avec moins d'eau. J'ai fait des changements d'irrigation en goutte à goutte et c'est vrai qu'on économise beaucoup d'eau. Ce pistachier est récent, c'est un arbre qui croît sans irrigation. S'il n'y a pas d'eau, il ne lui arrive rien. Alors c'est une alternative. Ici nous avons des amandiers, c'est mon frère qui s'en occupe » (G42, 15/05/2017)

Ainsi les agriculteurs continuent à évoluer pour assurer la pérennité de leur exploitation, faisant la preuve de leur capacité de réflexion à long terme et de leur adaptation, celle-là même que selon les experts ils auraient perdu, victimes de la convoitise associée à la mise en irrigation massive de la région. Il y a là une différence fondamentale de compréhension des comportements passés et surtout actuels des producteurs, tels que les experts les voient et tels qu'ils se voient eux mêmes. Selon les experts (voir leurs discours donnés en exemple ci-dessous), tant que les agriculteurs n'ont pas accès à l'eau ou un accès limité, ils se débrouillent au mieux et c'est admirable. En revanche, dès que la technologie leur offre un accès plus important à l'eau, cela devient un problème. Mais les paysans le voient autrement : hier et aujourd'hui, qu'ils aient de l'eau ou non, ils font au mieux, et pour eux ce n'est ni admirable ni problématique.

“Si hablamos de los años 40 o 50 o antes, pues antes era diferente porque sólo había cuatro pozos y se sacaba justo lo que se consumía. Limitabas lo que tenías, eso es lo que pasaba aquí ¿sabes? Pero ahora es, pues, otra historia. Ahora la gente vive mucho mejor, por supuesto. Y de lo malo a lo bueno se va muy bien, pero al revés es jodido, ir de bueno a malo, eso es malo” (G13, 26/01/2016)

« Si on parle des années 1940 ou 1950, ou bien avant c'était différent parce qu'il y avait seulement trois ou quatre puits et on sortait tout juste ce qu'on consommait. Tu limitais ce que tu avais, c'est ce qui se passait ici, tu sais ? Mais maintenant c'est une autre histoire. Maintenant les gens vivent bien mieux, c'est sûr. Et aller du mal au bien, c'est bien, aller du bien au mal, c'est mal » (G13, 26/01/2016)

“¿qué ha ocurrido dans La Mancha? Pues que siempre ha habido dans La Mancha agricultura de regadío. Todo el mundo tenía una huertecilla o huerto. Y echaban en verano, que si hortaliza y que si no sé qué ¿cómo se extraía ese agua? Pues ese agua se ha estado extrayendo durante siglos pues con la noria árabe. La noria árabe tiene una enorme ventaja y es que si la sequía es tan extrema, que ya baja por el nivel de la rueda pues que

« qu'est ce qui s'est passé dans La Mancha ? Eh bien c'est qu'il y a toujours eu de la culture d'irrigation dans La Mancha. Tout le monde avait un bout de jardin ou un potager. Et ils mettaient l'été des légumes ou je ne sais quoi. Comment ils extrayaient l'eau ? Eh bien on a extrait cette eau pendant des siècles avec la noria arabe. La noria arabe a un énorme avantage, c'est que si la sécheresse est extrême, quand elle descend au niveau de la

ya no puedes sacar agua ¿qué ocurre entonces cuando se pusieron las grandes transformaciones tecnológicas? Pues un desastre...” (G25, 03/02/2016)

roue tu ne peux plus sortir d'eau. Qu'est-ce qui se passe quand les grandes transformations technologiques sont arrivées ? Eh bien un désastre » (G25, 03/02/2016)

“...es que el hombre tiene una avaricia enorme... si aquí lloviera mucho todo el tiempo pues ¡aquí se regaría más! habría un montón de hectáreas de cultivo y tendrían que regularlo la administración igual que lo está haciendo ahora” (G12, 26/01/2016)

« c'est que l'homme est d'une avarice énorme... s'il pleuvait plus tout le temps ici et bien ici on irriguerait plus ! Il y aurait plein d'hectares de culture et l'administration devrait le réguler comme elle le fait actuellement » (G12, 26/01/2016)

L'indifférence généralisée, l'absence de regard des agriculteurs sur ce qui serait un conflit sur l'eau pose évidemment question. Pour une grande majorité d'experts, la cause est entendue : les agriculteurs développent la « politique de l'autruche », ne voient pas parce « qu'ils ne veulent pas voir ». Mais peut-être ne comprennent-ils pas de quoi on parle lorsque on évoque le conflit, tout simplement parce qu'ils estiment que l'eau ne manque pas.

“Aquí no hay problema si no lo quieres ver, pero si lo quieres ver pues claro que hay un problema” (G12, 26/01/2016)

« Ici il n'y a pas de problème si tu ne veux pas le voir, mais si tu veux le voir alors, c'est sûr qu'il y a un problème » (G12, 26/01/2016)

“Los agricultores no quieren ver el conflicto. Flojea de aquí... Porque el problema es que, como el acuífero está sobreexplotado, te quedas sin agua, te cierran el pozo. El problema lo van a tener cuando les vengas a cerrar el pozo, ese es el problema que no quieren ver” (G06, 18/01/2016)

« Les agriculteurs ne veulent pas voir le conflit. C'est cela qui cloche. Parce que le problème est que comme l'aquifère et surexploité, tu te retrouves sans eau, on te ferme le puits. Le problème ils vont l'avoir quand on leur fermera le puits, c'est ça le problème qu'ils ne veulent pas voir » (G06, 18/01/2016)

“No saben. Antes no lo veían, escucha, antes no lo veían ni se lo imaginaban. Después se lo hemos contado, se lo hemos esquematizado, y ahora lo entienden perfectamente pero dicen “no me interesa entenderlo porque yo estoy aquí ¿vale? y vivo de esto ¿vale?” ” (G06, 18/01/2016)

« Ils ne savent pas. Avant ils ne le voyaient pas, écoute, ils ne le voyaient pas ni se l'imaginaient. Ensuite nous le leur avons raconté, nous l'avons schématisé et maintenant ils le comprennent parfaitement mais disent « Ça ne m'intéresse pas de comprendre, parce que je suis d'ici, ¿ok ?, et je vis de cela, ¿ok ? » » (G06, 18/01/2016)

“...Acabamos hablando y digo le digo (a un agricultor) bueno cómo está el problema del agua por aquí y me dijo "aquí no hay ningún problema, haces un pozo y hay agua" (silencio)” (G04, 27/10/2015)

« ... nous finissons par parler et je dis, je lui dis (à un agriculteur) bon comment est le thème de l'eau par ici et il m'a dit « Ici il n'y a aucun problème, tu fais un puits et tu as de l'eau » (silence) » (G04, 27/10/2015)

Ainsi, il y a un conflit sur l'eau à *La Mancha* pour les uns, et il n'y en a pas pour les autres. À ceci s'ajoute une multiplicité d'interprétations dès qu'il s'agit d'identifier les parties qui s'opposeraient dans cette confrontation réelle ou supposée. La plus récurrente est celle qui

parle des écologistes contre les agriculteurs, mais on nous a été cité également d'autres oppositions tels que les scientifiques contre les agriculteurs, la *Confederación Hidrográfica del Guadiana* contre les usagers de l'eau, les gestionnaires et l'administration centrale contre les écologistes, l'administration régionale contre les agriculteurs et même les agriculteurs ou les experts entre eux. Une collection quelque peu déconcertante et désaccordée, même si tous et chacun de ces binômes d'opposants sont assez classiques dans les études des jeux d'acteurs qui interviennent dans ce type conflit

Une opposition énoncée par un interlocuteur paraît particulièrement éclairée et mérite d'être mise en avant. Partant d'une opposition entre l'envie de savoir et l'ignorance, cette personne fait référence au manque d'envie de résoudre le problème et donc de l'existence d'une volonté claire que le conflit se perpétue.

“El conflicto te lo planteará todo el mundo entre administración y regantes; entre usuarios y gente que viven en el entorno y que no hace uso de las aguas subterráneas... Pero el conflicto fundamental para mí es entre la ignorancia y el querer saber, no el saber... el querer saber... y el conflicto es entre querer resolver el problema y el tener un cierto gusto orientado a algún tipo de interés, a que el problema siga ahí. Es decir, yo tengo la sensación de que hay gente que le viene bien que esto del acuífero no se sepa muy bien cómo funciona y qué demonios se tiene que hacer...” (G29, 11/02/2016)

« Tout le monde te parlera du conflit entre l'administration et les irrigants ; entre les usagers et les personnes qui vivent à proximité et n'utilisent pas les eaux souterraines... Mais pour moi le conflit fondamental est entre l'ignorance et la volonté de savoir, pas le savoir..., la volonté de savoir... et le conflit est entre vouloir résoudre le problème et avoir une certaine inclination liée à un certain type d'intérêt, c'est là où se situe le problème. C'est à dire que j'ai la sensation qu'il y a des gens à qui il convient qu'on ne sache pas bien comment fonctionne l'aquifère et ce que diable on peut y faire » (G29, 11/02/2016)

Enfin, y a-t-il conflit sur l'eau ou non ? On devrait sans doute répondre par l'affirmative, puisque de multiples voix s'accordent pour l'officialiser et lui donner du contenu, même s'il n'est qu'une construction de la part de ceux qui en proclament l'existence. Mais c'est un conflit aux contours indéfinis où les représentations s'entremêlent, un conflit pourrait-on dire virtuel parce qu'aucune partie ne semble devoir tirer avantage de sa résolution, les uns parce qu'ils se jugent hors du jeu, les autres parce qu'ils en dénie jusqu'à l'existence. C'est un conflit ancien, dont la perpétuation doit donc avoir sa fonction, pour les uns et pour les autres. Sans même parler de résolution, sa reconnaissance ou sa négation doivent être, à elles seules, porteuses d'avantages et d'intérêts : un sujet difficile, voire tabou, qui offre néanmoins sur le conflit une nouvelle perspective que nous allons maintenant explorer.

### **8.1.2. Dire sans dire : le tabou de la légitimation du conflit**

Même si certains termes comme la « guerre de l'eau » (voir section 5.2.2) font la une des médias et sont largement utilisés dans les discours pour illustrer l'hydroconflit dans *La Mancha*, d'autres aspects sont passés sous silence. Les administrations publiques, nationale

et régionale et les promoteurs touristiques évitent en effet soigneusement la circulation d'informations sensibles qui pourraient remettre en cause face à l'opinion publique l'image d'un bon fonctionnement des écosystèmes *manchegos* et de l'effort de gestion qui le soutient.

“...o sea cuanto menos se sepa de la Reserva de la Biosfera La Mancha Húmeda, mejor. O sea, el problema es ese, que no hay forma ahora mismo... O sea por eso está muerta y la Junta la deja morir y cuanto más muerta y más enterrada esté, mejor” (G46, 22/05/2017)

« ... alors moins on en sait de la Réserve de Biosphère La Mancha Húmeda, mieux c'est. C'est ça le problème, que c'est impossible maintenant même... C'est pour ça qu'elle est morte et que le gouvernement régional la laisse mourir, plus elle est morte et enterrée, mieux c'est » (G46, 22/05/2017)

“Verás, siempre se habla de las Tablas como el museo del holocausto ambiental, como de lo que no se puede hacer. Todo esto hay guías del Parque que lo cuentan y otros no. Hay guías que no lo cuentan ¿por qué? porque parece que eso no deja tanto dinero, contar las cosas como son. Entonces, al final es eso, esconder las cosas” (G03, 23/10/2015)

« Tu verras, on parle toujours des Tablas comme le musée de l'holocauste environnemental, comme tout ce qu'on ne doit pas faire. Il y a des guides du Parc qui racontent ça et d'autres non. Pourquoi certains des guides ne le racontent pas ? Parce qu'il semble que ça ne rapporte pas autant d'argent, de dire les choses telles qu'elles sont. Alors au final, c'est ça, cacher les choses » (G03, 23/10/2015)

“Los presidentes del patronato (del Parque Nacional de Tablas de Daimiel) eran presidentes que tenían encomendado una única tarea que era acallar el lío, acallar la contestación, acallar los problemas. Eran gente especializada en callarle la boca a los ecologistas. Los políticos, lo que necesitan es dar de comer a una serie de grupos, que sí que pueden ser grupos prestigiosos cada uno en lo suyo pero a cambio de que le sirvan de parapeto contra los problemas, digamos... en la prensa. Lo peor que les puede pasar, al personal del Organismo Autónomo de Parques Nacionales es estar en las noticias. Ellos no quieren aparecer en las noticias. [...] El terror de los políticos es aparecer en las noticias por problemas en las Tablas de Daimiel” (G01, 21/10/2015)

« les présidents du conseil d'administration (du Parc National des Tablas de Daimiel) n'étaient chargés que d'une seule tâche, passer sous silence le problème, passer sous silence la contestation, passer sous silence les problèmes. C'étaient des spécialistes pour faire taire les écologistes. Ce dont ont besoin les politiques c'est de donner à manger à une série de groupes, qui peuvent être même des groupes prestigieux chacun de leur côté, en échange de former un parapet contre les problèmes, disons... dans la presse. Le pire qui puisse arriver au personnel de l'Organisme Autonome Parcs Nationaux<sup>179</sup> et de passer dans la presse [...] La terreur des politiciens est d'apparaître dans les info en raison de problèmes dans les Tablas de Daimiel » (G01, 21/10/2015)

<sup>179</sup> L'Organisme Autonome Parcs Nationaux dépend du Ministère espagnol pour la Transition Écologique. Il a été créé en 1995 comme résultat de l'union de l'Institut pour la Conservation de la Nature (ICONA) et de l'Institut National de Réforme et Développement Agricole (IRYDA). Parmi ses fonctions se trouvent la planification et la gestion des parcs nationaux comme ceux de *Castilla-La Mancha*, la coordination et la promotion du Programme MaB de l'UNESCO et l'appui aux Réserves de Biosphère du territoire espagnol. <https://www.miteco.gob.es/es/ministerio/funciones-estructura/organigrama/OAPN.aspx> (consulté le 30/10/2018).

“...nunca ha habido una apuesta ambiciosa del gobierno regional, que en definitiva es el responsable de todo este caos. No hay una voluntad por divulgar y si existe esa voluntad está muy condicionada por los intereses creados porque nadie quiere hablar realmente de las raíces del problema” (G14, 26/01/2016)

«...il n’y a jamais eu un pari ambitieux du gouvernement régional, qui finalement est le responsable de tout ce chaos. Il n’y a pas de volonté pour diffuser et si cette volonté existe, elle est très conditionnée par les intérêts créés parce que personne ne veut réellement parler des racines du problème » (G14, 26/01/2016)

“El momento en el que Aznar se monta en una barca y se va a las Tablas de Daimiel para demostrar que todas sus políticas son buenas y es que fue en el momento este del 2010 que fue un período muy húmedo porque llovió mucho y todo estaba inundado” (G02, 22/10/2015)

« Au moment où Aznar<sup>180</sup> monte dans une barque et va aux Tables de Daimiel pour démontrer que toutes ses politiques sont bonnes, cela a eu lieu à ce moment de 2010 qui fut une période très humides parce qu’il a plu beaucoup et tout était inondé » (G02, 22/10/2015)

Il s’agit ici d’entretenir « l’extraordinaire mythologie de la vie sauvage », pour paraphraser Picon (2008 : 14) lorsqu’il parle de la représentation de la Camargue en France, de produire un récit de nature sur les zones humides *manchegas*, résultat d’une bonne administration et gestion publique et de la vigilance de la communauté de la connaissance écologique.

“... la postura radical es la que dice que hay que liquidar a todos los que están estropeando “mi medio ambiente”. Digo pero vamos a ver ¿de qué vas, tío, cómo que “tu medio ambiente”, que si no fuera por tí... pero de qué vas tío, por favor? Pero ¡si éstos vienen aquí de visita! ¿Qué hacemos entonces con los que viven aquí? Dicen pues ¡que les saquen y no pasa nada! Pero claro, con todo esto que digo puedo salir en la prensa y eso quiere decir que soy la leche y que gracias a mí he salvado el mundo... ¡pero vamos a ver! Pero, no te puedes imaginar, las horas y horas de debate que hemos tenido aquí con los unos y con los otros...” (G06, 18/01/2016)

« ... la posture radicale est celle qui dit qu’il fait éliminer tous ceux qui abîment « mon environnement ». Je dis, allons mon vieux, où vas-tu avec « ton environnement », si tu n’étais pas là... mais de quoi s’agit-il mon vieux, s’il te plaît. Mais si ceux-là viennent ici en visite ! Qu’est-ce qu’on fait alors des gens qui vivent ici ? Ils disent alors, qu’on s’en débarrasse, ce n’est pas un problème ! Mais bien sûr, avec tout cela je peut passer dans la presse, cela veut dire que je suis super et que grâce à moi j’ai sauvé le monde... Mais allons ! Mais tu ne peux pas t’imaginer, les heures de débat que nous avons eu ici avec les uns et les autres... » (G06, 18/01/2016)

Ainsi, la *Confederación Hidrográfica del Guadiana* évite de trop s’étendre sur la baisse des niveaux d’eaux souterraines, et l’administration du Parc National des *Tablas de Daimiel* ne mentionne surtout pas l’alimentation artificielle de la zone humide par l’eau du *Tranvase Tajo-Segura* et les puits à proximité. Les guides touristiques ou les livres de vulgarisation masquent au grand public le fait que l’inondation des *Tablas de Daimiel* est maintenue artificiellement grâce au barrage de *Puente Navarro*, finalisé en 1985 (Celis *et al.*, 2016) (Annexe 7). L’ensemble de ces silences sélectifs contribue à maintenir une image de « nature à l’état pur » des écosystèmes aquatiques *manchegos*. Face à l’opinion

---

<sup>180</sup> José María Aznar a été premier ministre en Espagne entre 1996 et 2004.

publique, il se construit ainsi un discours idyllique, presque caricatural, des écosystèmes et de la conservation efficace de la nature.

“...la Confederación no está todos los días en la prensa” (G04, 27/10/2015)

« La Confédération évite d'apparaître tous les jours dans la presse » (G04, 27/10/2015)

“Todo el mundo sabe que las Tablas por ejemplo que son el principal signo pues están artificializadas de una manera o de otra. Si les pones un tapón aguas abajo que es Puente Navarro. Se alimentan también en gran medida de las baterías de sondeos que le meten agua y de lo que viene del Trasvase Tajo-Segura [...] Si no tuviera aportes externos o esas lluvias extraordinarias pues lógicamente se quedaría completamente secas... no tiene la dinámica que tenía en relación con los cauces y con el acuífero. Y al resto de las zonas húmedas les ocurre exactamente igual” (G22, 01/02/2016)

« Tout le monde sait que les Tablas par exemple qui sont le principal indicateur, sont artificialisées d'une manière ou d'une autre. Tu leur mets un bouchon en aval qui est Puente Navarro. Elles s'alimentent aussi en grande partie des batteries de forages qui lui injectent de l'eau et de ce qui vient du Trasvase Tajo-Segura [...] Ce qui est clair est que s'il n'y avait pas d'apport externe ou ces pluies extraordinaires, et bien logiquement elles seraient complètement asséchées. Et il se passe exactement la même chose avec les autres zones humides » (G22, 01/02/2016)

“Pero si es que las Tablas es agua estancada por la presa. Que antes corría el agua... pero ahora ya no porque hay una presa” (G42, 15/05/2017)

« Mais oui, las Tablas, c'est de l'eau stagnante en raison du barrage. Avant l'eau s'écoulait mais aujourd'hui ce n'est plus le cas parce qu'il y a un barrage » (G42, 15/05/2017)

Pour sa part, le gouvernement de *Castilla-La Mancha* ne fait pas non plus de publicité sur le fait que la plupart des zones humides sous sa gestion sont alimentées artificiellement par les eaux sortant des stations d'épuration municipales.

“Sí, sí, aquí como ves, en estas lagunas está todo expresamente hecho para las aves. La depuradora se pone ahí para recuperar las lagunas y esto tiene agua todo el año y sólo se quita el agua cuando hay que desbrozar porque no se ven los patos” (G31, 12/02/2016)

« Oui, oui, comme tu le vois ici tout est fait spécialement pour les oiseaux. La station d'épuration est là pour récupérer les lagunes et c'est pour ça qu'il y a de l'eau toute l'année et on n'arrête l'eau que lorsqu'il faut débroussailler parce qu'on ne voit plus les canards » (G31, 12/02/2016)

“...nosotros lo que estamos haciendo es que todos estos humedales, sobre todo la laguna de la Veguilla y la del Camino de Villafranca se conservan gracias a la aportación que hacemos del agua depurada y la verdad es que los resultados han sido muy buenos, muy buenos” (G30, 12/02/2016)

« ...ce que nous faisons c'est que ces zones humides, surtout la lagune de la Veguilla et celle du Camino de Villafranca se conservent grâce à l'apport de l'eau de la station d'épuration et la vérité est que les résultats ont été très bons, très bons » (G30, 12/02/2016)

“...yo aquí, a la gente no le voy diciendo tampoco "este humedal subsiste con agua depurada". Pero bueno en Europa, nosotros nos subimos al tren de la Ecología, quizás porque hizo falta porque España era una

« ...moi ici, je ne dis à personne « cette zone humide subsiste grâce à l'eau de l'épuration ». Mais bon, nous avons pris en Europe le train de l'Écologie, peut-être parce que cela était nécessaire parce que l'Espagne était un pays



nación subdesarrollada hasta hace 50 o 60 años, entonces no hizo falta, aquí se conservaba todo muy bien mientras que en Europa ya habían hecho polvo a todo con mucha antelación. Entonces ellos empezaron ya, me refiero a Europa, a tomar medidas pues antes que España. Nosotros hemos llegado un poquito más tarde a ese carro” (G32, 16/02/2016)

sous-développé jusqu’il y a 50-60 ans, alors ça ne nous manquait pas, tout était bien conservé alors qu’en Europe on avait tout détruit avec des années d’avance. Alors, ils ont déjà commencé, je veux dire en Europe, à prendre des mesures avant que l’Espagne ne le fasse. Nous sommes monté un peu plus tard dans le wagon » (G32, 16/02/2016)

Les médias collaborent eux aussi à la persistance du « silence » avec la diffusion d’informations et de documentaires sur les écosystèmes aquatiques *manchegos* (et plus particulièrement sur le Parc National des *Tablas de Daimiel*) où les problèmes « du passé » ont été tous résolus et où les administrations s’efforcent activement et avec succès de résoudre ceux du présent. Il est intéressant sur ce point d’examiner deux documentaires projetés par la télévision publique espagnole (RTVE-2) en 2009<sup>181</sup> et 2013<sup>182</sup> à propos des *Tablas de Daimiel*.

“Era el Guadiana... que ahora tiene agua pero estaba ardiendo. Pues todos los días era la televisión... y qué pasó pues que al año siguiente se llenó y era la noticia contraria, el bombardeo... de las Tablas se han llenado, que si la vida que ha vuelto. Eso también se clava mucho en la cabeza” (G19, 28/01/2016)

« C’était le Guadiana, qui a maintenant de l’eau mais qui brûlait. Alors tous les jours il y avait la télévision... et ce qui s’est passé c’est que l’année suivante ça s’est rempli et c’était la nouvelle, le bombardement... de ce que les Tablas s’étaient remplies, que la vie était revenue. Ça aussi marque beaucoup les esprits » (G19, 28/01/2016)

Le reportage de 2009, intitulé « *El espejismo de las Tablas* » (Le mirage des *Tablas*) revient sur un des incendies spectaculaires survenu aux *Tablas de Daimiel* en 2007<sup>183</sup> et dont la presse nationale<sup>184</sup> et internationale<sup>185</sup> s’est largement fait écho. À ce moment, la zone humide était complètement sèche et la tourbe accumulée dans ses sédiments s’est mise à brûler en auto-combustion par contact avec l’oxygène de l’air. Qu’une zone humide protégée brûle par manque d’eau était évidemment un paradoxe impossible à cacher à l’opinion publique. Le phénomène a provoqué un grand scandale médiatique et la télévision publique pouvait difficilement ne pas y consacrer un reportage. Les personnes interrogées dans ce reportage télévisé sont des experts proches du milieu écologiste, des agriculteurs et des élus défendant l’agriculture. Les responsables de l’administration de

<sup>181</sup> <http://www.rtve.es/alacarta/videos/cronicas/cronicas-espejismo-tablas/687450/> « *El espejismo de las Tablas* » (Le mirage des *Tablas*) Programme de RTVE-2 « *Crónicas* » diffusé le 7 février 2009. (consulté le 14/09/2018).

<sup>182</sup> <http://www.rtve.es/alacarta/videos/cronicas/cronicas-esplendor-tablas/1859728/> « *El esplendor de las Tablas* » (Le splendeur des *Tablas*) Programme de RTVE-2 « *Crónicas* » diffusé le 6 juin 2013. (consulté le 14/09/2018).

<sup>183</sup> Un premier incendie du Parc National des *Tablas de Daimiel* avait déjà eu lieu en 1986. Il sera suivi de deux autres, en 2007 et en 2009.

<sup>184</sup> [https://elpais.com/diario/2009/10/12/sociedad/1255298402\\_850215.html](https://elpais.com/diario/2009/10/12/sociedad/1255298402_850215.html) El País. 12/10/2009. « Un insólito incendio subterráneo azota las Tablas de Daimiel » (Un incendie insolite accable les *Tablas de Daimiel*) (consulté le 14/09/2018).

<sup>185</sup> <https://www.theguardian.com/environment/2009/oct/19/las-tablas-water-wetlands-burn> The Guardian, 19/10/2009 « Spanish wetlands shrouded in smoke as overfarming dries out peat » (Des zones humides espagnoles enveloppées de fumée alors que la surexploitation assèche la tourbe) (consulté le 14/09/2018).

l'eau, de l'agriculture ou de l'espace protégé lui-même sont remarquablement absents preuve qu'aucun n'a souhaité s'exprimer sur cette crise.

Le langage employé dans ce documentaire par les personnes interviewées pour parler de la zone humide est tout à fait comparable à celui utilisé en entretien par nos interlocuteurs. Il utilise des termes qui personnalisent les *Tablas de Daimiel* : « *el parque está a punto de morirse y se le está haciendo una operación* » (le parc est sur le point de mourir et il est en train d'être opéré) ; « *el parque es como una persona con sus venas y si se les corta un brazo o las venas...* » (le parc est comme une personne avec ses veines et si on lui coupe un bras ou les veines...) ; « *el parque es como un enfermo terminal al que le tienes cariño y quieres que le corten la traquea para que respire mejor* » (le parc est comme un malade en fin de vie auquel tu es attaché et tu veux qu'on lui coupe la trachée pour qu'il respire mieux) ; « *yo pido para las Tablas una muerte digna* » (je demande pour les Tablas une mort digne), etc.

Le problème est exprimé en termes médicaux : le malade a besoin de soins, doit subir une injection artificielle d'eau. Heureusement, ces soins sont arrivés sous forme d'un transfert d'urgence d'une eau salvatrice, dont on notera qu'aucune des personnes enquêtées n'indique l'origine. Il aurait été sans doute trop problématique d'annoncer au grand public qui regardait le documentaire sur son poste de TV que l'eau qui devait « sauver » *Las Tablas* provenait du *Trasvase Tajo-Segura*.

En dépit de l'absence de déclarations des responsables publics, ou peut-être grâce à cette absence, le documentaire est intéressant dans le sens où il explore des pistes inédites de compréhension de la problématique de l'eau *manchega*. On citera notamment cette personne qui affirme : « *es muy difícil acabar con el problema si algunos obtienen un gran beneficio* » (il est très difficile d'en finir avec le problème si certains en tirent un grand bénéfice) ou celle-ci qui déclare que « *gracias a la situación de Tablas de Daimiel recibimos agua del Tajo. Sin las Tablas nunca hubiera llegado este agua* » (c'est grâce à la situation des *Tablas de Daimiel* que nous recevons de l'eau du Tajo. Sans les *Tablas* nous n'aurions jamais reçu cette eau).

Le deuxième reportage, celui de 2013, s'intitule « *El esplendor de Las Tablas* » (La splendeur des *Tablas*) et nous assistons à un changement de ton. La situation hydrique de *La Mancha* n'est plus du tout la même, pour la simple et unique raison qu'il avait plu beaucoup depuis 2010 et que la zone humide présentait alors des niveaux maximum d'inondation. Les administrateurs et travailleurs du parc, les autorités agricoles, les promoteurs d'écotourisme, les experts nationaux les plus médiatiques ou ceux d'organisations environnementalistes internationales rivalisent pour parler devant les caméras.

C'est qu'il s'agit de présenter là un écosystème « récupéré », accompagné d'images romantiques et agréables des plans d'eau et des oiseaux aquatiques ainsi que de la voix off du journaliste qui parle des problèmes au passé. Comme le manifeste le directeur du parc

dans le documentaire « *la naturaleza nos ha regalado 40 años y ahora hay que demostrar que hemos aprendido de los errores y lo vamos a hacer bien* » (la nature nous a offert 40 ans et maintenant il faut montrer que nous avons appris des erreurs et que nous allons bien le faire). Le message à l'opinion publique est auto-satisfait et optimiste : nous avons fait beaucoup d'efforts, nous avons obtenu de bons résultats et nous allons continuer à le faire.

On peut revenir en arrière et comparer ces deux reportages à un autre plus ancien, produit par la même chaîne de RTVE-2 en 2004<sup>186</sup>. Le message véhiculé à cette époque y était à peu près identique à celui de 2013 : « *adoptamos una nueva filosofía de gestión que evitará en el futuro los errores que han estado a punto de destruir uno de los ecosistemas palustres más importantes del mundo* » ((nous adoptons) une nouvelle philosophie de gestion qui évitera dans le futur les erreurs qui ont presque détruit un des écosystèmes palustres les plus importants du monde). Cette « nouvelle philosophie » n'a certainement pas porté ses fruits, si l'on en juge par l'incendie de 2007. Les efforts mentionnés lors du reportage de 2013 ne relèvent pas d'une récupération naturelle, mais d'une artificialisation de l'alimentation en eau des *Tablas* et les responsables peuvent difficilement se prévaloir des acquis illustrés par le reportage, dus essentiellement à une pluviométrie abondante.

Cette pluie, nous disent nos interlocuteurs, est certes depuis quelque temps exceptionnelle, mais elle ne l'est pas plus que les longs épisodes de sécheresse : cela fait partie des cycles qui marquent depuis des siècles l'histoire de *La Mancha*. Pourtant les discours de la communauté de la connaissance environnementale sur la situation de l'eau dans *La Mancha* semblent varier en fonction de la pluviométrie du moment. Le conflit sur l'eau apparaîtrait-il et disparaîtrait-il en fonction de ce facteur incertain qu'est la pluie ? La pluie qui vient parfois, qui manque parfois, a une importance cruciale et quelque peu inattendue dans les propos émis lors de nos entretiens.

“...yo creo que toda esa información no sirve para nada. En 2009 ya se habían hecho muchos estudios, ya se había medido por todos los sitios y ahí ya había muchos papeles y no sirvió para nada. Hizo falta que lloviera, la naturaleza se encargó de arreglar el problema ¡sola ! Lo recuerdo perfectamente, es que empezó a llover, a llover y fue una cosa insólita” (G10, 21/01/2016)

« ... je crois que toute cette information ne sert à rien. En 2009 on avait fait plein d'études, on avait mesuré de tous les côtés, il y avait plein de rapports et cela n'a servi à rien. Il manquait juste qu'il pleuve, la nature s'est chargée de régler le problème. Toute seule ! Je m'en souviens parfaitement, il a commencé à pleuvoir, à pleuvoir et ça a été une chose insolite » (G10, 21/01/2016)

“resulta que al final, llueve dos años de una manera un poco excepcional y se arregla todo. Porque fueron dos años excepcionales, pero bueno... igual que con la sequía cuando dura mucho. En cuanto al clima las cosas van ocurriendo con cierta periodicidad pero

« Au final, il se trouve qu'il pleut deux années de façon un peu exceptionnelle et tout est réglé. Parce que ça a été deux années exceptionnelles, mais bon, de même que la sécheresse quand elle dure longtemps. En matière de climat, les choses arrivent avec une

<sup>186</sup> <http://www.rtve.es/alicante/videos/espacios-naturales/espacios-naturales-nuestros-parques-nacionales-tablas-daimiel/420737/> « *Nuestros parques nacionales. Tablas de Daimiel* » (Nos parcs nationaux. Tablas de Daimiel) Programme de RTVE « *Espacios Naturales* » diffusé le 21 novembre 2004 (consulté le 14/09/2018).

ocurren, ocurren. A mi juicio, todo queda muy... se lleva muy a los extremos. Por ejemplo cuando vemos los ciclos de sequía y lluvia, pues sabemos que esto habrá ocurrido a lo largo de la historia en La Mancha desde hace muchos años” (G25, 03/02/2016)

“La Mancha funciona así, es que funciona exactamente así. Cuando llueve, aquí todo el mundo se olvida de que en otros periodos llueve poco. Si hay agua es porque la ha habido y no tiene por qué dejar de haberla, es decir, seguimos en el mundo y sigue lloviendo, a veces más, a veces menos... No hay que sacar a la virgen en procesión para que llueva, ni nada, simplemente hay que entender las cosas...” (G29, 11/02/2016)

certaines périodicité, mais arrivent, arrivent. Selon moi, tout cela reste... très exagéré. Par exemple, quand nous voyons les cycles de sécheresse et de pluie, nous savons que c'est arrivé tout au long de l'histoire de La Mancha depuis de nombreuses années » (G25, 03/02/2016)

« La Mancha fonctionne ainsi, elle fonctionne exactement ainsi. Quand il pleut ici, tout le monde oublie que lors d'autres périodes la pluie est rare. S'il y a de l'eau c'est parce qu'il y en a eu et qu'il continuera d'en avoir, c'est-à-dire, nous sommes là et il continue de pleuvoir, certaines fois plus, d'autres fois moins. Il n'est pas nécessaire de sortir la vierge en procession pour qu'il pleuve, rien de cela, simplement il faut comprendre les choses » (G29, 11/02/2016)

La pluie n'est pas, en effet, une alliée pour tout le monde : lors des périodes fortement pluvieuses, la pénurie d'eau n'est plus à l'ordre du jour et, avec elle, disparaissent au moins pour un temps les raisons qui fondent le conflit sur l'eau. Loin de s'en réjouir, la communauté de la connaissance environnementale y trouve un motif de se plaindre de cette « maudite pluie » qui ne paraît tomber que pour détruire son argumentaire.

“es que el problema es que todo lo que se había hecho durante muchos años, que se había hecho mucho para concienciar sobre este tema... ahora, con estas malditas lluvias... lamentablemente tengo que certificar que esas lluvias no han sido buenas para que la sociedad entienda ¡joder ! [...] Lo bueno que ha tenido la lluvia, la maldita lluvia, es que por lo menos ha demostrado que se puede recuperar” (G07, 19/01/2016)

“es que ha dado la casualidad de que cuando peor estábamos ha aparecido un ciclo lluvioso que lo ha arreglado todo relativamente bien, pero no para nosotros, que esperábamos que se arreglaría, sobre todo, con una mejor gestión del medio ambiente” (G14, 26/01/2016)

« c'est que le problème est que tout ce qu'on a fait durant de nombreuses années, qu'on avait fait plein de choses pour faire prendre conscience de ce thème... maintenant, avec ces maudites pluies... lamentablement je dois certifier que cela n'a pas été bon pour que la société comprenne, putain ! [...] le bien qu'a eu la pluie, la maudite pluie, est qu'au moins elle a démontré que ça pouvait se récupérer » (G07, 19/01/2016)

« c'est qu'il a eu ce hasard que lorsque nous étions au pire est apparu un cycle pluvieux qui a tout arrangé relativement bien, mais pas pour nous, qui espérions que ça s'arrangerait avant tout avec une meilleure gestion de l'environnement » (G14, 26/01/2016)

Une autre évidence est le souci des administrations de maintenir vis-à-vis de l'opinion publique un discours lisse et optimiste et de passer sous silence toute aspérité et tout ce qui suggérerait l'existence d'un problème de gestion des zones humides. Ce silence destiné à l'extérieur contraste fortement avec l'ébullition permanente qui agite le microcosme *manchego* et qui perpétue l'existence de ce même conflit. Maintenir le conflit dans le cercle restreint des élites de la connaissance, éviter de porter le débat sur la place publique

donne évidemment une plus grande marge de manœuvre aux autorités qui peuvent ainsi naviguer entre des demi-mesures (déclaration sans contrôle effectif, par exemple) permettant de satisfaire les parties en présence, l'Union Européenne, les écologistes et les agriculteurs. Cela permet aussi de passer sous silence les éventuelles incohérences de chacun des discours (celui du monde parfait et celui de l'apocalypse). Cela offre enfin à la communauté de la connaissance environnementale un espace où elle peut perpétuer sa vision du conflit sur l'eau.

“Bueno, se puede decir que hay un conflicto aquí y la estrategia política para hacer frente al conflicto es acallar, acallar los problemas ¿no?” (G01, 21/10/2015)

« Bon, on peut dire qu'il y a un conflit ici et la stratégie politique pour faire face au conflit est de passer sous silence, de taire les problèmes, non ? » (G01, 21/10/2015)

“Entonces ¿conflicto? Pues yo creo que, resumiendo, el conflicto no es latente pero el conflicto está ahí. Hay un conflicto local ¿de acuerdo? que está oculto por el discurso dominante, compensado porque hay lluvia de vez en cuando ¿de acuerdo? pero está ahí y luego hay un conflicto externo y es los problemas que está acumulando el gobierno español con Europa por el no cumplimiento de determinados indicadores y en general por la sociedad porque están viendo que esto es un agujero negro, de meter dinero, meter dinero, meter dinero y que no tiene ningún beneficio social ni ecológico. Pero son conflictos claro...” (G14, 26/01/2016)

« Alors conflit ? Eh bien je crois qu'en résumé le conflit n'est pas latent, il est là. Il y a un conflit local, d'accord ? Qui est occulté par le discours dominant, compensé parce qu'il y a de la pluie de temps en temps, d'accord ? Mais il est là et ensuite il y a un conflit externe et les problèmes qu'accumule le gouvernement espagnol avec l'Europe pour ne pas remplir des indicateurs déterminés, et en général par la société parce qu'ils voient que c'est un trou noir, y mettre de l'argent, mettre de l'argent, mettre de l'argent sans qu'il y ait aucun bénéfice social ou écologique. Mais ce sont des conflits, bien sûr... » (G14, 26/01/2016)

Le conflit sur l'eau dans *La Mancha* est un conflit tabou dont l'évocation est réservée aux initiés, qui seuls peuvent en discuter les tenants et les aboutissants. Ils partagent leurs conclusions avec les politiques qui, en retour, leur fournissent les ressources pour l'étudier et proposer des formes de résolutions. C'est un conflit qui doit durer, parce qu'il est la condition du maintien du statut de ses porteurs et de la pérennité des ressources qui lui sont consacrées. C'est un conflit qui n'a pas vocation à être divulgué : tous se plient à ce silence consensuel, même les milieux écologistes plutôt réputés pour leur goût de la contestation. Il n'est pas déraisonnable de penser que ce silence fait aussi partie du pacte, qu'il est une condition pour l'obtention de projets et de programmes. Seule la pluie et l'inondation des zones humides tels les *Ojos del Guadiana* viennent mettre leur grain de sable, lorsqu'elles suggèrent une récupération des aquifères et mettent en péril l'argumentation construite sur le conflit.

“ahora no salgo en ningún sitio, no quiero participar... ahora si hago alguna declaración tiene que ser a gente que me conoce, y siempre tienen que ser "fuentes de..." pero sin dar mi nombre [...] A mí me han llegado a decir en algún sitio que si presentaba una

« maintenant, je ne sors nulle part, je ne veux pas participer... maintenant si je fais une déclaration, c'est seulement à des gens qui me connaissent, et seulement comme « des sources... » mais sans dire mon nom [...] Moi, on a fini pour me dire quelque part que si je

petición, solicitud, subvención, cualquier cosa que lo presentara con otros nombres y no con el mío... [...] En este sentido... te lo voy a decir de una manera muy brusca "maldigo esta... esta maldita recuperación" porque ha dado al traste con todo un esfuerzo que estaba muy encaminado, que estaba muy dirigido [...] Resulta que por la puñetara casualidad que ha habido un periodo húmedo, pues se ha ido todo a la porra. Y ahora... ahora tendrán que pasar 30 años de sequía, tendrán que volverse a secarse las Tablas, tendrán que quemarse de nuevo, para volver al punto en el que estábamos en el 2009, y quizás otra vez ocurra lo mismo" (G07, 19/01/2016)

présentais une demande, une sollicitude, une subvention ou autre, que je devrais le faire sous d'autres noms et pas sous le mien [...] Ainsi... je vais te le dire d'une manière très brusque : "je maudis cette ... cette maudite récupération" parce qu'elle a envoyé balader tout cet effort bien en place, bien dirigé [...] La putain de coïncidence qu'il y ait eu une période humide a tout envoyé à la merde. Et maintenant, il faudra passer 30 ans de sécheresse, il faudra que Las Tablas recommencent à s'assécher, elles devront recommencer à brûler, pour en revenir au point où nous en étions en 2009, et peut-être qu'il se passera la même chose » (G07, 19/01/2016)

Ceci ne veut pas dire qu'il n'existe pas de problèmes environnementaux, mais que l'entrelacement des intérêts, l'acceptation des silences sur les problèmes et les solutions stériles, la dépendance des structures vis-à-vis des financements, sont autant de facteurs qui, certes, pérennisent l'existence d'un conflit réel ou supposé, mais ne favorisent pas l'émergence de politiques à la fois raisonnables et efficaces.

“xxxxx por ejemplo es una organización muy estructurada que tiene muchos trabajadores y que ciertamente puede no ser independiente en un momento, aunque lo intenta pero yo mismo yo puedo poner unos ciertos ejemplos que apuntarían a una cierta dependencia o que no han actuado como en mi opinión deberían haber actuado. Bueno, lo hay y cada dos por tres hay unas broncas enormes porque están en tal fundación o en otra fundación.. eso ocurre. Si en un momento tenemos que tirar a alguien de las orejas, pues le tiramos de las orejas y de hecho se plantean muchas situaciones en las que hay críticas entre nosotros y en concreto, lo del anuncio de la Coca Cola con WWF... Yo creo que si WWF tuvo la oportunidad de haber impedido que ese anuncio saliera de esa manera debería haberlo hecho. A lo mejor es que no tuvo la oportunidad y se lo han tenido que comer con patatas ¿no? que eso nos puede ocurrir a cualquiera en cualquier momento. Hombre, a mí, me parece gravísimo pero a mucha gente no le parece tan grave. A mucha gente no le parecerá tan grave y seguramente hay gente de WWF que lo defiende” (G07, 19/01/2016)

« xxxxx par exemple est une organisation très structurée qui a beaucoup d'employés et qui ne peut sûrement pas être indépendante sur le coup, même si elle essaie, mais moi-même je peux donner quelques exemples qui pointent une certaine dépendance, ou qu'ils n'ont pas agit comme selon moi ils auraient dû agir. Bon, c'est comme ça et très souvent il y a des engueulades énormes parce qu'ils sont dans telle fondation ou une autre fondation, ça arrive. À un moment donné, si nous devons tirer les oreilles de quelqu'un, eh bien on lui tire les oreilles, de fait les situations dans lesquelles nous nous critiquons entre nous sont fréquentes et en concret, le cas de l'annonce de le Coca-Cola avec le WWF... Je crois que si le WWF avait eu l'opportunité d'interdire que cette annonce sorte de telle manière, elle aurait dû le faire. Au mieux peut-être ils n'en ont pas eu l'opportunité et ont dû avaler la couleuvre, non ? Ce qui peut nous arriver à n'importe quel moment. Franchement, ça me paraît très grave mais à plein de gens ça ne paraît pas si grave, à plein de gens ça ne paraîtra pas si grave et il y a sûrement des gens de WWF qui le défendent » (G07, 19/01/2016)

C'est une situation qui convient à la communauté de la connaissance environnementale, aux pouvoirs publics espagnols, mais aussi aux instances internationales : l'Union

Européenne, nous dit-on, préfère regarder ailleurs lorsqu'elle finance des projets en principe destinés à résoudre les problèmes de pénurie d'eau dans *La Mancha*.

“Pues... hay cierto silencio eh... ¡¡claro que en Europa saben todo esto!! pero es que vamos a ver... es que... ha habido mucha gente beneficiada con eso. O sea que no es que solamente ha sido Fulanito o Menganito o sea eso son cosas de la que se ha favorecido todo el mundo, entonces, es poco es decir sí, sí claro, las Tablas de Daimiel, pero claro pero necesito un pozo y necesito dinero y si tengo un pozo y ahora me dice el de la Confederación que me paga tanto dinero porque yo venda mis derechos del pozo y a lo mejor está seco, pues si puedo venderlo y ganar un dinero pues mejor que mejor ¿sabes?. Es decir, que todo ese dinero que se ha movido para arreglar el problema de las Tablas, en ese dinero se ha beneficiado mucha gente... (silencio)” (G03, 23/10/2015)

«Eh bien, il y a un certain silence eh... Bien sûr qu'en Europe ils savent tout ça ! Mais allons voir... c'est que... il y a eu plein de gens qui en ont tiré bénéfice. Ce n'est pas seulement Untel ou Untel, tout le monde en a profité, alors c'est peu dire, oui bien sûr, les Tablas de Daimiel, mais bien sûr, j'ai besoin d'un puits, j'ai besoin d'argent et si j'ai un puits alors celui de la Confédération me dit qu'il me paye tant pour que je vende mes droits du puits et peut-être qu'il est à sec, alors si je peux le vendre, c'est mieux que mieux, tu sais ? C'est à dire que tout cet argent qui a afflué pour régler le problème des Tablas, cet argent a bénéficié à beaucoup de gens » (G03, 23/10/2015)

Ce binôme silence-financement externe / dénonciation interne fait consensus à *La Mancha*. C'est en fait le moteur de la construction de l'existence du conflit et la base de sa légitimation. Cette légitimation n'est pas tant basée sur l'existence d'un conflit que sur l'existence d'un discours sur le conflit. Après quarante ans de discours alarmistes, il suffit d'un accident météorologique, d'une période particulièrement humide, pour mettre en péril tout un système de pensée et une organisation sociale fondée sur l'existence même d'un conflit sur la pénurie d'eau. Sans l'existence du conflit, ou plutôt sans discours sur l'existence du conflit, cette organisation qui s'est patiemment construite et structurée pendant des décennies risque de se fracturer, tandis que se reconfigurerait le poids du pouvoir de chaque groupe d'acteurs. Au delà de la réalité des faits hydriques, il semblerait donc que la perpétuation du conflit soit un objectif en lui-même et d'une certaine manière une façon de vivre l'eau dans *La Mancha*. Sa solution, invoquée si souvent par les acteurs du territoire, ne s'affiche pas vraiment dans les agendas, ceux des politiques ou ceux des experts. Ne serait-ce que parce qu'ils l'ont déjà trouvée dans l'absence de solution ?

“Yo creo que formalmente al menos todo el mundo reconoce que el problema existe. Lo que pasa es que lo que para unos es un problema para otros es una tajada, quiero decir, aquí la cuestión está en que el problema se ha generado por cuestiones de tipo económico, bueno yo tampoco quiero decir en ese sentido ni bueno ni malo evidentemente todo el mundo tiene que buscarse la vida y si puede vivir mejor evidentemente todo el mundo va a eso” (G22, 01/02/2016)

«Je crois que formellement au moins, tout le monde reconnaît que le problème existe. Ce qui se passe est que pour les uns c'est un problème, pour les autres c'est un fromage, ici la question est que le problème est né de questions de type économique, bon je ne vais pas pour autant dire que c'est bon ou mauvais, évidemment tout le monde doit chercher de quoi vivre et si on peut vivre mieux, évidemment tout le monde va le chercher » (G22, 01/02/2016)

Il s'agirait donc ici d'une boucle sans fin qui assurerait un équilibre dynamique entre des problèmes qui nourrissent le conflit et des programmes qui seraient censés le résoudre, où le pouvoir de la connaissance et celui du politique feraient fonction de combustible. Même si on en trouve le témoignage et la trace dans nombre de nos entretiens, personne parmi les acteurs du territoire ne reconnaîtra formellement l'existence de cette boucle et personne ne s'y verra dans le miroir. Cela tient sans doute au fait que le conflit est en général jugé de façon négative dans nos sociétés, qu'il doit être éradiqué et que, par conséquent, son maintien est paradoxal et malveillant. Nous insisterons néanmoins dans les prochaines sections sur cette idée du conflit comme « facteur d'équilibre social [...], une forme positive de socialisation qui efface les frontières qui séparent les groupes que le combat unit sur un même objet, bien qu'il soit contesté de part et d'autre » (Simmel, 2003 : 11).

## 8.2. La dynamique positive de l'échec

### 8.2.1. Des solutions vagues ou inefficaces

Résoudre le conflit sur l'eau devient, dans les discours, un des objectifs primordiaux pour le territoire de *La Mancha* et chacun croit savoir quelle serait la meilleure solution. Celle-ci passe inéluctablement par l'emploi de concepts trop généraux et jamais déclinés, comme celui mille fois répété de « promouvoir une agriculture durable quant aux ressources hydriques pour permettre aux zones humides de se récupérer et de retrouver leur état antérieur » (voir par exemple García Rodríguez, 2007 : 8).

“... yo creo que el conflicto está encuadrado. Ahora, lo que ocurre es como en el cuento, a ver quién le pone el cascabel al gato. O sea, que yo creo que al final la cuestión sería esa de decir, bueno, pues ya sabemos lo que hay, que falta agua o sobra regadío, pero bueno el asunto es decir y eso cómo se arregla. Porque claro, sobre el papel hay mucho dicho de que ha que traer agua o que hay que limitar el regadío pero bueno, salga usted ahí al terreno y vea usted como lo consigue...” (G22, 01/02/2016)

« ...je crois que le conflit est cadré. Ce qui se passe maintenant, c'est comme dans le conte, à voir qui va accrocher le grelot au cou du chat. C'est-à-dire qu'au final, la question serait de dire, bon, nous savons ce qu'il en est, qu'il manque de l'eau ou qu'il y a trop d'irrigation, mais bon, ce qui importe est de dire comment on règle ça. Parce que bien sûr, sur le papier on n'a cessé de dire qu'il faut apporter de l'eau ou limiter l'irrigation, mais bon, allez, sur le terrain, voyons comment vous y arrivez... » (G22, 01/02/2016)

Mais comme le soutiennent certains de nos interlocuteurs, faire marche arrière n'est pas toujours possible et n'a pas forcément de sens. D'abord, parce que les usages du territoire se sont adaptés au cours du temps à l'utilisation des terrains anciennement inondables et revenir à une situation humide serait source d'autres problèmes. Ensuite, parce que la pollution des eaux souterraines ne sort pas en surface dans les écosystèmes aquatiques tant que les niveaux piézométriques restent au dessous du sol. Un retour en arrière serait également la source d'autres conflits liés à la qualité de l'eau.



“Cuando recuperemos el acuífero nacerá una problemática que es la problemática que hubo cuando se comenzó a explotar el acuífero... cuando se querían desecar las Tablas... pues surgirá, surgirá, cuando recuperemos los acuíferos resurgirá y aparecerá un problema nuevo, o sea, fíjese usted, hace tres o cuatro años (silencio) tuvimos problemas con un cementerio que se inundó. O sea no se inundó el cementerio sino los muertos de abajo (risas), un poco chusco, pero sociologicamente tiene una importancia tremenda. Cuando uno tiene una estructura de humedales de aguas muy subterráneas etc, tiene una naturaleza, la naturaleza ocupa su sitio. Si se secan y tú recuperas ese territorio, ese territorio se convierte en otra cosa. Es muy fácil de entender. Yo me imagino que en ese pueblo, como en todos los de aquí, el cementerio se fue quedando pequeño, la gente no quiere hacer otro cementerio y alguien dice no, pues bueno, vamos a hacer como hacen en otras partes, vamos a hacer tumbas de cuatro cuerpos. Haciendo un hoyo profundo y no sé cuántos. Como el acuífero estaba vacío, como estaba vacío todos estos años, excavaron y punto. Estamos todos luchando por la recuperación de los humedales y la recuperación de todos estos elementos y cuando lo hagamos... vamos a tener problemas... ¿Me comprende? La sociedad que vive hoy ya no tiene recuerdo de que aquello fue un pantano” (G40, 22/02/2016)

“Vamos a ver, dicen que han brotado de nuevo los Ojos, pero cada vez sale más veneno de allí (risas), igual no sé si sería bueno que se recuperaran. Porque es que yo también pienso una cosa, si lloviera mucho y el Guadiana se desbordase... pues tendríamos un conflicto internacional cuando el Guadiana contaminado llegara a Portugal...” (G14, 26/01/2016)

« Quant on aura récupéré l'aquifère, renaîtra une problématique qui est la même que la problématique qu'il y a eu lorsqu'on a commencé à exploiter l'aquifère... quand on voulait dessécher les Tablas... alors surgira, surgira, quand on aura récupéré les aquifères un nouveau problème soit, rendez-vous compte, il y a trois ou quatre ans (silence), on a eu des problème avec un cimetière qui s'est inondé. Ou plutôt ce n'a pas été le cimetière qui a été inondé sinon les morts en dessous (rires), un peu de mauvais goût, mais sur le plan sociologique cela a une importance considérable. Quand tu as des zones humides provenant de l'eau souterraine très profonde, il y a quand même de la nature, la nature occupe sa place. Si elles se séchent et que tu récupères ce territoire, ce territoire se convertit en autre chose. C'est très facile à comprendre. Et je m'imagine que dans ce village comme dans tous ceux d'ici, le cimetière est devenu trop petit et quelqu'un a dit, bon faisons comme on le fait ailleurs, on va faire des tombes pour quatre corps. En creusant profond, et je ne sais combien ils en ont fait. Comme l'aquifère était vide toutes ces années, ils ont creusé et point final. Nous luttons tous pour la récupération des zones humides et la récupération de tous ces éléments et quand nous l'aurons fait, nous allons avoir des problèmes. Vous me comprenez? La société qui vit ici ne se rappelle pas plus que ceci, avant, était un marais » (G40, 22/02/2016)

« Voyons voir, ils disent que les Ojos ont à nouveau fait jaillir de l'eau, mais à chaque fois il sort plus de poison de là (rires), c'est égal je ne sais pas si ce serait bien qu'ils se récupèrent. Parce que moi je pense aussi une chose, s'il pleuvait beaucoup et que le Guadiana débordait... alors nous aurions un conflit international quand le Guadiana pollué arriverait au Portugal... » (G14, 26/01/2016)

Tandis que la communauté écologique explore, autour de la notion de développement durable des solutions qu'on pourra juger trop souvent sommaires et difficilement applicables à la réalité du terrain, l'État espagnol met en place des programmes visant à la préservation des zones humides *manchegas*, avec l'appui, la plupart du temps, de l'Union Européenne. Ces programmes ont été qualifiés d'échecs par la plupart de nos interlocuteurs : un échec peut-être en ce qui concerne l'objectif affiché, sauver les zones humides, mais pas un coup raté pour tous et en tout point.

A partir de 1987, l'administration de l'État espagnol met en place trois plans dans l'*Alto Guadiana*, dont l'objectif premier affiché est la conservation du Parc National des *Tablas de Daimiel*. Pourquoi cibler uniquement cette zone humide lorsqu'il en existe d'autres dans la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda* tout aussi menacées et moins artificialisées ? On rappellera ici encore qu'il s'agit de la seule zone humide de la Réserve de Biosphère sous gestion de l'administration centrale, avec en conséquence une charge symbolique importante au niveau de l'État.

La première mesure a été la mise en place du *Plan de Regeneración Hídrica de las Tablas de Daimiel* (Plan de Régénération hydrique des *Tablas de Daimiel*) approuvé en 1987 (Annexe 7), suite au premier incendie des tourbes de la zone humide de l'année précédente. Ce plan consistait en l'exécution d'une série d'ouvrages hydrauliques orientés à « résoudre le problème de manque d'eau dans la zone humide et à une récupération rapide ». Trois types d'ouvrages ont été conçus pour maintenir une inondation permanente d'entre 600 et 1 800 ha<sup>187</sup> : la construction de puits pour alimenter en eau la zone humide (20 sondages ont été perforés, dont 7 sont encore utilisés aujourd'hui), l'utilisation des eaux du *Trasvase Tajo-Segura* (envoyées de manière « naturelle » à travers les cours d'eau aboutissant aux *Tablas*) et la construction d'un barrage (*presa de Morenillo*) de 2 km qui divise la zone humide en deux parties, amont et aval, et qui sert à contrôler les inondations artificielles auxquelles elle est soumise.

La dérivation des eaux du *Trasvase Tajo-Segura* vers les *Tablas de Daimiel* a été sans nul doute la mesure la plus polémique de ce Plan, comme tout ce qui concerne cet ouvrage hydraulique : « on détournait une eau précieuse destinée à l'agriculture au bénéfice des canards... ». Cela a néanmoins été jugé comme l'une des mesures plus performantes pour l'inondation de la zone humide, plus peut-être en raison de sa puissance évocatrice que de son efficacité réelle, une grande partie de l'eau transférée se perdant en période sèche lors de son acheminement dans les lits de rivière menant aux *Tablas* (Fornés et Llamas, 2004).

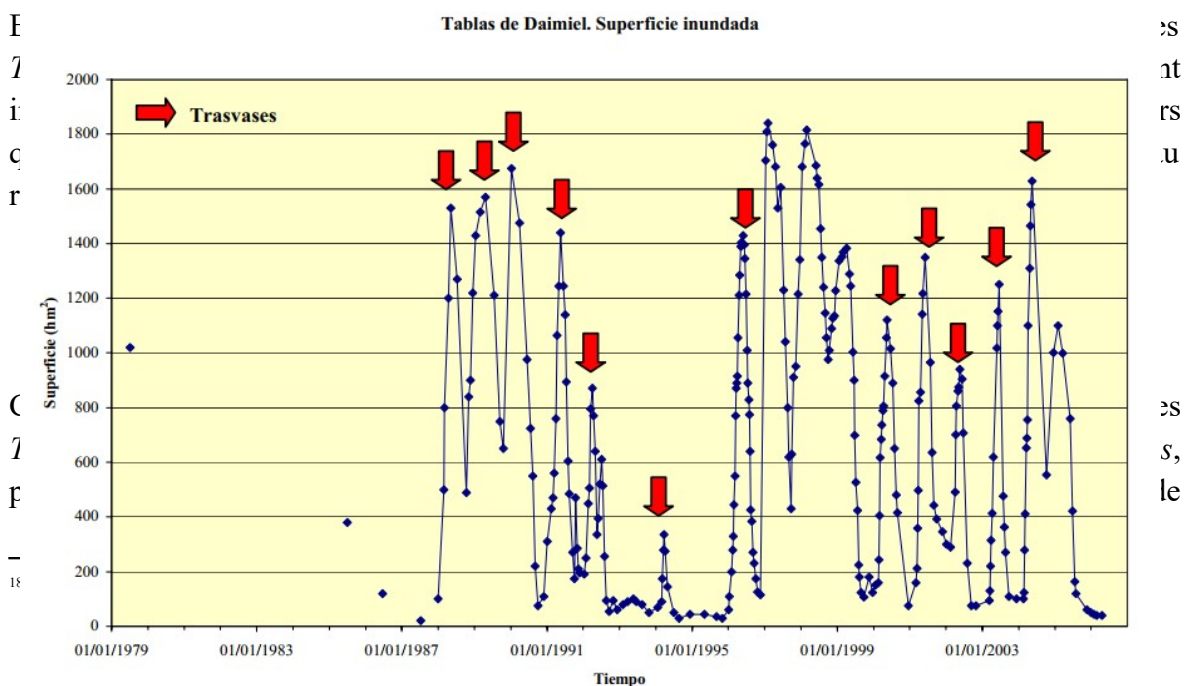


Figure 32 : Surface inondée du Parc National des *Tablas de Daimiel* entre 1979 et 2006 et périodes durant lesquelles l'eau a été injectée depuis le *Trasvase Tajo-Segura*.  
Source : Castaño (2008 : 11).

l'essentiel de ses caractéristiques (salinité, cycle sec-humide, etc.) il est décrit paradoxalement par la plupart de nos interlocuteurs en termes neutres, voire positifs. Si certains environnementalistes y trouvent à redire, c'est parce que le transfert d'eau bénéficie moins aux zones humides qu'il ne contribue au rechargement de l'aquifère utilisé par les agriculteurs alentour (Fornés et Llamas, 2004).

“...el Plan de Regeneración Hídrica de las Tablas de Daimiel es un plan antiguo, que contempla varias medidas y una de ellas era traer aguas del Tajo, soltarla en un un arroyo que se llama Valdejudíos y por ese arroyo, llevar el agua del Trásvase... se abre un grifo y por el Gigüela llega a las Tablas. Eso se hizo en algunos momentos con discutible éxito, vamos, básicamente cuando había llovido y el río tenía humedad y se soltaba, pues parte del agua sí que llegaba. Pero cuando el río estaba seco y se soltaba el agua, pues no llegaba nada ¿no?. Entonces ese Plan fue muy controvertido” (G07, 19/01/2016)

« le Plan de Régénération hydrique des Tablas de Daimiel est un ancien plan, qui s'associe plusieurs mesures et l'une d'elles est d'apporter les eaux du Tajo, les lâcher dans un ruisseau qui s'appelle Valdejudíos et par ce ruisseau, apporter l'eau du Trásvase... on ouvre un robinet et par la Gigüela elle arrive à la Tablas. Cela a été fait quelquefois avec un succès discutible, allors, fondamentalement quand il avait plu et que la rivière était humide, une partie de l'eau arrivait. Mais quand la rivière était sèche et qu'on lâchait l'eau, alors il n'arrivait rien, non ? Alors ce Plan a été très controversé » (G07, 19/01/2016)

Depuis 1993 et jusqu'en 2008, un deuxième programme est mis en place, le *Plan de Compensación de Rentas* (PCR) (Plan de Compensation des Rentes) (Annexe 7), aussi connu comme *Plan Humedales* (Plan Zones Humides). L'idée centrale de ce programme était de compenser économiquement les agriculteurs irrigants qui, de manière volontaire, acceptaient de diminuer le volume d'eau extraite pour leurs cultures, et de cette manière, aideraient à la restauration des zones humides *manchegas* (Velasco, 1998). L'aide allouée, d'environ 100 millions d'euros (Fornés et Llamas, 2004) pour ce programme, est apportée à hauteur de 75 % par des fond européens dans le cadre du Règlement 797/85 CEE, titre V, « aides nationales en zones sensibles d'un point de vue environnemental » et les 25 % restant par l'État espagnol et la communauté autonome de *Castilla-La Mancha* (Velasco, 1998). Ce Plan a été prolongé par périodes de 5 ans, jusqu'au moment où l'Union Européenne a décidé de retirer son aide parce que le plan n'était accompagné d'aucune mesure de reconversion du secteur agricole (Fernández Lop, 2011) ni de protection environnementale.

“...han recibido mucho dinero los agricultores del Programa de Compensación de Rentas pero al final no sirvió para gran cosa porque era una cosa temporal y porque además eso no puede ser solución nunca, porque mantener eso... en el tiempo, es inviable, es absurdo porque era dinero europeo y no se podía mantener eternamente” (G41, 12/05/2017)

« les agriculteurs ont reçu beaucoup d'argent du Programme de Compensation de Rentes mais finalement ça n'a pas servi à grand-chose parce que c'était une chose temporaire et parce qu'en plus ça ne pouvait jamais être une solution, parce que maintenir `ça... dans le temps, est irréalisable, c'est absurde parce que c'est de l'argent européen et que ça ne pourra pas durer éternellement » (G41, 12/05/2017)

Le PCR comprenait en effet uniquement des mesures économiques compensatoires pour les pertes de revenus que la réduction de leur consommation d'eau d'irrigation provoquait aux agriculteurs. Il s'agissait, de façon plus ou moins masquée, de financer la réduction des extractions d'eau liées à la déclaration de surexploitation et de faire accepter les restrictions par les agriculteurs en minimisant le coût politique et social. La protection environnementale (rappelons que le plan est connu dans la région sous la dénomination de « Plan Zones Humides ») était tout au plus un alibi, et personne n'était probablement intéressé à une récupération et un bon état des zones humides *manchegas*, qui aurait signifié la fin des financements européens.

“...Eso... este plan que se le llamó Plan de Humedales, muy mal llamado porque realmente lo que hace es confundir... porque en realidad es un programa de compensación de rentas donde supuestamente la gente si regaba menos se le pagaba, no era una medida estructural, era una medida anual, o sea, tú este año riegas menos, pues yo te pago. Entonces, efectivamente eso no tiene ningún tipo de recorrido” (G38, 18/02/2016)

« Ça... ce plan qu'on a appelé Plan Zones Humides, est bien mal nommé parce que réellement ce qu'il fait c'est confondre... parce qu'en réalité c'est un programme de compensation de revenus où soi-disant si les gens irriguaient moins, on les payait, ce n'était pas une mesure structurelle, c'était une mesure annuelle, c'est-à-dire, toi cette année tu irrigues moins, alors moi je te paie. Alors effectivement ça n'a aucun effet sur la distance » (G38, 18/02/2016)

“...en los últimos años lo que ha ocurrido con los planes de compensación de rentas, con los planes de subvenciones, ha sido que si queríamos mantener los ecosistemas había que pagar a quien podía extraer el agua. Yo creo que eso es un sinsentido, porque pone por delante de los intereses... por delante de la defensa de la naturaleza pone los intereses de las personas. Pero claro hay sectores que quieren que haya conflicto ¿que quién quiere que haya conflicto? Pues los que hasta ahora se han beneficiado del conflicto. Es decir todos los que se han beneficiado de los Planes de Compensación de Rentas, todos los planes de subvenciones para proteger los espacios naturales de La Mancha y es que era la Unión Europea la que ponía las pelotas... Es que piensa que si los espacios naturales están bien ya no hay dinero. Es que los Planes de Compensación de Rentas fueron muy atractivos para todas esas personas (los agricultores) que lógicamente dijeron, me acojo porque la subvención que recibo compensa con creces lo que yo pudiera obtener si siguiera regando” (G26, 08/02/2016)

« ...les dernières années, ce qui s'est passé avec les plans de compensation de revenus, avec les plans de subvention, c'est que si nous voulions maintenir les écosystèmes, il fallait payer ceux qui auraient pu extraire l'eau. Je crois que ça n'a aucun sens, parce que ça fait passer d'abord les intérêts... les intérêts des personnes avant la défense de la nature. Mais bien sûr il y a des secteurs qui veulent qu'il y ait conflit, quels sont ceux qui veulent qu'il y ait conflit? Eh bien ceux qui jusqu'ici ont tiré bénéfice du conflit. C'est à dire tous ceux qui ont tiré bénéfice des plans de compensation de revenus, de tous les plans de subvention pour protéger les espaces naturels de La Mancha, et c'était l'Union Européenne qui mettait le fric... Pense que si les espaces naturels vont bien, alors il n'y a pas d'argent. Les plans de compensation de revenus ont été très attractifs pour toutes ces personnes (les agriculteurs) qui se sont dit logiquement, je prends parce que la subvention que je reçois fait plus que compenser ce que je pourrais obtenir en continuant d'irriguer » (G26, 08/02/2016)

Plusieurs analystes s'accordent à souligner que ce PCR n'a été d'aucune utilité pour résoudre le conflit de l'eau dans *La Mancha* (Peinado et Plaza, 2011 : 51). Les subventions ont fait que les agriculteurs ont été « agents passifs de la réduction de la consommation d'eau sans chercher des réponses imaginatives à une situation avec moins d'eau pour

l'agriculture » (Rosell et Viladomiu, 1997 : 344). Il semble, en outre, que dans l'imaginaire des agriculteurs et des autorités locales, le PCR ait été vécu comme une solution d'attente avant l'hypothétique arrivée d'eau superficielle dans *La Mancha* à travers une dérivation du *Trasvase Tajo-Segura* (Rosell et Viladomiu, 1997), un espoir jusqu'ici déçu mais toujours vivant.

“Entonces, nosotros pedimos que el Trasvase del Tajo sea para la llanura manchega. La ley medioambiental del 2013 permitía que de los 50 hm<sup>3</sup> del Trasvase que en principio eran para el abastecimiento a la población y para las Tablas de Daimiel, bueno pues esa ley medioambiental permitió que el 75%, el 75% ¿vale? de esos 50 se pudiera hacer para riego. De los 50, 37,5... que pueden ser para riego en vez de irse a Murcia como se están yendo... pues dénmelos para el déficit hídrico que tenemos aquí. Y eso lo estamos pidiendo nosotros ahora” (G33, 17/02/2016)

« Alors nous avons demandé que le Trasvase del Tajo soit destiné à la plaine manchega. La loi environnementale de 2012 permettait que des 50 hm<sup>3</sup> du Trasvase qui était en principe destiné à l'approvisionnement de la population et pour les Tablas de Daimiel, eh bien cette loi environnementale permettait que 75 %, 75 %, d'accord ? de ces 50 puisse s'utiliser pour l'irrigation. Des 50, 37,5... qui servent à l'irrigation plutôt qu'à aller à Murcia comme c'était le cas, alors donne-les moi en raison du déficit hydrique que nous avons ici. Et c'est ce que nous demandons maintenant » (G33, 17/02/2016)

“Las aguas del Trasvase... quizás el uso más solidario para este territorio que se ha dado en toda su historia fue cuando se utilizó para recargar las Tablas de Daimiel. No sé si conoces el momento histórico en el que se hizo aquello... Entonces, nuestro afán ahora básicamente está en la utilización de la sobreexplotación que se está haciendo de la cabecera del Tajo por el Trasvase. Ahora mismo está centrada nuestra obsesión en este asunto. Es que visto desde la comunidad autónoma, es que sería estar pasando agua desde Toledo a Ciudad Real... Pues es que son nuestras provincias, son nuestras cosas...” (G36, 18/02/2016)

« Les eaux du Trasvase... peut-être l'usage le plus solidaire dans toute l'histoire de ce territoire a été lorsqu'on l'a utilisé pour recharger les Tablas de Daimiel. Je ne sais pas si tu connais le moment historique où cela s'est fait. Fondamentalement, maintenant nous désirons utiliser la surexploitation de la source du Tajo pour alimenter le Trasvase. C'est actuellement notre obsession. C'est que vu depuis la communauté autonome, cela reviendrait à passer de l'eau depuis Toledo à Ciudad Real... Parce que ce sont nos provinces, ce sont nos affaires... » (G36, 18/02/2016)

Lui aussi basé sur des arguments environnementaux et de développement durable, le troisième programme découle directement du Plan Hydrologique National de l'année 2001 (4ème disposition de la loi 10/2001). C'est le *Plan Especial del Alto Guadiana* (PEAG) (Plan Spécial de l'*Alto Guadiana*) dont l'objectif principal est d'arriver « à une exploitation durable des aquifères »<sup>188</sup>, en d'autres termes à rationaliser l'utilisation agricole de l'eau et en finir avec les puits illégaux. Le PEAG a été approuvé en 2008 (Réal Décret 13/2008) pour une durée en principe de 20 ans, mais a été arrêté en 2013. Ses outils principaux étaient l'achat de droits d'eau par l'État aux agriculteurs à travers la

<sup>188</sup> <http://planhidrologico2009.chguadiana.es/?chguadiana=67kb13le18cmpe3lqiserr20n7&url=planificaci%C3%B3n+planes+hidrologicos+vigentes+plan+especial+del+alto+guadiana+%28peag%29&corp=chguadiana&lang=es&mode=view> (consulté le 29/11/2018).

*Confederación Hidrográfica del Guadiana* moyennant indemnisation ainsi que la création d'une Banque de l'Eau où les usagers pourraient échanger leurs droits sous tutelle de l'administration hydraulique.

Le PEAG est né d'une concertation préalable entre les parties concernées (monde agricole, experts et écologistes). Il a fait l'objet d'un consensus initial et il conserve toujours un large prestige parmi certains acteurs de *La Mancha* qui en parlent abondamment, positivement et avec nostalgie. Les volumes financiers considérables associés à ce Plan, de l'ordre de 4 000 millions d'euros, ont été très rapidement mobilisés et dépensés entre agriculteurs, politiques, administrations et expertises. Faute de ressources financières, le PEAG s'est paralysé en 2013 et n'a toujours pas de suite à l'heure actuelle.

“Este Plan estaba muy bien y era muy interesante lo que pasa que al final no ha funcionado, bueno, gastaron el dinero y desapareció, claro pero como herramienta podía haber funcionado, claro. Mi percepción es que era positivo, lo que pasa es que duró muy poco. No dio tiempo a tener resultados. Mi percepción es que sí podía haber funcionado, pero ya te digo, no se avanzó porque no dio tiempo. Con la crisis, la primera parte que se elimina es cultura, la segunda es medio ambiente... (risas)” (G32, 16/02/2016)

« Ce Plan était très bien et était très intéressant, ce qui se passe est qu'au final il n'a pas fonctionné, bon, ils ont dépensé l'argent et il a disparu, bien sûr, mais comme outil il aurait pu fonctionner, bien sûr. Ma perception est qu'il était positif, mais ce qui se passe est qu'il a duré très peu. Ma perception est que oui il aurait pu fonctionner mais je te le dis, il n'a pas eu le temps. Avec la crise, la première chose qu'on élimine est la culture, la seconde est l'environnement... (rires) » (G32, 16/02/2016)

“xxxxx yo creo que fue de las pocas personas que consiguió poner de acuerdo a todo el mundo mediando dinero ¿cuánto pierdes tú si no riegas tanto? Te lo pago con el Plan Especial del Alto Guadiana” (G31, 12/02/2016)

« Je crois que xxxxx a été une des rares personnes qui a réussi à mettre d'accord tout le monde avec de l'argent. Combien tu perds si tu n'irrigues pas autant ? Je te le paye avec le Plan Especial del Alto Guadiana » (G31, 12/02/2016)

“La idea del PEAG era muy buena. De lo que se trataba era de responder a la Directiva Marco... Hubo jornadas de participación pública y nosotros intervinimos en la negociación. Entonces el Plan Especial sí que era una idea, lo que pasa es que el Plan Especial... tenía que luchar con algo muy importante y era la falta de financiación. Si tú quieres rescatar derechos de los grandes propietarios para luego vender los derechos en un banco de agua, tú necesitas mucho dinero. Y al final eso acabó ahogado por falta de financiación” (G23, 02/02/2016)

« L'idée du PEAG était très bonne. Il s'agissait de répondre à la Directive Cadre... Il y a eu des journées de participation publique et nous sommes intervenus dans la négociation. Alors oui, le Plan Especial était une idée, ce qui se passe est que le Plan Especial... devait lutter contre quelque chose de très important, le manque de financement. Si tu veux racheter les droits des grands propriétaires pour vendre ensuite les droits dans une banque de l'eau, tu as besoin de beaucoup d'argent. Et au final tout cela a sombré faute de financement » (G23, 02/02/2016)

Les sommes d'argent les plus importantes du PEAG ont été ainsi vite monopolisées par le monde agricole en détriment des composantes environnementales qui, prévues en

deuxième phase, ont été dans les faits abandonnées faute de fonds. Nos interlocuteurs issus du monde environnemental attribuent cela à la pression de la puissante organisation agricole ASAJA et du gouvernement régional pro-agricole.

“El Plan Especial del Alto Gadiana se diseña desde el ministerio de medio ambiente. Se diseña bien. Pero cuando llega aquí a Castilla-La Mancha, los de la Junta tenían otra idea del Plan. No es eso lo que querían. Se sacó adelante el PEAG pero un PEAG descafeinado porque ASAJA lo sabotó, lo bloqueó. Evidentemente ASAJA lo que estaba haciendo era trasladando lo que la Junta de Comunidades quería. O sea ASAJA era el brazo de la Junta o ASAJA presionaba a la Junta de Comunidades y la Junta de Comunidades se plegaba a ellos. Pero vamos, la relación entre ASAJA y la Junta era más que evidente y entonces entre la Junta y ASAJA hicieron que le Plan se malograra” (G07, 19/01/2016)

« Le Plan Especial del Alto Gadiana a été conçu depuis le ministère de l’environnement. Il est bien conçu. Mais quand il arrive ici en Castilla-La Mancha, ceux du gouvernement régional avaient d’autres idées sur le Plan. Ce n’était pas ce qu’ils voulaient. On a lancé le PEAG, mais un PEAG décaféiné parce qu’ASAJA l’a saboté, l’a bloqué. De toute évidence ce que faisait ASAJA était transmettre ce que voulait le gouvernement régional. C’est-à-dire que soit ASAJA était le bras du gouvernement régional, soit ASAJA faisait pression sur le gouvernement et celle-ci se pliait à leur volonté. Mais allons la relation entre le gouvernement de Castilla-La Mancha et ASAJA était plus qu’évidente, et entre le gouvernement et ASAJA ont fait la ruine du Plan » (G07, 19/01/2016)

“Entonces se montaron todo el Plan Especial del Alto Gadiana para decir... que luego ha sido un fiasco. Entonces, bueno hicieron un comité de expertos. Castilla-La Mancha obligó al ministerio a invertir y a apoyar el Plan Especial y a pedir dinero, pero todo es un montaje, porque los problemas los tenemos igual, incluso aumentados por las grandes mentiras que hay ahí” (G26, 05/02/2016)

« Et alors on a monté le Plan Especial del Alto Gadiana pour dire... qu’ensuite ça a été un fiasco. Alors, bon, ils ont créé un comité d’experts. Castilla-La Mancha a obligé le ministère à investir et à appuyer le Plan Especial et à demander de l’argent, mais tout est un montage, parce que nos problèmes n’ont pas changé, ils ont même empiré en raison des grands mensonges qu’il y a ici » (G26, 05/02/2016)

Ainsi, les financements du PEAG ont servi principalement à appuyer trois initiatives dirigées à l’agriculture *manchega* : en premier lieu, l’implantation d’une Banque de l’Eau, un marché entre agriculteurs qui encourageait l’arrêt de l’extraction des eaux souterraines dans certaines exploitations qui vendraient leurs droits d’eau à d’autres exploitants, en deuxième lieu, la légalisation des puits illégaux qui permettrait un meilleur contrôle des extractions et, enfin, la poursuite de la construction de la dérivation du *Trasvase Tajo-Segura* vers *La Mancha* (la *tubería manchega*) pour approvisionner en eau potable les villages de la plaine *manchega* qui, de cette manière, arrêteraient l’extraction d’eau souterraine pour leurs besoins domestiques. La mise en place du PEAG a multiplié le manque de transparence dans les attributions des financements sans que finalement aucun des trois objectifs d’économie d’eau souterraine n’ait été atteint.

“...el Plan Especial del Alto Gadiana es una barbaridad. Porque por ejemplo si tú tienes una finca y tienes una concesión de agua, tienes un pozo pero no riegas ¿no? Entonces,

« ... le Plan Especial del Alto Gadiana est une barbarie. Parce que par exemple si tu as une exploitation et une concession d’eau, tu as un puits mais tu n’irrigues pas, non ? Alors

yo voy y te compro el derecho de agua y entonces yo sí que riego. Entonces compramos derechos, pero tú vas a comprar derechos de agua a quién no los ejerce, para ejercerlos. Claro, otra cosa hubiera sido que yo te compre tus derechos porque tú tienes una finca en la que riegas, entonces yo te lo compro, tú dejas de regar y yo utilizo ese agua y encima como el Plan Especial contemplaba restricciones sólo voy a utilizar una parte de la que tú utilizabas y además con ese cambio obtenemos un ahorro ¿no? Pues vale. Pero es que nunca se ha hecho así y nunca se ha querido hacer así. Se quería la trampa, en la que yo te compro tus derechos que no estás ejerciendo para ejercerlos yo. Entonces lo que estamos haciendo es que estamos regando más. Era una estafa... Mira, a mí me dijeron unos allá en xxxxx, "no, es que hemos vendido los derechos de agua" y digo "pero vosotros ¿regabais?" y me dijeron "no, nosotros no hemos regado nunca, por eso los vendimos" Y claro, es que, eso era lo que ocurría ¿no? y ocurría también es que a Fulanito de Tal va y le compra los derechos de un pozo que es ilegal ¿cómo vas a darle dinero a Fulanito de Tal por muy amigo tuyo que sea, si ese pozo es ilegal? Tú no le puedes dar dinero por los derechos de ese pozo que no puede estar ahí..." (G07, 19/01/2016)

"...entonces cuando pone encima de la mesa este Plan Especial del Alto Guadiana, pero diciendo que hay que regularizar los pozos ilegales... esa especie de palabreja que se han inventado "regularizar", hubo un montón de expedientes que no se pudieron resolver, de pozos que están ilegales... y ¿me están vinculando esta "regularización" con el Plan Especial del Alto Guadiana? pero vamos a ver si el Plan Especial del Alto Guadiana tiene un objetivo medioambiental... tienes que recuperar las lagunas de Ruidera, las Tablas de Daimiel... que queda todavía mucho por hacer y la reconversión agrícola que se haga es para cumplir esos objetivos que marca Europa, que son objetivos medioambientales.. Eso puede ser una herramienta para conseguir lo otro.. ¿sabes? pero es que hay una trampa, porque tú está utilizando el Plan Especial del Alto Guadiana solamente para decir "voy a legalizar más pozos".... y entonces eso me suena ya de algo... eso me suena ya" (G03, 23/10/2015)

"Pues con ese dinero, lamentable, pernicioso y

je viens et je t'achète le droit de l'eau et alors moi si j'irrigue. Alors nous achetons des droits, mais tu vas acheter des droits à qui ne les utilise pas, pour les utiliser toi-même. Cela aurait été autre chose si je t'achetais tes droits parce que tu as une exploitation et que tu irrigues, alors je te l'achète, tu arrêtes d'irriguer et moi j'utilise l'eau, en en plus comme le Plan Especial prévoit des restrictions, je vais seulement utiliser une partie de ce qui tu utilisais et ainsi nous obtenons une économie, non ? Alors très bien. Mais cela ne s'est jamais fait ainsi et on n'a jamais voulu que cela se fasse ainsi. On voulait monter une arnaque dans laquelle je t'achète tes droits que tu n'utilises pas pour de mon côté les utiliser. Alors ce qu'on fait c'est qu'on irrigue plus. C'est une escroquerie... Écoute, certains m'ont dit à xxxxx, « Non, c'est que nous avons vendu les droits d'eau » et j'ai dit « Mais vous irriguez ? » et ils m'ont dit « non, nous n'avons jamais irrigué, c'est pour ça que nous les avons vendus » Et bien sûr, c'est ce qui se passait, non ? Ce qui se passait aussi c'est qu'on allait voir Untel de tel endroit et on lui achetait les droits d'un puits illégal, comment tu peux donner de l'argent à Untel, tout ami, si le puits est illégal ? Tu ne peux lui donner de l'argent pour les droits de ce puits qui ne devrait pas être ici... » (G07, 19/01/2016)

« alors quand on met sur la table ce Plan Especial del Alto Guadiana mais en disant qu'il faut régulariser les puits illégaux... cet espèce de jargon qu'ils ont inventé, "régulariser", il y a eu plein de dossier qui n'ont pas été résolus, de puits qui sont illégaux... et ils associent cette "régularisation" avec le Plan Especial del Alto Guadiana ? Mais allons ! si le Plan Especial del Alto Guadiana a un objectif environnemental... il doit récupérer les lagunes de Ruidera, les Tablas de Daimiel, il y a pas mal de choses à faire et la reconversion agricole doit permettre de répondre à ces objectifs que marque l'Europe, qui sont des objectifs environnementaux. L'un peut être un instrument pour obtenir l'autre, tu sais ? Mais il y a un piège parce que tu utilises le Plan Especial del Alto Guadiana seulement pour dire "je vais légaliser plus de puits"... et alors cela me dit quelque chose.... c'est du déjà vu » (G03, 23/10/2015)

« Alors avec cet argent, c'est lamentable,



todo lo que quieras se costea una infraestructura que niega el Plan Especial del Alto Guadiana. Ese plan era para recuperar el Guadiana, el Plan era para recuperar el acuífero. Bueno pues ¡oh, sorpresa! una gran cantidad de dinero, quizás lo que más dinero se ha llevado del Plan, del dinero que hubo, quizás la mayor cantidad se haya ido a lo que aquí se llama la tubería manchega. La tubería manchega es una infraestructura para traer agua del Tajo a La Mancha. La Tubería iba a recorrer la provincia de Ciudad Real hasta Puertollano y de esa tubería iban a salir ramales para abastecer a pueblos y que con eso se iba a ahorrar una cantidad de agua potable, que no se iba a extraer del acuífero porque venía del Tajo. La cuestión aquí es que del acuífero para beber se saca menos del 5 % y el problema es que evidentemente, es lo que se leía detrás es que así los agricultores lo iban a tener mucho más fácil para poder seguir sacando agua” (G07, 19/01/2016)

pernicieux, tout ce que tu voudras, on se permet une infrastructure qui s’inscrit en faux dans le Plan Especial del Alto Guadiana. Ce Plan visait la récupération du Guadiana, le Plan visait la récupération de l’aquifère. Eh bien alors oh, surprise ! une grande quantité d’argent, sans doute ce qui a mobilisé le plus d’argent est allé à ce qu’on appelle ici la tubería manchega. La tubería manchega est un infrastructure destinée à apporter l’eau du Tajo dans La Mancha. La pipeline devait traverser la province de Ciudad Real jusqu’à Puertollano et de cette pipeline allaient sortir des embranchements pour desservir les bourgs et avec ça on allait économiser quantité d’eau potable, parce qu’elle venait du Tajo et non de l’aquifère. La question est qu’ici on sort de l’aquifère moins de 5 % de l’eau potable et ce qu’on pouvait lire derrière tout ça c’est que les agriculteurs allaient avoir plus de facilité pour continuer à sortir de l’eau » (G07, 19/01/2016)

Le PEAG est alors critiqué par les organisations écologistes et notamment par le WWF qui dénonce, dans un rapport publié en 2012 et intitulé « *El fiasco del agua en el l’Alto-Guadiana* » (Le fiasco de l’eau dans l’Alto Guadiana)<sup>189</sup>, les achats frauduleux lors des ventes de droits d’eau entre 2008 et 2012. À l’aide d’images satellite, ils ont analysé l’évolution des parcelles concernées par la Banque de l’Eau et démontré que les droits d’eau étaient en réalité des droits « de papier » : dans une majorité de cas, les agriculteurs vendaient leurs droits d’eau à partir de puits non utilisés ou bien ils continuaient à irriguer leurs terres après avoir vendu leurs droits. Ils s’étonnent également que la Confédération ait acheté des droits d’eau sur des terrains qui étaient situés sur des zones du domaine public hydraulique et qui appartenaient donc déjà à l’État.

Une majorité de nos interlocuteurs considèrent que l’économie d’eau réalisée dans le cadre du PEAG, qui était censée permettre de récupérer les aquifères surexploités, a été nulle, voir négative. Loin de faire rentrer l’exploitation de l’eau dans un cadre réglementé, le PEAG semble avoir favorisé les pratiques déviantes, comme l’utilisation frauduleuse de droits ou le forage de nouveaux puits illégaux.

“Vamos a ver, el presupuesto del PEAG serviría para comprar derechos de agua con objeto de aliviar la presión que supone el conjunto de derechos de agua pero al mismo tiempo había un motón de pozos ilegales a los que, que presionaban a la administración autonómica para que se les diera una parte de

« Voyons, le budget du PEAG devait servir pour acheter les droits d’eau avec l’objectif de soulager la pression que faisait peser l’ensemble des droits d’eau mais en même temps il y avait plein de puits illégaux et ceux là faisaient pression pour qu’on leur donne une partie de cette eau qui était rachetée.

<sup>189</sup> WWF dénonce l’achat public d’eau « fantôme » pour une somme de 66 millions d’euros et l’échec de la banque de l’eau. [jawsassets.wwf.es/downloads/factsheet\\_aguas\\_fin.pdf](https://www.jawsassets.wwf.es/downloads/factsheet_aguas_fin.pdf) (consulté le 29/11/2018).

ese agua que se compraba. Entonces se empezó a hacer un disparate monumental, es decir, una falta de sentido común y de raciocinio bestial. Es decir, gastar dinero público comprando derecho de agua y regalárselo a otros que al día siguiente los pueden vender y hacerse ricos” (G04, 27/10/2015)

“...durante los cuatro o cinco años se dijo que el consorcio del PEAG había gastado mucho dinero, que habían tirado mucho dinero. Eso fue lo que pasó. El PEAG tenía muchas líneas estratégicas pero solamente se pusieron en marcha un par de ellas. Lo que se pudo conseguir fue pues tramitar 5 o 6.000 pozos ilegales. Hubo gente que sí, muy contenta porque ya tienen su pozo legal, pero hubo mucha gente que eran los ecologistas y tal pues que dijeron bueno, por qué tenemos que empezar por darle agua a los agricultores y no empezamos por otros proyectos más ambientales. Al principio se dijo, bueno pues se empieza por aquí y luego se van a hacer otras cosas más ecológicas. Pero luego viendo que pasaba el tiempo, que no había más dinero y que sólo se hacían unas cosas, pues... al final lo mismo de siempre, agua para los agricultores y para tener a la gente contenta. Era una medida que estaba muy bien” (G10, 21/01/2016)

Alors on a commencé à faire une bêtise monumentale, une absence bestial de sens commun et de raisonnement. C'est-à-dire dépenser l'argent public pour acheter des droits d'eau et en faire cadeau à d'autres qui le lendemain pouvaient les vendre et s'enrichir » (G04, 27/10/2015)

« durant les quatre ou cinq ans on a dit que l'administration du PEAG avait dépensé beaucoup d'argent, qu'ils avaient gaspillé beaucoup d'argent. Le PEAG avait beaucoup de lignes stratégiques mais a seulement mis en œuvre une paire d'entre elles. Ce qui a pu être obtenu, c'est la négociation de 5 à 6 000 puits illégaux. Il y eu des gens très content parce qu'ils avaient maintenant des puits légaux, mais il y a eu beaucoup de gens, les écologistes, qui ont dit, bon, pourquoi commençons nous par donner de l'eau aux agriculteurs et que nous ne commençons-nous pas par d'autres projets plus environnementaux. Au début on a dit, bon, on commence par là et ensuite on fera d'autres choses plus écologistes. Mais ensuite, voyant que le temps passait et qu'il n'y avait plus d'argent et qu'on ne faisait que quelques choses, alors... au final la même chose que toujours, de l'eau pour les agriculteurs et que les gens soient contents » (G10, 21/01/2016)

Tant d'argent dépensé en si peu de temps, avec des résultats minimes, a généré dans le contexte politique espagnol quelques soupçons vis-à-vis du PEAG, mais témoigne aussi de la part de la communauté environnementale une certaine rancœur en raison de la l'exclusion de ses thèmes des financements du Plan.

“...habría que meter en la cárcel a más de uno por el dinero que se ha generado con el Plan Especial del Alto Guadiana en donde sin ninguna duda muchísimo dinero de ese se ha malversado y probablemente se ha ido, aparte de a sus bolsillos, a los partidos políticos... porque sino es imposible que se gestione tan mal tal volumen de dinero. O sea no se puede gestionar tan mal ese volumen de dinero si no hay unos intereses ocultos que los hacen posible, sino es imposible [...] Si investigáramos eso tendrían que ir también unos pocos a la cárcel también, porque como mínimo podríamos argumentar malversación, luego no sé si más cosas” (G07, 19/01/2016)

« ...il faudrait en mettre plus d'un en prison, en raison de l'argent qu'a généré le Plan Especial del Alto Guadiana, dans lequel sans aucun doute énormément d'argent a été détourné, et probablement est allé, en plus de leurs poches, aux partis politiques.... Parce qu'il est impossible qu'on gère aussi mal un tel volume financier. C'est-à-dire qu'il est impossible qu'on gère aussi mal ce volume financier sans qu'il y ait des intérêts occultes qui le permettent, sinon c'est impossible [...] Si nous creusions cela, un certain nombre iraient en prison, parce qu'au minimum nous pourrions documenter la malversation et encore je ne sais quoi de plus » (G07, 19/01/2016)

Le PEAG est toujours en vigueur car il est une des mesures phares approuvées par la loi dans le Plan Hydrologique National, mais n'est plus qu'une coquille vide. Les engagements vis-à-vis de la DCE européenne ont été remplis au moins sur le papier, la réactivation du PEAG n'est la priorité d'aucun agenda politique et aucune nouvelle dotation budgétaire ne semble prévue pour l'instant.

“... esta mañana he oído por la radio que se desconsideraba la prorroga del Plan Especial del Alto Guadiana que se suspendió aunque sigue vigente, pero no hay equipo de trabajo ni hay un gerente, ni hay un presupuesto pero en teoría sigue, sigue como tal” (G08, 20/01/2016)

« ... ce matin j'ai entendu à la radio qu'était abandonné le prolongement du Plan Especial del Alto Guadiana qui a été suspendu bien qu'il reste en vigueur, il n'y a plus ni équipe de travail, ni direction, ni budget mais il continue en théorie, il continue comme tel » (G08, 20/01/2016)

“Si hubiéramos... si ese plan, que tenía una vigencia de 20 años... si se hubiera gestionado al ritmo de los tres primeros, de 2008 a 2011, no hubiera durado porque realmente el Estado no estaba aprovisionando suficientes recursos para alimentar el plan... no se estudiaron suficientes vías de financiación porque por ejemplo no se hablaba del Banco Europeo de Inversiones que hubiera podido ser una vía de financiación del plan, aparte de los presupuestos generales del Estado para acelerar las reformas. Y en el 2011, cambia el gobierno nacional y cambia también el gobierno regional y el pensamiento liberal es reforzar más los derechos de los intereses privados ¿sabes? y además se escudan en la crisis para no dar dinero y lo que hacen es desmontar el plan” (G14, 26/01/2016)

« Si on avait... si ce Plan, qui avait une durée prévue de 20 ans... si on avait géré au rythme des trois premières années, de 2008 à 2011, il n'aurait pas duré parce que réellement l'État n'apportait pas les ressources suffisantes pour alimenter le plan... on n'a pas cherché suffisamment de voies de financement, parce que par exemple on n'a pas parlé de la Banque Européenne d'Investissement qui aurait pu être une source de financement du plan à part des budgets généraux de l'État pour accélérer les réformes. Et en 2011, le gouvernement national change et le gouvernement régional change aussi et la pensée libérale vise à renforcer encore plus les droits des intérêts privés, tu sais ? Et en plus on se réfugie derrière la crise pour ne pas donner d'argent et ce qu'ils font c'est démonter le plan » (G14, 26/01/2016)

Ces trois programmes montrent que les responsables politiques *manchegos* ont mobilisé d'importantes ressources depuis 1987 afin d'apporter des « solutions au problème de l'eau », mais que ces programmes au final n'ont guère apporté de solution. On pourra juger que les experts portent aussi une part importante de responsabilité dans ces échecs successifs, dans la mesure où ils n'ont pas non plus saisi les opportunités pour proposer des mesures efficaces pour sortir d'une crise qu'eux mêmes qualifient de conflit.

“... es que a lo largo de los últimos 30-40 años ha habido muchas políticas que lo único que han hecho es, de alguna manera, solucionar el problema del acuífero desde un punto de vista sectorial, pero que no hay, no ha habido interrelación entre ellas. La administración ambiental ha ido por un lado, la administración agraria con otro. Y hasta que no se integren, tú no puedes cumplir con la Directiva Marco del Agua, no tiene sentido”

« ... c'est qu'au cours des 30-40 dernières années il y a eu de nombreuses politiques dont l'unique résultat est d'avoir d'une certaine manière résolu le problème de l'aquifère d'un point de vue sectoriel, mais sans qu'il y ait, sans qu'il ait eu des interrelations entre elles. L'administration environnementale a été d'un côté, l'administration agricole d'un autre. Et à moins qu'elles ne s'intègrent, tu ne peux respecter tes engagements vis-à-vis de la

(G23, 02/02/2016)

“Yo creo que evidentemente el nivel intelectual, académico y científico es importante pero hay otra cosa que es imprescindible que es la búsqueda honesta de soluciones. Yo creo que uno de los problemas que hemos padecido es que no ha habido una búsqueda seria de soluciones. Yo creo que son grupos, también es un juicio de valor, que han buscado auto-perpetuarse y han buscado su propia supervivencia financiera. No han buscado solucionar los problemas. Porque es inadmisibles como el grupo de xxxxx que ha estado mamando de la teta del Parque Nacional durante décadas no ha sido capaz de atajar la degradación, no ya la degradación debida a factores externos, sino a la degradación del propio Parque...” (G01, 21/10/2015)

Directive Cadre sur l'Eau, n'a pas de sens »  
(G23, 02/02/2016)

« Je crois qu'évidemment le niveau intellectuel, académique et scientifique est important mais il y a une autre chose qui est essentielle c'est la recherche honnête de solutions. Je crois qu'un des problèmes dont nous avons souffert est qu'il n'y a pas eu une recherche sérieuse de solutions. Je crois que ce sont des groupes, c'est aussi un jugement de valeur, qui ont cherché comment s'auto-perpétuer et ont cherché leur propre survie financière. Ils n'ont pas cherché à résoudre les problèmes, Parce qu'il est inadmissible qu'un groupe comme celui de xxxx qui a tété la mamelle du Parc National durant des décennies n'a pas été capable d'arrêter la dégradation, pas la dégradation due à des facteurs externes, mais la dégradation du propre Parc... » (G01, 21/10/2015)

Ce type de dynamique n'est pas une exclusivité du bassin de l'*Alto-Guadiana*. On la retrouve ainsi dans le bassin de l'*Usumacinta* au Mexique, avec ses problèmes identifiés unilatéralement et des solutions qui, sous couvert environnemental, mobilisent des ressources économiques et de l'expertise et, finalement, n'aboutissent qu'à perpétuer les problèmes et à ouvrir la porte à de nouvelles études qui n'en finissent pas de les décrire et de les diagnostiquer.

“Llegamos e iniciamos con proyectos que nosotros los llamamos... fueron tres módulos referidos más que nada a actividades agro-pastoriles y agrícolas como el caso del maíz criollo. Todos los proyectos tenían tecnologías que se promueven para solucionar algunas necesidades” (U20, 20/09/2016)

« Nous sommes arrivés et nous avons démarré des projets que nous appelons... il y avait trois modules en lien plus que tout avec des activités agro-pastorales et agricoles comme c'est le cas du maïs criollo. Tous les projets avaient des technologies que l'on a encouragé pour répondre à quelques besoins » (U20, 20/09/2016)

“hay que seguir actualizando estudios para saber realmente... Apenas hace tres años ya casi yo le dije a la CONANP "yo necesito estudios de monitoreo para que tú me digas qué es lo que estás conservando" Sí conservo, pero ¿qué conservo? En cambio, la PROFEPA a través de sus cuestionamientos de vigilancia, aunque es muy limitada hay presencia de la autoridad, eso como que ha ido frenando un poco ¿no?, pero sino... nada” (U01, 11/09/2016)

« Il faut continuer à actualiser les études pour savoir réellement. Cela fait à peine trois ans que j'ai presque dit à la CONANP « moi, j'ai besoin d'études de suivi pour que tu me dises ce qu'on est en train de conserver ». Oui, je conserve, mais, qu'est ce que je conserve ? En revanche, la PROFEPA, à travers ses questions de surveillance, même si elle est très limitée, il y a la présence de l'autorité et cela a mis un peu le frein, n'est pas ? mais (U01, 11/09/2016)

Même s'il ne concerne pas spécifiquement le thème de l'eau, un exemple auquel font souvent allusion nos interlocuteurs mexicains en entretien met en évidence à la fois le

manque d'accord sur la nature des problèmes et la fourniture de solutions inappropriées : il s'agit de la distribution de foyers améliorés parmi la population la plus démunie de la province mexicaine (Photo 16). Là où les experts y trouvent le remède au changement climatique, les habitants ne voient pas l'intérêt de changer leurs habitudes dans leurs cuisines.

“... por ahí ya tenemos la oportunidad de hacer una actividad que dé un proyecto de unas estufas ecológicas...éste... un modelo que salió en una convocatoria de cambio climático en 2014 fuimos acreedores a ese programa y con eso pudimos hacer, pues la implementación, lógicamente de las estufas pero obviamente aunado a un trabajo de educación ambiental. No puedes llevarle algo a la gente, ponerle y no explicarle de qué te va a servir, cómo se te va a ayudar y se trata de ir cambiándole... nosotros acá le decimos, la chaveta a la gente e irlle metiendo... cambiarle el chip a las personas... Así es... reprogramar el sistema ¿no? (risas). Y bueno, y finalmente ese proyecto se aterrizó a las comunidades y parte de eso se le explicaba a la gente y la parte de por qué esas estufas son ahorradoras de leña y que no solamente era minimizar el uso de la leña sino que también era disminuir y por el contexto de cambio climático. Se les daba una plática y las personas que se interesaban se les daba una estufa y los implementos que utiliza” (U15, 14/09/2016)

“Acá vinieron unos... unos de esos chicos con estos fogones ecológicos que se quema la leña allá adentro, con su chimenea. Pues, el nuestro, ahí está desde hace más de dos años. Yo se lo traje ahí a mi esposa con una carretilla y se lo puse en la cocina y no había dónde cocinar (risas) y me dijo “anda sácame eso de ahí que no me sirve... pues dónde voy a cocinar” y me lo llevé y lo guardamos ahí con unos paños. Ahí está, pues. Y como tenía yo unas planchas de hierro ahí se las metí y ahí cocina ahorita; que no hay salida de humo en la cocina. Aquí es libre. Y así es que como nos gusta” (U10, 12/09/2016)

« ... ici nous avons l'opportunité de réaliser une activité que nous donne un projet de foyers écologique... ça... un modèle qui est sorti lors d'un appel d'offres du changement climatique en 2014 nous avons gagné ce projet et nous avons logiquement pu mettre en œuvre ces foyers, mais évidemment associé à un travail d'éducation environnementale. Tu ne peux pas apporter quelque chose aux gens, leur installer et ne pas leur expliquer à quoi ça va leur servir, comment ça va les aider et il s'agit de leur changer... comme nous le disons ici, leur manière de penser..., leur mettre... changer le chip des gens... c'est cela, reprogrammer le système, non ? (rires). Et bon, finalement ce projet à atterri dans les communautés, et avec ça on a expliqué aux gens comment et pourquoi ces foyers économise du bois et qu'il ne s'agit pas seulement d'économiser du bois mais aussi diminuer ainsi le changement climatique. On leur faisait une causerie et on donnait un foyer et les instruments qu'il utilise aux personnes intéressées » (U15, 14/09/2016)

« Ici sont arrivés quelques uns.. quelques uns de ces jeunes avec ces foyers écologiques, où le bois brûle à l'intérieur, avec une cheminée. Eh bien le nôtre est là depuis plus de deux ans. Je l'ai rapporté à ma femme avec une charrette, on l'a mis dans la cuisine et il n'y avait plus de place pour cuisiner (rire) et elle m'a dit « sors moi ce truc de là, sinon où est-ce que je vais cuisiner » et on l'a rangé ici enveloppé dans des chiffons. Comme j'avais quelques barres de fer, je les ai mis et elle peut maintenant cuisiner. Il n'y a pas de sortie pour la fumée dans la cuisine. Pas de conduite. Et c'est ce qui nous plaît » (U10, 12/09/2016)



**Photo 16. Estufa (foyer amélioré) modèle Patsari distribué au bassin de l'Usumacinta à Tabasco que l'on retrouve aussi bien chez les familles qu'au musée. A gauche : foyer amélioré exposé dans le musée de PEMEX « Casa del Agua » RBPC. A droite : capture d'écran «Diario de Tabasco » du 20/12/2017. Crédit photos : A gauche : Ana González Besteiro, 2016. A droite : <http://www.diariodetabasco.mx/comunidad/2017/12/20/promovieron-uso-estufas-ahorradoras-mitigar-cambio-climatico-en-2017/> (consulté le 8/08/2019).**

Les foyers améliorés sont, pourrait-on dire, un exemple modèle des solutions joker, pour résoudre le problème environnemental depuis plusieurs décennies et encore aujourd'hui<sup>190</sup>. Il s'exprime différemment selon les périodes : dans les années 1980, ces produits étaient considérés comme la solution au problème de désertification ou de déforestation dans les pays du sud ; ces deux mots s'étant démonétisés dans l'argumentaire environnemental moderne, le changement climatique a pris le relais pour justifier la diffusion de ces foyers améliorés. À l'origine, ces foyers ont été développés, conçus et commercialisés sous des auspices alarmistes, comme celui de la FAO de 1981<sup>191</sup> ou de quelques consultants internationaux (Giri *et al.*, 1981) qui « prédisait qu'en absence d'action vigoureuse, une grande partie du Sahel serait devenue un désert en l'an 2000 » (Madon, 2017 : 201). Les agences internationales d'aide au développement, telles que la FAO et la Banque Mondiale dans le cadre de programmes dénommés à l'époque « d'énergie domestique (ESMAP)<sup>192</sup> », en ont fait un large usage et les diffusions des foyers se sont succédées à partir des années 1990.

<sup>190</sup> Voir par exemple, l'article du *Diario de Tabasco* (Journal de Tabasco) du 20/12/2017 « Promovieron uso de estufas ahorradoras para mitigar el cambio climático en 2017 ». (Il y a eu une promotion de foyers améliorés pour mitiger le changement climatique) <http://www.diariodetabasco.mx/comunidad/2017/12/20/promovieron-uso-estufas-ahorradoras-mitigar-cambio-climatico-en-2017/> (consulté le 8/08/2019).

<sup>191</sup> <http://www.fao.org/docrep/field/385909.htm> FAO. 1981. « Projet d'évaluation des ressources forestières tropicales », GEMS. Ressources forestières de l'Afrique Tropicale. (consulté le 28/11/2018).

<sup>192</sup> Energy Sector Management Assistance Program (ESMAP) <http://www.esmap.org/> (consulté le 28/11/2018).

D'un côté, la désertification ou la déforestation annoncée n'a pas eu lieu. De l'autre les résultats de la diffusion des foyers améliorés ont été souvent médiocres, parfois acceptables, mais dans tous les cas leur contribution à atténuer la déforestation ou à stopper la désertification annoncée a été jugée négligeable. Selon Madon (2017 : 206) « la contribution du prélèvement de bois énergie à la déforestation est mal cernée et a été surévaluée ». Pour cet auteur, « la plupart des actions ont échoué malgré la croissance de la consommation de bois-énergie, son approvisionnement n'a pas connu la crise annoncée et [...] les ressources ligneuses n'ont pas disparu » (Madon, 2017 : 203-205).

Cet exemple décrit à lui seul la boucle constatée tant dans le contexte du bassin de l'*Alto-Guadiana* que dans celui de l'*Usumacinta* : d'abord l'identification d'un problème avec des annonces sur l'épuisement d'une ressource naturelle (la forêt, l'eau...) ; ensuite, une série de programmes plus ou moins étoffés en ressources humaines et matérielles qui, au bout de quelques années, font la preuve de leur inefficacité à régler le problème pour lequel ils avaient été conçus. Cette boucle n'a rien de négatif : lors de leur exécution et en raison de leurs apports, ces programmes ont participé à la dynamisation et au développement des sociétés concernées, tant au niveau des populations cibles qu'au niveau des exécutants qui, chacun, y ont trouvé bénéfice. Ainsi, l'identification des problèmes environnementaux déclenche des solutions qui sont des opportunités pour les territoires, non pour résoudre les problèmes mais pour faire mieux vivre les sociétés.

“El hecho de que esté enfermo (las Tablas de Daimiel) es una lluvia de dinero europeo a mansalva para solucionar un problema que realmente nunca se ha querido solucionar [...] Bueno pues es así. El problema es el negocio” (G03, 23/10/2015)

« Le fait que (les Tablas de Daimiel) soient malades est une pluie d'argent à tour de bras pour résoudre un problème qu'on a jamais voulu résoudre [...] Bon c'est ainsi. Le problème c'est le business » (G03, 23/10/2015)

“En todos estos años, aquí (Tablas de Daimiel) ha habido muchos Consejos Reguladores y muchos no sé qué, muchas ideas, muchas historia, ha venido mucho dinero de Europa para no sé qué y no sé cuántos. Se han hecho mil cosas, pero ¡mil! más de mil... (silencio). Y yo tampoco he visto grandes cambios, sinceramente. Pero que luego para todo eso... todo eso que se ha hecho... Luego, se estaba haciendo mucho de todo y empezó a llover y se arregló solo... Si aquí lo que hacía falta era ¡agua!” (G19, 28/01/2016)

Durant toutes ces années, il a eu ici (Tablas de Daimiel) plein de Conseils Régulateurs et plein de je ne sais quoi, plein d'histoires, il est venu beaucoup d'argent de l'Europe pour je ne sais quoi et je ne sais combien. On a fait mille choses, mais mille !, plus de mille... (silence). Et je n'ai pas vu de grands changements, sincèrement. Mais ensuite, pour tout ça, pour tout ce qui a été fait... ensuite, on faisait plein de tout et il s'est mis à pleuvoir et ça s'est réglé tout seul... oui, ici ce qu'il manquait, c'était de l'eau ! » (G19, 28/01/2016)

Il faut en effet accepter que les problématiques dans lesquelles s'inscrivent les actions environnementales soient éloignées de celles qui ont servi à obtenir leur financement, et que les bénéfiques soient étrangers à ceux escomptés. Il faut accepter aussi que dans ce cadre la résolution des « problèmes » identifiés initialement ne puisse être qu'improductive. Car les bénéfiques, ceux qui véritablement dynamisent les territoires ne concernent pas uniquement les populations cibles, l'agriculteur de *la Mancha* ou l'indigène

de *Tabasco*, mais également tout un tissu social qui va des experts aux activités économiques associées.

## 8.2.2. Les avantages de la perpétuation du conflit

Entretenir le conflit serait-il alors avantageux ? Sa reconnaissance, l'identification « locale » des problèmes environnementaux et les tentatives affichées de résolution contribuent à améliorer les conditions de vie et les positionnements social, scientifique et professionnel dans le territoire concerné. Même si faire durer le conflit ne correspond pas à une stratégie consciente des acteurs locaux, il faut reconnaître que la perpétuation du conflit confère des avantages à ceux qui entretiennent sa représentation. Une fois la représentation du conflit consolidée, ces avantages ne passent pas inaperçus aux yeux des acteurs concernés, mais ils détectent avec beaucoup plus de facilité les bénéfices tirés du conflit par les « autres » que par eux-mêmes.

Ainsi dans l'*Alto-Guadiana*, les experts dénoncent les bénéfices obtenus par les agriculteurs sous prétexte de résolution des problèmes environnementaux. Comme nous l'avons vu dans la section antérieure, le PCR puis le PEAG ont été de gros programmes destinés en principe à réduire les extractions agricoles d'eau et à contribuer ainsi à la récupération des zones humides et des aquifères. Mais l'environnement n'apparaît guère plus qu'un prétexte et ces programmes se résument à l'allocation aux agriculteurs de subventions qui viennent s'ajouter à celles de la PAC européenne.

“ que haya un Parque Nacional y que ese Parque Nacional tenga problemas de agua supone traer dinero. Hombre, aquí hay mucha gente que ha crecido gracias a todas la ayudas para la agricultura y todo esto. Hay gente que se ha forrado. Hay gente que se ha forrado y hay gente que en los tiempos de bonanzas cuando el dinero se repartía a manos llenas, eh... como decía un chiste : un agricultor se compra un todoterreno y le pregunta otro ¿y ese de qué marca es? Y le contesta, éste coche se llama “Plan de Humedales” ” (G07, 19/01/2016)

« qu'il y ait un Parc National et que ce Parc National ait des problèmes d'eau suppose d'apporter de l'argent. Ici il a beaucoup de gens qui ont prospéré grâce à toutes les aides pour l'agriculture et tout ça. Il y des gens qui s'en sont mis plein les poches. Il y des gens qui s'en sont mis plein les poches et il y des gens qui en période de vache grasse, quand l'argent se déversait à pleines mains, eh... comme disait une blague : un agriculteur s'achète une 4x4 et un autre lui demande : elle est de quelle marque ? Il lui répond, cette voiture s'appelle « Plan des Zones Humides » » (G07, 19/01/2016)

“El dinero europeo ha estado llegando aquí para compensar a los agricultores por dejar de regar y eso ha sido una fuente de ingresos acojonante para ellos. Es que la existencia de un problema trae recursos y esos recursos además se lo quedan siempre los mismos... Es que es una forma de mantener ingresos de una manera continuada por parte de Europa.

«L'argent européen est arrivé ici pour dédomager les agriculteurs qui arrêtaient d'irriguer et cela a été pour eux une putain de source de revenus. C'est que l'existence d'un problème apporte des ressources et en plus ces ressources vont toujours aux mêmes... C'est une façon de maintenir des revenus d'une manière continue en provenance de



Cuando se acabó el Plan de Humedales empezó el Plan Especial del Alto Guadiana que fracasó porque era una continuación de lo mismo. Sigue habiendo una fuente de ingresos de millones y millones y millones porque sigue existiendo el problema del agua, porque si no existiera el problema del agua no vendría ni un duro” (G08, 20/01/2016)

“Mira, el Plan Especial del Alto Guadiana era una barbaridad. Se diseñó en la época del boom inmobiliario cuando el Estado estaba recibiendo mucho dinero, una caja buenísima y todo se podía pagar con dinero. Entonces, se hizo el plan perfecto para los agricultores. Que los regantes decían que querían dinero, pues venga dinero. La administración decía... pues si ese año tenía 20 millones de euros pues decía, tengo 20 millones para comprar derechos ¿quién quiere venderlos? Y dependiendo de la oferta de derechos que había se repartía entre todos y se compraba. Y esos derechos acababan finalmente en darles derechos a los pequeños agricultores que estaban pidiendo la legalización de sus pozos” (G14, 26/01/2016)

l’Europe. Quand s’est terminé le Plan de Humedales a commencé le Plan Especial del Alto Guadiana qui a été un échec parce que c’était la poursuite de la même chose. Ça a été une source de revenus de millions et de millions et de millions parce que le problème de l’eau continue d’exister et s’il n’existait plus, il ne viendrait pas un centime » (G08, 20/01/2016)

« Regarde, le Plan Especial del Alto Guadiana était une barbarie. Il a été conçu à l’époque du boom immobilier, quand l’État recevait beaucoup d’argent, une super caisse et on pouvait se payer ce qu’on voulait. Alors on a fait le plan parfait pour les agriculteurs. Que les irrigants disent qu’ils voulaient de l’argent, alors voilà l’argent. L’administration disait... cette année on a 20 millions d’euros pour acheter des droits, Qui veut les vendre ? Et en fonction de l’offre de droits on faisait la répartition entre tous et on les achetait. Et on finissait par donner ces droits aux petits agriculteurs qui demandaient la légalisations de leurs puits » (G14, 26/01/2016)

Il s’agit d’un discours bien rodé qui revient presque à chaque entretien avec les membres locaux de la communauté de la connaissance environnementale. Pour eux, les agriculteurs ont été tellement favorisés par les subventions axées sur la résolution du conflit qu’ils n’acceptaient même plus les mesures de pré-retraite très avantageuses qu’on leur proposait.

“Hubo una medida del PEAG muy llamativa, y era que le proponían a los agricultores la jubilación anticipada. Tú fijate que a cualquier trabajador, tú le propones una pre-jubilación y aplaude con las orejas, pues oye, los agricultores no... pues los agricultores no querían. Si un agricultor no quiere pre-jubilarse es que estamos hablando de que tiene un chollo y no quiere dejar el chollo con la jubilación. Eso está claro” (G07, 19/01/2016)

« Il y a eu une mesure du PEAG très illustrative, qui proposait aux agriculteurs une retraite anticipée. Tu te rends compte que tu propose à n’importe quel travailleur une préretraite et il applaudit avec les oreilles, eh bien les agriculteurs non, les agriculteurs n’en voulaient pas. Si un agriculteur ne veut pas partir en préretraite, nous pouvons dire qu’il a trouvé la poule aux œufs d’or et qu’il ne veut pas abandonner la poule aux œufs d’or pour la retraite. C’est clair » (G07, 19/01/2016)

Pour leur part, les agriculteurs minimisent les bénéfices issus des subventions « environnementales » dont parlent les experts, même s’ils en admettent le bénéfice à court terme. Avec beaucoup de foi (bonne ou mauvaise) ils expriment au contraire leur désir de pouvoir cultiver la terre et vendre leurs produits sans être obligés de remplir toute la « paperasse » à laquelle ils sont contraints de se plier pour demander les dites subventions et qui les présente finalement, de fait, comme les boucs émissaires du problème de l’eau dans *La Mancha*.

“Yo... ¡ojalá estuvieran todos los pueblos como está Daimiel! Porque en Daimiel nos han estado dando muchos derechos y muchas más cosas y ¿por qué? Pues porque tenemos el Parque Nacional con sus problemas aquí al lado...” (G13, 26/01/2016)

“A los agricultores se nos reprocha que si cobramos subvenciones de Bruselas, que si estamos subvencionados, que si estamos no sé qué y en muchos foros se nos... Yo no quiero subvenciones. Quiero que el producto valga y no quiero las subvenciones... El hecho real es que año tras año hay menos agricultores. Si fuese una ganga, todos esos que nos critican podían decir, pues mira, me voy yo a meter a agricultor y en cambio se van jubilando los agricultores mayores y no hay renovación generacional. Porque sí, a pesar de la mecanización y demás, pues sigue siendo un sector, un trabajo, más sucio, más duro, más... con una mayor incertidumbre...” (G16, 27/01/2016)

“... los agricultores se creen que la agricultura es solo podar, cavar y trabajar mucho y eso se acabó, porque ahora va todo por subvenciones y tienes que saber manejar papeles. Entonces ese también es un problema de la gente de aquí. Ve todo como una amenaza porque son papeles, papeles, prohibiciones, otra vez me van a marear, me van a... es como una amenaza, en realidad. Se ha creado una burocracia del papeleo.. y se marea a los agricultores ¡y mucho! Y es que la gente no sabe, porque se les da dinero por mucho sitios, pero hay que saber llevar los papeles...” (G10, 21/01/2016)

“A ver, es que pretendían que los agricultores fuéramos aquí como una especie de gente con alpargatas como objeto turístico, ¡pues claro que los agricultores tenemos derechos!... A mí no me gusta decir estas cosas, porque claro quizás es muy fácil decirlo... pero es que cada vez lo veo más claro, es que aquí hay muchas mafias. Entonces ese tipo de chivos expiatorios, ese tipo de acusaciones lo que esconden... es que aquí alguien se está llenando los bolsillos con todo esto” (G55, 01/06/2017)

« Moi...j'aimerais que tous les villages soient comme Daimiel ! Parce qu'à Daimiel ils nous ont donné beaucoup de droits et beaucoup d'autres choses et pourquoi ? Parce que nous avons le Parc national avec ses problèmes juste à côté... »(G13, 26/01/2016)

« On nous reproche, à nous les agriculteurs, de recevoir des subventions de Bruxelles, d'être subventionnés, d'être je ne sais quoi et dans de nombreux forums on nous...Moi je ne veux pas de subventions. Je veux que le produit soit bon et je ne veux pas de subventions. La réalité est qu'il y a année après année moins d'agriculteurs. Si c'était une bonne affaire, tous ceux qui nous critiquent pourraient dire alors, regarde je me fais agriculteur, mais au contraire les agriculteurs âgés partent en retraite et il n'y a pas de renouvellement générationnel. Parce que oui, en dépit de la mécanisation et autre, eh bien, ça continue d'être un travail plus sale, plus dur, avec une plus grande incertitude... » (G16, 27/01/2016)

« ...les agriculteurs croient que l'agriculture c'est seulement tailler, creuser et travailler beaucoup mais cela c'est fini parce que maintenant tout passe par les subventions et tu dois savoir gérer les papiers. Alors c'est aussi un problème pour les gens d'ici. Ils voient tout comme une menace parce que ce sont des papiers, des papiers, des interdits, ils vont encore me donner le tournis, ils vont... c'est comme une menace, vraiment. Il s'est créé une bureaucratie de la paperasse et on donne le tournis aux agriculteurs. Et beaucoup ! Et cela, les gens ne le savent pas, parce qu'on leur donne de l'argent de tous les côtés mais il faut savoir remplir les papiers » (G10, 21/01/2016)

« Voyons, c'est qu'ils prétendaient que nous les agriculteurs, étions une espèce de personne en espadrille, comme un objet touristique, mais bien sûr que nous les agriculteurs avons des droits »... Je n'aime pas dire ces choses parce que bien sûr, c'est peut-être facile à dire... mais de plus en plus je le vois plus clairement, c'est qu'ici il y a beaucoup de mafias. Alors ce que cache ce type de têtes de turc, ce type d'accusation, c'est qui cache... est qu'ici quelqu'un est en train de se remplir les poches avec tout ça » (G55, 01/06/2017)

De son côté, le secteur agricole n'exprime pas de reproches ouverts vis-à-vis du monde de la connaissance écologique. Certes, il est plus complexe pour l'agriculteur moyen d'évaluer les bénéfices obtenus par les experts à partir des problèmes environnementaux, mais il existe néanmoins quelques suspicions, comme celles d'un des agriculteurs rencontrés en entretien qui essaie de défendre sa profession des accusations portées contre elle. Non sans raison, il pointe le paradoxe d'un secteur agricole théoriquement « bénéficiaire » mais qui compte progressivement de moins en moins d'effectifs et un secteur écologique qui se dit « non-bénéficiaire » mais qui compte de plus en plus de professionnels.

“Nosotros, como sector agrario cada vez interesamos menos a los políticos y en cambio el sector de los medios ambientales, de los ecologistas cada vez tiene mayor peso, porque aumenta el funcionariado, porque aumenta la gente del sector servicios, que quieren salir y ver el campo bonito y ver mucha tal y mucha cual” (G16, 27/01/2016)

« Nous, en tant que secteur agricole, nous intéressons de moins en moins les politiques et au contraire le secteur de l'environnement a de plus en plus de poids, parce qu'augmente le secteur public, parce le nombre de gens du secteur de service augmente parce qu'ils veulent sortir et voir la campagne jolie et voir beaucoup de ceci et cela » (G16, 27/01/2016)

“Yo lo que te puedo decir es que yo lo que pienso es que aquí lo peor que se ha podido hacer es ponerle a éste la etiqueta de sobreexplotado porque hay acuíferos más sobreexplotados que el 23. Pero claro, lo que pasa aquí con el 23 es que de cada pozo están viviendo cinco o seis personas, todos menos el agricultor... pues los de los de los contadores, los de la Confederación Hidrográfica, los ecologistas... Mucha gente vive de eso” (G51, 18/05/2017)

« Moi, ce que je peux te dire, c'est ce que je pense, qu'ici le pire qui a pu être fait est de lui avoir collé l'étiquette de surexploité parce qu'il a des aquifères plus surexploités que le 23. Mais bien sûr, ce qui se passe ici avec le 23 c'est que de chaque puits vivent cinq ou six personnes, toutes sauf l'agriculteur... eh bien ceux des compteurs, ceux de la Confederación Hidrográfica, les écologistes... Beaucoup de gens vivent de ça » (G51, 18/05/2017)

Le regard que porte la quasi totalité des experts environnementaux envers leurs propres pratiques est celui de l'altruisme et de l'action désintéressée. Même s'ils reconnaissent leur dépendance des politiques pour l'obtention d'études et de travaux, le seul intérêt qui les mobilise serait celui porté à la protection de l'environnement. Durant les années de fort développement économique en Espagne, dès la fin des années 1990 jusqu'à 2008, l'augmentation des financements leur a fait croire à l'arrivée d'une société plus sensible aux thèmes environnementaux, au changement de mentalité de leurs interlocuteurs politiques et de leurs soutiens, mais les années de crise, depuis 2008, les ont incités à moins d'optimisme. C'est alors que le conflit sur l'eau, dont les contours s'étaient atténués lors des années d'abondance, redevient important pour maintenir et justifier leurs travaux.

“¿Que quién defiende el Parque? ¿pues nosotros! ¿quién va a defender el Parque sino? Los otros solo lo hacen por intereses” (G12, 26/01/2016)

« Qui défend le Parc ? Eh bien nous ! Qui va défendre le Parc sinon ? Les autres le font seulement par intérêt » (G12, 26/01/2016)

“las ayudas que recibe la investigación ecológica o hidrogeológica es fruto de la fuerza de la gente que quiere seguir conociendo que es lo que sucede y planteando soluciones. Entonces, claro, ese esfuerzo se justifica porque sí, porque tiene que justificarse, porque hay mucha gente muy cabezota... somos muy cabezones y seguimos insistiendo en que esto hay que protegerlo como sea” (G03, 23/10/2015)

“Sí, fíjate, este programa de control de la calidad del agua se desarrolló justo en la época de bonanza con la cantidad enorme de dinero que había por medio. En ese sentido, fíjate que aquí era un derroche de dinero que desde nuestro punto de vista nos benefició. Yo creo que en aquel momento había otra mentalidad, había otra disposición, parecía que iban a cambiar las cosas, que se iban a plantear las cosas de otra manera. Pero ese periodo duró poco y al final acabaron imponiéndose las fuerzas oscuras, como siempre, y esos programas de calidad de ríos no llegaron a beneficiar nunca a la calidad de los ríos” (G03, 23/10/2015)

« les aides que reçoit la recherche écologique ou hydrogéologique sont le fruit de la force des gens qui veulent continuer de savoir ce qui se passe et de trouver des solutions. Alors, bien sûr, cet effort se justifie un point c'est tout, parce qu'il faut se justifier, parce qu'il y a pas mal de gens bornés... nous sommes très entêtés et nous continuons à insister sur le fait qu'il faut protéger coûte que coûte » (G03, 23/10/2015)

« Si, rends-toi compte, ce problème de contrôle de la qualité de l'eau a été développé juste à l'époque des vaches grasses, au moment où l'argent coulait en quantité. En ce sens, rends-toi compte qu'il y avait un gaspillage d'argent qui de notre point de vue nous a été une bonne chose. Je crois qu'à ce moment il y avait une autre mentalité, une autre disposition, on pensait qu'on allait changer les choses, qu'on allait prendre les choses autrement. Mais cette période a duré peu de temps et, au final les forces obscures se sont imposées, comme toujours, et ces programmes de qualité des rivières n'ont jamais pu permettre d'améliorer la qualité des rivières » (G03, 23/10/2015)

Quelques membres de la communauté scientifique ou du monde écologiste reconnaissent, en toute bonne foi mais parfois avec un certain embarras, que travailler sur le conflit leur a apporté non seulement des ressources financières pour développer leurs projets et former des équipes de professionnels, mais aussi du prestige dans leur carrière.

“...yo cuando me puse a investigar esto, me dije, anda, esto me va a suponer una mejora a nivel profesional y en mi curriculum, aunque... estaba estudiando un auténtico desastre. Estaba estudiando las raíces del problema. Es que esto ya se lo quisieron cargar en el siglo XVIII... pero, claro, pero dices, yo estoy lucrándome, entre comillas, de un desastre...[...] Es que cuando dijeron los ecologistas, cuando pidieron... llegaron a pedir a la UNESCO que se descatalogara la Reserva de la Biosfera de La Mancha Húmeda. ¡Tú no sabes cómo se pusieron! tú no sabes cómo se pusieron los científicos que tenían proyectos de investigación en las Tablas de Daimiel, por ejemplo...” (G03, 23/10/2015).

“Yo creo que todos esos montones de publicaciones que hay aquí sobre el conflicto, no sirven para mucho, aparte de lo que se

« ...moi, quand je me suis mis à faire des recherches là-dessus, cela a supposé pour moi une amélioration au niveau professionnel et pour mon curriculum, même si... j'étais en train d'étudier un véritable désastre. J'étais en train d'étudier les racines du problème. C'est que ça date déjà du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais bien sûr, je tire profit, entre guillemets, d'un désastre... [...] C'est que quand les écologistes ont demandé... en sont arrivés à demander à l'UNESCO que la Réserve de Biosphère La Mancha Húmeda soit déclassée. Tu ne sais pas comment ils ont réagi, tu ne sais pas comment ont réagi les scientifiques qui avaient des projets de recherche dans les tablas de Daimiel, par exemple... » (G03, 23/10/2015).

« je crois que toute cette montagne de publications qu'on trouve ici sur le conflit ne sert pas à grand-chose. À part ce qu'en tirent

lleven los investigadores... porque hay científicos que engordan sus curriculums. En general, yo pienso que hay muchos que hacen eso. Son intereses que no van al beneficio del humedal y a dar a conocer a la sociedad que es para lo que nos pagan a unos y a otros. Entonces ¿qué falla ahí? Pues que cada uno va a su bolsillo ¡como la vida misma!” (G09, 21/01/2016).

“Eh... eh... yo pienso que todas las publicaciones y folletos se hacen un poco por hacer... y por cubrir el expediente. Pues mira, te dicen que te dan una subvención, pues bueno, vamos a cogerla...” (G15, 27/01/2016)

“Pero es que el ecologismo es que es una forma de lobby y mucha gente vive de eso. Está claro que son grupos de interés, grupos de presión que persiguen sus propios intereses, al fin y al cabo. Si tú mañana... si tú hablaras con un ecologista, y le dices vamos a ver, tenemos la varita mágica y resolvemos todo mañana... pues tendrían decir que... sí, pero es que al día siguiente se quedarían todos en el paro. Eso está claro, pero así funciona el mundo...” (G05, 28/10/2015)

“Yo tengo la sensación de que hay un pampaneo extraño. Yo creo que hay gente que le mola que no se acabe el conflicto... porque quieren tener algo que se puede medir, que se puede cuantificar...” (G29, 11/02/2016)

“dans La Mancha si no hubiera humedales, pues no habría llegado a La Mancha esta cantidad ingente de dinero asociada a la defensa de la naturaleza. Bueno, recuerdo perfectamente... hubo dos comités de expertos... Ya sabes que los comités de expertos se montan cuando uno no sabe qué hacer... ¡pues vamos a montar un comité de expertos!... y ¡venga dinero!” (G27, 08/02/2016)

“hubo algunos grupúsculos que se acogieron a la sombra del discurso del Plan Especial del Alto Guadiana. Pues eso les trajo convenios de investigación, asesorías... pues lo que pasa siempre ¿no?” (G14, 26/01/2016)

les chercheurs.... parce qu'il y a beaucoup de scientifiques qui enrichissent leurs curriculums. En général, je pense qu'il y en a beaucoup qui font cela. Il y a des intérêts qui ne vont pas au bénéfice de la zone humide sinon à ce qu'on nous paye aux uns et aux autres. Alors qu'est-ce qui cloche ici ? Eh bien que chacun s'intéresse d'abord à son profit, comme la vie même ! » (G09, 21/01/2016).

« Eh... eh... je pense que toutes les publications sont un peu faites pour pas grand chose... et pour remplir le dossier. Alors regarde, ils te disent qu'ils vont te donner une subvention, eh bien, allons la prendre... » (G15, 27/01/2016)

« Mais c'est que l'écologisme est une forme de lobby et beaucoup de gens en vivent. C'est clair que ce sont des groupes de pression qui finalement poursuivent leur propres intérêts. Si toi demain... si tu parles avec un écologiste et tu lui dis, allons voir, nous avons la baguette magique et nous résolvons tout demain... alors il devraient dire... oui, mais le lendemain ils se retrouveraient tous au chômage. C'est sûr, mais c'est ainsi que fonctionne le monde... » (G05, 28/10/2015)

« J'ai la sensation qu'il y a un truc louche ici. Je crois qu'il y a des gens qui se réjouissent que le conflit n'ait pas de fin... parce qu'ils veulent avoir quelque chose à mesurer, qu'on puisse quantifier... » (G29, 11/02/2016)

« Dans La Mancha, s'il n'y avait pas de zones humides, alors cette quantité considérable d'argent associée à la défense de la nature ne serait pas arrivée. Bon je me rappelle parfaitement... il y a eu deux comités d'experts... tu sais qu'on monte des comités d'experts quand on ne sait pas quoi faire... alors on va monter un comité d'experts !... et par ici l'argent ! » (G27, 08/02/2016)

« il y a eu quelques groupuscules qui se sont placés dans l'ombre du discours du Plan Especial del Guadiana, Eh bien cela leur a rapporté des accords de recherche, de l'assistance technique... ce qui se passe toujours, non ? » (G14, 26/01/2016)

Mais le groupe de la connaissance environnementale n'est pas toujours si bienveillant dès qu'il s'agit des avantages obtenus par les autres à partir du problème de l'eau. Fréquentes en effet, comme nous l'avons vu à la section 7.1.2., sont les critiques aux pratiques des membres de leur propre communauté. Ces critiques visent d'abord ceux qui tiennent des propos plus médiatiques que scientifiques pour se faire valoir et se targuent de résultats approximatifs pour se faire une place auprès des bailleurs de fonds.

“Este investigador, no tiene tema de reflexión científica. Pero claro, es que tiene intereses económicos.... Consiguí que la xxxxx le diera todo el dinero que quisiera para seguir contando lo mismo una y otra vez” (G40, 22/02/2016)

« Ce chercheur n'a pas de thème de réflexion scientifique. Mais il est sûr qu'il a des intérêts économiques... Il a fait en sorte que xxxxx lui donne tout l'argent qu'il souhaite pour venir raconter la même chose encore et encore » (G40, 22/02/2016)

“...han tenido también la inteligencia de aprovechar los recursos que... que se ponen a su disposición para captarlos ellos. “Pues yo me llevo este proyecto de investigación o yo me llevo la financiación para este otro proyecto y sí, meto alguna persona nueva” ¿sabes? Y si encima te financio un estudio quiero que el estudio diga lo que quiero que diga. El mismo xxxxx... es que le dije, no me creo que digas lo que estás diciendo ¿por qué lo estás diciendo? ¿porque te han pagado? Claro la madurez de esta sociedad o la madurez de este país llegará en el momento en el que tú digas... No, yo financio un estudio y las conclusiones, sean las que sean, me deben servir para tomar decisiones y tal” (G24, 02/02/2016)

« ... ils ont eu aussi l'intelligence de tirer profit des ressources que... qu'on met à disposition pour s'en emparer. “Alors je m'empare de ce projet de recherche et je m'empare du financement pour cet autre projet et là j'y mets quelqu'un d'autre”, tu sais ? Et si en plus je te finance une étude je veux que l'étude dise ce que je veux qu'elle dise. Le même xxxxx... je lui ai dit, je ne peux pas croire que tu dises ce que tu dis, pourquoi le dis-tu ? parce qu'on t'a payé ? Bien sûr avec la maturité de cette société et la maturité de ce pays viendra le moment où tu diras.... Non, je finance une étude et les conclusions, quelles qu'elles soient, doivent me servir à prendre des décisions, un point c'est tout. » (G24, 02/02/2016)

Des critiques s'élèvent également contre ceux qui mettent en évidence, d'une façon trop ostentatoire, leurs alliances hors du champ traditionnel de l'environnement. C'est le cas, par exemple, de la collaboration entre une des organisations naturalistes de renom international travaillant dans *La Mancha* et une compagnie multinationale de boissons gazeuses. Des spots à la télévision publique en 2008<sup>193</sup> et en 2011<sup>194</sup>, portant le logo des deux partenaires, sous le slogan « *cuidamos del medio ambiente* » (on prend soin de l'environnement), ont véhiculé le message publicitaire suivant : les *Tablas de Daimiel* étaient sèches et détruites, elles se sont reconstituées grâce nos actions. Ce binôme est aussi à l'origine de l'étude dont nous avons déjà parlé dans la section 8.1.1 : « *Mission possible : conserver l'eau dans La Mancha* » (Mission possible : conserver l'eau dans La Mancha).

“Entonces, tú ves documentales..., bueno, lo último que recuerdo es un anuncio de Coca

« Alors tu vois des documentaires..., bon le dernier dont je me souviens est une publicité

<sup>193</sup> <http://lastablasdedaimiel.blogspot.com/2015/06/3-videos-sobre-la-recuperacion-de-las.html> (consulté 23/10/2018).

<sup>194</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=YkvFU1x9JEW> (consulté 23/10/2018).

Cola... Yo, el anuncio que está patrocinado por WWF, a mí me parece terrible, o sea me parece terrible y me parece un ejemplo perfecto de esta situación de esquizofrenia” (G07, 19/01/2016)

de Coca-Cola... la publicité est sponsorisée par WWF, cela me paraît terrible, c’est-à-dire que cela me paraît terrible et me semble être un exemple parfait de cette situation de schizophrénie » (G07, 19/01/2016)

“Por ejemplo WWF que es una asociación ecologista está haciendo unos proyectos con Coca-Cola, lo que es un poco paradójico...” (G10, 21/01/2016)

« Par exemple WWF qui est une organisation écologiste réalise des projets avec Coca-Cola, ce qui est un peu paradoxal... » (G10, 21/01/2016)

Même si l’évocation de l’argent qui circule pour la protection de l’environnement fait souvent l’objet de questionnements et de critiques, nos interlocuteurs reconnaissent volontiers les impacts positifs provoqués par la mention d’un conflit sur l’eau vis-à-vis des autres secteurs économiques, politiques et sociaux régionaux. Ainsi en va-t-il de tout le secteur intermédiaire de produits et services liés à l’eau (les systèmes d’arrosage ou les compteurs, par exemple), où les programmes et subventions génèrent nombre d’emplois indirects.

“Es que... todavía pensamos más en las subvenciones gracias a que tenemos un problema, más que a "vamos a conservar porque esto nos va a dar riqueza y tejido económico" pues eso no sucede todavía, no lo veo pero bueno... Es cierto que el crecimiento de la región es gracias a la agricultura. El que tiene una empresa de tubos de regar pues ha crecido gracias al regadío y él también tiene derecho a tener las mismas comodidades y tal...” (G03, 23/10/2015)

« C’est que... nous pensons plus aux subventions grâce au fait que nous avons un problème, plus qu’à dire « nous allons conserver cela parce que cela va nous procurer de la richesse et du tissu économique » eh bien ça n’arrive pas pour l’instant, je ne le vois pas, mais bon... Il est certain que la croissance de la région est due à l’agriculture. Celui qui a une entreprise de tuyaux d’irrigation a prospéré grâce à l’irrigation et lui aussi a le droit d’avoir le même confort et tout ça... » (G03, 23/10/2015)

“Aquí hemos tenido que cambiar los contadores porque los que tenemos ya no valen. Los tuvimos que cambiar porque tenían que tener una "e" al revés, pero si no, toda la numeración es igual y todo. Pero venga ¡ale! pues fueron 500 euros... Menos mal que tenemos ayudas...” (G51, 18/05/2017)

« Ici nous avons dû changer les compteurs parce que ceux que nous avons n’étaient pas les bons. On a dû les changer parce qu’ils devaient avoir un "e" à l’arrière, mais à part cela la numération est la même et tout. Mais allez c’est parti, c’était 500 euros... Heureusement que nous avons des aides... » (G51, 18/05/2017)

Côté environnemental, le conflit génère lui-aussi d’autres activités économiques privées et des emplois, notamment avec la présence d’une assistance technique (bureaux d’étude) pour mettre en place toutes les actions associées à des programmes environnementaux, ou des sociétés d’écotourisme qui proposent des prestations s’inscrivant dans la problématique globale du conflit. Les promoteurs d’écotourisme profitent de la fabuleuse histoire du problème de l’eau dans *La Mancha* pour créer et animer des sorties touristiques guidées<sup>195</sup>.

<sup>195</sup> Nous avons assisté à une sortie guidée en groupe au Parc National des *Tablas de Daimiel* en nous faisant passer pour

“Pero la empresa xxxxx se tiene que poner las botas, claro. xxxxx es la que lleva todo ésto, la que lleva los contadores, la que da los certificados. Pero hay también otras empresas. A mí me viene xxxxx unas veces y otras veces otra... luego hay otra que tiene un circulito verde así en la puerta del todo terreno, pero no me acuerdo del nombre. Los contadores los ponemos nosotros y los que vienen a revisar son ellos” (G50, 18/05/2017)

“Aquí hay mucha proliferación de las asistencias técnicas, pero vamos una proliferación tremenda. Vamos una auténtica... vamos que casi había más gente y más recursos fuera de la administración. Vamos, no voy a decirlo pero por ejemplo, yo he visto casos pues de ingenieros que llevaban para toda España por ejemplo un determinado programa y tenían en cada cuenca hidrográfica una asistencia técnica y como no tenía medios para poder gestionarla, necesitaban otra asistencia técnica para controlar a las que hacían el trabajo. Y yo decía, esto es increíble, es increíble” (G22, 01/02/2016)

“De nuestra parte los que están posicionados son estos tíos que se ganan la vida enseñándoles patos a los ingleses o tal, eso sí. Es la gente que se gana la vida con nuestros humedales, con nuestras Reservas... y se podría ganar mucha más gente la vida, bastante más” (G32, 16/02/2016)

« Mais l’entreprise xxxxx doit se bouger, bien sûr. xxxxx est chargée de tout ça, de s’occuper des compteurs, de donner les certificats. Mais il y a aussi d’autres entreprises. De temps en temps vient xxxxx, de temps en temps une autre... ensuite il y en a une autre, qui a un petit cercle vert sur la porte du 4x4, mais j’ai oublié le nom. Les compteurs c’est nous qui les installons et eux viennent réviser » (G50, 18/05/2017)

« Ici il y a une prolifération d’assistances techniques, mais allons vers une prolifération énorme. Allons, une authentique... allons, qu’il y avait presque plus de gens et plus de ressources en dehors de l’administration. Allons, je ne veux pas dire mais par exemple j’ai vu des cas où des ingénieurs qui menaient un programme donné sur toute l’Espagne, qui avaient dans chaque bassin hydrographique une assistance technique et qui faute de moyens pour la gérer avaient besoin d’une autre assistance technique pour contrôler ceux qui faisaient le travail. Et je me disais, c’est incroyable, c’est incroyable » (G22, 01/02/2016)

« De notre point de vue, ceux qui sont bien positionnés sont ces types qui gagnent leur vie en montrant les canards aux Anglais, ce genre de truc. Ce sont les gens qui gagnent leur vie avec nos zones humides, avec nos Réserves... et bien plus de gens pourraient gagner leur vie, considérablement plus » (G32, 16/02/2016)

Les bénéfiques de l’existence du conflit ne se réduisent pas seulement à ces aspects économiques et financiers. Nous ne citerons ici que quelques exemples du pouvoir qui émane de la gestion du conflit au profit des structures locales, comme l’organisation agricole ASAJA ou les communautés d’irrigants, du corps d’ingénieurs agronomes ou de celui des ingénieurs des travaux publics, entre autres.

“En ASAJA dicen que quieren mucho a los agricultores, pero en realidad lo que más quieren es su bolsillo. No te solucionan nada. Yo llevo apuntado mucho tiempo y tuve que coger el coche con mi hijo para ir a Ciudad Real y allí nos han escuchado bastante mejor que yendo aquí, a ASAJA de las narices.

« À ASAJA, ils disent qu’ils aiment beaucoup les agriculteurs mais en réalité, ce qu’ils aiment avant tout est leurs poches. Il ne te résolvent rien. Je suis inscrit depuis longtemps et j’ai dû aller en voiture avec mon fils à Ciudad Real et là ils nous écoutés bien mieux qu’en allant ici à ASAJA de mes

---

une touriste le 20/02/2016 et nous avons pu observer que le conflit zones humides-agriculture était un des thèmes de prédilection du guide qui accompagnait notre groupe. Pour illustrer ses propos, il sortait tout au long du parcours des coupures de journaux où les grands titres faisaient mention du problème.



Entonces eso ya te desorienta. Pues es que aquí cuando hay junta de ASAJA te dices y ¿para qué voy a ir? Si ya tienen pensado lo que van a hacer. ¿Entonces para qué voy a ir yo allí si no voy a pintar nada?» (G54, 18/06/2017)

“Aquí se gestionó en origen cuando surge este problema se hicieron unas comunidades de regantes por pueblos que tienen las aguas subterráneas... aunque las aguas no tienen nada que ver los municipios. Han surgido cuatro o cinco problemas. Es un problema de dirección. Han surgido cuatro o cinco personas que viven de este cuento... es gente que... más o menos vive de eso, hablo de dirigentes locales” (G40, 22/02/2016)

“...estamos en una administración dominada por ingenieros agrícolas... Los agricultores siempre están sometidos al discurso oficial o dominante sin poderse plantear otras alternativas. Nosotros queríamos explicarles que no tenían que seguir ese discurso único que estaba dirigido por los sindicatos agrarios” (G14, 26/01/2016)

“es que la construcción de la gran tubería manchega ya puede estar doblando su precio ¿sabes? Entonces... y a parte es que estamos hablando de obras que duran decenas de años ¿sabes? y los únicos beneficiarios hasta el momento están siendo las constructoras porque la sociedad no está viendo nada de ese dinero que se invierte. Sin embargo en todos esos años el dinero que se invierte en la obra pública se podría haber gastado en otras fórmulas de gestión” (G14, 26/01/2016)

fesses. Alors ça déjà te désoriente. C'est qu'ici quand il y a une réunion de ASAJA, tu te dis et pourquoi je vais y aller ? S'ils savent déjà ce qu'ils vont faire. Alors pourquoi j'irai si ce que je pourrais dire ne vais servir à rien ? » (G54, 18/06/2017)

« Ici on a géré au début quand a surgi le problème, on a créé des communautés d'irrigants par village qui a des eaux souterraine... même si les communes n'ont rien à voir avec les eaux souterraines. Quatre ou cinq problèmes ont surgi. C'est une problème de direction. Ils ont surgi quatre ou cinq personnes qui vivent de cette histoire... ce sont des gens... qui en vivent plus ou moins, je parle de dirigeants locaux » (G40, 22/02/2016)

« ...nous sommes dans une administration dominée par les ingénieurs agricoles... Les agriculteurs sont sans cesse soumis au discours officiel ou dominant sans pouvoir se poser d'autres alternatives. Nous voulions leur expliquer qu'ils n'avaient pas à suivre ce discours unique qui est véhiculé par les syndicats agraires » (G14, 26/01/2016)

« c'est que la construction de la grande tubería manchega peut déjà doubler son prix, tu sais ? Alors... et indépendamment du fait que nous parlons de travaux qui durent des dizaines d'années, tu sais ? Et les seuls bénéficiaires pour le moment sont les entreprises de construction parce que la société ne voit pas la couleur de l'argent qui s'investit. Pourtant toutes ces années l'argent qui s'investit dans les travaux publics aurait pu être dépensé pour d'autres formules de gestion » (G14, 26/01/2016)

Le conflit sur l'eau, nous dit un de nos interlocuteurs, est une « *neurosis de renta* » (névrose de rente), une maladie psychologique qui rapporte plus au patient que cela ne lui coûte, ce qui lui fait dire : « *aquí nadie tiene la voluntad que emerja una solución al conflicto* » (ici, personne ne veut qu'il émerge une solution au conflit). Dit autrement et en termes plus imagés par un autre interlocuteur : « *aquí, el que se engancha a la teta no quiere soltarla* » (ici, celui qui s'accroche au sein ne veut pas le lâcher). Un troisième, nous explique que « *hay sectores que quieren que haya conflicto. [Son] los que hasta ahora se han beneficiado del conflicto* » (il y a des secteurs qui veulent qu'il y ait un conflit. Ce sont ceux qui ont bénéficié du conflit jusqu'à maintenant).

Ces trois extraits - mais il y en a d'autres – proviennent d'entretiens au sein de ce que nous avons appelé la communauté de la connaissance écologique. Ils font, bien sûr, référence aux « autres », à l'extérieur de leur cercle, les agriculteurs, les politiciens, ou à l'intérieur de ce même cercle, les experts plus médiatiques. Mais la multiplication des entretiens recompose le puzzle des représentations autour du conflit et ses bénéficiaires, fournit les pièces qui manquent dans la vision d'ensemble. Ces experts ne voient qu'une partie de la boucle, dont ils disent qu'elle ne les concerne pas. Mais elle concerne, en fait, tout le monde impliqué dans le conflit *manchego* y compris eux mêmes.

Tous, en effet, portent également le poids d'une dynamique qui se nourrit de leurs connaissances, qui les conduit à identifier des problèmes environnementaux et qui les fait rentrer dans les programmes destinés à résoudre ces problèmes. Ils participent en tant que bénéficiaires au même titre que les autres qu'ils critiquent.

Le conflit sur l'eau dans *La Mancha* suppose également un gain pour le politique. Salinas Palacios (2012 : 78) souligne qu'« on peut se demander si l'intérêt (de la région de *Castilla-La Mancha*) n'est pas de créer un conflit, car [l'eau] est un sujet chargé de représentations émotionnelle fortes avec lequel on peut aisément mobiliser des citoyens ». Ainsi, brandir le drapeau de « l'eau de *La Mancha* pour les *manchegos* » vise à renforcer l'identité régionale liée à l'eau, même si cette formule induit une double confusion, qui concerne, d'une part, le caractère identitaire du territoire en faisant un amalgame entre le *manchego* et le *castellano-manchego*, d'autre part, la « naturalisation » politique des zones pourvoyeuses et receptrices d'eau. Le conflit du *Tajo-Segura* (aussi appelé « la guerre de l'eau ») est à la fois relié à celui de l'*Alto-Guadiana* par les discours et par un pipeline physique et bien réel, la *tubería manchega*, objet au sein duquel se matérialisent et se concentrent les nationalismes hydriques et le poids de la politique régionale face à l'État central.

La première équivoque tient au fait que *La Mancha*, région naturelle et historique du centre de l'Espagne, n'a pas de démarcation administrative. Elle ne constitue qu'une partie de la communauté autonome de *Castilla-La Mancha* qui est dotée, en revanche, d'un gouvernement autonome et d'instances politiques depuis 1978. La communauté autonome est fortement hétérogène, avec des régions très différentes de *La Mancha* du point de vue socio-économique, environnemental et culturel.

L'autonomie de *Castilla-La Mancha*, issue du processus de démocratisation de l'Espagne à la mort de Franco, a été en effet imposée à cinq provinces du centre du pays sans histoire commune, selon un processus qui découle de la réorganisation territoriale exigée par les nationalismes historiques (Catalogne, Pays Basque et Galice) (Mora, 1998 ; Fernández Galiano, 2000). Au niveau populaire, ce nouveau territoire politique s'est donc trouvé dépourvu d'identité régionale et de sentiment d'appartenance à une communauté. Le sentiment d'être injustement traités par le pouvoir central espagnol, parce qu'on leur « vole leur eau » au profit des communautés autonomes voisines, a donc été repris par le pouvoir

politique régional comme l'un des moyens de construire un sentiment régional *castellano-manchego*, une stratégie comparable à celle également fondée sur l'eau dans la région de *Murcia* (Salinas Palacios, 2012). À noter toutefois que cette construction reste limitée à *La Mancha*, les autres provinces de *Castilla-La Mancha* restant relativement indifférentes aux revendications sur l'eau du *Trasvase Tajo-Segura* de la part du gouvernement autonome.

La deuxième confusion se fonde sur une interprétation politique du milieu naturel et des découpages en bassins versants, qui vont décider de l'appartenance des zones donatrices et réceptrices d'eau et qui traduisent souvent des prises de position identitaires (Bravard, 2000) : elle part du principe que le fleuve *Tajo* « appartient » à la communauté autonome de *Castilla-La Mancha* et que le transfert de ses eaux à la communauté autonome de *Murcia* relève de l'injustice territoriale. Ceci est largement artificiel dans la mesure où le bassin versant du *Tajo* traverse ensuite trois autres régions espagnoles<sup>196</sup> pour se jeter à l'océan au Portugal.

Sur cet objet symbolique qu'est l'eau, ce qui est critiqué ailleurs n'est pas différent de ce qui est souhaité ici. L'approvisionnement des populations ou la préservation des zones humides ne serait que des alibis qui servent à justifier hier et aujourd'hui la politique des transferts d'eau. La *tubería manchega* devient ainsi une construction, au sens réel et figuré. Elle cristallise les rapports de force entre les deux gouvernements autonomes concernés et le gouvernement central. L'eau est ici prise en otage dans les discours proférés par toutes les parties en jeu pour défendre des intérêts et des rapports de pouvoir.

De la même façon, dans les discours des acteurs politiques régionaux, la gestion des écosystèmes aquatiques de *La Mancha* s'organise autour de deux axes supposés antagonistes, l'agriculture d'irrigation et la protection des zones humides, et le fait d'entretenir l'apparence d'un conflit. Ces discours entretiennent une ambiguïté entre ces deux orientations et conduisent finalement à un modèle de perpétuation du conflit lié à l'eau, rythmée par un argument « naturalisé », sans cesse répétée et toujours inutile de « *salvar las Tablas de Daimiel* » (sauver les *Tablas de Daimiel*) servant au renforcement mutuel du réseau des communautés politiques et de la connaissance (Linton, 2004).

La « guerre de l'eau » est la version export d'un conflit qui se joue entre régions et au niveau national et qui sert des macro-intérêts politiques et territoriaux. D'autres représentations du conflit, cette fois-ci localisées à l'intérieur du bassin de l'*Alto-Guadiana* ont d'autres utilités pour les groupes en présence. Perpétuer la représentation du conflit est une garantie pour tous de pouvoir perpétuer leur propre raison d'être un acteur du bassin de l'*Alto-Guadiana*. Le conflit devient donc une ressource.

---

<sup>196</sup> Le fleuve *Tajo* en Espagne traverse les communautés autonomes d'*Aragón*, *Castilla-La Mancha*, *Madrid* et *Extremadura*.

## 8.3. Le conflit sur l'eau ne traite pas de l'eau

### 8.3.1. Mobiliser la notion de ressource pour développer un modèle de fonctionnement du conflit

Nous sommes ainsi amenée à nous demander si la représentation du conflit et son maintien n'est pas en fait une ressource pour le territoire étudié. Mais qu'est-ce donc qu'une ressource ? Il s'agit d'une notion couramment utilisée et qui pourtant possède plusieurs définitions associées à autant d'approches. Il n'est pas inutile d'effectuer au préalable une exploration détaillée de ce terme, de ses définitions et de son évolution grâce à la consultation de dictionnaires thématiques de géographie, économie, développement durable et environnement, ainsi que de dictionnaires linguistiques et étymologiques, tant en français qu'en espagnol et en anglais.

Le dictionnaire Larousse (2017)<sup>197</sup> définit le mot *ressource* comme « moyen financier, revenu, possibilité d'action de quelqu'un, moyens matériels produits dont un pays ou une régions peuvent disposer dans un domaine ». Cette dernière acception du mot *ressource* est plutôt moderne : pour l'édition originale du *Littre*, parue entre 1863 et 1872<sup>198</sup>, une *ressource* était plus associée aux capacités et possibilités d'action qu'à des matériaux produits. On disait alors qu'une *ressource* était « ce que l'on emploie pour se tirer d'un embarras, pour vaincre des difficultés, les forces de l'esprit, du caractère, auxquelles on a recours au besoin, les ressources d'une langue, les moyens pécuniaires ».

Cette définition plus ancienne, coïncide d'ailleurs avec les définitions actuelles en espagnol et en anglais. Pour le *Dictionnaire de l'usage de l'espagnol* de María Moliner (2002 : 888) la définition du mot *recurso* (ressource) est : « mettre en jeu, jouer, manipuler, utiliser, moyen qui est utilisé pour quelque chose, moyens que quelqu'un trouve ou qu'il produit pour obtenir quelque chose, ensemble d'éléments ou de biens disponibles pour couvrir un besoin ou entreprendre quelque chose ». Pour sa part, *Le Dictionnaire d'anglais Collins* (Hanks, 1979 : 1301) définit le mot *resource* (ressource, du vieux français *ressourse*) comme « capacité, ingéniosité et initiative, esprit d'initiative, source de richesse économique d'un pays ou d'une entreprise, aide ou soutien, recours en cas de besoin ».

Tous ces sens font écho à l'étymologie du mot *ressource* qui proviendrait de *ressourdre*, du latin *resurgere*, et qui aurait le sens d'un recours, d'un moyen d'action pour se relever, reprendre vie, remonter (Picoche, 1994 : 486). Ces définitions et leurs évolutions dans les différentes langues donnent à penser à un glissement sémantique<sup>199</sup> du mot *ressource*, l'ajout au fil du temps à son sens d'origine de « capacité » ou de « moyen » (en termes d'action) d'un sens nouveau de « matière » (en termes d'objet physique).

---

<sup>197</sup> <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais-monolingue> (consulté le 12/12/2017).

<sup>198</sup> <https://www.littre.org/definition/ressource> (consulté le 12/12/2017).

<sup>199</sup> « La notion de glissement sémantique s'applique à un mot et désigne une modification du contenu sémantique d'une forme, la adjonction d'un nouveau sens » (Le Draoulec *et al.*, 2014 :16)

On pourra s'étonner que la plupart des dictionnaires de géographie ne disposent pas de l'entrée « ressource ». Dans les cas où elle est présente, les définitions font référence à la ressource matérielle, comme celui du *Dictionnaire de géographie humaine* de Barret *et al.* (2000 : 156) pour qui « les ressources sont les richesses ou réserves naturelles que peuvent exploiter les sociétés humaines ». Seul le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* de Lévy et Lussault (2013 : 874) définit la ressource comme « une réalité entrant dans un processus de production et incorporé dans le résultat final de cette production », suggérant ainsi que les ressources sont toujours fabriquées, dont construites.

D'autres dictionnaires thématiques, comme celui de la science économique de Beitone *et al.* (2016 : 540), définissent uniquement les ressources naturelles comme « des biens qui ne sont pas produits par l'homme mais qui lui sont utiles comme facteurs de production ou de consommation ». Cela vaut aussi pour les dictionnaires plus axés sur le développement durable comme celui de Jacquemot (2017 : 587), pour qui les ressources ne peuvent être que naturelles telles qu'un « stock fini de matières utilisable à des fins économiques avec une technologie existante et exploitable avec un système de prix donné ».

La réflexion linguistique met en lumière un débat qui reste d'actualité en géographie entre deux manières d'appréhender les ressources : l'une dynamique (une ressource comprise en termes d'action) mobilisée par la géographie sociale (Gumuchian et Pecqueur, 2007) et une autre statique (une ressource en tant qu'objet physique) employée d'avantage par la géographie physique (Charvet et Sivignon, 2016). Une controverse dont s'emparent Lévy et Lussault (2013) dans leur *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés* lorsqu'ils traitent des ressources naturelles. Pour eux, dire d'une ressource qu'elle est naturelle n'est probablement pas adapté pour nommer quelque chose qui est créé et manipulé par l'homme. Ils proposent plutôt le terme *source*, pour nommer tout type de matière existant dans la nature. Mais identifier strictement les *sources* aux *ressources naturelles* enferme la dynamique des sociétés dans un carcan rigide et empêche leur compréhension, parce que cela nie la possibilité d'inventer de nouvelles ressources.

Si, en effet, dans cette définition les *sources* ou réserves bio-physiques sont incontestablement finies, les ressources au contraire seraient infinies à l'égard de la multiplicité des systèmes de valeurs, des niveaux technologiques, des systèmes productifs actuels et futurs et des dynamiques sociales (Blot, 2005). C'est dans cette perspective constructiviste que nous considérons le conflit environnemental en lui-même comme une ressource, soit la capacité ou le moyen d'obtenir quelque chose.

L'approche statique des ressources (naturelles), qui présuppose qu'elles se trouvent dans la nature en attendant que l'homme y jette son regard s'est imposée dans la communauté épistémique des gestionnaires, des institutions étatiques ou des économistes. On lui préférera néanmoins l'approche dynamique, une façon de concevoir les ressources dont on

peut considérer qu'elle est née en 1933, issue de la Théorie Fonctionnelle des Ressources énoncée par Zimmerman (1951).

Si la quantification des ressources naturelles et le conséquent alarmisme face à son épuisement appartient au raisonnement développé dans la période de l'entre deux guerres (années 1920-30), sa mobilisation dans les débats contemporains ne seraient que de simples réélaborations de ces vieilles catégories établies dans des contextes d'anxiété et de conflit armé (Urteaga, 1999). À la même époque, Zimmerman (1951) élabore la théorie selon laquelle le caractère fini et donc l'épuisement des ressources était la mauvaise façon de concevoir les ressources dans un sens économique et commerciale. Cette théorie, reformulée et suivie par un bon nombre d'économistes et géographes, a eu une reprise moindre dans d'autres disciplines en relation avec l'environnement comme l'écologie ou l'ingénierie. Cet écart entre disciplines serait dû, selon l'hypothèse lancée par Urteaga (1999), au regard pessimiste et coupable qui depuis les années 1970 nous montre une planète Terre au bord de l'épuisement. Il y aurait donc urgence à quantifier les ressources qui restent et pour réaliser cette quantification, il faut les penser en tant que matériaux naturels ou *sources* et non avec une approche dynamique et relationnelle comme celle que proposait Zimmerman.

D'après cette théorie, les ressources sont une création de l'homme. Elles représentent un ensemble d'opportunités que le milieu physique offre à la société à un moment ou à un autre de son histoire. D'où sa fameuse phrase « Les ressources ne sont pas ; elles le deviennent » (Zimmerman, 1951 : 14). Les éléments de la nature ne sont pas des ressources tant que les humains ne leur ont pas trouvé de valeur. Ce sont donc des éléments neutres dont la simple présence physique dans la nature ne fait d'eux des ressources qu'au moment où la capacité et le besoin humains s'en emparent. Le mot ressource est donc une abstraction qui se rapporte à une fonction, à une interaction entre l'homme et la nature.

La ressource n'est donc pas une chose, mais une capacité et cette capacité à mettre en relation définit une relation fonctionnelle, celle-là même que nous appelons « ressource ». La ressource modifie sans cesse la société, de même que la ressource est modifiée à son tour (Raffestin, 1980 ; Linton, 2006). Si une ressource est une propriété (Degregori, 1988) et pas une matière à acquérir ou à posséder (Raffestin, 1980), nous sommes donc tentée d'entendre cette notion à la représentation et à la dynamique du conflit lié à l'eau.

Comme le suggèrent Magrin *et al.* (2015 : 7), « les discours et les représentations sur la nature servent tout autant de ressources que la valorisation de matières physiques » en tant que « ressources immatérielles ». Ces auteurs affirment ainsi que « la conception de ce qui fait ressource dépend toujours des contextes sociaux spatialement situés, par nature divers » (Magrin *et al.*, 2015 : 7). Pour leur part, Gumuchian et Pecqueur (2007 : 148) et Buchs (2016b : 5) conçoivent également la ressource comme un processus relationnel de transformation d'un objet (matériel ou immatériel) en une *ressource accomplie* inscrit dans un espace et dans un temps déterminés. Pour ces auteurs (Gumuchian et Pecqueur (2007 :

82) et Buchs (2016b : 7), un objet devient ressource dès que des acteurs du système lui portent une intention de production et une identification de finalité.

L'initiative de la part des acteurs fournissant une intention au processus de construction de la ressource nous semble néanmoins une question délicate dans le cadre de l'approche du modèle *conflit-ressource* que nous essayons de développer. En premier lieu, pour le conflit dans l'*Alto-Guadiana*, mobiliser la notion de ressource ne doit pas être assimilé à la notion de *mobilisation des ressources dans un conflit* qui renvoie « aux moyens dont disposent les acteurs impliqués dans un conflit et à la structuration plus ou moins favorable des groupes concernés pour trouver un intérêt à s'engager dans une action collective » (Échaudemaison *et al.*, 2018 : 323). En second lieu, les acteurs de notre territoire d'étude perçoivent l'intention chez les autres acteurs mais, même si en pratique ils tirent un bien ou un service du conflit, ils ne tirent pas de conclusions sur leur propre intentionnalité. Nous pourrions aller jusqu'à parler d'une sorte de *refoulement* dans le sens de la psychanalyse, c'est-à-dire, un manque de traduction dans le conscient des traces inscrites dans la mémoire des perceptions (ou inconscient), à cause de la douleur ou du déplaisir qu'elles peuvent provoquer (Soueix, 2010).

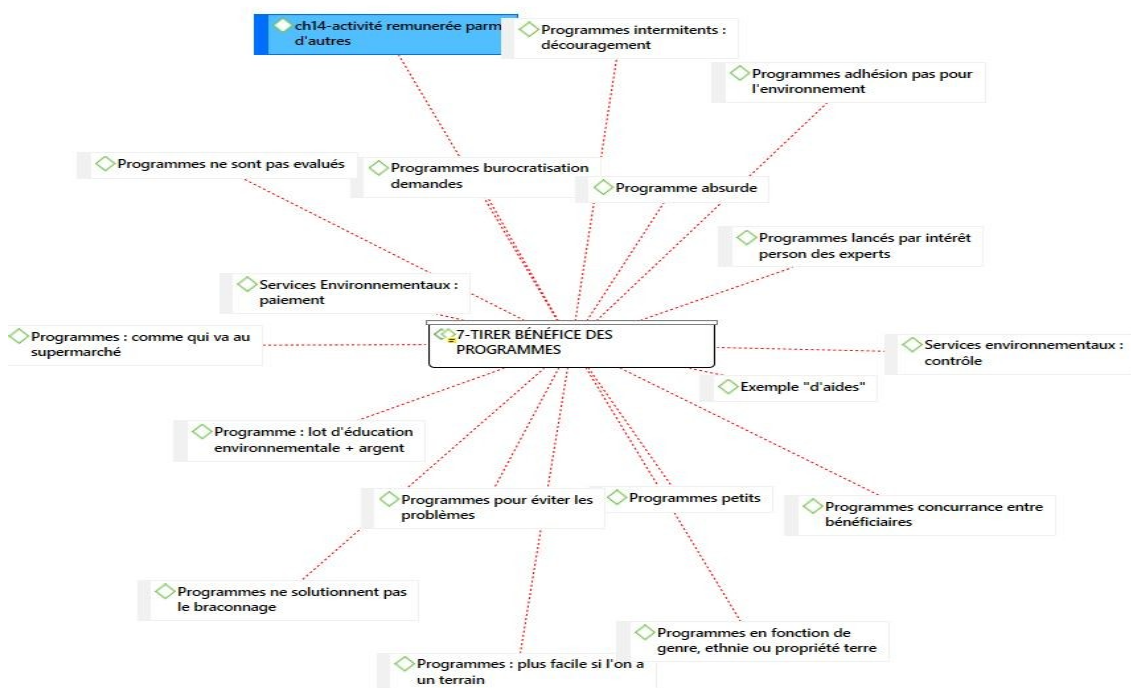
La fonction du conflit en tant que ressource transforme sans doute les dynamiques territoriales et l'analyse du jeu d'acteurs est essentielle pour comprendre son cycle de vie (émergence, construction, développement, déclin...) mais, de là à imaginer une coordination intentionnelle des acteurs pour faire du conflit une ressource, serait dans notre cas, aller trop loin. En revanche, on constate un récit commun sur l'eau dans l'*Alto-Guadiana* partagé par quasi tous les acteurs ainsi qu'un apprentissage collectif forgé après des années de cohabitation, le partage d'une histoire commune liée au conflit sur l'eau. Comme le pointent Gumuchian et Pecqueur (2007 : 149), « [les acteurs] ont la capacité de brouiller les pistes, tout dans le désordre, mais un désordre apparent, où en fait rien n'est totalement laissé au hasard ».

Quoi qu'il en soit, les résultats de notre étude montrent que la société fait du conflit environnemental, pour paraphraser Lévy et Lussault (2013 : 874), un objet d'action en lui-même, une ressource pour sa stabilité et son développement. L'eau a pris valeur de ressource à partir du moment elle a été mesurée, quantifiée, maîtrisée, dans un déplacement du regard depuis le politique vers le technique. Considérer le conflit sur l'eau comme une ressource implique un mouvement inverse, du technique au politique, et surtout renverse sa façon de l'appréhender : d'une situation à bannir (à résoudre), elle devient une situation à conserver et exploiter, même si elle refuse de s'identifier comme telle.

La pratique de la Méthode de la Théorie Enracinée dans l'analyse des discours *manchegos*, mais aussi les aller-retours répétés entre les discours recueillis dans ce bassin versant espagnol et ceux relevés dans celui mexicain de l'*Usumancinta* nous ont permis de développer un modèle de fonctionnement du conflit basé sur la dynamique circulaire de ce que nous avons appelé « problème-programme ». Nous avons choisi cet enchaînement de

deux termes en raison de son utilisation *in vivo* par les acteurs mexicains du bassin de l'*Usumacinta* (Figures 33 et 34) et, finalement, son applicabilité aux deux contextes espagnol et mexicain. Ceci nous a guidé pour la réflexion et la préfiguration d'un modèle de *conflit-ressource* que nous présentons plus loin.

Pour nous, la différence de consolidation de la représentation du conflit dans les bassins de l'*Alto-Guadiana* et de l'*Usumacinta* a été finalement fertile. Si le premier terrain était *a priori* mieux connu au lancement de ce travail, le second a fait office de laboratoire. La méconnaissance initiale du terrain mexicain, pourrait-on dire, a poussé à aller à l'essentiel, ce qui a mis en lumière les relations dynamiques « problème-programme », a permis de les appliquer au contexte *manchego*, plus opaque et plus complexe et a finalement fondé notre modèle théorique commun d'interprétation, valable pour les deux contextes en dépit de leurs disparités physiques et sociales.



**Figure 33. Capture d'écran du groupement de sous-codes associés au code principal « programme » selon notre analyse qualitative sur le logiciel Atlas.ti 8. Source : González Besteiro (2020).**



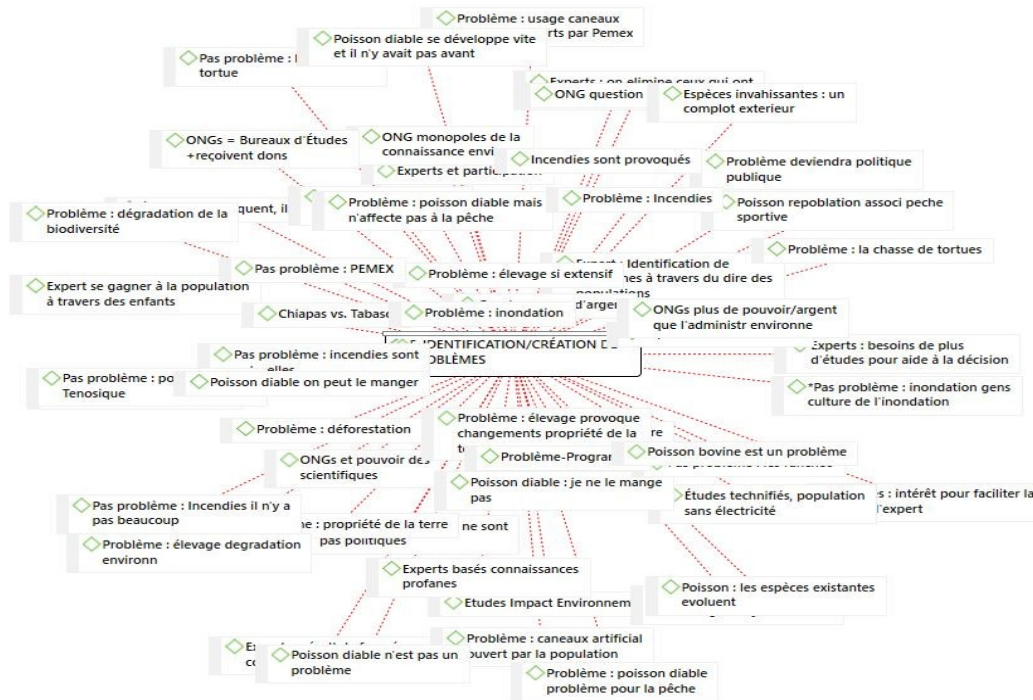


Figure 34. Capture d'écran du groupement de sous-codes associés au code principal « problème » selon notre analyse qualitative sur le logiciel Atlas.ti 8.  
Source : González Besteiro (2020).

### 8.3.2. Un modèle *conflit-ressource* issu du terrain d'étude

Dans le bassin de l'*Alto-Guadiana*, la représentation du conflit a eu des décennies pour s'élaborer, se cristalliser, et se stabiliser, et pour produire un discours bien établi. On y parle de conflit et on en a fait une ressource structurée qui, au fur et à mesure du passage du temps, a produit des changements de représentations (de l'eau souterraine infinie des années 1980 à la pénurie d'eau souterraine actuelle) et figé des discours qui s'y attachent. Dans le bassin de l'*Usumacinta*, l'expertise est dans son ensemble récente, l'identification de la problématique environnementale est encore jeune et, s'il doit y avoir conflit, celui-ci est encore en phase d'élaboration. On y parle de problèmes, d'opposants et de stratégies pour chaque groupe d'acteur, mais le conflit est une ressource encore éparpillée et en devenir. Le conflit pourra peut-être se consolider dans les années à venir autour des dynamiques que l'enjeu du changement climatique imposera aux sociétés.

Ce processus de construction du *conflit-ressource* à partir de petits foyers conflictuels peut s'accélérer dès lors que la visibilité du conflit sort du domaine local et acquiert des dimensions nationales, voir internationales. L'extérieur qui regarde, juge, conseille, voire impose des actions pour résoudre un *problème*, source du conflit, considéré comme un dysfonctionnement, est aussi celui qui est prêt à apporter de l'expertise-connaissance

environnementale, des fonds et de l'appui à la réglementation pour éliminer l'anomalie conflictuelle sous la forme de *programmes*.

Quelque soit le bien-fondé de cette démarche, elle se traduit par un système coercitif en échange de certains bénéfices pour les acteurs locaux. À la fin heureuse promise par les solutions se substitue un autre issue, une autre fin heureuse inattendue : la pérennisation du conflit et sa transformation en *conflit-ressource*.

Le modèle théorique de fonctionnement du *conflit-ressource* que nous proposons ici (Figure 35), « n'est qu'un recours illustratif » comme dirait Orain (2016 : 224) dans la mesure où il ne prétend pas être autre chose qu'une « interprétation des données déjà organisées sous forme de régularités empiriques » dans le sens de Samain (2016 : 17), pour qui les modèles en sciences sociales ne sont ni une mathématisation du réel ni une vérité intrinsèque, mais une concordance avec des configurations constatées dans le système étudié. Notre modèle est ainsi applicable aux deux espaces d'étude. Il comporte deux boucles continues autour du *problème* (source potentielle de conflit) et du *programme* (solutions au conflit) : la boucle des acteurs liés à l'eau (la population-usagers) et celle des acteurs liés à la connaissance de l'eau (les experts de l'environnement). Au milieu, en partage avec le problème et le programme se trouve un troisième groupe d'acteurs, ceux liés à l'action sur l'eau (politiques, gestionnaires et décideurs).

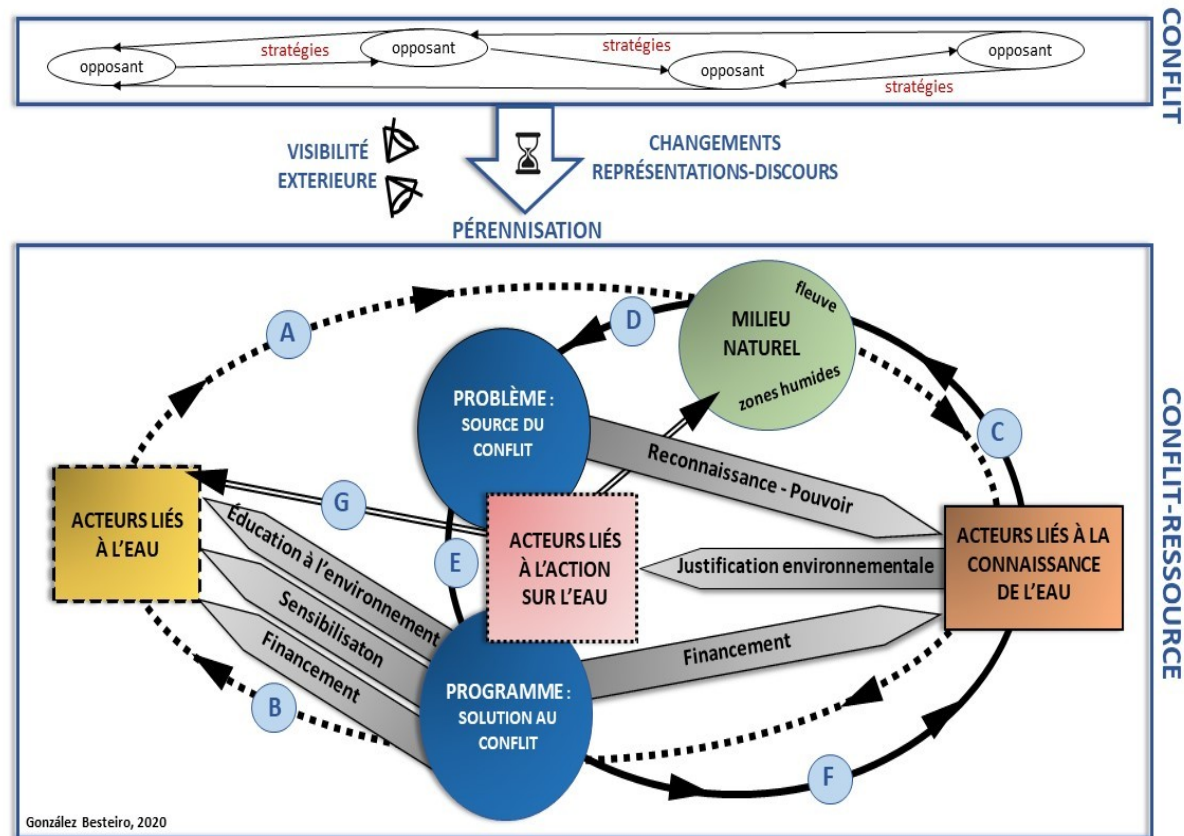


Figure 35. Proposition de modèle de métamorphose d'un conflit en conflit-ressource.

Le modèle conceptuel de fonctionnement du conflit-ressource implique plusieurs éléments. Pour les acteurs liés à l'eau : A : Usage dit ou supposée « non durable de l'eau et des milieux aquatiques. B : Usage sous contrôle de l'eau et des milieux aquatiques. Pour les acteurs liés à la connaissance de l'eau : C : Mise en relation avec des « mauvaises » pratiques locales. D : Identification du problème environnemental. E : Proposition de programmes nécessitant expertise. F : Fourniture d'expertise. Enfin, pour les acteurs liés à l'action sur l'eau : E : Proposition de programmes nécessitant expertise. G : Proposition d'action sur la population locale et sur le milieu naturel.

Source : González Besteiro (2020).

La première boucle, associée aux acteurs liés à l'eau (agriculteurs irrigants, pêcheurs, éleveurs etc., ces « gens » que nous avons décrits dans les chapitres précédents), est en relation avec le *milieu naturel* (fleuves ou zones humides) et avec le *programme*. Au démarrage de la boucle, les habitants de chacun des territoires font un usage de l'eau et des milieux aquatiques (Figure 35 : A), assez traditionnel en ce qui concerne l'*Usumacinta* et plus moderne, en tout cas depuis les années 1970-1980, dans le bassin de l'*Alto-Guadiana*.

Dans le bassin de l'*Usumacinta*, jeter de l'huile usée provenant des cuisines domestiques ou avoir quelques têtes de bétail, pour ne citer que deux exemples, sont considérés par les experts comme des activités non durables et préjudiciables à la biodiversité et au maintien des écosystèmes. Dans le bassin de l'*Alto-Guadiana*, avoir des terres en irrigation en excès sur les aquifères *manchegos* est considéré également comme une agression contre le maintien des écosystèmes aquatiques. Ces pratiques sont identifiées comme des *problèmes*, sans tenir compte des motivations de la population qui en a l'usage.

Afin d'éviter ces pratiques indésirables, cette même population d'utilisateurs se voit attribuer des *programmes* décidés par les politiques et dont les experts fournissent une justification environnementale de leurs actions, au service du milieu naturel et des populations cibles (Figure 35 :G). Ces programmes sont, en règle générale, un composite d'éducation à l'environnement (qui ciblent plutôt les enfants), de campagnes de sensibilisation (plutôt pour les adultes) et de ressources financières destinées à encourager le changement des pratiques, par exemple sous forme de paiements pour des services environnementaux ou de banques de l'eau. À partir du moment où ces *programmes* sont mis en place, les activités traditionnelles sont théoriquement mises sous contrôle (Figure 35 :B) et surveillées par l'autorité environnementale compétente.

On pourrait supposer que les problèmes environnementaux identifiés sont éliminés grâce à cet ensemble de mesures, mais nos observations et interprétations de terrain démontrent que nous en sommes loin. En effet, une fois que la population a fait l'expérience et a pris conscience de la valeur positive des problèmes, elle sait que continuer de mener ses pratiques traditionnelles, celles-là mêmes qualifiées inappropriées, va lui valoir d'accéder à d'autres fonds et d'autres programmes pour résoudre une et mille fois le même problème.

C'est ainsi que l'échec devient plus rentable que la réussite. En d'autres termes, les populations cibles du bassin de l'*Usumacinta* vont exploiter d'une manière durable non pas l'eau et les ressources naturelles, selon le souhait affiché de la communauté des experts, mais plutôt le problème lui-même. Ceci doit permettre une pérennisation des programmes destinés à une population qui, sans cette aide extérieure, aurait du mal à générer des ressources monétaires équivalentes.

Dans le bassin de l'*Alto-Guadiana*, nous observons le même type de mécanisme : les politiques, conseillés par les experts environnementaux, proposent alors des solutions (Figure 35 :G) et mettent en place des programmes pour subventionner le manque à gagner

d'une diminution de la consommation d'eau par l'agriculture, accompagnés, au moins en théorie, d'un système de contrôle des extractions des eaux souterraines pour vérifier la bonne exécution des mesures adoptées. Force est de constater qu'avec ou sans programmes les pratiques continuent à être les mêmes ou évoluent selon d'autres critères que ceux retenus par les experts. Le nombre des puits illégaux reste le même ou continue même à s'accroître. À l'instar de ce qui se passe dans le bassin de l'*Usumacinta*, la dynamique de l'échec suscite une nouvelle génération de programmes.

Dans les deux cas, les bénéfices que procure le mécanisme *problème-programme* n'empêchent pas les usagers de l'eau et des écosystèmes aquatiques de continuer à se plaindre et à demander toujours plus. Mais dans un bassin comme dans l'autre, leurs niveaux de vie se sont améliorés : les uns ont la télévision, payent les frais de l'école ou mangent du poulet plus souvent dans le bassin de l'*Usumancinta* ; les autres peuvent envoyer leurs enfants faire des études universitaires dans le bassin de l'*Alto-Guadiana*, toutes choses qu'ils n'auraient pu se permettre ou dont l'accès aurait été plus difficile sans cela. Associer publiquement ces progrès à l'existence de ce mécanisme conflictuel serait contre-productif. Se plier complètement aux prescriptions environnementales serait agir contre ses propres intérêts.

Dans un cas comme dans l'autre, le contrôle environnemental et les propositions venues du monde de la connaissance et de la politique sont approximatifs. Doit-on en déduire, en dépit de toutes les déclarations, que la bonne marche des processus de résolution des problèmes environnementaux n'est pas non plus intéressante pour la communauté de la connaissance et pour les politiques publiques ? Ceci nous amène à la deuxième boucle de notre modèle, celle qui concerne les acteurs liés à la connaissance de l'eau (scientifiques, écologistes, gestionnaires, ingénieurs, etc.). Cette boucle met en relation, comme la précédente, le *milieu naturel* (fleuves et zones humides) et le *programme*, mais elle incorpore en plus le *problème* et sa définition, auxquels la population et les usagers n'ont pas d'accès.

Ici, la boucle *problème-programme* suit quatre étapes bien définies : une première où l'expertise environnementale prend conscience des « mauvaises » pratiques locales (Figure 35 :C), celles qu'elle juge préjudiciables à la conservation de la nature. Une fois le *problème* identifié (Figure 35 :D) à partir d'une série de diagnostics, des *programmes* sont proposés (Figure 35 :E) aux instances politico-administratives adéquates (niveaux régional, national ou international). Lors de leur exécution, ces programmes nécessitent une expertise qui sera fournie (Figure 35 :F) par les membres de la communauté de la connaissance qui en fait la demande.

Ce circuit destiné à résoudre les problèmes environnementaux est implacablement logique mais dans la réalité ne fonctionne pas ou fonctionne suffisamment mal pour que le cycle se répète encore et encore. Ceci oblige à examiner la part de responsabilité et les bénéfices que la communauté des experts et du politique tire de l'échec des programmes et de la reproduction de ce cycle. Ces bénéfices n'apparaissent pas minimes : on citera d'abord la reconnaissance scientifique, sociale ou politique procurée par l'affichage des problèmes et

la participation aux programmes. Produire des données environnementales rendant compte d'un hypothétique état de référence ou d'un équilibre écologique à atteindre donne aux experts une position de pouvoir face aux politiques et aux populations.

Les experts sont, ainsi, investis d'une mission, la protection de la nature, et pour la mener à bien ils ont besoin non seulement de prestige professionnel, mais aussi des ressources financières nécessaires pour assumer leur responsabilité. Même si, le plus souvent, ils s'en défendent, leurs données environnementales peuvent aussi être utilisées comme argument ou justification de choix politiques et sont donc « des enjeux de pouvoir(s) liés aux choix des sociétés qui s'inscrivent dans le temps et des stratégies de maintien des ressources économiques en jeu » (Blot *et al.*, 2018 : 212).

Les deux boucles du modèle se nourrissent de l'échec des solutions et de l'inefficacité des programmes. Les populations perçoivent les prescripteurs (experts) comme des gens savants mais étranges et vont chercher dans leurs propres logiques les bénéfices qui leur permettront de prospérer. Même si, pour la plupart, les experts sont conscients que le développement des sciences et de la technique crée de nouvelles incertitudes (Callon *et al.*, 2001), ils puissent dans la quantification d'indicateurs la possibilité de maintenir leur condition savante et leur position de pouvoir.

Même si l'ensemble des acteurs préfère regarder ailleurs, le conflit devient ainsi une ressource positive en tant que producteur de territoire. En effet, comme l'affirme Depraz (2014 : 285) « l'une des idées essentielles avancées par les recherches en géographie sociale sur les espaces protégés repose sur l'idée que le conflit est un mode *normal* d'évolution de la territorialité locale autour d'un espace protégé, voire, à l'extrême, qu'elle peut lui être bénéfique ». C'est ainsi que le conflit est un mode de construction sociale de la relation à l'espace protégé qui permet de structurer les rapports sociaux sur la scène locale. (Laslaz, 2007).

Ces résultats rejoignent les conclusions de Magrin (2015) lorsqu'il décrit dans un article à titre évocateur : « *Double alchimie au lac Tchad : ou comment transformer la ressource en pénurie et la pénurie en ressources* », le mécanisme dans lequel les ressources de ce grand lac sahélien « sont mises en scène pour le registre de la pénurie, et comment celui-ci est instrumentalisé pour mobiliser en retour les ressources internationales » (Magrin, 2015 : 167). Là, comme dans notre modèle de fonctionnement du *conflit-ressource*, on retrouve le regard extérieur qui donne visibilité à un problème lié à la pénurie d'eau et « au mythe écopolitique de la disparition du lac Tchad » (Magrin, 2015 : 176). Là, également, comme dans notre terrain d'étude « les moments de mise en scène du mythe de l'assèchement coïncident avec de fortes pluies qui laissent les journalistes conviés à sonner la mobilisation en plein désarroi » (Magrin, 2015 : 191). Les conclusions de cette étude de cas rejoignent ainsi les nôtres quant au potentiel d'innovation que le *conflit-ressource* porte en lui.



## CONCLUSION

*« Je me pose la question de savoir si  
ce que je vois correspond à ce qui est.  
Et des fois, je suis surpris de ce que les autres voient  
et parfois persistent à ne pas voir »*

*Pierre Gentelle, 2008*





Cette thèse finalement n'est assurément pas une thèse sur l'eau. Ses résultats mettent d'abord en évidence les limites d'une lecture du conflit uniquement depuis les sciences expérimentales et techniques. Ils soulignent aussi la productivité des situations affichées de conflit, dont tous, les politiques, les gestionnaires, les usagers, les populations et la communauté de la connaissance sur l'eau ont intérêt à assurer la pérennité. Ils fournissent enfin des pistes sur ce qui, pour nous, pourrait-être la place des sciences humaines et sociales, et plus particulièrement la géographie sociale dans l'étude des conflits sur l'eau, non seulement en tant qu'outil de compréhension et de réflexion mais aussi d'action sur le territoire.

On reviendra au préalable sur les choix qui ont présidé à ce travail : comme nous l'espérons, approfondir un conflit « enkysté » et « froid » a incontestablement été fertile dans la mesure où nous avons été confrontée à un dialogue avec les acteurs plus apaisé et fructifère que celui issu d'un cas d'affrontement ouvertement conflictuel. Notre positionnement théorique, avec le choix d'un constructivisme réflexif (Lemieux, 2012) et néomatérialisme (Coole et Frost, 2010), du recours à la Théorie des Représentations Sociales (Jodelet, 1989a ; Moscovici, 2004) et d'une approche *political ecology* dans son acception anglophone, s'est non seulement avéré satisfaisant pour une écologue récemment entrée dans le champ social, mais a aussi démontré sa validité lors de nos recherches. Au prix d'un travail besogneux et chronophage, nos choix méthodologiques, fondés sur l'analyse des discours d'un corpus constitué d'entretiens semi-directifs et d'observations directes nous ont livré des informations inédites pour les acteurs du terrain étudié. Elles ont produit du sens et finalement nous ont permis le retour souhaité à la théorie.

Plusieurs aspects, largement traités dans les précédents chapitres, peuvent être soulignés. Le premier tient à l'approche qualitative et inductive employée. Elle est considérée au mieux avec circonspection par les scientifiques de la nature et fait l'objet de débats au sein même de la géographie. Son utilisation et la réflexivité qu'elle nous a imposée fournissent quelques éléments de compréhension de son intérêt et de ses exigences. La Méthode de la Théorie Enracinée (Glaser et Strauss, 2010) a laissé à l'expression du terrain l'émergence des hypothèses au fil des entretiens, des observations et des analyses successives, nous confiant le soin de tracer un chemin de progression, de confirmation ou d'abandon.

Ceci s'est apparenté à un puzzle dont au départ on ne disposait pas de l'image globale pour en imbriquer les pièces mais où chaque découverte inattendue a contribué à la construction d'un modèle théorique ancré dans le terrain. Contrairement à une démarche déductive et/ou quantitative où les hypothèses définies fonctionnent comme fil conducteur pour le déroulement du travail de recherche, l'approche inductive et qualitative suppose une vigilance et une prise de risque à chacune des étapes d'un travail qui peut être considéré « sans filet ». Son principal défaut, peut-être, est celui de ne pas être déléguable, de se voir privée des moyens externalisés notamment concernant les transcriptions des entretiens, dans la mesure où chaque étape exige le maximum des capacités du chercheur qui est le seul à disposer des pièces du puzzle et donc en capacité d'identifier et d'analyser les pistes et les indices éclairants au fur et à mesure de leur apparition.

Face à notre objet d'étude situé, le conflit lié à l'eau dans l'*Alto-Guadiana*, nous avons aussi évité de consacrer les premières étapes de notre recherche à l'abondante littérature qui lui est consacrée et avons donné la priorité à la parole des protagonistes du conflit. Relire ces travaux dans la bibliographie scientifique et technique spécialisée donne alors une sensation d'étrangeté. L'eau y est d'emblée considérée comme un problème, ne serait-elle que cela ? Si c'est le cas, pourquoi alors consacrer autant de pages et d'énergie à décrypter, diagnostiquer, dénoncer ce problème et si peu à proposer des solutions ? La plupart des travaux s'accordent à situer la solution dans une gestion durable de l'eau sans guère en définir les modalités : la gestion doit être bonne, elle s'oppose évidemment à la mauvaise et nous n'en saurons guère plus. Si cela était la solution miracle, pourquoi le problème (local, mais aussi présenté comme national, voire mondial) sur l'eau continue-t-il à exister et quels sont les facteurs qui s'y opposent ?

Le modèle de fonctionnement *conflit-ressource* proposé par cette thèse a l'intérêt de mettre en évidence deux niveaux de discours. Le premier, explicite, met l'accent sur un problème à résoudre. Le second, implicite, et que seule une recherche approfondie en SHS peut faire apparaître, suggère que la solution a déjà été trouvée par le jeu d'interactions et régulations sociales. Ce travail permet aussi de montrer comment le conflit est convoqué pour faire vivre l'ensemble d'une société inscrite dans un contexte territorial conflictuel, dans un cycle qui a trouvé son équilibre, et ceci fournit des éléments de compréhension précieux et peut-être en partie originaux sur les dynamiques de nos sociétés.

L'eau dans le bassin de l'*Alto-Guadiana* est rythmée par son climat méditerranéen : un territoire où selon les points de vue, la pénurie d'eau règne ou l'eau existe en abondance : ses étendues semi-arides, l'absence quasi généralisée de cours d'eau superficiels s'opposent à l'existence de grands aquifères dans le sous-sol et de quelques zones humides vestiges d'un passé de plaines inondables. Ses deux hydrosystèmes notables y sont traditionnellement les mal-aimés de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau, fluviocentrée.

Par leur invisibilité et aussi sans doute leur inaptitude à des grands aménagements hydrauliques, les eaux souterraines sont les systèmes les moins explorés et font l'objet d'une gestion approximative, avec des modes et des outils dérivés de ceux appliqués aux eaux superficielles. Ce manque d'intérêt et les difficultés techniques réelles à en appréhender le fonctionnement font que l'hydrogéologie a du mal à les cerner et en prédire les évolutions. D'un côté, l'agriculture d'irrigation locale, largement appuyée par l'aide publique, a trouvé dans ces eaux abondantes et jugées infinies une des bases de son développement. De l'autre, l'intervention de l'administration hydraulique sur les eaux souterraines s'apparente à l'exercice d'un pouvoir aveugle, et les confrontations dues aux déclarations de surexploitation des aquifères à un dialogue de sourds.

L'autre hydrosystème est constitué par des zones humides d'un intérêt écologique particulier dans l'*Alto-Guadiana*, dont l'assèchement périodique et pour certaines, la haute

salinité de leurs eaux, produit des écosystèmes uniques dans le contexte de l'Europe occidentale. Leur existence est traditionnellement menacée pour la colonisation agricole. Plus récemment, leur prise en charge en tant qu'espaces naturels protégés prend parfois des chemins insoupçonnés où la permanence de l'eau est impérative, pour maintenir des espèces ornithologiques convoitées par les pouvoirs publics ou le milieu écologiste ou pour mettre en scène un décor de carte postale sur ce qu'une zone humide « naturelle » doit être. Ces zones humides sont affichées comme un important patrimoine écologique mais économiser l'eau souterraine qui théoriquement les alimente est un alibi périodiquement utilisé pour justifier des programmes pharaoniques d'aide aux agriculteurs.

Face à ces éléments, la communauté de la connaissance écologique a produit un discours logique et prévisible : d'un côté, les eaux souterraines sont menacées par un développement démesuré de l'agriculture irriguée et la région va faire face à une pénurie d'eau permanente. De l'autre, les zones humides qui en dépendent doivent impérativement être protégées en raison de leur intérêt écologique. La problématique concernant les eaux souterraines, qui méritait évidemment d'être explorée, s'est convertie en un dogme immuable qui ne prend en compte ni les incertitudes du cycle de récupération des aquifères, reconnues par les hydrogéologues eux-mêmes, ni les évolutions des pratiques d'irrigation. La défense des zones humides, une priorité environnementale elle aussi évidemment raisonnable, a pris avec le recul du temps une dimension étonnante : elle semble inversement proportionnelle à l'intérêt écologique de ces zones, néglige les plus particulières pour se concentrer sur une poignée d'entre elles, et avant tout, sur le Parc National des *Tablas de Daimiel*.

Comme nous avons pu le constater, les *Tablas de Daimiel*, qui éclipsent toutes les autres zones humides de l'*Alto-Guadiana*, qui sont un *géosymbole* régional et dirions-nous national de la protection de l'environnement en Espagne, dont la gestion au mépris des règles générales pour d'autres parcs nationaux espagnols est jalousement conservée par l'État, ne sont guère qu'une retenue garantie par deux barrages qui régulent leur hydrométrie. On ne peut que le constater et essayer de comprendre comment nos représentations d'une « nature naturelle » rêvée nous amènent à des choix étonnants, ceux-là même qu'il importe de relever et de signaler. Quelle serait la réaction des visiteurs des *Tablas de Daimiel*, venus voir un monument de nature s'ils savaient qu'ils se trouvent face à une retenue d'eau pas si différente des centaines qui jalonnent le territoire espagnol ?

Deux facteurs sont sans doute à prendre en compte quant au positionnement de la communauté des experts en écologie et hydrogéologie face à la situation hydrique, dite conflictuelle, de l'*Alto-Guadiana*. Le premier tient à la fracture entre les appartenances institutionnelles des experts environnementaux travaillant sur la Réserve de Biosphère *La Mancha Húmeda*. Pour ceux extérieurs à la région, provenant pour la plupart d'institutions publiques de recherche à caractère national, le conflit est traduit de manière technique : la bonne gestion de l'eau *versus* la mauvaise gestion. Les experts locaux reconnaissent une situation plus complexe et nuancée que leurs collègues de Madrid. Ils soulignent l'étrangeté de l'objet socio-écologique de protection que représente la Réserve de

Biosphère et se déclarent impuissants face à un conflit dont ils reconnaissent le caractère social mais qui jusqu'ici n'a été traité que par les sciences naturelles. L'autre facteur est d'un autre ordre : l'intérêt démesuré des experts pour les *Tablas de Daimiel* n'est pas étranger à la plus grande facilité d'obtention de financements dès lors qu'ils concernent ce symbole cher aux gestionnaires, aux environnementalistes et aux politiques.

À la manière de celui qui a perdu ses clés et ne les cherche que sous le lampadaire parce que c'est le seul endroit où il y a de la lumière, la communauté de la connaissance écologique et le monde agricole semblent accorder une importance particulière à l'hydroconflit dont l'examen et les propositions de résolution sont susceptibles de leur apporter du pouvoir, du prestige et des subventions. À l'opposé, nos résultats mettent en évidence la relative indifférence d'une grande partie de la société *manchega* pour un conflit qui devrait en principe les toucher par sa proximité. Le conflit n'est ainsi repris et utilisé que lorsqu'il satisfait les intérêts de l'un ou l'autre groupe social.

Nous avons pu également constater la résistance de la matière naturelle aux problématiques qui lui sont destinées par ses propres moyens de transformation, d'organisation et de pouvoir d'action indépendants des actions des humains. C'est le cas de l'eau superficielle dans la plaine *manchega* qui tantôt semble avoir disparu pour toujours suscitant un alarmisme difficilement justifiable, tantôt provoque des inondations spectaculaires à la limite du sinistre. C'est aussi le cas des aquifères, dont les flux restent mal connus et qui ont démenti les prédictions catastrophistes en se rechargeant bien plus vite que prévu. C'est enfin le cas de la pluie, la « maudite pluie » dont parlait un de nos interlocuteurs. La pluie, l'eau incontrôlable, préservée des discours conservationnistes et de l'emprise des gestionnaires est aussi celle dont l'arrivée perturbe les discours établis sur la pénurie d'eau de l'*Alto-Guadiana*.

Les sciences techno-naturelles, qui tiennent tant à être considérées et qui se considèrent elles-mêmes comme neutres et indépendantes du politique, font de la politique sans à peine se rendre compte de la contradiction. Alors que les chercheurs en sciences humaines et sociales ne se voient offrir que deux positions préalables, soit afficher un positionnement idéologique, soit justifier sa neutralité, les experts de la nature n'ont nul besoin de cette justification dans la mesure où leur neutralité irait de soi. Mais le format imposé de leurs propos est bien souvent perçus par les sociétés auxquelles ils s'adressent comme arbitraire. Leurs certitudes et leur assurance lorsqu'il s'agit de déclarer un aquifère surexploité ou de proclamer l'excellence d'une retenue d'eau qu'il faut conserver à tout prix sont mal perçues. Leur tendance à la culpabilisation d'autrui génère aussi inmanquablement des tensions. Les dissonances entre les affirmations chiffrées sur l'eau qui fait conflit dans l'*Alto-Guadiana* et la réalité constatée par les usagers peuvent provoquer une certaine inquiétude dans la mesure où elles déconsidèrent le travail scientifique en général.

Ceci ne veut aucunement dire que les expertises se trompent ou que leur intervention est inutile, mais qu'un minimum de précautions serait nécessaire. L'état de nature de référence

auquel elles nous proposent de revenir est le fruit d'une idée de nature idéalisée et un concept quelque peu dépassé. Les indicateurs et les analyses statistiques qui constituent la base de leurs diagnostics peuvent comporter autant de choix de pondération et de correction de données « mal quantifiées » qu'un traitement de données qualitatives. Le débat sur la « preuve statistique » et son rôle reste actuel, tel qu'il avait été déjà mis en avant par Bourdieu (1979). Possède-t-elle un rôle d'exploration, de description, de démonstration ou est-elle plutôt la confirmation des idées que l'on avait déjà en tête ? (Desrosières, 2008). Les chiffres sans doute ne mentent pas, mais ils risquent d'enfermer ceux qui les créent et les utilisent dans une seule dimension de la réalité sociale et de les empêcher d'installer un cadre de dialogue sur une autre part de la réalité, alors que cette part peut être déterminante dans la compréhension des situations conflictuelles.

Il faut enfin admettre que la lecture écologique du territoire a ses limites. Des limites où les débats sur l'eau et sa supposée pénurie nous renvoient à d'autres dimensions, celles de la lutte pour une suprématie territoriale entre le pouvoir de l'État national et celui régional des communautés autonomes espagnoles, une tension historique toujours d'actualité qui prendrait la forme des forces « centralisatrice-décentralisatrice » où l'eau est un argument commodément repris par l'un et par les autres en fonction de leurs propres intérêts. Des limites aussi, souvent cruellement rappelées par les sociétés agricoles concernées qui tout au long des décennies passées ont su s'adapter à des choix d'utilisation plus rationnelle de l'eau d'irrigation par des logiques d'action qui leur sont propres. À ce titre, il est intéressant d'observer comment en dépit des évolutions du monde agricole *manchego* vers des cultures moins consommatrices en eau et des systèmes d'arrosage plus performants qui ne sont sans doute pas pour rien dans la récupération convenable des niveaux phréatiques, les cris d'alerte environnementalistes continuent à se faire entendre aujourd'hui comme hier sur la base d'une culpabilisation de la profession agricole et d'un conflit qu'il ne faut surtout pas cesser de proclamer.

Mais au dire des acteurs issus de la connaissance environnementale, la critique du gaspillage de l'eau ne concerne pas tous les acteurs de la profession agricole de la même manière. Nous avons ainsi pu constater tant dans les discours recueillis au Mexique qu'en Espagne deux phénomènes récurrents, signalés dans nos chapitres précédents. Le premier est la relative exclusion des agents économiques d'une certaine importance. En Espagne les pratiques agricoles des grands propriétaires terriens paraissent peu connues, bien moins en tout cas que celles des petits agriculteurs, plus et mieux étudiées. De la même façon au Mexique, des différences de traitement ont été observées entre les colons et les populations indigènes dès lors qu'il s'agissait de définir les problèmes environnementaux. Dans les deux cas, il semble que la culpabilisation soit à la mesure des capacités de réponse des acteurs concernés : la communauté environnementale semble plus pressée de qualifier et de traiter avec les moins puissants.

Le deuxième phénomène est dans les deux pays l'usage généralisé du terme *gente* (les gens). Même si beaucoup de ceux qui le prononcent en rejetteraient l'accusation, ce terme porte incontestablement une charge de mépris. La *gente*, ce sont les petits agriculteurs en

Espagne, la population indigène au Mexique. Ce sont ceux qui ne savent pas et qui trop souvent ne veulent pas savoir. Ceci réduit le cadre humain de la réflexion environnementale à une confrontation entre l'élite et la masse, la connaissance et l'ignorance, où la science est la solution en forme de « programmes » et les usages et pratiques de la population sont le « problème ». Dans ce cadre tout devient permis : répéter les messages et tenter de faire voir la lumière, faute de mieux acheter la collaboration, punir ou mettre des barrières pour interdire les accès.

La connaissance environnementale s'inscrit ainsi dans une vision sociale élitaire et participe en connivence avec le champ politique à la centralisation de la société et à l'exclusion des mécanismes de démocratie locale. Si ces structures de pouvoir acceptent le débat ou feignent de le faire, c'est dans un cadre défini par elles qui affaiblit l'initiative locale. La réussite du modèle hydro-agricole d'*Al-Andalus* résidait dans la production de modes de répartition, de réglementation de la gestion des eaux et d'une administration souple et émancipatrice qui laissait la place à l'initiative des communautés paysannes à l'échelon local (El Faïz, 2005). Mais les processus actuels de participation et de concertation ne sont guère que des lieux où les profanes sont invités à ne pas discuter (Riaux, 2008).

Un film chilien « *El Club* »<sup>200</sup> raconte l'histoire de quatre prêtres catholiques déclassés par l'Église et envoyés dans une maison de repos d'un village reculé comme mode de châtement pour leur comportement censurable ou embarrassant pour leur institution. Un des religieux se défend : « de quoi vivrions-nous s'il n'y avait pas de péchés dans le monde ? » Les nouvelles responsabilités que se sont octroyées les spécialistes de la connaissance environnementale qui sont passés de l'observation et l'analyse des phénomènes naturels à un rôle de lanceurs d'alertes, les situent dans une perspective analogue : « de quoi vivrions-nous s'il n'y avait pas de problèmes environnementaux dans le monde ? ». Ceci fait d'eux non seulement des porteurs de solutions, mais aussi des porteurs de problèmes. Ils transforment le conflit environnemental en ressource. L'exploration d'un terrain nouveau peu étudié jusqu'ici par les organisations environnementales comme peut l'être le bassin de l'*Usumacinta* dans l'État mexicain de *Tabasco* est à ce titre exemplaire. L'exhibition de problèmes là où la société locale n'en voyait pas permet d'établir une économie de la protection environnementale à l'instar de ce qui se passe dans l'État voisin du *Chiapas*, devenu un territoire d'« écopouvoir » (Lascoumes, 1994).

Que le discours environnemental ne trouve pas tant son hégémonie dans ses propositions de solutions que dans l'expression des problèmes porte forcément préjudice à toute forme de dialogue ou de concertation avec les autres acteurs des territoires. Comme le rappelle Ostrom (2014 : 182) « des individus qui ne partagent pas une même vision des problèmes auxquels ils sont confrontés, qui n'élaborent pas des mécanismes leur permettant de décomposer les problèmes complexes et qui ne reconnaissent pas la légitimité des divers

---

<sup>200</sup> « *El Club* » 2015. Chili. Réalisateur : Pablo Larraín

intérêts en jeu sont peu susceptibles de parvenir à résoudre leurs problèmes, même lorsque les moyens institutionnels nécessaires sont à leur disposition ».

La lecture écologique du territoire s'apparente ainsi à une conquête, achevée dans l'*Alto-Guadiana* où elle maintient son discours de conflit, en cours dans l'*Usumacinta* à *Tabasco*, où un de nos interlocuteurs mentionne en faisant mine de se trancher la gorge « l'écologie qui arrive ». En effet, celle-ci peut venir déchiffrer la situation environnementale, imposer sa logique et par là, multiplier les problèmes. Compter la nature, tout comme la penser ou la classer a des conséquences directes sur le pouvoir de la dompter (Raffestin, 1996). Ce processus de *naturalisation* n'est nullement neutre, il est issu de représentations scientifiques masquées mais se présente comme imparable tant les registres de justification reposent sur des arguments « naturels » (Blot *et al.*, 2018). Les solutions sont alors des réponses inéluctables, ce qui tend à vider tout débat de son sens. Il faut bien sûr consulter localement, faire participer la population, ne serait-ce que pour se prévaloir de l'avoir fait, mais de quel poids peuvent peser les éventuelles objections face à une réalité indiscutable ?

En Espagne, au Mexique et ailleurs les problèmes environnementaux ne sont pas une fiction et il faut évidemment disposer des outils techniques et financiers pour y faire face. Mais s'établit en parallèle un mécanisme de maintien et de progression de l'énonciation de problèmes, où le statut social et les flux financiers dépendent avant tout de la gravité affichée de ces problèmes. On finit ainsi par se demander si les financements ne sont pas d'autant plus importants que le problème est grave ou si les problèmes sont décrits comme étant d'autant plus graves dès lors que des financements paraissent accessibles. Le changement dans les catégories sémantiques qui qualifient les problèmes environnementaux au niveau mondial et qui ouvrent au même temps de lignes de financement de programmes sont à ce titre significatifs. Si le problème des pluies acides des années 1980 ou la désertification liée à la déforestation des années 1980-90 n'apparaissent plus qu'à peine dans les agendas politiques mondiaux même si ces problèmes sont loin d'être résolus, en revanche, la perte de la biodiversité ou le changement climatique ont pris le relais et ce sont actuellement les arguments incontournables pour accéder aux subventions. Ces nouveaux paradigmes hégémoniques marquent ainsi le fil conducteur de ce qui doit faire problème environnemental et nous faire continuer à chercher nos clés uniquement sous le lampadaire.

Le conflit sur l'eau dans l'*Alto-Guadiana* n'est pas uniquement un conflit discursif, il fait apparaître également d'autres dimensions qu'environnementales. Dans celles-ci, le débat sur les usages de l'eau n'apparaît guère plus qu'un théâtre d'ombres face à d'autres affrontements ou d'autres stratégies de développement. Le prétexte de l'eau, ici comme probablement ailleurs, est une aubaine pour les politiques ou les secteurs économiques qui en tirent profit pour masquer les véritables enjeux ou servir des intérêts de pouvoir et d'argent. Et l'on ne saurait, dans ce contexte, reprocher à ceux qui vivent de la connaissance des écosystèmes et des ressources naturelles d'assurer la propre survie de leur secteur.



Le problème, la crise, le conflit sont aussi des situations qui servent les populations locales et celles-ci ont également tout intérêt à leur pérennisation. Si comme il fallait s'y attendre les subventions à l'agriculture distribuées pour des raisons affichées comme environnementales ont surtout bénéficié aux grandes exploitations agricoles *manchegas*, elles ont aussi permis la modernisation des petites et amélioré les finances des agriculteurs. De la même façon, les populations mayas de *Tabasco*, principales cibles de programmes dont l'utilité ne leur paraît pas toujours évidente, éducation environnementale, écotourisme ou services écosystémiques, en tirent des bénéfices monétaires qui leur permettent d'améliorer leurs conditions de vie. Dans les deux cas, les populations n'ont aucun intérêt à la disparition de problèmes réels ou supposés qui pour eux sont source de revenu. Là encore, cette dynamique positive de l'échec fait écho à d'autres problèmes environnementaux identifiés, où l'enlisement des programmes passés est la garantie de l'apport de nouvelles subventions, à la satisfaction à la fois des équipes technoscientifiques et gestionnaires, des associations de protection de la nature, des usagers et du politique.

En ce sens, notre mobilisation théorique des propos de Simmel (2003), Coser (1982) et Freund (1983), notre choix d'aborder la question du conflit environnemental à travers la découverte de sa productivité et sa fonction (Melé, 2009) plutôt que d'examiner ses causes en termes de rivalités d'usage d'une ressource rare trouvent leur justification à l'écoute et à l'analyse de la parole des acteurs de notre territoire d'étude. Si les scientifiques, les politiques, les médias n'ont de cesse de déplorer publiquement l'existence du conflit, les entretiens fourmillent de témoignages où chacun reproche aux « autres » acteurs de tirer profit du conflit et où quelques uns reconnaissent qu'eux mêmes y trouvent avantage. Loin d'être une anomalie dans un monde voulu d'harmonie et de paix, le conflit est un phénomène inhérent à la socialisation et à la structuration des pouvoirs, une interaction sociale très active qui produit de la société. Vivre dans le conflit est aussi vivre du conflit.

Cette thèse a certainement infléchi nos réflexions sur la cohabitation et la collaboration entre sciences de la nature et sciences sociales. Les premières, sûres de la pertinence de leurs analyses, se sont longtemps passées des secondes, puis leur ont progressivement fait une place et paradoxalement il n'est pas sûr qu'on doive s'en réjouir. La raison de faire appel à l'analyse sociale a été d'abord de mieux comprendre le milieu sur lequel devait opérer leurs programmes afin de disposer des meilleurs arguments pour en favoriser l'acceptabilité sociale. Au regard des résultats relativement mitigés obtenus sous l'égide de la sensibilisation des populations et leur souvent faible degré d'acceptation des solutions proposées par les projets, d'autres voies ont été explorées. Ainsi, la participation citoyenne destinée cette-fois-ci à assurer l'adhésion préalable des populations cible pour éviter les confrontations ultérieures, dans cette recherche de consensus chère à ce que l'on est venu à appeler la post-politique.

La collaboration entre sciences et ingénierie de la nature et sciences humaines et sociales ne laisserait finalement aux secondes qu'un rôle de marketing social auquel elles n'ont pas

vocation. En amont de l'éventail de solutions qui se proposent aux populations cible, un domaine est considéré intouchable, tant pour les populations que par les collaborateurs en sciences sociales, celui de l'identification des problèmes. Ici s'exerce avec force toute la puissance des sciences de la nature, garantie par l'incontestabilité des chiffres. Or si, comme nous l'avons démontré dans le cas de l'*Alto-Guadiana*, les raisons d'une supposée crise de l'eau n'a que peu à voir avec la situation hydrique locale et beaucoup avec les rivalités de pouvoirs territoriaux et la massification de la production agricole, la problématique mise en place par la communauté techno-scientifique et sa naturalisation quantifiée apparaissent largement contestables.

Ces conclusions plaident en faveur d'une transdisciplinarité où les modalités ne soient pas imposées aux sciences humaines et sociales par les sciences de la nature qui en réduisent le champ d'étude et fixent les conditions de collaboration. Un des points-clés, dont nous avons signalé l'importance et qui a été fondamental pour notre recherche, est la différence de regard que les deux champs de la connaissance portent sur les acteurs qui côtoient, utilisent et induisent des changements dans le monde dit naturel. Pour les sciences naturelles, ces acteurs sont principalement les usagers de l'eau, les agents économiques, les politiques ou les gestionnaires qui provoquent des évolutions négatives dans les milieux, soit par leurs pratiques directes, soit par leur supposée mauvaise gestion. Mais les sciences sociales doivent inclure en outre dans leur champ d'étude ces mêmes experts, qui définissent les problèmes, influencent les politiques et cherchent à peser sur les pratiques locales. Leurs résultats et leurs discours sont source de changements dans les milieux et les écosystèmes au même titre que les autres acteurs territoriaux.

On pourrait ainsi définir trois catégories d'agents qui convergent à l'heure actuelle dans les conflits environnementaux : une première non-humaine, le monde matériel qui nous entoure, qualifié de nature mais qui est le résultat de siècles de pression anthropique, une seconde, humaine, rassemblant les groupes économiques et sociaux qui définissent les pratiques d'usage de la première, et la troisième, humaine également, qui s'érige en protectrice de la première face aux exactions de la seconde. Cette ultime catégorie, la communauté de la connaissance écologique s'efforce d'être ailleurs, elle s'exclut par principe des acteurs du territoire.

En quoi consisterait alors, dans cette catégorisation, le type d'interaction avec les autres catégories d'agents de la communauté de la connaissance sociale qui chercherait à étudier les interactions homme-nature dans un cadre conflictuel ? Doit-on considérer une quatrième catégorie d'agents dont l'objet d'étude serait celui d'analyser les trois autres ? Cette mise en abîme ouverte par cette thèse mérite une réflexion approfondie dont on laissera le soin à des recherches ultérieures. Elle questionne la place du chercheur en sciences sociales et humaines telle qu'elle est occupée actuellement et son rôle en termes d'action sur le territoire. Peut-on juger, à l'instar de ce qui nous avons tenté de faire dans cette thèse, qu'il s'agit de déconstruire et de reconstruire dans un nouveau récit les discours sur le conflit lié à l'eau, ceux-là mêmes qui sous prétexte environnemental ou autre voilent les rapports de force qui pèsent sur les territoires ?

Le rôle des sciences humaines et sociales et plus particulièrement de la géographie sociale ou environnementale n'est certainement pas de juger les acteurs, d'arbitrer les différends et de fournir des solutions. Il doit tenir, à notre sens, à sa capacité d'analyse et de compréhension des phénomènes sociaux situés et finalement à un travail réflexif sur sa propre neutralité. Sa capacité d'analyse et de compréhension des phénomènes sociaux est une dimension fondamentale qui requiert la transparence de ses méthodes, nous avons largement insisté sur ce point dans cette thèse, pour en assurer la légitimité vis-à-vis de ses pairs des sciences naturelles, jamais tout à fait à l'aise avec le sociétal et encore moins avec les approches inductives et qualitatives. Sa neutralité active doit tenir au refus de s'enfermer dans un rôle de dénonciateur ou de donneur de leçon. Les réflexions critiques proposées dans ce travail sur l'approche écologique n'ont ainsi d'autre but que de mettre en évidence le fossé entre le bon-vouloir et la réalité des actions menées, en d'autres termes de mettre les acteurs face à eux-mêmes, y compris ceux de la communauté de la connaissance écologique. Avec toutes ces limites et ces prudence, nous jugerons pourtant que l'approche des sciences humaines et sociales, dont nous avons ici défini les contours, a un rôle spécifique qui va au-delà de la simple connaissance et qui doit permettre d'agir sur le territoire.

S'il fallait rechercher un référent, c'est vers la psychanalyse et sa notion de *refoulement* qu'il faudrait se tourner : les acteurs concernés pressentent ou perçoivent l'intentionnalité chez les autres, mais tirent rarement des conclusions sur leur propre intentionnalité. L'analyse du chercheur en sciences sociales peut ainsi déboucher sur des pratiques de *médiation environnementale*.

La médiation est couramment utilisée par les juristes dans d'autres situations conflictuelles de la vie sociale (médiation civile, commerciale, familiale, culturelle, etc.). Elle a fait ses preuves, parce qu'elle se limite à l'écoute et à la compréhension réciproque des parties et permet de transformer le conflit en une opportunité. Pourquoi ne serait-elle pas applicable de la même manière aux conflits environnementaux ? Dans le champ de l'environnement, la médiation est encore très peu mobilisée en Espagne (Mondéjar Pedreño, 2014, 2015) tandis qu'en France, la méthode tend à être assimilée au marketing scientifique, à la sensibilisation et à la transmission d'information environnementale (Kovacs, 2012)<sup>201</sup>.

Le travail du médiateur vise à créer une dynamique fondée sur l'apprentissage de la diversité des représentations qui finalement pèsent sur la gestion de la vie sociale. Son rôle, en tant que tiers neutre, est de maintenir la liberté relationnelle et décisionnelle des parties impliquées sans rien décider à leur place (Jolivert, 2016 : 15). Cette transformation et cette gestion du conflit (basées sur la communication et le processus de narration) telles que

---

<sup>201</sup> Par exemple, le Master 2 professionnel ISME de l'Université Aix-Marseille a pour objectif « la formation des médiateurs scientifiques en environnement pour faciliter la transmission de l'information scientifique sur l'environnement à l'opinion publique » <https://formations.univ-amu.fr/ME5SIM-PRIM5AA.html> (consulté le 20/08/2019).

proposée par la médiation, se situe dans une perspective différente de celle qui juge le conflit et cherche à y mettre fin (Boqué Torremorell, 2003).

Comme le soulignent Callon *et al.* (2001 : 380) « faire dépendre une décision de l'audition d'experts c'est reconnaître que l'inventaire des positions possibles est terminé ». Ostrom (2014 : 35-36) pour sa part nous rappelle que « tant que les analystes supposeront que les individus ne peuvent modifier eux-mêmes les situations [...] et traiter de manière créative et constructive des problèmes [...], les prescriptions politiques continueront d'être des métaphores qui empêcheront l'action collective locale auto-organisée». Aussi, rendre visibles les arcanes du pouvoir expert et politique et permettre aux citoyens ordinaires et profanes de participer, non seulement à la conception des programmes qui leur sont consacrés, mais aussi, en amont, à la co-définition des problèmes contribuerait sans nul doute à élargir le champ de la réflexion sociale sur les rapports entre le naturel et l'humain.

S'il fallait choisir une métaphore pour le travail proposé, ce serait celle du miroir : l'objectif est de renvoyer aux politiques, aux gestionnaires, aux experts et aux usagers une image de leurs discours et de leurs représentations et de les laisser tirer leur propres conclusions. Le regard introspectif ainsi tendu au territoire est une invitation à changer de trajectoire si tel est le choix de ces acteurs ou à la confirmer sans masque et en toute connaissance de cause du sens et de l'équilibre des forces en présence. S'il fallait un concept pour illustrer le rôle des sciences humaines et sociales, c'est serait l'étonnement. Loin de l'illusion d'une société parfaite et en paix dont chacun à sa manière pense tenir les clés, l'étonnement issu d'une relecture raisonnée du territoire est la première étape d'une aventure : « L'étonnement se produit quand une force nouvelle s'oppose à l'ordinaire. En cela, l'étonnement est promesse de progrès car il ouvre le champ à de nouveaux possibles » (Pacific, 2011 : 180).

À l'issue des résultats obtenus, nous sommes en mesure d'identifier quelques questions qu'il faudrait, à notre avis, prolonger par des recherches futures. Nous pensons particulièrement à la validation sur d'autres conflits du modèle *conflit-ressource*, que nous proposons ici, mais aussi à d'autres thèmes sur lesquels le questionnement et la recherche de réponses n'ont pas pu être développés dans ce travail. Il s'agit notamment de la compréhension et le rôle des sciences naturelles et des sciences sociales au sein d'une transdisciplinarité en construction dans les études environnementales, des possibilités encore largement inexplorées de la méditation environnementale et enfin, des spécificités des représentations sociales, économiques, politiques et environnementales des eaux souterraines.

Avec notre proposition du modèle de fonctionnement du conflit *conflit-ressource*, nous avons essayé de comprendre le mécanisme par lequel un conflit peut devenir une ressource territoriale. Ce modèle émerge de notre terrain : c'est le cas de l'*Alto-Guadiana*, mais aussi de territoires qui n'affichent pas ou pas encore une situation de conflictualité déclarée par les discours, comme c'est le cas de l'*Usumacinta*. Mais est-il généralisable à d'autres contextes conflictuels ? Nous pourrions penser à d'autres conflits enkystés, comme par

exemple celui de la « guerre de l'ours » dans les Pyrénées françaises, qui fait écho, d'une certaine manière, à notre thèse, par sa longue durée, par l'absence d'issues concertées et finalement par l'éventuel intérêt pour chacune des parties impliquées à pérenniser le conflit<sup>202</sup>. Tester le modèle *conflit-ressource* sur d'autres situations conflictuelles, pourrait ainsi aider à le valider dans un souci de montée en généralité.

Cette proposition pourrait venir en contribution à l'approfondissement de la notion de *ressource* mobilisée par les sciences sociales en la mettant en perspective avec celle employée par les sciences naturelles. En effet, en partant de l'hypothèse que la transdisciplinarité sur les questions environnementales doit se construire sur un vrai partage de l'objet d'étude, une mise en commun des notions employées pour chaque discipline semble constituer le premier pas. Faire de la coexistence entre disciplines un sujet de recherche s'effectuerait grâce à un travail spécifique sur les processus de collaboration mis en place par les équipes transdisciplinaires. Ceci pourrait constituer un apport à la compréhension des obstacles qui empêchent à l'heure actuelle l'intégration et la fusion de leurs résultats.

Par la même occasion, l'exploration des techniques de médiation dans le champ de l'environnement, mérite, à notre avis, toute sa place vers la transformation des conflits environnementaux. Ce travail pourrait s'appuyer sur la compréhension du territoire et des acteurs engagés dans le conflit et sur l'expérience de la médiation pratiquée par des juristes dans d'autres domaines, et ouvrir ainsi aux études des sciences sociales la possibilité de s'engager dans la médiation environnementale. Ceci aiderait à éclairer les positions discursives des parties en conflit, à changer leurs schémas de communication argumentative et à les transformer en générant de nouvelles interactions entre les acteurs (Boqué Torremorell, 2003 ; Jolivert, 2016).

Enfin, des travaux spécifiques en sciences sociales de l'eau sur les représentations et pratiques des eaux souterraines méritent d'être prolongés, pour définir notamment si nous trouvons face à une ressource en eau invisible (Besteiro et Honegger, 2018) ou visible (Kuper et Molle, 2017), et déterminer en quoi cette caractéristique peut conduire à une gestion particulière de cet hydrosystème en dehors des schémas classiques basés sur les bassins versants superficiels.

---

<sup>202</sup> « L'ours, mouton noir des Pyrénées » Programme « Interceptions » du 14 octobre 2018. France Inter. <https://www.franceinter.fr/emissions/interception/interception-14-octobre-2018> consulté le 15 octobre 2018.

## ÉPILOGUE

### *De la pénurie d'eau d'hier au trop d'eau d'aujourd'hui : un changement de paradigme sur l'eau en Espagne ?*

Avant la finalisation de la rédaction de cette thèse, plus précisément le 15 novembre 2018, s'est tenu à Madrid un séminaire sur les stratégies d'adaptation au changement climatique que le gouvernement espagnol met actuellement en place pour la gestion de l'eau. J'ai y assisté pour connaître ces nouvelles dispositions qui vont sans doute devenir le fil rouge de la politique de l'eau en Espagne pour les années à venir. Le séminaire était organisé par le Ministère de *Fomento* (en charge des projets d'infrastructures) représenté par le CEDEX (Centre d'Études et Expérimentation des Travaux Publics), le Ministère pour la *Transición Ecológica* (en charge de l'environnement et de l'énergie) représenté par sa Direction Générale de l'Eau et le Bureau espagnol de Changement Climatique et l'IAHR (Association Internationale d'Ingénierie et de Recherche Hydro-environnementale).

Une grande partie de la journée était consacrée à ce que les gestionnaires espagnols de l'eau ont appelé les phénomènes hydriques extrêmes provoqués par le changement climatique. Je me suis donc logiquement attendu à entendre parler du paradigme qui marque la gestion hydrique en Espagne depuis des décades, la sécheresse et la pénurie d'eau. Mais, quelle ne fut ma surprise lorsque nous avons assisté à des exposés uniquement axés sur un autre « grand » problème, celui des inondations en Espagne.

Ainsi, les participants, une majorité d'ingénieurs, de gestionnaires et de consultants, ont montré en détail les modélisations qui ont été réalisées pour définir les évolutions et les impacts des inondations dont souffrira le pays dans un scénario de changement climatique. Ils ont honnêtement souligné face à l'assistance le haut degré d'incertitude de ces modèles en raison surtout d'un paramètre sensible et capricieux, la pluie... En dépit de ces indéterminations, les nouvelles quantifications de l'eau ont déjà été incluses dans la planification hydrologique espagnole dans chaque bassin versant.

Dans l'hypothèse la plus pessimiste d'émissions, les simulations prédisent pour l'Espagne une diminution des pluies (RCP 8,5<sup>203</sup> du IPCC). Il risque donc d'y avoir pénurie d'eau accrue et pourtant personne n'y a fait référence et la plupart des groupes de travail d'experts ont été constitués pour travailler uniquement sur les inondations. Certes, la Directive de l'UE 2007/60 CE relative à l'évaluation des risques d'inondation a été transposée au droit espagnol avec le *Real Decreto* 903/2010 et peut être à l'origine de cet engouement pour les études sur le sujet. Mais d'autres explications pourraient traverser l'esprit de l'observateur.

Le temps des grands barrages, qui visait à résoudre le problème de la pénurie d'eau en Espagne, qui a pris son essor au XX<sup>ème</sup> siècle et est devenu un des emblèmes du régime franquiste, est maintenant terminé. Les grands transferts inter-régionaux tels que le *Trasvase Tajo-Segura* se heurtent à de multiples oppositions et ne sont plus à l'ordre du jour. L'inondation n'offre-t-elle pas un nouveau et large champ à l'expertise hydrologique, aux aménageurs et aux constructeurs d'une nouvelle génération de grands travaux hydrauliques ? Le grand chantier a déjà commencé et dans plusieurs régions d'Espagne, des aménagements sont en cours pour le contrôle des flux et la récupération de l'espace fluvial.

Toujours est-il que l'on semble assister à un retournement du discours hégémonique sur l'eau. Y aurait-il création d'un « nouveau » problème, le trop d'eau, qui viendrait remplacer l'« ancien » problème de pénurie d'eau en Espagne ? Cette hypothèse n'a pas été démentie lorsque j'ai interrogé à ce propos le représentant de la Direction Générale de l'Eau du Ministère pour la Transition Écologique. Phénomène conjoncturel lié à de récentes pluviométries abondantes largement dramatisées par les médias, ou changement sur le long terme, avec des conséquences durables sur la politique espagnole de l'eau ? Le temps et de futures études en SHS de l'eau nous le diront, peut-être...

---

<sup>203</sup> Le *Representative Concentration Pathway* (le RCP par ses sigles en anglais) a été défini par le cinquième rapport IPCC en 2008. le RCP 8,5 fait référence au scénario d'émission le plus pessimiste des 4 scénarios contemplés par le panel d'experts.



## BIBLIOGRAPHIE

- ABREU-LASTRA, R. et GUTIERREZ, C.I.** 2009. *Cuando el río suena. La inundaciones en Tabasco y las políticas públicas*. México. Fundación IDEA A. C. et Fundación Kaluz A. C. 76 p.
- ABRIC, J.-C.** 1976. *Jeux, conflits et représentations sociales*. Thèse de Doctorat. Université de Provence. 484 p.
- ABRIC, J.-C.** 2007. *Méthodes d'étude des représentations sociales*. Toulouse. Ed. Eres. 296 p.
- ABRIC, J.-C.** 2011. *Pratiques sociales et représentations*. Paris. Presses Universitaires de France. 252 p.
- ABRIC, J.-C.** 2016a. Pratiques sociales, représentations sociales, in **ABRIC, J.-C.** (dir.) *Pratiques sociales et représentations*. Paris. PUF Psychologie sociale, p. 263-290.
- ABRIC, J.-C.** 2016b. Méthodologie de recueil des représentations sociales, in **ABRIC, J.-C.** (dir.) *Pratiques sociales et représentations*. Paris. PUF Psychologie sociale, p. 15-46.
- ADAM, J-M.** 2011. *La linguistique textuelle. Introduction à l'analyse textuelle des discours*. Paris. Armand Colin. 234 p.
- ADGER, W.N. ; BENJAMINSEN, T.A. ; BROWN, K. et SVARSTAD, H.** 2001. Advancing a political ecology of global environmental discourses. *Development and change*, 32 (4), p. 681-715.
- AGUILERA-KLINK, F.** 2014. Veinte años (1993-2013) de « política hidrológica » en España : el secuestro de la política pública. *Revista de Economía crítica*, 17, p. 20-43.
- AGUILERA-KLINK, F. ; PÉREZ-MORIANA, E. ; SÁNCHEZ-GARCÍA, J.** 2000. The social construction of scarcity. The case of water in Tenerife (Canary Islands). *Ecological Economics*, 34, p. 233-245.
- AHMED BELLAL, S. ; MOKRANE, S. ; GHODBANI, T. et DARI, O.** 2015. Ressources, usagers et gestionnaires de l'eau en zone semi-aride : Le cas de la wilaya d'Oran (ouest algérien). *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement*, 25-26.
- AKHMOUCH, A. et CLAVREUL, D.** 2016. Stakeholder engagement for inclusive water governance : practicing what we preach. *OCDE Water Gouvernance Initiatives*, 8 (204), p. 1- 17.455
- ALBERTANI, C.** 2012. Les guerres de l'eau au Mexique. *Le site du monde libertaire*. Hors-série n° 45. p. 1-11.
- ALEJOS GARCÍA, J.** 2006. Ecología, migración y mestizaje en el Petén. *Les cahiers Amérique Latine Histoire et Mémoire*, 2, p. 1-14.



- ALEXANDRE, O.** 2004. Le territoire dans les stratégies de gestion de l'eau. De l'intégration sectorielle à l'intégration des territoires au Maroc. *Géocarrefour*, 79 (2), p. 99-107.
- ALEXANDRE, O.** 2005. Lorsque la pénurie fait ressource. Etude géographique de la notion de ressource. L'exemple de la politique de l'eau au Maroc. *Géocarrefour*, 80 (4), p. 263-272.
- ALMAGRO, J.** 1991. Los Ojos del Guadiana, ingeniería hidrológica y cultural. Santander, octubre 1991. *II Congreso Nacional de Ingeniería Civil*. Santander, octubre 1991. 8 p.
- ALMAGRO J.** 2004. *Las huellas del Guadiana*. Madrid. Organismo Autónomo de Parques Nacionales-Ministerio de Medio Ambiente. 223 p.
- AMILHAT SZARY, A.-L.** 2019. Préface, in RAFFESTIN, C. *Pour une géographie du pouvoir*. Lyon. ENS éd. Coll. Bibliothèque idéale des sciences sociales, p. 7-38.
- ALONSO, L.E.** 2003. *La mirada cualitativa en sociología. Una aproximación interpretativa*. Madrid. Ed. Fundamentos. Coll. Ciencia. 268 p.
- ALVAREZ COBELAS, M. et CIRUJANO, S.** 1996. *Las Tablas de Daimiel : ecología acuática y sociedad*. Madrid. Organismo Autónomo de Parques Nacionales. 223 p.
- ALVAREZ COBELAS, M. et CIRUJANO, S.** 2015. *Flor Ribera. La gente del río dans la Mancha*. Madrid. Ediciones del CSIC (Consejo Superior de Investigaciones Científicas).159p.
- ALVAREZ COBELAS, M. ; CIRUJANO, S. ; MONTERO GONZÁLEZ, E. et MORENO PÉREZ, M.** 2010. *El origen del Guadiana, desvelado tras 2.000 años de discusiones*. Alcázar de San Juan. Éd. Consorcio Alto Guadiana-CSIC, 88 p.
- AMEUR, F.** 2017. *Construction de la surexploitation et reproduction des inégalités d'accès et d'usage des eaux souterraines : cas des exploitations agricoles dans le Saïss (Maroc)*. Thèse de doctorat en Sciences de l'Eau. Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II et Institut des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement (AgroParis Tech). 161 p.
- AMEZCUA, I. ; CARREÓN, G. ; MÁRQUEZ, J. ; VIDAL, R.M. BURGUÉS, I. ; CORDERO, S. et REID, J.** 2007. *Tenosique : análisis económico-ambiental de un proyecto hidroeléctrico en el río Usumacinta*. Conservation Strategy Fund. Serie técnica, 10. 63 p.
- AMNISTÍA INTERNACIONAL.** 2010. *Victimas invisibles. Migrantes en movimiento en México*, 49 p. Disponible sur : <https://amnistiainternacional.org/publicaciones/108-victimas-invisibles-migrantes-en-movimiento-en-mexico.html>.
- ANCTIL, F.** 2017. *L'eau et ses enjeux*. Louvain-la-Neuve. Ed. De Boeck. 244 p.
- ANDRÉASSIAN, V. et MARGAT, J.** 2012. *Rivières & rivaux : les frontières de l'eau*. Versailles. Ed. Quae. 134 p.
- ANKERSEN, T.T. et ARRIOLA, L.A.** 2001. *La encrucijada de la conservación y el desarrollo: el resto de la selva maya*. Rapport pour la Coalición de la Selva Maya y el Directorio de Ecosistemas Tropicales del programa de Estados Unidos « El Hombre y la Biosfera ». 20 p.
- ARAGÓN, J.R.** 2001. La protección normativa de los humedales de la cuenca alta del Guadiana, in ARAGÓN, J.R., CIRUJANO, S., VELASCO, M. et TRUJEQUE, A. *Las lagunas manchegas*. Alcázar de San Juan. Ayuntamiento de Alcázar de San Juan, p. 11-70
- ARAYA UMAÑA, S.** 2002. Las representaciones sociales : ejes teóricos para su discusión. *Cuadernos de Ciencias Sociales*, 127, p. 1-84
- ARENILLAS, M. et SÁENZ RIDRUEJO, C.** 1987. *Guía física de España. Los ríos*. Madrid. Alianza Editorial. 386 p.
- ARBORIO, A.M. et FOURNIER, P.** 2015. *L'observation directe*. Paris. Ed. Armand Colin. 132 p.
- ARNOULD, P. et SIMON, L.** 2007. *Géographie de l'environnement*. Paris. Ed. Belin. 303 p.
- ARRIPE, A. ; OBOEUF, A. et ROUTIER, C.** 2014. L'approche inductif : cinq facteurs propice à son émergence. *Approches inductives et communication sociale*, 1 (1), p. 96-124.

- ARROJO, P.** 2010. *Crisis global del agua : valores y derechos en juego*. Barcelona. Ed. Cristianisme i justícia. 33 p.
- ARROJO, P.** 2015. Punto de partida : El reto de integrar valores y principios ecológicos, sociales y éticos, in DEL MORAL, A.; ARROJO, P. et HERRERA GRAO, T. (coord.). *El agua: Perspectiva ecosistémica y gestión integrada*. Zaragoza. Fundación Nueva Cultura del Agua. p. 8-15.
- ASPE, C.** 2012. De l'eau agricole à l'eau environnementale, in ASPE, C. (coord.). *De l'eau agricole à l'eau environnementale. Résistance et adaptation aux nouveaux enjeux de partage de l'eau dans les pays du Bassin Méditerranéen*. Versailles. Ed. Quai, p. 7-17.
- ASPE, C. et JACQUÉ, M.** 2012. *Environnement et société*. Versailles. Ed. Quae. 279 p.
- AUBERTIN, C.** 2005. La biodiversité : une notion en quête de stabilité, in AUBERTIN, C. (dir.) *Représenter la nature ? ONG et biodiversité*. Paris. IRD, p. 99-122.
- AUBERTIN, C. et RODARY, E.** 2008. *Aires protégées, espaces durables ?* Paris. IRD. 260 p.
- AUBRIOT, O. et RIAUX, J.** 2013. Savoirs sur l'eau : les techniques à l'appui des relations de pouvoir ?, in AUBRIOT, O. et RIAUX, J. *Savoirs sur l'eau : techniques, pouvoirs*. Autrepart, 65, p. 3-26.
- AVIÑA ZAVALA, C.** 2009. La frontera olvidada : seguridad y migración en la frontera México-Guatemala. *Bien común*, 15 (173), p. 39-43.
- BAECHLER, L.** 2012. La bonne gestion de l'eau : un enjeu majeur du développement durable. *L'Europe en Formation*, 3 (365) : 3-21.
- BAILLY, A.** 1995. Les représentations en géographie, in BAILLY, A., FERRA, S.R. et PUMAIN, D. (dir.). *Encyclopédie de Géographie*. Paris. Ed. Economica, p. 369-380
- BAKKER, K.** 2002. From state to market ? : Water mercantilisation in Spain. *Environnement and Planing A*, 34 (5), p. 767-790.
- BALLET, J. ; KOUAMÉKAN KOFFI, M. ; KOMÉNA, K.B. et RANDRIANALIJAONA, M.** 2011. *Comment préserver les ressources naturelles ? Le mythe de la gestion participative*. Paris. Ed. Rue d'Ulm. 57 p.
- BANCHS, M.A.** 2000. Aproximaciones procesuales y estructurales al estudio de las representaciones sociales. *Papers on Social Representation*, 9, p. 3.1-3.15
- BANDEIRA DE MELLO, R. et GARREAU, L.** 2011. L'utilisation d'Atlas.ti pour améliorer les recherches dans le cadre de la Méthode de la Théorisation Enracinée (MTE) : panacée ou mirage ? *Recherches qualitatives*, 30 (2), p. 175-202.
- BARBA, E.** 2013. Pez diablo en el sureste mexicano. *Ecofronteras*, 47, p. 10-11.
- BARBET D. et HONORÉ J.-P.** 2013. Ce que se taire veut dire. Expressions et usages politiques du silence. *Mots. Les langages du politique*, 103, p. 7-21.
- BARBIER, K. et JUSTON, R.** 2014. S'équiper pour l'analyse qualitative ? Apports et limites d'Atlas.ti et de Sonal dans le processus de recherche. Disponible sur : <http://printemps.hypotheses.org/1951>
- BARBIER, R. et NADAÏ, A.** 2015. Acceptabilité sociale : partager l'embarras. *VertigO*, 15 (3), p. 1-24.
- BARBIER, R. et TRÉPOS, J.-Y.** 2007. Humains et non-humains : un bilan d'étape de la sociologie des collectifs. *Revue d'Anthropologie des connaissances*, 1(1), p. 35-58.
- BARCIELA, C.** 1996. La contrarreforma agraria y la política de colonización del primer franquismo (1939-1959), in GARCIA SANZ, A. et SAENZ FERNÁNDEZ, J. (coord.). *Reformas y políticas agrarias en la historia de España*. Madrid. Publicaciones del Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación, p. 353-406.

- BARCIELA, C. 2008.** Historia del Ministerio de Agricultura 1936-1965, in ROBLED0, R. (coord.). *Historia del Ministerio de Agricultura 1900-2008. Política agraria y pesquera de España*. Madrid. Publicaciones del Ministerio de Agricultura, p. 145-222.
- BARDIN, L. 2011.** *L'analyse de contenu*. Paris. Presses Universitaires de France. 291 p.
- BARNAUD, G. et FUSTEC, E. 2007.** *Conserver les zones humides : Pourquoi ? Comment ?* Versailles. Ed. Quae. 296 p.
- BARNAUD, C ; THEIL, L. ; CHOISIS, J.-P. et EYCHENNE, C. 2015.** Les services écosystémiques : une notion savante déconnectée des représentations locales ? Une analyse des représentations de l'élevage en zone agricole défavorisée, in BERINGUIER, P. ; BLOT, F. ; DESAILLY, B. et SAQUALLI, M. (coord.). *Environnement, politiques publiques et pratiques locales*. Paris. Ed. L'Harmattan, p. 27-50.
- BARRAQUÉ, B. 1995.** Les politiques de l'eau en Europe. *Revue française de sciences politiques*, 45 (3), p. 420-453.
- BARRÉ. R. ; LAVOUX, T. et PIVETEAU, V. 2015.** *Un demi-siècle d'environnement entre science, politique et prospective: en l'honneur de Jacques Theys*. Versailles. Ed. Quae. 271 p.
- BARRET, CH. ; CHARVET, J.-P. ; DUPUY, G. et SIVIGNON, M. 2000.** *Dictionnaire de géographie humaine*. Paris. Ed. Liris. 190 p.
- BASSET, T.J. et KONÉ, M. 2012.** Intégrer l'écologie dans la political ecology : feux de brousse et émissions de gaz à effet de serre dans le nord de la Côte d'Ivoire, in GAUTIER, D. et BENJAMINSEN, T.A. (coord.). *Environnement, discours et pouvoir. L'approche de la political ecology*. Versailles. Ed. Quae, p. 161-179.
- BASZANGER, I. 1992.** Les chantiers d'un interactionniste américain, in STRAUSS, A. et BASZANGER, I. (dir.) *La Trame de la négociation : sociologie qualitative et interactionnisme*. Paris. L'Harmattan, p. 11-63.
- BATAILLON, C. et GONZÁLEZ, A. 2012.** Les ingénieurs et le partage des eaux au Mexique, politique au long cours. *Problèmes d'Amérique Latine*, 5 (87), p. 103-112.
- BAUD, P. ; BOURGEAT, S. et BRAS, C. 2013.** *Dictionnaire de géographie*. Paris. Ed. Hattier. 607 p.
- BEAUVOIS, J.-L. et JOULÉ, R.V. 1981.** *Soumission et idéologies. Psychosociologie de la rationalisation*. Paris. Presses Universitaires de France. 208 p.
- BEAUD, S. et WEBER, F. 2010.** *Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques*. Paris. Ed. La Découverte. 334 p.
- BECK, C. ; LUGHINBÜL, Y. et MUXART, T. 2006.** *Temps et espaces de crises de l'environnement*. Versailles. Ed. Quae. 410 p.
- BECKER, H.S. 2009.** *Comment parler de la société : artistes, écrivains, chercheurs et représentations sociales*. Paris. La Découverte. 320 p.
- BÉDOUCHA, G. 1987.** *L'eau, l'amie du puissant : une communauté oasienne du sud-tunisien*. Paris. Editions des Archives contemporaines. 427 p.
- BEEKMAN, C.S. ; WEIGAND, P. et PINT, J.-J. 2013.** El qanat de La Venta : sistemas hidráulicos de la época colonial en el centro de Jalisco, in ESCOBAR, A. (comp.) *La ecología política, la ecología cultural y la historia ambiental a través de las relaciones. Estudios de historia y sociedad*. Zamora. Ed. El colegio de Michoacán, p. 99-145.
- BEITONE, A. ; CAZORLA, A. et HEMDANE, E. 2016.** *Dictionnaire de Science Économique*. Paris. Ed. Armand Collin. 635 p.
- BELUCHE, O. 2018.** Epistemologías del Sur : aportes, limitaciones y errores. *Sin Permiso.info*. Disponible sur : <http://www.sinpermiso.info/printpdf/textos/epistemologias-del-sur-aportes-limitaciones-y-errores>

- BENÍTEZ DE LUGO ENRICH, L. et MEJÍAS MORENO, M.** 2016. Hidrogeología y captación de aguas subterráneas dans La Mancha durante la Prehistoria reciente : la gestión de los recursos hídricos en la Cultura de las Motillas. *Archivo de prehistoria levantina*, 31, p. 137-168.
- BENELLI, N.** 2011. Rendre compte de la méthodologie dans une approche inductive : les défis d'une construction *a posteriori*. *Recherches qualitatives*, 11, p. 40-50
- BENJAMINSEN, T.-A. et SVARSTAD, H.** 2009. Qu'est-ce que la political ecology ? *Natures, sciences, sociétés*, 17 (1), p. 3-11.
- BENJAMINSEN, T.-A.** 2012. Changements climatiques et conflits au Sahel, in GAUTIER D. et BENJAMINSEN, T.A. (coord.). *Environnement, discours et pouvoir. L'approche political ecology*. Versailles. Ed. Quae, p. 181-199.
- BENJAMINSEN, T.-A. et SVARSTAD, H.** 2012. Discours et pratiques de conservation en Afrique, in GAUTIER, D. et BENJAMINSEN, T.A. *Environnement, discours et pouvoir. L'approche political ecology*. Versailles. Ed. Quae, p. 111-133.
- BEN NASR, J.** 2015. *Gouvernance et performance de la gestion de l'eau d'irrigation en Tunisie : cas des périmètres irrigués de Nadhour-Zaghouan*. Thèse de doctorat en Agronomie. Institut National Agronomique de Tunisie. 230 p.
- BERGER, P. et LUCKMANN, T.** 2008. *La construction sociale de la réalité*. Paris. Ed. Armand Colin. 356 p.
- BERGER, P. et ROQUES, J.-L.** 2005. *L'eau comme fait social*. Paris. Ed. L'Harmattan, coll. « Sociologies de l'environnement ». 185 p.
- BERTHIER, N.** 2016. *Les techniques d'enquête en Sciences Sociales : méthodes et exercices corrigés*. Paris. Ed. Armand Colin. 350 p.
- BESSE, J.M.** 1997. Le sens de la nature dans les discours philosophiques, in BESSE, J.-M. et ROUSSEL, I. (dir.). *Environnement. Représentations et concepts de la nature*. Paris. Ed. L'Harmattan, p. 35-50.
- BESTEIRO, A.G.** 1992. *Limnología de la formaciones palustres situadas sobre el acuífero de Madrid. Análisis de las relaciones entre aguas superficiales y subterráneas*. Thèse de doctorat. Écologie. Universidad Autónoma de Madrid. Espagne.
- BESTEIRO, A.G. et RIVIÈRE-HONEGGER, A.** 2018. Les représentations sociales du Alto Guadiana (Espagne) : entre eaux, superficielles et souterraines. Un obstacle pour imaginer son devenir ? *Géocarrefour*, 92 (1), p. 1-21.
- BETHEMONT, J.** 1999. *Les grandes fleuves. Entre nature et société*. Paris. Armand Colin. Coll. U. 255 p.
- BID** (Banque Interamericaine de Développement). 2014. *Plan de adaptación, ordenamiento y manejo integral de los ríos Grijalva y Usumacinta. Diagnóstico integrado con identificación de áreas prioritarias*. BID. 12 p.
- BIRKENHOLTZ, T.** 2009. Groundwater governmentality : hegemony and technologies of resistance in Rajasthan's (India) groundwater governance. *The Geographical Journal*, 175 (3), p. 208-220.
- BIRKENHOLTZ, T.** 2015. Recentralizing groundwater governmentality : rendering groundwater and its users visible and governable. *WIREs Water*, 2, p. 21-30.
- BISWAS, A.K.** 1999. Introduction. Water crise : current perceptions and future realities, in SALMAN, S.M. *Groundwater : Legal and Policy Perspectives*. Washington D.C. Proceedings of a World Bank Seminar. World Bank Technical Paper, n° 456, p. 1-11.
- BISWAS, A.K.** 2003. *Water resources of North America*, New York. Heidelberg-Springer. 370 p.
- BISWAS, A.K.** 2004. Integrated water resources management : a reassessment. *Water International*, 29 (2), p. 248-256.

- BISWAS, A.K.** 2008. Integrated Water Resources Management : is it working ? *International Journal of Water Resources Development*, 24 (1) : 5-22.
- BLAIKIE, P. et BROOKFIELD, H.** 1987. *Land degradation and society*. Londres. Mehtuen & Co Inc. 284 p.
- BLANC, G.** 2010. Protection de la nation et construction de la nature. Une histoire des parcs nationaux français depuis 1960 (Cévennes, Pyrénées et Vanoise). *Presses de Sciences Po. Vingtième Siècle*, 3 (107), p. 131-144.
- BLANC, G.** 2018. Pouvoir.s et environnement, in COUMEL, L., MORERA, R. et VRIGNON, A. (dir.) *Pouvoirs et environnement. Entre confiance et défiance, XVe-XXIe siècles*. Rennes. Presses Universitaires de Rennes, p. 239-243.
- BLANC, G. ; DEMEULENAERE, E. et FEUERHAHN, W.** 2017a. *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes*. Paris. Publications de la Sorbonne. 350 p.
- BLANC, G. ; DEMEULENAERE, E. et FEUERHAHN, W.** 2017b. Difficile interdisciplinarité, in BLANC, G., DEMEULENAERE, E. et FEUERHAHN, W. (dir.) *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes*. Paris. Publications de la Sorbonne, p. 271-275.
- BLANCHET, A.** 2003. *Dire et faire dire. L'entretien*. Paris. Ed. Armand Colin. 169 p.
- BLANCHET, A. et GOTMAN, A.** 2015. *L'enquête et ses méthodes. L'entretien*. Paris. Ed. Armand Colin. 126 p.
- BLANCHET, A.** 2013. Interviewer, in BLANCHET, A. ; GHIGLIONE, R.; MASSONAT, J. et TRONGNON, A. (dir.) *Les techniques d'enquête en Sciences Sociales*. Paris. Ed. Dunod, p. 81-126.
- BLANCHON, D.** 2016. Radical political ecology et water studies. Quels apports pour la géographie de l'environnement en France ?, in CHARTIER, D. et RODARY, E. (dir.) 2016. *Manifeste pour une géographie environnementale*. Paris. Presses de Sciences Po, p. 260-278.
- BLANCHON, D. et GRAEFE, O.** 2012. La radical political ecology de l'eau à Khartoum. Une approche théorique au-delà de l'étude de cas. *L'Espace Géographique*, 1 (41), p. 35-50.
- BLANDIN, P.** 2005. Développement durable et adaptabilité durable ? De la nécessité d'une éthique évolutionniste, in ACOT, P. et FAGEOT-LARGEAULT, A. (dir.) *L'éthique environnementale*, Chilly-Mazarin, Sens Éditions, p. 65-79.
- BLANDIN, P.** 2009. *De la protection de la nature au pilotage de la biodiversité*. Versailles. Ed. Quae. 124 p.
- BLOT, F.** 2005. *Discours et pratiques autour du « développement durable » et des « ressources en eau »*. Une approche relationnelle appliquée aux bassins d'Adour-Garonne et du Segura. Thèse de doctorat de géographie, Université Toulouse Le Mirail.
- BLOT, F.** 2015. Introduction. Interaction et situation de crise, in BERINGUIER, P. ; BLOT, F. ; DESAILLY, B. et SAQUALLI, M. (coord.). *Environnement, politiques publiques et pratiques locales*. Paris. Ed. L'Harmattan, p. 187-189.
- BLOT, F. et BESTEIRO, A.G.** 2017. Contribution de la géographie francophone à la *political ecology*. Deux études des relations société/eau souterraine dans l'Espagne semi-aride. *L'Espace Géographique*, 46 (3), p. 193-213.
- BLOT, F. ; BESTEIRO, A.G. et BÉNOS, R.** 2018. Compter ou conter la nature. Production de données environnementales et enjeux de pouvoir, in COUMEL, L., MORERA, R. et VRIGNON, A. (dir.) *Pouvoirs et environnement. Entre confiance et défiance, XV<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*. Rennes. Presses Universitaires de Rennes, p. 195-212.
- BLOUIN GENEST, G. ; JULIEN, F. et PAQUEROT, S.** 2012. *L'eau en commun. De ressource naturelle à chose cosmopolitisme*. Québec. Presses de l'Université du Québec. 164 p.

- BOEGE, E.** 2008. La captación del agua en los territorios actuales de los pueblos indígenas de México, in PARE, L. , ROBINSON, D. et GONZÁLEZ, M.A. (coord.) *Gestion de cuencas y servicios ambientales. Perspectivas comunitarias y ciudadanas*. México. Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales, Instituto Nacional de Ecología, WWF. p. 41-66.
- BOELENS, R. ; HOOGESTEGER, J. et SWYNGEDOUW, E. ; VOS, J. et WESTER, P.** 2016. Hydrosocial territoires : a political ecology perspective. *Water International*, 41 (1), p. 1-14.
- BOIRA, J.V.** 2015. Deconstruyendo el mapa conservador. Sobre el renacimiento de la geografía en el siglo XXI. *Boletín de la Asociación de Geógrafos españoles*, 67, p. 233-250.
- BONAFÉ-SCHMITT, J.-P.** 2005. La médiation : une forme d'action, in FAGET, J. (dir.). *Médiation et action publique. La dynamique fluide*. Bordeaux. Presses Universitaires de Bordeaux, p. 63-78.
- BONNEMAISON, J.** 1981. Voyage autour du territoire. *L'Espace géographique*, 4, p. 249-262.
- BOQUÉ TORREMORELL, M.C.** 2003. *Cultura de mediación y cambio social*. Barcelona. Ed. Gedisa. 137 p.
- BOSI, S. et EUZEN, A.** 2015. *Prospective. Droit, écologie et économie de la biodiversité*. Paris. Les cahiers de prospective du CNRS. 68 p.
- BOUBA-OLGA, O. et GROSSETTI, M.** 2008. Socio-économie de proximité. *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, 3, p. 311-328.
- BOULEAU, G.** 2012. Ce que nous apprend l'histoire des indicateurs environnementaux. *Revue Forestière Française*, 5, p. 645-652.
- BOULEAU, G.** 2017. La catégorisation politique des eaux sous l'angle de la political ecology : le patrimoine piscicole et la pollution en France. *L'Espace Géographique*, 46 (3), p. 214-230.
- BOULEAU, G. ; RICHARD-FERROUDJI, A. et WEREY, C.** 2011. Patrimoines à réapprécier., in BOULEAU, G. et GUÉRIN-SCHNEIDER, L. (éd.) *Des tuyaux et des hommes. Les réseaux d'eau en France*. Versailles. Ed. Quae, p. 49-65.
- BOULEAU, G. et FERNANDEZ, S.** 2012. La Seine, le Rhône et la Garonne : trois grandes fleuves et trois représentations scientifiques, in GAUTIER, D. et BENJAMINSEN, A. *Environnement, discours et pouvoir. L'approche political ecology*. Versailles. Ed. Quae. p. 201-217.
- BOULEAU, G. et DEUFFIC, P.** 2016. Q'y a-t-il de politique dans les indicateurs écologiques ? *VertigO*, 16 (2), p. 1-11.
- BOURBLANC, M. et BLANCHON, D.** 2017. Gérer ou gouverner la ressource en eau? Modélisation et temps réel et gestion de la pénurie au sein de la rivière Crocodrile (Afrique du Sud). *Natures Sciences Sociétés*, 2 (25), p. 134-147.
- BOURDIEU, P.** 1979. *La distinction : critique sociale du jugement*. Paris. Les éditions de Minuit. 672 p.
- BOURDIEU, P.** 1982. *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*. Parid. Ed. Fayard. 239 p.
- BOURDIEU, P.** 1993. Comprendre, in BORDIEU, P. (dir.) *La misère du monde*. Paris. Ed. Seuil, p. 1389-1425.
- BOURDIEU, P.** 2001. *Langage et pouvoir symbolique*. Paris. Ed. du Seuil, Points. 423 p.
- BOURDIEU, P. ; CHAMBOREDON, J.-C. et PASSERON, J.-C.** 2006. *Le métier de sociologue : préalables épistémologiques*. Paris. Ed. École des Hautes Études en Sciences Sociales. 357 p.
- BOURG, D.** 1997. Le paradoxe de nos relations à la nature, in BESSE, J.-M. et ROUSSEL, I. (dir.) *Environnement : représentations et concepts de la nature*. Paris. Ed. L'Harmattan, p. 53-73.
- BOURGEOIS-GIRONDE, S.** 2002. Relations causales et propriétés temporelles, in BOURGEOIS-GIRONDE, S. (dir.) *Temps et causalité*. Paris. PUF, p. 15-36.

- BOUZILLÉ, J.-B.** 2014. *Écologie des zones humides. Concepts, méthodes et démarches*. Paris. Ed. Lavoisier. 241 p.
- BRACHET, C. ; THALMEINEROVA, D. et MAGNIER, J.** 2015. *Manuel sur la gestions et la restauration des écosystèmes aquatiques dans les bassins des fleuves et des lacs*. RIOB (Réseau International des Organismes de Bassin, GWP (Global Water Partnership), ONEMA (Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques) et OIEau (Office International de l'Eau). 96 p.
- BRAVARD, J.-P.** 2000. Les extrêmes hydrologiques : handicaps reductibles ou composantes patrimoniales à sauvegarder ?, in BRAVARD, J.-P. *Les régions françaises face aux extrêmes hydrologiques. Gestion des excès et la pénurie*. Paris. Ed. Sedes. 287 p.
- BRAVARD, J.-P.** 2004. Dynamiques à long terme des systèmes écologiques ou de l'Éden impossible à la gestion de la variabilité, in LÉVÊQUE, C. et VAN DER LEEUW, S. (eds.) *Quelles natures voulons nous ? Pour une approche socio-écologique du champ de l'environnement*. Paris. Ed. Elsevier Masson, p. 133-139.
- BREDEHOEFT, J.-D.** 2002. The water budget myth revisited : why hydrogeologists model. *Ground water*, 40 (4), p. 340-345.
- BRESSON, M.** 2014. La participation : un concept constamment réinventé. Analyse sociologique des enjeux de son usage et de ses variations. *Socio-logos*, 9, p. 1-20.
- BROC, N.** 1991. *Les Montagnes au siècle des lumières*. Paris. Éd. du Comité des Travaux historiques et scientifiques. 299 p.
- BRUN, A.** 2006. Introduction : les objectifs, les principes et les éléments de débat, in BRUN, A. et LASSERRE, F. *Politiques de l'eau. Grands principes et réalités locales*. Québec. Presses de l'Université de Québec, p. 1-14.
- BRUN, A. et LASSERRE, F.** 2012. Introduction, in BRUN, A. et LASSERRE, F. (dir.). *Gestion de l'eau : approche territoriale et institutionnelle*. Québec. Presses de l'Université du Québec, p. 1-13.
- BRUNEL, S. et PITTE, J.-R.** 2010. *Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête*. Paris. Ed. J.-C. Lattès. 353 p.
- BRUNET, R. ; FERRAS, R. et THÉRY, H.** 1992. *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*. Montpellier-Paris. RECLUS-La Documentation française. 470 p.
- BRUNHES, J.** 2018. *L'irrigation, ses conditions géographiques, ces modes et son organisation dans la Peninsule Ibérique et dans l'Afrique du Nord*. Londres, Forgotten Books ed. 612 p.
- BUCHS, A.** 2016a. *La pénurie en eau est-elle inéluctable ? : une approche institutionnaliste de l'évolution du mode d'usage de l'eau en Espagne et au Maroc*. Bruxelles. PIE Peter Lang ed. 331 p.
- BUCHS, A.** 2016b. Processus de qualification et construction d'un compromis institutionnel territorialisé. La gestion intégrée de l'eau par bassin dans le canton de Fribourg, Suisse. *Développement durable et territoires*, 7 (3), p. 1-23.
- BUDDS, J. et HINOJOSA, L.** 2012. Restructuring and rescaling water governance in mining context : the co-production of waterscapes in Peru. *Water alternatives*, 5 (1), p. 119-137.
- BUENO, G.** 2006. *Zapatero y el pensamiento Alicia. Un presidente en el país de las maravillas*. Madrid. Temas de Hoy. 367 p.
- BUNGUE, V. ; COTLER, H., IURA GONZÁLEZ, D. et RUIZ BEDOLLA, K.** 2014. Las cuencas en los instrumentos de planeación ambiental : nuevos retos, in PÉREZ CORREA, F. (coord.). *Gestión pública y social del agua en México*. México. Universidad Nacional Autónoma de México, p. 12-20.

- BURGOS, A. et BOCCO, G.** 2014. La gestión del agua y el aporte de la geografía al enfoque de cuencas hidrográficas en México, *in* PÉREZ CORREA, F. (coord.). Gestión pública y social del agua en México. México DF. Universidad Nacional Autónoma de México, p. 21-33.
- CADORET, A.** 1985. *Protection de la nature : histoire et idéologie. De la nature à l'environnement.* Paris. Ed. L'Harmattan. 245 p.
- CAILLÉ, A. ; CHANIAL, P. et VANDENBERGHE, F.** 2001. Présentation. « Chassez le naturel...écologisme, naturalisme et constructivisme. *Revue du MAUSS*, 1 (17), p. 5-21
- CALBERAC, Y.** 2011a. Le terrain des géographes est-il un terrain géographique ? Le terrain d'un épistemologue. *Carnets de géographie*, 2. Rubrique Carnets de terrain. p. 1-6.
- CALBERAC, Y.** 2011b. Le terrain « une manière de vivre et de regarder les monde et les gens ». Entretien avec Pierre Gentelle. *L'information géographique*, 75, p. 102-109.
- CALLEJA, E.** 2004. Planteamientos del gobierno de Castilla-La Mancha en el Alto Guadiana, *in* MARTÍNEZ GIL, J. (coord.) *Una Nueva Cultura del Agua para el Guadiana. Desde Ruidera a Ayamonte.* Zaragoza. Fundación Nueva Cultura del Agua, p. 143-147.
- CALLON, M. ; LASCOUMES, P. et BARTHE, Y.** 2001. *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique.* Paris. Ed. Seuil. 437 p.
- CALVO GARCÍA TORNEL, F.** 2011. Efectos sociales y económicos de las sequías en España, *in* MORALES GIL, A. et GIL OLCINA, A. (eds.). *Causas y consecuencias de las sequías en España.* Alicante. Ed. Universitat d'Alacant, p. 373-380.
- CAMARERO, L.** 1993. *Del éxodo rural y el éxodo urbano. Ocaso y renacimiento de los asentamientos rurales en España.* Madrid. Servicio de Publicaciones del Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación. 512 p.
- CAMPUBRÍ, L.** 2017. *Los ingenieros de Franco. Ciencia, catolicismo y guerra fría en el estado franquista.* Barcelona. Ed. Crítica. 317 p.
- CANO GARCÍA, G.** 1992. Confederaciones hidrográficas, *in* GIL OLCINA, A. et MORALES GIL, A. (eds.) *Hitos históricos de los regadíos españoles.* Madrid. Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación, p. 309-355.
- CANS, R.** 2001. *La ruée vers l'eau.* Paris. Ed. Folio-Gallimard. 224 p.
- CAÑIZARES, M.C. et RODRÍGUEZ, M.A.** 2014. Ciudad Real y el « reino de Don Quijote » : un megaproyecto urbanístico paralizado por la crisis. *XII Coloquio y Trabajos de Campo del Grupo de Geografía Humana.* Madrid, 11-14 junio.
- CARABIAS, J. ; PROVENCIO, E. ; DE LA MAZA, J. et ROMERO, J.C.** 2000. *Programa de manejo. Reserva de la Biosfera Pantanos de Centla.* México. Instituto Nacional de Ecología-SEMARNAT. 223 p.
- CARABIAS, J. et LANDA, R.** 2005. *Agua, medio ambiente y sociedad. Hacia la gestión integral de los recursos hídricos en México.* México. Universidad Nacional Autónoma de México/El Colegio de México/Fundación Gonzalo rio Arronte. 211 p.
- CARABIAS, J. ; DE LA MAZA, J. et CADENA, R.** 2016. *Conservación y desarrollo sustentable en la Selva Lacandona. 25 años de actividades y experiencias.* México. Ed. Natura y Ecosistemas mexicanos. 694 p.
- CARIA, S. et DOMINGUEZ, R.** 2014. El porvenir d'una ilusió : la ideología del buen vivir. *América Latina Hoy*, 67, p. 139-163.
- CARTIER, S. ; GASCUEL-ODOUX, C. et BENOÎT, M.** 2016. Les connaissances territoriales pour l'eau, miroir ou mirage? , *in* GOELDNER-GIANELLA, L., BARRETEAU, O., EUZEN, A., PINON-LECONTE, M., GAUTIER, Q. et ARNOULD, P. (coord.). *Concilier la gestion de l'eau et des territoires.* Paris. Ed. Johanet, p. 117-125.



- CARVAJAL, D.** 2010. (Ne pas) enseigner les méthodes qualitatives et (ni) former aux logiciels d'analyse des données qualitatives : une approche constructiviste de l'enseignement de la recherche qualitative, in DUMONT, V. ; LEJEUNE, C. et GUILLEMETTE, F. (dir.). Logiciels pour l'analyse qualitative : innovations techniques et sociales. *Recherches qualitatives*, Hors série, n° 9, p. 181-195.
- CASTAÑO, S.** 2008. *Las Tablas de Daimiel : un humedal interior dependiente de las aguas subterráneas*. Curso de verano de la Universidad de Burgos. Gestión de espacios naturales. 16 p.
- CASTAÑO, S. ; DE LA LOSA, A. ; MEDIAVILLA, R. ; SANTISBEBE, I.I. et MARTINEZ-SANTOS, P.** 2014. Effet of hydraulic infrstructures on the chemical quality of flooded area of Tablas de Daimiel National Parck (Central Spain). Huesca. *International Conference Wetlands, 2014*. « *Wetlands Biodiversity and Services : Tools for Socio-Ecological Development*.
- CASTRO, A. et GUIJARRO, L.** 2007. La sequía en los medios de comunicación, in Comité de expertos en sequía. *La sequía en España. Directrices para minimizar su impacto*. Madrid. Ministerio de Medio Ambiente, p. 235-293.
- CASTRO LARRAÑAGA, M.V.** 2009. Nouvelles questions, nouveaux défis : réponses de la *political ecology*. *Natures, sciences, sociétés*, 17 (1), p. 12-17.
- CASTRO SOTO, G.** 2014. La cuenca del Usumacinta, cuna de la resistencia mesoamericana organizada contra las represas. *Otros mundos AC/MAPDER*, 47, p. 1-15.
- CATTARUZZA, A. et SINTÈS, P.** 2011. *Géographie des conflits*. Paris. Ed. Bréal. 220 p.
- CEFAÏ, D.** 2003. *L'enquête de terrain*. Paris. Ed. La Découverte. 625 p.
- CELIS, A.** 2020. *Historia del Parque Nacional de Las Tablas de Daimiel a partir del registro sedimentario y las fuentes historiográficas (de la Edad del Bronce a la Edad Contemporánea)*. Thèse de doctorat en Histoire. Université de Castilla-La Mancha. 197 p.
- CELIS, A.; MEDIAVILLA, R.; DE LA LOSA, A.; SANTISTEBAN, J. et CASTAÑO, S.** 2015. La ruptura del equilibrio en las Tablas de Daimiel. *Tierra y Tecnología*, 46. Disponible sur : <https://www.icog.es/TyT/index.php/2015/09/la-ruptura-del-equilibrio-en-las-tablas-de-daimiel/>
- CELIS, A. ; CASTAÑO, S. ; MEDIAVILLA, R. ; SANTISTEBAN, J. et DE LA LOSA, A.** 2016. Un conflicto entre intereses privados y dominio público en el Guadiana : el molino del Navarro en Daimiel (s. XVIII-x.XX), in ALIA MIRANDA, F., ANAYA FLORES, J., MANSILLA PLAZA, L. et SANCHEZ LILLO, J. (coord.). *II Congreso Nacional Ciudad Real y su provincia. Ciudad Real*, Ed. Instituto de Estudios Manchegos-CSIC, p. 513-532.
- CENTEMERI, L. et RENO, G.** 2017. Jusqu'où l'économie écologique pense-t-elle l'inégalité environnementale ? Autour de l'ouvre de Joan Martinez-Alier, in LARRÈRE, C. (dir.) *Les inégalités environnementales*. Paris. Presses Universitaires de France, p. 53-72.
- CEVALLOS, D.** 2005. *México : Montes Azules, selva de la discordia*. Tierramérica, Medio Ambiente y Desarrollo. Disponible sur : <http://www.ipsnoticias.net/2005/05/mexico-montes-azules-selva-de-la-discordia/>
- CHAMBOREDON, J.-C.** 1985. La naturalisation de la campagne : une autre manière de cultiver les simples ?, in CADORET, A. (dir.) *Protection de la nature. Histoire et idéologie. De la nature à l'environnement*. Paris. Ed. L'Harmattan, p. 138-151.
- CHARAUDEAU, P.** 2013. Le chercheur et l'engagement. Une affaire de contrat. Argumentation et Analyse du Discours, 11 Disponible sur [http:// aad.revues.org/1532](http://aad.revues.org/1532).
- CHARTIER, D. et RODARY, E.** 2007. Géographie de l'environnement, écologie politique et cosmopolitiques. *L'Espace Politique*, 1 (1), p. 1-11.

- CHARTIER, D. et RODARY, E.** 2015. Globalising political ecology : a political necessity, in BRYANT, R.L. (dir.) *The international handbook or political ecology*. Cheltenham/Northampton. Edward Elgar, p. 547-560.
- CHARTIER, D. et RODARY, E.** 2016. Introduction/Géographie, écologie, politique un climat de changement, in CHARTIER, D. et RODARY, E. (dir.). *Manifeste pour une géographie environnementale*. Paris. Presses de Sciences Po, p. 13-56.
- CHARVET, J.-P. et SIVIGNON, M.** 2016. *Géographie humaine. Questions et enjeux du monde contemporain*. Paris. Ed. Armand Colin. 398 p.
- CHARVOLIN, F. ; MICOUD, A. et NYHART, L.K.** 2007. La nature des profanes : pour une autre approche de l'amateur, in CHARVOLIN, F. ; MICOUD, A. et NYHART, L.K. (éds.). *Des sciences citoyennes ? La question de l'amateur dans les sciences naturalistes*. La Tour d'Aigues. Éditions de l'Aube, p. 7-15.
- CHIAPPELLO, E. ; EYRAUD, C. ; LORINO, P. ; SUPLOT, A. ; LAMENDOUR, E. et LEMARCHAND, Y.** 2015. À propos de l'emprise du chiffre. *ESKA. Entreprises et histoire*, 2 (79), p. 174-187.
- CIRUJANO, S. et ÁLVAREZ COBELAS, M.** 2011. *Aguazales, lagunas y marjales de La Mancha*. Alcázar de San Juan. Ed. Consorcio del Alto Guadiana. 95 p.
- CLARIMONT, S.** 1996. Conflits pour l'eau dans le bassin de l'Èbre, in DRAIN, M. (dir.) Les conflits pour l'eau en Europe Méditerranéenne. *Espace rural*, 36, p. 63-114.
- CLARIMONT, S.** 1999a. *Les conflits pour l'eau d'Europe méditerranée : le cas du bassin de l'Èbre (Espagne)*. Thèse de doctorat en géographie. Université de Montpellier 3. 700 p.
- CLARIMONT, S.** 1999b. De la conquête de l'eau à la question hydraulique : discours aménagistes et sociétés locales dans le bassin de l'Èbre, in MARIÉ, M., LARCENA, D. et DÉRIOZ, P. (dir.). *Cultures, usages et stratégies de l'eau en Méditerranée Occidentale. Tensions, conflits et régulation*. Paris. Ed. L'Harmattan, p. 300-319.
- CLARIMONT, S.** 2006. La planification hydrologique et le développement durable en Europe Occidentale. Une comparaison France-Espagne, in BRUN, A. et LASSERRE, F. (dir.) *Politiques de l'eau. Grands principes et réalités locales*. Québec. Presses de l'Université de Québec, p. 113-133.
- CLARIMONT, S.** 2010. Le transfert d'eau : radioscopie de la contestation du projet de connexion Èbre-Llobregat (Espagne), in SCHNEIER-MADANES, G. (dir.). *L'eau mondialisée. La gouvernance en question*. Paris. La Découverte, p. 255-273.
- CLAVAL, P.** 2007. *Épistémologie de la géographie*. Paris. Ed. Armand Colin. 303 p.
- COASE, R.** 1992. Le problème du coût social. *Revue française d'économie*, 7 (4), p. 153-193.
- COHEN, S.** 1999. *L'art d'interviewer les dirigeants*. Paris. Presses Universitaires de France. 275p.
- COHEN, A. et DAVIDSON, S.** 2011. The watershed approach : challenges, antecedents, and the transition from technical tool to gouvernance unit. *Water alternatives*, 4 (1), p. 1-14.
- COLETO, C. ; MARTÍNEZ CORTINA, L. et LLAMAS, M.R.** 2003. *Conflictos entre el desarrollo de las aguas subterráneas y la conservación de los humedales. La cuenca alta del Guadiana*. Madrid. Fundación Botín. 352 p.
- COLLIGNON, B.** 2010. L'éthique et le terrain. *L'information géographique*, 1 (74), p. 63-83.
- COLLIGNON, B. et RETAILLÉ, D.** 2010. Introduction. *L'information géographique*, 1 (74), p. 6-8.
- COLMENAR, E.** 2001. Las confederaciones hidrológicas cumplen 75 años. Bodas de platino. *Ambienta*, septembre 2001, p. 37-40.
- CONSIDÈRE, S. et PERRIN, T.** 2017. *Frontières et représentations sociales. Questions et perspectives méthodologiques*. Louvain-la-Neuve, Ed. Academia. 392 p.

- CORVOL, A.** 1993. *La nature en révolution, 1750-1800*. Paris. Ed. l'Harmattan. 232 p.
- COSTANZA, R.** 2003. The early history of ecological economics and the International Society for Ecological Economics (ISEE). *Internet Encyclopaedia of Ecological Economics*. 3 p.
- COSER, L.A.** 1982. *La fonction du conflit social*. Paris. Presses Universitaires de France. 184 p.
- COSTA, J.** 1911. *Política hidraulica (misión social los riegos en España)*. Madrid. Biblioteca J. Costa. 353 p. Disponible sur : [www.cervantesvirtual.com](http://www.cervantesvirtual.com)
- COOLE, D. et FROST, S.** 2010. *New materialisms : ontology, agency and politics*. Duke. Duke University Press. 347 p.
- COUTEAU-BÉGARIE, H.** 1984. Julien Freund. Sociologie du conflit. *Politique étrangère*, 49 (2), p. 452-453.
- CRESSIER, P.** 2006. La maîtrise de l'eau en al-Andalus. Paysages, pratiques et techniques. Madrid. Casa de Velázquez, 93. 362 p.
- CROZET, Y.** 1997. *Analyse économique de l'État*. Paris. Ed. Armand Colin. 191 p.
- CRUCES DE ABIA, J. ; HERNÁNDEZ, J.M. ; LÓPEZ SANZ, G. et ROSELL, J.** 1998. *De la noria a la bomba. Conflictos sociales y ambientales en la cuenca alta del río Guadiana*. Bilbao. Bakeaz/Coagret. 343 p.
- CRUTZEN, P.J. et STOERMER, E.F.** 2000. The « Anthropocène ». *The International Geosphere-Biosphere Programme (IGBP) Newsletter*, 41, p. 17-18.
- CUSTODIO, E.** 1989. Consideraciones sobre la sobreexplotación de acuíferos en España, in PULIDO BOSCH, A., CASTILLO MARTÍN, A. et PADILLA BENITEZ, A. *La sobreexplotación de acuíferos*. Comunicaciones al congreso nacional « La sobreexplotación de acuíferos ». Almería, 11-14/12/1989, p. 43-64.
- CUSTODIO, E.** 1993. Aquifer intensive exploitation and over-exploitation with respect to sustainable development. *European Center for Pollution Research*, 2, p. 509-516.
- CUSTODIO, E.** 1996. Explotación racional de las aguas subterráneas. *Acta Geológica Hispánica*, 30, p. 21-48.
- CUSTODIO, E. et LLAMAS, M.R.** 1997. Consideraciones sobre la génesis y evolución de ciertos hidromitos en España, in GIL PÉREZ-ANDUJAR, A. (dir.). *En defensa de la libertad : homenaje a Víctor Mendoza Oliván*. Madrid. Instituto de Estudios Económicos, p. 167-179.
- DAVIS, M.D.** 2007. Integrated water resource management and water shaning. *Journal of water resources Planning and Management*, 133 (5), p. 427-445.
- DE ALBA, F. et CRUZ, C.** 2013. Potencialidades conflictivas des stress hídrico : ¿Las resistencias sociales desbordan territorios en México ? *Reflexión política*, 15 (30), p. 24-37.
- D'ALESSANDRO-SCARPARI, C.** 2010. Terrains africains, de la dénonciation au militantisme. *L'information géographique*, 1 (74), p. 55-62
- DALSUET, A.** 2010. *Philosophie et écologie*. Paris. Ed. Gallimard. 225 p.
- DE KETELE, J.-M. et ROEGIERS, X.** 2009. *Méthodologie de recueil d'informations. Fondements des méthodes d'observation, de questionnaire, d'interview et d'étude des documents*. Louvaine-la-Neuve. Ed. De Boeck. 204 p.
- DE LEÓN ARDÓN, R. et DE LAS NIEVES SÁNCHEZ GUERRERO, G.** 2017. Caracterización de los escenarios como herramienta para la planificación pública del agua. El caso mexicano. *Gestión y política pública*, XXVI (1), p. 53-103.
- DE PALACIO, A.** 2010. Le projet hydroélectrique de Tenosique (Mexique-Guatemala) : barrage global et gouvernance locale, quelles perspectives ? *VertigO*, Hors série 7 « La gouvernance de l'eau dans les Amériques ». p. 1-11.

- DE SARTRE, X.-A., CASTRO, M., DUFOUR, S. et OSZWALD, J.** 2014. *Political ecology des services écosystémiques*. Bruxelles. Ed. Peter Lang AG. 288 p.
- DE SOUSA SANTOS, B.** 2018. *Epistemologías del Sur*. Buenos Aires CLACSO / Coímbra CES. 470 p.
- DE STEFANO, L. et GARRICK, D.E.** 2018. Governing water in federal river bassins. *Regional Environmental Change*, 18 (6), p. 1573-1578.
- DE VERDALLE, L. ; VIGOUR, C. et BIANIC, T.** 2012. S'inscrire dans une démarche comparative. Enjeux et controverses. *Terrains et travaux*, 2 (21), p. 5-21.
- DE VOS, J.** 1996. *Oro Verde. La conquista de la Selva Lacandona por los madereros tabasqueños, 1822-1949*. México. Fondo de Cultura Económica. 330 p.
- DEGREGORI, T.R.** 1988. Resources Are Not. They Become : an Institutional Theory, in TOOL, M.R. (éd.). *Evolutionary economics. Foundations of institutional thought*. New York. M.E. Sharpe, Inc. p. 291-314.
- DEL MOLINO, S.** 2016. *La España vacía. Viaje pour un país que nunca fue*. Madrid. Ed. Turner. 296 p.
- DEL MORAL, L.** 2000. Planificación hidrológica y política territorial en España, in *Una cita europea con la nueva cultura del agua : la directiva marco, perspectivas en Portugal y España*. II Congreso Ibérico sobre Planificación y Gestión de Aguas. p. 29-45.
- DEL MORAL, L.** 2009. Nuevas tendencias en gestion del agua, ordenación del territorio e integración de políticas sectoriales. *Scripta Nova, XIII (205)*. Disponibles sur : <http://www.ub.es/geocrit/sn/sn/-285.htm>
- DEL MORAL, L.** 2010. Changing water discourses in a modern society, in GARRIDO, A. et LLAMAS, R. (dir.). *Water policy in Spain*. Leiden. CRC Press-Balkema, p. 85-93.
- DEL MORAL, L.** 2012. L'irrigation en Espagne et son avenir. Retour sur 12 ans de débats (1998-2010), in ASPE, C. (coord.) *De l'eau agricole à l'eau environnementale. Resistance et adaptation aux nouveaux enjeux du partage de l'eau dans les pays du bassin Méditerranéen*. Versailles. Ed. Quai, p. 35-49.
- DEL MORAL, L.** 2015. Ecología política y escalas en la gestión del agua. Cuencas hidrográficas y poderes territoriales en la Península Ibérica (España y Portugal). *Revista GeoAmazônica*, 3 (6), p. 54-82.
- DEL MORAL, L. et DO O, A.** 2014. Water governance and scalar politics across multiple-boundary river basins : states, catchements and territorial powers in the Iberian Peninsula. *Water International*, 39 (3), p. 333-347.
- DEL MORAL, L. et HERNÁNDEZ MORA, N.** 2016. Nuevos debates sobre escalas en política de aguas : Estado, cuencas hidrográficas y comunidades autónomas en España. *Ciudad y territorio. Estudios territoriales*, XLVIII (190), p. 563-583.
- DEL POZO TEJADO, J. et MEJÍAS MORENO, M.** 2017. Los ojos del Guadiana y del Gigüela : el resurgir de una masa de agua subterránea declarada « en riesgo ». *Boletín geológico y minero*, 128 (4), p. 885-911.
- DEL VAL, A.** 2019. 40 años. *Ecologista – Spécial « 100 numéros d'action écologiste »*, 100, p.11-13.
- DEL VALLE CALZADO, A.R.** 2010. *Historia agraria de Castilla-La Mancha*. Siglos XIX-XXI. Ciudad Real, Ed. Almad. 383 p.
- DELANNOI, G. ; HINTERMEYER, P. ; RAYNAUD, P. et TAGUIEFF, P.-A.** 2011. *Julien Freund, la dynamique des conflits*. Paris. Berg International éd. 314 p.
- DELMOTTE, F. et DUEZ, D.** 2016. Penser ensemble les frontières et la communauté (politique), in DELMOTTE, F. et DUEZ, D. *Les frontières et la communauté politique. Faire, défaire et penser les frontières*. Bruxelles. Presses Universitaires Saint-Louis, p. 9-32.

- DELOTTIER, H.** 2017. *Quantification et réduction des incertitudes associées aux modèles hydrodynamiques de gestion quantitative des eaux souterraines*. Thèse de doctorat en Hydrologie. Université de Bordeaux Montaigne. 191 p.
- DELOUVÉE, S.** 2016. La théorie des représentations sociales : quelques repères socio-historiques, in LO MONACO, G., DELOUVÉE, S. et RATEAU, P. (coord.). *Les représentations sociales. Théories, méthodes et applications*. Louvaine-la-Neuve. Ed. De Boeck Supérieur. p. 39-50
- DEMAZIÈRE, D.** 2005. Des logiciels d'analyse textuelle au service de l'imagination sociologique. *Bulletin de méthodologie sociologique*, 85, p. 5-9.
- DEMAZIÈRE, D. ; BROSSAUD, C. ; TRABAL, P. et VAN METER, K.** 2006. *Analyses textuelles en sociologie. Logiciels, méthodes, usages*. Rennes. Presses Universitaires de Rennes. 224 p.
- DEPEAU, S.** 2006. De la représentation sociale à la cognition spatiale et environnementale : la notion de "représentation" en psychologie sociale et environnementale. Rennes. *ESO-Rennes*, 25, p. 1-11
- DEPRAZ, S.** 2014. *Géographie des espaces naturels protégés. Genèse, principes et enjeux territoriaux*. Paris. Ed. Armand Colin. 320 p.
- DESANTI, R. et CARDON, P.** 2007. *L'enquête qualitative en sociologie*. Rueil-Malmaison. Ed. ASH. 99 p.
- DESCOLA, P.** 2015. *Par delà nature et culture*. Paris. Ed. Gallimard. 800 p.
- DESCOLA, P.** 2017. *La nature est une invention de l'occident*, in Les natures en question. Colloque de rentrée au Collège de France. 18-20 octobre 2017. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=YSs7E4zRnhE>
- DESCROIX, L.** 2012. Le bassin versant : unité de gestion des eaux idéale pour l'Afrique subsaharienne ?, in JULIEN, F. (dir.). *La gestion intégrée des ressources en eau en Afrique subsaharienne. Paradigme occidental, pratiques africaines*. Québec. Presses de l'Université de Québec, p. 78-105.
- DESCROIX, L. ; MAHÉ, G. ; LEBEL, T. ; FAVREAU, G. ; GALLE, S. ; GAUTIER, E. ; OLIVRY, J-C. ; ALBERGEL, J. ; AMOGU, O. ; CAPPELAERE, B. ; DESSOUASSI, R. ; DIEDHIOU, A. ; LE BRETON, E. ; MAMADOU, I. ; SIGHOMNOU, D.** 2009. Spatio-temporal variability of hydrological regimes around the boundaries between Sahelian and Sudanian areas of West Africa : A synthesis. *Journal of Hydrology*, 375 (1-2), p. 90-102.
- DESROSIÈRES, A.** 2008. *Pour une sociologie historique de la quantification. L'argument statistique I*. Paris. Presses Mines-Paristech. 330 p.
- DESROSIÈRES, A.** 2014. *Prouver et gouverner. Une analyse politique des statistiques publiques*. Paris. Ed. La Découverte. 284 p.
- DÉTIENNE, M.** 2010. *Comparer l'incomparable*. Paris. Ed. Le Seuil. 135 p.
- DEWITE, J.** 2001. Le déni du déjà-là. Sur la posture constructiviste comme manifestation de l'esprit du temps. *Revue du MAUSS*, 1 (17), p. 393-409.
- DI CHIRO, G.** 2012. La nature comme communauté : la convergence de l'environnement et de la justice sociale, in HACHE, E. (dir.). *Écologie Politique. Cosmos, communautés, milieux*. Paris. Ed. Amsterdam, p. 121-153
- DI MÉO, G.** 1998. *Géographie sociale et territoire*. Paris. Ed. Nathan. 317 p.
- DI MÉO, G.** 2008. Une géographie sociale entre représentations et action. *Montagnes méditerranéennes et développement territorial*, p. 13-21
- DI MEO, G.** 2014. *Introduction à la géographie sociale*. Paris. Ed. Armand Colin. 189 p.
- DÍAZ, M.B.** 1897. *Importancia de la canalización del Guadiana para el desarrollo de la riqueza agrícola e industrial de La Mancha*. Ciudad Real. Premio Juegos Florales 1897. 67 p.

- DIEGO CRUZ, E. ; ALLENDE CANO, A.I. ; JIMÉNEZ ESQUIVEL, M.T. et ANTONIO ALTAMIRANO, C.** 2015. *El agua en la impronta contemporánea : un debate urgente*. México. CESOP (Centro de Estudios Sociales y de Opinión Pública). 36 p.
- DOMINGUEZ CERVANTES, E.** 2009. *Conectividad biológica y social. Zonas de influencia de las áreas naturales protegidas*. México. Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad. Corredor Biológico Mesoamericano. Serie Conocimientos / Número 5. 134 p.
- DORVIL, H.** 2007. *Problèmes sociaux. Théories et méthodologies de la recherche*. Québec. Presses de l'Université du Québec. 526 p.
- DOWNS, R.M. et STEA, D.** 2011. Cognitive maps and spatial behaviour : process and products, in DODGE, M., KITCHIN, R. et PERKINS, C. (eds.). *The map reader : theories of mapping practice and cartographic representation*. Oxford. Wiley & Sons published, p. 312-317.
- DRAIN, M.** 1999. L'évolution de la regulation de l'eau en Espagne, in MARIÉ, M. ; LARCENA, D. et DÉRIOZ, P. 1999. *Cultures, usages et stratégies de l'eau en Méditerranée Occidentale. Tensions, conflits et régulations*. Paris. Ed. L'Harmattan, p. 48-57.
- DRAIN, M.** 2004. El reto del Guadiana, in MARTÍNEZ GIL, J. (coord.) *Una Nueva Cultura del Agua para el Guadiana. Desde Ruidera a Ayamonte*. Zaragoza. Fundación Nueva Cultura del Agua, p. 55-58.
- DUMOND, M.** 2010. Aux origines d'une géopolitique de l'action spatiale : Michel Foucault dans les géographies françaises. *L'Espace Politique*, 12 (3), p. 1-17
- DUMONT, V.** 2010. Du débat sur la place des logiciels dans l'analyse de données qualitatives. *Recherches qualitatives*, 9, p. 1-14.
- DUMOULIN, D. et RODARY, E.** 2005. Les ONG, au centre du secteur mondial de la conservation de la biodiversité, in AUBERTIN, C. (dir.) *Représenter la nature ? ONG et biodiversité*. Paris. IRD, p. 59-98.
- DUPRÉ, G.** 1996. Y a-t-il des ressources naturelles ? *Cahiers de Sciences Humaines*, 32 : 17-27.
- DURAND, L. et FIGUEROA, F.** 2014. Sobrevivir en una selva de proyectos. Relatos sobre la conservación en la comunidad Nueva Palestina en la Reserva de la Biosfera Montes Azules, Chiapas, in LEGORRETA DÍAZ, C. ; MÁRQUEZ ROSANO, C. et TRENCH, T. (coord.). *Paradojas de las tierras protegidas en Chiapas*. Universidad Autónoma de Chapingo, p. 107-127.
- ÉCHAUDEMAISON, C.-D. ; SOIN, R. ; JOUVERT-MELLET, G. et LEBLANC, O.** 2018. *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*. Paris. Ed. Nathan. 591 p.
- EL FAÏZ, M.** 2005. *Les maîtres de l'eau. Histoire de l'hydraulique arabe*. Arles. Ed. Actes Sud. 363 p.
- EMBID, A.** 2007. Los nuevos estatutos de autonomía y el reparto de competencias sobre el agua y las obras hidráulicas entre el Estado y las Comunidades Autónomas, in EMBID, A. (dir.) *Agua y territorio : consideración especial de la reforma de los estatutos de autonomía*. Navarra. Thomson Civitas-Aranzadi, p. 13-80.
- EMBID, A.** 2016. La empresa pública en el ciclo del agua. Infraestructura hidráulica, distribución y depuración. *Presupuesto y gasto público*, 83, p. 105-122.
- ENCEL, F.** 2009. *Horizons géopolitiques*. Paris. Ed. Le Seuil. 256 p.
- ESCOBAR, A.** 2013. *La ecología política, la ecología cultural y la historia ambiental a través de Relaciones. Estudios de Historia y Sociedad*. Zamora, Ed. El Colegio de Michoacán. 409 p.
- ESCOBAR, A.** 2016. Thinking-feeling with the earth : territorial struggles and the ontological dimension of the epistemologies of the south. *Revista de Antropología Iberoamericana*, 11 (1), p. 11-32

- ESPLUGA, J. ; BALLESTER, A. ; HERNÁNDEZ MORA, N. et SUBIRATS, J.** 2011. Participación pública e inercia institucional en la gestión del agua en España. *Revista de Estudios e Investigaciones Sociales*, 134, p. 3-26.
- ESQUIVEL GUERRERO, J.A. ; JIMÉNEZ BAUTISTA, F. et ESQUIVEL-SÁNCHEZ, J.A.** 2009. La relación entre conflictos y poder. *Revista Paz y Conflictos*, 2, p. 6-23.
- FALKENMARK, M.** 1981. Integrated view of land and water: The new cornerstone in environmental planning. *Geografiska Annaler, Series A, Physical Geography*, vol LXIII, p. 261-271.
- FARAH, H.I. et VASAPOLLO, L.** 2011. *Vivir bien ¿paradigma no capitalista?* La Paz, Bolivia, CIDES-UMSA. 437 p.
- FERNANDEZ, S.** 2014. Gouverner les eaux depuis 1945. Internationalisation et intensification des flux de capitaux, de techniques et de modèles, in PESTRE, D. (dir.) *Le gouvernement des technosciences. Gouverner les progrès et ses dégâts depuis 1945*. Paris. Ed. La Découverte, p. 203-229.
- FERNANDEZ, S.** 2017. Gouverner la pénurie d'eau. Quels discours et quelles pratiques ?, in PIERRON, J.-P. et HARPET, C. (dir.) *Écologie politique de l'eau. Rationalités, usages et imaginaires*. Paris. Hermann Éditeurs, p. 353-368.
- FERNANDEZ, S. et DEBRIL, T.** 2016. Qualifier le manque d'eau et gouverner les conflits d'usage : les cas des débits d'objectif d'étiage (DOE) en Adour-Garonne. *Développement durable et territoires*, 7 (3), p. 1-22.
- FERNÁNDEZ GALIANO, A.** 2000. La Comunidad Autónoma de Castilla-La Mancha, formación, in JUNTA DE COMUNIDADES DE CASTILLA LA MANCHA (éd). *Visiones para un Nuevo Siglo, Aportaciones desde Castilla-La Mancha a la conformación de los nuevos escenarios políticos de España*. Toledo. Ed. JCCM, p. : 95-108.
- FERNÁNDEZ LOP, A.** 2008. La cuenca hidrográfica como unidad funcional y de gestión. *Foresta*, 41, p. 40-42.
- FERNÁNDEZ LOP, A.** 2011. La definición del problema del agua dans la Mancha Húmeda, in GARCÍA DEL CASTILLO, J., RUBIO GARCÍA, A. et LÓPEZ BRAVO, A. (dir.). *Reserva de la Biosfera de la Mancha Húmeda. Retos y oportunidades de futuro*. Madrid. Ministerio de Medio Ambiente y Comunidad Autónoma de Castilla-La Mancha, p. 114-127.
- FERNÁNDEZ, J. et PRADAS REGEL, R.** 1996. *Los parques nacionales españoles. Una aproximación histórica*. Madrid. Organismo Autónomo de Parques Nacionales. 482 p.
- FESTINGER, L.** 1957. *A theory of cognitive dissonance*. Stanford. Stanford University Press. 304p.
- FIECHTER-WIDEMANN, E.** 2017. *Droit humain à l'eau : justice ou... imposture ? Éclairages juridiques, philosophique et théologiques du nouveau droit humain à l'eau*. Genève. Ed. Slatkine. 608 p.
- FLAMENT, C.** 2011. Structure, dynamique et transformation des représentations sociales, in ABRIC, J.-C. (dir.) *Pratiques sociales et représentations*. Paris. Presses Universitaires de France, p. 37-58
- FLAMENT, C. ; GUIMELLI, C. et ABRIC, J.-C.** 2006. Effets de masquage dans l'expression d'une représentation sociale. *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 1 (69), 15-31.
- FLORESCANO, E.** 1986. Ser criollo en la Nueva España. *Nexos* (revue en ligne) Disponible sur : <https://www.nexos.com.mx/?p=4638> .

- FLORÍN, M.** 2011. Investigación aplicada a la gestión y conservación de los humedales de La Mancha Húmeda, in GARCÍA DEL CASTILLO CRESPO, J., RUBIO GARCÍA, M.A., LÓPEZ BRAVO, A. (coord.). *Reserva de la Biosfera de La Mancha Húmeda : retos y oportunidades de futuro*. Madrid. Ministerio de Medio Ambiente, y Medio Rural y Marino y Programa MAB. p. 147-155.
- FOSTER, S.; TUINHOF, A. ; KEMPER, K. ; KOUNDOURI, P. et NANNI, M.** 2006. Explotación del recurso de agua subterráneas en acuíferos menores. Estrategia de gestión para abastecimiento de agua de aldeas y pueblos pequeños, in Banco Mundial. *Gestión sustentable del agua subterránea, conceptos y herramientas*. Nota informativa nº 13. 8 p.
- FOTTORINO, E.** 1989. *La France en friche*. Paris. Ed. Du Lieu Commun. 207 p.
- FRANÇOIS, M.** 2011. La construcción y consolidación de una percepción social en los conflictos del agua en España. El papel de los medios de comunicación. *VII Congreso Ibérico sobre gestión y planificación del Agua*. Talavera de la Reina, Espagne, p. 1-13.
- FREUND, J.** 1983. *Sociologie du Conflit*. Paris. Presses Universitaires de France. 380 p.
- FORNÉS, J.M. et LLAMAS, M.R.** 2004. Conflictos del agua en el Alto Guadiana, in MARTÍNEZ GIL, J. (coord.) *Una Nueva Cultura del Agua para el Guadiana. Desde Ruidera a Ayamonte*. Zaragoza. Fundación Nueva Cultura del Agua, p. 289-301.
- FOUCAULT, M.** 2015. Qu'est-ce que la critique ? Compte rendu de la séance du 27 mai 1978 à la Sorbonne, in *Qu'est-ce que la critique ? Suivi de la Culture de soi*. Paris. Vrin, coll. Philosophie du présent, p. 33-79.
- FOURNY, M.-C.** 2006. De la frontière naturelle à la nature comme lien transfrontalier. Du rôle et de la place de l'environnement et du milieu dans les coopérations transfrontalières, in VELASCO, H. et BOUQUET, c. (dir.) *Tropisme des Frontières. Approche pluridisciplinaire*. Paris. L'Harmattan, p. 50-70.
- FOYER, J. et DUMOULIN KERVRAN, D.** 2013. L'environnement social mexicain : une version endémique de l'écologie politique. *Ecologie & Politique*, 1 (4), p. 83-94.
- FRUTOS MEJÍAS, L.M.** 1995. Las confederaciones sindicales hidrográficas (1926-1931), in GIL OLCINA, A. et MORALES GIL, A. (eds.) *Planificación hidráulica en España*. Murcia. Fundación Caja del Mediterráneo, p. 181-256.
- FUENTES-CARRERA, J.** 2018. La municipalité frontalière de Tenosique, Tabasco au Mexique et la migration centroaméricaine dans le cadre de la politique sécuritaire mexicaine. *Hérodote*, 171, p. 107-118.
- FUNDACIÓN BOTÍN.** 2016. *En el mundo no falta agua, falta imaginación. El legado del Profesor Ramón Llamas*. Madrid, 17 de noviembre 2016. Ed. Fundación Botín.
- FUNTOWICZ, S.O. et RAVETS, J.R.** 2000. *La ciencia posnormal*. Barcelona. Ed. Icaria. 109 p.
- FNCA (Fundación Nueva Cultura del Agua).** 2012. *La organización administrativa del agua : ¿Qué modelo necesitamos para el siglo XXI ?* Disponible sur : <http://www.fnca.eu/actividades-iv>
- GALLAND, F.** 2014. *Le Grand Jeu. Chronique géopolitique de l'eau*. Paris. CNRS-éditions. 190 p.
- GARCÍA BORREGO, I.** 2006. El método cualitativo aplicado a la investigación medioambiental : grupos de discusión y entrevistas, in CAMARERO, L. (coord.) *Medio ambiente y Sociedad. Elementos de explicación sociológica*. Madrid. Ed. Thomson-Paraninfo, p. 174-213.
- GASPARELLO, G.** 2015. Autonomías indígenas en México : construir la paz en contextos violentos. *Quaderns-E de l'Institut Català d'Antropologia*, 21 (1), p. 81-97.



- GANDIN, J.** 2013. *Vers une gouvernance environnementale locale et participative : le cas des communautés du bassin versant transfrontalier de l'Usumacinta*. Thèse doctorale en Science Géographique. Université de Laval. Québec. 465 p.
- GARCÍA RODRIGUEZ, M.** 2007. El Parque Nacional de las Tablas de Daimiel : un ejemplo de conservación de humedales no sostenible. *VII Taller de Ecología y Desarrollo*. Universidad de Matanzas. Cuba. 10 p.
- GARCÍA, M. et LLAMAS, M.R.** 1993. Impacto de los regadíos en la llanura manchega. *Ecosistemas*, 5, p. 41-43.
- GARCÍA DEL CASTILLO CRESPO, J. ; RUBIO GARCÍA, M.A. et LÓPEZ BRAVO, A.** 2011. *Reserva de la Biosfera de La Mancha Húmeda : retos y oportunidades de futuro*. Madrid. Ministerio de Medio Ambiente, y Medio Rural y Marino y Programa MAB. 210 p.
- GARCÍA RODRÍGUEZ, M.** 2007. El Parque Nacional de las Tablas de Daimiel : un ejemplo de conservación de humedales no sostenible. *III Convención Internacional de la Universidad de Matanzas*. Cuba. ECODES 2007, p. 1-9.
- GAUCHON, C.** 2010. Des causes du conflit aux conditions de l'acceptation, in LASLAZ, L. GAUCHON, C. DUVAL-MASSALOUX, M et HÉRITIER, S. (coord.) *Espaces protégés, acceptation sociale et conflits environnementaux*. *Cahiers de Géographie*, 10, p. 263-269.
- GAUDIN, J.-P.** 2001. L'acteur. Une notion en question dans les sciences sociales. *Revue européenne des sciences sociales*, XXXIX-121, p. 7-14.
- GAUTIER, D. et BENJAMINSEN, T.-A.** 2012a. *Environnement, discours et pouvoir : l'approche political ecology*. Versailles. Ed. Quae. 254 p.
- GAUTIER, D. et BENJAMINSEN, T.-A.** 2012b. Introduction à la political ecology, in GAUTIER, D. et BENJAMINSEN, T.A. (coord.). *Environnement, discours et pouvoir. L'approche Political Ecology*. Versailles, Ed. Quae, p. 5-19.
- GAVIRIA, C.** 1999. De la culture de l'eau à la technique hydraulique : le Canal de Isabel II, in MARIÉ, M., LARCENA, D. et DÉRIOZ, P. (eds.) *Cultures, usages et stratégies de l'eau en Méditerranée Occidentale. Tensions, conflits et régulation*. Paris. Ed. L'Harmattan, p. 280-298.
- GÉHIN, E.** 1983. Coser Levis A, les fonctions du conflit social. *Revue française de sociologie*, 24 (1), p. 140-145.
- GÉLARD, J.-P.** 2006. *L'eau, source de vie, source de conflits*. Rennes. PUR. 15ème forum « Le Monde Diplomatique » - Carrefours de la pensée. 283 p.
- GÉNOT, J.-C.** 2008. *La nature malade de la gestion*. Paris. Ed. Sang de la Terre. 239 p.
- GÉNOT, J.-C.** 2014. *Plaidoyer pour une nouvelle écologie de la nature*. Paris. Ed. L'Harmattan. 184 p.
- GÉNOT, J.-C.** 2017. *Nature : le réveil du sauvage*. Paris. Ed. L'Harmattan. 219 p.
- GÉRARDOT, M. et LEMARCHAND, P.** 2011. *Géographie des conflits*. Paris. Ed. Atlande. Coll. Clefs Concours. 286 p.
- GHIOTTI, S.** 2006. Les Territoires de l'eau et la décentralisation. La gouvernance de bassin versant ou les limites d'une évidence. *Développement durable & territoires*, 6, p. 2-26.
- GHIOTTI, S.** 2007. *Les territoires de l'eau. Gestion et développement en France*. Paris. CNRS éd. 246 p.
- GIANSANTE, C. ; AGUILAR, M. ; BABIANO, M. ; GARRIDO, A. ; GÓMEZ, E., IGLESIAS, W.L., DEL MORAL, L., PEDREGAL, B.** 2002. Institutional adaptation to changing risk or water scarcity in lower Guadalquivir. *Natural Resources Journal*. New Mexico, 42 (3), p. 521-563.
- GIBBS, G.** 2012. *El análisis de datos cualitativos en Investigación Cualitativa*. Madrid. Ed. Morata. Colección Investigación Cualitativa. 199 p.

- GIBLIN, B.** 2009. Géopolitique et développement durable, in VEYRET, Y. 2009. *Le développement durable*. Paris. Ed. Sedes, p. 269-285.
- GILBERT, L.** 2002. Going the distance : « closeness » in qualitative data analysis software. *International Journal of Social Research Methodology*, 5 (3), p. 215-228.
- GINTRAC, C.** 2015. Quels positionnements pour quelle(s) géographie(s) critique(s) ?, in CLERVAL, A. ; FLEURY, A. ; REBOTIER, J. ; WEBER, S. (coord.). *Espace et rapports de domination*. Rennes. Presses Universitaires de Rennes, p. 57-67.
- GIRI, J. ; MEUNIER, B. et LAMBERT, Y.** (1981). *Évaluation des énergies renouvelables pour les pays en développement*. Coll. Technologies et Développement. Ed. Comes. 437 p.
- GLASER, B.G.** 1991. In honor of Anselm Strauss : collaboration, in MAINES, D. R. (dir.) *Social Organization an Social Process. Essays in Honor of Anselm Strauss*. New York. Aldine de Gruyter, p. 11-16.
- GLASER, B.-G. et STRAUSS, A.-A.** 2010. *La découverte de la théorie ancrée. Stratégies pour la recherche qualitative*. Paris. Ed. Armand Colin. 409 p.
- GLEICK, P.H.** 1993. *Water in crisis : a guide to the world's fresh water resources*. New York-Oxford. Oxford University Press. 473 p.
- GLON, E. et HINNEWINKEL, C.** 2009. Protéger la nature, est-ce protéger la société ? *Géographie et cultures*, 69, p. 1-7
- GOBIN, C. et DEROUBAIX, J.-C.** 2010. L'analyse du discours des organisations internationales. Un vaste champ encore peu exploré. *Mots. Les langages du politique*, 94, p. 107-114.
- GODBOUT, J.-T.** 2014. *La participation contre la démocratie*. Montréal, Ed. Liber. 216 p.
- GODET, L.** 2010. La « nature ordinaire » dans le monde occidental. *L'Espace géographique*, 4 (39), p. 295-308.
- GODOY HERRERA, J.-C.** 2003. Corredor biológico mesoamericano: iniciativa de integración regional para promover la conservación del bosque. *XII World Forestry Congress*. Québec. Disponible sur : <http://www.fao.org/docrep/article/wfc/xii/ms15-s.htm>
- GÓMEZ-FUENTES, A.C.** 2014. Estado y política hidráulica en México : el conflicto de los indígenas mazahuas. *Agua y territorio*, 4, p. 84-95.
- GÓMEZ REYES, Y.I.** 2011. *Vivir donde nace el agua : el movimiento social mazahua en Villa de Allende, Estado de México*. Zinacantepec. Ed. El Colegio Mexiquense, A.C. 239 p.
- GONZÁLEZ DE MOLINA, M. et TOLEDO, V.M.** 2014. *The social metabolism : a socio-ecological theory of historical change*. New York. Springer Ed. 355 p.
- GONZÁLEZ MARTÍN, J.A. ; ORDÓÑEZ, S. et GARCÍA DEL CURA, M.A.** 1987. Evolución geomorfológica de las Lagunas de Ruidera (Albacete-Ciudad Real). *Estudios geológicos*, 43 (3-4), p. 227-239.
- GRAMAGLIA, C.** 2009. Passions et savoirs contrariés comme préalables à la constitution d'une cause environnementale. Mobilisation de pêcheurs et de juristes pour la protection des rivières. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 3 (3), p. 406-431.
- GREIMAS, A.-J.** 1966. *Sémantique structurale : recherche de méthode*. Paris. Ed. Larousse. 262 p.
- GRENIER, C.** 2000. *Conservation contre nature. Les îles Galapagos*. Paris. IRD. 376 p.
- GROSSO CEPPARO, M.V.** 2012. Vivir sin agua. Estrategias frente a la escasez en la tierras secas no irrigadas de Lavalle, Mendoza. *Entramados y Perspectivas*, 3 (3). p. 13-37.
- GRUJARD, E.** 2003. La gestion de l'eau à l'épreuve des territoires. *Hérodote*, 3 (110), p. 47-69.
- GUDYNAS, E. et ACOSTA, A.** 2011. La renovación de la crítica al desarrollo y el buen vivir como alternativa. *Utopía y Praxis latinoamericana*, 16 (5), p. 71-83.

- GUÉRIN, M.** 2005. *Conflits d'usage à l'horizon 2020. Quels nouveaux rôles pour l'État dans les espaces ruraux et périurbains ?* Rapport du groupe Manon du Commissariat Général du Plan. 199 p. Disponible sur : [http://www.ladocumentationfrançaise.fr/Rapports\\_publics](http://www.ladocumentationfrançaise.fr/Rapports_publics)
- GUERRA-MARTÍNEZ, V. et OCHOA-GAONA, S.** 2008. Evaluación del programa de manejo de la Reserva de la Biosfera Pantanos de Centla en Tabasco. *Trópico Húmedo*, 24 (2), p. 135-146.
- GUERRERO, T.** 2015. El nuevo trasvase Tajo-Segura aviva la “guerra” del agua. *Journal El Mundo* du 29/08/2015. Disponible sur : <https://www.elmundo.es/elmundo/hemeroteca/2015/08/29/m/index.html>
- GUEVARA CHUMACERO, M. ; PICHARO FRAGOSO, A. et MARTINEZ CORNELIO, M.** 2017. La tortuga en Tabasco : comida, identidad y representación. *Estudios de cultura maya*, XLIX, p. 97-122.
- GUIBERT, J. et JUMEL, G.** 1997. *Méthodes et techniques pour travaux de terrain en sciences humaines et sociales*. Paris. Ed. Armand Colin. 216.
- GUILAINE, J. et ZAMMIT, J.** 2001. *Le sentier de la guerre. Visages de la violence préhistorique*. Paris. Ed. Seuil. 298 p.
- GUILLEMETTE, F.** 2006. L'approche de la Grounded Theory, pour innover ? *Recherches Qualitatives*, 26 (1), p. 32-50.
- GUIMELLI, C. et DESCHAMPS, J.-C.** 2000. Effets de contexte sur la production d'associations verbales. Le cas des représentations sociales des Gitans. *Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 47-48 (3-4), p. 44-54.
- GUMUCHIAN, H.** 1991. *Représentations et aménagement du territoire*. Paris. Ed. Economica/Anthropos. 143 p.
- GUMUCHIAN, H. et MAROIS, C.** 2000. *Initiation à la recherche en géographie. Aménagement, développement territorial, environnement*. Montréal. Ed. Anthropos. 425 p.
- GUMUCHIAN, H. et PECQUEUR, B.** 2007. *La ressource territoriale*. Paris. Ed. Economica. 252 p.
- GUTIERREZ RIVAS, R.** 2016. El derecho fundamental al agua en México, un instrumento de protección para las personas y los ecosistemas. *Revista Mexicana de Derecho Constitucional*, 18. Disponible sur : <https://revistas.juridicas.unam.mx/index.php/cuestiones-constitucionales/article/view/5828/7705#N7>
- HACHE, E.** 2012. *Écologie politique. Cosmos, communautés, milieux*. Paris. Ed. Amsterdam. 403p.
- HACKING, I.** 2008. *Entre science et réalité. La construction sociale de quoi ?* Paris. Ed. La Découverte. 298 p.
- HAMEL, J.** 2010. L'objet d'analyse comme pivot de l'analyse qualitative assistée par ordinateur. *Recherches qualitatives*, 9, p. 170-180.
- HANKS, P.** 1979. *The Collins English dictionary*. London & Glasgow. Éd. Collins. 1 771 p.
- HARDIN, G.** 1968. The tragedy of the commons. *Science*, 162, p. 1243-1248.
- HARLEY, J.B.** 2001. *La nueva naturaleza de los mapas. Ensayos sobre la historia de la cartografía*. México. Fondo de Cultura Económica. 398 p.
- HARVEY, D.** 1997. *Justice, Nature and the Geography of Difference*. Oxford. Ed. Blackwell. 480 p.
- HELSLOOT, N. et HAK, T.** 2000. La contribution de Michel Pêcheux à l'analyse de discours. *Langage et société*, 1 (91), p. 5-33.
- HÉRITIER, S. et LASLAZ, L.** 2008. *Les parcs nationaux dans le monde. Protection, gestion et développement durable*. Paris. Ed. Ellipses. 312 p.

- HERNÁNDEZ MORA, N.** 2013. El agua, un patrimonio común. Visión desde la nueva cultura del agua. Conférence en : *Encuentros pour una ciudadanía crítica*. Avila, 21/11/2013. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?reload=9&v=vwNreAvpdvg>
- HERVIEU, B. et VIARD, J.** 1998. *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*. La Tour d'Aigues. Éd. De l'Aube. 156 p.
- HERVIEU, B. et PURSEIGLE, F.** 2013. *Sociologie des mondes agricoles*. Paris. Ed. Armand Colin. 318 p.
- HOUDRET, A.** 2005. La goutte d'eau qui fait déborder... *Géocarrefour*, 80 (4) : 285-295.
- HOURS, B.** 2016. La bonne gouvernance est-elle bonne pour les sociétés ? *L'Homme et la Société*, 1 (199), p. 7-8.
- HUBERT, B. ; AUBERTIN, C. et BILLAUD, J.-P.** 2015. Connaître ? Agir ? Interagir ? *Natures Sciences Sociétés*, p. 95-96.
- HUITEMA, D. et MEIJERINK, S.** 2017. The politics of river basin organisations : institutional design choices, coalitions and consequences. *Ecology and Society*, 22 (2), 42-58.
- HUGUES, E.C.** 1996. *Le regard sociologique. Essais choisis*. Paris. Ed. De l'EHESS. 344 p.
- HWANG, S.** 2007. Utilizing qualitative data analysis software : A review of Atlas.ti. *Social Science Computer Review*, 26 (4), p. 519-527.
- IBÁÑEZ, T.** 1989. *Ideologías de la vida cotidiana*. Barcelona. Ed. Sendai. 328 p.
- INGOLD, T.** 2010. Bringing things to life : creative entanglements in a world of materials. Manchester. *Realities, working paper*, 15. 16 p.
- INGOLD, T.** 2013. *Marcher avec les dragons*. Bruxelles. Ed. Zones sensibles. 379 p.
- JACQUEMOT, P.** 2017. Le dictionnaire encyclopédique du développement durable. Auxerre. Ed. Sciences Humaines. 717 p.
- JAKEMAN, A. ; BARRETEAU, O. ; HUNT, R.J. ; RINAUDO, J.D. et ROSS, A.** 2016. *Integrated groundwater management*. New York. Springer. 762 p.
- JCCM (Junta de Comunidades de Castilla).** 2012. Directrices estratégicas para la Gestión de la Reserva de Biosfera de la Mancha Húmeda. 231 p. Disponible sur : <http://areasprotegidas.castillalamancha.es/reserva-de-la-biosfera-de-la-mancha-humeda>.
- JIMÉNEZ, J.** 1992. *La situación jurídica de los espacios naturales*. Toledo. Guía de Castilla-La Mancha. Servicio de publicaciones de la Junta de Castilla-La Mancha, p. 101-107.
- JODELET, D.** 1989a. *Les représentations sociales*. Paris. Presses Universitaires de France. 424 p.
- JODELET, D.** 1989b. *Folies et représentations sociales*. Paris. Presses Universitaires de France. 398 p.
- JOHNSTONE, B.** 2008. *Discourse Analysis*. Malden, Massachusetts. Blackwell publishing. 336 p.
- JOLIVERT, B.** 2016. Aux fondements anthropologiques de l'idée de médiation, in FERRÉOL, G. (dir.) *Médiations et régulations*. Lovain-La Neuve. Ed. EME, p. 15-31.
- JORION P.** 2009. *Comment la vérité et la réalité furent inventées*. Paris. Éd Gallimard. Bibliothèque des Sciences Humaines. 384 p.
- JULIEN, F.** 2012. L'eau. À crise mondiale, solution mondiale ?, in JULIEN, F. (dir.). *La gestion intégrée des ressources en eau en Afrique subsaharienne. Paradigme occidental, pratiques africaines*. Québec. Presses de l'Université du Québec, p. 2-19.
- KAIKA, M.** 2003. Constructing Scarcity and Sensationalising Water Politics. 170 Days that Shook Athens. *Antipode*, 3(5), p. 919-954.
- KALAORA, B.** 1998. *Au de-là de la nature, l'environnement. L'observation sociale de l'environnement*. Paris. Ed. L'Harmattan. 199 p.
- KAUFFER, E.** 2006a. Le Mexique et l'eau : de la disponibilité naturelle aux différents types de rareté. *Géocarrefour*, 81 (1), p. 61-71.

- KAUFFER, E.** 2006b. El agua en la frontera sur de México: una aproximación a la problemática de las cuencas compartidas con Guatemala y Belice. *Boletín del Archivo Histórico de Aguas*, 33, p. 22-29.
- KAUFFER, E.** 2008. Transboundary rivers basins in southern Mexico: water issues and constraints in international relations. *World Water Congress/IWRA: Global changes and water resources: confronting the expanding and diversifying pressures*, Montpellier (France).
- KAUFFER, E.** 2010. Migraciones y agua en la frontera entre México, Guatemala y Belice: aproximaciones en torno a una relación multiforme. *LiminaR. Estudios sociales y humanísticos*, VIII (2), p. 29-45.
- KAUFFER, E.** 2011. Hidropolíticas en la frontera entre México, Guatemala y Belice: la necesaria redefinición de un concepto para analizar la complejidad de las relaciones en torno al agua en escenarios transfronterizos. *Aqua-LAC*, 3 (1), p. 157-166.
- KAUFFER, E.** 2018. Les usages sociaux du fleuve Usumacinta entre Estapilla et les rapides de San José El Grande, état du Tabasco : la frontière de la conservation, in *Résumes Workshop Usumacinta. Comprendre le socio-écosystème du bassin versant de l'Usumacinta*. Lyon, IS Rivers, 4-8 juin 2018. 22 p.
- KAUFMANN, J.-C.** 2001. *Ego : pour une sociologie de l'individu*. Paris. Ed. Nathan Université. 288 p.
- KAUFMANN, J.-C.** 2016. *L'entretien compréhensif*. Paris. Ed. Armand Colin. 126 p.
- KEERLE, R.** 2006. Représentations sociales, idéologie et géographie sociale. Pour une redéfinition des règles du jeu du discours géographique. Rennes. *ESO-Rennes*, 25, p. 19-27
- KERVASDOUÉ J. et VORON, H.** 2012. *Pour en finir avec les histoires d'eau : l'imposture hydrologique*. Paris. Ed. Plon. 309 p.
- KILL, C.A. et BATTERBURY, S.P.J.** 2016. La géographie face aux défis environnementaux dans le monde anglophone, in CHARTIER, D. et RODARY, E. (dir.). *Manifeste pour une géographie environnementale*. Paris. Presses de Sciences Po, p. 227-255.
- KILL, C.A. et BATTERBURY, S.P.J.** 2017. L'environnement dans les géographies anglophone et française : émergence, transformations et circulations de la *political ecology*, in BLANC, G., DEMEULENAERE, E. et FEUERHAHN, W. (dir.) 2017. *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes*. Paris. Publications de la Sorbonne, p. 117-138.
- KIRAT, T et TORRE, A.** 2008. *Territoires de conflits. Analyses des mutations de l'occupation de l'espace*. Ed. L'Harmattan. Paris. 322 p.
- KLINDER, M et SCHEHR, S.** 2014. Dynamiques sociales et conflictuelles en situation, in KLINDER, M. et SCHEHR, S. (dir.) *Les dynamiques sociales et leurs conflits : mobilisations, régulation, représentations*. Chambéry. Université de Savoie-Mont Blanc ed., p. 173-179.
- KNUTSSON, B.** 2018. Green machines ? Destablizing discourse in technology education for sustainable development. *Critical Education*, 9 (3), p. 1-18.
- KOVACS, S.** 2012. Les paradoxes de la médiation environnementale. *Communication et Langages*, 2 (172), p. 21-26.
- KUHN, T.S.** 1992. *La structure des révolutions scientifiques*. Paris. Ed. Flammarion. 246 p.
- KUPER, M. et MOLLE, F.** 2017. Durabilité de l'exploitation des eaux souterraines dans le pourtour méditerranéen, in CARON. P.; VALETTE, E.; WASSENAAR, T.; D'EECKENBRUGGE, G.-C. et PAPAZIAN, V. (dir.) *Des territoires vivants pour transformer le monde*. Versailles. Ed. Quae, p. 13-22
- LA CALLE, A.** 2008. *La adaptación española a la Directiva Marco del Agua. Panel científico-técnico de seguimiento de la Política de Aguas*. Sevilla. Fundación Nueva Cultura del Agua. 39 p.

- LA CALLE, A.** 2015. Nuevos enfoques institucionales en la gestión del agua : directiva marco de agua, in DEL MORAL, A.; ARROJO, P. et HERRERA GRAO, T. (coord.). *El agua: Perspectiva ecosistémica y gestion integrada*. Zaragoza. Fundación Nueva Cultura del Agua. p. 16-48.
- LACLAU, E. et MOUFFE, C.** 1987. *Hegemonía y estrategia socialista. Hacia una radicalización de la democracia*. Madrid. Siglo XXI de España éd. 326 p.
- LACOSTE, Y.** 2014. *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Paris. Ed. La Découverte. 248 p.
- LACOSTE, Y.** 2012. La géographie, la géopolitique et le raisonnement géographique. *Hérodote*, 3-4 (146-147), p. 14-44.
- LAFON, P.** 1980. Sur la variabilité de la fréquence des formes dans un corpus. *Mots*, 1. p. 127-165.
- LAHIRE, B.** 2016. *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excusé »*- Paris. Ed. La Découverte. 182 p.
- LARA ANDRADE, I.V.** 2014. Problemática del indigenismo en México en el transcurso de su historia. *Perfiles de las Ciencias Sociales*, 2 (3), p. 85-97.
- LARRÈRE, R.** 1994. Sauvegement artificiel. *Courrier de l'environnement de l'INRA*, 21, p. 35-37.
- LARRÈRE, C. et LARRÈRE, R.** 1997. *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*. Paris. Ed. Flammarion. 355 p.
- LARRÈRE, R. et LARRÈRE, C.** 2009. Du « principe de naturalité » à la « gestion de la diversité biologique », in LARRÈRE, R., LIZET, B. et BERLAN-DARQUÉ, M. (éds.). *Histoire des parcs nationaux. Comment prendre soin de la nature ?* Versailles. Éd. Quae, p. 205-219.
- LARSON, A.M. et SOTO, F.** 2008. Decentralization of natural resource governance regimes. *Annual Review of Environment and Resources*, 33 (1), p. 213-239.
- LASCOUMES, P.** 1994. *L'éco-pouvoir. Environnement et politique*. Paris. Ed. La Découverte. 324p.
- LASSERRE, F.** 2009. *Les guerres de l'eau*. Paris. Ed. Delavila. 250 p.
- LASLAZ, L.** 2007. Autour de la nouvelle loi sur les parcs nationaux : enjeux et conflits. *Géococonfluences*. Dossier *La France : des territoires en mutation*. Disponible sur : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/territ/FranceMut/FranceMutScient6.htm>
- LASLAZ, L.** 2017. Jalons pour une géographie politique de l'environnement. *L'Espace politique*, 32 (2), p. 1-15.
- LATARGÈRE, J.** 2018. *Conflits, eau et patrimoine au Mexique : la lutte des communautés agraires du Morelos face à l'urbanisation*. Thèse de doctorat en géographie. Université de Tours. 424 p.
- LATOURET, B.** 1989. *La science en action*. Paris. Ed. La Découverte. 450 p.
- LATOURET, B.** 1991. *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*. Paris. Ed. La Découverte, 2017 p.
- LATOURET, B.** 2004. *Politiques de la nature*. Paris. Ed. La Découverte, 392 p.
- LEBART, L. et SALEM, A.** 1994. *Statistique textuelle*. Dunod. 334 p.
- LEBLANC, J.-M.** 2010. Nouvelles fonctionnalités pour la visualisation des données textuelles et des résultats : pour une approche ergonomique des dispositifs lexicométriques. Proc. Of JADT 2010 (10th International Conference on Statistical Analysis of Textual Data). Disponible sur : <http://www.lergonome.org>

- LECOURT, A. et FABUREL, G.** 2008. Comprendre la place des territoires et de leurs vécus dans les conflits d'aménagement. Proposition d'un modèle d'analyse pour les grands équipements, in KIRAT, T. et TORRE, A. (dir.). *Territoires de conflits. Analyse des mutations de l'occupation de l'espace*. Paris. Ed. L'Harmattan, p. 21-47.
- LE DRAOULEC, A. ; PÉRY-WOODLEY, M.-P. et REBEYROLLE, J.** 2014. Glissements progressifs de « sémantique ». *Le Discours et la Langue*, 1 (6), p. 109-126.
- LEFF, E.** 2003. *Ecología y capital: racionalidad ambiental, democracia participativa y desarrollo sustentable*. México. Siglo XXI Ed. 437 p.
- LEFF, E.** 2014. *La apuesta por la vida. Imaginación sociológica et imaginarios sociales en los territorios del sur*. México. Siglo XXI Ed. 524 p.
- LÉGER, F.** 1989. *La pensée de Georg Simmel : contribution à l'histoire des idées en Allemagne au début du XX<sup>e</sup> siècle*. Paris. Ed. Kimé. 374 p.
- LEJEUNE, C.** 2010. Montrer, calculer, explorer, analyser. Ce que l'informatique fait (faire) à l'analyse qualitative. *Recherches qualitatives*, 9, p. 15-32.
- LEJEUNE, C.** 2014. *Manuel d'analyse qualitative. Analyser sans compter ni classer*. Louvaine-la-Neuve. De Boeck éd. 149 p.
- LE LAY, Y.-F.** 2013. Encre les eaux courantes : la géographie prise au mot. *Géocarrefour*, 88 (1), p. 3-13.
- LELOUP, F. et GAGNOL, L.** 2017. De la barrière à la coopération transfrontalière : frontière, développement et gouvernance de l'environnement. *Mondes en Développement*, 45 (1), n.º 177, p. 7-12.
- LEMIEUX, C.** 2012. Peut-on ne pas être constructiviste? *Politix*, 4 (100) :169-187
- LEPART, J. et MARTY, P.** 2006. La nature : un antimonde ? *Géographies et cultures*, 57, p. 87-102.
- LÉVÊQUE, C.** 2004a. Quelles natures voulons nous ?, in LÉVÊQUE, C. et VAN DER LEEUW, S. (eds.) *Quelles natures voulons nous ? Pour une approche socio-écologique du champ de l'environnement*. Paris. Ed. Elsevier Masson, p. 13-21.
- LÉVÊQUE, C.** 2004b. Vous avez dit nature... Quelle place pour l'homme dans les sciences écologiques ?, in LÉVÊQUE, C. et VAN DER LEEUW, S. (eds.) *Quelles natures voulons nous ? Pour une approche socio-écologique du champ de l'environnement*. Paris. Ed. Elsevier Masson, p. 23-43.
- LÉVÊQUE, C.** 2013. *L'écologie est-elle encore scientifique ?* Versailles. Ed. Quae. 144 p.
- LÉVY, J.** 2009. Les natures de l'humanité, in LÉVY, J. (dir.). *L'invention du monde*. Paris. Presses de Sciences Po, p. 351-373.
- LÉVY, J. et LUSSAULT, M.** 2013. *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*. Paris. Ed. Belin. 1 127 p.
- LEWIS, R.B.** 2004. Nvivo and Atlas.ti : a comparative review of two popular qualitative data-analysis programs. *Field Methods*, 16 (4), p. 439-464.
- LINTON J.** 2004. Global Hydrology and the construction of water crisis. *The Great Lakes Geographer*, 11 (2), p. 1-13.
- LINTON, J.** 2006. The social nature of natural resources. The case of water. *Reconstruction*, 6 (3), p 1-17.
- LINTON J.** 2010. *What is water ? The history of a modern abstraction*. Vancouver. UBC Press. 352 p.
- LINTON, J.** 2017. De l'eau moderne aux eaux plurielles. L'évolution de la frontière hydro-sociale, in PIERRON, J.-P. et HARPET, C. (dir.) *Écologie politique de l'eau. Rationalités, usages et imaginaires*. Paris. Hermann Éditeurs, p. 143-156.

- LINTON, J. et BUDDS, J.** 2014. The hydrosocial cycle : defining and mobilizing a relational-dialectical approach to water. *Geoforum*, 57, p. 170-180.
- LIPSZYC, N.** 2013. *Crise mondiale de l'eau. L'hydro-diplomatie*. Paris. Ed. Passy. 220 p.
- LLAMAS, M.R.** 1974. Motivaciones extraeconómicas en la explotación de aguas subterráneas : la hidroesquizofrenia. *Agua*, 82, p. 26-36.
- LLAMAS, M.R.** 1977. Préface, in LÓPEZ VERA, C.F. *Hidrogeología regional de la cuenca del río Jarama en los alrededores de Madrid*. Madrid. Servicio de Publicaciones del Ministerio de Industria. Tome 91. 225 p.
- LLAMAS M.R.** 1998. Conflits between wetland conservation and groundwater exploitation : two cases in Spain. *Environ. Geol. Water. Sci.* 11 (3), p. 241-251.
- LLAMAS, M.R.** 1998b. Las políticas agrarias y el agua en España. Regadíos con aguas subterráneas, un tema crucial sin entender ni atender. *Vida Rural*, V (3), p. 46-48.
- LLAMAS, M.R.** 2007. Aguas subterráneas : de la revolución silenciosa a los conflictos clamorosos. *Rev. R. Acad. Cienc. Exact. Fis. Nat.* 101 (1), p. 175-181.
- LLAMAS, M.R.** 2017. Notas preliminares sobre la evolución de la hidroesquizofrenia en España. *Revue électronique Iagua*. Disponible sur : <https://www.iagua.es/blogs/m-ramon-llamas-madurga/notas-preliminares-evolucion-hidroesquizofrenia-espana>
- LLAMAS, M.R. et MARTÍNEZ SANTOS, P.** 2005. Intensive groundwater use : silent revolution an potential source of conflits. *Journal of Water Resources Planning and Management* (sept-oct), p. 337-341.
- LODGE, D.** 2004. *Un tout petit monde*. Paris. Ed. Rivages Poches. 496 p.
- LOFLAND, J et LOFLAND, L.H.** 2017. *Analysing Social Setting. A Guide to Qualitative Observation and Analysis*. Belmont. Wadsworth Pub. 136 p.
- LÓPEZ-GUNN, E.** 2009. Agua para todos : A new regionalist hydraulic paradigm in Spain. *Water Alternatives*, 2 (3), p. 370-394.
- LÓPEZ-RAMÍREZ, M.** 2014. La metáfora de la casa, el jardín y el tinaco : conflictos sociales por la construcción de presas e infraestructuras hidráulica en México 2014. *Análisis plural*, ITESO. p. 1-13.
- LÓPEZ SANZ, G.** 1999. Irrigated agriculture in the Guadiana River high basin (Castilla-La Mancha, Spain) : environmental and socioeconomic impacts. *Agricultural Water Management*, 40, p. 171-181.
- LYNCH, M.** 2001. Vers une généalogie constructiviste du constructivisme. *Revue du MAUSS*, 1 (17), p. 224-246.
- MADON, G.** 2017. Le bois énergie de première nécessité en Afrique. Une ressource trop souvent négligée. *Afrique contemporaine*, 1 : 201-222.
- MAGRIN, G.** 2015. Double alchimie au lac Tchad : ou comment transformer la ressource en pénurie et la pénurie en ressources, in REDON, M. ; MAGRIN, G. ; CHAUVIN, E. ; PERRIER BRUSLÉ, L. et LABIE, E. (éds.). *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*. Paris. Publications de la Sorbonne, p. 167-197.
- MAGRIN, G. ; CHAUVIN, E. ; PERRIER BRUSLÉ, L. ; LAVIE, E. et REDON, M.** 2015. Les ressources, enjeux géographiques d'un objet pluriel, in REDON, M. ; MAGRIN, G. ; CHAUVIN, E. ; PERRIER BRUSLÉ, L. et LABIE, E. (éds.). *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*. Paris. Publications de la Sorbonne, p. 5-17.
- MAINGUENEAU, D.** 2009. *Les termes clés de l'analyse du discours*. Paris. Éd. Du Seuil-Points. 143 p.
- MAINGUENEAU, D.** 2014. *Discours et analyse du discours : une introduction*. Paris. Ed. Armand Colin. 216 p.
- MAINGUET, M.** 2003. *Les pays secs. Environnement et développement*. Paris. Ed. Ellipses. 159 p.



- MANNONI, P.** 2010. *Les représentations sociales*. Paris. Presses Universitaires de France. Coll. Qu sais-je ? 127 p.
- MARAÑÓN PIMENTEL, B. et LÓPEZ CÓRDOVA, D.** 2014. Solidaridad económica, Buen Vivir y (des)colonialidad del poder. *Sociedad y Discurso*, 25, p. 153-178.
- MARCH, I.J. et FERNÁNDEZ, J.C.** 2003. La gran cuenca del río Usumacinta : una contradicción regional, in ÁVILA GARCÍA, P. (ed.). *Agua, medio ambiente y desarrollo en el siglo XXI : México desde una perspectiva global y regional*. México. Colegio de Michoacán, SEMARNAT, IMTA. p. 117-126.
- MARGAT, J. et VAN DER GUN, J.** 2013. *Groundwater around the world : a geographic synopsis*. Leiden, Netherlands. CRC Press/Balkema. 376 p.
- MARIÉ, M.** 1989. *Les terres et les mots : une traversée des sciences sociales*. Paris. Meridiens Klincksieck, ed. 214 p.
- MARIÉ, M.** 1994. La construction d'un regard. Propos d'itinéraire et de méthode sur l'histoire d'un grand ouvrage : le canal de Provence, in BENCHEIKH, A.-B. et MARIÉ, M. (dir.). *Grands appareillages hydrauliques et sociétés locales en Méditerranée*. Paris. Presses de l'École Nationale des Ponts et Chaussées. 206 p.
- MARIÉ, M.** 1999. Conflits d'eau. Le jeu des antagonismes règles entre SAR, fermiers et collectivités en Provence, in MARIÉ, M. ; LARCENA, D. et DÉRIOZ, P. (dir.) *Cultures, usages et stratégies de l'eau en Méditerranée Occidentale. Tensions, conflits et régulations*. Paris. Ed. L'Harmatta, p. 239-246.
- MARIÉ, M. ; LARCENA, D. et DÉRIOZ, P.** 1999. *Cultures, usages et stratégies de l'eau en Méditerranée Occidentale. Tensions, conflits et régulations*. Paris. Ed. L'Harmattan. 543 p.
- MARÍN MAGAZ C.** 2007. *El hombre y el agua de las Lagunas de Ruidera*. Tomelloso. Ed. Soubriet. 386 p.
- MARIS, V.** 2014. *Nature à vendre. Les limites des services écosystémiques*. Versailles. Ed. Quai. 90 p.
- MARTÍNEZ, J. et ESTEVE, M.A.** 2002. *Agua, regadío y sostenibilidad en el Sudeste ibérico*. Bilbao. Ed. Bakeaz. 242 p.
- MARTÍNEZ ALIER, J.** 2008. Conflits écologiques et langages de valorisation. *Ecologie & Politique*, 1, n° 35 : 91-107
- MARTÍNEZ ALIER, J.** 2011. *El ecologismo de los pobres. Conflictos ambientales y lenguajes de valoración*. Barcelona. Ed. Icaria. 416 p.
- MARTÍNEZ ASSAD, C.** 2006. *Breve historia de Tabasco*. México. El Colegio de México. Fondo de cultura económica. 295 p.
- MARTÍNEZ FERNÁNDEZ, J.** 2015. Metodologías y herramientas para la planificación y gestión integrada del agua, in DEL MORAL, L. ; ARROJO, P et HERRERA, T. (coord.). *El agua : perspectiva ecosistémica y gestión integrada*. Zaragoza. Fundación Nueva Cultura del Agua. 444 p.
- MARTÍNEZ GIL, F.J.** 1997. *La nueva cultura del agua en España*. Bilbao. Ed. Bakeaz. 132 p.
- MARTÍNEZ GIL, F.J.** 2004. *Una Nueva Cultura del Agua para el Guadiana. Desde Ruidera a Ayamonte*. Fundación Nueva Cultura del Agua-ADENEX. p. 15-18.
- MASSARDIER, G.** 2011. Des transferts de politiques publiques en eaux troubles méditerranéennes. Les arrangements territorialisés de la gestion de l'eau. *Pôle Sud*, 2 (35), p. 7-20.
- MASSUEL, S. et RIAUX, J.** 2017. Groundwater overexploitation : why is the red flag waved ? Case study on the Kairouan plain aquifer (central Tunisie). *Hidrogeol. J.*, 25, p. 1607-1620.

- MATARASSO, P.** 2004. Quelles dimensions nouvelles de la prospective sont-elles induites par les problématiques environnementales ? Le point de vue « qualitatif », in LÉVÊQUE, C. et VAN DER LEEUW, S. (éds.) *Quelles natures voulons nous ? Pour une approche socio-écologique du champ de l'environnement*. Paris. Ed. Elsevier Masson, p. 185-194.
- MATHEVET, R. et COUESPEL, A.** 2012. Histoire environnementale et political ecology des marais de Scamandre en Camargue occidentale, in GAUTIER, D. et BENJAMINSEN, T.A. *Environnement, discours et pouvoir. L'approche political ecology*. Versailles. Ed. Quae, p. 65-85.
- MAZEAUD, A. et NONJON, M.** 2016. Vers un standard participatif mondial ? Enjeux, conditions et limites de la standardisation internationale de la participation publique. *Participations*, 1 (14), p. 121-151.
- MAZIÈRE, F.** 2005. *L'analyse du discours*. Paris. PUF. 127 p.
- MEA (Millenium Ecosystem Assessment).** 2005. *Ecosystems and Human. Well-Being*. Synthèse. Washington DC. Island Press. 155 p.
- MEDINA, L.** 2018. *Réflexion sur la construction d'un regard partagé : les enjeux d'un programme international et interdisciplinaire*. Lyon. I.S. Rivers, Workshop Usumacinta-VALUSES, 4-8 juin 2018.
- MEJÍAS MORENO, M.** 2014. *Las Tablas y los Ojos del Guadiana : agua, paisaje y gente*. Madrid. Instituto Geológico y Minero de España. 368 p.
- MEJÍAS MORENO, M. ; LÓPEZ GUTIERREZ, J. et MARTÍNEZ CORTINA, L.** 2012. Características hidrogeológicas y evolución piezométrica de la Mancha Occidental. Influencia del período húmedo 2009-2011. *Boletín geológico y minero*, 123 (2), p. 91-108.
- MELÉ, P.** 2003. Introduction : conflits, territoires et action publique, in MELÉ, P., LARRUE, C et ROSEMBERG, M. *Conflits et territoires*. Tours. Presses Universitaires François-Rabelais, p. 1-19.
- MELÉ, P.** 2009. Conflits d'aménagement et débats publics, in JEAN, Y. et VANIER, M. *La France. Aménager les territoires*. Paris. Ed. Armand Colin, p. 97-117.
- MELÉ, P.** 2013. *Conflits de proximité et dynamiques urbaines*. Rennes. Presses Universitaires de Rennes. Coll. Géographie sociale. 431 p.
- MELÉ, P. ; AZUELA, A. ; GERMAIN, A. ; BERTHELEU, H. ; CIRELLI, C. ; CLOUTHIER, G. ; DUHAU, E. ; GIGLIA, A. ; ROCHER, L et SERRANO, J.** 2013. Analyser la productivité des conflits de proximité, in MELÉ, P. (dir.). *Conflits de proximité et dynamiques urbaines*. Presses Universitaires de Rennes. Coll. Géographie sociale, p. 389-427.
- MELET, S. et SALEM, A.** 2009. Topographie et topologie textuelles. *Lexicometrica*. Disponible sur : <http://www.cavi.univ-paris3.fr/lexicometrica/numspeciaux/special9.htm>
- MENDRAS, H.** 1979. *Voyage au pays de l'utopie rustique*. Arles. Ed. Actes Sud. 161 p.
- MÉRAL, P.** 2016. Les racines économiques de la notion de service écosystémique, in MÉRAL, P. et PESCHE, D. (coord.). *Les services écosystémique. Repenser les relations nature et société*. Versailles. Ed. Quai, p. 75-100.
- MÉRAL, P. ; PÉRESSE, A. et PESCHE, D.** 2016. Conclusion. Les services écosystémiques, entre controverses et certitudes, in MÉRAL, P. et PESCHE, D. (coord.). *Les services écosystémique. Repenser les relations nature et société*. Versailles. Ed. Quai, p. 249-264.
- MILL, J.S.** 2003. *La nature*. Paris. Ed. La Découverte. 165 p.
- MOLINAS, J.R.** 1998. The impact of inequality, gender, external assistance and social capital on local-level cooperation. *World Dev.* 26. p. 413-431.
- MOLINER, M.** 2002. *Diccionario des uso del español*. Madrid. Ed. Gredos. 1 597 p.
- MOLINER, P.** 2001. *La dynamique des représentations sociales. Pourquoi et comment les représentations se transforment-elles ?* Grenoble. Presses Universitaires de Grenoble. 303 p.

- MOLINERO, J., CUSTODIO, E., SAHUQUILLO, A. et LLAMAS, M.R.** 2008. *Directiva Marco del Agua y gestión del agua subterránea en España*. Document de la Fundación Nueva Cultura del Agua. 9 p. Disponible sur : <https://fnca.eu/biblioteca-del-agua/directorio/file/296?search=1>
- MOLLE, F.** 2006. *Planning and managing water resources at the river-basin level : emergence and evolution of a concept*. Research report n° 16. Colombo, Sri Lanka. International Water Management Institute. 30 p.
- MOLLE, F.** 2008. Nirvan concepts, narratives and policy models : insights from the water sector. *Water Alternatives*, 1 (1), p. 131-156.
- MOLLE, F.** 2011. Justice spatiale et bassins hydrographiques. Distribution des coûts, des bénéfices et du risque, in BLANCHON, D. ; GARDIN, J. et MOREAU, S. (eds.). *Justices et injustices environnementales*. Nanterre. Presses Universitaires de Paris Ouest, p. 117-131.
- MOLLE, F.** 2012a. La GIRE : anatomie d'un concept, in JULIEN, F. (dir.). *La gestion intégrée des ressources en eau en Afrique subsaharienne. Paradigme occidental, pratiques africaines*. Québec. Presses de l'Université de Québec, p. 23-53.
- MOLLE, F.** 2012b. La gestion de l'eau et les apports d'une approche par la political ecology, in GAUTIER, D. et BENJAMINSEN, T.A. *Environnement, discours et pouvoir. L'approche political ecology*. Versailles. Ed. Quae, p. 219-238.
- MORÈRE, L. et GLON, E.** 2016. Les défis de la gouvernance pour concilier protection et valorisation territoriales d'une ressource. Le cas du programme « Agriculture et zones humides » du Parc naturel régional Scarpe-Escant. *Développement durable et territoires*, 7 (3), p. 1-23.
- MONDÉJAR PEDREÑO, R.** 2014. *Mediación ambiental. Recursos y experiencias*. Madrid. Ed. Dykinson. 194 p.
- MONDÉJAR PEDREÑO, R.** 2015. *Los conflictos ambientales y su tratamiento a través de la mediación*. Madrid. Ed. Dykinson. 210 p.
- MONROY, M. et FOURNIER, A.** 1997. *Figures de conflit. Une analyse systémique des situations conflictuelles*. Paris. Presses Universitaires de France. 221 p.
- MONTES, C.** 2011. La gestión de los ecosistemas acuáticos como sistemas socioecológicos. Una aproximación desde la Evaluación de los Ecosistemas del Milenio de España. *VII Congreso Ibérico sobre Gestión y Planificación del Agua*, Fundación Nueva Cultura del Agua. 16-19 febrero 2011.
- MONTGINOUL M. et RINAUDO J.-D.** 2009. Quels instruments pour gérer les prélèvements individuels en eau souterraine ? Le cas du Roussillon. *Economie rurale*, p. 40-56.
- MORA, F.** 1998. Veinte años de región. Quince de Autonomía. *Añil, Cuadernos de Castilla-La Mancha*, 15 : 10-11.
- MORANGE, M. et CALBÉRAC, Y.** 2012. Géographies critiques « à la française » ? *Carnets de géographes*, 4, p. 1-17.
- MORANGE, M. et SCHMOLL, C.** 2016. *Les outils qualitatifs en géographie. Méthodes et applications*. Malakoff. Ed. Armand Colin. 220 p.
- MOREAU, S. et REBOTIER, J.** 2015. Introduction. La domination à travers l'environnement, in CLEVAR, A. ; FLEURY, A. ; REBOTIER, J. et WEBER, S. (coord.). *Espace et rapports de domination*. Rennes. Presses Universitaires de Rennes, p. 325-328.
- MORÉN, M.** 2008. La unidad de cuenca, un principio básico de la gestión del agua en España. *Foresta*, 41, p. 14-15.
- MORIN, E.** 2005. Una mundialización plural, in MORALES, D. (ed.). *Por otra comunicación. Los media, globalización cultural y poder*. Barcelona. Ed. Icaria/Intermon Oxfam, p. 277-291.

- MOSCOVICI, S.** 2004. *La psychanalyse, son image et son public*. Paris. Presses Universitaires de France. 506 p.
- MOSER, G.** 2009. *Psychologie environnementale. Les relations homme-environnement*. Louvaine-la-Neuve. Ed. De Boeck supérieur. 336 p.
- MUCCHIELLI, A.** 2006. *L'analyse de contenu des documents et des communications*. Paris. Ed. ESF. 223 p.
- MUCCHIELLI, A.** 2009. *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences sociales*. Paris. Ed. Armand Colin. 312 p.
- MUKHERJI, A. et SHAH, T.** 2005. Groudwater socio-ecology and gouvernance : a review of institutions and policies in selected countries. *Hydrogeol. J.*, 13, p. 328-345.
- MULLER, P.** 2009. Les changements d'échelles des politiques agricoles, in HERVEIEU, B. ; MAYER, N. ; MULLER, P. ; PURSEIGLE, F. et RÉMY, J. (dir.). *Les mondes agricoles en politique. De la fin des paysans au retour de la questions agricole*. Paris. Ed. SciencesPo-Les Presses, p. 339-350.
- MURILLO LICEA, D.** 2014. Comentarios sobre la seguridad y la soberanía hídrica, un revés à la (in)governabilidad del agua, in PÉREZ CORREA, F. (coord.). *Gestión pública y social del agua en México*. México DF. Universidad Nacional Autónoma de México, p. 34-43.
- NACE R.L.** 1970. Man's perpetual quest for water. A world approach to the water crisis, *Courrier de l'Unesco*, juin 1970, p. 4-32.
- NAREDO, J.M.** 1993. Desde el sistema económico hacia la economía de los sistemas, in NAREDO, J.M et PARRA, F. (comps.). 1993. *Hacia una ciencia de los recursos naturales*. Madrid. Ed. Siglo XXI, p. 1-28.
- NAREDO, J.M et PARRA, F.** 1993. Presentación, in NAREDO, J.M et PARRA, F. (comps.) *Hacia una ciencia de los recursos naturales*. Madrid. Ed. Siglo XXI, p. 11-19.
- NAVA JIMÉNEZ, L.F.** 2015. *La gouvernance du bassin versant du Rio Grande/Río Bravo et les principes du développement durable*. Thèse de doctorat en études internationales. Université de Laval. 356 p.
- NAVARRO, O.** 2012. Perspectives de la psicología ambiental, in NAVARRO, O. (ed.) *Psicología social : temas, teorías y compromiso social*. Medellín. Ed. Universidad de Antioquía, p. 207-224.
- NAVARRO, O.** 2016. Les représentations sociales dans le champ de l'environnement, in LO MONACO, G., DELOUVÉE, S. et RATEAU, P. (coord.) *Les représentations sociales. Théories, méthodes et applications*. Louvaine-la-Neuve. Ed. De Boeck Supérieur, p. 263-273.
- NIEVES VELÁZQUEZ, I. et VILLEGAS GONZÁLEZ, Y.A.** 2017. Hacia una sociedad del conocimiento en materia de agua en México. Derecho global, *Estudios sobre derecho y justicia*, 2 (5), p. 87-104.
- NOGUÉ, J.** 2018. *Yi-Fu Tuan. El arte de la geografía*. Barcelona. Ed. Icaria, coll. Espacios críticos, 262 p.
- NORMAN, E.S., COOK, C. et COHEN, A.** 2015. *Negotiating water governance : why the politics of scale matter*. Londres. Routledge. 340 p.
- NOVAK, S. et URFALINO, P.** 2017. Nouvelles approches de la décision collective : une introduction. *Négociations*, 1 (27), p. 67-71.
- NYE, D.E. ; RUGG, L. ; FLEMING, J. et EMMETT, R.** 2013. *The emergence of the environmental humanities*. Baskground Paper. MISTRA, The Swedish Fondation for Strategic Environmental Research. 46 p.
- OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique).** 2013. *Water security for better lives. A summary for policymakers*. Paris. OCDE Studies of Water. 16 p.

- OEUVRAY, K.** 2010. Stratégie d'utilisations différenciée de logiciels tout au long d'une enquête qualitative. *Recherches qualitatives*, 9, p. 120-130.
- OLIVIER DE SARDAN, J.-P.** 1995. La politique du terrain : sur la production de données en anthropologie. *Les terrains de l'enquête*, 1, p. 71-109
- OLIVIER DE SARDAN, J.-P.** 2008. *La rigueur du qualitatif : les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Louvain-la-Neuve. Ed. Bruylat-Academia. 365 p.
- OLMOS ALCARAZ, A.** 2015. Análisis crítico de discurso y etnografía : una propuesta metodológica para el estudio de la alteridad con poblaciones migrantes. *Empiria. Revista de Metodología de Ciencias Sociales*, 32, p. 103-128.
- OÑATE DÍAZ, A.** 2004. El acuífero 23, perspectivas de un regante, in MARTÍNEZ GIL, J. (coord.) *Una Nueva Cultura del Agua para el Guadiana. Desde Ruidera a Ayamonte*. Zaragoza. Fundación Nueva Cultura del Agua, p. 303-310.
- ORAIN, O.** 2007. Constructivisme. *Hypergéo/Fondements épistémologiques*. Disponible sur : <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article407>.
- ORAIN, O.** 2009. *De plain-pied dans le monde, écriture et réalisme dans la géographie du XX<sup>e</sup> siècle*. Paris. Ed. L'Harmattan. 428 p.
- ORAIN, O.** 2016. Le rôle de la graphique dans la modélisation en géographie. Contribution à une histoire épistémologique de la modélisation des saptialité humaines, in BLANCKAERT, C. ; LÉON, J. et SAMAIN, D. (dir.). *Modélisations en sciences humaines. Figurer, interpréter, simuler*. Paris, Ed. L'Harmattan, p. 215-268.
- ORTEGA, N.** 1999. La política hidráulica española hasta 1936, in GARRABOU, R. et NAREDO, J.M. (eds.). *El agua en los sistemas agrarios. Una perspectiva histórica*. Madrid. Fundación Argentaria, p. 159-180.
- OSTROM, E.** 2014. *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*. Louvain-la-Neuve. De Boeck Supérieur. 301 p.
- PACARI, N.** 2004. El auge de las identidades como respuesta política, in CASTRO LUCIC, M. (ed.) *Los desafíos de la interculturalidad : identidad, política y derecho*. Santiago de Chile. Ed. LOM, p. 36-45.
- PACIFIC, C.** 2011. *Consensus/Dissensus. Principe du conflit nécessaire*. Paris. Ed. L'Harmattan. 204 p.
- PADILLA ZAGALAZ, P.** 2004. Agua y medio ambiente en el Alto Guadiana. Un problema político y cultural, in MARTÍNEZ GIL, J. (coord.) *Una Nueva Cultura del Agua para el Guadiana. Desde Ruidera a Ayamonte*. Zaragoza. Fundación Nueva Cultura del Agua, p. 383-391.
- PAILLÉ, P.** 1994. L'analyse par théorisation ancrée. *Cahiers de recherche sociologique*, 23, p. 147-181.
- PAILLÉ, P.** 2009. Qualitative analyse, in MUCCHIELLI, A. (dir.). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*. Paris. Ed. Armand Colin, p. 218-220.
- PAILLÉ, P.** 2010. Une « enquête de théorisation ancrée : les racines et les innovations de l'approche méthodologique de Glaser et Strauss, in GLASER, B. G. et STRAUSS, A.A. 2010. *La découverte de la théorie ancrée. Stratégies pour la recherche qualitative*, p. 23-80.
- PAILLÉ, P.** 2011. Les conditions de l'analyse qualitative. Réflexions autour de l'utilisation des logiciels. *SociologieS. La recherche en actes*, p. 1-13.
- PAILLÉ, P. et MUCCHIELLI, A.** 2012. *L'analyse qualitative en Sciences Humaines et Sociales*. Paris. Ed. Armand Colin. Coll. U. 423 p.

- PAOLI, J-C.** 2006. Typologie des conflits sur l'espace en fonction des institutions régulatrices : essai sur un échantillon relaté par la presse quotidienne régionale en Corse, in KIRAT, T. et TORRE, A. (dir.) *Territoires de conflits. Analyse des mutations de l'occupation de l'espace*. Paris. Ed. L'Harmattan, p 253-272.
- PAPY, F., MATHIEU, N. et FERAULT, C.** 2012. *Nouveaux rapports à la nature dans les campagnes*. Versailles. Ed. Quae. 189 p.
- PASCON, P.** 1981. Le technicien entre le bricolage et les bavures. *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 19, p. 173-180.
- PASTOR, P. et BRÉARD, R.** 2004. *Gestion des conflits. La communication à l'épreuve*. Paris. Ed. Liaisons. 220 p.
- PAULET, J.-P.** 2002. *Les représentations mentales en géographie*. Paris. Ed. Anthropos. 152 p.
- PÊCHEUX, M.** 1969. *Analyse automatique du discours. Théorie, procédures, résultats, perspectives*. Paris. Ed. Dunod. 264 p.
- PECQUEUR, B. et ZIMMERMANN, J.-B.** 2004. *Économie de proximités*. Paris. Ed. Hermes Science Publication. 264 p.
- PEDREÑO, A. et BAÑOS, P.** 2006. Construcción social y dimensión pública de las problemáticas ambientales : una invitación a la sociología del desierto y del agua, in CAMERÓN, L. (coord.). *Medio ambiente y sociedad. Elementos de explicación sociológica*. Madrid. Ed. Thomson-Paraninfo, p. 335-378.
- PEINADO, M. et PLAZA, J.** 2011. La Reserva de la Biosfera y La Mancha : geografía, territorio y paisaje, in GARCÍA DEL CASTILLO, J., RUBIO GARCÍA, A. et LÓPEZ BRAVO, A. (dir.). *Reserva de la Biosfera de la Mancha Húmeda. Retos y oportunidades de futuro*. Madrid. Ministerio de Medio Ambiente y Comunidad Autónoma de Castilla-La Mancha, p. 43-51.
- PELLETIER, P.** 1993. *L'imposture écologiste*. Montpellier. GIP Reclus. 208 p.
- PELLETIER, P.** 2015. *Réseau de géographes libertaires. Bref historique*. Disponible sur : <https://rgl.hypotheses.org>.
- PELUSO, N.-L.** 2012. Situer les political ecologies : l'exemple du caoutchouc, in GAUTIER D. et BENJAMINSEN, T.A. (coord.). *Environnement, discours et pouvoir. L'approche political ecology*. Versailles. Ed. Quae, p. 37-64.
- PEÑA, F.** 2006. Indigenous peoples and water resource management in Mexico, in BOELEN, R. CHIBA, M et NAKASHIMA, D. (éds.). *Water and indigenous peoples*. Paris. Knowledges of Nature, 2. UNESCO, p. 150-159.
- PÉREZ CORREA, F.** 2014. Bases constitucionales de la gestión del agua en México, in PÉREZ CORREA, F. (coord.). *Gestión pública y social del agua en México*. México. Universidad Nacional Autónoma de México, p. 123-135.
- PÉREZ DÍAZ, V. ; MEZO, J. et ALVAREZ-MIRANDA, B.** 1996. *Política y economía del agua en España*. Madrid. Círculo de Empresarios. 158 p.
- PÉREZ PICAZO, M.-T.** 2004. De Costa al paradigma del desarrollo sostenible. Claves históricas, in Varios autores. *El agua en España : propuestas de futuro*. Madrid. Ed. Del Oriente y del Mediterráneo. 328 p.
- PÉREZ PICAZO, M.-T. et LEMEUNIER, G.** 2000. Formation et mise en cause du modèle de gestion hydraulique espagnol de 1780 à 2000, in AMZERT, M. ; ARRUS, R. et PETITET, S. (dir.) *Économies et sociétés*, XXXIV, n° 2, p. 71-98.
- PERSUY, A.** 2008. *La forêt naturelle*. Paris. Ed. Belin. 108 p.
- PETRICH, P.** 2004. Identidades de los pueblos del lago Atitlán de Guatemala. América Latine Histoire et Mémoire. *Les cahiers ALHIM*, 10, p. 1-9.

- PETIT, O.** 2002. *De la coordination des actions individuelles aux formes de l'action collective: une exploration des modes de gouvernance des eaux souterraines*. Thèse, Économies et finances. Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines, 411 p.
- PETIT, O.** 2004. La surexploitation des eaux souterraines : enjeux et gouvernance. *Natures Sciences Sociétés*, 2 (12), p. 146-156.
- PETIT, O.** 2016. Comprendre les conflits environnementaux : le cas de l'eau en Espagne. *L'Économie Politique*, 1 (69), p. 66-75
- PETIT O. ; KUPER M. ; LÓPEZ-GUNN E. ; RINAUDO, J-D. ; DAODI A. et LEJARS, C.** 2017. Can agricultural groundwater economies collapse ? An inquiry into the pathways of four groundwater economies under threat. *Hydrogeol J.*, 25, p. 1549-1564.
- PICARD, D. et EDMOND, M.** 2012. *Les conflits relationnels*. Paris. PUF. Coll. Que sais-je ?. 128 p.
- PICOCHÉ, J.** 1994. *Dictionnaire étymologique du français*. Paris. Le Robert. 739 p.
- PICON, B.** 2004. Problématique environnementale et représentation de la nature. Pour une construction de l'environnement comme objet scientifique, in LÉVÊQUE, C. et VAN DER LEEUW, S. (eds.) *Quelles natures voulons nous ? Pour une approche socio-écologique du champ de l'environnement*. Paris. Ed. Elsevier Masson, p. 76-83.
- PICON, B.** 2008. *L'espace et le temps en Camargue*. Arles, Ed. Actes Sud. 304 p.
- PIERRE-CORNET, P.** 2002. *Repenser les campagnes*. La Tour d'Aigues. Éd. De l'Aube 280 p.
- PIERRON, J.-P. et HARPET, C.** 2017. *Écologie politique de l'eau. Rationalités, usages et imaginaires*. Paris, Ed. Hermann. 587 p.
- PINCEMIN, B.** 2011. Sémantique interprétative et textométrie. *Corpus*, 10, p. 259-269.
- PITA, M.F. ; DEL MORAL, L. ; PEDREGAL, B. ; LIMONES, N. ; HERNÁNDEZ MORA, N.** 2014. Nuevos paradigmas en la gestión de los recursos hídricos : datos e información necesarios para una gestión integrada del agua. *Boletín de la Asociación de Geógrafos Españoles*, 65, p. 519-542.
- PITTIOT, J.-B.** 2012. *Guerre et polémologie dans la pensée de Julien Freund*. Mémoire de Master Recherche de Sécurité Défense. Paris. Université Paris 2-Panthéon-Assas. 123 p.
- PIZARRO YÁÑEZ R.** 2015. La escasez de agua hoy es un mito. Entrevista a Ramón Llamas. *Redagricola*, agosto 2015, p. 60-62.
- POSTEL, S.L.** 1992. *The last oasis : facing water scarcity*. New York. World Watch Institute, Norton, 148 p.
- POSTEL, S.L. et WOLF, A.T.** 2001. Dehydrating conflict. *Foreign Policy*, setp/oct 2001, p. 60-67.
- PULIDO BOSH, A.** 2001. Sobreexplotación de acuíferos y desarrollo sostenible, in PULIDO BOSH, A. ; PULIDO LEBOEUF, P.A. et CALAHORRA CHORDI, J.M. (coord.). *Problemática de la gestión del agua en regiones semiáridas*. Almería. Instituto de Estudios Almerienses, p. 115-132.
- PY, B.** 2004. Pour une approche linguistique des représentations sociales. *Langages*, 2 (154), p. 6-19.
- QUENET, G.** 2015. *Versailles, une histoire naturelle*. Paris. Ed. La Découverte. 226 p.
- QUENET, G.** 2017. Un nouveau champ d'organisation de la recherche, les humanités environnementales, in BLANC, G., DEMEULENAERE, E. et FEUERHAHN, W. (dir.) 2017. *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes*. Paris. Publications de la Sorbonne, p. 255-269.
- RAFFESTIN, C.** 1980. *Pour une géographie du pouvoir*. Paris. Éd. LITEC. Coll. Géographie Économique et Social. 247 p.

- RAFFESTIN, C.** 1996. Penser, classer, utiliser la nature, in GONSETH, M.O., HAINARD, J. et KAEHR, R. *Natures en tête*, Neuchâtel (Suisse), Musée d'Ethnographie. GHK éds, p. 71-84.
- RAFFESTIN, C.** 2019. *Pour une géographie du pouvoir*. Lyon. ENS éd. Coll. Bibliothèque idéale des sciences sociales. 249 p.
- RANGAN, H. et KULL, C.A.** 2009. What makes ecology « political » ? : rethinking « scale » en political ecology. *Progress in Human Geography*, 33 (1), p. 28-45.
- RAPOPORT, A.** 1995. *The origins of violence. Approaches to the study of conflict*. New Jersey. Transaction Publishers. 621 p.
- RASTIER, F.** 2001. *Arts et sciences du texte*. Presses Universitaires de France. 320 p.
- RATEAU, P. et LO MONACO, G.** 2013. La Teoría de las Representaciones Sociales : orientaciones conceptuales, campos de aplicación y método. *CES Psicología*, 6 (1), p. 22-44.
- RATIU, E.** 1999. Différenciation des relations environnementales à l'eau et modèles d'analyse en psychosociologie, in ASPE, C. et POINT, C. *L'eau en représentations. Gestions des milieux et représentations sociales*. Paris. Hydrosystèmes/Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement. p. 32-45.
- RESTREPO, J.R.** 2014. *Elementos para una teoría del conflicto*. Centro de Estudios de Opinión. Universidad de Antioquía, Colombie. 28 p. Disponible sur : <http://ceo.udea.edu.co>
- RETAILLÉ, D.** 2010a. Éditorial. *L'information géographique*, 1 (74), p. 1-1.
- RETAILLÉ, D.** 2010b. Au terrain, un apprentissage. *L'information géographique*, 1 (74), p. 84-96.
- REVEL-MOUROZ, J.** 1980. *Aprovechamiento y colonización del trópico húmedo mexicano*. Madrid, Fondo de Cultura Económica. 391 p.
- REYNAUD, J.-D.** 2004. *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*. Paris. Ed. Armand Colin. 342 p.
- RIAUX, J.** 2008. Expertise partagée et concertation imprévue pour la gestion des sécheresses. *Cosmopolites*, 17, p. 107-120.
- RIAUX, J. ; GIRALDI, M. et NOURI, H.** 2015. Quand l'histoire orale s'invite dans la gestion de l'eau. L'espace irrigué de Kerma (Tunisie). *Espaces et Sociétés*, 1 (160-161), p. 155-172.
- RIBOT, J.C.** 2002. La décentralisation démocratique des ressources naturelles. *Institutionnaliser la Participation Populaire*. Washington. Institut des ressources mondiales (WRI). 38 p.
- RICA M. ; LÓPEZ-GUNN E. et LLAMAS, M.R.** 2012. Analysis of the emergence and evolution of collective action : an empirical case of spanish groundwater user associations. *Irrigations and Drainages*. 61 (suppl. 1), p. 115-125.
- RICHARDS, L.** 2002. Qualitative computing. A methods revolution ? *International Journal of Social Research Methodology*, 5 (3), p. 263-276.
- RIESCO, S. et RODRÍGUEZ, F.J.** 2016. El Plan Badajoz : entre modernización económica y propaganda política, in *International Conference : Old and news worlds : the global challenges of rural history*. Lisbonne, 27-20 janvier 2016, p. 2-19.
- RINAUDO, J.-D.** 2012. *Approches économiques de la gestion des eaux souterraines*. Mémoire HDR (Habilitation à Diriger des Recherches). Economie et Finances. Université Montpellier I. 63 p.
- RIVIÈRE-HONEGGER, A.** 2008. *Regards sur les paysages de l'eau. Evolution des usages de l'eau, dynamiques du territoire et mutations paysagères en Méditerranée occidentale*. Mémoire HDR (Habilitation à Diriger des Recherches). Géographie. Université de Lyon-ENS-LSH. 317 p.
- RIVIÈRE-HONEGGER, A. et BRAVARD, J.-P.** 2005. La pénurie d'eau, donnée naturelle ou questions sociale ? *Géocarrefour*, 80 (4), p. 257-260.
- ROBERT, A.-D. et BOUILLAGUET, A.** 2007. *L'analyse de contenu*. Paris. PUF. Coll. Que sais-je ? 127 p.



- ROBBINS, P.** 2010. Human-environment field study, in GÓMEZ, B. et JONES J.P. (eds.). *Research methods in geography*. Malden. Wiley-Blackwell ed, p. 241-256
- ROBBINS, P.** 2011. *Political ecology : a critical introduction*. Oxford. Wiley-Blackwell. 298 p.
- ROBBINS, P.** 2012. Qu'est-ce que la political ecology ?, in GAUTIER, D. et BENJAMINSEN, T.A. (coord.). *Environnement, discours et pouvoir. L'approche de la political ecology*. Versailles. Ed. Quae, p. 21-36.
- ROBBINS, P. et TURNER B.L.** 2013. Two way trafic across a porous border, in BRANNSTROM, C. et VADJUNEC, M. (dir.) *Land change science, political ecology and sustainability*. Londres. Ed. Earthscan, p. 241-249.
- RODARY, E. ; BONNIN, M. ; BIDAUD, C. et MÉRAL, P.** 2016. L'influence des services écosystémiques sur les aires protégées, in MÉRAL, P. et PESCHE, D. (coord.). *Les services écosystémiques. Repenser les relations nature et société*. Versailles. Ed. Quai, p. 229-248.
- ROGERS, P.** 2006. Water governance, water security and water sustainability, in ROGERS, P. ; LLAMAS, M.R. et MARTINEZ CORTINA, L. (dir.). *Water Crisis : Myth or Reality ?* London. Taylor & Francis/Balkema, p. 3-36.
- ROLLAND, L. et VEGA CÁRDENAS, Y.** 2010. La gestión del agua en México. *Polis*, 6 (2), p. 155-188.
- ROSSELL, J. et VILADOMIU, L.** 1997. El Programa de Compensación de Rentas pour reducción de regadíos en Mancha Occidental y Campo de Montiel. *Economía Agraria*, 179, p 331-350.
- ROUQUETTE, M.-L.** 2011. ¿Qué hay de social en las representaciones sociales ? *Revista de psicología de la Universidad de Antioquia*, 3 (1), p. 95-101.
- ROUQUETTE, M.-L. et RATEAU, P.** 1999. *Introduction à l'étude des représentations sociales*. Grenoble. Presses Universitaires de Grenoble. 159 p.
- ROY, N. et GARON, R.** 2013. Étude comparative des logiciels d'aide à l'analyse de données qualitatives : de l'approche automatique à l'approche manuelle. *Recherches qualitatives*, 32 (1), p. 154-180.
- RUELAS-MONJARDÍN, L. et TRAVIESO-BELLO, A.** 2017. Propuestas de gobernanza ambiental en cuencas hidrográficas. *Economía, Sociedad y Territorio*, XVII (53), p. 233-240.
- RUI, S.** 2004. *La démocratie en débat. Les citoyens face à l'action publique*. Paris. Ed. Armand Colin. 261 p.
- RUIZ, R.** 2015. Convergencia de política hacia la gestión integral de recursos hídricos en México. *Revista Mexicana de Análisis Político y Administración Pública*, IV (2), p. 67-88.
- RUÍZ, R.** 2016. Prevención y resolución de conflictos en torno al agua ante la construcción de obras hídricas : un caso de negación de agenda en México. *Gestión y análisis de políticas públicas*, Nueva época, 16, p. 1-21.
- RUIZ PULPÓN, A.R.** 2007. *Tipología territorial de la agricultura de regadío en los municipios de la cuenca hidrográfica del Guadiana*. Toledo. Consejo Económico y Social de Castilla-La Mancha, 6. 487 p.
- RUIZ PULPÓN, A.R.** 2012. Directive cadre européenne et problèmes de gestion hydrique. Le cas du parc national de Las Tablas de Daimiel (Castille-La Manche, Spain), in ASPE, C. (coord.). *De l'eau agricole à l'eau environnementale. Résistance et adaptation aux nouveaux enjeux de partage de l'eau dans les pays du Bassin Méditerranéen*. Versailles. Ed. Quai, p. 291-300.
- SALINAS PALACIOS, D.** 2012. Géopolitique de l'eau dans l'Espagne des autonomies : enjeux et rivalités de pouvoirs dans la région de Murcie. *L'Europe en Formation*, 3 (365), p. 69-98.
- SALOMON, J.-N.** 2009. Le déclin de la civilisation classique Maya : explications. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 246, p. 143-173.

- SAMAIN, D.** 2016. Des sciences du visible, in BLANCKAERT, C. ; LÉON, J. et SAMAIN, D. (dir.). *Modélisations en sciences humaines. Figurer, interpréter, simuler.* Paris, Ed. L'Harmattan, p. 7-43.
- SÁNCHEZ, I.** 1999. Olvido, éxodo y Resurgimiento. *Añil, Cuadernos de Castilla-La Mancha* 17 : 4-7.
- SÁNCHEZ GARRIDO, R.** 2011. *Caza, cazadores y medio ambiente. Breve etnografía cinegética.* Alicante. Editorial Club Universitario. 302 p.
- SANCHIS, C.** 2012. La confederación fallida. Administración y usuarios en la cuenca del Turia (1928-1936). *Cuadernos de geografía*, 91/92, p. 19-42
- SANCHO MARCO, T.A.** 2008. Sí a un pacto nacional del agua. Sí a la gestión del agua por cuencas naturales. No a la cesión ni división de Confederaciones Hidrográficas. *Foresta*, 41, p. 36-39.
- SAURÍ, D. et DEL MORAL, L.** 2001. Recent developpement in Spanish water policy : alternatives and conflits at the end of the hydraulic age. *Geoforum*, 32, p. 351-362.
- SAUVAYRE, R.** 2013. *Les méthodes de l'entretien en sciences sociales.* Paris. Ed. Dunod. 130 p.
- SCHAUB, J.-F.** 2003. *La France Espagnole. Les racines hispaniques de l'absolutisme français.* Paris. Ed. Du Seuil. 368 p.
- SCHMIDT, G.** 2005. *Cambios legales e institucionales hacia la privatización del agua en México.* Preparación de los talleres « El derecho humano al agua en la agenda política y social centroamericana ». PAN. Junio 2005. Managua. Nicaragua. 35 p.
- SCHNITZLER, A.** 2012. *Écologie des forêts naturelles d'Europe. Biodiversité, sylvigénèse, valeur patrimoniale des forêts primaires.* Paris. Ed. Tec & Doc. 271 p.
- SCHNITZLER, A. et GÉNOT, J. C.** 2012. *La France en friches. De la ruralité à la féralité.* Versailles. Ed. Quae. 185 p.
- SEGUIN, L.** 2018. Apprentisages et modalités d'apprentissage au sein d'une conférence de citoyens sur la gestion locale de l'eau in BARONE, S., BARBIER, R. ; DESTANDAU, F. et GARIN, P. (dir.). *Gouvernance de l'eau : un mouvement de réforme perpétuelle ?* Paris. Ed. L'Harmattan, p. 199-218.
- SEMARNAT-CONANP.** 2015. *Programa de Manejo Área de Protección de Flora y Fauna Cañón del Usumacinta.* 216 p. Disponible sur : [www.conanp.gob.mx/que\\_hacemos/programas\\_manejo/Canon\\_del\\_Usumacinta](http://www.conanp.gob.mx/que_hacemos/programas_manejo/Canon_del_Usumacinta)
- SERVAIS, C.** 2016. *La médiation. Théorie et terrains.* Louvain-la-Neuve. De Boeck Supérieur. 240 p.
- SETTIER, J.** 1947. *Caza menor, anécdotas y recuerdos.* Madrid. Ed. Reus. 445 p.
- SHAH, T.** 2007. The groundwater economy of south Asia : an assessment of size, significance and socio-ecological impacts, in GIORDANO, M. et VILLHOLT, K.G. (ed.). *The agricultural grounwater revolution : opportunities and threats to development.* Wallinford. CABI ed., p. 7-36.
- SHAH, T.** 2010. *Taming the anarchy : groundwater gouvernance in South Asia.* London. Routledge. 324 p.
- SHIVA, V.** 2004. *Las guerras del agua : contaminación, privatización y negocio.* Barcelona. Icaria Editorial. 159 p.
- SCOTT, J.C.** 1998. *Seeing like a state : how certain schemes to improve the human condition have failed.* New Haven and London. Yale University Press. 445 p.
- SIEBERT, S. ; BURKE, J. ; FAURES, J.M. ; FRENKEN, K. ; HOOGEVEEN, J. ; DOLL, P. et PORTMANN, F.T.** 2010. Grounwater use for irrigation : a global inventory. *Hydrol. Earth Syst. Sci.*, 14, p. 1863-1880.

- SIMON, P.-J.** 1991. *Histoire de la sociologie*. Paris. PUF Fondamental. Paris. 524 p.
- SIMMEL, G.** 2003. *Le conflit*. Belval. Ed. Circé. 159 p.
- SOUEIX, A.** 2010. *L'inconscient... drôle de mot !* Cycle de formation : Chemins de la psychanalyse. Module d'introduction à la psychanalyse. Session du 15/12/2010. Toulouse. Organisé par : Institut du champ freudien, Département de psychanalyse Université Paris VIII et Collège clinique de Toulouse.
- SPINK, M.J.** 1994. Desvendando as teorias implícitas : une metodologia de análise das Representações Sociais, in JOVCHELOVITCK, S. et GUARESCHI, P. (dir.) *Textos em Representações Sociais*. Petrópolis. Ed. Vozes, p. 117-148.
- STRAUSS, A.L.** 1987. *Qualitative analyses for social scientists*. Cambridge. Cambridge University Press. 319 p.
- SUBIRATS, J.** 2006. ¿Por qué es importante la participación ciudadana en la gestión sostenible del agua ?, in MARTINEZ, J. et BRUFAO, P. *Aguas limpias, manos limpias. Corrupción e irregularidades en la gestión del agua en España*. Fundación Nueva Cultura del Agua. Bilbao. Ed. Bakeaz, p. 83-91
- SUBRA, P.** 2008. L'aménagement, une question géopolitique ! *Hérodote*, 3 (130), p. 222-250.
- SUBRA, P.** 2014. *Géopolitique de l'aménagement du territoire*. Paris. Ed. Armand Colin, 350 p.
- SUBRA, P.** 2016. *Géopolitique locale. Territoires, acteurs, conflits*. Paris. Ed. Armand Colin. 336 p.
- SVARSTAD, H.** 2012. Discours et récits sur l'environnement et le développement. L'exemple de la bioprospection, in GAUTIER D. et BENJAMINSEN, T.A. (coord.). *Environnement, discours et pouvoir. L'approche political ecology*. Versailles. Ed. Quae, p. 135-159.
- SWYNGEDOUW, E.** 2004. *Social power and the urbanization of water : flows of power*. Oxford. Oxford University Press. 209 p.
- SWYNGEDOUW, E.** 2007a. Modernité et hybridité nature, « regeneracionismo » et la production du paysage aquatique espagnol. *Géographie, économie, société*, 1 (9), p. 39-68.
- SWYNGEDOUW, E.** 2007b. Technonatural revolutions : the scalar politics of Franco's hydro-social drama for Spain, 1939-1975. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 32 (1), p. 9-28.
- SWYNGEDOUW, E.** 2015. *Liquid power. Contested hydro-modernities in twentieth-century Spain*. London. MIT Press Ltd. 320 p.
- SWYNGEDOUW, E. et KAÏKA, M.** 2002. Urban water : a political-ecology perspective. *Built environment*, 28 (2), p. 124-137.
- TANOUDI, O. et MOLLE, F.** 2013. Réappropriations de l'eau dans les bassins versant surexploités. Le cas du bassin du Tensift (Maroc). *Etudes rurales*, 2 (192), p. 79-96
- TÉTARD, F.** 2011. *Géographie des conflits*. Paris. Ed. SEDES/CNED. 342 p.
- TILLY, C et TARROW, S.** 2008. *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*. Paris. Ed. SciencesPo. Coll. Sociétés en mouvement. 396 p.
- TOHARIA, M.** 2001. Las sequías en los medios de comunicación, in MORALES GIL, A. et GIL OLCINA, A. (eds.). *Causas y consecuencias de las sequías en España*. Alicante. Ed. Universitat d'Alacant, p. 487-493.
- TORRE, A. et BEURET, J.-E.** 2012. *Proximités territoriales*. Paris. Ed. Economica/Anthropos. 105 p.
- TROM, D.** 2001. A l'épreuve du paysage. Constructivisme savant et sens commun constructiviste. *Revue du MAUSS*, 1 (17), p. 247-260.

- TORRE, A. ; MELOT, R. ; MAGSI, H. ; BOSSUET, L. ; CADORET, A. ; CARON, A. ; DARLY, S. ; JEANNEAUX, P. ; KIRAT, T. ; PHAM, H.V. et KOLOKOURIS, O.** 2014. *Identifying and measuring land-use and proximity conflict : methods and identification.* Springer-Plus, 3 (85), p. 1-35.
- TORRENS, J. ; BATLLE, A. ; NIÑEROLA, S. ; GONZÁLEZ, F. et CALVÍN, J.** 1976. Contribución al conocimiento de las relaciones entre los acuíferos del Campo de Montiel y la Llanura Manchega. « La leyenda del Guadiana ». *Hidrología y Recursos Hidráulicos*, Vol. 1, p. 398-420.
- TREJO SÁNCHEZ, K. et SANABRIA VALDÉS, C.A.** 2011. Hacia una garantía constitucional del derecho al agua en México. *El Cotidiano*, 166, p. 93-100.
- TROTTIER J.** 2008. Water crises : political construction or physical reality ? *Contemporary Politics*, 14 (2), p. 197-214.
- TROTTIER, J.** 2012. L'avènement de la gestion intégrée des ressources en eau, in BRUN, A. et LASSERRE, F. (dir.). *Gestion de l'eau : approche territoriale et institutionnelle.* Québec. Presses de l'Université de Québec, p. 179-197.
- TROTTIER, J.** 2015. Les trajectoires de l'eau et de la terre dans la construction des territoires. *L'Espace Géographique*, 2 (44), p. 97-102.
- TRUJEQUE, A.** 2001. EDAR Alcázar de San Juan-Campo de Criptana. Funcionamiento y reutilización de sus aguas, in ARAGÓN, J.R., CIRUJANO, S., VELASCO, M., TRUJEQUE, A. *Las lagunas manchegas.* Alcázar de San Juan. Ayuntamiento de Alcázar de San Juan, p. 135-150.
- UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, les Sciences et la Culture).** 1992. *Agua subterránea. Gestión del recurso invisible.* Notas UNESCO. Medio Ambiente y Desarrollo. 16 p.
- URTEAGA, L.** 1999. Sobre la noción de recurso natural, in UNIVERSITAT DE BARCELONA (éd.). *Professor Joan Vilà Valentí. El seu mestratge en la Geografia universitària.* Barcelona. Publicacions Universitat de Barcelona : 441-454.
- VALADE, B.** 2002. Types de conflits et formes de consensus, in DEROUCHE-GURCEL, L. et WATIER, P. (dir.) *La sociologie de Georg Simmel (1908). Éléments actuels de modélisation sociale.* Paris. Presses Universitaires de France, p. 267-281.
- VAN DIJK, T.A.** 1993. Principles of critical discours analysis. *Discourse & Society*, 4 (2), p. 249-283.
- VAN DIJK, T.A.** 1999. *El análisis crítico del discurso.* Anthropos, 186, p. 23-36.
- VAN DIJK, T.A.** 2006. Politique, Idéologie et Discours, *Semen*, 21, p. 71-102.
- VAN DIJK, T.A.** 2009. *Discurso y poder.* Barcelona. Ed. Gedisa. 413 p.
- VAN DIJK, T.A.** 2010. *Discurso, conocimiento, poder y política. Hacia un análisis crítico epistémico del discurso.* Revista de Investigación Lingüística, 13, p. 167-215.
- VAUCELLE, S. et ANDRÉ-LAMAT, V.** 2009. Eau et développement durable, in VEYRET, Y. 2009. *Le développement durable.* Paris. Ed. Sedes, p. 57-75.
- VELASCO, M.** 1998. *Los nuevos regadíos y Ruidera : un modelo de desarrollo insostenible en el Campo de Montiel.* Albacete. Instituto de Estudios Albacetenses. 106 p.
- VELASCO, M.** 2011. *Hablemos del acuífero 23.* Toledo. Publicaciones de la Consejería de Obras Públicas de la Junta de Comunidades de Castilla-La Mancha. 181 p.
- VERA APARICI, J.A.** 2008. *La gestión institucional del agua en España 1978-2008. Una constitución en papel mojado.* Madrid. Liteam ed.. 192 p.
- VERGNOLLE-MAINAR, C. et DESAILLY, B.** 2005. *Environnement et sociétés. Territoires, risques, développement, éducation.* CRDP Midi-Pyrénées. 364 p.

- VIAÑA REMIS, E.** 2003. Radiografía Económica de Castilla-La Mancha. Una región en busca de su centro. *Añil, Cuadernos de Castilla-La Mancha*, 3, p. 6-13.
- VIARD, J.** 1990. *Le tiers espace. Essai sur la nature*. Paris. Ed. Méridiens Klincksieck. 152 p.
- VIDAL-ABARCA, M.R. ; SALAT, J. et OLLERO, A.** 2015. La gestión sostenible de ecosistemas acuáticos continentales, aguas conteras y de transición : Hábitats, biodiversidad y funciones hidrogeomorfológicas, in DEL MORAL, A.; ARROJO, P. et HERRERA GRAO, T. (coord.). *El agua: Perspectiva ecosistémica y gestion integrada*. Zaragoza. Fundación Nueva Cultura del Agua. p. 120-184.
- VEILLARD-COFFRE, S.** 2001. Gestion de l'eau et bassin versant. De l'évidente simplicité d'un découpage naturel à sa complexe mise en pratique. *Hérodote*, 3 (102), p. 139-156.
- VINYAMATA CAMP, E.** 2015. Conflictology. *Revista de Paz y Conflictos*, 8 (1), p. 9-24.
- VOLVEY, A.** 2013. Terrain, in LÉVY, J. et LUSSAULT, M. (dir.) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris. Belin, p. 903-906.
- WADA, Y. ; VANBEEK, L.P.H ; VAN KEMPEN, C.M. ; RECKMAN, J.W. ; VASAK, S. et BIERKENS, M.F.** 2010. Global depletion of groundwater resources. *Hydrology and Land Surface Studies*, 37 (20), p. 1-5.
- WALKER, P.A.** 2005. Political ecology : where is the ecology ? *Progress Human Geography*, 29 (1), p. 73-82.
- WALKER, P.A.** 2007. Political ecology : where is the politics ? *Progress Human Geography*, 31 (3), p. 363-369.
- WARNER, J.P. ; WESTER, P. ; BOLDING, A.** 2008. Going with the flow : river basins as the natural units for water management ? *Water Policy*, 10 (S2) : 121-138.
- WESTER, P. ; RAP, E. et VARGAS-VELÁZQUEZ, S.** 2009. The hidraulic mission and the mexican hydrocracie : regulating and reforming the flows of water and power. *Water alternatives*, 2 (3), p. 395-415.
- WATTEAU, F.** 1996. Arme ou enjeu : l'eau dans les villages du Haut-Minho (Portugal), in DRAIN, M (dir.) *Les conflits pour l'eau en Europe Méditerranéenne*. *Espace rural*, n° 36, p. 131-147.
- WIDDOWSON, H.G.** 2007. *Discourse Analysis*. Oxford. Oxford University Press. 152 p.
- WITFFOGEL, K.A.** 1957. *Oriental despotism: A comparative study of total power*. New Haven. Yale University Press. 571 p.
- WWF (World Wildlife Fondation).** 2012. El fiasco del agua en el Alto-Guadiana. Rapport. 14 p. Disponible sur : [jawsassets.wwf.es/downloads/factsheet\\_aguas\\_fin.pdf](http://jawsassets.wwf.es/downloads/factsheet_aguas_fin.pdf)
- ZIMMERER, K.S.** 2000. The reworking of conservation geographies ; nonequilibrium landscapes and nature-society hybrids. *Annals of the association of american geographers*, 90 (2), p. 356-369.
- ZIMMERER, K.S. et BASSETT, T.J.** 2003. *Political ecology : an integrative approach to geography and environnement-development studies*. New York. Guilford Press. 310 p.
- ZIMMERMANN, E.W.** 1951. *World resources and industries : a functional appraisal of the availability or agricultural and industrial resources*. New York and London. Ed. Harper and Brothers. 842 p.
- ZIMMERMANN, J.-B.** 2008. Le territoire dans l'analyse économique. Proximité géographique et proximité organisée. *Revue française de gestion* (4) 184, p. 105-118.

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Comparaison des démarches inductive et déductive.....	142
Tableau 2. Les principaux pièges issus de l'utilisation du logiciel <i>Atlas.ti</i> par rapport à la Méthode de la Théorie Enracinée.....	148
Tableau 3. Paradigme de codage de Strauss.....	171
Tableau 4. Quelques extraits tirés de la presse espagnole concernant la pénurie d'eau entre septembre 2017 et mars 2018.....	186



## LISTE DES FIGURES

Figure 1. Schéma de structure de la thèse.....	27
Figure 2. Carte de localisation du bassin du fleuve <i>Guadiana</i> et de la communauté de <i>Castilla-La Mancha</i> en Espagne.....	154
Figure 3. Carte de localisation du bassin du fleuve <i>Usumacinta</i> et de l'État de <i>Tabasco</i> au Mexique, à la frontière avec le Guatemala.....	155
Figure 4. Différences entre deux méthodes de recueil de données qualitatives : l'entretien (ou enquête) et l'observation directe.....	157
Figure 5. Mots inducteurs et structure des cartes associatives utilisées lors des entretiens de terrain.....	161
Figure 6. Étapes des opérations réalisées à l'aide des logiciels Sonal 1.9.3 (transcription), Atlas.ti 8 (analyse thématique) et Lexico 3.6 (analyse relationnelle) appliquées sur les <i>verbatim</i> du corpus dans le cadre de la Méthode de la Théorie Enracinée.....	166
Figure 7. Captures d'écran à partir du logiciel <i>Atlas.ti</i> 8 qui montrent le processus de codage du corpus.....	168
Figure 8. Captures d'écran à partir du logiciel <i>Atlas.ti</i> 8 qui montrent les comptes-rendus du codage et analyse ou mémos.....	169
Figure 9. Démarche de prise de contact avec les acteurs du bassin de l' <i>Alto-Guadiana</i> identifiés avec le code « G ».....	178
Figure 10. Démarche de prise de contact avec les acteurs du bassin de l' <i>Usumacinta</i> identifiés avec le code « U ».....	180
Figure 11. Évolution du nombre de retenues en Espagne entre 1900 et 2013.....	189
Figure 12. Carte hydropolitique de l'Espagne : communautés autonomes, bassins hydrographiques et entreprises publiques de l'eau.....	197
Figure 13. Le fleuve <i>Guadiana</i> dans la Péninsule Ibérique.....	202



Figure 14. Carte de localisation de l'espace d'étude du bassin du <i>Guadiana</i> , <i>Castilla-La Mancha</i> , Espagne. Réserve de Biosphère <i>La Mancha Húmeda</i> .....	203
Figure 15. <i>Lagunas de Ruidera</i> . « Première » naissance du fleuve <i>Guadiana</i> .....	205
Figure 16. <i>Ojos del Guadiana</i> . Une « deuxième naissance » du fleuve <i>Guadiana</i> ?.....	205
Figure 17. En haut : l'aquifère 23 ou de la <i>Llanura Manchega</i> et l'aquifère 24 ou du <i>Campo de Montiel</i> . En bas : Coupe du modèle de jonction entre l'aquifère 23 et l'aquifère 24 en aval des <i>Lagunas de Ruidera</i> .....	206
Figure 18. En haut : première proposition officielle de délimitation de la Réserve de Biosphère <i>La Mancha Húmeda</i> (2006) publiée sur le site du Ministère d'Environnement, Milieu Rural et Marin (2008-2011). En bas : superposition des limites de la Réserve de Biosphère <i>La Mancha Húmeda</i> de 2006 (trait noir) sur l'actuelle délimitation réalisée en 2011.....	236
Figure 19. Carte officielle actuelle de la Réserve de Biosphère <i>La Mancha Húmeda</i> et sa zonation.....	237
Figure 20. Carte simplifiée de la Réserve de Biosphère <i>La Mancha Húmeda</i> .....	239
Figure 21. Croquis du Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> où ne figure pas l'actuel barrage de <i>Puente Navarro</i> , mais l'ancien moulin, désormais abandonné.....	256
Figure 22. Campagne de sensibilisation citoyenne lancée au Mexique en 2009 par la CONAGUA à l'issue de l'Agenda de l'Eau 2030. « L'eau est comme la famille, protége-la ! ».....	264
Figure 23. Conflits actifs autour de l'eau au Mexique enregistrés depuis 1990.....	266
Figure 24. Carte de localisation de l'espace d'étude au bassin de l' <i>Usumacinta</i> , État de <i>Tabasco</i> , Mexique.....	271
Figure 25. Bassin versant du fleuve <i>Usumancinta</i> , Mexique.....	272
Figure 26. Chronologie de quelques événements économiques et politiques de l'Histoire du bassin versant de l' <i>Usumacinta</i> par rapport à la durée de l'empire aztèque.....	274
Figure 27. La Réserve de Biosphère <i>Pantanos de Centla</i> . État de <i>Tabasco</i> (Mexique)....	290
Figure 28. L'Aire de Protection de Flore et Faune <i>Cañon del Usumacinta</i> . État de <i>Tabasco</i> (Mexique).....	293
Figure 29. Trois types de profil d'acteurs en lien avec le regard porté sur le fleuve <i>Usumacinta</i> .....	297
Figure 30: Nuages des mots les plus fréquemment utilisés par les acteurs interrogés dans le bassin de l' <i>Alto-Guadiana</i> en Espagne et dans le bassin de l' <i>Usumacinta</i> au Mexique. Analyse réalisée avec le logiciel <i>Atlas.ti 8</i> .....	339
Figure 31. Capture d'écran du groupement de sous-codes associés au code principal « gens » selon notre analyse qualitative sur le logiciel <i>Atlas.ti 8</i> .....	340

Figure 32 : Surface inondée du Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> entre 1979 et 2006 et périodes durant lesquelles l'eau a été injectée depuis le <i>Trasvase Tajo-Segura</i> .....	402
Figure 33. Capture d'écran du groupement de sous-codes associés au code principal « programme » selon notre analyse qualitative sur le logiciel Atlas.ti 8.....	432
Figure 34. Capture d'écran du groupement de sous-codes associés au code principal « problème » selon notre analyse qualitative sur le logiciel Atlas.ti 8.....	432
Figure 35. Proposition de modèle de métamorphose d'un conflit en conflit-ressource. ...	434



## LISTE DES PHOTOS

Photo 1. Pancarte installée par le collectif Greenpeace-Espagne au dessus du barrage de <i>Barrios de Luna</i> (León, Espagne) en novembre 2017.....	88
Photo 2. Plaine <i>manchega</i> et moulins à vent traditionnels à <i>Campo de Criptana</i> , caractéristiques de la région.....	153
Photo 3. Vue aérienne du Bassin du fleuve Usumacinta (à gauche) et fleuve à proximité de la ville de <i>Tenosique</i> (Mexique) (à droite).....	155
Photo 4. Inondations dans l' <i>Alto-Guadiana</i> en 2010.....	208
Photo 5. Où est donc le fleuve <i>Guadiana</i> ? Dans une friche ? Dans un champ de luzerne irriguée à l'aide d'un pivot ? Près d'un moulin abandonné ?.....	209
Photo 6. Restes archéologiques et reconstitution dessinée d'une des structures hydraulique ( <i>corachas</i> ) qui permettait la prise d'eau du fleuve <i>Guadiana</i> et sa conduite à la fortification de <i>Calatrava la Vieja</i> au VIII <sup>e</sup> siècle.....	210
Photo 7. Cultures de vigne dans la région de <i>La Mancha</i> . culture traditionnelle pluviale (à gauche), culture en espalier irriguée (à droite).....	221
Photo 8. Campagne « l'eau qui nous relie » pour communiquer sur le besoin de la prolongation du transfert d'eau inter-bassin du fleuve <i>Tajo</i> au <i>Segura</i> dans la région de <i>Murcia</i> (Espagne).....	225
Photo 9. En haut à gauche : différentes cruches utilisées traditionnellement dans <i>La Mancha</i> jusqu'aux années 1950-60. En haut à droite : mécanisme d'une noria utilisée également dans <i>La Mancha</i> jusqu'à l'arrivée de l'agriculture extensive d'irrigation. En bas : site archéologique de la <i>Motilla del Azúer</i> à proximité de <i>Daimiel</i> .....	232
Photo 10. Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> , <i>Castilla-La Mancha</i> .....	233
Photo 11. Deux lagunes de la Réserve de Biosphère <i>La Mancha Húmeda</i> : En haut : <i>Laguna del Camino de Villafranca</i> ( <i>Alcázar de San Juan</i> ) au printemps. En bas : <i>Laguna de Peña Hueca</i> ( <i>Villacañas</i> ) en été.....	234
Photo 12. Aire de Protection de Flore et Faune <i>Cañón del Usumacinta</i> à <i>Boca del Cerro</i> . .....	273

Photo 13. Réserve de Biosphère <i>Pantanos de Centla</i> . À Tres Brazos (à gauche), mangrove (à droite).....	273
Photo 14. La pêche artisanale (en haut à gauche), la <i>milpa</i> (culture traditionnelle du maïs) (en haut à droite) et l'élevage familial (en bas) constituent les activités productives principales de la population indigène de la Réserve de Biosphère <i>Pantanos de Centla</i> ....	291
Photo 15. L'élevage extensif (à gauche) et les plantations de palme à huile (à droite) constituent les principales activités productives de l'Aire de Protection de Flore et Faune <i>Cañón del Usumacinta</i> .....	294
Photo 16. <i>Estufa</i> (foyer amélioré) modèle <i>Patsari</i> distribué au bassin de l' <i>Usumacinta</i> à Tabasco que l'on retrouve aussi bien chez les familles qu'au musée. A gauche : foyer amélioré exposé dans le musée de PEMEX « Casa del Agua » RBPC. A droite : capture d'écran «Diario de Tabasco » du 20/12/2017.....	413

## LISTE DES ANNEXES

Annexe 1. Étapes de construction et rubriques de la grille d'entretien utilisée dans le bassin du <i>Guadiana</i> ( <i>La Mancha</i> , Espagne ) et dans le bassin de l' <i>Usumacinta</i> ( <i>Tabasco</i> , Mexique).....	503
Annexe 2. Ancrage de la recherche qualitative effectuée selon la Méthode de la Théorie Enracinée. Comptes-rendus de terrain à partir des journaux de bord et d'analyse de terrain .....	505
Annexe 3. Synthèse des principales co-occurrences trouvées dans les discours des deux corpus analysés, <i>Guadiana</i> et <i>Usumacinta</i> , à partir de l'exploration détaillée de chaque acteur interrogé. Champs sémantiques plus fréquemment utilisés.....	528
Annexe 4. Courriel type envoyé aux interlocuteurs du bassin du <i>Guadiana</i> dans <i>La Mancha</i> (Espagne) pour demande de rendez-vous et entretien.....	542
Annexe 5. Personnes enquêtées en lien avec le bassin de l' <i>Alto-Guadiana</i> dans <i>La Mancha</i> (Espagne). Octobre 2015 – Juin 2017.....	543
Annexe 6. Personnes enquêtées en lien avec le bassin de l' <i>Usumacinta</i> à <i>Tabasco</i> (Mexique). Septembre 2016.....	547
Annexe 7. Principaux événements dans le récit historique de « l'eau dans <i>La Mancha</i> ».	550



## ANNEXES

### Annexe 1. Étapes de construction et rubriques de la grille d'entretien utilisée dans le bassin du *Guadiana* (*La Mancha*, Espagne ) et dans le bassin de l'*Usumacinta* (*Tabasco*, Mexique).

<b>RAPPEL DE LA PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans quelle mesure les conflits autour de l'eau cristallisent des relations de pouvoir et de disparités déjà existantes sur le territoire ?</li> <li>• Quelle est alors la productivité de ces conflits pour les pouvoirs présents sur ce territoire?</li> <li>• Quelles relations ces conflits entretiennent avec la production et les échanges de savoirs ?</li> </ul>	
<b>OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Montrer quelles sont au sein d'une stratégie territoriale les interactions qui peuvent provoquer un conflit lié à l'eau.</li> <li>• Analyser par quels mécanismes l'eau peut aussi devenir un enjeu de coopération et de lien social.</li> <li>• Mettre en rapport l'alarmisme quant aux problèmes de pénurie/excès d'eau et plus généralement les conflits qui associent la dégradation de l'eau avec les politiques publiques et les discours dominants.</li> <li>• Appréhender quelles relations de pouvoir autour de l'eau permettent de comprendre la manière dont l'eau est qualifiée et gérée.</li> </ul>
<b>CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES</b>	<p><u>Réalisation des entretiens</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Commencer les entretiens par une carte associative (eau-eau ici) et par des questions d'ordre identitaire/affectif. L'objectif étant d'identifier l'attachement au territoire et à la problématique étudiée.</li> <li>• Interroger des acteurs de quatre sphères : usagers, scientifique/technique, associatifs, politiques.</li> </ul> <p><u>Identification de la personne enquêtée</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Originaire de la zone ou pas. Depuis quand habite/travaille t'elle ici.</li> <li>• Formation (technique ou pas).</li> <li>• Âge (soit activité/chômage ou à la retraite)..</li> </ul> <p><u>Flux de savoir entre groupes sociaux</u></p> <p>Toutes les questions, relances ou commentaires de l'enquêteur ont été posées avec la perspective d'obtenir de l'information sur la personne et son groupe social d'appartenance.</p> <p>Qu'est-ce que la personne interviewée croit que pense l'institution ou le groupe social auquel elle-même appartient (écologistes, agriculteurs, ingénieurs, scientifiques...).</p>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Qu'est-ce que la personne interviewée pense ? Relance avec « et vous ? ».</li> <li>• Qu'est-ce que la personne interviewée croit que pensent les « autres groupes » qui ne sont pas le sien (même dans une zone éloignée du pays ou ailleurs).</li> </ul> <p><u>La mémoire de l'eau / Eau visible et invisible</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• À chaque fois que cela a été possible, nous avons fait des relances pour savoir s'il existe l'impression que tous les changements (technologiques) accélérés de notre société ont un impact sur la gestion de l'eau ou bien si cette gestion est conduite par des conceptions plus traditionnelles et sur la visibilité/invisibilité et la perception des eaux souterraines et superficielles.</li> </ul>		
<b>GRILLE D'ENTRETIEN</b>	<b>RUBRIQUE</b>	<b>SOUS-RUBRIQUE</b>	<b>Mots-clés/Relances</b>
	<b>REPRÉSENTATIONS AUTOUR DE L'EAU / L'EAU ICI</b>  (Bassin Guadiana, Bassin Usumacinta)  L'état physique de l'eau est-il une construction sociale ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Restitution et commentaires sur la carte associative obtenue : rapports à l'eau vs. rapports La Mancha/Tabasco.</li> <li>• Expérience/vécu/mémoire autour de l'eau. Identification du rôle de l'eau, dans la « vie quotidienne » de l'enquêté et de sa logique liée à ses pratiques ou prises de position.</li> <li>• Quand l'eau fait défaut/Quand il y a trop d'eau (risques perçus).</li> <li>• Changements perçus sur l'eau ici (avant/maintenant/avenir ?, dater si possible).</li> </ul>	consommation ressource gestion intellectuel protection santé superficielle souterraine pénurie inondations
	<b>QUALIFICATION DE L'EAU</b>  Les données sur l'eau reflètent-elles la réalité sur l'eau ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Localisation de l'eau ici (fleuve, zones humides, aquifère...).</li> <li>• Identification des savoirs de l'enquêté sur la quantité/qualité d'eau dans la région et des répercussions (positives/négatives)</li> </ul>	économie société presse milieu- professionnel divulgarion cantonnée trop technique
	<b>SAVOIRS EXPERT/PROFANE</b>  Savoirs sur l'eau : flux de pouvoir ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification des producteurs/détenteurs de l'information et de la facilité ou difficulté d'accès.</li> <li>• Intérêt de l'interviewé /institutions /experts pour être informés sur les données sur l'eau.</li> <li>• Identification des relations entre la connaissance sur l'eau et l'action et décision politique concernant l'eau.</li> </ul>	agriculteurs chercheurs écologistes politiques ceux qui savent expert profane intuition rôles
<b>LE CONFLIT SUR L'EAU</b>  Y a-t-il un conflit sur l'eau ici ? Existe-il des solutions ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification des problèmes liés à l'eau ici.</li> <li>• Identification des moyens par lesquels circule la connaissance des problèmes.</li> <li>• Solutions institutionnelles (local, État, UE) et celles de l'interviewé.</li> <li>• Organisation autour du conflit.</li> <li>• Évolution des comportements et des accords/désaccords.</li> </ul>	qui, pourquoi, où associations presse bouche à oreille facile/difficile voisins réunions participation coopération innovation	

**Annexe 2. Ancrage de la recherche qualitative effectuée selon la Méthode de la Théorie Enracinée. Comptes-rendus de terrain à partir des journaux de bord et d'analyse de terrain**

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 1.</b> Bassin de l' <i>Alto-Guadiana (La Mancha, Espagne)</i> . Octobre 2015 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
<p><b>Titre : Une contradiction : il ne manque pas d'eau ou il manque de l'eau ?...</b>            Date : 21/10/2015            Ancrage : G01, G28 et observations</p>	<p><u>INATTENDU</u> : La première réaction de la première personne interrogée a été d'affirmer que l'eau ne manquait pas dans La Mancha. Au fur et à mesure que la conversation avançait, la personne a changé son discours pour affirmer qu'il manquait de l'eau pour l'agriculture...            Par la suite, nous avons trouvé cette contradiction à l'intérieur du même discours maintes fois ainsi que dans le discours d'autres acteurs interrogés. D'une manière spontanée c'est l'image de La Mancha assoiffée qui revient.</p>
<p><b>Titre : Il y a un conflit lié à l'eau ou pas ?</b>            Date : 21/10/2015            Ancrage : À partir de G01... et observations</p>	<p><u>RÉFLEXION</u> : ... Il manque de l'eau pour l'agriculture, donc pour les agriculteurs. Ils seraient à l'origine d'un conflit de contours imprécis. Les agriculteurs seraient en conflit avec qui ? Avec la pluie ? Avec d'autres agriculteurs d'autres régions ? Avec l'administration hydrique ? Pour les acteurs, il existe un conflit sans aucune doute mais ils ne savent préciser le « qui », « quand », « où », « pourquoi », etc.  <u>PISTE</u> : Conflit lors des périodes de sécheresse et non-conflit lors des périodes humides ?</p>
<p><b>Titre : Le maintien du <i>statu-quo</i>, un bénéfice pour tous ?</b>            Date : 22/10/2015            Ancrage : observations, G02</p>	<p><u>OBSERVATION</u> : La quantité démesurée d'écrits, événements publics, conférences, cours de spécialisation, etc. sur « le problème » sur l'eau dans La Mancha avoisine la charlatanerie, surtout quand on s'intéresse au contenu de ces productions : des propos vagues et des solutions qui ne le sont pas vraiment.  <u>PISTE</u> : Qui paie cette excessive production « grise » ? Quel est son objectif réel ? Il ne semble pas qu'elle serve à proposer de vraies solutions. S'agit-il peut-être d'une manière de « tourner en rond » pour « noyer le poisson » ? Pourquoi faire ?  <u>RÉFLEXION</u> : Il semblerait que tout le monde est intéressé à conserver le <i>statu-quo</i>, une forme comme une autre d'attirer des subventions pour résoudre un « supposé » conflit.</p>
<p><b>Titre : Le PNTD promu par l'État mais pas pour la ville de Daimiel</b>            Date : 23/10/2015            Ancrage : observations</p>	<p><u>INATTENDU</u> : Nous nous sommes perdue lors de notre première visite au PNTD par manque de signalisation. Nous venions de Ciudad Real... Ce fait inattendu nous a incitée à l'observation de cette signalisation.  <u>OBSERVATION</u> : La signalisation pour aller au PNTD est inégale : Si de très gros panneaux sur l'autoroute A-4 (Madrid-Andalousie) annoncent à plusieurs reprises la sortie vers le PN pour le visiteur provenant de Madrid, ce n'est pas le cas pour celui qui viendrait d'Andalousie. Dans la ville de Daimiel, le même phénomène se répète : un panneau (pas très visible) à l'entrée de la ville pour guider le visiteur madrilène, zéro pour le reste des provenances.  <u>PISTES</u> : La ville de Daimiel ne serait-elle pas intéressée à faire visiter le PN ? Le seul intéressé serait-il l'État espagnol (routes nationales) ? Pourquoi ?</p>

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 1.</b> Bassin de l'Alto-Guadiana ( <i>La Mancha</i> , Espagne). Octobre 2015 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
Titre : <b>Les habitants de Daimiel tournent le dos au PNTD</b> Date : 23/10/2015 Ancrage : observations	<u>INATTENDU</u> : Station d'essence à Daimiel proche du carrefour menant au PNTD : l'opérateur (originaire de Daimiel selon ce que nous avons pu savoir par la suite) n'a pas su (ou n'a pas voulu?) nous indiquer le chemin pour nous y rendre (pas signalisé). <u>PISTES</u> : Les habitants de Daimiel tournent le dos au PNTD ? Pourquoi ?
Titre : <b>Tromper Bruxelles</b> Date : 26/10/2015 Ancrage : observations	<u>OBSERVATION</u> : Nous entendons très souvent dans les conversations avec le monde protectionniste (en entretiens ou en dehors) l'expression « <i>engañar à Bruselas</i> » (tromper l'Union Européenne). Ce sont toujours les « autres » qui trichent en demandant des crédits dont ils n'auraient pas besoin tandis que « nos » pétitions sont légitimes.
Titre : <b>Un conflit lié à l'eau méconnu par les habitants ?</b> Date : 26/10/2015 Ancrage : observations	<u>OBSERVATION</u> : Dans les conversations diverses avec des habitants de <i>La Mancha</i> (hors entretien) nous remarquons qu'ils ne sont pas au courant qu'il y aurait un conflit et pour ceux qui en ont entendu parler, qu'ils s'en moquent certainement... <u>PISTES</u> : Peut-être la dite « période de crise » en Espagne a-t-elle déplacé les priorités des habitants vers des questions liés au chômage, à la santé ou à l'éducation en détriment de l'eau ? Ou bien le conflit <i>manchego</i> serait reclus dans le seul sein de la communauté de connaissance sur l'eau ?
Titre : <b>Les voies officielles continuent à véhiculer l'existence d'un conflit</b> Date : 25/10/2015 Ancrage : observations, vidéos	<u>OBSERVATION</u> : Nous avons visionné quelques vidéos officielles (Gouvernement régional ou national). La séquence des récits pour décrire le problème et donner des solutions est toujours identique : 1. Années 1950-60 : Arrivée de l'agriculture d'irrigation dans <i>La Mancha</i> 2. Années 1970 : Les <i>Tablas de Daimiel</i> commencent à sécher. On crée un parc national 3. Aujourd'hui le conflit perdure 4. La solution passe par l'usage durable de l'eau (aucune des vidéos que nous avons explorées n'explique ce que l'on veut dire par là)
Titre : <b>On ne cultive plus de maïs mais on arrose le vignoble</b> Date : 26/10/2015 Ancrage : observations	<u>OBSERVATION</u> : Il est rare en 2015 de voir des champs de maïs arrosés avec des pivots aux heures de majeure évapotranspiration (12h-15h) comme il y a une vingtaine d'années. En revanche, on observe que les vignes sont plantées désormais en espalier et parcourues par un tuyau d'arrosage. La culture traditionnelle de vigne dans <i>La Mancha</i> ( <i>en vaso</i> ) n'était pas arrosée. Pourquoi ce changement ?
Titre : <b>Experts (nationaux) de première et de deuxième catégorie ?</b> Date : 26/10/2015 Ancrage : G03, observations	<u>OBSERVATION</u> : Certains « experts » écologues, écologistes, techniciens, ingénieurs... se plaignent que personne n'écoute leurs doléances en rapport à la destruction de l'environnement. Il existe une totale méconnaissance et indifférence des études sur le problème de la gestion de l'eau en Espagne ou dans <i>La Mancha</i> quand ces études proviennent de chercheurs non espagnols. <u>CONNEXION</u> : Et pourtant la quantité de littérature grise cumulée ces dernières années semble contredire ce sentiment. <u>PISTE</u> : Les auteurs de ces écrits ne sont pas les mêmes que ceux qui se plaignent ? Il se peut qu'il existe deux catégories d'experts ? Qui a donc le rôle de « conseiller du prince » ( <i>Think Tank</i> de l'eau) ? Un rôle qui semble, en tout cas, réservé à des Espagnols ?

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 1.</b> Bassin de l'Alto-Guadiana ( <i>La Mancha</i> , Espagne). Octobre 2015 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
Titre : <b>La guerre de l'eau</b> Date : 26/10/2015 Ancrage : observations	<p><u>OBSERVATION</u> : Ce mois d'octobre 2015, la « guerre de l'eau » est ravivée. La radio régionale, les journaux, même nationaux, se font écho de cette « guerre ». Une guerre définie par les médias comme une opposition entre les régions autonomes de <i>Murcia</i> et de <i>Castilla-La Mancha</i> à cause des eaux du TTS.</p> <p><u>REFLEXION</u> : Quelles pourraient être les causes profondes de cette dite « guerre » ? La volonté du gouvernement de <i>Castilla-La Mancha</i> de créer une identité régionale jusqu'alors inexistante à travers l'eau ? Les disputes entre PSOE (socialistes, <i>Castilla-La Mancha</i>) et PP (droite, <i>Murcia</i>) ?</p> <p><u>PISTES</u> : Réviser dans les principaux journaux régionaux et nationaux l'historique de l'emploi du terme « <i>guerra del agua</i> » et avec quels mots.</p>
Titre : <b>Monsieur je-sais-tout</b> Date : 27/10/2015 Ancrage : G01, G04, observations	<p>On entend souvent le propos suivant : « j'ai tout compris tandis que les autres non... » « mais personne m'écoute ».</p> <p><u>CONNEXION</u> : Plusieurs personnes qui tiennent ce genre de propos, se montrent fières de ne pas être aimées et mises à l'écart parce qu'elles disent « la vérité qui dérange ». Ce sont les mêmes « experts » de deuxième catégorie (ceux éloignés des pouvoirs)...</p>
Titre : <b>Conflit sur l'eau ou sur la connaissance de l'eau ?</b> Date : 03/11/2015 Ancrage : G01, G02, G03, G04, G05	<p><u>RÉFLEXION</u> : Si beaucoup de personnes de manière directe ou indirect tirent profit des guerres armées, pourquoi ne pas penser dans ces termes pour un conflit comme celui de <i>La Mancha</i> ?</p> <p>Film « Le Club » : « <i>si no hubiera pecados ¿de qué ibamos a vivir nosotros ?</i> »</p> <p><u>NOUVELLE HYPOTHÈSE</u> : Est-il intéressant pour les acteurs de résoudre le conflit de <i>La Mancha</i> ? Les experts contribuent-ils à perpétuer le conflit ?</p>

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 2.</b> Bassin de l'Alto-Guadiana ( <i>La Mancha</i> , Espagne). Janvier-Février 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
Titre : <b>Difficulté de contacter les agriculteurs</b> Date : 18/01/2016 Ancrage : G06, observations	<p><u>OBSERVATION</u> : Manque de collaboration des techniciens/ingénieurs qui ont des contacts dans le monde agricole. Le motif invoqué a été celui de ne pas vouloir déranger les agriculteurs dans leur travail...</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Il s'agit d'agriculteurs ou d'hommes d'affaires ? Surtout que le mois de janvier n'est pas un mois de travail excessif dans l'agriculture...</p>
Titre : <b>Il n'y a plus de conflit</b> Date : 18/01/2016 Ancrage : G06	<p><u>CONNEXION</u>. On trouve plusieurs profils d'acteurs qui affirment qu'il n'y a plus de conflit pour l'eau dans <i>La Mancha</i> : experts liés au monde agricole, habitants « lambda ».</p>
Titre : <b>La « maudite pluie »</b> Date : 19/01/2018 Ancrage : G07	<p><u>INATTENDU</u> : Il semblerait que c'est la faute de la pluie si l'on a l'impression qu'il n'y a plus de conflit ou si l'on a tendance à l'oublier après une période prolongée de pluie. Même en période de pluie on doit garder à l'esprit qu'il y a toujours un conflit lié au manque d'eau.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Mais s'il ne manque pas d'eau (surtout en période humide mais pas seulement) pourquoi maintenir en vie le conflit ?</p>

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 2.</b> Bassin de l' <i>Alto-Guadiana (La Mancha, Espagne)</i> . Janvier-Février 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
Titre : <b>Le PEAG, un plan pour donner satisfaction aux agriculteurs ?</b> Date : /01/2016 Ancrage : G07, G26	<p><u>OBSERVATION</u> : Un plan comme le PEAG affiché avec des objectifs environnementaux pour résoudre le conflit de l'eau dans La Mancha, serait accusé de servir les intérêts des agriculteurs, « ennemis de l'environnement ». Pour certaines ONGs, le PEAG est un fiasco parce qu'il a permis de légaliser beaucoup d'hectares d'irrigation qui étaient classées en pluvial auparavant.</p> <p><u>PISTE</u> : Analyser objectifs et résultats obtenus du PEAG. Qui a été le bénéficiaire réel de ce plan ? Agriculteurs ? Écologistes/écologues ? Les deux ? Personne ?</p>
Titre : <b>Je ne suis pas l'écologiste dévoué à la cause que je semble être</b> Date : 19/01/2016 Ancrage : G07, G08, G26	<p><u>INATTENDU</u> : Par des moyens détournés j'ai appris que des personnes qui m'avaient parlé de leur détresse face à la destruction des écosystèmes aquatiques du <i>Guadiana</i> et de leur activisme désintéressé en défense de ses systèmes, étaient par ailleurs propriétaires ou dirigeaient des structures liées à l'éducation à l'environnement ou géraient les moyens matériels de la Confédération Hydrographique et des sociétés publiques pour la réalisation de projets de « bénévolat », en échange d'un label de « bonnes pratiques écologiques ». Ces informations sèment le doute sur ces écologistes. Désintéressés, oui, peut-être, mais jusqu'à un certain point ?</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Pourquoi une des personnes n'a pas voulu que l'entretien se fasse chez elle ? Elle a préféré se déplacer. Ensuite, malgré un entretien qui a tourné, entre autres thèmes, autour des activités d'éducation à l'environnement elle n'a pas mentionné qu'elle vivait de l'environnement... On pourrait penser que savoir comment elle gagne sa vie n'était pas notre affaire, mais en voyant son attitude lors de l'entretien, nous avons eu l'intuition qu'il s'agissait plus d'une occultation volontaire que d'un oubli.</p> <p><u>PISTE</u>: Dans ce cas, pourquoi cacher la nature de ses activités professionnelles ? Pourquoi se sentir embarrassée ? Parce qu'elle tire profit du conflit sur l'eau ?</p> <p><u>CONNEXION</u> : D'autres écologistes avec qui nous avons l'occasion de parler postérieurement ont manifesté cette même attitude.</p>
Titre : <b>Révisons la définition du phénomène de « daimielisation »</b> Date : 19/01/2016 Ancrage : observations	<p><u>OBSERVATION</u> : Cela fait un peu de temps que nous sommes dans La Mancha et personne ne nous a mentionné pour l'instant aucune des autres zones humides de la Réserve de Biosphère <i>La Mancha Húmeda</i>. Tout le monde nous a parlé des <i>Tablas de Daimiel</i>.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Nous pensons que le terme « daimielisation » de Ramón Llamas pour décrire le phénomène de surexploitation des nappes avec un effet désastreux sur les zones humides, serait à réviser. En effet, il serait peut-être plus adapté appeler « daimielisation » le phénomène qui fait que cette zone humide est partout, dans tous les esprits et toutes les représentations... la seule chose visible dans La Mancha ?</p>
Titre : <b>Conflit visible dans le bassin du Tajo et pas dans le bassin du Guadiana</b> Date : 19/01/2016 Ancrage : observations	<p><u>OBSERVATION</u> : En même temps que nous réalisons nos entretiens dans bassin du <i>Guadiana</i>, des manifestations et des protestations se succèdent dans le bassin du <i>Tajo</i>, un autre des fleuves importantes qui traversent <i>Castilla-La Mancha</i>. En principe, les problématiques liées à l'eau dans les deux bassins sont similaires. Pourquoi alors le positionnement et la réaction de la population sont ils si différents ?</p> <p><u>PISTE</u> : Deux hypothèses à explorer issues de mes conversations et</p>

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 2.</b> Bassin de l' <i>Alto-Guadiana (La Mancha, Espagne)</i> . Janvier-Février 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
	<p>observations : a) Le fleuve <i>Tajo</i> est visible et le fleuve <i>Guadiana</i> invisible dans sa partie <i>manchega</i> et b) Dans le bassin du <i>Tajo</i> il peut exister l'impression que l'on dépossède <i>Castilla-La Mancha</i> de son fleuve <i>Tajo</i> (Madrid -en amont- envoie les eaux polluées et Murcia « vole » les eaux du <i>Tajo</i> par le TTS) tandis que le <i>Alto-Guadiana</i> est un tronçon de fleuve intégralement en <i>Castilla-La Mancha</i>... On pourrait dire que les conflits liées au bassin du <i>Guadiana</i> restent « en famille » et sont donc moins visibles ? Le conflit extériorisé dépend de qui est « nous » et qui sont « les autres » ?</p>
<p><b>Titre : L'intérêt de la ville de Daimiel pour les <i>Tablas de Daimiel</i> est mitigé</b>            Date : 20/01/2016            Ancrage : G08, observations</p>	<p><u>OBSERVATION</u> : Le Centre municipal d'interprétation des zones humides et de l'eau n'a pas de chauffage en janvier... Il ne s'agit pas d'une panne mais d'une décision municipale de ne pas chauffer le centre. L'exposition permanente, de grande qualité éducative, souffre aussi d'une détérioration liée au passage du temps. Pas d'entretien, pas de visiteurs et pas de confort pour le personnel qui y travaille. Par ailleurs, le Parc National n'informe pas de l'existence du Centre aux visiteurs qui arrivent sans passer par la ville de Daimiel.</p> <p><u>CONNEXION</u> : Il semble curieux d'observer ce désintérêt de la part de la ville de Daimiel pour le site des <i>Tablas de Daimiel</i> inscrit dans sa commune à environ à une dizaine de kilomètres de là.</p>
<p><b>Titre : Tentatives de la ville de Daimiel pour profiter de la présence des <i>Tablas de Daimiel</i> dans sa commune</b>            Date : 20/01/2016            Ancrage : G08, observations</p>	<p><u>OBSERVATION</u> : Le Centre d'interprétation eau et zones humides de Daimiel a été construit par la municipalité en 1996 avec l'objectif d'attirer dans la ville les touristes qui visitaient le Parc. Aujourd'hui il est laissé à l'abandon...</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : De toute évidence ce projet n'a pas fonctionné. Pourquoi ? Existe-t-il de l'hostilité entre le gouvernement municipal de Daimiel et le gouvernement espagnol au sujet des <i>Tablas de Daimiel</i> ?</p>
<p><b>Titre : La mairie de Daimiel n'a pas un profil très environnemental</b>            Date : 20/01/2016            Ancrage : G08, observations</p>	<p><u>OBSERVATION</u> : Lors de la préparation de l'Agenda 21 de Daimiel, les experts qui sont intervenus pour réaliser les enquêtes (avec un profil pas tout à fait environnemental ni sociologique) ont dû refaire les enquêtes parce que les premiers résultats n'ont pas été acceptés par le maire, car trop « écologistes ». Nous avons eu accès aux questionnaires de la deuxième enquête dont les questions étaient très générales et vagues.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : L'intérêt de la ville de Daimiel pour les <i>Tablas de Daimiel</i> n'est pas environnemental ?</p> <p><u>CONNEXION</u> : Ceci expliquerait le désintérêt montré aujourd'hui ? Du moment où la ville n'a pas pu retirer des bénéfices économiques, elle s'est retirée de la course ?</p>
<p><b>Titre : L'éducation à l'environnement, une aubaine basée sur le conflit ?</b>            Date : 20/01/2016            Ancrage : observations</p>	<p><u>OBSERVATION</u> : Nous avons eu l'occasion de faire des visites des <i>Tablas de Daimiel</i> « déguisée en touriste » puis de visiter les différentes expositions permanentes ouvertes au grand public. Les éducateurs à l'environnement-guides d'écotourisme dans les alentours de Daimiel sont en général, soit des écologistes reconvertis, soit leurs enfants ou d'autres jeunes issus de l'agriculture qui ont trouvé dans cette activité un débouché professionnel.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Ce type d'activité d'éducation à l'environnement les permet de vivre et de travailler dans un endroit qu'ils aiment avec un</p>

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 2.</b> Bassin de l' <i>Alto-Guadiana (La Mancha, Espagne)</i> . Janvier-Février 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
	<p>métier qu'ils aiment lié à la protection de la nature. Ces professionnels, « experts » du terrain font du conflit sur l'eau leur fond de commerce. La narration des « problèmes » sur l'eau occupe une partie importante du contenu des visites ou des expositions. « Connaître pour éduquer ». Les <i>Tablas de Daimiel</i> seraient-elles connues au-delà du contexte local si il n'y avait pas de conflit ? Le conflit sur l'eau, une réclame ?</p>
<p>Titre : <b>Guides des <i>Tablas de Daimiel</i> : publics et privés</b>            Date : 21/01/2016            Ancrage : G01, G09, G19            observations</p>	<p><u>OBSERVATION</u> : Les visites guidées du PNTD sont assurées soit par les guides professionnels, fonctionnaires de l'Etat espagnol (visites gratuites) soit par quelques sociétés privées locales et surtout par une société publique espagnole (visites payantes).            Tout ce monde se partage des créneaux horaires différents.            Les guides du Parc ou ceux qui osent parler (pas tous) se plaignent de l'ampleur grandissante que prend la présence privée dans ces activités de guidage et éducation à l'environnement. Par ailleurs, le site internet du Parc National dirige très clairement l'internaute vers les visites payantes au détriment des visites gratuites effectuées par les guides du Parc, qui ne sont pas mentionnées.  <u>INATTENDU</u> : Une des responsables locales de la société publique espagnole qui fait les visites payantes a été sollicitée personnellement pour lui faire un entretien. Elle s'est montrée très réticente et peu collaborative jusqu'au point de rejeter le rendez-vous.  <u>RÉFLEXION</u> : Pourquoi externaliser les services de guide du Parc alors que les guides officiels ont des contrats à mi-temps ?            Quels intérêts particuliers et quels liens a l'entreprise publique avec l'État espagnol ? Pourquoi se montrer peu collaboratif ? Quelque chose à cacher ?</p>
<p>Titre : <b>Hostilités entre Daimiel et Villarubia de los Ojos à cause des <i>Tablas de Daimiel</i></b>            Date : 21/01/2016            Ancrage : G10</p>	<p><u>OBSERVATION</u> : Le PNTD est partagé par deux communes : Daimiel et Villarubia de los Ojos. Daimiel porte le même nom que la zone protégée, donc, la ville qui attire les touristes est normalement Daimiel. Villarubia de los Ojos dit que les <i>Tablas</i> sont aussi à nous ! et ils élaborent des stratégies pour augmenter la visibilité de cette ville face aux visiteurs du Parc. Lors d'un de nos passages au PN, nous avons pu constater la présence d'un employé municipal de Villarubia de los Ojos dans le stand de souvenirs du Parc pour donner de l'information touristique sur... Villanueva de los Ojos !  <u>RÉFLEXION</u> : <i>Tablas de Daimiel</i>, objet convoité, détesté, source de conflits locaux et avec l'État... dans La Mancha, conflit pour l'eau ou conflit pour « posséder l'Eldorado » : <i>Tablas de Daimiel</i> ?</p>
<p>Titre : <b>Les zones humides, une source d'emploi pour les jeunes locaux</b>            Date : 21/01/2016            Ancrage : G10, G08, G12, G15</p>	<p><u>OBSERVATION</u> : Une proportion non négligeable des jeunes <i>manchegos</i> issus de l'agriculture ont suivi des formations liées directe ou indirectement à l'environnement. Ceci leur permet de chercher (ou de créer) des emplois concernant les zones humides. Leur objectif premier est de rester dans leur région. Ensuite ils rêvent de contribuer à la solution du « conflit » sur l'eau dans La Mancha : éducation, écotourisme, projets européens dans le cadre privé ou ONGs, etc.</p>
<p>Titre : <b>La « bureaucratisation »</b></p>	<p><u>OBSERVATION</u> : La quantité incroyable de documentation écrite sur le</p>

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 2.</b> Bassin de l' <i>Alto-Guadiana (La Mancha, Espagne)</i> . Janvier-Février 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
<b>du conflit manchego : la recherche-action et la recherche fondamentale</b> Date : 22/01/2016 Ancrage : observations	<p>« problème » sur l'eau dans La Mancha. Sans qu'aucun, malgré un chapitre qui leur est toujours consacré, ne trouve des solutions réalistes et réalisables pour stopper ce conflit.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Nous dirions que la production de connaissances sur l'eau dans La Mancha souffre du phénomène de « bureaucratisation » très connu par les fonctionnaires : ce qui importe ne sont pas les résultats mais la procédure. De la même façon, les experts qui durant des années font des recensements des oiseaux, des invertébrés aquatiques, des composantes chimiques contenus dans l'eau, des nutriments, de la végétation aquatique... suivent la « procédure » et n'ont pas une véritable intention d'arriver à avoir des résultats concluants pour aider à la décision. Ils se revendiquent pourtant eux-mêmes au sein de la recherche-action mais leurs travaux relèvent de la recherche fondamentale.</p> <p><u>PISTE</u> : Pourquoi ce décalage ? Peur de dévoiler l'inavouable et de perdre les privilèges ? Décrire n'est pas conflictuel ni engageant et l'on peut dénoncer le manque de données descriptives jusqu'à l'infini... Une bonne raison toujours pour continuer à faire et refaire des études descriptives et s'arrêter avant l'analyse.</p>
<b>Titre : Les réussites des politiques sur l'eau dépendent de la pluie</b> Date : 22/01/2016 Ancrage : G11	<p><u>RÉFLEXION</u> : Le fait qu'un gouvernement (d'une couleur politique ou d'une autre) réussisse sa gestion de l'eau ne dépend pas de ses actions ni de ses politiques publiques mais de la pluie... Ce serait une question de chance, si le mandat tombe en période sèche ou en période humide.</p>
<b>Titre : Mettre un visage à l'ennemi</b> Date : 26/01/2016 Ancrage : G12	<p><u>RÉFLEXION</u> : Les écologistes locaux « savent » qu'il y a un conflit mais ils ne savent pas nous décrire exactement qui est l'ennemi. Certains avouent qu'ils aimeraient bien comprendre ce conflit et mettre un visage sur cet ennemi, qui pour eux existe bien et bel.</p>
<b>Titre : Le pouvoir des techniciens agricoles</b> Date : 26/01/2016 Ancrage : observations	<p><u>OBSERVATION</u> : Des propos recueillis au cours de conversations diverses : le gouvernement de <i>Castilla-La Mancha</i> a été intéressé depuis la création de cette communauté autonome à former un corps de professionnels de grade moyen, fonctionnarisé, surtout des ingénieurs agronomes pour éviter que d'autres, provenant de Madrid ne s'installent en <i>Castilla-La Mancha</i>. Ceux-là constitueraient aujourd'hui un groupe de pouvoir en connivence avec les grands propriétaires terrains et le pouvoir politique pour défendre les intérêts en place.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Plusieurs personnes m'ont parlé des grands propriétaires comme « la bête noire ». Les méchants, ceux qui ont épuisé l'eau souterraine sur leurs terres. Pour certains, ils sont à l'origine du conflit sur l'eau.</p> <p><u>PISTE</u> : Essayer d'interviewer au moins un de ces grands propriétaires.</p>
<b>Titre : La FNCA ne s'intéresse pas à La Mancha ?</b> Date : 26/01/2016 Ancrage : observations	<p><u>OBSERVATION</u> : La FNCA (Fondation pour une Nouvelle Culture de l'Eau) est présent dans toutes les régions espagnoles où il y a des conflits liés à l'eau (y compris dans le bassin du <i>Tajo</i> à <i>Castilla-La Mancha</i>) sauf dans le bassin du Guadiana...</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Pourquoi ? Le conflit sur l'eau dans La Mancha ne serait pas un « vrai » conflit ?</p>
<b>Titre : Le retour des jeunes qui</b>	<p><u>OBSERVATION</u> : Lors des années de la « bulle immobilière » en</p>



<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 2.</b> Bassin de l' <i>Alto-Guadiana (La Mancha, Espagne)</i> . Janvier-Février 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
<b>ont travaillé dans la construction</b> Date : 26/01/2016 Ancrage : G10, G14, observations	Espagne, la plupart des jeunes de la campagne <i>manchega</i> sont partis à Madrid ou à Valencia pour travailler dans la construction. Peu diplômés, une fois que la fête immobilière fut finie, ils sont revenus dans La Mancha pour devenir agriculteurs. Le prix de la terre et de l'eau ont augmenté désormais.
Titre : <b>Les « autres » zones humides de la Réserve de Biosphère La Mancha Húmeda</b> Date : 27/01/2016 Ancrage : G15	<p><u>OBSERVATION</u> : Avec beaucoup de difficultés nous avons réussi à nous « éloigner » de <i>Tablas de Daimiel</i> ! Lors de nos premiers entretiens dans le contexte d'autres zones humides <i>manchegas</i> nous remarquons déjà un premier constat : l'absence d'écologistes malgré l'état de dégradation dans lequel se trouvent certaines « <i>lagunas</i> » <i>manchegas</i>.</p> <p>Le gouvernement de <i>Castilla-La Mancha</i> clôtura ces zones humides pour empêcher l'entrée. C'est sa manière de conserver la nature.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Depuis le temps (années 1990-2000) où ces « <i>lagunas</i> » étaient oubliées de tout le monde et servaient comme décharge des résidus liquides et solides des villages jusqu'à aujourd'hui où on les enferme pour les protéger... peut-être n'a-t-on pas trouvé la juste mesure ?</p>
Titre : <b>Nous les agriculteurs, qu'est-ce que l'on fait de mal ?</b> Date : 27/01/2016 Ancrage : G16, G17, G20	<p><u>OBSERVATION</u> : Le caractère <i>manchego</i> est dit simple, aimable et ennemi des conflits. Ses agriculteurs le sont effectivement en règle générale. Notre premier agriculteur interviewé s'est montré collaborateur et intéressé pour la discussion. Face aux accusations des uns et des autres, il ne sait pas très bien en quoi il pourrait-il changer ses pratiques pour passer de méchant à bon.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Un agriculteur qui cultive les mêmes terres que ses ancêtres depuis des générations en bordure d'une « <i>laguna</i> » ne voit pas nécessairement pourquoi lui fait mal et son père ou grand-père non plus. Des voix écologistes diraient probablement qu'il veut détruire la « <i>laguna</i> » pour la cultiver. Mais non, pourtant il aime la « <i>laguna</i> » de son village, où se trouve la chapelle d'une vierge objet de pèlerinage du village tous les ans lors de la <i>Romería</i>.</p>
Titre : <b>Tirer des ressources là où il n'y a pas</b> Date : 30/01/2016 Ancrage : observations	<p><u>INATTENDU</u> : Des conversations entendues ici et là-bas ont fait écho à la notion de ressource.</p> <p><u>OBSERVATION</u> : De quelle ressource parlait cette personne qui a prononcé ce mot ? Elle parlait concrètement d'un naturaliste, tout récemment arrivé dans La Mancha qui a su se faire une place dans le monde de l'éducation à l'environnement et l'écotourisme pour montrer des zones naturelles <i>manchegas</i> auxquelles personne ne pensait auparavant. Il a comme objectif de gagner sa vie avec cette activité.</p>
Titre : <b>La peur suscitée par les experts</b> Date : 01/02/2016 Ancrage : G21	<p><u>OBSERVATION</u> : Lors d'un entretien avec un habitant proche d'une zone humide, il n'a pas tari d'éloges par rapport à cette zone. Des conversations avec d'autres interlocuteurs qui connaissent la personne interrogée ont soutenu qu'elle passe sa vie à protester contre la zone humide, notamment pour la nuisance produite par les moustiques.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : De toute évidence la personne a voulu donner une image</p>

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 2.</b> Bassin de l' <i>Alto-Guadiana (La Mancha, Espagne)</i> . Janvier-Février 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
	de défenseur enthousiaste des zones humides, ce qui semble manifestement ne pas correspondre à la réalité. Pourquoi ne pas dire la vérité ? Le fait qu'on soit venu lui parler de la part d'un des experts en écologie régional qu'elle connaît aura eu une influence sur ses réponses ?
Titre : <b>Sauver les zones humides est un business</b> Date : 05/02/2016 Ancre : G26, G27	<u>CONNEXION</u> : Comme des écologistes précédemment rencontrés, nous avons à nouveau l'impression qu'il y a d'un côté le discours : « mon seul moteur est de sauver les zones humides de la destruction » et une pratique plus orientée à tirer un profit économique, politique ou de renommée de la situation de « sauvetage ». <u>RÉFLEXION</u> : Des « traîtres » de l'écologisme ? (Terme employé par l'un d'entre eux en référence à d'autres écologistes qui ont les mêmes pratiques que lui même).
Titre : <b>Experts : casquettes différentes, données scientifiques différentes</b> Date : 05/02/2016 Ancre : G26, observations	<u>RÉFLEXION</u> : Comment se fait-il que le même expert avec une casquette puisse donner un type d'information scientifique déterminée et avec une autre casquette un autre type d'information contradictoire avec la première ? Quelle est la bonne version sur le fonctionnement des milieux naturels locaux ? L'enjeu serait-il de devenir un expert « médiatique » dans tous les forums en donnant à l'auditoire ce qu'il veut entendre ?
Titre : <b>L'existence de <i>Tablas de Daimiel</i> bénéficie aux agriculteurs</b> Date : 05/01/2016 Ancre : G26	<u>CONNEXION</u> : Nous entendons à nouveau des propos qui présentent les <i>Tablas de Daimiel</i> non comme « l'ennemi » des agriculteurs mais comme l'espace grâce auquel ceux-ci ont bénéficié des aides européennes en matière de mesures agro-environnementales, par exemple.
Titre : <b>L'expert ne se considère pas lui-même un acteur du territoire</b> Date : 05/02/2016 Ancre : G26, G27 observations	<u>OBSERVATION</u> : En général, les experts de l'écologie et du milieu naturel que nous avons interviewés ne se considèrent pas à eux même comme des acteurs. Ils nous ont livré des informations sur ceux qu'ils considèrent comme acteurs (agriculteurs, gestionnaires du parc national ou de la confédération...) mais ils se donnent le rôle d'observateurs extérieurs au jeu d'acteurs locaux. <u>CONNEXION</u> : Un autre rôle qu'ils s'attribuent est celui d'enseigner ce qu'ils savent à ceux qui ne savent pas.
Titre : <b>Un territoire protégé peu solidaire</b> Date : 06/02/2016 Ancre : observations	<u>OBSERVATION</u> : Il semble bien que chaque commune veille à ses habitants et à « sa » zone humide s'ils en ont une. Malgré le titre de Réserve de Biosphère depuis des années il n'y a ni un esprit commun ni des politiques pour l'ensemble du territoire. Chacun pour soi !
Titre : <b>Des zones humides de la Réserve de Biosphère qui reçoivent des eaux des stations d'épuration</b> Date : 06/02/2016 Ancre : G32, observations	<u>OBSERVATION</u> : Une bonne partie des zones humides de la Réserve de Biosphère <i>La Mancha Húmeda</i> reçoivent les eaux dépurées des stations d'épuration communales. Étant donné que certaines d'entre elles sont de nature saline ou hyper-saline, les transformations produites par cette injection d'eau douce « traitée » peuvent être importantes pour les écosystèmes aquatiques. Ces agressions sont connues et acceptées par tous... du moment où il ne s'agit pas des <i>Tablas de Daimiel</i> !
Titre : <b>Résoudre le problème</b>	<u>CONNEXION</u> : Encore des remarques à ce propos : les agriculteurs

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 2.</b> Bassin de l' <i>Alto-Guadiana (La Mancha, Espagne)</i> . Janvier-Février 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
<b>des Tablas de Daimiel attire de l'argent pour les agriculteurs</b> Date : 08/02/2016 Ancrage : G27	seraient intéressés à maintenir les <i>Tablas de Daimiel</i> dans l'état parce que cette situation attire des fonds pour résoudre le conflit. Le conflit est donc bénéfique ?
Titre : <b>L'eau souterraine, « ressource commune » mais aussi une « ressource invisible »</b> Date : 09/02/2016 Ancrage : observations	<u>OBSERVATION</u> : L'usage abusif de l'eau souterraine pourrait se comparer à la pollution diffuse : tous coupables, personne coupable. Bien commun mais surtout bien invisible (à ne pas confondre avec un autre bien, lui aussi immatériel qui serait la connaissance sur les eaux souterraines)
Titre : <b>Le conflit sur l'eau dans La Mancha a pratiquement disparu pendant la « crise »</b> Date : 10/02/2016 Ancrage : G29, observations	<u>OBSERVATION</u> : Il est intéressant d'observer que les publications, projets ou subventions pour « résoudre » le problème de l'eau dans La Mancha ont pratiquement disparu pendant la période de crise espagnole (2008-2014). Pendant cette période on a aussi parlé très peu du conflit. <u>PISTE</u> : Le conflit a disparu en 2008 ? Ou bien, le rétrécissement des fonds alloués à la résolution du conflit l'a fait disparaître d'un coup? Le conflit est-il un phénomène qui apparaît ou disparaît en fonction de la disponibilité de ressources économiques ?
Titre : <b>Nous savons que les solutions proposées ne solutionnent pas</b> Date : 12/02/2016 Ancrage : G30	<u>OBSERVATION</u> : Certains acteurs bien placés dans les rapports de pouvoir de l'eau dans La Mancha sont pleinement conscients de l'inefficacité des solutions au conflit qu'eux-mêmes proposent. <u>CONNEXION</u> : On confirme encore une fois que les « solutions » sont une manière de « gagner du temps ».
Titre : <b>Devenir « l'expert référent » d'un espace naturel</b> Date : 12/02/2016 Ancrage : G31, observations	<u>OBSERVATION</u> : « C'est mon terrain ». Avec cette phrase nous pourrions résumer le souhait de beaucoup d'experts qui travaillent dur pour devenir le seul référent technique/scientifique d'un espace. Multiplier les contacts et les thématiques liées à l'environnement sur un niche « vide » que les autres experts n'ont pas encore repéré. <u>RÉFLEXION</u> : Nous nous demandons si l'énergie que ces personnes déploient à construire leur projet en vaut la chandelle... Probablement, pouvoir vivre sur ce territoire en se consacrant à une activité qui leurs plaît. La défense de la nature s'invitent dans tous les discours.
Titre : <b>Il faut clôturer les zones humides pour les protéger des agriculteurs</b> Date : 12 /02/2016 Ancrage : G31, observations	<u>INATTENDU</u> : Nous pensions que la protection de la nature en l'enfermant à l'intérieur d'une clôture et en interdisant l'accès était une pratique du passé, mais pour les zones humides de <i>La Mancha</i> c'est la seule modalité de protection que le gouvernement régional a trouvé pour les protéger de la menace des agriculteurs qui veulent les détruire. Le monde scientifique donne son aval à cette forme de protection. Les scientifiques ajoutent qu'ils sont eux-mêmes les seuls qui comprennent la valeur de ces écosystèmes.
Titre : <b>L'agriculture est un poids lourd dans le bassin du Guadiana</b> Date : 19/02/2016 Ancrage : G36, G37	<u>OBSERVATION</u> : Les Plans Hydrologiques de Bassin dans tous les bassins versants de <i>La Mancha</i> sont pilotés par la <i>Consejería</i> (équivalent à un Ministère Régional) de Fomento, tandis que le Guadiana est sous la responsabilité de la <i>Consejería</i> de l'Agriculture, Environnement et Développement Rural. Les tensions entre les deux <i>Consejerías</i> sont manifestes avec des annulations de réunions auxquelles nous devons assister. <u>RÉFLEXION</u> : Si la plupart des médias parlent seulement de la

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 2.</b> Bassin de l' <i>Alto-Guadiana (La Mancha, Espagne)</i> . Janvier-Février 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
	<p><i>Consejería</i> d'Agriculture et Développement Rural en oubliant l'Environnement... cela donne une idée du poids de chacun dans le concert régional.</p>
<p><b>Titre : La Réserve de Biosphère est assimilée aux Tablas de Daimiel</b>            Date : 20/02/2016            Ancrage : observations</p>	<p><b>OBSERVATION</b> : Lors d'une sortie « éco-touristique » en groupe autour des <i>Tablas de Daimiel</i>, nous avons pu constater que le guide parle des <i>Tablas de Daimiel</i> comme si c'était la seule zones humide de la Réserve de Biosphère. Il n'a même pas mentionné qu'il existait d'autres zones humides.</p> <p><b>RÉFLEXION</b> : Les <i>Tablas de Daimiel</i> sont un joli jouet pour tous : pour les agriculteurs pour obtenir des subventions en échanges de sa conservation ; pour les guides touristiques parce qu'elles leur donnent une jolie histoire à raconter : l'agriculture irriguée, la surexploitation, l'incendie de la tourbe. Le touriste part avec l'impression d'avoir appris plein de choses.</p> <p><b>INATTENDU</b> : Le guide a « oublié » de nous mentionner (à nous, les touristes) qu'il existe un barrage sur lequel nous sommes pourtant passés. Le barrage de <i>Puente Navarro</i> retient l'eau des <i>Tablas de Daimiel</i>. Nous supposons que les guides évitent de le dire pour ne pas décevoir les touristes. Ainsi, ils peuvent nourrir l'illusion qu'ils sont face à une zone d'inondation du <i>Guadiana</i> et pas face à un lac artificiel.</p> <p>Un autre discours véhiculé par les guides est de dire que les <i>Tablas de Daimiel</i> se sont heureusement récupérées après l'incendie. Une affirmation qui, étant donné les circonstances d'artificialité de ces zones humides, reste pour le moins curieuse.</p>
<p><b>Titre : Les cadres de la Confédération parlent en leur nom</b>            Date : 22/02/2016            Ancrage : G22, G40</p>	<p><b>INATTENDU</b> : Contrairement à d'autres expériences d'entretien, ici, les cadres de la Confédération Hydrographique du <i>Guadiana</i> que nous avons interviewés ont indiqué clairement qu'ils parlent en leur nom et jamais au nom de l'institution pour laquelle ils travaillent.</p>

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 3.</b> Bassin de l' <i>Usumacinta (Tabasco, Mexique)</i> . Septembre 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
<p><b>Titre : Discours administratif peu flexible</b>            Date : 11/09/2016            Ancrage : U1, U2</p>	<p><b>OBSERVATION</b> : Discours raide. Utilisation massive de vidéos ou power-point avec un discours préfiguré à l'avance. Esquive de réponses personnelles.</p> <p><b>PISTE</b> : Serait-il intéressant d'analyser les vidéos et sites internet institutionnels ?</p>
<p><b>Titre : Ignorance supposée des fonctionnaires ?</b>            Date : 11/09/2016            Ancrage : U3, U4, U1, U2</p>	<p><b>OBSERVATION</b> : Un discours rempli de « je ne sais pas » ou « il faudra demander à un autre service » ou « ce n'est pas notre compétence »... Peur de trop parler ? Jeux de pouvoir à l'intérieur de leur institution ?</p> <p><b>RÉFLEXION</b> : Pour les gestionnaires « de bureau », tout a l'air de fonctionner très bien et ils y contribuent avec leur travail, tandis que pour les fonctionnaires « de terrain », tout est mentionné en mode « problème ».</p> <p><b>PISTE</b> : Vérifier lors de l'analyse si ce ne serait plutôt la personnalité de</p>

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 3.</b> Bassin de l' <i>Usumacinta</i> (Tabasco, Mexique). Septembre 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
	tout et chacun ou bien une posture par rapport à son implication avec le terrain.
Titre : <b>Parlé voilé/franc parlé</b> Date : 12/09/2016 Ancrage : Entretiens Mexique vs. Espagne	<b>CONNEXION</b> : Le discours recueilli lors des entretiens au Mexique est rempli d'euphémismes, de sous-entendus, de non-dits de gestuelle pour indiquer que l'on ne devrait pas parler de certaines choses, on baisse le ton de la voix... C'est ce que j'appelle le « parlé voilé ». Il faut de la concentration pour pouvoir tout suivre ! En revanche, lors des entretiens espagnols, les discours sont clairs et directs, parfois à la limite de la grossièreté.
Titre : <b>L'obligation de parler de l'environnement</b> Date : 12 /09/2016 Ancrage : U5	<b>OBSERVATION</b> : L'interlocuteur semble avoir honte de s'occuper d'une activité productive vis-à-vis de l'environnement. On dirait qu'il se sent obligé à mentionner à tous les détours de phrase l'adjectif « durable ».
Titre : <b>Le retour au milieu rural après l'échec d'une activité professionnelle ailleurs</b> Date : 11/09/2016 Ancrage : Entretiens Mexique vs. Espagne	<b>CONNEXION</b> : Il y aurait une certaine similitude entre <i>La Mancha</i> et <i>Tabasco</i> : - dans La Mancha, la <i>burbuja inmobiliaria</i> a déplacé une partie importante de la population rurale vers la ville pour travailler dans la construction. Depuis la crise, les jeunes et moins jeunes ont été licenciés et sont retournés à leurs villages. - A <i>Tabasco</i> , l'exploration pétrolière a déplacé beaucoup de population rurale. Lors de la baisse de prix du pétrole, il y a eu beaucoup de licenciements et les personnes sont retournées dans leurs villages et leurs communautés. Dans les deux cas, quelle est l'occupation actuelle de cette population qui est revenue ? Secteur primaire ?
Titre : <b>L'obligation de parler « du social »</b> Date : 11/09/2016 Ancrage : U6, Entretiens Mexique vs. Espagne	<b>CONNEXION</b> : Certains écologues semblent être gênés par une activité de recherche uniquement consacrée à l'écologie « sans aspect humain ». Ce sont ceux qui insistent sur l'importance qu'ils donnent « au social » sans pour autant avoir aucun contact direct avec les personnes qu'ils côtoient lors de ses campagne d'échantillonnage de terrain. Nous avons observé ce même souci de vouloir s'expliquer ou de se justifier tant au Mexique qu'en Espagne.
Titre : <b>Le pouvoir circule aussi dans la communauté de chercheurs scientifiques</b> Date : 11/09/2016 Ancrage : Entretiens Mexique vs. Espagne	<b>CONNEXION</b> : Les experts-chercheurs (Mexique ou Espagne) ne seraient pas un ensemble homogène : d'une part, les « petits » chercheurs sans réel pouvoir qui se plaignent des « grands chercheurs », ceux avec du pouvoir et de l'influence dans les décisions de protection de l'environnement. Ces derniers gèrent des bureaux d'études ou des ONGs, avec de multiples ramifications et contacts afin d'arriver à capter les fonds consacrés à des études sur l'environnement.
Titre : <b>L'éducation à l'environnement, une entrée de terrain pour les chercheurs ?</b> Date : 11/09/2016 Ancrage : U02, U7, U15,	<b>RÉFLEXION</b> : Les programmes d'éducation à l'environnement devraient s'appeler plutôt « Programmes d'acceptabilité sociale de projets pensés par les experts ». Le cycle décrit par ces acteurs serait alors : Le travail avec les enfants des communautés rend visibles des problèmes environnementaux qui jusqu'alors n'avaient pas d'existence pour les habitants. Ce travail près des enfants facilite l'entrée des chercheurs pour travailler sur des problèmes qu'ils ont eux-mêmes déjà identifiés <i>à priori</i> .
Titre : <b>Les programmes</b>	<b>INATTENDU</b> : Lors des premiers entretiens avec la population locale, le

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 3.</b> Bassin de l' <i>Usumacinta</i> (Tabasco, Mexique). Septembre 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
Date : 11/09/2016 Ancre : U8, U9, U10, U13	mot « programme » résonne étrangement. Probablement à cause du contexte : des personnes des communautés qui ont un discours ciblé sur des choses concrètes et proches : la nourriture, la pêche, les cultures, la faune locale, les enfants, la communauté, les maladies, mais qui parsèment leur discours par ci par là du mot « programme » avec la même naturalité. Choquant ! <u>OBSERVATION</u> : Les populations nomment les « programmes » à leur manière et pas avec le nom officiel. Ex. « nous avons eu le programme des cochons » (je suppose qu'ils ont eu de l'aide mais laquelle, pour éradiquer ou au contraire commercialiser... des cochons ?).
Titre : <b>Les pouvoirs locaux</b> Date : 11/09/2016 Ancre : U10	<u>OBSERVATION</u> : Le délégué des communautés (élu) exerce sa partie de pouvoir à travers de l'instrument des « programmes » : C'est lui qui informe uniquement ses proches des dates de convocation pour demander des aides. Ces pratiques semblent acceptées par tous du moment où le poste de délégué tourne, chacun à son tour. Ainsi, l'occasion de bénéficier ou de faire bénéficier ses proches vient d'arriver ou va arriver très tôt.
Titre : <b>Peur de « l'écologie »</b> Date : 13/09/2016 Ancre : observations	<u>OBSERVATION</u> : Les chasseurs de tortues font attention car si « l'écologie arrive », ils vont avoir des contraventions (il accompagnait son récit du geste de se couper le cou avec la main).
Titre : <b>Tabasco oublié, aussi pour l'écologie</b> <b>Corrélation entre nombre d'études et conflit ?</b> Date : 12/09/2016 Ancre : Observation vs. Entretiens <i>Guadiana</i>	<u>OBSERVATION</u> : L'information environnementale générée dans le bassin de l' <i>Usumacinta</i> à Chiapas est énorme (forêt Lacandona), tandis que la partie de <i>Tabasco</i> du bassin ne semble intéresser personne, à cause de l'image selon laquelle il ne resterait pas de nature à <i>Tabasco</i> en raison de l'activité d'élevage. Très peu de recherche à <i>Tabasco</i> en sciences naturelles et sociales. Nous pensons à <i>La Mancha</i> et à l'énorme quantité d'information environnementale générée par les sciences naturelles depuis de décennies... et pas un seul travail sur les rapports nature-société. <u>PISTE</u> : Le trop plein d'informations, projets et activités de recherche et expertise serait-il moteur de conflit environnemental ou <i>vice versa</i> ?
Titre : <b>L'ejido, une grande famille solidaire</b> Date : 13/09/2016 Ancre : U12, observations	<u>RÉFLEXION / PISTE</u> : Société de solidarité structurée autour de l' <i>ejido</i> : les personnes qui enfreignent la loi vont être aidées par les personnes qui composent l' <i>ejido</i> pour payer les amendes. En revanche, elles seront « punies » par le propre <i>ejido</i> : elles seront exclues des « programmes » de l' <i>ejido</i> . Des règles internes qui ne transparaissent pas à l'extérieur. Les chercheurs sociaux mexicains seraient privés d'assister aux réunions des <i>ejidos</i> car elles sont considérées comme le seul espace de liberté de parole qui reste au Mexique. <u>RÉFLEXION</u> : <i>Ejido</i> = tabou pour les chercheurs sociaux ou secret pour les <i>ejidatarios</i> ?
Titre : <b>Peu de conducteurs de voiture à Pantanos de Centla</b> Date : 13/09/2016 Ancre : observations	<u>OBSERVATION</u> : La population locale rencontrée (adultes) ne sait pas conduire une voiture. En revanche, ils savent très bien conduire un petit bateau à moteur ou à rame. <u>RÉFLEXION</u> : La route est-elle récente ? Ou sont-ils plutôt attachés à leur forme de vie traditionnelle ?
Titre : <b>Je suis indigène... ou</b>	<u>OBSERVATION</u> : Faire partie du « réseau indigène » sur le seul critère

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 3.</b> Bassin de l' <i>Usumacinta</i> (Tabasco, Mexique). Septembre 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
<b>pas, à ma convenance</b> Date : 13/09/2016 Ancrage : U8, U13	de parler ou pas une langue maya semble être une question de choix personnel et pas d'identité culturelle. Chacun se positionnerait comme indigène ou pas en fonction des « programmes » qu'ils peuvent toucher à partir d'une position ou de l'autre. Pour cela il suffit de confirmer (ou pas) en espagnol qu'ils parlent une langue maya lors des recensements indigènes.
<b>Titre : Les noms scientifiques, pouvoir et résistance sur les noms vernaculaires du fleuve</b> Date : 13/09/2016 Ancrage : U14	<u>INATTENDU</u> : Je découvre par hasard dans une conversation avec un serveur de restaurant que le bras de l' <i>Usumacinta</i> qui apparaît dans tous les cartes et documents de la RBPC a changé d'appellation. « C'est depuis que la Réserve est là qu'ils l'appellent San Pedro ». La population continue à l'appeler <i>Usumacinta</i> . Pour eux, il y a deux <i>Usumacinta</i> (s) <u>RÉFLEXION</u> : Pourquoi la Réserve a-elle décidé de changer le nom ?
<b>Titre : Le goût des Mexicains pour les logos</b> Date : 14/09/2016 Ancrage : U15, U2, observations	<u>OBSERVATION</u> : Le goût des mexicains à porter des t-shirts ou polos avec le logo de leurs structures brodé. Même si la structure est une petite association locale que personne ne connaît en dehors du contexte local, ils portent quand même tous ce genre d'uniforme... Les logos sur les vêtements, sur les voitures... c'est très important. <u>RÉFLEXION</u> : Pourquoi ? Une manière de connoter qu'ils sont des experts ? Affirmer son pouvoir face à une population qui ne porte pas d'uniforme ? Informer de leur capacité d'apporter des « programmes » ?
<b>Titre : Persistance dans l'implémentation des solutions connues par son inefficacité aux « problèmes » environnementaux</b> Date : 14/09/2016 Ancrage : U2, U8, U9, U10, U15, U16	<u>INATTENDU</u> : Certaines « solutions fétiches » aux problèmes environnementaux, continuent à susciter de l'enthousiasme chez les experts. C'est les cas par exemple de la promotion des foyers améliorés. Si dans les années 1980 ce genre de proposition était liée à la lutte contre la déforestation (Giri <i>et al.</i> , 1981), une déforestation qui mènerait sans doute à la désertification, deux mots alors à la mode qui sont tombés en désuétude. Aujourd'hui les foyers améliorés sont liés au changement climatique... Je ne pouvais pas croire mes yeux en voyant qu'encore aujourd'hui ce type de produit est distribué parmi les populations plus pauvres. La machine du temps m'a fait remonter 20 ans en arrière ! <u>OBSERVATION</u> : Des témoignages des populations des communautés ou des techniciens montrent leur inefficacité et leur rejet (encore une fois!) <u>RÉFLEXION</u> : Quel type de mécanisme fait qu'une solution prouvée inefficace continue à se mettre en place ? Peut-être que le problème n'était pas bien posé ? Peut-être qu'il y a des intérêts et des inerties de la part des experts qui les proposent et qui ne sont pas prêts à changer de stratégie ?
<b>Titre : L'aristocratie territoriale de l'expert</b> Date : 15/09/2016 Ancrage : U2, U11, U15, observations	<u>OBSERVATION</u> : Il existe des territoires convoités par les experts en environnement. Ils y sont tous, au <i>Chiapas</i> (Mexique), dans les <i>Tablas de Daimiel</i> (Espagne). Il y a ainsi les « aristocrates de la conservation », ceux qui détiennent le titre « d'expert majeur de l'espace X ». Ceux-ci ont la réputation, le renom, le pouvoir pour pouvoir faire et défaire. Les autres experts, débutants ou plus modestes, cherchent désespérément un autre espace inconnu ( <i>Tabasco</i> (Mexique) ou les zones humides salines de <i>La Mancha</i> (Espagne) pour devenir eux, à leur tour des « experts majeurs de l'espace Y ». Ces territoires « inconnus » le sont parce que l'on a toujours dit qu'il n'avait rien à y regarder ou à y étudier. <u>RÉFLEXION</u> : Ainsi, chaque territoire de conservation sera identifié et

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 3.</b> Bassin de l' <i>Usumacinta</i> (Tabasco, Mexique). Septembre 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
	associé à un groupe d'experts et pas à un autre. A l'intérieur de chaque groupe il y a des tensions, mais ils se montrent solidaires dès qu'il s'agit d'empêcher l'entrée d'un autre groupe d'experts extérieurs...
Titre : <b>En payant les fauteurs il n'y a plus de faute</b> Date : 18/09/2016 Ancre : observations	<p><u>OBSERVATION</u> : Sous le principe de <i>Si no puedes vencerlos, únete a ellos</i> (Si tu ne peux pas les battre, joins-toi à eux), on nous a rapporté la stratégie de certaines aires protégées vis-à-vis des braconniers. Face à la difficulté de les éliminer, ils sont embauchés par la structure de protection pour surveiller le braconnage. Nous n'avons pas eu d'information sur l'effectivité de telles mesures.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Cette « neutralisation » fait penser aux arrangements locaux qui bafouent les règles imposées mais qui peuvent fonctionner. Si tout le monde sait qui sont les braconniers, y compris l'administration de la zone protégée, les sanctionner n'amène à rien. Leur donner un travail rémunéré peut être intéressant si l'arrangement ne se retourne pas contre l'employeur en exigeant de lui du travail en échange du non-braconnage...</p>
Titre : <b>Les propriétaires des bonnes terres ne sont pas source de problème</b> Date : 18/09/2016 Ancre : observations	<p><u>OBSERVATION</u> : Nous avons recueilli à plusieurs reprises des propos concernant les propriétaires de terres non-indigènes. Ils possèdent des terres de bonne qualité et abondantes. Ce qui ferait que les <i>ranchos</i> ne posent pas des problèmes environnementaux particuliers aux zones protégées. D'ailleurs ils ne sont pas bénéficiaires des « programmes ».</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Ses terres ne sont pas concernées par l'aire protégée au contraire des terres indigènes. Ce fait joue déjà à leur avantage. À la RBPC par exemple, la zone humide ne les intéresse que pour la pêche sportive. Pour cela ils peuvent se rendre dans les espaces adaptés et louer un bateau et un chauffeur pour la journée. Il leur est aisé de respecter les espaces protégés si ceux-ci ne sont pas une ressource pour leur survie.</p>
Titre : <b>Les experts « médiatique » ne partagent pas facilement leurs études</b> Date : 18/09/2016 Ancre : observations	<p><u>RÉFLEXION</u> : (et réflexivité) sur l'éthique des études de terrain. Les acteurs locaux appartenant à la communauté de la connaissance écologique se plaignent que les scientifiques nationaux ou internationaux qui font leurs échantillonnages ou ses enquêtes dans la zone, en règle générale n'envoient jamais leurs résultats, rapports ou publications aux acteurs concernés.</p> <p><u>PISTE</u> : Ferons-nous pareil ? Il semble qu'une publication en espagnol à partager avec nos interlocuteurs s'imposerait...</p>
Titre : <b>Les chercheurs « médiatiques » monnayent leur renom</b> Date : 18/09/2016 Ancre : observations vs. Entretien <i>Guadiana</i>	<p><u>OBSERVATION</u> : Il est intéressant d'observer que tant dans le bassin de l'<i>Usumacinta</i> que dans celui de l'<i>Alto-Guadiana</i>, les chercheurs de plus grand renom partagent leur activité de recherche avec une autre un peu plus lucrative, soit en bureau d'études en Espagne, soit en ONG au Mexique.</p>
Titre : <b>Les communautés indigènes font des caprices</b> Date : 18/09/2018 Ancre : observations	<p><u>OBSERVATION</u> : Un de nos interlocuteurs (hors entretien) a partagé avec nous l'idée que les communautés indigènes sont comme des enfants capricieux de parents divorcés. Si ce qu'ils veulent n'est pas donné par maman, c'est à papa que l'on le demande. Ici si la Réserve Biosphère ne répond pas à leur requêtes, ils vont s'adresser à l'administration forestière, de l'élevage, etc. jusqu'à décrocher un « petit programme ». Ils feront alors ce que leur demande celui qui leur donne de l'argent.</p> <p><u>CONNEXION</u> : Une fois de plus la stratégie de demande des populations</p>



<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 3.</b> Bassin de l' <i>Usumacinta</i> (Tabasco, Mexique). Septembre 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
	les plus pauvres vivant en aires protégées est efficace. Serait-ce la même chose si elles vivaient hors zone protégée ?
Titre : <b>L'éducation environnementale est obligatoire si l'on veut participer à des programmes</b> Date : 19/09/2016 Ancrage : observations	<p><b>OBSERVATION</b> : L'assistance aux sessions d'éducation à l'environnement organisées par la RBPC est obligatoire pour les personnes qui veulent accéder à un des « programmes ». Le contenu de ces formations porte sur les économies d'eau au foyer par exemple, pour des populations qui parfois n'ont pas l'eau courante chez eux !</p> <p><b>RÉFLEXION</b> : De la même manière que dans certaines sociétés catholiques il est obligatoire socialement de se rendre à la messe du dimanche pour pouvoir accéder aux avantages du groupe, l'assistance aux sessions d'éducation à l'environnement est le passeport pour pouvoir gagner un peu d'argent. Est-ce que le contenu est vraiment ciblé pour ces populations ? Quel serait l'objectif réel de ces rassemblements ? Justification face à l'administration centrale de la répartition des programmes ? Où est donc l'éducation environnementale à proprement parler ?</p>
Titre : <b>Un centre d'éducation à l'environnement financé par le pétrole</b> Date : 15/09/2016 Ancrage : U02, U16	<p><b>OBSERVATION</b> : À l'exposition permanente de La <i>Casa del Agua</i> (La maison de l'Eau) on parle de tout sauf de l'eau : des arbres, des foyers améliorés, d'Hernán Cortés et la Malinche, des oiseaux. Il n'y même pas de photos de poissons et pas un seul mot sur le « poisson diable » dont tout le monde parle !</p> <p>La <i>Casa del Agua</i> est une structure privée financée par PEMEX (<i>Petróleos Mexicanos</i>) près du centre d'accueil de la RBPC. Mieux équipée (électricité, eau courante, personnel) que le propre centre d'accueil de la Réserve, elle a remplacé le rôle de « vitrine » que la Réserve même devrait avoir face au visiteur.</p> <p><b>RÉFLEXION</b> : Pourquoi PEMEX a-t-elle construit ces installations ? Elles prêtent à confusion. En partageant le parking et l'entrée avec les vraies installations (à l'abandon) de la Réserve de Biosphère le visiteur peut croire que la <i>Casa del Agua</i> fait partie de la zone protégée. Sauf s'il regarde attentivement les panneaux où le logo de PEMEX s'affiche. La mise en scène de la <i>Casa del Agua</i> sur une nature idéale, remplie des jolies créatures dessinées sur de magnifiques panneaux contraste avec les environs et les installations officielles de la Réserve.</p> <p>Pourquoi s'être installé ici même ? Pour exercer un contrôle sur un espace protégé dont le sous-sol regorge de gaz ?</p> <p><b>CONNEXION</b> : La <i>Casa del Agua</i> à Tabasco ou la <i>Casa del Agua</i> dans La Mancha, deux structures avec des destins différents mais le même objectif : prendre en otage l'éducation à l'environnement pour affirmer une présence et un contrôle du territoire protégé.</p>
Titre : <b>Le fleuve Usumacinta est noble</b> Date : 20/09/2016 Ancrage : U20, U21	<p><b>OBSERVATION</b> : La population indigène a vécu depuis longtemps au bord du fleuve. Ils en ont l'habitude et ils l'aiment. Le fleuve est noble car il monte très doucement et laisse le temps aux gens de se préparer à la période d'inondation.</p> <p>Un autre groupe de population, qui vit plus éloigné du fleuve et lui tourne le dos est originaire d'autres Etats mexicains. Ils n'ont pas la culture du fleuve.</p>
Titre : <b>Des projets éco-</b>	<p><b>OBSERVATION</b> : En recoupant des phrases détachées et des</p>

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 3.</b> Bassin de l' <i>Usumacinta</i> (Tabasco, Mexique). Septembre 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
<b>touristiques partout... mais sans touristes</b> Date : 20/09/2016 Ancrage : observations	observations <i>in situ</i> nous avons compris que l'activité éco-touristique est en pleine ébullition à l'APFFCU aux alentours de Tenosique. De nouveaux projets (pour l'instant évoqués en cachette et à demi-mot) viendront s'installer dans la zone. <u>RÉFLEXION</u> : Pourquoi de nouveaux projets quand ceux qui ont été montés les années passés sont un complet échec (pas de touristes et les infrastructures tombent dans l'abandon) ? Quelle nouvelle stratégie de communication s'affirme derrière cette course à la construction de logements écologiques ? Pourquoi ne pas réparer les infrastructures déjà existantes ? Pourquoi les populations indigènes, dépositaires de ces complexes touristiques les ont laissé tomber ? Manque d'appropriation des projets par les communautés ? Inadaptation des initiatives venues d'origine étatique ?
<b>Titre : Les projets liés au Corridor Écologique Mésoaméricain abandonnés</b> Date : 22/09/2016 Ancrage : U22	<u>OBSERVATION</u> : Les comités existants depuis 2009 pour mettre en place des actions en faveur du Corridor ne fonctionnent plus. L'intérêt national et international pour ce dispositif lié à la biodiversité s'éteint. Les programmes de plantation d'espèces autochtones sont également abandonnés. Des efforts fournis dans plusieurs directions pour rien. <u>RÉFLEXION</u> : Quel est l'intérêt de ces projets pour les habitants qui y participent ? Uniquement l'argent donné en échange ? Où a disparu la question environnementale, promue comme la raison ultime de ce genre d'actions ?
<b>Titre : Une thérapie éco-sociale ?</b> Date : 21/09/2016 Ancrage : U20, U21, U22, observations	<u>INATTENDU/RÉFLEXION</u> : Derrière cette prolifération de programmes et projets absurdes du point de vue de l'efficacité environnementale aux yeux de tous (populations et développeurs), pointe l'intention de pérennisation du système. Tous les propos recueillis coïncident sur le même phénomène : la relativement récente « monétarisation du milieu rural » a produit chez l'habitant pauvre des besoins d'argent liquide. Ils veulent acheter des produits d'hygiène, un téléphone mobile ou des vêtements. Les programmes dits environnementaux font acheminer de l'argent vers ces foyers qui n'ont pas d'autres moyens de se monétariser. Ce n'est pas uniquement ce dernier maillon de la chaîne qui profite du prétexte de la conservation de la nature. Également, l'expert qui définit le projet, le patron de la pépinière qui vend des arbres, le biologiste qui choisit les espèces, le formateur qui explique comment planter les arbres, les associations qui gèrent...etc. C'est ainsi que tout le monde est gagnant d'un système qui se rétro-alimente.
<b>Titre : La pérennisation du système problème-programme</b> Date : 21/09/2016 Ancrage : U20, U21, U22, observations, Entretiens <i>Guadiana</i>	<u>PISTE</u> : Dans ce système qui se pérennise dans le temps, le « problème » environnemental joue un rôle primordial. Si les agriculteurs sont à l'origine de mauvaises pratiques et donc provoquent des problèmes environnementaux il faudra continuer à les former (ce sont les formateurs qui gagnent aussi) et les appuyer (ce sont les gestionnaires des programmes qui gagnent aussi) avec l'objectif de changer leurs pratiques. Mais, personne n'est intéressé à que ces pratiques deviennent « bonnes ». Eux mêmes ont intérêt à continuer « à faire mal » car les problèmes sur l'environnement sont toujours « récompensés ». Pour leur part, les experts du camp de l'écologie ont aussi intérêt à que les agriculteurs continuent avec ces mauvaises pratiques, parce que dans le cas contraire, il n'aurait personne à qui

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 3.</b> Bassin de l' <i>Usumacinta</i> (Tabasco, Mexique). Septembre 2016 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
	<p>former et appuyer. Il les faudra alors, changer de métier.            Créer des « problèmes » permet de générer des « programmes ».            La question gênante est servie : à qui profite la pérennité du conflit ?            Nous pensons que tout le monde est impliqué.</p>
<p><b>Titre : Les multiples langues mayas jalonnées de technicisms</b>            Date : 22/09/2016            Ancrage : U28</p>	<p><b>OBSERVATION</b> : Plusieurs langues mayas sont parlées dans le bassin de l'<i>Usumacinta</i> à Tabasco. Elles n'ont pas grand-chose en commun, donc la communication entre communautés linguistiques différentes est difficile. Mais tous parlent un espagnol parfois un peu approximatif mais parfaitement compréhensible. C'est assez surprenant d'écouter ces personnes parler un espagnol assez basique au niveau du vocabulaire mais parsemé de mots tels que <i>biólogo</i>, <i>aviturismo</i>, <i>servicio ambiental</i>, <i>senderismo</i>...</p> <p><b>RÉFLEXION</b> : Ces termes techniques ont dû être introduits lorsque la source de revenus « programmes » est arrivée sur ces terres. Ce sont donc des mots importants qu'il faut maîtriser.</p>
<p><b>Titre : Dans le bassin de l'Usumacinta il manque de l'eau !!</b>            Date : 22/09/2016            Ancrage : observations</p>	<p><b>INATTENDU</b> : Plusieurs éleveurs dans les environs de l'APFFCU nous ont fait part de leur préoccupation face à la sécheresse. Dans un des bassins versants plus humide de la planète, il est surprenant d'entendre de pareils propos.            Même s'ils ont chez eux des <i>agüeyes</i> (lacs artificiels pour stocker de l'eau de pluie), ils peuvent se tarir après quelques mois sans pluie et ils donnent à boire au bétail l'eau des puits d'eau potable.</p> <p><b>RÉFLEXION</b> : Ce n'est pas exactement ce que l'on pourrait appeler un manque d'eau (surtout si l'on compare avec <i>La Mancha</i>), mais pour ces personnes le manque d'eau est réel et provoque les mêmes soucis que s'ils habitaient le désert du Sahara.</p>
<p><b>Titre : Tabasco n'existe pas</b>            Date : 25/09/2016            Ancrage : observations au Musée National d'Archéologie et conversations</p>	<p><b>OBSERVATION</b> : Dans la salle dédiée aux <i>mexica</i> (<i>aztecas</i>) du Musée National d'Archéologie de la capitale, il est écrit : <i>En 1519 desembarca en las costas de Veracruz Hernán Cortés y sus huestes españolas</i>. L'histoire officielle dit pourtant que les Espagnols arrivèrent au fleuve Grijalva (Tabasco et non Veracruz) le 14/03/1519 et qu'ils y livrèrent la Bataille de Centla contre les indigènes. Dans tout le musée, aucune mention de Tabasco sauf un panneau où apparaît la <i>Venta Tolteca</i>.</p> <p><b>RÉFLEXION</b> : Pourquoi l'État de Tabasco est-il transparent pour le reste de Mexicains ?</p> <p><b>PISTE</b> : À CDMX on nous a parlé de l'horrible climat de Tabasco (très chaud et très humide), ce que nous avons expérimenté et souffert par nous-mêmes. Cela peut être une des causes de son oubli systématique ? Les moustiques ont-ils le pouvoir de modifier l'histoire officielle ?</p>

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 4.</b> Bassin du <i>Guadiana</i> ( <i>La Mancha</i> , Espagne). Mai-Juin 2017 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
<p><b>Titre : Gérer le public en zone protégée complique la vie des gestionnaires</b>            Date : 11/05/2017            Ancrage : G32 ,G41, G43,            observations</p>	<p><u>CONNEXION</u> : En recoupant diverses informations observées et écoutés, nous nous demandons pourquoi fermer les zones humides <i>manchegas</i> au public (tourisme, habitants) ou pourquoi ne pas autoriser des initiatives ludico-éducatives proposées pour les <i>Tablas de Daimiel</i>. L'observation du ciel nocturne, la promenade en barque à rames ou l'observation des oiseaux depuis le bord, par exemple, ont été clairement bannies comme des activités qu'iraient à l'encontre de la protection des zones humides (et donc à sa sacralisation ?).</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Il s'agirait plutôt d'une facilité pour les gestionnaires des ces zones. Si l'entrée au public/touristes est interdite, il n'y a pas à gérer cette affluence. Un bénéfice pour la zone humide ou pour les gestionnaires ?</p>
<p><b>Titre : (A nouveau) la Réserve de Biosphère est les Tablas de Daimiel et vice versa</b>            Date : 12/05/2017            Ancrage : G41</p>	<p><u>RÉFLEXION</u> : À nouveau on entend combien les <i>Tablas de Daimiel</i> occupent tout le discours alors que les autres zones humides sont complètement oubliées. Cela donne à penser, surtout s'il s'agit d'un discours provenant d'un ex-responsable de la Réserve de Biosphère...</p> <p><u>INATTENDU</u> : Rien d'inattendu ! Ce genre de propos commence à se répéter à l'infini sans beaucoup de nuances. Serons-nous en train de nous acheminer vers la saturation de l'enquête ?</p>
<p><b>Titre : Les agriculteurs ne voient pas de conflit pour l'eau dans La Mancha</b>            Date : 15/05/2017            Ancrage : G33, G42,            observations</p>	<p><u>OBSERVATION</u> : Aucune personne de la profession agricole (cadres syndicaux ou agriculteurs) n'a manifesté l'existence d'un conflit pour l'eau dans La Mancha. Tout au plus ils en arrivent à mentionner quelques tensions entre voisins si l'un d'entre eux approfondit son puits, rien de plus.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Ceci contraste avec la communauté d'experts environnementaux qui, eux, voient un conflit très grave.</p>
<p><b>Titre : Les agriculteurs rêvent d'un transfert d'eau Tajo-Guadiana</b>            Date : 15/05/2017            Ancrage : G33, G42,            observations</p>	<p><u>INATTENDU</u> : Le matraquage médiatique et politique commence à avoir des résultats : les agriculteurs souhaitent que l'eau du transfert du Tajo vers le bassin du Segura à Murcie (TTS) reste dans la région de <i>Castilla-La Mancha</i> et que cette eau soit acheminée vers le bassin du <i>Guadiana</i>.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Les agriculteurs pensent que ce rêve est possible car ils ont déjà vu comment une partie de l'eau du TTS restait en <i>La</i> pour alimenter...les <i>Tablas de Daimiel</i> ! D'après eux, si on a pu déjà amener de l'eau pour les canards, on pourrait le faire également pour donner à manger à nos enfants...</p>
<p><b>Titre : Nous n'utilisons que l'eau dont nous disposons.</b>            Date : 15/05/2017            Ancrage : G42, observations</p>	<p><u>OBSERVATION</u> : <i>Agua mientras haya, y cuando no, el borrico a la sombra</i> (« Utilisons l'eau tant qu'il y en aura et lorsqu'il n'y en aura plus on laissera se reposer la bourrique à l'ombre »). C'est un dicton <i>manchego</i> qui reflète, peut-être, l'âme du paysan de ces terres. En périodes de sécheresse prolongée ou à cause de réglementations restrictives, la quantité d'eau disponible pour l'agriculture peut diminuer. À d'autres moments au contraire il peut y avoir une grande abondance d'eau. L'agriculteur <i>manchego</i> s'adapte, coup par coup, sans planification à long terme. S'il n'y a pas d'eau il changera le maïs pour les pistaches tandis qu'en période d'abondance d'eau il reviendra au maïs.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : De la même manière qu'il s'accommode aux fluctuations des marchés nationaux et internationaux, il s'ajuste à la quantité d'eau disponible.</p>

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 4.</b> Bassin du <i>Guadiana (La Mancha, Espagne)</i> . Mai-Juin 2017 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
Titre : <b>(A nouveau) Grâce aux experts environnementaux, les zones humides sont sauvées</b> Date : 16/05/2017 Ancrage : G43	<p><u>RÉFLEXION</u> : À nouveau on entend le rôle principal joué par les experts raconté par eux mêmes. Défenseurs de la nature et porteurs de la connaissance à la fois de ce qui fait problème et ce qu'il faut faire pour y remédier.</p> <p><u>INATTENDU</u> : Rien d'inattendu ! Les propos commencent à se répéter à l'infini sans beaucoup de nuances. Encore une fois, serons-nous en train de nous acheminer vers la saturation de l'enquête ?</p>
Titre : <b>La délimitation du domaine public hydraulique n'est pas aisée pour la Confédération</b> Date : 18/05/2017 Ancrage : G04, G45. observations	<p><u>OBSERVATION</u> : En recoupant des observations des visites de terrain et des propos recueillis en entretien ou en dehors, nous pouvons conclure que la délimitation du domaine public hydraulique par la Confédération Hydrographique du <i>Guadiana</i> n'est pas simple. D'une part, les propres caractéristiques du fleuve sont assez singulières : un fleuve qui est parfois souterrain, parfois superficiel ; un fleuve qui peut devenir lors des périodes de pluie une vaste plaine d'inondation. Un fleuve qui peut s'interpréter comme un cours d'eau ou comme un chapelet de lagunes (<i>Lagunas de Ruidera</i>)... D'autre part, il y a les <i>Tablas de Daimiel</i> avec un « dérèglement » qui suppose avoir un lac artificiel alimenté par un barrage, là où il y avait auparavant une plaine d'inondation...</p> <p><u>PISTE</u> : Pourrions-nous parler de l'<i>Alto-Guadiana</i> comme une anomalie spatio-temporelle ?</p>
Titre : <b>Il ne reste rien à dire sur les Tablas de Daimiel</b> Date : 19/05/2017 Ancrage : observations	<p><u>OBSERVATION</u> : Plusieurs écologues se sont montrés surpris du terrain choisi pour ce travail. Ainsi, nous avons recueilli hors entretien des propos du type « Ici il n'y a plus rien à faire » ou « <i>La Mancha</i> est morte ». Pourtant, le vide au niveau des travaux en SHS sur l'eau dans <i>La Mancha</i> est absolu.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Peut-être que tout n'a pas été dit sur l'eau dans <i>La Mancha</i>. Cette réaction des écologues correspond-elle à l'absence de véritables outils méthodologiques et théoriques ou bien à un souhait de laisser les choses dans l'état ?</p>
Titre : <b>Confusion entre eau environnementale et eau agricole</b> Date : 19/05/2017 Ancrage : observations	<p><u>OBSERVATION</u> : On entend « les puits illégaux devraient être sanctionner comme délit écologique ».</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Si l'épuisement de la nappe n'est pas démontré, ni non plus l'effet de la dite surexploitation dans les zones humides, pourquoi mettre en relation l'existence de pratiques illégales avec l'écologie ?</p> <p><u>PISTE</u> : Si l'on fait le lien légal entre environnement et mauvaises pratiques agricoles, le maintien du dispositif « conflit » est assuré...</p>
Titre : <b>Des ONG « en col blanc »</b> Date : 19/05/2017 Ancrage : G26, G44, observations	<p><u>OBSERVATION</u> : Quelques initiatives provenant des ONG environnementalistes visent à aider le « petit agriculteur » à mieux arroser. Pour personnaliser l'arrosage, des moyens sophistiqués sont mis en place, mais aucune information publique sur les résultats obtenus ou attendus n'est disponible.</p> <p>D'après leurs propres membres, ces ONG s'entendent très bien avec tout le monde et les histoires qu'ils racontent ont toujours une fin heureuse. Ils se considèrent comme les responsables de la nature. Ils savent pertinemment où est le problème dans <i>La Mancha</i>. Certains acteurs locaux qualifient ces ONG « en col blanc ».</p>

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 4.</b> Bassin du <i>Guadiana (La Mancha, Espagne)</i> . Mai-Juin 2017 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
	<p><u>RÉFLEXION</u> : Nous nous méfions des récits si ronds, parfaits où tout fonctionne. Nous savons, comme tout le monde, que les histoires parfaites n'existent pas. Quel motif ? De la publicité/visibilité pour ces ONG ? Pourquoi ne pas cibler les « gros propriétaires », à l'origine selon multiples témoignages, du vrai problème de l'eau dans <i>La Mancha</i> ? Peut-être qu'il est plus facile (mais forcément plus inefficace) de travailler avec les petits agriculteurs.</p>
<p><b>Titre : La vocation agricole de <i>La Mancha</i></b>            Date : 19/05/2017            Ancre : observations</p>	<p><u>OBSERVATION</u> : Tout le monde nous parle de la vocation agricole de <i>La Mancha</i>, néanmoins, les difficultés pour rencontrer un seul représentant de l'agriculture au gouvernement autonome ont été insurmontable. Personne n'a voulu nous donner un contact. Les tentatives de rendez-vous ont échoué.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : C'est une administration fantôme ? Une administration qui se cache et ne veut pas discuter avec les universitaires car toujours critiques vis-à-vis de son activité politique ?</p>
<p><b>Titre : Les irrigants d'eau superficielle vs. eau souterraine</b>            Date : 19/05/2017            Ancre : G26, observations</p>	<p><u>OBSERVATION</u> : Il semble que les communautés d'irrigants d'eau superficielle dans <i>La Mancha</i> fonctionnent beaucoup mieux que celles d'eau souterraine, où les rapports de pouvoir sont plus accentués et les actions plus opaques. Les tumultes et manifestations provoqués lorsque une source tarit ou que la rivière est sèche n'ont pas de similitude avec la descente silencieuse et invisible de l'eau souterraine.</p> <p><u>PISTE</u> : L'eau superficielle est visible, permet de voir l'eau qui est dérivée pour chacun. Tandis que l'eau souterraine est invisible, chacun a se(s) puits, légaux ou illégaux, et l'eau consommée ne peut pas être observée/surveillée.</p> <p><u>CONNEXION</u> : Serait-elle cette propriété de visibilité/invisibilité la cause d'une lutte active en défense des eaux au bassin du <i>Tajo</i> et pas du tout dans le bassin de l'<i>Alto-Guadiana</i> ?</p>
<p><b>Titre : La Réserve de Biosphère <i>La Mancha Húmeda</i> existe-elle ?</b>            Date : 22/05/2017            Ancre : G46, observations</p>	<p><u>OBSERVATION</u> : Date de création de la RBLMH : 1980. Date de zonage : 2014... En 2016, la RBLMH n'existe pas sur le terrain (personne n'en parle!). Au dire d'acteurs existent uniquement les <i>Tablas de Daimiel</i>, la zone humide de mon village ou les <i>Lagunas de Ruidera</i> pour les riverains. Trois types d'écosystèmes aquatiques qui en théorie font partie de la RBLMH.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Pourquoi attendre 35 ans pour disposer d'une cartographie de la RBLMH ? Pourquoi le faire maintenant, pour rappeler son existence ? Intéresse-t-elle quelqu'un ? Ou est-elle une patate chaude que l'on se repasse entre le niveau national, régional et communal ?</p>
<p><b>Titre : Seul la DCE pourrait sauver <i>La Mancha</i> d'un « collapse » socio-hydrique</b>            Date : 23/05/2017            Ancre : observations</p>	<p><u>OBSERVATION</u> : La communauté d'experts environnementaux fait confiance à la Directive Cadre sur l'Eau. Elle viendra depuis « l'Europe » (l'Espagne n'est pas l'Europe?) avec la solution au conflit...Mais, une directive européenne ne fait qu'indiquer les objectifs à atteindre et ce sont les législations nationales qui transposent ces lignes directrices à chaque réalité nationale. Nos experts <i>manchegos</i> le savent mais ils semblent préférer l'oublier.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Pour eux, la DCE est la panacée qui viendra résoudre tous les problèmes. Le pensent-ils vraiment ? Envie de laisser les autres (l'Europe) venir solutionner leurs propres problèmes ? Envie de laisser le conflit (via la directive) dans le flou juridique et social ?</p>

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 4.</b> Bassin du <i>Guadiana (La Mancha, Espagne)</i> . Mai-Juin 2017 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
Titre : <b>Y a-t-il un problème lié à l'eau dans La Mancha ?</b> Date : 23/05/2017 Ancrage : observations	<p><u>OBSERVATION</u> : Environ 20 mois se sont écoulés depuis que nous nous posons cette question, depuis le début de notre enquête en octobre 2015.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Pourquoi continuons-nous à nous poser la même question dans les mêmes termes ? Évidemment, c'est parce que nous n'avons pas trouvé une réponse satisfaisante. Un conflit pour les uns et pas pour les autres. Un conflit d'aujourd'hui ou qu'on retrouvera dans 20-30 ans de manière inexorable. Un conflit insaisissable.</p> <p><u>PISTE</u> : L'identification et la délimitation du problème-conflit seraient-elles simplement une manière de se procurer du pouvoir ?</p> <p><u>INATTENDU</u> : Rien d'inattendu ! Les propos commencent à se répéter à l'infini sans beaucoup de nuances. Serons-nous en train de nous acheminer vers la saturation de l'enquête ?</p>
Titre : <b>Les jeunes partent, et alors que deviendra la campagne manchega ?</b> Date : 23/05/2017 Ancrage : observations	<p><u>OBSERVATION</u> : A plusieurs reprises et dans plusieurs contextes, nous avons été confrontés aux dires d'agriculteurs dont les fils ne reprendront plus l'exploitation familiale. Soit parce qu'ils ont fait des études supérieures, soit parce qu'ils sont partis sans retour à Madrid pour travailler dans la construction, soit parce qu'ils ont développé une activité liée aux services et au tourisme.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Le dit « conflit » pour l'eau dans <i>La Mancha</i> disparaîtra tout seul avec la prochaine génération, moins fournie en agriculteurs ? Les terres seront-elles laissées à l'abandon ? Ou bien seront-elles reprises par les jeunes agriculteurs restants qui en feront le remembrement ?</p> <p><u>PISTE</u> : Pourrions-nous nuancer la notion de « révolution silencieuse » de R. Llamas ?</p>
Titre : <b>« Tout ce qui concerne l'eau ici est un mensonge »</b> Date : 24/05/2017 Ancrage : G47	<p><u>INATTENDU</u> : « Tout ce qui concerne l'eau ici est un mensonge ». C'est le genre de phrase que nous aurions voulu enregistrer lors de l'entretien avec un acteur issu du monde agricole. Malheureusement, elle a été prononcée hors d'enregistrement lors que nous disions au-revoir. Il faisait référence aux « erreurs de calcul » sur une des révisions des Plans de Bassin.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Parlons-nous de manipulation des données sur l'eau pour que les chiffres confirment ce qui intéresse une des parties ?</p>
Titre : <b>Multitude des petits font un grand ?</b> Date : 24/05/2017 Ancrage : G48	<p><u>OBSERVATION</u> : Les petits agriculteurs ont tendance à ne pas légaliser leurs puits (parfois des héritages familiaux). La justification de ce type de pratique « illégale » est qu'ils consomment très peu par rapport aux grands propriétaires, qui consomment beaucoup d'eau.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Si une multitude de petits agriculteurs ont le même raisonnement, n'arrivera-t-on pas à la consommation d'un grand propriétaire ? Ce type de chiffrage et statistique manque dans La Mancha. Ce n'est pas important. Les qualifications d'un aquifère surexploité ou un conflit jugé très grave sont basées sur de la fumée et sur des propos qui passent de bouche à oreille, véhiculés par les experts, les politiques et les médias au moment où cela convient aux intérêts en place.</p>
Titre : <b>Les guides d'éco-tourisme n'aiment pas les touristes « de baignade »</b> Date : 24/05/2017 Ancrage : G48, observations	<p><u>OBSERVATION</u> : Les guides <i>manchegos</i> d'éco-tourisme n'aiment pas le tourisme populaire, ceux qui cherchent un endroit où passer le dimanche en contact avec l'eau et que pour ce faire amènent avec eux la caravane, la table pliante et les chaises... Les guides veulent un tourisme de qualité, qui s'intéresse au patrimoine naturel et culturel, qui séjourne dans les hôtels et mange dans les restaurants, un tourisme raffiné et pour la plupart riche.</p>

<b>COMPTE-RENDU DE TERRAIN numéro 4.</b> Bassin du <i>Guadiana (La Mancha, Espagne)</i> . Mai-Juin 2017 Auteur : Ana GONZÁLEZ BESTEIRO	
	<p><u>RÉFLEXION</u> : Les Espagnols veulent s'éloigner de cette image répandue dans l'Espagne des années 1960-1970, du <i>dominguero</i>, synonyme de vulgarité, inculture et généralement pauvreté. En interdisant le libre accès et la baignade dans les zones humides (notamment Lagunas de Ruidera) ils affirment que le problème serait résolu, mais quel problème ? La jouissance vulgaire de la nature ?</p>
<p><b>Titre : Notre zone humide est à nous</b>            Date : 24/05/2017            Ancre : G48, observations</p>	<p><u>OBSERVATION</u> : Les mêmes pratiques nocives pour les zones humides sont très critiquées si elles sont réalisées par les touristes mais acceptées si elles sont réalisées par les gens d'ici.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : La notion de « conservation de la nature » est flexible et adaptable aux circonstances.</p>
<p><b>Titre : Pas figurer dans les médias : une priorité pour les gestionnaires des zones protégées</b>            Date : 24/05/2017            Ancre : G48</p>	<p><u>CONNEXION</u> : Les gestionnaires des <i>Tablas de Daimiel</i> ne sont pas intéressés à apparaître dans les médias. Ce serait risquer de mettre à mal une image idyllique où l'inondation semble naturelle, où les constructions des pavillons au bord de l'eau n'existent pas.</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Dans cette politique d'occultation et de mirage, qu'est-ce qui est vrai et faux ? Des zones humides avec beaucoup de problèmes volontairement occultés ou des zones humides sans vrais problèmes environnementaux ?</p>
<p><b>Titre : Chaque zone humide véhicule une image de prestige.</b>            Date : 24/05/2017            Ancre : G48, observations</p>	<p><u>INATTENDU</u> : Le type de visiteurs, les guides, l'intérêt scientifique, le nombre d'ouvrages dédiés ou la faune qui s'y abrite, fait en sorte que certaines zones humides aient une image de nature sauvage-d'élite (manger bio, guides spécialisés, visiteurs avec des connaissances d'écologie...) comme c'est le cas pour les <i>Tablas de Daimiel</i>. Le maintien d'une population importante de canards (si il s'agit de flamants roses, encore mieux) donne du prestige à la zone humide (voir B. Picon, Camargue). D'autres zones humides donnent au contraire une image plébéienne de nature intervenue (grillades, baignade en week-end, guides peu spécialisés sans formation, visiteurs indifférents à la connaissance écologique...)</p> <p><u>RÉFLEXION</u> : Les <i>Tablas de Daimiel</i> se désignent comme la zone humide prestigieuse de la Réserve de Biosphère <i>La Mancha Húmeda</i> en faisant ombre au reste, y compris les tout aussi spectaculaires Lagunas de Ruidera. Serons-nous proche de la résolution de l'énigme de la prédominance des <i>Tablas de Daimiel</i> par rapport au reste des zones humides de la RBLMH ? Ne s'agirait-il pas d'une spécialisation liée au prestige/distinction ? <i>Tablas de Daimiel</i> : « bobo-écolo » ; Lagunas de Ruidera : « populace-urbaine » et le reste des lagunes : « villageois-rustres ».</p> <p><u>CONNEXION</u> : Alors pourquoi les <i>Tablas de Daimiel</i> sont-elles si attirantes ? Par ses volatiles vedettes, ses scientifiques médiatiques, la presse qui en parle, ses touristes de qualité ? Ou alors comme on nous l'a répété, par le fait d'être au cœur de ce qui serait un conflit sur l'eau dans La Mancha et servir d'instrument pour sa durabilité ?</p>
<p><b>Titre : Les zahorís (sourciers) existent</b>            Date : 26/05/2017            Ancre : G07, G49</p>	<p><u>INATTENDU</u> : Deux sourciers rencontrés lors de notre enquête, c'est plus de ce que l'on aurait jamais imaginé. Leurs récits d'un monde souterrain où l'eau circule de manière ordonnée à travers des flux que l'on peut lire à distance nous a parfois laissée perplexe. Toutefois ce sont les récits les plus démonstratifs de toute l'enquête de terrain. Nous avons « visualisé » de la main de nos interlocuteurs cette eau souterraine invisible, mais pas pour tout le monde...</p>



**Annexe 3. Synthèse des principales co-occurrences trouvées dans les discours des deux corpus analysés, *Guadiana* et *Usumacinta*, à partir de l'exploration détaillée de chaque acteur interrogé. Champs sémantiques plus fréquemment utilisés.**

<b>BASSIN DE L'ALTO-GUADIANA (<i>La Mancha</i>, Espagne)</b>		
<b>CHAMPS SÉMANTIQUES PLUS FRÉQUENTS</b>	<b>CO-OCCURRENCES</b>	<b>COMMENTAIRES INTERPRÉTATION</b>
<b>AGUA</b>	<p>ANTES, CULTIVO, RIOS INUNDABAN, AGUA SE INFILTRABA</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ANTES AQUÍ NO SE DABA IMPORTANCIA AL AGUA / TENÍAN PARA BEBER /</li> <li>• LA MANCHA HA SIDO UNA ZONA MUY RICA EN AGUA / HEMOS ROTO EL EQUILIBRIO</li> <li>• CUANDO PEQUEÑO AGUADOR : CUBO, POZO, COBRABA, POTABLE, FUENTES PÚBLICAS, LAVAR, COCINAR</li> <li>• ANTES SE REGABA CON NORIA / SE SACABA MUY POQUITA AGUA Y SE MANTENÍA / EN CUANTO SE HA SACADO MÁS EL NIVEL SE HA PUESTO CON LAS CORRIENTES DE ABAJO</li> <li>• EL AGUA ES ESCASA AQUÍ / ACOSTUMBRADOS A LARGOS PERIODOS DE ESCASEZ / ES NORMAL</li> <li>• LA FALTA DE AGUA INNATA A NUESTRO CLIMA / PERIODOS DE SEQUIA SE ALTERNAN CON PERIODOS DE INUNDACIÓN</li> <li>• NO ES UN PROBLEMA QUE FALTE AGUA / SEQUIAS PERIODICAS APARECEN SIEMPRE EN EL CLIMA DE LA MANCHA</li> <li>• INFANCIA JUGANDO EN EL RÍO SECO CON MI ABUELO / AÑOS MÁS LLUVIOSOS Y EL RIO CORRIA AGUA ;GRAN ESPECTÁCULO !</li> </ul>	<p>Nostalgie d'une époque où l'eau était abondante. Nostalgie de l'équilibre hydrique passé : la consommation était égale à la recharge. La sécheresse est un facteur inhérent à La Mancha. Pour la population c'est quelque chose d'habituel.</p>
<b>AGUA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• TODAS LAS MASAS DE AGUA DE LA MANCHA ESTÁN RELACIONADAS / AGUAS SUPERFICIALES Y SUBTERRÁNEAS Y TODAS LAS SALIDAS</li> <li>• TODO ESTA CONECTADO POR DEBAJO/ LOS AGRICULTORES NO LO ENTIENDEN PORQUE NO LO VEN / VES EL AGUA DE LA ACEQUIA O DEL RIO, HAY AGUA PORQUE LLUEVE / LOS AGRICULTORES NO ENTIENDEN QUE ES LA MISMA AGUA ÉSTA QUE YO PINCO AQUÍ O ALLI</li> <li>• SACAR AGUA SUBTERRANEA = NO ES VISIBLE, NINGUN TIPO DE CONCESION</li> <li>• AGUA DE ACEQUIA O EMBALSE, METE UN CHUPONA Y TODO EL MUNDO LO VE</li> <li>• AQUI LA DESCONEXION DEL AGUA SUBTERRANEA CON LA SUPERFICIAL ES MUY</li> </ul>	<p>Il existe une bonne connaissance du fonctionnement des eaux superficielles et souterraines. Manque de données sur les eaux souterraines.</p>

<b>BASSIN DE L'ALTO-GUADIANA (La Mancha, Espagne)</b>		
<b>CHAMPS SÉMANTIQUES PLUS FRÉQUENTS</b>	<b>CO-OCCURRENCES</b>	<b>COMMENTAIRES INTERPRÉTATION</b>
	<p>RÁPIDA Y LOS RIOS SE SECAN</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• NO SE SABE LO QUE PASA EN LOS ACUÍFEROS: NO SE ENTIENDE QUE HAYA AGUA TODAVÍA, ENSEGUIDA SE RECUPERARON LOS PIEZÓMETROS</li> <li>• SUBTERRANEA NO INAGOTABLE, RESERVORIO / RIOS RENOVABLE</li> </ul>	
<b>AGUA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• NO FALTA AGUA SINO QUE NO LA USAMOS BIEN = ABUSO DE AGUA</li> <li>• NO FALTA AGUA</li> <li>• HAY AGUA SUFICIENTE dans La Mancha</li> <li>• NO FALTA AGUA / HAY AGUA SUFICIENTE SI HAY BUENA GESTION</li> <li>• NO FALTA, NI FALTARÁ AGUA SI SOMOS MODERADOS</li> <li>• AGUA ES ABUNDANTE O ESCASA DEPENDEN DEL USO O NECESIDAD</li> <li>• FALTA AGUA O SOBRA REGADÍO</li> <li>• CAMBIO CLIMÁTIO AGUA FALTARÁ /DENTRO DE 100 AÑOS EL PROBLEMA DEL AGUA dans La Mancha CONTINUARÁ</li> <li>• LA MANCHA ES MUY RICA EN AGUA A PESAR DE QUE NOS QUIEREN METER ESE MANTRA DE QUE ES SECO</li> <li>• LA MANCHA ES LA TIERRA DE ESPAÑA MÁS RICA EN AGUA, CORRE EN SUPERFICIE Y A TRES METROS BAJO EL SUELO</li> <li>• NO FALTA AGUA, LO QUE FALTA ES GESTION DEL AGUA Y COMPROMISO</li> <li>• EL CONFLICTO NO ES QUE FALTE AGUA, ES QUE HACE FALTA DINERO, LA GENTE QUIERE DINERO → SE TIENE QUE GASTAR MUCHA AGUA / dans La Mancha HAY UN ACUIFERO DE LA HOSTIA</li> <li>• AGUA NO FALTA, LO QUE HACE FALTA ES QUE NOS DEJEN REGAR / AGUA dans La Mancha HAY MUCHÍSIMA</li> </ul>	<p>Dans La Mancha il ne manque pas d'eau. C'est la région plus riche en eau d'Espagne</p> <p>Mais :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- On ne l'utilise pas bien</li> <li>- Il faut une bonne gestion</li> <li>- Il faut l'utiliser modérément</li> <li>- Avec le changement climatique il va en manquer</li> <li>- Malgré les discours qui nous font croire qu'il en manque</li> <li>- Il faut de l'argent</li> <li>- Il faut qu'on nous laisse irriguer</li> </ul>
<b>AGUA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• EL DISCURSO « ESCASEZ DE AGUA » ES UN ARTIFICIO PARA EXPLOTAR MÁS AGUA</li> <li>• « TTS NOS ROBA EL AGUA » : ES SOLO DISCURSO POLITICO</li> <li>• AGUA dans La Mancha ES ARGUMENTO POLITICO / DESARROLLO</li> <li>• ESCASEZ DE AGUA NO ES REAL, ES EL SENTIMIENTO QUE TIENE LA GENTE DE LE</li> <li>• FALTA AGUA / AFECTA PORQUE AQUI ES AGRICULTURA</li> <li>• SI HUBIERA PROBLEMA SERIO NO HABRÍA POLÍTICA DE TURISMO</li> <li>• OYES HABLAR DE AGUA DIAS PREVIOS A ELECCIONES</li> <li>• AGUA NO ES BIEN COMERCIAL SINO HERENCIA / COMPATIBLE CON ECONOMIA Y</li> </ul>	<p>Les discours politiques transmettent l'idée qu'il manque de l'eau dans La Mancha. La pénurie d'eau est un argument politique, un artifice, ce n'est pas réel. On ne parle de l'eau que juste avant les élections.</p> <p>La dichotomie qui oppose les canards aux enfants des agriculteurs est une question fautive et absurde.</p> <p>Pas des transferts d'eau en dehors de « notre » terre, mais entre Tajo et Guadiana l'eau reste chez nous.</p>

<b>BASSIN DE L'ALTO-GUADIANA (La Mancha, Espagne)</b>		
<b>CHAMPS SÉMANTIQUES PLUS FRÉQUENTS</b>	<b>CO-OCCURRENCES</b>	<b>COMMENTAIRES INTERPRÉTATION</b>
	<p>MANTENEDORA MEDIO AMBIENTE / « PATOS O AGRICULTURA » LOS DOS / DEJAR POSTURAS RADICALES.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• »DAR DE COMER A MIS HIJOS O AGUA PARA PATOS « = ABSURDO, FALSO, PREGUNTA FALSA.</li> <li>• SACAR AGUA DE UNA CUENCA A OTRA ES UN TRASVASE, PERO DENTRO DE LA COMUNIDAD AUTÓNOMA = PASAR AGUA DE TOLEDO A CIUDAD REAL, SON TUS PROVINCIAS, SON TUS COSAS</li> <li>• LA PRIORIDAD ES USAR EL AGUA EN SU TIERRA ANTES DE TRASVASARLO A OTRO → ESO ES CENTRAL EN POLITICA</li> <li>• POLITICOS TRASLADAN A OPINIÓN PÚBLICA LA PREOCUPACIÓN POR UN FALSO PROBLEMA</li> <li>• NO HAY AGUA PARA SATISFACER TODAS LAS ANSIAS E INTERESES ECONÓMICOS</li> <li>• SE TRAJO AGUA NO POR NECESIDAD SINO PORQUE ERA UN NEGOCIO (CONSTRUCTORAS)</li> <li>• DIOS CREÓ EL MUNDO Y SE OLVIDÓ DE DAR AGUA A ESPAÑA / LA QUE NOS DIÓ NOS LA DIÓ DESORDENADA / POR ESO LOS ESPAÑOLES TENEMOS QUE CREARNOS-FABRICARNOS EL AGUA → EL AGUA ES UN PRODUCTO QUE HAY QUE HACER</li> </ul>	
<b>AGUA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PREOCUPACIÓN CONSTANTE : NO HAY AGUA / MIRAR SI LLUEVE</li> <li>• OBSESIÓN : CONSEGUIR AGUA, NECESITAMOS AGUA</li> <li>• ESCASEZ HÍDRICA = POBREZA / AGUA ES CONFLICTO PORQUE ENFRENTA A LA GENTE</li> <li>• CUANDO SE VIO QUE EL AGUA ERA DINERO « BANCO DE AGUA Y GRATIS » DIJERON « QUIERO AGUA »</li> <li>• LA GENTE VA A LO SUYO / VOY A SACAR TODO EL AGUA QUE PUEDA Y SI VECINO NO PUEDE, PEOR PARA ÉL / ANSIEDAD « YO QUIERO MÁS »</li> <li>• ANTES SI HABÍA SEQUÍA NOS DECIAN DE NO MALGASTAR EL AGUA / AHORA AUNQUE LLUEVA TENGO SENSACIÓN DE QUE FALTA AGUA</li> <li>• AGRICULTORES SI VEN QUE EL POZO ESTÁ BAJANDO, HARÁN OTRO POZO MÁS ALLÁS PERO NO RESTRINGIRÁN EL RIEGO</li> <li>• REGANTES RIEGAN MIENTRAS HAYA AGUA: VEN EL CORTO PLAZO</li> <li>• LA CRISIS DEL AGUA, ECONÓMICA Y DEMOGRÁFICA, AGRICULTORES VEN INTERESANTES ALMENDROS, PISTACHOS POCA AGUA</li> <li>• AGRICULTORES DESESPERADOS RIEGAN CON AGUA DE LA LAGUNA, SE</li> </ul>	<p>Pour l'agriculteur manchego, la pénurie d'eau est synonyme de pauvreté. En quelques décennies ils sont passé d'une agriculture pluviale à une agriculture irriguée : de l'eau gratuite, de la richesse.</p> <p>L'agriculteur manchego est devenu alors obsédé par la possession de plus en plus d'eau.</p> <p>L'agriculteur manchego a une vision à court terme de son activité : s'il y a beaucoup d'eau, il en profite avec des cultures gourmandes en eau. En revanche, s'il y a moins d'eau (sécheresse, interdictions..) il s'adapte et change pour des cultures plus pluviales.</p>

BASSIN DE L'ALTO-GUADIANA (La Mancha, Espagne)		
CHAMPS SÉMANTIQUES PLUS FRÉQUENTS	CO-OCCURRENCES	COMMENTAIRES INTERPRÉTATION
	<p>SECARON LOS AJOS, AGUA MALA</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LOS ARRENDADORES ARRASAN CON EL AGUA « USO EL AGUA QUE ME DA LA GANA PORQUE LUEGO ME VOY A OTRO SITIO » NO ES MI TIERRA, NO ES MI AGUA</li> <li>• HABÍA TANTÍSIMA AGUA QUE PARECIA QUE NO SE IBA A ACABAR NUNCA / ERA AGUA Y AGUA Y AGUA, NO SE AGOTABA NUNCA / SEGUIMOS SACANDO AGUA</li> <li>• SI HAY QUE HACER UN POCO, PUES LO HAGO Y SACO AGUA</li> <li>• NO SE PUEDE ECHAR CANTIDADES TREMENDAS DE AGUA A LA VIÑA PORQUE SINO DA AGUA Y NO ZUMO BUENO</li> <li>• ESTAMOS CONCIENCIADOS QUE HAY QUE REGAR CON EL AGUA QUE NOS DAN</li> <li>• A LOS AGRICULTORES, LO QUE QUIERAN HACER CON NOSOTROS. O NO ENTENDEMOS O NO SABEMOS</li> <li>• PUSIMOS VIÑAS, AHORA NO LAS PODEMOS REGAR / CON EL AGUA HACEN LO QUE QUIEREN</li> <li>• AQUÍ SE USA MUCHA AGUA MIENTRAS HAY Y DESPUÉS YA VEREMOS</li> <li>• CUANDO LLUEVE, AQUÍ TODO EL MUNDO SE OLVIDA DE QUE EN OTROS PERIODOS LLUEVE POCO</li> </ul>	
AGUA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MURCIA EXPERTOS EN AHORRO AGUA → NO NECESITAN AGUA / MURCIA SON EXPERTOS EN PEDIR AGUA PERO NO LA NECESITAN</li> <li>• MURCIA SE LLEVAN EL AGUA / LA QUEREMOS AQUÍ PARA REGAR QUE ES NUESTRA</li> <li>• EN MURCIA SABEN AHORRAR AGUA COMO EN UN OASIS (PASADO MORO)</li> <li>• HEMOS TRASVASADO MILLONES LITROS A MURCIA PARA INUNDAR LAS HUERTAS Y CAMPOS DE GOLF</li> <li>• EN MURCIA, EL USUARIO CUIDA EL AGUA, AQUÍ NO</li> </ul>	Murcia est accusée de nous « voler l'eau ». Néanmoins on reconnaît la capacité des agriculteurs <i>murcianos</i> à économiser l'eau (héritage arabe?) contrairement à l'agriculteur <i>manchego</i> qui gaspille l'eau.
AGUA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• NO HAY MOVILIZACIONES SOCIALES POR EL AGUA / CONFLICTO DE ÉLITES</li> <li>• LOS QUE ABREN EL GRIFO NO TIENEN CONFLICTO / PIENSAN QUE SE MALTRATA A LOS REGANTES</li> <li>• POBLACIÓN ALEJADA DEL CONFLICTO PORQUE SALE AGUA POR SUS GRIFOS /CONFLICTO SOLO DE SECTORES QUE ESTÁN EN CONTACTO CON EL TEMA</li> </ul>	Pas de mobilisation de masse sur le thème de l'eau. Dès que les gens ont de l'eau au robinet, ils ne se préoccupent plus.
AGUA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CONFLICTO ENTRE LOS QUE QUIEREN USO RACIONAL DEL AGUA Y LOS QUE QUIEREN USO IRRACIONAL = QUIEREN APROVECHARSE = LOS AGRICULTORES / AGRICULTORES TIENEN INTERÉS DESMEDIDO POR CONSUMIR AGUA</li> </ul>	Les agriculteurs profitent de la situation de chaos dans la gestion de l'eau et de conflit pour tirer des bénéfices.

<b>BASSIN DE L'ALTO-GUADIANA (La Mancha, Espagne)</b>		
<b>CHAMPS SÉMANTIQUES PLUS FRÉQUENTS</b>	<b>CO-OCCURRENCES</b>	<b>COMMENTAIRES INTERPRÉTATION</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• LOS USUARIOS APROVECHAN EL DÉFICIT, NO DE AGUA, SINO DE GESTIÓN</li> <li>• A LA UNION EUROPEA HAY QUE PEDIRLE AGUA PARA PATOS PORQUE ASÍ ES AGUA PARA NOSOTROS (AGRICULTORES)</li> </ul>	
<b>AGUA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ACUATENIENTES MAXIMOS CONSUMIDORES</li> <li>• RICOS EXPLOTAN EL AGUA dans La Mancha / DINERO, RENTABILIDAD, SUPUESTO DESARROLLO</li> <li>• RESOLVER EL PROBLEMA DEL AGUA ES RESOLVER LA QUESTION AGRICOLA DE LA PRODUCTIVIDAD MAXIMA</li> <li>• REGANTES IMITAN A LOS CACIQUES EN OPERACIONES ESPECULATIVAS</li> <li>• LOS ARRENDATARIOS ESPECULAN, VIVEN EN MADRID</li> <li>• GRANDES PROPIETARIOS Y AGRICULTURA INDUSTRIAL SE LLEVAN TODO EL AGUA</li> <li>• CUANDO RIEGA AQUEL NOS FALTA AGUA A NOSOTROS / ESE SEÑOR SE LLEVA TODO EL AGUA DE TODOS, SECÓ LOS POZOS / HAY VALOR PARA DECIRLO, PERO LUEGO QUE TE HAGAN CASO O NO / ÉL ES GRANDE, TIENE MUCHAS HECTÁREAS</li> </ul>	De grands agriculteurs imposent leur loi. Ils font de l'agriculture une affaire parmi d'autres pour spéculer. Ils n'habitent pas sur place → ils n'aiment pas la terre.
<b>AGUA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• LES OBLIGAN A PENSAR EN EL AGUA COMO PUBLICA / SE RESISTEN PORQUE HASTA AHORA EL AGUA ERA SUYA / SIGUEN HACIENDO POZOS ILEGALES PORQUE SABEN QUE NO PASA NADA</li> <li>• AGUA CONTROLADA</li> <li>• CUANDO HAY MUCHA AGUA LA GENTE SE ACOSTUMBRA Y LUEGO NO ENTIENDEN QUE SE LO LIMITES</li> <li>• HAY QUE PAGAR EL AGUA</li> </ul>	Les agriculteurs ont l'impression qu'on les manipule avec les histoires d'eau. On veut leur contrôler l'eau qui jusqu'alors était libre, abondante et gratuite. Ils ont du mal à comprendre parce que pour eux il ne manque pas d'eau.
<b>AGUA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MUCHO ESCRITO SOBRE EL AGUA / NO HAY PROBLEMA SI NO LO QUIERES VER</li> <li>• LO DEL AGUA PODRÍA FUNCIONAR SI ESTUVIERA BIEN GESTIONADA</li> <li>• AGUA NO ES BIEN COMERCIAL SINO HERENCIA / COMPATIBLE CON ECONOMIA Y MANTENEDORA MEDIO AMBIENTE / « PATOS O AGRICULTURA » LOS DOS / DEJAR POSTURAS RADICALES.</li> <li>• CUANDO HEMOS TENIDO AGUA NO SABEMOS GESTIONAR BIEN</li> <li>• NOS OLVIDAMOS DE LOS PATOS : NECESITAN AGUA, SINO SE VAN</li> <li>• EL AGUA ES UN PROBLEMA EN TODO EL PAIS Y NADIE LO ESTÁ PERCIBIENDO, NO LO VEN Y COMO NO LO VEN, NO LO PERCIBEN EL AGUA NO ES UN PROBLEMA</li> <li>• SE GRITA A AGRICULTORES QUE SON MALÍSIMOS PORQUE SECAN HUMEDALES,</li> </ul>	Il y a tellement d'études sur l'eau dans La Mancha que celui que ne voit pas le conflit c'est parce qu'il ne veut pas le voir Personne ne voit le grave problème de l'eau en Espagne, comme ils ne le voient pas, ce n'est pas un problème. Les agriculteurs sont devenus le bouc émissaire du problème (pour ceux qui ont des yeux pour le voir). Ils se défendent arguant qu'ils ne veulent que gagner leur vie honnêtement.

<b>BASSIN DE L'ALTO-GUADIANA (La Mancha, Espagne)</b>		
<b>CHAMPS SÉMANTIQUES PLUS FRÉQUENTS</b>	<b>CO-OCCURRENCES</b>	<b>COMMENTAIRES INTERPRÉTATION</b>
	SECAN EL ACUÍFERO, NO DEJAN SIN AGUA / LOS AGRICULTORES : « SOLO INTENTO GANARME LA VIDA HONRADAMENTE	
<b>GENTE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• GENTE QUE PROTESTA, PERO NO ABIERTAMENTE, EN PÚBLICO</li> <li>• GENTE HUMILDE QUE DEBERÍA TENER UN MAYOR PROTAGONISMO</li> <li>• GENTE SENCILLA</li> <li>• LA GENTE DEL CAMPO SE VALORA POCO Y ES TRISTE</li> <li>• GENTE MUY CABEZOTA</li> <li>• LA GENTE NO TIENE IDENTIDAD</li> <li>• A ESTA GENTE TODOS LES ENGAÑAN. LA MANCHA HA SIDO UNA ZONA DE PASO EN LA QUE TODO EL MUNDO SE HA BENEFICIADO DE LOS MANCHEGOS Y NO LES HAN DEJADO NADA</li> <li>• LA GENTE SABE QUE HAY QUE TRABAJAR MUCHO PORQUE LA VIDA HA SIDO MUY DURA. LA GENTE ESTÁ ENCALLECIDA</li> </ul>	C'est dommage, mais les gens de la campagne (et de La Mancha) sont humbles et simples. Ils n'ont pas d'identité et tout le monde les trompe. Tout le monde fait des bénéfices sur leur dos.. Ils sont têtus et très travailleurs. Ils ont l'habitude d'une vie dure.
<b>GENTE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• LA GENTE NO ENTIENDE</li> <li>• A LA GENTE NO LE DA TIEMPO A ASIMILAR, A CONOCER REALMENTE. LA GENTE DESCONOCE, LA GENTE NO SABE</li> <li>• LA GENTE (LOS AGRICULTORES) NO ENTIENDEN LA CONEXION ENTRE EL AGUA DE RIEGO Y EL AGUA DEL RÍO</li> <li>• LA GENTE NO ENTENDÍA QUE ÉSTO FUERA PARQUE NACIONAL PORQUE PARA ELLOS ÉSTO ESTABA MEJOR SECO. ES QUE LA GENTE NO ENTIENDE</li> <li>• LA GENTE SIGUE DICIENDO « BAH, LAS TABLAS » LA GENTE NO LE DA VALOR</li> <li>• A LA GENTE LOS PATOS LES IMPORTA UN PIMIENTO</li> <li>• TRISTE AQUÍ ES QUE LA GENTE NO QUIERE A SUS LAGUNAS</li> <li>• DE LA RESERVA DE LA BIOSFERA, LA GENTE NO HA OIDO HABLAR, NI SIQUIERA LOS QUE VIVEN AQUI</li> <li>• LA GENTE NO ES EN ABSOLUTO CONSCIENTE DE QUE TIENEN UN TESORO DE AGUA DULCE.</li> </ul>	<p>Les gens (agriculteurs) ne comprennent pas/ils ne savent pas (ce qui savent les experts) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les connexions hydrauliques</li> <li>- Que les zones peu valorisées deviennent Parc National</li> <li>- Q'ils ont un trésor d'eau douce</li> <li>- Ils n'aiment pas leurs zones humides</li> </ul>
<b>GENTE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• NUESTRO SUEÑO ES HACER ESA RESERVA DE LA BIOSFERA QUE LA GENTE SEA CONSCIENTE</li> <li>• HAY QUE TRABAJAR EN LA ADAPTACIÓN AL CAMBIO CLIMÁTICO Y QUE LA GENTE ENTIENDA QUE TIENEN QUE DESVINCULARSE DEL AGUA</li> <li>• HACE FALTA QUE LA GENTE QUIERA SABER, QUE LA GENTE QUIERA APRENDER</li> </ul>	<p>Il faut donc leur enseigner :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour qu'ils aiment les zones protégées</li> <li>- A se détacher de l'eau à cause du changement climatique</li> <li>- Il leur faut la volonté d'apprendre et de savoir</li> </ul>

<b>BASSIN DE L'ALTO-GUADIANA (La Mancha, Espagne)</b>		
<b>CHAMPS SÉMANTIQUES PLUS FRÉQUENTS</b>	<b>CO-OCCURRENCES</b>	<b>COMMENTAIRES INTERPRÉTATION</b>
<b>GENTE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• POLITICOS QUE QUIEREN “AYUDAR A ESTA GENTE”</li> </ul>	Y compris les politiques
<b>GENTE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• HAY GENTE QUE LE VIENE BIEN LA IGNORANCIA, QUE VIVE DE ESA IGNORANCIA.</li> <li>• HAY GENTE QUE HACE TRAMPA, TIENEN SUERTE, BUENOS CONTACTOS</li> </ul>	Même s’il y a des gens qui vivent de leur ignorance ou bien qui trichent.
<b>GENTE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MUCHA GENTE VIVE DEL ECOLOGISMO</li> <li>• EL PARTIDO VERDE ES CASI BURGUÉS PORQUE TIENE GENTE INTELECTUAL Y CULTA QUE SE HA ABURGUESADO</li> </ul>	D’autres gens (naturalistes etc.) soit : - vivent de l’écologisme ou de la politique verte
<b>GENTE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PARA VISITAR EL PARQUE VIENE GENTE DE TODOS LOS PAISES, AUSTRALIA, ESTADOS UNIDOS...</li> <li>• QUEREMOS QUE LA GENTE QUE VISITA EL PARQUE SE LLEVE LA IMAGEN DE QUÉ OCURRIÓ dans La Mancha EN ESOS AÑOS DE ATRAS. ESO A LA GENTE LE GUSTA</li> <li>• LA GENTE PROTESTA POR TONTERIAS. COMO ESTAMOS EN EL CAMPO PARECE QUE NO TENEMOS DERECHO A NADA, COMO SI SOLO ESTUVIERAMOS AQUÍ PARA SERVIRLES Y CALLAR.</li> </ul>	- sont visiteurs de zones protégées : Des visiteurs « intellectuels » qui vont à Daimiel Les gens de Daimiel (qui n’apprécient pas les <i>Tablas de Daimiel</i> ) sont pris pour des serviteurs.
<b>GENTE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AQUI LA GENTE EN JULIO Y AGOSTO VIENE PARA DESTROZAR Y QUE NADIE LES DIGA NADA</li> <li>• SI LA GENTE NO TIENE UN CÓDIGO ÉTICO PARA COMPORTARSE EN LOS ESPACIOS NATURALES, HAY QUE PONER UNA VALLA</li> <li>• LA GENTE DE RUIDERA SIEMPRE SE ESTÁ QUEJANDO PORQUE NO SE PUEDEN HACER MÁS COSAS DE TIPO TURÍSTICO. SON MUY COMBATIVOS</li> <li>• AHORA QUE LAS LAGUNAS ESTÁN BIEN, NO DEJAS QUE VENGA LA GENTE Y QUE PODAMOS AQUÍ TENER INGRESOS</li> </ul>	- les visiteurs les plus bruyants et mal polis vont à Ruidera - Les gens de Ruidera (qui apprécient les lagunes) voudraient avoir plus d’activité touristique qui leur est interdite. Ils protestent.
<b>LA MANCHA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• LA SOCIEDAD MANCHEGA, PASIVA PARA REIVINDICAR. CONSERVADORA, TODO LE PARECE BIEN, NO PARTICIPA</li> <li>• EL PROBLEMA GORDO DE LA MANCHA ES SOCIOLÓGICO Y NO ES EL AGUA. AQUÍ SE PIENSA DE UNA MANERA QUE NO ESTÁ ACORDE CON EL SITIO EN EL QUE SE ENCUENTRA Y SUS CAPACIDADES. ES UNA SOCIEDAD BIPOLAR</li> </ul>	La société manchega est soumise, ne participe pas, elle est toujours d’accord. Le problème de La Mancha n’est pas l’eau, c’est sa société...
<b>LA MANCHA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• LA IMAGEN DE LA MANCHA TRADICIONAL SON LAS HUERTAS QUE SE REGABAN CON UNA NORIA. ASI HA SIDO HASTA LOS AÑOS 60</li> <li>• EN LOS PUEBLOS DE LA MANCHA HAY UNA MENTALIDAD MUY RURAL SALVO EN ALCÁZAR</li> </ul>	Une mentalité rurale : beaucoup de travail peu efficace. On critique à celui qui ne passe pas des heures au travail. La Mancha et ses origines arabes Terre sèche et pauvre

<b>BASSIN DE L'ALTO-GUADIANA (La Mancha, Espagne)</b>		
<b>CHAMPS SÉMANTIQUES PLUS FRÉQUENTS</b>	<b>CO-OCCURRENCES</b>	<b>COMMENTAIRES INTERPRÉTATION</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• LA MANCHA ES LA « PSIQUE ALMODOVARIANA », SE CRITICA AL QUE NO TRABAJA, AUNQUE NO SIRVA PARA NADA. HAY QUE TRABAJAR, EL VAGO ESTÁ MAL VISTO</li> <li>• LA MANXA DE LOS ARABES ERA ESE TERRITORIO ENTRE ANDALUCÍA Y MADRID, SECO Y ARIDO</li> <li>• LA MANCHA ES UN TÉRMINO DE ASCENDENCIA ARABE QUE SIGNIFICA TIERRA SECA, ESCASEZ. LA TIERRA ES POBRE POR LA AUSENCIA DE AGUA SUPERFICIAL</li> </ul>	Pas d'eau en surface. Image traditionnelle des norias dans les champs.
<b>LA MANCHA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• NOUS SOMMES MANCHEGOS ET PAS CASTELLANO-MANCHEGOS</li> <li>• LE CASTELLANO-MANCHEGO NO EXISTE REALMENTE</li> <li>NO CREO QUE SE PUEDA CREAR UNA IDENTIDAD A TRAVÉS DEL AGUA</li> <li>• CASTILLA-LA MANCHA ERA UNA ENTIDAD INEXISTENTE. CUANDO SE EMPIEZA A RECONOCER CASTILLA-LA MANCHA ES POR UN ELEMENTO QUE LA IDENTIFICA : BONO</li> </ul>	Les gens de <i>La Mancha</i> se revendiquent <i>manchegos</i> (région traditionnelle depuis le XVII <sup>e</sup> s.) et pas <i>castellano-manchegos</i> (communauté autonome depuis les années 1980).
<b>LA MANCHA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A CASTILLA-LA MANCHA IL N'Y A PAS UNE ECOLOGIE SCIENTIFIQUE FORTE</li> <li>• AQUI EL MOVIMIENTO ECOLOGISTA ES PURAMENTE ANECDÓTICO. EN CASTILLA-LA MANCHA ES UTILIZADO POLITICAMENTE DE VEZ EN CUANDO</li> <li>• SE HA LLEGADO A DECIR QUE CASTILLA-LA MANCHA ERA UNA CUENCA EXCEDENTE...PERO SI CASTILLA-LA MANCHA ES UNA COMUNIDAD AUTÓNOMA, ¡SERÁ EL TAJO !</li> </ul>	<i>Castilla-La Mancha</i> en tant qu'institution n'a pas de bons écologues ni de bon écologistes. Parfois <i>Castilla-La Mancha</i> est confondue avec un bassin versant.
<b>PROBLEMA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• HAY MUCHOS PROBLEMAS. PARA HACER FRENTE AL CONFLICTO, ES ACALLARLO, DESPUES QUIEREN RESPUESTAS IN EXTREMIS. NO HAY PLANIFICACIÓN</li> <li>• CON FRANCO NO HABIA PROBLEMA. EL PROBLEMA APARECIÓ CON LA TRANSICIÓN : LIBERTADES, OPINIONES, MOVILIZACIONES, CONCIENCIACIÓN</li> </ul>	Si l'on ne parle pas du conflit, il n'existe pas... C'est le cas aujourd'hui, où les problèmes sont étouffés jusqu'au dernier moment où il faut agir. C'était le cas à l'époque de Franco.
<b>PROBLEMA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• LLUVIA DE DINERO EUROPEO A MANSALVA PARA SOLUCIONAR UN PROBLEMA QUE REALMENTE NUNCA SE HA QUERIDO SOLUCIONAR</li> <li>• EL PROBLEMA ES FUENTE DE SUCULENTOS BENEFICIOS</li> <li>• CUANDO UN PROBLEMA TE RESULTA POSITIVO ES PORQUE PRODUCE BENEFICIOS. SI UN PROBLEMA PRODUCE BENEFICIOS, NO SE QUIERE ACABAR CON EL PROBLEMA</li> <li>• EL PROBLEMA DEL AGUA dans La Mancha ES QUE SE ESTÁ DEMANDANDO PARA</li> </ul>	Si l'on ne veut pas solutionner le conflit, c'est parce qu'il apporte des bénéfices. Si un problème a une solution, il n'est plus un problème.



<b>BASSIN DE L'ALTO-GUADIANA (La Mancha, Espagne)</b>		
<b>CHAMPS SÉMANTIQUES PLUS FRÉQUENTS</b>	<b>CO-OCCURRENCES</b>	<b>COMMENTAIRES INTERPRÉTATION</b>
	<p>DEMANDAR DINERO Y AGUA.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• SI AQUÍ HAY UN PROBLEMA, Y ESE PROBLEMA GENERA RECURSOS, Y ESOS RECURSOS SE LOS QUEDAN SIEMPRE LOS MISMOS. EL QUE RECIBE MÁS RECURSOS ES EL QUE TIENE LA FINCA MÁS GRANDE</li> <li>• EL PROBLEMA NO SE SOLUCIONA PORQUE ES UNA FORMA DE MANTENER INGRESOS DE UNA MANERA CONTINUADA POR PARTE DE EUROPA</li> <li>• AQUÍ NO HAY PROBLEMAS. AQUÍ CADA UNO TIENE QUE CUMPLIR CON SU OBLIGACIÓN, SI TENGO UN PROBLEMA Y SE PUEDE ARREGLAR, YA NO ES UN PROBLEMA</li> <li>• TODO EL MUNDO LO EXPLICA, TODO EL MUNDO LO ENTIENDE PERO DICE, VAMOS A SEGUIR IGUAL.</li> </ul>	
<b>PROBLEMA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• EL PROBLEMA AHORA ES UNA GUERRA FRÍA, CURIOSA : SI MI VECINO TIENE AGUA, PUES YO TAMBIÉN.</li> <li>• A CAUSA DE SOBREENPLOTAÇÃO, EL PROBLEMA ES EL CIERRE DE POZOS, TE QUITAN TU MEDIO DE VIDA</li> <li>• LA SOLUCIÓN QUE SE DA ES TAN RADICAL QUE NO ES SOLUCIÓN</li> <li>• EL PROBLEMA ES LA SOBREENPLOTAÇÃO QUE COMENZÓ EN LOS AÑOS 80</li> <li>• EL PROBLEMA NO SON LOS AGRICULTORES, SINO LOS AGRO-EXPLORADORES, QUE HAN DEVORADO A LOS AGRICULTORES.</li> <li>• CUANTO MÁS SE DESEA EL AGUA, MÁS SE AGOTA Y SE HACE UNA POLITICA DE GENERAR MÁS RECURSOS</li> </ul>	<p>Le problème est l'agriculture : pour certains tous les agriculteurs sont responsables (insatiables), pour d'autres ce sont les grands propriétaires.</p> <p>Le « problème » a généré une déclaration de surexploitation de l'aquifère qui oblige à fermer des puits, moyen de vie des agriculteurs.</p>
<b>PROBLEMA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• TODAS ESAS COSAS, LA GEOLOGÍA, LA LITOGEOLOGÍA SE CONVIERTE EN PROBLEMA SOCIOLOGICO.</li> <li>• LAS INSTITUCIONES INVESTIGADORAS INTENTAN DAR LA IMAGE DE CUAL ES EL PROBLEMA</li> <li>• EL 80 % DE LA POBLACIÓN NO ENTIENDE QUE HAY UN PROBLEMA. EL 20 % QUE SI LO ENTENDEMOS, ESTAMOS COMPLETAMENTE ANULADOS</li> </ul>	<p>Les scientifiques définissent les problèmes et ils sont les seuls à comprendre les problèmes. Ils ne sont pas très écoutés.</p>
<b>PROBLEMA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• EL PROBLEMA ES POLÍTICO CON LETRAS BIEN GRANDES. SE APRUEBAN PLANES HIDROLÓGICOS SIN EL ACUERDO DE LOS GRANDES PARTIDOS.</li> <li>• EL PROBLEMA ABARCA LA GESTIÓN Y EL DOMINIO PÚBLICO</li> <li>• ¿QUÉ ES EL AGUA ? PROBLEMAS, PROBLEMAS, PROBLEMAS. IGUAL DE PROBLEMAS CON AGUAS SUBTERRÁNEAS,</li> </ul>	<p>Le problème est politique. La gestion de l'eau n'est pas la bonne.</p>

<b>BASSIN DE L'USUMACINTA (Tabasco, Mexique)</b>		
<b>CHAMPS SÉMANTIQUES PLUS FRÉQUENTS</b>	<b>CO-OCCURRENCES</b>	<b>COMMENTAIRES INTERPRÉTATION</b>
<b>AGUA RÍO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• NIVEL, VOLUMEN, SUBE, SE PUEDE CONTROLAR, JALAN AGUA, SOMOS RICOS EN AGUA, MUCHA ABUNDANCIA</li> <li>• DESEMBOCA, RÍO ARRIBA, REMANSOS, VELOCIDAD, APROVECHAR, RECORRIDO, TIENE POTENCIAL, TEMPORADA DE LLUVIAS</li> <li>• AGUA MENOS SALOBRE, COLOR DEL AGUA, SE VE OSCURA, VELOCIDAD, CANTIDAD, ESTÁ TURBIA</li> <li>• OSCURA POR LA LLUVIA</li> <li>• AZUL, CHARCOS, AGUA EN EL PANTANO CALIENTE</li> <li>• TENEMOS AGUA GRACIAS A DIOS</li> <li>• CALIDAD, CASI POTABLE, AGUA TRATADA</li> <li>• VEGETACIÓN, QUELONIOS, AVES, PECES, CARRIZOS, MUCHOS ANIMALES</li> </ul>	<p>L'eau du fleuve = approche quantitative/qualitative. L'eau prend existence dans le discours du locuteur à travers ses caractéristiques facilement observables (couleur, goût, volumes, niveaux). Abondance d'eau. Elle est un cadeau du ciel. Bonne qualité de l'eau. Grande biodiversité.</p>
<b>AGUA RÍO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CALIDAD, MONITOREO, VOLUMEN, SERVICIOS AMBIENTALES, DATOS, FEDERAL, NO TENEMOS EL DOMINIO</li> <li>• SALUD, NIVEL FEDERAL, CONTAMINACIÓN, PLÁSTICOS TIRADOS, EL ACEITE SE VIERTE, CONTAMINAS A LOS PECES, AFECTAS A TANTOS LITROS, SUCIA, NOS PERJUDICA</li> <li>• TIRAS ACEITE AL RÍO, CIENCA, ORILLA, PEDACITO, TODO VA AL RÍO, CONTAMINADO, YO NO LO ECHO AL RÍO, BASURA, PETRÓLEO QUE DERRAMA</li> <li>• TRATAMIENTO AGUAS RESIDUALES, CANALITO, POTABILIZACIÓN, PARÁMETROS FÍSICOS, SALINIDAD, CONDUCTIVIDAD, SUPERFICIAL, SUBTERRÁNEA, EXTRAER, DISPONIBILIDAD</li> </ul>	<p>L'eau du fleuve est une ressource quantifiable dont la gestion appartient au gouvernement fédéral et pas à l'État. Le mot qualité est très fréquemment associé à l'eau. Lorsque l'on parle de l'État, en charge de résoudre les problèmes liés à l'eau, de multiples problèmes de pollution font leur apparition dans les discours. Pour les experts, l'eau du fleuve attire des questions liées à la qualité : le fleuve égot qui véhiculerait de l'eau polluée.</p>
<b>AGUA RÍO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CULTURA DEL AGUA, SE PUEDE LLEGAR POR AGUA, PESCADORES</li> <li>• LA GENTE VIVE A LA ORILLA DEL RÍO, LA TOMAN DIRECTAMENTE DEL RÍO, BOMBEAN AGUAS ARRIBA</li> <li>• TODO VA AL RÍO, TODO LO QUE ARRASTRAN LOS RÍOS, DESBORDAN, APORTAN MUCHA MATERIA ORGÁNICA</li> </ul>	<p>Les gens qui habitent près du fleuve ont la « culture de l'eau ». Ils ont l'habitude de vivre avec le fleuve. Ils utilisent l'eau directement du fleuve. Le fleuve comme colonne vertébrale du territoire. Le fleuve est vu comme un dépôt de déchets et autres contaminants. A travers le discours des institutions et des experts on dirait que la pollution est un problème gravissime.</p>
<b>AGUA RÍO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• TANTA AGUA, SUELO POBRE, GANADO DENTRO DEL AGUA, CUÁNTOS SIGLOS TIENE CAYENDO, TENEMOS EXCESO, MANEJO, QUE CAE ALLÁ BAJA PARA ACÁ, LLEGA VIOLENTA, EMPIEZA LA LLUVIA, RETIRARSE EL AGUA DE LOS CAMPOS, MAIZ DE HUMEDAL, SIEMBRAN, PASTIZALES.</li> </ul>	<p>L'eau évoque la menace d'inondation. Beaucoup d'eau. La population tire bénéfice de l'inondation pour ses cultures. L'inondation a un effet bénéfique pour les populations. Les inondations font partie du cycle de leur vie et son arrivée</p>

<b>BASSIN DE L'USUMACINTA (Tabasco, Mexique)</b>		
<b>CHAMPS SÉMANTIQUES PLUS FRÉQUENTS</b>	<b>CO-OCCURRENCES</b>	<b>COMMENTAIRES INTERPRÉTATION</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• LLEGA HASTA ALLÁ, TODO ESTÁ EN EL AGUA, DEJA TODO LIMPIO, NOS INUNDA,</li> <li>• EN ESTA CASA LLEGA HASTA AQUÍ, CORRÍA EL AGUA, TRES MESES EL AGUA DENTRO DE CASA</li> </ul>	chaque année apporte de la richesse pour la communauté.
<b>AGUA RÍO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• VES PESCADO EN EL RÍO, AGUA DEL RÍO PRODUCE MUCHO,</li> <li>• ESTÁ BIEN BONITO EL PANTANO, NUNCA SE TOMABA EN CUENTA, COCODRILOS, SE ABRÍA CON LA SECA, SEMBRAR EN EL PANTANO, ESTÁ BONITO, PEJELAGARTO</li> <li>• LA CRECIENTE ES NORMAL, EL PESCADO COMIENZA A COMER, GRANDE, LLEGABA EL AGUA ASÍ</li> </ul>	<p>L'eau est quelque chose de très proche émotionnellement : elle est propre ou sombre (pas sale), froide ou chaude.</p> <p>Le fleuve est un cadeau (il produit beaucoup de poisson).</p> <p>Le marécage attire dans le discours des mots qui font référence à la faune ou à la beauté du paysage.</p>
<b>AGUA RÍO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• BEBÍA, HERVIR AGUA, AGUA DE PORRÓN, BEBER DEL RÍO, CONTAMINADA, REPARTE AGUA, MUY CONTAMINADA, TIRAN UNA VACA, LO TIRAN AL AGUA,</li> <li>• AGUA DE POZO LIMPIA, FRÍA, COMPRAMOS EL AGUA,</li> <li>• BEBÍA AGUA DEL RÍO, YA NADIE QUIERE BEBER EL AGUA DEL RÍO</li> </ul>	L'eau est une ressource pour la consommation humaine. L'eau de boisson provient du fleuve. Elle est polluée. Personne ne boit de l'eau du fleuve. Ils achètent l'eau.
<b>GENTE COMUNIDAD</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• REBELDE, TE CORRÍAN, MUY CERRADA, NO ENTENDÍA, TODAVÍA HACEN, NO SE QUEJA</li> <li>• PEQUEÑOS GANADEROS, YA ESTABAN CUANDO SE DECRETÓ LA RESERVA, NECESITAN, SE JUNTAN VARIAS COMUNIDADES, YA SABEN, COMIENZAN A SUBIR SUS COSAS, MAIZ, AHORROS, LO VENDEN</li> </ul>	<p>Les gens = indigènes qui vivent dans l'ANP</p> <p>La communauté = terme administratif : statistiques, noms.</p> <p>Quantification des gens.</p>
<b>GENTE COMUNIDAD</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• TIENE LA CULTURA DEL AGUA</li> <li>• QUEMAN, CAZAN COCODRILOS, LES FALTA INFORMACIÓN, NO PARTICIPAN, NO HAY CONTROL, ABUSO, HAY QUE EXPLICARLES, NO ENTIENDEN, SI NO SE LES APOYA ARRANCAN LAS PLANTAS</li> </ul>	<p>Les gens ont la culture de la zone, la culture de l'eau, mais ils sont à l'origine de multiples problèmes. Ils manquent d'information et de compréhension sur la portée de leurs actions.</p> <p>Pour faciliter cette compréhension, il faut les indemniser.</p>
<b>GENTE COMUNIDAD</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• FUENTE DE RECURSO, SABEN MUCHO, ES ALGO DE ELLOS, BUSCAN APOYO, ESTÁN FAMILIARIZADOS, CONOCIMIENTO DE CAMPO, NO CAMBIAN, SIN AFECTO EN LO QUE HACEN</li> <li>• PASA GENTE LOCAL, DE TODA LA VIDA, DE LA RESERVA, SIEMPRE HAN VIVIDO EN PANTANO, SU CAYUCO, SUS CUBETAS, GENTE DEL PANTANO</li> </ul>	La population qui vit dans l'ANP a une grande connaissance du terrain. Elle ne change pas, veut savoir ce que l'on va faire « chez eux ». Ils cherchent de l'argent.
<b>GENTE COMUNIDAD</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ELLOS CUIDAN, SE ENCARGAN, SUPERVISAN, SOLICITUD, VIVEN DE SU PROPIA COSECHA, LO MANEJAN, VIVEN AQUÍ, PUEDEN UTILIZAR, SE INCLUYEN</li> <li>• HAY QUE SENSIBILIZARLOS, HAY QUE DARLES ALTERNATIVAS, HAY QUE DARLES PAGOS, HAY QUE DARLES RECURSOS, ESPERAN APOYO FINANCIERO, TE</li> </ul>	Les gens. Habités à leurs pratiques et à leur vie. Communauté de destin, de vivre ensemble.

<b>BASSIN DE L'USUMACINTA (Tabasco, Mexique)</b>		
<b>CHAMPS SÉMANTIQUES PLUS FRÉQUENTS</b>	<b>CO-OCCURRENCES</b>	<b>COMMENTAIRES INTERPRÉTATION</b>
	<p>PREGUNTAN POR LA AYUDA</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• SE APOYA A LA GENTE, SE LES EXPLICA, SE LES DA, SE LES ASESORA, APOYAN CON PROGRAMAS, ENSEÑAN A LA GENTE PARA QUE LA GENTE VEA</li> </ul>	
<b>GENTE COMUNIDAD</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• NOS UBICAMOS AQUÍ, ESTAMOS ACOSTUMBRADOS, SOMOS DEL CAMPO, NOS FALTA LA ECONOMÍA, ASÍ VIVIMOS AQUÍ, NECESITAMOS UNA ENTRADA ECONÓMICA</li> <li>• ESTÁ ADAPTADA, NOS CONOCEMOS TODOS, MUCHA GENTE, GENTE DE AQUÍ NO SE VA A MORIR DE HAMBRE, ESTÁ ACOSTUMBRADA LA GENTE DE AQUÍ</li> </ul>	Les gens sont les personnes des communautés (indigènes). On les compare avec le bétail. Ils ont besoin d'être guidés parce qu'ils ne savent pas. Ce sont des pauvres gens.
<b>GENTE COMUNIDAD</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• HAY QUE TRABAJAR CON LA GENTE, ES COMPLICADO, MUY RUDA, TIENE RESISTENCIA, NO RESPETA, MUCHA DEMANDA AQUÍ, CONSUME LO QUE HAY,</li> <li>• LE FALTA SENSIBILIZACIÓN, SIN RESPETAR, PROBLEMATICA FUERTE, NO SE HA TRABAJADO NADA CON LA COMUNIDAD</li> <li>• TRABAJANDO CON ELLOS, TE GENERAN RESISTENCIA, PLATICAR CON ELLOS</li> <li>• VA AUMENTANDO, VIENEN A CAPACITARNOS, SE REUNE, SE VA CAPTANDO, ES COMO EL GANADO, ASÍ ES LA GENTE, POCA GENTE SE ENTERA, ESTÁN ACOSTUMBRADOS, POBRE GENTE.</li> </ul>	Les gens sont les personnes des communautés (indigènes). Ils ont besoin d'être sensibilisés aux questions environnementales, mais ils n'acceptent pas les intervention des chercheurs malgré les intentions de communication de ces derniers.
<b>PROGRAMA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• NACIONAL, GEF RESILIENCIA, MANEJO DEL FUEGO, INVENTARIO DE AVES, VIDEOS, TURISMO, CAPACITACIÓN, CENTRO INTERPRETATIVO.</li> </ul>	Ceux qui exécutent les projets/programmes sont en mesure d'en faire un inventaire. Chaque programme est identifié avec un nom. Grande variété de thématiques.
<b>PROGRAMA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DEL GOBIERNO FEDERAL, QUE APOYA LA RESERVA, QUE SE LLAMA, SI VIENE UN PROGRAMA SE INCLUYEN</li> <li>• GOBIERNO NOS AYUDA</li> <li>• VIENE UN PROGRAMA, DARNOS UN PROGRAMA, SALE UN PROGRAMA, ESTÁN DANDO, NOS DAN ¿CÓMO VIENE EL PROGRAMA ? METIDO EN PROGRAMA, DAN UN PROGRAMA, SE DIÓ UN PROGRAMA, TENEMOS UN PROGRAMA, METES TU SOLICITUD,</li> <li>• NOS SALE ALGÚN PROGRAMA, ES LO ÚNICO QUE TENEMOS COMO ACTIVIDAD, VA A VENIR UN PROGRAMA, AHÍ ES CON LO QUE CONSERVAMOS, HAY QUE HACERLO DE INMEDIATO, PARTICIPABA, SE SACA UN PROGRAMA, UN JORNALITO.</li> <li>• QUEDÓ AFUERA DEL PROGRAMA, SE LE DEJA FUERA, YA NO TE DAN EL PROGRAMA,</li> </ul>	<p>Les programmes, d'origine fédérale sont conçus comme des paquets d'aide/appui aux gens.</p> <p>Le programme est quelque chose d'important dans la communauté. Ils leur donnent des programmes. Ce sont des aides à la communauté, soumises à la demande par les propres bénéficiaires.</p> <p>Le programme est une source de ressources monétaires dans la communauté. C'est avec les programmes qu'ils peuvent faire de la conservation ou avoir un salaire.</p> <p>Certaines personnes peuvent être exclues des programmes si elles ne suivent pas les règles.</p>

<b>BASSIN DE L'USUMACINTA (Tabasco, Mexique)</b>		
<b>CHAMPS SÉMANTIQUES PLUS FRÉQUENTS</b>	<b>CO-OCCURRENCES</b>	<b>COMMENTAIRES INTERPRÉTATION</b>
<b>PROBLEMA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PEZ BRASILEÑO, CONSUMO DE FAUNA, INCENDIOS, INUNDACIÓN, CANALES, GANADERÍA, BASURA, SOBREPESCA</li> <li>• ERRORES DE LOS GOBERNANTES, FALTA DE CONTINUIDAD DE LOS GOBIERNOS (FONDOS), TENENCIA DE LA TIERRA, ASOCIACIONES AMBIENTALES GRANDES.</li> </ul>	<p>La liste de problèmes est interminable, surtout ceux associés à l'usage des ressources et à la pollution.</p> <p>Les problèmes ne sont pas seulement causés par la population mais aussi par des structures institutionnelles comme les gouvernements ou les grandes ONGs</p> <p>Pas de mention des effets négatifs que ces actions occasionnent.</p>
<b>PROBLEMA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• LA FRONTERA, CUESTIÓN SOCIAL, NO METERNOS EN UN PROBLEMA, ME VOY A METER EN UN PROBLEMA, SE LES ENDOSA AGUAS ABAJO</li> </ul>	<p>La frontière avec le Guatemala est un problème à demi évoqué, tabou ?</p>
<b>RESERVA ÁREA ZONA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• POLIGONO, 24000 HABITANTES, CENTRO, COMUNICADA POR CANALES, USUMACINTA ATRAVIESA DE NORTE A SUR, RESERVA FEDERAL, AREA NATURAL PROTEGIDA,</li> <li>• HUMEDALES, CONSERVACIÓN, AVES, ANIDAMIENTO, ESPECIES, AMORTIGUAMIENTO, PANTANOS, LAGUNA,</li> <li>• PRESUPUESTO, INSPECCIÓN, REPRESENTATIVO, PROHIBIDO, MANEJO, PERSONAL DEL ÁREA, PROHIBIDA, TALLERES, SE ESTÁ HACIENDO, HAY QUE TRABAJAR, MUCHOS PROYECTOS</li> </ul>	<p>La zone protégée est un espace bien délimité.</p> <p>Trois sens pour Réserve (ANP) ou aire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Périmètre géographique ou cartographique, lieu où faire des statistiques.</li> <li>-Lieu de nature et biodiversité.</li> <li>-Lieu où exercer la gestion et contrôler/interdire.</li> </ul>
<b>RESERVA ÁREA ZONA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ZONA NUCLEO, DENTRO DE LA RESERVA, LIMITE, NOS QUEDA MUY CERCA, DENTRO, ZONA DE RESERVA</li> <li>• LA POBLACIÓN HA CRECIDO, LA DISTRIBUCIÓN DE LA GENTE, LAS ZONAS LIMÍTROFES</li> <li>• SITIOS ALEJADOS</li> <li>• EN LOS MÁRGENES, LA GENTE VIVE DENTRO, DENTRO DE LA RESERVA, NO VIVEN DENTRO, ESCUELAS DENTRO DE LA RESERVA, ACTIVIDADES PRODUCTIVAS DENTRO DE LA RESERVA, ESTÁN LIMITADOS ADENTRO, ACCIONES TREMENDAS A POCA DISTANCIA DE LA RESERVA, AFUERA NO HAY MANEJO, LO QUE SE CONSERVA ES DENTRO DE LA RESERVA, ME PREOCUPO POR FUERA</li> </ul>	<p>L'aire ou la réserve délimitent très clairement un « dedans » et un « dehors ». Le « dedans » est synonyme d'actions productives, éducation pour les enfants, prospérité, conservation. Le « dehors » est associé avec le manque de contrôle, de gestion. C'est un espace où se développent des actions de dégradation du milieu et qui préoccupent le locuteur.</p>
<b>RESERVA ÁREA ZONA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ZONA IDEAL PARA LA GANADERÍA, EDUCACIÓN AMBIENTAL, JURISDICCIÓN, PROBLEMAS, CAMBIOS DE USO DEL SUELO</li> <li>• HAY MAIZ, REDUCCIÓN DE IMPACTOS, PROTECCIÓN FEDERAL</li> <li>• LA RESERVA TIENE PROYECTOS</li> <li>• ESTATAL, PARTICULARMENTE IMPORTANTE, SE HA VISTO JAGUAR,</li> </ul>	<p>La zone désigne aussi bien des espaces du territoire que les activités productives qui se développent à l'intérieur de ces espaces.</p> <p>La zone pour l'interlocuteur est son terrain d'étude.</p>

<b>BASSIN DE L'USUMACINTA (Tabasco, Mexique)</b>		
<b>CHAMPS SÉMANTIQUES PLUS FRÉQUENTS</b>	<b>CO-OCCURRENCES</b>	<b>COMMENTAIRES INTERPRÉTATION</b>
	ARQUEOLOGÍA, CULTURAL, PESCA, RECREATIVO, MEDIANA Y BAJA MARGINACIÓN • HABÍA BORREGOS, SE SEMBRÓ MAIZ, SE HA ESTADO APOYANDO, SE DESARROLLÓ, RENTABLES, QUESO, VINO DE JAMAICA, ORDEÑADORAS DE ANIMALES, GANADERIA, HAY HULE, MAIZ • NATURAL, SANA, CULTIVOS, 40 ESPECIES NUEVAS, PROTEGIDAS, PUBLICACIÓN, CONOCER, TAREA, ESTUDIAR,	

#### **Annexe 4. Courriel type envoyé aux interlocuteurs du bassin du Guadiana dans La Mancha (Espagne) pour demande de rendez-vous et entretien**

**Asunto:** Tesis sobre conflictos del agua dans La Mancha

Buenos días,

Soy estudiante de doctorado de la Universidad de Lyon 3 (Francia) en Ciencias Sociales y mi tema de investigación es la dinámica social en torno a la gestión del agua en situaciones de escasez. Trabajo bajo la dirección de la profesora Anne Honegger y en colaboración con la Escuela de Ingenieros de Caminos, Canales y Puertos de la Universidad de Castilla-La Mancha.

Me permito contactarle porque su experiencia profesional y sus reflexiones en torno a este tema podrían ser elementos de gran interés para esta investigación realizada en los límites de la Reserva de la Biosfera La Mancha Húmeda, entre otras zonas de estudio.

Además de este objetivo de investigación sociológica, creo que este trabajo podrá aportar a los actores del territorio una mayor comprensión del fenómeno ligado a las tensiones sociales en torno al recurso hídrico.

Si desea que nos encontremos para una entrevista, la duración de la misma será de aproximadamente una hora en el lugar y a la hora de su conveniencia.

Gracias de antemano por la atención prestada a la lectura de este correo. Quedo a su disposición para cualquier otra información complementaria.

Esperando encontrarle próximamente, reciba un cordial saludo



**Ana GONZALEZ BESTEIRO**

Laboratoire EVS (Environnement, Ville, Société)

Université Lyon 3, France

agonzalezbesteiro@gmail.com

France : + 33 (0) 6 32 07 96 18

Espagne : + 34 686 70 03 85

**Annexe 5. Personnes enquêtées en lien avec le bassin de l'Alto-Guadiana dans La Mancha (Espagne). Octobre 2015 – Juin 2017**

<b>CODE</b>  H : homme F : femme Âge	<b>PROFIL</b> <b>/APPARTENANCE DE LA</b> <b>PERSONNE ENQUÊTÉE</b>	<b>TYPOLOGIE</b> <b>DE L'ACTEUR</b>  LE : lié à l'eau LCE : lié à la connaissance de l'eau LAE : lié à l'action sur l'eau	<b>LIEU DE</b> <b>L'ENTRETIEN</b>	<b>DATE DE</b> <b>L'ENTRETIEN</b> <b>N</b>
<b>G01</b> <b>H/56 ans</b>	Chercheur Université <i>Castilla-La Mancha</i>	LCE	Ciudad Real	21/10/2015
<b>G02</b> <b>H/47 ans</b>	Chercheur Université <i>Castilla-La Mancha</i>	LCE	Ciudad Real	22/10/2015
<b>G03</b> <b>H/44 ans</b>	Chercheur Université <i>Castilla-La Mancha</i>	LCE	Daimiel	23/10/2015
<b>G04</b> <b>H/64 ans</b>	Cadre ingénieur <i>Confederación Hidrográfica del Guadiana</i>	LCE - LAE	Ciudad Real	27/10/2015
<b>G05</b> <b>H/56 ans</b>	Exportateur indépendant de produits AOC de La Mancha Habitant	LE	Ciudad Real	28/10/2015
<b>G06</b> <b>H/62 ans</b>	Cadre Centre Régional d'Études sur l'Eau	LCE	Albacete	18/01/2016
<b>G07</b> <b>H/58 ans</b>	Écologiste et agriculteur Association écologiste 1	LCE - LE	Ciudad Real	19/01/2016
<b>G08</b> <b>H/61 ans</b>	Chargé de mission Centre d'Interprétation sur l'Eau et les Zones Humides	LCE	Daimiel	20/01/2016
<b>G09</b> <b>F/49 ans</b>	Employée, habitant Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i>	LCE - LE	Daimiel	21/01/2016
<b>G10</b> <b>F/37 ans</b>	Employée Office de tourisme Villarrubia de los Ojos	LE	Daimiel	21/01/2016
<b>G11</b> <b>H/51 ans</b>	Ex-technicien <i>Trasvase Tajo-Segura</i> <i>Gouvernement Castilla-La Mancha</i>	LCE	Toledo	22/01/2016
<b>G12</b> <b>H/32 ans</b>	Ecologiste Association écologiste 2	LCE	Daimiel	26/01/2016



<b>CODE</b> H : homme F : femme Âge	<b>PROFIL</b> /APPARTENANCE DE LA PERSONNE ENQUÊTÉE	<b>TYPOLOGIE</b> DE L'ACTEUR LE : lié à l'eau LCE : lié à la connaissance de l'eau LAE : lié à l'action sur l'eau	<b>LIEU DE</b> L'ENTRETIEN	<b>DATE DE</b> L'ENTRETIEN
<b>G13</b> H/59 ans	Agriculteur irrigant	LE	Daimiel	26/01/2016
<b>G14</b> H/51 ans	Chercheur Université <i>Castilla-La Mancha</i>	LCE	Ciudad Real	26/01/2016
<b>G15</b> F/32 ans	Chercheur Université de <i>Valencia</i>	LCE	Mota del Cuervo	27/01/2016
<b>G16</b> H/62 ans	Ex-élu	LAE	Mota del Cuervo	27/01/2016
<b>G17</b> H/63 ans	Agriculteur irrigant	LE	Mota del Cuervo	27/01/2016
<b>G18</b> H/57 ans	Chercheur Université <i>Castilla-La Mancha</i>	LCE	Ciudad Real	28/01/2016
<b>G19</b> H/39 ans	Chargé de mission Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i>	LCE	Daimiel	28/01/2016
<b>G20</b> H/59 ans	Agriculteur Communauté d'irrigants	LE	Daimiel	28/01/2016
<b>G21</b> F/44 ans	Habitante Administrative	LE	Pozuelo de Calatrava	01/02/2016
<b>G22</b> H/56 ans	Cadre ingénieur <i>Confederación Hidrográfica del Guadiana</i>	LCE	Ciudad Real	01/02/2016
<b>G23</b> H/39 ans	Chercheur Université <i>Castilla-La Mancha</i>	LCE	Ciudad Real	02/02/2016
<b>G24</b> H/45 ans	Journaliste Environnement	LCE-LE	Ciudad Real	02/02/2016
<b>G25</b> H/50 ans	Technicien Parc national des <i>Tablas de Daimiel</i>	LCE	Daimiel	03/02/2016
<b>G26</b> H/56 ans	Chargé de mission Association écologiste 3	LCE	Madrid	05/02/2016
<b>G27</b> H/51 ans	Chercheur Université <i>Castilla-La Mancha</i>	LCE	Albacete	08/02/2016

<b>CODE</b> H : homme F : femme Âge	<b>PROFIL</b> /APPARTENANCE DE LA PERSONNE ENQUÊTÉE	<b>TYPOLOGIE</b> DE L'ACTEUR LE : lié à l'eau LCE : lié à la connaissance de l'eau LAE : lié à l'action sur l'eau	<b>LIEU DE</b> L'ENTRETIEN	<b>DATE DE</b> L'ENTRETIEN
<b>G28</b> H/35 ans	Chercheur Ingénieur Centre Régional d'Études sur l'Eau	LCE	Albacete	08/02/2016
<b>G29</b> H/48 ans	Chercheur Ingénieur Université <i>Castilla-La</i> <i>Mancha</i>	LCE	Ciudad Real	10/02/2016
<b>G30</b> H/58 ans	Cadre Parc Naturel des <i>Lagunas de</i> <i>Ruidera</i> .	LCE	Alcázar de San Juan	12/02/2016
<b>G31</b> H/ 29 ans	Opérateur écotouristique local	LE	Alcázar de San Juan	12/02/2016
<b>G32</b> H/43 ans	Technicien Environnement <i>Junta de Comunidades de</i> <i>Castilla-La Mancha</i> .	LCE	Ciudad Real	16/02/2016
<b>G33</b> H/65 ans	Agriculteur irrigant	LE	Ciudad Real	17/02/2016
<b>G34</b> H/43 ans	Habitant	LE	Daimiel	17/02/2016
<b>G35</b> H/32 ans	Opérateur écotouristique	LE - LCE	Daimiel	17/02/2016
<b>G36</b> H/54 ans	Politique Gouvernement <i>Castilla-La</i> <i>Mancha</i>	LAE	Ciudad Real	18/02/2016
<b>G37</b> H/47 ans	Politique Gouvernement <i>Castilla-La</i> <i>Mancha</i>	LAE	Ciudad Real	18/02/2016
<b>G38</b> H/53 ans	Cadre Parc National des <i>Tablas de</i> <i>Daimiel</i>	LCE - LAE	Daimiel	18/02/2016
<b>G39</b> H/48 ans	Cadre ingénieur <i>Confederación Hidrológica</i> <i>del Guadiana</i>	LCE	Badajoz	19/02/2016
<b>G40</b> H/65 ans	Cadre ingénieur <i>Confederación Hidrológica</i> <i>del Guadiana</i>	LCE - LAE	Ciudad Real	22/02/2016
<b>G41</b> H/48 ans	Chercheur CSIC (Centre Supérieur de la Recherche Scientifique).	LCE	Ciudad Real	12/05/2017

<b>CODE</b> H : homme F : femme Âge	<b>PROFIL</b> <b>/APPARTENANCE DE LA</b> <b>PERSONNE ENQUÊTÉE</b>	<b>TYPOLOGIE</b> <b>DE L'ACTEUR</b> LE : lié à l'eau LCE : lié à la connaissance de l'eau LAE : lié à l'action sur l'eau	<b>LIEU DE</b> <b>L'ENTRETIEN</b>	<b>DATE DE</b> <b>L'ENTRETIEN</b>
<b>G42</b> <b>H/53 ans</b>	Agriculteur irrigant	LE	Villarta de S. Juan	15/05/2017
<b>G43</b> <b>H/41 ans</b>	Gestionnaire Parc Naturel <i>Lagunas de Ruidera</i>	LCE	Ciudad Real	16/05/2017
<b>G44</b> <b>F/44 ans</b>	Chargé de mission Fondation Global Nature	LCE	Madrid	17/05/2017
<b>G45</b> <b>H/66 ans</b>	Propriétaire terrien, agriculteur	LE	Madrid	18/05/2017
<b>G46</b> <b>H/59 ans</b>	Cadre Ministère de l'Environnement	LCE	Madrid	22/05/2017
<b>G47</b> <b>H/34 ans</b>	Agriculteur irrigant	LCE - LE	Ossa de Montiel	24/05/2017
<b>G48</b> <b>F/38 ans</b>	Opérateur écotouristique	LE - LCE	Ruidera	24/05/2017
<b>G49</b> <b>H/56 ans</b>	Agriculteur irrigant	LE	Mota del Cuervo	26/05/2017
<b>G50</b> <b>H/53 ans</b>	Agriculteur irrigant	LE	Mota del Cuervo	26/05/2017
<b>G51</b> <b>H/80 ans</b>	Agriculteur à la retraite	LE	Mota del Cuervo	26/05/2017
<b>G52</b> <b>H/67 ans</b>	Agriculteur irrigant	LE	Corral de Almaguer	01/06/2017
<b>G53</b> <b>H/52 ans</b>	Agriculteur irrigant	LE	Corral de Almaguer	01/06/2017
<b>G54</b> <b>H/58 ans</b>	Agriculteur irrigant	LE	Corral de Almaguer	01/06/2017
<b>G55</b> <b>H/40 ans</b>	Agriculteur irrigant	LE	Corral de Almaguer	01/06/2017

**Annexe 6. Personnes enquêtées en lien avec le bassin de l'Usumacinta à Tabasco (Mexique). Septembre 2016**

<b>CODE</b> H : homme F : femme Âge	<b>PROFIL/ APPARTENANCE DE LA PERSONNE ENQUÊTÉE</b>	<b>TYPOLOGIE DE L'ACTEUR</b> LE : lié à l'eau LCE : lié à la connaissance de l'eau LAE : lié à l'action sur l'eau	<b>LIEU DE L'ENTRETIEN</b>	<b>DATE DE L'ENTRETIEN</b>
<b>U01</b> <b>H/38 ans</b>	Cadre Réserve Biosphère <i>Pantanos de Centla</i>	LCE - LAE	Villahermosa	11/09/2016
<b>U02</b> <b>H/34 ans</b>	Technicien biologiste Réserve Biosphère <i>Pantanos de Centla</i>	LCE	Frontera	11/09/2016
<b>U03</b> <b>H/52 ans</b>	Cadre Gestion des Ressources Naturelles	LCE - LAE	Villahermosa	11/09/2016
<b>U04</b> <b>H/34 ans</b>	Cadre Département de Aires Naturelles Protégées	LCE - LAE	Villahermosa	11/09/2016
<b>U05</b> <b>H/55 ans</b>	Cadre Supervision de l'élevage	LCE - LAE	Villahermosa	11/09/2016
<b>U06</b> <b>F/29 ans</b>	Chercheur CCGS (Centre du Changement Global et la Soutenabilité)	LCE	Villahermosa	11/09/2016
<b>U07</b> <b>H/36 ans</b>	Chargé de mission ONG environnementaliste	LCE	Villahermosa	11/09/2016
<b>U08</b> <b>H/31 ans</b>	Employé, habitant Réserve de Biosphère <i>Pantanos de Centla</i>	LEC-LE	Tres Brazos	12/09/2016
<b>U09</b> <b>H/58 ans</b>	Habitant communauté maya (agriculteur, éleveur, pêcheur)	LE	La Esperanza	12/09/2016
<b>U10</b> <b>F/54 ans</b>	Habitante communauté maya (femme au foyer)	LE	La Esperanza	12/09/2016
<b>U11</b> <b>F/38 ans</b>	Chercheur Université Juárez Autónoma de Tabasco	LCE	Frontera	12/09/2016
<b>U12</b> <b>H/49 ans</b>	Habitant communauté maya (agriculteur, éleveur, pêcheur)	LE	Boca de Pantoja	13/09/2016

<b>CODE</b> H : homme F : femme Âge	<b>PROFIL/ APPARTENANCE DE LA PERSONNE ENQUÊTÉE</b>	<b>TYPOLOGIE DE L'ACTEUR</b>  LE : lié à l'eau LCE : lié à la connaissance de l'eau LAE : lié à l'action sur l'eau	<b>LIEU DE L'ENTRETIEN</b>	<b>DATE DE L'ENTRETIEN</b>
<b>U13</b> <b>F/48 ans</b>	Habitant communauté maya (coopérative d'écotourisme, cuisinière)	LE	Salsipuedes	13/09/2016
<b>U14</b> <b>H/53 ans</b>	Habitant communauté maya (coopérative d'écotourisme, chauffeur de bateau, restaurant)	LE	San Pedro	13/09/2016
<b>U15</b> <b>H/35 ans</b>	Cadre ONG environnementaliste	LCE	Frontera	14/09/2016
<b>U16</b> <b>F/28 ans</b>	Chargée de mission Réserve de Biosphère <i>Pantanos de Centla</i>	LCE	Tres Brazos	15/09/2016
<b>U17</b> <b>F/49 ans</b>	Habitant communauté maya (cuisinière restaurant)	LE	San Pedro	17/09/2016
<b>U18</b> <b>H/68 ans</b>	Habitant communauté maya (agriculteur, éleveur, pêcheur)	LE	San Pedro	17/09/2016
<b>U19</b> <b>F/46 ans</b>	Technicien CONAGUA	LCE	Villahermosa	19/09/2016
<b>U20</b> <b>F/36 ans</b>	Cadre ONG environnementaliste	LCE	Tenosique	20/09/2016
<b>U21</b> <b>H/31 ans</b>	Technicien ONG environnementaliste	LCE	Tenosique	20/09/2016
<b>U22</b> <b>H/59 ans</b>	Habitant (agriculteur, éleveur)	LE	Ejido Independencia	21/09/2016
<b>U23</b> <b>H/30 ans</b>	Habitant (agriculteur, éleveur)	LE	Ejido San Marcos	21/09/2016
<b>U24</b> <b>H/70 ans</b>	Habitant en déplacement (agriculteur, éleveur à la retraite)	LE	Emiliano Zapata	21/09/2016
<b>U25</b> <b>H/36 ans</b>	Habitant communauté maya (coopérative écotourisme, agriculteur, éleveur)	LE	Ejido <i>Sto. Tomás</i>	21/09/2016
<b>U26</b> <b>F/48 ans</b>	Habitant communauté maya (femme au foyer)	LE	Maderos Ríos	21/09/2016

<b>CODE</b> H : homme F : femme Âge	<b>PROFIL/ APPARTENANCE DE LA PERSONNE ENQUÊTÉE</b>	<b>TYPOLOGIE DE L'ACTEUR</b>  LE : lié à l'eau LCE : lié à la connaissance de l'eau LAE : lié à l'action sur l'eau	<b>LIEU DE L'ENTRETIEN</b>	<b>DATE DE L'ENTRETIEN</b>
<b>U27</b> <b>H/60 ans</b>	Habitant communauté maya (agriculteur, éleveur)	LE	Niños Héroes de Chapultepec	21/09/2016
<b>U28</b> <b>H/51 ans</b>	Habitant communauté maya (coopérative écotourisme, musée, agriculteur, éleveur)	LE	Obregón	22/09/2016
<b>U29</b> <b>H/48 ans</b>	Habitant communauté maya (pêcheur de sable)	LE	Ejido Faisán	22/09/2016
<b>U30</b> <b>H/43 ans</b>	Cadre technique Développement Municipal	LCE	Tenosique	23/09/2016
<b>Refus d'enregist- rement</b> <b>H/55 ans</b>	Cadre Aire de Protection de Flore et Faune <i>Cañón del</i> <i>Usumacinta</i>	LE	Tenosique	21/09/2016
<b>Non enregistrée</b> <b>H/32 ans</b>	Pêcheur	LE	Salsipuedes	13/09/2016
<b>Non enregistrée</b> <b>F/29 ans</b>	Chercheur Université Juárez Autónoma de Tabasco	LCE	Tenosique	21/09/2016
<b>Non enregistrée</b> <b>H/56 ans</b>	Chercheur Université Autonome du Mexique	LCE	México DC	28/09/2016
<b>Non enregistrée</b> <b>H/48 ans</b>	Opérateur écotourisme local	LCE - LE	Villahermosa	25/09/2016

## Annexe 7. Principaux événements dans le récit historique de « l'eau dans *La Mancha* »

### Sources

**Bibliographiques** : Díaz, 1897 ; Almagro, 1991 ; Jiménez, 1992 ; Velasco, 1998 ; Coletto et al., 2003 ; Martínez Gil, 2004 ; García Rodríguez, 2007 ; Salinas Palacios, 2012.

**Sites internet** : Ecologistas en Acción (<https://www.ecologistasenaccion.org/>), WWF/Adena (<https://www.wwf.es/>), IGME (Insitut Géologique et Minière d'Espagne) (<http://www.igme.es/>), CREA (Centre Régional d'Études sur l'Eau) (<http://crea.uclm.es/crea/>).

**Autres** : Alberto Celis (2017, communication personnelle). Université *Castilla-La Mancha*. Entretiens semi-directifs 2016-2017.

<b>Périodes extrêmes de sécheresse et de pluie</b>	
	Périodes officielles de sécheresse enregistrées en Espagne au XX <sup>e</sup> siècle. ( 1944-45; 1963-64; 1978-84; 1992-96) Source : <a href="https://www.mapa.gob.es/es/desarrollo-rural/temas/politica-forestal/desertificacion-restauracion-forestal/lucha-contra-la-desertificacion/index2010-10-28_20.53.43.4296.aspx">https://www.mapa.gob.es/es/desarrollo-rural/temas/politica-forestal/desertificacion-restauracion-forestal/lucha-contra-la-desertificacion/index2010-10-28_20.53.43.4296.aspx</a> (consulté le 18/12/2018)
	Périodes de sécheresse au dire des acteurs <i>manchegos</i> rencontrés en entretien
	Périodes particulièrement humides au dire des acteurs <i>manchegos</i> rencontrés en entretien

<b>Année</b>	<b>Réglementation (si il y a lieu)</b>	<b>Événement</b>
1325	-	L'Infante Don Juan Manuel décrit les zones inondables du fleuve <i>Guadiana</i> où se pratiquait la chasse et sa richesse faunistique dans son ouvrage « <i>El libro de caza</i> » (Le livre de la chasse)
XVII <sup>e</sup>	-	Un premier projet d'assécher les zones inondables du fleuve <i>Guadiana</i> qui ne voit pas le jour
XIX <sup>e</sup>	-	Zones inondables du fleuve <i>Guadiana</i> très connues pour leur richesse cynégétique (oiseaux aquatiques) parmi l'aristocratie et les politiques espagnols.
1897	-	Nouveau projet d'assécher les zones inondables du fleuve <i>Guadiana</i> qui n'arrive pas à se concrétiser.
1918	Loi Cambó	« Assèchement et assainissement des lagunes, marais et marécages » en Espagne dont les deux objectifs étaient complémentaires : éradiquer le paludisme endémique dans la population rurale et s'assurer que les terres asséchées deviennent cultivables. Aides du gouvernement pour assécher des zones humides avec l'incitation de devenir propriétaire du terrain asséché.

Année	Réglementation (si il y a lieu)	Événement
1953	-	Création de la <i>Confederación Hidrográfica del Guadiana</i>
1955	-	Approbation par le conseil de ministres de Franco du transfert d'eau du fleuve <i>Tajo</i> vers la façade méditerranéenne espagnole. Finalisation des travaux de construction de deux retenues dans le bassin du <i>Tajo (Entrepeñas y Buendía)</i> qui deviendront la source du futur TTS.
1956	Loi 17/07/56	« Assainissement et colonisation des extensions de terrains marécageux près des fleuves et rivières <i>Guadiana, Cigüela, Záncara</i> et leurs affluents dans les provinces de <i>Ciudad Real, Toledo</i> et <i>Cuenca</i> » <i>La Mancha</i> est déclarée zone de Haut Intérêt National pour la colonisation agricole.
1965	-	Mise en place des travaux d'assèchement des zones humides dans <i>La Mancha</i> à la suite de la Loi de 1956. L'objectif était d'éliminer 30 000 ha de zones humides.
1967	Loi 37/66 Décret 262/67	Création de la « Réserve National de Chasse des <i>Tablas de Daimiel</i> ». 2 750 ha de zones humides sauvées de l'assèchement
1969	-	Début des travaux de construction du TTS.
1971	-	Début des travaux d'assèchement des zones humides dans <i>La Mancha</i> en dehors de la Réserve Nationale de Chasse des <i>Tablas de Daimiel</i> . Canalisation des fleuves et rivières
1973	Décret 1874/73	Création du Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> avec une surface de 1 875 ha, fruit d'une décision de Salomon : une partie de la zone humide serait protégée et l'autre serait objet d'assèchement et d'implantation d'une agriculture d'irrigation. L'IGME prévient sur le fait qu'une mauvaise gestion de l'aquifère peut devenir problématique pour cet espace protégé
1974	-	On estime une surface irriguée de 30 000 ha dans <i>La Mancha</i>
1976	-	La rivière <i>Gigüela</i> qui alimente le Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> se dessèche de manière permanente
1978	-	Réunion de groupes écologistes en <i>Daimiel</i> pour demander la construction d'un barrage en <i>Puente Navarro</i> et un remplissage artificiel du Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i>
1979	Décret 2610/79	Création du Parc Naturel des <i>Lagunas de Ruidera</i> (15 lagunes et la retenue de <i>Peñarroya</i> )
	-	Inauguration et mise en service du TTS.
1980	-	Dérogation de la Loi Cambó Ampliation de l'extension du Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> à la zone connue sur le nom de <i>Las Cañas</i> , lieu où se trouve l'ancien moulin de <i>Puente Navarro</i> où sera construit en 1985 le barrage de <i>Puente Navarro</i>
1981		Labellisation du Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> , le Parc Naturel des <i>Lagunas de Ruidera</i> et d'autres zones humides endoréiques <i>manchegas</i> en Réserve de Biosphère <i>La Mancha Húmeda</i> .



Année	Réglementation (si il y a lieu)	Événement
1982	-	El PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) gagne les élections générales. Felipe González est le premier président socialiste en Espagne après la mort de Franco.
	Loi 9/1982	Création de la Communauté Autonome de <i>Castilla-La Mancha</i> et publication de son statut d'autonomie. L'une des ses priorités est de freiner l'exode rural à travers le développement et la transformation agricole de la région.
	-	L'Espagne adhère à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale spécialement comme habitat d'oiseaux aquatiques (Convention de RAMSAR)
1983	-	L'ICONA procède à l'expropriation des habitants de Las Cañas, lieu incorporé au Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> en préparation de la construction du barrage de <i>Puente Navarro</i>
1984	-	Le Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> est à moitié à sec Los <i>Ojos del Guadiana</i> commencent à se dessécher également. Premières études de reconnaissance et de modélisation hydrogéologique de l'aquifère 23 Le Conseil de Ministres approuve la rédaction d'un Plan de Régénération Hydrique des <i>Tablas de Daimiel</i>
1985	Loi sur l'Eau	Elle remplace la Loi sur l'Eau de 1869 qui concernait uniquement les eaux superficielles L'administration centrale de l'État assume les compétences directes sur les eaux souterraines L'État central construit le barrage de <i>Puente Navarro</i> . Le Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> devient une retenue d'eau artificiel. Le barrage de <i>Puente Navarro</i> a été qualifié de le « premier barrage écologique d'Espagne »
1986	-	Premier incendie du Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> Los <i>Ojos del Guadiana</i> se dessèchent de manière permanente La surface d'irrigation dans la région atteint les 125 000 ha On commence à envisager un sauvetage en eau de la part du TTS.
1987	Loi 13/1987	« Plan de Régénération hydrique des <i>Tablas de Daimiel</i> » - Dérivation de volumes d'eau du bassin du <i>Tajo</i> à travers le TTS à destination du Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> . La <i>Confederación Hidrográfica del Tajo</i> est chargée du projet et des ouvrages de liaison (140 km) entre le TTS et la rivière Valdejudíos, affluent du <i>Gigüela</i> pour alimenter le PN sous la surveillance de la <i>Comisaría de Aguas</i> du <i>Guadiana</i> . - Construction à l'intérieur du PN de puits pour alimenter la zone humide en eau - Construction du barrage de <i>Morenillo</i> pour éviter que l'eau qui entre par le TTS et les puits intérieurs ne soit perdue vers l'aval.
	Décret 393/88	La <i>Confederación Hidrográfica del Guadiana</i> réalise un inventaire des zones irriguées et des puits (Registre des Eaux Publiques et Catalogue des Eaux Privées). Il a été très contesté par les agriculteurs pour son manque de rigueur. La <i>Confederación Hidrográfica del Guadiana</i> déclare la surexploitation provisoire de l'aquifère 23 ou Mancha Occidental et de l'aquifère 24 ou <i>Campo de Montiel</i>

Année	Réglementation (si il y a lieu)	Événement
1988	-	25 % de l'eau provenant du TTS n'arrive pas au Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> : elle s'infiltré dans l'aquifère à travers des lits des rivières qui sont censés l'acheminer. Protestations des chercheurs hydrogéologues mais pas de la région de Murcia.
1989	-	La <i>Confederación Hidrográfica del Guadiana</i> déclare la surexploitation définitive de l'aquifère 24 ou <i>Campo de Montiel</i>
1991	-	L'UE accorde des aides à <i>Castilla-La Mancha</i> ( <i>Llanura Manchega y Campo de Montiel</i> ) avec l'objectif de protéger les zones humides par des compensations aux agriculteurs qui réduisent volontairement leurs surfaces d'irrigation. (5 + 5 ans)
1993	Règlement 2078/92	Révision des Registres des Eaux publiques et du Catalogue des Eaux privées de 1987 (inventaire des surface irriguées et des puits). Très contesté par les agriculteurs. Plan de Compensation de Rentes. Mise en place d'un programme Agro-environnemental pour les cultivateurs d'herbacées d'irrigation jusqu'à 2008.
1994		La <i>Confederación Hidrográfica del Guadiana</i> déclare la surexploitation définitive de l'aquifère 23 ou <i>Mancha Occidental</i>
1995	Loi 8/1995	La dérivation du TTS vers La Mancha est élargie vers quelques populations <i>manchegas</i> pour l'approvisionnement en eau potable (« La tubería manchega ») et il prévu une augmentation des dotations en eau vers le Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i>
1996	-	La Communauté Autonome de <i>Castilla-La Mancha</i> cofinancée par l'UE lance un Programme de Restructuration de la Vigne et un Plan de Récupération de la capacité productive de la Vigne et des variétés destinés à l'amélioration de l'exportation du vin de La Mancha
1998	-	A partir d'un rapport sur la situation hydrique du Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> , se proclame l'objectif futur de récupérer le fonctionnement hydrique naturel du Haut Bassin du Guadiana. Il est créé un Comité d'Experts.
	Décret 1664/98	Approbation par le Conseil de Ministres des Plans hydrologiques de bassin en Espagne
2000	Directive 2000/60/UE	Mise en place de la Directive Cadre sur l'Eau
2001	Loi 10/2001	Le Plan Hydrologique National établit la nécessité de développer un Plan Especial del Alto Guadiana (PEAG) avec l'objectif d'une exploitation durable des aquifères. <i>Castilla-La Mancha</i> créa le CREA (Centre Régional d'Études sur l'Eau), organisme consacré à l'agriculture et à l'eau.
2003	Loi 62/2003	Incorporation de la Directive Cadre sur l'Eau à la législation espagnole sur l'Eau.
2005	-	Approbation du Plan Hydrologique National La gestion des Parcs Nationaux espagnols est transférée aux Communautés Autonomes Mais <i>Castilla-La Mancha</i> décline la prise en charge de ses deux Parcs Nationaux, dont celui des <i>Tablas de Daimiel</i>
2007	-	Deuxième incendie du Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> .

Année	Réglementation (si il y a lieu)	Événement
		Les principales associations écologistes espagnoles demandent à l'UNESCO que <i>La Mancha Húmeda</i> soit retirée du catalogue international des Réserves de la Biosphère
2008	-	La Communauté Autonome, des chercheurs du CSIC ( <i>Consejo Superior de Investigaciones Científicas</i> ) et le propre PN rejette la déclassification de la Réserve de Biosphère au moment où le PEAG va se mettre en place.
	Décret 13/08	Approbation du PEAG avec une dotation de 3 900 millions d'euros pour une durée de 20 ans
	-	La mise en place du PEAG soulève des protestations dans le monde écologiste (Ecologistas en Acción, Greenpeace, WWF, SEO). Ils calculent qu'avec ce Plan l'aquifère ne pourrait pas se récupérer avant 2040.
2009	-	Incendie de la tourbe sèche du Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> L'eau du TTS n'arrive pas au PN comme il était prévu parce qu'elle s'infiltrait avant. On décide alors de construire un tuyau pour l'acheminer directement, ce qui finalement n'a pas été fait parce les pluies abondantes tombées ont éteint l'incendie. Écologistes et Murcia critiquent ces mesures L'UE ouvre un dossier contre l'Espagne pour destruction d'une zone humide protégée au nom de la Directive Habitat
2010	-	Inondations. L'eau du <i>Guadiana</i> coule à nouveau et le Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> a de l'eau Les eaux du TTS arrivent au PN à travers la « tubería manchega » avec un coût de 1,5 millions d'euros. Tentative du gouvernement autonome de <i>Castilla-La Mancha</i> d'introduire dans son nouveau statut d'autonomie un droit sur l'eau du TTS
2011	-	Le PP (parti de droite) vient au pouvoir au niveau autonome après 29 ans de gouvernement de gauche. Il est envisagé de réaliser un Plan d'Usage et Gestion du Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> sous justification que c'est un thème complexe...
2012	-	WWF/Adena publie un rapport où ils démontrent que les mesures entreprises par le PEAG de marchés des droits d'eau sont une tromperie entre puits légaux/illégaux.
2013		Une convention entre l'État et la Communauté de <i>Castilla-La Mancha</i> liquide le consortium du PEAG
2018		Ébauche de <i>Pacto del Agua</i> pour <i>Castilla-La Mancha</i> (à l'étude)
2003-2019		En conformité avec la DCE, établissement de Masses d'Eau Souterraine (MES) : Trois MES pour l'aquifère 23 (Mancha Occidental I, Mancha Occidental II et Rus-Valdelobos) et une MES pour l'aquifère 23 (Campo de Montiel) Dissolution des communautés d'irrigants et remplacement par une communauté d'usagers de l'eau par MES (En cours).
2019	-	À nouveau le Parc National des <i>Tablas de Daimiel</i> apparaît « malade » dans la presse nationale « <i>El humedal enfermo de La Mancha</i> » (El País, 11/02/2019)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>17</b>
<b>PARTIE 1. L'EAU QUI FAIT CONFLIT.....</b>	<b>29</b>
Chapitre 1. S'orienter dans les réalités multiples.....	31
1.1. Réalités et représentations.....	31
1.1.1. Du constructivisme au néo-matérialisme.....	31
1.1.2. Les représentations sociales et la construction des mondes.....	37
1.2. La place du politique en géographie dans les relations conflictuelles société-nature	44
1.2.1. <i>Political ecology</i> , géographie environnementale, géographie politique de l'environnement... comment s'y retrouver ?.....	44
1.2.2. Le constat d'une ambiguïté terminologique : <i>political ecology</i> , écologie politique ou <i>ecología política</i> ?.....	50
1.2.2.1. La <i>political ecology</i> , une communauté de pratiques.....	52
1.2.2.2. L' <i>ecología política</i> , un engagement à faveur de la justice environnementale.....	55
1.3. La chimère de la nature naturelle.....	59
1.3.1. La nature, un questionnement pour les sciences sociales, une vérité pour l'écologie.....	59
1.3.2. Les espaces naturels protégés : un coin de biodiversité pour les uns, un espace politique pour les autres, une source de conflit pour tous.....	64
1.3.2.1. La frontière de la conservation : une limite entre nature ordinaire et nature extraordinaire ou une limite du pouvoir ?.....	67
Chapitre 2. Le conflit sur l'eau : son analyse, sa résolution.....	69
2.1. Le conflit environnemental, un objet d'étude polysémique.....	69
2.1.1. Un problème à résoudre ou une vision positive du conflit ?.....	69
2.1.2. Différentes approches et différents objets sous le nom de conflit.....	75
2.1.2.1. L'économie et l'analyse des conflits liés à la dégradation des ressources naturelles.....	76
2.1.2.2. Le conflit environnemental lié à l'espace pour la géographie et la géopolitique.....	79
2.2. Les évidences naturalisées sur l'eau dans les conflits.....	83
2.2.1. La pénurie d'eau ou la construction d'un problème.....	83
2.2.1.1. Le bassin versant, une approche superficielle de la gestion de l'eau.....	93
2.2.2. Les impensés du modèle actuel de gestion de l'eau.....	97
2.2.2.1. Les eaux souterraines : une gestion à inventer ?.....	97
2.2.2.2. Les zones humides : une gestion à la défensive ?.....	102
2.3. La circulation des savoirs et pouvoirs sur l'eau dans les conflits.....	107
2.3.1. La production de données sur l'eau : le mirage de la pensée objectivée ?.....	107
2.3.2. Les solutions aux conflits : une mission pour l'expertise, une écologisation pour l'affichage politique.....	112

<b>PARTIE 2. DISCOURS TERRITORIALISÉS.....</b>	<b>119</b>
Chapitre 3. Analyser les représentations sociales par les discours.....	121
3.1. Le discours : un sens, un contexte.....	121
3.1.1. Le langage et l'organisation symbolique du monde.....	121
3.1.2. Les interactions verbales en situation d'entretien : la force du qualitatif.....	125
3.2. L'analyse qualitative : un champ aux contours encore mal définis.....	128
3.2.1. Quantitatif <i>versus</i> qualitatif en SHS : comment mieux interpréter et comprendre ?.....	128
3.2.2. Ouvrir la « boîte noire » et montrer le mécanisme d'extraction de sens.....	130
3.3. L'analyse qualitative en pratique.....	133
3.3.1. Analyse des discours, analyse de contenu, lexicométrie... : différentes techniques ou plusieurs noms pour la même chose ?.....	133
3.3.2. La Méthode de la Théorie Enracinée : une démarche inductive.....	138
3.3.2.1. Une méthode ou une théorie ?.....	139
3.3.2.2. Une démarche seulement pour des chercheurs expérimentés ?.....	142
3.3.3. L'analyse qualitative à l'aide des logiciels facilitateurs des opérations : <i>Atlas.ti 8</i> et <i>Lexico 3.6</i> .....	143
Chapitre 4. Centrer et décentrer le regard.....	149
4.1. Le terrain : enraciner une théorie sur les conflit lié à l'eau.....	149
4.1.1. Une expérience et une construction à la frontière entre choix et opportunité...	149
4.1.2. Un seul terrain mais deux espaces d'étude en Espagne et au Mexique.....	152
4.2. Un protocole de recueil, d'assemblage et d'analyse.....	156
4.2.1. L'observation directe et l'entretien, deux méthodes privilégiées par la géographie sociale.....	156
4.2.2. Une analyse qualitative explicitée.....	163
4.2.3. La réflexivité du chercheur qualitatif.....	171
4.3. Quatre-vingt-cinq acteurs pour territorialiser les discours.....	174
<b>PARTIE 3. DEUX TERRITOIRES DE NATURE PROTÉGÉE.....</b>	<b>183</b>
Chapitre 5. L'eau en Espagne. Le fleuve <i>Guadiana</i> dans <i>La Mancha</i> .....	185
5.1. Une gestion axée sur le mythe de la pénurie d'eau en Espagne.....	185
5.1.1. Le paradoxe d'une agriculture d'irrigation dans un pays « sans eau ».....	185
5.1.2. Des conflits liés au manque d'eau ou plutôt aux luttes de pouvoir territorial ?	194
5.2. L'entrelacement des eaux superficielles et souterraines dans l' <i>Alto-Guadiana</i> : l'histoire d'un désamour.....	201
5.2.1. Le <i>Guadiana</i> , un fleuve qui apparaît et disparaît ?.....	201

5.2.2. La Mancha, une région à la croisée de deux conflits liés à l'eau.....	213
5.2.2.1. L'eau du fleuve <i>Tajo</i> , pour nos agriculteurs ou pour ceux de <i>Murcia</i> ?.....	220
5.2.2.2. L'eau souterraine de l'aquifère 23 pour les agriculteurs ou pour les canards ?.....	228
5.3. La dissymétrie dans le traitement des zones humides <i>manchegas</i> .....	231
5.3.1. La Réserve de Biosphère <i>La Mancha Húmeda</i> , un espace protégé virtuel.....	231
5.3.2. Tous les chemins mènent aux <i>Tablas de Daimiel</i> .....	248
Chapitre 6. L'eau au Mexique. Le fleuve <i>Usumacinta</i> à <i>Tabasco</i> .....	260
6.1. Une gestion axée sur l'accès à l'eau de tous les Mexicains.....	260
6.1.1. L'écart entre l'affichage politique et les réalités vécues.....	260
6.1.2. Des conflits liés à la mauvaise gestion de l'eau ou plutôt aux inégalités sociales ? .....	265
6.2. L' <i>Usumacinta</i> , un des derniers paradis sur terre ?.....	270
6.2.1. Un fleuve de tous les superlatifs mais une notoriété régionale contrastée.....	270
6.2.2. Les limites du paradis : la frontière politique et la frontière de la conservation .....	279
6.3. Le territoire hydrosocial de l' <i>Usumacinta</i> à <i>Tabasco</i> : entre espaces vécus et espaces protégés.....	287
6.3.1. Deux aires naturelles protégées à <i>Tabasco</i> liées par le fleuve <i>Usumacinta</i> .....	287
6.3.1.1. La Réserve de Biosphère <i>Pantanos de Centla</i> .....	289
6.3.1.2. L'Aire de Protection de Flore et Faune <i>Cañon del Usumacinta</i> .....	292
6.3.2. Le rapport au fleuve : attachement ou indifférence.....	297
<b>PARTIE 4. LE CONFLIT QUI FAIT RESSOURCE.....</b>	<b>313</b>
Chapitre 7. Relation entre savoirs et pouvoirs : une grille de lecture des hydroconflits.	315
7.1. Qui définit le conflit ?.....	315
7.1.1. Un conflit évident pour la connaissance environnementale mais étranger à la population locale.....	315
7.1.2. L'expert est aussi un acteur du territoire.....	318
7.1.3. Un monde environnemental fait de problèmes à résoudre.....	324
7.2. Influence des savoirs sur la qualification des pratiques liées à l'eau.....	331
7.2.1. Le pouvoir qu'accorde l'interprétation des données sur l'eau.....	331
7.2.2. Les gens ne savent pas, il faut leur apprendre.....	338
7.3. Les enjeux du conflit s'abritent derrière l'alibi environnemental servant le pouvoir politique.....	353
7.3.1. Le décalage entre ce qui se dit et ce qui se vit sur les hydrosystèmes <i>manchegos</i> .....	353
7.3.2. Un discours implicite qui révèle le jeu des politiques territoriales.....	364

Chapitre 8. A qui profite la situation conflictuelle ? Un conflit qui devient ressource....	376
8.1. Constructions discursives autour de l'axe conflit-ressource.....	376
8.1.1. Des acteurs sans conflit, des conflits sans acteurs.....	376
8.1.2. Dire sans dire : le tabou de la légitimation du conflit.....	388
8.2. La dynamique positive de l'échec.....	399
8.2.1. Des solutions vagues ou inefficaces.....	399
8.2.2. Les avantages de la perpétuation du conflit.....	415
8.3. Le conflit sur l'eau ne traite pas de l'eau.....	427
8.3.1. Mobiliser la notion de ressource pour développer un modèle de fonctionnement du conflit.....	427
8.3.2. Un modèle <i>conflit-ressource</i> issu du terrain d'étude.....	433
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>439</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>455</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>493</b>
<b>LISTE DES FIGURES.....</b>	<b>495</b>
<b>LISTE DES PHOTOS.....</b>	<b>499</b>
<b>LISTE DES ANNEXES.....</b>	<b>501</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>503</b>